Région îledeFrance

Conseil régional

RAA 401

MAI 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2020-C11 du 27 mai 2020 relative aux actions internationales-appui à des zones de coopération décentralisée de la Région dans la lutte contre le COVID-19……8

LYCÉES

- N° CP 2020-C09 du 27 mai 2020 relative à l'aide exceptionnelle aux boursiers demi-pensionnaires dans le cadre de la crise du Covid 19 - Mai 2020……30

- N° CP 2020-150 du 27 mai 2020 relative au protocole transactionnel avec la société SISAP AMENAGEMENT - Opération de restructuration et extension du lycée Henri Matisse à Trappes……...62

- N° CP 2020-161 du 27 mai 2020 relative aux dotations initiales 2020-2021, ajustements de dotations 2019-2020 et 2018-2019 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac……..69

- N° CP 2020-174 du 27 mai 2020 relative au rapport relatif à l'aide à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens - Ajustement des dotations au titre de l'année 2019……..142

- N° CP 2020-183 du 27 mai 2020 relative au programme d'aide à la sécurisation des lycées privés sous contrat d'association- Programme d'aide à la rénovation des lycées privés sous contrat d'association - Année 2020….150

- N° CP 2020-194 du 27 mai 2020 relative aux travaux dans les EPLE - 3ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……391

- N° CP 2020-195 du 27 mai 2020 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 3ème rapport de l'année 2020 - budget 2020……412

- N° CP 2020-196 du 27 mai 2020 relative à la maintenance immobilière - affectation provisionnelle - mise en place du nouveau marché pour la continuité du service permanent de sécurité incendie de l'ENCPB Pierre Gilles de Gennes à Paris 13ème - règlement des cotisations 2020 du SIGEIF et du SIPPEREC - 3ème rapport de l'année - budget 2020……425

- N° CP 2020-207 du 27 mai 2020 relative à la gestion foncière des EPLE - Conventions d'occupation du domaine public……..430

- N° CP 2020-210 du 27 mai 2020 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - Deuxième affectation 2020……437

- N° CP 2020-217 du 27 mai 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 - 4ème année de mise en œuvre - 3ème rapport……454

- N° CP 2020-222 du 27 mai 2020 relative à la politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens - 3ème rapport pour 2020……460

- N° CP 2020-225 du 27 mai 2020 relative à la sécurisation des lycées - Troisième affectation - Budget 2020...482

- N° CP 2020-234 du 27 mai 2020 relative à la mise en œuvre du Plan Solaire 2024 - Installations photovoltaïques sur les toitures des lycées……..489

- N° CP 2020-237 du 27 mai 2020 relative à l'équipement pédagogique et numérique dans les EPLE troisième rapport de l'année 2020 et l'avenant à la convention annuelle d'application du CPRDFOP…….491

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CP 2020-211 du 27 mai 2020 relative aux cotisations et subventions en faveur de diverses associations...511

- N° CP 2020-215 du 27 mai 2020 relative aux deuxièmes affectations provisionnelles sur les crédits de la Direction des Systèmes d'Information……525

- N° CP 2020-239 du 27 mai 2020 relative à la rémunération et régime indemnitaire des agents du siège et des lycées - Régime tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) -Remises gracieuses - secteur Ressources Humaines……..527

- N° CP 2020-240 du 27 mai 2020 relative à la convention constitutive de groupement de commande - Projet FEADER……..542

- N° CP 2020-254 du 27 mai 2020 relative aux affections provisionnelles d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme relatives à la communication institutionnelle - 2ème Rapport pour 2020……...557

SMART RÉGION

- N° CP 2020-154 du 27 mai 2020 relative à la mise en œuvre du programme "Construire au futur, Habiter le futur" (TIGA) et de la stratégie Smart Région - 2ème affectation……..559

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CP 2020-C12 du 27 mai 2020 relative aux aides aux entreprises - PM'up Covid-19 - 1er rapport pour 2020…….583

- N° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up : aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 3ème rapport pour 2020…….608

- N° CP 2020-256 du 27 mai 2020 relative à la SEM "Île-de-France Investissements et Territoires" - Adoption du pacte d'actionnaire…….664

- N° CP 2020-249 du 27 mai 2020 relative aux mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire……..726

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CP 2020-C10 du 27 mai 2020 relative aux mesures d'urgence agricoles et alimentaires - COVID 19……..781

- N° CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux : nouveaux dispositifs - avenants -3ème rapport de l'année 2020 - Commerces de proximité en milieu rural : 2ème affectation 2020 - Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis……..822

TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

- N° CP 2020-155 du 27 mai 2020 relative à la modernisation du réseau ferroviaire francilien……..956

- N° CP 2020-156 du 27 mai 2020 relative à la route : Mise en œuvre du plan "anti-bouchon et pour changer la route" - et autres opérations routières……..1161

- N° CP 2020-186 du 27 mai 2020 relative au soutien aux mobilités propres et à la sécurité routière…….1351

- N° CP 2020-202 du 27 mai 2020 relative à la stratégie fret et logistique : deuxième rapport 2020……1390

- N° CP 2020-205 du 27 mai 2020 relative aux pôles d'échanges multimodaux de Juvisy-sur-Orge (91) - et de Versailles-Chantiers (78)……1419

- N° CP 2020-227 du 27 mai 2020 relative à la convention PAM 77 pour 2020-2025 - Cotisations aux organismes de transports - Reversements dans le cadre de l'Eurovélo-route 3……1453

- N° CP 2020-272 du 27 mai 2020 relative au soutien au Réseau Express Régional Vélo (RER-V) et aux pistes cyclables provisoires……...1477

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2020-C08 du 27 mai 2020 relative aux mesures d'urgence régionales en faveur de l'équitation francilienne……...1508

- N° CP 2020-178 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France : Soutien au mouvement sportif en Île-de-France pour l'Olympiade 2017-2020 - 1er rapport pour 2020…….. 1523

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2020-C07 du 27 mai 2020 relative aux mesures pour l'enseignement supérieur et la recherche face à la crise sanitaire……...1903

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CP 2020-C13 du 27 mai 2020 relative aux diverses mesures régionales dans le cadre de la crise du Covid-19……1907

- N° CP 2020-170 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 3ème affectation……1924

- N° CP 2020-218 du 27 mai 2020 relative aux formations sanitaires et sociales - solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 des formations sanitaires……...2003

- N° CP 2020-219 du 27 mai 2020 relative aux formations sanitaires et sociales - simulation - convention ADERE - convention Pôle Emploi - formation continue et PRIC……2009

- N° CP 2020-165 du 27 mai 2020 relative à la mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - 3ème rapport pour 2020……...2068

- N° CP 2020-230 du 27 mai 2020 relative aux formations sanitaires et sociales - modification du règlement régional des bourses……..2080

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2020-190 du 27 mai 2020 relative à l'énergie, affectations aux associations environnementales et aux projets innovants……2096

- N° CP 2020-188 du 27 mai 2020 relative au contrat d'Aménagement Régional (CAR) et aide à l'ingénierie territoriale : deuxièmes rapports pour 2020……2204

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2020-228 du 27 mai 2020 relative aux développeurs de l'Apprentissage soldes 2019……2270

- N° CP 2020-192 du 27 mai 2020 relative à la convention région Île-de-France/DISP - Affectation PPSMJ - Affectation PRFE 3ème année -Affectation action PRIC – Avenants 1 et 2 à la convention ASP 2020/2021…2275

- N° CP 2020-330 du 27 mai 2020 relative à l'expérimentation d'une plateforme d'emploi en Île-de-France….2325

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CP 2020-199 du 27 mai 2020 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien (seconde affectation pour 2020)……2336

- N° CP 2020-200 du 27 mai 2020 relative aux attributions de subventions dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle (première affectation pour 2020)……2583

- N° CP 2020-208 du 27 mai 2020 relative aux troisièmes affectations 2020 pour le cinéma et l'audiovisuel…2684

- N° CP 2020-232 du 27 mai 2020 relative à la 2ème affectation 2020 pour l'aménagement culturel en Île-de-France -2ème affectation pour la valorisation du patrimoine - affectation pour le fonds régional d'acquisition des musées……..2789

- N° CP 2020-233 du 27 mai 2020 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour les arts visuels (1ère affectation pour 2020) et attributions au titre des 24 heures de la création (deuxième édition)……..2820

- N° CP 2020-247 du 27 mai 2020 relative aux affectations dans le cadre de la politique régionale du livre et de l'aménagement culturel en Île-de-France - Deuxième affectation pour l'année 2020……..2830

LOGEMENT

- N° CP 2020-180 du 27 mai 2020 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain - Deuxième affectation pour 2020……..2848

- N° CP 2020-181 du 27 mai 2020 relative à l'aide au parc privé - Deuxième affectation pour 2020 - Approbation d'un label CDSR……..2863

- N° CP 2020-214 du 27 mai 2020 relative aux attributions de subventions pour la création de logements locatifs sociaux familiaux, jeunes et étudiants - 2ème affectation pour 2020……2894

HANDICAP

- N° CP 2020-172 du 27 mai 2020 relative à la politique régionale en faveur du handicap - 3ème affectation pour 2020……...3093

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 2020-98 du 11 mai 2020 portant sur la composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France.3118

- N° 2020-99 du 11 mai 2020 portant modification de l'arrêté de renouvellement de capacité d'accueil délivré à l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) du Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne (CH SUD 77) 55, boulevard du Maréchal-Joffre – 77305 Fontainebleau cedex…….3123

- N° 2020-100 du 14 mai 2020 portant délégation de signature du pôle Juridique, Achats, Donnée……3124

- N° 2020-101 du 14 mai 2020 portant délégation de signature du pôle Juridique, Achats, Donnée……3129

- N° 2020-102 du 25 mai 2020 portant délégation de signature du pôle Patrimoine et Moyens généraux…….3134

- N° 2020-103 du 25 mai 2020 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional…….3138

- N° 2020-104 du 26 mai 2020 portant désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de l'extension de capacité du lycée Henri Sellier à Livry-Gargan (93)……..3140

- N° 2020-105 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Patrimoine et Moyens Généraux…….3141

- N° 2020-106 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Lycées……3143

- N° 2020-107 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientations en Réseaux…….3145

- N° 2020-108 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Finances……3147

- N° 2020-109 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme…….3149

- N° 2020-110 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Logement et Transports……...3151

- N° 2020-111 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Cohésion Territoriale……...3153

- N° 2020-112 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Formation professionnelle et Apprentissage……3155

- N° 2020-113 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Juridique Achats Donnée……3157

- N° 2020-114 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarités et de Modernisation……3159

- N° 2020-115 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature de la direction de la Culture…..3161

- N° 2020-116 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Ressources Humaines……3163

- N° 2020-117 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature de la direction des Systèmes d'Information……...3165

- N° 2020-118 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature la direction de la Communication……..3167

- N° 2020-119 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Entreprises et Emploi……..3169

- N° 2020-120 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Juridique Achats Donnée……3171

- N° 2020-121 du 28 mai 2020 portant délégation temporaire de signature du pôle Finances……3173

- N° 2020-122 du 28 mai 2020 portant délégation de signature du pôle Lycées……..3175

- N° 2020-123 du 29 mai 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise……3183

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C11

DU 27 MAI 2020

ACTIONS INTERNATIONALES - APPUI À DES ZONES DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DE LA RÉGION DANS LA LUTTE CONTRE LE COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018, n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 et n° 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU La délibération n° CR 2017-51du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C11 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :Fourniture d'équipement médical à trois hôpitaux haïtiens

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 35 000 € sur le chapitre 930 « Services Généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », code programme HP044-015 « solidarité internationale », code action 10401503 « fonds d'intervention d'urgence » du budget 2020 pour l'acquisition et l'acheminement en Haïti d'équipements médicaux au profit de 3 hôpitaux haïtiens.

Article 2 : Appui au plan de riposte au Covid 19 dans le département de Rufisque

Décide de participer, au titre de l'aide d'urgence au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution, au Conseil départemental de Rufisque, d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 30 558,25 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention figurant en annexe 2 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 30 558,25 € sur le chapitre 930 « Services Généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », code programme HP044-015 « solidarité internationale », code action 10401503 « fonds d'intervention d'urgence » du budget 2020.

Article 3 : Appui à l'aménagement et l'équipement des centres de santé communautaire des quartiers précaires d'Abidjan

Décide de participer, au titre de l'aide d'urgence au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution, à Action contre la Faim, d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000,00 €.

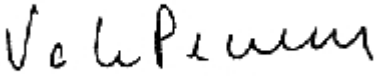
Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention figurant en annexe 3 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 50 000,00 € sur le chapitre 900 « Services Généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », code programme HP044-013 « solidarité internationale », code action 10401304 « fonds d'intervention d'urgence » du budget 2020.

Article 4 : Démarrage anticipé des projets

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projet en annexe de la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020

27/05/2020 10:15:24

(référence technique : 075-237500079-20200527-lmc182424-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C11

DOSSIER N° 20007424 - URGENCE COVID 19 - SOUTIEN A LA RIPOSTE SANITAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE RUFISQUE

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 930-044-65738-104015-020
Action : 10401503- Fonds d'intervention d'urgence

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	30 558,25 € TTC	100,00 %	30 558,25 €
	Montant total de la subvention		30 558,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE RUFISQUE
Adresse administrative	:	RUE OUSMANE SOCE DIOP X PECHOT 99999 ETRANGER
Statut Juridique	:	Organisation Internationale
Représentant	:	Souleymane N'DOYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'aide doit être déployée en urgence pour lutter efficacement contre l'épidémie

Description :
Le Sénégal est touché depuis le mois de mars par la pandémie de Covid 19. Très tôt le gouvernement a réagi et a décrété l'état d'urgence dès le 14 mars puis l'a prorogé jusqu'au 4 mai. Comme dans de nombreux pays, les mesures dites de riposte face au virus prévoient la fermeture des frontières, un confinement de la population, la fermeture des commerces non-essentiels, un couvre-feu et la promotion des mesures barrières. L'ensemble de ces initiatives sont regroupées dans un plan national de riposte.

Le déploiement de ce plan a été décliné dans chacun des départements sénégalais et est piloté localement à travers un comité départemental de gestion de la Riposte du COVID 19 présidé par les préfets et associant les élus locaux et les principaux dirigeants d'établissements de santé.

Dans le département de Rufisque, un comité de ce type a été mis en place et réunit, outre le préfet de Département, le Président du Conseil départemental, M N'Doye, les maires des douze communes du département ainsi que les 3 médecins chefs de district et du directeur de l'Hôpital Youssou Mbargane DIOP de Rufisque. L'ordonnateur du compte « riposte Covid » est assuré par le président du Conseil départemental de Rufisque.

Soixante-dix millions de FCFA (soit 100 000 euros environ) ont été mobilisés par le comité départemental afin de doter les centres de santé en matériel d'hygiène et de protection. Il est également prévu que des kits alimentaires, composés de riz, huile, sucre soient distribués aux familles les plus précaires.

La Région souhaite apporter son soutien à la dimension sanitaire du plan de riposte contre le Covid 19 sur le territoire du département de Rufisque en participant à l'achat de matériel sanitaire (50 EPI, 2500 masques FFP2, 20 thermo flash, 15 000 masques barrières, 3750 gants en latex) et de matériel d'entretien et de nettoyage (600l de gel hydro alcoolique, 2400 l d'eau de javel ainsi que du savon en morceau et du savon liquide).

Ce matériel sera remis par des fournisseurs locaux au comité départemental de gestion de la riposte qui procédera à la distribution principalement en direction des établissements de santé et des populations les plus exposées.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention permet la prise en charge de l'ensemble des dépenses prévues.

Localisation géographique :
- SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel de protection médicale	20 961,25	68,59%
Produits d'entretiens et savons	9 597,00	31,41%
Total	30 558,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	30 558,25	100,00%
Total	30 558,25	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C11

DOSSIER N° 20007392 - URGENCE COVID 19 - SOUTIEN A L'AMENAGEMENT DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRE D'ABIDJAN

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)
Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016
Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020
Action : 10401304- Fonds d'intervention d'urgence

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACF ACTION CONTRE FAIM
Adresse administrative	:	14 BD DE DOUAUMONT 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre MICHELETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'aide doit être déployée en urgence pour lutter efficacement contre l'épidémie

Description :
La Côte d'Ivoire est le pays d'Afrique de l'Ouest le plus touché par la pandémie de Covid 19 à date. Face à cette menace, l'intervention du gouvernement ivoirien vise prioritairement le renforcement des capacités de prise en charge des patients au niveau hospitalier et la sensibilisation sur les moyens de prévention via les mass-médias (Télé, radio et presse écrite).

Le projet présenté vise à appuyer le déploiement d'un plan d'action ciblant les quartiers précaires d'Abidjan qui pourraient être parmi les plus touchés. En effet, l'évaluation rapide de la situation menée par l'équipe d'Action Contre la Faim déjà présente en Côte d'Ivoire, indique qu'aucune des communautés ciblées n'a encore reçue de sensibilisation de proximité au moment du dépôt du projet et que par ailleurs, le personnel de santé ne dispose pas des équipements de protection individuelle (EPI) et des autres dispositifs de prévention nécessaires.

Ce projet vise donc à accompagner les centres de santé communautaires des quartiers précaires d'Abidjan pour permettre l'amélioration de la prévention et du contrôle des infections, la mise à niveau des infrastructures en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, et à engager les communautés dans la lutte contre le Covid-19.

La réponse visera plusieurs centres de santé dont le FSUCOM ABOBO BAOULE situé dans le quartier populaire d'Abobo et servant une population de 45 174 personnes (dont 21 684 femmes), les centres de santé urbains (CSU) KASSAMBLE et FSUCOM KOWEIT situés dans le quartier de Yopougon servant respectivement une population de 20 465 personnes (dont 9 823 femmes) et 75 246 personnes (dont 36 118 femmes) et le CSU COLOMBIE situé dans le quartier de Cocody, épicentre de l'épidémie à Abidjan, servant une population de 47 649 personnes (dont 22 872 femmes) .

Le projet ciblera la desserte sanitaire, afin de faire de ces établissements sanitaires de premiers contacts (ESPC) des lieux sûrs, où le personnel et les usagers seront à l'abri des risques d'infection au Covid-19. Il doit permettre de travailler sur l'acquisition et l'application de connaissances vitales pour les travailleurs des centres de santé et du conseil sur les mesures à mettre en place pour améliorer la sécurité des soignants et des patients (mise en place de zone de triage avec prise de températures et révision du circuit patients) ainsi que la remise à niveau durable des infrastructures de distribution d'eau, hygiène et assainissement et l'équipement disponible pour préparer des salles d'isolement.

ACF est installée en Côte d'Ivoire depuis 2002 et travaille depuis aux côtés du ministère de la santé et de l'hygiène publique. Cette longue expérience de travail avec les autorités sanitaires et services techniques de proximité va faciliter le démarrage rapide des activités. Plus spécifiquement, ACF déploie depuis 2014 un programme d'amélioration de la santé des populations les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes adolescents et les enfants de moins de 5 ans dans les ESPC des quartiers précaires d'Abidjan, dont les quatre établissements visés par le présent projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention doit permettre la prise en charge de l'équipement de plusieurs centres de santé situés dans les quartiers précaires d'Abidjan dont les quatre cités. Les dépenses couvrent à la fois des études techniques et des dépenses d'aménagement et d'équipements liées.
Les dépenses de fonctionnement liées au projet sont prises en charge par un autre bailleur.

Localisation géographique :
- COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes d'ingénierie	11 000,00	22,00%
Travaux d'aménagement eau - assainissement - hygiène	39 000,00	78,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention avec le Conseil départemental de Rufisque

CONVENTION N° 20007424

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Conseil Départemental de Rufisque
dont le statut juridique est : organisation internationale
dont le siège social est situé au : Rue Ousmane Soce Diop X Pechot
ayant pour représentant M Souleymane N'DOYE, son Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique régionale d'intervention humanitaire d'urgence adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la Conseil départemental de Rufisque pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention : **Urgence Covid 19 - Soutien à la riposte sanitaire dans le département de Rufisque**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement (référence dossier n° 20007424) correspondant à 100 % de la base subventionnable du projet en fonctionnement (30 558,25 €), soit un montant maximum de subvention de 30 558,25 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention de fonctionnement par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire.
- Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Les montants de subvention, tels qu'indiqués à l'article 1 de la présente convention, constituent un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 4 mai 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020, et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.sans préjudice des dispositions des articles 2.4.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020.
Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du conseil régional d'Ile France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargée des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Le

Pour le Conseil départemental de Rufisque,
Le Président Souleymane N'DOYE

Annexe 3 : Convention avec Action Contre la Faim (ACF)

CONVENTION N° 20007392

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Action Contre la Faim (ACF)
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 318990892 - 00065
Code NAF : 94.99z
dont le siège social est situé au : 14/16 boulevard de Douaumont, 75017 Paris
ayant pour représentant M Pierre MICHELETTI, son Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de la politique régionale intervention d'urgence humanitaire adoptée par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 222-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir Action Contre la Faim (ACF) pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention : **Urgence Covid 19 - Soutien à l'aménagement des centres de santé communautaire d'Abidjan**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'investissement (référence dossier n° 20007392) correspondant à 100 % de la base subventionnable du projet en investissement (50 000,00 €), soit un montant maximum de subvention de 50 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les dépenses dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter x stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maitre d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaitre la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ».

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à l'issue de la signature de la présente convention dans la limite de 30% de la subvention accordée et sous réserve qu'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie en français et en euros daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un rapport d'activité intermédiaire et un état récapitulatif des dépenses doivent impérativement être produits. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 4 mai 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020, et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.sans préjudice des dispositions des articles 2.3.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ou de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « fiche projet » adoptées par délibération N° 2020-C11 du 27 mai 2020.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du conseil régional d'Ile France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargée des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Le

Pour Action Contre la Faim,
Son Président, M Pierre MICHELETTI

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-C09

DU 27 MAI 2020

AIDE EXCEPTIONNELLE AUX BOURSIERS DEMI-PENSIONNAIRES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID 19 - MAI 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles L.533-1 et L.821-1 alinéa 2 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C09 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la création d'une aide exceptionnelle forfaitaire de 60 € par élève au bénéfice des élèves boursiers demi-pensionnaires des lycées publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'Education nationale dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19.

Article 2 :

Approuve, en application de l'article 1, les dotations aux 462 établissements publics franciliens pour un montant de **5 410 980 €,** conformément à l'annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **5 410 980 €** disponible sur le

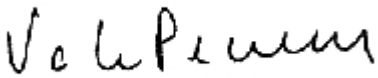
chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action (12800407) « Aide aux élèves boursiers-Covid 19 » du budget 2020.

Article 3:

Approuve, en application de l'article 1, les dotations aux 171 établissements privés sous contrat d'association avec le ministère de l'Education nationale pour un montant de **225 840 €,** conformément à l'annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **225 840 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action (12800407) « Aide aux élèves boursiers-Covid 19 » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc181307-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I

ANNEXE I

DOTATIONS AUX LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3230	0750558Z	LPO	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS 11EME	86	5 160 €
R3367	0750612H	LT	ENSAAMA	63 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	223	13 380 €
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	174	10 440 €
R3407	0750648X	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS 03EME	85	5 100 €
R3354	0750650Z	LPO	ALEMBERT (D')	22 SNTE DES DOREES	75019	PARIS 19EME	267	16 020 €
R3408	0750651A	LGT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS 03EME	222	13 320 €
R3412	0750652B	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS 04EME	183	10 980 €
R3411	0750653C	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 RUE DE JOUY	75004	PARIS 04EME	203	12 180 €
R3415	0750654D	LG	HENRI IV	23 RUE CLOVIS	75005	PARIS 05EME	159	9 540 €
R3413	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	232	13 920 €
R3414	0750656F	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS 05EME	94	5 640 €
R3418	0750657G	LG	MONTAIGNE	17 RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS 06EME	119	7 140 €
R3416	0750658H	LG	SAINT-LOUIS	44 BD SAINT MICHEL	75006	PARIS 06EME	139	8 340 €
R3417	0750660K	LG	FÉNELON	2 RUE DE L'EPERON	75006	PARIS 06EME	136	8 160 €
R3419	0750662M	LG	VICTOR-DURUY	33 BOULEVARD DES INVALIDES	75007	PARIS 07EME	92	5 520 €
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 BD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS 08EME	195	11 700 €
R3421	0750664P	LGT	RACINE	20 RUE DU ROCHER	75008	PARIS 08EME	167	10 020 €
R3423	0750667T	LG	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	75009	PARIS 09EME	107	6 420 €
R3429	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS 09EME	289	17 340 €
R3425	0750669V	LG	JULES-FERRY	77 BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	116	6 960 €
R3426	0750670W	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	75009	PARIS 09EME	102	6 120 €
R3424	0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS 09EME	177	10 620 €
R3428	0750673Z	LG	COLBERT	27 RUE DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS 10EME	198	11 880 €
R3430	0750674A	LT	JULES-SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS 10EME	196	11 760 €
R3435	0750675B	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	157	9 420 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3433	0750676C	LPO	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS 11EME	247	14 820 €
R3440	0750677D	LPO	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS 12EME	475	28 500 €
R3439	0750679F	LG	PAUL-VALERY	38 BOULEVARD SOULT	75012	PARIS 12EME	227	13 620 €
R3438	0750680G	LGT	ARAGO	4 PL DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	146	8 760 €
R3445	0750682J	LG	RODIN	19 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	126	7 560 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS 13EME	225	13 500 €
R3452	0750684L	LG	GABRIEL-FAURÉ	81 AVENUE DE CHOISY	75013	PARIS 13EME	111	6 660 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	492	29 520 €
R3376	0750688R	LGT	RABELAIS	9 RUE FRANCIS DE CROISSET	75018	PARIS 18EME	224	13 440 €
R3455	0750689S	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS 14EME	83	4 980 €
R3456	0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	10 AV MARC SANGNIER	75014	PARIS 14EME	119	7 140 €
R3453	0750691U	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	261	15 660 €
R3454	0750692V	LGT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS 14EME	207	12 420 €
R3462	0750693W	LG	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	162	9 720 €
R3384	0750694X	LG	CAMILLE-SEE	11 RUE LEON LHERMITTE	75015	PARIS 15EME	77	4 620 €
R3385	0750695Y	LPO	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	124	7 440 €
R3381	0750696Z	LGT	VERLOMME	24 RUE FONDARY	75015	PARIS 15EME	94	5 640 €
R3759	0750697A	LT	BÂTIMENT (DU)	7, RUE CLAVEL	75019	PARIS 19EME	83	4 980 €
R3386	0750698B	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS 16EME	133	7 980 €
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75116	PARIS 16EME	266	15 960 €
R3388	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	87	5 220 €
R3389	0750702F	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	1 PL DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS 16EME	68	4 080 €
R3390	0750703G	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	75016	PARIS 16EME	86	5 160 €
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 BOULEVARD MALESHERBES	75017	PARIS 17EME	140	8 400 €
R3372	0750705J	LGT	HONORÉ-DE-BALZAC	118 BD BESSIERES	75849	PARIS 17EME	231	13 860 €
R3370	0750707L	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS 17EME	322	19 320 €
R3800	0750708M	LPO	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS 17EME	107	6 420 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3379	0750710P	LT	AUGUSTE-RENOIR	24 RUE GANNERON	75018	PARIS 18EME	55	3 300 €
R3351	0750711R	LG	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS 19EME	360	21 600 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	290	17 400 €
R3363	0750714U	LG	HÉLÈNE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	272	16 320 €
R3358	0750715V	LGT	MAURICE-RAVEL	89 CRS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	339	20 340 €
R3409	0750770E	LP	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	78	4 680 €
R3432	0750775K	LP	GUSTAVE-FERRIE	7 RUE DES ECLUSES ST MARTIN	75010	PARIS 10EME	129	7 740 €
R3431	0750776L	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	98	5 880 €
R3436	0750778N	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	215	12 900 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	210	12 600 €
R3442	0750784V	LP	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	9 RUE PIERRE BOURDAN	75012	PARIS 12EME	14	840 €
R3447	0750785W	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	110	6 600 €
R3449	0750787Y	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	95	5 700 €
R3437	0750788Z	LP	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS 11EME	137	8 220 €
R3380	0750793E	LP	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS 15EME	124	7 440 €
R3461	0750794F	LP	BRASSAÏ	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS 15EME	26	1 560 €
R3369	0750796H	LP	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS 16EME	45	2 700 €
R3378	0750800M	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	78	4 680 €
R3355	0750802P	LP	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	248	14 880 €
R3360	0750808W	LP	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS 20EME	159	9 540 €
R3698	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	120	7 200 €
R3383	0751708Z	LPO	LOUIS-ARMAND	319 RUE LECOURBE	75015	PARIS 15EME	318	19 080 €
R3451	0751710B	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AV BOUTROUX	75013	PARIS 13EME	173	10 380 €
R3349	0752608C	LP	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS 18EME	124	7 440 €
R3353	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	77	4 620 €
R3366	0752799K	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS 14EME	73	4 380 €
R3459	0752846L	LP	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS 14EME	135	8 100 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3420	0752961L	LP	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	**75007**	PARIS 07EME	**86**	**5 160 €**
R3368	0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	**75015**	PARIS 15EME	**160**	**9 600 €**
R3444	0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	**75013**	PARIS 13EME	**20**	**1 200 €**
R3460	0754475G	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	**75015**	PARIS 15EME	**126**	**7 560 €**
R3357	0754476H	LPO	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	**75014**	PARIS 14EME	**116**	**6 960 €**
R3362	0754530S	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	**75020**	PARIS 20EME	**200**	**12 000 €**
R3210	0754684J	LG	GEORGES-BRASSENS	40 BIS RUE MANIN	**75019**	PARIS 19EME	**10**	**600 €**
					86	**établissements**	**13861**	**831 660,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	21	1 260 €
R3284	0770687D	ERPD	SAINT-MAMMES	13 RUE DU CAPITAINE BALLOT	77670	SAINT-MAMMES	32	1 920 €
R3250	0770918E	LPO	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON	401	24 060 €
R3252	0770920G	LPO	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	231	13 860 €
R3254	0770922J	LGT	GASTON-BACHELARD	32 AVENUE DE L'EUROPE	77505	CHELLES	117	7 020 €
R3259	0770924L	LPO	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS	428	25 680 €
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	195	11 700 €
R3263	0770927P	LG	FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	135	8 100 €
R3270	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	233	13 980 €
R18495	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	214	12 840 €
R3269	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	99	5 940 €
R3272	0770933W	LGT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	77000	MELUN	153	9 180 €
R3273	0770934X	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN	260	15 600 €
R18497	0770938B	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	238	14 280 €
R3704	0770940D	LPO	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS	248	14 880 €
R3715	0770942F	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 RUE DU COLLEGE	77160	PROVINS	230	13 800 €
R3265	0770943G	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	225	13 500 €
R3285	0770944H	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLÉE DU CHATEAU	77400	THORIGNY-SUR-MARNE	202	12 120 €
R3290	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	50	3 000 €
R3261	0771027Y	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE-LES-LYS	349	20 940 €
R3699	0771171E	LP	LOUIS-LUMIÈRE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES	234	14 040 €
R3282	0771336J	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	257	15 420 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	33	1 980 €
R3668	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOM DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE-COMTE-ROBERT	38	2 280 €
R3264	0771512A	LGT	VAN-DONGEN	45 RUE JEAN MERMOZ	77400	LAGNY-SUR-MARNE	208	12 480 €
R3258	0771658J	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	176	10 560 €
R3266	0771663P	LGT	GEORGE-SAND	RUE DE LA MARE AU DIABLE	77350	LE MEE-SUR-SEINE	109	6 540 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3283	0771763Y	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY-EN-BRIE	189	11 340 €
R3271	0771880A	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX	175	10 500 €
R3268	0771940R	LPO	GÉRARD-DE-NERVAL	89 COURS DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	123	7 380 €
R3267	0771941S	LPO	RENÉ-CASSIN	1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE	77186	NOISIEL	150	9 000 €
R3255	0771995A	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE-SOUILLY	214	12 840 €
R3276	0771996B	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	AVENUE PAUL LANGEVIN	77290	MITRY-MORY	273	16 380 €
R3256	0771997C	LP	JACQUES-PRÉVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS-LA-VILLE	150	9 000 €
R3287	0772120L	LGT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	250	15 000 €
R3257	0772127U	LGT	GALILÉE	AVENUE ANDRE MALRAUX	77385	COMBS-LA-VILLE	102	6 120 €
R3108	0772188K	LGT	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	11 AVENUE DE L'EUROPE	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	124	7 440 €
R15359	0772223Y	LPO	RENE-DESCARTES	4 BOULEVARD COPERNIC	77420	CHAMPS-SUR-MARNE	135	8 100 €
R3203	0772225A	LP	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR-LA-FERRIERE	129	7 740 €
R15277	0772228D	LPO	CHARLES DE GAULLE	6 PLACE JEAN MERMOZ	77230	LONGPERRIER	142	8 520 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	176	10 560 €
R15059	0772230F	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLÉE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE-COMTE-ROBERT	151	9 060 €
R15273	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PLACE ANYAMA	77347	PONTAULT-COMBAULT	148	8 880 €
R3286	0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	245	14 700 €
R18914	0772276F	LPO	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	867	52 020 €
R19205	0772277G	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	112	6 720 €
R19061	0772292Y	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	141	8 460 €
R3235	0772294A	LGT	EMILY-BRONTË	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	134	8 040 €
R20737	0772295B	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY-EN-BRIE	113	6 780 €
R19203	0772296C	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	RUE DU LYCEE	77552	MOISSY-CRAMAYEL	221	13 260 €
R3236	0772310T	LPO	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX-LE-PENIL	255	15 300 €
R3279	0772312V	LPO	FLORA-TRISTAN	12 AVENUE DU 8 MAI 1945	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	207	12 420 €
R3205	0772332S	LPO	SONIA-DELAUNAY	1 RUE DU LYCEE	77240	CESSON	124	7 440 €
R3289	0772342C	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN-EN-BRIE	246	14 760 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3983	0772685A	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 RUE DU LION	**77260**	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	**112**	**6 720 €**
R3919	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	35 COURS DU DANUBE	**77700**	SERRIS	**152**	**9 120 €**
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	**77230**	DAMMARTIN-EN-GOELE	**82**	**4 920 €**
					57	**établissements**	**10758**	**645 480,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3665	0780004F	LEGTPA	AGRICOLE	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	41	2 460 €
R3689	0780273Y	LP	LOUIS-BLÉRIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES	146	8 760 €
R3310	0780422K	LGT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX	277	16 620 €
R3298	0780486E	ERPD	BATELLERIE (LA)	36 QUAI DE LA REPUBLIQUE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	47	2 820 €
R3311	0780515L	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	79	4 740 €
R3674	0780582J	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	78375	PLAISIR	62	3 720 €
R3690	0780584L	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES	169	10 140 €
R3691	0781297L	LGT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ	78190	TRAPPES	94	5 640 €
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	68	4 080 €
R3301	0781578S	LPO	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	PLACE FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT	176	10 560 €
R18986	0781819D	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	76	4 560 €
R3305	0781839A	LPO	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE-LES-YVELINES	73	4 380 €
R3300	0781845G	LGT	JULES-FERRY	7 RUE BOUYSSEL	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	194	11 640 €
R3722	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	100	6 000 €
R3723	0781860Y	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	109	6 540 €
R8267	0781861Z	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY-LE-ROI	68	4 080 €
R15879	0781883Y	LPO	DUMONT-D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	78310	MAUREPAS	121	7 260 €
R15875	0781884Z	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	78520	LIMAY	228	13 680 €
R18229	0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY	208	12 480 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	144	8 640 €
R19046	0781949V	LGT	VILLAROY (DE)	2 RUE E VIOLLET LE DUC	78041	GUYANCOURT	123	7 380 €
R3718	0781950W	LPO	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	151	9 060 €
R16239	0781951X	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	200	12 000 €
R19646	0781952Y	LPO	SONIA-DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	132	7 920 €
R3675	0781983G	LPO	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	264	15 840 €
R3309	0781984H	LPO	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX	268	16 080 €
R3229	0782132U	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	156	9 360 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3669	0782539L	LGT	SAINT-EXUPÉRY	8 RUE MARCEL FOUQUE	78201	MANTES-LA-JOLIE	320	19 200 €
R3708	0782540M	LPO	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES-LA-JOLIE	257	15 420 €
R3676	0782546U	LGT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	78300	POISSY	180	10 800 €
R3313	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	225	13 500 €
R3317	0782556E	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	169	10 140 €
R3710	0782557F	LPO	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	337	20 220 €
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	70	4 200 €
R3693	0782563M	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	85	5 100 €
R3712	0782565P	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	219	13 140 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES	186	11 160 €
R3308	0782568T	LG	ALAIN	25 ROUTE DE LA CASCADE	78110	LE VESINET	71	4 260 €
R3673	0782587N	LPO	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	139	8 340 €
R3314	0782593V	LP	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	163	9 780 €
R3306	0782602E	LP	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	172	10 320 €
R3695	0782603F	LP	JACQUES-PRÉVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	161	9 660 €
R3304	0782822U	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	232	13 920 €
R3319	0782924E	LGT	EVARISTE-GALOIS	8, RUE EVARISTE GALOIS	78500	SARTROUVILLE	287	17 220 €
R3312	0783140P	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 RUE VICTORIEN SARDOU	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	97	5 820 €
R3677	0783213U	ERPD	HÉRIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	18	1 080 €
R3303	0783214V	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	89	5 340 €
R3307	0783259U	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	2 RUE GEORGES LAPIERRE	78320	LA VERRIERE	67	4 020 €
R3755	0783431F	LPO	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	254	15 240 €
R3761	0783447Y	LPO	SIMONE-WEIL	RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	219	13 140 €
R3671	0783533S	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES-LA-VILLE	393	23 580 €
R3233	0783548H	LG	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	5 RUE COLLIN MAMET	78530	BUC	2	120 €
R3231	0783549J	LG	LYCEE INTERNATIONAL	RUE DU FER A CHEVAL	78101	SAINT GERMAIN EN LAYE	24	1 440 €
					53	établissements	8210	492 600,00 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3555	0910429X	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	52	3 120 €
R3703	0910620E	LPO	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL-ESSONNES	620	37 200 €
R3705	0910622G	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	2 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	240	14 400 €
R3324	0910623H	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS-MONS	284	17 040 €
R3544	0910625K	LGT	ROSA-PARKS	2 PLACE DE L EUROPE	91230	MONTGERON	561	33 660 €
R3546	0910626L	LGT	BLAISE-PASCAL	18 RUE ALEXANDRE FLEMING	91406	ORSAY	57	3 420 €
R3552	0910627M	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	452	27 120 €
R3322	0910628N	LP	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91290	ARPAJON	181	10 860 €
R3335	0910629P	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	167	10 020 €
R3339	0910630R	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	134	8 040 €
R3338	0910631S	LP	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	263	15 780 €
R3345	0910632T	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	195	11 700 €
R3325	0910676R	LPO	CLÉMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS-MONS	165	9 900 €
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	141	8 460 €
R3343	0910715H	LP	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU	322	19 320 €
R3346	0910727W	LPO	PARC-DE-VILGÉNIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY	355	21 300 €
R3332	0910755B	LP	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	220	13 200 €
R3554	0910756C	LP	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	238	14 280 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	406	24 360 €
R3327	0911021R	LGT	TALMA	1 RUE DES CERFS	91805	BRUNOY	195	11 700 €
R3545	0911037H	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	109	6 540 €
R3336	0911251R	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY-COURCOURONNES	350	21 000 €
R3337	0911254U	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY-COURCOURONNES	309	18 540 €
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY-COURCOURONNES	147	8 820 €
R3550	0911346U	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	193	11 580 €
R3347	0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	4 RUE RAYMOND PAUMIER	91230	MONTGERON	69	4 140 €
R3333	0911401D	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	126	7 560 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R18509	0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	160	9 600 €
R3548	0911493D	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY-SOUS-SENART	204	12 240 €
R3342	0911577V	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	91162	LONGJUMEAU	130	7 800 €
R3549	0911578W	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS-ORANGIS	291	17 460 €
R3323	0911632E	LGT	RENÉ-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON	140	8 400 €
R3329	0911828T	LPO	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY-COURCOURONNES	312	18 720 €
R3321	0911913K	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	91192	GIF-SUR-YVETTE	70	4 200 €
R3200	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	52	3 120 €
R3724	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE	318	19 080 €
R3725	0911938M	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	91120	PALAISEAU	76	4 560 €
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS	213	12 780 €
R15431	0911946W	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	303	18 180 €
R18145	0911961M	LGT	EDMOND-MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	194	11 640 €
R16853	0911962N	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY	201	12 060 €
R3014	0911983L	LGT	JULES-VERNE	49 RUE D'ARPAJON	91470	LIMOURS	45	2 700 €
R3742	0912142J	LPO	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	412	24 720 €
R3754	0912163G	LPO	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	267	16 020 €
R3547	0912251C	LPO	HENRI-POINCARÉ	36 RUE LEON BOURGEOIS	91122	PALAISEAU	275	16 500 €
P0037479	0912364A	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSE	91410	DOURDAN	265	15 900 €
					46	établissements	10479	628 740,00 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3615	0920130S	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	189	11 340 €
R3556	0920131T	LGT	AUGUSTE-RENOIR	137 RUE DU MENIL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	136	8 160 €
R3560	0920132U	LGT	ALBERT-CAMUS	131 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS-COLOMBES	109	6 540 €
R3563	0920134W	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	48	2 880 €
R3565	0920135X	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	35 RUE DES PRES HAUTS	92290	CHATENAY-MALABRY	168	10 080 €
R3570	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	279	16 740 €
R3573	0920137Z	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES	328	19 680 €
R3577	0920138A	LGT	PAUL-LAPIE	5 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND	92401	COURBEVOIE	165	9 900 €
R3592	0920141D	LGT	JOLIOT-CURIE	92 AVENUE FREDERIC ET IRENE JOLIOT CURIE	92022	NANTERRE	94	5 640 €
R3595	0920142E	LG	PASTEUR	17 BOULEVARD D'INKERMANN	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	36	2 160 €
R3597	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	40	2 400 €
R3598	0920144G	LGT	AGORA (L')	120 RUE DE VERDUN	92816	PUTEAUX	120	7 200 €
R3604	0920145H	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	157	9 420 €
R3605	0920146J	LG	MARIE-CURIE	1 RUE CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX	95	5 700 €
R3607	0920147K	LGT	PAUL-LANGEVIN	2 RUE PAYRET DORTAIL	92150	SURESNES	194	11 640 €
R3609	0920149M	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES	118	7 080 €
R3558	0920150N	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	139	8 340 €
R3583	0920158X	LP	TOURNELLE (LA)	87 BOULEVARD NATIONAL	92250	LA GARENNE-COLOMBES	218	13 080 €
R3586	0920163C	LP	LOUIS-GIRARD	85 RUE LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	93	5 580 €
R3590	0920164D	LP	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	164	9 840 €
R3596	0920166F	LP	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	84	5 040 €
R3606	0920170K	LP	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	94	5 640 €
R3608	0920171L	LP	LOUIS-BLÉRIOT	67 RUE DE VERDUN	92150	SURESNES	112	6 720 €
R3559	0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	79	4 740 €
R3561	0920680P	LP	LÉONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	147	8 820 €
R3587	0920798T	LGT	RABELAIS	6 RUE GEORGES LANGROGNET	92190	MEUDON	86	5 160 €
R3601	0920799U	LGT	RICHELIEU	64 RUE GEORGE SAND	92501	RUEIL-MALMAISON	186	11 160 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3602	0920801W	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	SAINT-CLOUD	145	8 700 €
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	209	12 540 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	44	2 640 €
R3580	0921156G	LPO	GALILÉE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	162	9 720 €
R3566	0921166T	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	319	19 140 €
R3575	0921229L	LP	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	159	9 540 €
R3585	0921230M	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS-PERRET	234	14 040 €
R3589	0921399W	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	161	9 660 €
R3599	0921500F	LP	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	194	11 640 €
R3610	0921505L	LP	DARDENNE	25 RUE LOUIS DARDENNE	92170	VANVES	102	6 120 €
R3567	0921555R	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	118	7 080 €
R3588	0921592F	LP	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	254	15 240 €
R15803	0921594H	LGT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92390	VILLENEUVE-LA-GARENNE	50	3 000 €
R3562	0921595J	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS-COLOMBES	109	6 540 €
R3578	0921625S	LP	PAUL-PAINLEVÉ	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	147	8 820 €
R3593	0921626T	LP	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	111	6 660 €
R3614	0921676X	LP	THÉODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	219	13 140 €
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	91	5 460 €
R3572	0922149L	LPO	RENÉ-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY	433	25 980 €
R3584	0922249V	LPO	MONTESQUIEU	21 RUE DU CAPITAINE FACQ	92350	LE PLESSIS-ROBINSON	85	5 100 €
R3603	0922276Z	LPO	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	SAINT-CLOUD	265	15 900 €
R3612	0922277A	LPO	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE-LA-GARENNE	171	10 260 €
R20735	0922287L	EREA	JACQUES-BREL	104 BIS BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	30	1 800 €
R3743	0922397F	LPO	EUGÈNE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	92	5 520 €
R3745	0922398G	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	78 AVENUE DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL-MALMAISON	104	6 240 €
R3753	0922427N	LPO	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES	85	5 100 €
R3762	0922443F	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	191	11 460 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3779	0922464D	LPO	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	**92000**	NANTERRE	**91**	**5 460 €**
R3981	0922615T	LG	LUCIE-AUBRAC	13 RUE DE L'INDUSTRIE	**92400**	COURBEVOIE	**149**	**8 940 €**
P0038493	0922801V	LGT	LYCEE NEUF TRAPEZE	6 PLACE JULES GUESDE	**92100**	BOULOGNE-BILLANCOURT	**53**	**3 180 €**
					57	**établissements**	**8255**	**495 300,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3619	0930116W	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	93300	AUBERVILLIERS	197	11 820 €
R3616	0930117X	LGT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS	254	15 240 €
R3627	0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY	271	16 260 €
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	657	39 420 €
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93806	EPINAY-SUR-SEINE	352	21 120 €
R3648	0930121B	LGT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL	234	14 040 €
R18521	0930122C	LGT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	150	9 000 €
R15801	0930123D	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	Rue de Montreuil à Claye	93130	NOISY-LE-SEC	168	10 080 €
R3655	0930124E	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	110 AVENUE JEAN JAURES	93500	PANTIN	227	13 620 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	SAINT-DENIS	513	30 780 €
R3543	0930126G	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	314	18 840 €
R3539	0930127H	LGT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	299	17 940 €
R3637	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	179	10 740 €
R3628	0930129K	LP	MADELEINE-VIONNET	1 RUE JULES GUESDE	93140	BONDY	176	10 560 €
R3949	0930130L	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	63	3 780 €
R15799	0930133P	LP	THEODORE-MONOD	187 RUE DE BREMENT	93130	NOISY-LE-SEC	306	18 360 €
R3656	0930135S	LP	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	198	11 880 €
R3645	0930136T	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	217	13 020 €
R3662	0930138V	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	SAINT-DENIS	311	18 660 €
R3643	0930830X	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	11 ALLÉE VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY	334	20 040 €
R3641	0930831Y	LP	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC-MESNIL	164	9 840 €
R3622	0930833A	LGT	JEAN-ZAY	AVENUE DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	382	22 920 €
R3620	0930834B	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	501	30 060 €
R18517	0930846P	LP	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	79	4 740 €
R3618	0931024H	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	93300	AUBERVILLIERS	308	18 480 €
R3540	0931193S	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	199	11 940 €
R3625	0931198X	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	202	12 120 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3636	0931233K	LP	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	25 RUE DES TROIS NOYERS	93220	GAGNY	280	16 800 €
R3635	0931272C	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	342	20 520 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	201	12 060 €
R3652	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	163	9 780 €
R3537	0931584S	LPO	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	156	9 360 €
R3646	0931585T	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 BOULEVARD GUTENBERG	93190	LIVRY-GARGAN	190	11 400 €
R3624	0931613Y	LGT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	241	14 460 €
R3634	0931735F	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	181	10 860 €
R3638	0931738J	LP	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	93120	LA COURNEUVE	189	11 340 €
R3658	0931739K	LP	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	235	14 100 €
R1331	0931779D	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEANNE-BAR	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL	103	6 180 €
R15267	0932026X	LPO	ALFRED-NOBEL	20 ALLÉE DE GAGNY	93390	CLICHY-SOUS-BOIS	197	11 820 €
R15269	0932030B	LPO	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	358	21 480 €
R15357	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	284	17 040 €
R15427	0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	10 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	256	15 360 €
R17099	0932046U	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	115 ROUTE DES PETITS PONTS	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	211	12 660 €
R18858	0932047V	LPO	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY-LE-GRAND	260	15 600 €
R19063	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	233	13 980 €
R3644	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	206	12 360 €
R3542	0932074Z	LPO	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	192	11 520 €
R3650	0932116V	LPO	EUGÉNIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	229	13 740 €
R3654	0932117W	LPO	LUCIE-AUBRAC	51 RUE VICTOR HUGO	93500	PANTIN	194	11 640 €
R3640	0932118X	LPO	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	351	21 060 €
R3623	0932119Y	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	369	22 140 €
R3647	0932120Z	LPO	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY-GARGAN	382	22 920 €
R3661	0932121A	LPO	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	SAINT-DENIS	315	18 900 €
R3768	0932122B	LPO	ALEMBERT (D')	7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER	93300	AUBERVILLIERS	136	8 160 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3731	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	**93000**	BOBIGNY	**235**	**14 100 €**
R3632	0932126F	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	**93440**	DUGNY	**231**	**13 860 €**
R3663	0932129J	LPO	ENNA (L')	PLACE DU 8 MAI 1945	**93203**	SAINT-DENIS	**153**	**9 180 €**
R3757	0932221J	LPO	BLAISE-PASCAL	18 RUE MARC VIEVILLE	**93250**	VILLEMOMBLE	**137**	**8 220 €**
R3642	0932222K	LPO	RENÉ-CASSIN	16 ALLÉE DES BOSQUETS	**93340**	LE RAINCY	**162**	**9 720 €**
R3631	0932229T	LPO	PAUL-LE-ROLLAND	136 AVENUE DE CASTELNAU	**93700**	DRANCY	**137**	**8 220 €**
R3730	0932260B	LPO	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	**93420**	VILLEPINTE	**219**	**13 140 €**
R3756	0932267J	LPO	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	**93230**	ROMAINVILLE	**221**	**13 260 €**
R3781	0932282A	LPO	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	**93140**	BONDY	**151**	**9 060 €**
R3812	0932291K	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	**93330**	NEUILLY-SUR-MARNE	**165**	**9 900 €**
P0028709	0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	**93350**	LE BOURGET	**179**	**10 740 €**
P0033460	0932638M	LPO	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	1 promenade Marco Polo	**93160**	NOISY-LE-GRAND	**105**	**6 300 €**
P0036077	0932667U	LPO	PLAINE-COMMUNE	70 AVENUE GEORGE SAND	**93200**	SAINT-DENIS	**330**	**19 800 €**
					67	**établissements**	**16134**	**968 040,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3531	0940112L	LGT	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	291	17 460 €
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	361	21 660 €
R3521	0940114N	LPO	SAINT-EXUPÉRY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	272	16 320 €
R3507	0940115P	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY-SUR-SEINE	388	23 280 €
R3488	0940116R	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS-ALFORT	194	11 640 €
R3493	0940117S	LPO	EDOUARD-BRANLY	8 RUE BAUYN DE PERREUSE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	88	5 280 €
R3490	0940118T	LPO	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT-SUR-MARNE	190	11 400 €
R18533	0940119U	LPO	PAUL-DOUMER	2 RUE PAUL DOUMER	94170	LE PERREUX-SUR-MARNE	146	8 760 €
R3497	0940120V	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	155	9 300 €
R3498	0940121W	LGT	ARSONVAL (D')	65 RUE DU PONT DE CRETEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	144	8 640 €
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94210	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	91	5 460 €
R3500	0940123Y	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 RUE DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	478	28 680 €
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES	124	7 440 €
R3503	0940126B	LPO	MAXIMILIEN-PERRET	PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO	94142	ALFORTVILLE	233	13 980 €
R3478	0940129E	LPO	JEAN-MACÉ	34 RUE JULES FERRY	94407	VITRY-SUR-SEINE	560	33 600 €
R3529	0940132H	LP	GABRIEL-PÉRI	41 AVENUE BOILEAU	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	203	12 180 €
R3516	0940134K	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY	114	6 840 €
R3491	0940137N	LP	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	139	8 340 €
R3495	0940138P	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	154	9 240 €
R3511	0940140S	LP	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	128	7 680 €
R3517	0940141T	LP	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY-LE-ROI	197	11 820 €
R3505	0940143V	LP	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES	164	9 840 €
R3479	0940145X	LP	CAMILLE-CLAUDEL	4 RUE DES CARRIERES	94400	VITRY-SUR-SEINE	123	7 380 €
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	51	3 060 €
R3494	0940319L	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	67	4 020 €
R3533	0940580V	LGT	LYC DE CACHAN	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	194	11 640 €
R3496	0940585A	LPO	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	166	9 960 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDÉ	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL-BREVANNES	366	21 960 €
R3502	0940743X	LPO	GEORGES-BRASSENS	12 AVENUE LE FOLL	94290	VILLENEUVE-LE-ROI	228	13 680 €
R18527	0941018W	LPO	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	215	12 900 €
R3518	0941232D	LPO	JEAN-MACÉ	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	160	9 600 €
R3476	0941294W	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY-SUR-SEINE	301	18 060 €
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	58	3 480 €
R3525	0941301D	LPO	FRÉDÉRIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	309	18 540 €
R3523	0941347D	LGT	PABLO-PICASSO	2 AVENUE PABLO PICASSO	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	143	8 580 €
R3487	0941355M	LPO	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	184	11 040 €
R3522	0941413A	LPO	LÉON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	415	24 900 €
R3526	0941470M	LGT	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	211	12 660 €
R3515	0941474S	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	470	28 200 €
R18525	0941604H	LP	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	152	9 120 €
R16037	0941918Z	LPO	CHRISTOPHE-COLOMB	154 RUE DE BOISSY	94370	SUCY-EN-BRIE	265	15 900 €
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	248	14 880 €
R3528	0941951K	LPO	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	255	15 300 €
R3501	0941952L	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	369	22 140 €
R3508	0941972H	LPO	FERNAND-LÉGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	194	11 640 €
R3527	0941974K	LPO	ROBERT-SCHUMAN	2 RUE DE L'EMBARCADERE	94220	CHARENTON-LE-PONT	204	12 240 €
R3234	0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN-BICETRE	85	5 100 €
R3499	0942130E	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	171	10 260 €
P0015628	0942269F	LPO	PAULINE-ROLAND	17 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY-LARUE	248	14 880 €
					49	établissements	10666	639 960,00 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3470	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	33	1 980 €
R3484	0950640E	LGT	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	9 RUE LOUIS MASSIGNON	95100	ARGENTEUIL	264	15 840 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	363	21 780 €
R3684	0950645K	LGT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT	181	10 860 €
R3687	0950646L	LGT	RENÉ-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	497	29 820 €
R3393	0950647M	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	PLACE DE L'EUROPE	95270	LUZARCHES	74	4 440 €
R3394	0950648N	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	95160	MONTMORENCY	184	11 040 €
R3397	0950649P	LPO	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	354	21 240 €
R18545	0950650R	LPO	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	2 RUE J J ROUSSEAU	95200	SARCELLES	760	45 600 €
R3403	0950651S	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 CHEMIN VERT DE BOISSY	95150	TAVERNY	162	9 720 €
R3680	0950656X	LP	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES-EN-PARISIS	156	9 360 €
R3685	0950657Y	LP	FERDINAND-BUISSON	245 RUE FERDINAND BUISSON	95120	ERMONT	329	19 740 €
R3365	0950658Z	LP	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	236	14 160 €
R3486	0950666H	LPO	GEORGES-BRAQUE	21 RUE VICTOR PUISEUX	95100	ARGENTEUIL	334	20 040 €
R18617	0950667J	LPO	ROMAIN-ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	352	21 120 €
R3468	0950709E	LP	VIRGINIA-HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE	250	15 000 €
R3402	0950947N	LPO	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	525	31 500 €
R3396	0950949R	LP	JEAN-MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	274	16 440 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	60	3 600 €
R3405	0951090U	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS-LE-BEL	159	9 540 €
R3399	0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	226	13 560 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	ALLÉE LE NOTRE	95290	L'ISLE-ADAM	120	7 200 €
R3395	0951281B	LP	TURGOT	3 PLACE AU PAIN	95162	MONTMORENCY	162	9 720 €
R3679	0951282C	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	161	9 660 €
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY	543	32 580 €
R3683	0951618T	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY	224	13 440 €
R3474	0951637N	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY	235	14 100 €

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3686	0951673C	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	124	7 440 €
R3678	0951710T	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	119	7 140 €
R3726	0951722F	LPO	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE	237	14 220 €
R3729	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	95220	HERBLAY-SUR-SEINE	130	7 800 €
R3728	0951727L	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	229	13 740 €
R8263	0951728M	LPO	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	301	18 060 €
R3469	0951748J	LPO	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	210	12 600 €
R16193	0951753P	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	2 RUE ROBQUIN	95470	SAINT-WITZ	99	5 940 €
R18856	0951756T	LPO	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	225	13 500 €
R3404	0951763A	LPO	LOUIS-JOUVET	26 RUE DE ST PRIX	95152	TAVERNY	289	17 340 €
R18171	0951766D	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	171 AVENUE DE STALINGRAD	95141	GARGES-LES-GONESSE	237	14 220 €
R3475	0951787B	LPO	ARTHUR-RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	353	21 180 €
R19249	0951788C	LPO	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT	217	13 020 €
R3466	0951811C	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	7 ALLÉE F ET N LEGER	95104	ARGENTEUIL	338	20 280 €
R3209	0951824S	LPO	HAUTIL (DE L')	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY-LE-MOUTIER	258	15 480 €
R3214	0951922Y	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL-LA-BARRE	306	18 360 €
R3215	0951937P	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	95520	OSNY	137	8 220 €
R3744	0951974E	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	162	9 720 €
P0030507	0952173W	LPO	BEZONS (DE)	5 RUE MARCEL LANGLOIS	95875	BEZONS	156	9 360 €
P0034141	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	475	28 500 €
					47	établissements	11820	709 200,00 €

					462	Total Etablissements	90183	5 410 980,00 €

ANNEXE II

ANNEXE II

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3144	0752937K	LYC GENE	EIB-ETOILE	9 RUE VILLARET DE JOYEUSE	75017	PARIS 17EME	2	120 €
R3179	0753217P	LYC POLYV	SAINTE-THERESE-FONDATION-D'AUT	40 RUE LA FONTAINE	75016	PARIS 16EME	17	1 020 €
R3194	0753231E	LYC GENE	SINAI	2 RUE TRISTAN TZARA	75018	PARIS 18EME	11	660 €
R3190	0753384W	LYC GENE	BETH-YACOV	50 BIS RUE DES PRAIRIES	75020	PARIS 20EME	3	180 €
R3125	0753598D	LYC GENE	COLLEGE SEVIGNE	28 RUE PIERRE NICOLE	75005	PARIS 05EME	2	120 €
R3127	0753647G	LYC GENE	ALSACIENNE	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS 06EME	9	540 €
R3137	0753809H	LYC GENE	PAUL-CLAUDEL D'HULST	118 RUE DE GRENELLE	75007	PARIS 07EME	3	180 €
R3122	0753820V	LYC GT	FRANCS-BOURGEOIS	21 RUE SAINT ANTOINE	75004	PARIS 04EME	5	300 €
R3126	0753834K	LYC GENE	YABNE	29 AVENUE LEON BOLLEE	75013	PARIS 13EME	13	780 €
P0037430	0753838P	LYC GENE	SAINT-SULPICE	68 RUE D'ASSAS	75006	PARIS 06EME	7	420 €
R3132	0753840S	LYC GENE	STANISLAS	22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS 06EME	42	2 520 €
R3130	0753844W	LYC GT	SAINTE-GENEVIEVE	64 RUE D'ASSAS	75006	PARIS 06EME	11	660 €
R3136	0753849B	LYC GENE	ALMA	12 AVENUE BOSQUET	75007	PARIS 07EME	2	120 €
R3140	0753852E	LYC GT	SAINTE-JEANNE-ELISABETH	8 RUE MAURICE DE LA SIZERANNE	75007	PARIS 07EME	9	540 €
R3145	0753873C	LYC GENE	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-M	47 RUE DE NAPLES	75008	PARIS 08EME	14	840 €
R3166	0753874D	LYC GENE	ACTIVE-BILINGUE-JEANNINE-MANUEL	70 RUE DU THEATRE	75015	PARIS 15EME	1	60 €
R3153	0753885R	LYC GENE	ROCROY-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	106 RUE DU FAUBOURG POISSONIERE	75010	PARIS 10EME	16	960 €
R3150	0753887T	LYC GENE	BOSSUET-NOTRE-DAME	17 RUE YVES TOUDIC	75010	PARIS 10EME	10	600 €
R3157	0753897D	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	53 RUE DE LA GARE DE REUILLY	75012	PARIS 12EME	28	1 680 €
R3163	0753902J	LYC GENE	NOTRE-DAME-DE-FRANCE	63 RUE DE LA SANTE	75013	PARIS 13EME	8	480 €
R3167	0753915Y	LYC GENE	ECOLE NORMALE CATHOLIQUE BLOM	5 RUE BLOMET	75015	PARIS 15EME	4	240 €
R3168	0753916Z	LYC GENE	SAINTE-ELISABETH	112 RUE DE LOURMEL	75015	PARIS 15EME	1	60 €
R3174	0753919C	LYC GENE	PASCAL	33 BOULEVARD LANNES	75016	PARIS 16EME	1	60 €
R3177	0753933T	LYC GENE	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS 16EME	1	60 €
R3149	0753935V	LYC GENE	ENIO-GEORGES-LEVEN	30 BOULEVARD CARNOT	75012	PARIS 12EME	11	660 €
R3171	0753941B	LYC GENE	GERSON	31 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS 16EME	6	360 €
R3173	0753946G	LYC GENE	NOTRE-DAME-DES-OISEAUX	12 RUE MICHEL ANGE	75016	PARIS 16EME	3	180 €
R3175	0753947H	LYC GENE	SAINT-JEAN-DE-PASSY	72 RUE RAYNOUARD	75016	PARIS 16EME	7	420 €
					28	**Établissements**	**247**	**14 820 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3170	0753948J	LYC GENE	ASSOMPTION	6 RUE DE LUBECK	75016	PARIS 16EME	1	60 €
R3180	0753959W	LYC GENE	ENSEMBLE SCOLAIRE BATIGNOLLES-	35 AVENUE DE SAINT OUEN	75017	PARIS 17EME	30	1 800 €
R3187	0754015G	LYC POLYV	LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE JULE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS 19EME	15	900 €
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS 19EME	70	4 200 €
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	108 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS 06EME	139	8 340 €
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS 06EME	34	2 040 €
R3143	0754030Y	LYC POLYV	ALBERT-DE-MUN	2 RUE D'OLIVET	75007	PARIS 07EME	38	2 280 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS 13EME	125	7 500 €
R3164	0754045P	LYC POLYV	CATHERINE-LABOURE	29 RUE GASSENDI	75014	PARIS 14EME	1	60 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULD	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS 18EME	208	12 480 €
R3184	0754239A	LYC POLYV	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	31 RUE CAULAINCOURT	75018	PARIS 18EME	27	1 620 €
R3773	0754325U	LYC GENE	BETH-HANNA	49 RUE PETIT	75019	PARIS 19EME	30	1 800 €
R3228	0754479L	LYC GENE	OZAR-HATORAH	34 RUE DU MOULIN JOLY	75011	PARIS 11EME	29	1 740 €
R3242	0754666P	LYC GT	PASSY-SAINT-HONORE	117 AVENUE VICTOR HUGO	75016	PARIS 16EME	6	360 €
R3783	0754860A	LYC GENE	THERESE-CHAPPUIS	52 RUE VANEAU	75007	PARIS 07EME	3	180 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	GROUPE SCOLAIRE SAINT-VINCENT-	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS 13EME	6	360 €
R3766	0754965P	LYC GT	LUCIEN-DE-HIRSCH	70 AVENUE SECRETAN	75019	PARIS 19EME	13	780 €
R3782	0755025E	LYC GENE	HEIKHAL-MENAHEM-SINAI	110 BOULEVARD DE MENILMONTANT	75020	PARIS 20EME	9	540 €
R40442	0755352K	LYC GENE	N'R'HATORAH	3 RUE HENRI TUROT	75019	PARIS 19EME	8	480 €
P0014706	0755537L	LYC GT	ALLIANCE-RACHI	2-6 RUE EMILE BOREL	75017	PARIS 17EME	8	480 €
P0034150	0755709Y	LYC GENE	SAINTE-LOUISE	29 RUE DES ENVIERGES	75020	PARIS 20EME	13	780 €
					21	**Établissements**	**813**	**48 780 €**
					49	**Total établissements PARIS**	**1060**	**63 600 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	55	3 300 €
R3002	0771232W	LYC GENE	SAINT-ASPAIS-JEANNE-D'ARC	18 BOULEVARD ANDRE MAGINOT	77300	FONTAINEBLEAU	6	360 €
R3007	0771237B	LYC GT	SAINT-LAURENT-LA-PAIX-NOTRE-DAM	43 RUE ALFRED BREBION	77400	LAGNY-SUR-MARNE	26	1 560 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN	72	4 320 €
R3008	0771246L	LYC GENE	INSTITUT-BOSSUET	12 RUE DE LA VISITATION	77109	MEAUX	14	840 €
R3000	0771720B	LYC GENE	GASNIER GUY-SAINTE-BATHILDE	28 RUE DU TIR	77500	CHELLES	1	60 €
R19044	0772151V	LYC PROF	LES-SINOPLIES	10 BIS RUE JOSEPH BODIN BOISMORT	77680	ROISSY-EN-BRIE	8	480 €
R3009	0772153X	LYC POLYV	JEAN-ROSE	20 RUE DE CHAAGE	77109	MEAUX	39	2 340 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	52	3 120 €
R3777	0772290W	LYC GENE	SAINTE-CROIX	1 RUE DES JACOBINS	77160	PROVINS	10	600 €
R19979	0772324H	LYC GT	ECST SAINTE-THERESE	AVENUE ERASME - ROND PT DE L'EUR	77330	OZOIR-LA-FERRIERE	1	60 €
R3793	0772602K	LYC GENE	SAINTE-CELINE	29 RUE PIERRE MARX	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	5	300 €
P0036045	0772840U	LYC GENE	LA SALLE-SAINTE MARIE	3 BIS CHEMIN DE LA MESSE	77140	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	3	180 €
					13	**Établissements**	**292**	**17 520 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R18561	0781581V	LYC PROF	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE (PRO	15 RUE DES LOUVIERS	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	9	540 €
R18563	0781582W	LYC PROF	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP (PR	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	12	720 €
R3018	0781664K	LYC GT	SAINTE-THERESE	7 RUE BEZIEL	78120	RAMBOUILLET	17	1 020 €
R18585	0781856U	LYC PROF	SAINT-EREMBERT (PROFESSIONNEL)	5 RUE SALOMON REINACH	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5	300 €
R3774	0781899R	LYC GT	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	6 PLACE CLAUDEL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	16	960 €
R19981	0781974X	LYC GT	SAINT-EXUPERY	11 RUE MICHAEL FARADAY	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	11	660 €
R3772	0782100J	LYC PROF	LES-CHATAIGNIERS (PROFESSIONNE	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	22	1 320 €
R3026	0783053V	STS , CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	134	8 040 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETECHE	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	17	1 020 €
R3015	0783283V	LYC GT	ERMITAGE (L')	24 RUE DES COTES	78600	MAISONS-LAFFITTE	2	120 €
R3019	0783286Y	LYC GT	SAINT-EREMBERT	5 RUE SALOMON REINACH	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	6	360 €
R3021	0783288A	LYC POLYV	NOTRE-DAME	3 RUE DE TEMARA	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	11	660 €
R3016	0783289B	LYC GT	NOTRE-DAME	5 RUE DE LA SANGLE	78200	MANTES-LA-JOLIE	6	360 €
R3027	0783293F	LYC GT	LES-CHATAIGNIERS	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	8	480 €
R3023	0783297K	LYC GT	LE-BON-SAUVEUR	6 RUE HENRI CLOPPET	78110	LE VESINET	13	780 €
R3020	0783323N	LYC TECHNO	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	15 RUE DES LOUVIERS	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5	300 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL-SUR-SEINE	16	960 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-DU-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	86	5 160 €
					18	**Établissements**	**396**	**23 760 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3031	0910808J	LYC GT	SAINT-CHARLES	2 RUE G.ANTHONIOZ DE GAULLE	91200	ATHIS-MONS	15	900 €
R3032	0910812N	LYC GENE	SAINT-PIERRE INSTITUT	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	35	2 100 €
R3034	0910815S	LYC GT	INSTITUTION-JEANNE-D'ARC	11 BOULEVARD HENRI IV	91150	ETAMPES	5	300 €
R3038	0910823A	LYC GT	ILE-DE-FRANCE	7 RUE DU BARON DE NIVIERE	91140	VILLEBON-SUR-YVETTE	1	60 €
R3036	0910824B	LYC GT	SACRE-COEUR	2 RUE DU GAIZON	91620	LA VILLE-DU-BOIS	17	1 020 €
R3039	0910826D	LYC GT	SAINT-LOUIS-SAINT-CLEMENT	1 RUE MARGOT	91170	VIRY-CHATILLON	16	960 €
R3771	0910838S	LYC POLYV	BETH-RIVKAH	43 RUE RAYMOND POINCARE	91330	YERRES	23	1 380 €
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE INSTITUT (PROFESSIO	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	14	840 €
R3041	0911844K	LYC GENE	STEINER	62 RUE DE PARIS	91370	VERRIERES-LE-BUISSON	1	60 €
R3197	0912117G	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY-COURCOURONNES	36	2 160 €
R3751	0912161E	LYC POLYV	SAINT-LEON	8 QUAI DE L ESSONNE	91100	CORBEIL-ESSONNES	34	2 040 €
R16604	0912321D	LYC POLYV	SAINT-MARTIN	36 AVENUE DU 8 MAI 1945	91120	PALAISEAU	6	360 €
R3207	0912342B	LYC GT	LA SALLE IGNY	10 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91430	IGNY	2	120 €
P0040350	0912384X	LYC GT	JEANNE-D'ARC	31 RUE ALFRED LEBLANC	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	7	420 €
					14	**Établissements**	**212**	**12 720 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	19	1 140 €
R3043	0920889S	LYC GT	SAINTE-GENEVIEVE	19 RUE DE LA STATION	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	7	420 €
R3044	0920894X	LYC GT	SAINT-GABRIEL (Apprentis d'Auteuil)	21 RUE DE LA LISETTE	92220	BAGNEUX	3	180 €
R3046	0920898B	LYC GT	RAMBAM	11 RUE DES ABONDANCES	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	4	240 €
R3042	0920904H	LYC GT	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L ABBAYE	92160	ANTONY	25	1 500 €
R3047	0920906K	LYC GT	NOTRE-DAME	65 AVENUE DU GENERAL LECLERC	92340	BOURG-LA-REINE	7	420 €
R3048	0920907L	LYC GT	SOPHIE-BARAT	50 RUE DES GRILLONS	92290	CHATENAY-MALABRY	10	600 €
R3049	0920908M	LYC GT	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	1646 AVENUE ROGER SALENGRO	92370	CHAVILLE	1	60 €
R3055	0920916W	LYC GT	LA-SOURCE	11 RUE ERNEST RENAN	92190	MEUDON	2	120 €
R3056	0920917X	LYC GT	NOTRE-DAME	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT	92190	MEUDON	3	180 €
R3058	0920918Y	LYC GT	JEANNE-D'ARC	44 RUE GABRIEL PERI	92120	MONTROUGE	3	180 €
R3060	0920919Z	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-SAINTE-CROIX	30 AVENUE DU ROULE	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	7	420 €
R3062	0920921B	LYC GT	SAINT-DOMINIQUE	23 QUATER BOULEVARD D ARGENSON	92203	NEUILLY-SUR-SEINE	6	360 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL-MALMAISON	29	1 740 €
R3066	0920937U	LYC GT	SUGER	8 RUE YVES DU MANOIR	92420	VAUCRESSON	3	180 €
R3053	0920963X	LYC PROF	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	33 BIS-35 RUE BORIS VILDE	92260	FONTENAY-AUX-ROSES	15	900 €
R3057	0920981S	LYC PROF	SAINT-PHILIPPE (APPRENTIS AUTEUI	1 RUE DU PERE BROTTIER	92190	MEUDON	81	4 860 €
P0042497	0920985W	LYC POLYV	LA-TRINITE (ex-Georges-Guerin)	5 RUE DEVES	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	7	420 €
R3063	0921365J	LYC GT	MADELEINE-DANIELOU	61 RUE DU GENERAL MIRIBEL	92500	RUEIL-MALMAISON	13	780 €
R3051	0921484N	LYC POLYV	MONTALEMBERT	238 BOULEVARD SAINT DENIS	92400	COURBEVOIE	16	960 €
R3050	0921663H	LYC GT	JEANNE-D'ARC	9 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	13	780 €
R18567	0921932A	LYC PROF	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL (PROFE	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL-MALMAISON	3	180 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	LA-SALLE-SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY-LES-MOULINEAUX	29	1 740 €
P0040351	0922691A	LYC GENE	HAUTEFEUILLE	26 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS-COLOMBES	1	60 €
					24	**Établissements**	**307**	**18 420 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3073	0930929E	LYC PROF	JEANNE-LA-LORRAINE	3 BOULEVARD DU NORD	93340	LE RAINCY	18	1 080 €
R3071	0930933J	LYC POLYV	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	21	1 260 €
R3069	0930936M	LYC POLYV	SAINT-BENOIST-DE-L'EUROPE	82 AVENUE GAMBETTA	93172	BAGNOLET	10	600 €
R3081	0930946Y	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	25 RUE ALBERT WALTER	93200	SAINT-DENIS	9	540 €
R21207	0930960N	LYC PROF	ORT (PROFESSIONNEL)	39/45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL	20	1 200 €
R3070	0930962R	LYC GENE	CHARLES-PEGUY	216 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	29	1 740 €
R3076	0930965U	LYC GENE	HENRI-MATISSE	88 BIS RUE JULES GUESDE	93100	MONTREUIL	27	1 620 €
R3085	0930974D	LYC GENE	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 PLACE CHARLES DE GAULLE	93250	VILLEMOMBLE	13	780 €
R3067	0931026K	LYC POLYV	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	36 RUE JACQUES DUCLOS	93600	AULNAY-SOUS-BOIS	8	480 €
R3077	0931369H	LYC PROF	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONN	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY-LE-GRAND	22	1 320 €
R3788	0931464L	LYC GENE	MERKAZ-HATORAH (GARCONS)	92 CHEMIN DES BOURDONS	93220	GAGNY	7	420 €
R3072	0931573E	LYC PROF	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	5 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	30	1 800 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT DANIEL MAYER	39/45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL	41	2 460 €
R3079	0931797Y	LYC POLYV	LA-SALLE-SAINT-DENIS	6 PLACE DE LA RESISTANCE	93200	SAINT-DENIS	388	23 280 €
R3084	0931799A	LYC GENE	FENELON	1 RUE DE MONTAUBAN	93410	VAUJOURS	66	3 960 €
R3074	0931812P	LYC GENE	SAINT-LOUIS-SAINTE-CLOTILDE	37 ALLEE DE LA FONTAINE	93340	LE RAINCY	17	1 020 €
R3087	0931813R	LYC GENE	GROUPE-SCOLAIRE-ALLIANCE	35 ALLEE ROBERT ESTIENNE	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	10	600 €
R18569	0932036H	LYC GT	FRANCOISE-CABRINI	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY-LE-GRAND	30	1 800 €
P0015938	0932110N	LYC GENE	CHNE-OR	17 RUE DU CLOS BENARD	93300	AUBERVILLIERS	17	1 020 €
R3787	0932303Y	LYC GENE	MERKAZ-HATORAH (FILLES)	67 BOULEVARD DU MIDI	93340	LE RAINCY	14	840 €
P0034152	0932618R	LYC TECHNO	ROBERT-SCHUMAN (TECHNO)	7 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	23	1 380 €
P0036046	0932653D	LYC GENE	SAINT-JOSEPH-LA SALLE	12 RUE DU 8 MAI 1945	93500	PANTIN	12	720 €
P0035974	0932654E	LYC GENE	SAINTE-MARIE	7 RUE JEAN CHARDAVOINE	93240	STAINS	2	120 €
P0039969	0932721C	LYC PROF	MARCEL-LAMY	91-129 RUE EDOUARD RENARD	93000	BOBIGNY	15	900 €
					24	**Établissements**	**849**	**50 940 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	30 RUE DE LA PAIX	94307	VINCENNES	61	3 660 €
R3089	0940823J	LYC PROF	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNE	36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94234	CACHAN	79	4 740 €
R3103	0940853S	LYC PROF	CLAUDE-FRANCOIS-POULLART-DES-F	3 BOULEVARD DE STALINGRAD	94320	THIAIS	18	1 080 €
R3101	0940878U	LYC GT	TEILHARD-DE-CHARDIN	2 PLACE D'ARMES	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	16	960 €
R3090	0940885B	LYC GENE	SAINT-ANDRE	12 AVENUE LEON GOURDAULT	94600	CHOISY-LE-ROI	13	780 €
R3102	0940891H	LYC GENE	PETIT-VAL	12 AVENUE ALBERT PLEUVRY	94370	SUCY-EN-BRIE	9	540 €
R3091	0941711Z	LYC GENE	OZAR-HATORAH (FILLES)	65 RUE SAINT SIMON	94000	CRETEIL	16	960 €
R3107	0941719H	LYC GT	EPIN	19 AVENUE EUGENE PELLETAN	94400	VITRY-SUR-SEINE	18	1 080 €
R3106	0941724N	LYC PROF	CLAUDE-NICOLAS LEDOUX (EBTP)	30 RUE DE LA PAIX	94301	VINCENNES	13	780 €
R18573	0941877E	LYC GENE	NOTRE-DAME-DES-MISSIONS	4 RUE DU PRESIDENT KENNEDY	94220	CHARENTON-LE-PONT	5	300 €
R15299	0941909P	LYC GENE	COURS-BERNARD-PALISSY	2 RUE MERCIERE	94470	BOISSY-SAINT-LEGER	6	360 €
R3213	0941943B	LYC GENE	OZAR-HATORAH (GARCONS)	2 VOIE FELIX EBOUE	94000	CRETEIL	18	1 080 €
P0034151	0942354Y	LYC GT	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	22 AVENUE DE VERDUN	94000	CRETEIL	11	660 €
R18571	0942355Z	LYC PROF	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	6 RUE DE L'EGLISE	94340	JOINVILLE LE PONT	13	780 €
P0036558	0942376X	LYC GENE	COURS DU HAMEAU	19 RUE JEAN FRANCOIS MARMONTEL	94320	THIAIS	7	420 €
P0042118	0942443V	LYC GT	SAINT-JOSEPH	55 RUE DE VERDUN	94800	VILLEJUIF	3	180 €
					16	**Établissements**	**306**	**18 360 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Nombre de boursiers demi-pensionnaires	Dotation
R3112	0950753C	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-LA-PROVIDENCE	7 BOULEVARD SADI CARNOT	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	10	600 €
R3114	0950759J	LYC GT	BURY-ROSAIRE	1 AVENUE GEORGES POMPIDOU	95580	MARGENCY	30	1 800 €
R3116	0950762M	LYC GT	SAINT-MARTIN-DE-FRANCE	1 AVENUE DE VERDUN	95300	PONTOISE	33	1 980 €
R3119	0950786N	LYC GT	LA-SALLE-SAINT-ROSAIRE	53 RUE PIERRE BROSSOLETTE	95200	SARCELLES	25	1 500 €
R3111	0950800D	LYC PROF	FONDATION-COGNACQ-JAY	20 RUE DE LA LIBERTE	95100	ARGENTEUIL	102	6 120 €
R3118	0950805J	LYC PROF	SAINT-JEAN (APPRENTIS D'AUTEUIL)	ROND-POINT DE LA TOUR DU MAIL	95117	SANNOIS	9	540 €
R3227	0951048Y	LYC GT	TORAT-EMET	14 AVENUE CHARLES PEGUY	95200	SARCELLES	16	960 €
R3216	0951221L	LYC POLYV	VAUBAN	23 PLACE DU PETIT MARTROY	95300	PONTOISE	10	600 €
R3217	0951940T	LYC GT	OZAR-HATORAH	1 RUE JEAN LURCAT	95200	SARCELLES	7	420 €
R3778	0951994B	LYC POLYV	ORT	32 AVENUE DE CHOISEUL	95400	VILLIERS-LE-BEL	51	3 060 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL	29	1 740 €
P0033802	0952126V	LYC GENE	APPRENDRE AUTREMENT	9 RUELLE DES JARDINS	95360	MONTMAGNY	5	300 €
P0018658	0952158E	LYC GT	INSTITUT-PAUL-RICOEUR	85 RUE DE PARIS	95380	LOUVRES	15	900 €
					13	**Établissements**	**342**	**20 520 €**
				Total établissements privés	**171**	**Établissements**	**3764**	**225 840 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-150

DU 27 MAI 2020

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ SISAP AMENAGEMENT - OPÉRATION DE RESTRUCTURATION ET EXTENSION DU LYCÉE HENRI MATISSE À TRAPPES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code civil ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2019-046 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-150 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver le protocole transactionnel ci-annexé avec la société SISAP AMENAGEMENT et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

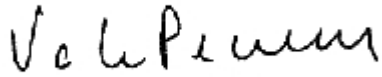
Article 2 :

Décide d'autoriser la remise gracieuse partielle de pénalités telle qu'elle est prévue au sein du protocole avec la société SISAP AMENAGEMENT.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 40 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 pour l'opération de restructuration partielle et extension du lycée Henri Matisse à Trappes.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc172414-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Projet de protocole d'accord transactionnel

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION Ile-De-France, sise 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 20-150 de la Commission Permanente en date du 27 mai 2020

Ci-après désignée « la Région »,

Représentée par son mandataire, agissant en application de la convention de mandat n° 08S0497-06 du 9 février 2010 :

La SEMAEST, sise 7 Avenue de la République, 75011 Paris

D'UNE PART,

ET :

La société SISAP AMENAGEMENT, sise chemin de l'avenue de Villepreux à Saint-Cyr-l'Ecole (78210), immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 352 757 330 00027, représentée par Monsieur Frédéric FOLLET en qualité de Président,

Ci-après désignée « l'Entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région a réalisé une opération de restructuration partielle et extension du lycée Henri Matisse à Trappes.

Pour la réalisation des travaux de cette opération, la Région a notifié le 28 janvier 2016 à l'entreprise SISAP AMENAGEMENT un marché n° 1400436 désigné « Travaux de restructuration partielle et d'extension du lycée Henri Matisse à Trappes – Lot 2 Finitions ».

Ce marché a été conclu pour un montant initial de 837.699,99 € HT et a fait l'objet d'un avenant, notifié le 12 juillet 2017, pour un montant de 40 490,19 € HT.

Le délai de réalisation du marché prenait effet à compter du 1er mars 2016 pour une durée de 20 mois, soit une réception prévue au 31 octobre 2017.

Le marché a fait l'objet d'une réception fixant la date d'achèvement des travaux au 14 décembre 2017, assortie de réserves qui ont été définitivement levées le 28 septembre 2018.

Le décompte général et définitif (ci-après « DGD ») du marché a été notifié à l'Entreprise le 9 aout 2018 pour un montant global de 832.189,37 € HT comprenant l'application de pénalités à hauteur de 89.532,98 € (montant net, les pénalités ne donnant pas lieu à application de la TVA).

L'Entreprise a contesté ce DGD en produisant deux mémoires en réclamation en date du 3 aout 2018, sollicitant d'une part la levée des pénalités et d'autre part l'indemnisation du préjudice prétendument subi du fait de la prolongation du délai d'exécution du marché, notamment du fait de la liquidation judiciaire du titulaire d'un autre lot.

Au global, les prétentions de l'Entreprise dans ces mémoires s'élevaient à 293.573,00 €.

Face à ce litige, le médiateur national des entreprises a été saisi. La médiation a donné lieu à 3 réunions.

A l'issue du processus de médiation, le 17 octobre 2019, les services de la Région et l'Entreprise ont trouvé un accord par lequel :

- La Région ramènerait les pénalités applicables à l'Entreprise à 30.000 € ;
- L'Entreprise abandonnerait toutes réclamations relatives au marché considéré.

L'objet du présent protocole transactionnel est de formaliser cet accord.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux n° 1400436, afin d'éviter les aléas et charges qu'entraînerait nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

La Région accepte de minorer le montant des pénalités applicables dans le cadre de l'exécution du marché n° 1400436 et fixe le montant de celles-ci à 30.000,00 €.

Le décompte général et définitif du marché est ainsi ramené à un montant de 1.076.056,00 € € TTC.

L'Entreprise renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SEMAEST toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre l'exécution du marché n°1400436 relatif aux travaux du lot 2 Finitions de l'opération de restructuration partielle et extension du lycée Henri Matisse à Trappes.

L'Entreprise accepte le montant du solde fixé à l'article 3 comme un montant ferme et définitif et reconnait que son paiement vient définitivement clore les relations contractuelles.

Article 3 :

En application de l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux, le solde du marché, soit le complément au titre du présent protocole, s'établit comme suit :

Montant total du au titre du marché avant pénalité (DGD initial)	921 713,35 €	HT
Soit en TTC	1 106 056,02 €	TTC
Pénalités	30 000,00 €	
Montant DGD après protocole	1 076 056,02 €	TTC
Montant déjà versé à la date du DGD initial	952 635,90 €	TTC
Montant versé au DGD (montant non contesté)	45 991,36 €	TTC
Restant à verser suite au protocole - Solde du marché	77 428,76 €	TTC

Le solde d'un montant de 77.429 € TTC sera réglé dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

<u>Article 4</u> :

Cet accord transactionnel est, de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code civil, relatifs aux transactions, et à l'article 2052 du même Code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En deux exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour renonciation à tout recours »)

Pour la société SISAP	Pour le compte de la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-161

DU 27 MAI 2020

DOTATIONS INITIALES 2020-2021, AJUSTEMENTS DE DOTATIONS 2019-2020 ET 2018-2019 DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DES AIDES SOCIALES AUX LYCÉENS ET ÉLÈVES POST-BAC.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 16-01 du 5 avril 2001 Fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires

VU la délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU la délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU la délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 Aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 '' Simplifier le fonctionnement du conseil régional ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CP 2018-181 du 30 mai 2018 Dotations initiales 2018-2019 et ajustements de dotations 2017-2018 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac.

VU la délibération n° CP 2019-189 du 22 mai 2019 Dotations initiales 2019-2020 et ajustements de dotations 2018-2019 et 2017-2018 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-161 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte les barèmes relatifs à l'ARDP, à l'ARE et à l'aide régionale pour la prise en charge des frais de concours indexés sur l'inflation enregistrée en décembre 2019 de +1.2%, tels qu'ils figurent en annexe I à III de la présente délibération.

Adopte la liste des formations éligibles à l'ARE pour la rentrée 2020 telle qu'elle figure en annexe IV de la présente délibération.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **222 841 €**, conformément à la répartition figurant en annexe V à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **222 841 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 3 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élève à **28 494 €,** conformément à la répartition figurant en annexe VI à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **28 494 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2020.

Article 4 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **3 016 343 €**, conformément à la répartition figurant en annexe VII à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **3 016 343 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2020.

Article 5 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **165 399 €**, conformément à la répartition figurant en annexe VIII à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **165 399 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2020.

Article 6 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **157 906 €**, conformément à la répartition figurant en annexe IX à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **157 906 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2020.

Article 7 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **1 440 338 €**, conformément à la répartition figurant en annexe X à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 440 338 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires » du budget 2020.

Article 8 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **11 018 €**, conformément à la répartition figurant en annexe XI à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **11 018 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 9 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **12 272 €**, conformément à la répartition figurant en annexe XII à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **12 272 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme

HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2020.

Article 10 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élève à **2 450 €**, conformément à l' annexe XIII à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 450 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2020.

Article 11 :

Approuve la dotation afférente à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élève à **6 305 €**, conformément à l'annexe XIV à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **6 305 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2020.

Article 12 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à
3 731 €, conformément à la répartition figurant en annexe XV à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **3 731€** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires » du budget 2020.

Article 13 :

Approuve la dotation afférente à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élève à **2 564 €**, conformément à l'annexe XVI à la délibération**.**

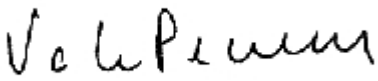
Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **2 564 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2020.

Article 14 :

Approuve la dotation afférente à l'aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élève à **499 €** conformément à l' annexe XVII à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **499 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178389-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I

ANNEXE I

BAREME RELATIF A L'AIDE REGIONALE A LA DEMI-PENSION

Le barème de l'aide régionale à la demi-pension est indexé sur l'indice IPC (indice des prix à la consommation. Identifiant INSEE : 001763862 de décembre) soit un taux d'évolution de + 1,2% entre décembre 2018 et décembre 2019.

Le montant de l'aide régionale à la demi-pension des lycéens et des élèves post-bac des établissements privés sous contrat avec le ministère de l'Éducation nationale pour l'année scolaire 2020-2021 correspond au barème ci-dessous :

Tranches	Quotient familial annuel régional *	Montant annuel de l'aide régionale
A	< 3 125 €	224 €
B	< 4 650 €	181 €
C	< 7 050 €	134 €
D	< 9 390 €	114 €
E	< 10 140 €	91 €
F	≥ 10.140 €	0 €

*Quotient familial annuel régional calculé à partir de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-1 = revenu fiscal de référence / nombre de parts fiscales du foyer.

Annexe II

ANNEXE II

BAREME RELATIF A L'AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT

Le barème de l'aide régionale à l'équipement est indexé sur l'indice IPC (indice des prix à la consommation. Identifiant INSEE : 001763862 de décembre) soit un taux d'évolution de + 1,2% entre décembre 2018 et décembre 2019.

Le montant de l'aide régionale à l'équipement pour l'année scolaire 2020-2021 correspond au barème ci-dessous :

	Quotient familial annuel régional *	**Montant annuel de l'aide régionale**
Tranche unique	≤ 10.140 €	138 €

*Quotient familial annuel régional calculé à partir de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-1 = revenu fiscal de référence / nombre de parts fiscales du foyer.

Annexe III

ANNEXE III

BAREME RELATIF A L'AIDE REGIONALE AUX FRAIS D'INSCRIPTION AUX CONCOURS DES ELEVES EN CPGE

Le barème de l'aide régionale aux frais d'inscription aux est indexé sur l'indice IPC (indice des prix à la consommation. Identifiant INSEE : 001763862 de décembre) soit un taux d'évolution de + 1,2% entre décembre 2018 et décembre 2019.

Le montant de l'aide régionale aux frais d'inscription aux concours pour l'année scolaire 2020-2021 correspond au barème ci-dessous :

	Quotient familial annuel régional *	**Montant annuel de l'aide régionale**
Tranche unique	≤ 10.140 €	282 €/concours dans la limite de 3 concours

*Quotient familial annuel régional calculé à partir de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année N-1 = revenu fiscal de référence / nombre de parts fiscales du foyer.

Annexe IV

Annexe IV

Aide régionale à l'équipement pré et post bac (ARE)

Liste des filières éligibles au titre de l'année scolaire 2020-2021

Niveau	Niveau regroupement	Spécialité	Code Diplôme Nsfé	Type Diplôme	Libellé Diplôme
POST BAC	1	220	14022001	DIPLÔME SUPERIEUR DES ARTS APPLIQUES	DESIGN (DSAA)
POST BAC	2	331	26033101	PREPARATION DIVERSE POST BAC (DE NIV.II)	INFIRMIER OU INFIRMIERE (DIPLOME D'ETAT)
POST BAC	3	200	32020009	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION DES PRODUITS INDUSTRIELS (BTS)
POST BAC	3	201	32020111	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION ET REALISATION DES SYSTEMES AUTOMATIQUES (BTS)
POST BAC	3	201	32020112	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION A : INFORMATIQUE ET RESEAUX (BTS)
POST BAC	3	201	32020113	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONTROLE INDUSTRIEL ET REGULATION AUTOMATIQUE (BTS)
POST BAC	3	201	32020114	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'EAU (BTS)
POST BAC	3	210	32321013	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR AGRICOLE	TECHNICO-COMMERCIAL (BTSA)
POST BAC	3	210	32321014	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR AGRICOLE	ANALYSE, CONDUITE ET STRATEGIE DE L'ENTREPRISE AGRICOLE (ACSE) (BTSA)
POST BAC	3	211	32321111	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR AGRICOLE	PRODUCTION HORTICOLE (BTSA)
POST BAC	3	214	32321401	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR AGRICOLE	AMENAGEMENTS PAYSAGERS (BTSA)
POST BAC	3	220	32022002	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	TECHNIQUES PHYSIQUES POUR L'INDUSTRIE ET LE LABORATOIRE (BTS)
POST BAC	3	220	32022003	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	PILOTAGES DE PROCEDES (BTS)
POST BAC	3	221	32022103	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	QUALITE DANS LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET LES BIO INDUSTRIES (BTS)
POST BAC	3	221	32022104	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	BIOTECHNOLOGIES (BTS)
POST BAC	3	222	32022207	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	BIOANALYSES ET CONTROLE (BTS)
POST BAC	3	222	32022208	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE LA CHIMIE (BTS)
POST BAC	3	223	32022310	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	TRAITEMENT DES MATERIAUX BTS 1ERE ANNEE COMMUNE
POST BAC	3	223	32022316	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION DES PROCESSUS DE REALISATION DE PRODUITS BTS 1ERE ANNEE COMMUNE
POST BAC	3	225	32022506	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	EUROPLASTICS ET COMPOSITES, OPTION POP : PILOTAGE ET OPTIMISATION DE LA PRODUCTION (BTS)
POST BAC	3	227	32022709	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION A GENIE CLIMATIQUE ET FLUIDIQUE (BTS)
POST BAC	3	227	32022710	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION B FROID ET CONDITIONNEMENT D'AIR (BTS)
POST BAC	3	227	32022711	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	FLUIDES-ENERGIES-DOMOTIQUE OPTION C DOMOTIQUE ET BATIMENTS COMMUNICANTS (BTS)
POST BAC	3	230	32023010	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ETUDES ET ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION (BTS)
POST BAC	3	230	32023012	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	BATIMENT (BTS)
POST BAC	3	231	32023107	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	TRAVAUX PUBLICS (BTS)
POST BAC	3	231	32023108	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DU GEOMETRE-TOPOGRAPHE ET DE LA MODELISATION NUMERIQUE (BTS)
POST BAC	3	232	32023205	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ENVELOPPE DES BATIMENTS : CONCEPTION ET REALISATION (BTS)
POST BAC	3	233	32023304	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	AMENAGEMENT FINITION (BTS)
POST BAC	3	233	32023305	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BTS)
POST BAC	3	234	32023411	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	DEVELOPPEMENT ET REALISATION BOIS (BTS)
POST BAC	3	234	32023412	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SYSTEMES CONSTRUCTIFS BOIS ET HABITAT (BTS)
POST BAC	3	242	32024207	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE LA MODE-VETEMENTS (BTS)
POST BAC	3	243	32024305	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE LA MODE-CHAUSSURE ET MAROQUINERIE (BTS)
POST BAC	3	250	32025001	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ASSISTANCE TECHNIQUE D'INGENIEUR (BTS)
POST BAC	3	250	32025005	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION ET INDUSTRIALISATION EN MICROTECHNIQUES (BTS)
POST BAC	3	250	32025010	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION A SYSTEMES DE PRODUCTION(BTS)
POST BAC	3	250	32025011	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION B SYSTEMES ENERGETIQUES ET FLUIDIQUES (BTS)
POST BAC	3	252	32025214	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MOTEURS A COMBUSTION INTERNE (BTS)
POST BAC	3	252	32025215	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIERES (BTS)
POST BAC	3	252	32025217	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION C MOTOCYCLES (BTS)
POST BAC	3	252	32025218	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MAINTENANCE DES MATERIELS DE CONSTRUCTION ET DE MANUTENTION (BTS)
POST BAC	3	253	32025302	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	AERONAUTIQUE (BTS)
POST BAC	3	254	32025411	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION ET REALISATION DE CARROSSERIE (BTS)
POST BAC	3	254	32025415	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	CONCEPTION ET REALISATION EN CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE (BTS)
POST BAC	3	254	32025416	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ARCHITECTURES EN METAL : CONCEPTION ET REALISATION (BTS)

Niveau	Niveau regroupement	Spécialité	Code Diplôme Nsfé	Type Diplôme	Libellé Diplôme
POST BAC	3	255	32025515	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ELECTROTECHNIQUE (BTS)
POST BAC	3	255	32025516	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SYSTEMES NUMERIQUES OPTION B : ELECTRONIQUE ET COMMUNICATIONS (BTS)
POST BAC	3	255	32025519	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SYSTEMES PHOTONIQUES (BTS)
POST BAC	3	311	32031103	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	GESTION DES TRANSPORTS ET LOGISTIQUE ASSOCIEE (BTS)
POST BAC	3	312	32031211	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	COMMERCE INTERNATIONAL A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)
POST BAC	3	312	32031212	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	NEGOCIATION ET DIGITALISATION DE LA RELATION CLIENT (BTS)
POST BAC	3	312	32031213	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MANAGEMENT COMMERCIAL OPERATIONNEL (BTS)
POST BAC	3	322	32032209	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ETUDES DE REALISATION D'UN PROJET DE COMMUNICATION BTS 1ERE ANNEE COMMUNE
POST BAC	3	323	32032325	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	PHOTOGRAPHIE (BTS)
POST BAC	3	323	32032328	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION GESTION DE LA PRODUCTION (BTS)
POST BAC	3	323	32032329	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION METIERS DE L'IMAGE (BTS)
POST BAC	3	323	32032330	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION METIERS DU SON (BTS)
POST BAC	3	323	32032331	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION TECHNIQUES D'INGENIERIE ET EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS (BTS)
POST BAC	3	323	32032332	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'AUDIOVISUEL OPTION METIERS DU MONTAGE ET DE LA POSTPRODUCTION (BTS)
POST BAC	3	330	32033001	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)
POST BAC	3	331	32033103	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	DIETETIQUE (BTS)
POST BAC	3	331	32033104	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	PROTHESISTE ORTHESISTE (BTS)
POST BAC	3	331	32033105	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	PODO-ORTHESISTE (BTS)
POST BAC	3	331	32033107	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	OPTICIEN LUNETIER (BTS)
POST BAC	3	331	32033109	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE (BTS)
POST BAC	3	331	32033110	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	PROTHESISTE DENTAIRE (BTS)
POST BAC	3	331	32233109	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	IMAGERIE MEDICALE ET RADIOLOGIE THERAPEUTIQUE (DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR EN) - (DTS)
POST BAC	3	331	36033105	PREPARATION DIVERSE POST BAC (DE NIV.III)	PUERICULTRICE
POST BAC	3	334	32033421	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	HOTELLERIE RESTAURATION (CLASSE DE MISE A NIVEAU)
POST BAC	3	334	32033422	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	MANAGEMENT EN HOTELLERIE-RESTAURATION BTS 1ERE ANNEE COMMUNE
POST BAC	3	334	32033426	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	TOURISME (BTS)
POST BAC	3	336	32033606	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE L'ESTHETIQUE-COSMETIQUE-PARFUMERIE BTS 1ERE ANNEE COMMUNE
POST BAC	3	336	32033607	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DE LA COIFFURE (BTS)
POST BAC	3	343	32034304	BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	METIERS DES SERVICES A L'ENVIRONNEMENT (BTS)
PRE BAC	4	200	40020002	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ETUDE ET DEFINITION DE PRODUITS INDUSTRIELS (BAC PRO)
PRE BAC	4	200	40020005	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	2NDE PROFESSIONNELLE PRODUCTION (BAC PRO)
PRE BAC	4	200	40020006	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DE LA CONSTRUCTION DURABLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	200	43020008	BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE	STL SCIENCES PHYSIQUES ET CHIMIQUES EN LABORATOIRE (BAC TECHNO)
PRE BAC	4	200	43020009	BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE	STL BIOCHIMIE-BIOLOGIE-BIOTECHNOLOGIE (BAC TECHNO)
PRE BAC	4	200	43020010	BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INGENIERIE, DE L'INNOVATION ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (1ERE STI2D)
PRE BAC	4	201	40020102	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	PILOTE DE LIGNE DE PRODUCTION (BAC PRO)
PRE BAC	4	210	43321005	BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE	STAV SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'AGRONOMIE ET DU VIVANT (BAC TECHNO)
PRE BAC	4	211	40321112	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	PRODUCTIONS (SEC PRO AG)
PRE BAC	4	214	40321404	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	NATURE JARDIN PAYSAGE FORET (SEC PRO AG)
PRE BAC	4	220	40022003	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	BIO-INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (BAC PRO)
PRE BAC	4	221	40022105	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	BOULANGER-P?TISSIER (BAC PRO)
PRE BAC	4	221	40022106	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	CUISINE (BAC PRO)
PRE BAC	4	221	40322103	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	CONSEIL VENTE (SEC PRO AG)
PRE BAC	4	221	40322104	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ALIMENTATION BIO-INDUSTRIES LABORATOIRE (SEC PRO AG)
PRE BAC	4	223	40022302	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TRAITEMENTS DES MATERIAUX (BAC PRO)
PRE BAC	4	224	40022404	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ARTISANAT ET METIERS D'ART 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	224	40122408	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	CERAMIQUE (BMA)
PRE BAC	4	224	40122409	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	VERRIER DECORATEUR (BMA)
PRE BAC	4	225	40022503	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	PLASTIQUES ET COMPOSITES (BAC PRO)
PRE BAC	4	227	40022703	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN EN INSTALLATION DES SYSTEMES ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES (BAC PRO)
PRE BAC	4	227	40022704	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN DE MAINTENANCE DES SYSTEMES ENERGETIQUES ET CLIMATIQUES (BAC PRO)

Niveau	Niveau regroupement	Spécialité	Code Diplôme Nsfé	Type Diplôme	Libellé Diplôme
PRE BAC	4	230	40023003	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION MARCHANDISAGE VISUEL (BAC PRO)
PRE BAC	4	230	40023006	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN D'ETUDES DU BATIMENT 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	231	40023103	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN GEOMETRE-TOPOGRAPHE (BAC PRO)
PRE BAC	4	233	40123301	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	VOLUMES : STAFF ET MATERIAUX ASSOCIES (BMA)
PRE BAC	4	233	40123304	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	ARTS GRAPHIQUES OPTION A : SIGNALETIQUE (BMA)
PRE BAC	4	233	40123305	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	ARTS GRAPHIQUES OPTION B : DECOR PEINT (BMA)
PRE BAC	4	234	40023404	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN CONSTRUCTEUR BOIS (BAC PRO)
PRE BAC	4	234	40023405	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN MENUISIER AGENCEUR (BAC PRO)
PRE BAC	4	234	40023407	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN DE FABRICATION BOIS ET MATERIAUX ASSOCIES (BAC PRO)
PRE BAC	4	234	40023408	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ETUDE ET REALISATION D'AGENCEMENT (BAC PRO)
PRE BAC	4	234	40123412	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	EBENISTE (BMA)
PRE BAC	4	242	40024202	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : TAPISSIER D'AMEUBLEMENT (BAC PRO)
PRE BAC	4	242	40024203	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DE LA MODE - V?TEMENT (BAC PRO)
PRE BAC	4	242	40124210	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	BRODERIE (BMA)
PRE BAC	4	242	42024210	BREVET DE TECHNICIEN	TECHNICIEN DES METIERS DU SPECTACLE OPTION TECHNIQUES DE L'HABILLAGE (DIPLOME)
PRE BAC	4	243	40024304	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DU CUIR 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	250	40025006	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	MICROTECHNIQUES (BAC PRO)
PRE BAC	4	250	40025007	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (BAC PRO)
PRE BAC	4	250	40025009	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	MAINTENANCE NAUTIQUE (BAC PRO)
PRE BAC	4	251	40025106	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN D'USINAGE (BAC PRO)
PRE BAC	4	251	40025107	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN OUTILLEUR (BAC PRO)
PRE BAC	4	251	40025108	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN MODELEUR (BAC PRO)
PRE BAC	4	251	40125101	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	HORLOGERIE (BMA)
PRE BAC	4	252	40025217	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	MAINTENANCE DES MATERIELS 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	252	40025218	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	MAINTENANCE DES VEHICULES 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	253	40025305	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	AVIATION GENERALE (BAC PRO)
PRE BAC	4	253	40025306	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	AERONAUTIQUE 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	254	40025408	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	REPARATION DES CARROSSERIES (BAC PRO)
PRE BAC	4	254	40025410	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	CONSTRUCTION DES CARROSSERIES (BAC PRO)
PRE BAC	4	254	40025411	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN EN CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE (BAC PRO)
PRE BAC	4	254	40125402	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	FERRONNIER D'ART (BMA)
PRE BAC	4	255	40025509	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN DU FROID ET DU CONDITIONNEMENT D'AIR (BAC PRO)
PRE BAC	4	255	40025510	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)
PRE BAC	4	255	40025516	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	SYSTEMES NUMERIQUES 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	311	40031107	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	CONDUCTEUR TRANSPORT ROUTIER MARCHANDISES (BAC PRO)
PRE BAC	4	312	40031211	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DE LA RELATION CLIENT 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	322	40032206	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	FACONNAGE DE PRODUITS IMPRIMES, ROUTAGE (BAC PRO)
PRE BAC	4	322	40032209	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	REALISATION DE PRODUITS IMPRIMES ET PLURIMEDIA 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	322	40132208	BREVET DES METIERS D'ART - BREVET DES METIERS DU SPECTACL	ARTS DE LA RELIURE ET DE LA DORURE (BMA)
PRE BAC	4	323	40032303	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ARTISANAT ET METIERS D'ART OPTION : COMMUNICATION VISUELLE PLURI-MEDIA (BAC PRO)
PRE BAC	4	323	40032304	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	PHOTOGRAPHIE (BAC PRO)
PRE BAC	4	323	42032302	BREVET DE TECHNICIEN	METIERS DE LA MUSIQUE (BT)
PRE BAC	4	323	42032306	BREVET DE TECHNICIEN	TECHNICIEN DES METIERS DU SPECTACLE OPTION MACHINISTE CONSTRUCTEUR (DIPLOME)
PRE BAC	4	330	40033002	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)
PRE BAC	4	330	40033005	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE (BAC PRO)
PRE BAC	4	330	40333001	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	SERVICE AUX PERSONNES ET AUX TERRITOIRES (SEC PRO AG)
PRE BAC	4	331	40033101	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	OPTIQUE LUNETTERIE (BAC PRO)
PRE BAC	4	331	40033102	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	PROTHESE DENTAIRE (BAC PRO)
PRE BAC	4	331	40033103	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	TECHNICIEN EN APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE (BAC PRO)
PRE BAC	4	334	40033403	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN RESTAURATION (BAC PRO)
PRE BAC	4	334	43033402	BACCALAUREAT TECHNOLOGIQUE	STHR SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION (BAC TECHNO)

Niveau	Niveau regroupement	Spécialité	Code Diplôme Nsfé	Type Diplôme	Libellé Diplôme
PRE BAC	4	336	40033603	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)
PRE BAC	4	343	40034303	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	GESTION DES POLLUTIONS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (BAC PRO)
PRE BAC	4	343	40034304	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	HYGIENE, PROPRETE, STERILISATION (BAC PRO)
PRE BAC	4	344	40034403	BACCALAUREAT PROFESSIONNEL	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)
PRE BAC	5	200	50020006	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	1ERE ANNEE DE CAP PRODUCTION (CAP)
PRE BAC	5	201	50020101	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONDUCTEUR D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION (CAP)
PRE BAC	5	211	50321130	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE AGRICOLE	METIERS DE L'AGRICULTURE (CAPA)
PRE BAC	5	214	50321405	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE AGRICOLE	JARDINIER PAYSAGISTE (CAPA)
PRE BAC	5	220	50022002	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE TECHNIQUE DE LABORATOIRE (CAP)
PRE BAC	5	220	50022005	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PROPRETE DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN - COLLECTE ET RECYCLAGE (CAP)
PRE BAC	5	221	50022129	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	AGENT POLYVALENT DE RESTAURATION (CAP)
PRE BAC	5	221	50022133	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CHOCOLATIER CONFISEUR (CAP)
PRE BAC	5	221	50022136	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PATISSIER (CAP)
PRE BAC	5	221	50022137	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	BOULANGER (CAP)
PRE BAC	5	221	50022139	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CUISINE (CAP)
PRE BAC	5	221	50022141	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PATISSIER (CAP)
PRE BAC	5	222	50022201	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	INDUSTRIES CHIMIQUES (CAP)
PRE BAC	5	223	50022349	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	BRONZIER OPTION A : MONTEUR EN BRONZE (CAP)
PRE BAC	5	224	50022420	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MODELES ET MOULES CERAMIQUES (CAP)
PRE BAC	5	224	50022422	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	DECORATION EN CERAMIQUE (CAP)
PRE BAC	5	224	50022425	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ARTS ET TECHNIQUES DU VERRE OPTION VITRAILLISTE (CAP)
PRE BAC	5	224	50022427	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ARTS ET TECHNIQUES DU VERRE OPTION DECORATEUR (CAP)
PRE BAC	5	224	50022430	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	SOUFFLEUR DE VERRE OPTION VERRERIE SCIENTIFIQUE (CAP)
PRE BAC	5	225	50022510	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	COMPOSITES, PLASTIQUES CHAUDRONNES (CAP)
PRE BAC	5	227	50022714	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	INSTALLATEUR EN FROID ET CONDITIONNEMENT D'AIR (CAP)
PRE BAC	5	227	50022715	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MONTEUR EN INSTALLATIONS THERMIQUES (CAP)
PRE BAC	5	230	50023002	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DE BATIMENTS DE COLLECTIVITES (CAP)
PRE BAC	5	231	50023115	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONSTRUCTEUR DE ROUTES (CAP)
PRE BAC	5	231	50023118	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONDUCTEUR D'ENGINS : TRAVAUX PUBLICS ET CARRIERES (CAP)
PRE BAC	5	231	50023119	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONSTRUCTEUR DE RESEAUX DE CANALISATIONS DE TRAVAUX PUBLICS (CAP)
PRE BAC	5	232	50023217	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MACON (CAP)
PRE BAC	5	232	50023218	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	COUVREUR (CAP)
PRE BAC	5	232	50023220	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	TAILLEUR DE PIERRE (CAP)
PRE BAC	5	233	50023311	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	STAFFEUR ORNEMANISTE (CAP)
PRE BAC	5	233	50023319	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PEINTRE-APPLICATEUR DE REVETEMENT (CAP)
PRE BAC	5	233	50023322	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MENUISIER ALUMINIUM-VERRE (CAP)
PRE BAC	5	233	50023324	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MONTEUR EN INSTALLATIONS SANITAIRES (CAP)
PRE BAC	5	233	50023325	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CARRELEUR MOSAISTE (CAP)
PRE BAC	5	233	50023327	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PEINTRE APPLICATEUR DE REVETEMENTS (CAP)
PRE BAC	5	234	50023439	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CHARPENTIER BOIS (CAP)
PRE BAC	5	234	50023441	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MENUISIER FABRICANT DE MENUISERIE, MOBILIER ET AGENCEMENT (CAP)
PRE BAC	5	234	50023442	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MENUISIER INSTALLATEUR (CAP)
PRE BAC	5	234	50023445	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EBENISTE (CAP)
PRE BAC	5	240	50024005	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIER DU PRESSING (CAP)
PRE BAC	5	240	50024006	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE LA BLANCHISSERIE (CAP)
PRE BAC	5	241	50024124	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PLUMASSIERE (CAP DEPARTEMENTAL)
PRE BAC	5	241	50024127	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ARTS DE LA BRODERIE (CAP)
PRE BAC	5	242	50024240	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE LA MODE-V?TEMENT FLOU (CAP)
PRE BAC	5	242	50024241	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE LA MODE-V?TEMENT TAILLEUR (CAP)
PRE BAC	5	242	50024242	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE LA MODE : CHAPELIER-MODISTE (CAP)
PRE BAC	5	243	50024315	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	FOURRURE (CAP)

Niveau	Niveau regroupement	Spécialité	Code Diplôme Nsfé	Type Diplôme	Libellé Diplôme
PRE BAC	5	243	50024319	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	VETEMENT DE PEAU (CAP)
PRE BAC	5	243	50024320	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CORDONNERIE MULTISERVICE (CAP)
PRE BAC	5	243	50024322	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAROQUINERIE (CAP)
PRE BAC	5	251	50025126	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	OUTILLAGES EN OUTILS A DECOUPER ET A EMBOUTIR (CAP)
PRE BAC	5	251	50025137	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	HORLOGERIE (CAP)
PRE BAC	5	252	50025218	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION A VOITURES PARTICULIERES (CAP)
PRE BAC	5	252	50025219	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION B VEHICULES DE TRANSPORT ROUTIER (CAP)
PRE BAC	5	252	50025220	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTIONS C MOTOCYCLES (CAP)
PRE BAC	5	252	50025221	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES MATERIELS OPTION A MATERIELS AGRICOLES (CAP)
PRE BAC	5	252	50025222	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES MATERIELS OPTION B MATERIELS DE CONSTRUCTION ET DE MANUTENTION (CAP)
PRE BAC	5	252	50025223	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	MAINTENANCE DES MATERIELS OPTION C MATERIELS D'ESPACES VERTS (CAP)
PRE BAC	5	253	50025305	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	AERONAUTIQUE OPTION AVIONIQUE (CAP)
PRE BAC	5	254	50025431	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	SERRURIER METALLIER (CAP)
PRE BAC	5	254	50025433	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PEINTURE EN CARROSSERIE (CAP)
PRE BAC	5	254	50025434	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	REPARATION DES CARROSSERIES (CAP)
PRE BAC	5	254	50025436	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	FERRONNIER D'ART (CAP)
PRE BAC	5	254	50025437	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	REALISATIONS INDUSTRIELLES EN CHAUDRONNERIE OU SOUDAGE OPTION A CHAUDRONNERIE (CAP)
PRE BAC	5	254	50025438	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	REALISATIONS INDUSTRIELLES EN CHAUDRONNERIE OU SOUDAGE OPTION B SOUDAGE (CAP)
PRE BAC	5	255	50025521	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE L'ENSEIGNE ET DE LA SIGNALETIQUE (CAP)
PRE BAC	5	255	50025524	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ELECTRICIEN (CAP)
PRE BAC	5	311	50031117	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONDUCTEUR ROUTIER "MARCHANDISES" (CAP)
PRE BAC	5	311	50031118	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	CONDUCTEUR LIVREUR DE MARCHANDISES (CAP)
PRE BAC	5	311	50031122	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	OPERATEUR/OPERATRICE LOGISTIQUE (CAP)
PRE BAC	5	312	50031214	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)
PRE BAC	5	312	50031215	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION A : PRODUITS ALIMENTAIRES (CAP)
PRE BAC	5	312	50031216	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION B : PRODUITS D'EQUIPEMENT COURANT (CAP)
PRE BAC	5	312	50031217	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	VENDEUR-MAGASINIER EN PIECES DE RECHANGE ET EQUIPEMENTS AUTOMOBILES (CAP)
PRE BAC	5	312	50031219	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION C : SERVICE A LA CLIENTELE (CAP)
PRE BAC	5	312	50031220	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	EMPLOYE DE VENTE SPECIALISE OPTION D : LIBRAIRIE-PAPETERIE-PRESSE (CAP)
PRE BAC	5	312	50031223	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	FLEURISTE (CAP)
PRE BAC	5	322	50032225	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	SERIGRAPHIE INDUSTRIELLE(CAP)
PRE BAC	5	322	50032227	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	SIGNALETIQUE ET DECORS GRAPHIQUES (CAP)
PRE BAC	5	322	50032228	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ARTS DE LA RELIURE (CAP)
PRE BAC	5	323	50032307	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ACCESSOIRISTE REALISATEUR (CAP)
PRE BAC	5	331	50033106	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ORTHO-PROTHESISTE (CAP)
PRE BAC	5	331	50033107	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	PODO-ORTHESISTE (CAP)
PRE BAC	5	331	56033102	PREPARATION DIVERSE PRE-BAC (DE NIV V)	AIDE-SOIGNANT (DIPL?ME D'ETAT)
PRE BAC	5	331	56033103	PREPARATION DIVERSE PRE-BAC (DE NIV V)	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE (DIPLOME D'ETAT)
PRE BAC	5	334	50033411	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ASSISTANT(E) TECHNIQUE EN MILIEUX FAMILIAL ET COLLECTIF (CAP)
PRE BAC	5	334	50033412	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	COMMERCIALISATION ET SERVICES EN HOTEL-CAFE-RESTAURANT (CAP)
PRE BAC	5	336	50033610	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	COIFFURE (CAP)
PRE BAC	5	336	50033615	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (CAP)
PRE BAC	5	336	50033616	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	METIERS DE LA COIFFURE (CAP)
PRE BAC	5	343	50034301	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	AGENT DE LA QUALITE DE L'EAU (CAP)
PRE BAC	5	343	50034307	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	AGENT DE PROPRETE ET D'HYGIENE (CAP)
PRE BAC	5	344	50034405	CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE	AGENT DE SECURITE (CAP)

Annexe V

ANNEXE V
AIDE REGIONALE A LA DEMI-PENSION PRE-BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3127	0753647G	LYC GENE	ALSACIENNE	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	15	1 365 €	1 365 €
R3123	0753824Z	LYC GENE	MASSILON	2 BIS QUAI DES CÉLESTINS	75004	PARIS	6	546 €	186 €
R3126	0753834K	LYC GENE	YABNÉ	29/41 AVENUE LÉON BOLLÉE	75013	PARIS	20	1 820 €	542 €
R3132	0753840S	LYC GENE	STANISLAS	22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	8	728 €	728 €
R3129	0753842U	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-SION	61 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	3	273 €	273 €
R3130	0753844W	LYC GT	SAINTE-GENEVIÈVE	64 RUE D'ASSAS	75006	PARIS	19	1 729 €	1 729 €
R3139	0753851D	LYC GENE	LA-ROCHEFOUCAULD	90 BIS RUE SAINT DOMINIQUE	75007	PARIS	5	455 €	455 €
R3140	0753852E	LYC GT	SAINTE-JEANNE-ELISABETH	8 RUE M. DE LA SIZERAINE	75007	PARIS	11	1 001 €	1 001 €
R3145	0753873C	LYC GENE	FÉNELON-SAINTE-MARIE	24 RUE DU GÉNÉRAL FOY	75008	PARIS	4	364 €	104 €
R3166	0753874D	LYC GENE	ACTIVE-BILINGUE-JANINE-MANUEL	70 RUE DU THEATRE	75015	PARIS	1	91 €	91 €
R3150	0753887T	LYC GENE	BOSSUET-NOTRE-DAME	17 RUE YVES TOUDIC	75010	PARIS	31	2 821 €	2 821 €
R3156	0753890W	LYC GT	CHARLES-PEGUY	54 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE	75011	PARIS	50	4 550 €	3 956 €
R3163	0753902J	LYC GENE	NOTRE-DAME-DE-FRANCE	63 RUE DE LA SANTÉ	75013	PARIS	8	728 €	728 €
R3149	0753935V	LYC GENE	ENIO-GEORGES-LEVEN	30 BOULEVARD CARNOT	75012	PARIS	17	1 547 €	1 547 €
R3171	0753941B	LYC GENE	GERSON	31 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS	6	546 €	546 €
R3180	0753959W	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DES-BATIGNOLLES	35 AVENUE DE SAINT OUEN	75017	PARIS	33	3 003 €	3 003 €
R3186	0754016H	LPO PR	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS	50	4 550 €	4 550 €
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS	47	4 277 €	4 058 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	75	6 825 €	6 825 €
R3164	0754045P	LYC POLYV	CATHERINE-LABOURÉ	29 RUE GASSENDI	75014	PARIS	28	2 548 €	2 548 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULT	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS	160	14 560 €	10 372 €
R3184	0754239A	LYC POLYV	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	31 RUE CAULAINCOURT	75018	PARIS	99	9 009 €	5 691 €
R3773	0754325U	LYC GENE	BETH-HANNA	49 RUE PETIT	75019	PARIS	47	4 277 €	4 277 €
R3228	0754479L	LYC GENE	OZAR-HATORAH	34 RUE DU MOULIN JOLY	75011	PARIS	46	4 186 €	4 186 €
R3242	0754666P	LYC GT	PASSY-SAINT-HONORÉ	117 AVENUE VICTOR HUGO	75116	PARIS	14	1 274 €	1 274 €
R3766	0754965P	LYC GT	LUCIEN-DE-HIRSCH	70 AVENUE SECRÉTAN	75019	PARIS	20	1 820 €	1 619 €
P0034150	0755709Y	LYC GENE	SAINTE-LOUISE	29 RUE DES ENVIERGES	75020	PARIS	33	3 003 €	3 003 €
					27	**Établissements**	**856**	**77 896 €**	**67 478 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHÂTEAU	77300	FONTAINEBLEAU	65	5 915 €	4 314 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHÉLÉMY	77007	MELUN	76	6 916 €	6 916 €
R3000	0771720B	LYC GENE	GUY-GASNIER-SAINTE-BATHILDE	28 RUE DU TIR	77500	CHELLES	11	1 001 €	1 001 €
R19044	0772151V	LYC PROF	LES-SINOPLIES	RUE JOSEPH BODIN DE BOISMORTIEI	77680	ROISSY EN BRIE	12	1 092 €	542 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY SAINT GEORGES	42	3 822 €	3 355 €
R3777	0772290W	LYC GENE	SAINTE-CROIX	1 RUE DES JACOBINS	77160	PROVINS	22	2 002 €	1 972 €
R19979	0772324H	LYC GT	SAINTE-THÉRÈSE	ROND POINT DE L'EUROPE	77330	OZOIR LA FERRIERE	12	1 092 €	1 004 €
P0036045	0772840U	LYC GENE	LA SALLE-SAINTE MARIE	3 BIS CHEMIN DE LA MESSE	77140	SAINT-PIERRE-LES-NEMOU	9	819 €	819 €
					8	**Établissements**	**249**	**22 659 €**	**19 923 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R18561	0781581V	LYC PROF	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE (PRO	15 RUE DES LOUVIERS	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	9	819 €	819 €
R18563	0781582W	LYC PROF	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP (PROFE	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	12	1 092 €	1 092 €
R3774	0781899R	LYC GT	SAINT-FRANÇOIS-D'ASSISE	6 PLACE CLAUDEL	78180	MONTIGNY LE BRETONNEU	24	2 184 €	2 184 €
R3772	0782100J	LYC PROF	LES-CHATAIGNIERS (PROFESSIONNE	11 BIS RUE JEAN JAURÈS	78000	VERSAILLES	29	2 639 €	2 639 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETÈCHE	78150	LE CHESNAY	8	728 €	728 €
R3015	0783283V	LYC GT	ERMITAGE (L')	18 RUE DES COTES	78600	MAISONS LAFFITTE	3	273 €	273 €
R3021	0783288A	LYC POLYV	NOTRE-DAME	3 RUE DE TÉMARA - BP 4259	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	23	2 093 €	1 969 €
R3027	0783293F	LYC GT	LES-CHATAIGNIERS	11 BIS AVENUE JEAN JAURÈS	78000	VERSAILLES	10	910 €	910 €
R3020	0783323N	LYC TECHNO	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	15 RRUE DES LOUVIERS	78100	SAINT GERMAIN EN LAYE	8	728 €	728 €
R3029	0783325R	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	44 AVENUE DE SAINT CLOUD	78000	VERSAILLES	25	2 275 €	273 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL SUR SEINE	31	2 821 €	2 821 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	17	1 547 €	1 547 €
					12	**Établissements**	**199**	**18 109 €**	**15 983 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3032	0910812N	LYC GENE	SAINT-PIERRE	70 RUE DE MONTGERON BP 201	91801	BRUNOY CEDEX	20	1 820 €	1 820 €
R3034	0910815S	LYC GT	INSTITUTION-JEANNE-D'ARC	11 BOULEVARD HENRI IV	91150	ETAMPES	6	546 €	546 €
R3038	0910823A	LYC GT	ILE-DE-FRANCE	RUE DU BARON DE NIVIÈRE	91120	VILLEBON SUR YVETTE	5	455 €	455 €
R3036	0910824B	LYC GT	SACRÉ-CŒUR	PASSAGE DE GRAVILLE	91620	LA VILLE DU BOIS	17	1 547 €	1 547 €
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE (PROFESSIONNEL)	70 RUE DE MONTGERON BP 201	91800	BRUNOY	20	1 820 €	1 820 €
R3041	0911844K	LYC GENE	STEINER	62 rue de Paris	91370	VERRIERES LE BUISSON	1	91 €	91 €
R3197	0912117G	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-SION	1/5 AVENUE DE RATISBONNE	91000	EVRY COURCOURONNES	36	3 276 €	3 276 €
R3751	0912161E	LYC POLYV	SAINT-LEON	8 QUAI DE L ESSONNE	91100	CORBEIL ESSONNES	41	3 731 €	3 731 €
					8	**Établissements**	**146**	**13 286 €**	**13 286 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	2	182 €	182 €
R3046	0920898B	LYC GT	RAMBAM	11 RUE DES ABONDANCES	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	7	637 €	637 €
R3042	0920904H	LYC GT	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L'ABBAYE BP 112	92164	ANTONY	17	1 547 €	1 547 €
R3048	0920907L	LYC GT	SOPHIE-BARAT	50 RUE DES GRILLONS	92290	CHATENAY MALABRY	11	1 001 €	1 001 €
R3049	0920908M	LYC GT	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	1646 AVENUE ROGER SALENGRO	92370	CHAVILLE	1	91 €	91 €
R3055	0920916W	LYC GT	LA-SOURCE	11 RUE ERNEST RENAN BELLEVUE	92190	MEUDON	3	273 €	273 €
R3056	0920917X	LYC GT	NOTRE-DAME	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT	92190	MEUDON	10	910 €	910 €
R3062	0920921B	LYC GT	SAINT-DOMINIQUE	BP 83	92203	NEUILLY SUR SEINE CEDEX	8	728 €	728 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 RUE OTIS MYGATT	92500	RUEIL MALMAISON	13	1 183 €	1 183 €
R3066	0920937U	LYC GT	SUGER	11 SENTE DE L'ABBÉ SUGER	92420	VAUCRESSON	5	455 €	10 €
P0042497	0920985W	LYC POLYV	LA-TRINITE (ex-Georges-Guerin)	5 RUE DEVES	92200	NEUILLY SUR SEINE	24	2 184 €	2 184 €
R3063	0921365J	LYC GT	MADELEINE-DANIÈLOU	61/63 RUE DU GÉNÉRAL MIRIBEL	92508	RUEIL MALMAISON	6	546 €	271 €
R3051	0921484N	LYC POLYV	MONTALEMBERT	238 BOULEVARD SAINT DENIS	92400	COURBEVOIE	31	2 821 €	2 366 €
R3050	0921663H	LYC GT	JEANNE-D'ARC	9 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	23	2 093 €	2 093 €
R18567	0921932A	LYC PROF	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL (PROFE	50 RUE OTIS MYGATT	92500	RUEIL MALMAISON	5	455 €	455 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO BP 19	92136	ISSY-LES-MOULINEAUX	68	6 188 €	5 337 €
P0040351	0922691A	LG PR	HAUTEFEUILLE	26 rue PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS COLOMBES	1	91 €	91 €
					17	**Établissements**	**235**	**21 385 €**	**19 359 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3073	0930929E	LYC PROF	JEANNE-LA-LORRAINE	3 BOULEVARD DU NORD	93340	LE RAINCY	48	4 368 €	4 368 €
R3071	0930933J	LYC POLYV	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	49	4 459 €	3 389 €
R21207	0930960N	LYC PROF	ORT (PROFESSIONNEL)	39 / 45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL cedex	32	2 912 €	2 230 €
R3068	0930961P	LYC GENE	ESPÉRANCE (L')	35, RUE ANATOLE FRANCE	93622	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	68	6 188 €	5 730 €
R3077	0931369H	LYC PROF	FRANÇOISE-CABRINI (PROFESSIONN	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93160	NOISY LE GRAND	43	3 913 €	3 913 €
R3072	0931573E	LYC PROF	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	5 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	36	3 276 €	3 276 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT DANIEL MAYER	39/45 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL cedex	23	2 093 €	2 059 €
R18569	0932036H	LYC GT	FRANÇOISE-CABRINI	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93160	NOISY LE GRAND	36	3 276 €	3 276 €
P0015938	0932110N	LYC GENE	CHNÉ-OR	150 RUE ANDRÉ KARMAN	93300	AUBERVILLIERS	27	2 457 €	2 457 €
P0035974	0932654E	LYC GENE	SAINT-MARIE	7 RUE JEAN CHARDAVOINE	93240	STAINS	45	4 095 €	4 095 €
P0039969	0932721C	LYC PROF	MARCEL LAMY	91-129 RUE EDOUARD RENARD	93000	BOBIGNY	24	2 184 €	2 184 €
					11	**Établissements**	**431**	**39 221 €**	**36 977 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3106	0940822H	LYC GT	BÂTIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	18 RUE DE BELFORT	94300	VINCENNES	37	3 367 €	3 367 €
R3101	0940878U	LYC GT	TEILHARD-DE-CHARDIN	2 PLACE D'ARMES	94100	SAINT MAUR DES FOSSES	58	5 278 €	1 230 €
P0040171	0940882Y	LYC GT	SAINT-MICHEL	10 TER RUE JEANNE D'ARC	94165	ST MANDE CEDEX	14	1 274 €	1 274 €
R3102	0940891H	LYC GENE	PETIT-VAL	12 RUE ALBERT PLEUVRY	94370	SUCY EN BRIE	17	1 547 €	1 440 €
R3106	0941724N	LYC PROF	BÂTIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS (PR	18 RUE DE BELFORT	94300	VINCENNES	20	1 820 €	1 820 €
R18573	0941877E	LYC GENE	NOTRE-DAME-DES-MISSIONS	4 RUE DU PRÉSIDENT KENNEDY	94220	CHARENTON LE PONT	14	1 274 €	1 274 €
R15299	0941909P	LYC GENE	PALISSY	2 RUE MERCIÈRE	94470	BOISSY ST LEGER	10	910 €	910 €
R18571	0942355Z	LYC PROF	ENSEMBLE SAINTE MARIE	6 RUE DE L'EGLISE	94340	JOINVILLE LE PONT	38	3 458 €	52 €
					8	**Établissements**	**208**	**18 928 €**	**11 367 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nbre de boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3114	0950759J	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-BURY	1 AVENUE GEORGES POMPIDOU	95580	MARGENCY	34	3 094 €	3 094 €
R3116	0950762M	LYC GT	SAINT-MARTIN-DE-FRANCE	1 AVENUE DE VERDUN	95300	PONTOISE	32	2 912 €	2 912 €
R3117	0950785M	LYC GT	NOTRE-DAME	106 BOULEVARD CHARLES DE GAULL	95110	SANNOIS	47	4 277 €	2 017 €
R3119	0950786N	LYC GT	SAINT-ROSAIRE	53 RUE PIERRE BROSSOLETTE	95200	SARCELLES	115	10 465 €	8 160 €
R3111	0950800D	LYC PROF	FONDATION-COGNAC-JAY	20 RUE DE LA LIBERTÉ	95100	ARGENTEUIL	162	14 742 €	14 721 €
R3113	0950812S	LYC POLYV	JEANNE-D'ARC	2 BIS BOULEVARD TOUSSAINT LUCAS	95130	FRANCONVILLE	58	5 278 €	5 278 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIÉNI	95100	ARGENTEUIL	26	2 366 €	2 286 €
					7	**Établissements**	**474**	**43 134 €**	**38 468 €**
				Total établissements privés	**98**	**Établissements**	**2798**	**254 618 €**	**222 841 €**

Annexe VI

ANNEXE VI
AIDE REGIONALE A LA DEMI-PENSION POST-BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nb de demi-pensionnaires boursiers	dotation brute (91€/élève boursier)	Dotations nettes
R3132	0753840S	LYC GENE	STANISLAS	22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	10	910 €	910 €
R3130	0753844W	LYC GT	SAINTE-GENEVIEVE	64 RUE D'ASSAS	75006	PARIS	14	1 274 €	206 €
R3145	0753873C	LYC GENE	FENELON-SAINTE-MARIE	24 RUE DU GENERAL FOY	75008	PARIS	7	637 €	637 €
R3177	0753933T	LYC GENE	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS	2	182 €	182 €
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS	31	2 821 €	2 821 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQU	75013	PARIS	29	2 639 €	2 639 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULD	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS	28	2 548 €	90 €
R3242	0754666P	LYC GT	PASSY-SAINT-HONORE	117 AVENUE VICTOR HUGO	75016	PARIS	21	1 911 €	1 911 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	NOTRE-DAME-SAINT-VINCENT-DE	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS	4	364 €	12 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN CEDEX	11	1 001 €	953 €
R3026	0783053V	STS , CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	58	5 278 €	5 278 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETECHE	78150	LE CHESNAY	7	637 €	637 €
R3020	0783323N	LYC TECHNO	SAINT-THOMAS-DE-VILLENEUVE	15 RUE DES LOUVIERS	78100	ST GERMAIN EN LAYE	1	91 €	91 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL SUR SEINE	8	728 €	728 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	41	3 731 €	3 731 €
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE (PROFESSIONNEL)	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	19	1 729 €	1 729 €
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	5	455 €	455 €
R3042	0920904H	LYC GT	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L ABBAYE	92160	ANTONY	4	364 €	364 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY LES MOULINEAUX CEDEX	4	364 €	232 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT DANIEL MAYER	39 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL CEDEX	30	2 730 €	2 655 €
P0034152	0932618R	LYC TECHNO	ROBERT-SCHUMAN (TECHNO)	7 AVENUE DU GENERAL DE GAULL	93440	DUGNY	3	273 €	251 €
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	18	1 638 €	1 398 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL CEDEX	7	637 €	584 €
				Total établissements privés	**23**	**Établissements**	**362**	**32 942 €**	**28 494 €**

Annexe VII

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

LYCEES PUBLICS

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
P0030391	0750419Y	LYC PROF	CAMILLE-JENATZY	6 RUE CHARLES HERMITE	75018	PARIS	97	13 386 €	3 254 €
P0031321	0750428H	LYC POLYV	JACQUES-MONOD	12 RUE VICTOR COUSIN	75005	PARIS	177	24 426 €	14 201 €
P0022087	0750436S	LYC PROF	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	5 RUE CORBON	75015	PARIS	38	5 244 €	2 411 €
P0030723	0750502N	LYC POLYV	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	5 RUE MADAME	75006	PARIS	39	5 382 €	3 978 €
P0030722	0750553U	LYC PROF	GASTON-BACHELARD	2 RUE TAGORE	75013	PARIS	76	10 488 €	1 515 €
R3230	0750558Z	LYC POLYV	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS	34	4 692 €	455 €
P0030721	0750588G	LYC PROF	RENE-CASSIN	185 AVENUE DE VERSAILLES	75016	PARIS	62	8 556 €	3 445 €
R3354	0750650Z	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	22 SENTE DES DOREES	75019	PARIS	117	16 146 €	6 049 €
R3413	0750655E	LYC GENE	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS	29	4 002 €	116 €
R3422	0750663N	LYC GT	CHAPTAL	45 BOULEVARD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS	24	3 312 €	62 €
R3424	0750671X	LYC POLYV	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS	69	9 522 €	5 130 €
R3433	0750676C	LYC POLYV	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS	124	17 112 €	1 823 €
R3440	0750677D	LYC POLYV	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS	221	30 498 €	24 881 €
R3364	0750685M	LYC GT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS	101	13 938 €	5 624 €
R3385	0750695Y	LYC POLYV	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS	81	11 178 €	6 108 €
P0021683	0750708M	LYC POLYV	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS	96	13 248 €	13 248 €
R3350	0750712S	LYC POLYV	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS	166	22 908 €	10 828 €
R3409	0750770E	LYC PROF	ABBE-GREGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS	22	3 036 €	1 776 €
R3431	0750776L	LYC PROF	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS	48	6 624 €	2 408 €
R3436	0750778N	LYC PROF	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS	125	17 250 €	17 250 €
R3441	0750783U	LYC PROF	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS	119	16 422 €	11 524 €
R3442	0750784V	LYC PROF	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	9 RUE PIERRE BOURDAN	75012	PARIS	48	6 624 €	6 624 €
R3447	0750785W	LYC PROF	GALILEE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS	83	11 454 €	11 315 €
R3449	0750787Y	LYC PROF	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	75013	PARIS	124	17 112 €	4 063 €
R3437	0750788Z	LYC PROF	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS	119	16 422 €	11 777 €
R3461	0750794F	LYC PROF	BRASSAI	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS	36	4 968 €	4 738 €
R3369	0750796H	LYC PROF	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS	44	6 072 €	3 741 €
R3378	0750800M	LYC PROF	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS	64	8 832 €	8 196 €
R3355	0750802P	LYC PROF	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS	162	22 356 €	21 496 €
R3360	0750808W	LYC PROF	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS	54	7 452 €	4 302 €
R3698	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS	60	8 280 €	5 627 €
R3451	0751710B	LYC PROF	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AVENUE BOUTROUX	75013	PARIS	58	8 004 €	8 004 €
R3884	0752388N	LYC PROF	PIERRE-LESCOT	35 RUE DES BOURDONNAIS	75001	PARIS	133	18 354 €	266 €
R3349	0752608C	LYC PROF	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS	115	15 870 €	15 870 €
R3408	0750651A	LYC GT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS	46	6 348 €	2 980 €
R3366	0752799K	EREA	CROCE-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS	79	10 902 €	285 €
R3883	0752845K	LYC PROF	THEOPHILE-GAUTIER	49 RUE DE CHARENTON	75012	PARIS	132	18 216 €	18 216 €
R3459	0752846L	LYC PROF	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS	24	3 312 €	2 040 €
R3420	0752961L	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS	23	3 174 €	3 174 €
R3368	0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	75015	PARIS	60	8 280 €	7 499 €
R3444	0753268V	LYC POLYV	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS	71	9 798 €	8 087 €
R3888	0753350J	LYC PROF	MARIA-DERAISMES	19 RUE MARIA DERAISMES	75017	PARIS	66	9 108 €	7 641 €
R3460	0754475G	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS	109	15 042 €	14 390 €
R3357	0754476H	LYC POLYV	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS	91	12 558 €	12 558 €
					44	**Établissements**	3 666	505 908 €	318 975 €

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	29	4 002 €	3 909 €
R3250	0770918E	LYC POLYV	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON CEDEX	166	22 908 €	14 776 €
R3252	0770920G	LYC POLYV	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE SUR SEINE	265	36 570 €	17 591 €
R3259	0770924L	LYC POLYV	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS CEDEX	306	42 228 €	33 589 €
R18495	0770931U	LYC GT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSEE DE PARIS	77100	MEAUX	98	13 524 €	11 599 €
R3269	0770932V	LYC PROF	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSEE DE PARIS	77100	MEAUX	177	24 426 €	18 505 €
R3273	0770934X	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN CEDEX	95	13 110 €	4 277 €
R18497	0770938B	LYC POLYV	ANDRE-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	156	21 528 €	21 455 €
R3704	0770940D	LYC POLYV	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS CEDEX	97	13 386 €	87 €
R3265	0770943G	LYC PROF	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	225	31 050 €	13 483 €
R3285	0770944H	LYC PROF	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLEE DU CHATEAU	77400	THORIGNY SUR MARNE	186	25 668 €	25 668 €
R3290	0770945J	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES SUR SEINE	83	11 454 €	2 450 €
R3261	0771027Y	LYC POLYV	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE LES LYS CEDEX	211	29 118 €	26 473 €
R3699	0771171E	LYC PROF	LOUIS-LUMIERE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES CEDEX	225	31 050 €	26 604 €
R3282	0771336J	LYC POLYV	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS CEDEX	228	31 464 €	24 987 €
R3668	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOMAINE DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	90	12 420 €	5 057 €
R3258	0771658J	LYC POLYV	GUE-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS SUR THEROUANNE	203	28 014 €	18 408 €
R3266	0771663P	LYC GT	GEORGE-SAND	RUE DE LA MARE AU DIABLE	77350	LE MEE-SUR-SEINE	18	2 484 €	308 €
R3271	0771880A	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX CEDEX	135	18 630 €	12 854 €
R3255	0771995A	LYC PROF	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE SOUILLY	182	25 116 €	9 938 €
R3256	0771997C	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS LA VILLE CEDEX	119	16 422 €	4 608 €
R3287	0772120L	LYC GT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	78	10 764 €	5 217 €
R3203	0772225A	LYC PROF	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR LA FERRIERE CEDEX	177	24 426 €	9 627 €
R15277	0772228D	LYC POLYV	CHARLES-DE-GAULLE	6 PLACE JEAN MERMOZ	77230	LONGPERRIER	87	12 006 €	807 €
R15059	0772230F	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	15 ALLEE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	47	6 486 €	100 €
R3286	0772244W	LYC PROF	ANTONIN-CAREME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	213	29 394 €	29 394 €
R18914	0772276F	LYC POLYV	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	94	12 972 €	6 629 €
R19205	0772277G	LYC POLYV	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	24	3 312 €	2 405 €
R3235	0772294A	LYC GT	EMILY-BRONTE	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	36	4 968 €	2 137 €
R20737	0772295B	LYC POLYV	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY EN BRIE	69	9 522 €	219 €
R3236	0772310T	LYC POLYV	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX LE PENIL	126	17 388 €	9 485 €
R3279	0772312V	LYC POLYV	FLORA-TRISTAN	12 AVENUE DU 8 MAI 1945	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	137	18 906 €	9 668 €
R3205	0772332S	LYC POLYV	SONIA-DELAUNAY	1 RUE DU LYCEE	77240	CESSON	48	6 624 €	284 €
R3289	0772342C	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN EN BRIE	213	29 394 €	16 513 €
R3919	0772688D	LYC POLYV	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	74	10 212 €	9 838 €
					35	**Établissements**	**4 717**	**650 946 €**	**398 949 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3689	0780273Y	LYC PROF	LOUIS-BLERIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES CEDEX	150	20 700 €	11 298 €
R3690	0780584L	LYC PROF	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES CEDEX	201	27 738 €	23 968 €
R18986	0781819D	LYC POLYV	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	108	14 904 €	5 488 €
R3305	0781839A	LYC POLYV	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE LES YVELINES	55	7 590 €	3 485 €
R15875	0781884Z	LYC POLYV	CONDORCET	ALLEE CONDORCET	78520	LIMAY	55	7 590 €	3 791 €
R3664	0781948U	LYC POLYV	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	147	20 286 €	20 286 €
R3718	0781950W	LYC POLYV	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	59	8 142 €	6 449 €
R16239	0781951X	LYC POLYV	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	99	13 662 €	9 780 €
R3675	0781983G	LYC PROF	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	211	29 118 €	9 109 €
R3309	0781984H	LYC POLYV	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX CEDEX	231	31 878 €	29 568 €
R3708	0782540M	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES LA JOLIE	181	24 978 €	6 868 €
R3676	0782546U	LYC GT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	78300	POISSY	43	5 934 €	5 389 €
R3313	0782549X	LYC POLYV	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET CEDEX	143	19 734 €	9 733 €
R3317	0782556E	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	ST GERMAIN EN LAYE	150	20 700 €	2 401 €
R3710	0782557F	LYC POLYV	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	87	12 006 €	5 358 €
R3712	0782565P	LYC POLYV	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	179	24 702 €	8 878 €
R3673	0782587N	LYC POLYV	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS ST FREDERIC	207	28 566 €	23 785 €
R3314	0782593V	LYC PROF	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	ST CYR L ECOLE	126	17 388 €	7 339 €
R3306	0782602E	LYC PROF	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY	161	22 218 €	22 218 €
R3695	0782603F	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	103	14 214 €	9 623 €
R3303	0783214V	LYC PROF	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE ST CLOUD	94	12 972 €	5 452 €
R3755	0783431F	LYC POLYV	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	210	28 980 €	28 980 €
R3761	0783447Y	LYC POLYV	SIMONE-WEIL	8 RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS STE HONORINE	139	19 182 €	11 757 €
R3671	0783533S	LYC POLYV	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES LA VILLE	221	30 498 €	10 912 €
					24	**Établissements**	**3 360 €**	**463 680 €**	**281 915 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3703	0910620E	LYC POLYV	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL ESSONNES CEDEX	164	22 632 €	6 866 €
R3544	0910625K	LYC GT	ROSA-PARKS	2 PLACE DE L EUROPE	91230	MONTGERON	91	12 558 €	1 930 €
R3322	0910628N	LYC PROF	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLER	91290	ARPAJON	168	23 184 €	22 838 €
R3335	0910629P	LYC PROF	CHATEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	185	25 530 €	18 236 €
R3339	0910630R	LYC PROF	ALEXANDRE-DENIS	CHATEAU MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	144	19 872 €	19 862 €
R3338	0910631S	LYC PROF	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY SUR ORGE	165	22 770 €	9 671 €
R3345	0910632T	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	213	29 394 €	3 706 €
R3325	0910676R	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS MONS	120	16 560 €	5 108 €
R3343	0910715H	LYC PROF	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU CEDEX	193	26 634 €	24 414 €
R3346	0910727W	LYC POLYV	PARC-DE-VILGENIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY CEDEX	169	23 322 €	7 694 €
R3332	0910755B	LYC PROF	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	219	30 222 €	29 421 €
R3554	0910756C	LYC PROF	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	109	15 042 €	8 383 €
R3714	0910975R	LYC POLYV	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY SUR ORGE	166	22 908 €	11 277 €
R3545	0911037H	LYC PROF	ANDRE-MARIE-AMPERE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG SUR ORGE	108	14 904 €	6 804 €
R3336	0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY COURCOURONNES CEDEX	24	3 312 €	1 746 €
R3337	0911254U	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY COURCOURONNES	286	39 468 €	39 468 €
R15795	0911343R	LYC PROF	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY COURCOURONNES CEDE	144	19 872 €	11 559 €
R3333	0911401D	LYC PROF	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	174	24 012 €	5 229 €
R18509	0911492C	LYC POLYV	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	107	14 766 €	4 365 €
R3548	0911493D	LYC PROF	LES-FRERES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY SOUS SENART	170	23 460 €	17 955 €
R3549	0911578W	LYC PROF	PIERRE-MENDES-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS ORANGIS CEDEX	141	19 458 €	14 759 €
R3329	0911828T	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY COURCOURONNES	163	22 494 €	19 994 €
R15365	0911945V	LYC POLYV	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	74	10 212 €	170 €
R15431	0911946W	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	ST MICHEL SUR ORGE	152	20 976 €	13 466 €
R18145	0911961M	LYC GT	EDMOND-MICHELET	2 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	70	9 660 €	2 573 €
R3742	0912142J	LYC POLYV	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY SUR ORGE	189	26 082 €	11 766 €
R3754	0912163G	LYC POLYV	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	STE GENEVIEVE DES BOIS CED	127	17 526 €	17 526 €
P0037479	0912364A	LYC POLYV	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSES	91410	DOURDAN	203	28 014 €	27 990 €
					28	**Établissements**	**4 238**	**584 844 €**	**364 776 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3592	0920141D	LYC GT	JOLIOT-CURIE	92 AVENUE JOLIOT CURIE	92014	NANTERRE CEDEX	47	6 486 €	6 486 €
R3583	0920158X	LYC PROF	TOURNELLE (LA)	87 BOULEVARD NATIONAL	92250	LA GARENNE COLOMBES	155	21 390 €	1 041 €
R3590	0920164D	LYC PROF	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	66	9 108 €	7 917 €
R3596	0920166F	LYC PROF	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY SUR SEINE	67	9 246 €	8 256 €
R3606	0920170K	LYC POLYV	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	139	19 182 €	8 060 €
R3608	0920171L	LYC PROF	LOUIS-BLERIOT	67 RUE DE VERDUN	92150	SURESNES	95	13 110 €	10 630 €
R3559	0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES SUR SEINE	37	5 106 €	2 855 €
R3561	0920680P	LYC PROF	LEONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	110	15 180 €	15 028 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	29	4 002 €	1 040 €
R3580	0921156G	LYC POLYV	GALILEE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	158	21 804 €	1 397 €
R3585	0921230M	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS PERRET CEDEX	103	14 214 €	1 262 €
R3599	0921500F	LYC PROF	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	103	14 214 €	3 616 €
R3588	0921592F	LYC PROF	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	215	29 670 €	29 670 €
R3562	0921595J	LYC PROF	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS COLOMBES	71	9 798 €	9 798 €
R3578	0921625S	LYC PROF	PAUL-PAINLEVE	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	83	11 454 €	8 719 €
R3593	0921626T	LYC PROF	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	113	15 594 €	5 010 €
R3572	0922149L	LYC POLYV	RENE-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY CEDEX	173	23 874 €	23 874 €
R3603	0922276Z	LYC POLYV	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	ST CLOUD	107	14 766 €	7 599 €
R3612	0922277A	LYC POLYV	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE LA GARENNE CEDE	131	18 078 €	17 107 €
R3743	0922397F	LYC POLYV	EUGENE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY LES MOULINEAUX	88	12 144 €	312 €
R3745	0922398G	LYC POLYV	GUSTAVE-EIFFEL	78 AVENUE DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL MALMAISON	101	13 938 €	5 962 €
R3753	0922427N	LYC POLYV	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES CEDEX	117	16 146 €	16 013 €
R3762	0922443F	LYC POLYV	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	142	19 596 €	9 957 €
R3779	0922464D	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	110	15 180 €	4 029 €
P0038493	0922801V	LYC GT	LYCEE NEUF TRAPEZE	6 place JULES GUESDE	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	23	3 174 €	3 174 €
					25	**Établissements**	**2 583**	**356 454 €**	**208 812 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3616	0930117X	LYC GT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS CEDEX	68	9 384 €	7 134 €
R3630	0930119Z	LYC POLYV	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	96	13 248 €	11 888 €
R3660	0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	134	18 492 €	5 332 €
R3637	0930128J	LYC PROF	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	152	20 976 €	9 511 €
R3628	0930129K	LYC PROF	MADELEINE-VIONNET	1 RUE JULES GUESDE	93140	BONDY	109	15 042 €	6 273 €
R3949	0930130L	LYC PROF	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL CEDEX	67	9 246 €	2 311 €
R15799	0930133P	LYC PROF	THEODORE-MONOD	187 RUE DE BREMENT	93130	NOISY LE SEC	236	32 568 €	22 473 €
R3656	0930135S	LYC PROF	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	72	9 936 €	508 €
R3662	0930138V	LYC PROF	FREDERIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	ST DENIS	207	28 566 €	3 616 €
R3641	0930831Y	LYC PROF	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC MESNIL CEDEX	139	19 182 €	14 957 €
R3618	0931024H	LYC PROF	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	93300	AUBERVILLIERS	244	33 672 €	33 557 €
R3540	0931193S	LYC PROF	HELENE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY EN FRANCE	127	17 526 €	9 148 €
R3625	0931198X	LYC PROF	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	141	19 458 €	8 523 €
R3636	0931233K	LYC PROF	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	25 RUE DES TROIS NOYERS	93220	GAGNY	114	15 732 €	10 887 €
R3537	0931584S	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	87	12 006 €	5 444 €
R3634	0931735F	LYC PROF	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY SUR SEINE	89	12 282 €	9 243 €
R3638	0931738J	LYC PROF	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	93120	LA COURNEUVE	145	20 010 €	15 237 €
R3658	0931739K	LYC PROF	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY SOUS BOIS	142	19 596 €	19 596 €
R1331	0931779D	LYC POLYV	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEANNE-BA	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL CEDEX	81	11 178 €	7 325 €
R15267	0932026X	LYC POLYV	ALFRED-NOBEL	20 ALLEE DE GAGNY	93390	CLICHY SOUS BOIS	166	22 908 €	7 440 €
R15269	0932030B	LYC POLYV	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	47	6 486 €	6 304 €
R19063	0932048W	LYC POLYV	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	94	12 972 €	4 422 €
R3542	0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	ST OUEN SUR SEINE	139	19 182 €	14 547 €
R3650	0932116V	LYC POLYV	EUGENIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	72	9 936 €	6 141 €
R3654	0932117W	LYC POLYV	LUCIE-AUBRAC	51 RUE VICTOR HUGO	93500	PANTIN	186	25 668 €	22 225 €
R3640	0932118X	LYC POLYV	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC MESNIL	174	24 012 €	13 305 €
R3623	0932119Y	LYC POLYV	EUGENE-HENAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	215	29 670 €	15 397 €
R3661	0932121A	LYC POLYV	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	ST DENIS	75	10 350 €	474 €
R3731	0932123C	LYC POLYV	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	208	28 704 €	25 819 €
R3663	0932129J	LYC POLYV	ENNA (L')	PLACE DU 8 MAI 1945	93203	ST DENIS CEDEX	145	20 010 €	10 219 €
R3757	0932221J	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	18 RUE MARC VIEVILLE	93250	VILLEMOMBLE	87	12 006 €	4 891 €
R3642	0932222K	LYC POLYV	RENE-CASSIN	16 ALLEE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	126	17 388 €	13 612 €
R3631	0932229T	LYC POLYV	PAUL-LE-ROLLAND	136 AVENUE DE CASTELNAU	93700	DRANCY	118	16 284 €	13 979 €
R3730	0932260B	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	142	19 596 €	12 066 €
R3756	0932267J	LYC POLYV	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	151	20 838 €	9 589 €
R3781	0932282A	LYC POLYV	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	93140	BONDY	72	9 936 €	7 674 €
R3812	0932291K	LYC POLYV	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY SUR MARNE	165	22 770 €	18 618 €
P0036077	0932667U	LYC POLYV	PLAINE COMMUNE	70 avenue George Sand	93210	SAINT-DENIS	115	15 870 €	9 756 €
					38	**Établissements**	**4 947**	**682 686 €**	**419 441 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3510	0940122X	LYC POLYV	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94214	LA VARENNE ST HILAIRE CEDE	23	3 174 €	1 537 €
R3478	0940129E	LYC POLYV	JEAN-MACE	RUE JULES FERRY	94407	VITRY SUR SEINE CEDEX	140	19 320 €	10 905 €
R3529	0940132H	LYC PROF	GABRIEL-PERI	41 AVENUE BOILEAU	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	144	19 872 €	19 872 €
R3516	0940134K	LYC PROF	VAL-DE-BIEVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY CEDEX	107	14 766 €	8 466 €
R3491	0940137N	LYC PROF	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT SUR MARNE	157	21 666 €	17 023 €
R3495	0940138P	LYC PROF	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	165	22 770 €	22 770 €
R3511	0940140S	LYC PROF	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	94100	ST MAUR DES FOSSES	98	13 524 €	5 861 €
R3517	0940141T	LYC POLYV	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY LE ROI	172	23 736 €	13 662 €
R3505	0940143V	LYC PROF	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES CEDEX	96	13 248 €	10 074 €
R3479	0940145X	LYC PROF	CAMILLE-CLAUDEL	4 RUE DES CARRIERES	94400	VITRY SUR SEINE	154	21 252 €	12 773 €
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL SUR MARNE	36	4 968 €	3 302 €
R3496	0940585A	LYC POLYV	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	ST MAUR DES FOSSES	86	11 868 €	8 350 €
R3464	0940742W	LYC POLYV	GUILLAUME-BUDE	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL BREVANNES CEDEX	80	11 040 €	5 293 €
R18527	0941018W	LYC POLYV	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	163	22 494 €	20 482 €
R3518	0941232D	LYC PROF	JEAN-MACE	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY LE ROI	94	12 972 €	3 724 €
R3476	0941294W	LYC POLYV	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY SUR SEINE CEDEX	231	31 878 €	31 080 €
R3525	0941301D	LYC POLYV	FREDERIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	48	6 624 €	6 002 €
R3522	0941413A	LYC POLYV	LEON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	96	13 248 €	10 176 €
R3526	0941470M	LYC GT	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES SUR MARNE	29	4 002 €	1 047 €
R3515	0941474S	LYC POLYV	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN BICETRE CEDEX	158	21 804 €	11 103 €
R18525	0941604H	LYC PROF	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES SUR MARNE	149	20 562 €	20 015 €
R16037	0941918Z	LYC POLYV	CHRISTOPHE-COLOMB	154 RUE DE BOISSY	94370	SUCY EN BRIE	119	16 422 €	517 €
R19129	0941930M	LYC POLYV	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	129	17 802 €	10 447 €
R3528	0941951K	LYC POLYV	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	95	13 110 €	4 470 €
R3501	0941952L	LYC POLYV	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE ST GEORGES	110	15 180 €	15 180 €
R3508	0941972H	LYC POLYV	FERNAND-LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY SUR SEINE	123	16 974 €	12 720 €
R3527	0941974K	LYC POLYV	ROBERT-SCHUMAN	2 RUE DE L'EMBARCADERE	94220	CHARENTON LE PONT	48	6 624 €	5 127 €
R3234	0941975L	LYC POLYV	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN BICETRE	84	11 592 €	304 €
R3499	0942130E	LYC POLYV	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY EN BRIE CEDEX	157	21 666 €	20 344 €
P0015628	0942269F	LYC POLYV	PAULINE-ROLAND	11 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY LARUE	79	10 902 €	1 265 €
					30	**Établissements**	**3 370**	**465 060 €**	**313 891 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3470	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT SUR OISE	27	3 726 €	906 €
R3397	0950649P	LYC POLYV	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	132	18 216 €	4 458 €
R3680	0950656X	LYC PROF	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES EN PARISIS	136	18 768 €	18 768 €
R3685	0950657Y	LYC PROF	FERDINAND-BUISSON	245 RUE FERDINAND BUISSON	95120	ERMONT	189	26 082 €	26 082 €
R3365	0950658Z	LYC PROF	CHATEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	ST OUEN L AUMONE	199	27 462 €	27 462 €
R18617	0950667J	LYC POLYV	ROMAIN-ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	239	32 982 €	17 908 €
R3468	0950709E	LYC PROF	VIRGINIA-HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE	110	15 180 €	12 365 €
R3402	0950947N	LYC POLYV	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	214	29 532 €	19 268 €
R3396	0950949R	LYC PROF	JEAN-MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	171	23 598 €	15 562 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLEE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	41	5 658 €	5 658 €
R3405	0951090U	LYC PROF	PIERRE-MENDES-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS LE BEL	149	20 562 €	20 562 €
R3399	0951104J	LYC POLYV	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	ST OUEN L AUMONE	218	30 084 €	2 597 €
R3679	0951282C	LYC PROF	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	122	16 836 €	16 836 €
R3683	0951618T	LYC PROF	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY SUR OISE	202	27 876 €	27 876 €
R3474	0951637N	LYC GT	GALILEE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY PONTOISE CEDEX	81	11 178 €	1 602 €
R3678	0951710T	LYC POLYV	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	23	3 174 €	2 297 €
R3726	0951722F	LYC POLYV	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE CEDEX	58	8 004 €	3 868 €
R3728	0951727L	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	167	23 046 €	21 941 €
R8263	0951728M	LYC POLYV	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	ST OUEN L AUMONE	84	11 592 €	10 190 €
R3469	0951748J	LYC POLYV	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT SUR OISE	114	15 732 €	14 344 €
R18856	0951756T	LYC POLYV	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	160	22 080 €	10 634 €
R3404	0951763A	LYC POLYV	LOUIS-JOUVET	26 RUE DE ST PRIX	95152	TAVERNY CEDEX	180	24 840 €	15 667 €
R19249	0951788C	LYC POLYV	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT CEDEX	90	12 420 €	1 634 €
R3466	0951811C	LYC POLYV	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	7 ALLEE F ET N LEGER	95104	ARGENTEUIL CEDEX	207	28 566 €	23 747 €
R3209	0951824S	LYC POLYV	HAUTIL (DE L')	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY LE MOUTIER	89	12 282 €	406 €
R3744	0951974E	LYC POLYV	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	106	14 628 €	10 764 €
P0034141	0952196W	LYC POLYV	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN LES BAINS	140	19 320 €	14 614 €
					27	**Établissements**	**3 648**	**503 424 €**	**348 016 €**
				Total établissements publics	**251**	**Établissements**	**30 529**	**4 213 002 €**	**2 654 775 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3187	0754015G	LYC POLYV	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	63	8 694 €	8 694 €
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS	95	13 110 €	3 584 €
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	92 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS	287	39 606 €	39 606 €
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS	69	9 522 €	5 772 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	40	5 520 €	5 386 €
R3164	0754045P	LYC POLYV	CATHERINE-LABOURE	29 RUE GASSENDI	75014	PARIS	34	4 692 €	4 692 €
R3184	0754239A	LYC POLYV	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	31 RUE CAULAINCOURT	75018	PARIS	102	14 076 €	7 646 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	NOTRE-DAME-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS	92	12 696 €	8 122 €
					8	**Établissements**	**782**	**107 916 €**	**83 502 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	94	12 972 €	10 268 €
R3007	0771237B	LYC GT	SAINT-LAURENT-LA-PAIX-NOTRE-DAME	43 RUE ALFRED BREBION	77400	LAGNY SUR MARNE	18	2 484 €	2 484 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN CEDEX	47	6 486 €	6 352 €
R19044	0772151V	LYC PROF	LES-SINOPLIES	10 BIS RUE JOSEPH BODIN BOISMORT	77680	ROISSY EN BRIE	20	2 760 €	2 760 €
R3009	0772153X	LYC POLYV	JEAN-ROSE	20 RUE DE CHAAGE	77109	MEAUX CEDEX	77	10 626 €	9 266 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY ST GEORGES	114	15 732 €	15 732 €
R19979	0772324H	LYC GT	SAINTE-THERESE	AVENUE ERASME - ROND PT DE L'EUR	77330	OZOIR LA FERRIERE	21	2 898 €	2 898 €
					7	**Établissements**	**391**	**53 958 €**	**49 760 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R18563	0781582W	LYC PROF	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP (PROFESSIONN	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	25	3 450 €	1 736 €
R18585	0781856U	LYC PROF	SAINT-EREMBERT (PROFESSIONNEL)	5 RUE SALOMON REINACH	78100	ST GERMAIN EN LAYE	46	6 348 €	6 348 €
R3774	0781899R	LYC GT	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	6 PLACE CLAUDEL	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	25	3 450 €	3 450 €
R3772	0782100J	LYC PROF	LES-CHATAIGNIERS (PROFESSIONNEL)	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	34	4 692 €	4 692 €
R3019	0783286Y	LYC GT	SAINT-EREMBERT	5 RUE SALOMON REINACH	78100	ST GERMAIN EN LAYE	52	7 176 €	7 176 €
R3021	0783288A	LYC POLYV	NOTRE-DAME	3 RUE DE TEMARA	78100	ST GERMAIN EN LAYE	35	4 830 €	4 352 €
R3029	0783325R	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	44 AVENUE DE SAINT CLOUD	78000	VERSAILLES	70	9 660 €	1 868 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL SUR SEINE	26	3 588 €	3 588 €
P0007093	0783537W	LYC PROF	NOTRE-DAME (PROFESSIONNEL)	15 RUE DE STRASBOURG	78200	MANTES LA JOLIE	16	2 208 €	420 €
					9	**Établissements**	**329**	**45 402 €**	**33 630 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE (PROFESSIONNEL)	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	44	6 072 €	6 072 €
R3751	0912161E	LYC POLYV	SAINT LEON	8 QUAI DE L ESSONNE	91100	CORBEIL ESSONNES	74	10 212 €	10 212 €
					2	**Établissements**	**118**	**16 284 €**	**16 284 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3048	0920907L	LYC GT	SOPHIE-BARAT	50 RUE DES GRILLONS	92290	CHATENAY MALABRY	16	2 208 €	109 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	25	3 450 €	3 450 €
R3053	0920963X	LYC PROF	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	33 BIS-35 RUE BORIS VILDE	92260	FONTENAY AUX ROSES	40	5 520 €	5 520 €
R18567	0921932A	LYC PROF	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL (PROFESSIONN	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	15	2 070 €	2 070 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY LES MOULINEAUX CEDEX	146	20 148 €	20 148 €
					5	**Établissements**	**242**	**33 396 €**	**31 297 €**

ANNEXE VII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT PRE BAC
ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3073	0930929E	LYC PROF	JEANNE-LA-LORRAINE	3 BOULEVARD DU NORD	93340	LE RAINCY	42	5 796 €	5 796 €
R3071	0930933J	LYC POLYV	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	50	6 900 €	3 024 €
R3069	0930936M	LYC POLYV	SAINT-BENOIST-DE-L'EUROPE	82 AVENUE GAMBETTA	93172	BAGNOLET CEDEX	34	4 692 €	4 692 €
R3081	0930946Y	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	25 RUE ALBERT WALTER	93200	ST DENIS	29	4 002 €	4 002 €
R21207	0930960N	LYC PROF	ORT (PROFESSIONNEL)	39 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL CEDEX	46	6 348 €	6 348 €
R3067	0931026K	LYC POLYV	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	36 RUE JACQUES DUCLOS	93600	AULNAY SOUS BOIS	16	2 208 €	2 208 €
R3077	0931369H	LYC PROF	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNEL)	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY LE GRAND CEDEX	68	9 384 €	8 556 €
R3072	0931573E	LYC PROF	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	5 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	59	8 142 €	8 142 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT	39 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL CEDEX	13	1 794 €	1 794 €
R18569	0932036H	LYC GT	FRANCOISE-CABRINI	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY LE GRAND CEDEX	32	4 416 €	472 €
P0034152	0932618R	LYC TECHNO	ROBERT-SCHUMAN (TECHNO)	7 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	21	2 898 €	2 898 €
					11	**Établissements**	**410**	**56 580 €**	**47 932 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R18575	0940821G	LYC GT	GREGOR-MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	20	2 760 €	2 760 €
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	37	5 106 €	5 106 €
R3089	0940823J	LYC PROF	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94234	CACHAN CEDEX	130	17 940 €	17 940 €
R3103	0940853S	LYC PROF	CLAUDE-FRANCOIS-POULLARD-DES-PLACES	3 BOULEVARD DE STALINGRAD	94320	THIAIS	47	6 486 €	6 486 €
R3092	0941407U	LYC PROF	CE3P	5 RUE RENE ROBIN	94200	IVRY SUR SEINE	29	4 002 €	4 002 €
P0034217	0941722L	LYC PROF	GREGOR MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	15	2 070 €	2 070 €
R3106	0941724N	LYC PROF	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS (PRO)	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	78	10 764 €	10 764 €
R18571	0942355Z	LYC PROF	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	6 RUE DE L'EGLISE	94340	JOINVILLE LE PONT	72	9 936 €	3 662 €
					8	**Établissements**	**428**	**59 064 €**	**52 790 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectif 2019	Dotation brutes (138€)	Dotations nettes
R3115	0950761L	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-LA-COMPASSION	8 PLACE NICOLAS FLAMEL	95300	PONTOISE	18	2 484 €	2 484 €
R3111	0950800D	LYC PROF	FONDATION-COGNAC-JAY	20 RUE DE LA LIBERTE	95100	ARGENTEUIL	126	17 388 €	17 388 €
R3113	0950812S	LYC POLYV	JEANNE-D'ARC	2 BIS BOULEVARD TOUSSAINT LUCAS	95130	FRANCONVILLE LA GARENNE	56	7 728 €	7 728 €
R3216	0951221L	LYC POLYV	VAUBAN	23 PLACE DU PETIT MARTROY	95300	PONTOISE	14	1 932 €	419 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL CEDEX	133	18 354 €	18 354 €
					5	**Établissements**	**347**	**47 886 €**	**46 373 €**
				Total établissements privés	**55**	**Établissements**	**3 047**	**420 486 €**	**361 568 €**
				Total établissements publics privés	**306**	**Établissements**	**33 576**	**4 633 488 €**	**3 016 343 €**

Annexe VIII

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021

LYCEES PUBLICS

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3367	0750612H	LYC TECHNO	ECOLE-NATIONALE-SUP-DES-ARTS-APPLIQUES	63 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS	32	4 416 €	2 464 €
R3354	0750650Z	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	22 SENTE DES DOREES	75019	PARIS	17	2 346 €	137 €
R3430	0750674A	LYC TECHNO	JULES-SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS	30	4 140 €	4 140 €
R3433	0750676C	LYC POLYV	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS	27	3 726 €	1 240 €
R3440	0750677D	LYC POLYV	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS	58	8 004 €	5 765 €
R3364	0750685M	LYC GT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS	114	15 732 €	10 166 €
R3456	0750690T	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	10 AVENUE MARC SANGNIER	75014	PARIS	13	1 794 €	1 794 €
R3453	0750691U	LYC POLYV	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS	15	2 070 €	227 €
R3454	0750692V	LYC GT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS	27	3 726 €	1 €
R3385	0750695Y	LYC POLYV	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS	27	3 726 €	1 111 €
R3759	0750697A	LYC TECHNO	BATIMENT (DU)	7 RUE CLAVEL 75019	75019	PARIS	26	3 588 €	1 823 €
R3370	0750707L	LYC TECHNO	ECOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS	111	15 318 €	8 844 €
P0021683	0750708M	LYC POLYV	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS	12	1 656 €	568 €
R3350	0750712S	LYC POLYV	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS	50	6 900 €	3 189 €
R3351	0750711R	LYC GT	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS	80	11 040 €	3 488 €
R3358	0750715V	LYC GT	MAURICE-RAVEL	89 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS	11	1 518 €	1 518 €
R3447	0750785W	LYC PROF	GALILEE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS	4	552 €	525 €
R3451	0751710B	LYC PROF	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AVENUE BOUTROUX	75013	PARIS	7	966 €	966 €
R3444	0753268V	LYC POLYV	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS	44	6 072 €	1 463 €
R3460	0754475G	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS	10	1 380 €	1 326 €
R3362	0754530S	LYC POLYV	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS	13	1 794 €	1 082 €
					21	**Établissements**	**728**	**100 464 €**	**51 837 €**

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3250	0770918E	LYC POLYV	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON CEDEX	15	2 070 €	1 136 €
R3252	0770920G	LYC POLYV	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE SUR SEINE	18	2 484 €	172 €
R3259	0770924L	LYC POLYV	JULES-FERRY	6 RUE DES TEMPLIERS	77527	COULOMMIERS	3	414 €	166 €
R18495	0770931U	LYC GT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSEE DE PARIS	77100	MEAUX	11	1 518 €	1 518 €
R3273	0770934X	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN CEDEX	35	4 830 €	2 346 €
R18497	0770938B	LYC POLYV	ANDRE-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	8	1 104 €	1 104 €
R3704	0770940D	LYC POLYV	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS CEDEX	9	1 242 €	261 €
R3261	0771027Y	LYC POLYV	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE LES LYS CEDEX	18	2 484 €	902 €
R3282	0771336J	LYC POLYV	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS CEDEX	10	1 380 €	1 092 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	LA BRETONNIERE	77120	CHAILLY-EN-BRIE	2	276 €	276 €
R3283	0771763Y	LYC GT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY EN BRIE	11	1 518 €	1 518 €
R3287	0772120L	LYC GT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	24	3 312 €	456 €
R3257	0772127U	LYC GT	GALILEE	AVENUE ANDRE MALRAUX	77385	COMBS LA VILLE CEDEX	11	1 518 €	22 €
R15275	0772229E	LYC GT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	23	3 174 €	46 €
R15059	0772230F	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	15 ALLEE DU COMMANDANT GUES	77253	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	11	1 518 €	22 €
R18914	0772276F	LYC POLYV	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	10	1 380 €	174 €
R3289	0772342C	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN EN BRIE	6	828 €	828 €
R3919	0772688D	LYC POLYV	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	10	1 380 €	428 €
					18	**Établissements**	**235**	**32 430 €**	**12 467 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3691	0781297L	LYC GT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ	78190	TRAPPES	10	1 380 €	1 380 €
R3305	0781839A	LYC POLYV	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE LES YVELINES	11	1 518 €	22 €
R18229	0781898P	LYC GT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY CEDEX	7	966 €	966 €
R3664	0781948U	LYC POLYV	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	4	552 €	552 €
R3708	0782540M	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES LA JOLIE	19	2 622 €	558 €
R3317	0782556E	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	ST GERMAIN EN LAYE	10	1 380 €	564 €
R3710	0782557F	LYC POLYV	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	15	2 070 €	26 €
R3712	0782565P	LYC POLYV	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	29	4 002 €	346 €
R3694	0782567S	LYC GT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES CEDEX	39	5 382 €	1 644 €
R3673	0782587N	LYC POLYV	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS ST FREDERIC	8	1 104 €	1 104 €
R3306	0782602E	LYC PROF	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY	4	552 €	552 €
R3319	0782924E	LYC GT	EVARISTE-GALOIS	87 AVENUE DE TOBROUK	78500	SARTROUVILLE	11	1 518 €	1 518 €
					12	**Établissements**	**167**	**23 046 €**	**9 232 €**

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3703	0910620E	LYC POLYV	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL ESSONNES CEDEX	41	5 658 €	4 928 €
R3705	0910622G	LYC POLYV	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	4 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAI	91150	ETAMPES	7	966 €	14 €
R3339	0910630R	LYC POLYV	ALEXANDRE-DENIS	CHATEAU MONTMIRAULT AV CARN	91590	CERNY	5	690 €	690 €
R3325	0910676R	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAUL	91200	ATHIS MONS	10	1 380 €	778 €
R3554	0910756C	LYC PROF	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	2	276 €	276 €
R3346	0910727W	LYC POLYV	PARC-DE-VILGENIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY CEDEX	46	6 348 €	3 036 €
R3714	0910975R	LYC POLYV	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY SUR ORGE	7	966 €	246 €
R3337	0911254U	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY COURCOURONNES	9	1 242 €	1 242 €
P0037479	0912364A	LYC POLYV	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COUR	91410	DOURDAN	17	2 346 €	2 196 €
R3550	0911346U	LYC GT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	STE GENEVIEVE DES BOIS CE	11	1 518 €	1 518 €
R3329	0911828T	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY COURCOURONNES	10	1 380 €	1 307 €
R3321	0911913K	LYC GT	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	91192	GIF SUR YVETTE CEDEX	3	414 €	414 €
					12	**Établissements**	**168**	**23 184 €**	**16 645 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3570	0920136Y	LYC POLYV	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	29	4 002 €	2 010 €
R3573	0920137Z	LYC GT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES CEDEX	12	1 656 €	24 €
R3606	0920170K	LYC POLYV	FLORIAN	9 bis RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	5	690 €	283 €
R3580	0921156G	LYC POLYV	GALILEE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	15	2 070 €	1 559 €
R3566	0921166T	LYC POLYV	JEAN-JAURES	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY MALABRY CEDEX	11	1 518 €	1 183 €
R15803	0921594H	LYC GT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92390	VILLENEUVE LA GARENNE	13	1 794 €	1 794 €
R3614	0921676X	LYC PROF	THEODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	2	276 €	276 €
R3603	0922276Z	LYC POLYV	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	ST CLOUD	16	2 208 €	767 €
R3612	0922277A	LYC POLYV	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE LA GARENNE CE	7	966 €	821 €
R3753	0922427N	LYC POLYV	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES CEDEX	7	966 €	290 €
R3779	0922464D	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	8	1 104 €	977 €
					11	**Établissements**	**125**	**17 250 €**	**9 984 €**

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3616	0930117X	LYC GT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS CEDEX	59	8 142 €	4 616 €
R3627	0930118Y	LYC GT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY CEDEX	10	1 380 €	1 380 €
R3648	0930121B	LYC GT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL CEDEX	50	6 900 €	41 €
R18521	0930122C	LYC GT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL CEDEX	28	3 864 €	56 €
R3660	0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	109	15 042 €	3 347 €
R3539	0930127H	LYC GT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	11	1 518 €	22 €
R3635	0931272C	LYC GT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	30	4 140 €	60 €
R3537	0931584S	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	17	2 346 €	2 346 €
R3624	0931613Y	LYC GT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	7	966 €	14 €
R1331	0931779D	LYC POLYV	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEANNE-BARET	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL CEDEX	15	2 070 €	105 €
R15269	0932030B	LYC POLYV	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	11	1 518 €	1 518 €
R3542	0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	SAINT OUEN SUR SEINE	14	1 932 €	1 002 €
R3812	0932291K	LYC POLYV	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY SUR MARNE	6	828 €	828 €
					13	**Établissements**	**367**	**50 646 €**	**15 335 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3521	0940114N	LYC POLYV	SAINT-EXUPERY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	35	4 830 €	3 509 €
R3490	0940118T	LYC POLYV	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT SUR MARNE	25	3 450 €	331 €
R3497	0940120V	LYC GT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	ST MAUR DES FOSSES	23	3 174 €	1 592 €
R3510	0940122X	LYC POLYV	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94214	LA VARENNE ST HILAIRE CEDE	11	1 518 €	273 €
R3500	0940123Y	LYC GT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 RUE DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	20	2 760 €	1 774 €
R3504	0940124Z	LYC GT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES CEDEX	17	2 346 €	696 €
R3495	0940138P	LYC PROF	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	6	828 €	828 €
R3517	0940141T	LYC POLYV	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY LE ROI	7	966 €	830 €
R18527	0941018W	LYC POLYV	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	29	4 002 €	1 479 €
R3515	0941474S	LYC POLYV	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONI	94276	LE KREMLIN BICETRE CEDEX	40	5 520 €	2 920 €
R16037	0941918Z	LYC POLYV	CHRISTOPHE-COLOMB	154 RUE DE BOISSY	94370	SUCY EN BRIE	7	966 €	14 €
R3501	0941952L	LYC POLYV	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE ST GEORGES	7	966 €	966 €
R3508	0941972H	LYC POLYV	FERNAND-LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY SUR SEINE	3	414 €	391 €
P0015628	0942269F	LYC POLYV	PAULINE-ROLAND	11 AVENUE DU GENERAL DE GAULL	94550	CHEVILLY LARUE	10	1 380 €	441 €
					14	**Établissements**	**240**	**33 120 €**	**16 044 €**

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3684	0950645K	LYC GT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT CEDEX	21	2 898 €	2 773 €
R3687	0950646L	LYC GT	RENE-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	20	2 760 €	176 €
R3402	0950947N	LYC POLYV	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	16	2 208 €	440 €
R3392	0951147F	LYC GT	FRAGONARD	3 RUE FRAGONARD	95290	L ISLE ADAM	11	1 518 €	1 518 €
R3726	0951722F	LYC POLYV	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE CEDEX	20	2 760 €	2 760 €
R8263	0951728M	LYC POLYV	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	ST OUEN L AUMONE	16	2 208 €	830 €
R18856	0951756T	LYC POLYV	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	4	552 €	552 €
R3404	0951763A	LYC POLYV	LOUIS-JOUVET	26 RUE DE ST PRIX	95152	TAVERNY CEDEX	1	138 €	2 €
R3214	0951922Y	LYC GT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL LA BARRE	11	1 518 €	158 €
P0034141	0952196W	LYC POLYV	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN LES BAINS	24	3 312 €	2 010 €
					10	**EPLE**	**144**	**19 872 €**	**11 219 €**
				Total établissements publics	**111**	**Etablissements**	**2174**	**300 012 €**	**142 763 €**

ANNEXE VIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2020-2021
LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombre de boursiers	dotations brutes (138€)	Dotations nettes
R3189	0753537M	LYC TECHNO	ECOLE-SUP-TECHNIQUES-BIOLOGIE-APPLIQUEE	56 RUE PLANCHAT	75020	PARIS	25	3 450 €	3 450 €
R3187	0754015G	LYC POLYV	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	1	138 €	138 €
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS	8	1 104 €	1 104 €
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	92 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS	2	276 €	276 €
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS	11	1 518 €	1 518 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	8	1 104 €	1 104 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULD	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS	7	966 €	676 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	NOTRE-DAME-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS	4	552 €	280 €
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	4	552 €	151 €
R3009	0772153X	LYC POLYV	JEAN-ROSE	20 RUE DE CHAAGE	77109	MEAUX CEDEX	7	966 €	422 €
R3022	0783344L	LYC GT	NOTRE-DAME-LES-OISEAUX	106 GRANDE RUE	78480	VERNEUIL SUR SEINE	5	690 €	690 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	9	1 242 €	613 €
R3031	0910808J	LYC GT	SAINT-CHARLES	2 RUE G.ANTHONIOZ DE GAULLE	91200	ATHIS MONS	4	552 €	8 €
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE (PROFESSIONNEL)	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	15	2 070 €	1 380 €
R3033	0911264E	LYC POLYV	OPTOMETRIE (D')	134 ROUTE DE CHARTRES	91440	BURES SUR YVETTE	11	1 518 €	1 518 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	1	138 €	138 €
R3051	0921484N	LYC POLYV	MONTALEMBERT	238 BOULEVARD SAINT DENIS	92400	COURBEVOIE	9	1 242 €	1 242 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY LES MOULINEAUX CEDEX	4	552 €	552 €
R3067	0931026K	LYC POLYV	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	36 RUE JACQUES DUCLOS	93600	AULNAY SOUS BOIS	4	552 €	312 €
P0024190	0931796X	LYC GT	ORT	39 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL CEDEX	5	690 €	690 €
R18575	0940821G	LYC GT	GREGOR-MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	13	1 794 €	1 794 €
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	14	1 932 €	1 932 €
R3101	0940878U	LYC GT	TEILHARD-DE-CHARDIN	2 PLACE D'ARMES	94100	ST MAUR DES FOSSES	3	414 €	414 €
R3092	0941407U	LYC PROF	CE3P	5 RUE RENE ROBIN	94200	IVRY SUR SEINE	3	414 €	414 €
P0034151	0942354Y	LYC GT	ENSEMBLE SAINTE-MARIE	22 AVENUE DE VERDUN	94000	CRETEIL	12	1 656 €	432 €
R3114	0950759J	LYC GT	NOTRE-DAME-DE-BURY	1 AVENUE GEORGES POMPIDOU	95580	MARGENCY	5	690 €	146 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL CEDEX	9	1 242 €	1 242 €
				Total établissements privés	**27**	**Établissements**	**203**	**28 014 €**	**22 636 €**
					138	**Établissements**	**2377**	**328 026 €**	**165 399 €**

Annexe IX

ANNEXE IX
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombres de boursiers	Dotations brutes (282€)	Dotations nettes
R3413	0750655E	LYC GENE	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS	36	10 152 €	6 413 €
R3416	0750658H	LYC GENE	SAINT-LOUIS	44 BOULEVARD SAINT MICHEL	75006	PARIS	99	27 918 €	23 225 €
R3423	0750667T	LYC GENE	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	75009	PARIS	34	9 588 €	6 613 €
R3429	0750668U	LYC GENE	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS	38	10 716 €	4 072 €
R3453	0750691U	LYC POLYV	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS	31	8 742 €	8 742 €
R3462	0750693W	LYC GENE	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS	8	2 256 €	181 €
R3386	0750698B	LYC GT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS	14	3 948 €	3 948 €
R3387	0750699C	LYC GENE	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS	51	14 382 €	12 989 €
R3388	0750700D	LYC GT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS	12	3 384 €	3 384 €
R3351	0750711R	LYC GT	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS	9	2 538 €	691 €
R3350	0750712S	LYC POLYV	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS	6	1 692 €	84 €
R3363	0750714U	LYC GENE	HELENE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS	11	3 102 €	573 €
R3444	0753268V	LYC POLYV	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS	5	1 410 €	566 €
R3262	0770926N	LYC GT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU CEDEX	4	1 128 €	27 €
R3263	0770927P	LYC GENE	FRANCOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	17	4 794 €	4 794 €
R3270	0770930T	LYC GT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	11	3 102 €	1 354 €
R3272	0770933W	LYC GT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	77000	MELUN	14	3 948 €	290 €
R3229	0782132U	LYC GT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	21	5 922 €	2 256 €
R3692	0782562L	LYC GENE	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	15	4 230 €	4 230 €
R3693	0782563M	LYC GT	LA-BRUYERE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	10	2 820 €	969 €
R3712	0782565P	LYC POLYV	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	23	6 486 €	6 214 €
R3336	0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY COURCOURONNES CEDEX	8	2 256 €	2 256 €
R3570	0920136Y	LYC POLYV	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	10	2 820 €	2 414 €
R3597	0920143F	LYC GENE	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY SUR SEINE	4	1 128 €	1 128 €
R3604	0920145H	LYC GT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX CEDEX	51	14 382 €	14 382 €
R3605	0920146J	LYC GENE	MARIE-CURIE	1 RUE CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX CEDEX	10	2 820 €	281 €
R3609	0920149M	LYC GT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES CEDEX	23	6 486 €	1 683 €
R3602	0920801W	LYC GT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	ST CLOUD	7	1 974 €	1 974 €
R3616	0930117X	LYC GT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS CEDEX	18	5 076 €	2 720 €
R15801	0930123D	LYC GT	OLYMPE-DE-GOUGES	RUE DE MONTREUIL A CLAYE	93130	NOISY LE SEC	4	1 128 €	992 €
R3660	0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	21	5 922 €	3 018 €
R3543	0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	4	1 128 €	1 128 €
R3643	0930830X	LYC GT	ALBERT-SCHWEITZER	11 ALLEE VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY CEDEX	31	8 742 €	8 227 €
R3624	0931613Y	LYC GT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	4	1 128 €	1 128 €
R3504	0940124Z	LYC GT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES CEDEX	4	1 128 €	1 128 €
R3399	0951104J	LYC POLYV	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	ST OUEN L AUMONE	11	3 102 €	2 913 €
P0034141	0952196W	LYC POLYV	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN LES BAINS	10	2 820 €	1 712 €
					37	**Établissements**	**689**	**194 298 €**	**138 699 €**

ANNEXE IX
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombres de boursiers	Dotations brutes (282€)	Dotations nettes
P0036894	0930863H	LG	MAISON EDUCATION LEGION D'HONNEUI	5 RUE DE LA LEGION D 'HONNEUR	93200	ST DENIS	8	2 256 €	1 106 €
					1	**Établissement**	**8**	**2 256 €**	**1 106 €**
				Total établissements publics	**38**	**Établissements**	**697**	**196 554 €**	**139 805 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	nombres de boursiers	Dotations brutes (282€)	Dotations nettes
R3132	0753840S	LYC GENE	STANISLAS	22 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	8	2 256 €	329 €
R3145	0753873C	LYC GENE	FENELON-SAINTE-MARIE	24 RUE DU GENERAL FOY	75008	PARIS	4	1 128 €	1 128 €
R3157	0753897D	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	53 RUE DE LA GARE DE REUILLY	75012	PARIS	5	1 410 €	1 410 €
R3177	0753933T	LYC GENE	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS	1	282 €	98 €
R3026	0783053V	STS , CPGE	SAINTE-GENEVIEVE	2 RUE DE L ECOLE DES POSTES	78000	VERSAILLES	48	13 536 €	13 536 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETECHE	78150	LE CHESNAY	2	564 €	564 €
R3025	0783351U	LYC GT	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	6	1 692 €	754 €
R3064	0920928J	LYC GT	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	1	282 €	282 €
				Totat établissements privés	**8**	**Établissements**	**75**	**21 150 €**	**18 101 €**
					46	**Établissements**	**772**	**217 704 €**	**157 906 €**

Annexe X

Annexe X
Manuels scolaires
Année scolaire 2020-2021

Lycées publics

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
P0030391	0750419Y	LYC PROF	CAMILLE-JENATZY	6 RUE CHARLES HERMITE	75018	PARIS	61	305 €	300	6 900 €	7 205 €	7 205 €
P0031321	0750428H	LYC POLYV	JACQUES-MONOD	12 RUE VICTOR COUSIN	75005	PARIS	186	930 €	447	10 281 €	11 211 €	8 118 €
P0022087	0750436S	LYC PROF	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	5 RUE CORBON	75015	PARIS	44	220 €	166	3 818 €	4 038 €	3 770 €
P0030723	0750502N	LYC POLYV	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	5 RUE MADAME	75006	PARIS	42	210 €	119	2 737 €	2 947 €	2 679 €
R3361	0750508V	LYC PROF	CHARLES-DE-GAULLE	17 RUE LIGNER	75020	PARIS	85	425 €	221	5 083 €	5 508 €	5 087 €
R3230	0750558Z	LYC POLYV	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS	72	360 €	100	2 300 €	2 660 €	482 €
P0030721	0750588G	LYC PROF	RENE-CASSIN	185 AVENUE DE VERSAILLES	75016	PARIS	94	470 €	301	6 923 €	7 393 €	6 105 €
R3354	0750650Z	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	22 SENTE DES DOREES	75019	PARIS	161	805 €	405	9 315 €	10 120 €	10 120 €
R3408	0750651A	LYC GT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS	71	355 €	211	4 853 €	5 208 €	3 726 €
R3424	0750671X	LYC POLYV	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS	73	365 €	205	4 715 €	5 080 €	4 970 €
R3440	0750677D	LYC POLYV	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS	124	620 €	505	11 615 €	12 235 €	11 239 €
P0021683	0750708M	LYC POLYV	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS	180	900 €	150	3 450 €	4 350 €	4 350 €
R3409	0750770E	LYC PROF	ABBE-GREGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS	105	525 €	238	5 474 €	5 999 €	5 824 €
R3432	0750775K	LYC PROF	GUSTAVE-FERRIE	7 RUE DES ECLUSES ST MARTIN	75010	PARIS	116	580 €	380	8 740 €	9 320 €	1 935 €
R3431	0750776L	LYC PROF	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS	52	260 €	173	3 979 €	4 239 €	4 081 €
R3436	0750778N	LYC PROF	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS	97	485 €	331	7 613 €	8 098 €	8 098 €
R3441	0750783U	LYC PROF	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS	109	545 €	366	8 418 €	8 963 €	6 945 €
R3442	0750784V	LYC PROF	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	9 RUE PIERRE BOURDAN	75012	PARIS	47	235 €	126	2 898 €	3 133 €	3 133 €
R3447	0750785W	LYC PROF	GALILEE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS	82	410 €	244	5 612 €	6 022 €	5 145 €
R3437	0750788Z	LYC PROF	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS	122	610 €	387	8 901 €	9 511 €	1 966 €
R3380	0750793E	LYC PROF	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS	90	450 €	270	6 210 €	6 660 €	6 660 €
R3461	0750794F	LYC PROF	BRASSAI	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS	40	200 €	121	2 783 €	2 983 €	573 €
R3369	0750796H	LYC PROF	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS	61	305 €	141	3 243 €	3 548 €	1 096 €
R3378	0750800M	LYC PROF	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS	7	35 €	137	3 151 €	3 186 €	2 827 €
R3355	0750802P	LYC PROF	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS	100	500 €	424	9 752 €	10 252 €	7 221 €
R3360	0750808W	LYC PROF	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS	102	510 €	274	6 302 €	6 812 €	5 448 €
R3451	0751710B	LYC PROF	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AVENUE BOUTROUX	75013	PARIS	76	380 €	212	4 876 €	5 256 €	1 690 €
R3825	0752109K	LYC PROF	SUZANNE-VALADON	7 RUE FERDINAND FLOCON	75018	PARIS	84	420 €	244	5 612 €	6 032 €	6 025 €
R3884	0752388N	LYC PROF	PIERRE-LESCOT	35 RUE DES BOURDONNAIS	75001	PARIS	116	580 €	365	8 395 €	8 975 €	8 975 €
R3349	0752608C	LYC PROF	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS	62	310 €	272	6 256 €	6 566 €	6 566 €
R3353	0752700C	LYC PROF	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS	85	425 €	226	5 198 €	5 623 €	4 626 €
R3883	0752845K	LYC PROF	THEOPHILE-GAUTIER	49 RUE DE CHARENTON	75012	PARIS	165	825 €	479	11 017 €	11 842 €	11 842 €
R3459	0752846L	LYC PROF	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS	59	295 €	204	4 692 €	4 987 €	4 987 €
R3420	0752961L	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS	75	375 €	217	4 991 €	5 366 €	5 366 €
R3368	0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	75015	PARIS	0	0 €	114	2 622 €	2 622 €	1 236 €
R3444	0753268V	LYC POLYV	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS	72	360 €	213	4 899 €	5 259 €	5 259 €
R3888	0753350J	LYC PROF	MARIA-DERAISMES	19 RUE MARIA DERAISMES	75017	PARIS	120	600 €	347	7 981 €	8 581 €	8 581 €
R3357	0754476H	LYC POLYV	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS	130	650 €	202	4 646 €	5 296 €	5 296 €
R3362	0754530S	LYC POLYV	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS	102	510 €	308	7 084 €	7 594 €	3 442 €

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3250	0770918E	LYC POLYV	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON CEDEX	155	775 €	487	11 201 €	11 976 €	4 315 €
R3252	0770920G	LYC POLYV	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE SUR SEINE	156	780 €	541	12 443 €	13 223 €	2 269 €
R3259	0770924L	LYC POLYV	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS CEDEX	172	860 €	733	16 859 €	17 719 €	17 719 €
R18497	0770938B	LYC POLYV	ANDRE-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	145	725 €	385	8 855 €	9 580 €	6 860 €
R3704	0770940D	LYC POLYV	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS CEDEX	72	360 €	304	6 992 €	7 352 €	3 119 €
R3285	0770944H	LYC PROF	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLEE DU CHATEAU	77400	THORIGNY SUR MARNE	117	585 €	472	10 856 €	11 441 €	11 441 €
R3290	0770945J	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES SUR SEINE	65	325 €	221	5 083 €	5 408 €	5 408 €
R3261	0771027Y	LYC POLYV	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE LES LYS CEDEX	207	1 035 €	590	13 570 €	14 605 €	12 731 €
R3699	0771171E	LYC PROF	LOUIS-LUMIERE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES CEDEX	268	1 340 €	835	19 205 €	20 545 €	14 441 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	La Bretonniere	77120	CHAILLY EN BRIE	47	235 €	150	3 450 €	3 685 €	3 685 €
R3668	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOMAINE DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	47	235 €	148	3 404 €	3 639 €	3 639 €
R3258	0771658J	LYC POLYV	GUE-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS SUR THEROUANNE	144	720 €	390	8 970 €	9 690 €	5 219 €
R3271	0771880A	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX CEDEX	227	1 135 €	618	14 214 €	15 349 €	13 846 €
R3268	0771940R	LYC POLYV	GERARD-DE-NERVAL	89 COURS DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	54	270 €	161	3 703 €	3 973 €	2 538 €
R3255	0771995A	LYC PROF	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE SOUILLY	151	755 €	542	12 466 €	13 221 €	7 825 €
R3256	0771997C	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS LA VILLE CEDEX	135	675 €	466	10 718 €	11 393 €	11 393 €
R3287	0772120L	LYC GT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	80	400 €	197	4 531 €	4 931 €	1 034 €
R15359	0772223Y	LYC POLYV	RENE-DESCARTES	4 BOULEVARD COPERNIC	77420	CHAMPS SUR MARNE	55	275 €	143	3 289 €	3 564 €	3 564 €
R3203	0772225A	LYC PROF	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR LA FERRIERE CEDEX	170	850 €	536	12 328 €	13 178 €	12 098 €
R15059	0772230F	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	15 ALLEE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	69	345 €	205	4 715 €	5 060 €	1 625 €
R3286	0772244W	LYC PROF	ANTONIN-CAREME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	230	1 150 €	628	14 444 €	15 594 €	3 965 €
R19205	0772277G	LYC POLYV	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	30	150 €	83	1 909 €	2 059 €	814 €
R3236	0772310T	LYC POLYV	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX LE PENIL	99	495 €	320	7 360 €	7 855 €	402 €
R3279	0772312V	LYC POLYV	FLORA-TRISTAN	12 AVENUE DU 8 MAI 1945	77130	MONTEREAU FAULT YONNE	110	550 €	428	9 844 €	10 394 €	5 251 €
R3205	0772332S	LYC POLYV	SONIA-DELAUNAY	1 RUE DU LYCEE	77240	CESSON	71	355 €	188	4 324 €	4 679 €	3 035 €
R3289	0772342C	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN EN BRIE	120	600 €	492	11 316 €	11 916 €	8 594 €
R3919	0772688D	LYC POLYV	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	86	430 €	120	2 760 €	3 190 €	3 190 €
					66	**Établissements**	**6751**	**33 755 €**	**20528**	**472 144 €**	**505 899 €**	**372 714 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3689	0780273Y	LYC PROF	LOUIS-BLERIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES CEDEX	93	465 €	396	9 108 €	9 573 €	5 547 €
R3690	0780584L	LYC PROF	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES CEDEX	159	795 €	479	11 017 €	11 812 €	7 442 €
R3301	0781578S	LYC POLYV	HOTELLERIE-ET-TOURISME	PLACE FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT CEDEX	331	1 655 €	363	8 349 €	10 004 €	1 286 €
R3305	0781839A	LYC POLYV	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE LES YVELINES	52	260 €	160	3 680 €	3 940 €	1 510 €
R15875	0781884Z	LYC POLYV	CONDORCET	ALLEE CONDORCET	78520	LIMAY	101	505 €	314	7 222 €	7 727 €	483 €
R3664	0781948U	LYC POLYV	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	78	390 €	335	7 705 €	8 095 €	8 095 €
R3718	0781950W	LYC POLYV	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	58	290 €	176	4 048 €	4 338 €	4 338 €
R16239	0781951X	LYC POLYV	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	56	280 €	239	5 497 €	5 777 €	973 €
R3675	0781983G	LYC PROF	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	181	905 €	661	15 203 €	16 108 €	9 742 €
R3309	0781984H	LYC POLYV	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX CEDEX	163	815 €	656	15 088 €	15 903 €	8 438 €
R3708	0782540M	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES LA JOLIE	114	570 €	397	9 131 €	9 701 €	3 292 €
R3313	0782549X	LYC POLYV	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET CEDEX	86	430 €	305	7 015 €	7 445 €	5 073 €
R3317	0782556E	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	ST GERMAIN EN LAYE	46	230 €	156	3 588 €	3 818 €	1 587 €
R3314	0782593V	LYC PROF	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	ST CYR L ECOLE	125	625 €	400	9 200 €	9 825 €	5 636 €
R3306	0782602E	LYC PROF	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY	139	695 €	458	10 534 €	11 229 €	11 229 €
R3695	0782603F	LYC PROF	JACQUES-PREVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	145	725 €	458	10 534 €	11 259 €	9 554 €
R3303	0783214V	LYC PROF	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE ST CLOUD	67	335 €	261	6 003 €	6 338 €	3 726 €
R3755	0783431F	LYC POLYV	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	226	1 130 €	674	15 502 €	16 632 €	8 302 €
R3761	0783447Y	LYC POLYV	SIMONE-WEIL	8 RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS STE HONORINE	168	840 €	546	12 558 €	13 398 €	13 386 €
R3671	0783533S	LYC POLYV	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES LA VILLE	190	950 €	728	16 744 €	17 694 €	17 388 €
					20	**Établissements**	**2578**	**12 890 €**	**8162**	**187 726 €**	**200 616 €**	**127 027 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3555	0910429X	EREA	CHATEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	0	0 €	76	1 748 €	1 748 €	1 748 €
R3705	0910622G	LYC POLYV	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	4 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	62	310 €	183	4 209 €	4 519 €	2 525 €
R3322	0910628N	LYC PROF	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLER	91290	ARPAJON	182	910 €	597	13 731 €	14 641 €	14 641 €
R3335	0910629P	LYC PROF	CHATEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	145	725 €	521	11 983 €	12 708 €	12 689 €
R3338	0910631S	LYC PROF	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY SUR ORGE	222	1 110 €	674	15 502 €	16 612 €	9 962 €
R3345	0910632T	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	129	645 €	540	12 420 €	13 065 €	13 065 €
R3343	0910715H	LYC PROF	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU CEDEX	261	1 305 €	744	17 112 €	18 417 €	18 272 €
R3346	0910727W	LYC POLYV	PARC-DE-VILGENIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY CEDEX	128	640 €	401	9 223 €	9 863 €	3 912 €
R3332	0910755B	LYC PROF	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	155	775 €	571	13 133 €	13 908 €	6 682 €
R3554	0910756C	LYC PROF	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	135	675 €	469	10 787 €	11 462 €	11 462 €
R3714	0910975R	LYC POLYV	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY SUR ORGE	80	400 €	290	6 670 €	7 070 €	6 002 €
R3545	0911037H	LYC PROF	ANDRE-MARIE-AMPERE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG SUR ORGE	92	460 €	306	7 038 €	7 498 €	428 €
R3337	0911254U	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY COURCOURONNES	171	855 €	706	16 238 €	17 093 €	13 231 €
R15795	0911343R	LYC PROF	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY COURCOURONNES CEDEX	79	395 €	356	8 188 €	8 583 €	2 456 €
R3333	0911401D	LYC PROF	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	126	630 €	461	10 603 €	11 233 €	4 320 €
R18509	0911492C	LYC POLYV	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	76	380 €	265	6 095 €	6 475 €	4 138 €
R3548	0911493D	LYC PROF	LES-FRERES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY SOUS SENART	130	650 €	469	10 787 €	11 437 €	10 600 €
R3549	0911578W	LYC PROF	PIERRE-MENDES-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS ORANGIS CEDEX	131	655 €	494	11 362 €	12 017 €	952 €
R3329	0911828T	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY COURCOURONNES	106	530 €	305	7 015 €	7 545 €	7 545 €
R15365	0911945V	LYC POLYV	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	108	540 €	359	8 257 €	8 797 €	8 797 €
R16853	0911962N	LYC POLYV	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY CEDEX	60	300 €	178	4 094 €	4 394 €	3 538 €
R3742	0912142J	LYC POLYV	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY SUR ORGE	141	705 €	502	11 546 €	12 251 €	3 803 €
R3754	0912163G	LYC POLYV	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	STE GENEVIEVE DES BOIS CED	166	830 €	530	12 190 €	13 020 €	3 509 €
P0037479	0912364A	LYC POLYV	NIKOLA-TESLA	15/21 Chemin DU CHAMP DE COURSES	91410	DOURDAN	153	765 €	501	11 523 €	12 288 €	4 654 €
					24	**Établissements**	**3038**	**15 190 €**	**10498**	**241 454 €**	**256 644 €**	**168 931 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3558	0920150N	LYC POLYV	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES SUR SEINE	149	745 €	499	11 477 €	12 222 €	12 222 €
R3583	0920158X	LYC PROF	TOURNELLE (LA)	87 BOULEVARD NATIONAL	92250	LA GARENNE COLOMBES	159	795 €	581	13 363 €	14 158 €	10 129 €
R3590	0920164D	LYC PROF	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	72	360 €	311	7 153 €	7 513 €	6 153 €
R3596	0920166F	LYC PROF	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY SUR SEINE	63	315 €	238	5 474 €	5 789 €	3 517 €
R3606	0920170K	LYC POLYV	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	130	650 €	470	10 810 €	11 460 €	11 455 €
R3561	0920680P	LYC PROF	LEONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	84	420 €	282	6 486 €	6 906 €	1 618 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	43	215 €	120	2 760 €	2 975 €	2 975 €
R3575	0921229L	LYC POLYV	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	51	255 €	252	5 796 €	6 051 €	45 €
R3585	0921230M	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS PERRET CEDEX	103	515 €	278	6 394 €	6 909 €	5 267 €
R3599	0921500F	LYC PROF	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	104	520 €	381	8 763 €	9 283 €	9 283 €
R3588	0921592F	LYC PROF	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	140	700 €	539	12 397 €	13 097 €	13 097 €
R3562	0921595J	LYC PROF	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS COLOMBES	123	615 €	380	8 740 €	9 355 €	8 848 €
R3578	0921625S	LYC PROF	PAUL-PAINLEVE	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	122	610 €	352	8 096 €	8 706 €	5 469 €
R3593	0921626T	LYC PROF	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	86	430 €	309	7 107 €	7 537 €	5 958 €
R3614	0921676X	LYC PROF	THEODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	186	930 €	606	13 938 €	14 868 €	14 868 €
R3572	0922149L	LYC POLYV	RENE-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY CEDEX	223	1 115 €	469	10 787 €	11 902 €	11 103 €
R3584	0922249V	LYC POLYV	MONTESQUIEU	21 RUE DU CAPITAINE FACQ	92350	LE PLESSIS ROBINSON	31	155 €	91	2 093 €	2 248 €	2 248 €
R3603	0922276Z	LYC POLYV	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	ST CLOUD	105	525 €	388	8 924 €	9 449 €	6 757 €
R3612	0922277A	LYC POLYV	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE LA GARENNE CEDE	90	450 €	367	8 441 €	8 891 €	4 407 €
R3745	0922398G	LYC POLYV	GUSTAVE-EIFFEL	78 AVENUE DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL MALMAISON	122	610 €	356	8 188 €	8 798 €	7 636 €
R3753	0922427N	LYC POLYV	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES CEDEX	114	570 €	338	7 774 €	8 344 €	8 300 €
R3762	0922443F	LYC POLYV	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	212	1 060 €	567	13 041 €	14 101 €	9 462 €
R3779	0922464D	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	98	490 €	323	7 429 €	7 919 €	1 994 €
					23	**Établissements**	**2610**	**13 050 €**	**8497**	**195 431 €**	**208 481 €**	**162 811 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3630	0930119Z	LYC POLYV	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	191	955 €	576	13 248 €	14 203 €	10 203 €
R3543	0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	73	365 €	164	3 772 €	4 137 €	4 137 €
R3637	0930128J	LYC PROF	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	100	500 €	381	8 763 €	9 263 €	6 995 €
R3628	0930129K	LYC PROF	MADELEINE-VIONNET	1 RUE JULES GUESDE	93140	BONDY	164	820 €	403	9 269 €	10 089 €	811 €
R3656	0930135S	LYC PROF	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	178	890 €	496	11 408 €	12 298 €	1 198 €
R3645	0930136T	LYC PROF	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	56	280 €	338	7 774 €	8 054 €	986 €
R3662	0930138V	LYC PROF	FREDERIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	ST DENIS	195	975 €	681	15 663 €	16 638 €	5 774 €
R3641	0930831Y	LYC PROF	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC MESNIL CEDEX	132	660 €	430	9 890 €	10 550 €	9 857 €
R3618	0931024H	LYC PROF	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	93300	AUBERVILLIERS	172	860 €	696	16 008 €	16 868 €	2 214 €
R3540	0931193S	LYC PROF	HELENE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY EN FRANCE	228	1 140 €	566	13 018 €	14 158 €	14 158 €
R3638	0931738J	LYC PROF	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	93120	LA COURNEUVE	190	950 €	502	11 546 €	12 496 €	7 511 €
R3658	0931739K	LYC PROF	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY SOUS BOIS	189	945 €	596	13 708 €	14 653 €	8 853 €
R15267	0932026X	LYC POLYV	ALFRED-NOBEL	20 ALLEE DE GAGNY	93390	CLICHY SOUS BOIS	137	685 €	517	11 891 €	12 576 €	7 175 €
R15269	0932030B	LYC POLYV	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	94	470 €	256	5 888 €	6 358 €	6 358 €
R18858	0932047V	LYC POLYV	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY LE GRAND CEDEX	44	220 €	130	2 990 €	3 210 €	937 €
R19063	0932048W	LYC POLYV	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	54	270 €	216	4 968 €	5 238 €	2 538 €
R3542	0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	92	460 €	309	7 107 €	7 567 €	282 €
R3650	0932116V	LYC POLYV	EUGENIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	140	700 €	385	8 855 €	9 555 €	6 338 €
R3640	0932118X	LYC POLYV	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC MESNIL	219	1 095 €	674	15 502 €	16 597 €	709 €
R3623	0932119Y	LYC POLYV	EUGENE-HENAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	135	675 €	461	10 603 €	11 278 €	7 985 €
R3647	0932120Z	LYC POLYV	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY GARGAN	124	620 €	383	8 809 €	9 429 €	9 429 €
R3661	0932121A	LYC POLYV	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	ST DENIS	127	635 €	395	9 085 €	9 720 €	880 €
R3768	0932122B	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER	93300	AUBERVILLIERS	182	910 €	510	11 730 €	12 640 €	3 765 €
R3731	0932123C	LYC POLYV	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	88	440 €	473	10 879 €	11 319 €	5 903 €
R3663	0932129J	LYC POLYV	ENNA (L')	PLACE DU 8 MAI 1945	93203	ST DENIS CEDEX	123	615 €	410	9 430 €	10 045 €	5 510 €
R3631	0932229T	LYC POLYV	PAUL-LE-ROLLAND	136 AVENUE DE CASTELNAU	93700	DRANCY	61	305 €	260	5 980 €	6 285 €	674 €
R3730	0932260B	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	124	620 €	468	10 764 €	11 384 €	7 876 €
R3756	0932267J	LYC POLYV	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	118	590 €	364	8 372 €	8 962 €	3 443 €
R3781	0932282A	LYC POLYV	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	93140	BONDY	133	665 €	405	9 315 €	9 980 €	8 523 €
R3812	0932291K	LYC POLYV	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY SUR MARNE	76	380 €	363	8 349 €	8 729 €	1 127 €
P0036077	0932667U	LYC POLYV	PLAINE COMMUNE	70 AVENUE GEORGES SAND	93200	ST DENIS	114	570 €	275	6 325 €	6 895 €	6 353 €
					31	**Établissements**	**4053**	**20 265 €**	**13083**	**300 909 €**	**321 174 €**	**158 502 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3531	0940112L	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	112	560 €	293	6 739 €	7 299 €	7 299 €
R3490	0940118T	LYC POLYV	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT SUR MARNE	105	525 €	346	7 958 €	8 483 €	1 620 €
R3510	0940122X	LYC POLYV	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94214	LA VARENNE ST HILAIRE CEDE	47	235 €	141	3 243 €	3 478 €	3 478 €
R3478	0940129E	LYC POLYV	JEAN-MACE	RUE JULES FERRY	94407	VITRY SUR SEINE CEDEX	157	785 €	442	10 166 €	10 951 €	3 618 €
R3529	0940132H	LYC PROF	GABRIEL-PERI	41 AVENUE BOILEAU	94500	CHAMPIGNY SUR MARNE	131	655 €	474	10 902 €	11 557 €	7 914 €
R3516	0940134K	LYC PROF	VAL-DE-BIEVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY CEDEX	0	0 €	183	4 209 €	4 209 €	4 209 €
R3491	0940137N	LYC PROF	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT SUR MARNE	112	560 €	386	8 878 €	9 438 €	1 684 €
R3495	0940138P	LYC PROF	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	128	640 €	443	10 189 €	10 829 €	8 121 €
R3517	0940141T	LYC POLYV	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY LE ROI	105	525 €	403	9 269 €	9 794 €	4 766 €
R3505	0940143V	LYC PROF	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES CEDEX	188	940 €	493	11 339 €	12 279 €	11 137 €
R3479	0940145X	LYC PROF	CAMILLE-CLAUDEL	4 RUE DES CARRIERES	94400	VITRY SUR SEINE	112	560 €	397	9 131 €	9 691 €	9 691 €
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL SUR MARNE	0	0 €	65	1 495 €	1 495 €	189 €
R3494	0940319L	EREA	FRANCOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT SUR MARNE	2	10 €	121	2 783 €	2 793 €	958 €
R3496	0940585A	LYC POLYV	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	ST MAUR DES FOSSES	38	190 €	148	3 404 €	3 594 €	254 €
R18527	0941018W	LYC POLYV	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	110	550 €	348	8 004 €	8 554 €	4 527 €
R3518	0941232D	LYC PROF	JEAN-MACE	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY LE ROI	114	570 €	368	8 464 €	9 034 €	9 034 €
R3524	0941298A	LYC PROF	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY SOUS BOIS	54	270 €	223	5 129 €	5 399 €	5 210 €
R3525	0941301D	LYC POLYV	FREDERIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	106	530 €	341	7 843 €	8 373 €	8 373 €
R3487	0941355M	LYC POLYV	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS ALFORT	141	705 €	491	11 293 €	11 998 €	1 572 €
R3522	0941413A	LYC POLYV	LEON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	92	460 €	284	6 532 €	6 992 €	6 992 €
R3515	0941474S	LYC POLYV	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN BICETRE CEDEX	174	870 €	451	10 373 €	11 243 €	11 243 €
R19129	0941930M	LYC POLYV	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	141	705 €	311	7 153 €	7 858 €	6 728 €
R3501	0941952L	LYC POLYV	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE ST GEORGES	111	555 €	386	8 878 €	9 433 €	9 433 €
R3508	0941972H	LYC POLYV	FERNAND-LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY SUR SEINE	54	270 €	238	5 474 €	5 744 €	896 €
R3499	0942130E	LYC POLYV	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY EN BRIE CEDEX	161	805 €	372	8 556 €	9 361 €	7 332 €
P0015628	0942269F	LYC POLYV	PAULINE-ROLAND	11 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY LARUE	90	450 €	291	6 693 €	7 143 €	7 143 €
					26	**Établissements**	**2585**	**12 925 €**	**8439**	**194 097 €**	**207 022 €**	**143 421 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3470	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT SUR OISE	0	0 €	62	1 426 €	1 426 €	746 €
R3680	0950656X	LYC PROF	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES EN PARISIS	86	430 €	354	8 142 €	8 572 €	8 572 €
R3685	0950657Y	LYC PROF	FERDINAND-BUISSON	245 RUE FERDINAND BUISSON	95120	ERMONT	136	680 €	558	12 834 €	13 514 €	13 514 €
R3365	0950658Z	LYC PROF	CHATEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	ST OUEN L AUMONE	104	520 €	531	12 213 €	12 733 €	10 533 €
R18617	0950667J	LYC POLYV	ROMAIN-ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	208	1 040 €	688	15 824 €	16 864 €	4 951 €
R3468	0950709E	LYC PROF	VIRGINIA-HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE	173	865 €	542	12 466 €	13 331 €	11 479 €
R3402	0950947N	LYC POLYV	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	154	770 €	435	10 005 €	10 775 €	511 €
R3396	0950949R	LYC PROF	JEAN-MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	162	810 €	551	12 673 €	13 483 €	10 479 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLEE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	0	0 €	84	1 932 €	1 932 €	1 932 €
R3405	0951090U	LYC PROF	PIERRE-MENDES-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS LE BEL	81	405 €	388	8 924 €	9 329 €	4 293 €
R3679	0951282C	LYC PROF	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	104	520 €	383	8 809 €	9 329 €	9 329 €
R3683	0951618T	LYC PROF	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY SUR OISE	140	700 €	545	12 535 €	13 235 €	8 844 €
R3728	0951727L	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	134	670 €	459	10 557 €	11 227 €	1 290 €
R8263	0951728M	LYC POLYV	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	ST OUEN L AUMONE	111	555 €	351	8 073 €	8 628 €	5 470 €
R3469	0951748J	LYC POLYV	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT SUR OISE	107	535 €	376	8 648 €	9 183 €	9 179 €
R18856	0951756T	LYC POLYV	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	57	285 €	203	4 669 €	4 954 €	2 957 €
R3475	0951787B	LYC POLYV	ARTHUR-RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES LES GONESSE	127	635 €	636	14 628 €	15 263 €	7 307 €
R19249	0951788C	LYC POLYV	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT CEDEX	78	390 €	239	5 497 €	5 887 €	421 €
R3209	0951824S	LYC POLYV	HAUTIL (DE L')	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY LE MOUTIER	122	610 €	362	8 326 €	8 936 €	6 990 €
R3215	0951937P	LYC POLYV	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	95520	OSNY	59	295 €	176	4 048 €	4 343 €	1 994 €
R3744	0951974E	LYC POLYV	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	90	450 €	299	6 877 €	7 327 €	4 397 €
					21	**Établissements**	**2233**	**11 165 €**	**8222**	**189 106 €**	**200 271 €**	**125 188 €**
				Total établissements publics	**211**	**Établissements**	**23848**	**119 240 €**	**77429**	**1 780 867 €**	**1 900 107 €**	**1 258 594 €**

Lycées privés

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3187	0754015G	LYC POLYV	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	15	75 €	50	1 150 €	1 225 €	1 225 €
R3186	0754016H	LYC POLYV	INITIATIVE (L')	24 RUE BOURET	75019	PARIS	111	555 €	311	7 153 €	7 708 €	6 561 €
R3133	0754025T	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	92 RUE DE VAUGIRARD	75006	PARIS	161	805 €	576	13 248 €	14 053 €	14 053 €
R3134	0754029X	LYC POLYV	CARCADO-SAISSEVAL	121 BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS	101	505 €	270	6 210 €	6 715 €	6 715 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	51	255 €	168	3 864 €	4 119 €	4 119 €
R3164	0754045P	LYC POLYV	CATHERINE-LABOURE	29 RUE GASSENDI	75014	PARIS	59	295 €	169	3 887 €	4 182 €	4 182 €
R3184	0754239A	LYC POLYV	SAINT-JEAN-DE-MONTMARTRE	31 RUE CAULAINCOURT	75018	PARIS	95	475 €	332	7 636 €	8 111 €	8 111 €
R3162	0754924V	LYC POLYV	NOTRE-DAME-SAINT-VINCENT-DE-PAUL	49 RUE BOBILLOT	75013	PARIS	69	345 €	285	6 555 €	6 900 €	4 894 €
					8	**Établissements**	**662**	**3 310 €**	**2161**	**49 703 €**	**53 013 €**	**49 860 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3003	0771200L	LYC POLYV	BLANCHE-DE-CASTILLE	42 BIS RUE DU CHATEAU	77300	FONTAINEBLEAU	125	625 €	351	8 073 €	8 698 €	8 698 €
R19044	0772151V	LYC PROF	LES-SINOPLIES	10 BIS RUE JOSEPH BODIN BOISMORT	77680	ROISSY EN BRIE	15	75 €	59	1 357 €	1 432 €	1 432 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY ST GEORGES	79	395 €	274	6 302 €	6 697 €	6 697 €
					3	**Établissements**	**219**	**1 095 €**	**684**	**15 732 €**	**16 827 €**	**16 827 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R18563	0781582W	LYC PROF	NOTRE-DAME-GRANDCHAMP (PROFESSIONNEL)	97 RUE ROYALE	78000	VERSAILLES	64	320 €	154	3 542 €	3 862 €	3 724 €
R18585	0781856U	LYC PROF	SAINT-EREMBERT (PROFESSIONNEL)	5 RUE SALOMON REINACH	78100	ST GERMAIN EN LAYE	51	255 €	141	3 243 €	3 498 €	3 498 €
R3772	0782100J	LYC PROF	LES-CHATAIGNIERS	11 BIS AVENUE JEAN JAURES	78000	VERSAILLES	52	260 €	171	3 933 €	4 193 €	4 193 €
R3021	0783288A	LYC POLYV	NOTRE-DAME	3 RUE DE TEMARA	78100	ST GERMAIN EN LAYE	14	70 €	66	1 518 €	1 588 €	1 588 €
R3029	0783325R	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	44 AVENUE DE SAINT CLOUD	78000	VERSAILLES	89	445 €	261	6 003 €	6 448 €	6 374 €
					5	**Établissements**	**270**	**1 350 €**	**793**	**18 239 €**	**19 589 €**	**19 377 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3096	0910843X	LYC POLYV	SAINT-PIERRE (PROFESSIONNEL)	70 RUE DE MONTGERON	91800	BRUNOY	89	445 €	144	3 312 €	3 757 €	3 757 €
R3197	0912117G	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-SION	1 AVENUE RATISBONNE	91000	EVRY COURCOURONNES	9	45 €	9	207 €	252 €	252 €
R3751	0912161E	LYC POLYV	SAINT LEON	8 QUAI DE L ESSONNE	91100	CORBEIL ESSONNES	53	265 €	162	3 726 €	3 991 €	3 991 €
					3	**Établissements**	**151**	**755 €**	**315**	**7 245 €**	**8 000 €**	**8 000 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3053	0920963X	LYC PROF	SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	33 BIS-35 RUE BORIS VILDE	92260	FONTENAY AUX ROSES	32	160 €	143	3 289 €	3 449 €	3 449 €
P0042497	0920985W	LYC POLYV	LA-TRINITE (ex-Georges-Guerin)	5 RUE DEVES	92200	NEUILLY SUR SEINE	29	145 €	83	1 909 €	2 054 €	2 054 €
R18567	0921932A	LYC PROF	LA-SALLE-PASSY-BUZENVAL (PROFESSIONNEL)	50 AVENUE OTIS MYGATT	92508	RUEIL MALMAISON CEDEX	16	80 €	42	966 €	1 046 €	1 046 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO	92132	ISSY LES MOULINEAUX CEDEX	45	225 €	246	5 658 €	5 883 €	5 883 €
					4	**Établissements**	**122**	**610 €**	**514**	**11 822 €**	**12 432 €**	**12 432 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3073	0930929E	LYC PROF	JEANNE-LA-LORRAINE	3 BOULEVARD DU NORD	93340	LE RAINCY	59	295 €	182	4 186 €	4 481 €	4 481 €
R3071	0930933J	LYC POLYV	ASSOMPTION	12 AVENUE DE VERDUN	93140	BONDY	44	220 €	145	3 335 €	3 555 €	3 555 €
R3069	0930936M	LYC POLYV	SAINT-BENOIST-DE-L'EUROPE	82 AVENUE GAMBETTA	93172	BAGNOLET CEDEX	19	95 €	66	1 518 €	1 613 €	1 613 €
R3081	0930946Y	LYC PROF	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	25 RUE ALBERT WALTER	93200	ST DENIS	37	185 €	136	3 128 €	3 313 €	3 313 €
R21207	0930960N	LYC PROF	ORT (PROFESSIONNEL)	39 RUE RASPAIL	93107	MONTREUIL CEDEX	46	230 €	166	3 818 €	4 048 €	4 048 €
R3067	0931026K	LYC POLYV	PROTECTORAT-SAINT-JOSEPH	36 RUE JACQUES DUCLOS	93600	AULNAY SOUS BOIS	19	95 €	57	1 311 €	1 406 €	1 406 €
R3077	0931369H	LYC PROF	FRANCOISE-CABRINI (PROFESSIONNEL)	20 RUE DU DOCTEUR SUREAU	93167	NOISY LE GRAND CEDEX	81	405 €	287	6 601 €	7 006 €	642 €
R3072	0931573E	LYC PROF	ROBERT-SCHUMAN (PRO)	5 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	93440	DUGNY	57	285 €	174	4 002 €	4 287 €	4 287 €
					8	**Établissements**	**362**	**1 810 €**	**1213**	**27 899 €**	**29 709 €**	**23 345 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3106	0940822H	LYC GT	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	50	250 €	50	1 150 €	1 400 €	1 307 €
R3089	0940823J	LYC PROF	FOYER-DE-CACHAN (PROFESSIONNEL	36 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94234	CACHAN CEDEX	123	615 €	424	9 752 €	10 367 €	10 367 €
R3103	0940853S	LYC PROF	CLAUDE-FRANCOIS-POULLARD-DES-PLACES	3 BOULEVARD DE STALINGRAD	94320	THIAIS	0	0 €	86	1 978 €	1 978 €	1 978 €
R3092	0941407U	LYC PROF	CE3P	5 RUE RENE ROBIN	94200	IVRY SUR SEINE	21	105 €	80	1 840 €	1 945 €	1 945 €
P0034217	0941722L	LYC PROF	GREGOR MENDEL	205 RUE DE FONTENAY	94300	VINCENNES	28	140 €	59	1 357 €	1 497 €	1 497 €
R3106	0941724N	LYC PROF	BATIMENT-ET-TRAVAUX-PUBLICS (PRO)	18 RUE DE BELFORT	94307	VINCENNES CEDEX	63	315 €	206	4 738 €	5 053 €	5 053 €
					6	**Établissements**	**285**	**1 425 €**	**905**	**20 815 €**	**22 240 €**	**22 147 €**

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Effectifs niv IV & V hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO a	Total brut MS - Effectifs hors réforme : BT-FC-MC-Prépa div-BMA-STHR-Term PRO (5€) b=a*5€	Effectifs consommables tous niveaux IV &V PRO c	Total consommables (23€) d=c*23€	Total brut MS+Conso	Total Net MS+Conso CP 27 mai 2020
R3115	0950761L	LYC POLYV	NOTRE-DAME-DE-LA-COMPASSION	8 PLACE NICOLAS FLAMEL	95300	PONTOISE	22	110 €	67	1 541 €	1 651 €	1 651 €
R3111	0950800D	LYC PROF	FONDATION-COGNAC-JAY	20 RUE DE LA LIBERTE	95100	ARGENTEUIL	143	715 €	463	10 649 €	11 364 €	11 364 €
R3113	0950812S	LYC POLYV	JEANNE-D'ARC	2 BIS BOULEVARD TOUSSAINT LUCAS	95130	FRANCONVILLE LA GARENNE	59	295 €	196	4 508 €	4 803 €	4 803 €
R3216	0951221L	LYC POLYV	VAUBAN	23 PLACE DU PETIT MARTROY	95300	PONTOISE	14	70 €	53	1 219 €	1 289 €	1 098 €
R3778	0951994B	LYC POLYV	ROBERT-BLUM (ORT)	32 AVENUE DE CHOISEUL	95400	VILLIERS LE BEL	13	65 €	49	1 127 €	1 192 €	1 192 €
R3776	0951998F	LYC POLYV	GARAC	3 BOULEVARD GALLIENI	95102	ARGENTEUIL CEDEX	108	540 €	396	9 108 €	9 648 €	9 648 €
					6	**Établissements**	**359**	**1 795 €**	**1224**	**28 152 €**	**29 947 €**	**29 756 €**
				Total établissements privés	**43**	**Établissements**	**2430**	**12 150 €**	**7809**	**179 607 €**	**191 757 €**	**181 744 €**
				Total établissements publics et privés	**254**	**Établissements**	**26278**	**131 390 €**	**85238**	**1 960 474 €**	**2 091 864 €**	**1 440 338 €**

Annexe XI

Annexe XI
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2019-2020

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3126	0753834K	LYC GENE	YABNÉ	29/41 AVENUE LÉON BOLLÉE	75013	PARIS	3 127 €
R3156	0753890W	LYC GT	CHARLES-PEGUY	54 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE	75011	PARIS	514 €
R3182	0754086J	LYC GT	CHARLES-DE-FOUCAULT	5 RUE DE LA MADONE	75018	PARIS	2 351 €
R19991	0772275E	LYC POLYV	MAURICE-RONDEAU	1 PLACE DU CLOS SAINT GEORGES	77600	BUSSY SAINT GEORGES	875 €
P0036045	0772840U	LYC GENE	LA SALLE-SAINTE MARIE	3 BIS CHEMIN DE LA MESSE	77140	SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS	29 €
R3036	0910824B	LYC GT	SACRÉ-CŒUR	PASSAGE DE GRAVILLE	91620	LA VILLE DU BOIS	422 €
P0040350	0912384X	LGT PR	JEANNE D'ARC	31 rue ALFRED LEBLANC	91220	BRETIGNY SUR ORGE	113 €
R3042	0920904H	LYC GT	SAINTE-MARIE	2 RUE DE L'ABBAYE BP 112	92164	ANTONY	203 €
R3733	0922653J	LYC POLYV	SAINT-NICOLAS	19 RUE VICTOR HUGO BP 19	92136	ISSY-LES-MOULINEAUX	3 271 €
P0042118	0942443V	LYC GT	SAINT-JOSEPH	55 RUE DE VERDUN	94800	VILLEJUIF	113 €
					10	**Établissements**	**11 018 €**

Annexe XII

Annexe XII
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2019-2020

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3561	0920680P	LYC PROF	LEONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	5 470 €
R3572	0922149L	LYC POLYV	RENE-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY CEDEX	3 944 €
					2	**Établissements**	**9 414 €**

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3187	0754015G	LYC POLYV	RICHARD-MICROTECI	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	1 226 €
R3010	0771238C	LYC POLYV	TITUTION-SAINT-ASP	36 RUE SAINT BARTHELEMY	77007	MELUN CEDEX	1 632 €
					2	**Établissement**	**2 858 €**
					4	**Établissements publics et privés**	**12 272 €**

Annexe XIII

ANNEXE XIII
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3430	0750674A	LYC TECHNO	JULES SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS	2 312 €
				Total établissement public	**1**	**Établissement**	**2 312 €**

LYCEES PRIVES

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3187	0754015G	LPO PR	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	2 €
R3114	0950759J	LGT PR	NOTRE-DAME-DE-BURY	1 AVENUE GEORGES POMPIDOU	95580	MARGENCY	136 €
				Total établissements privés	**2**	**Établissements**	**138 €**

3	**Établissements**	**2 450 €**

Annexe XIV

ANNEXE XIV
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3413	0750655E	LYC GENE	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS	6 305 €
					1	**Établissement**	**6 305 €**

Annexe XV

ANNEXE XV
AIDE RÉGIONALE A L'ACQUISITION DE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3543	0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	2 250 €
					1	**Établissement**	**2 250 €**

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3187	0754015G	LYC POLYV	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	1 481 €
					1	**Établissement**	**1 481 €**
					2	**Établissements publics et privés**	**3 731 €**

Annexe XVI

ANNEXE XVI
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2018-2019

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3561	0920680P	LYC PROF	LEONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	2 564 €
					1	**Établissement**	**2 564 €**

Annexe XVII

ANNEXE XVII
AIDE RÉGIONALE A L'ACQUISITION DE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3187	0754015G	LYC POLYV	JULES-RICHARD-MICROTECHNIQUE	21 RUE CARDUCCI	75019	PARIS	499 €
					1	**Établissement**	**499 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-174

DU 27 MAI 2020

RAPPORT RELATIF À L'AIDE À L'INTRODUCTION DE PRODUITS BIOLOGIQUES AU SEIN DES RESTAURANTS SCOLAIRES FRANCILIENS - AJUSTEMENT DES DOTATIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'Education ;

VU la délibération du conseil régional CR 117-08 du 20 novembre 2008 relative à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées ;

VU la délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à l'action pour la réussite et l'égalité des lycéen-n-es ;

VU la délibération du conseil régional CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : vers une tarification plus juste, qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU la délibération du conseil régional CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération du conseil régional CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU la délibération CP 2019-173 du 22 mai 2019 relative à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens-affectations des dotations au titre de l'année 2019 et ajustements des dotations au titre de l'année 2018 ;

VU le budget de la région Ile de France pour l'année 2019 ;

VU le budget de la région pour l'année 2020, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ; code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) «Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » action budgétaire 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-174 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer, dans le cadre du dispositif d'aide à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens pour l'année 2019, des subventions complémentaires d'un montant maximum prévisionnel de **90 660,18 €** au bénéfice de **32** établissements, conformément à la répartition figurant en annexe 1 à la délibération**.**

Affecte une autorisation d'engagement de **90 660,18 €** disponible sur le chapitre 932 « enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-011 (128011) «Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » action budgétaire 12801101 « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions régionales objet de l'article 1 à compter du 1er janvier 2019, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

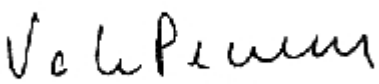
Article 3 :

Désaffecte un montant d'autorisations d'engagement de **257 526,84 €** initialement affecté au profit de **31** établissements d'enseignement par délibération n° CP 2019-173 du 22 mai 2019 sur le chapitre 932 « enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800405 « aide à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires » du budget 2019, conformément à l'annexe 2 à la délibération.

Article 4 :

Mandate la Présidente pour négocier avec les gestionnaires de distributeurs automatiques alimentaires installés dans les établissements scolaires, d'apprentissage et de formation franciliens, le siège du Conseil Régional, les sièges des organismes associés de la Région, ainsi que sur les quais des réseaux RATP et SNCF, afin d'intégrer dans chaque distributeur alimentaire une part de production francilienne de circuits courts et/ou biologique (fruits, gâteaux, céréales, jus de fruits, salades, lunch box…) au moins égale à 1/6e du nombre total de produits proposés à la vente.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc176176-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Subventions complémentaires pour 2019

Annexe 1

Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires détail du calcul des dotations complémentaires pour l'année 2019

lb et	Dpt	N° IRIS	Tiers	Type	UAI	Nom établissement	Commune	CP	Date d'intégration dans le dispositif	Nombre de Convives	Montant annuel des factures des produits d'origines IDF	Prise en charge régionale des produits IDF à 60 %	Montant annuel des factures des produits d'origines Hors IDF	Prise en charge régionale des produits hors IDF à 40 %	Montant définitif de prise en charge région (plafonnée)	Rappel montant de la dotation votée la CP n° 2019-173 du 22 mai 2019	complément de dotation
1	75	19003029	3412	LGT	0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	75004	2016	1000	3 016,00 €	5 127,28 €	8 143,28 €	12 572,58 €	17 699,86 €	17 620,00 €	79,86 €
1	75	19003030	3415	LCM	0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	75005	2019	1400	3 419,00 €	0,00 €	3 419,00 €	29 601,50 €	29 601,50 €	25 020,00 €	4 581,50 €
1	75	19003034	3429	LCM	0750668U	JACQUES DECOUR	PARIS 09EME	75436	2016	900	2 916,00 €	3 863,41 €	6 779,41 €	2 786,08 €	6 649,49 €	6 420,00 €	229,49 €
1	75	19003038	3451	LP	0751710B	NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	PARIS 13EME	75013	2014	183	2 197,00 €	0,00 €	2 197,00 €	1 309,39 €	1 309,39 €	1 286,00 €	23,39 €
1	75	19003039	3455	LYP	0750689S	PAUL BERT	PARIS 14EME	75014	2010	450	2 460,00 €	1 850,47 €	4 310,47 €	3 527,18 €	5 377,65 €	4 752,00 €	625,65 €
1	75	19003042	3388	LYP	0750700D	JEAN-BAPTISTE SAY	PARIS 16EME	75016	2013	700	2 713,00 €	6 801,05 €	9 514,05 €	18 767,61 €	25 568,66 €	14 747,88 €	10 820,78 €
1	75	19003043	3372	LYP	0750705J	HONORE DE BALZAC	PARIS 17 EME	75017	2015	1400	3 415,00 €	124,76 €	3 539,76 €	41 647,16 €	41 771,92 €	39 560,00 €	2 211,92 €
1	77	19003045	3668	LYA	0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	77257	2008	460	2 468,00 €	14 257,12 €	16 725,12 €	3 766,84 €	18 023,96 €	14 316,00 €	3 707,96 €
1	77	19003046	3667	LYA	0771357G	LA BRETONNIERE	CHAILLY EN BRIE	77120	2008	448	2 456,00 €	6 098,98 €	8 554,98 €	1 925,37 €	8 024,35 €	5 362,27 €	2 662,08 €
1	77	19003048	3257	LYP	0772127U	GALILEE	COMBS LA VILLE	77380	2009	395	2 404,00 €	12 533,72 €	14 937,72 €	5 041,07 €	17 574,79 €	14 753,25 €	2 821,54 €
1	77	19003054	3272	LCM	0770933W	JACQUES AMYOT	MELUN	77011	2018	1100	3 118,00 €	21 440,31 €	24 558,31 €	19 621,39 €	41 061,70 €	32 400,00 €	8 661,70 €
1	77	19003057	3279	LYP	0772312V	FLORA TRISTAN	MONTEREAU FAULT YONNE	77130	2018	479	2 497,00 €	0,00 €	2 497,00 €	3 127,65 €	3 127,65 €	1 911,78 €	1 215,87 €
1	78	19003066	3669	LGT	0782539L	SAINT EXUPERY	MANTES LA JOLIE	78200	2018	953	2 971,00 €	1 123,58 €	4 094,58 €	8 081,67 €	9 205,25 €	5 144,80 €	4 060,45 €
1	78	19003069	3672	LYP	0781512V	DESCARTES	MONTIGNY LE BRETONNEUX	78180	2009	650	2 659,00 €	5 583,95 €	8 242,95 €	18 496,24 €	24 080,19 €	18 272,00 €	5 808,19 €
1	91	19003078	3705	LYP	0910622G	(GEOFFROY SAINT HILAIRE)	ETAMPES CEDEX	91153	2013	1200	3 213,00 €	7 080,83 €	10 293,83 €	6 814,98 €	13 895,81 €	10 848,00 €	3 047,81 €
1	91	19003079	3333	LP	0911401D	NELSON MANDELA (LOUIS BLERIOT)	ETAMPES CEDEX	91154	2016	350	2 366,00 €	1 440,42 €	3 806,42 €	1 306,58 €	2 747,00 €	2 473,10 €	273,90 €
1	91	19003083	3546	LYP	0910626L	BLAISE PASCAL	ORSAY	91406	2009	1249	3 258,00 €	10 834,31 €	14 092,31 €	6 791,65 €	17 625,96 €	16 760,49 €	865,47 €
1	92	19003086	3614	LP	0921676X	THEODORE MONOD	ANTONY	92160	2014	250	2 264,00 €	3 739,02 €	6 003,02 €	2 649,40 €	6 388,42 €	5 600,00 €	788,42 €
1	92	19003089	3567	LYP	0921555R	JACQUES MONOD	CLAMART	92140	2010	600	2 610,00 €	3 218,17 €	5 828,17 €	3 660,53 €	6 878,70 €	6 339,87 €	538,83 €
1	92	19003094	3588	LYC	0921592F	LES CÔTES DE VILLEBON	MEUDON LA FORÊT	92360	2017	200	2 217,00 €	2 408,55 €	4 625,55 €	2 512,10 €	4 920,65 €	4 202,54 €	718,11 €
1	92	19003096	3592	LYP	0920141D	JOLIOT CURIE	NANTERRE	92014	2019	400	2 419,00 €	2 121,14 €	4 540,14 €	5 747,11 €	7 868,25 €	5 118,12 €	2 750,13 €
1	92	19003102	3611	EREA	0921935D	TOULOUSE LAUTREC	VAUCRESSON	92420	2017	460	2 477,00 €	0,00 €	2 477,00 €	4 874,45 €	4 874,45 €	3 569,00 €	1 305,45 €
1	93	19003103	3619	LCM	0930116W	HENRI WALLON	AUBERVILLIERS	93300	2014	450	2 464,00 €	7 792,59 €	10 256,59 €	3 882,34 €	11 674,93 €	6 582,00 €	5 092,93 €
1	93	19003106	3622	LCM	0930833A	JEAN ZAY	AULNAY	93600	2015	1001	3 016,00 €	370,53 €	3 386,53 €	11 605,62 €	11 976,15 €	5 800,00 €	6 176,15 €
1	93	19003107	3623	LYP	0932119Y	EUGENE HENAFF	BAGNOLET	93170	2015	600	2 615,00 €	10 191,27 €	12 806,27 €	8 084,48 €	18 275,75 €	14 400,00 €	3 875,75 €
1	93	19003110	P002870	LGT	0932577W	GERMAINE TILLION	LE BOURGET	93350	2018	375	2 393,00 €	4 920,82 €	7 313,82 €	1 420,69 €	6 341,51 €	2 100,43 €	4 241,08 €
1	94	19003128	3507	LCM	0940115P	ROMAIN ROLLAND	IVRY SUR SEINE	94200	2014	850	2 864,00 €	2 599,76 €	5 463,76 €	5 857,79 €	8 457,55 €	7 330,03 €	1 127,52 €
1	94	19003129	3488	LYP	0940116R	EUGENE DELACROIX	MAISONS ALFORT	94704	2018	935	2 953,00 €	6 299,25 €	9 252,25 €	10 828,88 €	17 128,13 €	16 488,00 €	640,13 €
1	94	19003132	3504	LYP	0940124Z	HECTOR BERLIOZ	VINCENNES	94300	2009	750	2 759,00 €	6 424,22 €	9 183,22 €	10 586,37 €	17 010,59 €	6 133,19 €	10 877,40 €
1	95	19003135	3468	LP	0950709E	VIRGINIA HENDERSON	ARNOUVILLE LES GONESSE	95400	2010	135	2 145,00 €	543,61 €	2 688,61 €	1 531,58 €	2 075,19 €	1 873,00 €	202,19 €
1	95	19003138	3679	LP	0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	95750	2015	380	2 395,00 €	1 732,16 €	4 127,16 €	10 827,33 €	12 559,49 €	12 410,00 €	149,49 €
1	95	19003146	3397	LYP	0950649P	CAMILLE PISSARRO	PONTOISE	95300	2015	1250	3 265,00 €	7 765,78 €	11 030,78 €	3 693,26 €	11 459,04 €	10 980,00 €	479,04 €
32 établissements									**Total**	**21953**	**86 402,00 €**	**158 287,06 €**	**244 689,06 €**	**272 946,86 €**	**431 233,94 €**	**340 573,74 €**	**90 660,18 €**

Annexe 2 : désaffectation et titres à émettre

Annexe 2

Désaffectation d'autorisations d'engagement votées initialement aux CP 2019-173 du 22 mai 2019

Nb ets	Dpt	Type	UAI	Nom établissement	Commune	CP	Date de demande d'intégration dans le dispositif	Nombre de convives	N° dossier IRIS et/ou n° rapport CP 2019-173 du 22 mai 2019	Tiers	Subventions accordées à la CP	Prise en charge des produits IDF à 60 %	Prise en charge des produits Hors IDF 40 %	Total prise en charge total en décembre 2018	1er versement de 50 %	Solde à désaffecter	Titre à emettre
1	75	LCM	0750662M	VICTOR DURUY	PARIS 07EME	75007	2014	900	19003032	3419	8 910,00 €	0,00 €	1 721,85 €	1 721,85 €	4 455,00 €	4 455,00 €	2 733,15 €
1	75	LGT	0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	75008	2017	1500	19003033	3422	33 808,80 €	5 927,32 €	6 796,08 €	12 723,39 €	16 904,40 €	16 904,40 €	4 181,01 €
1	75	LYT	0754476H	GUILLAUME TIREL	PARIS 14EME	75014	2019	350	19003040	3357	10 800,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 400,00 €	5 400,00 €	5 400,00 €
1	77	LGT	0771763Y	CHARLES LE CHAUVE	ROISSY EN BRIE	77680	2016	850	19003059	3283	38 250,00 €	2 586,47 €	7 078,78 €	9 665,26 €	19 125,00 €	19 125,00 €	9 459,74 €
1	77	LYP	0772688D	EMILIE DU CHÂTELET	SERRIS	77700	2018	720	19003061	3919	31 298,04 €	7 750,12 €	3 930,30 €	11 680,42 €	15 649,02 €	15 649,02 €	3 968,60 €
1	78	LYP	0783447Y	SIMONE WEIL	CONFLANS SAINTE HONORINE	78700	2016	380	19003065	3761	14 990,00 €	3 826,74 €	2 277,52 €	6 104,26 €	7 495,00 €	7 495,00 €	1 390,74 €
1	78	LYP	0783140P	MANSART	SAINT CYR L'ECOLE	78210	2009	600	19003071	3312	1 212,00 €	0,00 €	157,54 €	157,54 €	606,00 €	606,00 €	448,46 €
1	91	LYP	0910623H	MARCEL PAGNOL	ATHIS MONS	91200	2018	1139	19003075	3324	51 255,00 €	1 037,88 €	4 564,05 €	5 601,93 €	25 627,50 €	25 627,50 €	20 025,57 €
1	91	LPO	0911828T	GEORGES BRASSENS	COURCOURONNES	91080	2015	500	19003077	3329	8 180,00 €	1 034,33 €	2 972,42 €	4 006,75 €	4 090,00 €	4 090,00 €	83,25 €
1	91	LYP	0911913K	VALLEE DE CHEVREUSE	GIF SUR YVETTE	91190	2016	900	19003080	3321	26 200,00 €	2 989,61 €	8 523,75 €	11 513,37 €	13 100,00 €	13 100,00 €	1 586,63 €
1	91	LYC	0910631S	JEAN MONNET	JUVISY	91260	2017	614	19003081	3338	28 069,20 €	6 701,36 €	4 326,62 €	11 027,98 €	14 034,60 €	14 034,60 €	3 006,62 €
1	91	LYP	0912163G	(PAUL LANGEVIN)	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	91700	2010	581	19003085	3754	3 884,00 €	0,00 €	1 855,16 €	1 855,16 €	1 942,00 €	1 942,00 €	86,84 €
1	92	LGT	0922801V	Lycée neuf	BOULOGNE-BILLANCOURT	92100	2019	250	19003087	P0038493	2 721,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 360,80 €	1 360,80 €	1 360,80 €
1	92	LYP	0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	92110	2019	500	19003090	3570	14 166,60 €	3 523,89 €	3 138,02 €	6 661,91 €	7 083,30 €	7 083,30 €	421,39 €
1	92	LYP	0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	92230	2018	350	19003093	3580	13 571,23 €	0,00 €	1 381,05 €	1 381,05 €	6 785,62 €	6 785,62 €	5 404,57 €
1	92	LP	0921626T	CLAUDE CHAPPE	NANTERRE	92000	2017	150	19003097	3593	4 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 250,00 €	2 250,00 €	2 250,00 €
1	92	LCM	0920801W	ALEXANDRE DUMAS	SAINT CLOUD	92210	2009	700	19003100	3602	14 110,60 €	2 326,16 €	3 980,00 €	6 306,16 €	7 055,30 €	7 055,30 €	749,14 €
1	93	LP	0931024H	JEAN PIERRE TIMBAUD	AUBERVILLIERS	93300	2019	403	19003105	3618	10 002,00 €	1 775,56 €	1 003,04 €	2 778,60 €	5 001,00 €	5 001,00 €	2 222,40 €
1	93	LYP	0932073Y	PAUL ROBERT	LES LILAS	93260	2018		19003112	3644	9 384,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 692,00 €	4 692,00 €	4 692,00 €
1	93	LP	0930136T	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	LES PAVILLONS SOUS BOIS	93320	2018	356	19003113	3645	1 220,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	610,00 €	610,00 €	610,00 €
1	93	LPO	0930126G	AUGUSTE BLANQUI	SAINT OUEN	93400	2017	482	19003123	3543	22 005,00 €	0,00 €	1 283,04 €	1 283,04 €	11 002,50 €	11 002,50 €	9 719,46 €
1	94	LPO	0941413A	LEON BLUM	CRETEIL	94000	2017	1000	19003126	3522	16 290,00 €	4 302,11 €	1 971,29 €	6 273,40 €	8 145,00 €	8 145,00 €	1 871,60 €
1	94	LCM	0940117S	EDOUARD BRANLY	NOGENT SUR MARNE	94130	2018	800	19003130	3493	25 117,50 €	839,38 €	7 428,93 €	8 268,31 €	12 558,75 €	12 558,75 €	4 290,44 €
1	94	LP	0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT MAUR DES FOSSES	94210	2019	263	19003131	3511	9 000,00 €	397,24 €	2 522,98 €	2 920,22 €	4 500,00 €	4 500,00 €	1 579,78 €
1	95	LYP	0950640E	JULIE VICTOIRE DAUBIE	ARGENTEUIL	95100	2014	500	19003133	3484	10 692,00 €	0,00 €	3 412,14 €	3 412,14 €	5 346,00 €	5 346,00 €	1 933,86 €
1	95	LYP	0950666H	GEORGES BRAQUE	ARGENTEUIL CEDEX	95104	2018	760	19003134	3486	35 550,00 €	2 789,56 €	4 917,35 €	7 706,91 €	17 775,00 €	17 775,00 €	10 068,09 €
1	95	LGT	0951399E	ALFRED KASTLER	CERGY PONTOISE CEDEX	95011	2016	600	19003137	3473	11 540,00 €	0,00 €	694,67 €	694,67 €	5 770,00 €	5 770,00 €	5 075,33 €
1	95	LP	0950656X	LE CORBUSIER	CORMEILLES EN PARISIS	95240	2014	303	19003139	3680	7 560,00 €	1 449,70 €	1 057,88 €	2 507,58 €	3 780,00 €	3 780,00 €	1 272,42 €
1	95	LYP	0951974E	LOUIS ARMAND	EAUBONNE	95600	2018	815	19003140	3744	37 658,50 €	7 456,18 €	10 734,99 €	18 191,17 €	18 829,25 €	18 829,25 €	638,08 €
1	95	LP	0950657Y	FERDINAND BUISSON	ERMONT	95120	2019	134	19003141	3685	6 750,00 €	1 158,31 €	426,63 €	1 584,94 €	3 375,00 €	3 375,00 €	1 790,06 €
1	95	LYP	0951824S	DE L'HAUTIL	JOUY LE MOUTIER	95280	2019	330	19003143	3209	6 357,60 €	0,00 €	2 960,92 €	2 960,92 €	3 178,80 €	3 178,80 €	217,88 €
31 établissements							Total	17730			515 053,67 €	57 871,93 €	91 117,02 €	148 988,95 €	257 526,84 €	257 526,84 €	108 537,89 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-183

DU 27 MAI 2020

PROGRAMME D'AIDE À LA SÉCURISATION DES LYCÉES PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION
PROGRAMME D'AIDE À LA RÉNOVATION DES LYCÉES PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION
ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CR 2017-79 du 19 mai 2017 Rapport cadre relatif au programme d'aide à la rénovation et à l'extension des établissements privés sous contrat d'association ;

VU la délibération n° CP 2017-231 du 5 juillet 2017 Programme d'aide à la sécurisation des lycées privés sous contrat d'association et au programme d'aide à la rénovation des lycées privés sous contrat d'association ;

VU l'avis émis par le Conseil interacadémique de l'Education Nationale d'Ile-de-France le 14 mai 2020 ;

VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-183 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif de « sécurisation des lycées privés sous contrat d'association » au financement des projets détaillés dans les fiches-projet figurant en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 599.502,08 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2017-79 du 19 mai 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 599.502,08 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 27 « Sécurité », programme HP27-001 « Sécurisation des lycées », action 12700104 « Subventions pour la sécurité des lycées privés » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif de « rénovation des lycées privés sous contrat d'association » au financement des projets détaillés dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 10.289.949,53 €.

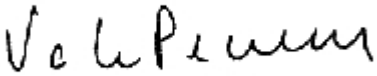
Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-231 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 10.289.949,53 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 223 « Lycées privés », programme HP223-009 (122009) « Participation à la rénovation des lycées privés », action 12200901 « Participation à la rénovation des lycées privés » du budget 2020.

Article 3 :

Approuve l'avenant n°3 à la convention en date du 15 juin 2017 passée avec l'Association de Gestion des Services Régionaux (AGSR) figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179568-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projet du dispositif sécurisation

DOSSIER N° 20004168 - 75 - PARIS - ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	39 238,00 € TTC	50,00 %	19 619,00 €
	Montant total de la subvention		19 619,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL PARIS 10EME
Adresse administrative	:	106 RUE DU FBG POISSONNIERE 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'un complément de vidéosurveillance extérieure et intérieure
Installation d'une armoire de gestion de clés électroniques pour contrôle d'accès
(site Pétrelle et Poissonnière)
Organigramme de clés

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 082 515 €
Fonds publics (B) : 729 537 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 352 978 € SEUIL MAXI 10% : 135 297 €
MONTANT DES TRAVAUX : 39 238 €
SEUIL MAXI 50% : 19 619 €

SUBVENTION PROPOSEE : 19 619 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	39 238,00	100,00%
Total	39 238,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	19 619,00	50,00%
OGEC	19 619,00	50,00%
Total	39 238,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004172 - 93 - LE RAINCY - SAINT LOUIS SAINTE CLOTILDE - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 352,00 € TTC	50,00 %	2 176,00 €
	Montant total de la subvention		2 176,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY
Adresse administrative	:	37 ALLEE DE LA FONTAINE BP 131 93340 LE RAINCY
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de volets roulants et fenêtres
Pose de stores pour le confinement

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 501 270 €
Fonds publics (B) : 538 381 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 962 889 €
SEUIL MAXI 10% : 96 288 €
MONTANT DES TRAVAUX : 4 352 €
SEUIL MAXI 50% : 2 176 €
SUBVENTION PROPOSEE : 2 176 €

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 352,00	100,00%
Total	4 352,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	2 176,00	50,00%
OGEC	2 176,00	50,00%
Total	4 352,00	100,00%

DOSSIER N° 20004191 - 95-PONTOISE-NOTRE DAME DE LA COMPASSION-SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 982,00 € TTC	50,00 %	3 991,00 €
	Montant total de la subvention		3 991,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME DE LA COMPASSION PONTOISE
Adresse administrative : 8 PLACE NICOLAS FLAMEL 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un portail motorisé renforcé

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 535 291€
Fonds publics (B) : 670 682 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 899 163
SEUIL MAXI 10% 89 916
MONTANT DES TRAVAUX : 7982
SEUIL MAXI 50% : 3991
SUBVENTION PROPOSEE : 3991 €

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
17436	0,00	
Total	0,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	13 445,00	77,11%
REGION	3 991,00	22,89%
Total	17 436,00	100,00%

DOSSIER N° 20004195 - 91-ATHIS MONS-SAINT CHARLES-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	113 250,00 € TTC	50,00 %	56 625,00 €
	Montant total de la subvention		56 625,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 3 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Confinement du gymnase: changement des portes doubles extériueurs du gymnase avec barres antipaniques et serrure sécurisée (pas d'ouverture depuis l'extérieur)
Mise en place d'une vidéo surveillance
Installations de nouvelles portes en vitrage retardateur d'effraction
Installaion de chassis vitrés fixes avec vitrage retardateur d'effraction
Escalier d'évacuation avec serrurerie

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 289 335€
Fonds publics (B) : 788 890 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 500 445
SEUIL MAXI 10% 250 045

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 378 240
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE général : 113 250
SEUIL MAXI 50% : 56 625
SUBVENTION PROPOSEE : 56 625

Localisation géographique :

- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation lycée général	113 250,00	100,00%
Total	113 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	56 625,00	50,00%
OGEC	56 625,00	50,00%
Total	113 250,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004196 - 91-ATHIS MONS-SAINT CHARLES-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 372,00 € TTC	50,00 %	4 186,00 €
	Montant total de la subvention		4 186,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 21 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Confinement du gymnase: changement des portes doubles extériueurs du gymnase avec barres antipaniques et serrure sécurisée (pas d'ouverture depuis l'extérieur)
Mise en place d'une vidéo surveillance
Installations de nouvelles portes en vitrage retardateur d'effraction
Installaion de chassis vitrés fixes avec vitrage retardateur d'effraction
Escalier d'évacuation avec serrurerie

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 317 429
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 8 372
SEUIL MAXI 50% : 4186
SUBVENTION PROPOSEE : 4186

Localisation géographique :

- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
sécurisation pour le lycée TP	8 372,00	100,00%
Total	8 372,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	4 186,00	50,00%
OGEC	4 186,00	50,00%
Total	8 372,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004197 - 91-BRUNOY-ASSOCIATION SAINT PIERRE INSTITUT -SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	45 714,00 € TTC	50,00 %	22 857,00 €
	Montant total de la subvention		22 857,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame SANDRINE CHARTIER, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
refection du rmur d'enceinte du lycée de l'entrée du collège aux lycées jusqu'au portail de livraison

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 2 566 617 €
Fonds publics (B) : 884 757 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 681 860
SEUIL MAXI 10% 168 186
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 120 120
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 45 714
SUBVENTION PROPOSEE : 22 857

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
sécurisation LG	45 714,00	100,00%
Total	45 714,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	22 857,00	50,00%
OGEC	22 857,00	50,00%
Total	45 714,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004198 - 91-BRUNOY-ASSOCIATION SAINT PIERRE INSTITUT -SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	18 696,00 € TTC	50,00 %	9 348,00 €
	Montant total de la subvention		9 348,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame SANDRINE CHARTIER, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Refection du mur d'enceinte de l'institut : de l'entrée du collège et des lycées jusqu'au portail de livraison (rue de montgeron)

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 120 120
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 18 696
SEUIL MAXI 50% 9348
SUBVENTION PROPOSEE : 9348

Localisation géographique :
- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
sécurisation LGT commerce	18 696,00	100,00%
Total	18 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	9 348,00	50,00%
OGEC	9 348,00	50,00%
Total	18 696,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004199 - 91-EVRY-NOTRE DAME DE SION- SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	267 328,00 € TTC	37,41 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY
Adresse administrative : 1 AVENUE RATISBONNE
91000 EVRY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Restructuration de la loge pour y accueillir les organes de controle
Video surveilalnce, éclairage de l'allée centrale, controle d'accès
Gestion des portails, menuisierie sécurisée

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 1 728 116 €
Fonds publics (B) : 608 246 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1119870
SEUIL MAXI 10% 111987
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 328 200
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 267 328
SEUIL MAXI 50% : 111987
SUBVENTION PROPOSEE : 100.000 € (seuil de subvention du dispositif)

Localisation géographique :

- (EX) EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation LG	267 328,00	100,00%
Total	267 328,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	100 000,00	37,41%
OGEC	167 328,00	62,59%
Total	267 328,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004303 - 93-NOISY LE GRAND-FRANCOISE CABRINI-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	11 428,00 € TTC	50,00 %	5 714,00 €
	Montant total de la subvention		5 714,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCOISE CABRINI
Adresse administrative : 23 RUE ROGER SALENGRO
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
ALARME ANTI INTRUSION

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 48234
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 11 428
SEUIL MAXI 50% 5714
SUBVENTION PROPOSEE 5714

Localisation géographique :
- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sécurisation	11 428,00	100,00%
Total	11 428,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	5 714,00	50,00%
OGEC	5 714,00	50,00%
Total	11 428,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004306 - 94-JOINVILLE LE PONT-ENSEMBLE SAINT MARIE-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 116,00 € TTC	50,00 %	3 058,00 €
	Montant total de la subvention		3 058,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un SAS de sécurité double portes ventouse avec viso sur l'extérieur
Efffectifs élèves lycée général : 390 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1169919
Fonds publics (B) : 429940
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 739979
SEUIL MAXI 10% 73997
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 26254
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 6116
SEUIL MAXI 50% 3058
SUBVENTION PROPOSEE 3058

Localisation géographique :

- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
montant des travaux	6 116,00	100,00%
Total	6 116,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 058,00	50,00%
OGEC	3 058,00	50,00%
Total	6 116,00	100,00%

DOSSIER N° 20004343 - 94-JOINVILLE LE PONT-ENSEMBLE SAINTE MARIE-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	20 140,00 € TTC	50,00 %	10 070,00 €
	Montant total de la subvention		10 070,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ENSEMBLE SAINTE MARIE
Adresse administrative : 6 RUE DE L'EGLISE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un SAS de sécurité double portes ventouse avec visio sur l'extérieur
Création d'un système de vidéo surveillance
Effectifs élèves lycée technique : 594 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 26254
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 20140
SEUIL MAXI 50% 10070
SUBVENTION PROPOSEE 10070

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	20 140,00	100,00%
Total	20 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	10 070,00	50,00%
OGEC	10 070,00	50,00%
Total	20 140,00	100,00%

DOSSIER N° 20004401 - 94-THIAIS-POULLART DES PLACES-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	73 630,00 € TTC	50,00 %	36 815,00 €
	Montant total de la subvention		36 815,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR CLAUDE FRANCOIS POULLART DES PLACES THIAIS
Adresse administrative : 3 BOULEVARD DE STALINGRAD 94320 THIAIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de vidéo surveillance
Réfection du mur MVA parking voitures, garage d'application
Effectifs élèves lycée technique : 108 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 103 626
Montant relatif à la partie lycée technique : 73 630
Seuil maxi 50% : 36 815
Subvention proposée : 36815

Localisation géographique :
- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	76 630,00	100,00%
Total	76 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	36 815,00	50,00%
OGEC	36 815,00	50,00%
Total	73 630,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004412 - 94-VINCRENNES-NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 034,00 € TTC	50,00 %	2 017,00 €
	Montant total de la subvention		2 017,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LG PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE VINCENNES
Adresse administrative	:	41 RUE DE FONTENAY 94300 VINCENNES
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place de la télésurveillance
Complément vidéophonie
Effectif lycée générale : 391 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 1 160 266
Fonds publics (B) : 444 973
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 715 293
Seuil maxi 10% : 71 529
Montant total des travaux :
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 14240
Seuil maxi 50% : 2017
Subvention proposée : 2017

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	4 034,00	100,00%
Total	4 034,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	2 017,00	50,00%
OGEC	2 017,00	50,00%
Total	4 034,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004416 - 92-ASNIERES-SAINTE GENEVIEVE-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	8 560,00 € TTC	50,00 %	4 280,00 €
	Montant total de la subvention		4 280,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE GENEVIEVE ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA STATION
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation des caméras de surveillance dans la grande cour de l'établissement
Effectifs du lycée général : 572 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 004 495
Fonds publics (B) : 596 149
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 14 808 346
Seul maxi 50% : 1 480 834
Montant total des travaux : 20 940
Montant des travaux relatifs à la partie lycée générale : 8 560
Seuil maxi 50% : 4 280
Subvention proposée : 4 280

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004448 - 92-NEUILLY SUR SEINE-SAINT DOMINIQUE-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	25 024,00 € TTC	50,00 %	12 512,00 €
	Montant total de la subvention		12 512,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT DOMINIQUE NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 23 T BD D ARGENSON
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Modernisation système securité anti intrusion alarmes vidéo surveillance contrôle accès du site entier
Effectifs du lycée général : 699 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 755 021
Fonds publics (B) : 772 377
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions (A-B) : 1 982 644
Seuil maxi 10 % : 198 264
Montant total des travaux : 77 506
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 25 024
Seuil maxi 50 % : 12 512
Subventon proposée : 12 512

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	25 024,00	100,00%
Total	25 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 512,00	50,00%
OGEC	12 512,00	50,00%
Total	25 024,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004453 - 92-RUEIL MALMAISON-LA SALLE PASSY BUZENVAL-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	50 516,00 € TTC	50,00 %	25 258,00 €
	Montant total de la subvention		25 258,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT 92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension du PPMS
Sécurisation portes extérieures bâtiments (poursuite de l'équipement)
Rénovation des vidéo surveillance des cours (poursuite de l'équipement)
Effectifs lycée général : 1 010 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 910 465
Fonds publics (B) : 1 118 137
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 3 792 328
Seuil maxi 10 % : 379 232
Montant total des travaux : 144 374
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 50 516

Seuil maxi 50 % : 25 258
Subvention proposée : 25 258

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	50 516,00	100,00%
Total	50 516,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 258,00	50,00%
OGEC	25 258,00	50,00%
Total	50 516,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004461 - 92-RUEIL MALMAISON-LA SALLE PASSY BUZENVAL-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 602,00 € TTC	50,00 %	3 301,00 €
	Montant total de la subvention		3 301,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT 92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur ALEXANDRE FORCADE, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension du PPMS
Sécurisation portes extérieures bâtiments (poursuite de l'équipement)
Rénovation des vidéos surveillance des cours (poursuite de l' équipement)
Effectifs du lycée technique professionnel : 132 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 144 374
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 6 602
Seuil maxi 50 % : 3 301
Subvention proposée : 3 301

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	6 602,00	100,00%
Total	6 602,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 301,00	50,00%
OGEC	3 301,00	50,00%
Total	6 602,00	100,00%

DOSSIER N° 20004488 - 77-Meaux-Bossuet-securisation-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	80 610,00 € TTC	50,00 %	40 305,00 €
	Montant total de la subvention		40 305,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR BOSSUET-NOTRE DAME PARIS 10EME
Adresse administrative : 17 RUE YVES TOUDIC
75010 PARIS 10EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Mise en sécurité des entrées d'un bâtiment du lycée et du réfectoire (fenetres, portes, sas, porte-fenêtre) Mise en place d'un nouveau réseau informatique adapté au nouveau système PPMS "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 182 191 €
Fonds publics (B) : 1 121 382 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 060 809
SEUIL MAXI 10% 206 081
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 80 610
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 80 610
SEUIL MAXI 50% 40 305

SUBVENTION PROPOSEE 40 305

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
secuisation LG	80 610,00	100,00%
Total	80 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	40 305,00	50,00%
OGEC	40 305,00	50,00%
Total	80 610,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004507 - 91-IGNY-LA SALLE IGNY-SECURISATION - LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	24 898,00 € TTC	50,00 %	12 449,00 €
	Montant total de la subvention		12 449,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC LA SALLE IGNY IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Sécurisation du self par le remplacement des portes
d'entrée (mur rideau, menuiseries extérieures..) "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 427 675
Fonds publics (B) : 44 587
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 383 088
SEUIL MAXI 10% 38308
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 147 104
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 24 898
SEUIL MAXI 50% 12 449
SUBVENTION PROPOSEE 12 449

Localisation géographique :

- IGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux sécurisation LG	24 898,00	100,00%
Total	24 898,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	12 449,00	50,00%
REGION	12 449,00	50,00%
Total	24 898,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004510 - 91-IGNY-LA SALLE IGNY-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	14 022,00 € TTC	50,00 %	7 011,00 €
	Montant total de la subvention		7 011,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC LA SALLE IGNY IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
'Sécurisation du self par le remplacement des portes
d'entrée (mur rideau, menuiseries extérieures..)

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 147 104
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 14 022
SEUIL MAXI 50% 7 011
SUBVENTION PROPOSEE 7 011

Localisation géographique :
- IGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux sécurisation LTP	14 022,00	100,00%
Total	14 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	7 011,00	50,00%
REGION	7 011,00	50,00%
Total	14 022,00	100,00%

DOSSIER N° 20004515 - 91-La Ville Du bois-Sacré coeur JPII-sécurisation-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	20 574,00 € TTC	50,00 %	10 287,00 €
	Montant total de la subvention		10 287,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 2 RUE DU GAIZON
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Renforcement des dispositifs anti-intrusion selon
les recommandations de la gendarmerie :
*Pose de films pour PPMS
*Alarme anti-intrusion PPMS "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 640 482
Fonds publics (B) : 562 371
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 078 111
SEUIL MAXI 10% 1078 11
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 38 388
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 20 574

SEUIL MAXI 50% 10 287
SUBVENTION PROPOSEE 10 287

Localisation géographique :
- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sécurisation LG	20 574,00	100,00%
Total	20 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	10 287,00	50,00%
REGION	10 287,00	50,00%
Total	20 574,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004516 - 91-La Ville Du bois-Sacré coeur JPII-sécurisation-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 168,00 € TTC	50,00 %	1 084,00 €
	Montant total de la subvention		1 084,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SACRE COEUR LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative : 2 RUE DU GAIZON
91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Renforcement des dispositifs anti-intrusion selon
les recommandations de la gendarmerie :
*Pose de films pour PPMS
*Alarme anti-intrusion PPMS "

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 38 388
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 2 168
SEUIL MAXI 50% 1 084
SUBVENTION PROPOSEE 1 084

Localisation géographique :

- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TX sécurisation LTP	2 168,00	100,00%
Total	2 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	1 084,00	50,00%
REGION	1 084,00	50,00%
Total	2 168,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004530 - 91-PALAISEAU-SAINT MARTIN-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	83 333,33 € HT	60,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT MARTIN OGEC
Adresse administrative : 36 AVENUE DU 8 MAI 1945
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Mise en place d'un contrôle d'accès sur les portes extérieures des bâtiments et de l'accès pompier (19 portes)
Mise en place d'une vidéo surveillance de 11 caméras "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 100 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 100 000
SEUIL MAXI 50% 50 000
SUBVENTION PROPOSEE 50 000

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sécu LTP	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	50 000,00	50,00%
OGEC	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004531 - 91-VIRY CHATILLON - ST LOUIS ST CLEMENT - SECURISATION - LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	43 254,00 € TTC	50,00 %	21 627,00 €
	Montant total de la subvention		21 627,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT LOUIS SAINT CLEMENT VIRY CHATILLON
Adresse administrative : 1 RUE MARGOT 91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Sécurisation et contrôle des accès
Pose de cloture "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 902 159
Fonds publics (B) : 706 865
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 195 294
SEUIL MAXI 10% 119 529
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 46 440
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 43 254
SEUIL MAXI 50% 21 627

SUBVENTION PROPOSEE 21 627

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux securisation LG	43 254,00	100,00%
Total	43 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	21 627,00	50,00%
REGION	21 627,00	50,00%
Total	43 254,00	100,00%

DOSSIER N° 20004535 - 91-VIRY CHATILLON - ST LOUIS ST CLEMENT - SECURISATION - LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	3 184,00 € TTC	50,00 %	1 592,00 €
	Montant total de la subvention		1 592,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT LOUIS SAINT CLEMENT VIRY CHATILLON
Adresse administrative : 1 RUE MARGOT 91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Sécurisation et contrôle des accès
Pose de cloture "

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 902 159
Fonds publics (B) : 706 865
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 195 294
SEUIL MAXI 10% 119 529
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 46 440
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 43 254
SEUIL MAXI 50% 21 627

SUBVENTION PROPOSEE 21 627

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux sécurisation LTP	3 184,00	100,00%
Total	3 184,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	1 592,00	50,00%
REGION	1 592,00	50,00%
Total	3 184,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004560 - 78-Mantes la Jolie-Notre Dme st Louis- Sécurisation - LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 042,00 € TTC	50,00 %	2 021,00 €
	Montant total de la subvention		2 021,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA SANGLE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation et asservissement de la porte d'entrée "quai Vaucouleurs"

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 150 164
Fonds publics (B) : 611 712 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 544 249
SEUIL MAXI 10% 54 424
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 10 094
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 4 042
SEUIL MAXI 50% 2 021
SUBVENTION PROPOSEE 2 021

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° 20004569 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-ST THOMAS DE VILLENEUVE-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	4 726,00 € TTC	50,00 %	2 363,00 €
		Montant total de la subvention	2 363,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE
SAINT GERMAIN EN LAYE 78
Adresse administrative : 15 RUE DES LOUVIERS
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Nabila KERAMANE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de diffusion d'alerte PPMS

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 008 090
Fonds publics (B) : 262 697
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 745 393
SEUIL MAXI 10% 74 539
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 19 424
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 4 726
SEUIL MAXI 50% 2 363

SUBVENTION PROPOSEE 2 363

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SECU LG	4 726,00	100,00%
Total	4 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	2 363,00	50,00%
REGION	2 363,00	50,00%
Total	4 726,00	100,00%

DOSSIER N° 20004572 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-ST THOMAS DE VILLENEUVE-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	9 786,00 € TTC	50,00 %	4 893,00 €
	Montant total de la subvention		4 893,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE
SAINT GERMAIN EN LAYE 78
Adresse administrative : 15 RUE DES LOUVIERS
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Nabila KERAMANE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de diffusion d'alerte PPMS

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 19 424
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 9 786
SEUIL MAXI 50% 4 893
SUBVENTION PROPOSEE 4 893

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SECU LGT	9 786,00	100,00%
Total	9 786,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	4 893,00	50,00%
REGION	4 893,00	50,00%
Total	9 786,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004575 - 78-VERNEUIL SUR SEINE-NTRE DME LES OISEAUX-SECURISATION-LG

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	10 748,00 € TTC	50,00 %	5 374,00 €
	Montant total de la subvention		5 374,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME - LES OISEAUX
VERNEUIL SUR SEINE
Adresse administrative : 106 GRANDE RUE
78480 VERNEUIL SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'une alarme anti-intrusion et d'une solution de contrôle d'accès

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 961 541
Fonds publics (B) : 1 004 885
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 956 656 SEUIL MAXI 10% 195 665
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 32 002
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 10 748
SEUIL MAXI 50% 5 374
SUBVENTION PROPOSEE 5 374

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SECURISATION LG	10 748,00	100,00%
Total	10 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 374,00	50,00%
OGEC	5 374,00	50,00%
Total	10 748,00	100,00%

DOSSIER N° 20004577 - 78-VERNEUIL SUR SEINE-NTRE DME LES OISEAUX-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	2 770,00 € TTC	50,00 %	1 385,00 €
	Montant total de la subvention		1 385,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME - LES OISEAUX
VERNEUIL SUR SEINE
Adresse administrative : 106 GRANDE RUE
78480 VERNEUIL SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'une alarme anti-intrusion et d'une solution de contrôle d'accès

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 32 002
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 2 770
SEUIL MAXI 50% 1 385
SUBVENTION PROPOSEE 1 385

Localisation géographique :
- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SECURISAITON LGT	2 770,00	100,00%
Total	2 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	1 385,00	50,00%
REGION	1 385,00	50,00%
Total	2 770,00	100,00%

DOSSIER N° 20004578 - 78-VERSAILLES-ST VINCENT DE PAUL-SECURISATION-LP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 674,00 € TTC	50,00 %	3 337,00 €
	Montant total de la subvention		3 337,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES
Adresse administrative : 44 AVENUE DE SAINT CLOUD 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur JACQUES ROUSSOT, Responsable administratif

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension du système de vidéosurveillance et PPMS à l'escalier sur la cour intérieure et dans la cafétéria du LP et PPMS

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 6 674
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 6 674
SEUIL MAXI 50% 3 337
SUBVENTION PROPOSEE 3 337

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SECURISATION LP	6 674,00	100,00%
Total	6 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	3 337,00	50,00%
REGION	3 337,00	50,00%
Total	6 674,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006602 - 94-VINCENNES-GREGOR MENDEL-SECURISATION-LTP

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	51 994,00 € TTC	50,00 %	25 997,00 €
	Montant total de la subvention		25 997,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR GREGOR MENDEL VINCENNES
Adresse administrative : 205 RUE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'un contrôle d'accès à badge sur l'ensemble des portes de l'établissement

Effectif du lycée technique : 549 élèves

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 57 676
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 51 994
Seuil maxi 50 % : 25 997
Subvention proposée : 25 997

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des travaux	51 994,00	100,00%
Total	51 994,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 997,00	50,00%
OGEC	25 997,00	50,00%
Total	51 994,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006615 - 75 - PARIS - ECOLE ALSACIENNE - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	7 672,19 € TTC	50,00 %	3 836,09 €
	Montant total de la subvention		3 836,09 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ALSACIENNE PARIS 06EME
Adresse administrative : 109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS
75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'un système de vidéosurveillance

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 262 548 €
Fonds publics (B) : 604 807 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 657 741 € SEUIL MAXI 10% : 165 774 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 25 086,40 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 7 672,19 €
SEUIL MAXI 50% : 3 836,09 €
SUBVENTION PROPOSEE : 3 836,09 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 672,19	100,00%
Total	7 672,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 836,09	50,00%
Fonds propres	3 836,10	50,00%
Total	7 672,19	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006617 - 75 - PARIS - LES PETITS CHAMPS - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	34 460,40 € TTC	50,00 %	17 230,20 €
	Montant total de la subvention		17 230,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR COURS DES PETITS CHAMPS PARIS 19EME
Adresse administrative : 28 RUE DU PLATEAU 75019 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en place d'une alarme anti intrusion avec PPMS
Installation d'un controle et d'une gestion des accès par badge programmable
Mise en oeuvre d'un système de télésurveillance avec téléreport

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 470 572,01 €
Fonds publics (B) : 393 689,39 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 076 882,62 €
SEUIL MAXI 10% : 107 688 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 34 460,40 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 34 460,40 €

SEUIL MAXI 50% : 17 230,20 €
SUBVENTION PROPOSEE : 17 230,20 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	34 460,40	100,00%
Total	34 460,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	17 230,20	50,00%
Fonds propres	17 230,20	50,00%
Total	34 460,40	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006619 - 75 - PARIS - PASCAL - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	6 237,98 € TTC	50,00 %	3 118,99 €
	Montant total de la subvention		3 118,99 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR PASCAL PARIS 16EME
Adresse administrative : 33 BOULEVARD LANNES
75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Sécurisation de l'accès à l'établissement (système de badge) et implantation d'une porte de secours à l'arrière du bâtiment annexe

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 445 982 €
Fonds publics (B) : 257 296 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 188 687 €
SEUIL MAXI 10% : 118 868 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 14 955,60 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 6 237,98 €
SEUIL MAXI 50% : 3 118,99 €
SUBVENTION PROPOSEE : 3 118,99 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 237,98	100,00%
Total	6 237,98	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 118,99	50,00%
Fonds propres	3 118,99	50,00%
Total	6 237,98	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006650 - 94 - VINCENNES - EBTP - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	30 000,00 € TTC	50,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES
Adresse administrative : 18 RUE DE BELFORT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'une alarme anti-intrusion (batiments B, C et atelier)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 30 000 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 30 000 €
SEUIL MAXI 50% : 15 000 €
SUBVENTION PROPOSEE : 15 000 €

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Fonds propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006647 - 91 - BURES SUR YVETTE - ICO - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	23 794,74 € TTC	50,00 %	11 897,37 €
	Montant total de la subvention		11 897,37 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 134 ROUTE DE CHARTRES
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fourniture et pose d'un système d'alerte et de sonorisation dans le cadre du PPMS

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 29 340 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 23 795 €
SEUIL MAXI 50% : 11 897,37 €
SUBVENTION PROPOSEE : 11 897,37 €

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	23 795,00	100,00%
Total	23 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	11 897,37	50,00%
Fonds propres	11 897,37	50,00%
Total	23 794,74	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006652 - 95 - ARGENTEUIL - GARAC - SECURISATION

Dispositif : Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association (n° 00000950)
Délibération Cadre : CR86-16 du 20/05/2016
Imputation budgétaire : 902-27-20422-127001-100
Action : 12700104- Subventions pour la sécurité des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la sécurisation des établissements privés sous contrat d'association	73 734,43 € TTC	50,00 %	36 867,43 €
	Montant total de la subvention		36 867,43 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL
Adresse administrative : 3 BOULEVARD GALIENI
95100 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Laurent ROUX, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de couloirs de controle d'accès au campus
Installation de rideaux métallique de protection de façades
Securisation éclairage entrée campus
Installation d'un système d'alarme

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 126 111,44 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 73 734,86 €
SEUIL MAXI 50% : 36 867,43 €
SUBVENTION PROPOSEE : 36 867,43 €

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	73 734,86	100,00%
Total	73 734,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	36 867,43	50,00%
Fonds propres	36 867,43	50,00%
Total	73 734,86	100,00%

Annexe 2 - Fiches projet dispositif rénovation

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004463 - 92-BOURG LA REINE-NOTRE DAME-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	50 868,00 € TTC	36,00 %	18 312,00 €
	Montant total de la subvention		18 312,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME BOURG LA REINE
Adresse administrative : 65 AVENUE GENERAL LECLERC
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Changement des chassis du lycée (complément façade Est)
Effectif du lycée général : 541 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 830 211
Fonds publics (B) : 587 332
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 242 879
Seuil maxi 10 % : 124 287
Montant total des travaux : 50 868
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 50 868
Seuil maxi 50 % : 25 434
Subvention proposée : 18312

Localisation géographique :

- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	50 868,00	100,00%
Total	50 868,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	18 312,00	36,00%
OGEC	32 556,00	64,00%
Total	50 868,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004495 - 93-AULNAY SOUS BOIS-L'ESPERANCE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	23 484,00 € TTC	36,00 %	8 454,00 €
	Montant total de la subvention		8 454,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR L'ESPERANCE AULNAY SOUS BOIS CEDEX
Adresse administrative : 35 RUE ANATOLE FRANCE 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de l'étanchéité et isolation du toit terrasse et les fenetres du toit
Effectis du lycée général : 550 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 274 066
Fonds publics (B) : 693 801
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 580 265
Seuil maxi 10 % : 158 026
Montant total des travaux : 23 484
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 23484
Seuil maxi 50 % : 11 742
Subvention proposée : 8 454

Localisation géographique :

- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	23 484,00	100,00%
Total	23 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 454,00	36,00%
OGEC	15 030,00	64,00%
Total	23 484,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004502 - 92-FONTENAY AUX ROSES-SAINT FRANCOIS D'ASSISE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	13 476,00 € TTC	50,00 %	6 738,00 €
	Montant total de la subvention		6 738,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY
Adresse administrative : 39 RUE BORIS VILDE
92260 FONTENAY AUX ROSES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame MONIQUE BOUDET, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de deux portes d'accès du bâtiment A (bâtiment administratif essentiellement) par passerelles extérieures, au 1er et au 2ème étage.
Rénovation des portes des sanitaires PMR sur les cinq niveaux du bâtiment B
Effectif du LTP : 165 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 13 476
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 13 476
Seuil maxi 50% : 6 738
Subvention proposée : 6 738

Localisation géographique :
- VALLEE SUD GRAND PARIS (EPT2)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	13 476,00	100,00%
Total	13 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 738,00	50,00%
OGEC	6 738,00	50,00%
Total	13 476,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004509 - 92-ASNIERES-SAINTE GENEVIEVE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	220 096,00 € TTC	36,00 %	79 235,00 €
	Montant total de la subvention		79 235,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE GENEVIEVE ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative : 19 RUE DE LA STATION
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection totale de la grande cour
Changement des fenetres à l'infirmerie et BDE du LG
Effectifs du lycée : 572 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 004 495
Fonds publics (B) : 596 149
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 408 346
Seuil maxi 10 % : 140 834
Montant total des travaux : 541 364
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 220 096
Seuil maxi 50 % : 110 048
Subvention proposée : 79 235

Localisation géographique :

- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	220 096,00	100,00%
Total	220 096,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	79 235,00	36,00%
OGEC	140 861,00	64,00%
Total	220 096,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004518 - 92-BOULOGNE-NOTRE DAME DE BOULOGNE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 481 408,00 € TTC	14,07 %	208 369,00 €
	Montant total de la subvention		208 369,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 1 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un bâtiment à 2 niveaux (gymnase + salles pédagogiques)
Effectif du lycée général : 1 145 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 595 004
Fonds publics (B) : 1 248 760
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 2 346 244
Seuil maxi 10 % : 234 624
Montant total des travaux : 1 713 000
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 1 481 408
Seuil maxi 50 % : 740 704
Subvention proposée : 208 369

Localisation géographique :

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	1 481 408,00	100,00%
Total	1 481 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	208 369,00	14,07%
OGEC	1 273 039,00	85,93%
Total	1 481 408,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004520 - 92-BOULOGNE-NOTRE DAME DE BOULOGNE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	231 590,00 € TTC	50,00 %	115 795,00 €
	Montant total de la subvention		115 795,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE BOULOGNE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 1 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un bâtiment à 2 niveaux (gymnase + salles pédagogiques)
Effectif du lycée : 179 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 1 713 000
Montant des travaux relatifs à la partie technique : 231 590
Seuil maxi 50 % : 115 795
Subvention proposée : 115 795

Localisation géographique :
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	231 590,00	100,00%
Total	231 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	115 795,00	50,00%
OGEC	115 795,00	50,00%
Total	231 590,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004534 - 92-COURBEVOIE-MONTALEMBERT-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 431 604,00 € TTC	2,91 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE
Adresse administrative : 238 BOULEVARD SAINT DENIS 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'une extension ; bâtiment de 18 classes
Effectif lycée : 923 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 636 513
Fonds publics (B) : 1 069 830
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 566 683
Seuil maxi 10 % : 156 668
Montant total des travaux : 5 335 158
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 3 431 604
Seuil maxi 50 % : 1 715 802
Subvention proposée : 100 000

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	3 431 604,00	100,00%
Total	3 431 604,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	2,91%
OGEC	3 331 604,00	97,09%
Total	3 431 604,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004544 - 92-COURBEVOIE-MONTALEMBERT-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 249 208,00 € TTC	49,63 %	620 000,00 €
	Montant total de la subvention		620 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER MONTALEMBERT COURBEVOIE
Adresse administrative : 238 BOULEVARD SAINT DENIS 92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'une extension ; bâtiment de 18 classes
Effectif du lycée technique : 336 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 5 335 158
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 1 249 208
Seuil maxi 50 % : 624 604
Subvention proposée : 620 000

Localisation géographique :
- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	1 249 208,00	100,00%
Total	1 249 208,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	620 000,00	49,63%
OGEC	629 208,00	50,37%
Total	1 249 208,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004551 - 92-ISSY LES MOULINEAUX-LA SALLE SAINT NICOLAS-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	40 108,00 € TTC	49,87 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX
Adresse administrative : 19 RUE VICTOR HUGO
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur STEVE PIERRE, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de la laverie (sols, murs, portes, faux plafond)
Rénovation de la cuisine (ascenseur, liaison pour pompage, façade placard, remplacement de portes d'accès aux chambres froides)
Isolation du local Préparation froide
Mise en conformité ADAP d'escaliers et cages d'escaliers, de circulation, d'ascenseurs, de l'entrée rue Vaudetard"

Effectif lycée général : 206 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 899 764
Fonds publics (B) : 193 511
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 706 253
Seuil maxi 10 % : 70 625
Montant total des travaux : 176 960

Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 40 108
Seuil maxi 50 % : 20 054
Subvention proposée : 20 000

Localisation géographique :

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	40 108,00	100,00%
Total	40 108,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	49,87%
OGEX	20 108,00	50,13%
Total	40 108,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004562 - 92-ISSY LES MOULINEAUX-LA SALLE SAINT NICOLAS-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	74 960,00 € TTC	50,00 %	37 480,00 €
	Montant total de la subvention		37 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX
Adresse administrative : 19 RUE VICTOR HUGO
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur STEVE PIERRE, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de la laverie (sols, murs, portes, faux plafond)
Rénovation de la cuisine (ascenseur, liaison pour pompage, façade placard, remplacement de portes d'accès aux chambres froides)
Isolation du local Préparation froide
Mise en conformité ADAP d'escaliers et cages d'escaliers, de circulation, d'ascenseurs, de l'entrée rue Vaudetard

Effectif du lycée technique : 385 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 176 960
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 74 960
Seuil maxi 50 % : 37 480
Subvention proposée : 37 480

Localisation géographique :

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des travaux	74 960,00	100,00%
Total	74 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	37 480,00	50,00%
OGEC	37 480,00	50,00%
Total	74 960,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004570 - 92-MEUDON-NOTRE DAME-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	73 140,00 € TTC	36,00 %	26 330,00 €
	Montant total de la subvention		26 330,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT PR NOTRE DAME MEUDON
Adresse administrative	:	24 RUE ALEXANDRE GUILMANT 92190 MEUDON
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Changement des huisseries du bâtiment professeurs/administration
Ravalement du bâtiment professeurs/administration
Réfection de faux plafonds de classes
Pose de bandes podotactiles

Effectif du lycée général : 648 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 087 461
Fonds publics (B) : 736 398
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 351 063
Seuil maxi 10 % : 135 106
Montant total des travaux : 136 466
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 73 140
Seuil maxi 50 % : 36 570

Subvention proposée : 26 330

Localisation géographique :

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	73 140,00	100,00%
Total	73 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	26 330,00	36,00%
OGEC	46 810,00	64,00%
Total	73 140,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004583 - 92-NEUILLY-SAINT DOMINIQUE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 486 892,00 € TTC	9,99 %	148 602,00 €
	Montant total de la subvention		148 602,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT DOMINIQUE NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 23 T BD D ARGENSON
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réhabilitation-agrandissement du bâtiment Argenson (curage, démolition, gros œuvre

Effectif lycée général : 699 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 755 021
Fonds publics (B) : 772 377
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 982 644
Seuil maxi 10 % : 198 264
Montant total des travaux : 4 605 324
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 1 486 892
Seuil maxi 50 % : 743 446
Subvention proposée : 148 602

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	1 486 892,00	100,00%
Total	1 486 892,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	148 602,00	9,99%
OGEC	1 338 290,00	90,01%
Total	1 486 892,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004591 - 77-CHELLES-GASNIER GUY ST BATHILDE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 544,00 € TTC	48,20 %	34 000,00 €
	Montant total de la subvention		34 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR GUY GASNIER- SAINTE BATHILDE CHELLES
Adresse administrative : 1 RUE JEAN VERON 99999 CHELLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de 4 salles de classes et du couloir du 2e étage
Création d'un CDI et de 3 classes dans l'ancien self

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 711 556
Fonds publics (B) : 309 266
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 402 290
SEUIL MAXI 10% 40229
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 242 498
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 70 554
SEUIL MAXI 50% 35 277
SUBVENTION PROPOSEE 34 000

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	70 554,00	100,00%
Total	70 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	36 554,00	51,81%
REGION	34 000,00	48,19%
Total	70 554,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004592 - 77-MEAUX-BOSSUET-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	132 000,00 € TTC	38,00 %	50 160,00 €
	Montant total de la subvention		50 160,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR INSTITUT BOSSUET MEAUX CEDEX
Adresse administrative : 12 RUE DE LA VISITATION
77100 MEAUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales
Mise aux normes de sécurité des garde-corps sur la cour des 1ères sur le toit terrasse du gymnase

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3182191
Fonds publics (B) : 1121382
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 060 809
SEUIL MAXI 10% 206 080
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 132 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 132000
SEUIL MAXI 50% 66000
SUBVENTION PROPOSEE 50 160

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	132 000,00	100,00%
Total	132 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	50 160,00	38,00%
OGEC	81 840,00	62,00%
Total	132 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004593 - 77-MEAUX-JEAN ROSE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 781 906,00 € TTC	44,05 %	1 225 356,00 €
	Montant total de la subvention		1 225 356,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR JEAN ROSE MEAUX
Adresse administrative : 41 RUE DU CHAAGE
77100 MEAUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
" Construction d'un bâtiment comprenant une cafétéria au RdCh et 7 salles de classes au 1er étage Transformation de l'ancien restaurant scolaire en un pôle de vie scolaire, une infirmerie, une salle de permanence et une salle de conseil "

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 3 509 626
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 2 781 906
SEUIL MAXI 50% 1 390 953
SUBVENTION PROPOSEE 1 225 356

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux rénovation LTP	2 781 906,00	100,00%
Total	2 781 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	1 556 550,00	55,95%
REGION	1 225 356,00	44,05%
Total	2 781 906,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004594 - 77-MELUN-SAINT ASPAIS-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 186 652,00 € TTC	9,15 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN
Adresse administrative : 36 RUE SAINT BARTHELEMY 77000 MELUN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Construction d'un bâtiment polyvalent (amphi, CDI, salles de classe…)

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 431 266
Fonds publics (B) : 1 096 159
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 335 107
SEUIL MAXI 10% 2 335 10
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 3 216 838
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 2 186 652
SEUIL MAXI 50% 1 093 326
SUBVENTION PROPOSEE 200 000

Localisation géographique :

- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux renovation LG	2 186 652,00	100,00%
Total	2 186 652,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	200 000,00	9,15%
OGEC	1 986 652,00	90,85%
Total	2 186 652,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004595 - 77-MELUN-SAINT ASPAIS-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 030 186,00 € TTC	43,88 %	452 000,00 €
	Montant total de la subvention		452 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR INSTITUTION SAINT ASPAIS MELUN
Adresse administrative : 36 RUE SAINT BARTHELEMY 77000 MELUN
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Construction d'un bâtiment polyvalent (amphi, CDI, salles de classe…)

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 3 216 838 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 1 030 186 €
SEUIL MAXI 50% : 515 093 €
SUBVENTION PROPOSEE : 400 000 €

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
trvaux rénovation LG	1 030 186,00	100,00%
Total	1 030 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	452 000,00	43,88%
OGEC	578 186,00	56,12%
Total	1 030 186,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004597 - 77- OZOIR-LA-FERRIÈRE-CAMPUS ST THERESE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	144 620,00 € TTC	47,71 %	69 000,00 €
	Montant total de la subvention		69 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE THERESE OZOIR LA FERRIERE 77
Adresse administrative : AVENUE D'ERASME
77330 OZOIR LA FERRIERE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Marcel François BOUTHEMY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection du toit de l'aile Nord

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 180 107
Fonds publics (B) : 529 736
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 650 371
SEUIL MAXI 10% 1 650 37
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 372 232
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 144 620
SEUIL MAXI 50% 72 310
SUBVENTION PROPOSEE 69 000

Localisation géographique :

- OZOIR-LA-FERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de renovation LG	144 620,00	100,00%
Total	144 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	69 000,00	47,71%
OGEC	75 620,00	52,29%
Total	144 620,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004603 - 78- LE CHESNAY-BLANCHE DE CASTILLE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	97 856,00 € TTC	34,41 %	33 675,00 €
		Montant total de la subvention	33 675,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR BLANCHE DE CASTILLE LE CHESNAY
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA BRETECHE
78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation d'une cour (étanchéité, stabilisation, enrobé)
Rénovation d'un escalier, de l'enrobé et de murets extérieurs"

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 874 549
Fonds publics (B) : 950 672
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 923 877
SEUIL MAXI 10% 192 387
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 238 322
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 97 856
SEUIL MAXI 50% 48 928
SUBVENTION PROPOSEE 33 675

Localisation géographique :

- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation LG	97 856,00	100,00%
Total	97 856,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	64 181,00	65,59%
REGION	33 675,00	34,41%
Total	97 856,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004604 - 78- LE CHESNAY-BLANCHE DE CASTILLE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	11 094,00 € TTC	50,00 %	5 547,00 €
	Montant total de la subvention		5 547,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR BLANCHE DE CASTILLE LE CHESNAY
Adresse administrative : 1 AVENUE DE LA BRETECHE
78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation d'une cour (étanchéité, stabilisation, enrobé)
Rénovation d'un escalier, de l'enrobé et de murets extérieurs"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 238 322
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 11 094
SEUIL MAXI 50% 5 547
SUBVENTION PROPOSEE 5 547

Localisation géographique :
- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	11 094,00	100,00%
Total	11 094,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 547,00	50,00%
OGEC	5 547,00	50,00%
Total	11 094,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004605 - 78-MANTES LA JOLIE-NOTRE DME ST LOUIS-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	65 864,00 € TTC	48,57 %	31 987,00 €
	Montant total de la subvention		31 987,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR NOTRE DAME MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA SANGLE
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation d'une salle informatique,
Cablâge
Mise aux normes PMR d'un laboratoire du LP
Rénovation d'une salle STMG
"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 128 630
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 65 864
SEUIL MAXI 50% 32 932
SUBVENTION PROPOSEE 31 987

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LT	65 864,00	100,00%
Total	65 864,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	33 877,00	51,43%
REGION	31 987,00	48,57%
Total	65 864,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004734 - 78-MONTIGNY LE BRETONNEUX-ST EXUPERY-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	788 164,00 € TTC	6,66 %	52 466,00 €
	Montant total de la subvention		52 466,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT EXUPERY MONTIGNY LE BRETONNEUX
Adresse administrative : 11 RUE MICHAEL FARADAY
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Création de salles informatiques, salle d'étude, laboratoires et salle multifonction
"

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 023 630
Fonds publics (B) : 292 529
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 731 101
SEUIL MAXI 10% 73110
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 900 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL 788 164
SEUIL MAXI 50% 394 082
SUBVENTION PROPOSEE 52 466

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	788 164,00	100,00%
Total	788 164,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	735 698,00	93,34%
REGION	52 466,00	6,66%
Total	788 164,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004735 - 78-MONTIGNY LE BRETONNEUX-ST EXUPERY-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	111 834,00 € TTC	50,00 %	55 917,00 €
	Montant total de la subvention		55 917,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT EXUPERY MONTIGNY LE BRETONNEUX
Adresse administrative : 11 RUE MICHAEL FARADAY
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Création de salles informatiques, salle d'étude, laboratoires et salle multifonction
"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 900 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 111 834
SEUIL MAXI 50% 55 917
SUBVENTION PROPOSEE 55 917

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LGT	111 834,00	100,00%
Total	111 834,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	55 917,00	50,00%
OGEC	55 917,00	50,00%
Total	111 834,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004736 - 78-MAULE-LE BUAT-RENOVATION-LP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	80 774,00 € TTC	36,00 %	29 079,00 €
	Montant total de la subvention		29 079,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYA LEPA LE BUAT
Adresse administrative : 21 RUE BUAT
78580 MAULE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Mise aux normes du réseau informatique
Création d'un local serveur informatique climatisé"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 88238
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE 80774
SEUIL MAXI 50% 40 387
SUBVENTION PROPOSEE 29079

Localisation géographique :
- MAULE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux renovation LP	80 774,00	100,00%
Total	80 774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	29 079,00	36,00%
OGEC	51 695,00	64,00%
Total	80 774,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20004737 - 92-RUEIL MALMAISON-LA SALLE PASSY BUZENVAL-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	708 674,00 € TTC	45,20 %	320 307,00 €
	Montant total de la subvention		320 307,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL MALMAISON
Adresse administrative : 50 AV OTHIS MYGATT 92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 juin 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mises aux normes du SSI bâtiments B3 et B8
Remplacement de la pompe à chaleur et de l'éclairage de la piscine
Réfection du sol de la salle de musculation
Reprise des réseaux Eaux usées et Eaux vannes
Rénovation des bureaux administratifs du bâtiment B3
Réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse du bâtiment B6

Effectif du lycée général : 1 010 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 910 465
Fonds publics (B) : 1 118 137
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 3 792 328

Seuil maxi 10 % : 379 232
Montant total des travaux : 1 591 032
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 708 674
Seuil maxi 50 % : 354 337
Subvention proposée : 320 307

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	708 674,00	100,00%
Total	708 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	320 307,00	45,20%
OGEC	388 367,00	54,80%
Total	708 674,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005648 - 75 - PARIS - CARCADO SAISSEVAL - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	206 526,00 € TTC	47,20 %	97 480,00 €
		Montant total de la subvention	97 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME
Adresse administrative : 121 BOULEVARD RASPAIL 75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur CYRILLE NIOL, Principal

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remise en état de la verrière du préau
Contrôle et renforcement des garde-corps et mains courantes de l'ensemble des escaliers du site
Rénovation de l'aile Raspail et Huysmans : 6 salles de classes et circulations

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 218 278 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 206 526 €
SEUIL MAXI 50% : 103 263 €
SUBVENTION PROPOSEE : 78 480 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	206 526,00	100,00%
Total	206 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	97 480,00	47,20%
OGEC	109 046,00	52,80%
Total	206 526,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005649 - 75 - PARIS - SAINT NICOLAS - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	266 820,00 € TTC	50,00 %	133 410,00 €
	Montant total de la subvention		133 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER SAINT NICOLAS PARIS 06EME
Adresse administrative : 92 RUE DE VAUGIRARD
75006 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de sanitaires (site 108 et cour du 92)
Rénovation bâtiment D (cloisonnement, plafond, réseaux divers)
Rénovation du réseau de chauffage
Remplacement du parevue de la toiture du 108 pour la conformité

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 339 600 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 266 820 €
SEUIL MAXI 50% : 133 410 €
SUBVENTION PROPOSEE : 130 000 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	266 280,00	100,00%
Total	266 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	133 410,00	50,00%
OGEC	133 410,00	50,00%
Total	266 820,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005650 - 75 - PARIS - SAINTE GENEVIEVE - RENOVATION (LG)

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	183 940,00 € TTC	29,90 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE GENEVIEVE PARIS 06EME
Adresse administrative : 64 RUE D'ASSAS
75006 PARIS 06EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Restructuration des ateliers pédagogiques Tournages.
Ventilation de la salle de restauration.
Rénovation de classes, circulations et mise aux normes PMR.
Création d'un local son pour les filières du LT et du supérieur en cinéma d'animation
Rénovation du palier N1 avec création d'un bureau d'échange professeurs/élèves et locaux de reproduction pour les filières Arts Appliqués
Mises aux normes PMR des ascenseurs des escaliers G et H

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 066 619 €
Fonds publics (B) : 356 782 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 709 837 €
SEUIL MAXI 10% : 70 984 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 664 318 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 183 940 €
SEUIL MAXI 50% : 91 970 €
SUBVENTION PROPOSEE : 55 000 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	183 940,00	100,00%
Total	183 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	55 000,00	29,90%
OGEC	128 940,00	70,10%
Total	183 940,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005651 - 75 - PARIS - SAINTE GENEVIEVE - RENOVATION (LTP)

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	269 204,00 € TTC	50,00 %	134 602,00 €
	Montant total de la subvention		134 602,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE GENEVIEVE PARIS 06EME
Adresse administrative : 64 RUE D'ASSAS
75006 PARIS 06EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Restructuration des ateliers pédagogiques Tournages.
Ventilation de la salle de restauration.
Rénovation de classes, circulations et mise aux normes PMR.
Création d'un local son pour les filières du LT et du supérieur en cinéma d'animation
Rénovation du palier N1 avec création d'un bureau d'échange professeurs/élèves et locaux de reproduction pour les filières Arts Appliqués
Mises aux normes PMR des ascenseurs des escaliers G et H

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 664 318 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 269 204 €
SEUIL MAXI 50% : 134 602 €
SUBVENTION PROPOSEE : 134 602 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	269 204,00	100,00%
Total	269 204,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	134 602,00	50,00%
OGEC	134 602,00	50,00%
Total	269 204,00	100,00%

DOSSIER N° 20005652 - 75 - PARIS - ALBERT DE MUN - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 416 332,00 € TTC	49,30 %	698 186,00 €
	Montant total de la subvention		698 186,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR ALBERT DE MUN PARIS 07EME
Adresse administrative : 2 RUE D OLIVET
75007 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de second œuvre du batiment rue Jeanne d'Arc

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 416 332 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 1 416 332 €
SEUIL MAXI 50% : 708 166 €
SUBVENTION PROPOSEE : 663 186 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 416 332,00	100,00%
Total	1 416 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	698 186,00	49,30%
OGEC	718 146,00	50,70%
Total	1 416 332,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005653 - 75 - PARIS - L'ALMA - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	508 500,00 € TTC	10,28 %	52 275,00 €
	Montant total de la subvention		52 275,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ALMA PARIS 07EME
Adresse administrative : 12 AVENUE BOSQUET
75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réhabilitation des espaces de restauration (démolition, terrassement et gros œuvre, étanchéité, réfection du traitement de cour, chauffage, ventilation, climatisation)

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 030 243 €
Fonds publics (B) : 304 201 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 726 042 €
SEUIL MAXI 10% : 72 604 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 626 838 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 508 500 €
SEUIL MAXI 50% : 254 250 €
SUBVENTION PROPOSEE : 52 275 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	508 500,00	100,00%
Total	508 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	52 275,00	10,28%
OGEC	456 225,00	89,72%
Total	508 500,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005654 - 78-RAMBOUILLET-STE THERESE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	253 044,00 € TTC	28,45 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE THERESE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 7 RUE BEZIEL
78490 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Réfection de l'étanchéité des toits terrasse
Aménagement d'un auvent
Remplacement de menuiseries extérieures, double vitrage
Ravalement façades nord ouest"

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 488 853
Fonds publics (B) : 560 608
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 928 245
SEUIL MAXI 10% : 92824
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 275 398
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 253 044
SEUIL MAXI 50% : 126 522
SUBVENTION PROPOSEE : 72 000

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	253 044,00	100,00%
Total	253 044,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	181 044,00	71,55%
REGION	72 000,00	28,45%
Total	253 044,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005656 - 75 - PARIS - LA ROCHEFOUCAULD LA SALLE - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 846,00 € TTC	39,99 %	3 138,00 €
	Montant total de la subvention		3 138,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR LA ROCHEFOUCAULD PARIS 07EME
Adresse administrative : 90 BIS RUE SAINT DOMINIQUE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes de l'armoire électrique du gymnase

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 596 044 €
Fonds publics (B) : 483 118 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 112 926 € SEUIL MAXI 10% : 111 292 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 17 470 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 7 846 €
SEUIL MAXI 50% : 3 923 €
SUBVENTION PROPOSEE : 3 138 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	7 846,00	100,00%
Total	7 846,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 138,00	39,99%
OGEC	4 708,00	60,01%
Total	7 846,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005693 - 93-AULNAY-PROTECTORAT SAINT JOSEPH-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	894 226,00 € TTC	45,26 %	404 690,00 €
	Montant total de la subvention		404 690,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR PROTECTORAT SAINT JOSEPH AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 36 RUE JACQUES DUCLOS 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension des classes du LTP, sanitaires, foyer

Effectif du lycée technique : 194 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 894 226
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 894 226
Seuil maxi 50 % : 447 113
Subvention proposée : 404 690

Localisation géographique :
- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	894 226,00	100,00%
Total	894 226,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	404 690,00	45,26%
OGEC	489 536,00	54,74%
Total	894 226,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005695 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-NTRE DAME-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	34 714,00 € TTC	36,00 %	12 497,00 €
	Montant total de la subvention		12 497,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 3 RUE DE TEMARA
78100 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'un mur d'escalade

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 2 835 534
Fonds publics (B) : 781 218
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 054 316
SEUIL MAXI 10% : 205431
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 216 478
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 34 714
SEUIL MAXI 50% : 17 357
SUBVENTION PROPOSEE : 12 497

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	34 714,00	100,00%
Total	34 714,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	22 217,00	64,00%
REGION	12 497,00	36,00%
Total	34 714,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005700 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-NTRE DAME-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	31 144,00 € TTC	50,00 %	15 572,00 €
	Montant total de la subvention		15 572,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 3 RUE DE TEMARA
78100 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'un mur d'escalade

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 216 478 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 31 144 €
SEUIL MAXI 50% : 15 572 €
SUBVENTION PROPOSEE : 11 212 €

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	31 144,00	100,00%
Total	31 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	15 572,00	50,00%
REGION	15 572,00	50,00%
Total	31 144,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005709 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-ST EREMBERT-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	175 610,00 € TTC	49,32 %	86 614,00 €
	Montant total de la subvention		86 614,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT EREMBERT SAINT GERMAIN EN LAYE
Adresse administrative : 5 RUE SALOMON REINACH
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation des huisseries (portes et fenetres) du bâtiment auditorium, CDI, permanence
Rénovation du pignon Ouest du bâtiment St Philippe
Réhabilitation du bâtiment Flavigny : gros œuvre"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 2 346 534
Fonds publics (B) : 746 506
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 600 028
SEUIL MAXI 10% : 160002
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 490 982
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 175 610
SEUIL MAXI 50% : 87 805
SUBVENTION PROPOSEE : 86 614

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	175 610,00	100,00%
Total	175 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	88 996,00	50,68%
REGION	86 614,00	49,32%
Total	175 610,00	100,00%

DOSSIER N° 20005718 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-ST THOMAS DE VILLENEUVE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	118 740,00 € TTC	32,44 %	38 525,00 €
	Montant total de la subvention		38 525,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE
SAINT GERMAIN EN LAYE 78
Adresse administrative : 15 RUE DES LOUVIERS
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Nabila KERAMANE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Cablage pour tablettes numériques
Rénovation de la cuisine, portes dont portes coupe-feu, murs
Création d'un ascenseur, dans le batiment corps central et aile Ecuyers, accessible aux PMR
Rénovation de l'accueil de l'établissement"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 1 008 090
Fonds publics (B) : 262 697
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 745 393
SEUIL MAXI 10% : 74539
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 395 592
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 118 740
SEUIL MAXI 50% : 59 370
SUBVENTION PROPOSEE : 38 525

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux renovation LG	118 740,00	100,00%
Total	118 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	80 215,00	67,56%
REGION	38 525,00	32,44%
Total	118 740,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005739 - 78-ST GERMAIN EN LAYE-ST THOMAS DE VILLENEUVE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	245 800,00 € TTC	48,01 %	118 000,00 €
	Montant total de la subvention		118 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE
SAINT GERMAIN EN LAYE 78
Adresse administrative : 15 RUE DES LOUVIERS
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame Nabila KERAMANE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Cablage pour tablettes numériques
Rénovation de la cuisine, portes dont portes coupe-feu, murs
Création d'un ascenseur, dans le batiment corps central et aile Ecuyers, accessible aux PMR
Rénovation de l'accueil de l'établissement"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 395 592
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 245 800
SEUIL MAXI 50% : 122 900
SUBVENTION PROPOSEE : 118 000

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	245 800,00	100,00%
Total	245 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	127 800,00	51,99%
REGION	118 000,00	48,01%
Total	245 800,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20005748 - 93-BAGNOLET-SAINT BENOIT DE L'EUROPE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	54 964,00 € TTC	35,79 %	19 673,00 €
	Montant total de la subvention		19 673,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET
Adresse administrative : 82 AVENUE GAMBETTA 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame HAIFA ABBOUD, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ravalement extérieur coté Gambetta et Colombier

Effectif du lycée général : 184 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 449 771
Fonds publics (B) : 180 340
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 269 431
Seuil maxi 10 % : 26 943
Montant total des travaux : 252 414
Montant des travaux relatifs à partie lycée général : 54 964
Seuil maxi 50 % : 27 482
Subvention proposée : 19 673

Localisation géographique :

- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	54 964,00	100,00%
Total	54 964,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	19 673,00	35,79%
OGEC	35 291,00	64,21%
Total	54 964,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006256 - 75 - PARIS - SAINT THOMAS D'AQUIN - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	122 186,00 € TTC	36,00 %	43 987,00 €
	Montant total de la subvention		43 987,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT THOMAS D'AQUIN PARIS 07EME
Adresse administrative : 44 RUE DE GRENELLE
75007 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de la cour du rez-de-chaussée : démolition, étanchéité et revêtement du sol

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 491 773 €
Fonds publics (B) : 407 207 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 084 566 € SEUIL MAXI 10% : 108 456 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 122 186 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 122 186 €
SEUIL MAXI 50% : 61 093 €
SUBVENTION PROPOSEE : 43 987 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	122 186,00	100,00%
Total	122 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	43 987,00	36,00%
OGEC	78 199,00	64,00%
Total	122 186,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006257 - 75 - PARIS - SAINTE JEANNE ELISABETH - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	69 814,00 € TTC	36,00 %	25 133,00 €
	Montant total de la subvention		25 133,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE JEANNE ELISABETH PARIS 07EME
Adresse administrative : 8 RUE M. DE LA SIZERAINE 75007 PARIS 07EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation et isolation thermique de 3 salles de classe
Mise en conformité incendie par ajout de flash lumineux
Traitement acoustique du gymnase
Agrandissement de l'accueil
Rénovation des vestiaires du gymnase

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 061 068 €
Fonds publics (B) : 332 978 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 728 090 €
SEUIL MAXI 10% : 72 809 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 95 226 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 69 814 €
SEUIL MAXI 50% : 34 907 €
SUBVENTION PROPOSEE : 25 133 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	69 814,00	100,00%
Total	69 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 133,00	36,00%
OGEC	44 681,00	64,00%
Total	69 814,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006259 - 75 - PARIS - FENELON SAINTE MARIE - LA PLAINE MONCEAU - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	116 830,00 € TTC	50,00 %	58 415,00 €
	Montant total de la subvention		58 415,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR FENELON SAINTE MARIE LA PLAINE MONCEAU PARIS 08EME
Adresse administrative : 9 BOULEVARD DE COURCELLES 75008 PARIS 08EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise aux normes du 3e étage (électricité, feu et PMR)

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 129 000 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 116 830 €
SEUIL MAXI 50% : 58 415 €
SUBVENTION PROPOSEE : 58 415 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	116 830,00	100,00%
Total	116 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	58 415,00	50,00%
OGEC	58 415,00	50,00%
Total	116 830,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006375 - 93-BAGNOLET-SAINT BENOIT DE L'EUROPE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	33 754,00 € TTC	50,00 %	16 877,00 €
	Montant total de la subvention		16 877,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT BENOIT DE L'EUROPE BAGNOLET
Adresse administrative : 82 AVENUE GAMBETTA 93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Madame HAIFA ABBOUD, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ravalement extérieur coté Gambetta et Colombier

Effectif du lycée technique : 113 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 252 414
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 33 754
Seuil maxi 50 % : 16 877
Subvention proposée : 16 877

Localisation géographique :
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	33 754,00	100,00%
Total	33 754,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	16 877,00	50,00%
OGEC	16 877,00	50,00%
Total	33 754,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006377 - 78-VERNEUIL SUR SEINE-NTRE DAME LS OISEAUX-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	238 622,00 € TTC	44,78 %	106 858,00 €
	Montant total de la subvention		106 858,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME - LES OISEAUX
VERNEUIL SUR SEINE
Adresse administrative : 106 GRANDE RUE
78480 VERNEUIL SUR SEINE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation et mise en sécurité de la voie pompier et du parking sud
Rénovation des volets roulants
Etanchéité de la toiture"

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 961 541
Fonds publics (B) : 1 004 885
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 956 656
SEUIL MAXI 10% : 195665
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 471 090
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 238 622
SEUIL MAXI 50% : 119 311
SUBVENTION PROPOSEE : 106 858

Localisation géographique :

- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	238 622,00	100,00%
Total	238 622,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	106 858,00	44,78%
OGEC	131 764,00	55,22%
Total	238 622,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006378 - 75 - PARIS - ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	128 106,00 € TTC	40,00 %	51 242,00 €
	Montant total de la subvention		51 242,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL
PARIS 10EME
Adresse administrative : 106 RUE DU FBG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement des fenetres des 1er et 2e étages coté rue + 1er étage coté cour

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 082 515 €
Fonds publics (B) : 729 537 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 352 978 €
SEUIL MAXI 10% : 135 297 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 128 106 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 128 106 €
SEUIL MAXI 50% : 64 053 €
SUBVENTION PROPOSEE : 51 242 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	128 106,00	100,00%
Total	128 106,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	51 242,00	40,00%
OGEC	76 864,00	60,00%
Total	128 106,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006380 - 75 - PARIS - SAINT LOUIS DE GONZAGUE - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	116 574,00 € TTC	38,00 %	44 298,00 €
	Montant total de la subvention		44 298,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS DE GONZAGUE PARIS 16EME
Adresse administrative : 12 RUE BENJAMIN FRANKLIN 75016 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'une rampe PMR dans la cour
Rénovation des douches dans le vestiaires pour PMR
Rénovation du sol de préau
Mise aux normes accessibilité et sécurité incendie (portes DF, BAES, escalier d'évacuation, mains courantes, rampe d'accès)
Réfection de la corniche de la terrasse
Rénovation de l'amphithéâtre

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 103 066 €
Fonds publics (B) : 740 350 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 362 716 €
SEUIL MAXI 10% : 336 271 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 250 754 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 116 574 €
SEUIL MAXI 50% : 58 287 €

SUBVENTION PROPOSEE : 44 298 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	116 574,00	100,00%
Total	116 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	44 298,00	38,00%
OGEC	72 276,00	62,00%
Total	116 574,00	100,00%

DOSSIER N° 20006381 - 78-VERSAILLES-Notre Dame du Grandchamp-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	78 812,00 € TTC	38,07 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP
Adresse administrative : 97 RUE ROYALE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur PIERRE JACQUEMIN, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Travaux de ventilation et de chauffage de salles de classes
Ravalement du couloir des salles de physique et escalier"

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 4 832 407
Fonds publics (B) : 1 203 257
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 629 150
SEUIL MAXI 10% : 362915
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 168 532
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 78 812
SEUIL MAXI 50% : 39 406
SUBVENTION PROPOSEE : 30 000

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	78 812,00	100,00%
Total	78 812,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	48 812,00	61,93%
REGION	30 000,00	38,07%
Total	78 812,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006383 - 78-VERSAILLES-STE GENEVIEVE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	420 000,00 € TTC	38,00 %	159 600,00 €
	Montant total de la subvention		159 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STS CPGE SAINTE GENEVIEVE VERSAILLES CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE ECOLE DES POSTES 78000 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Remplacement des escaliers du bâtiment Sainte Geneviève
Rénovation de l'escalier du bâtiment Notre Dame"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 12 017 787
Fonds publics (B) : 1 234 499
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 10 783 288
SEUIL MAXI 10% : 1078328
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 420 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 420 000
SEUIL MAXI 50% : 210 000
SUBVENTION PROPOSEE : 159 600

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux rénovation LG	420 000,00	100,00%
Total	420 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	159 600,00	38,00%
OGEC	260 400,00	62,00%
Total	420 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006384 - 78-VERSAILLES-Notre Dame du Grandchamp-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	56 382,00 € TTC	50,00 %	28 191,00 €
	Montant total de la subvention		28 191,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP
Adresse administrative : 97 RUE ROYALE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur PIERRE JACQUEMIN, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Travaux de ventilation et de chauffage de salles de classes
Ravalement du couloir des salles de physique et escalier"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 168 532
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 56 382
SEUIL MAXI 50% : 28 191
SUBVENTION PROPOSEE : 28 191

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	56 382,00	100,00%
Total	56 382,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	28 191,00	50,00%
OGEC	28 191,00	50,00%
Total	56 382,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006385 - 78-VERSAILLES-ST VINCENT DE PAUL-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	158 520,00 € TTC	50,00 %	79 260,00 €
	Montant total de la subvention		79 260,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES
Adresse administrative : 44 AVENUE DE SAINT CLOUD 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur JACQUES ROUSSOT, Responsable administratif

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Aménagement de 3 salles de classes pour le LP
Remplacement du SSI"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 170280
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 158 520
SEUIL MAXI 50% : 79 260
SUBVENTION PROPOSEE : 79 260

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LT	158 520,00	100,00%
Total	158 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	79 260,00	50,00%
REGION	79 260,00	50,00%
Total	158 520,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006506 - 75 - PARIS - CHARLES DE FOUCAULD - RENOVATION (LG)

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	114 090,00 € TTC	43,83 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR CHARLES DE FOUCAULD PARIS 18EME
Adresse administrative : 5 RUE DE LA MADONE 75018 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de la couverture du bâtiment A
Amélioration énergétique du Campus
Installation de rampes pour PMR

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 476 480 €
Fonds publics (B) : 528 880 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 947 600 €
SEUIL MAXI 10% : 94 760 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 249 238 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 114 090 €
SEUIL MAXI 50% : 57 045 €
SUBVENTION PROPOSEE : 50 000 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	114 090,00	100,00%
Total	114 090,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	43,83%
OGEC	64 090,00	56,17%
Total	114 090,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006510 - 75 - PARIS - CHARLES DE FOUCAULD - RENOVATION (LTP)

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	135 148,00 € TTC	50,00 %	67 574,00 €
	Montant total de la subvention		67 574,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR CHARLES DE FOUCAULD PARIS 18EME
Adresse administrative : 5 RUE DE LA MADONE 75018 PARIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de la couverture du bâtiment A
Amélioration énergétique du Campus
Installation de rampes pour PMR

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 249 238 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 135 148 €
SEUIL MAXI 50% : 67 574 €
SUBVENTION PROPOSEE : 67 574 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	135 148,00	100,00%
Total	135 148,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	67 574,00	50,00%
OGEC	67 574,00	50,00%
Total	135 148,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006511 - 91-BRUNOY-SAINT PIERRE-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	412 434,00 € TTC	45,21 %	186 476,00 €
		Montant total de la subvention	186 476,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER TECHNOLOGIQUE SAINT PIERRE BRUNOY
Adresse administrative : 70 RUE DE MONTGERON 91800 BRUNOY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Ravalement du lycée commercial
Ramplacement de l'armoire CTA et de trois coffrets de commande
Rénovation du lycée hôtelier"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 449 792
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 412 434
SEUIL MAXI 50% : 206 217
SUBVENTION PROPOSEE : 186 476

Localisation géographique :
- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	412 434,00	100,00%
Total	412 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	186 476,00	45,21%
OGEC	225 958,00	54,79%
Total	412 434,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006512 - 91-ATHIS MONS-SAINT CHARLES-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	446 578,00 € TTC	29,11 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX
Adresse administrative : 2 RUE G ANTHONIOZ DE GAULLE
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension du gymnase : gros œuvre, étanchétité, couverture, mur de soutenement, charpente bois, électricité, plomberie

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 3 289 335 €
Fonds publics (B) : 788 890 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 2 500 445 €
SEUIL MAXI 10% : 250 044 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 491 490 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 446 578 €
SEUIL MAXI 50% : 223 289 €
SUBVENTION PROPOSEE : 130 000 €

Localisation géographique :
- ATHIS-MONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Rénovation LG	446 578,00	100,00%
Total	446 578,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	316 578,00	70,89%
REGION	130 000,00	29,11%
Total	446 578,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006515 - 93-LE RAINCY-SAINT LOUIS SAINTE CLOTHILDE-RENOVATION-

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	219 884,00 € TTC	35,25 %	77 514,00 €
	Montant total de la subvention		77 514,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE LE RAINCY
Adresse administrative : 37 ALLEE DE LA FONTAINE BP 131
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Couverture des passerelles et escalier extérieur
Aménagement d'un foyer

Effectif du lycée général : 422 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 501 270
Fonds publics (B) : 538 381
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 962 889
Seuil maxi 10 % : 96 288
Montant total des travaux : 290 398
Montant des travaux reltatifs à la partie lycée général : 219 884
Seuil maxi 50 % : 109 942
Subvention proposée : 77 514

Localisation géographique :

- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	219 884,00	100,00%
Total	219 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	77 514,00	35,25%
OGEC	142 370,00	64,75%
Total	219 884,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006516 - 91-EVRY-NOTRE DAME DE SION-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	160 042,00 € TTC	48,62 %	77 816,00 €
	Montant total de la subvention		77 816,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY
Adresse administrative : 1 AVENUE RATISBONNE
91000 EVRY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Mise en place d'un SSI centralisé
Extension des lycées locaux techniques Rdch + SSI
Extension de la cafétéria + SSI"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 002 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 160 042
SEUIL MAXI 50% : 80 021
SUBVENTION PROPOSEE : 77 816

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux renovation LTP	160 042,00	100,00%
Total	160 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	77 816,00	48,62%
OGEC	82 226,00	51,38%
Total	160 042,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006518 - 91-IGNY-LA SALLE IGNY-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	13 464,00 € TTC	37,14 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC LA SALLE IGNY IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation des sanitaires du bâtiment LGTP
Rénovation de porte douche"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 427 675
Fonds publics (B) : 44 587
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 383 088
SEUIL MAXI 10% : 38 308
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 21046
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 13 464
SEUIL MAXI 50% : 6 732
SUBVENTION PROPOSEE : 5 000

Localisation géographique :

- IGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux renovation LG	13 464,00	100,00%
Total	13 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	8 464,00	62,86%
REGION	5 000,00	37,14%
Total	13 464,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006520 - 91-IGNY-LA SALLE IGNY-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 582,00 € TTC	50,00 %	3 791,00 €
	Montant total de la subvention		3 791,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYC LA SALLE IGNY IGNY 91
Adresse administrative : 10 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation des sanitaires du bâtiment LGTP
Rénovation de porte douche"

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 21 046
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 7 582
SEUIL MAXI 50% : 3 791
SUBVENTION PROPOSEE : 3 791

Localisation géographique :
- IGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LTP	7 582,00	100,00%
Total	7 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OGEC	3 791,00	50,00%
REGION	3 791,00	50,00%
Total	7 582,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006544 - 91-ORSAY-COURS SECONDAIRE D'ORSAY-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	87 546,00 € TTC	38,00 %	33 267,00 €
		Montant total de la subvention	33 267,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR COURS SECONDAIRE D'ORSAY - ORSAY
Adresse administrative : 11 RUE DE COURTABOEUF
91400 ORSAY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Réfection de couloirs au rez-de-chaussée et 1er étage
Création de salles de cours"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 1 226 229
Fonds publics (B) : 310 766
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 915 463
SEUIL MAXI 10% : 915 463
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 218 502
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 87 546
SEUIL MAXI 50% : 43 773
SUBVENTION PROPOSEE : 33 267

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux rénovation LG	87 546,00	100,00%
Total	87 546,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	33 267,00	38,00%
Ogec	54 279,00	62,00%
Total	87 546,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006553 - 91-VIRY CHATILLON-SAINT LOUIS SAINT CLEMENT-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	601 976,00 € TTC	14,36 %	86 450,00 €
	Montant total de la subvention		86 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT LOUIS SAINT CLEMENT VIRY CHATILLON
Adresse administrative : 1 RUE MARGOT 91170 VIRY CHATILLON
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation de salles de classes, sanitaires, parties communes
Travaux d'électricité "

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 1 902 159
Fonds publics (B) : 706 865
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 195 294 SEUIL MAXI 10% : 119529
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 646 310
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 601 976
SEUIL MAXI 50% : 300 988
SUBVENTION PROPOSEE : 86 450

Localisation géographique :

- VIRY-CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation LG	601 976,00	100,00%
Total	601 976,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	86 450,00	14,36%
OGEC	515 526,00	85,64%
Total	601 976,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006555 - 91-PALAISEAU-SAINT MARTIN-RENOVATION-LP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 869 600,00 € TTC	45,08 %	842 840,00 €
	Montant total de la subvention		842 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR SAINT MARTIN OGEC
Adresse administrative : 36 AVENUE DU 8 MAI 1945
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Extension et surélévation d'un bâtiment

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 869 600
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 1 869 600
SEUIL MAXI 50% : 934 800
SUBVENTION PROPOSEE : 842 840

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux rénovation LTP	1 869 600,00	100,00%
Total	1 869 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	842 840,00	45,08%
OGEC	1 026 760,00	54,92%
Total	1 869 600,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006558 - 95-Enghien-les-Bains-Ntre Dame de la Providence-renovation-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	408 000,00 € TTC	25,41 %	103 693,00 €
	Montant total de la subvention		103 693,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE ENGHIEN LES BAINS
Adresse administrative : 7 BD SADI CARNOT
95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Aménagement de toilettes
Aménagement de salles, foyer et salle polyvalente
Aménagement de préau"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 2 268 496
Fonds publics (B) : 619 980
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 648 516
SEUIL MAXI 10% : 164 851
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 408 000
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 408 000
SEUIL MAXI 50% : 204 000
SUBVENTION PROPOSEE : 103 693

Localisation géographique :

- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux rénovation LG	408 000,00	100,00%
Total	408 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region	103 693,00	25,41%
OGEC	304 307,00	74,59%
Total	408 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006559 - 95-CERGY PONTOISE-SAINT MARTIN DE FRANCE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 430,00 € TTC	36,35 %	25 600,00 €
	Montant total de la subvention		25 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINT MARTIN DE FRANCE PONTOISE
Adresse administrative : 1 AVENUE DE VERDUN
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
"Rénovation du chauffage de la maison d'internat St Philippe
Rénovation des murs, escaliers et circulation du lycée"

Détail du calcul de la subvention :
Total charges (A) : 3 863 383
Fonds publics (B) : 427 741
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 3 435 642 SEUIL MAXI 10% : 343 564
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 70 430
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 70 430
SEUIL MAXI 50% : 35 215
SUBVENTION PROPOSEE : 25 600

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux de renovation LG	70 430,00	100,00%
Total	70 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
region	25 600,00	36,35%
ogec	44 830,00	63,65%
Total	70 430,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006561 - 93-NOISY LE GRAND-FRANCOISE CABRINI-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	776 476,00 € TTC	50,00 %	388 238,00 €
	Montant total de la subvention		388 238,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 20 RUE DU DOCTEUR SUREAU 93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation de laboratoires, salles, atelier STI2D, salle informatique
Rénovation de la cour du bâtiment B
Rénovation des huisseries du bâtiment C
Rénovation salle Molière
Electricité des stores

Effectif du lycée technique : 537 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 973 438
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 776 476
Seuil maxi 50 % : 388 238
Subvention proposée : 388 238

Localisation géographique :

- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	776 476,00	100,00%
Total	776 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	388 238,00	50,00%
OGEC	388 238,00	50,00%
Total	776 476,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006580 - 92-COLOMBES-JEANNE D'ARC-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	150 936,00 € TTC	42,66 %	64 396,00 €
	Montant total de la subvention		64 396,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT PR JEANNE D'ARC COLOMBES
Adresse administrative	:	9 BOULEVARD DE VALMY 92700 COLOMBES
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'un self dans la maison des lycéens (électricité, cloisons, plomberie, sols souples, peinture…)
Ravalement du bâtiment A
Création d'un ascenseur pour mise aux normes PMR
Mise aux normes de l'électricité dans les bâtiments B, F, G et H

Effectif du lycée général : 554 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 909 303
Fonds publics (B) : 586 912
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 322 391
Seuil maxi 10 % : 132 239
Montant total des travaux : 304 420
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 150 936
Seuil maxi 50 % : 75 468

Subvention proposée : 64 396

Localisation géographique :

- BOUCLE NORD DE SEINE (EPT5 / 92-HAUTS DE SEINE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	150 936,00	100,00%
Total	150 936,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	64 396,00	42,66%
OGEC	86 540,00	57,34%
Total	150 936,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006592 - 93-STAINS-SAINTE MARIE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	97 308,00 € TTC	22,94 %	22 320,00 €
	Montant total de la subvention		22 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG SAINTE MARIE STAINS 93
Adresse administrative : 7 RUE JEAN CHARDAVOINE
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aménagement des salles de cours du 2e étage (menuiseries, plafonds, cloisons, sols…)

Effectif du lycée général : 128 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 354 894
Fonds publics (B) : 131 686
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 223 208
Seui maxi 10 % : 22 320
Montant total des travaux : 97 308
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 97 308
Seuil maxi 50 % : 48 654
Subvention proposée : 22 320

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des travaux	97 308,00	100,00%
Total	97 308,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	22 320,00	22,94%
OGEC	74 988,00	77,06%
Total	97 308,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006604 - 94-NOGENT SUR MARNE-ALBERT DE MUM-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	314 404,00 € TTC	27,96 %	87 907,00 €
		Montant total de la subvention	87 907,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR ALBERT DE MUN NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 12/14 AVENUE DES MARRONNIES
94130 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation totale des escaliers, passerelles d'évacuation et de circulation des élèves

Effectif du lycée général : 591 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 823 497
Fonds publics (B) : 666 822
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A-B) : 1 156 675
Seuil maxi 10 % : 115 667
Montant total des travaux : 1 097 488
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 314 404
Seuil maxi 50 % : 157 202
Subvention proposée : 87 907

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	314 404,00	100,00%
Total	314 404,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	87 907,00	27,96%
OGEC	226 497,00	72,04%
Total	314 404,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006609 - 94-VINCENNES-GREGOR MENDEL-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 134 400,00 € HT	45,91 %	520 840,00 €
	Montant total de la subvention		520 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR GREGOR MENDEL VINCENNES
Adresse administrative : 205 RUE FONTENAY
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation du ravalement et parement brique
Installation de mains courantes, garde-corps et serrureries
Isolation thermique (dernier niveau) réalisation des faux plafonds
Mise en place de menuiseries intérieures
Réalisation de sols
Mise en place d'équipements électriques, plomberie et chauffage
Mise en place d'un SSI

Effectif du lycée technique : 549 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 1 258 378
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 1 134 400
Seuil maxi 50 % : 567 200
Subvention proposée : 520 840

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des travaux	1 134 400,00	100,00%
Total	1 134 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	520 840,00	45,91%
OGEC	613 560,00	54,09%
Total	1 134 400,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006610 - 94-THIAIS-POULLART DES PLACES-RENOVATION-LTP

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	298 666,00 € TTC	42,52 %	127 000,00 €
	Montant total de la subvention		127 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PR CLAUDE FRANCOIS POULLART DES PLACES THIAIS
Adresse administrative : 3 BOULEVARD DE STALINGRAD 94320 THIAIS
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de la toiture

Effectif du lycée technique : 108

Détail du calcul de la subvention :
Montant total des travaux : 462 000
Montant des travaux relatifs à la partie lycée technique : 298 666
Seuil maxi 50 % : 149 333
Subvention proposée : 127 000

Localisation géographique :
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des travaux	298 666,00	100,00%
Total	298 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	127 000,00	42,52%
OGEC	171 666,00	57,48%
Total	298 666,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006612 - 94-VINCENNES-NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE-RENOVATION-LG

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 430,00 € TTC	40,00 %	10 972,00 €
	Montant total de la subvention		10 972,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE VINCENNES
Adresse administrative : 41 RUE DE FONTENAY 94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Remplacement de l'ascenseur coté Péri

Effectif du lycée général : 391 élèves

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 160 266
Fonds publics (B) : 444 973
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions (A-B) : 715 293
Seuil maxi 10 % : 71 529
Montant total des travaux : 96 814
Montant des travaux relatifs à la partie lycée général : 27 430
Seuil maxi 50 % : 13 715
Subvention proposée : 10 972

Localisation géographique :

- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des travaux	27 430,00	100,00%
Total	27 430,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 972,00	40,00%
OGEC	16 458,00	60,00%
Total	27 430,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006616 - 75 - PARIS - ECOLE ALSACIENNE - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	96 837,72 € TTC	50,00 %	48 418,86 €
	Montant total de la subvention		48 418,86 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LG PR ALSACIENNE PARIS 06EME
Adresse administrative	:	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS 75006 PARIS
Statut Juridique	:	Lycée Privé
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réfection de la cour du batiment "Grand collège" avec mise en conformité PMR
Amélioration du système de sécurité incendie du batiment "grand collège" (nouveaux détecteurs)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 262 548 €
Fonds publics (B) : 604 807 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 657 741 €
SEUIL MAXI 10% : 165 774 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 213 530,66 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 96 837,72 €
SEUIL MAXI 50% : 48 418,86 €
SUBVENTION PROPOSEE : 48 418,86 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	96 837,72	100,00%
Total	96 837,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 418,86	50,00%
Fonds propres	48 418,86	50,00%
Total	96 837,72	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006618 - 75 - PARIS - ETSL - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	247 776,48 € TTC	50,00 %	123 888,24 €
	Montant total de la subvention		123 888,24 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE
LABORATOIRE PARIS 13EME
Adresse administrative : 95 RUE DU DESSOUS DES BERGES
75013 PARIS 13EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de gros-oeuvre et de mise aux normes de circulations au sous-sol

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 247 776,48 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 247 776,48 €
SEUIL MAXI 50% : 123 888,24 €
SUBVENTION PROPOSEE : 123 888,24 €

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	247 776,48	100,00%
Total	247 776,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	123 888,24	50,00%
Fonds propres	123 888,24	50,00%
Total	247 776,48	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006620 - 75 - PARIS - PASCAL - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	99 929,91 € TTC	50,00 %	49 964,96 €
	Montant total de la subvention		49 964,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR PASCAL PARIS 16EME
Adresse administrative : 33 BOULEVARD LANNES
75016 PARIS 16EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Renforcement du système d'asservissement des portes coupe-feu à l'alarme incendie
Amélioration de l'évacuation d'urgence en implantant des casiers dans les axes de circulation et changeant le revetement actuel du RDC
Modernisation des WC PMR
Rénovation complète du laboratoire de chimie et de la salle informatique
Rénovation de l'espace de travail du secrétariat
Rénovation des peinture extérieure pour amélioratier la signalétique
Rénovation de faux-plafond de salles de classe et des WC / self / salle des professeurs
Implantation de matérieux isolants phoniques dans les circulations les bueaux communs

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 1 445 982 €
Fonds publics (B) : 257 296 €

Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 188 687 €
SEUIL MAXI 10% : 118 868 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 239 582,62 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 99 929,91 €
SEUIL MAXI 50% : 49 964,96 €
SUBVENTION PROPOSEE : 49 964,96 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	99 929,91	100,00%
Total	99 929,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	49 964,96	50,00%
Fonds propres	49 964,95	50,00%
Total	99 929,91	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006643 - 75 - PARIS - ESTBA - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	199 994,80 € TTC	50,00 %	99 997,40 €
	Montant total de la subvention		99 997,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LT PR ECOLE SUPERIEURE DES TECHNIQUES DE BIOLOGIE APPLIQUEE PARIS 20EME
Adresse administrative : 56 RUE PLANCHAT
75020 PARIS 20EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux du site 60 rue Panchat (75020) :
- Réfection de 3 couloirs et de la cage d'escalier donnant accès aux salles de cours
- Réfection de 3 salles de cours
- Réfection d'une salle de cours avec isolation phonique
- Remplacement de la structure existante d'un escalier de secours
- Changement de 40 radiateurs dans les laboratoires
- Réfection d'un toit en zinc

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Cout total des travaux (concerne uniquement le lycée) : 199 994,80 €
Seuil des 50 % : 99 997,40 €
Subvention proposée : 99 997,40 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	199 994,80	100,00%
Total	199 994,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	99 997,40	50,00%
Fonds propres	99 997,40	50,00%
Total	199 994,80	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006648 - 91 - BURES SUR YVETTE - ICO - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	177 803,64 € TTC	50,00 %	88 901,82 €
	Montant total de la subvention		88 901,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR D'OPTOMETRIE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 134 ROUTE DE CHARTRES
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Travaux de réhabilitation énergétique du bâtiment B - PHASE 1a : remplacement des menuiseries extérieures des façades Sud et Est.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 219 240,00 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 177 803,64 €
SEUIL MAXI 50% : 88 901,82 €
SUBVENTION PROPOSEE : 88 901,82 €

Localisation géographique :
- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	177 803,64	100,00%
Total	177 803,64	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	88 901,82	50,00%
Fonds propres	88 901,82	50,00%
Total	177 803,64	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006651 - 94 - VINCENNES - EBTP - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	229 154,00 € TTC	50,00 %	114 577,00 €
	Montant total de la subvention		114 577,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES
Adresse administrative : 18 RUE DE BELFORT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réhabilitation et mise aux normes du batiment sis 20, rue de Belfort
Tranche 1 : Travaux de fourniture et pose de menuiseries

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 229 154 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 229 154 €
SEUIL MAXI 50% : 114 577 €
SUBVENTION PROPOSEE : 114 577 €

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	229 154,00	100,00%
Total	229 154,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	114 577,00	50,00%
Fonds propres	114 577,00	50,00%
Total	229 154,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006653 - 95 - ARGENTEUIL - GARAC - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	299 492,50 € TTC	50,00 %	149 746,25 €
	Montant total de la subvention		149 746,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PR METIER GARAC ARGENTEUIL
Adresse administrative : 3 BOULEVARD GALIENI
95100 ARGENTEUIL CEDEX
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Laurent ROUX, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Rénovation des sols en résine de l'atelier G1
Peinture de l'atelier construction carrosserie bac
Rénovation du bâtiment D (RDC - salle de sport)
Réfection de gouttières et évacuations d'eau de pluies des bâtiments lycée K et B
Réhabilitation d'escaliers

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 299 492,50 €
MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE TECHNIQUE : 299 492,50 €
SEUIL MAXI 50% : 149 746,25 €
SUBVENTION PROPOSEE : 149 746,25 €

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	299 492,50	100,00%
Total	299 492,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	149 746,25	50,00%
Fonds propres	149 746,25	50,00%
Total	299 492,50	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-183

DOSSIER N° 20006656 - 75 - PARIS - SEVIGNE - RENOVATION

Dispositif : Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions ...) (n° 00000300)
Délibération Cadre : CR2017-79 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 902-223-20422-122009-100
Action : 12200901- Participation à la rénovation des lycées privés

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 370 820,00 € TTC	3,85 %	168 429,00 €
	Montant total de la subvention		168 429,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LG PR SEVIGNE PARIS 05EME
Adresse administrative : 28 RUE PIERRE NICOLE
75005 PARIS 05EME
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2021 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Opération du 28 rue Pierre Nicole :

- Construction d'un bâtiment supplémentaire dans la cour et extension sur le toit-terrasse. Agrandissement du CDI, création d'un foyer et aménagement de quatre laboratoires
- Amélioration de la performance énergétique (pompe à chaleur, isolation des combles, mise en place de double vitrage, amélioration de la gestion de l'eau)
- Mise aux normes (SSI, installation électrique et accessibilité PMR)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Budget :
Total charges (A) : 2 016 966 €
Fonds publics (B) : 332 677 €
Dépenses annuelles de l'établissement hors subventions publiques (A - B) : 1 684 289 €
SEUIL MAXI 10% : 168 429 €
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 7 800 000 €

MONTANT DES TRAVAUX RELATIFS A LA PARTIE LYCEE GENERAL : 4 370 820 €
SEUIL MAXI 50% : 2 185 410 €
SUBVENTION PROPOSEE : 168 429 €

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	4 370 820,00	100,00%
Total	4 370 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	168 429,00	3,85%
Fonds propres	4 202 391,00	96,15%
Total	4 370 820,00	100,00%

Annexe 3 - Projet d'avenant 3 convention AGSR

Avenant n°3 à la convention entre l'Association de gestion des services régionaux (AGSR) et la Région Ile-de-France pour la mise en œuvre de l'accueil de stagiaires au titre des politiques d'aide à l'investissement en faveur des lycées privés sous contrat d'association affiliés au Comité régional de l'enseignement catholique

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France, agissant en exécution de la délibération n° CP 2020-183 du 27 mai 2020, ci-après dénommée « la Région »

Et

L'Association de gestion des services régionaux, dont le siège est 76 rue des Saints-Pères, 75007 PARIS, représentée par son président, Monsieur Stéphane Ponchon, ci-après dénommée « l'AGSR ».

Article unique

En remplacement du texte prévu par l'avenant n°2 du 11 juillet 2019, sont ajoutés à l'article 1 – « Objet de la convention » de la convention en date du 15 juin 2017 passée entre la Région Ile-de-France et l'AGSR les alinéas suivants :

L'AGSR s'engage à ce que les établissements membres de son réseau accueillent des stagiaires pour les subventions votées ou à voter en 2020 au titre des aides régionales à la sécurisation et à la rénovation et extension des lycées privés sous contrat d'association.

Le nombre total de stagiaires sera égal à 132 (au sens du dispositif 100 000 stages*).*

Pour tenir compte des spécificités pédagogiques des périodes de formation en entreprise, il sera possible d'atteindre ce nombre en prenant également en compte des stages d'une durée de 4 ou 6 semaines consécutives, à condition que la durée cumulée de l'ensemble des stages considérés soit au moins égale à la durée de 132 stages (au sens du dispositif 100 000 stages*).*

L'AGSR s'engage également à fournir aux services régionaux une attestation individuelle justifiant du recrutement des stagiaires susvisés en mentionnant leur date et le lieu de leur recrutement.

Le reste de la convention est inchangée.

Fait en 2 exemplaires à

Le

Pour l'AGSR Pour la Région

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-194

DU 27 MAI 2020

TRAVAUX DANS LES EPLE - 3ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « relative à la mise en place du bouclier de sécurité » ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU la délibération n° CP 2019-085 du 24 janvier 2019 relative à « la convention cadre de prestations intégrées relative aux travaux de maintenance dans les EPLE franciliens »

VU la délibération n° CP 2020-025 du 31 janvier 2020 relative aux « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 1er rapport de l'année 2020 » ;

VU le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-194 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.600.000,00 €** dont 100.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics » du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.000.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovations des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **6.050.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovations des lycées publics », action (12200401) «Rénovations des lycées publics» du budget 2020.

Article 4 :

Décide d'affecter, conformément aux tableaux joints en annexe 3 et 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **38.976.000,00 €** dont 5.000.000, 00 € au titre de la convention de prestations intégrées figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2020.

Article 5 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.000.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2020.

Article 6 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.667.694,97€** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2020.

Article 7 :

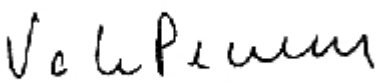
Subordonne le versement des dotations de l'annexe 5 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article 8 :

Décide de désaffecter, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **120.000,00 €** affecté par la délibération n° CP 2020-025 du31

janvier 2020 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics», action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics» du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178370-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à 4 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-001 Études générales lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATION PROV ETUDES 2020 EPLE DM complément de l'opération 20B002522200136434	12200101	2031	100 000,00
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ETUDES 2020 complément de l'opération 20B002522200136439	12200101	2031	1 500 000,00

Total Annexe n° : 1 **1 600 000,00**

Dont

Etudes générales lycées publics (12200101) **1 600 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS MARCHES BÂTIMENTS DÉMONTABLES complément de l'opération 20B002522200436446	12200402	21351	2 000 000,00
		REGION	99	2020-MISE EN ACCESSIBILITÉ HANDICAP LISTE A5 complément de l'opération 16B3332220040001	12200401	238	6 050 000,00

Total Annexe n° : 2 **8 050 000,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **2 000 000,00**

Rénovation des lycées publics (12200401) **6 050 000,00**

Annexe n° : 3

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS ACCORD-CADRES TRAVAUX complément de l'opération 20B002522200536433	12200501	2313	26 252 000,00
75	PARIS 06EME	SAINT-LOUIS	0750658H	2020-COMPLÉMENT DE L'OPERATION DE REMPLACEMENT DE LA DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE complément de l'opération 20B002522200536465	12200501	2313	400 000,00
75	PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	0753268V	2020-DEMANDE DE COMPLEMENT D'AP POUR LA CREATION DE VENTILATION ET MISE EN PLACE DE BRISE SOLEIL ORIENTABLE complément de l'opération 17B1682220050001	12200501	2313	300 000,00
75	PARIS 13EME	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	0750685M	2020-MOE pour Restructuration complète des réseaux hydrauliques et aérauliques	12200501	2031	85 000,00
75	PARIS 18EME	AUGUSTE-RENOIR	0750710P	2020-Travaux de refection de l'ensemble des couvertures	12200501	2313	1 000 000,00
75	PARIS 18EME	RABELAIS	0750688R	2020-URGENT : TRAVAUX DE SÉCURITÉ SUITE FERMETURE RABELAIS	12200501	2313	200 000,00
75	PARIS 20EME	MARTIN-NADAUD	0754530S	2020-Réfection des toilettes de la cour	12200501	2313	249 000,00
77	COULOMMIERS	JULES-FERRY	0770924L	2020-MOD 2018: TRAVAUX POUR LA RÉNOVATION ET LA SÉCURISATION DES TOITURES BÂTIMENT A ET B complément de l'opération 18B0192220050011	12200501	2313	520 000,00
77	COULOMMIERS	JULES-FERRY	0770924L	2020-MOD 2020: TRAVAUX POUR REMPLACEMENT DE PORTES COUPE-FEU DANS LES BÂTIMENTS D2,D3, E5 ET E6	12200501	2313	100 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	JEAN-ROSTAND	0782540M	2020-Opération des mesures conservatoires en toiture des ateliers	12200501	2313	220 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	JEAN-ROSTAND	0782540M	2020- Travaux de restructuration de deux blocs sanitaires en rez-de-chaussée des Bâtiments A et B; travaux divers dans la salle des professeurs et dans les huit logements & remplacement de 8 portes d¿accès aux logements	12200501	2313	485 000,00
91	QUINCY-SOUS-SENART	LES-FRÈRES-MOREAU	0911493D	2020-MOD 2020: TRAVAUX POUR LA RÉNOVATION DE LA TOITURE DU LYCÉE complément de l'opération 20B002522200536281	12200501	2313	700 000,00
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	2020-Etude pour Remplacement du revêtement de sol de la cuisine pédagogique n°6 et réhabilitation des chambres pédagogiques du 3ème étage.	12200501	2031	20 000,00
92	MALAKOFF	LOUIS-GIRARD	0920163C	2020-Travaux de résolution d'une problématique de surchauffe de salles de classe.	12200501	2313	490 000,00
92	VANVES	DARDENNE	0921505L	2020-Travaux d'aménagement d'une salle de sport dans locaux désaffectés.	12200501	2313	140 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOIS	VOILLAUME	0930834B	2020-MOD 2020: ETUDES POUR LA RÉNOVATION COMPLÈTE DE DEUX SALLES SVT DU BÂTIMENT A AU 3ÈME ÉTAGE (SANS PAILLASSES)	12200501	2031	20 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOIS	VOILLAUME	0930834B	2020-MOD 2020: TRAVAUX POUR LA RÉNOVATION COMPLÈTE DE DEUX SALLES SVT DU BÂTIMENT A AU 3ÈME ÉTAGE (SANS PAILLASSES)	12200501	2313	180 000,00
93	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED-NOBEL	0932026X	2020-MOD 2020: ÉTUDES POUR DES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT PRINCIPAL	12200501	2031	70 000,00
93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	0930119Z	2020- MOD 2020: TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA SALLE DE SCIENCES N °210 AU BÂTIMENT A	12200501	2313	120 000,00
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	2020-MOD 2019: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 60 CHÂSSIS OUVRANTS VÉTUSTES complément de l'opération 19B035522200535140	12200501	2313	90 000,00
93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	0931738J	2020-MOD MR 2020: CRÉATION D'UNE SALLE INFORMATIQUE TERTIAIRE	12200501	2313	90 000,00
93	NEUILLY-SUR-MARNE	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	0932291K	2020-MOD MR 2018: MOE ADAPTATION DE LOCAUX SUITE AU DÉPART DE LA FILIÈRE POIDS LOURDS complément de l'opération 18B0192220050051	12200501	2031	5 000,00
94	CACHAN	Lycée Polyvalent	0940580V	2020-MOD 2020: TRAVAUX POUR LE CHANGEMENT DE GRANDE HUISSERIES FENÊTRES, BÂTIMENT EIFFEL RDC, 1, 2 ET 3ÈME ÉTAGE. AUDIT POUR L'ENSEMBLE DES FENÊTRES DES BÂTIMENTS EIFFEL ET SORRE	12200501	2313	200 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LANGEVIN-WALLON	0940113M	2020-MOD 2020: ÉTUDES POUR LE TRAITEMENT DE L'ÉTANCHÉITÉ DES TOITURES	12200501	2031	100 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	MARX-DORMOY	0941951K	2020-MOD 2020: ÉTUDES POUR LE TRAITEMENT DE L'ÉTANCHÉITÉ DES TOITURES	12200501	2031	100 000,00
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	2020-MOD 2020: TRAVAUX RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT B	12200501	2313	360 000,00
94	CRETEIL	LÉON-BLUM	0941413A	2020-MOD 2016: TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ANCIEN HALL ET PÔLE CINÉMA complément de l'opération 16B4172220050002	12200501	2313	1 350 000,00
94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	0940138P	2020-MOD MR 2020: REMISE EN ÉTAT DES SALLES COIFFURE N°103 ET N°104	12200501	2313	50 000,00
95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	0951710T	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU BÂTIMENT 1 SUITE À L'INCENDIE DU 7 JUIN 2019 complément de l'opération 20B002522200536350	12200501	2313	80 000,00

Annexe n° : 3

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Total Annexe n° : 3	**33 976 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**33 976 000,00**
en Constructions (2313)	33 576 000,00
en Frais d'études (2031)	400 000,00

Annexe n° : 4

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-FU EPLE 2020 complément de l'opération 20B002522200636421	12200602	236.1	1 000 000,00

Total Annexe n° : 4 **1 000 000,00**

Dont

Fonds d'urgence (12200602) **1 000 000,00**

Annexe n°5 : Fiche de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 09EME	EDGAR-QUINET	0750671X	36923	28/02/2020	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION LOGEMENT GARDIENNE N°746 (LOGEMENT INSALUBRE).	96 000,00	96 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	COLBERT	0750673Z	36881	21/02/2020	2020-Rénovation de l'espace Vie Scolaire / Permanence / Salle DAC / Infirmerie	39 000,00	39 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	GUSTAVE-FERRIE	0750775K	36882	21/02/2020	2020-Aménagement des salles 206-208	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	MARIE-LAURENCIN	0750776L	36883	21/02/2020	2020-Rénovation de la cage d'escaliers Administration	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	MARIE-LAURENCIN	0750776L	36884	21/02/2020	2020-Remplacement de 6 portes coupe feu	13 000,00	13 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	0750685M	36825	21/02/2020	2020-Ascenseurs : câbles courants faibles entre PC Sécurité et Machinerie au 16ème.	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	RASPAIL	0750691U	36815	21/02/2020	2020-Travaux de reprise d'étanchéité sur les façades de bâtiment B	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 14EME	GUILLAUME-TIREL	0754476H	36841	21/02/2020	2020-Reprise du revêtement de sol du réfectoire qui se decolle , risque de chute important	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 16EME	OCTAVE-FEUILLET	0750796H	36885	21/02/2020	2020-Rénovation du bureau de l'intendance (57m² - 4,5 m HSP)	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 18EME	EDMOND-ROSTAND	0750800M	36803	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE REFECTION : - REFECTOIRE DES PROFESSEURS - BUANDERIE	23 000,00	23 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 18EME	EDMOND-ROSTAND	0750800M	36804	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE REFECTION : - ESCALIER C (REZ-DE-JARDIN) - VESTIAIRES HOMMES ET FEMMES	21 000,00	21 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	ARMAND-CARREL	0752700C	36802	21/02/2020	2020-Piochage des corniches (mur fissurés) se détache de la façade (URGENT)	7 500,00	7 500,00	12200601	236.1
77	AVON	URUGUAY-FRANCE	0770918E	36929	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT PORTE EXTÉRIEURE ACCÈS WC GARÇONS BÂTIMENT G RDC	3 492,00	3 492,00	12200601	236.1
77	BRIE-COMTE-ROBERT	BOUGAINVILLE	0771436T	36931	04/03/2020	2020-RÉPARATION PONCTUELLE DE BARDAGE EN FAÇADE	19 142,00	19 142,00	12200601	236.1
77	BRIE-COMTE-ROBERT	BLAISE-PASCAL	0772230F	36930	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DU SYTÈME DE TÉLÉPHONIE AUTOCOM (VU AVEC J. HAMMOUD)	19 185,60	19 185,60	12200601	236.1
77	BUSSY-SAINT-GEORGES	MARTIN-LUTHER-KING	0772292Y	37019	05/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE 15 RIDEAUX DÉGRADÉS ET DÉPOSES DE 20 VOLETS CASSÉS DES FAÇADES SUD DE L'ENSEMBLE DU LYCÉE	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	36932	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DES LOGEMENTS DE FONCTION DU PROVISEUR ADJOINT ET DE L'AGENT D'ACCUEIL (SITE DE FONTAINEROUX À HÉRICY) (SOL, MURS ET PLAFOND)	10 276,00	10 276,00	12200601	236.1
77	LAGNY-SUR-MARNE	VAN-DONGEN	0771512A	36937	04/03/2020	2020-SUITE À MOUVEMENTS DE GRÈVES, NETTOYAGE DES GRAFITTIS ET MISE EN PEINTURE DES MURS DÉGRADÉS	2 698,00	2 698,00	12200601	236.1
77	LAGNY-SUR-MARNE	VAN-DONGEN	0771512A	37018	05/03/2020	2020-TRAITEMENT DE 8 POTEAUX MÉTALLIQUES EN DEMI-PENSION SUITE CONTRÔLE D'HYGIÈNE	13 200,00	13 200,00	12200601	236.1
77	LA ROCHETTE	BENJAMIN-FRANKLIN	0770943G	36936	04/03/2020	2020-ACHAT DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES POUR LA LEVÉE DES PRESCRIPTIONS ÉLECTRIQUES DES BUREAUX DE CONTRÔLE	10 280,00	10 280,00	12200601	236.1
77	MOISSY-CRAMAYEL	MARE-CARRÉE (DE LA)	0772296C	36938	04/03/2020	2020-RÉNOVATION PEINTURE ET SOL DU LOGEMENT DE FONCTION CPE VACANT	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	36939	04/03/2020	2020-INSTALLATION D'UNE ARMOIRE DE STOCKAGE POUR PRODUITS CHIMIQUES SÉCURISÉE ET VENTILÉE (BÂTIMENT B)	6 791,00	6 791,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	0772312V	36940	04/03/2020	2020-POSE D'UNE PORTE COUPE FEU SALLE 204 BÂTIMENT A 2ÈME ÉTAGE	2 949,00	2 949,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	36942	04/03/2020	2020-FOURNITURE ET POSE DE 3 STORES AU CDI 1ER ÉTAGE BÂTIMENT: A	1 692,00	1 692,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	36943	04/03/2020	2020-FOURNITURE ET POSE D'UNE PORTE-FENÊTRE COULISSANTE À 4 VANTAUX HAUTEUR EN REMPLACEMENT DE L'EXISTANTE	6 389,00	6 389,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	36944	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE 7 FENÊTRES - SALLES DE CLASSES 216 ET 218 (BÂTIMENT A)	6 969,00	6 969,00	12200601	236.1
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	36945	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE 11 EXTINCTEURS SUITE VISITE ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ SICLI, EXTINCTEURS VÉTUSTES -+ 10 ANS. BÂTIMENTS A, B ET GYMNASE	1 526,00	1 526,00	12200601	236.1
77	OZOIR-LA-FERRIERE	LINO-VENTURA	0772225A	36947	04/03/2020	2020-ISOLATION PHONIQUE DE LA MAISON DES LYCÉENS PAR LA MISE EN PLACE D'UNE CLOISON PLACO-ACCOUSTIQUE (LIEU JOUXTANT LES SALLES DE CLASSE)	1 425,00	1 425,00	12200601	236.1
77	OZOIR-LA-FERRIERE	LINO-VENTURA	0772225A	36948	04/03/2020	2020-REVÊTEMENT DE SOL PAR CARRELAGE ET MISE EN PEINTURE DU PLAFOND LOCAL PLONGE	3 632,00	3 632,00	12200601	236.1
77	PONTAULT-COMBAULT	CAMILLE-CLAUDEL	0772243V	36949	04/03/2020	2020-RÉFECTION DU SOL DU FOYER	7 474,39	7 474,39	12200601	236.1
77	PONTAULT-COMBAULT	CAMILLE-CLAUDEL	0772243V	36950	04/03/2020	2020-POSE ET RÉNOVATION DE CARRELAGE EN CUISINE	7 000,20	7 000,20	12200601	236.1
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	36952	04/03/2020	2020-MODERNISATION DE LA SALLE POLYVALENTE PAR L ¿INSTALLATION DE RIDEAUX , D¿ÉCLAIRAGE ET SONORISATION DE SCÈNE AVEC SYSTÈME AUDIO-VIDÉO POUR PROJECTION OU CONFÉRENCE.	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
77	VARENNES-SUR-SEINE	GUSTAVE-EIFFEL	0770945J	36955	04/03/2020	2020-FOURNITURE ET POSE À L'IDENTIQUE DE 5 VITRAGES (BÂTIMENT B ET D)	3 815,00	3 815,00	12200601	236.1
77	VARENNES-SUR-SEINE	GUSTAVE-EIFFEL	0770945J	36956	04/03/2020	2020-FLOCAGE COUPE-FEU DU PLAFOND LOCAL ARCHIVES, BÂTIMENT B RDC	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
78	ACHERES	LOUISE-WEISS	0781950W	36836	21/02/2020	2020-Travaux de rafraichissement des logements N° 3787 et 3788 respectivement du proviseur et du proviseur adjoint	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
78	ACHERES	LOUISE-WEISS	0781950W	36837	21/02/2020	2020-Travaux de remplacement partiel du revêtement de sol du hall.	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
78	GUYANCOURT	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	0781578S	36788	21/02/2020	2020-Mise en comformité des colonnes sèches suite à la CCS	4 400,00	4 400,00	12200601	236.1
78	GUYANCOURT	VILLAROY (DE)	0781949V	36787	21/02/2020	2020-remplacement de 28 extincteurs suite à verification règlementaire	2 120,00	2 120,00	12200601	236.1
78	GUYANCOURT	VILLAROY (DE)	0781949V	36792	21/02/2020	2020-remplacement de l'autocom	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	36863	21/02/2020	2020-Fourniture et pose de 4 cabines de WC	2 500,00	2 500,00	12200601	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	36864	21/02/2020	2020-Rénovation du sol du couloir rdc aile nord et sud	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	36908	21/02/2020	2020-Mise en conformité du dispositif d'alarme incendie dans les sanitaires	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	0781839A	36791	21/02/2020	2020-refection sanitaire hommes batiment A (électrique, éclairage (Led), revêtement de sol,carrelage,faience et peinture)	23 000,00	23 000,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
78	MANTES-LA-JOLIE	SAINT-EXUPÉRY	0782539L	37029	10/03/2020	2020-MISE EN CONFORMITÉ DU LABORATOIRE NIVEAU 3	40 354,02	40 354,02	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	36789	21/02/2020	2020-travaux de remplacement des eclairages suite à l'explosion de plusieurs néons et remise en etat des faux plafons dans des salles de classes	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	DESCARTES	0781512V	36790	21/02/2020	2020-Levées des observations suite à la visite de contrôle du SSI	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	EMILIE-DE-BRETEUIL	0781819D	36794	21/02/2020	2020-travaux de réfections des chambres froides de la demi pension	14 900,00	14 900,00	12200601	236.1
78	TRAPPES	LOUIS-BLÉRIOT	0780273Y	36793	21/02/2020	2020-travaux de renovation des vestiaires BTS (peinture,sol,electricite,cloison)	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
78	VERSAILLES	MARIE-CURIE	0782567S	36862	21/02/2020	2020-mise aux normes ascenseurs	7 500,00	7 500,00	12200601	236.1
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	36957	04/03/2020	2020-RÉPARATION PORTE COUPE-FEU BÂTIMENT B	2 243,00	2 243,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	36959	04/03/2020	2020-REMISE AUX NORMES ASCENSEUR BÂTIMENT B	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	36960	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA PORTE DE COMMUNICATION DE L'OFFICE 1 ET REMISE EN ÉTAT DU POTEAU À CÔTÉ DE LA PORTE D'ENTRÉE	9 900,00	9 900,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	36963	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA CRÉMAILLÈRE ET 4 ROUES SUR LE PORTAIL D'ENTRÉE PARKING PROFESSEURS - LIVRAISONS DP	2 000,00	2 000,00	12200601	236.1
91	LES ULIS	ESSOURIAU (DE L')	0911492C	36964	04/03/2020	2020-RÉNOVATION SOL DE L'ENTRÉE DU BÂTIMENT A (57M²)	7 738,00	7 738,00	12200601	236.1
91	MASSY	GUSTAVE-EIFFEL	0910632T	36967	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT CARTE MÈRE CENTRALE SSI	1 123,00	1 123,00	12200601	236.1
91	MASSY	GUSTAVE-EIFFEL	0910632T	36968	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DU CÔNE, DE L¿ÉCLUSE ROTATIVE ET DU DÉTECTEUR ANTI-BOURRAGE DU CYCLOFILTRE	16 416,00	16 416,00	12200601	236.1
91	MASSY	FUSTEL-DE-COULANGES	0910687C	36965	04/03/2020	2020-RÉNOVATION PEINTURE LOGEMENT A (AGENT D'ACCUEIL) ET E (GESTIONNAIRE) SUITE À MOUVEMENT DE MUTATION	16 000,00	16 000,00	12200601	236.1
91	MASSY	FUSTEL-DE-COULANGES	0910687C	36966	04/03/2020	2020-RÉNOVATION ET REMISE EN SERVICE MONTE PERSONNE PMR ACCÈS LOGEMENTS DE FONCTION	13 460,00	13 460,00	12200601	236.1
91	MASSY	PARC-DE-VILGÉNIS	0910727W	36969	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DES STUDIOS R+1 ET R+2 BÂTIMENT F (PEINTURES ET REVÊTEMENT DE SOL) PROFESSEUR ET UN LOGEMENT VACANT	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
91	MENNECY	MARIE-LAURENCIN	0911962N	36970	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DES TAPIS DE L'ENSEMBLE DU LYCÉE (35 TAPIS + 2 TAPIS SUR MESURE)	2 828,00	2 828,00	12200601	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	37015	04/03/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DE 2 ASCENSEURS (1 BÂTIMENT F ET 1 BÂTIMENT G)	12 891,00	12 891,00	12200601	236.1
91	MONTGERON	ROSA-PARKS	0910625K	37016	04/03/2020	2020-REMISE EN ÉTAT DU DÉSENFUMAGE DANS LES BÂTIMENTS J, K, M, G, P, B	4 777,00	4 777,00	12200601	236.1
92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	36838	21/02/2020	2020-Travaux de remplacement des lamelles bois du patio de la salle de musculation.	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	36839	21/02/2020	2020-Travaux de remplacement du carrelage dans le logement n° 6405 de l'agent d'accueil.	4 000,00	4 000,00	12200601	236.1
92	GENNEVILLIERS	GALILÉE	0921156G	36875	21/02/2020	2020-Travaux de remise en état de deux logements de fonction n°6654 occupé par la Proviseure adj et n°6657 occupé par la Gestionnaire.	19 000,00	19 000,00	12200601	236.1
92	GENNEVILLIERS	GALILÉE	0921156G	36876	21/02/2020	2020-Mise en conformité du TGBT 1 et 2	20 100,00	20 100,00	12200601	236.1
92	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD-DE-VINCI	0921230M	36872	21/02/2020	2020-Travaux de reprise partielle avec ragréage suite au soulèvement du carrelage de sol dans 8 salles de cours.	3 900,00	3 900,00	12200601	236.1
92	NEUILLY-SUR-SEINE	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	0920143F	36874	21/02/2020	2020-Travaux de remplacement du revêtement de sol et remise en état de la SdB suite à un dégat des eaux dans le logement n ° 7172 occupé par le Proviseur du lycée.	2 500,00	2 500,00	12200601	236.1
92	NEUILLY-SUR-SEINE	VASSILY-KANDINSKY	0920166F	36873	21/02/2020	2020-Remplacement de l' autocom et des postes téléphoniques	32 300,00	32 300,00	12200601	236.1
92	SAINT-CLOUD	ALEXANDRE-DUMAS	0920801W	36909	21/02/2020	2020-Réfection TCE , sol ,mur, plafond logement 2603 suite à départ en retraite de la proviseure	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	0920802X	36905	21/02/2020	2020-Renouvellement de 25 extincteurs	2 600,00	2 600,00	12200601	236.1
92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	0920802X	36906	21/02/2020	2020-Mise a niveau du SSI (désenfumage, portes CF.¿)	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
93	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED-NOBEL	0932026X	36975	04/03/2020	2020-RÉFECTION DU FAUX PLAFOND DU HALL D'ENTRÉE	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	37020	05/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE 35 CHÂSSIS FENÊTRES SUR LE BÂTIMENT D'ENSEIGNEMENT	70 000,00	70 000,00	12200601	236.1
93	EPINAY-SUR-SEINE	LOUISE-MICHEL	0931735F	36978	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DU REVÊTEMENT DE SOL DU FOYER ÉLÈVES	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	GAGNY	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	0931233K	36979	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE RÉFECTION FAUX-PLAFONDS ET ÉCLAIRAGES VÉTUSTES DE DEUX SALLES DE COURS BANALISÉES AU RDC	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	LA COURNEUVE	DENIS-PAPIN	0930128J	36981	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DE LA LOGE PHASE 2 (GROS ŒUVRE)	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	LE RAINCY	RENÉ-CASSIN	0932222K	36982	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION DES SOLS, MURS ET PORTES DU BÂT C	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
93	LE RAINCY	RENÉ-CASSIN	0932222K	36983	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DU PROVISEUR (PLAFOND, SOL ETC¿)	5 000,00	5 000,00	12200601	236.1
93	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	0930136T	36984	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DU DISCONNECTEUR DE L'ARRIVÉE D'EAU GÉNÉRALE DU LYCÉE	2 276,00	2 276,00	12200601	236.1
93	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	0930136T	36985	04/03/2020	2020-RÉFECTION DU LOGEMENT DU PROVISEUR (TRAVAUX DE PEINTURE MURS, PLAFOND ET REMPLACEMENT DE CARRELAGE)	15 162,00	15 162,00	12200601	236.1
93	LIVRY-GARGAN	HENRI-SELLIER	0932120Z	36986	04/03/2020	2020- RÉFECTION DU LOGEMENT DE LA CHEF CUISINE (TRAVAUX DE PEINTURE MURS, PLAFOND ET REMPLACEMENT DU PARQUET)	15 800,00	15 800,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	EUGÉNIE-COTTON	0932116V	36989	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE PEINTURE D'UNE SALLE D'ARTS APPLIQUÉS VÉTUSTE AU RDC DU BÂT. B N.005 (MURS, PLAFONDS, BOISERIES ET RADIATEURS)	8 190,00	8 190,00	12200601	236.1
93	NEUILLY-SUR-MARNE	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	0932291K	36990	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DE SURFACES MURALES VÉTUSTES ET DÉGRADÉES : 4 SALLES DE CLASSES 1ER ÉTAGE BÂTIMENT ENS. GÉNÉRAL ET DE 2 FAÇADES (1 BÂTIMENT GÉNÉRAL ET 1 BÂTIMENT ATELIERS MÉCANIQUE CAROSSERIE)	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	37052	27/03/2020	2020-TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOCAUX AUX NORMES D'HYGIÈNE DANS LA DEMI-PENSION	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	0932638M	36992	04/03/2020	2020-ADAPTATION FONCTIONNELLE VU AVEC SERVICE PROGRAMMATION : TRAVAUX DE DÉCLOISONNEMENT CONCERNANT 8 SALLES SOUS-UTILISÉES (Y COMPRIS TOUTES REPRISES NÉCÉSSAIRES DES CFO / CFA, SOLS, MURS, PLAFONDS)	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
93	STAINS	MAURICE-UTRILLO	0932030B	36993	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE RÉNOVATION FOYER ÉLÈVES (FAUX PLAFOND, ÉCLAIRAGE, DÉCLOISONNEMENT, REPRISES SOL) ET AMÉNAGEMENT D'UN COMPTOIR SEC ROTONDE CAFÉTÉRIA	48 000,00	48 000,00	12200601	236.1
93	VILLEMOMBLE	BLAISE-PASCAL	0932221J	36994	04/03/2020	2020-TRAVAUX TCE D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER D'UN TALUS EN VOIE D'ÉBOULEMENT SITUÉ DANS LA COUR ÉLÈVES (PLANTATION DE VÉGÉTAUX, MAÇONNERIE, DÉVOIEMENT D'ÉCLAIRAGES SUR MATS)	12 000,00	12 000,00	12200601	236.1
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	36999	04/03/2020	2020-ABATTAGE D'UN ARBRE	8 345,00	8 345,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	37002	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DE FONCTION DU PROVISEUR ADJOINT ET DE L'AGENT TECHNIQUE (SOL, MURS ET PLAFOND)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	37003	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE 3 TRAPPES DE SOL EN BÉTON PAR DES TRAPPES EN INOX. BAT A LOGE, BAT B CAFÉTÉRIA	15 551,00	15 551,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	37026	09/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE VITRAGE CAGE D'ESCALIER SUITE ACCIDENT ÉLÈVES	2 765,00	2 765,00	12200601	236.1
94	LIMEIL-BREVANNES	GUILLAUME-BUDÉ	0940742W	37006	04/03/2020	2020-INTERVENTION DE REMISE EN ÉTAT DE 121 CHÂSSIS OUVRANTS À LA FRANÇAISE BÂTIMENT A	24 000,00	24 000,00	12200601	236.1
94	NOGENT-SUR-MARNE	LOUIS-ARMAND	0940118T	37008	04/03/2020	2020-TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA LAVERIE DU RESTAURANT SCOLAIRE	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	0940138P	37023	05/03/2020	2020-MISE EN CONFORMITÉ DU SSI, REMPLACEMENT DE 4 PORTES COUPE-FEU, 2 TREUILS DE DÉSENFUMAGE ETC¿	10 738,00	10 738,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	37010	04/03/2020	2020-MISE EN PEINTURE DU COULOIR DU SOUS-SOL ET D'UNE PARTIE DU RDC	15 620,00	15 620,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	37011	04/03/2020	2020-AUTOMATISATION DES ÉCLAIRAGES DES CIRCULATIONS	3 920,00	3 920,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	FRANCOIS-MANSART	0940585A	37005	04/03/2020	2020-RÉNOVATION DES PEINTURES DU LOGEMENT DE L'AGENT CHEF	4 837,00	4 837,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	CHRISTOPHE-COLOMB	0941918Z	37012	04/03/2020	2020-AGRANDISSEMENT DE LA TRAPPE D'ACCÈS AU VIDE SANITAIRE CÔTÉ LOGEMENTS DE FONCTION	5 192,00	5 192,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	CHRISTOPHE-COLOMB	0941918Z	37013	04/03/2020	2020-RENOUVELLEMENT PARTIEL DE 47 EXTINCTEURS DANS L'ENSEMBLE DU LYCÉE	18 590,00	18 590,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	0941294W	37024	05/03/2020	2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DE FONCTION DU GESTIONNAIRE (SOL, MURS ET PLAFOND)	15 441,00	15 441,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	0941294W	37025	05/03/2020	2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DE FONCTION DU PROVISEUR (SOL, MURS ET PLAFOND)	20 710,00	20 710,00	12200601	236.1
95	BEAUMONT-SUR-OISE	FRANCOISE-DOLTO	0950164M	36797	21/02/2020	2020-Travaux de rénovation dans les 10 logements n°3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3403, 3401, 3404, 3405	45 000,00	45 000,00	12200601	236.1
95	BEZONS	BEZONS (DE)	0952173W	36907	21/02/2020	2020-Travaux de menuiseries et de sécurité incendie	21 071,76	21 071,76	12200601	236.1
95	DOMONT	GEORGE-SAND	0951788C	36800	21/02/2020	2020-Remplacement de la ligne téléphonique dédié à l'ascenseur par une téléalarme avec boitier GSM, pour l'appareil du bâtiment C	3 600,00	3 600,00	12200601	236.1
95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	0951618T	36821	21/02/2020	2020-Travaux de rénovation du logement n° 3700 agent de maintenance	11 000,00	11 000,00	12200601	236.1
95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	0951673C	36903	21/02/2020	2020-RÉAMÉNAGEMENT DU PÔLE VIE INFIRMERIE	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	36798	21/02/2020	2020-Remplacement des batteries BAAS et AES	5 300,00	5 300,00	12200601	236.1
95	MONTMORENCY	TURGOT	0951281B	36799	21/02/2020	2020-Remise en état des doublages des murs des circulations	6 600,00	6 600,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **1 667 694,97**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **1 667 694,97**

Annexe n° 6 : Désaffections programme HP222-005

ANNEXE N°6
Chapitre : 902
HP 222-005 : Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Nom de l'établissement	Code UAI	Objet intervention	Code Action	Code Nature	Montant
93	GAGNY	GUSTAVE EIFFEL	0931272C	MOD 2020: TRAVAUX SUR TOITURES TERRASSE - PHASE 2	12200501	2313	-90 000,00
77	COMBS LA VILLE	GALILEE	0772127U	MOD 2020: ETUDES POUR LA RÉFECTION DE SALLES DE SCIENCES	12200501	2031	-30 000,00

Total annexe n°5	-120 000,00
Dont - Travaux de maintenace réalisés par les lycées publics (12200601)	-120 000,00
en Frais d'études(2031)	-30 000,00
en Constructions(2313)	-90 000,00

Annexe n°7 : Programme 2020

ANNEXE N° 7
Chapitre : 902
HP 222-005 : Grosses réparations dans les lycées publics
Liste des opérations de 2020 de la convention de prestations intégrées avec Ile de France Construction Durable

ETABLISSEMENTS	DEPARTEMENT	COMMUNE	INTITULE DE L OPERATION	MONTANT
RODIN	75	PARIS 13EME	prog2020: travaux de réfection du faux plafond du préau très abimés(risque de chute)(400m2) et mise au normes des pavés LED (40 pavés encastrés) et travaux induits	60 000,00 €
PAUL BERT	75	PARIS 14EME	programme2019: mise en sécurité et rénovation du revetement de sol de l'escalier principal	60 000,00 €
MAURICE RAVEL	75	PARIS 20EME	Travaux de peinture gymnase Lagny (gymnase collège)	60 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Réfection des toilettes situés au niveau du CDI	60 000,00 €
HONORE DE BALZAC	75	PARIS 17EME	Première phase Insonorisation des lieux (béton brut) circulation voir bureau d'étude acoustique et travaux. (Priorité collège demande Paris)	60 000,00 €
MAURICE RAVEL	75	PARIS 20EME	Mise en peinture 12 classes batiment Maraîchers (collège)	60 000,00 €
MAURICE RAVEL	75	PARIS 20EME	Report 2018 Réfection des revêtements de sol CDI et salles annexes	28 000,00 €
MAURICE RAVEL	75	PARIS 20EME	Report 2018 Campagne 1er tranche peinture des salles bâtiment technique	20 000,00 €
MAURICE RAVEL	75	PARIS 20EME	Réfection du grand Gymnase niessel (retrait du parquet, pose de revêtement adapté, peinture et éclairage) gymnase lycée	90 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Installation de Volets Batiment Adm	25 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Installation de Volets Batiment Logements	10 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Création d'un vestiaire filles gymnase 610 (un seul vestiaire mixte actuellement)	20 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Phase 2 : Campagne de pose d'urinoirs en inox dans les toilettes.	10 000,00 €
HENRI BERGSON	75	PARIS 19EME	Remplacement des serrures salles de classes (serrures La PERCHE sur variure n° 9 plus fabriqué)	8 000,00 €
HONORE DE BALZAC	75	PARIS 17EME	Plancher du Gymnase à reprendre dans sa totalité	120 000,00 €
HONORE DE BALZAC	75	PARIS 17EME	[illegible] (ENSEMBLE DES LOGEMENTS)Première tranche Logement fonction vétuste. (ENSEMBLE DES LOGEMENTS)Première tranche Logement fonction vétuste. (ENSEMBLE DES LOGEMENTS)Première tranche Logement fonction vétuste. (ENSEMBLE DES	25 000,00 €
HONORE DE BALZAC	75	PARIS 17EME	l'établissement) Première phase rénovation partie commune mur sol plafond prioritairement. (L'ensemble des couloirs de l'établissement) Première phase rénovation partie commune mur sol plafond prioritairement. (L'ensemble des couloirs de l'établissement) Première phase rénovation partie commune mur sol plafond	50 000,00 €
CLAUDE BERNARD	75	PARIS 16EME	Prestation intellectuelle pour les sols	9 500,00 €
LA FONTAINE	75	PARIS 16EME	Mise aux normes d'hygiène des ateliers Menuiserie, Ateliers peinture et ateliers maintenance au 1er Sous-sol côté rue Molitor. Création d'un local archive 1er sous-sol côté rue Murat.	50 500,00 €

BUFFON	75	PARIS 15EME	remplacement de l'ascenseur desservant les logements batiment A (desservant 4 étages)	80 000,00 €
BUFFON	75	PARIS 15EME	ponçage et vitrification du parquet du 1 er étage	30 000,00 €
JEAN-BAPTISTE SAY	75	PARIS 16EME	réfection peinture escaliers et circulations et travaux induits	50 000,00 €
JEAN-BAPTISTE SAY	75	PARIS 16EME	Levée d'observations des différents rapports (electricité, gaz, SSI ,,,,etc)	30 000,00 €
RABELAIS	92	MEUDON	Réfection de la cour du collège.	70 000,00 €
RABELAIS	92	MEUDON	RÉNOVATION DES PEINTURES DE CINQ SALLES	60 000,00 €
LAKANAL	92	SCEAUX	RÉFECTION EN RÉSINE DES SOLS DES CIRCULATIONS DEMI-PENSION	70 000,00 €
ANNEXE - VICTOR HUGO - BARBETTE	75	PARIS 03EME	Site Barbette : Rénovation de la verrière	25 000,00 €
ANNEXE - VICTOR HUGO - BARBETTE	75	PARIS 03EME	Site Barbette : Mise en place de garde corps au niveau de la terrasse du 2ème étage	18 000,00 €
ANNEXE - VICTOR HUGO - EPERNON	75	PARIS 03EME	Travaux de confortement Porte bois principale du collège EPERNON	30 000,00 €
ANNEXE - VICTOR HUGO - BARBETTE	75	PARIS 03EME	Travaux site barbette : peinture des circulations rdc et renforcement par application d'un produit homogéne	50 000,00 €
VICTOR HUGO	75	PARIS 03EME	Travaux de rénovation accoustique et lumières salle cour collège phase 2 pour le 2ème étage	45 000,00 €
ANNEXE - VICTOR HUGO - EPERNON	75	PARIS 03EME	Travaux de rénovation peinture des circulations collège EPERNON phase 2 pour le 1er étage	45 000,00 €
VICTOR HUGO	75	PARIS 03EME	Rénovation des logements : chef de cuisine, proviseur, intendant, appartement gardien (création),	70 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Rénovation des enduits de la façade du boulevard Malesherbes	60 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Refection des peintures des Couloirs (parties communes)	45 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Logement proviseur remplacement chassis fenetres	10 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Isolation phonique du logement de fonction de l'agent d'accueil	15 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Traitement des prescriptions de la Commission de sécurité et remplamecement des plans d'intervention et d'évacuation	30 000,00 €
CHARLEMAGNE	75	PARIS 04EME	Réaménagement des vestiaires des agents et ateliers (sinistre dans l'atelier plomberie, sigalement CHS)	30 000,00 €

CHARLEMAGNE	75	PARIS 04EME	Appartement Mme CHAOURI (Agent de loge) : 2 fenêtresRemplacement de 6 fenètres des appartements sur Rue Charlemagne (Fenêtre très grandes hauteurs) Appartement M. GUERET (Proviseur) : 4 fenêtres Appartement Mme CHAOURI (Agent de loge) : 2 fenêtresRemplacement de 6 fenètres des appartements	30 000,00 €
CHARLEMAGNE	75	PARIS 04EME	Rénovation des vestiaires (Filles et Garçons) des deux gymnase (A et B)	30 000,00 €
VOLTAIRE	75	PARIS 11EME	Rénovation Logement EBION suite à infiltration eau et ventilation insuffisante (VMC à installer et remise en peinture)	25 000,00 €
VOLTAIRE	75	PARIS 11EME	Démontages du réseau sorbonnes pour leur remplacements par sorbonnes mobiles	25 000,00 €
VICTOR HUGO	75	PARIS 03EME	Travaux de remplacement des fenêtres SALLE DE SCIENCES 17,18 et LABO par des modèles à double vitrage.	45 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Refection des peintures des Cages d'escalier H et CPGE	80 000,00 €
CARNOT	75	PARIS 17EME	Travaux de rénovation salle de classe A1 et A3 sol, mur , plafond , éclairage et rideaux occultant,	45 000,00 €
LE CORBUSIER	78	POISSY	ETUDES : OPERATION DE RENOVATION DE LOCAUX : - GYMNASE : REMPLACEMENT DE LA PRODUCTION ECS - CHANGEMENT DE PORTES D'ISSUE DE SECOURS, - DEMI-PENSION : TRAVAUX EN MESURES CONSERVATOIRES, (NOTAMMENT TOITURE, CHÂSSIS VITRES, PLAFOND SUSPENDU, ELECTRICITE, ETC...) - DEMI-PENSION : REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS DE CUISINE, (NOTAMMENT, LAVE-VAISSELLE, FOURS, PLAQUE DE CUISSON, FRITEUSES, ETC…) - TRAVAUX SUR LES ESPACES VERTSETUDES : OPERATION DE RENOVATION DE LOCAUX : - GYMNASE : REMPLACEMENT DE LA PRODUCTION ECS - CHANGEMENT DE PORTES D'ISSUE DE SECOURS, - DEMI-PENSION : TRAVAUX EN MESURES CONSERVATOIRES, (NOTAMMENT TOITURE, CHÂSSIS VITRES, PLAFOND SUSPENDU, ELECTRICITE, ETC...) - DEMI-PENSION : REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS DE CUISINE, (NOTAMMENT, LAVE-VAISSELLE, FOURS, PLAQUE DE CUISSON, FRITEUSES, ETC…) - TRAVAUX SUR LES ESPACES VERTS	50 000,00 €
JULES FERRY	75	PARIS 09EME	Remplacement de l'autocommutateur	25 000,00 €
JULES FERRY	75	PARIS 09EME	Travaux de confortement des menuiseries extérieures	30 000,00 €
LAMARTINE	75	PARIS 09EME	Confortement des escaliers d'accès aux logements de fonction	20 000,00 €
LAMARTINE	75	PARIS 09EME	Travaux de réfection de la verrière	20 000,00 €
JULES FERRY	75	PARIS 09EME	Traçage des lignes des aires de sport cours centrale	7 000,00 €
les pierres vives	78	Carrieres sur seine	refection complete de 120 m² sanitaires (hors amiante)	167 215,00 €
Marie CURIE	78	Versailles	Réfection des sanitaires de l'annexe Molière 50m²	68 250,00 €
Daniel BALAVOINE	92	Bois-colombes	Réfection des sanitaires : 80 m² (Travaux hors amiante)	109 200,00 €
Martin Luther King	77	BUSSY SAINT GEORGES	MANDAT SAERP 2020: Remplacement du faux plafond et l'éclairage du hall d'entrée et loge, remplacement du sol et de l'éclairage de l'amphithéâtre. Nettoyage des vitres du hall d'entrée	145 000,00 €

Lafayette	77	CHAMPAGNE SUR SEINE	MANDAT SAERP 2020 - annexe Fontaineroux Travaux de peinture et de faux-plafond (ponctuel)	110 000,00 €
René Descartes	77	CHAMPS SUR MARNE	MANDAT SAERP 2020: rénovation des vestiaires et bureau de la demi-pension et acoustique du réfectoire	150 000,00 €
Campus Coulommiers	77	COULOMMIERS	MANDAT SAERP 2020: réfection des cages d'escalier et circulations	150 000,00 €
Léonard de Vinci	77	MELUN	MANDAT SAERP 2020: opération de rénovation (sols, murs , plafonds, acoustique) du réfectoire	150 000,00 €
Blaise Pascal	91	ORSAY	MANDAT SAERP 2020 - Réfection de la zone cuisine en TCE (peinture, huisseries, sol, plafonds)	180 000,00 €
André Sabatier	93	BOBIGNY	MANDAT SAERP 2020: réfection des sol des circulations, peintures, faux plafond, hall, escaliers, bureau de la cheffe de travaux et de son adjoint	135 000,00 €
Eugène Delacroix	93	DRANCY	MANDAT SAERP 2020 - réfection du sol et éclairage et traitement acoustique de l'amphithéâtre	100 000,00 €
Paul Le Rolland	93	DRANCY	MANDAT SAERP 2020 - Mise en peinture des circulations et réfection sol, murs et plafond de l'administration	40 000,00 €
Nicolas Joseph Cugnot	93	NEUILLY SUR MARNE	MANDAT SAERP 2020 : Travaux de réfection des faux plafonds et éclairages vétustes dans les circulations du bâtiment des ateliers automobile, mise en peinture sol de l'atelier carrosserie auto / réparation et de rénovation de la peinture sol existant de l'atelier peinture automobile	150 000,00 €
Paul Eluard	93	SAINT-DENIS	MANDAT SAERP 2020 : réfection peinture, murs et sol essentiellement bâtiment G	125 000,00 €
Léonard de Vinci	93	TREMBLAY EN France	MANDAT SAERP 2020 : revêtement de sol (actuellement dalle PVC) et peinture hall entrée lycée	140 000,00 €
Marx Dormoy	94	CHAMPIGNY SUR MARNE	MANDAT SAERP 2020 : Reprise en peinture des balustrades extérieures	60 000,00 €
Antoine de Saint-Exupéry	94	CRETEIL	MANDAT SAERP 2020: reprise des façades (décrochement des pierres d'habillage des façades)	70 000,00 €
Paul Doumer	94	LE PERREUX	MANDAT SAERP 2020: Reprise en peinture des cages d'escaliers	70 000,00 €
Guillaume Budé	94	LIMEIL BREVANNES	MANDAT SAERP 2020 : Travaux de peinture et de revêtement de sol	150 000,00 €
Paul Bert	94	MAISONS ALFORT	MANDAT SAERP 2020 : Ravalement extérieur	60 000,00 €
Armand Guillaumin	94	ORLY	MANDAT SAERP 2020 - Reprise en TCE de la zone cuisine (peinture, sol, faïence, plafonds)	240 000,00 €
Gourdou Leseurre	94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	MANDAT SAERP 2020 : reprise de la façade intérieure et extérieure, Peinture en cuisine	70 000,00 €
Christophe Colomb	94	SUCY EN BRIE	MANDAT SAERP - 2020 : Ravalement extérieur, reprise des peintures sur rambardes extérieures	70 000,00 €
Francois Arago	94	VILLENEUVE SAINT GOERGES	MANDAT SAERP 2020: Travaux de peinture et de revêtement de sol	120 000,00 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-195

DU 27 MAI 2020

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE - 3ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU La délibération n° CP 2019-362 du 21 septembre 2019 relative au « Travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Ile-de-France – 5ème rapport de l'année 2019 »

VU La délibération n° CP 2019-516 du 20 novembre 2019 relative au « Travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Ile-de-France – 7ème rapport de l'année 2019 »

VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2019

VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-195 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **40.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgence CMR » du budget 2020.

Article 2 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.112.094,83 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de maintenance dans les CMR- part lycées » du budget 2020.

Article 3 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **615.439,17 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de maintenance dans les CMR- part collèges » du budget 2020.

Article 4 :
Subordonne le versement des dotations en annexe 4 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme **4.711.246,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2020.

Article 6 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.589.054,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 7 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **10.000,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203204) « Bâtiments démontables - part lycées » du budget 2020.

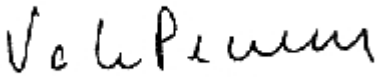
Article 8 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5.000,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203205) « Bâtiments démontables - part collèges » du budget 2020.

Article 9 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **100.000,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2020.

Article 10 :
Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **70.000,00 €**, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203402) « Etudes générales cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 11 :
Abroge l'article 7 de la délibération n° CP 2019-516 du 20 novembre 2019 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la Région Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178557-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à 3 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-FU CMR 2020 complément de l'opération 20B002622402936461		12202905	236.1	40 000,00

Total Annexe n° : 1 **40 000,00**

Dont

Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales (12202905) **40 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATION BÂTIMENTS DÉMONTABLES - PARTIE COLLÈGES		12203205	4551	5 000,00
				2020-AFFECTATION BÂTIMENTS DÉMONTABLES PARTIE LYCÉES		12203204	21351	10 000,00
				2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES COLLÈGES TRAVAUX 2020 complément de l'opération 20B002622403236454		12203202	2313	1 188 300,00
				2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES TRAVAUX LYCÉES 2020 complément de l'opération 20B002622403236453		12203201	2313	3 272 000,00
75	PARIS 05EME	LAVOISIER	0750656F	PROG-2020-MISE EN SÉCURITÉ DU 3ÈME ÉTAGE complément de l'opération 18B03962240323189 2	1 000 000,00	12203201	2313	712 600,00
						12203202	4551	287 400,00
	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	PROG-2020-REMPLACEMENT DES PANNEAUX RAYONNANTS PAR DES RADIATEURS complément de l'opération 19B012622403233616		12203201	2313	500 000,00
	PARIS 16EME	MOLIERE	0750703G	PROG-2020-REMPLACEMENT DE 16 FENÊTRES EN BOIS SITUÉES COTÉ RUE RANELAGH PAR LES CHÂSSIS ISOPHONIQUES AINSI QUE 3 PORTES DOUBLE PERMETTANT L'ACCÈS AU PMR	150 000,00	12203201	2313	84 735,00
						12203202	4551	65 265,00
92	SCEAUX	LAKANAL	0920145H	PROG-2020-OPERATION PLURIANNUELLE SUR 3 ANS (2019 à 2021) : ETUDES POUR RÉNOVATION DE CAGES D'ESCALIER, SALLES DE CLASSE ET CIRCULATIONS (TRANCHE FERME MARCHÉ). Inclus déménagements	100 000,00	12203201	2031	76 310,00
						12203202	4551	23 690,00
	VANVES	MICHELET	0920149M	PROG-2020-PROGRAMME 2015 (RÉGULARISATION) TRAVAUX DE TRAITEMENT DE REMONTÉES CAPILAIRE SUR LE BÂTIMENT SITUÉ À PROXIMITÉ DE L'ANCIENNE LOGE	90 000,00	12203201	2313	65 601,00
						12203202	4551	24 399,00

Total Annexe n° : 2	**6 315 300,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201)	**4 711 246,00**
en Constructions (2313)	4 634 936,00
en Frais d'études (2031)	76 310,00
Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202)	**1 589 054,00**
en Constructions (2313)	1 188 300,00
en Dépenses pour comptes de tiers (4551)	400 754,00
Bâtiments démontables - part lycées (12203204)	**10 000,00**
Bâtiments démontables - parties collèges (12203205)	**5 000,00**

Annexe n° : 3

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-034 Etudes générales cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ÉTUDES COLLÈGES complément de l'opération 20B002622403436742		12203402	2031	70 000,00
				2020-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ÉTUDES LYCÉES complément de l'opération 20B002622403436455		12203401	2031	100 000,00

Total Annexe n° : 3 **170 000,00**

Dont

Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées (12203401) **100 000,00**

Etudes générales cités mixtes régionales - part collège (12203402) **70 000,00**

Annexe n° 4 : Fiche de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36888	21/02/2020	PROG-2020-Diagnostic termites de l'établissement suite à présence avérée au niveau de la loge	20 000,00	15 338,00	12202901	236.1
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36888	21/02/2020	PROG-2020-Diagnostic termites de l'établissement suite à présence avérée au niveau de la loge		4 662,00	12202902	4551
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36889	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)	30 000,00	23 007,00	12202901	236.1
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36889	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)		6 993,00	12202902	4551
75	PARIS 06EME	MONTAIGNE	0750657G	36820	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	30 000,00	20 613,00	12202901	236.1
75	PARIS 06EME	MONTAIGNE	0750657G	36820	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		9 387,00	12202902	4551
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36827	21/02/2020	PROV-2020-Provisions 2019:Travaux de sécurisation de l'escalier accès terrain de basket(escalier à reconstruire car très fissuré)	12 000,00	7 981,20	12202901	236.1
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36827	21/02/2020	PROV-2020-Provisions 2019:Travaux de sécurisation de l'escalier accès terrain de basket(escalier à reconstruire car très fissuré)		4 018,80	12202902	4551
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36830	21/02/2020	PROG-2020-Programme 2020: mesures conservatoires pour reparer revêtement de facades très dégradés en attendant la rénovation globale(tranche1)	70 000,00	47 376,00	12202901	236.1
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36830	21/02/2020	PROG-2020-Programme 2020: mesures conservatoires pour reparer revêtement de facades très dégradés en attendant la rénovation globale(tranche1)		22 624,00	12202902	4551
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36831	21/02/2020	PROG-2020-programme2020: Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	35 000,00	23 688,00	12202901	236.1
75	PARIS 07EME	VICTOR-DURUY	0750662M	36831	21/02/2020	PROG-2020-programme2020: Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		11 312,00	12202902	4551
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36811	21/02/2020	PROG-2020-Réfection du vestiaire des agents des services généraux	25 000,00	18 825,00	12202901	236.1
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36811	21/02/2020	PROG-2020-Réfection du vestiaire des agents des services généraux		6 175,00	12202902	4551
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36812	21/02/2020	PROG-2020-Réfection de l'enveloppe des chambres froides	20 000,00	15 060,00	12202901	236.1
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36812	21/02/2020	PROG-2020-Réfection de l'enveloppe des chambres froides		4 940,00	12202902	4551
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36813	21/02/2020	PROG-2020-Suite avertissement de la DDPP et avant mise en demeure : Rénovation partielle des locaux de la demi- pension (Production, plonges, réserves et circulations) : URGENT	80 000,00	60 240,00	12202901	236.1
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36813	21/02/2020	PROG-2020-Suite avertissement de la DDPP et avant mise en demeure : Rénovation partielle des locaux de la demi- pension (Production, plonges, réserves et circulations) : URGENT		19 760,00	12202902	4551
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36814	21/02/2020	PROG-2020-Réfection de la salle de bain y compris étanchéité, du logement du gardien (suite dégât des eaux plus infiltration dans la classe située dessous)	10 000,00	7 530,00	12202901	236.1
75	PARIS 08EME	CHAPTAL	0750663N	36814	21/02/2020	PROG-2020-Réfection de la salle de bain y compris étanchéité, du logement du gardien (suite dégât des eaux plus infiltration dans la classe située dessous)		2 470,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36828	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de remise en état peinture de l'escalier de la lingerie	14 148,00	9 705,53	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36828	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de remise en état peinture de l'escalier de la lingerie		4 442,47	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36829	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de refection du parquet sur lambourdes de l'administration du Lycée	41 886,00	28 733,80	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36829	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de refection du parquet sur lambourdes de l'administration du Lycée		13 152,20	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36832	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: Réfection des sols et canalisation des galeries Cour d'entrée (innondation cour d'entrée)	35 000,00	24 010,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36832	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: Réfection des sols et canalisation des galeries Cour d'entrée (innondation cour d'entrée)		10 990,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36833	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	30 000,00	20 580,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36833	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		9 420,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36834	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: réparation de la porte d'entrée monumentale suite à incendie (mouvements élèves)	12 000,00	8 232,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JACQUES-DECOUR	0750668U	36834	21/02/2020	PROG-2020-prog2020: réparation de la porte d'entrée monumentale suite à incendie (mouvements élèves)		3 768,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36895	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement des portes bois des sanitaires des filles et garçons sur cour (Porte + Peinture + Protection soubassement + Loquets)	20 000,00	13 070,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36895	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement des portes bois des sanitaires des filles et garçons sur cour (Porte + Peinture + Protection soubassement + Loquets)		6 930,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36896	21/02/2020	PROG-2020-Réfection des peintures des volets extérieurs des logements de fonction	10 000,00	6 535,00	12202901	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36896	21/02/2020	PROG-2020-Réfection des peintures des volets extérieurs des logements de fonction		3 465,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36897	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de 21 Salles (salle 6 à 7 et 101 à 120) : Mise en peinture et vitrification des parquets	80 000,00	52 280,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36897	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de 21 Salles (salle 6 à 7 et 101 à 120) : Mise en peinture et vitrification des parquets		27 720,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36898	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de l'appartement du Principal Adjoint 7234	20 000,00	13 070,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36898	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de l'appartement du Principal Adjoint 7234		6 930,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36900	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)	30 000,00	19 605,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	JULES-FERRY	0750669V	36900	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)		10 395,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36890	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation partielle du logement de la Proviseure 7237 et de l'agent d'accueil 7243 suite à un dégât des eaux	12 000,00	7 069,20	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36890	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation partielle du logement de la Proviseure 7237 et de l'agent d'accueil 7243 suite à un dégât des eaux		4 930,80	12202902	4551
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36891	21/02/2020	PROG-2020-Mise en place d'un système électrique de commandes des ouvrants du gymnase bas	20 000,00	11 782,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36891	21/02/2020	PROG-2020-Mise en place d'un système électrique de commandes des ouvrants du gymnase bas		8 218,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36892	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de deux logements n° suite à changement d'affectataire	20 000,00	11 782,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36892	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation de deux logements n° suite à changement d'affectataire		8 218,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36893	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)	20 000,00	11 782,00	12202901	236.1
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36893	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de mise en conformité des installations techniques suivant rapports des bureaux de contrôle (Electricité, Gaz, SSI, Ascenseurs, Monte-Charges, Portails Motorisé, Equipements Sportifs, ¿)		8 218,00	12202902	4551
75	PARIS 09EME	LAMARTINE	0750670W	36901	21/02/2020	PROG-2020-Rénovation des peintures des circulations du bâtiment Lycée Circulations du 2ème étage)	50 000,00	50 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36915	24/02/2020	PROG-2020-RÉFECTION PEINTURE DU LOGEMENT F4 SUITE À DÉPART DU CHEF CUISINIER	7 000,00	4 195,80	12202901	236.1
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36915	24/02/2020	PROG-2020-RÉFECTION PEINTURE DU LOGEMENT F4 SUITE À DÉPART DU CHEF CUISINIER		2 804,20	12202902	4551
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36916	24/02/2020	PROG-2020- TRAVAUX DE RÉPARATION DE LA VMC DES SANITAIRES DES 4 ÉTAGES (Y COMPRIS REMISE EN ÉTAT DES PLAQUES EN CUIVRE ET CRÉATION DU PLOT EN BÉTON) ET TRAVAUX INDUITS	28 000,00	16 783,20	12202901	236.1
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36916	24/02/2020	PROG-2020- TRAVAUX DE RÉPARATION DE LA VMC DES SANITAIRES DES 4 ÉTAGES (Y COMPRIS REMISE EN ÉTAT DES PLAQUES EN CUIVRE ET CRÉATION DU PLOT EN BÉTON) ET TRAVAUX INDUITS		11 216,80	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36847	21/02/2020	PROG-2020-création d'un local poubelles couvert et aeré pour service général et tour d'habitations	40 000,00	21 096,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36847	21/02/2020	PROG-2020-création d'un local poubelles couvert et aeré pour service général et tour d'habitations		18 904,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36848	21/02/2020	PROG-2020-remplacement du parquet rendu dangereux du gymnase E	100 000,00	52 740,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36848	21/02/2020	PROG-2020-remplacement du parquet rendu dangereux du gymnase E		47 260,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36849	21/02/2020	PROG-2020-remise en peinture de l'escalier tour logements	30 000,00	15 822,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36849	21/02/2020	PROG-2020-remise en peinture de l'escalier tour logements		14 178,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36850	21/02/2020	PROG-2020-remplacement fenêtres très dégradées (dangereuses et bloquées) de la tour des logements coté avenue sangnier	50 000,00	26 370,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36850	21/02/2020	PROG-2020-remplacement fenêtres très dégradées (dangereuses et bloquées) de la tour des logements coté avenue sangnier		23 630,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36851	21/02/2020	PROG-2020-levees d'observations suite aux nombreux rapports des bureaux de controles (SSI , ascenseurs, electricité, services veterinaires ,,,,)	70 000,00	36 918,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36851	21/02/2020	PROG-2020-levees d'observations suite aux nombreux rapports des bureaux de controles (SSI , ascenseurs, electricité, services veterinaires ,,,,)		33 082,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36852	21/02/2020	PROG-2020-mise en place d'un filet de sécurité sur le terrain de sport situé coté periphérique	20 000,00	10 548,00	12202901	236.1
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36852	21/02/2020	PROG-2020-mise en place d'un filet de sécurité sur le terrain de sport situé coté periphérique		9 452,00	12202902	4551
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	36860	21/02/2020	PROG-2020-rénovationTCE 4 blocs sanitaires lycéens (1 er et 2ème étage batiment B escalier B1)	30 000,00	30 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36843	21/02/2020	PROG-2020-mise en peinture de la clôture métallique de l'établissement	20 000,00	12 670,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36843	21/02/2020	PROG-2020-mise en peinture de la clôture métallique de l'établissement		7 330,00	12202902	4551

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36844	21/02/2020	PROG-2020-remplacement de 8 fenêtres dans deux logements (n° : 8083 & 8089) de fonction batiment B	25 000,00	15 837,50	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36844	21/02/2020	PROG-2020-remplacement de 8 fenêtres dans deux logements (n° : 8083 & 8089) de fonction batiment B		9 162,50	12202902	4551
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36845	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement de 15 fenêtres dans la cage d'escalier E	40 000,00	25 340,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36845	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement de 15 fenêtres dans la cage d'escalier E		14 660,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36846	21/02/2020	PROG-2020-travaux de mise en conformité , levée des observation de différents rapports des bureaux de contrôle (SSI, electricité, ascenseur,,,,)	30 000,00	19 005,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36846	21/02/2020	PROG-2020-travaux de mise en conformité , levée des observation de différents rapports des bureaux de contrôle (SSI, electricité, ascenseur,,,,)		10 995,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	BUFFON	0750693W	36859	21/02/2020	PROG-2020-refection de la salle de classe 163 , état de vetusteté important	15 000,00	15 000,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36853	21/02/2020	PROG-2020-rénovation des logements de fonction (n°: 7343, 7346, 7342, 7345)	50 000,00	19 195,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36853	21/02/2020	PROG-2020-rénovation des logements de fonction (n°: 7343, 7346, 7342, 7345)		30 805,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36855	21/02/2020	PROG-2020-remise en etat des nez de dalles dans la cour	30 000,00	11 517,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36855	21/02/2020	PROG-2020-remise en etat des nez de dalles dans la cour		18 483,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36856	21/02/2020	PROG-2020-travaux de carrelage degradé au sous sol escalier L (devant WC)	20 000,00	7 678,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36856	21/02/2020	PROG-2020-travaux de carrelage degradé au sous sol escalier L (devant WC)		12 322,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36858	21/02/2020	PROG-2020-peinture du CDI collège et lycée	20 000,00	7 678,00	12202901	236.1
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36858	21/02/2020	PROG-2020-peinture du CDI collège et lycée		12 322,00	12202902	4551
75	PARIS 15EME	CAMILLE-SEE	0750694X	36861	21/02/2020	PROG-2020-création d'un ascenseur handicapé (DPE) ADAP	9 500,00	9 500,00	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	CLAUDE-BERNARD	0750698B	36816	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	30 000,00	20 952,00	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	CLAUDE-BERNARD	0750698B	36816	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		9 048,00	12202902	4551
75	PARIS 16EME	JEAN-DE-LA-FONTAINE	0750702F	36817	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement des 2 pompes de relevage et réfection total de la fausse de relevage du bac à graisse	66 000,00	30 762,60	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	JEAN-DE-LA-FONTAINE	0750702F	36817	21/02/2020	PROG-2020-Remplacement des 2 pompes de relevage et réfection total de la fausse de relevage du bac à graisse		35 237,40	12202902	4551
75	PARIS 16EME	JEAN-DE-LA-FONTAINE	0750702F	36818	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	30 000,00	13 869,00	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	JEAN-DE-LA-FONTAINE	0750702F	36818	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		16 131,00	12202902	4551
75	PARIS 16EME	MOLIERE	0750703G	36819	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)	30 000,00	17 370,00	12202901	236.1
75	PARIS 16EME	MOLIERE	0750703G	36819	21/02/2020	PROG-2020-Levée des observations des différents organismes de contrôle (SSI, Extincteurs, hygiène, etc¿)		12 630,00	12202902	4551
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36806	21/02/2020	PROG-2020-Aménagement de la salle LOUISE FONTAINE (plusieurs activités)	60 000,00	45 204,00	12202901	236.1
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36806	21/02/2020	PROG-2020-Aménagement de la salle LOUISE FONTAINE (plusieurs activités)		14 796,00	12202902	4551
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36807	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de faux plafonds de la plonge (bas)	10 000,00	7 534,00	12202901	236.1
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36807	21/02/2020	PROG-2020-Travaux de faux plafonds de la plonge (bas)		2 466,00	12202902	4551
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36809	21/02/2020	PROG-2020-Renovation peinture et sol 4 logements (départ retraite) personnel administratif de l'Education nationale n° 7222 gestionnaire n° 7713 adjoint/e au gestionnaire n° 7719 chef de cuisine n° 7729	30 000,00	22 602,00	12202901	236.1
75	PARIS 20EME	HÉLÈNE-BOUCHER	0750714U	36809	21/02/2020	PROG-2020-Renovation peinture et sol 4 logements (départ retraite) personnel administratif de l'Education nationale n° 7222 gestionnaire n° 7713 adjoint/e au gestionnaire n° 7719 chef de cuisine n° 7729		7 398,00	12202902	4551
78	VERSAILLES	HOCHE	0782562L	36795	21/02/2020	PROV-2020-Travaux de réparation de l'ascenseur du batiment D internat	10 000,00	10 000,00	12202901	236.1
92	SCEAUX	LAKANAL	0920145H	36870	21/02/2020	PROG-2020-REMPLACEMENT DU MONTE-CHARGE DEMI-PENSION	70 000,00	53 417,00	12202901	236.1
92	SCEAUX	LAKANAL	0920145H	36870	21/02/2020	PROG-2020-REMPLACEMENT DU MONTE-CHARGE DEMI-PENSION		16 583,00	12202902	4551
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	37021	05/03/2020	PROG-2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DU PROVISEUR (PEINTURE ET SOL¿)	10 000,00	4 596,00	12202901	236.1
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	37021	05/03/2020	PROG-2020-RÉNOVATION DU LOGEMENT DU PROVISEUR (PEINTURE ET SOL¿)		5 404,00	12202902	4551

Total Annexe n° : 1 **1 727 534,00**

Dont

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901) **1 112 094,83**

615 439,17

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège (12202902)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-196

DU 27 MAI 2020

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE - AFFECTATION PROVISIONNELLE - MISE EN PLACE DU NOUVEAU MARCHÉ POUR LA CONTINUITÉ DU SERVICE PERMANENT DE SÉCURITÉ INCENDIE DE L'ENCPB PIERRE GILLES DE GENNES À PARIS 13ÈME - RÈGLEMENT DES COTISATIONS 2020 DU SIGEIF ET DU SIPPEREC -3ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU Le code de la commande publique;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGEIF ;

VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC pour l'achat d'électricité ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-196 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées conformément au tableau figurant en **annexe à la délibération**.

Affecte à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **143.182,00 €**, prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201702) « Maintenance immobilière » du budget régional 2020.

Article 2 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **100.000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action (12201805) «Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles» du budget régional 2020 afin d'assurer les dépenses directes concernant le règlement des honoraires d'avocats.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **120.000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action (12201802) «Prestations liées aux travaux» du budget régional 2020 afin de poursuivre le service permanent de sécurité incendie pour l'ENCPB Pierre Gilles de Gennes à PARIS 13ème..

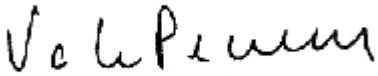
Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement de **26.100,77 €**, afin de régler la cotisation annuelle 2020, du SIGEIF pour le groupement de commandes de l'achat de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique concernant les EPLE d'Ile de France, prélevé sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action (12201801) «Actions de gestion scolaire» du budget régional 2020.

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de **12.324,12 €**, afin de régler la cotisation annuelle 2020, du SIPPEREC, pour le groupement de commandes de l'achat d'électricité et de services d'efficacité énergétique concernant les EPLE d'Ile de France, prélevé sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action (12201801) «Actions de gestion scolaire» du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178560-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau des dotations

Annexe n° : 1

Budget 2020 **Chapitre 932**

HP222-017 Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
77	CHAMPS-SUR-MARNE	RENE-DESCARTES	0772223Y	2020-ELAGAGE D'UNE TRENTAINE D'ARBRES	12201702	6156	15 000,00
77	PONTAULT-COMBAULT	CAMILLE-CLAUDEL	0772243V	2020-ELAGAGE D'UNE QUARANTAINE D'ARBRES	12201702	6156	15 000,00
77	PROVINS	PANNEVELLES (LES)	0771336J	2020-ELAGAGES DE 3 BOULEAUX, 19 SAULES PLEUREURS, 5 ERABLES, 12 PLATANES, 37 TILLEUILS ET 3 ACACIAS	12201702	6156	22 182,00
77	THORIGNY-SUR-MARNE	AUGUSTE-PERDONNET	0770944H	2020-ELAGAGE DE 20 ARBRES	12201702	6156	16 500,00
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	2020-Elagage des arbres du parc	12201702	6156	15 000,00
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	2020-Elagage des arbres du parc	12201702	6156	10 000,00
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	2020-TAILLE ET ENLÈVEMENT DES DÉCHETS D'ARBRES DU LYCÉE SUITE AUX INTEMPÉRIES	12201702	6156	4 500,00
92	ASNIERES-SUR-SEINE	MARTIN-LUTHER-KING	0920429S	2020-Travaux de dépose de lierres grimpants y compris nettoyage de l'ensemble de toitures inhérentes.	12201702	6156	15 000,00
92	COURBEVOIE	PAUL-LAPIE	0920138A	2020-ÉLAGAGE D'ARBRES VERS BÂTIMENT LOGEMENT	12201702	6156	30 000,00

Total Annexe n° : 1 **143 182,00**

Dont

Maintenance immobilière (12201702) **143 182,00**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-207

DU 27 MAI 2020

GESTION FONCIÈRE DES EPLE
CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2018-091 du 16 mars 2018 relative à la gestion foncière des EPLE ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-207 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Le 2ème alinéa de l'article 5 de la délibération n° CP 2018-091 du 16 mars 2018 relative à la gestion foncière des EPLE est rédigé comme suit : 'Approuve le transfert à titre gratuit au profit de la région Ile de France d'une partie de la parcelle cadastrée section BA 793 pour une superficie d'environ 23.439 m², située sur la commune de Ris-Orangis et correspondant au terrain d'assiette et au bâtiment du lycée Pierre Mendès France.'

Article 2 :

Approuve l'acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle cadastrée section BA 793 pour une superficie de 5.815 m² environ, située sur la commune de Ris-Orangis et correspondant au terrain d'assiette et au bâtiment de l'ancienne salle de spectacle le Plan.

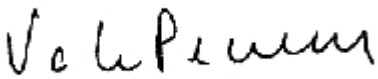
Les frais liés à cette acquisition sont à la charge de la région Ile de France.

Autorise la présidente à signer l'acte notarié à intervenir.

Article 3 :

Approuve la convention figurant en annexe relative à la mise à disposition aux fins pédagogiques des pistes routières du lycée du Château d'Epluches, lycée des métiers de l'automobile et du transport situé à Saint-Ouen-l'Aumône (95310), et autorise la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179403-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention de mise à disposition - AFTRAL - Lycée Chateau d'Epluches

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX ET D'EQUIPEMENTS

AU PROFIT DE L' AFTRAL

Entre

La Région Ile-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse ;

Et

Le Lycée des Métiers de L'Automobile et du Transport Château d'Epluches, sis 45 Avenue du Château, Saint-Ouen-l'Aumône (95310), représenté par Madame LARDE ;

Et

L'AFTRAL "Apprendre et se Former en Transport et Logistique", sis Rue de la Patelle, Saint-Ouen-l'Aumône (95310), représenté par M. LEBEAU ;

Ci-dessous nommé « le bénéficiaire ».

Ont convenu ce qui suit :

Préambule :

Le lycée susmentionné ainsi que la Région sont appelés dans certaines circonstances à prêter leur concours, via la mise à disposition de locaux, à des activités qui ne relèvent pas de leurs missions spécifiques mais présente un intérêt.

A ce titre, l'AFTRAL a sollicité le lycée afin d'utiliser les pistes routières dudit lycée. Le lycée et la Région Ile-de-France, propriétaire du site, souhaitent donner une suite favorable à cette demande.

Article 1er OBJET

Dans le respect de de la compatibilité des activités, le lycée et la Région Ile-de-France mettent à disposition aux fins pédagogiques : les infrastructures suivantes de l'établissement situé 45 Avenue du Château à Saint-Ouen-l'Aumône (95310):

- Les pistes routières,

Article 2 DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

La mise à disposition est effective entre le 1/09/2020 et le 31/08/2021 sur les heures d'ouverture de l'établissement selon le planning défini.

Article 3 MODALITES D'EXECUTION

3-1 OBLIGATIONS DE LA REGION ET DU LYCEE

La Région accompagnée du Lycée mettent à disposition du bénéficiaire, les locaux énumérés à l'article 1 de la présente convention.

3-2 OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Toute utilisation des locaux en dehors des jours et horaires déterminés selon la procédure prévue à l'article 3-1 est strictement interdite.

L'utilisation devra s'effectuer raisonnablement, en veillant à respecter l'état et la propreté des lieux. Si nécessaire, le bénéficiaire procédera au nettoyage du site.

S'il était constaté par le bénéficiaire ou toute personne lui étant subordonnée des dégradations préalables à l'utilisation par son personnel sur les créneaux d'accès, celui-ci devrait en faire établir le constat par le personnel présent sur le site.

Le bénéficiaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des lieux.

Article 4 ASSURANCE – RESPONSABILITE

Avant l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire doit souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de l'occupation et transmettre une attestation de sa police d'assurances à la Région.

Le bénéficiaire est responsable de tous dommages et dégâts occasionnés aux installations dont l'accès lui aura été autorisé et causés par son occupation, son personnel et le matériel dont il a la garde.

Article 5 DISPOSITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des installations du lycée est consentie au titre de 150 € par demi-journée d'utilisation.

Article 6 RESILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites. La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 30 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- l’inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation peut être prononcée par la Région ou le lycée en cas d'insuffisance des capacités d'accueil, ou pour des motifs sérieux tenant à l'exigence des formations dispensées, au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public, par lettre recommandée adressée au bénéficiaire.

Article 7 MODIFICATIONS

Toute modification de la présente convention fait l’objet d’un avenant signé dans les mêmes formes que la présente convention.

Article 8 LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l’interprétation ou l’exécution de la présente convention, les parties s’efforceront de parvenir à un règlement à l’amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le conflit sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Saint-Ouen, le

En autant d’exemplaires que de parties,

Pour le lycée,

La Proviseure de l’établissement

Madame LARDE

Pour l’AFTRAL,

Le directeur opérationnel

M. LEBEAU

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente

Madame Valérie PECRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-210

DU 27 MAI 2020

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE - DEUXIÈME AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code du travail ;

VU La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de confiance ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; apport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au plan d'action de lutte contre le décrochage ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la « nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens – le projet éducatif régional » ;

VU La délibération n° 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de signature du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU La délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 (CPRDFOP) ;

VU La délibération n° CR 2019-023 du 28 mai 2019 relative à la stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie ;

VU La délibération n° CR 2019-041 du 19 septembre 2019 relative à la « dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics en 2019 – Dotation MLDS 2019-2020 »;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-210 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Renforcer la coordination des actions de prise en charge des décrocheurs scolaires

Approuve la convention entre l'Etat, l'ARML et la Région Île-de-France, relative à la prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle, jointe en annexe à la délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer la convention mentionnée au premier alinéa.

Article 2 : Organiser une troisième campagne d'appels des décrocheurs scolaires

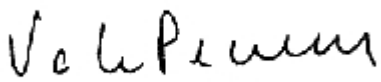
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 144 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » - Programme HP28-005 (128005) « Schéma des Formations » - Action 12800501 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget régional 2020 dans le cadre des marchés de prospection téléphonique et prise de rendez-vous pour les jeunes repérés en situation de décrochage scolaire en Ile-de-France.

Article 3 : Attribuer la dotation complémentaire de fonctionnement en faveur des lycées supports des formations de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)

Décide d'attribuer, au titre de l'année 2019-2020, les dotations complémentaires à la dotation globale de fonctionnement des lycées publics (DGFL) selon la répartition définie en annexe à la présente délibération.

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de 340 768 euros, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action (12201705) « DGFL lycées publics » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179030-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Dotation complémentaire de fonctionnement en faveur des lycées supports MLDS

N°UAI de l'EPLE	Type établissement	Nom de l'établissement	Commune	Montant dotation MLDS
0772296C	LYC POLYV	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	7833
0932577W	LYC GT	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	3186
0940129E	LYC POLYV	JEAN-MACE	VITRY-SUR-SEINE	8488
0770924L	LYC POLYV	JULES-FERRY	COULOMMIERS	3100
0770926N	LYC GT	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	531
0770931U	LYC GT	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	1829
0770944H	LYC PROF	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	2596
0771171E	LYC PROF	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	2434
0771336J	LYC POLYV	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	2187
0771941S	LYC POLYV	RENE-CASSIN	NOISIEL	472
0771995A	LYC PROF	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	225
0772120L	LYC GT	JEAN-MOULIN	TORCY	2440
0772225A	LYC PROF	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	826
0772244W	LYC PROF	ANTONIN-CAREME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	968
0772312V	LYC POLYV	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	413
0771027Y	LYC POLYV	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	1515
0772277G	LYC POLYV	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	1257
0930118Y	LYC GT	JEAN-RENOIR	BONDY	1298
0932122B	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	1352
0930116W	LYC GT	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	1210
0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	3825
0930128J	LYC PROF	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	1529
0930133P	LYC PROF	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	3579
0930135S	LYC PROF	SIMONE-WEIL	PANTIN	2125
0930138V	LYC PROF	FREDERIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	6838
0930831Y	LYC PROF	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	2302
0930846P	LYC PROF	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	1141
0931024H	LYC PROF	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	2682
0931198X	LYC PROF	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	1062
0931233K	LYC PROF	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	GAGNY	4073
0931430Z	LYC GT	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	1636
0931735F	LYC PROF	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	2645
0932030B	LYC POLYV	MAURICE-UTRILLO	STAINS	3751
0932034F	LYC GT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	885
0932046U	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	2111
0932048W	LYC POLYV	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	2038
0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	2229
0932117W	LYC POLYV	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	2378
0932119Y	LYC POLYV	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	2187
0932120Z	LYC POLYV	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	1529
0932121A	LYC POLYV	SUGER	SAINT-DENIS	1180
0932221J	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	2575
0932229T	LYC POLYV	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	2218
0932282A	LYC POLYV	LEO-LAGRANGE	BONDY	1824
0932129J	LYC POLYV	ENNA (L')	SAINT-DENIS	1239
0932667U	LYC POLYV	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	1593
0930130L	LYC PROF	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	3281
0932026X	LYC POLYV	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	2156
0930124E	LYC GT	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	2057
0940113M	LYC POLYV	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	3305
0940114N	LYC POLYV	SAINT-EXUPERY	CRETEIL	3106
0940132H	LYC PROF	GABRIEL-PERI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	944
0940140S	LYC PROF	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	6655
0940141T	LYC POLYV	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	1990
0940585A	LYC POLYV	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1652
0941232D	LYC PROF	JEAN-MACE	CHOISY-LE-ROI	649
0941294W	LYC POLYV	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	944
0941298A	LYC PROF	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	3018
0941355M	LYC POLYV	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	3203
0941918Z	LYC POLYV	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	2021
0941975L	LYC POLYV	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	1549
0942269F	LYC POLYV	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	1633
0940580V	LYC POLYV	Lycee Polyvalent	CACHAN	2183
0941930M	LYC POLYV	GUTENBERG	CRETEIL	1416
0942130E	LYC POLYV	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	1062
0941974K	LYC POLYV	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	2178
0750690T	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	10710
0750668U	LYC GENE	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	1239
0750673Z	LYC GENE	COLBERT	PARIS 10EME	1416
0750775K	LYC PROF	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	3323
0750783U	LYC PROF	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	2617
0750828T	EREA	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	978
0753268V	LYC POLYV	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	6916
0754475G	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	4540
0750785W	LYC PROF	GALILEE	PARIS 13EME	1203
0753350J	LYC PROF	MARIA-DERAISMES	PARIS 17EME	1452
0781984H	LYC POLYV	VAUCANSON	LES MUREAUX	2475
0783431F	LYC POLYV	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	2655
0782587N	LYC POLYV	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	90
0781845G	LYC GT	JULES-FERRY	ONFLANS-SAINTE-HONORIN	2178

0783533S	LYC POLYV	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	2880
0782822U	LYC POLYV	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	630
0781578S	LYC POLYV	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	5940
0782556E	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3375
0782549X	LYC POLYV	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	405
0781983G	LYC PROF	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	2790
0782593V	LYC PROF	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	3555
0910622G	LYC POLYV	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	2115
0910676R	LYC POLYV	CLEMENT-ADER	ATHIS-MONS	1125
0911254U	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY-COURCOURONNES	8865
0910625K	LYC GT	ROSA-PARKS	MONTGERON	7335
0912142J	LYC POLYV	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	6570
0910627M	LYC GT	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	2662
0911962N	LYC POLYV	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	1815
0911021R	LYC GT	TALMA	BRUNOY	2057
0911492C	LYC POLYV	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	810
0912251C	LYC POLYV	HENRI-POINCARE	PALAISEAU	2160
0912163G	LYC POLYV	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOI	4276
0920163C	LYC PROF	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	4455
0920164D	LYC PROF	JEAN-MONNET	MONTROUGE	675
0921229L	LYC POLYV	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	1350
0922277A	LYC POLYV	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	1710
0920135X	LYC GT	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	2682
0920132U	LYC GT	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	2301
0920171L	LYC PROF	LOUIS-BLERIOT	SURESNES	7155
0922801V	LYC GT	LYCEE NEUF TRAPEZE	BOULOGNE-BILLANCOURT	1305
0920138A	LYC GT	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	2783
0922464D	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	2904
0920136Y	LYC POLYV	NEWTON-ENREA	CLICHY	2877
0921626T	LYC PROF	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	1710
0920680P	LYC PROF	LEONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	2160
0921625S	LYC PROF	PAUL-PAINLEVE	COURBEVOIE	2925
0921500F	LYC PROF	VOILIN	PUTEAUX	2057
0950641F	LYC POLYV	JEAN-JAURES	ARGENTEUIL	5677
0950650R	LYC POLYV	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	2904
0951104J	LYC POLYV	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	4095
0951399E	LYC GT	ALFRED-KASTLER	CERGY	6429
0951727L	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	3420
0951811C	LYC POLYV	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	590
0950657Y	LYC PROF	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	2299
0951937P	LYC POLYV	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	2520
0951673C	LYC POLYV	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	8190
0950667J	LYC POLYV	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	2299
0950947N	LYC POLYV	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	4455
0951766D	LYC GT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	1298
0950645K	LYC GT	VAN-GOGH	ERMONT	4114
0951824S	LYC POLYV	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	1936
Total				**340768**

Convention sur la prise en charge des décrocheurs scolaires

Convention Etat - Région Île-de-France - ARML

Portant sur la :

Prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle

Entre :

L'État représenté par :

- Le Préfet de la région Île-de-France
- Le recteur de Paris et de la région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF)

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional

L'Association régionale des missions locales d'Île-de-France (ARML), représentée par son Président

Vu le Règlement n°2016/679 dit Règlement général sur la protection des données (RGPD) entré en application le 25 mai 2018 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 4111-2 ;

Vu le Code du travail, notamment les articles L. 6111-3 à L. 6111-6, les articles relatifs au CPF ;

Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (version consolidée au 01/01/2013) ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République instituant un droit à une durée complémentaire de formation qualifiante modifiant le Code de l'éducation, notamment les articles L 122-2 et 122-4 ;

Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale modifiant le Code de l'éducation, notamment les articles L. 214-16-1, L. 214-16-2, L. 313-7, L. 313-8 et L.612-3 ;

Vu la loi n°2019-791 pour une Ecole de la confiance du 26 juillet 2019 ;

Vu la délibération CR n°60-15 du 10 juillet 2015 relative à la convention Etat Région ;

Vu la circulaire n° 2013-035 du 25 mars 2013 mettant en place les réseaux FOQUALE au sein de l'éducation nationale ;

Vu la circulaire n°2015-041 du 20 mars 2015 relative au droit au retour en formation initiale pour les sortants du système éducatif sans diplôme ou qualification professionnelle ;

Vu l'accord-cadre conclu entre l'État et l'ARF en date du 28 novembre 2014 portant sur la mise en œuvre du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) et à la prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La lutte contre le décrochage scolaire représente des enjeux humains, sociaux et économiques majeurs pour la France. Elle constitue une priorité nationale qui s'inscrit dans le cadre de la "Stratégie Europe 2020". Elle articule prévention, intervention et remédiation sur un objectif central : faire que chaque jeune puisse construire son avenir professionnel et réussir sa vie en société.

La politique de lutte contre le décrochage concerne l'ensemble du système de formation initiale allant des actions de prévention jusqu'à la remédiation, à savoir la prise en charge des jeunes ayant quitté le système de formation sans diplôme ni qualification. Elle nécessite de mener une action partenariale et de renforcer les actions existantes en matière d'intervention et de remédiation, en particulier celles des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) qui doivent être confortées et optimisées.

La loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance instaure à compter de la rentrée 2020 une obligation de formation pour tous les jeunes de 16 à 18 ans. La garantie d'une formation jusqu'à 18 ans constitue un droit pour les jeunes et une obligation pour les pouvoirs publics. Elle implique de repérer et de contacter les jeunes concernés, de leur proposer un accompagnement adapté et de leur présenter une solution d'orientation ou un parcours d'accompagnement renforcé leur permettant de les remobiliser et de les insérer. La mise en œuvre de cette mesure, qui s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, constituera une priorité pour les signataires de la présente convention.

Les acteurs franciliens se sont mobilisés depuis plusieurs années dans la prévention du décrochage, le repérage des jeunes en risque de rupture scolaire, ainsi que dans la prise en charge et l'accompagnement des décrocheurs.

Depuis 2011, en application de la circulaire interministérielle du 9 février 2011, les préfets de département se sont appuyés sur les trois académies franciliennes pour généraliser la mise en place des plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD). Parallèlement, le système interministériel d'échange d'information (SIEI) permettant d'identifier les élèves ayant interrompu leur scolarité avant d'avoir terminé un cycle complet de formation s'est déployé afin de faciliter le repérage et le suivi des jeunes en situation de décrochage.

La lutte contre le décrochage a été déclarée grande cause régionale 2018 par la Présidente de la Région Ile-de-France, en charge de la coordination des actions de lutte contre le décrochage scolaire.

Afin de favoriser la mise en synergie des actions à l'œuvre sur le territoire francilien concernant la prise en charge des jeunes sortants du système de formation initiale sans un diplôme national ou une certification professionnelle, les trois académies, le Conseil Régional, la Préfecture de région, la DRIAAF et l'ARML ont adopté une convention le 1er décembre 2015, modifiée par un avenant du 29 juin 2018.

Le comité de pilotage régional, dédié à la mise en œuvre de cette convention, qui s'est tenu le 7 octobre 2019, a décidé de l'élaboration d'une nouvelle convention renforçant le dispositif mis en place, en précisant le rôle de chacun des acteurs concernés, en explicitant les

modalités de repérage, de transmission de listes des décrocheurs et de prises de contact avec les décrocheurs ainsi que les actions à mener et les indicateurs de suivi.

ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser l'exercice des compétences et des modalités d'engagement des parties pour la mise en œuvre des dispositions des articles L122-2, L313-7 et L313-8 du code de l'éducation

Elle prend appui sur l'accord-cadre conclu entre l'État et l'Association des Régions de France (ARF), s'articule avec les dispositions spécifiques du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) pour l'accueil des jeunes et se base sur l'expérience des coopérations mises en œuvre sur le territoire francilien.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS ET PRINCIPES COMMUNS D'INTERVENTION

2.1 OBJECTIFS COMMUNS

Objectifs quantitatifs et qualitatifs

Les signataires s'accordent à la fois sur l'objectif général de diminution du nombre de jeunes sortants sans qualification du système de formation initiale et/ou repérés sans solution sur le territoire francilien et sur un objectif de prise en charge quantitatif, qualitatif et territorialisé à partir du nombre de jeunes recensés chaque année par les services de l'Etat via le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI).

Coordination et synergies

La coordination par la Région des actions de prise en charge des jeunes doit permettre d'exercer un effet levier grâce à un travail en commun renforcé entre tous les acteurs concernés du territoire, en particulier ceux relevant de l'Education nationale, des missions locales, et plus largement de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, notamment dans le cadre du plan régional d'insertion pour la jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ) lancé par le Préfet de région en 2018 et du déploiement des cités éducatives.

La mobilisation de tous les acteurs de l'Etat et de la Région, aujourd'hui impliqués au plan régional, départemental et local constitue un élément central de la réussite de cette démarche dans le respect des rattachements hiérarchiques et administratifs, spécificités statutaires, de missions et conditions d'exercice actuels.

2.2 PRINCIPES PARTAGES

En reconnaissant les valeurs partagées d'égalité et de simplicité d'accès pour tous les publics, de neutralité, d'objectivité et de respect de la personne, les actions menées dans le cadre de la prise en charge des jeunes sortant du système de formation initiale s'attacheront particulièrement à mettre en œuvre les principes suivants :

- L'intérêt du jeune est au centre des préoccupations des acteurs et l'objet final de leur action ;
- Les familles sont associées autant que faire se peut aux réflexions et démarches en lien avec le jeune ;
- La recherche de solutions à destination des jeunes ayant quitté le système s'intègre dans la politique globale de lutte contre le décrochage, du droit au retour en formation, en cohérence et en articulation avec le volet prévention du décrochage ;

- La recherche de solutions implique l'ensemble des acteurs concernés, représentants de l'Etat et des collectivités territoriales, réseau des Missions Locales, acteurs associatifs, professionnels et partenaires sociaux ;
- Compte tenu de la diversité de mise en œuvre des plates-formes dans les différents territoires, les actions à venir s'inscrivent dans un principe de continuité des démarches engagées dans le souci de conforter les partenariats là où ils fonctionnent déjà, et doivent permettre une adaptation aux besoins des territoires et une souplesse de mise en œuvre dans le cadre d'objectifs et de principes communs. A chacune des quatre grandes étapes de la relation avec le jeune (le repérage et le contact des jeunes susceptibles d'être en situation de décrochage, la prise en charge, l'accompagnement et le suivi), l'Etat, la Région et l'ensemble des acteurs du territoire se mobilisent afin de permettre à chaque jeune d'accéder à une qualification ou un diplôme. Ce travail en commun s'appuie sur une connaissance partagée de l'offre de solutions des différents acteurs du territoire, notamment de l'Education nationale (Réseaux FOQUALE dont les actions menées au titre de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire – MLDS), de l'apprentissage et des acteurs de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

ARTICLE 3 : CADRE DE MISE EN OEUVRE

La conduite de cette politique partenariale et collective se structure actuellement autour de 56 PSAD qui constituent :

- L'outil de coordination de l'ensemble des acteurs locaux intervenant sur les phases de repérage, de contact, de prise en charge, d'accompagnement et de suivi des jeunes ayant quitté le système de formation sans diplôme ni qualification ;
- L'instance privilégiée de mise en réseau et de partage d'informations au sein de leur territoire.

Dans le cadre de cette présente convention, chacune des PSAD est copilotée par une personne désignée par le Recteur et par une personne désignée par le réseau des missions locales. Le fonctionnement des PSAD prend appui sur les indications et conseils présentés dans la version 2015 du Guide des PSAD diffusé par le ministère de l'Education nationale et intégrant une description claire des responsabilités sur la base d'outils proposés par le comité technique dans le cadre d'une analyse partagée.

La présidente du Conseil régional communique à l'autorité responsable du SIEI les copilotes des PSAD ainsi désignés, pour transmission des listes SIEI par PSAD.

Sur la base d'un état des lieux du décrochage au niveau académique et de la géographie des territoires des PSAD et des Missions locales, les signataires s'accordent pour :

- Définir la future carte des plates-formes, l'objectif étant d'harmoniser autant que possible la cartographie des 56 PSAD et celles des 70 Missions Locales maillant le territoire francilien ;
- Identifier les ressources dédiées au fonctionnement des PSAD en cohérence avec les fonds européens (FSE et IEJ) qui sont mobilisés dans le cadre de la programmation des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) ;
- Poursuivre la mobilisation des personnels engagés dans le fonctionnement et l'animation des PSAD (Missions locales, MLDS, CIO etc...) et renforcer l'utilisation des outils mis à disposition (registre d'information et d'orientation, etc.) ;
- Assurer, dans le cadre d'un copilotage Education nationale - Mission Locale des PSAD, l'engagement et la coresponsabilité des acteurs dans l'ensemble du processus de traitement du décrochage ;
- S'appuyer sur les assistants de PSAD mentionnés dans le guide des PSAD diffusé par le Ministère de l'Education nationale, dont les signataires s'accordent sur la

nécessité, pour favoriser un meilleur fonctionnement des PSAD.

ARTICLE 4 : MODALITES D'ENGAGEMENT

4.1 REPERAGE ET CONTACT

L'Etat est en charge du dispositif de collecte et de transmission des données par le SIEI qu'il coordonne, met en œuvre et finance.

La Région Ile-de-France communique à l'autorité responsable du SIEI les coordonnées des personnes désignées au sein des CIO et des missions locales, pour l'attribution, pour chaque PSAD, des codes d'accès aux listes SIEI.

En application de l'article L313-7 du code de l'éducation, les listes SIEI sont ainsi transmises aux responsables de PSAD ainsi qu'aux responsables de Missions Locales dans le respect des conditions fixées par la CNIL.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée et d'un engagement commun, les signataires s'accordent pour organiser le repérage des jeunes comme suit, dans la complémentarité des compétences de chacun :

- Une première vérification des listes SIEI est organisée au sein des établissements scolaires ;
- La phase de contact des jeunes recensés sur les listes SIEI est déléguée à un opérateur, dans le cadre d'un marché lancé par la Région Ile de France. L'opérateur assure également la mise en relation des jeunes avec un CIO ou une mission locale selon leur profil ;
- En complémentarité avec ces actions, les groupes opérationnels mis en place par le Préfet de région dans le cadre du plan d'insertion pour la jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ) en Ile-de-France, sont destinataires des listes des jeunes en situation de décrochage des quartiers concernés par le plan ; ils contribuent, grâce à la mobilisation de référents de parcours, à la prise de contact avec les jeunes, en particulier les plus difficiles à joindre et à leur accompagnement dans la durée. Les jeunes décrocheurs issus des QPV du PRIJ sont ciblés prioritairement mais ceux vivant à proximité ont également vocation à être contactés par les référents de parcours.

Les partenaires s'accorderont sur les modalités de partage de l'information, en accord avec les dispositions en cours du SIEI et dans le cadre des différentes instances de coordination concernées.

4.2 MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES DECROCHEURS

Le schéma de la prise en charge des décrocheurs en annexe de la convention, qui a été validé par le comité de pilotage du 7 octobre 2019, prévoit :

- pour les jeunes qui acceptent la mise en relation, une prise de contact systématique sous quinze jours, dans le cadre des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs, par les CIO pour les mineurs et par les missions locales pour les majeurs ;
- pour les jeunes qui refusent le suivi, les injoignables et les faux numéros issus des territoires du PRIJ, une prise de contact en présentiel ou par tout autre moyen par des référents de parcours désignés au sein des groupes opérationnels ;
- pour les jeunes injoignables et les faux numéros qui ne sont pas issus des territoires du PRIJ, une prise de contact, dans le cadre des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs, par les missions locales en lien avec le tissu associatif.

Sur la base de ce schéma, seront proposés aux jeunes qui sont contactés différents

dispositifs de remobilisation, d'insertion sociale, citoyenne, professionnelle, comme c'est le cas dans le cadre du PRIJ.
La Région, l'Education Nationale et les Missions locales, par l'intermédiaire de référents territoriaux, contribuent à la cohérence et à la complémentarité des différentes solutions proposées aux jeunes, que celles-ci relèvent de la formation sous statut scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle.

4.3 ACCOMPAGNEMENT VERS LA PRE-FORMATION ET LA FORMATION

Les parties mettent en œuvre les actions qui relèvent de leur compétence propre tout en s'engageant à faciliter la mise en œuvre de passerelles et d'initiatives conjointes entre leurs dispositifs afin de fluidifier et de sécuriser le parcours des jeunes ciblés.

Les parties assurent le suivi individuel et personnalisé des jeunes pris en charge dans le cadre de leurs actions et dispositifs respectifs.

Les décrocheurs constituent un public prioritaire du plan d'action régional pour l'apprentissage. Les décrocheurs ont notamment vocation à être orientés vers les prépa-apprentissage.

L'Etat et la Région assureront, dans le cadre des dispositions de la convention relative à la mise en œuvre du SPRO, la coordination des structures, organismes et services contribuant au SPRO devant assurer l'accueil des jeunes âgés de 16 à 25 ans pouvant bénéficier des possibilités offertes par les articles D 122-3-1 et suivants du code de l'Education(formation qualifiante dispensée sous statut scolaire, dans le cadre d'un contrat en alternance ou sous statut de stagiaire de la formation professionnelle, et formation professionnelle dispensée sous statut scolaire ou sous statut d'étudiant dans la limite des places disponibles).

Pour toute demande de retour en formation ou d'accompagnement dans un cadre scolaire, les CIO, dans le cadre des réseaux FoQuale et des PSAD, sont les points d'entrée du SPRO. Tout jeune se présentant auprès d'une structure contribuant au SPRO et pour lequel un retour en formation dans le cadre scolaire s'avère le plus pertinent, sera redirigé vers un CIO de proximité par la structure qui l'a accueilli.

Pour toute demande de formation en apprentissage ou dans le cadre de la formation professionnelle continue, la mission locale, en tant qu'acteur de la PSAD, est le point d'entrée du SPRO. Dans le cadre de ce droit, tout jeune se présentant auprès d'une structure contribuant au SPRO et pour lequel un retour en formation dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de la formation professionnelle continue s'avère le plus pertinent, sera redirigé vers une mission locale de proximité pour un premier accueil.

Le cas échéant, le directeur de CIO et le directeur de la mission locale se coordonnent afin de définir le statut de formation (scolaire, apprenti, stagiaire de la formation continue) le plus adapté au profil et au projet de formation du jeune.

ARTICLE 5 : PILOTAGE

Le pilotage opérationnel de la présente convention est assuré par un comité régional associant le Préfet de Région, recteur de Paris et de la région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France, la Présidente du Conseil Régional, le Directeur de la DRIAAF et le Président de l'ARML.

Ce comité, qui se tient annuellement à l'invitation du Préfet de région, a pour objet de :

- Définir les objectifs quantitatifs et qualitatifs territorialisés et adaptés aux contextes locaux de prise en charge des jeunes sortis de formation initiale sans diplôme ni qualification et/ou connus sans solution, à partir d'un bilan initial ;

- Définir le plan régional de développement de l'accueil et de la formation des publics ;
- Définir les ressources allouées à la mise en œuvre de la présente convention ;
- Définir le cadre de suivi et d'évaluation de la présente convention ;
- Valider les adaptations de la carte des plateformes.

Le comité de pilotage régional sera assisté d'un comité technique composé des représentants de chacun des membres du comité de pilotage. Celui-ci préparera les réunions du comité de pilotage et assurera le suivi opérationnel de la présente convention ; la Préfecture de région en assurera le secrétariat en lien avec le Rectorat de la région académique et la Région.

ARTICLE 6 : BILAN ANNUEL

La Région et l'Etat présentent chaque année un bilan global des actions menées sur le territoire dans le cadre de la remédiation du décrochage, qui s'appuie sur un dispositif de suivi et d'évaluation élaboré conjointement et basé sur les bilans réalisés par chaque PSAD, en s'appuyant sur les outils existants.

Ce bilan inclut des données quantitatives, qualitatives et territorialisées sur l'ensemble du processus, le repérage et le contact des jeunes susceptibles d'être décrocheurs, la prise en charge, l'accompagnement et le suivi et notamment sur son issue (intégration de parcours de préformation/formation, maintien ou abandon de la dite-formation etc.).

ARTICLE 7: DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable tacitement sauf dénonciation, par l'une des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie six mois au moins avant l'expiration de la période contractuelle en cours. Au cours de sa période de validité, elle peut être modifiée par avenant à la demande de l'une des parties pour en faire évoluer le fonctionnement ainsi que le financement (sur une base annuelle).

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE RESILIATION

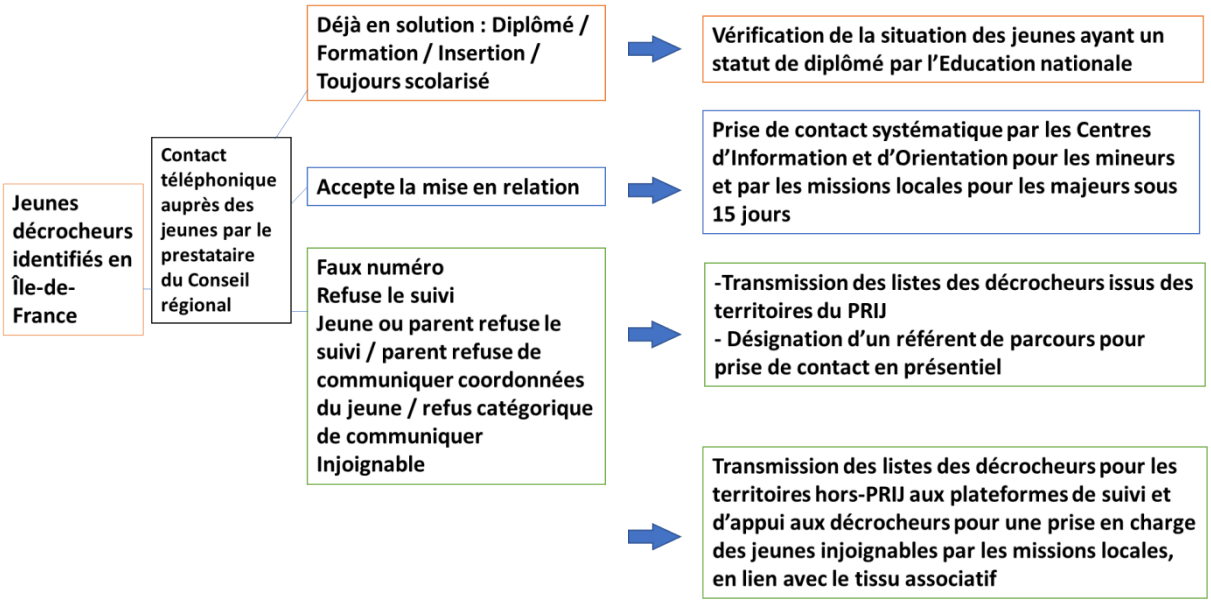
En cas de non-respect des dispositions inscrites dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

Fait à : Le :

En 5 exemplaires originaux,

Le recteur de Paris et de la région académique d'Île-de-France, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France	**Le Préfet de région**	**La Présidente du Conseil régional**
Le Directeur de la DRIAAF	**Le Président de l'ARML**	

Annexe : Schéma de la prise en charge des décrocheurs en Île-de-France



DÉLIBÉRATION N°CP 2020-217

DU 27 MAI 2020

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 4ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 3ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 portant transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 «Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins» ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2019-457 du 17 octobre 2019 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 3ème année de mise en œuvre 2ème rapport ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-217 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la construction du lycée provisoire François Rabelais à Paris 18ème et affecte en conséquence un montant d'autorisation de programme de 9 050 000€ disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « Bâtiments démontables » (12200402) du budget 2020 ;

Article 2 :

Pour l'opération visée à l'article 1, décide d'autoriser la Présidente à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie ;

Article 3 :

Approuve la modification de programme de l'opération de rénovation globale du lycée Pierre de Coubertin à Meaux (77);

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 5 104 000 € pour un montant total d'opération disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe à la délibération;

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 224-035 « Rénovation des cités mixtes régionales» (122035), action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe à la délibération ;

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 150 000 € disponible sur le chapitre 902 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-005 « Grosses réparations dans les lycées publics » (122005), action « grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget 2020 conformément à l'annexe à la délibération;

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 1 200 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics »,, Programme HP 222-001 « Etudes générales dans les lycées publics» (122001), action « Etudes générales dans les lycées publics » (12200101) du budget 2020 conformément à l'annexe à la délibération ;

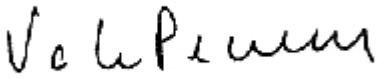
Article 8

Affecte un montant d'autorisation de programme de 3 389 216,36 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 222-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales » (122032), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales part lycées » (12203201) du budget 2020 ;

Article 9

Affecte un montant d'autorisation de programme de 545 784,64 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 222-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales » (122032), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales part collèges » (12203202) du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178482-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe à la délibération: Récapitulatif des autorisations de programme

Libellé pôle LYCEES
Commission Commission permanente du 27 mai 2020

Code de l'enveloppe	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Type contrat	Action
HP222-001	CP2020-217	D2000328	AFFEC GLOBALES ACC CADRES ETUDES DO	Affectation	1 200 000,00	OPGR	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22001 - Études générales lycées publics	122001 - Études générales lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
HP222-004	CP2020-217	D1000607	PPI/PPR 2010-77 DAMMARIE LYCEE JOLIOT CURIE	Affectation	300 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2020-217	D1400157	78 LA QUEUE LES YVELINES LYC JEAN MONNET RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION	Revalorisation	72 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2020-217	D1400159	95 ERMONT LYC VAN GOGH RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION	Affectation	500 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2020-217	D1500182	77 TORCY MOULIN RG RESTRUCTURATION GLOBALE	Affectation	4 000 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2020-217	D1700174	75015 LYC LOUIS ARMAND RESTRUCTURATION LIE AU DESAMIANTAGE DU LYC	Affectation	232 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
				Sous-total	**5 104 000,00**							
HP222-004	CP2020-217	D2000329	AFFECT BAT DEMONTABLES BO	Affectation	9 050 000,00	OPGR	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	122004 - Rénovation des lycées publics	12200402 - Bâtiments démontables
HP222-005	CP2020-217	D2000330	AFFEC PROV ETUDES DO	Affectation	150 000,00	OPGR	2 020	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22005 - Grosses réparations dans les lycées publics	122005 - Grosses réparations dans les lycées publics	12200501 - Grosses réparations dans les lycées publics
HP224-032	CP2020-217	D1700390	EI HENRI 4 RESTAURATION CROISEE BIBLIOTTHEQUE GENOVEFAINS	Affectation	3 389 216,36	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	Participation à des cités	22032 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	122032 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	12203201 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées
HP224-032	CP2020-317	D1700390	EI HENRI 4 RESTAURATION CROISEE BIBLIOTTHEQUE GENOVEFAINS	Affectation	545 784,64	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	Participation à des cités	22032 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	122032 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	12203202 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges
				Sous-total	**3 935 001,00**							
HP224-035	CP2020-217	D1200153	75 PARIS 11EME CMR VOLTAIRE	Affectation	200 000,00	OPPJ	2 020	902 - Enseignement	Participation à des cités	22035 - Rénovation des cités mixtes régionales	122035 - Rénovation des cités mixtes régionales	12203501 - Rénovation des cités mixtes régionales
				Montant total	**19 639 001,00**							

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-222

DU 27 MAI 2020

POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS FRANCILIENS - 3ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU la délibération du conseil régional CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-222 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

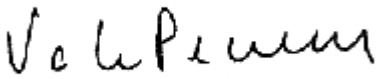
Après en avoir délibéré,

Article Unique :

Adopte dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, les dotations relatives à la compensation régionale au bénéfice de 470 établissements publics franciliens au titre de la 1ère avance de l'année scolaire 2020-2021 qui s'élèvent à **6 466 552 €,** conformément à l'annexe à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **6 466 552 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178568-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau des dotations

ANNEXE UNIQUE

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -

DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - 1ère AVANCE AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019/2020

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3884	0752388N	LP	PIERRE-LESCOT	35 rue des Bourdonnais	75001	PARIS 01ER	**33 486,00 €**
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	**25 122,00 €**
R3407	0750648X	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS 03EME	**15 502,00 €**
R3408	0750651A	LGT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS 03EME	**7 119,00 €**
R3409	0750770E	LP	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	**4 892,00 €**
R3412	0750652B	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS 04EME	**11 838,00 €**
R3411	0750653C	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 RUE DE JOUY	75004	PARIS 04EME	**10 306,00 €**
R3415	0750654D	LG	HENRI IV	23 RUE CLOVIS	75005	PARIS 05EME	**15 915,00 €**
R3413	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	**25 210,00 €**
R3414	0750656F	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS 05EME	**3 310,00 €**
P0031321	0750428H	LPO	JACQUES-MONOD	12 rue Victor Cousin	75005	PARIS 05EME	**52 806,00 €**
R3885	0750463W	LPO	LUCAS-DE-NEHOU	4 rue des Feuillantines	75005	PARIS 14EME	**19 256,00 €**
R3418	0750657G	LG	MONTAIGNE	17 RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS 06EME	**7 467,00 €**
R3416	0750658H	LG	SAINT-LOUIS	44 BD SAINT MICHEL	75006	PARIS 06EME	**18 937,00 €**
R3417	0750660K	LG	FÉNELON	2 RUE DE L'EPERON	75006	PARIS 06EME	**7 556,00 €**
P0030723	0750502N	LPO	MAXIMILIEN-VOX-ART-DESSIN	5, rue Madame	75006	PARIS 06EME	**68 193,00 €**
R3419	0750662M	LG	VICTOR-DURUY	33 BOULEVARD DES INVALIDES	75007	PARIS 07EME	**4 391,00 €**
R3420	0752961L	LP	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS 07EME	**5 476,00 €**
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 BD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS 08EME	**18 957,00 €**
R3421	0750664P	LGT	RACINE	20 RUE DU ROCHER	75008	PARIS 08EME	**67 719,00 €**
R3423	0750667T	LG	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	75009	PARIS 09EME	**7 768,00 €**
R3429	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS 09EME	**11 445,00 €**
R3425	0750669V	LG	JULES-FERRY	77 BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	**12 112,00 €**
R3426	0750670W	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	75009	PARIS 09EME	**4 658,00 €**
R3424	0750671X	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS 09EME	**7 151,00 €**
R3428	0750673Z	LG	COLBERT	27 RUE DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS 10EME	**8 233,00 €**
R3430	0750674A	LT	JULES-SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS 10EME	**5 404,00 €**
R3432	0750775K	LP	GUSTAVE-FERRIE	7 RUE DES ECLUSES ST MARTIN	75010	PARIS 10EME	**2 321,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3431	0750776L	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	**4 332,00 €**
R3230	0750558Z	LPO	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS 11EME	**3 845,00 €**
R3435	0750675B	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	**40 288,00 €**
R3433	0750676C	LPO	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS 11EME	**11 829,00 €**
R3436	0750778N	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	**4 924,00 €**
R3437	0750788Z	LP	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS 11EME	**2 735,00 €**
R3440	0750677D	LPO	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS 12EME	**19 056,00 €**
R3439	0750679F	LG	PAUL-VALERY	38 BOULEVARD SOULT	75012	PARIS 12EME	**6 772,00 €**
R3438	0750680G	LGT	ARAGO	4 PL DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	**9 943,00 €**
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	**8 058,00 €**
R3883	0752845K	LP	THEOPHILE-GAUTIER	49 rue de Charenton	75012	PARIS 12EME	**64 717,00 €**
R3445	0750682J	LG	RODIN	19 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	**5 281,00 €**
R3446	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS 13EME	**10 511,00 €**
R3452	0750684L	LG	GABRIEL-FAURÉ	81 AVENUE DE CHOISY	75013	PARIS 13EME	**3 027,00 €**
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	**24 862,00 €**
R3447	0750785W	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	**5 478,00 €**
R3449	0750787Y	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	**8 768,00 €**
R3451	0751710B	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AV BOUTROUX	75013	PARIS 13EME	**8 986,00 €**
R3444	0753268V	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS 13EME	**15 416,00 €**
P0030722	0750553U	LP	GASTON-BACHELARD	2, rue Tagore	75013	PARIS 13EME	**30 665,00 €**
R3455	0750689S	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS 14EME	**2 490,00 €**
R3456	0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	10 AV MARC SANGNIER	75014	PARIS 14EME	**4 598,00 €**
R3453	0750691U	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	**13 835,00 €**
R3454	0750692V	LGT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS 14EME	**9 364,00 €**
R3366	0752799K	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS 14EME	**3 543,00 €**
R3459	0752846L	LP	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS 14EME	**5 614,00 €**
R3357	0754476H	LPO	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS 14EME	**6 761,00 €**
R3367	0750612H	LT	ENSAAMA	63 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	**10 674,00 €**
R3462	0750693W	LG	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	**9 097,00 €**
R3384	0750694X	LG	CAMILLE-SEE	11 RUE LEON LHERMITTE	75015	PARIS 15EME	**3 819,00 €**
R3385	0750695Y	LPO	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	**6 348,00 €**
R3380	0750793E	LP	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS 15EME	**4 477,00 €**
R3461	0750794F	LP	BRASSAÏ	8 RUE QUINAULT	75015	PARIS 15EME	**609,00 €**
R3383	0751708Z	LPO	LOUIS-ARMAND	319 RUE LECOURBE	75015	PARIS 15EME	**7 722,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3368	0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	75015	PARIS 15EME	**6 197,00 €**
R3460	0754475G	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS 15EME	**5 836,00 €**
R3381	0750696Z	LGT	VERLOMME	24 RUE FONDARY	75015	PARIS 15EME	**3 038,00 €**
P0022087	0750436S	LP	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	5 rue Corbon	75015	PARIS 15EME	**21 037,00 €**
R3386	0750698B	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS 16EME	**5 593,00 €**
R3388	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	**6 150,00 €**
R3389	0750702F	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	1 PL DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS 16EME	**3 541,00 €**
R3390	0750703G	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	75016	PARIS 16EME	**3 413,00 €**
R3369	0750796H	LP	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS 16EME	**2 389,00 €**
P0030721	0750588G	LP	RENÉ-CASSIN	185 avenue de Versailles	75016	PARIS 16EME	**38 867,00 €**
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 BOULEVARD MALESHERBES	75017	PARIS 17EME	**6 422,00 €**
R3370	0750707L	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS 17EME	**29 254,00 €**
R3800	0750708M	LPO	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS 17EME	**28 018,00 €**
R3888	0753350J	LP	MARIA-DERAISMES	19, rue Maria Desraismes	75017	PARIS 17EME	**40 649,00 €**
R3379	0750710P	LT	AUGUSTE-RENOIR	24 RUE GANNERON	75018	PARIS 18EME	**3 551,00 €**
R3378	0750800M	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	**5 805,00 €**
R3349	0752608C	LP	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS 18EME	**5 841,00 €**
R3376	0750688R	LGT	RABELAIS	9 RUE FRANCIS DE CROISSET	75018	PARIS 18EME	**37 026,00 €**
P0030391	0750419Y	LP	CAMILLE-JENATZY	6, rue Charles Herminte	75018	PARIS 18EME	**30 653,00 €**
R3825	0752109K	LP	SUZANNE-VALADON	7, rue Ferdinand Flocon	75018	PARIS 18EME	**23 441,00 €**
R3354	0750650Z	LPO	ALEMBERT (D')	22 SNTE DES DOREES	75019	PARIS 19EME	**7 024,00 €**
R3759	0750697A	LT	BÂTIMENT (DU)	7, RUE CLAVEL	75019	PARIS 19EME	**7 519,00 €**
R3351	0750711R	LG	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS 19EME	**13 178,00 €**
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	**17 012,00 €**
R3355	0750802P	LP	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	**13 592,00 €**
R3353	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	**11 818,00 €**
R3210	0754684J	LG	GEORGES-BRASSENS	40 BIS RUE MANIN	75019	PARIS 19EME	**20 286,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3363	0750714U	LG	HÉLÈNE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	**21 219,00 €**
R3358	0750715V	LGT	MAURICE-RAVEL	89 CRS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	**32 925,00 €**
R3360	0750808W	LP	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS 20EME	**4 742,00 €**
R3698	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	**6 339,00 €**
R3362	0754530S	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS 20EME	**7 551,00 €**
R3361	0750508V	LP	CHARLES-DE-GAULLE	17 rue Ligner	75020	PARIS 20EME	**18 675,00 €**
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75116	PARIS 16EME	**30 888,00 €**
R3372	0750705J	LGT	HONORÉ-DE-BALZAC	118 BD BESSIERES	75849	PARIS 17EME	**14 357,00 €**
					97	**établissements**	**1 394 840,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3250	0770918E	LPO	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON	**30 401,00 €**
R3668	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOM DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE-COMTE-ROBERT	**27 626,00 €**
R15059	0772230F	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLÉE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE-COMTE-ROBERT	**9 230,00 €**
R19061	0772292Y	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	**9 775,00 €**
R3205	0772332S	LPO	SONIA-DELAUNAY	1 RUE DU LYCEE	77240	CESSON	**6 593,00 €**
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	**10 637,00 €**
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	**4 313,00 €**
R3252	0770920G	LPO	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	**40 430,00 €**
R15359	0772223Y	LPO	RENE-DESCARTES	4 BOULEVARD COPERNIC	77420	CHAMPS-SUR-MARNE	**5 240,00 €**
R3254	0770922J	LGT	GASTON-BACHELARD	32 AVENUE DE L'EUROPE	77505	CHELLES	**12 158,00 €**
R3699	0771171E	LP	LOUIS-LUMIÈRE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES	**5 214,00 €**
R18914	0772276F	LPO	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	**13 932,00 €**
R3255	0771995A	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE-SOUILLY	**8 905,00 €**
R3256	0771997C	LP	JACQUES-PRÉVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS-LA-VILLE	**5 144,00 €**
R3257	0772127U	LGT	GALILÉE	AVENUE ANDRE MALRAUX	77385	COMBS-LA-VILLE	**6 962,00 €**
R3258	0771658J	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	**38 951,00 €**
R3259	0770924L	LPO	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS	**41 558,00 €**
R3261	0771027Y	LPO	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	168 RUE F JOLIOT CURIE	77196	DAMMARIE-LES-LYS	**15 176,00 €**
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	**4 946,00 €**
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	**19 157,00 €**
R3263	0770927P	LG	FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	**26 993,00 €**
R3983	0772685A	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 RUE DU LION	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	**7 309,00 €**
R3265	0770943G	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	**19 307,00 €**
R3264	0771512A	LGT	VAN-DONGEN	45 RUE JEAN MERMOZ	77400	LAGNY-SUR-MARNE	**11 625,00 €**
R3266	0771663P	LGT	GEORGE-SAND	RUE DE LA MARE AU DIABLE	77350	LE MEE-SUR-SEINE	**3 835,00 €**
R3235	0772294A	LGT	EMILY-BRONTË	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	**5 495,00 €**
R15277	0772228D	LPO	CHARLES DE GAULLE	6 PLACE JEAN MERMOZ	77230	LONGPERRIER	**30 537,00 €**
R3270	0770930T	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	**25 903,00 €**
R18495	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	**24 413,00 €**
R3269	0770932V	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	**7 458,00 €**
R3271	0771880A	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX	**9 264,00 €**
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	**35 799,00 €**
R3272	0770933W	LGT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	77000	MELUN	**20 626,00 €**
R3273	0770934X	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN	**15 240,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3276	0771996B	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	AVENUE PAUL LANGEVIN	77290	MITRY-MORY	**17 543,00 €**
R19203	0772296C	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	RUE DU LYCEE	77552	MOISSY-CRAMAYEL	**10 099,00 €**
R18497	0770938B	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	**29 873,00 €**
R3279	0772312V	LPO	FLORA-TRISTAN	12 AVENUE DU 8 MAI 1945	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	**6 533,00 €**
R19205	0772277G	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	**7 692,00 €**
R3704	0770940D	LPO	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS	**14 871,00 €**
R3268	0771940R	LPO	GÉRARD-DE-NERVAL	89 COURS DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	**5 315,00 €**
R3267	0771941S	LPO	RENÉ-CASSIN	1 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE	77186	NOISIEL	**5 560,00 €**
R3203	0772225A	LP	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR-LA-FERRIERE	**7 616,00 €**
R15273	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PLACE ANYAMA	77347	PONTAULT-COMBAULT	**8 136,00 €**
R3715	0770942F	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 RUE DU COLLEGE	77160	PROVINS	**20 041,00 €**
R3282	0771336J	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	**35 097,00 €**
R3283	0771763Y	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY-EN-BRIE	**11 196,00 €**
R20737	0772295B	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY-EN-BRIE	**11 636,00 €**
R3284	0770687D	ERPD	SAINT-MAMMES	13 RUE DU CAPITAINE BALLOT	77670	SAINT-MAMMES	**10 242,00 €**
R3108	0772188K	LGT	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	11 AVENUE DE L'EUROPE	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	**4 868,00 €**
R3286	0772244W	LP	ANTONIN-CARÈME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	**14 967,00 €**
R3919	0772688D	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	**9 965,00 €**
R3285	0770944H	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLÉE DU CHATEAU	77400	THORIGNY-SUR-MARNE	**11 931,00 €**
R3287	0772120L	LGT	JEAN-MOULIN	6 AVENUE JEAN MOULIN - TORCY	77200	TORCY	**7 126,00 €**
R3289	0772342C	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN-EN-BRIE	**19 528,00 €**
R3290	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	**6 288,00 €**
R3236	0772310T	LPO	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX-LE-PENIL	**11 348,00 €**
					57	**établissements**	**847 623,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3718	0781950W	LPO	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	**44 468,00 €**
R3722	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	**96 057,00 €**
R3723	0781860Y	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	**27 948,00 €**
R3298	0780486E	ERPD	BATELLERIE (LA)	36 QUAI DE LA REPUBLIQUE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	**6 912,00 €**
R3300	0781845G	LGT	JULES-FERRY	7 RUE BOUYSSEL	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	**45 429,00 €**
R3761	0783447Y	LPO	SIMONE-WEIL	RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	**15 186,00 €**
R3301	0781578S	LPO	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	PLACE FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT	**9 326,00 €**
R19046	0781949V	LGT	VILLAROY (DE)	2 RUE E VIOLLET LE DUC	78041	GUYANCOURT	**47 037,00 €**
R3677	0783213U	ERPD	HÉRIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	**4 028,00 €**
R3304	0782822U	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	**10 924,00 €**
R3303	0783214V	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	**5 327,00 €**
R3305	0781839A	LPO	JEAN-MONNET	PLACE DE L EUROPE	78940	LA QUEUE-LES-YVELINES	**55 595,00 €**
R3307	0783259U	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	2 RUE GEORGES LAPIERRE	78320	LA VERRIERE	**5 178,00 €**
R3306	0782602E	LP	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	**6 942,00 €**
R3308	0782568T	LG	ALAIN	25 ROUTE DE LA CASCADE	78110	LE VESINET	**7 739,00 €**
R3310	0780422K	LGT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX	**17 463,00 €**
R3309	0781984H	LPO	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX	**8 910,00 €**
R15875	0781884Z	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	78520	LIMAY	**13 142,00 €**
R16239	0781951X	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	**10 045,00 €**
R3669	0782539L	LGT	SAINT-EXUPÉRY	8 RUE MARCEL FOUQUE	78201	MANTES-LA-JOLIE	**13 160,00 €**
R3708	0782540M	LPO	JEAN-ROSTAND	66 RUE FERNAND BODET	78200	MANTES-LA-JOLIE	**8 707,00 €**
R3671	0783533S	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES-LA-VILLE	**10 349,00 €**
R8267	0781861Z	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY-LE-ROI	**37 683,00 €**
R3311	0780515L	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	**5 992,00 €**
R15879	0781883Y	LPO	DUMONT-D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	78310	MAUREPAS	**13 839,00 €**
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	**4 844,00 €**
R18986	0781819D	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	**6 642,00 €**
R3674	0780582J	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	78375	PLAISIR	**5 050,00 €**
R18229	0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY	**59 369,00 €**
R3675	0781983G	LPO	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	**9 684,00 €**
R3676	0782546U	LGT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	78300	POISSY	**11 895,00 €**
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	**11 996,00 €**
R3313	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	**16 520,00 €**
R3314	0782593V	LP	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	**6 294,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3312	0783140P	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 RUE VICTORIEN SARDOU	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	**6 733,00 €**
R3665	0780004F	LEGTPA	AGRICOLE	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**6 638,00 €**
R3229	0782132U	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**13 727,00 €**
R3317	0782556E	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**8 444,00 €**
R3710	0782557F	LPO	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	**14 309,00 €**
R3319	0782924E	LGT	EVARISTE-GALOIS	8, RUE EVARISTE GALOIS	78500	SARTROUVILLE	**19 316,00 €**
R3755	0783431F	LPO	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	**9 169,00 €**
R3689	0780273Y	LP	LOUIS-BLÉRIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES	**9 531,00 €**
R3690	0780584L	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES	**9 355,00 €**
R3691	0781297L	LGT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	3 PLACE NAGUIB MAHFOUZ	78190	TRAPPES	**3 035,00 €**
R3692	0782562L	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	**11 140,00 €**
R3693	0782563M	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	**10 550,00 €**
R3712	0782565P	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	**18 515,00 €**
R3694	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES	**13 552,00 €**
R3695	0782603F	LP	JACQUES-PRÉVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	**5 432,00 €**
R19646	0781952Y	LPO	SONIA-DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	**32 914,00 €**
R3673	0782587N	LPO	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	**10 365,00 €**
					51	**établissements**	**862 405,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3322	0910628N	LP	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91290	ARPAJON	**8 422,00 €**
R3323	0911632E	LGT	RENÉ-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON	**15 218,00 €**
R18145	0911961M	LGT	EDMOND-MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	**50 502,00 €**
R3324	0910623H	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS-MONS	**12 374,00 €**
R3325	0910676R	LPO	CLÉMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS-MONS	**7 151,00 €**
R3724	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE	**63 958,00 €**
R3714	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	**27 173,00 €**
R3327	0911021R	LGT	TALMA	1 RUE DES CERFS	91805	BRUNOY	**13 114,00 €**
R3339	0910630R	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	**4 769,00 €**
R3703	0910620E	LPO	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL-ESSONNES	**29 219,00 €**
P0037479	0912364A	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSE	91410	DOURDAN	**24 044,00 €**
R3332	0910755B	LP	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	**7 755,00 €**
R3200	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	**20 187,00 €**
R3705	0910622G	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	2 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	**15 467,00 €**
R3333	0911401D	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	**5 106,00 €**
R3335	0910629P	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	**10 370,00 €**
R3336	0911251R	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY-COURCOURONNES	**19 786,00 €**
R3337	0911254U	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY-COURCOURONNES	**11 661,00 €**
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY-COURCOURONNES	**5 999,00 €**
R3329	0911828T	LPO	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY-COURCOURONNES	**14 723,00 €**
R3321	0911913K	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	91192	GIF-SUR-YVETTE	**5 395,00 €**
R3338	0910631S	LP	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	**13 320,00 €**
R18509	0911492C	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	**7 625,00 €**
R3014	0911983L	LGT	JULES-VERNE	49 RUE D'ARPAJON	91470	LIMOURS	**4 724,00 €**
R3343	0910715H	LP	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU	**9 816,00 €**
R3342	0911577V	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	91162	LONGJUMEAU	**7 381,00 €**
R3345	0910632T	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	**12 216,00 €**
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	**5 613,00 €**
R3346	0910727W	LPO	PARC-DE-VILGÉNIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY	**14 956,00 €**
R16853	0911962N	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY	**58 689,00 €**
R3544	0910625K	LGT	ROSA-PARKS	2 PLACE DE L EUROPE	91230	MONTGERON	**32 361,00 €**
R3347	0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	4 RUE RAYMOND PAUMIER	91230	MONTGERON	**5 256,00 €**
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS	**50 270,00 €**
R3545	0911037H	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	**6 648,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3555	0910429X	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	**3 184,00 €**
R3546	0910626L	LGT	BLAISE-PASCAL	18 RUE ALEXANDRE FLEMING	91406	ORSAY	**5 665,00 €**
R3725	0911938M	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	91120	PALAISEAU	**32 144,00 €**
R3547	0912251C	LPO	HENRI-POINCARÉ	36 RUE LEON BOURGEOIS	91122	PALAISEAU	**15 043,00 €**
R3548	0911493D	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY-SOUS-SENART	**10 861,00 €**
R3549	0911578W	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS-ORANGIS	**11 566,00 €**
R3550	0911346U	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	**6 763,00 €**
R3754	0912163G	LPO	PAUL-LANGEVIN	RUE PAUL LANGEVIN	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	**7 045,00 €**
R15431	0911946W	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	**15 340,00 €**
R3552	0910627M	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	**24 997,00 €**
R3742	0912142J	LPO	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	**19 312,00 €**
R3554	0910756C	LP	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	**12 237,00 €**
					46	**établissements**	**765 425,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3615	0920130S	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	**10 677,00 €**
R3614	0921676X	LP	THÉODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	**6 199,00 €**
R3556	0920131T	LGT	AUGUSTE-RENOIR	137 RUE DU MENIL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**6 456,00 €**
R3558	0920150N	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**5 006,00 €**
R3559	0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	**1 903,00 €**
R3561	0920680P	LP	LÉONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	**4 490,00 €**
R3560	0920132U	LGT	ALBERT-CAMUS	131 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS-COLOMBES	**4 359,00 €**
R3562	0921595J	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS-COLOMBES	**3 522,00 €**
R3563	0920134W	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**2 687,00 €**
R3762	0922443F	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**10 525,00 €**
P0038493	0922801V	LGT	LYCEE NEUF TRAPEZE	6 PLACE JULES GUESDE	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	**3 368,00 €**
R3565	0920135X	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	35 RUE DES PRES HAUTS	92290	CHATENAY-MALABRY	**11 001,00 €**
R3566	0921166T	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	**14 440,00 €**
R3567	0921555R	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	**3 802,00 €**
R3570	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	**10 579,00 €**
R3572	0922149L	LPO	RENÉ-AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92582	CLICHY	**16 023,00 €**
R3573	0920137Z	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES	**11 634,00 €**
R3575	0921229L	LP	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	**5 738,00 €**
R3753	0922427N	LPO	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES	**3 732,00 €**
R3577	0920138A	LGT	PAUL-LAPIE	5 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND	92401	COURBEVOIE	**10 433,00 €**
R3578	0921625S	LP	PAUL-PAINLEVÉ	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	**7 457,00 €**
R3981	0922615T	LG	LUCIE-AUBRAC	13 RUE DE L'INDUSTRIE	92400	COURBEVOIE	**10 340,00 €**
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	**4 847,00 €**
R3580	0921156G	LPO	GALILÉE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	**9 239,00 €**
R3743	0922397F	LPO	EUGÈNE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	**5 115,00 €**
R3583	0920158X	LP	TOURNELLE (LA)	87 BOULEVARD NATIONAL	92250	LA GARENNE-COLOMBES	**6 990,00 €**
R3584	0922249V	LPO	MONTESQUIEU	21 RUE DU CAPITAINE FACQ	92350	LE PLESSIS-ROBINSON	**2 072,00 €**
R3585	0921230M	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS-PERRET	**59 163,00 €**
R3586	0920163C	LP	LOUIS-GIRARD	85 RUE LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	**4 120,00 €**
R3587	0920798T	LGT	RABELAIS	6 RUE GEORGES LANGROGNET	92190	MEUDON	**3 910,00 €**
R3588	0921592F	LP	COTES-DE-VILLEBON (LES)	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	**10 864,00 €**
R3590	0920164D	LP	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	**6 262,00 €**
R3589	0921399W	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	**6 761,00 €**
R3592	0920141D	LGT	JOLIOT-CURIE	92 AVENUE FREDERIC ET IRENE JOLIOT CURIE	92022	NANTERRE	**11 653,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3593	0921626T	LP	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	**2 526,00 €**
R3779	0922464D	LPO	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	**5 334,00 €**
R3595	0920142E	LG	PASTEUR	17 BOULEVARD D'INKERMANN	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	**3 181,00 €**
R3597	0920143F	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	**33 143,00 €**
R3596	0920166F	LP	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	**3 759,00 €**
R3598	0920144G	LGT	AGORA (L')	120 RUE DE VERDUN	92816	PUTEAUX	**6 284,00 €**
R3599	0921500F	LP	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	**8 936,00 €**
R3601	0920799U	LGT	RICHELIEU	64 RUE GEORGE SAND	92501	RUEIL-MALMAISON	**7 758,00 €**
R3745	0922398G	LPO	GUSTAVE-EIFFEL	78 AVENUE DU PDT POMPIDOU	92500	RUEIL-MALMAISON	**3 049,00 €**
R3602	0920801W	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	SAINT-CLOUD	**6 818,00 €**
R3603	0922276Z	LPO	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	SAINT-CLOUD	**7 070,00 €**
R3604	0920145H	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	**20 787,00 €**
R3605	0920146J	LG	MARIE-CURIE	1 RUE CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX	**5 700,00 €**
R3606	0920170K	LP	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	**5 060,00 €**
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	**11 087,00 €**
R3607	0920147K	LGT	PAUL-LANGEVIN	2 RUE PAYRET DORTAIL	92150	SURESNES	**8 000,00 €**
R3608	0920171L	LP	LOUIS-BLÉRIOT	67 RUE DE VERDUN	92150	SURESNES	**3 563,00 €**
R3609	0920149M	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES	**10 037,00 €**
R3610	0921505L	LP	DARDENNE	25 RUE LOUIS DARDENNE	92170	VANVES	**3 795,00 €**
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	**10 180,00 €**
R15803	0921594H	LGT	MICHEL-ANGE	2 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92390	VILLENEUVE-LA-GARENNE	**18 533,00 €**
R3612	0922277A	LPO	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE-LA-GARENNE	**5 397,00 €**
					56	**établissements**	**485 364,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3619	0930116W	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	93300	AUBERVILLIERS	**10 141,00 €**
R3616	0930117X	LGT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS	**11 029,00 €**
R3618	0931024H	LP	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	103 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	93300	AUBERVILLIERS	**9 223,00 €**
R3768	0932122B	LPO	ALEMBERT (D')	7 RUE DU COMMANDANT L'HERMINIER	93300	AUBERVILLIERS	**3 349,00 €**
R3622	0930833A	LGT	JEAN-ZAY	AVENUE DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	**21 670,00 €**
R3620	0930834B	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	**16 796,00 €**
R18517	0930846P	LP	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	**2 201,00 €**
R3623	0932119Y	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	**18 677,00 €**
R3625	0931198X	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	**8 122,00 €**
R3624	0931613Y	LGT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	**11 623,00 €**
R3731	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	**9 528,00 €**
R3627	0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY	**9 423,00 €**
R3628	0930129K	LP	MADELEINE-VIONNET	1 RUE JULES GUESDE	93140	BONDY	**8 195,00 €**
R3781	0932282A	LPO	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	93140	BONDY	**4 486,00 €**
R15267	0932026X	LPO	ALFRED-NOBEL	20 ALLÉE DE GAGNY	93390	CLICHY-SOUS-BOIS	**5 464,00 €**
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	**12 445,00 €**
R3631	0932229T	LPO	PAUL-LE-ROLLAND	136 AVENUE DE CASTELNAU	93700	DRANCY	**3 036,00 €**
R3632	0932126F	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	**9 631,00 €**
R3633	0930120A	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93806	EPINAY-SUR-SEINE	**15 744,00 €**
R3634	0931735F	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	**6 119,00 €**
R3636	0931233K	LP	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	25 RUE DES TROIS NOYERS	93220	GAGNY	**7 045,00 €**
R3635	0931272C	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	**22 983,00 €**
R3637	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	**7 081,00 €**
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	**10 806,00 €**
R3638	0931738J	LP	ARTHUR-RIMBAUD	112 AVENUE JEAN JAURES	93120	LA COURNEUVE	**5 363,00 €**
R3641	0930831Y	LP	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC-MESNIL	**4 721,00 €**
R15427	0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	10 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	**7 907,00 €**
R3640	0932118X	LPO	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	**13 071,00 €**
P0028709	0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	93350	LE BOURGET	**7 686,00 €**
R3643	0930830X	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	11 ALLÉE VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY	**17 246,00 €**
R3642	0932222K	LPO	RENÉ-CASSIN	16 ALLÉE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	**8 560,00 €**
R3644	0932073Y	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	**7 916,00 €**
R3645	0930136T	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	**6 029,00 €**
R3646	0931585T	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 BOULEVARD GUTENBERG	93190	LIVRY-GARGAN	**10 114,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3647	0932120Z	LPO	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY-GARGAN	**13 858,00 €**
R3648	0930121B	LGT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL	**12 186,00 €**
R18521	0930122C	LGT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	**8 970,00 €**
R3949	0930130L	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	**2 577,00 €**
R1331	0931779D	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE-JEANNE-BARET	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL	**7 253,00 €**
R3650	0932116V	LPO	EUGÉNIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	**18 127,00 €**
R3812	0932291K	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	**8 544,00 €**
R3652	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	**10 964,00 €**
R18858	0932047V	LPO	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY-LE-GRAND	**19 853,00 €**
P0033460	0932638M	LPO	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	1 promenade Marco Polo	93160	NOISY-LE-GRAND	**11 397,00 €**
R15801	0930123D	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	Rue de Montreuil à Claye	93130	NOISY-LE-SEC	**8 207,00 €**
R15799	0930133P	LP	THEODORE-MONOD	187 RUE DE BREMENT	93130	NOISY-LE-SEC	**9 119,00 €**
R3655	0930124E	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	110 AVENUE JEAN JAURES	93500	PANTIN	**12 190,00 €**
R3656	0930135S	LP	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	**5 405,00 €**
R3654	0932117W	LPO	LUCIE-AUBRAC	51 RUE VICTOR HUGO	93500	PANTIN	**9 898,00 €**
R3756	0932267J	LPO	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	**9 858,00 €**
R3658	0931739K	LP	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	**10 621,00 €**
R15357	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	**11 579,00 €**
R3660	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	SAINT-DENIS	**15 884,00 €**
R3662	0930138V	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	SAINT-DENIS	**13 288,00 €**
R3661	0932121A	LPO	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	SAINT-DENIS	**7 642,00 €**
R3663	0932129J	LPO	ENNA (L')	PLACE DU 8 MAI 1945	93203	SAINT-DENIS	**5 599,00 €**
P0036077	0932667U	LPO	PLAINE-COMMUNE	70 AVENUE GEORGE SAND	93200	SAINT-DENIS	**8 281,00 €**
R3543	0930126G	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	**13 055,00 €**
R3542	0932074Z	LPO	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	**6 227,00 €**
R19063	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	**6 253,00 €**
R15269	0932030B	LPO	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	**17 147,00 €**
R3540	0931193S	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	**6 563,00 €**
R17099	0932046U	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	115 ROUTE DES PETITS PONTS	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	**7 525,00 €**
R3539	0930127H	LGT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	**12 664,00 €**
R3757	0932221J	LPO	BLAISE-PASCAL	18 RUE MARC VIEVILLE	93250	VILLEMOMBLE	**4 857,00 €**
R3537	0931584S	LPO	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	**9 221,00 €**
R3730	0932260B	LPO	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	**11 789,00 €**
					67	**établissements**	**670 031,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3503	0940126B	LPO	MAXIMILIEN-PERRET	PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO	94142	ALFORTVILLE	**9 399,00 €**
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	**7 022,00 €**
R3533	0940580V	LGT	LYC DE CACHAN	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	**94 390,00 €**
R3531	0940112L	LGT	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**11 684,00 €**
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**11 078,00 €**
R3529	0940132H	LP	GABRIEL-PÉRI	41 AVENUE BOILEAU	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**4 326,00 €**
R3528	0941951K	LPO	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	**11 982,00 €**
R3527	0941974K	LPO	ROBERT-SCHUMAN	2 RUE DE L'EMBARCADERE	94220	CHARENTON-LE-PONT	**4 296,00 €**
R3526	0941470M	LGT	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	**8 335,00 €**
R18525	0941604H	LP	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNEL)	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	**3 343,00 €**
P0015628	0942269F	LPO	PAULINE-ROLAND	17 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY-LARUE	**10 087,00 €**
R3517	0940141T	LP	JACQUES-BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY-LE-ROI	**5 803,00 €**
R3518	0941232D	LPO	JEAN-MACÉ	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	**5 978,00 €**
R3521	0940114N	LPO	SAINT-EXUPÉRY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	**13 725,00 €**
R18527	0941018W	LPO	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	**7 184,00 €**
R3522	0941413A	LPO	LÉON-BLUM	5 RUE JEAN GABIN	94000	CRETEIL	**13 105,00 €**
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	**23 507,00 €**
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	**1 408,00 €**
R3523	0941347D	LGT	PABLO-PICASSO	2 AVENUE PABLO PICASSO	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	**5 312,00 €**
R3525	0941301D	LPO	FRÉDÉRIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	**11 249,00 €**
R3516	0940134K	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY	**3 615,00 €**
R3507	0940115P	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY-SUR-SEINE	**19 376,00 €**
R3508	0941972H	LPO	FERNAND-LÉGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	**7 194,00 €**
R3515	0941474S	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	**20 082,00 €**
R3234	0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN-BICETRE	**7 035,00 €**
R18533	0940119U	LPO	PAUL-DOUMER	2 RUE PAUL DOUMER	94170	LE PERREUX-SUR-MARNE	**6 495,00 €**
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDÉ	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL-BREVANNES	**16 283,00 €**
R3488	0940116R	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS-ALFORT	**11 471,00 €**
R3487	0941355M	LPO	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	**5 460,00 €**
R3493	0940117S	0	EDOUARD-BRANLY	8 RUE BAUYN DE PERREUSE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**4 776,00 €**
R3490	0940118T	LPO	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**9 709,00 €**
R3491	0940137N	LP	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**14 836,00 €**
R3494	0940319L	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	**4 738,00 €**
R3495	0940138P	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	**15 729,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3497	0940120V	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**36 615,00 €**
R3498	0940121W	LGT	ARSONVAL (D')	65 RUE DU PONT DE CRETEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**9 743,00 €**
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94210	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**16 931,00 €**
R3511	0940140S	LP	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**8 102,00 €**
R3496	0940585A	LPO	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**7 315,00 €**
R16037	0941918Z	LPO	CHRISTOPHE-COLOMB	154 RUE DE BOISSY	94370	SUCY-EN-BRIE	**13 062,00 €**
R3499	0942130E	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	**13 112,00 €**
R3500	0940123Y	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 RUE DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	**21 973,00 €**
R3502	0940743X	LPO	GEORGES-BRASSENS	12 AVENUE LE FOLL	94290	VILLENEUVE-LE-ROI	**7 780,00 €**
R3501	0941952L	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	**13 245,00 €**
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES	**4 687,00 €**
R3505	0940143V	LP	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES	**12 543,00 €**
R3478	0940129E	LPO	JEAN-MACÉ	34 RUE JULES FERRY	94407	VITRY-SUR-SEINE	**10 171,00 €**
R3479	0940145X	LP	CAMILLE-CLAUDEL	4 RUE DES CARRIERES	94400	VITRY-SUR-SEINE	**5 412,00 €**
R3476	0941294W	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY-SUR-SEINE	**27 175,00 €**
					49	**établissements**	**617 878,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3484	0950640E	LGT	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	9 RUE LOUIS MASSIGNON	95100	ARGENTEUIL	**7 317,00 €**
R18539	0950641F	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	**15 822,00 €**
R3486	0950666H	LPO	GEORGES-BRAQUE	21 RUE VICTOR PUISEUX	95100	ARGENTEUIL	**13 078,00 €**
R3466	0951811C	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	7 ALLÉE F ET N LEGER	95104	ARGENTEUIL	**14 111,00 €**
R3468	0950709E	LP	VIRGINIA-HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE	**7 286,00 €**
R3470	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	**6 044,00 €**
R3469	0951748J	LPO	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	**10 288,00 €**
P0030507	0952173W	LPO	BEZONS (DE)	5 RUE MARCEL LANGLOIS	95875	BEZONS	**6 332,00 €**
R3473	0951399E	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY	**9 761,00 €**
R3474	0951637N	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY	**12 661,00 €**
R18856	0951756T	LPO	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	**10 371,00 €**
R3679	0951282C	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	**10 351,00 €**
R3680	0950656X	LP	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES-EN-PARISIS	**7 284,00 €**
R3214	0951922Y	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL-LA-BARRE	**59 366,00 €**
R19249	0951788C	LPO	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT	**11 340,00 €**
R3744	0951974E	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	**9 562,00 €**
P0034141	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	**22 272,00 €**
R3683	0951618T	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY	**13 025,00 €**
R3684	0950645K	LGT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT	**10 657,00 €**
R3685	0950657Y	LP	FERDINAND-BUISSON	245 RUE FERDINAND BUISSON	95120	ERMONT	**8 256,00 €**
R3686	0951673C	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	**6 753,00 €**
R3728	0951727L	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	**7 776,00 €**
R3726	0951722F	LPO	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE	**60 137,00 €**
R18171	0951766D	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	171 AVENUE DE STALINGRAD	95141	GARGES-LES-GONESSE	**6 583,00 €**
R3475	0951787B	LPO	ARTHUR-RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	**8 410,00 €**
R3687	0950646L	LGT	RENÉ-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	**19 933,00 €**
R18617	0950667J	LPO	ROMAIN-ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	**12 599,00 €**
R3729	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	95220	HERBLAY-SUR-SEINE	**86 674,00 €**
R3209	0951824S	LPO	HAUTIL (DE L')	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY-LE-MOUTIER	**7 141,00 €**
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	ALLÉE LE NOTRE	95290	L'ISLE-ADAM	**8 179,00 €**
R3393	0950647M	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	PLACE DE L'EUROPE	95270	LUZARCHES	**70 326,00 €**
R3394	0950648N	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	95160	MONTMORENCY	**12 848,00 €**
R3395	0951281B	LP	TURGOT	3 PLACE AU PAIN	95162	MONTMORENCY	**9 730,00 €**
R3396	0950949R	LP	JEAN-MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	**7 683,00 €**

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Code postal	Commune	Dotations
R3215	0951937P	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	95520	OSNY	**5 490,00 €**
R3397	0950649P	LPO	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	**20 396,00 €**
R3365	0950658Z	LP	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	**10 642,00 €**
R3399	0951104J	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	**15 142,00 €**
R8263	0951728M	LPO	EDMOND-ROSTAND	75 RUE DE PARIS	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	**12 018,00 €**
R16193	0951753P	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	2 RUE ROBQUIN	95470	SAINT-WITZ	**43 696,00 €**
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	**8 635,00 €**
R18545	0950650R	LPO	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	2 RUE J J ROUSSEAU	95200	SARCELLES	**20 924,00 €**
R3402	0950947N	LPO	TOURELLE (DE LA)	8 RUE FERNAND LEGER	95200	SARCELLES	**14 981,00 €**
R3403	0950651S	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 CHEMIN VERT DE BOISSY	95150	TAVERNY	**6 560,00 €**
R3404	0951763A	LPO	LOUIS-JOUVET	26 RUE DE ST PRIX	95152	TAVERNY	**10 854,00 €**
R3678	0951710T	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	**58 043,00 €**
R3405	0951090U	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS-LE-BEL	**5 649,00 €**
					47	**établissements**	**822 986,00 €**

470	**Total Etablissements**	**6 466 552,00 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-225

DU 27 MAI 2020

SÉCURISATION DES LYCÉES
TROISIÈME AFFECTATION - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU la délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, et notamment son article 10 approuvant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le budget de la Région pour 2020 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2020-225 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour une opération une autorisation de programme de **130.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2020, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Affecte pour une opération une autorisation de programme de **1.400.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2020, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

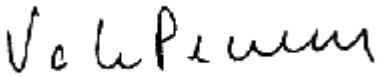
Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **210.410 €**, conformément au tableau figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces dotations à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **210.410 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178615-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2020-MAC D'ASSISTANCE M.O. + ACCORD-CADRE SUR LES ETUDES RELATIVES A LA SURETE complément de l'opération 18B00442700133382		12700101	2031	130 000,00
		REGION	99	2020-MAC SECURITE VRD + ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX DANS LES LYCEES FRANCILIENS complément de l'opération 18B00442700133307		12700102	2313	1 400 000,00

Total Annexe n° : 1 **1 530 000,00**

Dont

Etudes de sécurité des lycées (12700101) **130 000,00**

Travaux de sécurité dans les lycées (12700102) **1 400 000,00**

Annexe n° 2

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
77	NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	0770940D	36941	04/03/2020	2020-SONORISATION COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DU PPMS PAR L'AJOUT DE 15 HAUT-PARLEURS; FOURNITURE D'UN AMPLIFICATEUR DE 480 WATTS EN REMPLACEMENT DE L'EXISTANT BÂTIMENT A - RDC, 1ER ÉTAGE ET 2ÈME ÉTAGE.	8 980,00	8 980,00	12700103	236.1
77	NOISIEL	GÉRARD-DE-NERVAL	0771940R	36946	04/03/2020	2020-MODIFICATION DE L'ORGANIGRAMME EN VUE DE LA FUSION DES 2 LYCÉES (RENÉ CASSIN)	20 350,00	20 350,00	12700103	236.1
78	LA BOISSIERE-ECOLE	HÉRIOT	0783213U	36868	21/02/2020	2020-INSTALLATION DU SYSTÈME PPMS	110 000,00	110 000,00	12700103	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	36910	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT D'INTERPHONES	2 000,00	2 000,00	12700103	236.1
78	RAMBOUILLET	LOUIS-BASCAN	0782549X	36867	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE SÉCURISATION DES 30 PORTES D'ACCÈS AUX BÂTIMENTS ET LOCAUX	15 000,00	15 000,00	12700103	236.1
78	TRAPPES	LOUIS-BLÉRIOT	0780273Y	36796	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE SÉCURISATION DES 40 PORTES D'ACCÈS AUX BÂTIMENTS ET LOCAUX	25 000,00	25 000,00	12700103	236.1
91	BRUNOY	TALMA	0911021R	36958	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DES KITS RADIO-ÉMETTEURS AU NIVEAU DU PORTAIL D'ENTRÉE DES ÉLÉVES	1 430,00	1 430,00	12700103	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	36961	04/03/2020	2020-REMPLACEMENT DE LA LONGRINE AVEC SON RAIL AU SOL AU NIVEAU DU PORTAIL D'ENTRÉE PARKING PROFESSEURS - LIVRAISON DP	4 620,00	4 620,00	12700103	236.1
93	LIVRY-GARGAN	HENRI-SELLIER	0932120Z	36987	04/03/2020	2020-MISE EN PLACE DE 27 FILMS OCCULTANT SUR LES VITRES DE LA RESTAURATION RDC	8 320,00	8 320,00	12700103	236.1
93	LIVRY-GARGAN	HENRI-SELLIER	0932120Z	36988	04/03/2020	2020-MISE EN PLACE DE 3 FILMS OCCULTANT SUR LES VITRES DE LA LOGE RDC	1 410,00	1 410,00	12700103	236.1
94	CHOISY-LE-ROI	JEAN-MACÉ	0941232D	37000	04/03/2020	2020-TRAVAUX DE RÉPARATION DU PORTAIL (MOTORISATION)	6 000,00	6 000,00	12700103	236.1
94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	0941952L	37014	04/03/2020	2020-AJOUT DE 4 HAUTS-PARLEURS CONCERNANT LA SONNERIE PPMS	3 600,00	3 600,00	12700103	236.1
95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')	0951824S	36822	21/02/2020	2020-TRAVAUX DE RÉPARATION DE 2 PORTAILS SUITE AUX ÉMEUTES	3 700,00	3 700,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 2 : 210 410,00

Dont

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) 210 410,00

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-234

DU 27 MAI 2020

MISE EN ŒUVRE DU PLAN SOLAIRE 2024 - INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES SUR LES TOITURES DES LYCÉES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété des personnes publiques ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 76-16 du 16 juin 2016 relative au photovoltaïque dans les lycées

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 relative à la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie énergie-climat : Ile-de-France territoire solaire ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

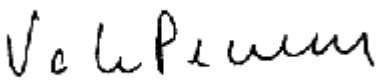
VU le rapport n°CP 2020-234 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de déclarer d'intérêt régional spécifique les projets d'équipement en installations photovoltaïques des 100 lycées concernés par la mise en œuvre du « plan solaire » approuvé par délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179063-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-237

DU 27 MAI 2020

ÉQUIPEMENT PÉDAGOGIQUE ET NUMÉRIQUE DANS LES EPLE TROISIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 ET L'AVENANT À LA CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION DU CPRDFOP

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code du travail ; notamment l'article L 6121-1 ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numériques

VU La délibération n° CR 79-16 du 20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournées vers les emplois de demain

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 2017-01 du 26 janvier 2017 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelle 2017-2021 et au contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU La délibération n° CP 2020-020 du 31 janvier 2020 relative à la carte des formations professionnelles initiales ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-237 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **1 441 481 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 441 481 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 788 000 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France **ainsi qu'une provision pour l'achat de support tablette.**

Article 3 :

Décide d'attribuer à une cité mixte régionale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques une dotation d'un montant de **18 700 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **18 700 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **522 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France **ainsi qu'une provision pour l'achat de support tablette.**

Article 5 :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **63 876 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **63 876 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **8 890 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques ainsi que **pour des provisions sur les marchés comme pour l'ENT/SIER, réseaux informatiques et pour les études à la mise en place des réseaux. Egalement pour les lancements des marchés de prestations relatives aux solutions de visualisation collective en classe, pour les prestations intellectuelles relative à l'accompagnement de la transformations numérique des lycées, lancement des prestations relative au futur centre de régionale de service mutualisés et pour le lancement du marché relative à l'équipement en régie mobiles des filières audiovisuelles des lycées.**

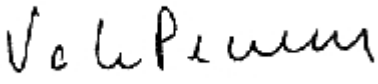
Article 7 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **930 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'équipements informatiques ainsi que **pour des provisions sur les marchés comme pour l'ENT/SIER, réseaux informatiques**. **Egalement pour les lancements des marchés de prestations relatives aux solutions de visualisation collective en classe, pour les prestations intellectuelles relative à l'accompagnement de la transformation numérique des lycées, lancement des prestations relatives au futur centre de régionale de service mutualisés**

Article 8 :

Approuve l'avenant à la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2020, présenté en annexe 3 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179107-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux Lycées

ANNEXE au rapport

Dotations financières au titre du présent rapport

1 505 357,00 €

77 - MEAUX - LGT-HENRI MOISSAN-MEAUX(0770930T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MICROSCOPE	9 microscopes binoculaires Leica DM300 Servilab ref 13613385	1	**11 005,00 €**
MATERIEL SVT	9 ensembles de becs électriques Hoffmann 800-1000°(Servilab ref 7001), contrôleurs (Servilab ref 7002) et grilles de protection (Servilab réf 7003).	1	**6 116,00 €**
MATERIEL SVT	1 transilluminateur LED MaestroGen Dutscher réf 887005	1	**1 038,00 €**
AGITATEUR MAGNETIQUE	9 agitateurs vortex corning, Grosseron ref CG6776	1	**3 651,00 €**
MATERIEL SVT	9 micropipettes PIPETMAN P2 Gilson, référence 066001 DUTSCHER	1	**2 187,00 €**
MATERIEL SVT	Différents milieux de culture pour micro-organismes, Sonodis	1	**1 396,00 €**
MATERIEL SVT	15 souches bactériennes, CRBIP (Institut Pasteur)	1	**1 260,00 €**
MATERIEL SVT	9 micropipettes PIPETMAN P200 Gilson, référence 066005 DUTSCHER	1	**2 295,00 €**
MATERIEL SVT	4 cuves verticales Edvotek pour électrophorèse des protéines, Sordalab réf CUVERTI	1	**1 524,00 €**
BAIN MARIE	2 bains-marie avec cuve inox 20l (Jeulin ref 591040) avec 2 plaques couvre résistance (Jeulin réf 591045) et 2 portoirs de tubes à essai (Jeulin ref 591051)	1	**1 472,00 €**
MATERIEL SVT	1 thermocycleur 3Prime TECHNE, jeulin ref 591071	1	**3 070,00 €**
MATERIEL SVT	2 spectrophotomètres UV visible Jenway 7315, Humeau réf 049.007315.00	1	**10 489,00 €**
MATERIEL SVT	9 micropipettes PIPETMAN P20 Gilson, référence 066003 DUTSCHER	1	**2 295,00 €**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	9 cuves en quartz pour spectrophotomètre 700 µL, Humeau réf 243.260210.00	1	**1 162,00 €**
MATERIEL SVT	2 microcentrifugeuses	1	**1 888,00 €**
AGITATEUR MAGNETIQUE	2 agitateurs orbitaux à faible vitesse Corning, Grosseron, réf CG6781-FP	1	**2 272,00 €**
MATERIEL SVT	9 colonnes de chromatographie avec robinet PFTE avec fritté avec rodage, Grosseron réf 5445704	1	**1 171,00 €**
MATERIEL SVT	9 compteurs de cellules, Sordalab réf COMPT	1	**225,00 €**
DEMINERALISATEUR	1 distillateur en verre W4000 - Stuart pour eau distillée, Laboandco réf STU-W4000	1	**1 439,00 €**
MATERIEL SVT	9 micropipettes PIPETMAN P1000 Gilson, référence 066006 DUTSCHER	1	**2 295,00 €**
AUTOCLAVE	1 autoclave vertical Presoclave III (Cloup réf 69360819) avec panier diamètre 380 x H 280 mm (Cloup ref 69363389)	1	**9 709,00 €**
MATERIEL SVT	2 alimentations pour cuves électrophorèse 75/150 volts, Sordalab réf ALIM125	1	**719,00 €**
TABLE ROULANTE INOX	1 chariot renforcé 3 plateaux, Mobilab ref TR 32210	1	**615,00 €**
BALANCE ELECTRONIQUE	2 balances analytiques PR, calibration externe, Ohaus Servilab PR224/E	1	**2 352,00 €**
MATERIEL SVT	1 pompe doseuse à membrane SIMDOS 10, Carlroth réf PA21.1	1	**1 423,00 €**
			73 068,00 €

77 - MEAUX - LP-PIERRE DE COUBERTIN-MEAUX(0770932V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Instruments de mesure (6 pinces multifonction et 3 mégohmmètre numériques.	1	**2 418,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Maquette empennage d'avion	1	**22 014,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Siège classe affaires d'occasion (Fournisseur TARMAC AEROSAVE) pour travaux pratiques de câblage en cabine	1	**10 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	nettoyeur générateur de mousse - Aspirateur injecteur extracteur.	1	**3 442,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Valises d'outillage pour maintenance électrique (2 valises) et électronique (2 valises)	1	**4 378,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Chassis cabine avion distribution optique	1	**9 846,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Chassis avionique d'extension et intégration système.	1	**15 798,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MAINTENANCE ET CONSTRUCTION AERONAUTIQUE	Chassis système ARINC et avionique complet	1	**17 739,00 €**
			85 635,00 €

77 - MONTEREAU FAULT YONNE - LPO LYC METIER-FLORA TRISTAN-MONTEREAU-FAULT-YONNE(0772312V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MATERIAUX SOUPLES	13 marbres en Granit pour le travail du cuir (1 par établi élève et 1 enseignant soit 12+1)	1	**975,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MATERIAUX SOUPLES	13 pinces de sellier (1 par établi et 1 enseignant soit 12+1)	1	**1 600,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MATERIAUX SOUPLES	11 kits alimentation 3 voies - fer à fileter pour cuir afin d'équiper chaque établis (pour 12 élèves) (1 déjà possédé).	1	**8 100,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE MATERIAUX SOUPLES	Achat de 3 machines triples entrainements en complément des 4 existantes afin de proposer 1 machine pour 2 élèves (12 élèves et 1 machine enseignant) comme préconisé dans le référentiel du baccalauréat professionnel métiers du cuir option maroquinerie.	1	**15 400,00 €**
			26 075,00 €

77 - DAMMARIE LES LYS CEDEX - LPO LYC METIER-FREDERIC JOLIOT CURIE-DAMMARIE-LES-LYS(0771027Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMERA POUR PRESENTATION		1	**360,00 €**
			360,00 €

77 - TORCY - LGT-JEAN MOULIN-TORCY(0772120L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	Pas d'informations	1	**2 000,00 €**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Remplacement matériel ORPHY obsolète.	1	**24 000,00 €**
MATERIEL SVT	Liste de matériel pédagogique selon devis Jeulin N°000421524 du 03/02/2020 pour SVT et biotechnologie (D.A.)	1	**26 500,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	Matériel pédagogique de physique-chimie selon devis de l'entreprise JEULIN N°000421522 du 03/02/2020 (D.A.)	1	**28 850,00 €**
			81 350,00 €

77 - PONTAULT COMBAULT CEDEX - LGT-CAMILLE CLAUDEL-PONTAULT-COMBAULT(0772243V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SVT	3 balances portée 200g; 0.1mg type Mettler ou Sartorius	1	**5 400,00 €**
MATERIEL SVT	12 agitateurs orbitaux	1	**6 000,00 €**
MATERIEL SVT	6 cuves électrophorèse horizontale sous marine; mini Apelex Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. 6 cuves electrophorèse horizontale sous marine; mini Apelex	1	**2 700,00 €**
AUTOCLAVE	Autoclave 25L horizontal à condensation type Fischer Scientific Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. Autoclave 25L horizontal à condensation type Fischer Scientific	1	**2 500,00 €**
MATERIEL SVT	6 filtrations bactériennes liquides; pompe manuelle Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. 6 filtrations bactériennes liquides; pompe manuelle	1	**720,00 €**
MATERIEL SVT	Centrifugeuse microtubes type Eppendorf	1	**2 500,00 €**
MATERIEL SVT	8 Pipettes mécaniques Sartorius Proline ou Labsystems 500 - 5000µL Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. 8 Pipettes mécaniques Sartorius Proline ou Labsystems 500 - 5000µL	1	**1 392,00 €**
MATERIEL SVT	14 microscopes binoculaires; objectif 10X, 20X, 40X, 100X immersion type Nikon E100. Un appareil pour chacun des 12 élèves + 1 pour le professeur + 1 pour la préparatrice.	1	**18 480,00 €**
MATERIEL SVT	12 PIPETTES PAILLE Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. 12 PIPETTES PAILLE Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**2 320,00 €**
MATERIEL SVT	2 Etuves microbio 100L type Memmert ou autre Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. 2 Etuves microbio 100L type Memmert ou autre	1	**3 000,00 €**
MATERIEL SVT	Table lumineuse blanche/bleue + filtres couleur (pas d'UV!) Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.Table lumineuse blanche/bleue + filtres couleur (pas d'UV!)	1	**1 200,00 €**
MATERIEL SVT	12 dispositifs d'aération type biofiller	1	**600,00 €**
MATERIEL SVT	Filtration bactérienne aérienne (biocollecteur) Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. Filtration bactérienne aérienne (biocollecteur) Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**1 920,00 €**
BAIN MARIE	Bain thermostaté inox 8 à 12L avec couvercle chapeau type Julabo CB12 Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies. Bain thermostaté inox 8 à 12L avec couvercle chapeau type Julabo CB12	1	**3 000,00 €**
MATERIEL SVT	8 Pipettes mécaniques Sartorius Proline ou Labsystems 50 - 1000µL Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**1 392,00 €**
MATERIEL SVT	2 spectrophotomètres UV-Vis avec logiciel de pilotage et exploitation type IMGEN ou Mettler	1	**10 680,00 €**
MATERIEL SVT	pompe péristaltique de distribution de liquides type Interscience	1	**3 000,00 €**
MATERIEL SVT	Caméra objectif (ex : Moticam 3) Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**720,00 €**
MATERIEL SVT	4 électrophorèses verticales; 2 gels précoulés Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**2 880,00 €**
MATERIEL SVT	8 Pipettes mécaniques Sartorius Proline ou Labsystems 0.5-10µL Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**1 392,00 €**
MATERIEL SVT	8 Pipettes mécaniques Sartorius Proline ou Labsystems 10 - 200µL Demande de matériel en lien avec l'ouverture de la section STL Biotechnologies.	1	**1 392,00 €**
MATERIEL SVT	générateur d'électrophorèse type Apelex	1	**740,00 €**
			73 928,00 €

77 - CHAMPAGNE SUR SEINE - LPO LYC METIER-LA FAYETTE-CHAMPAGNE-SUR-SEINE(0770920G)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
ANALYSEUR DE SPECTRE	Voir référence concerné pour les 3 analyseurs de spectre dans le devis "appareils de mesure"	1	**3 696,00 €**
televiseurs	Lot Ecrans TV et support mural	1	**1 449,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE ELECTRICITE & ELECTRONIQUE	2 Systèmes streaming sur IP	1	**5 175,00 €**
MULTIMETRE	Voir référence concerné pour les 12 multimètres dans le devis "appareils de mesure"	1	**5 388,00 €**
OSCILOSCOPE	10 Oscilloscopes 300Mhz (voir détail dans le devis "appareils de mesure")	1	**26 880,00 €**
OSCILOSCOPE	Voir référence concerné pour 2 Oscilloscopes 1Ghz dans le devis "appareils de mesure"	1	**14 450,00 €**
ALIMENTATION ELECTRIQUE	3 alimentations stabilisées 0-30v et 5 v	1	**770,00 €**
			57 808,00 €

77 - ROZAY EN BRIE - LPO-LA TOUR DES DAMES-ROZAY-EN-BRIE(0772295B)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
DIVERS AUTRES	Remboursement de la facture de BEC Electrique acheter directement par le lycée en date 20/01/20	1	**8 862,00 €**
			8 862,00 €

77 - SERRIS - LPO LYC METIER-EMILIE DU CHATELET-SERRIS(0772688D)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE ALIMENTATION	Je vous remercie de bien vouloir inscrire une demande de subvention de 5 000 € au titre des Mesures de rentrée, conformément à la réponse reçue du DDFPT à 12h21. Je vous ferai parvenir la liste des équipements et matériels concernés ultérieurement, au besoin.	1	**3 000,00 €**
			3 000,00 €

78 - ST GERMAIN EN LAYE - LPO LYC METIER-LEONARD DE VINCI-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE(0782556E)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
RIDEAUX	seconde tranche suite rénovation d'après devis	1	**37 865,00 €**
RIDEAUX	suite rénovation / rideaux auditorium / suite devis sodiclair	1	**3 748,00 €**
			41 613,00 €

78 - LES MUREAUX CEDEX - LPO LYC METIER-VAUCANSON-LES MUREAUX(0781984H)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COMMERCE	15 tables et chaises mobiles transformables en espace collaboratif pour la montée pédagogique 1ère ARCU (Accueil relation client usager)salle C48	1	**4 265,00 €**
			4 265,00 €

78 - LA CELLE ST CLOUD - LP LYC METIER-LUCIEN RENE DUCHESNE-LA CELLE-SAINT-CLOUD(0783214V)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
Subvention d'équipements Lycées UP	Sub Lycée Up: mobilier, iPads, trépied, etc...	1	**11 648,00 €**
			11 648,00 €

78 - TRAPPES - LGT-PLAINE DE NEAUPHLE-TRAPPES(0781297L)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MOBILIER FIXE AMPHITHEATRE	Le mobilier de l'amphithéâtre de Physique a été dégradé par l'humidité est n'est plus aux normes (installé en 1971 : mobilier non fixé au sol).	1	**28 194,00 €**
			28 194,00 €

78 - TRAPPES CEDEX - LP LYC METIER-LOUIS BLERIOT-TRAPPES(0780273Y)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MAQUETTE DIDACTIQUE	Outil d'alignement d'arbres par laser, facile à utiliser, vous donne rapidement des réponses précises et adéquates afin de former nos étudiants en BTS MS à l'alignement laser	1	**9 000,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Appareil d'analyse vibratoire à réponse immédiate afin d'avoir une première approche de l'analyse vibratoire en BTS MS	1	**12 000,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Caméra d'inspection haute résolution pour la découverte des contrôles non destructifs endoscopique	1	**2 500,00 €**
			23 500,00 €

78 - POISSY - LP LYC METIER-ADRIENNE BOLLAND-POISSY(0781983G)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
PERFORATEUR PNEUMATIQUE	Aspirateur et perforateur pour atelier mode	1	**1 796,00 €**

DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Mobilier accueil / réunion pour atelier mode	1	**1 451,00 €**
			3 247,00 €

78 - LIMAY - LPO-CONDORCET-LIMAY(0781884Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
SYSTEME	Pour l'ouverture de la filière STMG mercatique,équipement nécessaire au volet communication du référentiel.	1	**3 248,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE COMMERCE	Ouverture du CAP EPC : projet pédagogique lié à la transformation de la voie professionnel suivant recommandations du référentiel 2019	1	**5 634,00 €**
			8 882,00 €

78 - CONFLANS STE HONORINE - LPO LYC METIER-SIMONE WEIL-CONFLANS-SAINTE-HONORINE(0783447Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE TRANSPORT LOGISTIQUE	Dans le cadre de l'ouverture du BAC PRO transport, nous allons équiper une salle dédiée à la gestion transport avec 18 postes de travail comprenant des bureaux, fauteuils bureautique, poste informatique, licences informatique.	1	**3 573,00 €**
			3 573,00 €

78 - LA QUEUE LES YVELINES - LPO LYC METIER-JEAN MONNET-LA QUEUE-LES-YVELINES(0781839A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS ACCESSOIRES	pour que les élèves et les professeurs puissent savoir le temps qu'ils ont pour manger	4	**384,00 €**
Ustensiles de cuisine	Montant revus dans le cadre de la cotisation au FCRSH	1	**18 000,00 €**
			18 384,00 €

91 - LONGJUMEAU CEDEX - LGT-JACQUES PREVERT-LONGJUMEAU(0911577V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	6 ARMOIRES HAUTE METALLIQUE 5 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H200)	6	**1 800,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT NOUVEAU LABO BTS/HISTOIRE-GEO / 2 TABLE STANDARD POUR SALLE DE REUNION 1/2 ROND	2	**252,00 €**
DIVERS AUTRES	2 TABLES PLIABLE 1/2 ROND DIAM. 140 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL GAMME UNIVERSELLE	2	**606,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT NOUVEAU LABO BTS/HISTOIRE-GEO / 5 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE 120*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METAL	5	**690,00 €**
DIVERS AUTRES	3 PANNEAUX AFFICHAGE EN LIEGE	3	**906,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	FIN D'EQUIPEMENT DES LABOS PHYSIQUE/CHIMIE selon tarifs fournisseurs fournis par le lycée. Les casiers vestiaires et les chariots de labo ont été rebasculés en MAC Région BIOLAB et ANJOU TOLERIE (D.A.)	1	**2 177,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT SPECIFIQUE SALLE NOMADE ARTS PLASTIQUES EQUIPEMENT NOUVEAU LABO BTS/ HISTOIRE-GEOGRAPHIE / 20 TABLES PLIABLE RECTANGULAIRE 160*80 PLATEAU STRATIFIE PIEDS METALGAMME UNIVERSEL	20	**4 800,00 €**
MATERIEL SVT	FIN D'EQUIPEMENT DES LABOS SVT avec meuble à carte selon tarifs JEULIN transmis par le lycée (les autres meubles demandés sont basculés dans le MAC Mobilier d'atelier et de laboratoire de BIOLAB (D.A.)	1	**1 850,00 €**
DIVERS AUTRES	1 ARMOIRE BASSE METALLIQUE 2 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H120)	1	**212,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT INFIRMERIE / 1 TABLE RONDE	1	**149,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT NOUVEAU LABO BTS/HISTOIRE-GEO/ 1 TABLE BASSE STANDARD PETIT MODELE 50*50	1	**142,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT NOUVEAU LABO BTS/HISTOIRE-GEO, SALLE DES AGENTS ET FORMATEURS AMPHITHEATRE/ 30 SIÈGES CONFORT EMPILABLE 4 PIEDS TISSU POUR SALLE DE REUNION	30	**2 016,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT DE LA NOUVELLE BUANDERIE	1	**1 800,00 €**
			17 400,00 €

91 - MASSY - LGT-FUSTEL DE COULANGES-MASSY(0910687C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Remplacement VP + système de diffusion de contenu sans fil	1	**10 497,00 €**
			10 497,00 €

91 - ETIOLLES - LP LYC METIER-HOTELIER CHATEAU DES COUDRAIES-ETIOLLES(0910629P)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
FOUR	Four pour la salle chocolaterie et patisserie	1	**11 458,00 €**
			11 458,00 €

91 - CERNY - LPO LYC METIER-ALEXANDRE DENIS-CERNY(0910630R)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MAQUETTE DIDACTIQUE	Pack didactique : Syst Eolien complet + base, Banc Skate board, Système éclairage, Système photovoltaique, Système halogène, Platine hybridation, Compacteur solaire, Malette effort, Impression 3D, Radar disuasif mesure de rentrée SI	1	**66 558,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Etude Outillage anti FOD Mesure de rentrée BTS	1	**45 625,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Pack didactique : Robot Haptique, Kit dev, Astro Lab, Bouilloire, Portail mesure de rentrée SI	1	**18 408,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Banc Anémométrique : ADSE 650, ADSE 744, ADSE740 Mesure de rentrée BTS	1	**56 710,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Pack didactique : Cabine optique, Malette énergétique Mesure de rentrée BTS	1	**20 058,00 €**
			207 359,00 €

92 - BOULOGNE BILLANCOURT - LGT-DE BOULOGNE-BILLANCOURT-BOULOGNE-BILLANCOURT(0922801V)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Caisse a outils complete	https://www.bricorama.fr/valise-a-outils-de-133-accessoires-avec-roulettes.html	1	**80,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	TRANSILLUMINATEUR et systeme de documentation, devis transmis en janvier mais remise caduque	1	**3 800,00 €**
DIVERS AUTRES	JENWAY Spectrophotomètre UV/visible; Ouverture terminale STL	2	**11 268,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Thermocycleur, ouverture terminale STL et spécialité SVT de filière générale, mutualisation de matériel.	1	**3 492,00 €**
DIVERS AUTRES	JENWAY Imprimante externe pour JENWAY Spectrophotomètre	1	**1 208,00 €**
DIVERS AUTRES	consommables de laboratoires, milieu de cultures, ouverture terminale STL	1	**5 000,00 €**
MAQUETTE DIDACTIQUE	ensemble de modèles anatomiques pour la nouvelle discipline biochimie-Biologie de STL	1	**5 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Kit Pipette 20-200-1000 microlitres	1	**21 439,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	bain marie de paillasse Memmert WNB45 + agitateur +couvercle+portoirs ouverture STL	1	**6 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Incubateurs bactériologiques à convection forcée série BP/BE FROILABO 60 L	1	**6 900,00 €**
AGITATEUR MAGNETIQUE	16 AGITATEURS MAGNETIQUE	2	**4 800,00 €**
VERRERIE DE LABORATOIRE ET AUTRES RECIPIENTS	Complement de verrerie pour monter en effectif ouverture de terminale STL	1	**5 000,00 €**
DEMINERALISATEUR	devis transmis janvier 2020	1	**5 000,00 €**
AUTOCLAVE	Prix net non remisé, Devis transmis en janvier avec remise caduc désormais	1	**20 000,00 €**
BALANCE ELECTRONIQUE	Balances compactes portables Core™ ADAM “spécial enseignement”	1	**1 560,00 €**
MICROSCOPE	Ouverture Terminale STL / 17 MICROSCOPES	1	**25 500,00 €**
BAIN MARIE	https://www.dutscher.com/frontoffice/product?produitId=0O-50-52 : 4 BAIN MARIE	1	**2 904,00 €**
LOUPE BINOCULAIRE	Ouverture Terminale STL	1	**7 200,00 €**
			136 151,00 €

92 - MONTROUGE - LP LYC METIER-JEAN MONNET-MONTROUGE(0920164D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur :12 tronçonneuses portatives avec disque diamant	1	**600,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : plieuse manuelle Tôle	1	**250,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : pack outillage zingueur (dont enclume de couvreur)	1	**300,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Kit Alsafix agrafeur cloueur pour le CAP couvreur	1	**1 200,00 €**
poste de soudage	CAP COUVREUR : poste tig -tungstène inerte gaz	1	**700,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : plieuse de chantier (plieuse triade 2 m avec pieds en V -marque Dimos)	1	**1 830,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur :12 cisailles crocodile	1	**102,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP COUVREUR : ENROULEUR PNEUMATIQUE J-55 P1	1	**310,00 €**
CISAILLE METAL	Ouverture C.A.P. couvreur : utilisation pour fines épaisseurs de métal de 0.8mn à 4mn	1	**8 600,00 €**
COMPRESSEUR AIR	CAP couvreur : compresseur électrique mobile	1	**500,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur :guillotine à ardoises	1	**600,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : 2 coupe ardoises (marque Dimos)	1	**800,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : 12 pinces à ardoises	1	**60,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : 12 pinces à larmier	1	**290,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	CAP couvreur : 12 cordeaux Roof Line 30 mètres	1	**30,00 €**
PRESSE-PLIEUSE	CAP couvreur : presse plieuse universelle à grand tablier minimum 1M /maxi 2M	1	**1 900,00 €**
			18 072,00 €

92 - MEUDON - LP LYC METIER-LES COTES DE VILLEBON-MEUDON(0921592F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	Subvention exceptionnelle pour transfert du Bac Pro SN	1	**8 500,00 €**
			8 500,00 €

92 - COURBEVOIE - LG-LUCIE AUBRAC-COURBEVOIE(0922615T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 CHARIOT POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE TABLES PLIANTES	1	**362,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	4 TABLES POUR SALLE DE REUNION RECTANGULAIRE	4	**456,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	10 SIEGES STANDARD EMPILABLE	10	**680,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 Chariot pour stockage et transport de tables pliantes	1	**362,00 €**
			1 860,00 €

93 - CLICHY SOUS BOIS - LPO-ALFRED NOBEL-CLICHY-SOUS-BOIS(0932026X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	Matériel de musculation pour l'internat	1	**25 000,00 €**
BABY FOOT	INTERNAT FOYER RDC	2	**3 000,00 €**
DIVERS AUTRES	RDC BAT ENSEIGNEMENT BUREAU INFIRMERIE ET ASSISTANTE SOCIALE / 6 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	6	**576,00 €**
DIVERS AUTRES	SALLE D'ATTENTE INFIRMERIE BAT ENSEIGNEMENT RDC / 1 SIEGE SUR POUTRE (STANDARD) 3 PLACES MODELE 1	1	**402,00 €**
DIVERS AUTRES	RDC BAT ENSEIGNEMENT BUREAU INFIRMERIE ET ASSISTANTE SOCIALE / 2 ENSEMBLES BUREAU MOBILIER SECRETARIAT COMPLET	2	**3 360,00 €**
DIVERS AUTRES	INTERNAT FOYER RDC / 8 TABLES MANGE DEBOUT	8	**1 752,00 €**
DIVERS AUTRES	SALLE DETENTE AGENTS BAT ENSEIGNEMENT RDC / 1 TABLE BASSE STANDARD	1	**142,00 €**
DIVERS AUTRES	INTERNAT FOYER RDC / 3 TABLES BASSE STANDARD PETIT MODELE	3	**426,00 €**
DIVERS AUTRES	INTERNAT FOYER RDC / 24 TABOURETS HAUT DE CAFETERIA	24	**3 504,00 €**
DIVERS AUTRES	PETIT MATERIEL POUR INTERNAT	1	**4 000,00 €**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	TISANNERIE INTERNAT ETAGE 1	2	**252,00 €**
DIVERS AUTRES	EQUIPEMENT INFIRMERIE : fauteuil de repos, roulant, armoire à pharmacie, appareils divers d'examens médicaux	1	**4 000,00 €**
			46 414,00 €

93 - ST OUEN SUR SEINE - LPO LYC METIER-MARCEL CACHIN-SAINT-OUEN(0932074Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE COMMERCE	Pas d'informations	4	**6 400,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE COMMERCE	kakemono de présentation de la filière lors des salons et événements pour l'information des lycéens et des familles	1	**100,00 €**
CAMESCOPE NUMERIQUE		1	**300,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE COMMERCE	trépied pour caméra vidéo numérique ci dessus	1	**200,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE COMMERCE	casiers individuels de rangement de documentation pédagogique ref UGAP JZ 022 44M	1	**800,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE COMMERCE	cafetière convivialité pour intervenants occasionnels	1	**100,00 €**
			7 900,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-VOILLAUME-AULNAY-SOUS-BOIS(0930834B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	C1-004/C2-001/B-003 PORTE MANTEAUX cpe ET VIE SCOLAIRE	1	**171,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	c1-004/C2-001/B-003 tableaux d'affichage liege	1	**353,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	SALLE DE REUNION C2-017 : selon devis manutan	1	**9 128,00 €**
BABY FOOT	C2-002 foyer élève	1	**2 024,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	C2-003 salle radio foyer des élèves	1	**946,00 €**
			12 622,00 €

93 - EPINAY SUR SEINE CEDEX - LGT-JACQUES FEYDER-EPINAY-SUR-SEINE(0930120A)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
FAUTEUIL DE REPOS POUR INFIRMERIE		1	**10 165,00 €**
TABLE RECTANGULAIRE 6 PERSONNES A DEGAGEMENT LATERAL	Ensemble mobilier secretariat administratif + foyer élèves + espaces attentes	1	**36 323,00 €**
			46 488,00 €

94 - CRETEIL - LPO-ANTOINE DE SAINT EXUPERY-CRETEIL(0940114N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	ÉQUIPEMENT AV AMPHITHÉÂTRE	1	**22 075,00 €**
			22 075,00 €

94 - VILLENEUVE ST GEORGES - LPO-FRANCOIS ARAGO-VILLENEUVE-SAINT-GEORGES(0941952L)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COMMERCE	Équipement nécessaire pour accueillir les élèves dans cette nouvelle filière : une table de réunion.	1	**1 000,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE COMMERCE	Équipement nécessaire pour accueillir les élèves dans cette nouvelle filière : un meuble de rayonnage pour les TP sur la vente.	1	**500,00 €**
			1 500,00 €

94 - GENTILLY CEDEX - LP-VAL DE BIEVRE-GENTILLY(0940134K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Demande de subvention pour l'achat de matériel dans le cadre de l'ouverture de la formation Pâtisserie, chocolaterie, glacerie et confiserie prévue en septembre 2020.	1	**5 600,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Demande de subvention pour l'achat de robots pâtissiers dans le cadre de l'ouverture de la formation Pâtisserie, chocolaterie, glacerie et confiserie prévue en septembre 2020	1	**3 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Demande de subvention pour l'achat de matériel dans le cadre de l'ouverture de la formation Pâtisserie, chocolaterie, glacerie et confiserie prévue en septembre 2020.	1	**8 400,00 €**
			17 000,00 €

94 - LE KREMLIN BICETRE CEDEX - LPO-DARIUS MILHAUD-LE KREMLIN-BICETRE(0941474S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	BUREAU SURVEILLANT / 4 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS	4	**516,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	salle labo magasin / 3 TABLES MANGE DEBOUT GAMME UNIVERSELLE DIAMETRE 60 PLATEAU METAL MODELE 1	3	**657,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR LABORATOIRE DE VENTE	équipement pour les formations professionnelles et AS/AP. Les paillasses bébé, les machines à laver et les chaises classes mobile sont refléchés sur les marchés à commandes Région.	1	**97 000,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	info - ddfpt - fondé de pouvoir - infirmerie / 25 CHAISES 4 PIEDS VISITEURS ASSORTIE MODELE METALLIQUE	25	**2 400,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	BUREAU SURVEILLANT / 3 ARMOIRES BASSE METALLIQUE	3	**639,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 ELEMENT DROIT MODULAIRE 160*80 POUR BANQUE D'ACCUEIL MODELE METALLIQUE	1	**430,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	BUREAU SURVEILLANTS / 6 ARMOIRES HAUTE METALLIQUE 5 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H200)	6	**1 800,00 €**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Pas d'informations	1	**24 000,00 €**
MICROSCOPE	20 olympus cx23 - qualité et longévité	1	**36 400,00 €**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	2 bancs kopler	2	**10 036,00 €**
COMPLEMENT MATERIEL ENTRETIEN	Tapis pour entrées des bâtiments identique à ceux du bâtiment A/B	1	**2 772,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	ATTENTION - DIAGONALE - PORTANT MOBILE AVEC CINTRES ARC021.	2	**282,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PLAN DE TRAVAIL MODULAIRE 140*80 MODELE METALLIQUE	1	**276,00 €**
SYSTEME	recharge USB grace à des vélos.	1	**9 999,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	arts plastiques / 3 GRILLES EXPOSITION SUR PIED	3	**423,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	SALLE DE REUNION / 1 CHARIOT POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE CHAISES PLIANTES	1	**292,00 €**
DIVAN D'EXAMEN A HAUTEUR FIXE POUR INFIRMERIE	EQUIPEMENT DIVERS (LITS - PARAVENT - VITRINES...) POUR INFIRMERIE CF PJ.	1	**6 026,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	3 PLANS DE TRAVAIL MODULAIRE 100*80 MODELE METALLIQUE	3	**756,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	6 SIEGES SECRETARIAT AVEC ACCOUDOIRS	6	**900,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	2 ANGLES DE LIAISON 90? POUR PLAN DE TRAVAIL MODULAIRE MODELE METALLIQUE	2	**342,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PLAN DE TRAVAIL MODULAIRE	1	**288,00 €**

DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	1 PLAN DE TRAVAIL MODULAIRE 140*80 MODELE METALLIQUE	1	**276,00 €**
			196 510,00 €

94 - SUCY EN BRIE CEDEX - LPO LYC METIER-MONTALEAU-SUCY-EN-BRIE(0942130E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Presse plats (blocs jonction + cable HT) + feux vifs (manette + inserts) + calendreuse (roulement SKF + boitier blocage) + lave batterie (flotteur surchauffeur)	1	**1 677,00 €**
			1 677,00 €

94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - LP LYC METIER-GABRIEL PERI-CHAMPIGNY-SUR-MARNE(0940132H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Phase 3 de rénovation pour la rentrée 2020	1	**8 664,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	ENCOCHEUSE	1	**18 892,00 €**
PERCEUSE PNEUMATIQUE	Phase 3 rénovation rentrée 2020 atelier métallerie	1	**1 679,00 €**
DIVERS OUTILLAGE ET PETIT MATERIEL	Phase 3 rénovation Atelier métallerie rentrée 2020. TOURET	1	**7 636,00 €**
DIVERS EQUIPEMENTS - MATERIELS	Rénovation phase 3 atelier métallerie rentrée 2020	1	**888,00 €**
			37 759,00 €

95 - ERMONT - LPO LYC METIER-GUSTAVE EIFFEL-ERMONT(0951673C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	RIA sur roue DN25 - tuyau 50 m	1	**1 194,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 48 Oreillettes bodyguard pro icom	1	**1 440,00 €**
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Pour le BAC PRO et le CAP : Fond documentaire (estimation)	1	**600,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	4 Contrôleurs de porte d'accès	1	**1 920,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 100 bouchons pour oreillette bodyguard	1	**114,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	Pour le BAC PRO et le CAP : Étagère Rack pour réserve Incendie	1	**318,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 4 Gants type SSIAP taille 6 - 4 Gants type SSIAP taille 7- 4 Gants type SSIAP taille 6 - 4 Gants type SSIAP taille 7	1	**192,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 2 Extincteurs pédagogique en coupe 2kg CO2 - 2 Extincteurs pédagogique en coupe 6l eau - 2 Extincteurs pédagogique en coupe 6kg poudre- 2 Extincteurs pédagogique en coupe 2kg CO2 - 2 Extincteurs pédagogique en coupe 6l eau - 2 Extincteurs pédagogique en coupe 6kg poudre	1	**1 620,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 30 Portatif PMR UHF 400-470MHZ 4w 128 Canaux écran LCD + CLAVIER + Programmation ICOM- 30 Portatif PMR UHF 400-470MHZ 4w 128 Canaux écran LCD + CLAVIER + Programmation ICOM	1	**11 520,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	4 trousses de secours SST individuelle	1	**53,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	Rangement mobile 4 étagères	1	**374,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	Manequin exercice haute résistance 50 kg	1	**1 002,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	Générateur de foyer écologique GF42 avec lyre comprenant : bac, télécommande filaire, lyre standard, kit détendeur 2 bouteilles domestiques	1	**1 181,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	2 Détecteurs de métaux	1	**144,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 60 Brassarts sécurité	1	**342,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	Téléphone rouge avec clavier	1	**96,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 8 Brassards SST, - 6 Brassards évacuation, - 16 Brassards palpation	1	**245,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE SECURITE	2 Mallettes 7 plaies filets	1	**792,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE SECURITE	- 12 Gants de palpation anti coupure Rostaing taille 6/S - 12 Gants de palpation anti coupure Rostaing taille 7/M - 12 Gants de palpation anti coupure Rostaing taille 8/L	1	**330,00 €**
			23 477,00 €

95 - ERMONT CEDEX - LGT-VAN GOGH-ERMONT(0950645K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DIVERS AUTRES	2 CHAISES VISITEURS LUGE ASSORTIE MODELE METALLIQUE	2	**232,00 €**
DIVERS AUTRES	130 SIÈGES STANDARD PLIABLE	130	**12 480,00 €**
VAISSELLES (SELF / RESTAURANT)	Dotation exceptionnelle selon liste quantitative établie par le SHRAS et consolidée selon devis M.R.NET N°80200179 du 23.01.2020 (D.A.)	1	**18 100,00 €**

DIVERS AUTRES	1 PLAN DE TRAVAIL COMPACT AVEC RETOUR A 90° A DROITE MODELE METALLIQUE	1	**390,00 €**
DIVERS AUTRES	260 PIECES DE LIAISON POUR RELIER DEUX SIEGES PLIABLES CONFORT	260	**1 248,00 €**
DIVERS AUTRES	1 CAISSON MOBILE 3 TIROIRS	1	**129,00 €**
DIVERS AUTRES	1 ARMOIRE HAUTE METALLIQUE 5 ETAGERES PORTES A RIDEAUX (L100, P43, H200)	1	**300,00 €**
DIVERS AUTRES	2 SIEGES SECRETARIAT SANS ACCOUDOIRS ASSORTI MODELE METALLIQUE	2	**240,00 €**
DIVERS AUTRES	13 CHARIOTS POUR STOCKAGE ET TRANSPORT DE CHAISES PLIANTES	13	**3 796,00 €**
			36 915,00 €

95 - GARGES LES GONESSE - LPO LYC METIER-ARTHUR RIMBAUD-GARGES-LES-GONESSE(0951787B)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
EQUIPEMENT(S) POUR FILIERE TRANSPORT ET LOGISTIQUE	Nous sommes labellisés lycée des métiers de l'automobile et de la Logistique. La filière logistique se développe (1.5 division en première et en terminale bac pro contre 1 cette année; ainsi que 40 élève en CAP opérateur logistique) et à ce titre nous réaménageons totalement notre entrepôt de logistique. De gros travaux ont lieu actuellement afin de mettre en œuvre une plateforme logistique qui permettra à termes de pratiquer tous les domaines de la logistique (préparation de commande, réception, stockage, manutention ... Les travaux s'achèvent aux vacances de printemps et nous devrons par la suite faire des investissements en matériel. Ces travaux et réaménagements se font en lien avec le corps d'inspection qui valide le projet et en partenariat avec le hub de l'aéroportuaire Grand Roissy - Le Bourget et la CRAMIF.	1	**8 234,00 €**
			8 234,00 €

95 - DEUIL LA BARRE - LGT-CAMILLE SAINT-SAENS-DEUIL-LA-BARRE(0951922Y)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
MICROSCOPE	15 microscopes	1	**13 036,00 €**
MATERIEL SVT	Matériel demandé pour la nouvelle salle de TP conformément à la réforme des filières	1	**18 028,00 €**
			31 064,00 €

95 - ARNOUVILLE - LP LYC METIER-VIRGINIA HENDERSON-ARNOUVILLE(0950709E)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
LIT MEDICALISE	Besoin de creer un nouveau plateau technique. Montée en structure et lit de la formaton AS est HS.	1	**1 354,00 €**
MANNEQUIN BEBE	Montée en structure, le devis comprend 4 mannequins bébés	1	**258,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BTS POUR FILIERE SANITAIRE & SOCIAL	Montée en structure du BTS ESF. 1ere et 2eme année. En plus du besoin en locaux, besoin d'équipement.	1	**3 732,00 €**
			5 344,00 €

95 - BEZONS CEDEX - LPO-EUGENE RONCERAY-BEZONS(0952173W)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
FAUTEUIL DE REPOS POUR INFIRMERIE	Materiel sécurité infirmerie internat et gymnase	1	**5 671,00 €**
EQUIPEMENT(S) DIVERS POUR ADMINISTRATION	Mobilier secretariat et accueil pour le nouvel internat et gymnase (CPE, infirmerie, foyer, professeur)	1	**8 604,00 €**
LAVE LINGE	Nouvellement arrivée sur mon poste, il s'agit de ma première demande sur Lystore. Néophyte dans toute cette procédure, j'ai demandé tardivement des devis dont je suis en attente.	1	**11 758,00 €**
			26 033,00 €

95 - ENGHIEN LES BAINS - LPO LYC METIER-GUSTAVE MONOD-ENGHIEN-LES-BAINS(0952196W)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
Equipement Audiovisuel grande salle		1	**19 656,00 €**
			19 656,00 €

Annexe n°2 Dotation financière aux CMR

ANNEXE au rapport

Dotations financières régionaux au titre du présent rapport

18 700,00 €

75 - PARIS - LG-RODIN-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750682J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MATERIEL SCIENCES PHYSIQUE	renouvellement suite devis Didalab DV-20/0024	11	**18 700,00 €**
			18 700,00 €

Annexe n°3 : Avenant à la convention

Avenant à la convention annuelle d'application du CPRDFOP

Convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2020

Entre

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommée la Région d'une part,

Et

La région académique d'Île-de-France représentée par Monsieur Gilles PECOUT recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités et la Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France représentée par Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, agissant en qualité et dûment habilités à cet effet, ci-après dénommés les autorités académiques d'autre part.

Conformément à l'article L 214-13-1 du code de l'éducation, les autorités académiques et la Région ont adopté la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire en lycées pour la rentrée 2020 : la convention annuelle d'application du CPRDFOP approuvée par la délibération n° CP 2020-020 du 31 janvier 2020.

L'article 5 de cette convention prévoit que toute modification ultérieure de la convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes conditions que celle-ci.

Considérant qu'il est nécessaire de compléter la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiales en lycée pour la rentrée 2020 suite à la remontée tardive de quelques projets par les opérateurs de formation.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier l'annexe à la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2020.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION

L'annexe à la convention est complétée par l'annexe au présent avenant.

ARTICLE 3 : DATE DE PRISE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait à Saint Ouen, le

Gilles PECOUT Recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités	**Benjamin BEAUSSANT** Directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France
Valérie PECRESSE Présidente de la région Île-de-France	

ANNEXE A L'AVENANT DE LA CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION DU CPRDFOP

Dans le premier tableau concernant les projets d'ouvertures et de fermetures en lycées publics niveau pré-bac, une erreur de libellé s'est glissée pour la filière sanitaire et sociale au lycée Fernand et Nadia Léger d'Argenteuil.

Le libellé du projet suivant :

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION
Sanitaire et social	Niveau 4	SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30

Est corrigé ainsi :

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION
Sanitaire et social	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION
PROJETS D'OUVERTURES ET DE FERMETURES EN LYCEES PRE-BAC (en places d'entrants statut scolaire)

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION
Commerce	Niveau 4	FCIL Niveau IV E-COMMERCE	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	CHARLES BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24
Commerce	Niveau 4	METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION B PROSPECTION CLIENTELE ET VALORISATION DE L'OFFRE COMMERCIALE (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED NOBEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12
Commerce	Niveau 4	METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	CLICHY-SOUS-BOIS	ALFRED NOBEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12	
Commerce	Niveau 4	METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION B PROSPECTION CLIENTELE ET VALORISATION DE L'OFFRE COMMERCIALE (BAC PRO)	3 ans	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	VINCENNES	JEAN MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12	
Commerce	Niveau 4	METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	3 ans	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	VINCENNES	JEAN MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12	
Commerce	Niveau 4	METIERS DE L'ACCUEIL (BAC PRO)	3 ans	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	VINCENNES	JEAN MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24
Total Commerce										36	-60
Electricité, électronique	Niveau 4	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	3 ans	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	JULES FERRY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24
Total Electricité, électronique										0	-24
Transport, Logistique	Niveau 4	FCIL Niveau IV SERVICES AEROPORTUAIRES	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	CHARLES BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24	
Total Transport, Logistique										24	0
Productique	Niveau 4	TECHNICIEN D'USINAGE (BAC PRO)	3 ans	Versailles Saclay	78	VERSAILLES	JULES FERRY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12	
Total Productique										12	0
Sanitaire et social	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	3 ans	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15
Sanitaire et social	Niveau 4	ANIMATION - ENFANCE ET PERSONNES AGEES (BAC PRO)	3 ans	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15	
Total Sanitaire et social										15	-15
Total général										**87**	**-99**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-211

DU 27 MAI 2020

COTISATIONS ET SUBVENTIONS EN FAVEUR DE DIVERSES ASSOCIATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 2019-153 modifiée du 22 mai 2019 relative aux cotisations et subventions en faveur de diverses associations ;

VU la délibération n° CP 2019-394 du 17 octobre 2019 relatif aux Adhésions IFACI et SFE et permettant la modification de la délibération CP 2019-153 du 22 mai 2019 ;

VU le budget 2020 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-211 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide le versement de la cotisation à Régions de France au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **583 440 €** au profit de Régions de France, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Article 2 :

Décide le versement de la cotisation à CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France, au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **8 000 €** au profit du CESER de France, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'adhérer à la Société Française d'évaluation (SFE) au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **1 200 €** au profit de la SFE, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020. »

Article 4 :

Décide d'adhérer à l'Institut français des auditeurs et contrôleurs internes (IFACI) au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **918 €** au profit de l'IFACI, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Article 5 :

Décide le versement de la cotisation à l'Association des Médiateurs des collectivités territoriales (AMCT), au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **200 €** au profit de l'AMCT disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Article 6 :

Décide le versement de la cotisation à l'association « Club des Médiateurs de Services au Public (CMSP) » au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **200 €** au profit du CMSP disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Article 7 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'association des maires d'Île-de-France (AMIF) pour l'année 2020 par le versement d'une subvention.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **30 000 €** au profit de l'AMIF disponible sur le

chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

Approuve la convention annexée à la présente délibération fixant les conditions du partenariat entre la Région et l'AMIF et habilite la présidente à la signer.

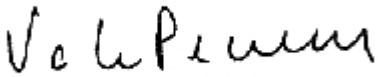
Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la présente subvention à compter du 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 8 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France pour l'année 2020 par le versement d'une subvention.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **7 000 €** au profit de l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178659-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention relative au soutien de la Région Île-de-France à l'AMIF

CONVENTION
relative au soutien de la Région Île-de-France
à l'Association des Maires de l'Île-de-France

La Région Île-de-France représentée par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP 2020-211 du 27 mai 2020.
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part

et

L'Association des Maires de l'Île-de-France (A.M.I.F.)
Association loi de 1901 à but non lucratif
Dont le siège est situé 26 rue du Renard, 75004 Paris
Représentée par Monsieur Stéphane BEAUDET en sa qualité de Président
Ci-après dénommée l' « A.M.I.F. »
N° de Siret : 388 139 693 00021

d'autre part

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

L'AMIF est une association d'élus pluraliste répondant aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional. Elle assure un rôle de représentation des élus locaux et participe au dynamisme régional.

Sa représentativité et sa structure interdépartementale lui confèrent un rôle de porte-parole des Maires de l'Île-de-France dans le débat régional.

L'A.M.I.F. intervient comme un interlocuteur privilégié sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de la région, voire du pays.

La Région Île-de-France est donc le partenaire naturel de l'A.M.I.F. La marque Île-de-France, fédératrice et porteuse de sens est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association.

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF pour l'organisation des Assises de l'A.M.I.F qui se tiennent tous les ans, sur trois jours.

L'action soutenue correspond à la description suivante : les Assises et autres conférences ou manifestations. Outre le moment fort des Assises, l'AMIF favorise des rencontres avec la Région sous forme de petits-déjeuners de travail, colloques, visites de terrain.

ARTICLE 2. – OBLIGATIONS DE L'A.M.I.F

L'A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à :

- Porter à la connaissance de la Présidente de la Région toute modification concernant les statuts de l'organisme ;

- Communiquer à la Région :
  - Le nom et les coordonnées du Président et du ou des Commissaires aux Comptes,
  - La composition du Bureau et du Conseil d'Administration,
  - Le rapport annuel d'activité accompagné des pièces comptables fournies par le cabinet comptable de l'A.M.I.F.
  - Bilan financier
  - Compte rendu d'exécution

- En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'A.M.I.F. s'engage à recruter au moins 1 stagiaire pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention

ARTICLE 3. – ENGAGEMENTS DE L'A.M.I.F. EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'A.M.I.F. s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux Assises ou autres conférences ou manifestations qui seront envisagées d'un commun accord entre la Région et l'A.M.I.F.

Cette contribution prendra la forme de la mention « en partenariat avec la Région Île-de-France » et l'apposition du logo de la Région (conformément à la charte graphique régionale).

Elle prendra notamment les formes suivantes pour tous les évènements de relations publiques et opérations de médiatisation conjointement organisés :

- Présence physique sur les manifestations ou colloques organisés conjointement
- Diffusion de documentation à l'entrée
- Logo de la Région sur les panneaux
- Signalétique et conférences de presse qui associent la Région
- Logo de la Région sur les cartons d'invitations aux ateliers, conférences et colloques des Assises
- Insertion du logo de la Région sur les dossiers de presse, affiches et autres documents
- Invitation des conseillers régionaux aux déjeuners organisés lors des Assises régionales et mise à disposition d'invitations pour les acteurs régionaux conformément à une liste préalablement établie
- Mise à disposition pour la Région d'un stand de 20m² aménagés aux Assises lors du salon de la Nouvelle Ville

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.
Les photos pourront aussi être utilisées librement par la Région.

ARTICLE 4. – ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les Assises de l'A.M.I.F. et toutes autres manifestations organisées conjointement par le versement d'une subvention dont le montant s'élève à 30 000 €.

(Montant révisable avec l'accord des 2 parties)

ARTICLE 5. – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom de l'organisme

Ouvert à :	La Banque Postale
Établissement :	20041
Code guichet :	00001
N° compte :	0108009G020
Clé RIB :	23

Cette subvention sera mandatée en un seul versement dès la notification de la convention.

ARTICLE 6. – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

ARTICLE 7. – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'AMIF, à savoir le 27 mai 2020. Les dépenses éligibles à l'attribution de la subvention sont prises en compte à compter du 1er janvier 2020. Elle expire après agrément par la Région du compte-rendu d'exécution et du bilan financier, lesquels doivent être remis au plus tard trois mois après la prise d'effet de la présente convention. Sans observations de la Région dans un délai de deux mois à compter de leur réception, ces documents sont réputés tacitement agréés.
Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, l'AMIF, n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 8. – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Paris, le

Pour l'A.M.I.F.	**Pour la Région Île-de-France**
(signature et cachet)	*(signature et cachet)*
Le Président,	La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,

Fiche projet AMIF

DOSSIER N° 20004474 - SUBVENTION 2020 AMIF (Association Maires d'IDF)

Dispositif : Subventions à divers organismes (n° 00000616)
Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
Action : 10201601- Divers organismes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	30 000,00 € HT	100,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMIF ASS DES MAIRES IDF
Adresse administrative : 26 RUE DU RENARD
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2020 - 9 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Association des maires de l'Île-de-France (AMIF), créée en 1990, a pour but de répondre aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional.

Forte de sa représentativité et de sa structure interdépartementale, qui lui confère un rôle de porte-parole des maires de l'Île-de-France dans le débat régional, elle est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et le chef de file de l'identité francilienne.

Le salon des Maires d'Île-de-France 2020, dont c'est la 24ème édition, se tiendra les 8 et 9 juillet 2020 au Parc des Exposition à Villepinte (Paris Nord).
Les thématiques suivantes seront traitées :
{en attente programme pour compléter}

L'AMIF ne manque pas de faire participer les élus régionaux à ses différents travaux, commissions, colloques, débats, visites de terrain et d'assurer la visibilité de la Région à travers l'ensemble des documents qu'elle émet.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2019	30 000,00 €
2018	30 000,00 €
2017	30 000,00 €

Fiche projet Amicale

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-211

DOSSIER N° 20004473 - SUBVENTION 2020 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX IDF

Dispositif : Subventions à divers organismes (n° 00000616)
Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
Action : 10201601- Divers organismes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	7 000,00 € HT	100,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR IDF
Adresse administrative : 33 RUE BARBET DE JOUY 75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge LAGAUCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France créée le 13 mars 1996, a pour objet de maintenir les relations entre les anciens membres du conseil régional, d'assurer, le cas échéant, certaines actions de solidarité et d'entraide et de conserver des liens avec les conseillers en exercice.

L'Amicale a informé de son incapacité à accueillir un stagiaire. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement d'un stagiaire. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
7000	7 000,00 €
7000	7 000,00 €
7000	7 000,00 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-215

DU 27 MAI 2020

DEUXIÈMES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES SUR LES CRÉDITS DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-318 du 3 juillet 2019 portant acquisition pour la direction de la formation professionnelle d'une solution de gestion (ZEFIR) ;

VU le budget 2020 de la Région ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-215 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

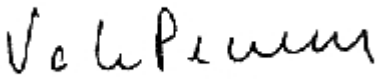
Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **2 795 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services » du budget 2020, pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **2 278 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2020 pour les dépenses de fonctionnement liées aux Systèmes d'Information.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179181-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-239

DU 27 MAI 2020

RÉMUNÉRATION ET RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS DU SIÈGE ET DES LYCÉES - RÉGIME TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) REMISES GRACIEUSES - SECTEUR RESSOURCES HUMAINES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 20 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 3 I, 3 II, 3-1, 3-2, 3-3 ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2017 portant application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur (services déconcentrés) des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 7 novembre 2017 portant application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur (services déconcentrés) des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU la délibération n°CR 2017-175 du 23 novembre 2017 portant dispositions relatives aux ressources humaines qui a fixé les modalités d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions et de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) ainsi que le régime indemnitaire des cadres d'emplois des ingénieurs et des techniciens ;

VU la délibération n°CR 2018-036 du 20 septembre 2018 portant dispositions relatives aux ressources humaines qui a fixé les modalités d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions et de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU les avis du comité technique paritaire en date des 9 mai, 18 juin 2018 et 19 mai 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-239 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Application du RIFSEEP aux agents des cadres d'emplois d'ingénieur et de technicien territorial.

Le RIFSEEP est désormais applicable aux cadres d'emplois d'ingénieur territorial et de technicien territorial, dans les conditions du chapitre II de la délibération n° CR 2017-175 modifiée.
Les annexes 1 et 2 de la délibération CR 2017-175 du 23 novembre 2017 modifiée sont complétées par les annexes 1 et 2 jointes à la présente délibération

Article 2 :

Modification du régime indemnitaire applicable aux agents contractuels.

I L'article 7 du chapitre II de la délibération n° CR 2017-175 du 23 novembre 2017 modifié par la délibération n° CR 2018-036 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Le RIFSEEP est applicable aux agents contractuels à temps plein ou à temps partiel recrutés à compter du 1er octobre 2018 sur la base des articles 3 I, 3-1 et 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Ces agents perçoivent une fraction de l'IFSE applicable aux fonctionnaires assurant des missions de même nature et de même niveau hiérarchique. Cette fraction est fixée par la délibération en vigueur fixant la rémunération des agents non titulaires de la collectivité ».

« Le RIFSEEP est applicable aux agents contractuels à temps plein ou à temps partiel recrutés sur la base de l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, dans les mêmes conditions que celles applicables aux fonctionnaires assurant des missions de même nature ».

II L'article 1 de la délibération n° CR 2018-036 du 20 septembre 2018 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :
L'alinéa 1 est rédigé ainsi qu'il suit : *« La rémunération et le régime indemnitaire des agents contractuels recrutés sur le fondement des articles 3 I. et 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 est fixée conformément à l'annexe 3 de la présente délibération. »*
L'alinéa 3 est supprimé.

III Le dernier alinéa de l'article 2 de la délibération n° CR 2018-036 du 20 septembre 2018 susvisée, relatif aux régimes indemnitaires de ingénieurs et techniciens est supprimé.

IV Les autres dispositions des délibérations antérieures CR 2017-175 et CR 2018-036 demeurent inchangées.
Les annexes 1 et 2 de la délibération n° CR 2018-036 du 20 septembre 2018 sont

complétées ainsi qu'il suit (cf annexes 3 et 4).

Article 3 :

Le chapitre I de la délibération n° CR 2017-175 du 23 novembre 2017 susvisée est abrogé à compter du 1er juin 2020*.*

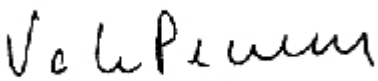
Article 4 :

Décide que la présente délibération entre en vigueur le 1er juin 2020.

Article 5 :

Approuve les demandes de remises gracieuses des titres de recettes émis à l'attention d'agents de la région Ile-de-France pour des trop-perçus sur traitement conformément à l'annexe n°5 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179116-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : délibération RIFSEEP

ANNEXE 1 DELIBERATION CR 2017-175 MODIFIÉE

LISTE DES CADRES D'EMPLOIS CONCERNÉS PAR LE RIFSEEP

L'annexe 1 de la délibération n° CR 2017-175 est complétée ainsi qu'il suit :

FILIERE TECHNIQUE
Ingénieur
Technicien

Annexe 2 : délibération RIFSEEP

ANNEXE 2 DELIBERATION CR 2017-175 MODIFIÉE

L’annexe 2 de la délibération n° CR 2017-175 est complétée ainsi qu’il suit :

Les montants minimums et maximums mentionnés dans cette annexe correspondent à ceux applicables aux corps de référence de l’Etat, fixés par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi du 26 janvier 1984.

Ces montants évolueront dans les mêmes proportions et en même temps que ceux applicables aux agents de l’Etat.

FILIERE TECHNIQUE

Cadre d’emplois des ingénieurs territoriaux.

***Sur la base des minimums et des maximums applicables au corps de référence de l’Etat (Ingénieurs des services techniques du ministère de l’intérieur (services déconcentrés)).**

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel	IFSE Montant maximum annuel	CIA Montant maximal annuel	Plafond IFSE + CIA
G1	Direction générale	3 500	40 290	7 110	47 400
G2	Direction	3 200	35 700	6 300	42 000
G3	Encadrement supérieur	3 000	27 450	4 860	32 310
G4	Inspecteur Général, expert de haut niveau	2 900	22 700	3 890	26 660
G5	Chef de service	2 800	21 475	3 890	25 365
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	2 600	20 200	3 250	23 450

Cadre d’emplois des techniciens territoriaux.

***Sur la base des minimums et des maximums applicables au corps de référence de l’Etat (Contrôleur des services techniques du ministère de l’intérieur (services déconcentrés)).**

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel	IFSE Montant maximum annuel	CIA Montant maximal annuel	Plafond IFSE + CIA
G5	Chef de service	2 680	19 660	2 680	22 340
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	2 580	17 930	2 445	20 375
G7	Encadrement intermédiaire	2 445	16 480	2 245	18 725
G8	Gestion administrative et technique	2 245	14 667	1 908	16 575

Annexe 3 : délibération RIFSEEP

ANNEXE 3 : DELIBERATION CR 2018-036 MODIFIÉE

L'annexe 1 de la délibération n° CR 2018-036 est modifiée ainsi qu'il suit :

ANNEXE 1 : REMUNERATION DES CONTRACTUELS DU SIEGE – ARTICLES 3 I ET 3-1 DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984.

	Grade de référence	Expérience	échelon	Taux d'IFSE maximum
Filière technique	ingénieur	5 ans <	2	30,2%
		≥ 5 ans	3	86,5%
	technicien	5 ans <	2	32,5%
		≥ 5 ans	5	56,9%
		≥ 5 ans	4	41%

Les taux d'IFSE s'appliquent aux montants minimum et maximum fixés à l'annexe 2 de la présente délibération pour chaque groupe de RIFSEEP et chaque grade.

Annexe 4 : délibération RIFSEEP

ANNEXE 4 : DELIBERATION CR 2018-036 MODIFIÉE

L’annexe 2 de la délibération n° CR 2018-036 est modifiée ainsi qu’il suit :

ANNEXE 2 : REMUNERATION ET REGIME INDEMNITAIRE DES CONTRACTUELS DU SIEGE – ARTICLE 3-2 DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984.

	Expérience	Grade de référence	Echelon	Taux d’IFSE maximum
Filière technique	5 ans <	ingénieur	2	34%
	≥ 5 ans	ingénieur	3	89,3%
	≥ 20 ans	technicien principal 2ème classe	5	92,5%
	5 ans <	technicien	2	34,3%
	≥ 5 ans	technicien	5	63,3%

Les taux d’IFSE s’appliquent aux montants minimum et maximum fixés à l’annexe 2 de la présente délibération pour chaque groupe de RIFSEEP et chaque grade.

Annexe 5 : liste des remises gracieuses

Proposition remises gracieuses pour CP 27/05/2020

Titres	Date d'émission des titres	Montant de la remise gracieuse demandée	Date de la dette
2020-380		1 607,88 €	04/12/19
2020-457		294,91 €	17/02/20
2019-5339		646,52 €	17/11/19
2019-5129		424,71 €	14/12/19
2019-5343		1 470,61 €	31/10/19
2020-49		242,75 €	20/10/19
2015-1030		2 276,43 €	30/04/15
2016-951		2 229,66 €	31/01/16
2015-1612		1 765,05 €	30/10/16
2020-435		610,10 €	20/01/20
2020-144		66,55 €	29/12/19
2019-5336		5 740,60 €	31/07/19
2019-5105		937,42 €	16/11/20
		18 313,19 €	

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-240

DU 27 MAI 2020

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDE - PROJET FEADER

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-240 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver le principe de la constitution d'un groupement de commandes, ayant pour objet la passation de marchés pour la définition, la réalisation, la maintenance et la mise en œuvre d'une solution cible de gestion du dispositif FEADER pour la période 2021-2027, avec des prestations figurant en annexe 1.

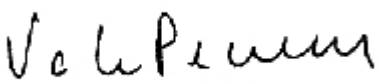
Article 2 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer la convention de groupement de commandes.

Article 3 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer les contrats passés sur le fondement de cette convention et tous les actes administratifs qui en découleront.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179177-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

PROJET FEADER

Convention constitutive de groupement de commandes entre les collectivités territoriales participantes au projet de réalisation d'une solution informatique de gestion du FEADER pour la période 2021 - 2027

La présente convention est établie

ENTRE

La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée

Ayant son siège, 22, boulevard du Maréchal-Juin 31406 TOULOUSE Cedex 9

Représentée par Madame Carole DELGA, en qualité de Présidente du Conseil Régional,

dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du 04 Janvier 2016

La Région Bourgogne Franche-Comté

Ayant son siège, 4 square castan CS 51857 25031 BESANCON cedex

Représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, en qualité de Présidente du Conseil Régional,

dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du…..

La Région Grand Est

Ayant son siège, 1 place Adrien Zeller, BP 91006, 67070 STRASBOURG cedex

Représentée par Monsieur Jean ROTTNER, en qualité de Président du Conseil Régional,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du…..

La Région Guadeloupe

Ayant son siège, Avenue Paul Lacave, Petit-Paris - 97100 BASSE-TERRE

Représentée par Monsieur Ary CHALUS, en qualité de Président du Conseil Régional,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du…..

La Région Hauts-de-France

Ayant son siège, 151, avenue du président Hoover, 59555 LILLE cedex

Représentée par Monsieur Xavier BERTRAND, en qualité de Président du Conseil Régional,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du…..

La Région Île de France

Ayant son siège, 2, rue Simone-Veil, 93400 SAINT-OUEN

Représentée par Madame Valérie PECRESSE, en qualité de Présidente du Conseil Régional,

dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du 18 Décembre 2015.

La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Ayant son siège, 27, place Jules Guesde - 13481 MARSEILLE Cedex 20

Représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, en qualité de Président du Conseil Régional,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Régional en date du…..

Le Département de la Réunion

Ayant son siège, 2 rue de la Source 97488 SAINT DENIS Cedex

Représentée par Monsieur Cyrille MELCHIOR, en qualité de Président du Conseil départemental,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Départemental en date du 18 décembre 2017

La Collectivité Territoriale de Guyane

Ayant son siège, 4179 route de Montabo 97300 CAYENNE

Représentée par Monsieur Rodolphe ALEXANDRE, en qualité de Président de la Collectivité Territoriale,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Collectivité Territoriale en date du…..

La Collectivité Territoriale de Martinique

Ayant son siège, Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique CS 30137, 97201 FORT DE FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en qualité de Président de la Collectivité Territoriale,

dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Collectivité Territoriale en date du…..

Ensembles ci-après dénommés « les membres »,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Table des matières

0 PREAMBULE 4
0.1 Définitions 4
0.2 Contexte du projet 4
0.3 Périmètre des prestations à couvrir 4
0.3.1 Prestations mutualisées d'acquisition, d'intégration et de maintenance de la solution applicative de gestion du FEADER 5
0.3.2 Prestations mutualisées d'évolution 5
0.3.3 Prestations individualisées s'appliquant sur la solution collective 5
1 ARTICLE 1 – OBJET DU GROUPEMENT 6
2 ARTICLE 2 –DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 6
3 ARTICLE 3 –ADHESION DES MEMBRES AU GROUPEMENT 6
4 ARTICLE 4 –MODALITES DE SORTIE DU GROUPEMENT 6
5 ARTICLE 5 –ENGAGEMENT DES MEMBRES 7
6 ARTICLE 6 –COORDONNATEUR 7
7 ARTICLE 7 – MODALITES DE GOUVERNANCE DU GROUPEMENT 7
7.1 Le comité de pilotage (COPIL) 8
7.2 Le comité de projet (COPROJ) 8
8 ARTICLE 8 – MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE GROUPEMENT 8
9 ARTICLE 9 –PASSATION ET EXECUTION DU MARCHE 9
9.1 Phase de passation du marché 9
9.2 Phase d'attribution du marché 9
9.3 Phase d'exécution du marché 9
10 ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES 10
11 ARTICLE 11 - MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION 10
12 ARTICLE 12 - LITIGES 11

0 PREAMBULE

0.1 DEFINITIONS

Les termes et expressions identifiés par une majuscule ont la signification indiquée ci-après, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel.

« Consultation » : désigne la ou les consultations pendant la durée de la présente convention

« Marché » : désigne le ou les marchés pendant la durée de la présente convention

« Contractant » : désigne le ou les titulaires du Marché pendant la durée de la présente convention

0.2 CONTEXTE DU PROJET

Avant la fin de la période de gestion du FEADER pour la programmation 2014 – 2020 et au vu des constats d'insuffisances du dispositif informatique actuel, les régions avec l'animation de l'association Régions de France, ont obtenu pour la prochaine programmation 2021 – 2027 du dispositif FEDAER pour les aides dites non surfaciques, que la conception, la mise en œuvre et l'exploitation du futur système informatique relevant de leur autorité (appelé système informatique de gestion de l'Autorité de Gestion) leur soit confié.

Aussi, depuis le printemps 2019, les régions se sont organisées, sous l'animation de Régions de France et avec l'assistance d'un cabinet, afin de déterminer les contours du futur système de gestion.

Pour ce faire, un travail de définition aboutissant à un cahier des charges commun sera produit pour juin 2020. Ce cahier des charges sera également soumis à l'approbation formelle de l'ASP en qualité d'Organisme Payeur du dispositif et du Ministère de l'Agriculture en qualité de pilote du dispositif national (le Plan Stratégique national, cadre commun à tous les acteurs du FEADER 2021-2027) et interface avec les services compétents de la Commission Européenne.

A l'issue du Comité de pilotage du projet qui s'est tenu le 31 janvier 2020 au siège de l'association Régions de France à Paris, a été lancé le projet d'une mise en concurrence visant à sélectionner tout à la fois le futur produit de gestion du FEADER mais également les compétences d'un intégrateur à même d'assurer aux régions les meilleurs conditions d'un démarrage à date réussi.

Considérant que dans les travaux conduits en 2019 par l'AMO CGI et les régions sous l'égide de Régions de France, une étape de recensement avait permis de mettre en évidence le fait que deux éditeurs de solution de gestion des Aides (les sociétés MGDIS et ATEXO) disposaient d'un produit à même de répondre aux exigences, de même que les socles produits Synergie (réalisés par le CGET et les Régions pour la gestion des aides européennes du FEDER) et le Dispositif des Aides simplifiées (réalisé par la région Nouvelle Aquitaine aux mêmes fins), il a été proposé qu'une phase de Consultation du Marché conduite en groupement de commandes soit mise en chantier.

Dans ce contexte, le coordonnateur du présent groupement, défini plus bas, va lancer une Consultation

Les prestations relatives au Marché seront selon les cas :

- Commandées directement par le coordonnateur, engagées et payées par chaque membre du groupement (les prestations mutualisées)
- Commandées, exécutées et payées directement par chaque membre du groupement (les prestations individualisées)

La procédure de Consultation, notamment l'allotissement et les prestations, sera arrêtée par le Comité de pilotage (COPIL) décrit sous l'article 7 de la présente convention.

0.3 PERIMETRE DES PRESTATIONS A COUVRIR

Elles seront principalement déclinées sous forme de lignes de service à engager ou commander, qui seront définies en détail dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et couvriront les natures de prestation suivantes :

0.3.1 Prestations mutualisées d'acquisition, d'intégration et de maintenance de la solution applicative de gestion du FEADER

Ces prestations sont communes à tous les membres et sont commandées par le coordonnateur.

0.3.2 Prestations mutualisées d'évolution

Ces prestations couvriront les besoins d'évolution de la solution, dans un cadre collectif, qu'il s'agisse d'évolutions ponctuelles adaptatives techniques ou fonctionnelles, ou d'évolutions plus conséquentes résultant de besoins collectivement identifiés, d'origine interne aux membres ou induites par le contexte réglementaire.

Ces prestations feront l'objet de commandes passées par le coordonnateur sur demande du Comité de projet (COPROJ) (cf. 7.2) pour chaque ensemble de besoins identifiés.

Le pilotage de la mise en œuvre de ces prestations sera effectué par le Comité de projet sur la base d'une feuille de route préalablement arrêtée par le COPIL (cf. 7.1).

La maintenance et le support induits par le développement des composants évolutifs mutualisés livrables de ces prestations seront automatiquement pris en charge dans le cadre des prestations décrites au paragraphe précédent (cf 0.3.1.)

0.3.3 Prestations individualisées s'appliquant sur la solution collective

Ces prestations pourront couvrir notamment :

- Des prestations ponctuelles d'assistance à maîtrise d'ouvrage (jours d'AMO)
- Des prestations ponctuelles spécifiques d'assistance technique ou fonctionnelle (hotline, assistance, conseil, formation)
- Des développements de composants d'inter-opérabilité spécifiques avec le système d'information d'une Région
- Des développements de fonctionnalités additionnelles qu'un membre souhaite financer en propre, parce qu'ils lui sont spécifiquement utiles ou parce qu'il souhaite prendre une initiative particulière pour le développement de la solution collective.
- Maintenance et support des développements spécifiques et additionnels

La finalité du projet étant orientée vers l'évolution maîtrisée de la solution applicative, servant au mieux les intérêts collectifs des membres impliqués, le déclenchement de ces prestations fera l'objet de conditions à respecter :

- Validation du lancement de la prestation par le COPIL (ou par le Comité Projet) pour conserver une maîtrise fonctionnelle de la solution collective
- Respect du principe de modularité, au niveau de l'architecture fonctionnelle : si les prestations concernent l'ajout de fonctionnalités n'ayant pas vocation certaine à figurer dans le cœur de la solution, celles-ci devront faire l'objet d'une implémentation technique découplée, connectable de manière optionnelle par les membres qui souhaiteront les utiliser
- Respect des principes d'inter-opérabilité et de modularité définis au niveau de l'architecture logicielle de la solution : les composants développés devront l'être selon les règles de l'art suivies pour le développement du cœur de la solution (langage, structure du code, appels de services, logique de plug-ins, …)
- Cession d'office à la communauté des droits patrimoniaux

Le pilotage de la mise en œuvre de ces prestations sera effectué par le membre commanditaire de la prestation.

La maintenance et le support induits par le développement des composants éventuellement livrés suite à ces prestations seront pris en charge par la Région à l'initiative de la commande, dans le cadre des prestations décrites ci- dessus.

1 ARTICLE 1 – OBJET DU GROUPEMENT

Le présent groupement a pour objet la passation de marchés pour la définition, la réalisation, la maintenance et la mise en œuvre d'une solution cible de gestion du dispositif FEADER pour la période 2021-2027 et la coordination des commandes dans les conditions prévues aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

2 ARTICLE 2 –DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet après signature de l'ensemble des membres du groupement et à compter de la date de sa transmission par la Région Occitanie au contrôle de légalité et prendra fin lorsque l'ensemble du Marché sera soldé, et au plus tard le 31 Décembre 2027.

3 ARTICLE 3 –ADHESION DES MEMBRES AU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commandes des personnes publiques relevant du Code général des collectivités territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué par les collectivités dont la liste est arrêtée ci-dessous, dénommées «membres» du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

Liste des membres :

- La Région Bourgogne Franche Comté,
- La Région Grand Est,
- La Région Guadeloupe,
- La Région Hauts-de-France
- La Région Île de France,
- La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée,
- La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
- Le Département de la Réunion,
- La Collectivité Territoriale de Guyane
- La Collectivité Territoriale de Martinique

Le groupement ainsi constitué l'est pour la durée de la présente convention sans possibilité d'intégration de nouveaux membres une fois la Consultation publiée.

4 ARTICLE 4 –MODALITES DE SORTIE DU GROUPEMENT

21 – Retrait : le retrait du groupement s'effectue par dénonciation de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux membres, au moins six mois avant sa date de sortie. En cas de retrait

le membre s'engage à régler l'intégralité des sommes qui lui incombe au titre du Marché passé dans le cadre du groupement de commandes, correspondant aux prestations commandées et engagées à la date de sortie.

2. – Exclusion : en cas de manquement à ses obligations, et après mise en demeure restée sans effet, l'exclusion d'un membre du groupement peut être prononcée par la majorité des membres, après que l'adhérent ait été entendu.

5 ARTICLE 5 –ENGAGEMENT DES MEMBRES

Les membres s'engagent à signer avec le Contractant retenu du Marché. Dans le cadre de l'élaboration du dossier de Consultation, le représentant de chaque membre du groupement s'engage à communiquer au responsable du comité de Projet (COPROJ), une évaluation juste de ses besoins, ainsi que par la suite, toute évolution de ces derniers.

Les besoins propres de chaque membre concernent

- La mise à disposition de la solution cible
- Les spécifications fonctionnelles et techniques détaillées
- La réalisation de la solution cible
- La maintenance corrective, évolutive fonctionnelle, adaptative et réglementaire
- L'assistance et conseil
- Les formations
- L'installation et la reprise éventuelle de données

6 ARTICLE 6 –COORDONNATEUR

La Région Occitanie assure le rôle de coordonnateur du groupement de commandes.

Le siège du coordonnateur est situé au 22, boulevard du Maréchal-Juin 31406 TOULOUSE Cedex 9.

Le coordonnateur est chargé d'assurer le secrétariat du groupement et de procéder, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations du contractant.

Si le coordonnateur est défaillant, la désignation d'un nouveau coordonnateur sera prononcée par la majorité des membres. Un avenant à la convention du groupement sera nécessaire.

7 ARTICLE 7 – MODALITES DE GOUVERNANCE DU GROUPEMENT

Deux acteurs, au sein des membres, s'organisent pour gérer ce projet commun :

- D'une part les services en charge des FEADER des collectivités participantes. Ces services représentent la maîtrise d'ouvrage de la solution
- D'autre part les directions des systèmes d'information des membres participants, pour la mise en œuvre et l'exploitation de cette solution au sein de leurs systèmes, ainsi que le financement des prestations. Ces services représentent la maîtrise d'œuvre de la solution.

Pour mettre en œuvre le projet de manière opérationnelle, l'ensemble des acteurs conviennent de la gouvernance du projet ci-dessous décrite, organisée en deux instances.

7.1 LE COMITE DE PILOTAGE (COPIL)

Un comité de pilotage (COPIL) est constitué pour toute la durée du groupement.

Il est composé des responsables des FEADER et des Directeurs des Systèmes d'Information (ou de leurs représentants) de chaque membre du groupement, ainsi que des chefs de projet fonctionnel et informatique, qui assureront le lien avec les membres des autres instances de gouvernance.

Ses missions :

- Définir les orientations et les choix du projet
- Valider les demandes d'utilisation de l'accord-cadre dans des prestations individualisées
- Arbitrer les différends qui surviendraient dans le projet
- Valider la feuille de route et les livrables attendus du Comité de projet (COPROJ)

Il se réunit autant que de besoin et sur sollicitation du COPROJ. Le principe de décision est le principe majoritaire (majorité relative) des voix exprimées, avec une voix collectivité membre, présente ou représentée.

Le COPIL pourra désigner parmi ses membres un délégué ayant pour mission d'assurer la relation avec le COPROJ sur des sujets comme les sollicitations, la diffusion d'informations, l'organisation des rencontres.

Le COPIL nomme les chefs de projets pour la partie métier et coté système d'information. En cas de vacance de poste de la chefferie de projet, le COPIL est chargé de veiller à la mise à disposition de nouvelles ressources.

7.2 LE COMITE DE PROJET (COPROJ)

Un comité de projet (COPROJ) est constitué pour toute la durée du groupement.

Il est composé de représentants fonctionnels et techniques reconnus pour leur expertise opérationnelle dans le contexte du projet et désignés par le COPIL.

Il est limité à 2 participants par membre.

Ses missions :

- Piloter et gérer le projet au niveau opérationnel
- Centraliser et prendre en compte les besoins des membres
- Valider la procédure de passation du ou des marchés
- Communiquer sur le projet auprès du COPIL et des acteurs impliqués
- Participer à l'élaboration des pièces du marché public, en collaboration avec le coordonnateur ;
- Participer à la préparation des auditions avec les candidats, dans le cadre d'une éventuelle procédure de dialogue compétitif, et à la préparation du rapport d'analyse des offres présenté à la CAO ;
- Participer à la rédaction des clauses de modification du marché
- Assurer l'exécution opérationnelle du Marché ; Il aura en particulier la charge des opérations de vérification quantitative et qualitative de réalisation des prestations mutualisées. A l'issue de ces opérations de contrôle validées par la signature d'un PV par au moins l'un des chefs de projet, le COPROJ validera l'admission des prestations qui pourra être prononcé par le coordonnateur.

Son mode de fonctionnement repose sur une collaboration opérationnelle soutenue, combinant les modes présentiel et collaboratif en ligne autant que de besoin. Ses membres copilotent les actions opérationnelles et valident les livrables, en coordination autonome (répartition des rôles et des actions opérationnelles) sur la base des objectifs et de la feuille de route fournie par le COPIL.

8 ARTICLE 8 – MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE GROUPEMENT

Les frais occasionnés par la gestion des procédures sont pris en charge par le coordonnateur, sans contrepartie des autres partenaires.

Les éventuels frais, de procédures de litiges, d'indemnisation des candidats ayant remis une offre aux procédures de consultations seront répartis à parts égales entre les membres du groupement

9 ARTICLE 9 –PASSATION ET EXECUTION DU MARCHE

9.1 PHASE DE PASSATION DU MARCHE

Le coordonnateur a notamment en charge les missions :

- De recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- De décider de la procédure de mise en concurrence adaptée, dans le respect des règles du Code de la commande publique ;
- D'élaborer le dossier de Consultation des entreprises
- La rédaction des pièces de Consultation
- L'organisation de la Consultation et notamment :
    - Rédaction et envoi des avis d'appel public et d'attribution,
    - De mettre à disposition les dossiers de Consultation des entreprises aux candidats
    - Information des candidats,
    - De répondre aux questions des candidats
    - Rédaction du rapport d'analyse des offres soumis à validation du COPROJ
    - Secrétariat de la commission d'appel d'offres,
    - De convoquer la commission d'appel d'offres ;
    - De présider la commission d'appel d'offres et veiller à son bon fonctionnement ;
    - D'informer les candidats non retenus.

Au terme de la Consultation initiée par le coordonnateur, le contractant est désigné par la CAO définie ci-dessous, conformément à la réglementation sur les marchés publics.

9.2 PHASE D'ATTRIBUTION DU MARCHE

La commission d'appel d'offre compétente est celle du coordonnateur du groupement, à savoir la CAO de la région Occitanie.

Le coordonnateur assure les tâches suivantes :

- Signer le Marché pour le compte des adhérents ;
- Transmettre le Marché aux autorités de contrôle ;
- Notifier le Marché ;
- Faire paraître l'avis d'attribution

9.3 PHASE D'EXECUTION DU MARCHE

Le coordonnateur communique les éléments constitutifs du marché à chaque membre du groupement.

Deux situations peuvent se présenter pour le règlement des prestations au titulaire du marché :

A) - S'agissant des prestations mutualisées :

- Le coordonnateur assure la préparation des commandes, et l'évaluation de leur montant proratisé à part égale entre les membres, puis et le soumet à la validation du COPROJ
- Chaque membre engage les crédits à hauteur du montant proratisé

- Le coordonnateur adresse la commande au titulaire
- Le coordonnateur assure ensuite les opérations de réception des prestations en lien avec le COPROJ.
- Les demandes d'avance et les factures sont adressées par le titulaire à chaque membre qui en assure le règlement à hauteur du montant proratisé.
- Le coordonnateur assure également pour les prestations mutualisées la gestion de la sous-traitance et des modifications éventuelles du contrat.
- En cas de pénalités ou de réfactions liées aux prestations mutualisées, celles-ci seront évaluées par le coordonnateur et soumises à la validation du COPROJ, puis réparties à parts égales entre les différents membres.

B) - S'agissant des prestations individualisées :

- Chaque membre du groupement émet les bons de commande à hauteur de ses propres besoins et assure la gestion de la sous-traitance le cas échéant
- Chaque membre du groupement s'assure pour ce qui le concerne de la bonne exécution du marché et des opérations de réceptions
- Chaque membre du groupement règle le titulaire du marché

Le coordonnateur est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les responsabilités prévues par le Code de la commande publique. Pour ce faire, le coordonnateur est informé des difficultés intervenues dans l'exécution du Marché et assure leur gestion, ainsi que celle des litiges et différends avec le Contractant.

10 ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Chaque membre du groupement contribuera, à part égale, au financement du projet, pour les prestations mutualisées.

Le montant du projet, pour la partie mutualisée, issu des prix du Marché, sera arrêté par le COPIL à l'issue de la notification du ou des marchés relatifs au présent groupement.

Les prestations individualisées étant directement à la charge des membres qui en émettent le besoin et passent commande dans le cadre des parties à bons de commande du Marché, définies sans montant minimum, ni maximum, celles-ci ne font donc pas l'objet d'une évaluation préalable.

11 ARTICLE 11 - MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Le projet de modification est adressé au coordonnateur qui en assure la diffusion auprès des membres du groupement.

La proposition de modification est adoptée dès lors qu'elle aura été décidée à l'unanimité des membres du groupement.

La décision est alors notifiée au coordonnateur qui assure la rédaction d'un avenant à la convention, ainsi que la gestion de signature et de sa notification à chaque membre du groupement.

Le retrait d'un membre dans les conditions prévues à l'article 4 n'est pas considéré comme une modification.

12 ARTICLE 12 - LITIGES

Les membres s'engagent à privilégier la recherche d'une solution amiable aux litiges les opposant. A défaut d'accord amiable, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif compétent.

Fait à ……..……,

Le .....

Pour la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée	Pour la Région Bourgogne Franche-Comté	Pour la Région Grand Est	Pour la Région Guadeloupe

Pour la Région Hauts-de-France	Pour la Région Ile de France	Pour la Région Provence-Alpes- Côte d'Azur	Pour le Département de La Réunion

Pour la Collectivité Territoriale de Guyane	Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-254

DU 27 MAI 2020

AFFECTIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME RELATIVES À LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
2ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégation d'attribution du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-254 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

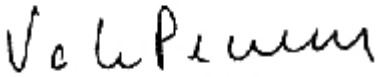
Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de 1 737 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2020 pour les dépenses de fonctionnement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de 78 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2020 pour les dépenses d'investissement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179684-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-154

DU 27 MAI 2020

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME "CONSTRUIRE AU FUTUR, HABITER LE FUTUR" (TIGA) ET DE LA STRATÉGIE SMART RÉGION - 2ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

VU la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'Innovation ;

VU l'arrêté du 19 novembre 2018 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2018-052 du 22 novembre 2018 relative au Programme Smart Région ;

VU la délibération n° CR 2019-070 du 22 novembre 2019 relative à la création de l'association « Construire au futur, Habiter le futur » dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'Innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-154 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme TIGA « Construire au futur, Habiter le futur » – Convention de financement au bénéfice de la Région

Approuve la convention de financement relative au programme « Construire au futur, Habiter le futur », jointe en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 : Programme TIGA « Construire au futur, Habiter le futur » – Engagement des actions portées par la Région

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € sur le Chapitre 939, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200902 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020 pour la mise en œuvre de l'action « Office foncier citoyen » portée par la Région.

Article 3 : Programme TIGA « Construire au futur, Habiter le futur » – Collaboration avec l'association incarnant le consortium

Approuve la convention entre l'association « Construire au Futur, Habiter le Futur » et la région Île-de-France, jointe en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

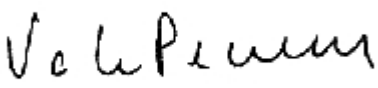
Affecte une autorisation d'engagement de 60 000 € sur le Chapitre 939, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200902 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020.

Article 4 : Affectations pour la mise en œuvre du Programme Smart Région

Affecte une autorisation de programme de 1 500 000 € sur le Chapitre 909, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, (modernisation et innovation territoriale) », Action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020, pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

Affecte une autorisation d'engagement de 640 000 € sur le Chapitre 939, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200902 « Smart Région avenir numérique » du budget 2020 pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

27/05/2020 10:31:29

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179735-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention de financement entre l'association et la Région dans le cadre du Programme "Construire au futur, Habiter le futur"

Appel à projets

Programme d'Investissements d'Avenir

Action « Territoires d'Innovation »

Convention de reversement et de mise en œuvre des Actions dans le cadre du Projet « Construire au Futur, Habiter le Futur »

Entre

L'association « Construire au futur, Habiter le futur », dont le siège est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

Représentée par sa Présidente, Madame Alexandra Dublanche,

N° SIRET : 883252363 00014,

Ci-après désigné par « Gestionnaire de projet »

D'une part,

Et

La région Île-de-France, dont le siège est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,

N° SIRET : 237500079 00312,

Ci-après désigné par « Partenaire(s) »

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « Parties » et individuellement par « Partie ».

Étant préalablement exposé que :

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Vu la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'innovation ;

Vu le cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation » (« l'AAP ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 19 novembre 2018 ;

Vu le Règlement général et financier relatif à l'action « Territoires d'innovation » (le « RGF ») qui précise les modalités de mise en œuvre de l'AAP ;

Vu le dossier de candidature déposé le 26 avril 2019 et les demandes de subvention qui y figurent, déposé par la région Île-de-France, pour le programme « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu l'avis favorable du comité de pilotage Territoires d'innovation en date du 23 juillet 2019 ;

Vu la décision du Premier ministre désignant les lauréats de l'AAP en date du 30 septembre 2019 ;

Vu le courrier du Secrétariat Général Pour l'Investissement en date du 17 octobre 2019 précisant les avis et recommandations du comité de pilotage Territoires d'innovation ;

Vu la décision du Premier Ministre n°2020-TIGA-06 du 5 mars 2020 relative au projet « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu les statuts de l'association « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu la convention attributive de la subvention entre la Caisse des Dépôts la région Ile-de-France et l'association « Construire au Futur, Habiter le Futur » signée le 04/05/2020 ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : DÉFINITIONS

Subvention : subvention accordée au Porteur de projet par la CDC, au nom et pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du Projet.

Part de la Subvention : part de la subvention que le Gestionnaire de projet reverse au(x) partenaire(s) dans le cadre du Projet, au titre de la réalisation de sa(leur) Part du Projet.

Convention : la présente convention.

Convention attributive de la subvention : la convention attributive de la subvention relative au Projet conclue entre la CDC, le Porteur de projet et le Gestionnaire de Projet dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation de grande ambition ». Elle est annexée à la Convention et le Partenaire reconnaît y adhérer pour les dispositions le concernant.

Gestionnaire de Projet : l'établissement d'appartenance du Coordinateur recevant des fonds au titre de l'appel à projets « Territoires d'Innovation » pour coordonner la réalisation du Projet selon les modalités prévues dans le cadre de la Convention attributive de la subvention. Le Gestionnaire de Projet est l'association Construire au Futur, Habiter le Futur. Le Gestionnaire de projet est l'interlocuteur de l'Opérateur et est responsable de la répartition et du reversement de la Subvention entre les Partenaires**.**

Opérateur / CDC : la Caisse des dépôts et consignations agit en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'Opérateur de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition », volet « Territoires d'innovation ».

Porteur de Projet : le Porteur de Projet est l'interlocuteur de l'Opérateur responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires et de la coordination des Actions. Le Porteur de Projet est la région Île-de-France.

Partenaire : un partenaire, partie prenante au Projet, auquel le Gestionnaire de Projet reverse sa Part de la subvention au titre de la réalisation du Projet, conformément à l'article 4.1.2 de la convention attributive de la subvention.

Projet : le projet lauréat de la décision rendue par Premier ministre susvisée. La date de commencement du Projet et sa durée de réalisation sont fixés dans la Convention attributive de Subvention.

Part du Projet / Action : part du Projet pour lequel le Partenaire s'est engagé dans les documents déposés (lettre d'engagement) en réponse à l'appel à projets « Territoires d'innovation de grande ambition ».

Calendrier et budget prévisionnel : se réfère à l'annexe de la convention attributive de la subvention relative aux caractéristiques du Projet. Le calendrier et le budget prévisionnel s'appliquent à la Convention et le Partenaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est de définir les conditions et modalités :

- de participation au Projet par le(s) Partenaire(s) ;
- de mise en œuvre de la Part de Projet par le(s) Partenaire(s) ;
- de reversement de la Part de la Subvention par le Gestionnaire de projet au(x) Partenaire(s).

Article 3 : RÉPARTITION DES RÔLES ET RESPONSABILITÉS AU SEIN DU PROJET

Conformément à l'article 4 de la convention attributive de la subvention et aux statuts du Gestionnaire de Projet, le Porteur de Projet et le Gestionnaire de Projet s'engagent à tout mettre en œuvre pour que les Partenaires réalisent les Actions sélectionnées par le SGPI sur avis du comité de pilotage Territoires d'innovation dans les délais prévus à l'article 2.3 de la Convention attributive de la subvention.

Le Porteur de Projet s'engage au titre de la Convention attributive de subvention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires conformément aux lettres de mandats et aux statuts de l'association. Dans ce cadre, le Porteur de Projet est l'interlocuteur de l'Opérateur responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires et de la coordination des Actions**.**

Le Gestionnaire de Projet s'engage au titre de la Convention attributive de subvention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires. Le Gestionnaire de projet est l'interlocuteur de l'Opérateur et il est responsable de la répartition et du reversement de la Subvention entre les Partenaires.

Le(s) partenaire(s) est(sont) en charge de sa(leur) Part du Projet telle que décrite aux annexes 3 et 8 de la convention attributive de Subvention. Cette Part de Projet s'inscrit dans le cadre global du Projet.

Article 4 : OBLIGATIONS DU(DES) PARTENAIRE(S)

4.1 Obligations liées à la mise en œuvre du Projet et de la Part du Projet

Au titre de la Convention, le(s) Partenaire(s) s'engage(nt) à :

- être membre(s) de l'association Construire au Futur, Habiter le Futur, et contribuer pour la Part du Projet qui le(s) concerne(nt) aux ambitions stratégiques du Projet et aux moyens définis par le Gestionnaire de Projet pour les atteindre ;
- réaliser le Projet avec la participation des autres partenaires et dans les délais définis à l'article 2.3 de Convention attributive de la subvention ;
- affecter la Part de la Subvention à la réalisation exclusive de sa(leur) Part du Projet ;
- réaliser sa(leur) Part du Projet et/ou les actions convenues avec le Gestionnaire de Projet en cas d'écarts, notamment dans ses dimensions de co-construction, d'approche centrée utilisateur, de suivi des cycles d'innovation, et d'évaluation ;
- participer à la réunion de lancement du Projet, aux réunions semestrielles de revue du Projet et à la réunion de clôture du Projet ;
- informer le Gestionnaire dans un délai de vingt (20) jours ouvrés de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition en France ou à l'étranger issu de recherches effectuées dans le cadre du Projet, et de toute cession ou nantissement du brevet en cause, dans le délai de vingt (20) jours ouvrés suivant cette cession ou ce nantissement ;

4.2 Obligations liées à la communication des Actions

La charte d'identité et de communication destinée aux Partenaires du Projet « Construire au Futur, Habiter le Futur » sera transmise par le Gestionnaire de Projet au(x) Partenaire(s). Cette charte reprend les éléments de la charte de communication du PIA.

Le Gestionnaire de Projet peut mettre à jour cette charte et le notifie, le cas échéant, au(x) Partenaire(s).

Au terme de la convention, le(s) partenaire(s) s'engage(nt) à se conformer aux directives détaillées dans cette charte et notamment à :

- mentionner le soutien apporté par la CDC au titre du Programme Investissements d'Avenir, (par exemple : « Ce travail a bénéficié d'une aide de

l'État opérée par la Caisse des dépôts et des consignations au titre du Programme Investissements d'Avenir ») conformément à la charte de communication du PIA ;
- mentionner l'affiliation de la Part du Projet au Projet « Construire au Futur, Habiter le Futur » conformément à la charte d'identité et de communication « Construire au Futur, Habiter le Futur ».

4.3 Obligations liées à la diffusion des Actions

Le Gestionnaire de Projet, et le(s) Partenaire(s) seront propriétaires ou copropriétaires, au regard des conventions qui seront passées entre eux, des œuvres, bases de données, signes distinctifs, inventions réalisées et exploitées dans des Parts de Projets.

Le(s) Partenaire(s) concèdent au Gestionnaire de Projet l'ensemble des droits, notamment de propriété intellectuelle, strictement nécessaires à la mise en œuvre et la diffusion de la Part du Projet et de leur contenu.

Ainsi le(s) Partenaire(s) déclare(nt) faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations nécessaires à l'exploitation des Actions et s'acquitter des rémunérations dues à ce titre aux auteurs et ayants droit de tous les contenus qui seront utilisés dans le cadre des Actions.

Et, d'une manière générale, le(s) Partenaire(s) déclare(nt) faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations de toute personne ayant participé à la conception des contenus qui seront utilisés dans le cadre des Actions, ou pouvant faire valoir un droit quelconque concernant l'exploitation des Actions.

4.4 Obligations liées au suivi et à l'évaluation du Projet et des Actions

Les partenaires, dans la stricte limite des rôles et responsabilités de chacun, que ces derniers soient décrits dans la convention attributive de la subvention, dans les statuts de l'association ou dans la Convention :

- informe(nt) le plus rapidement possible le Gestionnaire de Projet de toute difficulté de mise en œuvre de sa Part du Projet et de tout changement concernant sa situation (ouverture d'une procédure collective, changement de coordonnées bancaires,…).
- Informe(nt) le Gestionnaire de Projet de tout changement de forme juridique ou de toute difficulté liés à leur situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation.

- Transmet(tent) au Gestionnaire, a minima une fois par an, tous les éléments permettant à ce dernier de renseigner, dans les délais imposés par la CDC dans la Convention attributive de la Subvention, les documents de suivi et de fin de Projet demandés par la CDC.

À ce titre, il(s) doi(ven)t notamment adresser au Gestionnaire de Projet toutes les informations nécessaires à l'évaluation du Projet, réalisée à l'initiative du gestionnaire de projet, et pour la part qui le concerne, conformément à la convention attributive de la subvention.

En fin de Projet, le(s) Partenaire(s) adresse(nt) au Gestionnaire et, sur sa demande, les justificatifs ainsi qu'un relevé des dépenses exécutées au titre de sa Part du Projet. Le relevé des dépenses doit être signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable, son expert-comptable ou son commissaire aux comptes. Il transmet ces documents au gestionnaire de projet au plus tard dans un délai de trente (30) jours ouvrés suivant la date de fin du Projet.

Article 5 : MONTANT DE LA PART DE LA SUBVENTION

Le montant maximal de la Part de la Subvention s'élève à deux cent vingt-cinq mille sept cent vingt euros (225 720 €).

Article 6 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PART DE L'AIDE

Sous réserve du versement de la Subvention par l'Opérateur au Gestionnaire de projet, le Gestionnaire de Projet versera la Part de la Subvention au Partenaire selon les modalités ci-après.

La Part de la Subvention fait l'objet d'un versement d'un montant maximum précisé à l'article 5 de la Convention, en plusieurs fois.

La Part de la Subvention est versée selon un calendrier de versement qui tient compte à la fois du calendrier de versement prévu à l'article 3.3.1 de la convention attributive de la subvention, et de l'avancement de la Part de Projet.

Ce calendrier de versement respecte les conditions cumulatives suivantes :

- Versement d'un premier acompte de 30% maximum au démarrage de la Part du Projet ;

- Versements intermédiaires d'acomptes complémentaires pour les Opérations en cours, en fonction de leur avancement, le cumul de tous les acomptes versés depuis la signature de la Convention ne pouvant pas dépasser 80% du montant maximum de la Part de la Subvention ;
- Versement du solde de la Part de la Subvention après son achèvement, ce solde représentant au moins 20% du montant de la Part de la Subvention ;
- Le montant total des versements intermédiaires ne peut excéder 50% de la subvention et est soumis à la réception par le Gestionnaire de Projet de la Part de la Subvention correspondante versée par l'Opérateur.

Le Gestionnaire de Projet pilote l'allocation à chaque Part de Projet des versements opérés par l'Opérateur et définit, en fonction de l'avancement de l'ensemble des Parts de Projet, lesquelles peuvent bénéficier de versements intermédiaires en avance de phase par rapport au calendrier de versements prévu à l'article 3.3.1 de la convention attributive.

Le versement prévu dans le cadre de la Convention sera effectué par le Gestionnaire de projet, sous réserve de la mise à disposition des fonds correspondants par la CDC, sur le compte bancaire ouvert au nom du Partenaire :

Banque	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
[à compléter]	*[à compléter]*	*[à compléter]*	*[à compléter]*	*[à compléter]*

Cette aide n'entre pas dans le champ d'application de la TVA conformément à l'article 3.4 la Convention attributive de la Subvention.

Dans l'éventualité d'un montant total de dépenses inférieur au cumul des versements perçus par le(s) Partenaire(s), celui-ci(ceuxi-ci) s'engage(nt) à reverser le trop-perçu au Gestionnaire de projet, qui s'engage à le reverser à la Caisse des Dépôts. Le(s) Partenaire(s) reverse(nt) le trop-perçu au Gestionnaire de Projet dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la réception de la demande de reversement du Gestionnaire de projet.

Article 7 : CONDITIONS SUSPENSIVES ET DE RESTITUTION DE LA PART DE LA SUBVENTION

Dans l'hypothèse où la CDC, pour quelque cause que ce soit, suspendrait ou cesserait le versement de la Subvention, le Gestionnaire de projet pourra suspendre ou cesser le versement de la Part de la Subvention au(x) Partenaire(s).

Dans l'hypothèse où la CDC, pour quelque cause que ce soit, demanderait la restitution de tout ou partie de la Subvention, le(s) Partenaire(s) s'engage(nt) à reverser au Gestionnaire de projet tout ou une partie de sa Part de la Subvention, dans des proportions indiquées par le Gestionnaire de projet, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de reversement du Gestionnaire de Projet.

Le Gestionnaire de Projet s'engage à communiquer au(x) Partenaire(s) tout document justifiant ces opérations.

La cessation du versement de la Part de la Subvention ou la restitution de la Part de la Subvention entraînent la résiliation de la Convention.

Article 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à la date de sa signature. La prise en compte des dépenses commence à compter du 27 avril 2019.

Sauf résiliation de la Convention conformément à l'article 7 de la Convention, la Convention prend fin à la date de fin du soutien du Projet par le Programme d'Investissements d'Avenir conformément à la convention attributive, soit au plus tard le 31 décembre 2029.

Article 9 : LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de la Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux compétents.

Article 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente Convention doit en faire la demande par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres Parties. Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les Parties, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

Article 11 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'intégralité de l'accord conclu entre les Parties comprend les documents cités ci-dessous :

1. La présente Convention
2. Ses annexes conformément à la convention attributive de la subvention.

Aucune modification de la Convention, quelle que soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles tel que prévu à l'article 10 de la présente Convention.

Fait à [*à compléter*], le [*à compléter*][1], en deux exemplaires originaux.

Pour le Gestionnaire de projet

Pour le(s) Partenaire(s)

[1] La convention de reversement doit être signée dans un délai maximum de deux mois après la signature de la Convention attributive de la Subvention.

Annexe 2 : Convention TIGA entre l'association Construire au futur, Habiter le futur et la Région

Convention entre l'association « Construire au Futur, Habiter le Futur » et la région Île-de-France

ENTRE

La région Île-de-France représenté par sa présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « Porteur de projet » ou « la Région », mandatée en cette qualité par l'ensemble des partenaires impliqués dans le Projet « Construire au futur, Habiter le futur » ;

ET

L'association « Construire au futur, Habiter le futur » représentée par sa présidente, Madame Alexandra Dublanche, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « Gestionnaire de projet » ou « l'association », représentant l'ensemble des partenaires impliqués dans le Projet « Construire au futur, Habiter le futur », constitués en consortium.

La Région et l'association étant ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

Avant-propos

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Vu la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'innovation ;

Vu le cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation » (« l'Appel à projets » ou « l'AAP ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 19 novembre 2018 ;

Vu le Règlement général et financier relatif à l'action « Territoires d'innovation » (le « RGF ») qui précise les modalités de mise en œuvre de l'AAP ;

Vu le dossier de candidature déposé le 26 avril 2019 et les demandes de subvention qui y figurent, déposé par la région Île-de-France, pour le programme « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu l'avis favorable du comité de pilotage Territoires d'innovation en date du 23 juillet 2019 ;

Vu la décision du Premier ministre désignant les lauréats de l'AAP en date du 30 septembre 2019 ;

Vu le courrier du Secrétariat Général Pour l'Investissement en date du 17 octobre 2019 précisant les avis et recommandations du comité de pilotage Territoires d'innovation ;

Vu la décision du Premier Ministre n°2020-TIGA-06 du 5 mars 2020 relative au projet « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu le procès-verbal du Conseil d'administration de l'association Construire au Futur, Habiter le Futur, en date du 26 mars 2020 ;

Vu la convention attributive de la subvention entre la Caisse des Dépôts, la région Île-de-France et l'association « Construire au Futur, Habiter le Futur », signée le 04 mai 2020.

Définitions

Convention : la présente convention.

Convention attributive de la subvention : la convention attributive de la subvention relative au Projet qui est conclue entre la CDC, le Porteur de projet et le Gestionnaire de Projet dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation de grande ambition ». Elle est annexée à la Convention et le Partenaire reconnaît y adhérer pour les dispositions le concernant.

Calendrier et budget prévisionnels : se réfère à l'annexe de la convention attributive de la subvention relative aux caractéristiques du Projet. Le calendrier et le budget prévisionnel s'appliquent à la Convention et le Partenaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

Opérateur ou « CDC » : La Caisse des dépôts et consignations agit en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'Opérateur de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition », volet « Territoires d'innovation ».

Part de la Subvention : part de la subvention que le Gestionnaire de projet reverse au(x) partenaire(s) dans le cadre du Projet, au titre de la réalisation de leur Part du Projet respective.

Part du Projet ou « Action » : part du Projet pour lequel chaque Partenaire s'est engagé dans les lettres d'engagement en réponse à l'appel à projets « Territoires d'innovation de grande ambition ».

Partenaire : un partenaire, partie prenante au Projet, auquel le Gestionnaire de projet reverse sa Part de la subvention au titre de la réalisation du Projet, conformément à l'article 4.1.2 de la convention attributive de la subvention.

Projet : le projet lauréat de la décision rendue par Premier ministre susvisée. La date de commencement du Projet et sa durée de réalisation sont fixés dans la Convention attributive d'aide.

Subvention : subvention accordée au Gestionnaire de projet par la CDC, au nom et pour le compte de l'État, pour la réalisation du Projet.

Avant-propos 1
Définitions 2
ARTICLE 1 : Préambule 3
ARTICLE 2 : Objet de la convention 4
ARTICLE 3 : Rappel des rôles respectifs dans le Projet 4
ARTICLE 4 : Engagements réciproques des Parties 5
4.1 Collaboration de bonne foi 5
4.2 Obligations mutuelles d'information et de suivi 5
ARTICLE 5 : Dispositions transitoires permettant la mise en œuvre du Projet 5
ARTICLE 6 : Durée de la Convention 6
ARTICLE 7 : Résiliation de la Convention 6
ARTICLE 8 : Stipulations générales 7
8.1 Notifications 7
8.2 Nullité 7
8.3 Modification de la Convention 7
8.4 Juridiction 7
8.5 Documents contractuels 8

ARTICLE 1 : Préambule

Le programme « Construire au Futur, Habiter le Futur », dont la gouvernance est assurée par l'association, et dont la Région est Porteur de Projet, a été désigné lauréat de l'appel à projets le 13 septembre 2019. Il réunit dans un consortium inédit 120 partenaires couvrant toute la chaîne de l'habitat et de la construction : aménageurs, constructeurs, concepteurs, fédérations d'entreprises du bâtiment, territoires, et les Franciliens.

Plus de 92 millions d'euros ont été attribués à ce programme (83,8 millions d'euros en fonds propres et 8,4 millions d'euros en subventions). Ils permettront de mobiliser 145 millions d'euros complémentaires de fonds privés, et le reste en fonds publics pour porter le budget total à près de 310 millions d'euros.

Cette initiative, qui s'inscrit dans la stratégie Smart Région, a été distinguée car elle permet d'aider toute la filière habitat construction et en particulier les PME, à aborder la transformation numérique, écologique et citoyenne en accompagnant des projets ambitieux et innovants de territoires.

Le Projet « Construire au Futur, Habiter le Futur » vise à :

- Améliorer le cadre de vie des Franciliens et donc l'attractivité du territoire (lutte contre la pollution de l'air, verdissement des quartiers avec des solutions innovantes, habitat et services publics pensés pour des usages plus fluides) en répondant aux besoins de ses habitants ;

- Renforcer la compétitivité de la filière bâtiment-construction, notamment les TPE et PME, en accélérant leur transformation numérique et en favorisant l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment ;
- Concevoir et concrétiser l'industrie du bâtiment 4.0 en créant un fonds de soutien aux start-up du secteur, ou en facilitant la création d'une usine de construction modulaire. Il s'agit de favoriser un nouvel élan industriel pour créer l'emploi de demain dans la Région.

Ce programme privilégie l'action et vise à construire avec les Franciliens l'industrie de demain, innovante, verte, modulaire, et plus proche des usages de ses clients et bénéficiaires finaux.

Le Porteur de Projet et le Gestionnaire de Projet prennent acte des termes de la convention du 4 mai 2020 entre la Caisse des dépôts et Consignation, la Région et l'association relative au Projet « Construire au Futur, Habiter le Futur ». Le Porteur de Projet et le Gestionnaire de Projet s'engagent en conséquence à conventionner afin de permettre aux Parties de remplir leurs missions relatives au Projet.

ARTICLE 2 : Objet de la convention

Le Projet "Construire au Futur, Habiter le Futur" est lauréat de l'appel à projets Territoires d'Innovation lancé par le SGPI et opéré par la Caisse des Dépôts.

L'association et la Région sont respectivement Gestionnaire et Porteur du Projet.

Dans le cadre de la convention attributive de la subvention, chacune des Parties porte des rôles et responsabilités dans la bonne réussite du Projet.

La présente convention (ci-après la « **Convention** ») a pour objet :

- D'organiser les modalités de mise en œuvre et de suivi du Projet et des Actions ;
- De définir les engagements et obligations réciproques des Parties, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet et du soutien des Actions ;
- De prévoir des modalités transitoires d'application.

ARTICLE 3 : Rappel des rôles respectifs dans le Projet

La Région est Porteur de Projet et porte notamment les rôles suivants :

- Elle est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires et de la coordination des Actions, dans le cadre de la convention d'attribution de la subvention ;
- Elle est responsable de la conduite de la revue annuelle du Projet ;
- Elle porte une obligation de transparence et de reporting vis-à-vis du SGPI et de la Caisse des dépôts jusqu'à la phase d'évaluation ex-post de l'action Territoires d'Innovation.

L’association est Gestionnaire de Projet et porte notamment les rôles suivants :

- Elle porte la gouvernance stratégique du consortium et du Projet ;
- Elle est responsable de la répartition et du reversement de la Subvention entre les Partenaires ;
- Elle assure le suivi de l’exécution opérationnelle et financière du Projet ;
- Elle porte les actions transverses au Projet, notamment l’évaluation.

ARTICLE 4 : Engagements réciproques des Parties

4.1 Collaboration de bonne foi

L’association et la Région s’engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre elles autant que nécessaire afin de s’assurer de la bonne réalisation du Projet, conformément aux termes de la Convention attributive de subventions entre la Caisse des dépôts et consignation, la Région et l’association.

À l’initiative de l’association, un échange opérationnel ou stratégique pourra être organisé, notamment en amont de chaque instance liée au Projet ou au fonctionnement de chacune des Parties.

4.2 Information et suivi

Les Parties, à leur initiative, se transmettent, dans la stricte limite des rôles et responsabilités de chacun, qu’ils soient décrits dans la convention attributive de la subvention, dans les statuts de l’association ou mentionnés dans la Convention :

- Toute information susceptible d’impacter la réalisation du Projet, ou toute information ou tout document lié à un changement affectant le Projet ;
- Tout élément permettant le suivi du Projet et susceptible de concerner l’autre Partie,
- Tout élément nécessaire à la stricte exécution de la convention attributive de la subvention.

La transmission pourra se faire par voie dématérialisée ou support papier.

ARTICLE 5 : Dispositions transitoires permettant la mise en œuvre du Projet

L’association met tout en œuvre pour assurer une mise en place de son activité dans les meilleurs délais afin d’assurer la mise en œuvre rapide du Projet. Néanmoins, le contexte particulier de l’état d’urgence sanitaire rend cette mise en place plus complexe qu’à l’ordinaire.

Dans ce contexte, le conseil d’administration de l’association, tenu le 26 mars 2020, a souhaité confier à la Région un mandat au sens de l'article 1984 du Code civil, lui donnant le pouvoir de réaliser, pour le compte et au nom de l’association, plusieurs actions.

Ainsi, l'association, agissant en qualité de mandant, donne pouvoir à la Région, agissant en qualité de mandataire, de réaliser en son nom et pour son compte des actions relatives à l'achat de prestations de service et d'outillages nécessaires au pilotage et à la mise en œuvre du Projet : engager une ou des consultations, conclure un ou des contrats de commande publique, et amorcer leur exécution.

Le mandat est conclu à titre gratuit. La Convention prévoit ci-après les modalités de remboursement des sommes prises en charge par la Région dans ce cadre :

- Les engagements pris par la Région pour l'association le seront à crédit à hauteur du montant des sommes engagées en contrepartie des prestations exécutées ;
- L'association remboursera ces sommes à la Région :
    - Sous forme d'une déduction du montant de la cotisation due par la Région à l'association en sa qualité de membre de l'association,
    - Sous forme numéraire, à verser à la fin de la Convention, concernant le solde, si le montant des sommes engagées par la Région dépasse les montants des déductions cumulées de cotisations consenties par l'association à la Région ;
- Le mandat laisse ouvert à d'autres formes d'effet équivalent.

Le mandat a une durée ne pouvant excéder la durée de la Convention. Les Parties peuvent y mettre un terme par avenant à la Convention. La fin du mandat donne lieu à un arrêt des comptes.

Par la présente, la Région accepte le mandat donné par l'association.

Les Parties conviennent de transférer les contrats conclus en vertu du mandat, vers l'association aussitôt que les conditions seront réunies pour assurer leur bonne exécution par l'association.

ARTICLE 6 : Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de la date de la signature et reste en vigueur jusqu'au terme de la convention d'attribution de la subvention et de ses éventuels avenants, soit au maximum le 31 décembre 2029.

ARTICLE 7 : Résiliation de la Convention

La Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution par la Région ou l'association de leurs engagements respectifs définis par la Convention. Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par l'une à l'autres des Parties.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par l'association à la Région du fait d'une résiliation de la Convention.

ARTICLE 8 : Stipulations générales

8.1 Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention et qui ne nécessite pas d'avenant à cette dernière pourra être effectuée par une simple communication dématérialisée, notamment un courrier électronique.

En revanche, toute notification nécessitant la mise en place d'un avenant à la Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par simple courriel confirmé le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

8.2 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

8.3 Modification de la Convention

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la Convention doit en faire la demande par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie. Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les Parties, et autorisé par l'assemblée délibérante, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

8.4 Juridiction

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la Convention.

Sur cette base, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution, l'interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut de résolution amiable, les litiges les concernant seront portés devant les juridictions compétentes.

8.5 Documents contractuels

Aucune modification de la Convention, quelle que soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles, conformément aux dispositions de la présente Convention.

Fait en deux exemplaires,

À Saint-Ouen-sur-Seine, le …/…/2020

Pour la Région	**Pour l'association**
Valérie PÉCRESSE	**Alexandra DUBLANCHE**
Présidente de la région Île-de-France	Présidente de l'association

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C12

DU 27 MAI 2020

AIDES AUX ENTREPRISES : PM'UP COVID-19, 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le régime d'aides d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 ;

VU l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2020-C01 du 2 avril 2020 relative aux modalités d'organisation des séances de la commission permanente par téléconférence pendant la période de l'état d'urgence sanitaire ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-C03 du 3 avril 2020 relative aux aides aux entreprises : fonds de solidarité pour les entreprises et extension du dispositif PM'up ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C12 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 10 bénéficiaires PM'up Covid-19

Décide de participer au titre du dispositif PM'up Covid-19, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 1 542 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2020-C03 du 3 avril 2020 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

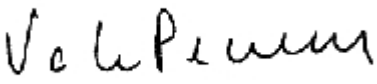
Affecte une autorisation de programme de 1 542 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400112 « PM'up Covid-19 » du budget 2020.

Article 2 : Lancement d'un marché pour sélectionner un prestataire assurant la mission d'écoute, orientation et conseil des entreprises franciliennes touchées par la crise liée au Covid-19

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant prévisionnel de 200 000 € au titre d'un marché public pour la gestion de la cellule d'écoute, orientation et conseil des entreprises franciliennes touchées par la crise liée au Covid-19, d'un montant de 200 000 €.

Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

27/05/2020 10:42:12

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc182708-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Désignation des bénéficiaires PM'up Covid-19

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050254 - PM'up Covid-19 - TEKYN SAS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	778 439,00 € HT	49,46 %	385 000,00 €
	Montant total de la subvention		385 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEKYN SAS
Adresse administrative : 70 RUE DU BALLON
59800 LILLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur DONATIEN MOURMANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 mars 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Masques barrières UNS1 et UNS2.

L'équipe de TEKYN a mis au point dans un temps record et en adaptant ses technologies, les bases de outils digitaux et robotiques permettant de produire et conditionner des masques barrières UNS1 et UNS2 en quantité industrielle (4 millions de masques/mois).
Masques validés par la Direction Générale de L'Armement.
Masque lavable 30 fois sans usure prématurée.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	602 364,00	52,87%
R&D	101 075,00	8,87%
Recrutement	75 000,00	6,58%
Autres dépenses non éligibles	360 934,00	31,68%
Total	1 139 373,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	385 000,00	33,79%
Autofinancement	410 159,00	36,00%
Autres financements	344 214,00	30,21%
Total	1 139 373,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050255 - PM'up Covid-19 - R-PUR

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	691 239,00 € HT	59,31 %	410 000,00 €
	Montant total de la subvention		410 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : R-PUR
Adresse administrative : 24 AVENUE DU REPOS
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MATTHIEU LECUYER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 mars 2020 - 18 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Masques, surblouses.

Création d'une ligne de production de masques médicaux à destination des personnes exposées au Covid-19. R-PUR est une société qui développe des technologies de filtration haute performance dans le secteur privé et professionnel. Elle intègre ses technologies dans des masques pour différents usages et innove constamment pour répondre à de nouvelles demandes.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	604 589,00	55,65%
R&D	61 650,00	5,68%
Recrutement	25 000,00	2,30%
Autres dépenses non éligibles	395 090,00	36,37%
Total	1 086 329,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	410 000,00	37,74%
Autofinancement	286 329,00	26,36%
Autres financements	390 000,00	35,90%
Total	1 086 329,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050276 - PM'up Covid-19 - PIOT & TIROUFLET

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	60 000,00 € HT	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIOT & TIROUFLET
Adresse administrative : 6 RUE BERNARD PALISSY
91070 BONDOUFLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE LAVIALLE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 avril 2020 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Conditionnement de gel pour l'ensemble des acteurs du réseau et confection de gel parfumés et personnalisés à destination des entreprises pour offrir à leurs clients.

Achat de machines pour mise en flacon de gel, mises à disposition pour l'ensemble des acteurs du réseau (projet référencé par Cosmetic Valley, Grand Paris Sud). En parallèle, confection de gel parfumé et personnalisé à destination des entreprises.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil	15 000,00	15,13%
Investissement matériel	35 000,00	35,30%
Investissement immatériel	6 000,00	6,05%
R&D	4 000,00	4,03%
Autres dépenses non éligibles	39 160,00	39,49%
Total	99 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	30 000,00	30,25%
Dettes (Préciser auprès de quel organisme)	50 000,00	50,42%
Autres financements	19 160,00	19,32%
Total	99 160,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050277 - PM'up Covid-19 - ETAT DE SIÈGES (ACCÈS-SIT)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	151 780,00 € HT	70,17 %	106 500,00 €
	Montant total de la subvention		106 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETAT DE SIEGES
Adresse administrative : 12 RUE DE PICARDIE
95310 SAINT OUEN L AUMONE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CL MENT DE SOUZA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 avril 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Kit de Blouses lavables, kit de masques barrières lavables.

Transformation de machines à découpe numérique et conception par leur BE, dès le 2 avril, de kits prêts à coudre. Trois produits sont à l'étude ou en production : kit blouse jetable en polypropylène 100%, kit de blouse lavable en polyester/coton 65/35 et 50/50 et kit de masque barrière lavable et jetable. Investissement d'une seconde machine de découpe, afin de pouvoir produire à la fois des kits de blouses et de masques. Passage des tests requis auprès des laboratoires spécialisés pour obtenir les normes en vigueur. La réalisation de ce pivot a amené à la création d'un GIE « Territoire solidaires ». Il regroupe à ce jour 3 entreprises qui ont la volonté de continuer la réalisation de produits de protection médicale et de faciliter la fabrication et l'approvisionnement en circuit court de ces produits. Les kits seront fabriqués par les membres du GIE (entreprises) et une partie de la confection (couture) sera réalisée par des sous-traitants (de type centres de réinsertions, ESS, etc.). Le but est de fabriquer des produits « made in France » en circuit court, de faciliter la relance d'outils de productions à l'arrêt ou ayant perdu une importante partie de leur activité depuis le 16 mars 2020 et de faciliter la réinsertion de personnes sans activité. Aujourd'hui et jusqu'au moment du déconfinement, ces kits sont confectionnés par 1 000 couturiers amateurs bénévoles répartis dans le Vexin fançais, mobilisés grâce à l'action du collectif « Blouses pour l'hôpital » dont l'entreprise est avec 5 autres chefs d'entreprises du Val d'Oise, à l'initiative. Toutes les informations relatives à ce collectif sont sur le site blousespourlhopital.com.

Localisation géographique :

- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	7 750,00	4,65%
Investissement matériel	141 780,00	85,01%
R&D	2 250,00	1,35%
Autres dépenses non éligibles	15 000,00	8,99%
Total	166 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	106 500,00	63,86%
Autofinancement	15 000,00	8,99%
Autres financements	45 280,00	27,15%
Total	166 780,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050278 - PM'up Covid-19 - HUBLEX

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	90 650,00 € HT	50,19 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUBLEX
Adresse administrative : 86 RUE DE PARIS
91400 ORSAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JONATHAN LEVY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Développement de 2 modèles industriels réutilisables de visières de protection et production.

Start-Up qui a modifié en partie son outil de production et fabrique des visières indispensables à la sécurité des soignants dans la lutte contre le Covid-19. Cette action en partenariat avec l'université Paris Saclay, l'IUT de Cachan et Centrale Supelec a jusqu'ici permis d'assurer les besoins des personnels de hôpital Paul-Brousse et de l'institut Gustave-Roussy à Villejuif, ainsi qu'à plusieurs laboratoires d'analyse de la région.
L'entreprise dispose aujourd'hui d'une version testée, vérifiée et approuvée, car résistante et désinfectable facilement.
Elle souhaite maintenant et dans le cadre de son partenariat, accélérer cette production à l'aide d'outils industriels (injection), pour pourvoir à la demande au minimum nationale des secteurs de la santé, de la logistique et la distribution.

Localisation géographique :
- ORSAY
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	700,00	0,65%
Conseil	20 700,00	19,32%
Investissement matériel	37 125,00	34,65%
Investissement immatériel	3 750,00	3,50%
R&D	3 375,00	3,15%
Recrutement	25 000,00	23,33%
Autres dépenses non éligibles	16 500,00	15,40%
Total	107 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	45 000,00	42,00%
Dettes (Préciser auprès de quel organisme)	38 000,00	35,46%
Autofinancement	15 575,00	14,54%
Autres financements	8 575,00	8,00%
Total	107 150,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050280 - PM'up Covid-19 - SISSI & CIE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	140 000,00 € HT	46,43 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SISSI & CIE
Adresse administrative : 225 RUE DIDEROT
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur MICHEL SIMON, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Masques grand public.

Production de masques alternatifs anti projections, de masques type AFNOR chirurgicaux de deux épaisseurs en tissu polycoton 14/160 gm2.
Nécessite un renfort humain par un recrutement de 7 personnes, en plus des 5 personnes déjà affectées à la production/logistique. Ainsi que de nouveaux moyens de production avec l'acquisition de tables de coupe aux normes et de machines à coudre.

Localisation géographique :
- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	90 000,00	45,78%
Recrutement	50 000,00	25,44%
Autres dépenses non éligibles	56 579,00	28,78%
Total	196 579,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	65 000,00	33,07%
Autofinancement	131 579,00	66,93%
Total	196 579,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050285 - PM'up Covid-19 - CAD.42 SERVICES SAS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	426 500,00 € HT	50,06 %	213 500,00 €
	Montant total de la subvention		213 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAD 42 SERVICES SAS
Adresse administrative : 10 RUE DE PENTHIEVRE
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JEAN-PHILIPPE PANAGET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Réaliser des tags qui se synchronisent entre eux (débouchés commerciaux nombreux : grandes distribution, ateliers et chantiers). Applications pour organiser les nouveaux modes d'organisation au regard de la distanciation sociale, pour évaluer les distances. Le tag ou le dispositif en question émet un signal sonore et lumineux lors d'une alerte de distanciation.

Le projet vise à l'industrialisation d'un dispositif permettant l'alerte aux opérateurs lorsqu'une distance configurable entre 1 et 2 mètres n'est pas respectée. Les dispositifs portés par les opérateurs mesurent la distance de façon continue à 10 cm de précision et ne nécessitent pas d'infrastructure (simple d'utilisation). Ce système répond tout d'abord aux règles de distanciation demandées par le gouvernement. Ce système relève d'un mode de fonctionnement qu'on appelle de « ranging ». Chaque dispositif se synchronise avec ceux qui se trouvent autour de lui (dans un périmètre d'une dizaine de mètres). Grâce à l'ultra wide band (UWB), les dispositifs vont évaluer les distances en mesurant le temps de vol que les ondes radio vont mettre à atteindre un autre dispositif. Les mesures se font une vingtaine de fois par seconde pour chacun d'entre eux. Ce dispositif n'est pas un système de géolocalisation ce qui garantit la protection des données personnelles des porteurs.
Le programme présenté financera un certain nombre d'investissements matériels (achat de moules, imprimante à frittage laser, ordinateurs, bancs test, matériels électroniques immobilisables, serveurs) ; le dépôt (ou extension) d'un ou de plusieurs brevets ainsi que plusieurs prestations de conseils sur des sujets spécifiques (injection plastique, étude de photospectrométrie).

Pour ce qui concerne les renforts humains, l'entreprise a prévu notamment des recrutements en R&D pour 2020 et dans le cadre de ce projet elle souhaite recruter plus spécifiquement un poste encadrant en R&D (team lead, manager R&D).

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	40 000,00	6,67%
Conseil	160 000,00	26,67%
Investissement matériel	28 000,00	4,67%
R&D	148 500,00	24,75%
Recrutement	50 000,00	8,33%
Autres dépenses non éligibles	173 500,00	28,92%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	213 500,00	35,58%
Autofinancement	50 000,00	8,33%
Levée de fonds (Préciser quand et auprès de quel organisme)	50 000,00	8,33%
Autres financements	286 500,00	47,75%
Total	600 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050290 - PM'up Covid-19 - LE COMPTOIR DES VENTES / ROBERT BARDET EMBALLAGES

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	180 000,00 € HT	50,00 %	90 000,00 €
	Montant total de la subvention		90 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE COMPTOIR DES VENTES / ROBERT BARDET EMBALLAGES
Adresse administrative : 374 RUE HENRI DE FRANCE 77124 VILLENOY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEROME OULHEN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Masques FFP1.

Lancer une chaine de production de masques respiratoires de type FFP1 car la structure le permet. Ses atouts sont le maillage de distribution et la connaissance des machines. La production sera effective très rapidement pour répondre à la demande. Elle a déjà un client qui s'engage sur les volumes conséquents. En fonction des destinations, des livraisons via ses transporteurs (Messagerie) sont prévus.
Elle a un besoin de trésorerie pour cette opération de production. Elle souhaite réaliser un investissement dans une machine de fabrication de masques FFP1. Ces machines sont disponibles en Italie pour un coût unitaire de 150 K€. Elles permettront de produire une quantité de plus de 6 millions de masques en 8 mois. Le coût d'achat des matières premières spécifiques en « tissu non tissé » s'élève lui à 650 K€, pour couvrir une période de 8 mois.
L'investissement global est de 400 K€ pour les 3 premiers mois (achat de machine + matière première).

Localisation géographique :
- VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	180 000,00	45,00%
Autres dépenses non éligibles	220 000,00	55,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	90 000,00	22,50%
Autres financements	310 000,00	77,50%
Total	400 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050291 - PM'up Covid-19 - POCKET RESULT

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	223 500,00 € HT	50,11 %	112 000,00 €
	Montant total de la subvention		112 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POCKET RESULT
Adresse administrative : 43 GRANDE RUE
78580 JUMEAUVILLE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur REMY BELLAVOINE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mars 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Application MedFindr, qui permet de mettre en relation les étudiants et les services hospitaliers.

L'application est un outil qui s'appelle MedFindr (plateforme web et application) pour coordonner les demandes et offres entre les étudiants en médecine de Paris et les services des hôpitaux de l'APHP, qui ont besoin de main d'œuvre supplémentaire. Possibilité d'application pour l'école d'infirmières, avec des offres de stages pour l'AP-HP.
Le déploiement de cet outil a été réalisé en un temps record par l'équipe technique de l'entreprise en étroite collaboration avec le Professeur Cécile Badoual, chef de service d'anatomo-pathologie de l'Hôpital européen G. Pompidou à Paris.
M. Martin Hirsch informé, attend beaucoup d'un outil comme celui-ci.
Un POC est actuellement en place sur 8 hôpitaux de l'APHP et 2.000 étudiants. L'objectif étant de monter jusqu'à 40.000 étudiants et l'ensemble des hôpitaux de l'APHP.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Brevet	3 000,00	1,14%
Conseil	55 000,00	20,87%
R&D	115 500,00	43,83%
Recrutement	50 000,00	18,98%
Autres dépenses non éligibles	40 000,00	15,18%
Total	263 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	112 000,00	42,50%
Autofinancement	151 500,00	57,50%
Total	263 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12

DOSSIER N° EX050292 - PM'up Covid-19 - FAIRCO

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 909-94-20421-194001-400
Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	169 500,00 € HT	50,15 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAIRCO
Adresse administrative : 17 RUE GUTENBERG
91620 NOZAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JOSSELYN LANES, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

Description :
Masques FFP2.

Le projet est de monter une ligne de confection de masque répondant dans l'immédiat à la demande du masque grand public et dans un second temps aux besoins « normaux » des secteurs du BTP et du médical. L'entreprise a opté pour une machine de fabrication par soudure ultrasonique permettant une forte cadence (jusqu'à 200 000 masques par semaine), masque de type « bec de canard ».

Localisation géographique :
- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	98 750,00	53,96%
Investissement immatériel	9 500,00	5,19%
R&D	11 250,00	6,15%
Recrutement	50 000,00	27,32%
Autres dépenses inéligibles	13 500,00	7,38%
Total	183 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	85 000,00	46,45%
Dettes(Préciser auprès de quel organisme)	55 000,00	30,05%
Autofinancement	37 500,00	20,49%
Autres financements	5 500,00	3,01%
Total	183 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-162

DU 27 MAI 2020

PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES, 3ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation trritoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative au règlement d'intervention régional « Emploi et filières » ;

VU la délibération n° CR 69-10 du 18 novembre 2010 relative à l'adoption de la politique régionale en faveur de l'innovation : les structures d'accompagnement ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI et à l'ajustement de la politique régionale en faveur du développement du numérique » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative au Grand Paris Région Up tome 1 : attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, Innov'up, Proto et TP'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à #Leader stratégie pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France – Adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 – Débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entreprenariat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 mise en œuvre de la stratégie leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à l'Entreprenariat et aux autres actions économiques ;

VU la délibération n° CP 2018-243 du 30 mai 2018 relative au Paris Région UP : subventions PM'up et TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative au Paris Région UP / subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP - Attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'Innov'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU la délibération n° CP 2018-564 du 21 novembre 2018 relative au déploiement du programme Entrepreneur #Leader 2018-2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 2019-043 du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté » ;

VU la délibération n° CP 2019-439 du 17 octobre 2019 relative à la politique régionale en faveur de l'innovation : challenge IA santé 2019 et autres affaires économiques ;

VU la délibération n° CP 2019-501 du 20 novembre 2019 relative au soutien à l'innovation et l'entrepreneuriat ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-162 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 19 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 3 007 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 262 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 550 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up industrie » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 195 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS » du budget 2020.

Article 2 : Adoption d'un avenant spécifique PM'up

Approuve l'avenant n°1 à la convention 2018-3-AUT-627228-A, de l'entreprise **HANDEO**, approuvée par la délibération n° CP 2018-243 du 30 mai 2018 susvisée, tel qu'il figure en annexe 2 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 : Désignation de 13 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 383 900 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 383 900 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 «TP'up » du budget 2020.

Article 4 : Marché dédié à l'anticipation et la résolution des difficultés des entreprises

Décide de lancer un marché pour mettre en place un dispositif d'anticipation et d'accompagnement des entreprises qui rencontrent des difficultés.

Affecte une autorisation d'engagement de 255 600 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Article 5 : Modification du règlement d'intervention du « Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens »

Décide d'adopter le nouveau règlement d'intervention du dispositif « Chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens » tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération.

Décide d'autoriser la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires, à compter du 12 mars 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 : Convention relative au versement de crédits de l'État pour le soutien aux pôles de compétitivité

Approuve la convention relative au versement de crédits de l'Etat à la Région afin de financer le fonctionnement des 6 Pôles de compétitivité franciliens jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Financement de l'organisation régionale d'Entrepreneur Coaching Day

Décide d'organiser la manifestation Entrepreneur Coaching Day.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 225 000€ disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation», programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200207 « Evaluation études et promotion », du budget 2020, pour couvrir des dépenses de logistique et communication engendrées par l'organisation par la Région d' Entrepreneur coaching day.

Article 8 : Soutien à l'incubateur Jean-Luc François

Décide de participer au titre du dispositif Lieux d'Innovation au financement du fonctionnement de l'incubateur Jean-Luc François à Pantin (93), tel que détaillé en annexe 6 par l'attribution d'une subvention en faveur de l'association Jean-Luc François d'un montant maximum prévisionnel de 67 500 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 67 500 € disponible sur le chapitre 939 «Action économique», code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 «Soutien à l'innovation», action 19200203 « Structures d'appui à l'innovation » du budget 2020.

Article 9 : Financement de la mission d'accompagnement Connect City

Décide de financer la mission d'accompagnement à la sélection par le biais d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) d'une ou plusieurs villes pionnières qui accueilleront un projet inédit permettant à des entreprises, en partenariat avec la puissance publique, d'expérimenter des innovations sociétales, digitales, économiques et écologiques. Ce projet a pour ambition de renforcer l'attractivité du territoire, en proposant un nouveau modèle de ville réactive, qui protège les habitants et le tissu économique.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et innovation», programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », Action 19200207 « Evaluation études et promotion », du budget 2020.

Article 10 : Soutien à l'entrepreneuriat innovant

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 679 000 € à Scientipôle Initiative dont le projet est détaillé en annexe 8.

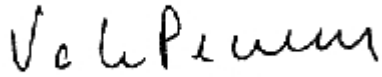
N° IRIS	Scientipôle Initiative- Wilco	Territoire d'intervention	Aide en fonctionnement
20004537	Scientipôle Initiative- WILCO	IDF	679 000 €
	Total		679 000 €

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion entre la Région et le bénéficiaire d'une convention figurant en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 679 000 € disponible prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche-projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc175540-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Désignation des bénéficiaires PM'up

Désignation de 19 bénéficiaires PM'up

jury du 30 avril 2020

RAISON SOCIALE	filière	ville	subvention attribuée	date de prise en compte des dépenses	nombre de stagiaires
C.DIS	Autre	LISSES	210 000 €	12/08/2019	3
CARREVOLUTIS	Autre	Boulogne Billancourt	160 000 €	28/10/2019	3
CLICKON	Numérique	Marcoussis	150 000 €	03/06/2019	3
CREATION JMC	Autre	Chessy	180 000 €	25/10/2019	3
DESTYGO	Numérique	Paris	150 000 €	26/08/2019	3
DOUBLE SENS	Tourisme, sports, loisirs	PARIS	127 000 €	22/04/2019	3
HIRESWEET	Numérique	Paris	180 000 €	30/11/2019	3
I-DEMENAGER	Numérique	Paris	120 000 €	05/12/2019	3
IDEQUANET	Numérique	Paris	165 000 €	25/11/2019	3
ISFM SAS	Automobile et mobilités	Meudon La Forêt	250 000 €	25/02/2020	3
LCS	Autre	Ennery, France	120 000 €	29/05/2019	3
MOONGROUP	Numérique	Paris	160 000 €	04/07/2019	3
MSER - MENUISERIE SERRURERIE ENTRETIEN RENOVATION	Autre	ROMAINVILLE	140 000 €	04/02/2020	3
MY TRAFFIC	Numérique	Montreuil	150 000 €	15/01/2020	3
NOVAEDIA	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	Saint Denis	195 000 €	01/08/2019	3
NOVAIR	Santé	Roissy en France	160 000 €	28/11/2019	3
RICHEBOURG CONSEIL	Numérique	VINCENNES	120 000 €	14/06/2019	3

RAISON SOCIALE	filière	ville	subvention attribuée	date de prise en compte des dépenses	nombre de stagiaires
TETU VENTURES	Autre	PARIS	150 000 €	10/09/2019	3
WIN MS	Autre	ORSAY	120 000 €	30/10/2019	3

Annexe 2 : Avenant n° 1 - HANDEO

Avenant n°1

à la convention n° 2018-3-AUT-627228-A

approuvée par la délibération CP 2018-243 du 30 mai 2018

attribuant la subvention PM'up

La REGION ILE DE FRANCE
2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN

Dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération CP 2020-162 du 27/05/2020

et

HANDEO
14, rue de la Tombe Issoire - 75014 Paris
SIREN : 500 449 830

Représenté par la personne d'Emeric Guillermou, président de l'association HANDEO, dûment habilité.

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et dans le respect du RI du dispositif PM'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up et modifié par CP n° 2018-427 du 19 septembre 2018.

Par délibération CP 2018-243 du 30 mai 2018, la commission permanente a attribué une subvention à l'association HANDEO pour un montant de 130 000€ dans le cadre de son projet PM'up.

Une réorganisation de l'association HANDEO a conduit à la création d'une filiale commerciale HANDEO SERVICES SAS, par convention d'apport partiel d'actifs déposée au greffe du Tribunal de commerce de Paris. Le projet est conjointement réalisé par l'association HANDEO et HANDEO SERVICES SAS. L'association HANDEO est mandataire du projet.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale
La Région autorise l'association HANDEO à reverser une partie de la subvention reçue à la société HANDEO SERVICES SAS.

Article 2 : Dispositions non modifiées
Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

signature des parties

A……., le ……
Représentant légal Monsieur Emeric Guillermou de **l'association HANDEO**

A……., le ……
La région Île-de-France

Annexe 3 : Désignation des bénéficiaires TP'up

Evaluation Only. Created with Aspose.Words. Copyright 2003-2019 Aspose Pty Ltd.

Désignation de 13 entreprises bénéficiaires TP'up - CP du 27 mai 2020

Raison sociale	Filière	Ville	Fonctionnement	Investissement	Total subvention attribuée	Date transmission de la demande	Nbre de stagiaires
ACCELERATORS AND CRYOGENIC SYSTEMS	Autre	ORSAY	0 €	24 000 €	**24 000 €**	**18/02/2019**	2
UNITED VISUAL RESEARCHERS	Autre	PARIS 6ème arrondissement	0 €	28 000 €	**28 000 €**	**27/03/2019**	2
THE KNOWLEDGE IMPROVEMENT PROJECT (KIP)	Numérique	VINCENNES	0 €	25 000 €	**25 000 €**	**05/07/2019**	2
UNE LIGNE	Tourisme, sports, loisirs	PARIS 3ème arrondissement	0 €	34 000 €	**34 000 €**	**30/09/2019**	2
ATELIER CATHERINE POLNECQ	Autre	PARIS 11ème arrondissement	0 €	7 900 €	**7 900 €**	**09/12/2019**	1
EPL	Automobile et mobilités	FAREMOUTIERS	0 €	55 000 €	**55 000 €**	**20/12/2019**	2
EXCELLENTS EXCÉDENTS	Autre	SAINT DENIS	0 €	19 000 €	**19 000 €**	**28/12/2019**	1
VIRTUALITY OVER REALITY	Numérique	ISSY LES MOULINEAUX	0 €	33 000 €	**33 000 €**	**13/01/2020**	2
JANAÏNA MILHEIRO	Autre	PARIS 20ème arrondissement	0 €	15 000 €	**15 000 €**	**13/01/2020**	1
CROCE COSTA AFV	Autre	BOULOGNE BILLANCOURT	0 €	17 000 €	**17 000 €**	**20/01/2020**	1
MEET MY MAMA	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition, sylviculture	PARIS 8ème arrondissement	0 €	40 000 €	**40 000 €**	**22/01/2020**	2

Created with an evaluation copy of Aspose.Words. To discover the full versions of our APIs please visit: https://products.aspose.com/words/

NDT INSPECTIONS	Autre	VILLEPINTE	0 €	40 000 €	**40 000 €**	**29/01/2020**	2
BEL'AVIE	Autre	SUCY EN BRIE	0 €	46 000 €	**46 000 €**	**07/04/2020**	2

ASPOSE
Your File Format APIs

Created with an evaluation copy of Aspose.Words. To discover the full versions of our APIs please visit: https://products.aspose.com/words/

Règlement d'Intervention

Chèque numérique
« Pour un commerce connecté »

BASES RÉGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°14/08/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Articles L. 1511-2 et L1611-7 I du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Conformément à la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce de proximité adoptée par délibération CR 2018-043, le présent dispositif a pour objectif de réduire le retard numérique et développer l'activité en ligne des artisans et commerçants de proximité.

Le chèque numérique « pour un commerce connecté » se décline en deux volets en fonction de la typologie de bénéficiaires visés :

- **Cible 1** : artisans et commerçants franciliens
- **Cible 2** : communes ou leurs groupements

VOLET 1 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES ARTISANS ET COMMERÇANTS FRANCILIENS

L'aide régionale a une valeur incitative et intervient sur les trois volets suivants :

- Améliorer sa gestion digitale
- Développer le Web-to store grâce au marketing digital
- Booster ses ventes grâce au e-commerce

<u>Bénéficiaires</u>

Sont éligibles :

- les artisans et commerçants de proximité[1] indépendants (hors franchise), avec ou sans point de vente, sédentaires ou non, y compris les artisans d'art,
- ayant leur établissement en Île-de-France,
- avec un effectif inférieur à 10 salariés, y compris les entreprises sans salarié
- inscrites au RCS et/ou au RM

[1] Sont éligibles les artisans et commerçants de proximité, c'est-à-dire les établissements qui proposent la vente de produits ou services aux <u>particuliers</u> dont les achats sont quotidiens ou fréquents : commerce de détail (dt commerces de bouche), coiffure-soin de beauté, restauration, fleuristes, services de réparation aux particuliers, … mais aussi artisan d'art, avec ou sans atelier. Il cible ainsi les artisans et commerces de proximité tels que définis ci-dessus et relevant des codes NAF 10 à 33, 43 à 47, 49, 55 et 56, 7420Z, 79, 81, 9312 et 9313, 95 et 96. Sont donc notamment exclus les entreprises de la filière numérique, la vente par correspondance, les activités financières et immobilières, les organismes de formation, les activités de conseil, les bureaux d'études, les activités de services aux entreprises. La Région se réserve par ailleurs le droit d'exclure un établissement dont l'activité ne correspond manifestement pas à son code NAF ou à celle d'artisan et commerce de proximité défini plus haut.

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent s'inscrire sur la plateforme des aides régionales Mes Démarches et compléter le dossier de candidature en ligne comprenant notamment :

- un extrait Kbis ou D1,
- un RIB,

- SOIT directement **les factures acquittées ;**
- SOIT les **pièces justificatives des dépenses prévisionnelles** (devis ou tout document émis par le prestataire comme une grille tarifaire,...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le bénéficiaire atteste sur l'honneur au moment du dépôt de sa demande être en règle avec ses obligations sociales et fiscales et déclarer les aides de minimis octroyées et à venir. Il s'engage également à la véracité des informations transmises, au respect des conditions d'éligibilité de l'aide et des engagements précisés sur Mes démarches ainsi qu'au respect des obligations en matière de communication (notamment l'affichage dans sa boutique du sticker « Ici la région Île-de-France soutient la transition numérique de vos artisans et commerçants », l'inscription de la version numérique de ce sticker sur l'application ou le site web de l'entreprise réalisé grâce au chèque numérique ainsi que l'inscription d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France), en matière d'exploitation des données et de contrôle par la Région.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles à la subvention régionale sont exclusivement des dépenses de fonctionnement à l'exception des dépenses de développement / réalisation / acquisition de site internet et acquisition de licence qui relèvent de la section investissement. Selon le type de dépenses qui seront présentées par le bénéficiaire, il conviendra de sélectionner le type d'aide adéquat (investissement ou fonctionnement).

Améliorer sa gestion digitale

- Abonnements à des logiciels et solutions digitales de gestion en ligne (gestion de stock, facturation, solutions de paiement, logiciel d'encaissement pour caisse tactile-connectée ou imprimante connectée, comptabilité, gestion et relations clients, CRM/EBP…) ainsi que les frais d'installation et de paramétrage de ces solutions

- Dépenses de formation individuelle pour améliorer ses compétences numériques (formation en présentiel ou en ligne) ;

Développer le Web-to-store grâce au marketing digital

- Solutions de géolocalisation, frais de référencement (SEO), achat de mots clés, campagne Adwords (SEA), analyse des statistiques d'audience…
- Dépenses de publicité digitale: solutions pour la visibilité digitale, campagne de publicités en ligne, achat de publicités sur les réseaux sociaux (SMA, SMO), solutions de fidélisation (programme fidélité, carte de fidélité, promotion, bons plans..), solutions d'envois de mails, sms, newsletters,…
- la formation, les frais d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions...

Booster ses ventes grâce au e-commerce

- Réservation de nom de domaine, frais d'hébergement
- Développement, réalisation, acquisition d'un site internet pour son commerce
- Abonnement à un logiciel de création de site en SaaS, frais d'optimisation
- Abonnement ou commissions sur les ventes liés à une solution visant à développer les ventes : prise de RDV, création de devis, marketplace (place de marché, plateforme en ligne), application de vente en ligne ou de click and collect, solution digitale, gestionnaire de marketplaces /gestionnaire de flux…
- les frais de formation, d'installation et d'optimisation liés à l'acquisition de ces solutions…
- Les frais liés au recours à des solutions ou services de livraison (prestation ponctuelle, abonnement…)

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les dépenses de fonctionnement soient comptabilisées dans les charges de l'entreprise, hormis les dépenses relatives au développement / réalisation / acquisition d'un site internet et l'acquisition d'une licence qui devront être comptabilisées en immobilisations et inscrites à l'actif de l'entreprise. Il devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes démarches. La subvention finançant l'acquisition d'immobilisation correspond pour le bénéficiaire à une subvention d'investissement.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **à compter du 12 mars 2020** et dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification de l'aide.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **1500 €** sous forme de subvention

Un établissement ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles.**

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 150 €, dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 300 €	**150 €**
A partir de 600 €	**300 €**
A partir de 900 €	**450€**
A partir de 1200 €	**600 €**
A partir de 1500 €	**750 €**
A partir de 1800 €	**900 €**
A partir de 2100 €	**1050 €**
A partir de 2400 €	**1200 €**
A partir de 2700 €	**1350 €**
A partir de 3000 €	**1500 €**

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses H.T. pour les structures assujetties à la TVA et des dépenses T.T.C. pour les structures non assujetties à la TVA.

CIBLE 2 : CHEQUE NUMERIQUE EN FAVEUR DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMMERCES DE LEUR TERRITOIRE

L'aide régionale a pour objet de soutenir la mise en place de projets digitaux par les communes ou leurs groupements visant à renforcer les compétences numériques des commerces de leur territoire et développer leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits.

Bénéficiaires

Sont éligibles les communes du territoire francilien ou leurs groupements.

Modalités de la demande d'aide

Pour être bénéficiaire de l'aide, le candidat doit s'inscrire sur la plateforme des aides régionales et compléter le dossier de candidature en ligne.

Le candidat transmet notamment les **pièces justificatives des dépenses prévisionnelles** (devis,...) pour un avis de notification préalable. Le versement de la subvention se fera dans un second temps sur **transmission des factures acquittées**.

Le candidat devra justifier de la pertinence du développement de la solution à l'échelle de son territoire en articulation avec l'offre existante.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, ni à l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16.

Dépenses éligibles

Le volet 2 du chèque numérique vise à soutenir la mise en place ou le renouvellement par les communes ou leurs groupements de projets digitaux visant à développer grâce au digital l'activité des commerces de proximité en renforçant leurs compétences numériques et en favorisant leur visibilité ainsi que la vente en ligne de leurs produits, tels que :

- solution de référencement / recensement des commerces / géolocalisation,
- solution de click and collect,
- solution d'aides à la vente, de marketplace locale, avec ou non solution de paiement et service de logistique,
- solution de promotion et de fidélisation, gamification, d'animation commerciale
- formation en ligne au numérique pour les commerces de son territoire…

L'aide proposée prend en charge soit des dépenses de fonctionnement, soit des dépenses d'investissement en fonction de la solution choisie, parmi lesquelles :

- abonnement sur 12 mois maximum,
- frais de formation liés à l'acquisition de la solution,
- frais d'installation, de paramétrage, gestion des encaissements,
- hébergement, licence,…

- acquisition, développement ou renouvellement de la solution,…
- dépenses de communication,…
- assistance à maîtrise d'ouvrage,
- dépenses liées à la mise en place de formations en ligne pour renforcer les compétences numériques des commerces de son territoire

Les dépenses prises en compte portent **sur une durée maximale d'un an**.

Le bénéficiaire devra préciser la modalité choisie (investissement ou fonctionnement) selon la nature de ses dépenses au moment du dépôt de sa demande sur Mes Démarches.

Les dépenses éligibles doivent avoir été réalisées **après la date de notification de l'aide** et dans un délai maximal de 18 mois après la date de notification de l'aide.

Nature et montant de l'aide

Montant maximal : **10 000 €** sous forme de subvention

Un même porteur ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Calcul du montant de l'aide

Le taux maximal d'intervention de la Région s'élève à **50 % des dépenses éligibles.**

Le montant de l'aide régionale est forfaitaire et est calculé par tranche de 1 000 € dans les limites des montants minimal et maximal selon les modalités suivantes :

Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
A partir de 2 000 €	**1 000 €**
A partir de 4 000 €	**2 000 €**
A partir de 6 000 €	**3 000 €**
A partir de 8 000 €	**4 000 €**
A partir de 10 000 €	**5 000 €**
A partir de 12 000 €	**6 000 €**
A partir de 14 000 €	**7 000 €**
A partir de 16 000 €	**8 000 €**
A partir de 18 000 €	**9 000 €**
A partir de 20 000 €	**10 000 €**

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses H.T. pour les structures assujetties à la TVA et des dépenses T.T.C. pour les structures non assujetties à la TVA.

Modalités de versement et caducité (CIBLES 1 et 2)

La subvention d'investissement ou de fonctionnement sera versée uniquement sur factures acquittées.

Elle sera calculée par application du forfait indiqué dans le tableau ci-dessus sur la base des dépenses présentées (HT ou TTC en fonction du statut fiscal du bénéficiaire). La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Les demandes de versement peuvent prendre la forme :

- d'un acompte et d'un solde (notamment si les dépenses éligibles comprennent un/des abonnements sur un an),
- ou d'un paiement unique, notamment dans le cas d'une transmission directe des factures pour le volet 1, dans le respect des délais indiqués ci-dessous.

Pour les demandes ayant reçu un avis préalable de notification sur devis :

Une première demande de versement (acompte ou paiement unique) quelle que soit la nature de la subvention (investissement ou fonctionnement) doit avoir lieu **au plus tard un an après la date de notification de l'aide**. Si à l'expiration de ce délai, le bénéficiaire n'a pas transmis une première demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée. Dans le cas où cette première demande de versement constitue la demande de solde (paiement unique), les dates de caducité qui s'appliquent sont identiques.

Concernant le **solde de la subvention à la suite d'une première demande d'acompte,** le reliquat non versé sera également considéré comme caduc si la demande de solde n'est pas transmise dans un délai de **2 ans après la date de notification de l'aide,** quelle que soit la nature de cette aide (investissement ou fonctionnement).

Annexe 5 : Convention Etat/Région pôles de compétitivité

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

CONVENTION

N°EJ :

Entre,

L'État, représenté par le Ministre de l'Economie et des Finances, représenté par Thomas COURBE, Directeur général des entreprises,

Ci-après désigné « l'Etat »,
D'une part,

Et

La région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen, représentée par sa présidente, dûment habilitée par la délibération n°2020 - 162 en date du 27 mai,

Ci-après désigné « la Région »,
D'autre part,

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE

Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 107 et 108 ;

Vu le règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis ;

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

Vu le régime d'aides exempté n°SA.40453, point 6.2, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu les lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (2014/C 204/01) ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 Juillet 2005 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4211-1 ;

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La politique des pôles de compétitivité, initiée par l'Etat et co-pilotée depuis ses débuts avec les Régions, s'inscrit dans le cadre d'une politique économique fondée sur le renforcement de la compétitivité des entreprises par l'innovation. Les pôles de compétitivité ont démontré leur capacité à mettre en réseau les acteurs de l'innovation, à développer des relations partenariales entre le monde de l'entreprise et celui de la recherche à travers l'émergence de projets de R&D collaboratifs ayant des retombées économiques et technologiques directes sous forme de nouveaux produits, emplois, services et technologies, et des retombées indirectes en termes de structuration durable de filières et d'écosystèmes territoriaux.

La marque « pôle de compétitivité » est ainsi un label national, créé en 2004, délivré par l'Etat à des structures privées concentrant sur un territoire délimité (une ou plusieurs régions) des acteurs industriels, scientifiques et académiques sur une thématique donnée (automobile, agriculture, énergie, eau etc.). Ce label est octroyé sur la base d'un cahier des charges, dont l'objectif principal est l'émergence de projets de R&D collaboratifs.

Depuis 2004, les pôles ont démontré leur capacité à mettre en réseau les acteurs de l'innovation, à développer des relations partenariales entre le monde de l'entreprise et la recherche publique, à renforcer la capacité des PME à innover, et ainsi à soutenir leur croissance et leur compétitivité. Leurs actions et leurs compétences contribuent ainsi au développement économique du territoire dans lesquels ils sont implantés, aux politiques régionales d'innovation et à la structuration des filières nationales.

Dans le cadre de la phase IV (2019 - 2022), l'Etat a souhaité réaffirmer la pertinence de leur modèle au sein du paysage de l'innovation et impulser une nouvelle dynamique à cette politique en sélectionnant et en labellisant les pôles de compétitivité, via un appel à candidature dont les résultats ont été annoncés par le Premier Ministre le 5 février 2019.

Le cahier des charges de l'appel à candidature de la phase IV fixe pour la période 2019-2022 les objectifs suivants :

- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets d'Horizon 2020 (puis Horizon Europe) en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF…) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Dans ce contexte, et avec la volonté d'une meilleure articulation des interventions respectives de l'Etat et des Régions en matière économique, l'Etat a en outre souhaité une régionalisation complète de la gouvernance et du financement de la politique des pôles de compétitivité, selon un calendrier prévoyant un versement à chaque Région, dès 2020, de la part correspondante des crédits de gouvernance de l'Etat, fixés conformément à la trajectoire prévue au cahier des charges de la phase IV : 15 M€ en 2020, 12 M€ en 2021, 9 M€ en 2022, sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

Cette régionalisation de la politique des pôles de compétitivité s'inscrit dans le cadre des discussions engagées depuis janvier 2019 entre l'État et les Régions visant à un renforcement de la décentralisation et des responsabilités des Régions dans le champ du développement économique.

La régionalisation de la gouvernance et du financement devra s'inscrire dans le cadre de la phase IV des pôles de compétitivité. L'Etat concentrera son activité sur la délivrance du label (en garantissant notamment l'unicité et la qualité du label) et travaillera, en lien avec les Régions, avec les pôles de

compétitivité via les contrats stratégiques de filières (CSF) sur la structuration des filières et l'accompagnement des entreprises aux dispositifs européens de financement via des Groupes Thématiques Nationaux (GTN).

Dans le cadre de la coordination État – Régions en matière de politique économique et industrielle, l'Etat travaillera, en étroite concertation avec les Régions, acteurs majeurs du développement économique bien que l'Etat n'intervienne plus dans la gouvernance des pôles au niveau local. A ce titre, l'Etat continuera de s'appuyer sur les écosystèmes territoriaux dans le cadre des politiques nationales d'innovation et de filières, et les Régions veilleront à la mobilisation des pôles dans le cadre de leur mise en œuvre sur les territoires.

Article 1 Définition

Par « **Convention** », on entend la présente convention, y compris ses annexes.

Par « **Pôle de compétitivité** », on entend les structures labélisées dans le cadre de la phase IV de la politique des pôles de compétitivité.

Article 2 Objet de la convention

La Convention a pour objet le versement de crédits de l'Etat à la Région afin de financer le fonctionnement des Pôles de compétitivité

Article 3 Financement et durée de l'action

L'État accorde à la Région la somme de 3 100 205 € destinée à financer le fonctionnement des 6 Pôles de compétitivité qu'elle soutient : Astech, Cap Digital, Finance Innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic.

La Région répartit ces crédits entre les Pôles de compétitivité par conventionnement, selon des modalités qui lui sont propres. Elle détermine librement les modalités d'attribution des crédits. Elle peut appliquer les critères de performance proposés dans le cadre de la phase IV ou des critères propres.

La subvention sera consacrée au financement du fonctionnement des Pôles de compétitivité pour l'année 2020. Une nouvelle convention sera signée chaque année.

Dans le cadre de la Convention, les Régions peuvent également, à titre exceptionnel en 2020, financer des structures ayant été labélisées « Pôle de compétitivité » sous certaines conditions dans le cadre de la phase IV et pour lesquelles le label ne serait pas prolongé en 2020 afin d'accompagner leur sortie du dispositif.

Article 4 Versements

Le versement sera effectué, à la signature de la Convention, sur le compte n° XXXX ouvert au nom du titulaire XXX à la XXXX, avec les imputations budgétaires suivantes :

- chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP 92005 (192005) « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200501 « Gouvernance des pôles de compétitivité », nature 657 du budget 2020.

Année d'imputation : 2020

Centre financier : 0134-CDGE-C001	Compte Budgétaire : 63
Domaine Fonctionnel : 0134-23	Compte Général /PCE 6531210000
Activité : 013421080102	Groupe Marchandise : 10-01-01

Le comptable assignataire chargé des paiements sera le Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel placé auprès du Ministre de l'économie et des finances.

Article 5 Engagements de la Région

La Région s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'action prévue ;
- à utiliser les crédits que lui verse l'Etat aux seules fins de financer le fonctionnement des Pôles de compétitivité, en fonction des trois types de missions pouvant prétendre à un financement public telles que détaillées en annexe (Annexes 1 et 2) ;
- à établir un conventionnement avec les Pôles de compétitivité financés dans un calendrier assurant un engagement et un versement des crédits dans un délai maximum de 6 mois à compter de la signature de la présente convention. ;
- à informer l'Etat sur l'utilisation et la répartition des crédits de l'Etat dédié au financement des Pôles de compétitivité, conformément à l'annexe de la Convention (Annexe 3) avant le 31 mai 2021 ;

Dans la mesure où la performance des Pôles de compétitivité sera un élément déterminant d'une nouvelle labellisation, la Région veillera à ce que les actions des Pôles financés soient évaluées.

Article 6 Respect de la législation européenne encadrant les aides publiques à destination des pôles de compétitivité.

La Région distribue les crédits de l'Etat aux Pôles de compétitivité dans le respect des textes européens relatifs aux aides publiques, notamment à l'aide de la classification des différentes missions des Pôles de compétitivité, présentée en annexe de la Convention (Annexe 2).

Article 7 Reversement de la subvention

Le Région s'interdit de réserver tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

Les sommes non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la Convention, et de la feuille de route présentée par le Pôle de compétitivité dans le cadre de l'appel à candidature pour la labellisation des pôles de compétitivité pour la phase IV seront immédiatement exigibles. Si la Convention est résiliée, le Région reverse les sommes non utilisées ou utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la Convention. En l'absence de reversement amiable par la Région, l'Etat procédera à l'émission d'un titre de perception pour en obtenir le recouvrement.

En cas de reversement, le comptable assignataire est le Chef du département budgétaire et comptable ministériel.

Article 8 Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce délai,

la Région notifiera, le cas échéant, le décompte définitif, en présentant les justificatifs des dépenses déjà payées au titre des actions concernées par la résiliation, après examen conjoint de ce décompte.

Article 9 Règlement des litiges

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à épuiser toutes les voies d'un règlement à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Article 10 Modification de la Convention

Toute modification apportée à la Convention fera l'objet d'un avenant.

Article 11 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles, dont le titulaire reconnait avoir pris connaissance, sont la Convention et ses annexes.

Fait en deux exemplaires à Paris, le

Pour l'Etat	Pour la Région
Le Directeur Général des Entreprises	Le président du conseil régional

ANNEXE 1 : CATEGORIES DES DEPENSES ELIGIBLES PAR CATEGORIE DE MISSIONS

Les dépenses admissibles, pouvant faire l'objet d'un financement public, sont les frais de personnel et les frais administratifs (frais généraux compris) liés aux activités suivantes :

- Missions de catégorie A, qui relèvent de l'exercice de l'autorité publique exercées par le pôle pour le compte de la puissance publique :
  - activités d'élaboration, d'actualisation et de suivi de la stratégie du pôle de compétitivité,
  - activité de labellisation des projets collaboratifs de R&D et les travaux préparatoires associés,
  - activités de reporting exigées par les pouvoirs publics (État et collectivités)
  - missions de nature institutionnelle exercées par le pôle de compétitivité, sur la sollicitation expresse de l'État ou des collectivités territoriales.

La mise en œuvre de ces missions pour le compte de la puissance publique n'apporte aucun avantage économique aux pôles de compétitivité et aux entreprises membres des pôles.

- Missions de catégorie B, exercées au bénéfice de l'ensemble des membres du pôle et relevant du fonctionnement d'un pôle d'innovation au sens du RGEC[1] :
  - les actions collectives relevant de l'« usine à projets », exercées par le pôle pour stimuler l'innovation, favoriser la recherche et le développement collaboratif entre les entreprises (notamment les PME) et les laboratoires et aider la valorisation des résultats des projets de R&D ;
  - l'animation de la communauté des membres du pôle de compétitivité ;
  - l'animation du réseau des pôles de compétitivité (interclustering) ;
  - De manière générale, les actions touchant l'ensemble des entreprises (adhérentes au pôle[2]) de manière similaire.

- Missions de catégorie C, qui sont des actions individualisées au profit d'un ou de plusieurs bénéficiaires ciblés :

Les missions dites de « catégorie D » qui consistent en des prestations commerciales ne relevant pas des missions attribuées par les pouvoirs publics aux pôles et n'ont pas vocation à être aidées par les pouvoirs publics.

Les missions dites de « catégorie E » concernent les financements accordés par l'Union Européenne.

---

[1] Au sens du RGEC (point 92 article 2), un « pôle d'innovation » « est une structure ou un groupe organisé de parties indépendantes (jeunes pousses innovantes, PME, grandes entreprises, organismes de recherche et de diffusion des connaissances, organismes sans but lucratifs et autres acteurs économiques apparentés) destinés à stimuler l'activité d'innovation par des actions de promotion, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau et à la diffusion de l'information et à la collaboration entre les entreprises et organismes qui constituent le pôle » (définition du pôle d'innovation figurant également en annexe 1 du régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) période 2014-2020.)

[2] Selon les dispositions de l'article 27.3 du RGEC, reprises dans le régime SA 40391 (pôles d'innovation), « L'accès aux locaux, aux installations et aux activités de pôle est ouvert à plusieurs utilisateurs et est accordé sur une base transparente et non discriminatoire. ».

ANNEXE 2 : TABLEAU DE SYNTHESE DES REGIMES D'AIDE PAR TYPE DE MISSION

Mission	Références à utiliser
A : Missions relevant de l' exercice de l' autorité publique, exercées par le pôle pour le compte de la puissance publique	Pas d' aide d' Etat
B : Missions exercées au bénéfice de l' ensemble des membres du pôle	*Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d' entreprises.* **Régime SA.40391 relatif aux aides à la RDI**, conditions générales + point 5.2.3 « aides aux pôles d' innovation »
C : Missions conduites en faveur d' un ou plusieurs bénéficiaires ciblés et qui ne sont pas proposées à l' intégralité des adhérents au pôle.	*Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d' entreprises.* **Régime SA 40391 relatif aux aides à la RDI**, conditions générales + 5.2.4 « aides à l' innovation en faveur des PME » ; 5.2.1 « aides aux projets de recherche et de développement » et « aides aux études de faisabilité » et 5.2.5 « aide en faveur de l' innovation de procédé et d' organisation » **Régime SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME :** 6.2 « services de conseil en faveur des PME » 6.3 « aides à la participation des PME aux foires ». 6.5 « aides en faveur des jeunes pousses ». **Régime SA.40207 relatif aux aides à la formation** **Règlement CE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013**

	concernant l' application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis* et la circulaire relative à l' application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l' application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l' Union européenne aux aides de minimis[3].
D : Prestations commerciales n' ayant pas vocation à être subventionnées	Aucune aide publique
E : Actions financées par l' Union européenne	Pas de notion d' aide d' Etat pour les **projets soutenus directement par des programmes de l' Union européenne de type Cosme, H2020, Interreg…** **Fonds structurels** : *cf.* missions A, B ou C

3 http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&retourAccueil=1&r=40085

ANNEXE 3 : MODELE DE COMPTE-RENDU ANNUEL

POLE XXXX

en €	**2019**		**2020**		**2021**		**2022**	
	Conventionné	**Exécuté**	**Conventionné**	**Exécuté**	**Conventionné**	**Exécuté**	**Conventionné**	**Exécuté**
Dépenses :								
Budget pôle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Répartition par type de dépenses								
dont : Frais de personnel								
dont : Autres dépenses								
Répartition par type de mission								
dont : Missions A								
dont : Missions B								
dont : Missions C								
dont : Missions D								
dont : Missions E								
Recettes :								
Financement privé	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont : Cotisations								
dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée								
dont : Prestations								
dont : Autres ressources privées								
Financement public	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Etat								
CR								
CR								
CR								
CR								
CR								
Fonds structurels								
Valorisation contribution en nature d'origine publique								
Autres financeurs publics								
Autres financeurs publics								
Autres financeurs publics								

Annexe 6 : Fiche-projet Jean Luc François

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-163

DOSSIER N° 20006550 - soutien à l'incubateur Jean-Luc François 2020

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 939-92-6574-192002-400
Action : 19200203- Structures d'appui à l'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	135 660,00 € TTC	49,76 %	67 500,00 €
	Montant total de la subvention		67 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION JEAN LUC FRANCOIS
Adresse administrative : 70 AVENUE EDOUARD VAILLANT
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Line PIERNE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Association Jean-Luc François a lancé le premier incubateur Textile / Habillement en Île-de-France. Cette action était une expérimentation nationale visant à soutenir l'entrepreneuriat et, à l'époque labellisée École Régionale des Projets, dispositif de la région Île-de-France favorisant des initiatives entrepreneuriales, notamment dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville pour les entrepreneurs fabricants et créateurs.

Le présent soutien vise un projet de création textile, toujours à destination de son public cible, orienté vers le développement, la recherche technique, le savoir-faire et l'innovation dans un domaine textile au sens large, concernant l'habillement, les accessoires textiles ou la décoration de la maison à base de textile. Le caractère spécifique de cet incubateur réside dans l'analyse technique et artistique du produit projeté et la réalisation de prototypes par la mobilisation de savoir-faire traditionnels d'excellence qui ne peuvent se départir d'une forte innovation présente à de multiples niveaux dans ce secteur industriel :
• conception 3D des produits,
• matières en développement (fibres et tissus) dans les filatures,
• impression textile à l'aide de nouvelles technologies,
• technologies récentes de marquage et de traçabilité textiles,
• collaboration avec des structures récentes en termes de recyclage de matières (respect de l'environnement), de fabrication (méthodologies) ou de commercialisation (innovations dans la

communication et la vente).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Couts d'exploitation et de gestion	47 209,00	33,60%
Charges internes (dont salaires chargés...)	25 531,00	18,17%
Prestations externes	40 919,00	29,12%
Frais de mission, réception, évènementiel	12 225,00	8,70%
Communication	9 776,00	6,96%
Dotation aux amortissements (non éligible)	4 840,00	3,44%
Total	140 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	67 500,00	48,04%
Etat - ANCT	7 500,00	5,34%
CDC	15 000,00	10,68%
Fondations privées	25 000,00	17,79%
Entreprises	16 500,00	11,74%
Défi Mode	9 000,00	6,41%
Total	140 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Annexe 7 : Convention Jean Luc François

CONVENTION DE SOUTIEN
AUX LIEUX D'INNOVATION
en fonctionnement N°20006550

Entre

La région Île-de-France,
Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN
Représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n°2020-162 du 27 mai 2020

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

Association Jean-Luc François,
Statut juridique : association
Dont le numéro SIRET est : 533520755 00018
Dont le siège social est situé au 70 avenue Edouard Vaillant 9350 PANTIN
Ayant pour représentant Monsieur Gérard EZAVIN, président.

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1511-2, 1511-7 et 1511-8 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications.

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre de son dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil

Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La subvention objet de la présente convention contribue pour la Région à une mission d'intérêt général visant à favoriser l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV). La structure ainsi soutenue s'adresse à un public bénéficiaire de demandeurs d'emploi, jeunes en insertion, et personnes en reconversion professionnelle.

Par conséquent, il est précisé que l'aide régionale octroyée au titre de ce dispositif à des bénéficiaires dont le champ d'activité concerné constitue une activité économique, à but lucratif ou non, l'est sur le fondement du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif complet figure dans la fiche annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 49,76% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à 135 660 € TTC,
- soit un montant maximum de subvention de 67 500 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention.
- Affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- Convier la Région aux comités de sélection des projets et lui fournir en amont de leurs tenues, les présentations des projets sollicitant une entrée dans la structure.
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- Solliciter préalablement l'accord écrit de la Région pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies dans la fiche projet.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

- Fournir sur demande de la Région des informations relatives aux projets et entreprises accompagnées au format demandé.
- Les lauréats du présent appel à projet intégreront le réseau des incubateurs initié par la Région, et s'engageront à en être un membre actif pendant la durée de la convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le Bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région :
    - dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et document à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargées des instances de décision ou de l'administration, statuts, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, changement de numéro d'immatriculation, changement de domiciliation bancaire.
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc) dans leur déroulement.
    - des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Fournir à la Région, avant le 31 mars de l'année suivant l'attribution de la subvention :
    - Les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à certifier les comptes;
    - Le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées pour lequel la Région fournira une trame.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.

- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori. En effet, pour chaque projet subventionné, un contrôle technique et financier peut être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d’utilisation de la subvention.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code des marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration du délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et donc annulée.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés, uniquement dans le cas où l'article 2.2 s'applique,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, soit le 27 mai 2020.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée en cas non-respect des obligations du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité pour les Bénéficiaires concernés (voir article 2.2),
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet » adoptée par CP n°2020-162 en date du 27 mai 2020.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le

Pour la structure,	**Pour la présidente du conseil régional**
Son représentant,	**et par délégation**
	Le Chef de service gestion et relation
	avec les entreprises
	Pôle développement économique,
	emploi et formation
	Romain FOLEGATTI

Annexe 8 : Fiche-projet Scientipôle

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-162

DOSSIER N° 20004537 - SCIENTIPOLE INITIATIVE-SUBVENTION DES CHARGES D'ACCOMPAGNEMENT DES DOSSIERS-2020

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	1 881 628,00 € TTC	36,09 %	679 000,00 €
	Montant total de la subvention		679 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric VAYSSET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Subvention en fonctionnement au titre de 2020

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'activité d'accompagnement en financement des entreprises innovantes par Scientipôle Initiative se déroulera sur l'année 2020.

Description :
Scientipôle Initiative (Wilco) est un accélérateur de startups innovantes franciliennes. L'association propose un programme d'accélération sans prise de participation au capital pour aider les startups innovantes technologiques à atteindre leur 1er million
d'euros de chiffre d'affaires en 3 ans. Wilco est une association éligible au régime du mécénat (art 238,4 du CGI). Elle propose aux jeunes entreprises un programme d'accélération et un financement pour les aider dans leur création. Dans le cadre du conventionnement régional, Scientipôle Initiative (Wilco) accompagne en financement les jeunes entreprises innovantes franciliennes.

Cibles : créateurs d'entreprises et jeunes entreprises franciliens avec un projet innovant ayant moins de 3 ans

En 2019, Scientipôle Initiative a accompagné en financement 105 startups et 254 entrepreneurs pour un montant de 4, 9 M€ de prêts d'honneurs 0% attribués. Le prêt moyen par entreprise était de 46 K€ avec un prêt moyen par personne de 19 K€.
89 % des bénéficiaires étaient des hommes et 11 % de femmes.
91 % des bénéficiaires avaient un niveau scolaire compris entre Bac+2 et Bac+5. Seuls 9% des bénéficiaires avaient un niveau Bac+2.

En 2020, avec le soutien financier régional, cette association accompagnera en financement 100 jeunes entreprises implantées sur l'Île-de-France et 250 entrepreneurs.

En 2020, l'association procédera également grâce à un appui régional, à l'aménagement d'un nouveau Lieu Wilco, au centre de Paris, permettant d'accueillir l'équipe Wilco et d'organiser la plupart des ateliers, sessions de travail, rencontres… avec startups, entrepreneurs et partenaires ETI/Corporate, dès le 1er er juin 2020,
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de location	101 000,00	5,37%
Honoraires (expert comptable, avocat....)	80 000,00	4,25%
Fournitures	52 000,00	2,76%
communication/informatique	63 171,00	3,36%
Frais experts	180 000,00	9,57%
masse salariale	1 372 457,00	72,94%
Frais autres (adhésions...)	33 000,00	1,75%
Total	1 881 628,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	679 000,00	36,09%
Adhésions et Initiative Grandes écoles universités	97 900,00	5,20%
FSE	290 000,00	15,41%
Quôte part Scientipôle croissance	814 728,00	43,30%
Total	1 881 628,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 9 : Convention Scientipôle

Convention entre la région Île-de-France et l'association de prêt d'honneur Scientipôle Initiative
2020

La région Île-de-France
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

L'association Scientipôle Initiative,
association de prêts d'honneur affiliée au réseau France Initiative depuis le ,
représentée par, Laure REINHARD, Présidente
Sise,
Ci-après dénommée l'association de prêts d'honneur,
N° de SIRET :

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- la stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 prévoit de développer l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans un cadre plus lisible, rationalisé et mieux adapté aux cibles.

- La délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 prévoit la mise en œuvre de la stratégie #Leader en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce.

- Que les associations de prêts d'honneur affiliées à France Initiative Réseau ont pour objet d'assister les créateurs et repreneurs d'entreprises n'ayant pas accès à l'emprunt bancaire, par l'octroi de prêts d'honneur sans intérêt et sans garantie et l'accompagnement de ces projets ;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la région Île-de-France reconnaît que Scientipôle Initiative a vocation à accompagner, sur le territoire régional, la création d'entreprises innovantes franciliennes.
Elle apporte ce soutien par l'octroi, à des créateurs ne pouvant avoir accès à l'emprunt bancaire, des prêts d'honneur sans intérêt et sans garantie, et par des apports complémentaires, non matériels, mais utiles au développement des entreprises (aide au montage des projets, accompagnement et suivi, parrainage).

Par conséquent, la Région soutient Scientipôle Initiative au titre de 2020 par une subvention en fonctionnement de **679 000 €** affectée aux dépenses liées à la mise en œuvre de moyens humains et matériels dédiés à l'instruction de dossiers d'entreprise en vue de l'octroi de prêts d'honneur.

En 2020, l'association s'engage à accompagner en financement 100 jeunes entreprises.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION DE PRETS D'HONNEUR :

ARTICLE 2.1 Obligations concernant la convention

L'association de prêts d'honneur s'engage à :

1. adhérer à la fédération nationale France Initiative Réseau (FIR). L'association de prêts d'honneur doit respecter les chartes, objectifs et méthodes de ce réseau mais aussi être à jour de ses cotisations. L'association de prêts d'honneur doit également être membre de l'association régionale de fédération des associations de prêts d'honneur franciliennes, Île-de-France Initiative (IDFI) ;
2. disposer d'un cadre budgétaire conforme au plan comptable général en vigueur.
3. fournir pour chaque exercice, avant le 1er mai de l'année suivante :
   a) le bilan et le compte de résultat du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste mentionnée à l'article 822-1 du code du commerce, ou par les dirigeants de l'association de prêts d'honneur, lorsque cette dernière ne dispose pas de commissaires aux comptes ;
   b) le rapport d'activité annuel, faisant apparaître un compte-rendu d'exécution des opérations que l'aide de la Région aura permis de mettre en œuvre, ainsi que la liste des entreprises qui ont bénéficié d'un prêt d'honneur.
   Ce document, établi sur un modèle proposé par la Région ou par son mandataire, comprendra notamment les noms de l'entreprise et de son responsable, la localité d'implantation, le secteur d'activité, le montant du prêt, le montant de l'équivalent-subvention brute et les remboursements effectués ou à venir.
4. communiquer à la Région, dans les 6 mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes chargé de certifier les comptes en application du 3.-a) ci-dessus.
5. porter à la connaissance de la Région toute modification concernant les statuts, le trésorier, le président de l'association de prêts d'honneur, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration et du bureau.
6. la Région doit régulièrement être informée des autres subventions et apports publics et privés demandés ou attribués, notamment par la fourniture d'un état de trésorerie rétrospectif et prospectif mensualisé propre à chacun des fonds de prêts.
7. faciliter le contrôle, par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
8. déclarer les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ses missions.
9. conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.
10. participer au fonctionnement des outils d'information et d'orientation des entrepreneurs, ainsi que des outils de rapport d'information (*reporting*) et de transmission de données entre opérateurs, mis en place et financés par la région Île-de-France et ses partenaires.

ARTICLE 2.2 Obligations en terme d'aides d'Etat :

Pour ce volet «Accompagnement au financement des créateurs d'entreprises» : ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire Scientipôle Initiative (WILCO) est chargé de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les jeunes entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.

Scientipôle Initiative (WILCO) est chargé d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide en faveur des PME SA 40453 (catégorie aides en faveur des jeunes pousses) auprès de chaque bénéficiaire final. L'association devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.
Scientipôle Initiative (WILCO) s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Scientipôle Initiative (WILCO) devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à Scientipôle Initiative (WILCO) a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, Scientipôle Initiative (WILCO) se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, Scientipôle Initiative (WILCO) transmet annuellement à la Région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Scientipôle Initiative (WILCO) conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 2.3 : Obligation relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : Obligations relatives aux recrutements de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **2** stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. La répartition des stagiaires ou alternants, fait l'objet d'un accord entre les membres du consortium.
La plateforme saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.»

ARTICLE 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prendra la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

La taille du logotype régional est proportionnelle au soutien régional par rapport à celui des autres partenaires financeurs, à l'exception des actions financées à plus de 50% par la Région, pour lesquelles le logotype régional est plus important.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention feront expressément référence à la participation de la Région selon les règles définies ci-dessus.
De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, relatives à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats de toute étude, de leur publication et de leur communication à des tiers.
Les photos relatives à l'exécution de la présente convention pourront être librement utilisées par la Région.
Les services concernés de la Direction des politiques économiques régionales sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le co-contractant dans sa démarche.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EN FONCTIONNEMENT

Article 3.1 Rappel concernant la caducité

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Article 3.2 Subvention en fonctionnement :

Le montant forfaitaire par dossier d'entreprise effectivement accompagnée en financement au cours de l'exercice 2020 est de 6 790 €. En 2020, l'association s'engage à réaliser 100 accompagnements au financement de jeunes entreprises.

L'association dispose de la possibilité de faire une demande :

1°) Versement d'une avance :

Le versement d'une avance ne pourra excéder 80 % de la subvention prévue.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation

- **d'une demande de versement de subvention (DVS)** signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- **d'un plan de trésorerie** de la structure bénéficiaire daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

A compter de la date de demande de premier acompte, les bénéficiaires disposent d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

2°) <u>Versement d'un acompte</u> :

Le versement d'un d'acompte est calculé en fonction de l'état d'avancement du nombre de projets accompagnés en financement.

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80% de la subvention prévue.

A fournir pour chaque demande d'acompte :

- **une demande de versement de subvention (DVS)** signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- **un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement en financement,** le montant du prêt d'honneur et la date d'octroi, le lieu d'implantation du projet, la nature du projet financé, signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et portant le cachet de l'organisme.

- **un état récapitulatif des dépenses** . Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3°) <u>Versement du solde :</u>

Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- **une demande de versement de subvention (DVS)** signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- **un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement en financement,** le montant du prêt d'honneur et la date d'octroi, le lieu d'implantation du projet, la nature du projet financé, signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire et portant le cachet de l'organisme.

- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées** au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte rendu d'exécution **qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

- **un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants** mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé)

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention couvre l'année 2020. Elle prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1

ARTICLE 5 – RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

- ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-162 du 27 mai 2020.

Pour la partie « organisme » :

Fait
à
le

Pour la partie Région :

Fait Saint Ouen-sur-Seine, le

Pour Scientipôle Initiative

Laure Reinhard

Pour la présidente
de la région Île-de-France,

Valérie Pécresse

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-256

DU 27 MAI 2020

SEM "ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES" : ADOPTION DU PACTE D'ACTIONNAIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 21-16 du 16 juin 2016 relative aux 1000 tiers-lieux à l'horizon 2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CR 2017-130 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : stratégie Smart Industrie 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2019-079 du 16 décembre 2019 relative au projet de création d'une SEM régionale : Île-de-France investissements et Territoires ;

VU la délibération n° CR 2020-007 du 5 mars 2020 relative à la création de la société d'économie mixte « Île-de-France Investissements et Territoires » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-256 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le pacte d'actionnaires de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires figurant en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

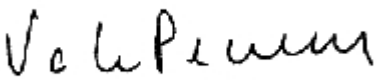
Article 2 :

Approuve les nouveaux statuts de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 3 :

Le conseil régional mandate la Présidente pour engager des réflexions auprès des autres partenaires de la *SEM Île-de-France Investissements et Territoires* portant sur une modification des statuts constitutifs visant d'une part à permettre à la Société d'acquérir des biens immobiliers aussi bien bâtis que non bâtis, d'autre part à la mise en place de dispositifs de mise à disposition de ces biens facilités pour les entreprises souhaitant se relocaliser en Ile-de-France et/ou ayant engagé une transformation majeure de leur production afin de répondre aux attentes de la Région en matière de fourniture de biens et services stratégiques ou d'innovation écologique et, enfin, à privilégier ou limiter les prises de participation dans les entreprises ou entités franciliennes ou dont la majeure partie des emplois sont localisés en Ile-de-France engagées dans une démarche de création d'emplois non délocalisables et dont l'activité relève majoritairement de l'économie verte ou de l'innovation écologique et stratégique.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 juin 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 juin 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc181202-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 juin 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Pacte d'actionnaires

11.05.2020

PACTE D'ACTIONNAIRES

DE LA SOCIETE ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS TERRITOIRES

[●] 2020

ENTRE :

1. **La région Île-de-France** ayant son siège [●] identifiée sous le numéro [●], représentée par [●]**,** dûment habilité, à l'effet des présentes, par délibération du [●],

Ci-après dénommée la « r**égion IDF** »

DE PREMIÈRE PART,

2. **La Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège au 56 rue de Lille, 75007 PARIS, représentée par Marianne Louradour, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de l'arrêté du directeur général en date du [●] portant délégation de signature pour la direction du réseau et des territoires de la Caisse des dépôts et consignations,

Ci-après dénommée la « **CDC** »

DE SECONDE PART,

3. **La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Île-de-France**, au capital de 2.375.000.000 euros, dont le siège social est situé au 19 rue du Louvre, 75001 Paris, identifiée sous le numéro 382 900 942 au RCS de Paris, représentée par Pascal Chabot, Membre du Directoire, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ainsi qu'il le déclare,

Ci-après dénommée la « **Caisse d'Epargne** »

DE TROISIEME PART,

4. **Les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Île-de-France,** établissements publics administratifs, représentées par Didier Kling, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ainsi qu'il le déclare, et élisant domicile 27, avenue de Friedland – 75008 Paris

Ci-après dénommées les « **CCI d'Île-de-France** »

DE QUATRIEME PART,

5. **LE CREDIT MUTUEL ARKEA,** société coopérative de crédit à capital variable, dont le siège social est sis 1 Rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au RCS de Brest sous le numéro 775 577 018, représentée par Hélène Bernicot en

qualité de Directrice Générale, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ainsi qu'elle le déclare,

Ci-après dénommée le « **Crédit Mutuel ARKEA**»

DE CINQUIEME PART,

EN PRÉSENCE DE :

ÎLE-France-INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES, société anonyme d'économie mixte locale au capital de 6.500.000 € dont le siège social est situé 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, en cours d'immatriculation, représentée par [●] agissant en sa qualité de [●], ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ainsi qu'elle le déclare.

Ci-après dénommée la « **Société** »

Ci-après dénommées ensemble ou individuellement la ou les « **Partie(s)** ».

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

(A) La Société a été immatriculée le [[●] 2020/ est en cours d'immatriculation] auprès du registre du commerce et des sociétés compétent.

(B) Le capital de la Société, qui sera libéré progressivement conformément aux statuts de la Société, est divisé en 65.000 actions ordinaires de 100 euros de valeur nominale chacune, détenues comme suit :

Actionnaire	**Nombre d'actions détenues**	**% du capital de la Société**
La région IDF	[36.000]	55,4 %
La CDC	[17.000]	26,1 %
La Caisse d'Epargne Les CCI d'Île-de-France	[5.000] [5.000]	7,7 % 7,7 %
Le Crédit Mutuel ARKEA	[2.000]	3,1 %
TOTAL	**65.000**	**100 %**

(C) En complément de l'apport en numéraire ci-dessus par la région IDF, la région IDF s'engage à apporter à la Société un montant minimum de 400.000 € en compte courant d'associés au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date d'échéance de l'engagement budgétaire de la Région pris par délibération en date du [●]. La CDC s'engage de la même façon à apporter 1.300.000 € en compte courant d'associés.

(D) La Société a pour objet, dans un but d'intérêt général, l'acquisition, la construction et la gestion d'immeubles ayant pour vocation de :

- Maintenir et développer l'industrie productive sur le territoire ;
- Lutter contre la désertification médicale en appuyant l'implantation de professionnels de santé ;
- Favoriser le maintien ou le développement d'une activité artisanale ou commerciale à proximité ou dans les centres bourgs ;

- Appuyer la structuration d'une offre de locaux de travail de proximité pour rapprocher l'emploi des territoires ;
- A titre accessoire et complémentaire aux objectifs précités, la Société pourra participer à la transformation d'usages de bâtiments vacants en vue de leurs cessions ; et
- Toute autre opération immobilière concourant à son développement.

(E) Les engagements des Parties (autre que la région IDF) ont notamment été pris en considération (i) du *business plan* figurant en Annexe 0 (sans pour autant qu'une quelconque garantie soit consentie sur le *business plan*), (ii) de la présence active et effective de la région IDF dans la Société dans les conditions prévues par le présent Pacte (tel que ce terme est défini ci-après).

(F) Les Parties ont souhaité par le présent pacte d'actionnaires (ci-après le « **Pacte** ») organiser les conditions de leur coopération au sein de la Société et définir notamment, les droits et obligations des actionnaires au sein de la Société ainsi que les principes de gouvernance de la Société.

(G) A cet égard, les Parties rappellent que le Pacte a été librement négocié entre elles, chacune ayant pu avoir accès, si bon lui semblait, à un conseil et faire valoir ses observations dans le cadre du présent contrat. Le Pacte reflète par conséquent l'accord des Parties au terme de leurs pourparlers et constitue ainsi, en tant que tel, un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 alinéa 1er du Code civil.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. Définitions

« **Actions** »	désigne l'ensemble des actions composant le capital social de la Société.
« **Actionnaires** »	désigne les Actionnaires de la Société signataires du Pacte.
« Actionnaire(s) du Collège Public »	désigne le ou les actionnaires Collectivités Territoriales ou leurs groupements au sens de l'article L. 1521-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
« Actionnaire(s) du Collège Privé »	désigne le ou les actionnaires autres que les Actionnaires du Collège Public.
« Activité de la Société »	désigne la ou les activité(s) relevant de l'objet social de la Société tel que prévu par les Statuts.
« Activité Concurrente »	désigne toute(s) activité(s) susceptible(s) de concurrencer l'Activité de la Société sur la région Île-de-France.
« Administrateur »	désigne les membres du Conseil d'administration.
« Affilié » d'un actionnaire	désigne, pour cet actionnaire, toute personne physique ou morale qui, directement ou indirectement, Contrôle cet actionnaire , ou est Contrôlée par cet actionnaire ou est Contrôlée par toute personne Contrôlant cet actionnaire,

	ainsi que tout fonds commun de placement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est la société de gestion, ou tout fonds d'investissement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est le gestionnaire.
« **Assemblée Spéciale** »	désigne l'assemblée des collectivités locales au sens de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.
« **Cédant** »	désigne tout Actionnaire qui exprime son intention de procéder à un Transfert.
« **Cessionnaire** »	désigne toute personne physique ou morale exprimant son intention de bénéficier d'un Transfert ou de manière générale de devenir actionnaire de la Société.
« **Changement de Contrôle** »	désigne toute opération ou convention, à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, ayant pour objet ou pour effet, immédiatement ou à terme, de modifier le Contrôle direct et/ou indirect exercé sur toute personne.
« **Comité Technique** »	désigne le Comité Technique de la Société, régi par les stipulations de l'article 5 du Pacte.
« **Contrôle »,** **« Contrôlée »,** **« Contrôlant »**	désigne le contrôle au sens des dispositions de l'article L.233-3 I et II du Code de commerce.
« **Décision(s) Importante(s)** »	désigne les décisions prises par le Conseil d'Administration énumérées à l'article 4.4.2.
« **Décision(s) Majeure(s)** »	désigne les décisions prises par le Conseil d'Administration énumérées à l'article 4.4.1.
« Désaccord Majeur »	a le sens qui lui est donné à l'article 13.3.
« **Droit de Sortie Conjointe** P**roportionnelle** »	a le sens qui lui est donné à l'article 12.
« **Droit de Sortie pour Désaccord Majeur** »	a le sens qui lui est donné à l'article 13.
« Filiales »	désigne toute société ou entité Contrôlée par la Société.
« Gardien du Pacte »	a le sens qui lui est donné à l'article 21.6.
« Groupe »	désigne la Société et l'ensemble de ses Filiales.
« **Jour** »	désigne tout jour calendaire.

« **Jour Ouvré** »	désigne tout Jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié en France.
« Notification »	a le sens qui lui est donné à l'article 21.10.
« Notification de Rachat »	a le sens qui lui est donné à l'article 13.

« Notification de Transfert »

désigne une Notification portant information d'un projet de Transfert de Titres avec indication :

(i) de l'état civil complet ou de la dénomination sociale assortie d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du ou des Cessionnaires pressentis, ainsi que, s'il n'est pas une personne physique, de la ou des personnes qui en détiennent, directement ou indirectement, le contrôle ultime au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce ;

(ii) les liens financiers ou autres, directs ou indirects, entre le Cédant et le Cessionnaire ;

(iii) une attestation du Cessionnaire que ce dernier (i) n'est pas domicilié dans un pays ou territoire figurant sur la liste des États ou Territoires Non Coopératifs (ETNC) et (ii) respecte les règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues au chapitre 1er du titre VI du livre V du Code monétaire et financier ;

(iv) de la nature et du nombre de titres dont le Transfert est projeté (Titres sociaux ou titres interposés) ;

(v) des modalités de l'opération devant conduire au Transfert direct ou indirect de Titres ;

(vi) de la valeur ou du prix retenu pour le Transfert ;

(vii) des conditions de paiement du prix ou de rémunération de la valeur retenue pour le Transfert (en ce compris toute cession/rachat de créance(s) au titre d'avance(s) en compte courant) ;

(viii) des garanties accessoires obtenues ou consenties (remboursement de compte courant, substitution de cautions, lettres de confort ...) ;

(ix) de toutes justifications pouvant être apportées quant à la réalité, au sérieux de l'opération envisagée, et

(x) de la preuve de l'engagement du Cessionnaire d'acquérir les Titres concernés aux conditions fixées dans la Notification de Transfert.

« **Pacte** »	a le sens qui lui est donné dans le préambule.
« **Période Chômée** »	a le sens qui lui est donné à l'article 21.10.2.
« Plan d'Affaires »	désigne le plan d'affaires annexé au présent Pacte (Annexe 0).
« **Statuts** »	désigne les statuts de la Société.
« Situation de Blocage »	a le sens qui lui est donné à l'article 13.3.
« **Tiers** »	désigne toute personne physique ou morale n'étant ni un Actionnaire, ni la Société.
« **Titres** »	désigne : (i) les Actions émises par la Société ; (ii) tous titres donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société (telles que notamment les obligations convertibles, obligations à bons de souscription d'actions ou bons de souscription d'actions) ; (iii) le droit de souscription attaché aux Actions et titres visés aux alinéas ci-dessus en cas d'émission d'actions ou de Titres, donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société ; (iv) les droits d'attribution gratuite d'Actions ou de titres attachés aux Actions ainsi qu'aux titres visés aux alinéas ci-dessus qu'un ou plusieurs Actionnaires détiennent ou viendraient à détenir, pour quelque cause que ce soit.
« **Transfert** »	désigne toute opération (autre qu'une émission de Titres par la Société), à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit d'un Titre ou de tous droits dérivant d'un Titre ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de vote, droit préférentiel de souscription ou droit de percevoir des dividendes), y compris, notamment, (i) les transferts par voie de cession, d'apport en société, de fusion, scission, de transfert universel du patrimoine, d'échange, de remboursement, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de dation en paiement, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, d'attribution, de liquidation de société, communauté ou succession, par voie d'adjudication publique ou (ii) toute renonciation individuelle

	à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) toute mise en œuvre de sûreté sur les Titres ;
« **Transfert Libre** »	a le sens qui lui est donné à l'article 10.2.
« Violation du Pacte »	a le sens qui lui est donné à l'article 13.2.

CECI DÉFINI, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

TITRE I
ENGAGEMENTS ET DECLARATIONS DES PARTIES

1. ENGAGEMENT DE RESPECT DU PACTE – CLAUSE DE PRIMAUTE

Pour tout ce qui concerne l'administration et la gestion de la Société, les Parties s'engagent irrévocablement à respecter les dispositions légales applicables à la Société, les stipulations du Pacte et des Statuts.

Le Pacte et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties quant à l'objet désigné par les présentes. Le préambule fait partie intégrante du Pacte.

A cet effet, les Parties s'engagent à prendre toutes mesures en leur pouvoir en vue de la mise en œuvre du présent Pacte et, si nécessaire, à voter ou à faire voter toute résolution d'une assemblée, ou toute décision du Conseil d'Administration de la Société nécessaire à la mise en œuvre dudit Pacte.

En cas de conflit entre les Statuts de la Société et les stipulations du Pacte, les Parties s'engagent à faire prévaloir les stipulations du Pacte et à faire en sorte de voter ou faire voter dans les meilleurs délais les modifications statutaires nécessaires afin de supprimer cette contradiction. Si toutefois, de telles modifications ne pouvaient être réalisées, les Parties ne pourront se prévaloir entre elles des stipulations statutaires contraires en cause et devront appliquer par priorité les stipulations du Pacte quand elles viennent préciser les stipulations statutaires.

2. DECLARATIONS DES PARTIES

2.1. Concernant leur situation

Chaque Partie déclare et garantit aux autres Parties que :

(i) Elle est une structure juridique légalement constituée et en situation régulière au regard de la loi française ou au regard de la loi du pays dans lequel elle est établie et a tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le Pacte ;

(ii) La signature et l'exécution du Pacte ont été valablement autorisées par ses organes compétents et à sa connaissance, n'entraînent ni n'entraîneront de violation, résiliation ou modification de l'une quelconque des conditions ou modalités de tous contrats ou actes auxquels elle est partie et que le Pacte n'est en opposition avec aucune disposition desdits contrats ou actes.

2.2. <u>Clause anti-blanchiment de capitaux</u>

Chacune des Parties déclare, en application de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement d'activités terroristes :

(i) qu'elle agit pour son propre compte ;

(ii) que l'origine des fonds versés à tout moment par elle pour la souscription au capital ou l'acquisition de Titres de la Société, ainsi que ceux versés pour la mise en place de toutes avances en compte courant est licite et ne provient pas d'une activité contraire à la législation qui lui est applicable notamment au Titre VI (Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux) du Livre V du Code monétaire et financier ;

(iii) qu'elle n'a pas facilité et ne facilitera pas, par quelque moyen que ce soit, la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, et qu'elle n'a pas apporté, ni n'apportera, un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit ou au financement d'une activité terroriste ;

(iv) qu'elle ne contribue pas, n'a pas contribué et ne contribuera pas à des opérations qui concourent à des opérations de blanchiment de capitaux, de fraude fiscale ou de financement du terrorisme ;

(v) qu'elle n'est pas domiciliée dans un pays ou territoire figurant sur la liste des États ou Territoires Non Coopératifs (ETNC) ou en relation avec des pays visés par des sanctions financières internationales.

2.3. <u>Clause d'éthique</u>

Les Parties s'engagent, chacune pour elle-même et dans la limite de leurs pouvoirs respectifs, à exercer leurs activités, et s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la Société et ses Filiales exercent leurs activités en ayant recours à des fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services exerçant leurs activités, dans le respect de la documentation éthique de chaque Actionnaire, ainsi que des normes de droit international et du ou des droits nationaux applicables au contrat, notamment celles relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ou à l'égard de ses fournisseurs, sous-traitants ou prestataires de services ;

- aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;

- aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;

- à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;

- au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;

- à la protection de l'environnement ;

- aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence, l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;

- à la lutte contre le blanchiment d'argent ;

- au droit de la concurrence.

En cas de survenance d'une atteinte grave aux éléments susmentionnés, la Partie concernée en informera les autres Parties par voie de Notification dans les meilleurs délais. Si la Partie concernée ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à cette atteinte grave dans un délai raisonnable ou si de telles mesures ne peuvent être mises en œuvre, chacune des autres Parties se réserve le droit, à sa discrétion, de suspendre ou résilier le Pacte.

2.4. Responsabilité sociétale de l'entreprise

Les Parties ont été informées de l'engagement pris par la CDC, en tant que signataire des Principes de l'Investissement Responsable des Nations Unies (UNPRI), de prendre en compte dans ses investissements et dans le suivi de ses participations, des critères environnementaux, sociaux, sociétaux, et de bonne gouvernance d'entreprise (critères « ESG ») tels que : l'utilisation des ressources naturelles, les impacts environnementaux, l'emploi, le dialogue social, les ressources humaines, l'attention portée aux personnes, les relations avec les fournisseurs et les clients, les relations avec le territoire et les « parties prenantes » en général, la gouvernance, le management.

Les Parties s'engagent à s'inscrire dans une démarche de progrès pour que la Société et ses Filiales exercent leurs activités dans des conditions conciliant intérêt économique et responsabilité sociétale.

A ce titre, un rapport annuel sera établi et transmis par le Directeur Général au conseil d'administration de la Société.

Les Parties déclarent également leur souhait de faire de la Société, une société exemplaire en matière de construction durable.

TITRE II
GOUVERNANCE DE LA SOCIÉTÉ

3. DIRECTION DE LA SOCIETE

3.1. Nomination du Directeur Général

La direction générale de la Société est assurée par le Directeur Général.

Le Directeur Général s'engage à consacrer le temps et les moyens nécessaires à la direction et aux affaires de la Société.

Le Directeur Général est nommé par décision du Conseil d'administration pour une durée de trois (3) ans. Son mandat est renouvelable dans les mêmes conditions que lors de sa nomination.

3.2. Rémunération du Directeur Général r

Le Directeur Général percevra une rémunération au titre de ses fonctions dont le principe, le montant et les modalités seront déterminés par le conseil d'administration.

Les dépenses raisonnables encourues par le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions seront remboursées par la Société sur présentation de justificatifs dûment établis, étant toutefois précisé que toute dépense excédant 12.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants devra être autorisée par le conseil d'administration dans des conditions à préciser éventuellement dans le règlement intérieur.

3.3. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, sous réserve des limitations légales applicables et des stipulations des Statuts et du Pacte, et notamment des pouvoirs du Conseil d'administration.

3.4. Révocation du Directeur Général

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

4. CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.1. Membre du Conseil d'administration

4.1.1. Nomination des membres du Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé d'un nombre maximum de neuf (9) membres, dont la composition est déterminée comme suit :

(i) Cinq (5) Administrateurs désignés par la région IDF ;

(ii) Deux (2) Administrateurs désignés sur proposition de la CDC, ou de toute entité Affiliée qui viendrait à ses droits ;

(iii) Un (1) Administrateur désigné sur proposition de la Caisse d'Epargne, ou de toute entité Affiliée qui viendrait à ses droits ;

(iv) Un (1) Administrateur désigné sur proposition des CCI d'Île-de-France, ou de toute entité Affiliée qui viendrait à ses droits ;

Les Administrateurs, autres que ceux désignés par les Actionnaires du Collège Public, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des Actionnaires de la Société.

Les Parties conviennent, et s'obligent en conséquence à manifester tout vote requis pour parvenir à ce que la composition du Conseil d'administration soit conforme aux stipulations du présent article.

Les Parties conviennent également que le Crédit Mutuel Arkea pourra désigner un censeur qui aura un avis consultatif au Conseil d'administration.

4.1.2. **Rémunération**

Les Administrateurs ne sont pas rémunérés au titre de leur mandat d'Administrateur de la Société, et aucun frais engagé par les Administrateurs dans l'exercice de leurs fonctions ne sera remboursé.

4.2. **Président du Conseil d'Administration**

4.2.1. **Nomination**

Le Président du conseil d'administration est nommé, sur proposition des Actionnaires du Collège Public, par décision du Conseil d'administration.

4.2.2. **Rémunération**

Les Parties conviennent de la possible rémunération de la fonction de Président du Conseil d'administration dès lors qu'elle est dissociée de celle de Directeur Général.

Les dépenses raisonnables encourues par le Président du Conseil d'administration dans l'exercice de ses fonctions seront remboursées par la Société sur présentation de justificatifs dûment établis, étant toutefois précisé que toute dépense excédant 6.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants devra être autorisée par le conseil d'administration dans des conditions à préciser éventuellement dans le règlement intérieur.

4.3. **Conflits d'intérêts**

En sus des dispositions légales sur les conflits d'intérêts applicables aux sociétés d'économie mixte locale, notamment celles inscrites dans le Code de commerce et le Code général des collectivités territoriales, les Parties s'engagent à mettre en place un dispositif permettant de prévenir les conflits d'intérêts dans la prise de décision en Conseil d'administration.

A cet effet, tout Administrateur représentant un Actionnaire directement ou indirectement concerné par une décision soumise au Conseil d'administration (i) n'aura pas communication du dossier du Conseil d'administration correspondant et (ii) ne prendra pas part au vote sur la décision concernée, étant précisé qu'il sera néanmoins pris en compte pour les besoins du quorum.

4.4. Pouvoirs du Conseil d'Administration

4.4.1. **Décisions Majeures**

Les décisions suivantes visées au présent article concernant la Société ou l'une de ses Filiales ne pourront être adoptées sans l'accord préalable du Conseil d'administration statuant à la majorité des membres incluant le vote favorable de la CDC et de la Région (les « **Décisions Majeures** »)

i. Approbation du Plan d'Affaires actualisé avec ou sans modification de l'orientation stratégique, étant entendu que le premier Plan d'Affaires sera annexé au Pacte qui sera signé au jour de l'investissement de la CDC ;

ii. Validation et actualisation des critères de sélection des opérations tels que figurant à l'article 5.4 ci-après ;

iii. Validation et actualisation du budget annuel et tout dépassement (qui ne figure pas dans le budget annuel) de budget annuel de plus 10 %, ou plus de 800 000 € ;

iv. Toute décision représentant un investissement, un engagement, un coût, une responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), une cession, un transfert ou un désinvestissement (y compris d'actifs), (i) dont le montant est supérieur à 200.000 euros, (ii) représentant plus de 10 % des actifs ou (iii) portant sur un actif fortement contributeur au compte de résultat de la Société , dans tous les cas sauf à être prévu dans le plan d'affaires et/ou le budget annuel voté et approuvé dans les conditions prévues ci-dessus ;

v. Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association ainsi que toute décision de création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;

vi. Toute émission de valeurs mobilières ou opération sur le capital donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou l'une de ses Filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés ;

vii. Conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société ou ses Filiales et conclusion de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;

viii. Toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou autres distributions assimilées, et sans que cette distribution ne puisse remettre en cause un investissement prioritaire pour la solvabilité de la Société.

ix. Nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président Directeur Général/Directeur Général ;

4.4.2. **Décisions Importantes**

Les décisions Importantes suivantes visées au présent article concernant la Société ou l'une de ses Filiales ne pourront être adoptées sans l'accord préalable du Conseil d'administration statuant à la majorité des membres, incluant le vote favorable de la Région et d'au moins un Actionnaire du Collège Privé (les « **Décisions Importantes** ») :

i. Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion ;

~~ii.~~ Tout appel de fonds en compte courant d'actionnaire ;

iii. Toute décision de recrutement, rupture ou modification du contrat de travail de toute personne dont le salaire brut annuel serait supérieur à 100.000 euros à l'exception des licenciements pour motif disciplinaire non prévu au Plan d'Affaires et/ou au budget annuel ;

iv. Toute modification de la localisation géographique des activités de la Société en dehors de la région ;

v. Décision de confier tout mandat ou mission en vue de la levée de fonds, de la cession des titres de la Société ou l'une de ses filiales ;

vi. Tout remboursement de dépenses excédant les plafonds autorisés, encourues par le Président (Directeur Général)/Directeur Général dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

vii. Toute décision susceptible de conduire à un cas de défaut au regard de la documentation relative au(x) financement(s) ;

5. COMITE TECHNIQUE

5.1. Membres du Comité technique

Il sera créé un comité désigné « **Comité Technique** » de cinq (5) membres, dont la composition est déterminée comme suit :

(i) Le Directeur Général ;

(ii) Un (1) membre proposé par la Région

(iii) Un (1) membre proposé par la CDC

(iv) Un (1) membre proposé par la Caisse d'Epargne, en fonction des sujets traités

(v) Un (1) membre proposé par les CCI, en fonction des sujets traités

Tout membre du Comité Technique est nommé par la Partie qu'il représente, laquelle en informe les autres Parties ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général.

Toute Partie pourra changer à tout moment le membre du Comité Technique qui la représente à la seule condition de le notifier par écrit aux autres Parties ainsi qu'au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général.

Il est stipulé que la Caisse d'Epargne et les CCI d'Île-de-France désigneront, 48h avant chaque Comité Technique, quel représentant participera parmi les 3 maximum que ces structures auront préalablement désignés selon les modalités ci-dessus.

Les Parties conviennent que les membres du Comité Technique désignés ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions au sein du Comité Technique.

5.2. Pouvoirs du Comité Technique

Le Comité Technique a un rôle consultatif.

Le Comité émet un avis préalable sur toutes les Décisions Majeures de l'article 4.4.1 (sauf le ix), sur les Décisions Importantes visées aux points (i), (ii), (v) et (vii) de l'article 4.4.2 et sur le suivi du patrimoine prévu à l'article 6.3, sans préjudice de toute autre Décision Importante

que le Conseil d'administration souhaiterait lui soumettre, préalablement à leur examen par le Conseil d'administration.

Le Comité Technique a pour objet de permettre aux membres du Conseil d'administration de bénéficier de toutes les informations qui leur sont utiles afin de faciliter leur prise de décision au sein du Conseil d'administration.

5.3. Fonctionnement du Comité Technique

5.3.1. Convocation

Le Comité Technique est convoqué par le Directeur Général par courriel mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, cinq (5) Jours ouvrés au moins avant la date de celle-ci sauf en cas d'urgence avérée et si tous les membres renoncent à ce délai. Il peut également être convoqué à la demande d'un membre dudit Comité. L'auteur de la convocation est tenu d'y joindre tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission et leur permettant de rendre des avis éclairés.

5.3.2. Présidence

La présidence du Comité Technique est assurée par le Directeur Général.

Le Directeur Général est chargé de rapporter, de présenter et de rendre compte par écrit des avis du Comité Technique devant le Conseil d'administration de la Société.

5.3.3. Fréquence des réunions

Le Comité Technique est consulté préalablement à toute réunion du Conseil d'administration.

5.3.4. Mode de réunion

Le Comité Technique se réunit soit physiquement, soit par voie de visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication.

5.3.5. Invités aux réunions

Tout membre du Comité Technique peut convier tout invité dont les connaissances techniques, financières, juridiques ou autres seraient éclairantes pour les travaux du Comité Technique.

5.3.6. Avis du Comité

Chaque membre du Comité Technique dispose d'une voix.

Le Comité Technique ne peut valablement émettre un avis sous réserve que la totalité de ses membres disposant d'une voix soit présents ou réputés présents lors de la première convocation ; le quorum n'est plus exigé lors de la seconde.

Le Comité Technique émet ses avis à la majorité simple de ses membres.

Les avis du Comité Technique sont des avis favorables potentiellement accompagnés de recommandations, commentaires ou réserves en cas de partage des voix ou d'absence d'unanimité.

Les avis du Comité Technique sont transmis au Conseil d'administration pour décision.

5.4. Critères de sélection et dossiers de séances

Le Comité Technique se prononce le cas échéant sur les Décisions Majeures ou Importantes sur la base des critères de sélection et au vu d'un modèle de dossier de séance. Le Comité Technique se prononce sur les dossiers des opérations d'investissement sur fonds propres et toutes opérations qui lui sont soumises par le Directeur Général.

Le Comité Technique se prononce sur la base des critères de sélection cumulatifs suivants en conformité avec l'objectif global de rentabilité de la Société :

Les principes généraux :

- le respect du champ d'intervention de la Société, tel que rappelé à l'article 6 du Pacte ;
- le niveau de commercialisation des immeubles avant leur engagement ;
- l'appartenance du foncier à la Société, à l'un de ses actionnaires publics ou la conclusion d'une promesse d'achat sous conditions suspensives ;
- la nature des risques identifiés au stade de l'engagement, risques naturels, archéologiques, environnementaux, adhésion de la population pour le risque juridique, dureté foncière, risques commerciaux, autres risques ;
- la cohérence du niveau de rémunération des opérations avec les conditions du marché et le niveau de risque que présente l'opération ;
- la présence de marges suffisantes ou de provisions suffisantes pour garantir la couverture des risques ;
- le financement des opérations au moyen des fonds propres de la Société ;
- les conditions de financements bancaires de l'opération (notamment les garanties et sûretés sollicitées) ;
- les performances en matière de développement durable, de protection de l'environnement et d'efficacité énergétique des programmes réalisés. Les critères environnementaux applicables aux bâtiments sont précisés en Annexe 5.4 (i).

Les critères détaillés par opération :

- aucun investissement immobilier direct ou indirect ne pourra mobiliser unitairement en capital plus de 25 % des capitaux propres de la Société ;
- chaque opération d'investissement ne pourra mobiliser unitairement plus de 30 % de fonds propres et devra être financée à au moins 70 % par recours à l'endettement ou à une subvention d'investissement ;
- les opérations devront présenter un état de pré-commercialisation à arbitrer au démarrage de chaque nouvelle opération immobilière ;
- chaque opération devra présenter un rendement brut locatif prévisionnel (RBL) minimum déterminé suivant la cotation du projet telle que définie par la grille en Annexe 5.4 (ii) ; par dérogation, et à titre exceptionnel, les opérations présentant un rendement brut locatif prévisionnel inférieur pourront néanmoins être acceptées, dès lors que ce rendement dégradé sera motivé par des conditions objectives (par exemple : secteurs géographiques où la rareté du foncier ou la qualité de l'emplacement majorent le coût total de l'investissement, ou dans le cas d'un actif immobilier dont la complexité ou la spécificité générerait un surcoût d'investissement) et mesures de l'impact sur le plan d'affaires, et après accord unanime des Administrateurs ;
- un arbitrage au cas par cas sur le niveau de TRI par opération sera décidé aux regards des enjeux et risques de la nouvelle opération ;

- les loyers devront être en cohérence avec les prix de marché ;
- durée du bail : bail 3/6/9 ou bail dérogatoire à étudier selon le type d'actif. Les baux fermes de 6 ans minimum seront recherchés en priorité ;
- garanties : par ordre de préférence, un dépôt d'un terme de loyer sera demandé ; à défaut, les garanties bancaires à première demande souscrites auprès de banques françaises notoirement solvables et les cautions solidaires bancaires pourront être acceptées ;
- charges récupérables : les coûts financiers et travaux de mise en conformité des locaux loués qui seraient prescrits par l'autorité administrative et/ou rendus nécessaires par l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation administrative portant sur le clos et le couvert et les équipements structurants des bâtiments loués (ascenseurs, installations de chauffage et de ventilation, distribution primaire des fluides, etc.) seront à la charge du preneur si le bail le permet; de même, les autres charges du bailleur (assurance propriétaire, gestion locative, gestion immobilière, taxe foncière, entretien) seront facturées au preneur ; les charges et travaux liés à l'activité exercées par le preneur (cloisonnement, agencements, etc.) et tous travaux nécessités par l'activité exercée par le preneur (remise aux normes) seront intégralement à sa charge ; le tout dans le respect des dispositions prévues par L 145-40-2 du code de commerce
- franchises de loyer : il ne pourra être consenti au preneur une franchise de loyer supérieure à 3 mois du loyer principal sauf accord unanime des Administrateurs ;
- financement bancaire sans recours sur les actionnaires ni clause de maintien de l'actionnariat ;
- opportunité de certification et de labellisation environnementale des bâtiments, selon le type d'actif et selon les critères définis dans l'Annexe 5.4 (ii).

Dans le cas où l'investissement immobilier sera porté par une Filiale de la Société constituée à cet effet ou déjà préalablement constituée, l'investissement immobilier porté par cette Filiale devra respecter les critères ci-dessus.

Le Comité Techniques se prononce au vu des dossiers de séances préparés, instruits et produits par la Direction générale de la Société. Ces dossiers seront transmis aux membres du Comité technique au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés avant la séance du Comité.

La direction générale de la Société assure le secrétariat du Comité Technique.

Les dossiers de séances produits au Comité Technique doivent comporter :

- une notice descriptive de l'opération avec son contexte de réalisation ;
- une note sur la nature des risques identifiés à ce stade, risques naturels, archéologiques, environnementaux, adhésion de la population pour le risque juridique, dureté foncière, risques commerciaux, etc.
- un bilan prévisionnel de l'opération ;
- une trésorerie prévisionnelle de l'opération ou un bilan recettes/dépenses étalé dans le temps, selon le cas ;
- une note précisant les hypothèses de commercialisation, en regard avec le marché ;
- les prix et modalités d'acquisition du foncier ;
- le montant des subventions à percevoir et caractéristiques de ces subventions selon le cas ;
- les caractéristiques des financements bancaires (taux, index, durée, garanties, etc.), avec les modalités de garantie, de remboursement anticipé ou de transfert de ces financements à la collectivité maître d'ouvrage, selon le cas ;
- les montants des fonds propres à investir et les TRI prévisionnels.

Le cas échéant, le Comité Technique peut demander la réalisation d'études complémentaires ou de contre-expertises. Ces études seront alors engagées par la Direction générale de la Société après « avis favorable » du Comité Technique.

Les critères de sélection sont actualisés en tant que de besoin.

6. CHAMP D'INTERVENTION DE LA SOCIETE ET SUIVI DE L'ACTIVITE

6.1. Objet de la société

La Société exercera ses activités en conformité avec son objet social, tel que stipulé à l'article 2 de ses Statuts ainsi que conformément aux critères d'intervention visés à l'article 5.4 ci-dessus.

Toute modification de l'objet social devra nécessairement faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'administration et d'une résolution approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires selon les règles de majorité stipulées dans le Pacte et les Statuts.

6.2. Périmètre d'intervention géographique – Modalités d'intervention - Domaines d'activités

6.2.1 Périmètre d'intervention géographique et domaines d'activité

Les Parties conviennent que la Société interviendra sur le périmètre géographique de l'Île-de-France.

La Société devra développer ses interventions sur des opérations répondant à la segmentation suivante :

- « Actifs immobiliers » (commerces, bureaux, artisanat, logements, logements étudiants, loisirs, services …) stratégiques, atypiques ou vacants en réponse aux objectifs assignés à la Société par les actionnaires.
- L'intervention de la Société doit porter sur la rénovation, la restructuration, la requalification et/ou la redynamisation des actifs immobiliers en organisant un écosystème vertueux.

- D'une manière générale, ces interventions devront avoir comme objectif de créer de la valeur, de faire levier sur le territoire, à fort effet d'entrainement, et d'être viables et pertinentes économiquement (tel qu'apprécié, pour chaque intervention, à sa date de réalisation).

Sont également prévus dans le champ d'intervention de la Société la cession d'actifs. La Société devra s'engager dans une gestion dynamique de son portefeuille d'actifs. Les décisions de cession d'actif seront prises par le Conseil d'administration sur avis favorable du Comité Technique.

Les Actionnaires décident que dans un premier temps, et jusqu'à décision contraire, la Société disposera de personnel en propre en effectif limité, et s'appuiera sur des compétences extérieures, choisies dans le cadre juridique approprié, notamment au regard des règles applicables aux marchés publics, afin d'assurer notamment les missions suivantes :

- Administration de la Société (gestion sociale, financière et comptable) ;
- Etudes techniques :
- Maitrise d'œuvre ;
- Etudes de marché et commercialisation…

6.2.2 **Domaines d'activité exclus**

La Société n'a pas vocation à exercer les activités suivantes :

- Le prêt aux commerçants ou artisans sauf ce qui relève de facilités usuellement mises en œuvre dans le cadre d'une gestion locative avisée
- L'exploitation commerciale directe de locaux

  Par exception, l'acquisition de fonds de commerce ou fonds artisanaux pourra être autorisée dans la mesure où le fonds est exploité dans un actif également acquis par la Société conformément aux objectifs assignés par les Associés, et sous réserve qu'ait été recueilli l'engagement d'un exploitant pour la reprise du fonds ou du droit au bail.

6.2.3 **Modalités d'intervention**

La durée de portage des opérations sera arbitrée au regard des critères prioritaires suivants :

- Caractère stratégique de l'opération
- Importance de l'investissement
- Rentabilité dégagée par la cession de l'opération
- Niveau de trésorerie de la Société fixé a minima aux 2/12ème du budget annuel adopté par la Société , pour faire face aux charges fixes de structure.

Afin de démultiplier la capacité d'investissement de la Société et en fonction de la taille des opérations, des montages en co-investissement, logés dans des sociétés dédiées, pourront être envisagés pour optimiser les apports de fonds propres par la Société. Ces sociétés dédiées pourront mobiliser des financements bancaires spécifiques.

De la même manière pour permettre à la Société d'intervenir sur des actifs stratégiques en partenariat avec les propriétaires actuels, des montages sous forme de bail à réhabilitation pourront être envisagés dans les conditions de rentabilité qui seront définies dans le Pacte.

6.3. <u>Suivi du patrimoine de la Société</u>

Lors du point annuel relatif au suivi du Plan d'Affaires, le Directeur Général présente au Conseil d'administration après consultation du Comité Technique un point sur l'état des engagements de la Société et de l'exploitation de son patrimoine :

- pour les opérations nouvelles : l'état d'avancement des opérations en cours,

- pour les actifs déjà en patrimoine et en exploitation :

  - un état de la production par actif, éventuelles difficultés d'exploitation, écarts éventuels constatés par rapport au plan d'affaires prévisionnel de l'opération, solutions correctives apportées.

  - un état général du patrimoine constitué par la Société, afin notamment de proposer un échéancier de cession de ces actifs et de leurs méthodes de valorisation. Cette revue de patrimoine permettra de tenir un tableau de bord

des actifs classés en fonction de leur maturité et de leur perspective de cession.

6.4. Plan d'Affaires

6.4.1 Principe

Les Actionnaires prennent acte du Plan d'Affaires joint en Annexe 0 du Pacte, qui identifie pour une période de 10 ans, les objectifs d'exploitation de la Société et les résultats prévisionnels. Le Plan d'Affaires est un élément essentiel du présent Pacte.

Le Plan d'Affaires constitue une feuille de route pour la Société, que chacune des Parties souhaite voir respecter.

6.4.2 Actualisation du Plan d'Affaires

Le Plan d'Affaires devra faire l'objet d'une actualisation au minimum annuelle par le Directeur général, avec l'assistance du Comité Technique. Après consultation du Comité Technique, le Plan d'Affaires actualisé devra être approuvé par le Conseil d'administration dans les conditions de l'article 4.4.1.

6.5. Droit prioritaire de co-investissement de la CDC

La CDC dispose d'un droit prioritaire à co-investir sur tout projet d'investissement immobilier de la Société et notamment celui de prendre une participation dans une Filiale portant un tel projet aux côtés de la Société.

La Société devra soumettre tout projet d'investissement immobilier au préalable à la CDC avant de solliciter un tiers, sauf si le tiers identifié est porteur du projet préalablement à l'intervention de la SEM.

7. INFORMATION DES ACTIONNAIRES ET DROIT D'AUDIT

7.1. En sus des informations qui seront communiquées aux Actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires, les Parties bénéficient d'un droit d'informations renforcé concernant la Société et ses Filiales, et notamment :

(i) budget prévisionnel annuel de la Société au plus tard [45] jours avant la clôture de l'exercice social précédent ;

(ii) chaque année, au plus tard [90] jours après la clôture de l'exercice social, les projets de comptes sociaux accompagnés des projets de rapports du commissaire aux compte et du rapport de gestion ;

(iii) chaque semestre, au plus tard [45] jours après la fin de chaque semestre : (i) un prévisionnel sur les six mois à venir incluant les revenus, les charges (notamment prévisions sur les effectifs et masse salariale) et la trésorerie de la Société ; (ii) un prévisionnel de l'activité de la Société, sous forme de tableau de suivi des affaires ;

(iv) trimestriellement, au plus tard [10] jours après la fin de chaque trimestre, une information mensuelle sur l'activité de chacun des projets de la Société,

(v) plus généralement, communication de toute information utile concernant tout événement interne ou externe à la Société (i) relatif aux écarts par rapport au

budget annuel, ou (ii) affectant ou raisonnablement susceptible d'affecter défavorablement, immédiatement ou à terme, la situation financière et/ou l'activité de la Société, y compris toute réclamation, litige ou menace de litige ou de réclamation, et ce dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle la Société aura eu connaissance de la survenance de ce fait ou cet événement.

7.2 La CDC pourra exercer ou faire exercer toute mission d'audit à tout moment (à ses frais),en veillant à ce que les audits en question ne pèsent pas trop sur le fonctionnement de la société.

TITRE III
FINANCEMENT- RENTABILITÉ ET DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

8. FINANCEMENT

Les Parties se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) et de concours externes, étant précisé que :

(i) le financement en quasi-fonds propres pourra se faire notamment par l'intermédiaire d'avances en compte courant d'actionnaires ou valeurs mobilières pouvant donner accès au capital de la Société, par chacune des Parties ;

(ii) les Parties rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché,

(iii) aucune restriction (y compris sûreté) portant sur la participation de la CDC au capital de la Société ne pourra être acceptée ;

(iv) tout financement et ses modalités sera soumis à l'accord préalable du Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 4.4.1 du Pacte.

9. RENTABILITE - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

(i) Dans le cadre de la politique de rémunération des fonds propres investis, les Actionnaires souhaitent que la Société puisse dégager des résultats comptables et financiers lui permettant d'une part, d'asseoir sa pérennité en constituant les réserves nécessaires au financement de son développement et d'autre part, d'assurer une rentabilité aux capitaux investis par les Actionnaires.

Les Actionnaires souhaitent à ce titre que l'objectif de rentabilité de la Société soit égal au taux de rendement interne (« **TRI** ») conformément au Plan d'Affaires approuvé par le Conseil d'administration. En application du Plan d'Affaires, les Parties s'engagent à viser un TRI autour de 4.5 %.

(ii) En fonction de la situation financière de la Société et de la trésorerie nécessaire, le montant des dividendes distribués par la Société devra par conséquent s'élever au minimum à vingt (20 %) du résultat distribuable.

TITRE IV
TRANSFERT DES TITRES

10. PRINCIPES GENERAUX - TRANSFERTS LIBRES

10.1. Principes généraux applicables aux Transferts de Titres

Au regard de l'importance déterminante qu'ils attachent à leur présence mutuelle et simultanée au capital de la Société, les Actionnaires s'interdisent expressément tout Transfert à titre volontaire des Titres dont elles sont détentrices à tout Cessionnaire :

(i) domicilié dans un pays ou territoire figurant sur la liste des pays ou territoires non coopératifs (PTNC), dont la liste est établie et mise à jour par le groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), ou, à défaut, tout organisme équivalent ;

(ii) refusant de confirmer qu'il respecte les règles du Code monétaire et financier relatives au blanchiment de capitaux et au financement de terrorisme ;

(iii) ne disposant pas des capacités financières lui permettant de respecter ses obligations au titre des Statuts et du Pacte ;

(iv) dont l'un des dirigeants aurait été condamné à une condamnation pénale dont la mention figure encore sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ;

(v) partie à un litige avec l'un des Actionnaires ou qui ne répondrait pas aux conditions d'honorabilité prévues aux articles L. 500-1 et D.547-2 du Code monétaire et financier ;

Préalablement à tout Transfert conformément aux termes du Pacte, les Actionnaires s'engagent à accomplir les diligences nécessaires afin de s'assurer que le Cessionnaire dudit Transfert ne se trouve pas dans les situations (iii) à (v) ci-dessus.

10.2. Transferts Libres

La transmission des Titres de la Société est libre dans les cas suivants (les « **Transferts Libres** ») :

(i) par les personnes physiques en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de Transfert, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ;

(ii) pour les Actionnaires du Collège Privé, en cas de Transfert de Titres intervenant entre un Actionnaire et l'un de ses Affiliés à la condition que cet Affilié se soit engagé à les rétrocéder à l'Actionnaire et que ce dernier se soit engagé à les acquérir ou à les faire acquérir par l'un de ses Affiliés, préalablement à la date à laquelle l'Affilié cesserait d'être Affilié de l'Actionnaire ;

(iii) entre Actionnaires.

Tout Actionnaire qui envisagerait le Transfert de tout ou partie de ses Titres dans le cadre d'un Transfert Libre au sens du présent article devra le notifier aux autres Actionnaires au moins trente (30) Jours avant la réalisation du Transfert avec toutes les informations de nature à permettre aux autres Actionnaires de vérifier que le Transfert envisagé répond à un des cas de Transferts Libres visés au présent article.

11. DROIT DE PREEMPTION

Sous réserve (i) des Transferts Libres définis à l'article 10.2 et (ii) des Transferts en cas d'exercice par la CDC de son droit de sortie en cas de Désaccord Majeur conformément à l'article 13 ci-après, tout Transfert par une Partie de tout ou partie de ses Titres est soumis au droit de préemption des autres Parties dans les conditions définies par les Statuts de la Société (ci-après le « **Droit de Préemption** »).

Il est précisé que dans l'exercice du Droit de Préemption, la CDC aura la possibilité de se substituer un Affilié.

12. DROIT DE SORTIE CONJOINTE PROPORTIONNELLE

12.1. A l'exception des Transferts Libres, sauf exercice du Droit de Préemption visé à l'article 0, dans l'hypothèse où un Actionnaire, détenant au moins 5% du capital de la société, envisagerait de transférer à un Tiers, sous réserve des dispositions de l'article L.1522-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, tout ou partie des Titres détenus dans le capital de la Société, il ne pourra procéder au Transfert projeté qu'après avoir offert à chacun des Actionnaires la faculté de céder conjointement ses Titres dans les mêmes proportions et à des conditions, modalités et prix identiques selon les modalités ci-après décrites, étant entendu toutefois qu'au titre du Transfert considéré, les Actionnaires du Collège Privé :

(i) ne consentiront aucune autre garantie que la garantie légale relative à la propriété de leurs Titres et la garantie que leurs Titres ne sont grevés d'aucun nantissement ou droit de Tiers autre que ceux résultant le cas échéant des statuts et du présent Pacte ; et

(ii) ne donneront qu'aucun engagement de non-concurrence au Cessionnaire des Titres.

(le « **Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle** »).

12.2. Pour permettre aux Actionnaires d'exercer leur Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle, le Cédant adressera à chaque Actionnaire une Notification de Transfert. Dans l'hypothèse où le Transfert envisagé ne comporte pas un prix payable exclusivement en numéraire, la Notification de Transfert devra comporter, à peine de nullité, une évaluation de bonne foi, en euros, des Titres faisant l'objet du Transfert et de la contrepartie par Titre offerte au Cédant.

12.3. La Notification de Transfert devra être accompagnée de l'engagement du Cessionnaire d'acquérir les Titres des Actionnaires conformément aux termes et conditions prévues dans la Notification de Transfert, en cas d'exercice du Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle.

12.4. Dans le cas d'un projet de Transfert ouvrant le droit d'exercer le Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle ci-dessus, le Cédant s'engage à faire en sorte que chaque Actionnaire qui en ferait la demande dans un délai de quarante-cinq (45) Jours à compter de la réception de la Notification de Transfert, puisse céder au Cessionnaire, en plus des titres dont le Cédant envisage le transfert, un nombre de Titres « N » au plus égal au nombre de Titres « Nmax » obtenu en appliquant la formule suivante :

$$Nmax = NI \times B$$

Où : NI est le nombre de Titres dont le Cédant envisage le Transfert, et

B est le nombre de Titres détenus par l'Actionnaire qui exerce son Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle divisé par la somme des Titres détenus par le Cédant et l'ensemble des Actionnaires exerçant leur Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle au titre du Transfert concerné.

12.5. A défaut de réponse dans le délai imparti, chaque Actionnaire sera considérée comme ayant renoncé à exercer son Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle.

12.6. Le Cédant ne sera pas autorisé à Transférer ses propres Titres au Cessionnaire, sans que chaque Actionnaire ayant exercé son Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle ait pu Transférer concomitamment, dans les conditions stipulées ci-dessus, l'intégralité des Titres qu'il est en droit de Transférer conformément au présent article 12 (le cas échéant, par voie de rachat desdits Titres par le Cédant lui-même).

13. DROIT DE SORTIE EN CAS DE DESACCORD MAJEUR

13.1. Si la CDC et le ou les Actionnaire(s) du Collège Public se trouvent dans une situation de Désaccord Majeur ou de Violation du Pacte tel que ces termes sont définis ci-après, la CDC pourra déclencher la présente procédure de Transfert en notifiant à ou aux Actionnaire(s) du Collège Public par lettre recommandée avec accusé de réception, une demande de rachat de ses Titres contenant une proposition de prix de rachat (la « **Notification de Rachat** »), dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours à compter de la survenance du Désaccord Majeur ou de la Violation du Pacte (le « **Droit de Sortie pour Désaccord Majeur** »).

13.2. Une « **Violation du Pacte** » désigne la violation d'une ou plusieurs stipulations du Pacte inscrites aux Titres II « Gouvernance de la Société » et IV « Transfert des Titres ».

13.3. Un « **Désaccord Majeur** » désigne :

L'impossibilité pour le Conseil d'administration d'adopter une des Décisions Majeures listées à l'article 4.4.1. conduisant à une situation de blocage suite au vote de la CDC en défaveur de ladite Décision Majeure (une « **Situation de Blocage** ») ou ;

13.4. Préalablement à la sortie de la CDC, chacune des Parties impliquées soumettra le différend à ses représentants légaux ou mandataires. Ces derniers s'engagent à se rencontrer et discuter de bonne foi du Désaccord Majeur ou de la Violation du Pacte dans l'objectif de résoudre la difficulté et envisager une alternative à la sortie de la CDC, dans un délai maximal de trente (30) Jours suivant la Notification de Rachat.

13.5. Si aucune solution n'a pu être trouvée au terme de cette période de trente (30) Jours, le ou les Actionnaire(s) du Collège Public s'engage(nt), dans un délai de soixante (60) Jours à compter de l'expiration du délai de trente (30) Jours précité :

(i) soit à proposer l'acquisition des Titres de la CDC par un Tiers ou par un autre Actionnaire ou ses Affiliés ;

(ii) soit à se porter acquéreur(s) des Titres de la CDC ;

(iii) soit à faire acquérir les Titres de la CDC par la Société, ce que les Parties acceptent en décidant, le cas échéant, l'annulation des Titres par voie de réduction du capital social. Aux fins du rachat prioritaire de la totalité des Titres de la CDC, les autres Actionnaires s'engagent à renoncer à leur droit de faire racheter partiellement ou totalement leurs Titres par la Société dès lors que la Société ne disposerait pas de la trésorerie suffisante pour acquérir en priorité la totalité des titres de la CDC ;

au prix proposé dans la Notification de Rachat de la CDC en cas d'accord amiable, ou à défaut d'accord intervenant dans les quatre-vingt-dix (90) Jours suivant la Notification de Rachat de la CDC à la valeur fixée par un expert, qui interviendra conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, nommé par le Président du Tribunal judiciaire compétent saisi à cet effet à l'initiative de la Partie la plus diligente, dont les honoraires et frais seront supportés par la ou les Parties concernées, ou le cas échéant par le Tiers concerné et la CDC à parts égales, étant entendu que :

(i) l'expert sera tenu d'appliquer les méthodes usuelles de détermination du prix des Titres pour les actifs et les activités considérés, et de remettre son rapport dans un délai de trente (30) Jours à compter de sa saisine ;

(ii) les conclusions du rapport de l'expert s'imposeront aux Parties, sauf erreur grossière de l'expert.

13.6. Le Transfert des Titres sera réalisé et le prix sera payable dans les trente (30) Jours Ouvrés suivant la date à laquelle un accord aura été trouvé entre les Parties ou le prix aura été fixé par l'expert.

13.7. En cas de rachat des Titres de la CDC par la Société, cette dernière devra procéder concomitamment au rachat des Titres de la CDC, au remboursement de l'avance en compte courant d'associé de la CDC à due concurrence du pourcentage des titres rachetés, pour un prix correspondant à la valeur nominale de la quote-part du compte courant augmentée des intérêts courus et non payés à la date du Transfert des Titres.

13.8. Conformément aux stipulations des Statuts, les Parties concernées s'engagent expressément, le cas échéant, à voter ou à faire voter favorablement en Conseil d'administration toute demande d'agrément du Tiers acquéreur relative à l'exercice du Droit de Sortie de la CDC tels que définis aux présentes.

14. CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

A compter du 10 ème anniversaire de la date de signature du Pacte, les Parties s'engagent à étudier, à la demande de la CDC, tous *scenarii* en concertation avec la CDC visant à assurer la liquidité des Titres de la CDC, au rang desquels :

- la réduction de capital de la Société par rachat des Titres de la CDC ;
- le rachat des Titres des Actionnaires du Collège Privé en vue de la transformation de la Société en Société Publique Locale ;
- le rachat des Titres de la CDC par les Actionnaires ou leurs Affiliés ou par un Tiers ;

La Valeur des Titres sera déterminée d'un commun accord par les parties concernées ou, en cas de désaccord, par un expert indépendant désigné conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil et effectuant sa mission dans les conditions de cet article. Les

parties pourront fixer les règles et les modalités de détermination de la Valeur des Titres sur lesquelles l'expert s'appuiera.

Pour les besoins du présent Article, le Droit de Préemption prévu à l'article 11 et le Droit de Sortie Conjointe Proportionnelle à l'article 12 ne s'appliqueront pas.

15. STIPULATIONS GENERALES EN CAS DE TRANSFERT DE TITRES

15.1. Sort des comptes courants et garanties

Les Parties conviennent de l'indissociabilité de la propriété des Titres avec celle des créances en comptes courants d'actionnaires sur la Société.

En conséquence, en cas de Transfert de Titres, le Cédant devra également céder au Cessionnaire qui devra acquérir, la quote-part de son avance en compte courant dans la Société à due proportion du pourcentage de Titres Transférés, pour un prix correspondant à la valeur nominale de la quote-part du compte courant cédée augmentée des intérêts courus et non payés à la date du Transfert. Si les Parties ont garanti tout ou partie des engagements de la Société, le Cessionnaire devra reprendre à sa charge le pourcentage de garanties consenties par le Cédant égal au pourcentage de Titres Transférés.

15.2. Engagements des Parties

Dans le cas où (i) les contrats de financement externes conclus par la Société contiendraient une clause prévoyant une exigibilité anticipée, un remboursement anticipé ou toute modification importante des modalités du prêt, dans l'hypothèse d'un changement de contrôle ou d'un changement d'actionnariat de la Société et (ii) un Actionnaire envisagerait un Transfert de Titres qui aurait pour effet d'entraîner une telle exigibilité, un tel remboursement ou une telle modification, l'Actionnaire Cédant devra faire son affaire personnelle d'obtenir l'accord écrit de l'établissement de crédit concerné préalablement à la réalisation du Transfert envisagé, de telle sorte que le Transfert ne puisse avoir pour conséquence d'entraîner l'exigibilité anticipée ou le remboursement anticipé des sommes prêtées ou une modification défavorable des conditions de financement. A défaut d'un tel accord, l'Actionnaire Cédant concerné s'interdit de Transférer ses Titres.

15.3. Violation des stipulations du Pacte

Tout Transfert effectué en violation des stipulations du Pacte sera nul.

16. ANTI-DILUTION

16.1. Les Parties bénéficieront du droit individuel permanent de conserver leur participation (droits de vote et/ou droits au bénéfice) dans la Société, compte tenu des Titres donnant droit de façon immédiate ou de manière différée, par quelque moyen que ce soit, à une quote-part du capital et/ou des droits de vote de la Société.

16.2. En conséquence, chaque Partie, si elle le souhaite, devra être en mesure de pouvoir souscrire à toute augmentation de capital ou à une augmentation de capital complémentaire qui lui serait réservée et ce, à des conditions notamment de prix d'émission, identiques à celles auxquelles les titres nouveaux seront émis de manière à lui permettre de conserver son pourcentage de participation dans le capital de la Société préalablement à l'opération concernée

16.3. Les Actions à émettre au bénéfice des Parties au titre du présent article devront donner droit aux mêmes droits et avantages qui seraient créés au profit d'un Actionnaire ou d'un Tiers au titre de l'augmentation de capital justifiant l'exercice de cet article.

TITRE IV
DISPOSITIONS DIVERSES

17. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION – DESIGNATION D'UN EXPERT

Le Pacte est soumis au droit français.

Les Parties conviennent que tous les différends qui pourraient naître entre elles, relatifs à la validité, l'interprétation ou l'exécution du Pacte, seront, en l'absence d'accord à l'issue d'un délai de trente (30) Jours, portés devant les dirigeants respectifs des Parties et, seulement en cas de désaccord persistant constaté à l'issue d'un nouveau délai de trente (30) Jours, pourront être soumis à la compétence exclusive des Tribunaux compétents dans le ressort de la Cour d'Appel compétente, sans préjudice du droit de Sortie pour Désaccord Majeur conformément à l'article 13.

Les Parties conviennent que, dans le cas où la procédure prévue à l'article 1843-4 du Code civil serait mise en œuvre au titre des stipulations des Statuts et/ou du Pacte, l'expert auquel il est fait référence devra être un cabinet d'audit de réputation nationale, indépendant des Parties.

Les honoraires de l'expert seront répartis à parts égales entre les Parties concernées.

18. INCESSIBILITE – INTUITU PERSONAE

Les stipulations du présent Pacte ont un caractère *intuitu personae* en vue de la réalisation des objectifs des Parties tels que présentés en préambule.

Hors cas d'adhésion du Cessionnaire au Pacte, les droits et obligations des Parties ne pourront être Transférés à un Tiers.

19. NON UTILISATION DES NOMS DES PARTIES

Les Parties s'engagent, pendant toute la durée du Pacte, à ne pas utiliser ou mentionner leurs noms, dénominations, logos et marques figuratives associées, sans l'accord préalable et écrit de leur part, sauf lorsqu'un tel usage est exigé par la loi et à condition que l'emploi soit limité à ce qui est strictement nécessaire.

20. CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

Les Actionnaires du Collège Public s'interdissent pendant toute la durée du Pacte :

- de fournir/commercialiser des services concurrents de l'Activité de la Société, conclure des partenariats ou mener des projets concurrents de l'Activité de la Société, ou de participer, de gérer, d'exploiter toute entreprise exerçant une Activité Concurrente ;
- de prendre/détenir une participation, directe ou indirecte, majoritaire ou minoritaire, dans une société ou entité exerçant une Activité Concurrente.

21. DISPOSITIONS GENERALES

21.1. Délais et Renonciation

Les Parties reconnaissent que tous les délais fixés aux présentes l'ont été après détermination concertée de leur durée et que les conséquences pour les Parties du respect ou non de ces délais sont acceptées, y compris lorsqu'elles se traduisent par la perte d'une faculté pour une Partie. Sous cette réserve, le défaut d'exercice partiel ou total de l'un quelconque de ses droits ne pourra valoir renonciation au bénéfice de ce droit pour l'avenir.

21.2. Confidentialité

Chaque Partie s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents reçus d'une autre Partie ou de la Société relatifs à la Société et les stipulations du Pacte non retranscrites dans les Statuts et s'interdit d'en communiquer le contenu à quiconque sauf (i) à ses dirigeants, administrateurs, employés ou conseils qui participent directement et activement à l'activité ou à la gestion de la Société et qui ont besoin d'obtenir communication d'informations confidentielles dans le cadre de la gestion de la Société, (ii) à leur commissaires aux comptes, (iii) à leur actionnaires, organes et comités d'engagement internes (étant entendu que les personnes visées aux (i), (ii) et (iii) seront-elles-mêmes tenues au respect de l'obligation de confidentialité visé au présent article 21.2, (iv) à toute autorité de contrôle ou (v) en vertu de contraintes légales et règlementaires (notamment pour respecter les prérogatives des assemblées délibérantes des Actionnaires du Collège Public) ou judiciaires (notamment pour faire valoir ses droits en justice). Toute divulgation dans les cas (iv) et (v) susvisés devra donner lieu à information des autres Parties avec un préavis raisonnable compte tenu de la nature de l'obligation de divulgation et la Partie tenue à divulgation devra faire ses meilleurs efforts pour tenir compte des commentaires des autres Parties sur cette divulgation ou la manière de procéder à cette divulgation et les moyens de limiter la portée de la divulgation.

Tout communiqué ou annonce relatif au Pacte ou à son contenu devra faire l'objet d'un accord écrit préalable entre les Parties.

Les obligations de confidentialité prévues par le présent article s'appliqueront pendant toute la durée du Pacte et survivront pendant douze (12) mois à compter de la résiliation du Pacte ou à compter de la cession de l'intégralité de ses Titres par un Actionnaire, en ce qui concerne l'Actionnaire concerné.

21.3. Transmission et Adhésion

Les stipulations du Pacte et les droits et obligations qui en découlent engagent les héritiers, successeurs et ayants droit des Actionnaires. Ceux-ci seront donc tenus conjointement et solidairement des engagements qui y figurent.

Il est expressément prévu qu'en cas de Transfert à un Tiers des Titres ou de souscription par un Tiers de Titres de la Société effectué conformément aux stipulations des Statuts et du Pacte, le Cessionnaire sera tenu du respect de toutes les clauses de ceux-ci.

Tout Cessionnaire de tout ou partie des Titres d'une Partie bénéficiera de droits identiques à ceux de la Partie ayant cédé ses Titres.

En conséquence, le Transfert ne sera opposable aux autres Actionnaires et à la Société qu'au vu de l'engagement écrit du Cessionnaire (i) d'adhérer au Pacte, de souscrire les engagements qu'il contient, et plus généralement de respecter les obligations qui y figurent et (ii) de se substituer aux engagements souscrits par le Cédant envers d'autres Parties aux présentes.

En outre, la Société s'engage à faire le nécessaire pour que toute personne souscrivant ou recevant des Titres de la Société par tout autre moyen que le Transfert, et notamment par voie d'augmentation de capital, d'échange de Titres ou d'attribution de Titres de la Société, accepte par écrit, au plus tard au moment de la réalisation de l'opération par laquelle le Tiers concerné devient actionnaire de la Société, d'adhérer au Pacte, de souscrire les engagements qu'il contient, et plus généralement de respecter les obligations qui y figurent. A défaut, la Société s'interdira, en tant que Gardien du Pacte, de retranscrire l'opération dans son registre des mouvements de titres et dans ses comptes d'actionnaires.

A titre d'exception, l'adhésion au Pacte ne sera pas requise d'un Tiers qui viendrait à détenir une quote-part de capital social et des droits de vote de la Société inférieure à 2 %.

Un modèle de lettre d'adhésion au Pacte figure en Annexe 21.3.

21.4. Modification du Pacte

Toute modification du Pacte ne pourra résulter que d'un consentement unanime et écrit des Parties.

21.5. Durée et résiliation du Pacte

Le Pacte prend effet à la date des présentes et restera en vigueur pendant une durée de [dix (10) ans] et sera ensuite renouvelé par tacite reconduction par périodes successives de [dix (10) ans], sauf dénonciation par l'une des Parties aux autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de trois (3) mois avant la date de renouvellement.

Toutefois, il sera résilié de plein droit et de manière anticipée dès l'introduction des Titres de la Société sur un marché réglementé ou organisé ou en cas de réalisation d'un Transfert total des Titres de la Société.

Néanmoins, à la date à laquelle une Partie ne détiendrait plus aucun Titre de la Société, le Pacte prendrait fin à l'égard de cette Partie (à l'exception de l'article 21.2 « **Confidentialité** » qui restera en vigueur pendant une durée de douze (12) mois à compter de cette date) pour

autant que toutes les obligations mises à sa charge par les présentes aient été respectées avant la perte de sa qualité de détenteur de Titres, mais resterait en vigueur à l'égard des autres Parties.

L'expiration du Pacte ne sera cependant d'aucun effet sur la validité de tout droit ou obligation d'une Partie né(e) du fait de l'exécution ou de l'inexécution du Pacte préalablement à son expiration, tels que, notamment, tous les engagements dont le point de départ et la durée sont fixés dans le Pacte, indépendamment de la durée du Pacte.

21.6. Gardien du Pacte

Afin de garantir l'exercice des droits que se consentent mutuellement les Parties et pour conférer au Pacte sa pleine efficacité, les Parties conviennent de désigner de façon conjointe et irrévocable la Société en qualité de mandataire commun chargé de la gestion du Pacte (le « **Gardien du Pacte** »).

La Société, représentée par son Directeur Général, intervient spécialement aux présentes pour accepter ce mandat d'intérêt commun et s'assurer de l'application et du respect des Statuts et du Pacte.

À cet égard, le Gardien du Pacte :

(i) sera chargé de la tenue du registre des mouvements de titres de la Société et à ce titre sera seul habilité à recevoir les demandes d'ordre de mouvement concernant la Société, vérifier la régularité de ces ordres de mouvement au regard du Pacte et de notifier aux Parties les éventuelles irrégularités qu'il pourrait relever et les mouvements de nature à mettre en œuvre une stipulation du présent Pacte;

(ii) devra traiter et, le cas échéant, exécuter les ordres de mouvement relatifs aux Titres et émanant des Parties ;

(iii) adressera à chaque demande de toute Partie, des attestations d'inscription en compte détaillant le nombre de Titres détenus ;

(iv) devra veiller à ce que les comptes titres d'actionnaires ouverts par la Société mentionnent les restrictions dont les Titres appartenant aux Parties sont grevés en application du Pacte ;

(v) recueillera les adhésions au Pacte, vérifiera la conformité du nouvel actionnaire aux engagements contenus dans le Pacte, et sera chargé de tenir à jour la liste des Parties (ainsi que leur adresse) et de la communiquer à toute Partie en faisant la demande ;

(vi) s'assurera du respect par les Actionnaires, à tout moment, des déclarations, engagements et dispositions contenues dans le Pacte, et, le cas échéant, informera sans délai l'ensemble des Parties des irrégularités constatées ;

(vii) recueillera, par tous moyens, les décisions des Parties ayant pour objet le changement, la modification ou la renonciation à l'une quelconque des stipulations du Pacte, et procédera, le cas échéant, aux modifications du Pacte.

Les Parties devront adresser au Gardien du Pacte une copie de toutes les Notifications qui seraient faites au titre des opérations concernées par l'exécution des présentes.

Le présent mandat portera sur la gestion de tous les Titres appartenant aux Parties.

21.7. Force obligatoire

21.7.1. Efficacité

Chacune des Parties s'engage à faire en sorte, par tous moyens appropriés, y compris en leur qualité d'Actionnaires ou dirigeants de la Société, ou d'autres structures dont ils sont ou seront, directement ou indirectement, actionnaires ou dirigeants, à tout moment :

(i) que l'exécution de dispositions statutaires de la Société ne privent pas le présent Pacte de son efficacité, et

(ii) que soient prises à tout moment après la date des présentes toutes mesures complémentaires qui s'avèreraient nécessaires ou souhaitables pour réaliser les objectifs du présent Pacte.

21.7.2. Réparation

Chacune des Parties reconnaît que l'octroi de dommages et intérêts ne constituera pas une réparation satisfaisante en cas d'inexécution de ses obligations au titre de ses engagements prévus aux présentes.

En conséquence, chaque Partie accepte que les autres Parties au Pacte puissent conformément aux dispositions de l'article 1221 du Code civil, demander par voie judiciaire l'exécution forcée des engagements prévus au présent Pacte afin notamment d'obtenir la réalisation des Transferts qui y sont prévus et dans les conditions prévues aux présentes, quand bien même le recours à l'exécution forcée n'aurait pas été expressément stipulée dans le Pacte et qu'il existerait une disproportion manifeste entre le coût de cette exécution forcée pour la Partie débitrice de bonne foi et son intérêt pour la (les) Partie(s) créancière(s), sans préjudice des dommages et intérêts dont ces autres Parties pourraient se prévaloir par ailleurs au regard de tout préjudice résultant pour la Partie concernée de la mauvaise exécution de son obligation par son débiteur.

En cas d'inexécution par une ou plusieurs Partie(s) des obligations mises à sa(leur) charge par le présent Pacte, et après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant une durée de dix (10) Jours à compter de sa réception, les autres Parties (ou l'une au moins d'entre elles) pourront de plein droit obtenir s'il s'agit du non-respect d'un engagement non financier, la désignation sur requête ou suivant la procédure accélérée au fond d'un mandataire de justice chargé d'une mission ad hoc, consistant à exécuter, aux lieu et place de la ou les Partie*(s)* défaillante*(s)*, les obligations incombant à celle*(s)*-ci.

En particulier, ledit mandataire pourra exercer le droit de vote de la ou des Partie*(s)* défaillante*(s)*, soit en Assemblée Générale, soit en Conseil d'administration et aura pour mission de voter dans le sens permettant une exécution pleine et entière du présent Pacte.

21.7.3. Imprévision

Les Parties acceptent d'assumer le risque d'un éventuel changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion des présentes rendant leur exécution onéreuse pour l'une quelconque d'entre elles et en conséquence, renoncent expressément par avance à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

21.8. Portée

Les Parties conviennent que le Pacte représente l'intégralité de leur accord quant à son objet et remplace, annule et prévaut sur toutes conventions ou documents antérieurs ayant un objet identique ou semblable à celui du Pacte.

21.9. Nullité d'une stipulation

La nullité de l'une quelconque des stipulations résultant des présentes, pour quelque cause que ce soit, n'affectera pas la validité des autres stipulations quelles qu'elles soient, pour autant que l'économie générale du Pacte soit préservée. Dans un tel cas, les Parties s'engagent à substituer si possible à la stipulation illicite ou inapplicable, une stipulation licite correspondant à l'esprit et à l'objet de celle-ci.

21.10. Notifications

Une « **Notification** » désigne toute communication en vertu du Pacte ou en rapport avec le Pacte devant être effectuée par écrit et être signée par ou pour le compte de la Partie la donnant.

Elle sera notifiée par remise en main propre ou par envoi par courrier électronique (uniquement si elle est suivie, le même Jour – s'il s'agit d'un Jour Ouvré – ou le Jour Ouvré suivant, d'un courrier recommandé avec accusé de réception) aux adresses indiquées en tête du Pacte ou à toute autre adresse notifiée dans les mêmes conditions par la Partie concernée aux autres Parties. Toute Notification ainsi notifiée par remise en main propre, par courrier électronique ou courrier sera présumée avoir été dûment faite :

(i) en cas de remise en main propre, au moment de la remise ;

(ii) dans le cas d'un envoi par courrier électronique, au moment de la transmission si elle est suivie comme indiqué d'un envoi par courrier recommandé ;

(iii) dans le cas d'un envoi par courrier recommandé, au moment de sa remise ;

étant entendu que dans chaque cas où la remise en main propre serait effectuée après 18 h 00 un Jour Ouvré ou un Jour qui n'est pas un Jour Ouvré, la notification sera présumée avoir eu lieu à 9 h 00 le Jour Ouvré suivant.

Une Partie doit notifier aux autres tout changement de son nom, de son destinataire, de son adresse pour les besoins du présent Pacte, étant entendu qu'une telle notification ne prendra effet que :

(i) à la date indiquée dans la Notification comme étant la date à laquelle doit avoir lieu le changement ; ou

(ii) s'il n'est pas indiqué de date, ou si la date indiquée se trouve moins de 3 Jours Ouvrés après la date à laquelle est faite la Notification, le 3ème Jour Ouvré après la date de Notification de ce changement.

21.10.1. **Election de domicile [*Note : interlocuteur et adresses mails à compléter*]**

Pour l'exécution du Pacte et notamment pour l'envoi des Notifications :

(i) La région IDF fait élection de domicile au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,

(ii) La CDC fait élection de domicile en sa direction régionale IDF au 2, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris,

(iii) La Caisse d'Epargne fait élection de domicile au 19 rue du Louvre, 75001 Paris ,

(iv) Les CCI font élection de domicile au 27 avenue de Friedland – 75008 PARIS,

(v) Le Crédit Mutuel ARKEA fait élection de domicile au 1 Rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq Kerhuon.

21.10.2. **Computation des délais et Période Chômée**

Les délais stipulés dans le Pacte se calculent selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du Code de Procédure Civile et expirent automatiquement et de plein droit dès la survenance de leur échéance, sans qu'une quelconque mise en demeure ou notification ne soit nécessaire.

Dans l'hypothèse où tout délai stipulé dans le Pacte viendrait à expiration au cours du mois d'août ou entre le 20 décembre d'une année et le 4 janvier compris inclus de l'année suivante (chacune une « **Période Chômée** »), il est expressément convenu que ledit délai sera automatiquement prorogé du nombre de jours courant sur la Période Chômée.

Fait à [●], le [●] 2020.

En autant d'exemplaires originaux que de Parties

La région IDF , représentée par [●]	La Caisse d'Epargne, représentée par Pascal CHABOT
La CDC, représentée par Marianne LOURADOUR	Le Crédit Mutuel ARKEA, représenté par Hélène BERNICOT

Les CCI d'Île-de-France,

représentée par Didier KLING

En présence de **:**

La Société,
représentée par [●]

Annexe 2 : Statuts constitutifs

ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES
Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de 6.5000.000 euros
Siège social : 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN (la « **Société** »)

STATUTS CONSTITUTIFS

Interne

ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES
Société anonyme d'économie mixte locale
au capital social de 6.500.000 euros
Siège social : 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN
(la « **Société** »)

STATUTS

LES SOUSSIGNÉES :

(1) **La Région Île-de-France**, [*forme*], dont le siège social est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par [●], en qualité de [●], dûment habilité aux fins des présentes aux termes de la délibération n°[●] du conseil Régional en date du [●], (la « **Région IDF**»),

(2) **La Caisse des Dépôts et Consignations**, établissement spécial, créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est situé au 56, rue de Lille, 75007 Paris, représentée par [●], dûment habilité, (la « **CDC** »),

(3) **La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Île-de-France**, au capital de 2.375.000.000 euros, dont le siège social est situé au 19 rue du Louvre, 75001 Paris, identifiée sous le numéro 382 900 942 au RCS de Paris, représentée par [*prénom et nom du signataire*], [*fonction du signataire*], dûment habilité, (la **« Caisse d'Epargne** »),

(4) **Les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Île-de-France,** établissements publics administratifs, représentées par [*prénom et nom du signataire*], [*fonction du signataire*], dûment habilité, (les « **CCI d'Île-de-France** »),

ET

(5) **LE CREDIT MUTUEL ARKEA,** société coopérative de crédit à capital variable, dont le siège social est sis 1 Rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au RCS de Brest sous le numéro 775 577 018, représenté par [*prénom et nom du signataire*], [*fonction du signataire*], dûment habilité, (le « **Crédit Mutuel ARKEA** »),

ont décidé de constituer entre eux une société anonyme d'économie mixte locale et ont adopté les statuts établis ci-après et devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'actionnaires en raison de l'intérêt général qu'elle présente :

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société anonyme d'économie mixte locale, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce et les dispositions des articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, ainsi que par les présents statuts et tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, dans un but d'intérêt général, l'acquisition, la construction et la gestion et la cession d'immeubles en Île-de-France, ayant pour vocation de :

- Maintenir et développer l'industrie productive sur le territoire ;
- Lutter contre la désertification médicale en appuyant l'implantation de professionnels de santé ;
- Favoriser le maintien ou le développement d'une activité artisanale ou commerciale à proximité ou dans les centres bourgs ;
- Appuyer la structuration d'une offre de locaux de travail de proximité pour rapprocher l'emploi des territoires ;
- A titre accessoire et complémentaire aux objectifs précités, la Société pourra participer à la transformation d'usages de bâtiments vacants en vue de leurs cessions ; et
- Toute autre opération immobilière concourant à son développement.

Les actions/opérations qualifiables d'aides à l'immobilier d'entreprises sont réalisées dans les conditions fixées par une convention conclue entre la SEML ou la Région IDF et la Commune ou l'établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre compétent en application des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales.

A ce titre, la Société pourra notamment :

- se porter acquéreur de biens immobiliers, y compris dépendant d'une copropriété, en vue de :
    - leur mise en location (sans pouvoir exploiter elle-même un fonds de commerce de détail, sauf circonstances exceptionnelles) ;
    - leur rénovation, restructuration, requalification ou leur reconstruction ;
- se porter acquéreur en vue de leur restructuration, requalification, de logements accessoires de locaux ou plus généralement situés dans le même immeuble qu'un local dont la Société se serait portée acquéreur, y compris dans le cadre d'une copropriété, en vue de leur changement d'usage conformément aux objectifs définis ci-dessus ;
- A titre exceptionnel et dans l'optique d'une revente, se porter acquéreur de fonds de commerce ou de droit au bail.

A cet effet, la Société pourra mener toutes études préalables et opérationnelles, réaliser, en tant que maître d'ouvrage, tous travaux de réhabilitation, de reconstruction ou de construction, en lien avec son activité principale et à cet effet conclure toute convention, contrat ou marché, y compris en vue de se procurer les financements nécessaires à la réalisation des opérations.

Plus généralement, la Société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra également prendre des participations dans des sociétés ou entités de toute forme juridique appropriée, à l'exclusion cependant de prises de participation dans des sociétés commerciales d'exploitation ou de services.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour celui d'autrui.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **ÎLE-DE-FRANCE INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES**.
Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « s*ociété d'économie mixte locale* » ou des initiales « *S.E.M.L.* » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN.
Il peut être déplacé par le Conseil d'Administration dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la Société, il est procédé aux apports suivants :

- La Région IDF apporte à la Société la somme en espèces de un million huit cent mille euros (1.800.000 €), ladite somme correspondant à la souscription et à la libération à hauteur de la moitié de la valeur nominale de 36.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- La CDC apporte à la Société la somme en espèces de huit cent cinquante mille euros (850.000 €), ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la moitié de la valeur nominale de 17.000 actions de valeur nominale de 100 euros.

- La Caisse d'Epargne apporte à la Société la somme en espèces de deux cent cinquante mille euros (250.000 €), ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la moitié de la valeur nominale de 5.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- Les CCI d'Île-de-France apportent à la Société la somme en espèces de deux cent cinquante mille euros (250.000 €), ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la moitié de la valeur nominale de 5.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

- Le Crédit Mutuel Arkéa apporte à la Société la somme en espèces de cent mille euros (100.000€), ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la moitié de la valeur nominale de 2.000 actions de valeur nominale de 100 euros ;

Montant total des apports en numéraire : trois millions deux cent cinquante mille euros (3.250.000€), correspondant à la moitié de la valeur nominale de 65.000 actions de valeur nominale de 100 euros.

La somme de 3.250.000 euros correspondant à la libération à hauteur de la moitié de la valeur nominale des 65000 actions de valeur nominale de 100 euros, a été déposée à la banque [●], sur un compte ouvert au nom de la Société, le [●].

La libération du surplus, soit trois millions deux cent cinquante mille euros (3.250.000 €) à cent euros (100€) par action, à laquelle chaque actionnaire s'oblige, interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration dans un délai maximal de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **six millions cinq cent mille euros (6.500.000 €)**

Il est divisé en soixante-cinq mille (65.000) actions de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Conformément, aux articles L. 1522-1 et L. 1522-2 du Code général des collectivités territoriales, la participation des collectivités territoriales et de leurs groupements ne peut être supérieure à 85% et inférieure à plus de la moitié du capital social.

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés, consenti par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération.

Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

Les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales, actionnaires de la société, peuvent allouer à cette dernière, des apports en compte courant d'associés, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions ont obligatoirement la forme nominative.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES ACTIONS

9.1 Transmission des actions

Sous réserve des dispositions des articles 9.2, 9.3 et 9.4, les actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Le transfert de propriété des actions résulte de leur inscription au compte du cessionnaire dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le virement du compte du cédant au compte du cessionnaire s'effectue sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales doit être autorisée par délibération de la collectivité ou du groupement cédant.

Tous les Transferts de Titres effectués en violation du présent article 9 sont nuls.

DÉFINITIONS PRÉALABLES ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

- « ***Affilié*** » d'un actionnaire : désigne, pour cet actionnaire, toute personne physique ou morale qui, directement ou indirectement, contrôle cet actionnaire , ou est contrôlée par cet actionnaire ou est contrôlée par toute personne contrôlant cet actionnaire , ainsi que tout fonds commun de placement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est la société de gestion, ou tout fonds d'investissement dont cet actionnaire ou tout Affilié de cet actionnaire est le gestionnaire, étant précisé que les termes « contrôle», « contrôler », « contrôlant » ci-avant s'entendent au sens de l'article L. 233-3 I et II du Code de commerce.
- *« **Titres** »* : actions et autres titres émis par la Société (ou les titres représentatifs du capital social ou des droits de vote de la Société après une opération de transformation, fusion, d'apport partiel d'actif ou une opération assimilée), qu'il s'agisse d'actions, de certificats d'investissements ou de vote, de droits de souscription ou d'attribution, d'obligations convertibles, échangeables ou remboursables en actions, de bons autonomes de souscription ou d'attribution ou de tous autres droits, bons ou valeurs mobilières composées pouvant donner immédiatement ou à terme des droits quelconques partiels ou globaux à une fraction du capital, aux bénéfices, ou aux votes des assemblées générales de la Société (ou de toutes sociétés qui viendraient aux droits de la Société notamment après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif ou opération assimilée).
- « ***Transfert*** » : toute opération (autre qu'une émission de Titres par la Société), à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit d'un Titre ou de tous droits dérivant d'un Titre ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de vote, droit préférentiel de souscription ou droit de percevoir des dividendes), y compris, notamment, (i) les transferts par voie de cession, d'apport en société, de fusion, scission, de transfert universel du patrimoine, d'échange, de remboursement, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de dation en paiement, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, d'attribution, de liquidation de société, communauté ou succession, par voie d'adjudication publique ou (ii) toute renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) toute mise en œuvre de sûreté sur les Titres ou (iv) tout mécanisme d'*equity swap* ou similaire.

9.2 Notification de Transfert

Tout projet de Transfert par un actionnaire (le « ***Cédant*** ») de Titres qu'il détient (le « ***Projet de Transfert*** ») à un autre actionnaire ou un tiers (le « ***Cessionnaire*** ») devra être notifié aux actionnaires et à la Société (la « ***Notification de Transfert*** »), sauf s'il s'agit d'un Transfert Libre au sens de l'article 9.4 ci-dessous.

9.2.1 Eléments de la Notification de Transfert

Les modalités d'envoi de la Notification de Transfert devront répondre aux conditions définies au présent article 9.2.1 et la date de la Notification de Transfert sera déterminée en application des stipulations dudit article 9.2.1.

La Notification de Transfert devra comporter les éléments suivants :

- nombre et nature des Titres dont le Transfert est envisagé (les « ***Titres Transférés*** ») ;
- le prix ou la contrepartie auquel le Cessionnaire propose d'acquérir les Titres Transférés ;
- les autres conditions, notamment de paiement, du Transfert (en ce compris toute cession/rachat de créance(s) au titre d'avance(s) en compte courant) ;
- l'identité précise du Cessionnaire ainsi que, s'il n'est pas une personne physique, de la ou des personnes qui en détiennent, directement ou indirectement, le contrôle ultime au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce ;
- les liens financiers ou autres, directs ou indirects, entre le Cédant et le Cessionnaire ;

- la justification, au moyen d'une attestation du Cessionnaire que ce dernier (i) n'est pas domicilié dans un pays ou territoire figurant sur la liste des États ou Territoires Non Coopératifs (ETNC) et (ii) respecte les règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme prévues au chapitre 1er du titre VI du livre V du code monétaire et financier ;

- si le Cessionnaire est un tiers, son engagement irrévocable d'adhérer à un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société au plus tard à la date de réalisation du Transfert projeté en la même qualité que celle du Cédant ;

- la copie de l'engagement irrévocable du Cessionnaire d'acquérir les Titres Transférés aux conditions indiquées dans la Notification de Transfert.

Dans le cas d'un Projet de Transfert à titre gratuit (la « ***Donation*** »), d'un Projet de Transfert dont le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (tel que notamment en cas d'apport, de fusion ou de scission) (l'« ***Opération d'Echange*** ») ou d'un Projet de Transfert dont les Titres Transférés ne seraient pas le seul bien dont le Cédant envisage le Transfert (l'« ***Opération Complexe*** »), la Notification de Transfert devra également comporter les éléments de référence pris en compte et la(es) méthode(s) de valorisation retenue(s), la valeur des Titres Transférés ainsi que, dans le cas d'une Opération d'Echange ou d'une Opération Complexe, la valeur des biens qu'il recevrait au titre de l'échange.

9.2.2 Effets de la Notification de Transfert - Délais d'exercice des droits

La Notification de Transfert ouvrira aux autres actionnaires le droit d'exercer, au titre du Projet de Transfert considéré, son ou ses droits résultants de l'article 9.3.

La Notification de Transfert vaudra, le cas échéant, et sous les conditions prévues audit article 9.3 promesse de Transfert au profit des autres actionnaires.

La date de la Notification de Transfert fera courir le(s) délai(s) d'exercice des droits des actionnaires prévus à l'article 9.3.

A l'expiration de ce(s) délai(s), l'actionnaire qui n'aura pas notifié l'exercice d'un droit lui étant consenti aux termes de l'article 9.3 sera réputé avoir renoncé à l'exercice de ce droit au titre du seul Projet de Transfert en question.

Par ailleurs, dans le cas où le Cédant détiendrait une créance en compte courant d'actionnaire, le Préempteur (tel que défini ci-après à l'article 9.3) devra acquérir cette créance auprès du Cédant, dans les mêmes conditions que dans le cadre du Projet de Transfert.

9.2.3 Expertise

Dans tous les cas où les actionnaires auront recours à une expertise pour la détermination d'un prix ou d'une valeur, les principes suivants s'appliqueront :

(i) l'expertise désigne la procédure de détermination d'un prix ou d'une contrepartie par un expert désigné, soit d'un commun accord entre les actionnaires concernés, soit, à défaut d'accord entre les actionnaires concernés dans un délai de quinze (15) jours, par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal compétent statuant en la forme des référés, sans recours possible, sur demande de la partie la plus diligente (l'« ***Expert*** ») ;

(ii) l'Expert exercera sa mission conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ;

(iii) d'ores et déjà, il est convenu entre les actionnaires qu'ils feront leurs meilleurs efforts pour que l'Expert désigné opère suivant une méthode multicritères telle qu'habituellement pratiquée pour ce type de transaction et qu'il ne pratique aucune décote, notamment de minorité, de *holding* ou d'illiquidité, concernant l'évaluation des Titres ;

(iv) les frais d'expertise seront répartis entre le Cédant, d'une part, et les actionnaires ayant sollicité l'expertise, d'autre part, à parts égales ;

(v) dans le cas où plusieurs stipulations des statuts pouvant s'appliquer concurremment et pouvant donner lieu à expertise seraient invoquées à l'occasion d'un même Transfert, il ne sera procédé qu'à une seule expertise. Dans ce cas, l'Expert désigné devra inclure dans son rapport les réponses aux demandes complémentaires présentées par d'autres actionnaires ;

(vi) préalablement à la remise de son rapport définitif, l'Expert remettra aux actionnaires concernés un rapport provisoire sur lequel les actionnaires concernés pourront pendant un délai de dix (10) jours à compter de la remise du rapport provisoire, lui faire part de leur éventuelles remarques, le rapport définitif de l'Expert sera notifié aux actionnaires concernés et à la Société dans les vingt (20) jours de la remise du rapport provisoire ; les actionnaires (concernés ou non) seront tenus par les conclusions de l'Expert, qu'ils acceptent par avance et renoncent par avance à contester, sauf en cas d'erreur grossière ou manifeste de l'Expert ;

(vii) le Cédant et/ou l'actionnaire ayant mis en œuvre l'Expertise pourront renoncer au Projet de Transfert concerné, en le notifiant au plus tard dans les dix (10) jours suivant la notification du rapport de l'Expert, à céder/acquérir les Titres, auquel cas la partie qui se rétractera supportera seule les honoraires et les frais de l'Expertise par exception au paragraphe (v) ci-dessus.

9.3 Droit de préemption

9.3.1 Principe

Tout Cédant consent aux autres actionnaires un droit de préemption sur les Titres Transférés mentionnées dans la Notification de Transfert.

Il est rappelé, en tant que de besoin, que le droit de préemption ne s'applique pas en cas de Transfert Libre.

9.3.2 Modalités d'exercice du droit de préemption

Les autres actionnaires disposeront d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la Notification de Transfert pour notifier au Cédant et à la Société qu'ils entendent exercer leur droit de préemption (le « ***Préempteur*** »), en indiquant le nombre de Titres qu'ils souhaitent préempter (les « ***Titres Préemptés*** »).

Le droit de préemption prévu au présent article s'exercera dans les conditions suivantes :

(i) le droit de préemption des autres actionnaires ne pourra s'exercer que pour la totalité des Titres Transférés, tel que ce nombre résulte des termes de la Notification de Transfert étant précisé que si le nombre cumulés de Titres dont la préemption est demandée par les autres actionnaires, dépasse le nombre de Titres Transférés, ceux-ci seront répartis entre les actionnaires (i) en premier lieu, dans la limite de leurs demandes respectives et en proportion des participations dans le capital de la Société de chacun de ces actionnaires immédiatement avant la réalisation de la préemption et (ii) pour le surplus, dans la limite de la demande de chaque actionnaire qui aura souhaité exercer la préemption sur une quote part des Titres Transférés qui dépasse sa participation dans le capital de la Société, en proportion des participations dans le capital de la Société que chacun de ces actionnaires détiendrait immédiatement après la réalisation des Transferts visés au (i) ;

(ii) il est rappelé, à toutes fins utiles, que le Cessionnaire, dans le cas où il serait actionnaire et serait ainsi lui-même bénéficiaire du droit de préemption, pourra décider d'exercer ou de renoncer à son droit de préemption, sous réserve d'avoir mentionné explicitement sa décision dans la Notification de Transfert ;

(iii) en cas d'exercice du droit de préemption, le prix d'achat au Cédant des Titres Transférés sera :

(a) en cas de Transfert des Titres Transférés dont le prix est payable uniquement en numéraire, le prix convenu entre le Cédant et le Cessionnaire et mentionné dans la Notification de Transfert ; ou

(b) dans les autres cas, et notamment en cas de Donation, ou d'Opération d'Echange, ou d'une forme combinée de ces formes de Transfert, comme en cas d'Opération Complexe, la contrepartie offerte de bonne foi par le Cessionnaire (la « ***Contrepartie*** »), ou, en cas de contestation, la Contrepartie fixée par un Expert tel que défini à l'article 9.3, étant précisé que, dans cette hypothèse, la contestation devra être notifiée par l'autre actionnaire au Cédant et à la Société dans le délai prévu à l'article 11.3.2 ci-dessus pour l'exercice du droit de préemption ;

(iv) dans le cas où le droit de préemption serait exercé pour un nombre de Titres au moins égal à la totalité des Titres Transférés, le Cédant procédera au Transfert des Titres Transférés au bénéfice du Préempteur dans le délai prévu dans la Notification de Transfert (ou à défaut d'un tel délai dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, éventuellement étendu en cas de recours à un Expert) ;

(v) dans le cas où les actionnaires auraient pu exercer leur droit de préemption et ne l'auraient pas exercé à l'occasion d'un Projet de Transfert ou dans le cas où le droit de préemption aurait été exercé pour un nombre de Titres inférieur à celui des Titres Transférés, le Cédant devra procéder au Transfert des Titres Transférés au profit du Cessionnaire, dans le strict respect des termes de la Notification de Transfert et dans le délai figurant dans la Notification de Transfert ou, à défaut de délai prévu, au plus tard dans les trente (30) jours à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption ;

(vi) faute pour le Cédant de procéder aux Transferts dans le respect des termes prévus aux paragraphes (iv) et (v) ci-dessus, il devra à nouveau, préalablement à tout Transfert de Titres, se conformer aux stipulations des présentes.

9.4 Transfert Libre

Tout actionnaire pourra librement Transférer tout ou partie des Titres qu'il détient à un ou plusieurs Affiliés (un « ***Transfert Libre*** »), à la condition que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

(i) que l'Affilié Cessionnaire se soit engagé à rétrocéder à l'actionnaire Cédant, qui se soit engagé à les acquérir ou à les faire acquérir par l'une de ses sociétés Affiliées, les Titres de la Société que l'Affilié détient, préalablement à la date à laquelle l'Affilié Cessionnaire cesserait d'être Affilié de l'actionnaire Cédant ;

(ii) que l'Affilié Cessionnaire soit préalablement devenu partie à tout accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société, l'actionnaire Cédant ayant convenu de rester solidaire des obligations de l'Affilié Cessionnaire au titre de cet accord extrastatutaire ;

(iii) que l'actionnaire Cédant ait notifié son projet de Transfert Libre aux autres actionnaires au moins dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de ce Transfert. Cette notification devra comprendre l'ensemble des informations de nature à permettre aux autres actionnaires de vérifier que le Transfert Libre envisagé répond au cas de Transfert Libre visé au présent article.

Un Transfert Libre pourra également résulter d'un accord écrit et non-équivoque de l'ensemble des actionnaires de ne pas soumettre un Transfert de Titres aux restrictions prévues par le présent article 9. Cet accord pourra résulter d'un acte spécifique ou d'un accord général préalable dans le cadre d'un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des actionnaires de la Société et la Société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 Composition du Conseil d'Administration

Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'un nombre maximum de neuf (~~9~~) membres dont cinq (5) membres représentant les collectivités territoriales et leurs groupements, (le « **Conseil d'Administration** ») désignés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La proportion des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration est égale à la proportion du capital détenu par les collectivités territoriales ou leurs groupements, avec possibilité d'arrondir à l'unité supérieure ; les collectivités et leurs groupements devant détenir au moins la majorité des sièges.

Si le nombre des membres d'un Conseil d'Administration prévu à l'article L 225-17 du Code de commerce ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ils sont réunis en assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé. L'assemblée spéciale désigne parmi les élus de ces collectivités ou groupements le ou les représentants communs qui siégeront au Conseil d'Administration.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

12.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions des administrateurs, autres que ceux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements, est de six (6) années. Elles prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne participent pas à la désignation de ces administrateurs. Pour le calcul du quorum et la majorité, leurs actions ne sont pas prises en compte.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de celle-ci, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes de la Société.

En cas de vacance des postes représentants les collectivités territoriales ou leurs groupements, leurs assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée délibérante qui les a élus, celle-ci étant tenue de pourvoir simultanément à leur remplacement et d'en informer le Président du Conseil d'Administration.

12.3 Limite d'âge

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 65 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil d'Administration le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Nonobstant ce qui précède, les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent être déclarés démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, ils dépassent la limite d'âge statutaire.

Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge, en vertu des statuts de la Société.

12.4 Organisation et direction du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres personnes physiques un président (le « **Président** »). Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible.

La rémunération du Président est déterminée par le Conseil d'Administration.

Si le président est le représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, il ne peut percevoir une rémunération ou des avantages particuliers qu'après avoir été autorisé par une délibération expresse de l'assemblée qui l'a désigné. Cette délibération prévoit le montant maximum de la rémunération du Président.

Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil d'Administration peut révoquer le Président à tout moment. Toute disposition contraire est réputée non écrite.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

En cas d'absence du Président, le Conseil d'Administration désigne, parmi ses membres, un président de séance.

12.5 Vice-Président

Le Conseil d'Administration peut désigner un vice-président qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

12.6 Réunions et délibérations de Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre lieu en France.

Tout membre du Conseil d'Administration ou le directeur général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées.

La convocation, qui mentionne l'ordre du jour, est faite par tous moyens écrits, en ce compris les courriels (avec accusé de réception), au moins huit (8) jours ouvrés avant la date de réunion ; elle peut aussi intervenir verbalement et sans délai si tous les administrateurs en sont d'accord et sont tous présents, réputés présents ou représentés ou en cas d'urgence dûment motivée par des circonstances exceptionnelles. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mission et une prise de décision éclairée.

Tout administrateur peut donner, par tous moyens écrits, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration ; chaque administrateur ne pouvant représenter plus d'un administrateur.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi sous réserve des aménagements apportés par les statuts ou le règlement intérieur. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, le règlement intérieur pourra prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Toutefois, la présence effective ou par représentation sera nécessaire pour toutes délibérations du conseil relatives à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion, ainsi que pour l'établissement des comptes consolidés et du rapport sur la gestion du groupe ainsi que pour les décisions relatives à la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et au moins un administrateur ayant pris part à la séance. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux administrateurs. Ils sont établis sur un registre spécial, coté et paraphé et tenu au siège social. Les copies ou extraits des délibérations du Conseil d'Administration sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

12.7 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Les décisions suivantes concernant la Société et ses Filiales seront soumises à l'autorisation expresse préalable du Conseil d'Administration :

(i) Validation et actualisation du plan d'affaires et du budget annuel ;

(ii) Validation et actualisation des critères de sélection des opérations d'investissements ;

(iii) Validation et actualisation du budget annuel et tout dépassement (qui ne figure pas dans le budget annuel) de budget annuel de plus de 10 %, ou plus de 800 000€ ;

(iv) Toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement (y compris d'actifs) (i) dont le montant est supérieur à 200.000 euros, (ii) représentant plus de 10% des actifs ou (iii) portant sur un actif fortement contributeur au compte de résultat de la Société dans tous les cas, à l'exception de ce qui a été prévu dans le plan d'affaires et/ou dans le budget annuel voté et approuvé conformément au point (i) ci-dessus ;

(v) Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association ainsi que toute décision de création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;

(vi) Toute émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ou ses Filiales, et notamment tout plan d'intéressement des salariés ;

(vii) Conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société ou ses Filiales et conclusion par la Société ou ses Filiales de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;

(viii) Toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou autres distributions assimilées et sans que cette distribution ne puisse remettre en cause un investissement prioritaire pour la solvabilité de la Société ;

(ix) Nomination, rémunération, renouvellement et révocation du Président Directeur Général/Directeur Général ;

(x) Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion ;

(xi) Tout appel de fonds en compte courant d'actionnaire

(xii) Toute décision de recrutement, rupture ou modification du contrat de travail de toute personne dont le salaire brut annuel serait supérieur à 100.000 euros, à l'exception des licenciements pour motif disciplinaire non prévu au Plan d'Affaires et/ou au budget annuel ;

(xiii) Toute modification de la localisation géographique des activités de la Société en dehors de la région ;

(xiv) Décision de confier tout mandat ou mission en vue de la levée de fonds, de la cession des titres de la Société ou l'une de ses filiales ;

(xv) Tout remboursement de dépenses excédant les plafonds autorisés encourues par le Président Directeur Général/Directeur Général, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

(xvi) Toute décision susceptible de conduire à un cas de défaut au regard de la documentation relative au(x) financement(s) ;

« ***Filiale*** » désigne toute société contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou toute société dont les organes de direction sont composés majoritairement de membres nommés (ou dont la nomination a été proposée) par la Société.

Les décisions majeures visées aux points (i) à (ix) ci-dessus sont prises à la majorité (simple pour le collège public et qualifiée des 2/3 pour le collège privé) des membres présents ou représentées. Les décisions importantes visées aux points (x) à (xvi) ci-dessus sont quant à elles prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, incluant le vote favorable d'au moins un actionnaire du collège privé et un vote à la majorité simple du collège public. En cas d'égalité de vote, le Président du Conseil d'Administration dispose d'une voix prépondérante. Dans le cas où la Société intervient pour le compte de tiers n'ayant pas apporté ou garanti la totalité du financement nécessaire à une opération autre que des prestations de services, l'intervention de la Société est soumise à l'accord préalable du Conseil d'Administration pris à une majorité des deux tiers comprenant la moitié, au moins, des administrateurs représentants les collectivités territoriales ou de leurs groupements, actionnaires, ainsi, s'il y a lieu, qu'à l'accord de la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'investissement immobilier est prévu.

12.8 Rémunération des administrateurs

Les administrateurs ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions et les frais éventuellement exposés par les administrateurs pour l'exercice de leur mandat ne seront pas remboursés par la Société à l'exception des frais raisonnablement encourus par le Président du Conseil d'Administration qui seront remboursés sur présentation de justificatifs dans la limite de 6.000 euros en cumulé sur 12 mois glissants.

12.9 Comités

Le Conseil d'Administration peut décider de la création de tous comités chargés d'étudier les questions que le Conseil d'Administration ou son Président soumet pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration pourra notamment décider la création d'un comité technique en charge de se prononcer sur les opérations d'investissement de la Société et ses Filiales au regard notamment des critères de sélection approuvés le Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 – DIRECTION GENERALE

13.1 Modalités d'exercice

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société (la « **Direction générale** ») est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et qui prend le titre de directeur général (le « **Directeur Général** »).

Le Conseil d'Administration, en délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 12.6 des présents statuts, choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent. Ce mode de direction demeure en application jusqu'à décision contraire.

Lorsque la Direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les stipulations ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prendra dans ce cas le titre de Président Directeur Général.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

13.2 Pouvoirs

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve (i) des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration et (ii) des dispositions de l'article 12.7 ci-dessus. Le Conseil d'Administration pourra en outre limiter l'étendue des pouvoirs du Directeur Général de façon spécifique.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social de la Société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Les stipulations des statuts ou les décisions du Conseil d'Administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

13.4 Rémunération

La rémunération du Président Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration.

13.5 Limite d'âge

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 70 ans. Si un Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

13.6 Révocation

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 14 – ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires, mixtes ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

14.1 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu choisi par l'auteur de la convocation.

14.2 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.

14.3 Droit d'admission aux assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société au jour de la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire remplissant les conditions requises pour participer aux assemblées peut y assister personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance. Les formulaires de vote ne sont pris en compte qu'à condition de parvenir à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation au plus tard le jour ouvré précédent la date de l'assemblée, sauf délai plus court fixé par le Conseil d'Administration.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire, ou pour les actionnaires personnes physiques, par leur conjoint, ou par le partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication satisfaisant aux caractéristiques techniques prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

14.4 Présidence

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration ou par le vice-président, s'il en existe un. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.

14.5 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire.

14.6 Quorum et majorité

Les assemblées générales, qu'elles soient à caractère ordinaire, extraordinaire, mixte ou spécial sont subordonnées à la présence au quorum d'une majorité des actions détenues par les collectivités territoriales. Elles délibèrent en outre dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur qui les régissent et exercent les pouvoirs qui leurs sont attribués par lesdites dispositions,

ARTICLE 15 – CENSEURS

Le Conseil d'Administration peut nommer, sur proposition de son Président, un ou plusieurs censeurs choisis parmi les actionnaires, personnes physiques ou morales, ou en dehors d'eux.

La durée de leurs fonctions est fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse excéder six (6) ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social au cours duquel expire la durée de six (6) ans susvisée.

Les censeurs sont toujours rééligibles. Le Conseil d'Administration peut, à tout moment, mettre fin à leur mandat.

En cas de décès, démission ou cessation de fonctions d'un censeur pour tout autre motif, le Conseil d'Administration peut procéder à son remplacement pour la durée de ses fonctions restant à courir.

Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration. Les censeurs ont accès aux mêmes informations que celles communiquées aux administrateurs.

Les censeurs ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le [●] et finit le [●].

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le [●].

ARTICLE 18 – COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration établit des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le Conseil d'Administration peut procéder à la distribution d'acomptes sur dividende dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 21 - DELEGUE SPECIAL

Lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société, elle a le droit, à condition de ne pas en être actionnaire, d'être directement représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement parmi ses membres.

Le délégué spécial doit être entendu, sur sa demande, par tous les organes de direction de la Société. Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

Le délégué spécial peut procéder à la vérification des livres et des documents comptables, et s'assurer de l'exactitude de leur mention, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-6 du Code général des collectivités territoriales.

Le délégué spécial rend compte de son mandat dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les représentants au Conseil d'Administration par l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales et au groupement de collectivités territoriales qui détiennent des obligations émises par la Société.

ARTICLE 22 - COMMUNICATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, les délibérations du Conseil d'Administration et des assemblées générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans les quinze (15) jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le département où la Société a son siège social.

De même, sont transmis au représentant de l'État les contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que les comptes annuels et le rapport du ou des commissaires aux comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État, il est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'Administration ou l'assemblée générale.

ARTICLE 23 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les membres du Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents

statuts ou généralement relatifs aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 24 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés administrateurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [●] et tenue au cours de l'année [●] :

- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●];
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●].

Chacun des administrateurs a déclaré par avance accepter les fonctions ainsi confiées et déclaré qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui interdit d'exercer celles-ci.

ARTICLE 25 – NOMINATION DES PREMIERS CENSEURS [OPTIONNEL]

Sont nommés censeurs de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le [●] et tenue au cours de l'année [●] :

- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●];
- Monsieur/Madame [●], né le [●] à [●] de nationalité [●], domicilié au [●] ;

ARTICLE 26 – DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six (6) exercices :

- **[●]**, société [●], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [●] sous le numéro [●] dont le siège social est sis [●] en qualité de Commissaire aux comptes titulaire,
- **[[●]** né(e) le [●] à [●] de nationalité française domicilié(e) [●], en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,]

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, ont fait connaître à l'avance qu'ils acceptaient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptible d'empêcher leur nomination.

ARTICLE 27 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – REPRISE DES ENGAGEMENTS SOUSCRITS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter, purement et simplement, les actes accomplis pour le compte de la société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

L'immatriculation de la Société emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 28 - PUBLICITÉ – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à [●] ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,
- pour faire procéder à toutes les formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés,
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à [●],
Le [●] 2020
En [●] ([●]) exemplaires

_____

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Monsieur/ Madame [●]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

Pour la Région IDF
Monsieur/ Madame [●]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

_____

Pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance IDF
Monsieur/ Madame [●]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

_____

Pour les CCI d'Île-de-France
Monsieur/ Madame [●]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

_____

Pour le Crédit Mutuel ARKEA
Monsieur/ Madame [●]
Et pour acceptation de son mandat d'administrateur

ANNEXE 1
ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

1. Ouverture d'un compte auprès [de la Caisse des dépôts et consignations], et dépôt des souscriptions en numéraire pour le compte des futurs actionnaires de la société en formation ;
2. [Signature d'un titre d'occupation juridique] ;
3. [A compléter].

Fait à [●],
Le [●] 2020
En [●] ([●]) exemplaires

_____	_____
Pour la Caisse des dépôts et consignations Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Pour [●] Monsieur/ Madame [●] *Et pour acceptation de son mandat d'administrateur*
_____	_____
Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*	Monsieur/ Madame [●] *Pour acceptation de son mandat d'administrateur*

ANNEXE 2
LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Les [65.000] actions souscrites, d'une valeur nominale de [100] euros chacune, formant la totalité du capital social ont été libérées en numéraire à hauteur de la moitié de leur valeur nominale à la souscription.

Liste des souscripteurs	Montant des versements effectués	Nombre des actions souscrites
La Région Île-de-France	1.800.000 €	36.000
La Caisse des dépôts et consignations	850.000 €	17.000
La Caisse d'Epargne	250.000 €	5.000
Les CCI d'Île-de-France	250.000 €	5.000
Le Crédit Mutuel ARKEA	100.000 €	2.000
TOTAL : 5 actionnaires	3.250.000 €	65.000

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-249

DU 27 MAI 2020

MESURES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement de l'Union Européenne n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement de minimis SIEG n° 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018) ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.40391, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 publié au JOUE 26 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publiée au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime d'aides exempté n° SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1511-1 à L.1511-8 ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 n° 2013120-0002 portant dissolution d'un groupement d'intérêt public et approbation de la convention constitutive du nouveau groupement d'intérêt public « Emploi Roissy Charles de Gaulle » ;

VU la délibération n° CR 80-06 du 15 novembre 2006 relative à l'adhésion à l'association « ORLY INTERNATIONAL » ;

VU la délibération n° CR 53-09 du 19 juin 2009 relative au renouvellement de l'adhésion à l'association « ORLY INTERNATIONAL » ;

VU la délibération n° CR 90-12 du 22 novembre 2012 relative à la refondation du GIP Emploi Roissy CDG : approbation de la nouvelle convention constitutive ;

VU la délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-612 du 13 décembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat : soutien aux réseaux du financement de la création de TPE et d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant approbation de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

VU la délibération n° CR 2017-128 du 22 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : rapprochement du GIP Emploi de Roissy CDG et de Hubstart Paris Région au sein d'un GIP rénové ;

VU la délibération CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à mise en œuvre du programme Smart Région Initiative ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 portant approbation de Région Île-de-France, Région solidaire ;

VU la délibération n° CP 2018-246 du 30 mai 2018 relative aux mesures en faveur de l'économie sociale et solidaire et au programme régional Emplois-tremplin : affectation des postes votés 2012-2015 ;

VU la délibération n° CP 2018-426 du 17 octobre 2018 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° CP 2019-135 du 22 mai 2019 relative à l'entrepreneuriat et au soutien à l'économie sociale et solidaire

VU la délibération n° CP 2019-306 du 03 juillet 2019, relative au soutien à l'économie sociale et solidaire et à l'entrepreneuriat QPV ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-249 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à un « Accélérateur des entreprises inclusives »

Décide de participer, au titre du dispositif « Mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 425 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 425 000 € à HEC Paris, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales», programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Article 2 : Soutien à la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS Ile-de-France)

Décide de participer, au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 200 000 € à la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire d'Île-de-France (CRESS Île-de-France), disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Soutien au Groupement Régional des Acteurs Franciliens de l'Insertion par l'Activité Économique (GRAFIE)

Décide de participer, au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne », au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 150 000 € au Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Activité Economique (GRAFIE), prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

Article 4 : Soutien à l'Union Régionale des Sociétés Coopératives Ile-de-France (URSCOP)

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien à l'URSCOP », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 50 000 € à l'URSCOP Ile-de-France, prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'économie sociale et solidaire », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Article 5 : Adhésion au Conseil National des Achats (CNA)

Décide de verser une contribution de 4 320 € au CNA correspondant au renouvellement de la cotisation d'adhésion pour l'année 2020 par une opération directe n° D 2000271.

Affecte une autorisation d'engagement de 4 320 € au CNA, prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Économie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Économie Sociale et Solidaire » du budget 2020.

Article 6 : Contribution annuelle 2020 au GIP Emploi Roissy Charles-de-Gaulle

Décide le versement de la contribution annuelle 2020 au GIP Emploi Roissy-Charles-de-Gaulle pour un montant de 215 000 €.

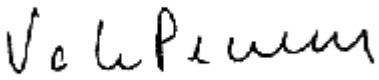
Affecte une autorisation d'engagement de 215 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action Economique », code fonctionnel 91 « Interventions Economiques transversales », programme HP 91-006 « Développement Economique des territoires », action 491006025 « Divers organismes de développement économique » du budget 2020. Cette affectation relève du Contrat de projets 2015 - 2020 : volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur » - sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi ».

Article 7 : Affection de la cotisation 2020 à l'association Orly International

Décide d'affecter une cotisation de 150 000 €, au titre de l'année 2020, à l'association Orly International.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-006 « Développement économique des territoires », action 19100602 « Divers organismes de développement économique » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179517-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets Accélérateur ESS

DOSSIER N° 20006591 - Soutien à l'"Accélérateur des entreprises inclusives d'Ile-de-France pour les entreprises de l'ESS" mis en œuvre par HEC Paris

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	850 000,00 € TTC	50,00 %	425 000,00 €
	Montant total de la subvention		425 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HEC PARIS
Adresse administrative	:	8 AVENUE DE LA PORTE DE CHAMPERRET 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Peter TODD, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mai 2020 - 26 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les équipes dédiées à ce projet ont démarré sa mise en œuvre (appel à candidatures…) à compter du 25 mai 2020.

Description :
Le centre IDEA (Innovation, Data, Entrepreneuriat et Accélération) d'HEC Paris déploie des programmes d'accompagnement d'entreprises à différents stades de développement, avec notamment un département « Impact » dédié aux programmes de soutien aux entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).
En 2019, la région Île-de-France a diffusé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour identifier une ou des structures proposant un programme d'accompagnement au changement d'échelle d'entreprises de l'ESS franciliennes, déployé auprès d'une première cohorte d'entreprises accompagnées en 2019, puis d'une cohorte suivante en 2020. Cet AMI a conduit à subventionner le programme du centre IDEA d'HEC « Accélérateur des entreprises inclusives de l'Île-de-France », avec un premier vote portant sur la cohorte de dix entreprises accompagnées à partir de 2019 (CP 2019-306).

Bilan de ce subventionnement 2019 (CP 2019-306) :
Ce financement 2019 a permis d'accompagner 10 entreprises inclusives : 5 entreprises adaptées (Cèdre, Deafi, Fastroad, Handirect, Inspirience) et 5 sociétés d'insertion (Croix-Rouge Insertion, Ecodair, Farinez-vous, Rézosocial, Val Services). Chacune a bénéficié :
- d'un tuteur (apportant un conseil régulier sur la stratégie globale de l'entreprise, son positionnement

marché et son pilotage)
- d'un diagnostic 360 de l'ensemble de ses process, qui a conduit à élaborer une feuille de route de chantiers stratégiques et/ou opérationnels à mener pour préparer et amorcer le changement d'échelle,
- d'un accompagnement spécialisé pour chacun de ces chantiers thématiques identifiés, par des experts d'HEC. A titre d'exemple, l'entreprise Fastroad a d'ores et déjà été accompagnée sur quatre chantiers : Process facturation et règlement client ; Plan de développement et Marketing ; Logiciel métier ; Marque et communication.
- D'un accompagnement au jour le jour par un chargé d'accompagnement (2 ETP pour suivre les 10 entreprises lauréates).

Aussi, si la promotion est actuellement à mi-parcours d'accompagnement (celui-ci s'étendant sur 2 ans), les bénéficiaires témoignent d'ores et déjà d'une très forte satisfaction vis-à-vis de ce programme. Ils citent le très haut niveau de compétences des intervenants HEC, la disponibilité générale de leurs contacts (tuteurs, chargé d'accompagnement…), et l'excellente organisation générale du programme (articulation entre réflexion stratégique, accompagnement opérationnel, formations…).

Au vu de ce bilan très positif, il est à présent proposé de poursuivre le subventionnement de ce programme pour son accompagnement d'une nouvelle cohorte d'entreprises de l'ESS franciliennes à partir de 2020, tel que prévu dans l'AMI.

Moyens mis en œuvre :

Le programme « Accélérateur des entreprises inclusives de l'Île-de-France – promotion 2020 » présente une ingénierie de programme semblable à celle mise en œuvre pour la promotion 2019, maquée par un accompagnement intensif, de haut niveau et dans la durée (24 mois). Toutefois, et tout en s'inscrivant pleinement dans le cadre de l'AMI cité, le contexte consécutif à l'état d'urgence sanitaire lié au COVID-19 conduit le centre IDEA d'HEC à préciser ceci :

- Certaines PME de l'ESS, jusque-là sur des trajectoires de croissance et en situation financière saine, se retrouvent fragilisées par un important manque à gagner dû à la période de confinement, voire à des reprises poussives de leurs marchés. Dans ce contexte, le centre IDEA d'HEC souhaite limiter la contribution des entreprises bénéficiaires en renforçant d'autres co-financements privés (notamment mécénat). Par ailleurs, le volet financier de l'accompagnement (conseil en ingénierie financière / restructuration des concours, appui à la mobilisation des aides financières, à des levées de fonds…) sera individualisé et renforcé pour chaque lauréat.

- Le Conseil Régional, qui est à l'impulsion d'actions structurantes en ce sens, mais aussi de très nombreux acteurs économiques, partagent l'ambition d'orienter cette crise comme un catalyseur d'une transformation de l'économie marquée notamment par :
  - la relocalisation de productions de biens et services stratégiques,
  - l'accélération de la transition sociale et environnementale au sein des chaînes de valeur.

  Ceci créé une opportunité inédite pour que des entreprises inclusives se positionnent sur la production de biens et services stratégiques en Ile-de-France (s'insérant dans les chaînes de valeur de filières touchées par des mouvements de relocalisation). Par ailleurs, certaines entreprises inclusives voient leur marché croître de façon exponentielle, la crise accélérant des changements de mode de consommation (circuits courts, livraison responsable du dernier kilomètre…). ⇨ Ces deux situations seront prioritaires dans le sourcing.

Ingénierie de programme :

- Appel à candidature, largement diffusé dans l'écosystème de l'ESS, associé à un jury de sélection,
- Diagnostic individualisé de chaque lauréat, permettant de co-construire avec chacun une feuille de route d'accompagnement stratégique et opérationnel,
- Déploiement de l'accompagnement individuel durant 24 mois : basé sur un tutorat stratégique régulier, un appui au jour de jour d'un/e chef de projet dédié, la mise en œuvre de « chantiers d'accompagnement » sur les sujets identifiés,
- Programme de formation des dirigeants et cadres structurants,
- Appui au développement commercial

- Etc.

Moyens alloués :

- **Une équipe opérationnelle dédiée,** avec 1 ETP Chef de Programme, 2 ETP Chefs de projet Accompagnement, 1 ETP Chargé de logistique / événementiel (stage),
- **L'appui des équipes HEC,** notamment l'équipe IDEA (volume estimé 20JH*2 ans), et différentes équipes intervenant en appui (volume estimé 10 JH*2 ans).
- **Des experts spécialisés**, mobilisés au sein du réseau HEC et/ou d'autres réseaux partenaires (ex :Fondation Accenture), pour des volumes estimés suivants :
    - Diagnostic : 3 JH par entreprise
    - Appuis RH, Commercial, Stratégie : 10 JH par entreprise
    - Appui opérationnel : 22 JH min. de Consulting HEC & Partenaires par entreprise, ainsi que 40 JH de type « Business Project »
- **Des tuteurs dédiés à chaque entreprise** (volume estimé 7 JH par entreprise)
- **Des formations pour les entrepreneurs et leurs équipes** (10 JH min. pour chaque entreprise)
- **La mobilisation de nombreuses ressources au profit des entrepreneurs**, en pro bono, notamment des mises à disposition de travaux encadrés d'étudiants, différents courts et coaching, office hours de l'incubateur, accès aux évènements HEC sur le campus et à Station F.

Intérêt régional

Ce programme présente un triple objectif :

- Soutenir les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire et leur capacité à créer des emplois ;
- Les accompagner dans la création de véritables filières d'activité à fort impact social, les plus intégrées possibles au développement économique global de l'Île-de-France ;
- Favoriser la création d'emplois locaux et inclusifs.

Il s'inscrit donc pleinement tant dans la stratégie de développement de l'ESS, que dans la stratégie globale de développement économique de l'Île-de-France (stratégie #LEADER).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020-2022 (i.e. promotion entrant en 2020 dans l'accélérateur, suivie durant 24 mois)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources humaines de l'équipe opérationnelle (responsable projet, deux chefs de projet, stagiaire, équipe IDEA et support HEC)	332 000,00	39,06%
Accompagnement des entreprises lauréates (diagnostic, tutorat, formation, appui RH, commercial, stratégie et opérationnel)	464 000,00	54,59%
Evénementiel et communication	54 000,00	6,35%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIF	425 000,00	50
Autres sources de financements privés (en cours de levée) : mécénat, participations des bénéficiaires…	425 000,00	50
Total	850 000,00	100,00 %

La Région informe que l'aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 390.000 € pour le volet accompagnement individualisé.
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation. : pour le volet accompagnement collectif.

Annexe 2 : Fiches projets : CRESS

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-249

DOSSIER N° 20006657 - CRESS SOUTIEN A L'ESS : MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2020

Dispositif : Développement de filières stratégiques pour l'ESS (n° 00000812)
Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	410 000,00 € TTC	48,8 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CRESS IDF CHAMBRE REGIONALE ECONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	3 RUE DE VINCENNES 93100 MONTREUIL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Eric FORTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions visées ont démarré le 1er mars 2020.

Description :
La CRESS Île-de-France représente, accompagne le développement et assure la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire sur l'ensemble du territoire régional, soit trois grandes missions : un objectif de représentation, un objectif d'organisation de l'écosystème en « mettant en évidences les axes de développement de l'ESS par filières stratégiques » et en « favorisant les dynamiques de coopérations territoriales », et un objectif économique, en « orientant les structures vers la pérennisation de leur projet et des emplois » et en « favorisant le développement des affaires de nos membres ».

Bilan du subventionnement précédent (2019):
La CRESS IDF avait bénéficié d'une subvention de 200 k€ en 2019 (CP 2019-135), comportant une subvention forfaitaire à l'ensemble de son fonctionnement (50 k€), et une subvention de projet, pour permettre la réalisation d'un plan d'actions « Développons l'ESS dans les bassins d'emplois » durant une première année (car la CRESS anticipe de déployer intégralement ce plan d'actions, c'est-à-dire sur l'ensemble des bassins d'emploi franciliens, en trois ans).
Cette subvention 2019 a ainsi permis à la CRESS de déployer des actions d'accompagnement de dix bassins d'emplois : Grand Paris Sud Est Avenir, Grand Orly Seine Bièvre, Sud Essonne, Boucle Nord de Seine, Marne la Vallée, Paris Est Marne et Bois, Grand Roissy Le Bourget, Ouest 95, Seine Aval, Grand

Paris Grand Est. Dans chacun de ces territoires, la CRESS a proposé une « boîte à outil » d'actions locales visant à développer l'ESS (diagnostics, liste des structures, conventions d'affaires, ateliers visant à implanter de nouvelles structures dans les bassins d'emplois, formation aux achats responsables…).

En 2020, la CRESS sollicite le renouvellement de cette subvention, pour poursuivre la mise en œuvre de ces actions sur cet axe, tout en incluant – du fait des conséquences économiques de la crise Covid-19 – un plan d'actions d'urgence pour aider les structures de l'ESS à traverser cette crise.

Détail du calcul de la subvention (2020) :
La CRESS Ile-de-France sollicite une subvention de 200 k€, répartie comme suit :

- **Une partie de subvention forfaitaire à son fonctionnement, à hauteur de 50 k€.**
  La CRESS IDF emploie six salariés affectés à diverses missions d'intérêt régional telles que celles listées ci-dessous, et sollicite une subvention forfaitaire de 50 k€ pour soutenir l'ensemble de ces missions :
  - la co-organisation des conférences régionales de l'ESS,
  - l'animation d'un Observatoire régional de l'ESS (productions régulières d'études statistiques ou thématiques sur l'ESS en Ile-de-France, réalisation de diagnostics ciblés par territoires infra régionaux tels que les bassins d'emplois ou par secteurs),
  - l'appui aux structures de l'ESS en relayant des communications utiles (promotion d'actions pour le développement économique de l'ESS et de leurs résultats, relai via la newsletter de la CRESS…),
  - l'implication dans diverses actions d'intérêt régional conduisant à promouvoir l'ESS (par exemple, la participation à des concertations, des jurys ou réunions associés à des dispositifs d'intérêt régional comme « l'Accélérateur ESS », …),

  La CRESS Ile-de-France souhaite déployer, grâce à cette subvention forfaitaire, un « plan d'actions d'urgence Covid-19 », qui la conduira exceptionnellement, et durant toute la durée nécessaire, à redéployer ses effectifs et actions vers cet objectif :
  - **ligne et/ou mail d'urgence pour proposer un service d'information à tous les dirigeants de l'ESS (notamment sur les aides et dispositifs économiques à mobiliser)**
  - **organisation de remontées d'informations régulières sur les difficultés aux décideurs économiques et partenaires (financeurs solidaires, etc.),**
  - **relais via la newsletter et le site internet de ressources utiles aux dirigeants de l'ESS,**
  - **production de diagnostics sur certaines difficultés, à destination des pouvoirs publics et partenaires économiques,**
  - **participation aux réunions dans les bassins d'emplois et régionalement pour diffuser les informations,**
  - **Etc.**

- **Une partie de subvention à un projet, à hauteur de 150 k€** :
  La CRESS sollicite cette subvention pour poursuivre son plan d'actions « Développons l'ESS dans les bassins d'emplois ». L'objectif que se fixe la CRESS est le déploiement dans 10 nouveaux bassins d'emplois en 2020/2021, mais la CRESS fait cependant savoir que cette capacité d'action est dépendante de deux facteurs qui lui sont extérieurs : d'une part, la durée et l'impact de la crise sanitaire « Covid 19 », qui mobilise ses salariés sur le plan d'actions d'urgence, et d'autre part, le décalage des élections municipales, qui peut entraîner des décalages d'actions.

  Ce plan d'actions se décline donc de la sorte :
  - Suivi des actions engagées auprès des bassins d'emplois accompagnés sur la base du plan d'actions 2019 : sollicitation d'une subvention de 15 k€
  - Création de nouveaux outils :
    - « livret de solutions ESS en capacité d'essaimer » (process de sélection équitable et

transparent, mobilisation de l'écosystème, retravail des informations pour les restituer de façon pertinente pour le lectorat cible, maintenance des informations, mise à disposition sur le site internet de la CRESS…) : sollicitation d'une subvention de 35 k€ (incluant la création d'une version web de cet annuaire, sur le site internet de la CRESS)

- Déploiement complet de la démarche auprès de nouveaux bassins d'emplois (réunion de lancement, diagnostic SWOT, convention d'affaires, ateliers thématiques, annuaire des structures ESS du territoire, atelier d'inspiration, autres ateliers sur demande du BE : achats responsables, …) : sollicitation d'une subvention de 100 k€ pour un objectif de 10 BE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses du plan de financement sont éligibles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	270 000,00	65,85%
Prestations externes	40 000,00	9,76%
Charges de structure directement liées au projet	100 000,00	24,39%
Total	410 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF	200 000,00	48,78%
Etat	60 000,00	14,63%
CDC	30 000,00	7,32%
Cotisations des adhérents	50 000,00	12,20%
Autres collectivités	40 000,00	9,76%
Ressources propres	30 000,00	7,32%
Total	410 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013) à hauteur de 18 627,60 €

Annexe 3 : Fiches projets : GRAFIE

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-249

DOSSIER N° 20006595 - GRAFIE : Soutien à la filière stratégique de l'insertion par l'activité économique 2020

Dispositif : Développement de filières stratégiques pour l'ESS (n° 00000812)
Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement de filières stratégiques pour l'ESS	309 155,00 € TTC	48,50 %	150 000,00 €
		Montant total de la subvention	150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAFIE (GROUPEMENT REGIONAL DES ACTEURS FRANCILIENS D'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE)
Adresse administrative : 30 BOULEVARD DE CHANZY 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economique (GRAFIE) est le réseau représentatif de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) en Ile-de-France. Le GRAFIE agit en inter-réseau, rassemblant six réseaux régionaux : ARDIE, CHANTIER Ecole Île de France, CNLRQ, COORACE Île de France, FAS Île de France et FEI Île de France.
Le GRAFIE est doté de missions, parmi lesquelles :

- Soutenir la structuration du secteur de l'IAE et la professionnalisation des acteurs franciliens pour améliorer le positionnement des SIAE dans la chaine de valeur des activités économiques,
- Favoriser le développement économique (et ainsi la création d'emplois d'insertion) des SIAE, grâce à l'accès à des marchés publics (achats socialement responsables) ou des contrats privés (RSE),
- Accompagner la création de nouvelles activités, l'innovation sociale et le positionnement des SIAE au niveau des filières stratégiques en Ile-de-France (numérique, économique circulaire).

En 2020, le GRAFIE sollicite une subvention de 150 k€ au total, pour soutenir la mise en œuvre de son plan d'action résumé ci-après :

Objectif 1 : Cellule régionale de crise IAE déployer une cellule de crise « GRAFIE Covid 19 » pour partager des diagnostics précis de la situation des SIAE franciliennes, les informer sur les opportunités (aides économiques…) et bâtir des plans d'actions pour soutenir spécifiquement les SIAE durant cette phase	Actions : - Réalisation d'un état des lieux de l'impact de la crise sur les SIAE, et actualisation périodique, - Recensement des difficultés rencontrées par les SIAE et recherche de solutions adaptées pour chacune, - Mobilisation des SIAE sur la production de biens et services stratégiques, - Réalisation de plans d'actions ciblés (exemple : recensement des SIAE aptes à proposer des services aux collectivités pour la gestion de la fin du confinement et plan de communication ; recensement des SIAE sur les marchés les moins susceptibles de repartir et plan d'action spécifiques pour ces SIAE…)
Objectif 2 : Développement des SIAE Mettre en œuvre des actions pour faire connaitre aux SIAE l'enjeu de positionnement dans les nouveaux marchés liés aux relocalisations, et leur proposer des ressources à ce sujet	Actions : - Faire connaître aux SIAE l'enjeu d'adapter / transformer leur outil de production, et les inciter à se référencer pour le pack relocalisation, - Organiser un webinar visant à les guider dans ces réflexions sur des réorientations stratégiques / développement de nouvelles activités, et faciliter leur passage à l'action - Accompagner les porteurs de projets (structures existantes en développement et nouvelles structures)
Objectif 3 : Poursuivre le travail sur les mutualisations Dans la continuité du rapport réalisé en 2019 par le GRAFIE sur les coopérations et mutualisations, lancer un chantier opérationnel	Actions : - Identifier les SIAE cibles et proposer un accompagnement opérationnel - Favoriser les mutualisations / recherches de partenariats
Objectif 4 : Promotion des achats socialement responsables	Actions : - Créer des référencements des SIAE répondant aux logiques des acheteurs (sous-traitants « production » / achats « hors production », achats du quotidien > 40 k€, …) - Produire des short list (sourcing) de SIAE à communiquer aux attributaires de marchés clausés (définir au préalable un process pour cette action) et à des demandes de prestations identifiées par des donneurs d'ordre (collectivités ou autres) - Poursuivre l'actualisation et la maintenance de l'annuaire - Communiquer auprès des acheteurs privés / publics
Action 5 : Structurer les recrutements des personnes en fin de parcours d'insertion avec les grandes filières en demande de personnel	Actions : - Structurer les SIAE en filières inclusives et détailler les compétences / métiers possibles en sortie de parcours (exemple filière restauration, filière services à la personne, …) - Définir un process et le mettre en œuvre pour rassembler des CV (éventuellement qualifiés) et les transmettre aux recruteurs
Objectif 6 : Accompagner à la reprise des dispositifs de formation des salariés en insertion et des salariés permanents	Actions : - Informer les SIAE sur les dispositifs de formation mobilisables

Dans une logique de renforcement de la préparation des salariés en parcours à la sortie en emploi, et de réponse aux besoins de recrutement des filières en demande de personnel	.

Il est précisé qu'en aucun cas ces actions ne sauraient être limitées aux seules SIAE adhérentes d'un des six réseaux du GRAFIE, toutes concerneront l'ensemble des SIAE franciliennes, adhérentes ou non.

Détail du calcul de la subvention :
Toutes les dépenses présentées au plan de financement sont éligibles.
Les charges de personnel prévues au projet sont calculées hors emplois aidés.

La subvention régionale est répartie de la manière suivante :

GRAFIE :
64 000 €
Fédération des Entreprises d'Insertion Île-de-France :
19 000 €
Chantier Ecole Île-de-France :
19 000 €
Comité National de Liaison des Régies de Quartiers :
10 000 €
Fédération des Acteurs de la Solidarité Île-de-France :
19 000 €
COORACE Île-de-France :
19 000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	231 125,00	74,76%
Achats de prestations externes	38 450,00	12,44%
Charges de structure directement liées à la réalisation de l'action	39 580,00	12,80%
Total	309 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	150 000,00	48,52%
Etat Direccte	106 972,00	34,60%
participation des bénéficiaires	0,00	0,00%
Fonds privés	11 800,00	3,82%
Autofinancement	28 383,00	9,18%
Fonds européens	12 000,00	3,88%
Total	309 155,00	100,00%

Chacune de ces subventions est octroyée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Annexe 4 : Fiches projets : URSCOP

DOSSIER N° 20006621 - URSCOP 2020 - SENSIBILISATION ET PROMOTION AU STATUT COOPERATIF

Dispositif : Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes (n° 00000360)
Délibération Cadre : CR93-12 du 22/11/2012
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191003-400
Action : 19100301- Soutien à l'économie sociale et solidaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'URSCOP pour son action d'accompagnement à la création - reprise - transmission de SCOP ou de SCIC franciliennes	172 926,00 € TTC	28,91 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION REG HAUTE NORMANDIE CRTE ORLEANS
Adresse administrative : 100 RUE MARTRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc MORANDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions visées ont démarré le 1er janvier 2020, et prise en compte des dépenses depuis le début de l'année.

Description :
L'URSCOP est une des 9 Unions Régionales faisant partie de la Confédération Nationale des SCOP. Créée en 1983, elle fédère aujourd'hui près de 300 SCOP et SCIC en Île-de-France qui représentent près de 10 000 salariés. L'URSCOP a pour objet de promouvoir la culture coopérative, de défendre les intérêts des SCOP et des SCIC, de proposer des services et des conseils à ses adhérents, d'accompagner et de promouvoir la création, la transformation, la reprise à la barre du tribunal ou la transmission de sociétés sous les formes coopératives.

Bilan du subventionnement précédent (2019):
L'URSCOP a bénéficié d'une subvention régionale de 30k€ en 2019 (CP 2019-306) pour mener des actions de promotion du statut coopératif. L'URSCOP a en effet organisé en 2019 :

- 28 réunions d'information sur la création ou transmission en SCOP et SCIC, rassemblant 278

porteurs de projets,
- De multiples actions de promotion du statut coopératif dans les filières du sport, de la culture, de l'insertion et du BTP (volume estimé par l'URSCOP : 18,5 JH), auprès des jeunes entrepreneurs (8,5 JH), auprès des prescripteurs des transmissions/ reprises (cabinets d'experts-comptables, de fusion-acquisition et cabinets d'avocats représentant 14 JH), ainsi qu'une mobilisation lors de cinq salons dédiés à l'entrepreneuriat et à la transmission-reprise (6 JH).
- L'étude de 74 projets de création, reprise ou transmission, qui ont abouti à la création de 21 sociétés coopératives (source : rapport d'activité 2019 de l'URSCOP Île-de-France).

Détail du calcul de la subvention proposée (2020) :
Il est proposé de poursuivre le subventionnement de l'URSCOP en 2020, en portant le montant forfaitaire à 50 k€, reflétant la hausse des sollicitations et activités de promotion menées par l'URSCOP, ainsi que le surcroît d'activité lié à la crise COVID-19. Il s'agit d'une subvention annuelle globale forfaitaire.

Dans le cadre de sa convention l'URSCOP s'engage à promouvoir auprès de ses adhérents les dispositifs régionaux d'aides aux entreprises franciliennes et notamment « PM'up COVID-19 ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel	150 376,00	86,96%
frais généraux	22 550,00	13,04%
Total	172 926,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	28,91%
Autofinancement	122 926,00	71,09%
Total	172 926,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Conventions Accélérateur ESS

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN ACCELERATEUR DES ENTREPRISES INCLUSIVES POUR LES ENTREPRISES DE L'ESS – PROMOTION 2020

Entre

La région Île-de-France
dont le siège est situé : 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN,
représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2020-249 du 27 mai 2020**

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

HEC PARIS
Etablissement d'enseignement supérieur consulaire immatriculé au RCS Paris sous le numéro 817 759 186
dont le siège social est situé : 8 avenue de la Porte de Champerret 75017 Paris
ayant pour représentant le Directeur général, Peter TODD,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovatio SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation. '

VU le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013.

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Et après avoir rappelé que :

- la stratégie Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) adoptée en décembre 2016 reconnaît le développement de l'Economie Sociale et Solidaire comme un axe stratégique du développement de l'économie francilienne,
- la Région Île-de-France a défini une nouvelle stratégie pour le développement de l'ESS, en octobre 2017, qui identifie notamment l'enjeu clé de soutenir spécifiquement les structures de l'ESS dans leur changement d'échelle,
- A l'issue d'un un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) diffusé le 16/05/2019, « Accélérateur au changement d'échelle des structures de l'Economie Sociale et Solidaire » portant sur des actions 2019 et 2020, HEC Paris a fait connaitre le projet mis en œuvre par son centre « IDEA – HEC » (Innovation, Data, Entrepreneurship, Acceleration), d'Accélérateur au changement dédié spécifiquement aux structures de l'ESS, et a sollicité un cofinancement, à hauteur de 50%, de celui-ci, proposition qui a été retenue à l'issue d'un jury présidé par Sylvie Mariaud, déléguée spéciale à l'ESS,
- Un premier vote a eu lieu en 2019, attribuant une subvention pour les actions de l'année 2019 (CP 2019-306),
- Il est à présent proposé de subventionner la poursuite de ce programme via de nouvelles actions en 2020 (nouvelle cohorte d'entreprises bénéficiaires),

- l'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2020-249 du **27 mai 2020**, la Région Île-de-France décide de s'associer et soutenir l'accélérateur au changement d'échelle destiné aux entreprises de l'ESS pour les actions démarrées en 2020 (qui porteront jusqu'en 2022), dispositif porté par HEC Paris, dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe 1 de cette convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% du coût prévisionnel de l'action subventionnée, soit un montant maximum de 425.000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération et ses objectifs sont détaillés dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage :

- réaliser, sous son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est décrit dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet » ;

- affecter la subvention à la réalisation des actions prévues dans le budget transmis en appui de la demande de subvention ;

- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;

- assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées ; et notamment, organiser le pilotage du programme d'action en associant la Région aux instances dédiées (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;

- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ; en sollicitant ces co-financement pour la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ;

- informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes ;

- mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régional ;

- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue,
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période mentionnée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à ce que le consortium recrute **2** stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Permettre et faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Le bénéficiaire associe pleinement la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse…) liés aux projets subventionnés, en prenant l'attache des services de la Région (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, …).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit chaque trimestre à l'initiative du bénéficiaire. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :
- de la bonne exécution du programme,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Des bilans qualitatifs et quantitatifs intermédiaires devront être présentés en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs généraux du programme définis dans la fiche projet (annexe 1), ainsi que spécifiquement sur l'évaluation de chaque action du programme (intérêt général des actions réalisées notamment au regard des objectifs de chaque entreprise bénéficiaire).

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

En vertu des règles relatives au financement public des acteurs de droit privé ou public effectuant des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises, le bénéficiaire certifie satisfaire aux conditions suivantes :

- être une personne morale de droit public ou de droit privé quel qu'en soit le statut, le mode de gouvernance ou la forme juridique,
- ne pas être contrôlé en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres,

- ne pas réserver l'exclusivité de ses résultats à ses membres,
- disposer d'une comptabilité analytique ou séparée permettant d'identifier les flux par types d'actions telles que décrites ci-après, et au sein de chaque type d'action par nature de coûts et par projet.

Pour le volet 'Accompagnement individuel' :
La Région informe le bénéficiaire que l'aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent à hauteur de 390.000 € pour le volet accompagnement individualisé.

Ce soutien financier est attribué conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire est chargé de répercuter cette aide sur les bénéficiaires finaux (les dix entreprises intégrées au programme d'accélération) sous forme d'accompagnement à leur changement d'échelle. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la règlementation des aides d'Etat notamment le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Le bénéficiaire devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la règlementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité du montant prévu, au titre de l'accompagnement individuel, n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la règlementation européenne relative aux aides d'Etat, HEC Paris transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

HEC Paris conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la règlementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Pour le volet 'Actions collectives' :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1: CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire, sur production d'un état récapitulatif des dépenses engagées, qui précise notamment, en fonction du type de dépense :

- les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un **plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle. Dans le cas d'une demande d'acompte, **un état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- **l'état récapitulatif complet des dépenses** qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
  - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
  - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

  Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- **un compte-rendu financier** (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.

- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité ;

- la production des justificatifs relatifs au recrutement de 2 stagiaires ou alternants (article 2.3 de la présente convention) : convention de stage signée, contrat de travail signé.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

La subvention régionale est versée au bénéficiaire en proportion du niveau d'exécution des dépenses constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention, et dans la limite du montant maximum indiqué à l'article 1.
Elle fait donc l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avèrerait inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée serait donc inférieure au montant maximum indiqué à l'article 1.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage de la fiche projet et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité. La convention prend fin à la date du versement du solde de la dernière subvention votée au titre du programme pluriannuel ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, ou en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe1 « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-249 du **27 mai 2020**

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le
_____

Pour HEC PARIS
Le Directeur

Peter TODD

Le _____

Pour la région Île-de-France
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 –FICHE PROJET

ANNEXE 2 – BUDGET PREVISIONNEL DU PROGRAMME ET RESSOURCES PREVISIONNELLES

Annexe 6 : Conventions CRESS

CONVENTION CRESS ÎLE-DE-FRANCE 2020

CONVENTION N° 20006657

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° 2020-249 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Île-de-France – CRESS IDF
dont le statut juridique est : Association d'utilité publique
N° SIRET : 51482283200010
dont le siège social est situé au : 24, rue Saint Victor, 75005 Paris
ayant pour représentant : Monsieur Eric FORTI, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

La loi ESS du 31 juillet 2014 a confié à la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Île-de-France (CRESS IDF) de nouvelles missions, notamment d'animation et de coordination des réseaux ESS au niveau francilien. Dès juin 2015, la Région et l'Etat ont signé avec la CRESS Île-de-France une convention d'agrément conformément à la loi ESS. Conformément à sa stratégie ESS, intégrée dans la stratégie régionale # Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation, la Région souhaite soutenir la CRESS Île-de-France au titre de l'année 2020. Ce soutien, doit permettre à l'organisme, d'assoir ses actions à l'échelle régionale et d'agir au cœur des bassins d'emplois pour développer l'ESS.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° 2020-249 du 27 mai 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Île-de-France – CRESS IDF pour la réalisation du plan d'action dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention type.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 48,8 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 410 000 €, soit un montant maximum de subvention de 200 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Il est précisé que la subvention se décompose ainsi :

- 18 627,60 € maximum alloués au titre des missions suivantes :
    - l'accompagnement à la création et au développement d'entreprises
    - l'appui à la formation des dirigeants d'entreprises

Ces missions relèvent des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne

et sont qualifiées à ce titre d'aides économiques, relevant du régime d'aides de minimis (règlements n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne).

- 181 372,40 € maximum alloués au titre des missions suivantes :
    - la représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'ESS,
    - l'observatoire ESS,
    - l'animation et la communication auprès de l'écosystème ESS.

Ces missions ne relevant pas du champ économique sont donc hors champ des aides d'Etat.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe 1 dénommée « fiche projet »,
- organiser et participer aux réunions concernant la mise en œuvre, l'échange, les bilans des actions, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 3 mois suivant la période soutenue,
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, comité ORESS etc.) ;
- assurer l'évaluation du programme : à ce titre, il assure la mesure de l'activité et de l'efficacité sur la base des indicateurs mentionnés dans le programme et validé par le comité de pilotage.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter trois stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Faire parvenir à la Région a liste des instances internes à l'organisme susceptibles d'orienter et de mettre en œuvre la politique de l'organisme.

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics.
- Respecte les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés

publics et soumettant les marchés de fournitures, services, travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévue par ladite ordonnance ou par le code des marchés publics.

- Informer la Région des autres participations financières publiques ou privées attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux et objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans la « fiche projet » annexée à la présente convention (Annexe 1).
- Fournir annuellement à la Région :

a) au plus tard, au 1er décembre de l'année N-1 l'avant-projet de budget de l'année N ;
b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions définitifs pour l'année N ;
c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N :
  - les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos (certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

d) dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

PILOTAGE

Pour assurer le suivi de la présente convention, la CRESS IDF s'engage à réunir un comité de pilotage technique constitué des services de l'organisme, ceux de la Région et de l'Etat. Ce comité technique est chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à

l'organisme définis avec la Région et l'Etat, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions. Il se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an. Un compte rendu de réunions est transmis à la Région et à l'Etat par l'organisme.

EVALUATION DES ACTIONS ET SUIVI DES INDICATEURS

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'organisme au travers les objectifs de réalisation des actions au niveau quantitatifs et qualitatifs tels qu'ils sont définis dans l'annexe 1 à la présente convention.
Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre du comité technique de suivi. De plus, des indicateurs de suivi seront remis par la CRESS à la Région et seront assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour atteindre ses objectifs.

Ces documents doivent permettre :
- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées directes et indirectes des actions de l'organisme.

Les tableaux d'indicateurs des objectifs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme joint lors de la demande de solde de la subvention régionale.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 4.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 27 mai 2020.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la

décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°2020-249 du 27 mai 2020.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Le Président de la CRESS Île-de-France — **La présidente du conseil régional d'Île-de-France**

M. Eric FORTI — **Mme Valérie PECRESSE**

Annexe 7 : Conventions GRAFIE

DEVELOPPEMENT DES FILIERES STRATEGIQUES POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE FRANCILIENNE

CONVENTION

Relative à la participation de la région Île-de-France
Au programme « Filière IAE »

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020 du 27 mai 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Groupement Régional des Acteurs Franciliens d'Insertion par l'Economie - GRAFIE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 82311459000016
dont le siège social est situé au : 30 boulevard de Chanzy 93100 Montreuil
ayant pour représentant : Monsieur Mario SEEBOTH, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Développement de filières stratégiques pour l'économie sociale et solidaire francilienne » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 93-12 du 22 novembre 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La Région entend appuyer le changement d'échelle au sein de filières stratégiques de l'ESS. La Région soutient un programme d'actions concerté, porté par un ensemble d'acteurs représentatifs avec pour objectifs de :

- favoriser le développement d'activités et d'emplois des entreprises ESS,
- accompagner les acteurs ESS dans leur projet de développement socialement innovant,
- amplifier le poids économique de ces filières/secteurs,
- irriguer et diffuser dans le reste de l'économie francilienne pour soutenir sa conversion écologique et sociale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 27 mai 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir la réalisation du programme d'actions dont les descriptifs figurent dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention et l'annexe 1. Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 150 000 €.

FICHE PROJET (REFERENCE IRIS)	BENEFICIAIRE	SUBVENTION REGIONALE	TAUX D'INTERVENTION
20006595	**GRAFIE**	**150 000 €**	**48,52 %**
Total		**150 000 €**	

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC sont détaillés dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Les bénéficiaires s'engagent à :

- réaliser, à sous initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,
- garantir la réalisation du programme dans sa globalité, en attestant la qualité et la réalité des actions réalisées par les différents opérateurs ;
- organiser le pilotage du programme d'action en invitant la Région à participer à ces instances (comité de pilotage, comités techniques, etc.) ;
- assurer l'évaluation du programme de la filière (action par action et dans sa globalité) : à ce titre, il assure la mesure de l'activité et de l'efficacité sur la base des indicateurs mentionnés dans le programme et validé par le comité de pilotage.
- participer aux réunions concernant les bilans, l'échange, le suivi général, l'évaluation du programme subventionné,
- fournir à la Région un bilan annuel quantitatif et qualitatif du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la période soutenue,
- fournir à la Région un bilan quantitatif et qualitatif de l'ensemble du programme subventionné au plus tard dans les 6 mois suivant la fin du programme.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter **3 stagiaires ou alternants** pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans leur organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer, pour réaliser les achats nécessaires à la réalisation du programme d'action, s'il y est soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

Trois mois avant la date prévue pour les principales manifestations relatives à l'objet de la présente convention, le bénéficiaire prend l'attache des services de la Région pour organiser la participation potentielle de la collectivité à cette occasion (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation, …).

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 CONVENTION AVEC LES MEMBRES DES RESEAUX DE L'IAE EN IDF

Le bénéficiaire s'engage à conclure avec les membres des réseaux de l'IAE impliqués dans la mise en œuvre du plan d'action Filière IAE une convention permettant la réalisation des actions subventionnées.
Cette convention prévoit notamment :
- la répercussion sur les membres du consortium des obligations de respect et de promotion de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, ainsi que des obligations en matière de communication, fixées par la Région au bénéficiaire,
- la répartition du nombre de stagiaires entre les différents membres du consortium,
- que le reversement, par le bénéficiaire, d'une partie la subvention régionale à chaque membre du consortium est conditionné au respect de l'ensemble de leurs obligations. »

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PILOTAGE ET D'EVALUATION

Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il regroupe l'ensemble des opérateurs du programme d'actions pour la filière, la Région, les autres financeurs et tout organisme utile au bon déroulement du programme. Il se réunit au moins 2 fois par an à l'initiative de l'organisme coordinateur le GRAFIE. Ce dernier est chargé du secrétariat et rédige le compte-rendu ou relevé de décisions de chacune des réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage est chargé de faire un point sur l'état d'avancement du projet et s'assure :

- de la bonne exécution du plan d'actions,
- de la cohérence de la mise en œuvre et du déroulement des actions du programme, voire de leurs éventuelles évolutions,
- de la pertinence des mesures adoptées aux fins d'évaluation, de capitalisation et de valorisation des résultats, ainsi que des suites qui lui seront données.

Le bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire devra être présenté en comité de pilotage.

Le comité de pilotage est chargé de préciser la liste des indicateurs de suivi et d'évaluation du programme dès son lancement.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux 6 objectifs définis par chaque action du programme de développement, sur l'intérêt général des actions réalisées notamment en termes de développement de la filière et de professionnalisation de ses parties prenantes. Chacun des six objectifs est associé à un critère de réalisation précisé dans l'annexe à la convention « Plan d'actions GRAFIE 2020 ».

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 REPARTITION DES SUBVENTIONS « EN CASCADE »

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

- 64 000 € au GRAFIE pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant que chef de file et opérateur ;
- 19 000 € à la Fédération des Entreprises d'Insertion (FEI) : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 19 000 € à Chantier Ecole Île-de-France pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 10 000 € au Comité National de Liaison des Régies de Quartiers (CNLRQ) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE en tant qu'opérateur ;
- 19 000 € à la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;
- 19 000 € au COORACE Île-de-France : pour le développement stratégique de la filière régionale IAE : en tant qu'opérateur ;

ARTICLE 3.2 : REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Il est précisé que ces subventions relèvent du caractère d'intérêt général. En effet, le GRAFIE et les réseaux adhérents assurent la représentation auprès des pouvoirs publics et la promotion de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE). Le secteur de l'IAE vise à employer des publics très éloignés de l'emploi au sein de Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et concourent ainsi à la réinsertion durable des publics. Ces missions relèvent donc des missions d'intérêt général et répond ainsi à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG).

Chacune de ces subventions est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

ARTICLE 3.3 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.4 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Tout appel de fonds transmis à la Région au titre de la présente convention doit être validé par l'organisme coordinateur quant à la réalité de l'action à laquelle il se réfère.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.4.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 50 % de la subvention.

Il doit présenter :

- la demande de versement de subvention (DVS) fournie par la Région ;
- un plan de trésorerie sur 1 an du bénéficiaire démontrant le besoin de trésorerie, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme ;
- un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet présenté, signé du représentant légal.

ARTICLE 3.4.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Il doit présenter :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final de l'action subventionnée, signé par le représentant de la structure. Le bilan de l'action doit reprendre la réalisation des 6 objectifs et les critères de réalisations qui sont précisés dans l'annexe 1 à la convention dénommée « Fiche Projet GRAFIE »,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé),
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.5 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.3.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.6 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La période d'éligibilité des dépenses subventionnables est inscrite dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (dates prévisionnelles de début et de fin de projet).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire au titre du programme précité.

Des subventions concernant le programme d'action, objet de la convention, peuvent être adjointes à cette convention pendant une période de 3 ans, sous réserve :
- de l'adoption par la commission permanente du programme d'actions annuel correspondant traduit en fiches projet,
- du vote des crédits correspondants par la commission permanente, dans la limite de leur disponibilité,
- de la signature par les bénéficiaires d'un avenant à cette convention auquel seront annexées les fiches projet correspondantes,
- de la présentation du bilan qualitatif et quantitatif intermédiaire.

La convention prendra fin à compter du versement du solde de la subvention votée ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaire ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020- du 27 mai 2020

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux,

Le _____ Le _____

Pour LE GRAFIE
Le Président

Mario SEEBOTH

Pour la région Île-de-France
La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Annexe 8 : Conventions URSCOP

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA RÉGION ET L'URSCOP

CONVENTION n° 20006621

La région Île-de-France
ayant son siège social au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
habilitée en vertu de la délibération n° CP 2020-249 du 27 mai 2020

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

L'Union Régionale des Sociétés Coopératives et Participatives d'Île-de-France, Centre Orléanais, Haute-Normandie, DOM-TOM,
domiciliée 100, rue Martre – 92220 Clichy-la-Garenne
n° de SIRET : 784 522 906 00022
association régie par la loi du 1er juillet 1901 et déclarée à la Préfecture le 21 janvier 1938, sous l'intitulé « Fédération de Sociétés Coopératives Ouvrières de Production de la Région Parisienne »
représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Marc MORANDI.

ci-après dénommée « l'URSCOP »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- La région Île-de-France, attachée au développement de l'emploi francilien, souhaite soutenir l'économie sociale et solidaire et notamment le mouvement coopératif qui en fait partie, conformément aux engagements approuvés par la délibération n°CR 93-12 du 22 novembre 2012 et conformément au règlement d'intervention adopté par cette même délibération.
- La Région entend encourager l'augmentation du nombre de Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP), de Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) installées sur le territoire régional.
- La subvention est octroyée sur la base du règlement de minimis (règlements n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis et publié au JO L-352/1 du 24 décembre 2013.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet le développement des créations des SCOP et des SCIC et de faire de ces structures coopératives une alternative reconnue pour la création, la transmission ou la pérennité des entreprises régionales.
La présente convention a également l'ambition de développer et d'encourager l'apprentissage dans les coopératives d'Île-de-France.

Dans ce but, la région Île-de-France apporte un soutien financier à l'URSCOP, prenant la forme d'une aide calculée en fonction des réalisations de l'URSCOP en matière de création, reprise, transmission d'entreprises régionales et/ou transformations d'associations sous forme coopérative, permettant de prendre en charge une partie du coût de l'accompagnement réalisé par l'URSCOP.
L'URSCOP s'engage à mobiliser ses réseaux et ses savoir-faire pour la réalisation de ces objectifs, compte tenu de l'amélioration des moyens accordés par la région Île-de-France.

Par ailleurs, la Région apporte son soutien financier à l'URSCOP qui s'engage dans la promotion de l'apprentissage auprès de ses adhérents et la mobilisation des apprentis auprès du réseau coopératif dans un objectif de lutte contre le chômage des jeunes, véritable engagement régional.

Article 2- Obligations du bénéficiaire

L'organisme bénéficiaire a pour obligations de :

A/ Obligations concernant la convention

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies dans les annexes techniques et financières à la présente convention.
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.

B/ Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Il s'engage à rédiger un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité.

C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 oblige les structures subventionnées d'accueillir un ou plusieurs stagiaires ou alternants pendant un minimum de 2 mois.

- Le bénéficiaire s'engage à recruter **1 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de deux mois.

- Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

D/ Obligations administratives

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé pour la partie variable de subvention de fonctionnement et pour la subvention relative à la création, reprise ou transmission des SCOP ou des SCIC ;
  - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité des subventions reçues au titre de la présente convention ;

E/ Obligation en matière de communication

- Faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
- La présence du logotype de la Région et la référence à la plate-forme téléphonique 0810181818 est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de

garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

- Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.
- Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.
- Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

L'organisme s'engage par ailleurs à participer aux manifestations soutenues par la Région sur la création d'entreprise, notamment au Salon des entrepreneurs, et aux conventions d'affaires mises en œuvre pendant la durée de la convention.

Article 3 : Engagements de la région Île-de-France

La région Île-de-France s'engage à soutenir financièrement l'URSCOP en 2020 au travers de :

- Une aide globale en fonctionnement d'un montant maximum de **50 000 €** et à hauteur de 28,91 % maximum du budget de l'action décrite dans la fiche projet en annexe pour ses activités en faveur de l'économie sociale et solidaire, notamment :
  - la promotion des formes coopératives auprès des prescripteurs et la prospection des projets relevant de l'entrepreneuriat collectif ;
  - la conduite d'actions de communication locales.

Toute autre utilisation de cette subvention est interdite.

Article 4 : Modalités de versement

Rappel concernant la caducité.

<u>Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :</u>

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

A/ Modalités de versement applicables aux subventions accordées à l'URSCOP

- Subvention de fonctionnement forfaitaire à l'URSCOP

Versements d'acomptes calculés sur présentation des dépenses réalisées :

- un appel de fonds signé par le représentant de l'organisme,
- la liste des dépenses engagées, signé par le représentant de la structure. Cet état comprendra les références, dates et montants des factures payées au titre du fonctionnement subventionné, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80 % de la subvention prévue.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- d'un appel de fonds, signé le représentant légal de la structure qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération,
- du bilan et compte de résultat, signé par le représentant légal de l'organisme et l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'organisme en dispose d'un).
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée à savoir un document de synthèse des actions de promotion et de sensibilisation du mouvement coopératif qui ont été réalisées, assorti d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement de **1** stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

B/ Règles générales applicables pour les appels de fonds

L'appel de fonds est signé par le représentant habilité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la région Île-de-France, 94 rue Réaumur, 75002 Paris cedex 02.

Les sommes sont versées à l'Union Régionale des SCOP

sur le compte établi au nom de : Union Régionale des SCOP Île-de-France Haute Normandie Centre Orléanais

ouvert à l'agence Paris Courcelles du Crédit Coopératif
compte n°21022637005 / clé 22 / code banque 42559 / code guichet 00001

C/ Frais Financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge de l'URSCOP.

Article 5 : Restitution éventuelle de la subvention

Le reversement total de la subvention est exigé en cas d'inexécution de la convention notamment :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier,
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 8 « résiliation de la convention ».

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité d'exécution de la présente convention et de l'examen du compte d'emploi de la subvention régionale et du bilan financier final de l'exécution de la convention tel que définis à l'article 2.
La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Article 6 : Modifications de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale compétente.

Article 7 : Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à la date d'attribution de la subvention. Compte-tenu du caractère continu de l'activité de l'URSCOP tout au long de l'année, les dépenses éligibles sont calculées à compter du 1er janvier 2020, conformément à la dérogation prévue à l'article 29 du Règlement budgétaire et financier.

La convention prend fin à compter du versement du solde de la subvention votée ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4 de la présente convention.

Article 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

La présente convention comprend l'annexe technique et financière (fiche projet).

Fait à Saint-Ouen, en deux exemplaires originaux

Le	Le
Pour L'URSCOP, **Le président**	**Pour la région Île-de-France,** **La présidente du conseil régional**
Jean-Marc MORANDI	**Valérie PECRESSE**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C10

DU 27 MAI 2020

MESURES D'URGENCE AGRICOLES ET ALIMENTAIRES - COVID 19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, notamment son article 1 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte agricole : règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 2 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU le rapport n°CP 2020-C10 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le règlement d'intervention « Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid-19 » en annexe 1 à la présente délibération.

Délègue à la présidente du conseil régional l'attribution des aides au titre de ce fonds.

Approuve la convention-type en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à cette convention-type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 500 000 € à cet effet, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300116 « Soutien agricole et aide alimentaire – Covid 19 », du budget 2020.

Un bilan en sera présenté à la commission de la ruralité et de l'agriculture.

Article 2 :

Décide de confier la pré-instruction du Fonds d'urgence à la Chambre régionale d'agriculture d'Île-de-France, conformément au règlement d'intervention « Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid-19 » susmentionné.

Pour ce faire, approuve l'avenant à la convention-cadre triennale entre la Région et la Chambre régionale d'agriculture d'Île-de-France approuvée par délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019, en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La Chambre régionale d'agriculture sera associée à la présentation du bilan de ce dispositif exceptionnel à la commission de la ruralité et de l'agriculture.

Affecte une autorisation d'engagement de 20 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300116 « Soutien agricole et aide alimentaire – Covid 19 », du budget 2020.

Article 3 :

Approuve le règlement d'intervention « Aide à la commercialisation en circuit court pour les agriculteurs – Covid-19 » en annexe 4 à la présente délibération.

Délègue à la présidente du conseil régional l'attribution des aides au titre de ce dispositif.

Approuve la convention-type en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à cette convention-type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € à cet effet, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300110 « Soutien aux circuits courts – Covid 19 », du budget 2020.

Article 4 :

Attribue aux 96 lycées franciliens retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour le verdissement des lycées franciliens, les dotations pour l'achat d'arbres, d'arbustes et de végétaux à massifs durables, indiquées en annexe 6 à la présente délibération.

Approuve la convention-type en annexe 7 à la présente délibération.

Subordonne le versement des dotations à la signature de conventions conformes à cette convention-type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 000 000 € à cet effet, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action 12200603 « Aménagements exceptionnels – Covid 19 », du budget 2020.

Article 5 :

Décide de procéder à l'achat d'arbres, arbustes et de végétaux à massifs durables pour le verdissement et le fleurissement du siège du conseil régional d'Île-de-France.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 40 000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-001 (102001) « Moyens généraux », action 10200101 « Travaux », du budget 2020.

Article 6 :

Décide de soutenir l'achat de produits agricoles par des associations œuvrant pour l'urgence alimentaire auprès des agriculteurs, dans le cadre de la mise en œuvre d'un Programme Alimentaire Régional (PAR), destiné aux plus précaires.

A cet effet, attribue une subvention d'un montant maximum de 200 000 € pour chacune des associations suivantes :

- Les Restos du Cœur
- Le Secours Populaire
- La Croix Rouge
- La Banque alimentaire de Paris et Île-de-France (BAPIF)
- L'Armée du Salut

Approuve la convention-type entre la région Île-de-France, la Chambre régionale d'agriculture d'Île-de-France et chaque association participant au Programme Alimentaire Régional (PAR), en annexe 8 à la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à cette convention-type et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 000 000 €, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300116 « Soutien agricole et aide alimentaire – Covid 19 », du budget 2020.

Article 7 :

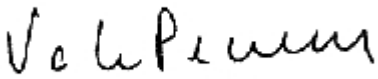
Décide de créer les applications numériques supports nécessaires.

Affecte une autorisation de programme de 50 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », sur le programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300109 « Aide au développement, à la diversification et la qualité des produits », du budget 2020.

Article 8 :

La présidente du conseil régional rend compte à la plus prochaine réunion du conseil régional de l'exercice des compétences mentionnées aux articles 1 et 3 de la présente délibération et en informe par tout moyen la commission permanente.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc181701-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION FONDS D'URGENCE

REGLEMENT D'INTERVENTION

FONDS D'URGENCE POUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES TOUCHEES PAR LA CRISE DU COVID-19

I – OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Le Fonds d'urgence a pour objet d'apporter une aide de trésorerie en priorité aux exploitations agricoles franciliennes des secteurs de l'horticulture et des pépinières, les plus fragilisés par la crise Covid-19 et, le cas échéant, aux entreprises du maraîchage et de l'élevage les plus en difficulté en raison des pertes de débouchés induits par la crise.

Des pertes importantes en particulier ont été induites dans les entreprises horticoles par les destructions de végétaux rendues nécessaires par la fermeture de tous les réseaux de commercialisation spécialisés.

II – CHAMP DE LA MESURE

Ce dispositif est mobilisé de manière exceptionnelle dans le contexte de la crise économique entraînée par les mesures sanitaires nécessaires pour lutter contre le Covid-19, dans le cadre de loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

III – DEFINITION DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Sont éligibles les exploitations agricoles des secteurs de l'horticulture et des pépinières, du maraîchage et de l'élevage, ayant leur siège en Île-de France et dont le chiffre d'affaire a été lourdement dégradé sur la période mars-avril 2020.

Seuls sont éligibles à cette aide d'urgence, les demandeurs pour lesquels la perte de chiffre d'affaires est supérieure ou égale à 50 % sur cette période, par rapport à la même période de 2019.

L'octroi de ces aides s'inscrit dans les limites fixées par le « régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 ».

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage, par le biais d'une attestation sur l'honneur, à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans ce régime d'aides d'Etat.

IV – CALCUL DES AIDES

Le montant cumulé des aides ne pourra en aucun cas dépasser l'enveloppe globale dédiée à ce Fonds d'urgence, soit 1,5 M€.

La pré-instruction de ce dispositif est confiée à la Chambre d'agriculture de la Région Île de France sur la base des critères suivants.

- Horti-pépi :

Dans sa demande d'aide, l'exploitant fournit les éléments comptables qui permettent de chiffrer la perte de chiffre d'affaires de l'entreprise sur la période mars-avril 2020 par rapport à la même période de 2019.

Le montant de l'aide est proportionné au taux de perte constatée de chiffre d'affaires, dans la limite de 100 000 €.

Il pourra également être modulé en fonction du niveau de perte liée à la valeur des productions jetées ou détruites, sur la base d'éléments tangibles permettant de documenter les frais de mise en production engagés pour produire les plants que l'exploitant n'a pas eu la possibilité de commercialiser et qu'il a dû détruire.

- Autres secteurs, notamment maraîchage et élevage :

Dans sa demande d'aide, le maraîcher ou l'éleveur fournit les éléments comptables qui permettent de chiffrer la perte de chiffre d'affaires sur la période mars-avril 2020 par rapport à la même période de 2019.

Le montant de l'aide est proportionné au taux de perte constatée de chiffre d'affaires dans la limite de 23 000 €.

Dans tous les cas, le montant de l'aide régionale est plafonné au montant du besoin réel exprimé par l'exploitant.

Le cas échéant, un ou plusieurs coefficients de réduction définis par la Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France et soumis préalablement à l'approbation des services régionaux, peuvent être appliqués aux subventions calculées en cas de demandes supérieures à l'enveloppe allouée au dispositif.

V – DEPOT DES DOSSIERS, INSTRUCTION ET ATTRIBUTION DES AIDES

La Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France assure la réception du dépôt des dossiers et leur pré-instruction.

Les dossiers comportent les pièces suivantes :

- Un courrier de demande de subvention précisant le montant d'aide sollicité.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le bénéficiaire s'engage à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans le régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 pour les entreprises agricoles et que l'entreprise est à jour de ses charges fiscales et sociales au 1er mars 2020. Cette déclaration sur l'honneur atteste également de la baisse du chiffre d'affaire de l'entreprise et détaille le taux de perte.
- L'extrait du journal comptable des recettes pour la période de mars-avril 2019 et mars-avril 2020, certifié par le représentant légal de la structure (et son expert-comptable si la structure en est dotée).
- Un relevé d'identité bancaire au nom de l'entreprise et à l'adresse du siège social.

Pour les horticulteurs, le dossier peut être complété, cas échéant, par toute pièce permettant d'attester de la valeur de plants qui ont dû être jetés ou détruits faute de pouvoir être vendus (factures d'achats, photos…).

La Chambre transmettra pour avis à la Région, au plus tard le 24 juin 2020, les taux qu'elle propose d'appliquer en fonction du niveau de perte de chiffre d'affaires et le cas échéant, des coûts de mise en production des plants qui ont été jetés ou détruits.

Sur la base de la répartition validée, la Chambre transmettra au plus tard le 1er juillet 2020 :
- La liste des exploitants proposés au bénéfice de l'aide en précisant pour chacune le montant de l'aide envisagée ;
- Les copies des pièces sur lesquelles repose le calcul réalisé pour chiffrer l'aide ;
- Le RIB des exploitants.

L'attribution des aides sera effectuée par la présidente du conseil régional en application de son pouvoir d'exécution des délibérations (Article L4231-1 du code général des collectivités territoriales).

L'octroi des subventions égales ou supérieures à 23 000 € donne lieu à convention avec le bénéficiaire.

La Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France sera associée au bilan du dispositif qui sera présenté à la commission ruralité et agriculture.

VI – VERSEMENT DES AIDES ET CONTROLES

L'aide fera l'objet d'un versement unique par la Région, sur demande du bénéficiaire et sur la base de la notification individuelle de l'aide adressée à chaque bénéficiaire.

Ce versement sera soumis à la signature préalable d'une convention avec la Région pour toute subvention égale ou supérieure à 23 000 €.

Les copies des pièces sur lesquelles repose le calcul réalisé pour chiffrer chacune des aides ainsi qu'un certificat administratif explicitant les taux et le cas échéant, la ou les clés de modulation des aides ainsi que le ou les coefficients de réduction appliqués, seront transmis au comptable assignataire, le Directeur régional des Finances Publiques de Paris et de la Région Île-de-France, au plus tard le 31 décembre 2020.

Le montant de l'aide attribuée est susceptible d'être révisé dans le cadre de contrôles des pièces comptables, administratives et justificatives. Les sommes non justifiées ou indûment versées donnent lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ANNEXE 2 : CONVENTION-TYPE FONDS D'URGENCE

CONVENTION-TYPE

FONDS D'URGENCE POUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES TOUCHEES PAR LA CRISE DU COVID-19

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXX
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX – XXX
dont le siège social est situé au : XXXX
ayant pour représentant XXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid 19, dans le cadre du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020.

L'attribution par la Région de l'aide et son versement se font dans les conditions suivantes.

L'aide régionale, objet de la présente convention, est attribuée sur le fondement du régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La région Île-de-France a décidé d'attribuer une aide d'un montant maximum de XXX € au bénéficiaire, au titre du Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid 19.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social,

nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région par le biais d'une attestation sur l'honneur, qu'il respecte les plafonds d'aide publique fixés dans le régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Communiquer à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur.
- Respecter le cadre législatif en vigueur.
- Mentionner le soutien régional au titre du Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid-19, dans le cadre de toute action de relations publiques, relations presse ou toute action de médiatisation de ses activités au cours de l'année 2020.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide régionale est versée en une seule fois après décision d'attribution par la présidente du conseil régional, signature de la présente convention et sur demande du bénéficiaire.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la décision d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de toutes pièces comptables, administratives et justificatives du montant calculé pour l'attribution de la subvention.

Les sommes non justifiées ou indûment versées donnent lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle prend fin à la réception des pièces comptables et justificatives mentionnées à l'article 3 ou à défaut, à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant également dans cet article.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de l'aide versée par la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire XXX
Valérie PECRESSE	XXXX

ANNEXE 3 : AVENANT N° 1 CONVENTION CHAMBRE REGIONALE AGRICULTURE

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CADRE TRIENNALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE 2019-2021

La région Île-de-France, située 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020.
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

la Chambre d'agriculture de Région, située 19, rue d'Anjou 75008 Paris et ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son président.
Ci-après dénommée « la Chambre d'agriculture »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La Région Île-de-France et la Chambre d'Agriculture d'Île-de-France ont conclu une convention cadre triennale d'objectifs et de moyens (2019-2021) par la délibération n°CP 2019-093 du 19 mars 2019.

En prévision de l'ouverture du Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid-19, il est proposé de modifier l'annexe 1 – Axe 3 « Une agriculture bien dans sa Région » de la convention pour y intégrer la pré-instruction et la vérification des dossiers déposés dans le cadre du dispositif.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 1

L'annexe 1 – Axe 3 de la convention (Une agriculture qui s'adapte par la diversification et la recherche de valeur) est modifiée comme suit :

Action 3.5 : Dans le cadre du dispositif « Fonds d'urgence pour les exploitations agricoles touchées par la crise du Covid-19 » :
- Définition des modalités précises de calcul des aides soumises à accord préalable de la Région, dans le respect du règlement d'intervention, au plus tard le 24 juin 2020 : taux et le cas échéant, clef(s) de modulation ainsi que coefficient(s) de réduction à appliquer ;
- Réception des formulaires de demande d'aides et formulaires de demande de paiement ;
- Pré-instruction des dossiers de demande des agriculteurs ;
- Vérification du non-dépassement du plafond d'aide par l'agriculteur ;
- Transmission à la Région d'un tableau récapitulatif des demandes (liste des agriculteurs, montants d'aide, éléments de comptabilité et RIB) au plus tard le 1er juillet 2020 ;
- Présentation en commission agriculture et ruralité d'un bilan de la pré-instruction ;
- Transmission à la Région de toutes les pièces comptables et justificatives sur la base desquelles le montant d'aide proposé à l'attribution de la Région, a été calculé, au plus tard le 1er octobre 2020.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 3

Le tableau de l'annexe 3 est complété pour l'axe 3, comme suit :

Actions	Dépenses éligibles	Taux d'aide	Plafond
Action 3.5	Nb jours*coûts jours + Frais annexes	100 %	20 000 €

ARTICLE 3 : FINANCEMENT PAR LA REGION

La Région apporte un financement de 20 000 € en fonctionnement à la Chambre d'agriculture de Région dans le cadre de cette action exceptionnelle pour l'année 2020.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

Par dérogation à l'article 5.2 de la convention cadre triennale d'objectifs et de moyens (2019-2021), le financement attribué au titre de l'action 3.5 qui figure à l'article 2 du présent avenant, ne fait pas l'objet d'une fiche-projet soumise à l'approbation de la commission permanente.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Les autres dispositions de la convention et de ses annexes demeurent inchangées.

Le présent avenant à la convention est établi en 2 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le président de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Île-de-France
Christophe HILLAIRET

ANNEXE 4 : REGLEMENT D'INTERVENTION COMMERCIALISATION EN CIRCUIT COURT

REGLEMENT D'INTERVENTION

AIDE A LA COMMERCIALISATION EN CIRCUIT COURT DES AGRICULTEURS – COVID-19

I - OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

Dans le contexte de la pandémie Covid-19, les flux d'approvisionnement et de distribution alimentaires ont été bouleversés par les mesures sanitaires nécessaires pour lutter contre la maladie. En outre, les attentes des consommateurs franciliens en matière d'alimentation ont révélé plus que jamais l'importance que revêt à leurs yeux les enjeux de qualité et de fraîcheur, de proximité et de liens aux producteurs. Il est donc particulièrement important de capitaliser dans la durée le regain d'intérêt des franciliens pour le local et la sécurité offerte par la proximité en accompagnant la mise en place et le développement des réseaux de vente en circuit court de produits alimentaires.

Cette aide régionale vise à accompagner durablement la dynamique des circuits courts qu'a suscitée la crise du Covid-19 et ses conséquences sur les modèles de distribution. Elle vise à permettre aux agriculteurs de développer ou de créer des outils de commercialisation en circuit court, dans le but de mobiliser toutes les opportunités possibles en matière de valorisation en vente directe.

II - CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les exploitations agricoles, sous forme individuelle ou collective, ayant leur siège en Île-de-France, dont l'activité de commercialisation évolue pour répondre à la demande des Franciliens. Sont également éligibles les structures juridiques dont l'objet n'est pas la production agricole mais dont le statut permet l'activité commerciale et qui sont créées en lien direct avec une ou plusieurs exploitations agricoles, dans le prolongement direct des activités de production pour réaliser la commercialisation. Ces bénéficiaires pérennisent ou développent des modes de commercialisation à la ferme ou en circuit court et pour lesquels cette adaptation nécessite des investissements (drive, boutique de vente à la ferme, box, magasins de producteurs…).

La commercialisation de produits agricoles est entendue comme la détention ou l'exposition en vue de la vente, de la mise en vente, de la livraison ou de toute autre forme de mise sur le marché, à l'exception de la première vente par un producteur primaire à des revendeurs ou à des transformateurs et de toute activité consistant à préparer un produit en vue de cette vente. La vente par un producteur primaire à des consommateurs finaux est considérée comme une commercialisation si elle a lieu dans des locaux distincts réservés à cette activité.

b. Investissements éligibles

Les investissements éligibles sont ceux réalisés par des exploitants agricoles, immobiliers et mobiliers pour le développement d'équipements existants ou la création de nouveaux équipements nécessaires à la commercialisation des produits de l'exploitation en circuit court (drive fermier, boutiques de vente à la ferme, box, magasins de producteurs…), à compter du 12 mars 2020.

Dans ce but, les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés à :

- La mise aux normes (environnementales, sanitaires) et l'accessibilité des personnes handicapées et personnes à mobilité réduite ;
- L'immobilier : aménagement, extension ou modernisation des locaux professionnels (y compris rénovation des vitrines), acquisition de fonds commerciaux et artisanaux ;
- Les mobiliers/équipements et matériels professionnels (neufs ou d'occasion) : acquisition d'équipements professionnels, acquisition d'équipements destinés à la sécurisation sanitaire des entreprises, acquisition d'équipements destinés à améliorer l'empreinte carbone de l'activité ;
- Les investissements immatériels (acquisitions de licence de logiciel spécialisé, création d'un site internet).

Les dépenses présentées dans le cadre du présent dispositif ne peuvent porter sur un projet déjà accompagné ou déposé dans le cadre des appels à projet passés ou en cours dans le cadre du Programme de Développement Rural (Appels à projet «Investissements agricoles – Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations des exploitations, cofinancé par le FEADER – volet transformation et commercialisation »)

Les investissements liés à l'acquisition des murs et ceux financés par crédit-bail sont exclus des dépenses éligibles.

III - MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

La Région intervient à hauteur de 70 % maximum des dépenses d'investissement éligibles hors taxe. Le montant maximum de subvention est de 70 000 €. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 5 000 €.

Le cas échéant, la Région pourra appliquer un coefficient de réduction aux subventions calculées en cas de demandes supérieures à l'enveloppe allouée au dispositif.

IV - REGIME COMMUNAUTAIRE APPLICABLE

Le régime applicable est le régime d'aides d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage, par le biais d'une attestation sur l'honneur, à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans ce régime d'aides d'Etat.

S'agissant d'une aide à l'investissement dans le domaine de la commercialisation, il est possible de considérer le montant de l'aide au regard du plafond « entreprise », sous deux conditions :
- la structure dispose d'une comptabilité séparée permettant de distinguer l'activité de commercialisation de l'activité de production agricole, et l'aide est classée au titre de la commercialisation ;
- une activité de vente de produits agricoles par un producteur primaire à des consommateurs finaux doit avoir lieu dans des locaux distincts, pour que les aides attribuées à cette activité soient comptabilisées sous le plafond « entreprise », étant entendu que la première vente à des revendeurs ou à des transformateurs ne peuvent être considérées comme des activités de commercialisation.

V - COMPOSITION ET DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Le dépôt de la demande s'opère, de façon dématérialisée, via la plateforme des aides régionales : https://mesdemarches.iledefrance.fr.

Les dossiers devront être déposés au plus tard le 15 juillet 2020.

Le dossier comprendra notamment les pièces justificatives suivantes :

- **concernant l'entreprise :** déclaration sur l'honneur sur le montant des aides publiques perçues sur l'exercice fiscal en cours ainsi que sur les 2 derniers exercices fiscaux (modèle joint), extraits Kbis, derniers bilan et compte de résultat, statuts de l'entreprise ;
- **s'il s'agit d'une entreprise en cours de création :** Business Plan intégrant le plan de financement prévisionnel des investissements, le plan de trésorerie, devis des investissements projetés ;
- le cas échéant, **l'avis de la structure d'appui à la création/reprise et au développement des entreprises,** notamment labellisée NACRE, ayant accompagné le porteur de projet ou le chef d'entreprise sur la viabilité du projet.

VI - ATTRIBUTION DE L'AIDE ET VERSEMENTS

L'aide est attribuée par la présidente du conseil régional en application de son pouvoir d'exécution des délibérations (Article L4231-1 du code général des collectivités territoriales).

La notification de la subvention comprend une annexe dénommée « fiche-projet » qui détaille en particulier le plan de financement prévisionnel du projet.

Lorsque l'aide est d'un montant au moins égal à 23 000 €, son versement est subordonné à la signature d'une convention avec la Région.

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans le cadre du projet, en proportion du taux de la subvention s'il justifie ne pas disposer de la trésorerie suffisante et dans la limite de 70% de la subvention.

Le bénéficiaire peut bénéficier d'un ou plusieurs acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80 %¨de la subvention.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. La demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées qui détaille notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Dans le cas où une avance a déjà été versée, l'état récapitulatif des dépenses précise l'utilisation qui en a été faite et le montant de l'avance est déduit du versement de l'acompte.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération. En complément des documents précités (demande d'acompte), le versement du solde est également subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération qui comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.

VII - COMMUNICATION

Dès notification de la subvention attribuée par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France, le bénéficiaire appose sur la vitrine de son commerce le label autocollant fourni par la Région – celui-ci doit être visible depuis la voie publique.

Le bénéficiaire s'engage à convier des représentants de la Région à tout évènement qu'il organise en lien avec l'opération subventionnée par la Région et plus particulièrement à l'inauguration du commerce (ou de ses aménagements), ayant bénéficié de l'aide régionale à titre du présent dispositif.

Il contacte pour cela le pôle Cohésion territoriale à l'adresse : pct-mapp@iledefrance.fr

ANNEXE 5 : CONVENTION-TYPE COMMERCIALISATION EN CIRCUIT COURT

CONVENTION-TYPE

AIDE A LA COMMERCIALISATION EN CIRCUIT COURT DES AGRICULTEURS – COVID-19

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXX
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX – XXX
dont le siège social est situé au : XXXX
ayant pour représentant XXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'aide à la commercialisation en circuit court pour les agriculteurs – Covid-19, dans le cadre du règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020.

L'attribution par la Région de la subvention et son versement se font dans les conditions suivantes.

La subvention régionale, objet de la présente convention, telle que décrite dans l'annexe dénommée « fiche-projet », est attribuée sur le fondement du régime d'Aide d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par le biais d'une attestation sur l'honneur, qu'il respecte les plafonds d'aide publique fixés dans le régime d'Aide d'Etat SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au projet mis en œuvre au titre de la présente convention.
- Communiquer à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur.
- Respecter le cadre législatif en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au projet, objet de la présente convention, ainsi que tous les événements de relations publiques, de relations presse, ou toute action de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire appose également sur la vitrine de son commerce le label autocollant fourni par la Région – celui-ci doit être visible depuis la voie publique.

Le bénéficiaire s'engage à convier des représentants de la Région à tout évènement qu'il organise en lien avec l'opération subventionnée par la Région et plus particulièrement à l'inauguration du commerce (ou de ses aménagements), ayant bénéficié de l'aide régionale à

titre du présent dispositif. Il contacte pour cela le pôle Cohésion territoriale à l'adresse suivante : pct-mapp@iledefrance.fr

De plus, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées et mises en œuvre par la région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise la Région, à titre gracieux et dans le respect du secret industriel et commercial, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

Les photos, vidéos, reportages, ou interviews réalisés dans le cadre de la présente convention pourront aussi être librement utilisés par la Région Ile-de-France, dans le respect de la législation relative au droit individuel à l'image.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la présidente du conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements à effectuer dans le cadre du projet, en proportion du taux de la subvention s'il justifie ne pas disposer de la trésorerie suffisante et dans la limite de 70% de la subvention.

Le bénéficiaire peut bénéficier d'un ou plusieurs acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80 %¨de la subvention.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. La demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées qui détaille notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Dans le cas où une avance a déjà été versée, l'état récapitulatif des dépenses précise l'utilisation qui en a été faite et le montant de l'avance est déduit du versement de l'acompte.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération. En complément des documents précités (demande d'acompte), le versement du solde est également subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération qui comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques de Paris et de la Région Île-de-France.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

L'avance perçue cas échéant par le bénéficiaire et pour laquelle ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (modalités de versement) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 12 mars 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou à défaut, à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de notification de la subvention au bénéficiaire.

Elle expire au versement du solde de l'aide ou à défaut, à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens
subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire XXX
Valérie PECRESSE	XXXX

ANNEXE 6 : LISTE DES LYCEES BENEFICIAIRES

LISTE DES BENEFICIAIRES D'UNE DOTATION POUR LE VERDISSEMENT DES LYCEES FRANCILIENS – COVID-19

DPT	COMMUNE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	CODE UAI	MONTANT
75	PARIS	CITE SCOLAIRE JACQUES-DECOUR	0750668U	8 500,00 €
75	PARIS	CITÉ SCOLAIRE PAUL BERT	0750689S	11 000,00 €
75	PARIS	LPO LOUIS ARMAND	0751708Z	5 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE ARAGO	0750680G	5 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE CHAPTAL	0750663N	7 000,00 €
75	PARIS	LYCEE FENELON	0750660K	8 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE HONORÉ DE BALZAC	0750705J	18 000,00 €
75	PARIS	LYCEE LAVOISIER	0750656F	8 500,00 €
75	PARIS	LYCEE LUCAS DE NEHOU	0750463W	5 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE MOLIERE	0750703G	16 000,00 €
75	PARIS	LYCEE PIERRE GILLES DE GENNES	0750685M	8 500,00 €
75	PARIS	LYCÉE PROFESSIONNEL TURQUETIL	0750778N	8 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE RODIN	0750682J	8 500,00 €
75	PARIS	LYCEE SAINT LOUIS	0750658H	12 000,00 €
75	PARIS	LYCÉE SUZANNE VALADON	0752109K	6 000,00 €
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LYCÉE LA FAYETTE	0770920G	6 000,00 €
77	CHAMIGNY	EREA LÉOPOLD BELLAN	0770342D	16 000,00 €
77	COMBS-LA-VILLE	LYCEE GALILEE	0772127U	7 000,00 €
77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LYCÉE DU GUÉ A TRESMES	0771658J	18 000,00 €
77	PROVINS	LYCEE LES PANNEVELLLES	0771336J	18 000,00 €
77	ROISY-EN-BRIE	LYCÉE CHARLES LE CHAUVE	0771763Y	13 000,00 €
77	SAVIGNY LE TEMPLE	LYCEE ANTONIN CAREME	0772244W	12 000,00 €
77	VARENNES SUR SEINE	LYCEE GUSTAVE EIFFEL	0770945J	12 000,00 €
78	ACHÈRES	LYCÉE LOUISE WEISS	0781950W	14 000,00 €
78	BUC	LYCEE FRANCO-ALLEMAND DE BUC	0783548H	14 000,00 €
78	GUYANCOURT	LYCÉE DE VILLAROY	0781949V	12 000,00 €
78	GUYANCOURT	LYCEE HOTELIER	0781578S	12 000,00 €
78	LA-CELLE-SAINT-CLOUD	LYCÉE CORNEILLE	0782822U	8 000,00 €
78	LE VÉSINET	LYCÉE ALAIN	0782568T	12 000,00 €
78	MAGNANVILLE	LYCÉE LÉOPOLD SEDAR SENGHOR	0781951X	12 000,00 €
78	MANTES LA JOLIE	LYCEE JEAN ROSTAND	0782540M	7 000,00 €
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYCEE DESCARTES	0781512V	8 000,00 €
78	POISSY	LE CORBUSIER	0782546U	8 000,00 €
78	RAMBOUILLET	LYCEE LOUIS BASACAN	0782549X	5 000,00 €
78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYCÉE JEANNE D'ALBRET	0782132U	18 000,00 €
78	TRAPPES	LYCÉE DE LA PLAINE DE NEAUAPHLE	0781297L	14 000,00 €
78	TRAPPES	LYCÉE LOUIS BLÉRIOT	0780273Y	5 000,00 €
78	VERSAILLES	LYCEE HOCHE	0782562L	18 000,00 €
78	VERSAILLES	LYCEE MARIE CURIE	0782567S	12 000,00 €
78	VILLIERS SAINT FRÉDÉRIC	LYCÉE VIOLLET LE DUC	0782587N	16 000,00 €

DPT	COMMUNE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	CODE UAI	MONTANT
91	ATHIS MONS	LPO CLÉMENT ADER	0910676R	8 500,00 €
91	ETIOLLES	LPH CHÂTEAU DES COUDRAIES	0910629P	8 500,00 €
91	LIMOURS	LYCEE JULES VERNE	0911983L	8 500,00 €
91	MENNECY	LYCÉE MARIE LAURENCIN	0911962N	7 000,00 €
91	MORSANG SIR ORGE	LP AMPERE	0911037H	8 500,00 €
91	ORSAY	BLAISE PASCAL	0910626L	8 000,00 €
91	PALAISEAU	LYCÉE HENRI POINCARÉ	0912251C	6 000,00 €
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYCÉE DU TRAPEZE	0922801V	7 000,00 €
92	COLOMBES	LYCEE GUY DE MAUPASSANT	0920137Z	6 000,00 €
92	MALAKOFF	LP LOUIS GIRARD	0920163C	8 500,00 €
92	NANTERRE	LYCÉE JOLIOT-CURIE	0920141D	12 000,00 €
92	NEUILLY SUR SEINE	LYCEE LA FOLIE ST JAMES	0920143F	14 000,00 €
92	SCEAUX	LP FLORIAN	0920170K	11 000,00 €
92	SCEAUX	LYCÉE LAKANAL	0920145H	18 000,00 €
92	SCEAUX	LYCÉE MARIE CURIE	0920146J	5 000,00 €
92	SURESNES	LYCEE PAUL LANGEVIN	0920147K	12 000,00 €
92	VANVES	LYCÉE MICHELET	0900149M	14 000,00 €
93	AUBERVILLIERS	LYCÉE JEAN-PIERRE TIMBAUD	0931024H	8 500,00 €
93	AULNAY SOUS BOIS	LYCEE JEAN ZAY	0930833A	20 000,00 €
93	AULNAY SOUS BOIS	LYCÉE VOILLAUME	0930834B	12 000,00 €
93	DRANCY	LYCEE EUGENE DELACROIX	0930119Z	7 000,00 €
93	GAGNY	LYCÉE GUSTAVE EIFFEL	0931272C	7 000,00 €
93	GAGNY	LYCÉE JEAN-BAPTISTE CLÉMENT	0931233K	7 000,00 €
93	LA COURNEUVE	LYCÉE JACQUES BREL	0931430Z	11 000,00 €
93	LE BOURGET	LYCÉE GERMAINE TILLON	0932577W	18 000,00 €
93	LES LILAS	LYCÉE PAUL ROBERT	0932073Y	12 000,00 €
93	LIVRY GARGAN	LYCEE HENRI SELLIER	0932120Z	8 000,00 €
93	MONTREUIL	LYCÉE EUGÈNE COTTON	0932116V	14 000,00 €
93	NEUILLY-SUR-MARNE	LYCÉE POLYVALENT NICOLAS-JOSEPH CUGNOT	0932291K	16 000,00 €
93	NOISY LE SEC	LYCÉE OLYMPE DE GOUGES	0930123D	8 500,00 €
93	PANTIN	LYCEE LUCIE AUBRAC	0932117W	7 000,00 €
93	SAINT DENIS	LP FRÉDÉRIC BARTHOLDI	0930138V	16 000,00 €
93	SAINT-OUEN	LYCÉE AUGUSTE BLANQUI	0930126G	8 000,00 €
93	VILLEMOMBLE	LYCÉE B. PASCAL	0932221J	7 000,00 €
93	VILLEPINTE	LYCÉE JEAN ROSTAND	0931584S	18 000,00 €
94	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LP GABRIEL PERI	0940132H	5 000,00 €
94	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYCEE SAMUEL DE CHAMPLAIN	0941470M & 0941604H	18 000,00 €
94	CRETEIL	LYCÉE GUTENBERG	941930M	7 000,00 €
94	CRETEIL	LYCÉE GUTENBERG	941930M	5 000,00 €
94	LE KREMLIN BICETRE	LPO DARIUS MILHAUD	0941474S	12 000,00 €
94	LIMEIL-BRÉVANNES	LYCÉE GUILLAUME BUDÉ	0940742W	5 000,00 €
94	MAISONS-ALFORT	LYCEE EUGENE DELACROIX	0940116R	8 500,00 €
94	NOGENT-SUR-MARNE	LPO LOUIS ARMAND	0940118T	14 000,00 €
94	NOGENT-SUR-MARNE	LYCÉE EDOUARD BRANLY	0940117S	8 000,00 €

DPT	COMMUNE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	CODE UAI	MONTANT
94	ORLY	LYCÉE ARMAND GUILLAUMIN	0940138P	7 000,00 €
94	SAINT-MAUR-DES FOSSES	LYCEE MARCELIN BERTHELOT	0940120V	12 000,00 €
94	SAINT-MAUR-DES FOSSÉS	LYCÉE D'ARSONVAL	0940121W	13 000,00 €
94	VINCENNES	LYCÉE HECTOR BERLIOZ	0940124Z	16 000,00 €
95	CHARS	LYCÉE PROFESSIONNEL DU VEXIN	0951282C	12 000,00 €
95	ENGHEIN LES BAINS	LYCÉE POLYVALENT GUSTAVE MONOD	952196W	14 000,00 €
95	ERMONT	LYCÉE DES MÉTIERS GUSTAVE EIFFEL	0951673C	6 000,00 €
95	ERMONT	LYCEE FERDINAND BUISSON	0950657Y	7 000,00 €
95	FRANCONVILLE	LYCÉE JEAN MONNET	0951722F	7 000,00 €
95	GONESSE	LYCEE RENÉ CASSIN	0950646L	5 000,00 €
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYCÉE POLYVALENT JEAN PERRIN	0951104J	7 000,00 €
95	VAURÉAL	LYCÉE CAMILLE CLAUDEL	0951710T	12 000,00 €

ANNEXE 7 : CONVENTION-TYPE LYCEES

CONVENTION-TYPE

VERDISSEMENT DES LYCEES FRANCILIENS – COVID-19

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-C10 du 27 mai 2020

ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

Le Lycée dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : EPLE
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
Code APE : XX.XXX SI RENSEIGNE SUR LE TIERS
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ci-après dénommé « le Lycée » d'autre part,

PREAMBULE :

Les dispositions de l'article L. 421-23 du code de l'éducation prévoient que pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, le président du conseil régional s'adresse directement au chef de l'établissement publics local d'enseignement (EPLE). Une convention passée entre l'établissement et le conseil régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives.

Dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19, la Région met en œuvre des mesures d'urgence ciblées pour soutenir le secteur particulièrement affecté des horticulteurs et pépiniéristes. Elle associe les EPLE franciliens qui ont manifesté leur intérêt pour cette démarche, en leur apportant une dotation spécifique destinée à l'achat et à la plantation de végétaux dans le cadre de projets d'aménagement de leurs espaces extérieurs afin d'éviter les destructions d'invendus et de planter massifs et arbres en vue de la rentrée scolaire 2020/2021, contribuant ainsi à améliorer le cadre des enseignants, lycéens et personnels des EPLE.

L'attribution par la Région des dotations et leur versement se font dans le respect des conditions de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt pour la végétalisation des lycées franciliens, la région Île-de-France décide de soutenir XXXX pour l'achat et la plantation d'arbres, d'arbustes et de végétaux à massifs durables ainsi que les prestations directement

associées à la plantation, dans le cadre de son projet d'aménagement ou de réaménagement de ses espaces extérieurs.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une dotation d'un montant maximum de XX €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU LYCEE

Le Lycée s'engage à réaliser d'ici le 30 novembre 2020, sous sa responsabilité, l'achat et la plantation de végétaux, objet de la dotation attribuée par la Région dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les commandes de végétaux doivent être réalisées, dans la mesure du possible, avant le 15 juillet 2020. Si besoin, une liste des horticulteurs et pépiniéristes à proximité de l'établissement est communiquée au Lycée.

Par ailleurs, le Lycée s'engage à :

- Faciliter l'octroi d'avances au titulaire du marché dans les limites des dispositions du code de la commande publique (articles R. 2391-3 et suivants du code de la commande publique) ;
- Informer la Région par écrit de toutes difficultés susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements de la présente convention ;
- Faciliter, en application des dispositions de l'article R. 421-56 du code de l'éducation, tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des travaux et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité analytique relative aux travaux objet de la convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La dotation régionale est versée en une seule fois après délibération d'attribution par la commission permanente et signature de la présente convention, sur demande du Lycée.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le Lycée n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le Lycée établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le montant de la dotation constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Lycée s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la part des dotations non utilisées fait l'objet d'un titre de recette émis par la Région.

Les dépenses sont prises en compte à compter du 27 mai 2020 et jusqu'au 30 novembre 2020.

Le Lycée adresse au pôle Lycées, sous format dématérialisé [ADRESSE COURRIEL A PRECISER], un état récapitulatif des dépenses réalisées par l'établissement pour l'objet de la présente dotation, au plus tard le 31 décembre 2020.

Cet état récapitulatif précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Lycée et par l'agent comptable de l'établissement ; il est revêtu du nom et de la qualité des signataires.

La dotation ne peut être utilisée pour un autre objet que celui pour lequel elle a été attribuée. Dans le cas contraire, elle donne lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région. La Région demande également le reversement des dotations en cas d'absence de production dans le délai mentionné de l'état récapitulatif des dépenses.

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle prend fin à la réception de l'état récapitulatif des dépenses conforme mentionné à l'article 3.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.
Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Lycée. Dans ce cas, la Région adresse au Lycée une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Lycée la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Lycée par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la dotation versée par la Région.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le Lycée XXX
Valérie PECRESSE	XXXX

ANNEXE 8 : CONVENTION-TYPE PROGRAMME ALIMENTAIRE REGIONAL

CONVENTION-TYPE

PROGRAMME ALIMENTAIRE REGIONAL (PAR)

Entre

La région Île-de-France, située 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020-C10 du 27 mai 2020.

Ci-après dénommée « la Région »

La Chambre d'agriculture de Région, située 19, rue d'Anjou - 75008 Paris et ayant pour représentant Monsieur Christophe HILLAIRET, son président.

Ci-après dénommée « la Chambre d'agriculture »

L'association : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)
dont le statut juridique est : XXXX
N° SIRET : XXXXXXXXX XXXXX
dont le siège social est situé : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant : CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention).

Ci-après dénommée « l'association »

APRES AVOIR RAPPELE :

Dans le contexte de la crise sanitaire et économique sans précédent du covid-19, et face à l'urgence sociale et alimentaire aigue dont sont victimes les populations franciliennes en difficulté et les plus démunies, le conseil régional d'Île-de-France décide de mettre en place un Programme Alimentaire Régional (PAR) pour leur venir en aide.

Ce programme est une réponse régionale d'urgence pour aider les personnes et les familles qui souffrent en raison des effets de la pandémie, et qui rencontrent par conséquent le plus de difficultés pour s'alimenter normalement.

Alors que la crise a rappelé le rôle essentiel des agriculteurs qui se mobilisent au quotidien pour nourrir les français, la Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France souhaite pleinement jouer son rôle pour participer à ce PAR aux côtés du conseil régional et des associations caritatives déjà particulièrement sollicitées.

Destiné aux plus démunis, le PAR doté d'une enveloppe globale d'1 million d'euros, repose sur un partenariat pour approvisionner les associations caritatives en produits agricoles franciliens et les distribuer. La Région se réserve le droit d'indiquer aux associations des lieux de distribution prioritaires. Le cas échéant, la Région et les associations s'accordent sur les modalités de distribution.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Alimentaire Régional (PAR).

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL REGIONAL

Le conseil régional d'Île-de-France s'engage à apporter son soutien financier à l'association afin qu'elle puisse s'approvisionner et être livrée en produits alimentaires locaux de qualité dont elle exprime les besoins, à un prix équitable pour la rémunération des agriculteurs franciliens.

Dans ce cadre, la Région accorde à l'association une subvention d'un montant maximum de XXX € sur la base d'un taux d'intervention de 100 %, afin qu'elle puisse procéder à l'achat des denrées nécessaires et ainsi apporter une réponse adaptée en termes d'alimentation aux populations nécessiteuses ciblées par leurs actions.

Ce montant est révisable par avenant.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

Afin de répondre aux besoins de l'association en termes de produits agricoles frais et de qualité dans le cadre de filières locales d'approvisionnement, la Chambre d'agriculture organise, en lien avec les structures professionnelles et les producteurs, le sourcing des produits.

Pour ce faire, elle est associée à la création par la Région d'une plateforme électronique d'échanges permettant la mise en relation commerciale entre les producteurs franciliens et les associations caritatives engagées dans le Programme Alimentaire Régional (PAR). Elle en assure l'animation et la gestion, dans le cadre de la mise en œuvre du programme.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association détermine ses besoins selon un rythme hebdomadaire ou bimensuel, et les transmet à la Chambre d'agriculture, en précisant à chaque fois le lieu de livraison et le type de conditionnement souhaités.

MENTION POUR LES ASSOCIATIONS NATIONALES :
[Le cas échéant, l'association nationale peut donner délégation à l'association régionale Île-de-France et/ou aux associations départementales d'Île-de-France qui relèvent de son réseau, afin que celles-ci puissent commander directement les denrées nécessaires.]

MENTION POUR LES ASSOCIATIONS REGIONALES :
[Le cas échéant, l'association régionale peut donner délégation aux associations départementales d'Île-de-France qui relèvent de son réseau, afin que celles-ci puissent commander directement les denrées nécessaires.]

MENTION SPECIFIQUE A LA BAPIF :
[Une dérogation écrite d'achat accordée par la Fédération Française des Banques Alimentaires permet à la Banque Alimentaire de Paris et Île-de-France d'effectuer ces achats.]

Le prix payé par l'association aux producteurs franciliens dont les produits sont conditionnés et livrés conformément aux besoins exprimés, correspond au prix de marché proposé par l'agriculteur selon les principes d'une juste rémunération. Le paiement doit intervenir dans les délais prévus par le code du commerce à réception de la facture émise par le producteur.

Les distributions alimentaires assurées par l'association, grâce à tout ou partie des denrées alimentaires obtenues via le financement de la présente convention, ont exclusivement lieu sur le territoire francilien.

Par ailleurs, l'association s'engage, sous réserve de sa disponibilité, de ses capacités logistiques et de stockage, à accompagner des opérations de distribution alimentaire organisées par la Région sur le territoire francilien, en fournissant des denrées alimentaires, sous réserve de s'accorder sur les modalités de distribution.

De plus, elle s'engage à :
- Informer dans les meilleurs délais, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation, ainsi que de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Réaliser un suivi comptable de l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Enfin, elle s'engage à transmettre à la Région, avant le 31 décembre 2020, un récapitulatif ligne à ligne des opérations d'aide alimentaire réalisées en tout ou partie grâce aux denrées obtenues dans le cadre de la présente convention, afin de garantir un suivi optimal du dispositif.

MENTION SPECIFIQUE A LA BAPIF :
[Ce document comporte les informations renseignées suivantes :
- Nom et adresse des associations ;
- Communes et codes postaux des lieux des opérations d'aides alimentaires effectuées par ces associations ;
- Nombre de bénéficiaires de l'association, relatif aux denrées enlevées ;
- Date de l'enlèvement ;
- Nature et poids des denrées enlevées.]

MENTION POUR LES AUTRES ASSOCIATIONS :
[Ce document comporte les informations renseignées suivantes :
- Commune et code postal du lieu où a eu lieu l'opération d'aide alimentaire ;
- Date de l'opération d'aide alimentaire ;
- Typologie de l'opération d'aide alimentaire (distribution de paniers repas, maraudes, etc.) ;
- Type de public (sans-abri, famille précaire, etc.) ;
- Nombre de bénéficiaires ;
- Nombre de repas distribués si maraude ;
- Nombre de paniers repas distribués si distribution de paniers repas (en précisant le nombre de jours et le nombre de personnes que couvrent ces paniers repas).]

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité du PAR, toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention feront apparaître la mention du soutien de la Région Île-de-France ainsi que les logotypes de chacun des partenaires.

Les parties s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention et en particulier :

- les partenaires s'engagent à se tenir informés des dates prévisionnelles de toute opération de valorisation, relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.
- ils s'engagent par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de leurs partenaires dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Région participe au financement des achats de denrées alimentaires de l'association (la livraison étant comprise dans le prix d'achat).

Les dépenses sont prises en compte à compter du 27 mai et jusqu'au 30 novembre 2020.

L'aide fait l'objet de deux versements par la Région, à la demande de l'association.

Le 1er versement de 50 % de la subvention est soumis à la signature préalable de la présente convention.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la présidente du conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le 2nd versement correspondant au solde de la subvention intervient après justification de l'utilisation de la première partie de la subvention. Pour ce faire, l'association transmet aux services régionaux un état récapitulatif des dépenses réalisées signé de son représentant légal qui détaille les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

MENTION POUR LES ASSOCIATIONS NATIONALES OU REGIONALES :
[Le cas échéant, l'association fournit également le document par lequel elle a délégué l'acte d'achat aux associations franciliennes membres de son réseau.]

De plus, l'association communique aux services régionaux, au plus tard le 31 décembre 2020 :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées grâce au solde de la subvention, signé de son représentant légal qui détaille les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- un compte rendu financier de l'opération comportant la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté).

Si l'examen de ces documents fait apparaître un trop perçu de la part de l'association, un titre de recettes sera émis par la Région afin d'obtenir le reversement des sommes dont l'emploi n'aura pas été justifié.

La subvention ne peut être utilisée pour un autre objet que celui pour lequel elle a été attribuée. Dans le cas contraire, elle donne lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région. La Région demande également le reversement de l'aide en cas d'absence de production dans le délai mentionné de l'état récapitulatif des dépenses.

L'association s'engage à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à la réception de l'état récapitulatif des dépenses conforme de l'association, mentionné à l'article 6 ou à défaut à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant également dans cet article.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, un pour chaque signataire.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le président de la Chambre Régionale d'Agriculture d'Île-de-France
Christophe HILLAIRET

Le représentant légal de l'association XXX
XXX XXX

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-173

DU 27 MAI 2020

CONTRATS RURAUX : NOUVEAUX DISPOSITIFS - AVENANTS - 3ÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL : 2ÈME AFFECTATION 2020 - ACQUISITION DE LA FERME DE BEAURAIN AU MESNIL-SAINT-DENIS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de l'environnement;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et à la création des contrats de territoire;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 portant approbation de contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise);

VU la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de charte révisée du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 portant approbation de contrats ruraux et d'avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise);

VU la délibération n° CP 15-184 du 9 avril 2015 portant attributions de subvention dans le cadre de la politique des contrats ruraux et fonds d'intervention, aménagement et équipement de l'espace rural deuxième affectation de 2015, portant adoption du contrat rural avec la commune de Mareil-sur-Mauldre (78), la saisine du médiateur de la région Île-de-France par la commune le 24 décembre 2019 et sa réponse par courriel du 12 mars 2020, en faveur d'une réaffectation de subvention ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;
VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux – Contrats ruraux – Contrats d'aménagement régionaux – Première affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur les contrats antérieurement conclus – Quatrième affectation ;

VU la délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région et l'ASP ;

VU la délibération n° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 relative aux orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018-2020) ;

VU la délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Sixième affectation sur le dispositif pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-087 du 19 mars 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Deuxième affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3ème affectation 2019 – Modification du règlement d'intervention – Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

VU l'avis de la direction générale des finances publiques, service Evaluations domaniales du 12 février 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-173 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **« nouveau contrat rural »**,

d'une part, de conclure avec chaque commune ou intercommunalité figurant en annexe 1 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune ou intercommunalité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif figurant en annexe 1 à la présente délibération, d'un montant total de **1 025 199,99 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux», du budget 2020.

Article 2 :

Approuve l'avenant à la convention de réalisation type approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée, figurant en annexe 3 à la présente délibération, afin de permettre une meilleure prise en compte des problématiques de financement liées notamment aux règlements des soldes.

Article 3 :

Approuve les avenants de prorogation aux nouveaux contrats ruraux (COR) des communes de Saint-Forget (78), de Lommoye (78), de Richebourg (78) et de Vicq (78) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 4 :

Au regard des recommandations du médiateur de la région Île-de-France susvisées et de la fiche-projet figurant en annexe 2, décide dans le cadre de l'opération de « Restauration de la façade nord de l'église » de :

Réaffecter une subvention de 76 500 € pour cette opération inscrite au contrat rural approuvé par délibération n° CP 15-184 du 9 avril 2015 susvisée, conclu avec la commune de Mareil-sur-Mauldre (78) et le conseil départemental des Yvelines.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention de financement type approuvée par la délibération n° CP 10-565 du 8 juillet 2010 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à ce titre une autorisation de programme d'un montant de **76 500 €,** prélevée sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrat ruraux », du budget 2020.

Article 5 :

Décide de participer, au titre **du dispositif « sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural »**, au financement des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches-projet correspondantes figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de chaque subvention à la signature avec son bénéficiaire d'une convention, conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **420 898,46 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «Sauvegarde des commerces de proximité», du budget 2020.

Article 6 :

Décide de participer, au titre **du dispositif de « sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural »**, au financement d'un projet porté par une commune détaillé dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention, conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **55 000 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300108 «Sauvegarde des commerces de proximité», du budget 2020.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexes 2 et 5 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 8 :

Autorise la présidente à signer l'acte d'acquisition de la ferme de Beaurain située au Mesnil-Saint-Denis et correspondant à la parcelle V25, d'une superficie de 18 425 m², et dont la valeur vénale a été estimée à 1 300 000 € pour la totalité du site par l'avis de France Domaine du 12 février 2020.

Affecte à ce titre, un montant d'autorisations de programme de **1 300 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine Naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002046 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2020.

.

Article 9 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre des contrats *(Contrats ruraux ou nouveaux contrats ruraux)*, concernant les collectivités suivantes :

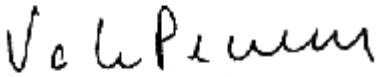
- Communes de Neauphle-le-Vieux (78) et de Mespuits (91) approuvés par la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 susvisée ;
- Communes de Vicq (78), Richebourg (78) et de Dammartin-en-Serve (78) approuvés par la délibération n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 susvisée ;
- Commune d'Andrezel (77), approuvé par la délibération n° CP 2018-279 du 4 juillet 2018 susvisée ;
- Communes de La Tombe (77) et d'Ury (77) approuvés par la délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018 susvisée.

Autorise les versements des soldes de subventions attribuées à ces structures communales au titre des dispositifs « nouveau contrat rural » et « contrat rural » pour les opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Article 10 :

Accorde, au titre du **dispositif de « sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural »,** une dérogation à la mesure « 100 000 stages » pour les bénéficiaires des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches-projet correspondantes en annexe 6 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178703-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX **CP 2020-173**

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
SIVOM CONCHES-GUERMANTES	**EX048926**	Rénovation et mise aux normes du groupe scolaire du Val de Guermantes (Phase 1)	137 540,00
		Total subvention	***137 540,00***
NANTOUILLET	**EX048528**	Réfection de la toiture de la nef, des parements de la façade ouest et du clocher de l'église Saint-Denis	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
PEZARCHES	**EX049101**	Réfection de la voierie communale : Rue du Pavé	30 049,17
	20004441	Réfection de la voierie communale :Sentier du petit puits	20 355,23
	20004442	Réfection de la voierie communale : Rue de la fausse voie	19 823,80
	20004443	Réfection de la voierie communale : Rue de l'église	30 604,83
	20004444	Réfection de la voierie communale : Rue de la Celle	26 950,46
	20004445	Réfection de la voierie communale : Cour des ateliers municipaux	13 819,28
	20004446	Réfection de la voierie communale : Skate-park	6 397,22
		Total subvention	***147 999,99***
SAINT-BARTHELEMY	**EX049045**	Extension et réhabilitation de la salle polyvalente de la commune	147 660,00
		Total subvention	***147 660,00***
TRILBARDOU	**EX048506**	Aménagement d'une école et de ses abords	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
78 YVELINES			
BREVAL	**EX049259**	Aménagement de la place de l'église, de la rue des écoles et de la rue Lecomte Denis	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
95 VAL D'OISE			
CORMEILLES-EN-VEXIN	**EX049071**	Réhabilitation de l'ancien presbytère en lieux de vie partagés	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
		TOTAL GENERAL	**1 025 199,99**

ANNEXE 2 : FICHES-PROJET "CONTRATS RURAUX"

DOSSIER N° 20004542 - REAFFECTATION- CRUR - RESTAURATION DE LA FACADE NORD DE L'EGLISE - MAREIL-SUR-MAULDRE (78)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	170 000,00 € HT	45,00 %	76 500,00 €
		Montant total de la subvention	76 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MAREIL SUR MAULDRE
Adresse administrative	:	8 RUE DEGLY MAILLOT 78124 MAREIL-SUR-MAULDRE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Max MANNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 avril 2015 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention de 76 500 € a été allouée à cette opération par délibération CP15-184 du 9 avril 2015. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Description :
la commune de Mareil-sur-Maudre (1706 habitants-INSEE 2017) propose l'opération « Restauration de la façade Nord de l'église »

La façade nord de la nef présente des signes de vétusté et il est nécessaire de procéder à sa rénovation. Ces travaux s'inscrivent dans un programme de restauration de l'église déjà engagé depuis plusieurs années.

Les travaux comprennent principalement :
- le remplacement des parements en pierre en mauvais état, le confortement de la maçonnerie, la reprise des enduits,
- la restauration du portail et de ses éléments sculptés,
- la restauration des baies (grille et vitraux).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 170 000 €, plafonné à 76 500 €. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	202 818,00	89,94%
HONORAIRES	22 694,00	10,06%
Total	225 512,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	76 500,00	33,92%
DEPARTEMENT 78 Acquis	59 500,00	26,38%
Commune	89 512,00	39,69%
Total	225 512,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX048926 - COR - RENOVATION ET MISE AUX NORMES DU GROUPE SCOLAIRE DU VAL DE GUERMANTES (PHASE 1) - SIVOM DE CONCHES-GUERMANTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	343 850,00 € HT	40,00 %	137 540,00 €
	Montant total de la subvention		137 540,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIVOM CONCHES GUERMANTES
Adresse administrative : RUE FORT DU BOIS
77600 CONCHES SUR GONDOIRE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame ANNIE VIARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 janvier 2017 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Le Syndicat Intercommunal à VOcation Multiple (SIVOM) de Conches-Guermantes (2 893 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Rénovation et mise aux normes du groupe scolaire du Val de Guermantes (Phase 1) ».

L'organisation scolaire des communes de Conches-sur-Gondoire et de Guermantes repose sur le Syndicat Intercommunal à VOcation Multiple (SIVOM) de Conches-Guermantes créé le 6 juin 1970. Ce SIVOM gère le groupe scolaire du Val de Guermantes construit à la fin des années 1970, situé sur la commune de Conches-sur-Gondoire et qui accueillait 207 enfants à la rentrée 2019 (école maternelle et école primaire confondues).

Différents dysfonctionnements sur le réseau électrique, le système de sécurité incendie, les gaines de ventilation, les conduites de chauffage et la chaufferie soumettent cet établissement qui, d'une manière générale, ne répond plus aux normes actuelles, à un risque de fermeture administrative. Certains travaux

ont dû, par conséquent, être réalisés de manière urgente.

Le présent contrat rural porte donc uniquement sur la phase 1 des travaux de rénovation et de mise aux normes qui consistent en des travaux de désamiantage, couverture, gros œuvre, plâtrerie, carrelage, menuiseries intérieurs, sols souples, plomberie, chauffage, ventilation et électricité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 536 187,50€ HT, plafonné à 343 850 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- CONCHES-SUR-GONDOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	466 250,00	86,96%
HONORAIRES	69 937,50	13,04%
Total	536 187,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	137 540,00	25,65%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	103 155,00	19,24%
ETAT : DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) - Acquise	134 610,31	25,11%
COMMUNE	160 882,19	30,00%
Total	536 187,50	100,00%

DOSSIER N° EX048528 - COR - REFECTION DE LA TOITURE DE LA NEF, DES PAREMENTS DE LA FACADE OUEST ET DU CLOCHER DE L'EGLISE SAINT DENIS - NANTOUILLET (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE NANTOUILLET
Adresse administrative	:	16 GRANDE RUE 77230 NANTOUILLET
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Yannick URBANIAK, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Nantouillet (277 habitants INSEE 2017) propose l'opération suivante : « Réfection de la toiture de la nef, des parements de la façade Ouest et du clocher de l'église Saint-Denis ».

La commune de Nantouillet possède un riche patrimoine architectural qui participe à son attractivité. Un château de 1525, propriété privée, ainsi qu'une église, datant du milieu du XVIème siècle, tous deux classés « monuments historiques ».

Malgré une structure stable et solide, l'église présente de nombreuses dégradations liées à sa vétusté (parements érodés, corniches déjointoyées, soubassements des façades érodées, absence d'enduits laissant les maçonneries exposées, plancher du beffroi en mauvais état). Des travaux sont donc à prévoir afin d'empêcher que les intempéries et infiltrations n'altèrent davantage l'édifice. Ainsi la couverture du toit sera entièrement refaite en ardoise et sera recouverte d'un voligeage neuf. La reconstitution des chatières est également prévue afin de restituer son aspect d'origine et en améliorer la stabilité. En ce qui concerne la réfection du clocher, il s'agira d'effectuer des travaux de restauration sur la charpente, les parements en pierres de tailles, y compris avec des reprises en pierres neuves et un rejointoiement de l'ensemble. La structure autour du clocher est également endommagée et doit subir une réfection des parements et du beffroi. De plus, un travail de nettoyage au niveau des vitraux, des combles et de la toiture doivent être entrepris suite aux dégradations réalisées par les pigeons. Les travaux comprennent aussi l'installation d'un paratonnerre et le traitement des éléments métalliques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération s'élève à 528 100,70€ HT, plafonné à 370 000€. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- NANTOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	459 218,00	86,96%
HONORAIRES	68 882,70	13,04%
Total	528 100,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	28,02%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	111 000,00	21,02%
ETAT - DRAC (sollicité)	203 420,43	38,52%
COMMUNE	65 680,27	12,44%
Total	528 100,70	100,00%

DOSSIER N° EX049101 - COR - REFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE : RUE DU PAVE - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	75 122,92 € HT	40,00 %	30 049,17 €
	Montant total de la subvention		30 049,17 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative	:	3 GRANDE RUE 77131 PEZARCHES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de la voirie communale : rue du Pavé ». La commune souhaite poursuivre la réfection de la voirie engagée en 2017, lors de travaux de mise en valeur du village, dans le cadre du précédent contrat rural COR (aide IRIS N°17003747).

La rue du Pavé se compose actuellement d'une chaussée en mauvais état avec des affaissements et ponctuellement des nids de poule. Sa largeur varie de 3,60 à 5,00 m. Sans trottoir, les accotements herbeux sont de largeur variée : ils n'assurent pas une continuité d'itinéraire pour les piétons.

Les travaux porteront sur l'élargissement de la voirie à 4,00 m, après terrassement et création d'une structure en grave sur 45 cm d'épaisseur. La réfection va porter sur 1 400 m² de chaussée, avec une nouvelle couche de roulement de 6 cm, en enrobé bitumineux. La voirie sera délimitée par une bordure en béton, franchissable en cas de besoin au niveau des secteurs d'espaces verts engazonnés. Afin de

faciliter l'évacuation des eaux de pluie, les deux grilles avaloirs existantes seront modifiées et une nouvelle sera créée et branchée sur le réseau communal passant sous la voirie.

Une zone de rencontre favorisant le cheminement piéton, sur cette voie à double sens, sera établie par la pose de panneaux de signalisation normalisés, entre la rue de la Fête et le carrefour avec la rue de l'Eglise (dont la réfection est inscrite au présent contrat, aide IRIS N°20004443).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 75 122,92€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	70 265,00	93,53%
HONORAIRES	4 857,92	6,47%
Total	75 122,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	30 049,17	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	22 536,88	30,00%
COMMUNE	22 536,87	30,00%
Total	75 122,92	100,00%

DOSSIER N° 20004441 - COR - REFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE : SENTIER DU PETIT PUITS - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	50 888,08 € HT	40,00 %	20 355,23 €
	Montant total de la subvention		20 355,23 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de la voirie communale : sentier du Petit Puits ». La commune souhaite poursuivre la réfection de la voirie engagée en 2017, lors de travaux de mise en valeur du village, dans le cadre du précédent contrat rural COR (aide IRIS N°17003747). Il comprenait notamment la création d'un parking donnant sur le sentier du Petit Puits.

Ce sentier est essentiellement une voie de desserte des habitations locales, avec une circulation à double sens. La chaussée dont la largeur varie de 3,50 à 4,80 m, est en mauvais état et présente des affaissements et des nids de poule. Un caniveau en position centrale recueille les eaux de pluie. Les accotements de largeur variable, entre 1,40 et 2,90m, sont herbeux ou en graves dégradées. Ils n'assurent pas une continuité d'itinéraire et un revêtement adéquat pour le cheminement des piétons ou des normes d'accessibilité.

Les travaux porteront sur un rabotage complet et des purges au niveau des zones affaissées de la

chaussée, avant l'application du nouvel enrobé. La nouvelle couche de roulement de 6 cm d'épaisseur sera réalisée en béton bitumineux et couvrira une surface de 1 150 m². Le caniveau central sera laissé en place.

La voirie sera mise en sens unique mais permettra la circulation des vélos dans les 2 sens et deviendra une zone de rencontre. L'ensemble de cet aménagement sera complété par une signalisation normalisée avec la pose de panneaux adéquats.

Cette opération porte sur le tronçon situé entre la rue du Pavé et la rue de la Celle, dont la réfection de chacune est inscrite au présent contrat (respectivement, fiches N°EX049101 et N°20004444).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 50 888,08€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	48 070,00	94,46%
HONORAIRES	2 818,08	5,54%
Total	50 888,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	20 355,23	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	15 266,42	30,00%
COMMUNE	15 266,43	30,00%
Total	50 888,08	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° 20004442 - COR - REFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE : RUE DE LA FAUSSE VOIE - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	49 559,50 € HT	40,00 %	19 823,80 €
	Montant total de la subvention		19 823,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 15 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de la voirie communale : rue de la Fausse Voie ». La commune souhaite poursuivre la réfection de la voirie engagée en 2017, lors de travaux de mise en valeur du village, dans le cadre du précédent contrat rural COR (aide IRIS N°17003747).

La rue de la Fausse Voie est une voie de desserte qui, d'un côté longe un champ cultivé et de l'autre des habitations.

Elle se compose actuellement d'une chaussée en mauvais état avec des affaissements et, ponctuellement, des nids de poule. Sa largeur varie de 3,10 à 4,00 m. Sans trottoir, les accotements sont de largeur variée et ne présentent pas un revêtement adéquat. Ils n'assurent pas une continuité d'itinéraire pour les piétons.

Les travaux porteront sur l'élargissement de la voirie à 4,00 m, après terrassement et création d'une structure en grave sur 45 cm d'épaisseur. La réfection va porter sur 650 m² de chaussée, avec une nouvelle couche de roulement de 6 cm, en enrobé bitumineux.

Coté champ, la voirie sera délimitée par une bordure en béton, franchissable en cas de besoin. Côté habitations, un caniveau sera créé. La chaussée sera réalisée en pente unique vers le caniveau où sera installée une grille avaloir, branchée sur le réseau communal passant sous la rue, afin de permettre l'évacuation des eaux de pluie.

La rue de la Fausse Voie est perpendiculaire à la rue de l'Eglise dont la réfection est inscrite au présent contrat (cf. fiche IRIS N°20004443).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 49 559,50€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	46 815,00	94,46%
HONORAIRES	2 744,50	5,54%
Total	49 559,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	19 823,80	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	14 867,85	30,00%
COMMUNE	14 867,85	30,00%
Total	49 559,50	100,00%

DOSSIER N° 20004443 - COR - REFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE : RUE DE L'EGLISE - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	76 512,08 € HT	40,00 %	30 604,83 €
	Montant total de la subvention		30 604,83 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 15 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de la voirie communale : rue de l'Eglise ». La commune souhaite poursuivre la réfection de la voirie engagée en 2017, lors de travaux de mise en valeur du village, dans le cadre du précédent contrat rural COR (aide IRIS N°17003747).

La rue de l'Eglise se compose actuellement d'une chaussée en toit, en mauvais état avec des affaissements, ponctuellement des nids de poule, et un gravillonnage en couche de roulement. Sa largeur varie de 4,00 à 5,20 m. Elle est partiellement bordurée d'un caniveau en béton. Les accotements de largeur variable, entre 0,50 et 3,70m, sont herbeux ou en graves dégradées et n'assurent pas une continuité d'itinéraire et un revêtement adéquat pour le cheminement des piétons ou des normes d'accessibilité.

Les travaux porteront sur l'élargissement de la voirie à 4,00 m, après terrassement et création d'une

structure en grave sur 45 cm d'épaisseur. La réfection va porter sur 1 750 m² de chaussée, avec une nouvelle couche de roulement de 6 cm, en enrobé bitumineux. Cette opération va permettre d'intervenir sur le profil de la chaussée, par la réalisation d'une pente unique vers le caniveau existant ou vers le fossé quand le caniveau s'interrompt.

Il n'est pas prévu la création de trottoir, compte tenu de la situation d'un champ riverain, réserve foncière, qui pourrait accueillir un projet de bâtiment scolaire nécessitant un nouvel aménagement adapté des abords. Par ailleurs, la rue de l'Eglise comprend des intersections avec les rues du Pavé et de la Fausse Voie dont les réfections sont inscrites au présent contrat (cf. respectivement, IRIS N°EX049101 et N°20004442).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 76 512,08€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	72 275,00	94,46%
HONORAIRES	4 237,08	5,54%
Total	76 512,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	30 604,83	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	22 953,62	30,00%
COMMUNE	22 953,63	30,00%
Total	76 512,08	100,00%

DOSSIER N° 20004444 - COR - REFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE : RUE DE LA CELLE - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	67 376,15 € HT	40,00 %	26 950,46 €
	Montant total de la subvention		26 950,46 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 15 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de la voirie communale : rue de la Celle ». La commune souhaite poursuivre la réfection de la voirie engagée en 2017, lors de travaux de mise en valeur du village, dans le cadre du précédent contrat rural COR (aide IRIS N°17003747).

La rue de la Celle est une voie d'accès à la commune par la route départementale RD 231 et comprend deux arrêts de bus, positionnés de part et d'autre de la rue. La voie se compose d'une chaussée large de 6 m, à double sens de circulation. Elle est en mauvais état et présente des affaissements.

Les accotements de largeur variable (1,80 à 4,50 m), sont enherbés et n'assurent pas une continuité d'itinéraire. Le revêtement du cheminement piéton vers les arrêts de bus n'est pas conforme. De plus les quais de bus ne respectent pas les normes d'accessibilité en vigueur (hauteur des bordures et largeur).

La réfection de la voirie portera sur le rabotage de la chaussée (1150 m²) et l'application d'une couche de roulement en béton bitumeux. Les travaux comprendront également la délimitation de la voirie, soit par une bordure en béton avec caniveau, soit au droit des quais de bus par une bordure en béton avec création d'un trottoir d'une largeur minimum de 1,40 m, afin de sécuriser la circulation des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite (PMR).

Un passage piéton sera aménagé côté carrefour avec la rue de Provins.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 67 376,15€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	63 645,00	94,46%
HONORAIRES	3 731,15	5,54%
Total	67 376,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	26 950,46	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	20 212,85	30,00%
COMMUNE	20 212,84	30,00%
Total	67 376,15	100,00%

DOSSIER N° 20004445 - COR - REFECTION DE VOIRIE : COUR DES ATELIERS MUNICIPAUX - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	34 548,21 € HT	40,00 %	13 819,28 €
	Montant total de la subvention		13 819,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 15 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de voirie : cour des ateliers municipaux ».

Les ateliers municipaux situés rue du Grand Gué sont composés d'espaces extérieurs hétérogènes, non fonctionnels pour le déplacement des véhicules et du matériel.

Les travaux envisagés sont les suivants :
- le terrassement et la création d'une structure en grave de 45 cm d'épaisseur,
- le rabotage et la pose d'enrobé,
- la réalisation d'une couche de roulement en enrobé bitumeux sur 350 m² de surface,
- la création d'une pente pour l'évacuation des eaux pluviales.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise

en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 34 548,21€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	32 635,00	94,46%
HONORAIRES	1 913,21	5,54%
Total	34 548,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	13 819,28	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	10 364,46	30,00%
COMMUNE	10 364,47	30,00%
Total	34 548,21	100,00%

DOSSIER N° 20004446 - COR - REFECTION DE VOIRIE : SKATE-PARK - PEZARCHES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	15 993,06 € HT	40,00 %	6 397,22 €
		Montant total de la subvention	6 397,22 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PEZARCHES
Adresse administrative : 3 GRANDE RUE
77131 PEZARCHES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alexandre DENAMIEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 15 juin 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pézarches (392 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Réfection de voirie : skate-park ».

Le skate-park se situe sur un terrain communal, rue de Provins. Le support se compose d'un béton vétuste, dégradé, avec des trous dans le parcours, empêchant ainsi le bon fonctionnement de l'aire de jeux sportive.

Les travaux comprendront une phase de terrassement ainsi que la pose de bordurettes en béton sur le pourtour du skate-park (95 m de linéaire).
La réhabilitation de la voirie dédiée au skate-park d'une surface de 420 m² sera réalisée en enrobé bitumineux de 5 cm d'épaisseur.

Une pente sera également créée pour faciliter l'écoulement des eaux pluviales vers un espace vert situé en bordure du terrain réaménagé.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX049101.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 30 663,06€ HT, plafonné à 15 993,06€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- PEZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	28 965,00	94,46%
HONORAIRES	1 698,06	5,54%
Total	30 663,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	6 397,22	20,86%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	4 797,92	15,65%
COMMUNE	19 467,92	63,49%
Total	30 663,06	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX049045 - COR - EXTENSION ET REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE - SAINT-BARTHELEMY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	369 150,00 € HT	40,00 %	147 660,00 €
	Montant total de la subvention		147 660,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BARTHELEMY
Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
77320 SAINT-BARTHELEMY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL ROCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Barthélémy (329 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Extension et réhabilitation de la salle polyvalente ».

La salle polyvalente municipale est un bâtiment de plain-pied composé d'une ossature métallique mal isolée. La structure porteuse de la toiture n'est pas protégée d'un risque incendie et la cuisine de 14 m² est ouverte sur la salle de 111 m² qui ne comprend pas de locaux de rangement. L'équipement ne répond donc plus aux normes sanitaires, de sécurité ou d'accessibilité en vigueur.

Les travaux de réhabilitation prévoient de créer une extension à la salle, le long de la rue Roger Roch, après démolition du bâtiment voisin, occupé par d'anciens garages désaffectés. Cette extension abritera les sanitaires de 27,50 m² et la nouvelle cuisine de 23 m² aux normes, ainsi qu'un local de rangement fonctionnel de 20,50 m². La surface de l'espace réservé à la salle sera de 128 m².

La charpente métallique actuelle sera conservée. En revanche, après désamiantage, la toiture en plaques fibro-ciment sera remplacée par un toit à double pente, en métal laqué de ton rouge tuile. Une isolation par l'extérieur de la partie existante sera accompagnée du remplacement de toutes les menuiseries en simple-vitrage. Un bardage en bois de ton pierre viendra habiller l'ensemble des façades extérieures.

Concernant les abords, un parking en stabilisé sera réalisé à l'arrière du bâtiment avec un accès à la salle donnant sur une terrasse, séparée des voitures. L'aménagement de cet espace extérieur permettra également de mettre aux normes l'assainissement individuel de la salle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 369 515€ HT, plafonné à 369 150€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-BARTHELEMY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	48 515,00	13,13%
TRAVAUX	321 000,00	86,87%
Total	369 515,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	147 660,00	39,96%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	110 745,00	29,97%
COMMUNE	111 110,00	30,07%
Total	369 515,00	100,00%

DOSSIER N° EX048506 - COR - AMENAGEMENT D'UNE ECOLE ET DE SES ABORDS - TRILBARDOU (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE TRILBARDOU
Adresse administrative : IMPASSE DE LA MAIRIE
77450 TRILBARDOU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques DREVETON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 août 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, géomètre, coordination de chantier, bureau de contrôle, diagnostics techniques...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat dans le cadre du calendrier global de livraison de ce nouvel établissement scolaire.

Description :
La commune de Trilbardou (662 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement d'une école et de ses abords ».

Le projet consiste en la transformation d'un foyer polyvalent peu utilisé et vétuste en école maternelle et primaire par la rénovation et la création d'extensions permettant de disposer à terme de 632 m² de surface utile. La nécessité d'une augmentation des capacités d'accueil de l'école communale actuelle est perceptible depuis 2017. Ce projet répond à ce besoin en utilisant une structure déjà existante ménageant des possibilités d'extension supplémentaires dans l'avenir.

L'opération inscrite dans le présent contrat comprend uniquement la création de 4 classes, de salles

annexes (hall, bureau pour la direction, salle pour les enseignants, salle pour les Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles - ATSEM), salle de repos et sanitaires) et l'aménagement des abords. Les 4 classes, d'une superficie de 240 m², sont créées dans le foyer actuel qui est restructuré et prolongé par une extension côté sud. Les espaces extérieurs seront clôturés et requalifiés, notamment par la création de cheminements.

L'aménagement complet de l'école intègre les créations d'une cantine, d'une salle de motricité et d'un préau prises en charge par d'autres subventions départementales et par des subventions de l'Etat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 802 000€ HT, plafonné à 370 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- TRILBARDOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	100 000,00	12,47%
TRAVAUX	702 000,00	87,53%
Total	802 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	18,45%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	13,84%
COMMUNE	543 000,00	67,71%
Total	802 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX049259 - COR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'EGLISE, DE LA RUE DES ECOLES ET DE LA RUE LECOMTE DENIS - COMMUNE DE BRÉVAL (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BREVAL
Adresse administrative	:	3 PLACE DU MAR CHAL LECLERC 78980 BREVAL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Thierry NAVELLO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Bréval (1 820 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Aménagement de la place de l'église, de la rue des écoles et de la rue Lecomte Denis »

Ce projet a pour objectif d'enjoliver le quartier de l'église, faciliter l'accès et lutter contre le stationnement sauvage.

Les travaux consisteront en:
- La création d'un parvis pour les cérémonies (mariages, baptêmes...),
- L'élargissement des trottoirs,
- La création d'un espace partagé entre piétons et automobilistes,
- L'installation de jardinières végétalisées,
- La création de places de stationnement par marquage au sol,
- L'enfouissement des réseaux sur une partie de la rue Lecomte Denis,

- La réfection de la voirie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 566 050.01 €, plafonné à 370 000 €. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	544 213,16	96,14%
HONORAIRES	21 836,85	3,86%
Total	566 050,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	26,15%
DEPARTEMENT 78 et EXTENSION - Sollicité	248 235,01	43,85%
COMMUNE	169 815,00	30,00%
Total	566 050,01	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX049071 - COR - RÉHABILITATION DU PRESBYTERE EN LIEUX DE VIE PARTAGÉS - COMMUNE DE CORMEILLES-EN-VEXIN (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORMEILLES EN VEXIN
Adresse administrative : 49 RUE CURIE
95830 CORMEILLES EN VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ALINE SAURET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Cormeilles-en-Vexin (1 402 habitants - INSEE 2017) propose l'opération suivante : "Réhabilitation du presbytère en lieux de vie partagés".
Le presbytère se situe au centre du village de Cormeilles-en-Vexin. Il est doté d'un jardin clos et d'une architecture de qualité dans la tradition des maisons du Vexin, bordé par la place principale de la commune. Il bénéficie d'une visibilité accentuée par la proximité immédiate de l'église, classée Monument historique, qui constitue un élément architectural identitaire du paysage. Dernièrement, le parvis de l'église et le jardin autour ont été réaménagés et le Clos Jean Pichery a été créé.
La commune manque de lieux pour accueillir les activités associatives de loisirs et de rencontre pour les habitants. Le presbytère est inoccupé depuis peu et répond à cette attente. Le projet prévoit donc de le réhabiliter pour accueillir ces différentes fonctions socio-culturelles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des travaux s'élève à 574 110 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	574 110,00	100,00%
Total	574 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	25,78%
DEPARTEMENT 95 sollicité	111 000,00	19,33%
ETAT - Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	140 000,00	24,39%
COMMUNE	175 110,00	30,50%
Total	574 110,00	100,00%

ANNEXE 3 : AVENANT PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DE REALISATION TYPE "COR"

AVENANT N°1 à la convention de réalisation type approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016

Vu la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

L'article 3.3 : **Contrôle des opérations et versement du solde**

Est modifié comme suit :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant de l'organisme.

Ce document comprend en outre la signature du comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

Tout autre élément contractuel de la convention demeure inchangé.

ANNEXE 4 : AVENANTS DE PROROGATION

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE RICHEBOURG (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental

ET D'AUTRE PART :

La commune de Richebourg, représentée par la Maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal de Richebourg du 20 février 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 ;
- la délibération du conseil départemental n°2017-CD66-5578.1 du 30 juin 2017
- le contrat rural de la commune de Richebourg signé le 13 décembre 2017 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-173 du 27 mai 2020.
- la délibération du conseil départemental n° 2020-CD-XXXX du XX XX 2020.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

A Richebourg, le	A Versailles, le	A Saint- Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Richebourg	Pour le département des Yvelines	Pour la région Île-de-France
La Maire	*Le président du conseil départemental*	*La présidente du conseil régional*
Bernadette COURTY	**Pierre BEDIER**	**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE SAINT-FORGET (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental

ET D'AUTRE PART :

La commune de Saint-Forget, représentée par le Maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal de Saint-Forget du 17 mars 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 ;
- la délibération du conseil départemental n°2017-CD-6-5678.1 du 22 décembre 2017
- le contrat rural de Saint-Forget signé le 7 juin 2018 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2020-CD-6-6083.1du 17 avril 2020 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-173 du 27 mai 2020.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

A Saint-Forget, le	A Versailles, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Saint-Forget	Pour le département des Yvelines	Pour la région Île-de-France
Le Maire	*Le président du conseil départemental*	*La présidente du conseil régional*
Jean-Luc JANNIN	**Pierre BEDIER**	**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE LOMMOYE (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental

ET D'AUTRE PART :

La commune de Lommoye, représentée par la Maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal de Lommoye du 24 février 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-203 du 17 mai 2017,
- la délibération du conseil départemental n°2017-CD-6-5578.1 du 30 juin 2017,
- le contrat rural de Lommoye signé le 13 décembre 2017,
- la délibération du conseil départemental n° 2020-CD-6-6083.1 du 17 avril 2020,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-173 du 27 mai 2020.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

A Lommoye, le	A Versailles, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Lommoye	Pour le département des Yvelines	Pour la région Île-de-France
La Maire	*Le président du conseil départemental*	*La présidente du conseil régional*
Antoinette SAULE	**Pierre BEDIER**	**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL
DE VICQ (78)

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, représentée par la présidente du conseil régional,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental

ET D'AUTRE PART :

La commune de Vicq, représentée par le Maire.

Après avoir rappelé :
- la délibération du conseil municipal de Vicq du 24 février 2017,
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2017-CD66-5578.1 du 30 juin 2017
- le contrat rural de la commune de Vicq signé le 13 décembre 2017 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-173 du 27 mai 2020.
- la délibération du conseil départemental n° 2020-CD-XXXX du XXX XXX 2020 ;

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année du fait de contraintes opérationnelles.

Article 1 :

Le présent contrat est prorogé d'un an à compter de l'adoption de cet avenant par la dernière assemblée délibérante.

Article 2 :

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux

A Vicq, le	A Versailles, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Vicq	Pour le département des Yvelines	Pour la région Île-de-France
Le Maire	*Le président du conseil départemental*	*La présidente du conseil régional*
Bernard JACQUES	**Pierre BEDIER**	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 5 : FICHES-PROJET "COMMERCES DE PROXIMITE"

DOSSIER N° EX045937 - AU TEMPS DU FROMENT - TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT ET DE MODERNISATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	148 030,00 € HT	30,38 %	44 969,00 €
	Montant total de la subvention		44 969,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AU TEMPS DU FROMENT
Adresse administrative	:	55 RUE DE LA DIVISION LECLERC 91160 SAULX-LES-CHARTREUX
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur MICHEL RUFFIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'agrandissement et de modernisation de la boutique

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier de demande de subvention a été déposé sur la plateforme régionale en juin 2019. L'instruction de ce dossier a été différée pour des raisons de dysfonctionnement de la plateforme régionale.

Description :
Il s'agit d'un projet d'agrandissement, de rénovation et de modernisation de l'appareil de production d'une boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale de Saulx-les-Chartreux (5 927 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 44 969 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 147 230 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 44 169 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Localisation géographique :

- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	147 230,00	99,46%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,54%
Total	148 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	103 061,00	69,62%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	44 169,00	29,84%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,54%
Total	148 030,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048399 - LE BIO EN VRAC - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS POUR UNE EPICERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	15 399,47 € HT	30,00 %	4 619,84 €
	Montant total de la subvention		4 619,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE BIO EN VRAC
Adresse administrative : 1 RUE DE LA REPUBLIQUEE
77590 BOIS LE ROI
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame GLORIA CAMERONI, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux d'aménagement et équipements pour une épicerie

Dates prévisionnelles : 13 janvier 2020 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de travaux de modernisation/rénovation, d'aménagements et d'équipements pour une épicerie dans la commune rurale de Bois-Le-Roi (6 025 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 15 399,47 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 4 619,84 €.

Localisation géographique :

- BOIS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	15 399,47	100,00%
Total	15 399,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	10 000,00	64,94%
Autofinancement	779,63	5,06%
Subvention régionale (investissements)	4 619,84	30,00%
Total	15 399,47	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048508 - LES DELICES DE SAINT NOM - RENOVATION ET MODERNISATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	87 694,67 € HT	30,64 %	26 868,40 €
	Montant total de la subvention		26 868,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE GOUPIL LAURENT LOUIS RENE
Adresse administrative	:	58 ROUTE DE SAINT GERMAIN 78860 SAINT NOM LA BRETECHE
Statut Juridique	:	Entreprise individuelle
Représentant	:	Monsieur LAURENT LEGOUPIL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation et modernisation d'une boulangerie/pâtisserie

Dates prévisionnelles : 9 février 2020 - 24 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de la rénovation et de la modernisation d'une boulangerie/pâtisserie dans la commune rurale de Saint-Nom-la Bretèche (4 911 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 26 868,40 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 86 894.67 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 26 068.40 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA des Yvelines.

Localisation géographique :

- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	86 894,67	99,09%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,91%
Total	87 694,67	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	50 000,00	57,02%
Autofinancement	10 826,27	12,35%
Subvention régionale (investissements)	26 068,40	29,73%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	0,91%
Total	87 694,67	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048509 - LA CAVE DE L'HUREPOIX - AMENAGEMENT ET MODERNISATION DU COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	10 977,62 € HT	30,00 %	3 293,28 €
		Montant total de la subvention	3 293,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA CAVE DE L'HUREPOIX
Adresse administrative	:	2 RUE DE PARIS 91470 LIMOURS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur XAVIER DANIEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et modernisation de la boutique

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 25 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier de demande de subvention a été déposé le 05/02/2020. L'instruction de ce dossier a été longue et ce dernier n'a pas pu être présenté à la commission permanente du 4 mars 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation et d'aménagement d'une cave à vins située dans la commune rurale de Limours (6 750 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 10 977,62 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 3 293,28 €.

Localisation géographique :

- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	10 977,62	100,00%
Total	10 977,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	7 684,34	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	3 293,28	30,00%
Total	10 977,62	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048525 - AUX DELICES DE PORT SUD - AMENAGEMENT, EXTENSION ET MODERNISATION DES LOCAUX

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	130 000,00 € HT	30,00 %	39 000,00 €
	Montant total de la subvention		39 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PHILIPPE AUGUSTO VAZ
Adresse administrative	:	CENTRE COMMERCIAL PORT SUD 91650 BREUILLET
Statut Juridique	:	Entreprise individuelle
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE AUGUSTO VAZ

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement, extension et modernisation des locaux

Dates prévisionnelles : 10 février 2020 - 26 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet d'aménagement, d'extension et de modernisation des locaux d'une boulangerie/pâtisserie située à Breuillet (8 507 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 130 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 39 000 €.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	130 000,00	100,00%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	91 000,00	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	39 000,00	30,00%
Total	130 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048526 - LE LOCAL DE MONTIGNY SUR LOING - CREATION D'UN SERVICE DE RESTAURATION RAPIDE ET DE CONCIERGERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	22 543,11 € HT	32,48 %	7 322,93 €
	Montant total de la subvention		7 322,93 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE LOCAL DE MONTIGNY SUR LOING
Adresse administrative	:	AVENUE DE LA GARE 77690 MONTIGNY SUR LOING
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur MICHAEL RIGARD, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un service de restauration rapide et d'une conciergerie

Dates prévisionnelles : 13 février 2020 - 3 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de création d'un service de restauration rapide sur place ou à emporter ainsi que d'une conciergerie dans la commune rurale de Montigny-sur-Loing (2 777 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 7 322,93 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 21 743,11 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 6 522,93 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-SUR-LOING

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	21 743,11	96,45%
Achats d'études et prestations de services	800,00	3,55%
Total	22 543,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	12 220,18	54,21%
Autofinancement	3 000,00	13,31%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	6 522,93	28,94%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	3,55%
Total	22 543,11	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX048557 - SNC SLG - AU VILLAGE - AMENAGEMENT ET MODERNISATION DES LOCAUX

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	131 997,99 € HT	30,42 %	40 159,40 €
	Montant total de la subvention		40 159,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SNC SLG AU VILLAGE
Adresse administrative	:	6 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 91470 LIMOURS
Statut Juridique	:	Société en Nom Collectif
Représentant	:	Madame MARIA DOS SANTOS COSTA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et modernisation des locaux

Dates prévisionnelles : 25 août 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de l'aménagement et de la modernisation des locaux d'un bar/tabac dans la commune rurale de Limours (6 695 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 40 159,40 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 131 197,99 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 39 359,40 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Localisation géographique :
- LIMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	131 197,99	99,39%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,61%
Total	131 997,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	91 838,59	69,58%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	39 359,40	29,82%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,61%
Total	131 997,99	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048908 - THEO BROMA - ARTISAN DU CHOCOLAT - MODERNISATION ET AMENAGEMENT INTERIEUR DE LA BOUTIQUE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 472,57 € HT	30,00 %	6 141,77 €
	Montant total de la subvention		6 141,77 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL THEO BROMA
Adresse administrative : 10 RUE DE CHOLLET
78740 EVECQUEMONT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ABDEL AZIZ EL BAIZ, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et modernisation de l'appareil de production

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 15 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de la rénovation/modernisation de l'appareil de production d'une chocolaterie située dans la commune rurale d'Evecquemont (801 habitants) dans les Yvelines au sein du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse. Ces investissements permettront de gagner en confort tant pour la clientèle que pour les employés de cette chocolaterie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 20 472,57 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 6 141.77 €.

Localisation géographique :

- EVECQUEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	20 472,57	100,00%
Total	20 472,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	14 330,80	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	6 141,77	30,00%
Total	20 472,57	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048909 - TONI BEAUTÉ - INSTITUT DE BEAUTE - ACQUISITION DU FONDS DE COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 000,00 € HT	30,00 %	10 500,00 €
	Montant total de la subvention		10 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TONI BEAUTE
Adresse administrative	:	2 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 78270 BONNIERES SUR SEINE
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame LUCIE HOTKA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition du fonds de commerce

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 15 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de l'acquisition d'un fonds de commerce pour l'installation d'un institut de beauté dans la commune rurale de Bonnières-sur-Seine (4 652 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles est de 35 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 10 500 €.

Localisation géographique :
- BONNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (investissements)	10 500,00	30,00%
Emprunt bancaire	24 500,00	70,00%
Total	35 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048970 - CHARCUTERIE DE MILLY - RENOUVELLEMENT DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	31 576,00 € HT	31,96 %	10 092,80 €
	Montant total de la subvention		10 092,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHARCUTERIE DE MILLY
Adresse administrative : 9 PLACE DU MARCHE
91490 MILLY LA FORET
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur QUENTIN VANDERHAUWAERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Renouvellement de l'appareil de production

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 15 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de renouvellement de l'appareil de production (notamment appareils de cuisson) pour cette boucherie. Ces équipements permettront de fiabiliser la production et d'offrir des conditions de travail de meilleure qualité pour l'ensemble des 5 salariés que compte ce commerce.
Cette charcuterie se situe dans la commune rurale de Milly-la-Forêt (4 697 habitants) dans le PNR du Gâtinais français en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 10 092.80 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 30 776 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant 9 292.80 € ;

- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de l'Essonne.

Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	30 776,00	97,47%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,53%
Total	31 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (investissement)	9 292,80	29,43%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	2,53%
Emprunt bancaire	21 483,20	68,04%
Total	31 576,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX049016 - SARL LJOPTY - AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT D'UN COMMERCE D'OPTIQUE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	33 567,55 € HT	31,67 %	10 630,26 €
	Montant total de la subvention		10 630,26 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LJOPTY ATOL OPTIQUE BURES SUR YVETTE
Adresse administrative : 4A RUE DU GENERAL LECLERC
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame LINA LUGOWSKI, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement et équipement d'un magasin d'optique

Dates prévisionnelles : 6 juillet 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit de travaux d'aménagement et de la modernisation des équipements professionnels d'un commerce d'optique dans la commune rurale de Bures-sur-Yvette (9 997 habitants) en Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 10 630,26 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 32 767,55 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant 9 830,26 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Localisation géographique :

- BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	32 767,55	97,62%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,38%
Total	33 567,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	22 937,29	68,33%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	9 830,26	29,29%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	2,38%
Total	33 567,55	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049037 - IVAN ET AUDREY STORK - AUX DEUX EPIS - RENOVATION DE LA BOULANGERIE/PATISSERIE ET MODERNISATION DES EQUIPEMENTS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	141 618,00 € HT	30,40 %	43 045,40 €
	Montant total de la subvention		43 045,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IVAN ET AUDREY STORK
Adresse administrative : 54 RUE PASTEUR
77660 SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur IVAN STORK, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation de la boulangerie/pâtisserie et modernisation des équipements

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cette boulangerie/pâtisserie a été accompagnée par la Région (pacte rural) pour la reprise du fonds commercial. Après une année d'exercice, une phase de rénovation et de modernisation de l'appareil de production est engagée. Ces nouveaux équipements, moins énergivores, permettront également d'améliorer l'accueil de la clientèle et les conditions de travail des employés.
Ce projet se situe dans la commune rurale de Saint-Jean-les-deux-Jumeaux (1 284 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 43 045,40 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 140 818 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 42 245,40 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-

et-Marne.

Localisation géographique :

- SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	140 818,00	99,44%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,56%
Total	141 618,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	68 572,60	48,42%
Autofinancement	30 000,00	21,18%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	42 245,40	29,83%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,56%
Total	141 618,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049088 - LA CHAPELLE - LA CERVOISE - BAR TABAC - MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	133 900,00 € HT	30,42 %	40 730,00 €
	Montant total de la subvention		40 730,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA CHAPELLE
Adresse administrative	:	14 RUE DU MARCHE 77580 CRECY LA CHAPELLE
Statut Juridique	:	Société en Nom Collectif
Représentant	:	Monsieur EDDY YABAS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation de l'appareil de production

Dates prévisionnelles : 9 avril 2020 - 19 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation des équipements pour un bar/tabac dans la commune rurale de Crécy-la-Chapelle (4 592 habitants) en Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 40 730 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 133 100 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 39 930 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	133 100,00	99,40%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,60%
Total	133 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale (Investissements)	40 730,00	30,42%
Emprunt bancaire	80 000,00	59,75%
Autofinancement	12 370,00	9,24%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,60%
Total	133 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049095 - AGAF - COMMERCE D'ALIMENTATION GENERALE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DU COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	143 610,00 € HT	30,39 %	43 643,00 €
	Montant total de la subvention		43 643,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AGAF
Adresse administrative	:	3 RUE DE MORANGLES 95820 BRUYERES SUR OISE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur LAHCEN AGNAOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 27 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet d'aménagement et de modernisation des équipements pour un commerce d'alimentation générale dans la commune rurale de Bruyères-sur-Oise (4 351 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 43 643 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 142 810 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 42 843 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	142 810,00	99,44%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,56%
Total	143 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	80 000,00	55,71%
Autofinancement	19 967,00	13,90%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	42 843,00	29,83%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	0,56%
Total	143 610,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049096 - LES EXP'HAIR MEN - CREATION D'UN SALON DE COIFFURE/BARBIER

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	26 856,83 € HT	32,09 %	8 617,05 €
	Montant total de la subvention		8 617,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EXP'HAIR MEN
Adresse administrative : 1 ALL DE LA POIRE BEZY DE CHAUMONTEL
95270 CHAUMONTEL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur SIDI BENSOULA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de la création d'un salon de coiffure/barbier dans la commune rurale de Chaumontel (3 316 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 8 617,05 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 26 056,83 HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 7 817,05 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- CHAUMONTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	26 056,83	97,02%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,98%
Total	26 856,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	18 239,78	67,91%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	7 817,05	29,11%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	2,98%
Total	26 856,83	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-173

DOSSIER N° EX049098 - LE SAINT CAPRAIS - MODERNISATION ET RENOVATION D'UN BAR/PMU

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	28 416,43 € HT	31,97 %	9 084,93 €
	Montant total de la subvention		9 084,93 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JACKIE ADAM
Adresse administrative : 4 RUE DU VEXIN
95810 GRISY LES PLATRES
Statut Juridique : Entreprise individuelle
Représentant : Madame JACKIE ADAM, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation et rénovation d'un bar/PMU

Dates prévisionnelles : 23 juin 2020 - 13 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet de rénovation/modernisation d'un bar/pmu dans la commune rurale de Grisy-les-Plâtres (708 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 9 084,23 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 27 616,43 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 8 284,93 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- GRISY-LES-PLATRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	27 616,43	97,18%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,82%
Total	28 416,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	15 000,00	52,79%
Autofinancement	4 331,50	15,24%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	8 284,93	29,16%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	2,82%
Total	28 416,43	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049206 - PIZZA VALLEE - REPRISE D'UN LOCAL - AMENAGEMENT ET RENOVATON

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 717,00 € HT	30,00 %	6 215,10 €
	Montant total de la subvention		6 215,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIZZA VALLEE
Adresse administrative : 6 GRANDE RUE
78720 DAMPIERRE EN YVELINES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur BRAHIM BEN CHAKIR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de reprise d'un local pour y créer une pizzeria. Ce local doit également être aménagé et équipé.
Ce commerce se situe dans la commune rurale de Dampierre-en-Yvelines (1 052 habitants) dans les Yvelines et au sein du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 20 717 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 6 215,10 €.

Localisation géographique :

- DAMPIERRE-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	20 717,00	100,00%
Total	20 717,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	14 501,90	70,00%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	6 215,10	30,00%
Total	20 717,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049264 - LEVENEZ OPTIQUE - CREATION D'UN COMMERCE D'OPTIQUE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	127 332,74 € HT	30,44 %	38 759,82 €
	Montant total de la subvention		38 759,82 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEVENEZ OPTIQUE
Adresse administrative : 5 RUE DE GAUDIGNY
78490 MONTFORT L AMAURY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LUCIE LEVENEZ

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un commerce d'optique

Dates prévisionnelles : 12 février 2020 - 15 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de la création d'un commerce d'optique dans la commune rurale des Essarts-le-Roi (6 842 habitants) dans les Yvelines.
Cette création répond à un véritable besoin de la population de la commune et des communes proches, après la fermeture, en 2014, de l'opticien des Essarts-le-Roi.
Des travaux d'aménagement, de rénovation et des équipements professionnels sont nécessaires pour la mise en oeuvre de ce projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 38 759,82 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 126 532,74 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 37 959,82 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA des Yvelines.

Localisation géographique :

- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	126 532,74	99,37%
Prestation d'ingénierie (sur investissements)	800,00	0,63%
Total	127 332,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	50 000,00	39,27%
Autofinancement	38 572,92	30,29%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	37 959,82	29,81%
Subvention régionale (prestation d'ingénierie)	800,00	0,63%
Total	127 332,74	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049299 - AU P'TIT COIN DU VIGNERON - CREATION D'UNE CAVE A VIN ET D'UNE EPICERIE FINE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	29 986,14 € HT	30,00 %	8 995,84 €
	Montant total de la subvention		8 995,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AU P'TIT COIN DU VIGNERON
Adresse administrative : 04 PLACE DU MARECHAL LECLERC
78980 BREVAL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur CYRILLE FOURRIER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit d'un projet de création d'une cave à vins et d'une épicerie fine dans la commune rurale de Bréval (1 846 habitants) dans les Yvelines.
Le projet consiste en l'acquisition de mobiliers, d'équipements professionnels et de travaux d'aménagement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 29 986,14 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 8 995,84 €.

Localisation géographique :

- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	29 986,14	100,00%
Total	29 986,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale sur investissements	8 995,84	30,00%
Autofinancement	20 990,30	70,00%
Total	29 986,14	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX049085 - L'AILE OU LA CUISSE - CREATION D'UNE BOUCHERIE - TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	58 832,13 € HT	30,95 %	18 209,64 €
	Montant total de la subvention		18 209,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AILE OU LA CUISSE
Adresse administrative : ALLEE DE LA POIRE DE BLEZY
95270 CHAUMONTEL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur STEVEN WEISS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une boucherie - Travaux d'aménagement

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 16 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux, dès le mois de mars 2020, avant la Commission permanente du 27 mai 2020.

Description :
Il s'agit de la création d'une boucherie qui donne lieu à des travaux d'aménagement dans la commune rurale de Chaumontel (3 316 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 18 209,64 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 58 032,13 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de subvention de 17 409,64 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI du Val d'Oise.

Localisation géographique :

- CHAUMONTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	58 032,13	98,64%
Prestation d'ingénierie (sur investissements)	800,00	1,36%
Total	58 832,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	40 622,49	69,05%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	17 409,64	29,59%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	1,36%
Total	58 832,13	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX048507 - COMMUNE DE MONTCEAUX-LES-MEAUX - ACQUISITION D'UN LOCAL POUR L'INSTALLATION D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE/EPICERIE FINE/SALON DE THE

Dispositif : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	110 000,00 € HT	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONTCEAUX LES MEAUX
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 77470 MONTCEAUX LES MEAUX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Monique LAMBINET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un local pour l'installation d'une boulangerie/pâtisserie/épicerie fine/salon de thé

Dates prévisionnelles : 5 juin 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'instruction du dossier a été longue et dépendante de l'acte notarié pour l'acquisition du local.

Description :
Il s'agit pour la commune rurale de Montceaux-les-Meaux (606 habitants dans le département de la Seine-et-Marne) d'acquérir un local afin d'y installer une boulangerie/pâtisserie/épicerie fine/salon de thé pour offrir un commerce de proximité aux habitants de Montceau-les-Meaux et aux communes voisines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des investissements éligibles de 110 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de 55 000 €.

Localisation géographique :

- MONTCEAUX-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	110 000,00	100,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	55 000,00	50,00%
Autofinancement	55 000,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

ANNEXE 6 : FICHES-PROJET MODIFIEES RELATIVES AUX "100 000 STAGES"

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 16015619 - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE - NEAUPHLE LE VIEUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	180 000,00 € HT	45,00 %	81 000,00 €
	Montant total de la subvention		81 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE VIEUX
Adresse administrative : 7 RUE MOUTONS
78640 NEAUPHLE-LE-VIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Denise PLANCHON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La salle de restauration est le cœur du projet de construction. D'une surface de 120 m², il sera largement ouvert sur la cour de récréation pour éviter au maximum l'effet d'enfermement. Un circuit emmène les enfants naturellement se laver les mains, poser le manteau et s'installer sur une des tables. Les enfants seront servis à table par le personnel de cuisine. Un espace tampon permet au personnel de débarrasser les tables rapidement avant de transporter la vaisselle dans la laverie située à proximité. Le volume de cet espace répond à celui de la salle de motricité qui sont les deux locaux principaux du bâtiment.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- NEAUPHLE-LE-VIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	759 464,00	100,00%
Total	759 464,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	81 000,00	10,67%
CD 78- Acquis	63 000,00	8,30%
COMMUNE	615 464,00	81,04%
Total	759 464,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2017	81 000,00 €

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 16015618 - AMENAGEMENT D'UN DORTOIR DANS L'ECOLE MATERNELLE - NEAUPHLE LE VIEUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	30 000,00 € HT	45,00 %	13 500,00 €
	Montant total de la subvention		13 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE VIEUX
Adresse administrative : 7 RUE MOUTONS
78640 NEAUPHLE-LE-VIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Denise PLANCHON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le dortoir sera composé de matériaux pérennes et résistants. Afin de suivre le programme, il en résultera un aménagement dynamique dans son écriture architecturale, ouvert et attrayant, en harmonie avec son environnement propre.

Comme sur la fiche-projet n°16015619, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- NEAUPHLE-LE-VIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	113 445,00	100,00%
Total	113 445,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	13 500,00	11,90%
CD 78 - Acquis	10 500,00	9,26%
COMMUNE	89 445,00	78,84%
Total	113 445,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2016	13 500,00 €

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 16015620 - AMENAGEMENT D'UNE SALLE DE MOTRICITE- NEAUPHLE LE VIEUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	90 000,00 € HT	45,00 %	40 500,00 €
		Montant total de la subvention	40 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEAUPHLE LE VIEUX
Adresse administrative : 7 RUE MOUTONS
78640 NEAUPHLE-LE-VIEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Denise PLANCHON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 16 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La salle de motricité est un espace libre de tout obstacle de 100 m². Directement accessible depuis la cour de récréation, il permettra de laisser évoluer une salle de classe en toute sécurité. Le sol prévu dans cet espace respectera les normes en vigueur et évitera aux enfants les chocs trop importants.

Comme sur la fiche-projet n°16015619, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- NEAUPHLE-LE-VIEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	349 820,00	100,00%
Total	349 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	40 500,00	11,58%
CD 78 - Acquis	31 500,00	9,00%
COMMUNE	277 820,00	79,42%
Total	349 820,00	100,00%

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2017	40 500,00 €

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-203
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX019364 - CoR REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE - RICHEBOURG

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE RICHEBOURG
Adresse administrative	:	1 ROUTE DE HOUDAN 78550 RICHEBOURG
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Bernadette COURTY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La salle des fêtes est disponible à la location pour les habitants. Elle est utilisée par les associations tout au long de l'année et est également le lieu de restauration des enfants scolarisés sur la commune. Le centre de loisirs très proche de la salle des fêtes l'utilise également pour sa cantine. La commune de Richebourg souhaite mettre aux normes sa cantine scolaire et offrir aux associations et aux habitants un lieu de rencontre et de festivités réhabilité.
La salle des fêtes est un bâtiment construit en 1989 qui a besoin maintenant d'être entièrement réhabilité n'étant plus aux normes (restauration collective entre autres).
Il s'agit donc de renforcer l'isolation des rampants de la salle polyvalente. Ceci implique la dépose des dalles isolantes semi-rigides existantes et leur remplacement par une épaisseur importante de laine minérale. En conséquence, les luminaires devront être au minimum déposés/reposés, voire remplacés, conséquence de l'intervention sur l'isolation. L'avancée de toit de l'édifice du bas sera fermée. Il n'y a pas de rempannage, le bâtiment est donc particulièrement exposé aux mouvements d'air. Le plénum de faux plafond est totalement ventilé. Il est impératif de corriger ce point si l'on souhaite améliorer l'isolation de la toiture par l'extérieur. L'avancée et le chanfrein de tuiles plates seront donc totalement démontés ce qui permettra de résoudre l'énorme pont thermique filant sur la toute la périphérie de l'édifice bas et permettra

également la mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur de l'édifice bas. Enfin, il faudra également réaliser la surisolation des panneaux de remplissage et les désamianter.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- RICHEBOURG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	580 616,00	93,34%
HONORAIRES	41 408,00	6,66%
Total	622 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	23,79%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 (SUVENTION COR + EXTENSION) - en cours	148 000,00	23,79%
COMMUNE	326 024,00	52,41%
Total	622 024,00	100,00%

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-203
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 17003674 - CoR RENOVATION ET EXTENSION DES SERVICES MUNICIPAUX - VICQ

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	192 000,00 € HT	40,00 %	76 800,00 €
	Montant total de la subvention		76 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VICQ
Adresse administrative : MAIRIE
78490 VICQ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande de subvention pour trois opérations

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : « Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La réfection de la couverture des bâtiments de l'ancienne école rendue nécessaire par sa vétusté vient compléter la rénovation générale du bâtiment. La construction d'un garage communal va permettre à la commune de pouvoir ranger le matériel communal (panneau électoral, barrières..) jusque-là entreposé chez les agriculteurs. L'équipement sera composé de deux garages, l'un pour le logement et l'autre pour le stockage des biens communaux.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- VICQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	168 106,00	87,43%
HONORAIRES	24 173,00	12,57%
Total	192 279,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	76 800,00	39,94%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	57 600,00	29,96%
COMMUNE	57 879,00	30,10%
Total	192 279,00	100,00%

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-203
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX019406 - CoR RENOVATION DU LOGEMENT ET BATIMENT COMMUNAL - VICQ

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	141 000,00 € HT	40,00 %	56 400,00 €
	Montant total de la subvention		56 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VICQ
Adresse administrative : MAIRIE
78490 VICQ
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande de subvention pour trois opérations

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
L'état actuel de la toiture est tel qu'il met en péril les bâtiments concernés. Les travaux consistent à remettre en état la toiture du bâtiment afin d'en améliorer l'étanchéité. Ce bâtiment remarquable est un des éléments appartenant au patrimoine de la commune et doit être maintenu en état.

Comme sur la fiche-projet n°17003674, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- VICQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	123 200,00	87,08%
HONORAIRES	18 284,00	12,92%
Total	141 484,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	56 400,00	39,86%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	42 300,00	29,90%
COMMUNE	42 784,00	30,24%
Total	141 484,00	100,00%

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-203
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 17003673 - CoR CREATION D'UNE ZONE DE STATIONNEMENT RUE DE LA MAIRIE - VICQ

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	37 000,00 € HT	40,00 %	14 800,00 €
	Montant total de la subvention		14 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VICQ
Adresse administrative	:	MAIRIE 78490 VICQ
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Bernard JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Demande de subvention pour trois opérations

Dates prévisionnelles : 17 mai 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La création d'une zone de stationnement rue de la Mairie est destinée tout d'abord à la mise en sécurité des visiteurs du musée d'art naïfs. Elle permet également d'offrir des places de stationnement aux promeneurs et randonneurs nombreux qui viennent visiter le village.

Comme sur la fiche-projet n°17003674, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- VICQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	38 239,00	100,00%
Total	38 239,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	14 800,00	38,70%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 - en cours	11 100,00	29,03%
COMMUNE	12 339,00	32,27%
Total	38 239,00	100,00%

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-203
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX018927 - CoR AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG - DAMMARTIN EN SERVE

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARTIN EN SERVE
Adresse administrative : 1 PL DE LA LIBERATION
78111 DAMMARTIN-EN-SERVE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude ASTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement du centre bourg, place de la libération, squares de l'église, et du jeu de boule. Ces aménagements constituent une même unité de lieu. Ils permettront l'accès PMR à la mairie et l'église.

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Le projet consiste en l'aménagement des abords de la mairie et de l'église (accessibilité Personne à Mobilité Réduite, végétalisation, rationalisation des stationnements), le réaménagement de la rue de l'église en chemin piétonnier, la création d'une bordure végétale en pied de façades. La qualité architecturale et paysagère sera une priorité.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- DAMMARTIN-EN-SERVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	450 677,00	89,19%
HONORAIRES	54 650,00	10,81%
Total	505 327,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	29,29%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 78 (SUBVENTION COR + EXTENSION) - en cours	148 000,00	29,29%
COMMUNE	209 327,00	41,42%
Total	505 327,00	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-087
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX043602 - COR - REQUALIFICATION DES ABORDS DE L'EGLISE - LA TOMBE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	191 447,72 € HT	40,00 %	76 579,09 €
	Montant total de la subvention		76 579,09 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA TOMBE
Adresse administrative : 18 RUE GRANDE
77130 LA TOMBE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal PRAYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 juin 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de LA TOMBE (233 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Requalification des abords de l'église"

L'église se situe en centre bourg, en surplomb de la Seine. Dans les années 1950, de grands silos ont été construits à proximité immédiate. Aujourd'hui inexploités, ils dégradent le site et s'avèrent dangereux. Le projet consiste à déconstruire les silos et à réaménager le terrain en créant un talus engazonné, qui permettra de relier les abords de l'église au chemin de halage en bord de Seine. Les cheminements et espaces engazonnés autour de l'église seront maintenus, et en complément, un chemin en revêtement stabilisé sera aménagé entre les stationnements existants et le portail de l'église. Un terrain de pétanque sera créé au sud de l'édifice, face au square situé de l'autre côté de la rue Grande.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 221 950 € HT plafonné à 191 447,72 € HT.

Localisation géographique :
- LA TOMBE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	193 000,00	86,96%
ETUDES - HONORAIRES	28 950,00	13,04%
Total	221 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	76 579,09	34,50%
DEPARTEMENT 77 - sollicité	57 434,32	25,88%
COMMUNE	87 936,59	39,62%
Total	221 950,00	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-087
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 19001657 - COR - CREATION D'UNE SALLE POLYVALENTE - LA TOMBE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	178 552,28 € HT	40,00 %	71 420,91 €
	Montant total de la subvention		71 420,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA TOMBE
Adresse administrative : 18 RUE GRANDE
77130 LA TOMBE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal PRAYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 juin 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de LA TOMBE (231 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Création d'une salle polyvalente"

Cette salle sera créée par transformation et extension d'un garage-atelier municipal, situé sur une parcelle face à l'église, accueillant un square.
Elle aura une capacité de soixante personnes maximum. L'extension comprendra la cuisine, les sanitaires et le sas d'entrée. La toiture actuelle en fibrociment sera déposée et remplacée pour l'ensemble du bâtiment par une couverture en zinc. Le travail sur les baies favorisera l'éclairement naturel. En complément des travaux d'aménagement intérieurs (cloisonnement, isolation, électricité, menuiserie, peinture, chauffage...), le projet inclut le traitement des façades en enduit, l'aménagement d'une allée d'accès piétonne en stabilisé ainsi que la création d'une terrasse.

Comme pour la fiche-projet n° EX043602, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un

stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 207 000 € HT plafonné à 178 552,28 € HT.

Localisation géographique :
- LA TOMBE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	180 000,00	86,96%
ETUDES - HONORAIRES	27 000,00	13,04%
Total	207 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	71 420,91	34,50%
DEPARTEMENT 77- sollicité	53 565,68	25,88%
COMMUNE	82 013,41	39,62%
Total	207 000,00	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-087
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX043660 - COR - REFECTION DU CHEMIN DE MELUN - URY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	272 858,00 € HT	40,00 %	109 143,20 €
	Montant total de la subvention		109 143,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'URY
Adresse administrative	:	5 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 77760 URY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Daniel CATALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Ury (861 habitants INSEE 2015) propose l'opération : "Réfection du chemin de Melun".
Le chemin de Melun traverse le village en direction de Fontainebleau ; il dessert plusieurs habitations ainsi qu'un complexe hôtelier et qu'un centre équestre. Les revêtements des accotements et de la chaussée sont disparates, dégradés et non sécurisés. La chaussée de faible largeur rend difficile le croisement des véhicules. Une réfection totale est nécessaire. Ainsi, les travaux porteront sur :
- la création de trottoirs,
- la réalisation de bordures et caniveaux,
- la réfection de la couche de roulement et l'élargissement de la chaussée,
- la création d'ouvrages de recueil des eaux pluviales,
- la réfection des entrées charretières.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de

l’obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- URY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	251 548,20	92,19%
FRAIS D'HONORAIRES	21 309,80	7,81%
Total	272 858,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	109 143,20	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 (sollicité)	81 857,40	30,00%
COMMUNE	81 857,40	30,00%
Total	272 858,00	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-087
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 19001708 - COR - TRAVAUX DE RESTAURATION DE L'EGLISE - URY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	97 142,00 € HT	40,00 %	38 856,80 €
	Montant total de la subvention		38 856,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'URY
Adresse administrative : 5 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77760 URY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CATALAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Ury (861 habitants INSEE 2015) propose l'opération : "Travaux de restauration de l'église".
L'église est protégée au titre des Monuments Historiques et a déjà fait l'objet de restaurations.
La priorité actuelle porte sur l'assainissement intérieur et la façade nord, source d'infiltrations et d'humidité à l'intérieur.
Les travaux porteront sur :
- la restauration de la façade nord du bas-côté et de la tourelle d'escalier,
- la création de goulottes de ventilation à la base des vitraux de toutes les baies,
- le contrôle des toitures nord.

Comme pour la fiche-projet n° EX043660, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à un montant de 110 000 € HT, plafonné à 97 142 €.
Le taux de participation de la commune de 20% est accepté pour les Monuments historiques.

Localisation géographique :
- URY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	98 550,00	89,59%
FRAIS D'HONORAIRES	11 450,00	10,41%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	38 856,80	35,32%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77 sollicité	29 142,60	26,49%
COMMUNE	22 000,00	20,00%
DRAC acquis	20 000,60	18,18%
Total	110 000,00	100,00%

Commission permanente du 21 novembre 2018 - CP2018-505
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX040682 - COR - REHABILITATION ET EXTENSION DE LA SALLE POLYVALENTE - ANDREZEL (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	315 380,50 € HT	40,00 %	126 152,20 €
	Montant total de la subvention		126 152,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ANDREZEL
Adresse administrative	:	MAIRIE 77390 ANDREZEL
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Bruno REMOND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 juin 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, SPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Andrezel (290 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réhabilitation et extension de la salle polyvalente".

Le projet consiste à mettre aux normes la salle polyvalente de la commune, située sur un grand espace vert, à proximité du cœur du village. Elle est utilisée pour des évènements festifs municipaux mais également louée aux administrés.

Les travaux consisteront en l'agrandissement de l'office en intégrant l'actuel volume dédié aux sanitaires, la création d'une extension avec sanitaires (environ 45 m²) et l'embellissement de la salle principale.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de

l’obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- ANDREZEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS D'HONORAIRES	44 560,50	14,13%
TRAVAUX	270 820,00	85,87%
Total	315 380,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	126 152,20	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	94 614,15	30,00%
COMMUNE	94 614,15	30,00%
Total	315 380,50	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 16006994 - MISE EN SECURITE DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 63 - MESPUITS

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	175 000,00 € HT	45,00 %	78 750,00 €
	Montant total de la subvention		78 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESPUITS
Adresse administrative : GRANDE RUE
91150 MESPUITS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sabine FURMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'aménagement portera sur les travaux suivants :

- L'agrandissement du trottoir,
- La suppression des réseaux aériens,
- La création de plateau surélevé face à la mairie,
- La pose de coussin berlinois,
- L'implantation de stationnement matérialisé,
- La mise en accessibilité PMR de l'ensemble de la voie (vue des bordures de 2 cm seulement pour les passages piétons),
- Création de 2 places PMR,
- Faciliter et favoriser la sécurité et la circulation des piétons.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MESPUITS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	475 857,25	100,00%
Total	475 857,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	78 750,00	16,55%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 EN COURS	61 250,00	12,87%
COMMUNE	126 857,25	26,66%
EDF EN COURS	60 000,00	12,61%
RESERVE PARLEMENTAIRE EN COURS	30 000,00	6,30%
SYNDICAT ELECTRICITE EN COURS	24 000,00	5,04%
STIF EN COURS	30 000,00	6,30%
ORANGE EN COURS	20 000,00	4,20%
PASR EN COURS	30 000,00	6,30%
DETR EN COURS	15 000,00	3,15%
Total	475 857,25	100,00%

Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-542
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° 16007075 - CRUR MISE EN ACCESSIBILITE DES CHEMINEMENTS RUE DE LA CROIX BOISSEE - MESPUITS (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	100 000,00 € HT	45,00 %	45 000,00 €
		Montant total de la subvention	45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MESPUITS
Adresse administrative	:	GRANDE RUE 91150 MESPUITS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Sabine FURMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le chemin de la Croix Boissée est en mauvais état (trottoirs très abîmés, encombrement des trottoirs par les supports des divers réseaux...), les revêtements sont irréguliers ce qui perturbe les cheminements pour les PMR, le revêtement au droit des ouvrages est affaissé ou déformé... Il convient donc d'effectuer des travaux permettant de faciliter et de sécuriser la circulation des piétons.

L'aménagement portera sur les travaux suivants :
- la création de trottoirs,
- la suppression des réseaux aériens,
- la création de plateaux surélevés,
- l'implantation de stationnement matérialisé,
- la mise en accessibilité PMR de l'ensemble de la voie,
- la création d'une place PMR,
- l'amélioration de la sécurité et de la circulation des piétons.

Comme sur la fiche IRIS n° 16006994**,** la région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- MESPUITS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	247 316,30	100,00%
Total	247 316,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	45 000,00	18,20%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 91 - Attribué	35 000,00	14,15%
COMMUNE	74 316,30	30,05%
EDF - Sollicité	21 000,00	8,49%
DETR - Sollicité	15 000,00	6,07%
ORANGE - Sollicité	10 000,00	4,04%
PASR - Sollicité	15 000,00	6,07%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - Sollicité	7 000,00	2,83%
RESERVE PARLEMENTAIRE - Sollicité	15 000,00	6,07%
SYNDICAT ELECTRICITE - Sollicité	10 000,00	4,04%
Total	247 316,30	100,00%

Commission permanente du 19 mars 2019 – CP 2019-083
Modifiée par la Commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX042984 - COCCINELLE EXPRESS - MODERNISATION D'UNE SUPERETTE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	42 310,00 € HT	31,32 %	13 253,00 €
	Montant total de la subvention		13 253,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL CLERICK
Adresse administrative : 19 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77515 FAREMOUTIERS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur LHASSANE ABOU-ABDERRAHMAN

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation et aménagement de l'extérieur de la supérette

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 1 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé le 17 octobre 2018 sur la plateforme régionale. Les travaux de modernisation doivent se réaliser courant du mois de janvier 2019 qui correspond à une période plus calme pour l'activité du magasin.

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation et d'aménagement de l'extérieur de ce commerce situé dans la commune rurale de Faremoutiers (2 728 habitants) en Seine et Marne.
Après avoir procédé à des travaux de modernisation de l'aménagement intérieur de son local en 2017/2018, le gérant souhaite procéder à des travaux de réhabilitation de l'extérieur du local de manière à rendre son commerce plus attractif.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 13 253 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 41 510 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 12 453 € ;

- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine et Marne.

Localisation géographique :

- FAREMOUTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	41 510,00	98,11%
Prestation d'ingénierie	800,00	1,89%
Total	42 310,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	29 057,00	68,68%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	12 453,00	29,43%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	1,89%
Total	42 310,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : règlement de minimis entreprise (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aide de minimis général

Commission permanente du 17 mai 2017 – CP 2017-183
Modifiée par la Commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX017833 - Poissonnerie EURL FILAO - Transfert d'activité

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	112 908,00 € HT	30,50 %	34 432,40 €
	Montant total de la subvention		34 432,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FILAO
Adresse administrative : 2 BIS PLACE DE L'EGLISE
91690 SACLAS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HERVE SERY, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une poissonnerie (travaux d'aménagement du nouveau local et achat d'équipements professionnels), issue du transfert d'activité d'Arrancourt

Dates prévisionnelles : 18 mai 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les investissements projetés concernent principalement la réalisation de travaux de rénovation et d'aménagement du local, et de réfection de la toiture ainsi que l'achat d'équipements professionnels (véhicule professionnel, étalage de poissonnerie en inox).

Le coût total des investissements HT est de 112 108 €, auxquels s'ajoute la prestation d'ingénierie d'un montant de 800 €, délivrée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Localisation géographique :
- SACLAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réfection et d'aménagement du local (sols, murs, entrée/façade)	32 482,00	28,77%
Travaux de réfection de la toiture et reprise de la charpente	15 820,00	14,01%
Achat d'un véhicule industriel iveco (camion frigorifique)	49 000,00	43,40%
Achat d'un étalage en inox	14 806,00	13,11%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,71%
Total	112 908,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	33 632,40	29,79%
Aide régionale - ingénierie	800,00	0,71%
Fonds propres	78 475,60	69,50%
Total	112 908,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP 2019-196
Modifiée par la Commission permanente du 27 mai 2020- CP 2020-173

DOSSIER N° EX044547 - MOITEIRO SALVADO - TRANSFERT ET DEVELOPPEMENT D'UN BAR/TABAC

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	89 736,00 € HT	30,62 %	27 480,80 €
	Montant total de la subvention		27 480,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LUIS MANUEL MOITEIRO SALVADO
Adresse administrative : 26 RUE DE L'OUEST
78200 MAGNANVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur LUIS MANUEL MOITEIRO SALVADO

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Transfert et aménagement d'un bar/tabac

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 15 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la période commerciale particulièrement favorable, la bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux avant la Commission Permanente.

Description :
Il s'agit du transfert de l'activité d'un bar/tabac dans la commune rurale de Magnanville (6 088 habitants) dans les Yvelines.
A la suite d'une décision administrative, ce commerce a été fermé en mai 2016.
Les dirigeants se sont portés acquéreurs d'un ancien commerce (pharmacie) pour y transférer leur activité de bar/tabac.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 27 480.80 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 88 936 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 26 680.80 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à l'étude de faisabilité réalisée par la CCI des Yvelines.

Localisation géographique :

- MAGNANVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	88 936,00	99,11%
Ingénierie	800,00	0,89%
Total	89 736,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	62 255,20	69,38%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements…)	26 680,80	29,73%
Subvention régionale (ingénierie)	800,00	0,89%
Total	89 736,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 18 octobre 2017 – CP 2017-452
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX025973 - Bar brasserie épicerie SAS NO STRESS - Reprise du commerce

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	34 307,00 € HT	31,63 %	10 852,10 €
	Montant total de la subvention		10 852,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NO STRESS
Adresse administrative : 53 RUE GRANDE
77250 VILLECERF
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER LE MENAHEZE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Reprise d'un bar brasserie épicerie

Dates prévisionnelles : 1 juin 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'une très petite entreprise s'installant dans une commune rurale peu dotée en commerces de proximité et à l'attractivité faible, même si une partie des investissements est déjà anticipée, le reste à charge reste conséquent, risquant de compromettre sa pérennité dans le temps. En l'espèce, l'achat du fonds de commerce a été entrepris au mois de juin 2017.

Description :
Le coût total des investissements est de 34 307 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de la Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 10 852.10 € se décompose de la manière suivante :
- un montant d'investissements éligibles de 33 507 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 10 052.10 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :

- VILLECERF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du fonds de commerce	22 500,00	65,58%
Achat d'équipements et mobiliers professionnels (pose d'un store banne, toaster, rôtissoire, balance électronique, petit électroménager)	11 007,00	32,08%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,33%
Total	34 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	10 052,10	29,30%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,33%
Fonds propres	23 454,90	68,37%
Total	34 307,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 21 novembre 2018 – CP 2018-545
Modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 - CP 2020-173

DOSSIER N° EX041731 - OPTIQUE PNEF - MODERNISATION DU COMMERCE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	143 146,00 € HT	30,39 %	43 503,00 €
	Montant total de la subvention		43 503,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPTIQUE PNEF
Adresse administrative : 52-54 GRANDE RUE
77480 BRAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PIERRE FAVRIOL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation d'un commerce d'optique

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence due au remplacement de la meuleuse, machine essentielle à l'activité du commerce, et qui présente des dysfonctionnements importants.

Description :
Il s'agit d'un projet de modernisation d'un magasin d'optique situé à Bray-sur-Seine (2 260 habitants) en Seine-et-Marne.
Le gérant envisage de réaliser des travaux d'aménagement des locaux et acquérir du matériel professionnel plus performant dans un objectif de redynamisation de son commerce, et proposer ainsi un meilleur service à la clientèle.
Le coût total des investissements s'élève à 143 146 € HT et inclut la prestation d'ingénierie déployée par la CCI 77.
Le projet est accompagné par la Chambre de commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 43 503 € se décompose ainsi :
- un montant d'investissements éligibles de 142 346 € HT auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 42 703 €
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Localisation géographique :
- BRAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement (peinture, plomberie, mobilier...)	103 146,00	72,06%
Achat d'équipement professionnel (meuleuse)	39 200,00	27,38%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	0,56%
Total	143 146,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale (travaux et équipements)	42 703,00	29,83%
Aide régionale (ingénierie)	800,00	0,56%
Prêt bancaire	99 643,00	69,61%
Total	143 146,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 – CP 2019-083
Modifiée par la Commission permanente du 27 mai 2020 – CP 2020-173

DOSSIER N° EX041995 - PADOK SARL - Ouverture d'une boutique de téléphonie multimédia

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	71 692,00 € HT	30,00 %	21 507,00 €
	Montant total de la subvention		21 507,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PADOK CORIOLIS
Adresse administrative : 28 RUE DES PELLETIERS
77260 LA FERTE-SOUS-JOUARRE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Kevin MACE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réouverture d'une boutique en centre-ville de LFSJ ouverture d'une boutique de téléphonie multimédia

Dates prévisionnelles : 27 août 2018 - 15 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce dossier a été déposé le 17/08/2018. L'instruction n'a pu être réalisée pour la Commission Permanente de novembre 2018.
Une demande de démarrage anticipé avait alors été établie par les gérants.

Description :
Il s'agit d'ouvrir un commerce de téléphonie qui permettra aux habitants de pouvoir disposer de tous les services liés à la téléphonie mobile : abonnements, information, réparations...

Ce commerce sera situé dans la commune rurale de La-Ferté-sous-Jouarre (9 854 habitants) en Seine-et-Marne et répondra à la difficulté d'accès à ce type de service pour une population rurale, vieillissante et peu mobile.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 21 507 € pour un montant total d'investissements éligibles de 71 692 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %.

Localisation géographique :
- LA FERTE-SOUS-JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INVESTISSEMENTS TRAVAUX D'AMENAGEMENT	65 660,00	91,59%
INVESTISSEMENTS EQUIPEMENTS	6 032,00	8,41%
Total	71 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE INVESTISSEMENTS	21 507,00	30,00%
PRETS BANCAIRES	40 000,00	55,79%
FONDS PROPRES	10 185,00	14,21%
Total	71 692,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 18 octobre 2017 - CP2017-452
Modifiée par la Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-173

DOSSIER N° EX025003 - Boulangerie pâtisserie SAS VERMAR - Mise aux normes des installations électriques

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CP2019-297 du 03/07/2019
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	38 390,00 € HT	31,46 %	12 077,00 €
	Montant total de la subvention		12 077,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS VERMAR
Adresse administrative	:	13 AVENUE JEAN JAURES 91560 CROSNE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame VERONIQUE ALLEGRE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes des installations électriques

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le coût total des investissements liés à cette mise aux normes est de 38 390 € HT, incluant la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 12 077 € se décompose de la manière suivante :
- un montant de travaux éligibles de 37590 € auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit une subvention de 11 277 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € finançant la prestation d'ingénierie.

Malgré les démarches entreprises, le bénéficiaire n'est pas parvenu à recruter de stagiaires. C'est pourquoi, à titre exceptionnel, une dérogation est proposée.

Localisation géographique :

- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et équipements de mise aux normes électriques (installation d'une armoire électrique, câblage des appareils et points lumineux)	37 590,00	97,92%
Prestation d'ingénierie spécifique au projet	800,00	2,08%
Total	38 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale - travaux et équipements	11 277,00	29,37%
Aide régionale - ingénierie	800,00	2,08%
Fonds propres	26 313,00	68,54%
Total	38 390,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-155

DU 27 MAI 2020

MODERNISATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE FRANCILIEN

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 et sa révision par délibération n° CR 123-16 du 14 décembre 2016 (avenant portant sur le volet mobilité multimodale) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2019-138 du 22 mai 2019 relative à l'approbation de la convention des études PRO et aux premiers travaux de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse situées sur le RER B ;

VU la délibération n° CP 2019-138 du 22 mai 2019 relative à l'approbation de la convention de financement n°2 des études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING ;

VU la délibération n° CP 2019-250 du 03 juillet 2019 relative à l'approbation de la convention de financement de la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire du Bourget ;

VU la délibération n° CP 2019-130 du 03 juillet 2019 relative à l'approbation de la convention de financement des études d'Avant-Projet/Projet, Projet et travaux nécessaires à l'adaptation des infrastructures du RERD pour le déploiement du RER NG ;

VU la délibération n° CP 2019-426 du 17 octobre 2019 relative à l'approbation de la convention de financement des études Projet pour l'adaptation des quais et des bâtiments voyageurs concernant l'adaptation des infrastructures SNCF pour le déploiement du MING ;

VU la délibération n° CP 2019-426 du 17 octobre 2019 relative à l'approbation de la convention de financement des études de faisabilité concernant l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P ;

VU la délibération n° CP 2019-477 du 20 novembre 2019 relative à l'approbation de la convention de financement concernant l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N - Travaux REA phase 2 et Expertises ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-155 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet « Ligne N – Adaptation des infrastructures pour le déploiement du Régio2N – Convention Travaux REA Phase 3 » détaillé dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **5 600 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **5 600 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11114 « Schéma de secteurs Transilien – ligne N »

Article 2 :

Décide de participer au financement du projet « RER B – Adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du matériel roulant MING - Poursuite des études projet et travaux » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **23 800 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **23 800 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma Directeur – RER B».

Article 3 :

Décide de participer au financement du projet « RER B – Adaptation des infrastructures SNCF pour le déploiement du matériel roulant MING – PRO hors Quais » détaillé dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 400 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **1 400 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma Directeur – RER B».

Article 4 :

Décide de participer au financement du projet « RER B – Terminus provisoire du Bourget – Finalisation des études Projet et des travaux » détaillé dans les fiches projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de **13 713 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **13 713 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma directeur du RER B ».

Article 5 :

Décide de participer au financement du projet « RER B - Garages de Saint-Rémy – Finalisation des travaux » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **23 380 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **23 380 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11102 « Schéma directeur du RER B ».

Article 6 :

Décide de participer au financement du projet « RER C et TRANSILIEN U et P - Adaptations pour l'arrivée du Z2N NG - Avenant n°1 à la convention des études de faisabilité » détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **560 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **560 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11103 « Schéma directeur du RER C »

Article 7 :

Décide de participer au financement du projet « RER D – Adaptation des infrastructures pour le déploiement du RER NG – convention n° 2 APO-REA » détaillé

dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **48 790 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **48 790 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2020.

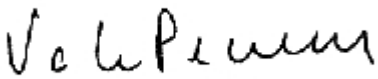
Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »
- Opération 11104 « Schéma Directeur – RER D».

Article 8 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets jointes en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33- 10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178451-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1: fiches projets

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20003936 - LIGNE N - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES POUR LE DEPLOIEMENT DU REGIO2N- CONVENTION REA PHASE 3

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 000 000,00 € HT	70,00 %	5 600 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour une troisième phase de travaux (REA 3) d'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Régio2N sur la ligne Transilien N.

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
IDFM a approuvé le 13 juillet 2016 un programme très ambitieux de renouvellement et de rénovation du matériel roulant Transilien sur le fondement des propositions du groupe SNCF. Ce programme nécessite d'adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble des déploiements de nouveaux matériels roulants.

Lors de la séance de son conseil du 30 mai 2017, Île-de-France Mobilités a décidé l'acquisition du Régio2N (version 105 ou 110m) sur la ligne N.
Les études d'adaptations des infrastructures sont financées dans le cadre de conventions approuvées antérieurement, de même que deux premières phases de travaux ont déjà été financées dans le cadre de conventions approuvées par la commission permanente le 21 novembre 2018 et le 20 novembre 2019.

La présente convention porte sur le financement d'une troisième phase de travaux (REA Phase 3) sur la ligne N relative :
- aux adaptations des infrastructures des voies principales et voies de tiroirs,
- aux installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, IDFM, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les adaptations des infrastructures de la ligne N pour le déploiement du Régio2N sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 8 000 000 € répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 2 400 000 €),
- La Région à 70 % (soit 5 600 000 €) '

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne N

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Voies principales (VP)	1 400 000,00	17,50%
frais MOA VP	70 000,00	0,88%
frais MOE VP	400 000,00	5,00%
Provision pour risques VP	130 000,00	1,63%
Travaux voies de maintenance et de garage (VMG)	4 200 000,00	52,50%
frais MOA VMG	210 000,00	2,63%
frais MOE VMG	1 200 000,00	15,00%
Provision pour risques VMG	390 000,00	4,88%
Total	8 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	2 400 000,00	30,00%
région	5 600 000,00	70,00%
Total	8 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004072 - RER C et TRANSILIEN U et P - Adaptations pour l'arrivée du Z2N NG - Avenant n°1 à la convention des études de faisabilité

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	800 000,00 € HT	70,00 %	560 000,00 €
	Montant total de la subvention		560 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention complémentaire (par voie d'avenant) pour finaliser les études de faisabilité concernant les adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P

Dates prévisionnelles : 17 septembre 2019 - 31 décembre 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de respecter le planning des études de faisabilité, le maître d'ouvrage est contraint de lancer les compléments d'études par anticipation. La date de démarrage correspond à la date du vote de la convention initiale (17/09/19).

Description :
Les rames de type Z2N sont aujourd'hui exploitées sur le RER C (200 rames), ainsi que sur les lignes Transilien U (25 rames) et P (25 rames). En 2026 les premières rames Z20500 arrivent à leur fin de vie potentielle. Des actions de rénovations seront nécessaires pour les prolonger au-delà.
Le Schéma Directeur du Matériel Roulant de 2016 évoque quant à lui un horizon de première mise en service en 2028 de rames de nouvelle génération (Z2N NG). Pour parvenir à tenir cette exigence, il est nécessaire d'investiguer l'infrastructure et d'objectiver les adaptations nécessaires permettant d'accueillir les nouvelles rames.

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à ce déploiement de nouveau matériel roulant.
Une convention pour réaliser les études de faisabilité (montant total de 1 M€) a été approuvée en CP de la Région le 17 octobre 2019. SNCF Réseau ayant mis en évidence le besoins de réaliser des études complémentaires, notamment au droit des tunnels du RER C, l'avenant n°1 à la convention initiale a pour

objet d'augmenter le montant de la convention initiale (+0,8 M€) pour finaliser ces études.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les études de faisabilité sont financées dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le présent avenant porte le montant de la convention initiale à 1 800 000 €, soit une augmentation de 800 000 € répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 240 000 €),
- La Région à 70 % (soit 560 000 €) '

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER C

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ligne C	430 000,00	53,75%
Ligne U	180 000,00	22,50%
Ligne P	190 000,00	23,75%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	240 000,00	30,00%
Région	560 000,00	70,00%
Total	800 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004109 - RER D - ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES POUR LE DEPLOIEMENT DU RER NG - CONVENTION N°2 APO-REA

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	69 700 000,00 € HT	70,00 %	48 790 000,00 €
	Montant total de la subvention		48 790 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la poursuite des études APO et les travaux d'adaptation REA des infrastructures du RER D dans la perspective du déploiement du RER NG.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de respecter le planning de mise en service de l'opération, le maître d'ouvrage a été contraint de lancer les travaux par anticipation. Les factures seront prises en compte à compter du 1er janvier 2018.

Description :
L'opération consiste en la réalisation de toutes les adaptations d'infrastructures nécessaires pour permettre la mise en exploitation commerciale des rames du RER NG sur la ligne du RER D.

Cette convention concerne les études d'Avant-Projet/Projet (APO) et les travaux d'adaptation (REA) sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau liées aux matériels roulants RER NG de la ligne du RER D, notamment :

Pour les adaptations Infra des voies principales et voies de service (APO et REA)
- Les adaptations permettant la desserte commerciale des gares : rehaussement/abaissement, allongement de quais, dégagement gabarit, déplacement éventuel de signaux, balises, éclairages…

- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : alimentation électrique (sous-stations, Postes de Mise en Parallèle, caténaires, feeder, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques), gabarit, tiroirs de retournement, KVB, annonces PN, acquisitions foncières…, y

compris pour les itinéraires techniques en IdF et hors IdF.

- Les adaptations nécessaires au garage (voies de service) des RER NG : adaptations caténaires, EALE, sectionnement critique, signalisation (dont repères d'arrêt, postes et balises), voies, éclairage, gabarit, entrevoies, sécurité, réseaux d'eau et d'électricité,…

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les études APO et travaux REA relatifs à l'adaptation des infrastructures du RERD pour le déploiement du RER NG sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant du périmètre conventionnel s'élève à 69 700 000 € entre :
- L'Etat à 30 % (soit 20 910 000 €),
- La Région à 70 % (soit 48 790 000 €)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER D

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Adaptation voies principales APO 3 frais MOA	180 000,00	0,26%
Frais MOE	3 220 000,00	4,62%
Provision pour risque	600 000,00	0,86%
Adaptation voies principales REA 2	19 600 000,00	28,12%
Frais MOA	980 000,00	1,41%
Frais MOE	5 600 000,00	8,03%
Provision pour risque	1 820 000,00	2,61%
Adaptation voies de service APO2 Frais MOA	247 500,00	0,36%
Frais MOE	4 427 500,00	6,35%
Provision pour risque	825 000,00	1,18%
Adaptation voies de service REA2	22 540 000,00	32,34%
Frais MOA	1 127 000,00	1,62%
Frais MOE	6 440 000,00	9,24%
Provision pour risque	2 093 000,00	3,00%
Total	69 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 790 000,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	20 910 000,00	30,00%
Total	69 700 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004271 - RER B – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES SNCF POUR LE DEPLOIEMENT DU MATERIEL ROULANT MING – PRO HORS QUAIS

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 € HT	70,00 %	1 400 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études Projet hors Quais pour l'adaptation des infrastructures SNCF du RER B pour le déploiement du matériel roulant MING.

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil de IDFM a approuvé les opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B, dont le programme d'études d'adaptation des infrastructures. La présente convention consiste principalement à financer les études Projet "hors quais" relative aux adaptations des infrastructures SNCF nécessaires au déploiement du nouveau matériel roulant MING.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les adaptations des infrastructures du RER B pour le déploiement du MING sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global de la convention s'élève à 2 000 000 € répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 600 000 €),
- La Région à 70 % (soit 1 400 000 €).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MOE	1 110 000,00	55,50%
MOA	90 000,00	4,50%
PAI	300 000,00	15,00%
Travaux	500 000,00	25,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	600 000,00	30,00%
Region Île-de-France	1 400 000,00	70,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004272 - RER B – ADAPTATION DES INFRASTRUCTURES RATP POUR LE DEPLOIEMENT DU MATERIEL ROULANT MING - POURSUITE DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	34 000 000,00 € HT	70,00 %	23 800 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE 75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention relative aux études Projet et Travaux concernant l'adaptation des infrastructures du RER B pour le déploiement du matériel roulant MING

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil de IDFM a approuvé les opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B dont le programme d'études d'adaptation des infrastructures. La présente convention consiste principalement à financer la poursuite des études projet et travaux nécessaires au déploiement du nouveau matériel roulant MING.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les adaptations des infrastructures du RER B pour le déploiement du MING sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Le montant global des études et travaux de la convention s'élève à 34 000 000 € répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 10 200 000 €),
- La Région à 70 % (soit 23 800 000 €).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	29 529 000,00	86,85%
MOE	2 850 000,00	8,38%
MOA	1 621 000,00	4,77%
Total	34 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	10 200 000,00	30,00%
Région Ile-de-France	23 800 000,00	70,00%
Total	34 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004273 - RER B - Garages de Saint-Rémy – Finalisation des travaux

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	33 400 000,00 € HT	70,00 %	23 380 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente-Directrice-Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la finalisation des travaux de garages à St Rémy (RER B).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 1 janvier 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Schéma Directeur du RER B Sud a identifié la nécessité de créer des voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse pour désaturer le site de Massy et optimiser le garage, les sites de Croix-de-Berny et Bourg-la-Reine, isolés en ligne, étant éloignés des centres d'attachements de conduite et des terminus des missions commerciales. Cette utilisation va s'intensifier à l'horizon 2020.

L'opération de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse vise à garer des trains longs supplémentaires, qui permettront de soulager les sites de garage de Massy et Croix-de-Berny. Ce projet est par ailleurs fondamental au cours de la période de déploiement du MING (entre 2025 et 2029) pendant laquelle toutes les positions de garages de la ligne seront utilisées.

La présente convention porte sur la finalisation des travaux.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Les travaux sont financés dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 33 400 000 € répartis entre :
- L'Etat à 30 % (soit 10 020 000 €),
- La Région à 70 % (soit 23 380 000 €)

Localisation géographique :
- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	27 300 000,00	81,74%
PAI	2 100 000,00	6,29%
MOE	2 400 000,00	7,19%
MOA	1 600 000,00	4,79%
Total	33 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	23 380 000,00	70,00%
Etat (en cours d'attribution)	10 020 000,00	30,00%
Total	33 400 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004302 - RER B – TERMINUS PROVISOIRE DU BOURGET – FINALISATION DES ETUDES PROJET ET DES TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	16 100 000,00 € HT	70,00 %	11 270 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 270 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15/17 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93200 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Luc LALLEMAND, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'aménagement du terminus provisoire du Bourget (finalisation des travaux).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du STIF a approuvé le Schéma de Principe relatif à la création de ce terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. Les objectifs sont ainsi de renforcer la robustesse du terminus en situation nominale et d'améliorer la gestion des situations perturbées. Le positionnement d'un terminus provisoire au Bourget permettra en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget en limitant les suppressions de circulations.

La présente convention consiste à financer la finalisation des travaux de ce terminus provisoire.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, IDFM, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 19 590 000 €, dont 16 100 000€ pour SNCF Réseau, répartis comme suit :
- L'Etat à 30 % (soit 4 830 000 €),
- La Région à 70 % (soit 11 270 000 €)

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	10 665 183,00	66,24%
MOE	2 016 715,00	12,53%
MOA	1 109 376,00	6,89%
Provision pour risques	2 308 726,00	14,34%
Total	16 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	4 830 000,00	30,00%
Région Île-de-France	11 270 000,00	70,00%
Total	16 100 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-155

DOSSIER N° 20004304 - RER B – TERMINUS PROVISOIRE DU BOURGET – FINALISATION DES ETUDES PROJET ET DES TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-20423-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 520 000,00 € HT	70,00 %	1 764 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 764 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF GARES & CONNEXIONS
Adresse administrative : 16 AVENUE D'IVRY
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur CLAUDE SOLAR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour les études PRO et travaux concernant les aménagements gare relatifs à la création d'un terminus provisoire au Bourget.

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du STIF a ainsi approuvé le Schéma de Principe relatif à la création de ce terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. Les objectifs sont ainsi de renforcer la robustesse du terminus en situation nominale et d'améliorer la gestion des situations perturbées. Le positionnement d'un terminus provisoire au Bourget permettra en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget en limitant les suppressions de circulations.

La présente convention consiste à financer les études PRO et travaux relatifs aux aménagements de la gare pour la partie Gare et Connexions.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, IDFM, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 19 590 000 €, dont 2 520 000€ pour SNCF Gares&connexions, répartis comme suit :
- L'Etat à 30 % (soit 756 000 €),
- La Région à 70 % (soit 1 764 000 €)

Localisation géographique :
- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 905 200,00	75,60%
MOE	238 100,00	9,45%
Frais de MOA	49 600,00	1,97%
MOA	50 700,00	2,01%
Provisions pour risque	276 400,00	10,97%
Total	2 520 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	756 000,00	30,00%
Région Île-de-France	1 764 000,00	70,00%
Total	2 520 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004305 - RER B – TERMINUS PROVISOIRE DU BOURGET – FINALISATION DES ETUDES PROJET ET DES TRAVAUX

Dispositif : Opérations d'infrastructure de transports en commun (n° 00000423)
Imputation budgétaire : 908-811-20423-481004-200
Action : 481004011- Liaisons ferroviaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	970 000,00 € HT	70,00 %	679 000,00 €
	Montant total de la subvention		679 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF VOYAGEURS SA
Adresse administrative : 9 RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE FARANDOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour l'aménagement du terminus provisoire du Bourget (finalisation des travaux).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 12 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Par délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du STIF a ainsi approuvé le Schéma de Principe relatif à la création de ce terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. Les objectifs sont ainsi de renforcer la robustesse du terminus en situation nominale et d'améliorer la gestion des situations perturbées. Le positionnement d'un terminus provisoire au Bourget permettra en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget en limitant les suppressions de circulations.

La présente convention consiste à financer la finalisation des travaux de ce terminus provisoire.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, IDFM, Ports de Paris, VNF, etc.) d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures en détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permet ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est financée dans le cadre du CPER 2015-2020. Le montant global de la convention s'élève à 19 590 000 €, dont 970 000€ pour SNCF Voyageurs, répartis comme suit :
- L'Etat à 30 % (soit 291 000 €),
- La Région à 70 % (soit 679 000 €)

Localisation géographique :
- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER B

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	693 559,00	71,50%
MOE	104 034,00	10,73%
Frais de MOA	111 663,00	11,51%
MOA	23 436,00	2,42%
Provisions pour risque	37 308,00	3,85%
Total	970 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (en cours d'attribution)	291 000,00	30,00%
Région Île-de-France	679 000,00	70,00%
Total	970 000,00	100,00%

Annexe 2 : Ligne N – Adaptation des infrastructures pour le déploiement du Régio2N – Travaux REA Phase 3

2020

Ligne Transilien N

Convention de financement

Adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Regio 2N

- Voies principales
- Voies de garages et de maintenance

Troisième phase de travaux (REA Phase 3)

Ligne Transilien N

« Convention de financement relative à l’adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N - Travaux REA phase 3»

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 9
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des travaux 10
2.1. Périmètre de la convention 10
2.1.1. Phase REA n°3 Adaptations des infrastructures des voies principales et voies de tiroirs 10
2.1.2. Phase REA Installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant 11
2.2. Délais de réalisation 11
Article 3. Rôles et engagements des parties 11
3.1. L'Autorité organisatrice de la mobilité 11
3.2. La maîtrise d'ouvrage 11
3.2.1. Identification du Maître d'ouvrage 11
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 12
3.3. Les financeurs 12
3.3.1. Identification 12
3.3.2. Engagements 12
Article 4. Modalités de financement et de paiement 13
4.1. Régime de TVA 13
4.2. Estimation du coût de l'opération 13
4.3. Coûts de l'opération du bénéficiaire 14
4.4. Plan de financement 15
4.5. Modalités de paiement 15
4.5.1. Versement d'acomptes 15
4.5.2. Versement du solde 16
4.5.3. Paiement 16
4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation 17
4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 18
4.7. Comptabilité du bénéficiaire 18
Article 5. Modalites de contrôle 18
5.1. Par les financeurs 18
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 18
5.3. Intervention d'experts 18
Article 6. Modalités d'audit 19
Article 7. Gestion des écarts suite à l'approbation des dossiers d'avant-projet 19
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 19
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 19
Article 8. Organisation et suivi de la convention 20

8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 20
8.2. Comité des financeurs 21
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 21
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 22
Article 9. Modification des avant-projets relatifs aux travaux sncf reseau 22
Article 10. Bilan physique et financier de l'opération 23
Article 11. Dispositions générales 23
11.1. Modification de la convention 23
11.2. Règlement des litiges 23
11.3. Résiliation de la convention 23
11.4. Date d'effet et durée de la convention 24
11.5. Mesures d'ordre 24
Annexes 26

Entre,

En premier lieu,

- **L'État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,
- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la région » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, société anonyme au capital de 500 000 000 €, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737 N°APE 632 A, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny**,** représenté par Alain Quinet, directeur général délégué de SNCF Réseau dûment habilité à cet effet,

Ci-après désignés par « **le Maître d'ouvrage », le « bénéficiaire »**.

Et en dernier lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°_____ en date du _____,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** » « **l'autorité organisatrice de la mobilité » ou « l'AO »**

Les financeurs, le maître d'ouvrage et Ile-de-France Mobilités sont ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau

Vu le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 du conseil régional d'Île-de-France adoptant le projet de Contrat de Plan État-Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 du conseil régional d'Île-de-France portant prorogation de son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CP 2017-121 du 8 mars 2017 du conseil régional d'Île-de-France approuvant la convention de financement des études préliminaires et acquisitions de données relatives à l'adaptation des infrastructures SNCF Réseau pour le déploiement du Régio2N sur la ligne N (N°17DPI046) ;

Vu la délibération n° 2017/137 du Conseil du STIF du 22 mars 2017 approuvant le financement des études préliminaires et acquisitions de données de l'adaptation des infrastructures de la ligne N pour le déploiement des REGIO 2N (N°17DPI046) ;

Vu la délibération n° 2017/232 du Conseil du STIF du 30 mai 2017 approuvant l'acquisition de 83 rames Regio2N pour la ligne N et les lignes D et R du réseau Transilien ;

Vu la délibération n° CP 2019- 477 du 20 novembre 2019 du conseil régional d'Île-de-France approuvant la convention de financement relative à l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N Travaux REA phase 2 et Expertises (N°19FER046) ;

Vu la délibération n° 2019/494 du 12/12/2019 au conseil d'Ile-de-France Mobilités approuvant la convention de financement relative à l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N Travaux REA phase 2 et Expertises (N°19FER046) et l'Avant-Projet administratif de l'axe Sèvres ;

Vu la délibération n° _____ du _____ du conseil régional d'Île-de-France approuvant la présente convention ;

Vu la délibération n°_____ du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du _____ approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à l'adaptation des voies principales pour l'arrivée du Regio 2N sur la ligne Transilien N, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Convention** » : désigne la présente convention

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle ;

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention

PREAMBULE

Présentation du contexte

Lors de la séance de son conseil du 30 mai 2017, Île-de-France Mobilités a décidé l'acquisition du Régio2N (version 105 ou 110m) sur la ligne N.

Lors du COPIL SDMR du 20 octobre 2017, SNCF Réseau a confirmé la possibilité de recevoir des UM2 de 110m sur la ligne N sans adaptations lourdes du plan de voies de la gare Montparnasse, mais avec des adaptations plus importantes sur l'ensemble de la ligne.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants.

Le déploiement de nouveaux matériels roulants nécessite des adaptations des voies principales ainsi que des installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant de la ligne N.

La convention s'inscrit en continuité :

- de la convention n°17DPI046 approuvée par la délibération n° CP 2017-121 de la commission permanente de la région Île-de-France du 8 mars 2017 et par la délibération n°2017/137 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 22 mars 2017 relative aux études préliminaires et acquisitions de données pour adapter les infrastructures SNCF Réseau des voies principales au nouveau matériel roulant,
- de la convention n°18FER001 approuvée par la délibération n° CP 2018-82 de la commission permanente de la région Île-de-France du 16 mars 2018 relative aux études APO et aux DCE partiels pour l'adaptation des voies principales des infrastructures SNCF Réseau,
- de la convention n°18FER002 approuvée par délibération n° CP 2018-82 de la commission permanente de la région Île-de-France du 16 mars 2018 relative aux études EP, AVP, PRO, DCE des installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J, E/ P, N et D/R,
- de la convention n°18FER030 approuvée par délibération n° CP 2018-455 de la commission permanente de la région Île-de-France du 21 novembre 2018 relative aux études APO-DCE phase 2 et travaux REA phase 1 concernant l'adaptation des voies principales,
- de la deuxième convention n° 18FER027 approuvée par délibération n° CP 2018-455 de la commission permanente de la région Île-de-France du 21 novembre 2018 relative aux études AVP, PRO, DCE des installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant des lignes L/A/J, E/ P, N et D/R.
- de la convention n°19FER046 approuvée par délibération n° CP 2019-477 de la commission permanente de la région Île-de-France du 20 novembre 2019 relative à l'adaptation des

infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N Travaux REA phase 2 et Expertises,

Les études sont intégralement financées dans le cadre des conventions préalablement citées.

La présente convention permet d'engager une troisième phase de travaux (REA Phase 3).

Elle porte sur le financement des travaux relatifs :

- aux adaptations des infrastructures des voies principales et voies de tiroirs :
- aux installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant

Pour rappel, le retournement des Régio2N à Mantes nécessite dans le cadre du projet EOLE (quais hauts EOLE incompatibles avec Régio2N) la création d'un tiroir, qui fait l'objet d'une autre convention de financement dédiée au titre du SDMR (n°18FER015) couvrant les études PRO de cette opération.

Coût d'objectif du projet

Le coût d'objectif du projet regroupant l'ensemble des opérations d'adaptation des voies principales et des installations de garages et de maintenance sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau sera définitivement établi à l'issue des phases AVP ou APO et de leur validation par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

L'AVP administratif de l'axe Sèvres a été approuvé par le Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France du 12 décembre 2019 pour un coût d'objectif de 3,2 M€ (CE janvier 2018).

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de 01/2018. Le maitre d'ouvrage justifie *in fine* le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de délibération de la convention par la région Île-de-France

puis de 3 % par an au-delà. Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement d'une troisième phase de travaux (REA phase 3) concernant l'adaptation des infrastructures pour le déploiement du nouveau matériel roulant Régio2N sur la ligne N.

La convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des travaux relatifs à l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N - Travaux REA phase 3 ;
- de préciser les conditions de suivi et de réalisation des travaux relatifs à l'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N - Travaux REA phase 3, dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N pour le déploiement du Régio2N

Travaux REA phase 3 »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention finance la troisième phase de travaux (REA Phase 3) relative :

- aux adaptations des infrastructures des voies principales et voies de tiroirs
- aux installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant.

Sont exclus de la présente convention :

- les équipements des transporteurs sur les quais (EAS, mobiliers de quais, sonorisation, pancartes de SNCF Voyageurs), hors dépose/repose à l'identique induite par des travaux du périmètre de SNCF Réseau,
- ainsi que les études qui ont fait l'objet de conventions votées antérieurement en commission permanente de région Île-de-France et au Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France qui sont rappelées en préambule de la convention.

Une fois la validation de l'ensemble des études AVP/PRO et la validation du montant des travaux nécessaires à la réalisation des travaux par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités, les financeurs pourront attribuer une ou plusieurs subventions complémentaires afin de permettre l'achèvement de l'ensemble de l'opération, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante. Ce complément de financement fera l'objet d'un avenant à la présente convention ou de la conclusion d'une ou plusieurs conventions de financement complémentaires préalablement au besoin de financement du maître d'ouvrage.

2.1.1. Phase REA n°3 Adaptations des infrastructures des voies principales et voies de tiroirs

La convention finance une troisième phase de travaux concernant :

- les adaptations permettant la desserte commerciale des gares : rehaussement et/ou allongement de quais, éclairage, suppression de traversées de voies, balises et pancartes de SNCF Réseau, déplacement de signaux, …
- les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : alimentation électrique (sous-stations, caténaires, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques), gabarit, tiroirs de retournement, KVB, annonces PN, …
- les adaptations nécessaires aux sites de garages (allongements, renforcements caténaires, postes électriques, feeders, sous-stations, …)

Au stade d'avancement des études en cours, le programme global de l'opération concerne notamment les travaux suivants :

- Allongement des quais dans les gares qui le nécessitent,
- Surcoût SDMR lié à la mixité du matériel roulant en gares de St Quentin-en-Yvelines, Trappes et La Verrière (impact SDA),
- Rehaussement de quais en gares de Plaisir-Les-Clayes,
- Suppression de TVP (par dénivellation) en gares de Maule et Beynes,
- Renforcement des caténaires, allongement et mise en place des dispositifs anti-dérive (au cas par cas) pour les tiroirs de Plaisir-Grignon, Sèvres, Clamart, La Verrière, et Saint-Quentin en Yvelines,
- Feeders entre Saint-Cyr et Plaisir-Grignon,
- Autres adaptations nécessaires en ligne (gabarit, circuits de voie, annonces PN, sectionnements critiques, paramétrage KVB, …) jusqu'en gare de Dreux y compris afin de permettre le retournement des trains dans cette gare terminus de la ligne.

2.1.2. Phase REA Installations fixes du périmètre de SNCF Réseau liées au garage et à la maintenance du matériel roulant

La convention finance les adaptations nécessaires aux garages / ateliers de la ligne N sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau :

- Vouillé (Les travaux IFTE, allongement de voie et doublement du fil de contact et feeder depuis la herse jusqu'à Ouest Ceinture)
- Montrouge (Sous-station Montrouge avec raccordement RTE, travaux d'alimentation et Feeder 9/9 bis)
- Versailles (doublement de fil, feeder entre la sous-station et la herse)
- Trappes (doublement de fils de contact sur les faisceaux de Trappes, renforcement du feeder et création d'une herse)
- Site de Rambouillet (Doublement de fil de contact, Dépose de la caténaire et travaux du feeder entre la herse et Paris-Montparnasse)
- Site de Dreux (travaux de voie dus à l'impact de SNCF Voyageurs, création d'impasses sécurité)

La convention finance aussi la création et le renforcement des sous-stations de la ligne N :

- Montrouge
- Trappes
- Ouest Ceinture

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux objets de la convention, y compris les travaux nécessaires postérieurs mise en service, est fixé à 72 mois à compter de la date d'approbation de la convention par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Le planning prévisionnel des travaux préalables aux dates de mise de service du projet est joint en annexe 3 à la convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage

3.2.1. Identification du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions du code des transports, SNCF Réseau est Maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

SNCF Réseau est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projet approuvés par le Conseil pour les différents projets d'adaptation des infrastructures de la ligne Transilien N dans la perspective du déploiement des Régio2N.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage (SNCF Réseau)

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des travaux, dès lors que les financements obtenus permettront de mener les réalisations jusqu'à leur terme, conformément aux coûts et délais des AVP correspondants qui seront approuvés par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Sous réserve de disposer des financements nécessaires dans les conditions définies à la présente convention, le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de la troisième phase de la phase REA, telle que définie aux articles 2.1.1 et 2.1.2 de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, dans les meilleurs délais, des éventuels risques de dérive du planning et/ou des coûts. Île-de-France Mobilités informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

La présente convention correspond à une anticipation par les financeurs du financement de la phase de réalisation. Elle correspond au financement d'une troisième phase fonctionnelle de travaux correspondant au montant alloué par la présente convention. Un allotissement sera défini au plus tard à l'engagement de la phase de réalisation, ce qui permettra de solliciter les financeurs sur l'échéance et le montant du besoin de financement complémentaire.

Compte-tenu de l'avancement des études à la date de rédaction de la présente convention, l'engagement du maître d'ouvrage sur la phase de réalisation est sous réserve de validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement de la phase REA de chaque projet. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Le Maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence tel qu'il sera défini dans les Avant-Projets correspondants, sous réserve que la notification de la présente convention, et des suivantes, ne génère pas de retards ou d'arrêts des interventions du Maître d'ouvrage.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- L'État
- La région Île-de-France

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation des travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits au plan de financement à l'article 4.4.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le périmètre et le coût objectif global du projet seront précisés une fois l'ensemble des AVP achevés et approuvés par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Etant donné la criticité du calendrier d'arrivée du Régio2N et les impacts positifs attendus par ce nouveau matériel pour les usagers, les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de 8 000 000 € courants au bénéfice de SNCF Réseau afin de poursuivre les travaux.

Il est prévu une ou plusieurs conventions complémentaires destinées à compléter le financement du projet jusqu'à la clôture comptable de l'opération. Les conventions complémentaires seront mises en place conformément aux besoins d'engagement du Maître d'ouvrage, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante.

4.1. Régime de TVA

S'agissant de dépenses se rapportant à des travaux relatives à un investissement sur le réseau ferré national, les financements en tant que subvention d'investissement ne sont pas soumis à TVA.

4.2. Estimation du coût de l'opération

Le périmètre et le coût objectif global du projet seront précisés une fois l'ensemble des études AVP achevés et approuvés par Île-de-France Mobilités.

Les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de 8 000 000 € courants au bénéfice de SNCF Réseau pour la réalisation d'une troisième phase de travaux, objet de la présente convention.

Il est prévu une convention complémentaire destinée à compléter le financement du projet. La convention complémentaire sera mise en place conformément aux besoins d'engagement du maître d'ouvrage, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante.

4.3. Coûts de l'opération du bénéficiaire

Au titre du CPER 2015-2020 et de la convention, le détail des coûts est le suivant :

REA phase 3		
Bénéficiaire	Opération	Montant en € courants
SNCF Réseau	Les adaptations des voies principales :	
	Travaux	1 400 000
	MOA	70 000
	MOE	400 000
	PR	130 000
	Total :	2 000 000
	Les adaptations des voies de maintenance et de garage :	
	Travaux	4 200 000
	MOA	210 000
	MOE	1 200 000
	PR	390 000
	Total :	6 000 000
Total périmètre de la convention		8 000 000

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale du bénéficiaire, allouée par la convention.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Comité de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée,….).

4.4. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Adaptation de l'infrastructure pour le déploiement du Regio2N sur la Ligne N - Travaux REA Phase 3 Montant en € courants HT et %			
Bénéficiaire	**État 30%**	**Région 70%**	**TOTAL**
SNCF Réseau	2 400 000	5 600 000	8 000 000

4.5. Modalités de paiement

4.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage, par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'Etat et la Région, les états d'acompte sont établis en euros courants.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées indiquant notamment la date et la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

La demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'État :

Les demandes de versement d'acomptes auprès de l'Etat comporteront les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.3, daté et signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.

- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire concerné.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020, la région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'État aux bénéficiaires est plafonné à 90% du montant de la subvention.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses acquittées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.5.1 signés par le représentant légal du bénéficiaire. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

Les demandes de solde adressées à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération, a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente. En conséquence, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes décrites à l'article 4.5.1.c s'appliquent en tenant compte des engagements les plus récents».

4.5.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la Convention. Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à aux articles 4.5.1 et 4.5.2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du bénéficiaire, éventuellement sous forme électronique.

4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
État	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ÎLE-DE-FRANCE 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle finances Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finances – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ TEL : 01 85 57 96 70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, les bénéficiaires n'ont pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la région Île-de-France, si les bénéficiaires établissent avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne leur sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le Maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits à l'article 8.1.

5.3. Intervention d'experts

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces

justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS SUITE A L'APPROBATION DES DOSSIERS D'AVANT-PROJET

Cet article concerne la gestion des écarts constatés après approbation des dossiers d'Avant-projet correspondant à l'opération.

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les bénéficiaires s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées à due proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.4. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 8.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des études et travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'État, la région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'État et à la région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le Maître d'ouvrage, l'État et la région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'État, la région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Après chaque approbation de dossiers d'Avant-Projet correspondant à l'opération, une mise à jour des prévisions de dépenses par lot sera examinée en Comité de suivi de la convention de financement.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités (AO) avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités (AO), dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le Maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AVP correspondants,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le Maître d'ouvrage,

- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et du coût final prévisionnel,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le Maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le Maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du Maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le Maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le Maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin pour traiter des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le Maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 7 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'Opération devant le Conseil d'Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du Maître d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit le Maître d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan État-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, Maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : État, région Île-de-France,
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS RELATIFS AUX TRAVAUX SNCF RESEAU

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que le Maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, il transmettra à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'État et la région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le Maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à

l'accord préalable du Maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.3, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le Maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison. Le coût d'objectif de l'opération sera arrêté dans le cadre de l'approbation de l'Avant-Projet par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le Maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée aux bénéficiaires de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

- si l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le Maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation des bénéficiaires des subventions, sauf à ce que ces derniers justifient des coûts et préjudices résultant pour eux de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues aux titulaires des marchés passés pour la réalisation des travaux et expertises objet de la présente convention.

11.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des articles 5 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 12.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- Après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux bénéficiaires selon les modalités de l'article 4.5.2 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.6.

11.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'État, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France
Pour Ile-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général	Pour SNCF Réseau, **Alain QUINET** Directeur Général Délégué

Annexes

Annexe 1 : Organigramme nominatif

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Plan de la ligne N

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :
Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR
Stéphane LEPRINCE

ANNEXE 2

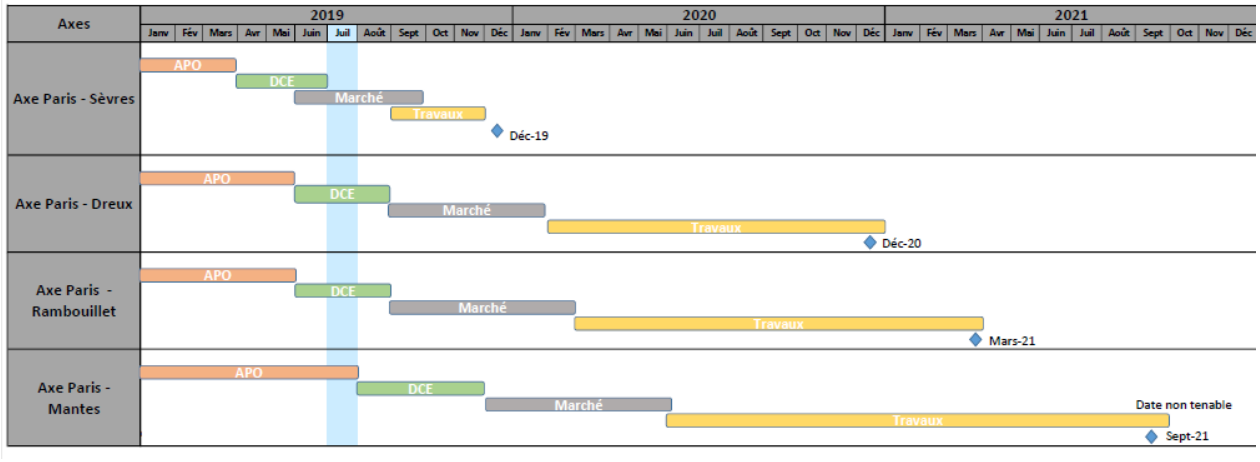
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN K€

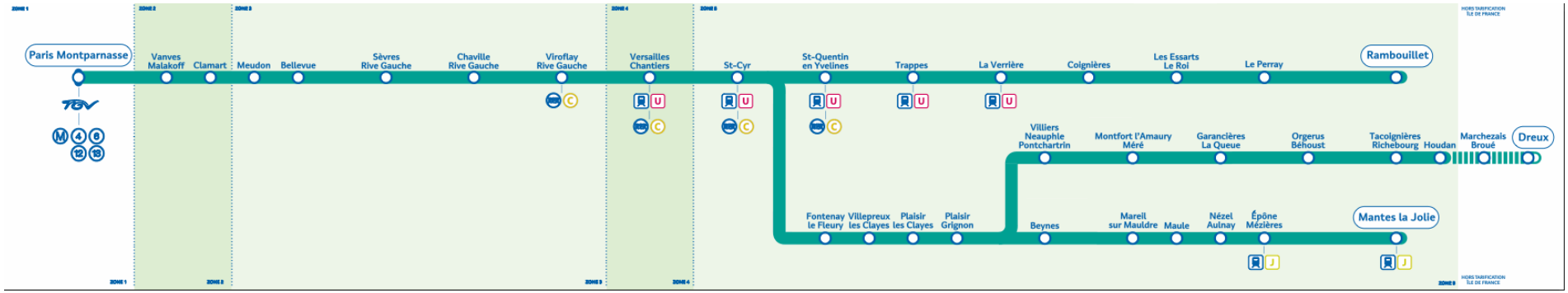
K€ HT Courants	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	10%	**20%**	**20%**	**20%**	**20%**	**7%**	**3%**	**100%**
Etat 30%	240,0	480,0	480,0	480,0	480,0	168,0	72,0	2 400,0
Région 70%	560,0	1 120,0	1 120,0	1 120,0	1 120,0	392,0	168,0	5 600,0
Total	800,0	1 600,0	1 600,0	1 600,0	1 600,0	560,0	240,0	8 000,0

ANNEXE 3
Calendrier prévisionnel



ANNEXE 4

Plan De la ligne N



RER B – Adaptation RATP pour le MING – Poursuite des études Projet et travaux

2020

Schéma Directeur du RER B

Adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du Matériel Interconnecté Nouvelle Génération (MING)

Convention de financement n°3 relative à la poursuite des études Projet et travaux de l'adaptation des infrastructures RATP

SOMMAIRE

PREAMBULE 6
Modalités d'actualisation 7
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 9
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 10
4.1. Estimation du coût du projet 10
4.2. Coût de réalisation détaillé 10
4.3. Plan de financement 11
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 11
4.4.1. Versement d'acomptes 11
4.4.2. Versement du solde 12
4.4.3. Paiement 12
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 12
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 13
Article 5. Modalités de contrôle 14
5.1. Par les financeurs 14
5.2. ParÎle-de-France Mobilités 14
5.3. Intervention d'experts 14
Article 6. Audit 14
Article 7. Gestion des écarts 14

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 14
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 15
Article 8. Organisation et suivi de la présente convention 15
8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF). 15
8.2. Comité des financeurs 17
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 17
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 17
Article 9. Modification des avant-projets 18
Article 10. Propriete, communication et diffusion des etudes 18
Article 11. Dispositions générales 19
11.1. Modification de la convention 19
11.2. Règlement des litiges 19
11.3. Résiliation de la convention 19
11.4. Date d'effet et durée de la convention 20
11.5. Mesures d'ordre 20
Annexes 22

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris dans le 12e arrondissement, 54 quai de la Râpée, représenté par Catherine GUILLOUARD Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « **la RATP** » ou le « **Maître d'ouvrage** »,

En troisième lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2020/ en date du ,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités**», « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)**», « **l'Autorité Organisatrice** » ou « **l'AO** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;
Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du approuvant les études préliminaires relatives à l'adaptation des infrastructures RATP et SNCF du RER B du RER B pour le déploiement du MING,
Vu la délibération n° CP2019-130 du 3 juillet 2019 du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant la convention de financement n°2 relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING,
Vu la délibération n° du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du approuvant la convention de financement n°2 relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING,
Vu la délibération de la Commission permanente n° du du Conseil Régional d'Ile-de-France approuvant la présente convention,
Vu la délibération n° du Conseil d'Ile-de-France Mobilités du approuvant la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'adapter des infrastructures RATP pour le déploiement du MING, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention, et notamment à l'article 2.1.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

Présentation du contexte

Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil du STIF a approuvé des opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B :

- les caractéristiques fonctionnelles des futurs matériels roulants MING pour une mise en service à partir de 2025,
- le financement de la rénovation du matériel roulant MI84 pour un montant de 90,52 M€ (CE 12/2016),
- l'Avant-Projet de l'opération de création d'un atelier de maintenance des trains à Mitry-Claye,
- le Schéma de Principe de l'opération de fiabilisation et d'optimisation du site de Massy-Palaiseau,
- le Schéma de Principe de l'opération RER B de création de voies de garages de Saint-Rémy-lès-Chevreuse,
- le programme d'études d'adaptation des infrastructures du RER B pour l'arrivée des nouveaux matériels MING.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures RATP au déploiement du nouveau matériel roulant dit MING. Elle permet d'engager la poursuite du Projet.

Les adaptations de l'infrastructure à réaliser ont été identifiées dans des études préliminaires, mises à jour et remises à Ile-de-France Mobilités en novembre 2018 par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Elles ont été approuvées par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 12 décembre 2018. S'agissant des travaux à réaliser par la RATP, les études préliminaires ont permis d'identifier les adaptations suivantes :

- Renforcement de l'alimentation électrique ;
- Adaptation au gabarit du MING, dont notamment traitement du gabarit des quais et de leur altimétrie ;
- Traitement des conditions d'évacuation en gare, compte tenu notamment de la capacité du MING ;

- Renforcement des ouvrages d'art (le cas échéant) et des talus ;
- Protection des faisceaux de garage ;
- Adaptation du système KCVP et balises ERTMS ;
- Adaptation de la signalisation au MING ;
- Adaptation de la machine à laver de Massy-Palaiseau ;
- Mise en place le cas échéant d'estacades pour l'accès à la cabine des conducteurs ;
- Mise en place des systèmes et infrastructures de télécommunication nécessaires à la mise en œuvre des fonctionnalités prévues sur le MING nécessitant des échanges sol-bord, et en particulier l'Information Voyageurs dynamique et la vidéo-protection en temps réel, sous réserve de l'arbitrage d'Ile-de-France Mobilités.

Les estimations du coût de chacun des lots définis ci-dessus et le coût global du Projet seront remis à jour au fur et à mesure du rendu des AVP correspondants à Ile-de-France Mobilités et de leur validation par ce dernier.

La présente convention concerne la poursuite des études Projet et travaux de l'adaptation des infrastructures RATP, notamment le périmètre défini à l'article 2.1.

La réalisation de l'Opération nécessite en 2020 la mise en place de moyens de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation lors des interruptions d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en place de moyens de substitution lors de travaux d'opérations peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par le maître d'ouvrage, après expertise d'IDFM, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Ile-de-France.

Dans le cadre du Projet, les avant-projets (AVP) administratifs relatifs aux lots renforts traction et adaptations des quais au gabarit du MING (phase 1) ont été validés par le Conseil d'Ile de France Mobilités pour des montants respectifs (hors coût d'AVP) de 18,2 M€ CE2018 et 94,6 M€ CE2019 .

Cette convention fait suite à la convention de financement n°2 relative aux études Projet et premiers Travaux (PRO/REA) concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING votée par délibération n° CP2019-130 du 3 juillet 2019.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif seront celles des AVP des différentes opérations. Les maitres d'ouvrage justifieront in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention,
- puis de 1,8 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. **OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet et travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et des travaux de l'Opération présentés à l'article 2.1 de la présente convention,
- de préciser les conditions de suivi de ces études Projet et des travaux dans le respect du calendrier général du Projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B –convention de financement n°3 des études Projet et des travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING »

ARTICLE 2. **PERIMETRE ET CALENDRIER**

2.1. **Périmètre de la convention**

La présente convention finance les études Projet et les travaux des adaptations nécessaires au déploiement du MING, et principalement :

- Les talus,
- L'évacuation des gares,
- Le renfort traction phase 2.

Le maître d'ouvrage ne peut faire financer sur cette convention de dépenses relatives à la protection des faisceaux, la machine à laver de Massy et l'accès aux trains par les conducteurs, sans accord explicite des financeurs.

Pour le lot serviciel, le maître d'ouvrage pourra engager les études PRO et les premiers travaux, dès qu'IDFM aura donné son accord sur le périmètre de l'AVP correspondant et sous réserve de l'éligibilité au CPER (l'accord des financeurs est nécessaire sur ce point).

En tout état de cause, le maître d'ouvrage ne peut réaliser, sur un lot dont l'étude d'avant-projet n'aurait pas été validée par Ile-de-France Mobilités, de dépenses pour des études de projet ou des travaux au-delà de 500 k€ 2018, sauf accord explicite d'Ile-de-France Mobilités.

2.2. **Délais de réalisation**

La date de fin des études et travaux, objet de la présente convention, est prévue à 48 mois, après la date de notification de la convention par le conseil d'Ile-de-France mobilités.

Les plannings prévisionnels du projet sont joints en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 3. **ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES**

3.1. **L'Autorité organisatrice**

Conformément aux dispositions prévues aux articles L.1241-2 et R.1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des

plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. **La maîtrise d'ouvrage des opérations**

3.2.1. ***Identification du maître d'ouvrage***

La RATP est maître d'ouvrage du Projet. La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure et de bâti, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports.

A ce titre, la RATP est désignée comme « le maître d'ouvrage » au titre de cette convention.

L'organigramme de l'opération est en annexe 2.

3.2.2. ***Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage***

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du projet (systèmes et ouvrages qui le composent), ainsi que son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projets qui seront approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets pour les opérations mentionnées au 2.1 qui seront validés par le conseil d'Administration d'Ile de France Mobilités et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. ***Engagement du Maître d'ouvrage***

Le maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif inscrit dans chaque AVP du Projet validé par Ile-de-France Mobilités en euros constants aux conditions économiques de référence dudit AVP.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif défini dans l'Avant-Projet validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités exprimé en euros constants.
Par ailleurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à

- la réalisation de l'Opération, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en annexe 3, mis à jour le cas échéant en comité ad hoc, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île France Mobilité, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île de France Mobilité informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3. **Les financeurs**

*3.3.1. **Identification***

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- l'État ;
- la Région Ile-de-France.

*3.3.2. **Engagements***

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des études Projet et des travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3.

ARTICLE 4. **MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

4.1. **Estimation du coût du projet**

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'opération objet de la présente convention est évalué à **34 000 000 € courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais d'acquisition foncière, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

4.2. **Coût de réalisation détaillé**

Le coût prévisionnel des dépenses d'études et travaux est évalué à 34 000 000 € HT courants, décomposé comme suit :

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**Adaptation des infrastructures RATP au déploiement du MING** **Poursuite des études et travaux** **MOA RATP**
	Estimation prévisionnelle en euros courants
Travaux	29 529 000
MOE	2 850 000
MOA	1 621 000
TOTAL	**34 000 000**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses et, pour chaque lot, dans le respect de l'enveloppe globale définie respectivement pour chacun des lots dans l'AVP correspondant.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires dans l'instance de financement ad-hoc, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.3. **Plan de financement**

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan État-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Adaptation des infrastructures RATP au déploiement du MING **Poursuite des études et travaux** **Plan de financement** **Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat** **(30%)**	**Région** **(70%)**	**Total**
RATP	10 200 000	23 800 000	34 000 000

4.4. **Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région**

4.4.1. ***Versement d'acomptes***

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés et perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

La demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par un représentant dûment habilité du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.
Pour l'État, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.
Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes seront reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération.

4.4.2. ***Versement du solde***

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.4.1 signés par le représentant dûment habilité de la RATP. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde pour la Région Ile de France se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signée par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

La demande de solde adressée à la Région Île-de-France devra respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente.

4.4.3. ***Paiement***

Le paiement est conditionné au respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. ***Bénéficiaire et domiciliation***

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **RATP** sur le compte RATP Encaissements Collectivités CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489

Code guichet : 00010

N° compte : 00 198 757 753

Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
RATP	Maison de la RATP Lac C42 54 Quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	Subvention.investissement@ratp.fr

4.5. **Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région**

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. **Comptabilité du Bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. **MODALITES DE CONTROLE**

5.1. **Par les financeurs**

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds liés à l'opération, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. **ParÎle-de-France Mobilités**

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.3. **Intervention d'experts**

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant de l'Opération sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives relatives à l'Opération. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. **AUDIT**

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. **GESTION DES ECARTS**

7.1. **Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet**

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, un des coûts d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, le maître d'ouvrage fournit dans un délai maximum de un (1) mois à IdFM et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par IdFM aux

financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par IdFM et de l'estimation à terminaison du projet, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 8.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu dans les AVP. Le plan de financement du projet est alors arrêté en concertation entre les financeurs, IdFM et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'une éventuelle contractualisation.Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. **Dispositions en cas de modification des délais**

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des prestations prévues à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude modificative.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. **ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION**

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. **Comité de suivi de la convention de financement (CSCF).**

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi du Projet s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation du Projet (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AVP correspondants,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1.

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements, et de l'EAT (sur les base des études préliminaires d'agissant des lots dont les AVP n'ont pas encore été validés). Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. **Comité des financeurs**

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'Article 7 et à l'Article 9 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. **Information hors CSCF et comité des financeurs**

Pendant toute la durée de validité de la convention, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière sur le respect du calendrier et du programme.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs, ou les experts missionnés par ceux-ci, à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

8.4. **Suivi de la communication institutionnelle**

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé des Maîtres d'ouvrages, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage coordinateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les Maîtres d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage coordinateur.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. **MODIFICATION DES AVANT-PROJETS**

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées des Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme de l'opération, précisé dans l'avant-projet approuvé par IDFM, ils transmettront à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il pourra donner lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. **PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES**

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention **« Schéma Directeur du RER B –convention de financement n°3 des études Projet et Travaux concernant l'adaptation des infrastructures RATP pour le déploiement du MING ».**

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra, aux financeurs et à Ile-de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les résultats d'études seront transmis, à leur demande, en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

11.1. **Modification de la convention**

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. **Règlement des litiges**

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

11.3. **Résiliation de la convention**

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

11.4. **Date d'effet et durée de la convention**

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5 et des stipulations de l'article 6, la présente convention expire :

- Après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

11.5. **Mesures d'ordre**

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale
	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général	

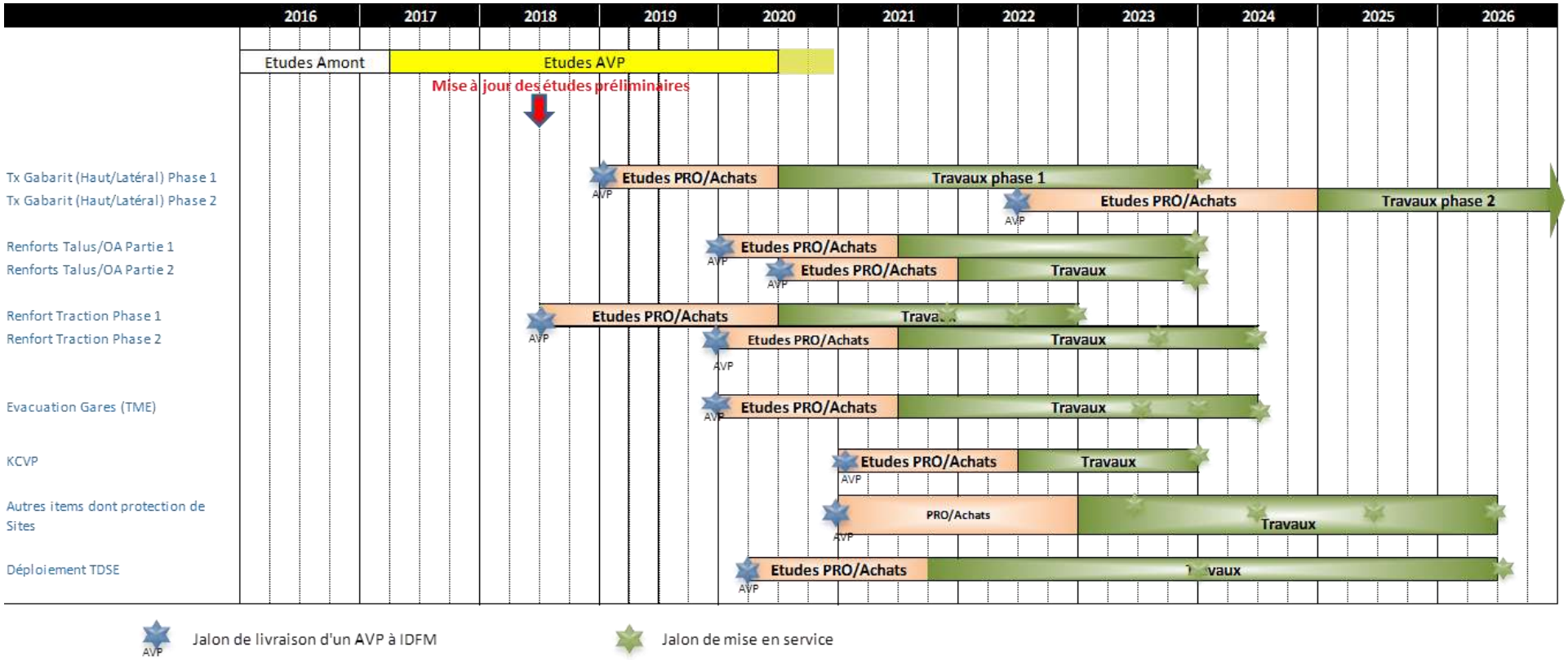
Annexes

Annexe 1 : Plannings prévisionnels

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1
Calendrier indicatif



ANNEXE 2
Organigramme de l'opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND RATP EN €

€ HT courant	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Etat	99 000	900 000	2 040 000	4 500 000	1 740 000	309 000	309 000	303 000	**10 200 000**
Région	231 000	2 100 000	4 760 000	10 500 000	4 060 000	721 000	721 000	707 000	**23 800 000**
Total	330 000	3 000 000	6 800 000	15 000 000	5 800 000	1 030 000	1 030 000	1 010 000	**34 000 000**

RER B – Adaptation SNCF pour le MING – PRO hors Quais et premiers travaux

2020

Schéma Directeur du Matériel Roulant
RER B (déploiement du MING)

Adaptation des infrastructures SNCF pour le déploiement du Matériel Interconnecté Nouvelle Génération (MING)

Convention de financement relative aux études Projet (PRO) de la partie hors quai et aux premiers travaux (REA)

Schéma Directeur du Matériel Roulant RER B

« Convention de financement relative aux études Projet (PRO) de la partie hors quai et aux premiers travaux (REA) »

SOMMAIRE

PREAMBULE 6
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 9
Article 3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 9
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 9
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 10
Article 4. Modalités de financement et de paiement 10
4.1. Régime de TVA 10
4.2. Estimation du coût de l'opération 10
4.3. Coûts de l'opération 10
4.4. Plan de financement 11
4.5. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 11
4.5.1. Versement d'acomptes 11
4.5.2. Versement du solde 12
4.5.3. Paiement 12
4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation 13
4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 13
4.7. Comptabilité du Bénéficiaire 14
Article 5. Modalités de contrôle 14
5.1. Par les financeurs 14
5.2. Par Île-de-France Mobilités 14
5.3. Intervention d'experts 14
Article 6. Audit 14
Article 7. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 15
7.1. Dispositions en cas de modification des délais 15
Article 8. Organisation et suivi de la présente convention 15
8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF). 16
8.2. Comité des financeurs 17
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 17
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 17
Article 9. Modification des avant-projets 18
Article 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 18
Article 11. Dispositions générales 19
11.1. Modification de la convention 19
11.2. Règlement des litiges 19
11.3. Résiliation de la convention 19
11.4. Date d'effet et durée de la convention 20
11.5. Mesures d'ordre 20
Annexes 22

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- SNCF Réseau, société anonyme au capital de 500 000 000 €, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737 N°APE 632 A, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Guillaume MARBACH, en qualité de Directeur Général IDF, dûment habilité à cet effet,

  Ci-après désigné « SNCF Réseau »

Ci-après désignée par les « **Maître d'ouvrage** » ou « **le bénéficiaire** »,

En troisième lieu,

- **Île de France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°_____ en date du _____,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** »,, « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)** », « **l'Autorité Organisatrice de la mobilité** » ou « **l'AO** »,

Les financeurs, les maîtres d'ouvrage et Ile-de-France Mobilités sont ci-après désignés « les Parties »,

Visas

Vu le code des transports,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement,
Vu le code de la commande publique,
Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau

Vu le décret n°2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;
Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération n°2018/540 du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 12 décembre 2018 approuvant les études préliminaires relatives à l'adaptation des infrastructures RATP et SNCF du RER B pour le déploiement du MING,
Vu la délibération de la commission permanente n° CP2019-426 du 17 octobre 2019 du conseil régional d'Île-de-France approuvant la convention de financement relative aux études Projet pour l'adaptation des quais et des bâtiments voyageurs
Vu la délibération n° 2019/ du Conseil d'Île-de-France Mobilités du 2019 approuvant la convention de financement relative aux études Projet pour l'adaptation des quais et des bâtiments voyageurs
Vu la délibération de la commission permanente n° du du conseil régional d'Île-de-France approuvant la présente convention,
Vu la délibération n° 2020/ du Conseil d'Île-de-France Mobilités du approuvant la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'adapter des infrastructures SNCF pour le déploiement du MING, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention, et notamment à l'article 2.1.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

<u>Présentation du contexte</u>

Par sa délibération en date du 22 mars 2017, le Conseil d'IDFM a approuvé des opérations de modernisation s'inscrivant dans la perspective de l'arrivée d'un nouveau matériel roulant MING sur le RER B :

Cette délibération approuve :

- les caractéristiques fonctionnelles des futurs matériels roulants MING pour une mise en service à partir de 2025,
- le financement de la rénovation du matériel roulant MI84 pour un montant de 90,52 M€ (CE 12/2016),
- l'Avant-Projet de l'opération de création d'un atelier de maintenance des trains à Mitry-Claye,
- le Schéma de Principe de l'opération de fiabilisation et d'optimisation du site de Massy-Palaiseau,
- le Schéma de Principe de l'opération RER B de création de voies de garages de Saint-Rémy-lès-Chevreuse,
- le programme d'études d'adaptation des infrastructures du RER B pour l'arrivée des nouveaux matériels MING.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF au déploiement du nouveau matériel roulant dit MING.

Les adaptations de l'infrastructure à réaliser ont été identifiées dans des études préliminaires, mises à jour et remises à Île-de-France Mobilités en novembre 2018 par la RATP, SNCF Réseau et SNCF Voyageurs. Elles ont été approuvées par le Conseil d'Île-de-France Mobilités du 12 décembre 2018. S'agissant des travaux à réaliser par SNCF Réseau et SNCF Voyageurs, les études préliminaires ont permis d'identifier les adaptations suivantes :

- « Mises aux normes Gabarit » : mise aux normes des quais (cotes H et L) et déplacement des obstacles au gabarit bas
- Rehaussement des quais de «secours »
- Adaptation du dénivelé, au niveau du bâtiment voyageurs (BV), lorsque celui-ci jouxte le quai de « secours » rehaussé

- « Signalisation » : paramétrage KCVP, déplacement de signaux et de points d'arrêt et adaptation de l'EAS (équipement agent seul)
- « Adaptations autres infrastructures » : adaptation des IFTE et autres travaux identifiés (Ouvrages d'art, talus, stabilité de la plateforme…)
- « Adaptations des voies de service » nécessaires à l'arrivée du MING

Les estimations du coût de chacun des lots définis ci-dessus et le coût global du Projet seront remis à jour au fur et à mesure du rendu des AVP correspondants à Île-de-France Mobilités et de leur validation par ce dernier.

La présente convention concerne les études Projet relatives aux modifications de la partie hors quais et les premiers travaux nécessaires au déploiement du MING sur la ligne B du RER.

Cette convention fait suite à la convention de financement relative aux études Projet de la partie quai concernant l'adaptation des infrastructures SNCF pour le déploiement du MING votée par délibération n° CP2019-426 du 17 octobre 2019.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif seront celles des AVP des différentes opérations. Les maitres d'ouvrage justifieront in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention
- puis de 3 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études concernant l'adaptation des infrastructures SNCF du RER B pour le déploiement du MING.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et des travaux de l'Opération présentées à l'article 2.1 de la présente convention,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et des travaux dans le respect du calendrier général du Projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« SDMR Ligne B (déploiement du MING) – convention de financement relative aux études Projet (PRO) de la partie hors quai et aux premiers travaux (REA)»

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER

2.1. <u>Périmètre de la convention</u>

La présente convention finance les études PRO des adaptations des infrastructures SNCF hors quai nécessaires au déploiement du MING :

- « Signalisation » : paramétrage KCVP, déplacement de signaux et de points d'arrêt
- « Adaptations autres infrastructures » : adaptation des IFTE et autres travaux identifiés (Ouvrages d'art, talus, stabilité de la plateforme…)
- « Adaptations des voies de service » nécessaires à l'arrivée du MING

De plus, la présente convention finance les premiers travaux des adaptations des infrastructures SNCF nécessaires au déploiement du MING et principalement:

- « Mises aux normes Gabarit » : mise aux normes des quais (cotes H et L) et déplacement des obstacles au gabarit bas
- Rehaussement des quais de «secours »
- Adaptation du dénivelé, au niveau du bâtiment voyageurs (BV), lorsque celui-ci jouxte le quai de « secours » rehaussé
- « Signalisation » : paramétrage KCVP, déplacement de signaux et de points d'arrêt et adaptation de l'EAS (équipement agent seul)
- « Adaptations autres infrastructures » : adaptation des IFTE et autres travaux identifiés (Ouvrages d'art, talus, stabilité de la plateforme…)
- « Adaptations des voies de service » nécessaires à l'arrivée du MING

En tout état de cause, le maître d'ouvrage ne peut réaliser, sur un lot dont l'étude d'avant-projet n'aurait pas été validée par Ile-de-France Mobilités, de dépenses pour des études de projet ou des travaux au-delà de 500 k€ 2018, sauf accord explicite d'Ile-de-France Mobilités.

2.2. **Délais de réalisation**

La date de fin des études et travaux, objet de la présente convention, est prévue à 48 mois, à compter de la date d'approbation de la convention par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités

Les plannings prévisionnels du projet sont joints en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. **L'Autorité organisatrice**

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports. Ile-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. **La maîtrise d'ouvrage des opérations**

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est Maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du Réseau Ferré National (RFN).

L'organigramme nominatif du maitre d'ouvrage figure en annexe 2.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le maitre d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du projet (systèmes et ouvrages qui le composent), ainsi que son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-projets qui seront approuvés par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Le maitre d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes des Avant-projets pour les opérations mentionnées au 2.1 qui seront validés par le conseil d'Administration d'Île de France Mobilités et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage respectivement au respect du coût d'objectif inscrit dans chaque AVP du Projet validé par Île-de-France Mobilités en euros constants aux conditions économiques de référence dudit AVP.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif défini dans l'Avant-Projet validé par le Conseil d'Île de France Mobilité exprimé en euros constants.
Par ailleurs, le maître d'ouvrage s'engage à

- la réalisation de l'opération, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;

- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en annexe 3, mis à jour le cas échéant en comité ad hoc, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île de France Mobilité informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

Compte-tenu de l'avancement des études AVP du projet à la date de rédaction de la présente convention, l'engagement du maître d'ouvrage est sous réserve de validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement des phases post-AVP du projet. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

3.3. **Les financeurs**

3.3.1. Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- L'État
- La région Île-de-France

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des études projet de la partie hors quai et les premiers travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.4.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. **Régime de TVA**

S'agissant de dépenses se rapportant à des études et travaux relatives à un investissement sur le réseau ferré national, les financements en tant que subvention d'investissement ne sont pas soumis à TVA.

4.2. **Estimation du coût de l'opération**

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **2 000 000 € courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus.

4.3. **Coûts de l'opération**

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 2 000 000 € HT courants, décomposé comme suit :

études PRO de la partie Hors Quai et les premiers travaux Adaptation des infrastructures SNCF pour le déploiement du MING		
Maître d'ouvrage	**Poste de dépense**	**Estimation des Coûts en € HT courants**
SNCF Réseau	Travaux	500 000
	MOE	1 110 000
	MOA	90 000
	PAI	300 000
TOTAL		**2 000 000 €**

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage et, pour chaque lot, dans le respect de l'enveloppe globale définie respectivement pour chacun des lots dans l'AVP correspondant.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.4. **Plan de financement**

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Adaptation des infrastructures SNCF au déploiement du MING **études Projet de la partie hors quai et premiers travaux** **Plan de financement** **Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat (30%)**	**Région (70%)**	**Total (100%)**
SNCF Réseau	600 000	1 400 000	2 000 000
Total	**600 000**	**1 400 000**	**2 000 000**

4.5. **Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région**

4.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les maîtres d'ouvrage.

A cette fin, les maîtres d'ouvrage transmettront aux financeurs, chacun sur le périmètre qui le concerne, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la nature des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.

B – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage), daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.
Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, les bénéficiaires présentent le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.5.1. signés par les représentant dûment habilités des maîtres d'ouvrage. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde pour les maîtres d'ouvrage se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

Les demandes de solde adressées à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération, a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente. En conséquence, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes décrites à l'article 4.5.1.c s'appliquent en tenant compte des engagements les plus récents.

4.5.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de

la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1 et 4.5.2 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**	**Fonction** **Téléphone / courriel**
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ÎLE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Credit Management	Patricia LANGELEZ patricia.langelez@reseau.sncf.fr Tél : 01 85 57 96 70

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Ile-de-France, la subvention devient caduque si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si les bénéficiaires établissent avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne leur sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. **Comptabilité du Bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études et travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. **Par les financeurs**

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds liés à l'opération, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. **Par Île-de-France Mobilités**

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le Maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits à l'article 8.1.

5.3. **Intervention d'experts**

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT D'OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET

Cet article concerne la gestion des écarts constatés après approbation des dossiers d'Avant-projet correspondant à l'opération

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.4. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, un des coûts d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, les maîtres d'ouvrage fournissent dans un délai maximum de un (1) mois à Île-de-France Mobilités et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Île-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuient notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par Île-de-France Mobilités, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 8.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu dans les études AVP.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, IdFM et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant à la présente convention. Les maîtres d'ouvrage sont entendus et informés de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.1. **Dispositions en cas de modification des délais**

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation de l'opération, prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage concerné un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude modificative.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. **Comité de suivi de la convention de financement (CSCF).**

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi du Projet s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation du Projet (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AVP correspondants,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1.

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements, et de l'EAT (sur les base des études préliminaires d'agissant des lots dont les AVP n'ont pas encore été validés). Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. **Comité des financeurs**

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin pour traiter des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 7 et à l'Article 9 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. **Information hors CSCF et comité des financeurs**

Pendant toute la durée de validité de la convention, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer les financeurs, sans délai :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'Opération devant le Conseil d'Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

8.4. **Suivi de la communication institutionnelle**

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé des Maîtres d'ouvrages, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage coordinateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les Maîtres d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage coordinateur.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région
- en dernier : le logo d'Île-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées des Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme de l'opération, précisé dans l'avant-projet approuvé par IDFM, ils transmettront à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Ile-de-France Mobilités. Il pourra donner lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

Article 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention **«SDMR Ligne B (déploiement du MING) – convention de financement relative aux études Projet de la partie hors quai et aux premiers travaux».**

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Île-de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études.

Les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. **Modification de la convention**

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2. **Règlement des litiges**

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

11.3. **Résiliation de la convention**

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt

définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que des dépenses nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

11.4. **Date d'effet et durée de la convention**

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

- Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5 et des stipulations de l'article 6, la présente convention expire :Après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.6.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

11.5. **Mesures d'ordre**

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Île-de-France
	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général	

Annexes

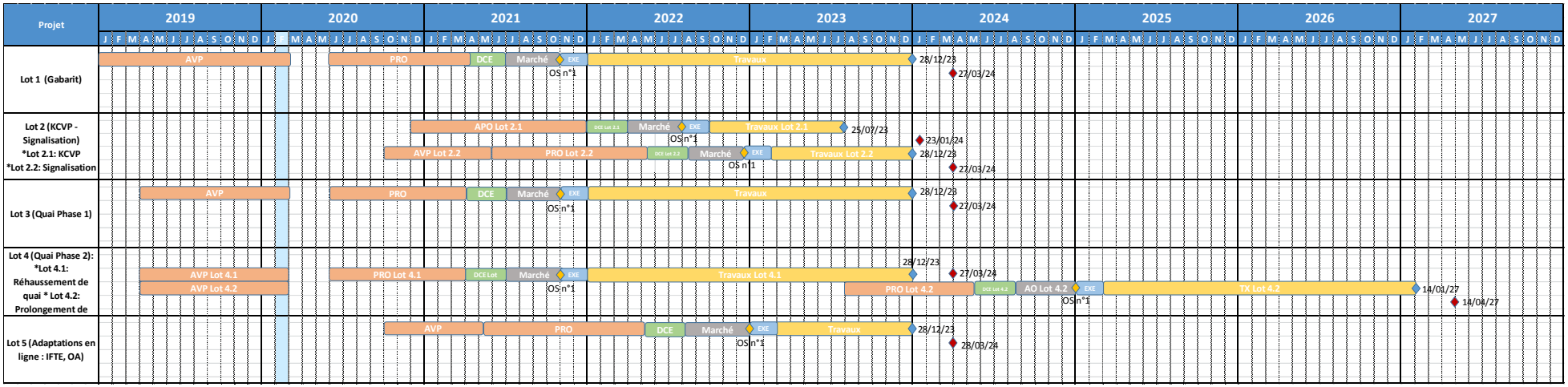
Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1

Calendrier indicatif



ANNEXE 2
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :

Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR
Stéphane LEPRINCE

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU EN K€

€ HT courants	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Etat	60	180	120	60	60	60	60	600
Région	140	420	280	140	140	140	140	1 400
Total	**200**	**600**	**400**	**200**	**200**	**200**	**200**	**2 000**

RER B – Terminus provisoire du Bourget – études Projet et travaux

2020

Schéma Directeur du RER B

Création d'un terminus provisoire au Bourget

Convention de financement relative à la finalisation des études PRO et la réalisation des travaux restants concernant l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget

Région îledeFrance
Conseil régional

SNCF RÉSEAU

SNCF

îledeFrance mobilités

SOMMAIRE

PREAMBULE 5
Article 1. Objet de la convention 8
Article 2. Périmètre et calendrier 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.2. Délais de réalisation 8
Article 3. Rôles et engagements des parties 8
3.1. L'Autorité organisatrice 8
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.2.1. Identification des maitres d'ouvrage 9
3.2.2. Périmètre d'intervention des Maîtres d'ouvrage 9
3.2.3. Engagement des Maîtres d'ouvrage 9
3.2.4. Rôle du Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage vis-à-vis des Maîtres d'ouvrage 10
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 11
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Régime de TVA 11
4.2. Estimation du coût de l'opération 11
4.3. Coût de réalisation détaillé par maitre d'ouvrage 11
4.4. Plan de financement 12
..... 12
4.5. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 12
4.5.1. Versement d'acomptes 12
4.5.2. Versement du solde 13
4.5.3. Paiement 13
4.5.4. Bénéficiaires et domiciliation 14
4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 15
4.7. Comptabilité du Bénéficiaire 15
Article 5. Modalités de contrôle 15
5.1. Par les financeurs 15
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 16
5.3. Intervention d'experts 16
Article 6. Audit 16
Article 7. Gestion des écarts 16
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 16
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 17
Article 8. Organisation et suivi de la présente convention 17
8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF). 17
8.2. Comité des financeurs 18
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 19
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 19
Article 9. Modification des avant-projets 19
Article 10. Bilan physique et financier de l'opération 20
Article 11. Propriete, communication et diffusion des etudes 20
Article 12. Dispositions générales 21
12.1. Modification de la convention 21
12.2. Règlement des litiges 21
12.3. Résiliation de la convention 21
12.4. Date d'effet et durée de la convention 22
12.5. Mesures d'ordre 22
Annexes 24

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau,** Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737, dont le siège est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par M. Guillaume MARBACH, en qualité de Directeur Général IDF, dûment habilité à cet effet,

- **SNCF Voyageurs**, Société Anonyme immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro 519 037 584, dont le siège est situé au 9 rue Jean-Philippe RAMEAU, 93200 SAINT-DENIS, et représenté par Mme Sylvie Charles en qualité de Directrice Générale de Transilien, dûment habilitée à cet effet,

- **SNCF Gares & Connexions**, Société Anonyme au capital de 77.292.590 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 507 523 801, dont le siège social est Paris (75013), au 16 avenue d'Ivry, représentée par sa Directrice Générale, Madame Marlène DOLVECK

Ci-après désignés par les « **Maîtres d'ouvrage** » ou les « **bénéficiaires** »,

En troisième lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2020/ en date du ,

  Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice** », « **l'AO** ».

Les financeurs, les maîtres d'ouvrage et Ile-de-France Mobilités sont ci-après désignés « les Parties »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi n°2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau;

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

Vu le décret n°2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau ;

Vu le décret no 2019-1588 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la filiale Gares & Connexions ;

Vu le décret n° 2019-1589 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Voyageurs et portant diverses dispositions relatives à la société SNCF Voyageurs ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 2019/226 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 2 juillet 2019 approuvant l'avant-projet de l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget et la présente convention de financement,

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP 2019-250 du 03 juillet 2019 approuvant la convention de financement relative à la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire du Bourget ;

Vu la délibération n° 2019/226 du Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France du 2 juillet 2019 approuvant la convention de financement relative à la poursuite des travaux concernant l'aménagement d'un terminus provisoire du Bourget ;

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP 2019-345 du 17 octobre 2019 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement relative à l'avant-projet pour la création d'un terminus provisoire du Bourget ;

Vu la délibération n° du relative à l'approbation de la présente convention,

Vu la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°2020/… du ……. 2020 relative à l'approbation de la présente convention,

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aménager le terminus provisoire en gare du Bourget, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation définis lors de l'AVP.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

Contexte

Par sa délibération en date du 17 février 2016, le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France a approuvé le Schéma de Principe relatif à la création d'un terminus provisoire au Bourget dans le cadre du Schéma Directeur du RER B Sud. En effet, le besoin d'améliorer la gestion des situations perturbées sur la ligne B a été mis en avant, notamment dans la perspective des mises en service du métro automatique du Grand Paris et du T11. Le terminus provisoire a pour objectif de mettre en place des services partiels depuis le nord et le sud de la ligne en cas d'interruption des voies principales, et de permettre en cas de situation perturbée d'amener un plus grand nombre de RER au Bourget en limitant les suppressions de circulations. L'aménagement permettra ainsi d'éviter des ruptures d'interconnexion, dans certains cas où elle s'imposerait dans les conditions actuelles.

Par ailleurs, l'aménagement de ce terminus provisoire est rendu encore plus nécessaire et incontournable avec la mise en service de la liaison Charles-de-Gaulle Express, que ce soit pour la gestion des situations perturbées ou la desserte du Stade de France en cas de grand évènement. Ainsi, le conseil d'Ile-de-France Mobilités du 12 décembre 2018 a affirmé l'exigence de disposer de ce terminus complet d'ici à la mise en service de CDG Express.

La création d'un terminus partiel au Bourget lors de situations perturbées et le déploiement du MING, entraîneront une augmentation sensible des flux de voyageurs au sein de la gare ; une reconfiguration de certains accès de la gare et un élargissement du quai 1 sont indispensables pour le traitement de ces situations perturbées, et pour permettre la bonne gestion de ces flux conformément à la règlementation. Ce sujet doit faire l'objet d'études complémentaires mais est d'ores et déjà intégré dans l'avant-projet approuvé par le Conseil d'Ile-de- France Mobilités; la suite des études permettra d'affiner le coût des travaux à prévoir.

Programme du projet

Afin d'améliorer la gestion des situations perturbées, le projet o consiste, à terme, en la création d'un terminus provisoire en gare du Bourget, dont la description détaillée du projet se trouve dans l'avant-projet (AVP) administratif approuvé par le CA Ile-de-France Mobilités du 2 juillet 2019. Les principaux travaux sont décrits ci-après :

1) Pour la part SNCF Réseau :

- phase 1 :

  - mise en place d'un « chapeau de gendarme » en arrière-gare du Bourget, permettant le retournement des trains sur voies BIS,
  - création de sas de retournement sur voies BIS, en aval de ce chapeau de gendarme ; ces sas consistent principalement en une adaptation de la signalisation et la création de pistes de cheminement afin de permettre aux conducteurs de changer de cabine,
  - pose d'un embranchement vers les futures positions de garage (voir phase 2) ;
- phase 2 :
  - aménagement d'un site de garage de capacité 4 rames doubles, en aval de la gare du Bourget ; ce site de garage sera essentiellement composé de 3 voies et de pistes et itinéraires aménagés (notamment éclairages…),
  - mise en service de l'embranchement vers ce site (raccordement et signalisation),

Les installations décrites ci-dessus seront complétées par un dispositif mis en œuvre et financé par le projet CDG Express, notamment un second « chapeau de gendarme » et leurs pistes associées sur les voies DIR en avant-gare du Bourget.

2) Pour la part SNCF Voyageurs,

Il est prévu la réalisation des aménagements nécessaires à l'exploitation du site par le transporteur, principalement :

- construction d'un local d'attente pour les conducteurs,
- mise en place d'escabelles permettant l'accès aux cabines de conduite.

3) Pour la part SNCF Gares & Connexions :

La description à date du projet se trouve dans l'avant-projet partagé avec IDFM. Les études PRO relatives aux aménagements en gare visent à garantir des temps d'évacuation du quai 1 conformes à la règlementation, jouxtant le bâtiment voyageurs, en situation perturbée (norme en vigueur : OP 3008). Pour cela, un élargissement du quai et un réaménagement des sorties côté parvis sont envisagés.

Coût d'objectif global du projet

Le coût global du projet est défini au niveau de l'avant-projet approuvé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités. Le coût délibéré (délibération n°2019/226) intègre les pistes d'économie potentielles.

La présente convention fait suite :

- pour SNCF Réseau et SNCF Voyageurs, à la convention de financement relative à la poursuite des travaux du terminus provisoire du Bourget votée à la Commission permanente n° CP 2019-250 du 3 juillet 2019 ;
- pour la part gare du projet, à l'avenant n° 1 a la convention de financement des études d'avant-projet (AVP) pour la création d'un terminus provisoire au Bourget voté à la Commission permanente n° CP 2019-345 du 17/10/2019.

Interface avec le projet CDG Express

Le programme initial de CDG Express dans la zone du Bourget était compatible avec les aménagements prévus, mais se limitait à recréer sans optimisation une situation actuelle soumise à forte évolution, en particulier dans le cadre du SD RER B Sud.

Des travaux ont été menés conjointement avec le projet CDG Express, de façon à rationaliser les programmes d'aménagements prévus par chacun des deux projets dans cette zone. Ces travaux ont conduit à repenser les aménagements prévus dans le schéma de principe.

Cette opération constituant une mesure compensatoire pour neutraliser les effets du CDG Express sur le RER B, il est impératif que les installations composant le projet (installations de retournement et emplacements de garages) soient mises en service avant la mise en service de la desserte CDG Express.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont définies dans les études AVP des différentes opérations. Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de signature de la convention
- puis de 3% par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement de la poursuite des travaux concernant l'aménagement du terminus provisoire du Bourget.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des éléments définis à l'article 2.1 de la présente convention,
- de préciser les conditions de suivi et de réalisation de ces éléments dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B – Convention de financement relative à la finalisation des études PRO et la réalisation des travaux restants concernant l'aménagement d'un terminus provisoire au Bourget »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention porte sur les études Projet relatifs aux aménagements gare et à la réalisation des travaux restants relatifs à la création du terminus provisoire du Bourget (y compris aménagements gare).

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux objets de la convention, y compris les travaux nécessaires postérieurs mise en service, est fixé à 48 mois à compter de la date d'approbation de la convention par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Le planning prévisionnel des travaux préalables aux dates de mise de service du projet est joint en annexe 1 à la convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification des maitres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage des opérations objet de la présente convention sont :

- SNCF Réseau.

  Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est Maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du Réseau Ferré National (RFN).

- SNCF Voyageurs

  SNCF Voyageurs est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

- SNCF Gares & Connexions.

Aux termes des articles L. 2111-9 / 5° et L. 2111-9-1 du code des transports, dans leur rédaction issue de l'article 1er de la loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire, SNCF Gares & Connexions est une filiale de SNCF RÉSEAU dotée d'une autonomie organisationnelle, décisionnelle et financière, constituée sous forme de société anonyme qui a pour objet de gérer les gares ferroviaires de voyageurs. La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément aux articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

3.2.2. Périmètre d'intervention des Maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage, sont responsables de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Les Maîtres d'ouvrage sont responsables du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

Les Maîtres d'ouvrage ont convenu de désigner SNCF Réseau comme Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage (ci-après « le coordonnateur des Maîtres d'ouvrage »).

L'organigramme nominatif des maitres d'ouvrage figure en annexe 2.

3.2.3. Engagement des Maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur :

- le respect de leurs coûts d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence, mentionnés dans l'AVP approuvé par délibération par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités;

  Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif défini dans l'Avant-Projet validé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités exprimé en euros constants ;

- la réalisation du Projet, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en annexe 3, mis à jour le cas échéant en comité ad hoc, selon l'avancement du projet ;
- le respect des règles de l'art.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.2.4. Rôle du Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage vis-à-vis des Maîtres d'ouvrage

SNCF Réseau est désignée Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage de l'Opération. Le Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage ne se substitue en aucun cas aux différents Maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives. Notamment, chaque Maître d'ouvrage reste responsable du récolement des données d'entrée qui sont nécessaires à la réalisation de ses études.

Le Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage n'a qu'un rôle de synthèse des éléments fournis par chaque Maître d'ouvrage afin de consolider une vision globale de l'avancement de l'opération. A cette fin, il est chargé de :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents Maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents Maîtres d'ouvrage ;
- rassembler les informations obtenues auprès des Maîtres d'ouvrage de l'Opération ;
- formaliser et susciter les échanges réguliers entre les Maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les Maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. Article 8 de la présente convention) ;
- coordonner le travail de rédaction des documents communs et de les transmettre le cas échéant à IDFM ;
- organiser les processus d'échanges avec IDFM et les financeurs permettant d'assurer un partage continu des éléments de choix du projet, conformément à l'Article 8 de la présente convention ;
- être le rapporteur des Maîtres d'ouvrage devant les différents comités de suivi (Cf. article 8 de la présente convention) et de faire la synthèse, qui fera l'objet d'une validation préalable par les Maîtres d'ouvrage avant transmission, des rapports des Maîtres d'ouvrage.

Chaque Maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au Coordonnateur des Maîtres d'ouvrage afin que celui-ci puisse assurer la mission qui lui est dévolue.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- L'État
- La région Île-de-France

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des études et travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.4.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Régime de TVA

S'agissant de dépenses se rapportant à des travaux relatives à un investissement sur le réseau ferré national, les financements en tant que subvention d'investissement ne sont pas soumis à TVA.

4.2. Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **19 590 000 € HT en euros courants.**

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus déterminée au stade de l'Avant-Projet. Cette provision ci-dessous est relative aux études et travaux, objet de la présente convention.

4.3. Coût de réalisation détaillé par maitre d'ouvrage

Le coût prévisionnel des dépenses est décomposé comme suit :

Maître d'ouvrage	Poste de dépense	Estimation des Coûts en € HT courants
SNCF Réseau	Travaux	10 665 183 €
	MOE	2 016 715 €
	MOA	1 109 376 €
	PR	2 308 726 €
	Sous Total SNCF Réseau	**16 100 000 €**
SNCF G&C	Travaux	1 905 200 €
	MOE	238 100 €
	Frais de MOA	49 600 €
	MOA	50 700 €
	PR	276 400 €
	Sous Total SNCF Mobilités	**2 520 000 €**
SNCF Voyageurs (TN)	Travaux	693 559 €
	MOE	104 034 €
	Frais de MOA	111 663 €
	MOA	23 436 €
	PR	37 308 €
	Sous Total SNCF Mobilités	**970 000 €**
TOTAL		**19 590 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage et dans le respect de l'enveloppe globale de chaque bénéficiaire pour le projet.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée à l'ensemble des partenaires en Comité de Suivi de la Convention de Financement, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.4. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Schéma directeur du RER B – Création d'un terminus provisoire au Bourget Financement REA 3 et PRO/REA Gares Montant € courants HT et clés de financement			
Périmètre	**Etat**	**Région**	**TOTAL**
	30%	*70%*	*100%*
SNCF Réseau	4 830 000 €	11 270 000 €	16 100 000 €
SNCF G&C	756 000 €	1 764 000 €	2 520 000 €
SNCF Voyageurs (TN)	291 000 €	679 000 €	970 000 €
TOTAL	**5 877 000 €**	**13 713 000 €**	**19 590 000 €**

4.5. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les maîtres d'ouvrage.

A cette fin, les maîtres d'ouvrage transmettront aux financeurs et sur leur périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la nature des dépenses réalisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4 ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.3, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des dépenses comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.4.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.
Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.
Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.2. Versement du solde

Après achèvement des études et travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.5.1 signés par le représentant dûment habilité. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

La demande de solde adressée à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération, a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente. En conséquence, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes décrites à l'article 4.5.1.c s'appliquent en tenant compte des engagements les plus récents.

4.5.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.5.1 et 4.5.2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.5.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- SNCF Gares & Connexions sur le compte :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé
SNCF Gares et Connexions	Agence centrale de la Banque de France à PARIS	30001	00064	00000062471	31

- **SNCF Voyageurs** sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	Etablissement/ Agence	Code banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	**30001**	**00064**	**00000034753**	**56**
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU	Service Trésorerie Groupe - Unité Credit Management	Patricia LANGELEZ patricia.langelez@reseau.sncf.fr

	CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France		TEL : 01 85 57 96 70
SNCF Gares & Connexions	SNCF - DGIF – Campus Rimbaud 10 rue Camille MOKE 93212 Saint DENIS	Département Stratégie et Finances	Philippe MARTIN philippe.martin4@sncf.fr 01 85 56 12 21
SNCF Voyageurs	Transilien SNCF Département Gestion Finances Campus Rimbaud 10 rue Camille MOKE 93200 Saint-Denis	Division des Investissements	Sophie LEMAN 01 85 56 59 76 sophie.leman@sncf.fr

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds liés à l'opération, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5.3. Intervention d'experts

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.4. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, le maître d'ouvrage fournit dans un délai maximum de un (1) mois à IdFM et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par Ile-de-France Mobilités aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par IdFM, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 8.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu en préambule au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, IdFM et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu

et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter des maîtres d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude modificative.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par les maîtres d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF).

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,

- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu en euros courants et en euros constants aux conditions économiques de référence tel que définis dans les AvP correspondants,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'estimation à terminaison (EAT),
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, les maîtres d'ouvrage effectuent une mise à jour des prévisions pluriannuelles de leurs dépenses et de leurs engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de l'avant-projet approuvé par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés des maîtres d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et les maîtres d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et

financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Les maîtres d'ouvrage présentent alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 7 et à l'article 9 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Pendant toute la durée de validité de la convention, les Maîtres d'ouvrage s'engagent à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière sur le respect du calendrier et du programme.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept (7) jours avant la réunion.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé des Maîtres d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par les Maîtres d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit les Maîtres d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par les Maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les Maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région ;
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté à son Conseil.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme du projet, précisé dans l'avant-projet approuvé par Ile-de-France Mobilités, ils lui transmettront ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE L'OPERATION

Chaque Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini dans l'AVP tel qu'il aura été approuvé par Ile-de-France Mobilités, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent), le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Chaque maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, après validation du comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice le résultat des études visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les Résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Les résultats d'Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et PDF.

Chaque maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des Etudes en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

12.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

12.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 5, 10 et des stipulations de l'article 6, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.6.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Ile-de-France
Pour SNCF Voyageurs, **Sylvie CHARLES** Directrice Générale de Transilien SNCF	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général	Pour SNCF Gares & Connexions, **Marlène DOLVECK** Directrice Générale de Gares & Connexions

Annexes

Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1
Calendrier

Calendrier SNCF Réseau et SNCF Mobilités :

Le Bourget - Planning de réalisation du bassin de retetion en anticipation des travaux principaux de creation des voies de garage

	2019				2020				2021				2022				2023				2024				2025			
Garages du Bourget - Bassin	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Instances				CFIE																								
Investigations Complémentaires (G2PRO)																												
Réalisation des sondages complémentaires																												
Analyse et traitement des données (G2PRO) - PRI AM / DGII																												
Etudes																												
Etudes PRO/DCE - **PRI AM**																												
Marchés																												
Consultations																												
Travaux																												

COUPURE TRAVAUX JO 2024

Le Bourget - Planning de réalisation (avec acquisition à l'amiable)

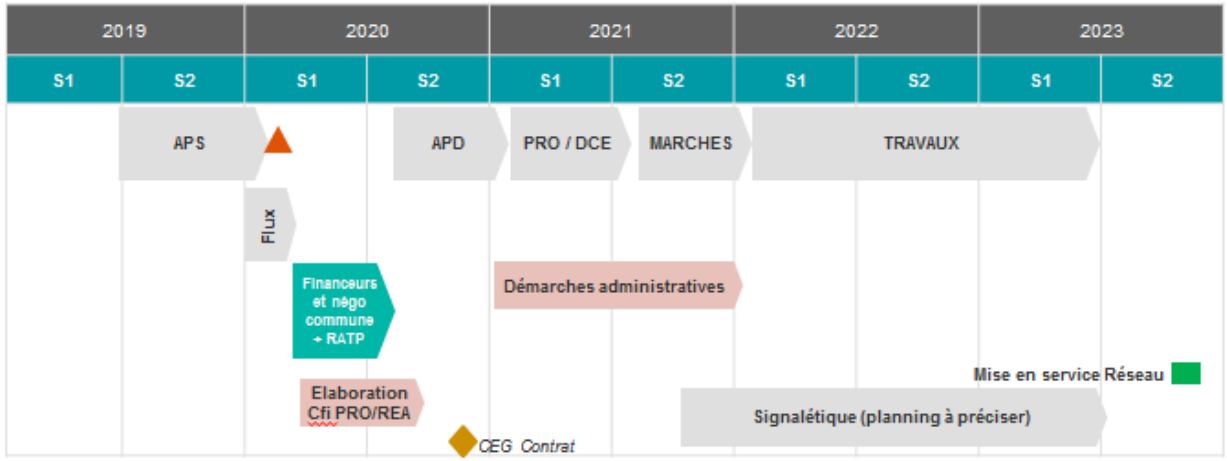
	2019				2020				2021				2022				2023				2024				2025			
Garages du Bourget - Plateforme	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
ARBITRAGE INTERNE PRIORISATION PROJET AUX GROUPES ETUDES																												
Instances				CFIE																								
Acquisition données complémentaires (G2PRO)																												
Etudes																												
Etudes PRO/DCE - **Plateforme & Connexes**																												
Assemblage et validation interne																												
Etudes PRO / REA - **SIG**																												
Programmes signalisation, téléphonie, S11/SAS du poste																												
PT																												
DEX / Fichier d'échange poste/PCD																												
Procédures administratives et foncières																												
Maitrise foncière acquise	Poursuite des négociations pour obtenir le foncier à l'amiable																											
Procédures d'urbanisme -Local Conducteur <20m²																												
Marchés																												
Consultations																												
Travaux																												
Travaux voie/signalisation/caténaires/OA																												
Mise en service PCD (phase poste 8 Bourget)																												
Mise en exploitation Garages																												
MES CGX																												
Mise en service technique CDGx																												
Mise en exploitation commercial CDGx																												

Données SIG à fournir pour une MES PCD en Aout 2023

Etudes SIG

COUPURE TRAVAUX JO 2024

Calendrier Gare & connexions :



ANNEXE 2
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :
Direction Générale IDF
Direction Modernisation et Développement
Stéphane CHAPIRON

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF VOYAGEURS

Maître d'ouvrage :
Direction de la Stratégie, innovation et développement
Département Investissement – Développement
Ghislain GOULLET de RUGY

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF GARES & CONNEXIONS

Maître d'ouvrage :
Direction des Gares d'Ile de France
Directrice de projet HBK
Carole HEVIN DESFOSSES

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN K€ COURANTS

SNCF Réseau

k€ HT Courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	0%	13%	28%	35%	15%	5%	3%	1%	100%
Etat : 30%	0,0	627,9	1 352,4	1 690,5	724,5	241,5	144,9	48,3	**4 830,0**
Région : 70%	0,0	1 465,1	3 155,6	3 944,5	1 690,5	563,5	338,1	112,7	**11 270,0**
TOTAL	**0,0**	**2 093,0**	**4 508,0**	**5 635,0**	**2 415,0**	**805,0**	**483,0**	**161,0**	**16 100,0**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF VOYAGEURS (TN) EN K€ COURANTS

SNCF Voyageurs (TN)

k€ HT Courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	0%	7%	50%	20%	13%	5%	3%	2%	100%
Etat : 30%	0,0	20,4	145,5	58,2	37,8	14,6	8,7	5,8	**291,0**
Région : 70%	0,0	47,5	339,5	135,8	88,3	34,0	20,4	13,6	**679,0**
TOTAL	**0,0**	**67,9**	**485,0**	**194,0**	**126,1**	**48,5**	**29,1**	**19,4**	**970,0**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF GARE ET CONNEXIONS EN K€ COURANTS

SNCF G&C

k€ HT Courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
	0%	7%	50%	20%	13%	5%	3%	2%	100%
Etat : 30%	0,0	52,9	378,0	151,2	98,3	37,8	22,7	15,1	**756,0**
Région : 70%	0,0	123,5	882,0	352,8	229,3	88,2	52,9	35,3	**1 764,0**
TOTAL	**0,0**	**176,4**	**1 260,0**	**504,0**	**327,6**	**126,0**	**75,6**	**50,4**	**2 520,0**

RER B - Garages de Saint-Rémy – travaux

2020

Schéma Directeur du RER B

Convention de financement relative à la finalisation des travaux de création de voies de garage sur le site de St-Rémy-lès-Chevreuse du RER B

SOMMAIRE

PREAMBULE 5
Modalités d'actualisation 7
Article 1. Objet de la convention 9
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation 9
2.1. Périmètre de la convention 9
2.2. Délais de réalisation de l'opération 9
Article 3. Rôles et engagements des parties 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage 10
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 10
3.2.2. Périmètre du maître d'ouvrage 10
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 10
3.3. Les financeurs 10
3.3.1. Identification 10
3.3.2. Engagements 11
Article 4. Modalités de financement et de paiement 11
4.1. Estimation du coût du Projet 11
4.2. Coût de réalisation détaillé de la présente convention 11
4.3. Plan de financement 11
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 12
4.4.1. Versement d'acomptes 12
4.4.2. Versement du solde 12
4.4.3. Paiement 13
4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 13
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 14
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 14
Article 5. Modalités de contrôle 14
5.1. Par les financeurs 14
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 14
5.3. Intervention d'experts 14
Article 6. Audit 15
Article 7. Gestion des écarts 15
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 15
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 15
Article 8. Organisation et suivi de la présente convention 16
8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 16
8.2. Comité des financeurs 17
8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 17
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 17
Article 9. Modification des avant-projets 18
Article 10. Bilan de l'opération 19
Article 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 19
Article 12. Dispositions générales 19
12.1. Modification de la convention 19
12.2. Règlement des litiges 20
12.3. Résiliation de la convention 20
12.4. Date d'effet et durée de la convention 20
12.5. Mesures d'ordre 21
Annexes 23

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris dans le 12e arrondissement, 54 quai de la Râpée, représenté par Catherine GUILLOUARD Présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP » ou le « Maître d'ouvrage »,

En troisième lieu,

- **Ile-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n° en date du ,

Ci-après désigné par « Île-de-France Mobilités », « STIF », « l'Autorité Organisatrice » ou « l'AO »,

Visas

Vu le code des transports ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le code de l'expropriation ;
Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
Vu La délibération cadre n° CR 123-16 du Conseil Régional du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;
Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
Vu la délibération n° 2019/225 du 2 juillet 2019 du Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités approuvant l'avant-projet relatif aux travaux de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse situées sur le RER B ;
Vu la délibération n° 2019/225 du 2 juillet 2019 du Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités approuvant la convention relative aux études PRO et aux premiers travaux de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse situées sur le RER B ;
Vu la délibération de la Commission permanente n° CP 2019-138 du 22 mai 2019 approuvant la convention relative aux études PRO et aux premiers travaux de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse situées sur le RER B ;
Vu la délibération n° 2020/ du du Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités approuvant la présente convention ;
Vu la délibération de la Commission permanente n° du approuvant la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

DEFINITIONS

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Opération** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la création des voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Projet** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par le maître d'ouvrage.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.

« **Coût prévisionnel** » : coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation conventionnelle.

« **Euros courants** » : euros constants à la date des conditions de référence retenues pour établir le coût d'objectif, actualisés selon la méthode d'indexation précisée dans la convention.

PREAMBULE

Présentation de l'Opération

Le Schéma Directeur RER B Sud : une réponse complémentaire aux actions déjà engagées

La ligne B du RER constitue un axe Nord-Sud structurant du réseau de transport francilien. Cette ligne, qui peut transporter 862 000 voyageurs par jour (comptages réalisés en 2014), revêt une importance majeure pour le réseau de transport francilien et le fonctionnement de la région Ile-de-France.

En 2003, un premier schéma directeur du RER B fixait comme priorité l'adaptation de l'infrastructure au Nord de la ligne pour restaurer un niveau de régularité satisfaisant. A cela s'ajoutait la nécessité de supprimer les nombreuses contraintes d'exploitation structurelles qui pesaient sur cette partie de la ligne.

Ces actions de court et moyen termes ont principalement donné lieu à la mise en œuvre de l'opération RER B Nord+, pour un montant total de 241 M€ CE 2006, dont la mise en service le 2 septembre 2013 a permis d'améliorer de façon substantielle la ponctualité du RER B dans son ensemble.

Le Schéma Directeur de 2003 a, par ailleurs conduit à la mise en place de l'interopérabilité de la ligne en 2009 (suppression de la relève à Gare du Nord) et la rénovation du matériel roulant (MI79) permettant d'offrir un meilleur confort aux voyageurs. Débutée en 2009, la rénovation de l'ensemble des 117 rames MI79 a été achevée en mai 2016.

Afin de poursuivre cette modernisation de la ligne, pour assurer une restructuration complète et pérenne d'une ligne de RER complexe, le Conseil d'Ile-de-France Mobilités du 10 juillet 2013 a approuvé le Schéma Directeur du RER B Sud.

La mise en œuvre du Schéma Directeur RER B Sud

La recherche d'une amélioration du service, les évolutions récentes de fréquentation de la ligne et la prise en compte de nouveaux projets de transports collectifs structurants en Ile-de-France ont conduit à élaborer un nouveau projet – le Schéma Directeur du RER B Sud – permettant d'achever une restructuration complète et pérenne de cette ligne de RER complexe.

Aussi, le Schéma Directeur RER B Sud a été approuvé par le Conseil du STIF le 10 juillet 2013 pour répondre aux enjeux de la ligne, à savoir :

- satisfaire les attentes des usagers en améliorant la situation existante (régularité, qualité de service) ;
- consolider de façon pérenne l'exploitation de la ligne, grâce à une logique de performance globale et d'unicité de service, et en agissant sur les marges offertes par le système, la robustesse, la production, l'exploitation, la qualité de service ;
- prévoir les demandes de développement de l'offre en tenant compte des évolutions futures de la population, de l'emploi, des déplacements, des autres offres de transport et l'impact de ces développements sur le système (matériel, infrastructures…).

Depuis 2013, l'État, la Région Île-de-France et la Société du Grand Paris (SGP) ont financé les études et premiers travaux du SDLB. Sa mise en œuvre par la RATP et la SNCF, sous l'autorité d'Île-de-France Mobilités, est largement engagée.

L'Opération de création de voies de garage à Saint-Remy

La mise en service de l'offre RER B Nord+ en septembre 2013 (omnibus sur la partie Nord de la ligne) et la mise en place de trains de réserve d'exploitation dans certains terminus en 2013, ont permis d'améliorer la qualité de service de l'ensemble du RER B.

La partie Sud de la ligne a notamment bénéficié des améliorations suivantes :

- augmentation d'environ 1 heure 20 minutes de la durée de la pointe du soir ;
- maintien des compositions en trains longs en soirée jusqu'à 22h, contre 21 h auparavant ;
- renfort de l'offre d'été, avec le maintien des horaires « d'hiver » au cours de la seconde semaine de juillet ;
- présence de trains de réserves d'exploitation garés à Mitry, Aéroport Charles-de-Gaulle, Robinson, Massy, et Saint-Rémy-lès-Chevreuse pour permettre, aux heures de pointe, de pallier des suppressions de trains imposées dans certaines situations perturbées.

Ces améliorations de la qualité de service ont conduit à une augmentation du parc de matériel roulant de 11 trains longs supplémentaires sur le RER B, sans création de voies de garages au Sud de la ligne.

Afin de pallier ce déficit et de redonner les marges nécessaires à l'exploitation de la ligne, le SDLB envisageait la création de positions de garage partant des opportunités offertes par les sites du Bourget, de Robinson, de Massy, et de Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

Dans ce contexte, le Schéma Directeur du RER B Sud a identifié la nécessité de créer des voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Ce besoin s'est renforcé à travers le retour d'expérience de l'exploitation de la ligne depuis 2013. En effet, les 11 trains longs supplémentaires mis en service en 2013 ont entrainé une saturation du site de Massy, et une utilisation des sites de Croix de Berny et Bourg-la-Reine, isolés en ligne, éloignés des centres

d'attachements de conduite et des terminus des missions commerciales. Cette utilisation va s'intensifier à l'horizon 2020.

L'Opération de création de voies de garage à Saint-Rémy-lès-Chevreuse permettra de garer 4 trains longs supplémentaires, qui permettront de soulager les sites de garage de Massy et Croix-de-Berny, ainsi que de diminuer l'impact des circulations techniques (sans voyageurs).

Ce projet est par ailleurs indispensable au déploiement du MING (entre 2025 et 2029) pendant laquelle toutes les positions de garages de la ligne seront utilisées.

Il consiste en :

- à Saint-Rémy-lès-Chevreuse :
  - création d'un faisceau de garage (voies 6, 8, 10) permettant de garer 3 trains longs ;
  - création d'une voie de retournement, permettant d'effectuer des manœuvres sans cisailler les voies principales, utilisée pour les garages et dégarages (voie 4T), permettant également de garer 1 train long.
- à Gif-sur-Yvette : création d'un poste de redressement pour l'alimentation traction du RER B.

La description détaillée de l'Opération se trouve dans l'avant-projet (AVP) administratif, approuvé par le Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités du 2 juillet 2019.

Celui-ci a fait l'objet d'une expertise par Île-de-France Mobilités qui permet de confirmer le programme, le coût et le planning du projet.

Le coût d'objectif de l'Opération, défini au niveau de l'avant-projet après expertise d'Ile-de-France Mobilités est de 35,1 M€ aux conditions économiques de janvier 2018 (Schéma de Principe et AVP inclus). Le coût des phases PRO et REA est de 33,4 M€ aux conditions économiques de janvier 2018.

Cette Opération s'articule avec le renouvellement de la signalisation et la fiabilisation des garages et dégarages, dont les travaux de renouvellement du poste qui ont débuté mi-2016 pour une mise en service prévue en 2020.

Cette opération nécessite une adaptation temporaire des conditions d'exploitation pendant certaines périodes de travaux.

La réalisation de l'Opération nécessite en 2020 la mise en place de moyens de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation lors des interruptions d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en place de moyens de substitution lors de travaux d'opérations peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par le maître d'ouvrage, après expertise d'Ile-de-France Mobilités, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Ile-de-France.

Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont définies dans les études AVP. Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de signature de la convention
- puis par application d'une hypothèse d'évolution de l'indice TP01 de 1,8 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite de la finalisation des travaux concernant la création des garages sur le site de Saint-Rémy.

Elle a pour objet de :

- définir les modalités de financement de la finalisation des travaux sur le site de Saint-Rémy nécessaires à la création de voies de garages,
- préciser les conditions de suivi et de réalisation de ces travaux dans le respect du calendrier général de l'opération,
- définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B – Convention de financement relative à la finalisation des travaux de création de voies de garages sur le site de Saint-Rémy-lès-Chevreuse du RER B»

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention porte sur la finalisation des travaux de réalisation de l'opération, à savoir la poursuite des travaux de création :

- à Saint-Rémy-lès-Chevreuse :
  1. d'un faisceau de garage (voies 6, 8, 10) permettant de garer 3 trains longs ;
  2. d'une voie de retournement, permettant d'effectuer des manœuvres sans cisailler les voies principales, utilisée pour les garages et dégarages (voie 4T), permettant également de garer 1 train long.
- à Gif-sur-Yvette : création d'un poste de redressement pour l'alimentation traction du RER B.

2.2. Délais de réalisation de l'opération

Le délai de réalisation des travaux objets de la convention, y compris les travaux d'aménagements urbains postérieurs à la mise en service des voies nouvellement créées, est fixé à 60 mois à compter de la date d'approbation de la convention par le Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités.

Le planning prévisionnel des travaux préalables aux dates de mise en service de l'Opération est joint en annexe 1 à la convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L.1241-2 et R.1241-30 et suivants du code des transports, Ile-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les

maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

3.2. La maîtrise d'ouvrage

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

La RATP est maître d'ouvrage de l'opération de création de voies de garages à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse. La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure et de bâti, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, la RATP est désignée comme « le maître d'ouvrage » au titre de cette convention.

L'organigramme de l'Opération figure à l'annexe 2.

3.2.2. Périmètre du maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités.

Le Maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où les financeurs ont eux-mêmes respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage sur :

- le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 tel que voté en Conseil d'Ile-de-France Mobilités et rappelé en Préambule. Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants ;
- la réalisation du projet, objet de la Convention ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.2 ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en annexe 3, mis à jour le cas échéant en comité, selon l'avancement du Projet
- le respect des règles de l'art.

Le maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement du Projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, par :

- l'Etat ;
- la Région Ile-de-France.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation des travaux définis à l'article 2.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût du Projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à **33 400 000 € HT en euros courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

4.2. Coût de réalisation détaillé de la présente convention

Le coût prévisionnel des dépenses est évalué à 33 400 000 € HT courants, décomposé comme suit :

Estimation prévisionnelle des coûts (en € HT)	**Garages – Site de Saint-Remy** **MOA RATP**
	Estimation prévisionnelle en euros courants
Travaux	**27 300 000**
PAI	**2 100 000**
MOE	**2 400 000**
MOA	**1 600 000**
TOTAL	**33 400 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale du bénéficiaire, allouée par la convention.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du Projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires dans l'instance de financement ad-hoc, accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, ….). La liste des risques identifiés est présentée par le maître d'ouvrage au premier comité de suivi du Projet.

4.3. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Création de voies de garages – Site de Saint-Rémy **Plan de financement - Montant € courants HT et %**			
Périmètre	**Etat** **30%**	**Région** **70%**	**Total** **100%**
RATP	**10 020 000**	**23 380 000**	**33 400 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'Article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :
a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés et perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses réalisées, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

La demande d'acompte résultant des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020 et par dérogation à son règlement budgétaire et financier, la Région applique l'article n°3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 qui dispose que les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du CPER 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.
Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au bénéficiaire est plafonné à 90% du montant de la subvention.
Si au moins une convention relative à cette Opération était notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes seraient reprises dans la dernière convention de financement relative à cette Opération.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 4.4.1 signés par le représentant dûment habilité de la RATP. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants.

Le versement du solde pour la Région Île-de-France se fera sur présentation de la liste des factures acquittées signé par le représentant dûment habilité du Maître d'ouvrage.

La demande de solde adressée à la Région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention relative à cette opération a été notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au solde sont reportées dans la convention la plus récente.

4.4.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par les maîtres d'ouvrage des dispositions de la Convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du bénéficiaire.

4.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **RATP** sur le compte RATP Encaissements Collectivités CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ILE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
RATP	Maison de la RATP Lac C42 54 Quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	Subvention.investissement@ratp.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs et l'AO de toute autre participation financière attribuée en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 8.1.

5.3. Intervention d'experts

Sur proposition de l'Autorité Organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'Autorité Organisatrice, le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'Autorité Organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet sous réserve de l'accord du chef de Projet, qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le

contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant de l'opération, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité des financeurs (article 8.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.3 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et l'AO peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, l'AO et le maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de comités des financeurs composés des élus et des financeurs.

8.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative d'Île-de-France Mobilités, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par Île-de-France Mobilités avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par Île-de-France Mobilités, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis d'Île-de-France Mobilités aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions et les justifications correspondantes,
- un état d'avancement des dépenses et l'EAT,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,

- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le montant des subventions que le maître d'ouvrage prévoit d'appeler pour l'année en cours et l'année n+1,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants conventionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2018 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :

- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

8.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence d'Île-de-France Mobilités, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 8.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'Article 7 et à l'article 6 de la présente convention seront mises en œuvre.

8.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Pendant toute la durée de validité de la convention, le Maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai:

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles des appels de fond sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Les Maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières de l'Opération.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du Maître d'ouvrage, de l'AO et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le Maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit le Maître d'ouvrage, l'AO et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le Maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le Maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région et Ile-de-France Mobilités
- en dernier : le logo d'Ile-de-France Mobilités.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (Article 2.2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût objectif, peut conduire, selon l'appréciation d'Île-de-France Mobilités en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que les Maîtres d'ouvrage envisagent des modifications significatives du programme de l'Opération, précisé dans l'avant-projet approuvé par Ile-de-France Mobilités, ils transmettront à Île-de-France Mobilités ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'Opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil d'Administration d'Ile-de-France Mobilités. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les Maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

Le Maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq (5) ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini dans l'AVP tel qu'il aura été approuvé par Ile-de-France Mobilités, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le montant des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent), avec comparaison les versements effectués par les financeurs,
- la nature et l'estimation des dépenses totales restants à payer (contentieux, réclamations, finitions, garanties,…) et une estimation de la date de remise du solde de la présente convention de financement,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 11. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et à Ile–de-France Mobilités l'intégralité des résultats d'études.

Les résultats d'études seront transmis, à leur demande, en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Toute autre diffusion est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente Convention.

Les financeurs s'interdisent toute diffusion des résultats des études en dehors des signataires de la présente Convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérés comme confidentielles.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES

12.1. Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août.

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent, à défaut de règlement amiable.

12.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au bénéficiaire, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation du bénéficiaire des subventions, sauf à ce que ce dernier justifie des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au titulaire du ou des marchés passés pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île de France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 5 et des stipulations de l'article 6, la présente convention expire :

- Après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour la RATP, **Catherine GUILLOUARD** Présidente Directrice Générale
	Pour Ile-de-France Mobilités **Laurent PROBST** Directeur Général	

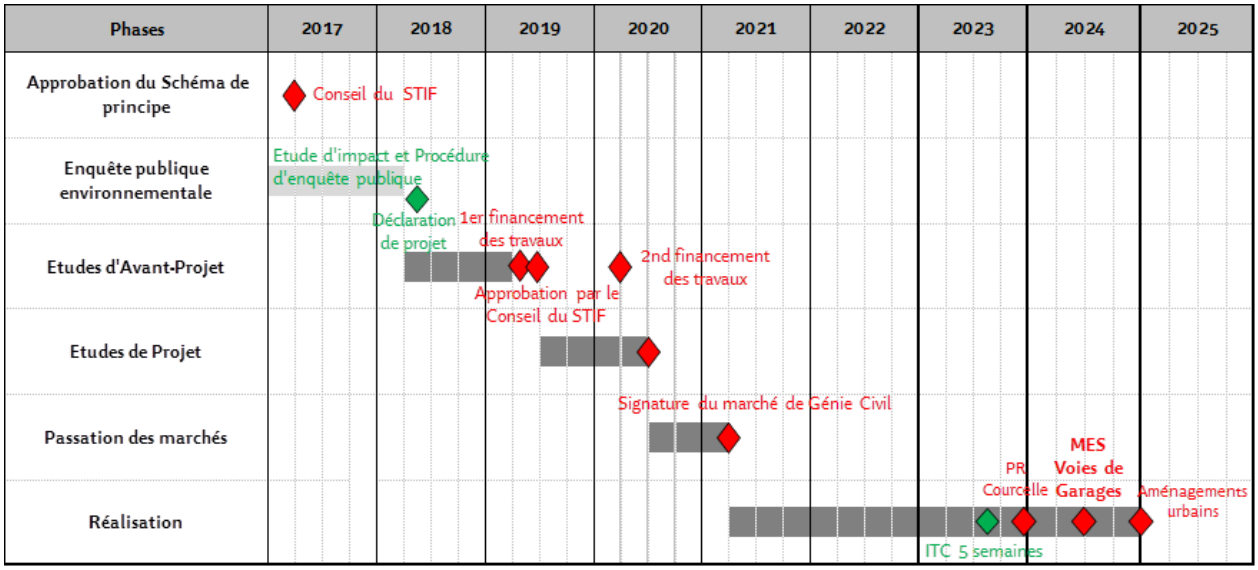
Annexes

Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Organigramme de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

ANNEXE 1
Calendrier de l'opération



ANNEXE 2
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 3
Echéancier prévisionnel

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND RATP EN €

M€ HT courants	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Etat	0	0,501	1,002	1,503	2,004	2,004	2,004	1,002	10,020
Région	0	1,169	2,338	3,507	4,676	4,676	4,676	2,338	23,380

RER C et TRANSILIEN U et P - Avenant adaptations

2020

RER C

et lignes Transilien U et P

Adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG

Avenant n°1 à la convention de financement des études de faisabilité (EF)

AVENANT N°1

A LA CONVENTION N° 19FER050

TABLE DES MATIERES

0 PREAMBULE 4

0.1 CONTEXTE GENERAL 4
0.2 MODALITES D'ACTUALISATION 4

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT N°1 5

ARTICLE 2. ARTICLES MODIFIES DE LA CONVENTION INITIALE 5

ARTICLE 3. DISPOSITIONS DIVERSES 8

ARTICLE 4. ENTREE EN VIGUEUR 8

Entre,

En premier lieu,

- **L'État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- **La région Île-de-France**, représentée par la Présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…….. de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du ……,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Société Anonyme au capital de 500 000 000 €, inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro SIREN 412 280 737, dont le siège est situé 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93 418 La Plaine St Denis, représenté par Stéphane CHAPIRON, directeur de la Direction Modernisation et du Développement du Réseau, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désigné « **le maître d'ouvrage** », **« le bénéficiaire »,**

Et en dernier lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n° _____en date du _____,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice de la mobilité** ».

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu la loi n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la société SNCF Réseau ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation de son Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° 2016/253 du Conseil du STIF du 13 juillet 2016 approuvant les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant ;

Vu la délibération n° CP2019-426 du 17 octobre 2019 de la commission permanente approuvant la convention de financement des études de faisabilité relatives aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P – E ;

Vu la délibération du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2019/497 du 12/12/2019 approuvant la convention de financement des études de faisabilité relatives aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P – E ;

Vu la délibération n° _____ du _____ de la commission permanente de la région approuvant le présent avenant ;

Vu la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n° _____du_____ approuvant le présent avenant ;

Considérant que la dénomination du Syndicat des Transports d'Île-de-France, partie à la convention initiale, est désormais « Île-de-France Mobilités », conformément aux dispositions de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

0 Préambule

0.1 Contexte général

Les rames de type Z2N sont aujourd'hui exploitées sur le RER C (200 rames), ainsi que sur les lignes Transilien U (25 rames) et P (25 rames). En 2026 les premières rames Z20500 arrivent à leur fin de vie potentielle. Des actions de rénovations seront nécessaires pour les prolonger au-delà.

Le Schéma Directeur du Matériel Roulant de 2016 évoque quant à lui un horizon de première mise en service en 2028 de rames de nouvelle génération (Z2N NG). Pour parvenir à tenir cette exigence, il est nécessaire d'analyser les caractéristiques actuelles des infrastructures et d'étudier les adaptations d'infrastructures nécessaires permettant d'accueillir les nouvelles rames.

Les études de faisabilité permettront de définir la meilleure convergence entre l'adaptation des infrastructures et l'architecture du futur matériel roulant pour l'élaboration de l'Expression Fonctionnelle des Besoins (EFB) du futur matériel roulant.

Les études de faisabilité permettant d'atteindre cet objectif ont été estimées à 1,8M€ par SNCF Réseau. Une convention d'un montant de 1M€ a été établie en 2019 pour engager les premières études de faisabilité avec un premier rendu prévu mi-2020.

Un rendu intermédiaire en février 2020 a démontré le besoin d'un financement complémentaire de 0,8 M€ pour finaliser les études de faisabilité. Le présent avenant n°1 à la convention de financement des études de faisabilité a pour objet de formaliser ce financement complémentaire.

0.2 Modalités d'actualisation

S'agissant d'un avenant relatif à une convention d'études, il n'est pas prévu de modalités d'actualisation.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT N°1

Cet avenant doit permettre à SNCF Réseau d'assurer les conditions de réussites de la complétude des études de faisabilités des adaptations d'infrastructures des lignes C, P et U pour l'arrivée du Z2N NG pour décembre 2020. Cette étude permet d'optimiser un gabarit, une longueur de train et la hauteur de quai maxima faisables, et examine la faisabilité d'accompagnement en IFTE de ces trains. Ce programme d'adaptation sera accompagné d'une estimation de coût d'investissement nécessaire permettant de le réaliser.

Le présent avenant à la convention de financement des études de faisabilité relative aux adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du 72N NG sur le RER C et les lignes Transilien U et P (ci-après désignée « la convention initiale ») a pour objet d'en modifier les stipulations suivantes :

- Le périmètre des études de faisabilité ;
- les coûts de l'opération en euros courants ;
- le plan de financement de la convention en euros courants ;
- l'échéancier prévisionnel des appels de fonds.

Ainsi, il convient de modifier les articles 2.2, 4.1, 4.2, 4.3 de la convention de financement initiale ainsi que les annexes 1 et 2.

ARTICLE 2. ARTICLES MODIFIES DE LA CONVENTION INITIALE

Le titre et le contenu de l'article 2.2 « éventuelles études complémentaires devant permettre de finaliser les études de faisabilité » de la convention initiale sont remplacés par les stipulations suivantes :

« 2.2 Etudes complémentaires devant permettre de finaliser les études de faisabilité »

Les études complémentaires devant permettre de finaliser les études de faisabilité porteront sur les thématiques suivantes :

RER C :

- Gabarits :
  - Acquisitions de données aux points critiques - précision de mesure ;
  - Etudes de faisabilité aux Points critiques en tunnels - optimisation matériel/infrastructure ;
  - Eléments pour définition d'un gabarit réduit.

- Hauteur de plancher et longueur des rames :
  - Etudes de faisabilité d'une seule hauteur de plancher pour toutes les gares (hors gares non SDA dont les quais sont à 55cm avec restitution au préalable d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue ;
  - Etudes de faisabilité des longueurs de rames dans les gares identifiées les plus contraignantes (contraintes de longueur en fonction signaux, points arrêts, etc.) ;
  - Détermination de la longueur maximale précise des quais.

Ligne U :

- Gabarits :
  - Acquisitions de données aux points critiques par levé classique ;
  - Etudes de faisabilité aux Points critiques en tunnels - pour optimisation matériel/infrastructure ;
  - Construction des données utiles pour la définition d'un gabarit réduit - optimisation matériel/infrastructure.

- Hauteur de plancher et longueur des rames :
  - Etudes de faisabilité d'une seule hauteur de plancher pour toutes les gares (hors gares non SDA dont les quais sont à 55cm avec restitution au préalable d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue ;
  - Etudes détaillées des contraintes de longueur en gare (signaux, joints isolants, précisions d'arrêts, positions des portes, etc.) et sur voies de services ;
  - Etude de faisabilité des allongements de quais à Saint Cloud ;
  - Longueur maximale précise des quais.

Ligne P – axe Gare de l'Est – Château Thierry :

- Quais :
  - Restitution d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue
  - Etude de rehaussement des quais à 92cm ou 76cm si la hauteur de plancher du train retenue est de 97cm ;
  - Ou étude d'abaissement à 55 cm si la hauteur de plancher 600mm ;
  - Etude de faisabilité de l'allongement des quais (Meaux et Gare de l'Est) ;
  - Détermination de la longueur maximale précise des quais.

L'article 4.1 « estimation du coût du projet » de la convention initiale est remplacé par les stipulations suivantes :

« L'ensemble des montants de la Convention sont exprimés en euros € hors taxe.

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de faisabilité est évalué à **1 800 000 € HT, non révisables et non actualisables ».**

L'article 4.2 « coûts détaillés par maître d'ouvrage » de la convention initiale est remplacé par les stipulations suivantes :

« Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape de l'Opération :

Etudes d'adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P – Etudes de faisabilité		
Maître d'ouvrage	**Poste de dépense**	**Estimation des Coûts en € HT courants**
SNCF Réseau	Ligne C	1 140 000
	Ligne U	360 000
	Ligne P	300 000
	Total	1 800 0000

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage. »

L'article 4.3 « plan de financement » de la convention initiale est remplacé par les stipulations suivantes :

Le plan de financement est établi en euros courants.

Etudes d'adaptations des infrastructures SNCF Réseau pour l'arrivée du Z2N NG sur les lignes RER C et Transilien U et P – Etudes de faisabilité **Montant en € HT courants et clés de financement**			
	Etat	**Région**	**TOTAL**
SNCF Réseau	540 000 €	1 260 000 €	1 800 000 €
	30%	70%	100%

L'annexe 1 « échéancier prévisionnel des appels de fonds en k€ courants » de la convention initiale est remplacée par les stipulations suivantes :

SNCF Réseau	2019	2020	2021	2022	**Total**
Etat	0	285	170	85	**540**
Région Île-de-France	0	665	530	65	**1 260**
TOTAL	**0**	**950**	**700**	**150**	**1 800**

Au sein de l'annexe 2 « contenu des études et des prestations » de la convention initiale, la dernière partie commençant par le paragraphe « si SNCF Réseau, suite au rendu des études de pré-faisabilité, justifie de la nécessité de consolider ses analyses pour atteindre un niveau de faisabilité avéré, le champ d'étude sera étendu sur les thématiques suivantes », est remplacée par les dispositions suivantes :

« A la suite du rendu des études de pré-faisabilité par SNCF réseau, le champ de la présente convention est étendu aux études et acquisitions sur les thématiques suivantes :

RER C :

- Gabarits :
  - Acquisitions de données aux points critiques - précision de mesure ;
  - Etudes de faisabilité aux Points critiques en tunnels - optimisation matériel/infrastructure ;
  - Eléments pour définition d'un gabarit réduit.

- Hauteur de plancher et longueur des rames :
  - Etudes de faisabilité d'une seule hauteur de plancher pour toutes les gares (hors gares non SDA dont les quais sont à 55cm avec restitution au préalable d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue ;
  - Etudes de faisabilité des longueurs de rames dans les gares identifiées les plus contraignantes (contraintes de longueur en fonction signaux, points arrêts, etc.) ;
  - Détermination de la longueur maximale précise des quais.

Ligne U :

- Gabarits :
  - Acquisitions de données aux points critiques par levé classique ;
  - Etudes de faisabilité aux Points critiques en tunnels - pour optimisation matériel/infrastructure ;
  - Construction des données utiles pour la définition d'un gabarit réduit - optimisation matériel/infrastructure.

- Hauteur de plancher et longueur des rames :
  - Etudes de faisabilité d'une seule hauteur de plancher pour toutes les gares (hors gares non SDA dont les quais sont à 55cm avec restitution au préalable d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue ;
  - Etudes détaillées des contraintes de longueur en gare (signaux, joints isolants, précisions d'arrêts, positions des portes, etc.) et sur voies de services ;
  - Etude de faisabilité des allongements de quais à Saint Cloud ;
  - Longueur maximale précise des quais.

Ligne P – axe Gare de l'Est – Château Thierry :

- Quais :
  - Restitution d'une présentation intermédiaire permettant d'appuyer la décision de hauteur de quai cible retenue ;
  - Etude de rehaussement des quais à 92cm ou 76cm si la hauteur de plancher du train retenue est de 97cm ;
  - Ou étude d'abaissement à 55 cm si la hauteur de plancher 600mm ;
  - Etude de faisabilité de l'allongement des quais (Meaux et Gare de l'Est) ;
  - Détermination de la longueur maximale précise des quais. »

ARTICLE 3. DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées par le présent avenant n°1 et non contraires aux stipulations de ce dernier demeurent inchangées et applicables de plein droit.

ARTICLE 4. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le …… .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Stéphane CHAPIRON** Directeur de la Direction de la Modernisation et du Développement IDF	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

RER D – Adaptation SNCF pour le RER NG – APO-REA 2

2020

Schéma Directeur du RER D

Convention de financement n°2

Adaptation des infrastructures pour le déploiement du RER NG

- Adaptation des voies principales
- Adaptation des voies de service

Etudes Avant-Projet/Projet (APO) et premiers travaux (REA)

Région îledeFrance

SNCF RÉSEAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

îledeFrance mobilités

Schéma Directeur du RER D

« Convention n° 2 relative aux études d'Avant-Projet/Projet (APO), et travaux (REA) nécessaires à l'adaptation des voies principales et de service du RER D pour le déploiement du RER NG »

SOMMAIRE

PREAMBULE 7
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Périmètre et calendrier de réalisation des TRAVAUX 8
2.1. Périmètre de la convention 8
2.1.1. Phases APO pour les adaptations Infra en voies principales (VP) et en voies de service (VS) 8
2.1.2. Phases REA pour les adaptations Infra en voies principales (VP) et en voies de service (VS) 8
2.2. Délais de réalisation 9
Article 3. Rôles et engagements des parties 10
3.1. L'Autorité organisatrice 10
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 10
3.2.1. Identification du maître d'ouvrage 10
3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage 10
3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage 10
3.3. Les financeurs 11
3.3.1. Identification 11
3.3.2. Engagements 11
3.4. Le bénéficiaire 11
Article 4. Modalités de financement et de paiement 12
4.1. Régime de TVA 12
4.2. Estimation du coût des travaux 12
4.3. Coût global des études et premiers travaux 12
4.3.1. Coût de réalisation détaillé 12
4.4. Plan de financement 13
4.5. Modalités de paiement 14
4.5.1. Versement d'acomptes 14
4.5.2. Versement du solde 15
4.5.3. Paiement 15
4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation 15
4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 16
4.7. Comptabilité du Bénéficiaire 16
Article 5. Modalités de contrôle 16
5.1. Par les financeurs 16
5.2. Par Ile-de-France Mobilités 17
ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT 17
ARTICLE 7. Gestion des écarts 17
7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet 17
7.2. Dispositions en cas de modification des délais 18
ARTICLE 8. Organisation et suivi de la présente convention 18
8.1. Le comité de pilotage 18
8.2. Le comité des financeurs 18
8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance 19
8.4. Suivi de la communication institutionnelle 20
ARTICLE 9. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETS 20
ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE 21
ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION 21
ARTICLE 12. Dispositions générales 22
12.1. Modification de la convention 22

12.2. Règlement des litiges 22
12.3. Résiliation de la convention 22
12.4. Date d'effet et durée de la convention 23
12.5. Mesures d'ordre 23
Annexes 25

Entre,

En premier lieu,

- L**'État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandaté par délibération n° CP2020- de la commission permanente du conseil régional en date du 27 mai 2020. ,

Ci-après désignés par « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau,** société anonyme au capital de 500 000 000 €, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737 N°APE 632 A, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par XXX ,dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par « **le Maître d'ouvrage »**.

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné par « **Île-de-France Mobilités** », « **le Syndicat des Transports d'Île-de-France** », « **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** » ou « **l'AOM** »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

Vu le décret 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de SNCF Réseau ;

Vu le décret 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu la délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération cadre n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 approuvant la révision du volet « mobilité multimodale » du Contrat de Plan 2015-2020 ;

Vu les orientations du Schéma Directeur du Matériel Roulant, adoptées au conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 13/07/2016 ;

Vu la délibération n° CP 2019-130 du 03 juillet 2019 approuvant la convention relative aux études d'Avant-Projet/Projet, Projet et travaux nécessaires à l'adaptation des infrastructures du RERD pour le déploiement du RER NG.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Présentation du projet

Lors de la séance de son conseil d'administration le 13 juillet 2016, le Syndicat des Transports d'Île-de-France a préconisé l'acquisition du RER NG sur la ligne D. Les premières rames ont été commandées au conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 11 janvier 2017.

Le déploiement de nouveaux matériels roulants nécessite des adaptations des voies principales ainsi que des voies de garages et de maintenance.

Une première convention de financement portant sur les études préliminaires et acquisitions de données des infrastructures de la Ligne D, a été conclue et notifiée le 31 Juillet 2017.

Une deuxième convention de financement portant sur les études AVP/PRO/DCE des installations fixes sur les Lignes L/A/J, E/P, N, D/R, convention dite « multi-sites 1 », a été conclue et notifiée le 8 octobre 2018. Elle a été complétée par une troisième convention de financement portant sur les études AVP/PRO/DCE de la Ligne D conclue et notifiée le 12 Juin 2019 ainsi qu'une quatrième convention de financement dite « multi-sites 2 », conclue et notifiée le 20 juin 2019.

Enfin, une convention de financement portant sur les études AVP/PRO/DCE et les premiers travaux (REA) d'infrastructure de la Ligne D est en cours de signature et a été votée lors du CP 2019-130 du 03 juillet 2019.

La présente convention s'inscrit (i) dans le cadre de la formalisation du financement nécessaire pour adapter les infrastructures SNCF Réseau à l'ensemble de ces déploiements de nouveaux matériels roulants, et (ii) dans le prolongement des conventions de financement précitées.

Elle couvre les besoins de financement liés aux engagements de phases nécessaires en 2020, pour ne pas mettre en péril le calendrier de déploiement envisagé.

Coût d'objectif global du projet

Le coût d'objectif du projet regroupant l'ensemble des opérations d'adaptation des voies principales et des installations de garages et de maintenance sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau sera définitivement établi à l'issue des phases AVP ou APO et de leur validation par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la poursuite des études d'Avant-Projet/Projet et travaux concernant les différentes adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Avant-Projet/Projet, ainsi que la suite des premiers travaux d'adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention,

- de préciser les conditions de suivi des études et des travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG – études APO et travaux – convention n° 2 »

ARTICLE 2. PÉRIMÈTRE ET CALENDRIER DE RÉALISATION DES TRAVAUX

2.1. Périmètre de la convention

La présente convention a pour objet de contractualiser le financement des études d'Avant-Projet/Projet (APO), ainsi que la suite des premiers travaux concernant les différentes adaptations d'infrastructure nécessaires au déploiement du RER NG sur le RER D :

- Phases APO pour les adaptations des infrastructures en ligne et de voies de service (VS),
- Phase REA pour les adaptations des infrastructures en ligne et de voies de service (VS).

2.1.1. Phases APO pour les adaptations Infra en voies principales (VP) et en voies de service (VS)

Le financement contractualisé dans le cadre de la présente convention permet la réalisation des études d'adaptations liées aux voies principales et voies de services sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau pour l'arrivée du matériel roulant RER NG sur la ligne D, notamment :

- Les adaptations permettant la desserte commerciale des gares : rehaussement/abaissement, allongement de quais, dégagement gabarit, déplacement éventuel de signaux, balises, éclairages…

- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : alimentation électrique (sous-stations, Postes de Mise en Parallèle, caténaires, feeder, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques), gabarit, tiroirs de retournement, KVB, annonces PN, acquisitions foncières…, y compris pour les itinéraires techniques en IdF et hors IdF.

- Les adaptations nécessaires au garage (voies de service) des RER NG : adaptations caténaires, EALE, sectionnement critique, signalisation (dont repères d'arrêt, postes et balises), voies, éclairage, gabarit, entrevoies, sécurité, réseaux d'eau et d'électricité,…

2.1.2. Phases REA pour les adaptations Infra en voies principales (VP) et en voies de service (VS)

La présente convention concerne la suite des premiers travaux d'adaptations liés aux voies principales et voies de services sous la maîtrise d'ouvrage (MOA) de SNCF Réseau pour l'arrivée du matériel roulant RER NG sur la ligne D, notamment :

- Les adaptations permettant la desserte commerciale des gares : rehaussement/abaissement, allongement de quais, dégagement gabarit, déplacement éventuel de signaux, balises, éclairages…

- Les adaptations d'équipements permettant la bonne circulation des trains : alimentation électrique (sous-stations, Postes de Mise en Parallèle, caténaires, feeder, circuits de retour du courant de traction, sectionnements critiques), gabarit, tiroirs de retournement, KVB, annonces PN, acquisitions foncières…, y compris pour les itinéraires techniques en IdF et hors IdF.

- Les adaptations nécessaires au garage (voies de service) des RER NG : adaptations caténaires, EALE, sectionnement critique, signalisation (dont repères d'arrêt, postes et balises), voies, éclairage, gabarit, entrevoies, sécurité, réseaux d'eau et d'électricité,…

SNCF Réseau fera, opération par opération, un point financier de l'état des dépenses dans le cadre des comités techniques et comités des financeurs mentionnés à l'article 8, et remettra l'ensemble des résultats d'études à Île-de-France Mobilités en précisant les interfaces et la cohérence avec les installations étudiées par ailleurs par SNCF Mobilités dans le cadre du SDMR selon la connaissance que SNCF Réseau en a.

La présente convention intègre notamment dans son périmètre :

- la prise en charge des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, participation des entités charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport à l'élaboration des études d'avant-projet/projet) ;
- les études ;
- les frais de maîtrise d'œuvre nécessaires à la bonne exécution de leurs missions ;
- les activités nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des Maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention ;
- la mise à jour et la présentation d'un planning de réalisation jusqu'à sa mise en service ;
- l'évaluation pour chaque situation concernée des frais liés à la mise en place d'une offre de substitution en cas d'interruption du trafic ;
- les acquisitions foncières;
- les commandes de matière nécessaires pour la réalisation des travaux ;
- la réalisation partielle des travaux ;
- le suivi de l'exécution des travaux ;
- les missions d'ingénierie et les accompagnements nécessaires : Mission Sécurité Ferroviaire (MSF), contrôle technique, coordination sécurité et protection de la santé, sondages, levés topographiques et diagnostics divers ;
- la réception des travaux et la levée des réserves.

2.2. Délais de réalisation

Le délai de réalisation prévisionnel des études et travaux concernant les adaptations de voies principales et de voies de services est fixé à 64 mois à compter de la notification de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 12.4 de la présente convention par IDFM à l'ensemble des autres parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études et travaux figure en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, Île-de-France Mobilités est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité Organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements. A cet effet, Île-de-France Mobilités suit la mise en œuvre et veille au respect du programme, de l'objectif et des coûts du Projet.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations est SNCF Réseau.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage des opérations objet de la présente convention est SNCF Réseau.

SNCF Réseau est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans les dossiers d'Avant-Projet approuvés par le Conseil pour les différents projets d'adaptation des infrastructures de la ligne du RERD dans la perspective du déploiement du RER NG.

3.2.3. Engagement du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des travaux, dès lors que les financements obtenus permettront de mener les réalisations jusqu'à leur terme, conformément aux coûts et délais des AVP correspondants qui seront approuvés par le Conseil d'Ile-de-France Mobilités.

Sous réserve de disposer des financements nécessaires dans les conditions définies à la présente convention, le Maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation de la deuxième phase de la phase REA, telle que définie aux articles 2.1.1 et 2.1.2 de la présente convention.

Le Maître d'ouvrage s'engage à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'Autorité Organisatrice des transports, dans les meilleurs délais, des éventuels risques de dérive du planning et/ou des coûts. Île-de-France Mobilités informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maître d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

La présente convention correspond à une anticipation par les financeurs du financement de la phase de réalisation. Elle correspond au financement d'une deuxième phase fonctionnelle de travaux correspondant au montant alloué par la présente convention. Un allotissement sera défini au plus tard à l'engagement de la phase de réalisation, ce qui permettra de solliciter les financeurs sur l'échéance et le montant du besoin de financement complémentaire.

Compte-tenu de l'avancement des études à la date de rédaction de la présente convention, l'engagement du maître d'ouvrage sur la phase de réalisation est sous réserve de validation par les instances de gouvernances compétentes de SNCF Réseau de l'engagement de la phase REA de chaque projet. SNCF Réseau s'engage à informer Île-de-France Mobilités dès l'intervention de cette validation.

Le Maître d'ouvrage s'engage au respect du coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence tel qu'il sera défini dans les Avant-Projets correspondants, sous réserve que la notification de la présente convention, et des suivantes, ne génère pas de retards ou d'arrêts des interventions du Maître d'ouvrage.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le Maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif fixé en euros constants.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études et travaux, objet de la présente convention, s'inscrit dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour un montant total de **69 700 000 courants**, réparti selon les clés de répartition suivantes :

- L'Etat (30 %), soit 20 910 000€ ;
- La Région Île-de-France (70 %), soit 48 790 000€.

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires à la réalisation des travaux définis à l'article 2, dans la limite des montants inscrits au plan de financement en euros courants tel qu'arrêté à l'article 4.4 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des appels de fonds visé à l'annexe 3.

3.4. Le bénéficiaire

SNCF Réseau est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Île-de-France

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Régime de TVA

S'agissant de dépenses se rapportant à des études et des travaux relatives à un investissement sur le réseau ferré national, les financements en tant que subvention d'investissement ne sont pas soumis à TVA.

4.2. Estimation du coût des travaux

Le périmètre et le coût objectif global du projet seront précisés une fois l'ensemble des études AVP achevés et approuvés par le Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France.

Les signataires de la convention conviennent de mettre en place un financement de **69 700 000 € courants** au bénéfice de SNCF Réseau pour la réalisation des études et travaux, objet de la présente convention.

Il est prévu une convention complémentaire destinée à compléter le financement du projet. La convention complémentaire sera mise en place conformément aux besoins d'engagement du maître d'ouvrage, sous réserve du vote par l'assemblée délibérante.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade des études d'avant-projet.

4.3. Coût global des études et premiers travaux

4.3.1. Coût de réalisation détaillé

Le Maître d'ouvrage fournit une estimation de niveau Etudes Préliminaires en euros courants des différents postes d'études et des travaux du projet global concernant l'adaptation des infrastructures du RER D pour le déploiement du RER NG, dont le détail figure à titre indicatif ci-dessous.

Opérations	Phase	Poste de dépense	Coûts € courants
Adaptation voies principales	**APO 3**	**Total**	4 000 000€
		MOA	180 000€
		MOE	3 220 000€
		PR	6 00 000€
Adaptation voies principales	**REA 2**	**Total**	28 000 000€
		Travaux	19 600 000€
		MOA	980 000€
		MOE	5 600 000€
		PR	1 820 000€
Adaptation voies de services	**APO 2**	**Total**	5 500 000€
		MOA	247 500

		MOE	4 427 500
		PR	825 000
Adaptation voies de services	**REA 2**	**Total**	32 200 000€
		Travaux	22 540 000€
		MOA	1 127 000€
		MOE	6 440 000€
		PR	2 093 000€
Total			69 700 000€

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles selon un principe de fongibilité des différents postes de dépenses, dans le respect de l'enveloppe globale.

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.), dans l'instance de suivi de la convention.

4.3.2. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de 01/2019.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la délibération de la Région Ile-de-France de la convention ;
- puis de 3 % par an au-delà.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

4.4. Plan de financement

L'opération est financée sous forme de subventions d'investissement suivant la clé de répartition définie dans le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Le plan de financement est établi comme suit, en euros courants HT :

Adaptation infra du RERD – Convention PRO-REA Montant € courants HT et %			
	Etat 30 %	**Région 70 %**	**TOTAL**
MOA SNCF Réseau	20 910 000	48 790 000	**69 700 000**

4.5. Modalités de paiement

4.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées indiquant notamment la date et la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application de la clé de financement définie à l'article 4.4.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

Les demandes de versement d'acomptes auprès de l'Etat comporteront les éléments suivants :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.3. daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 4.4.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

c- Plafonnement des acomptes

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. S'agissant d'une Opération inscrite au CPER 2015-2020, la Région applique l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné pour SNCF Réseau à 90% du montant de la subvention.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.2. Versement du solde

Après achèvement du Projet, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, ainsi que le bilan physique et financier de l'Opération.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.5.1 signés par le représentant légal de l'organisme indiqués à l'article 3.2.1. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation de la liste des factures acquittées et dans le respect des dispositions de l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si au moins une convention de financement relative à cette opération est notifiée postérieurement à la présente convention, les dispositions relatives au plafonnement des acomptes sont reprises dans la dernière convention de financement relative à cette opération et tiennent compte des engagements les plus récents.

4.5.3. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le maître d'ouvrage des stipulations de la présente convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 4.5.1 et 4.5.2 de la présente convention.
Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

4.5.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction

			Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	REGION ÎLE-DE-FRANCE 2 rue Simone VEIL 93 400 Saint-Ouen	Pôle finance Direction de la comptabilité	Alexa GUENA-ANDERSON, Pôle finance – Direction de la comptabilité
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	Patricia LANGELEZ Patricia.langelez@reseau.sncf.fr TEL : 01 85 57 96 70

4.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente de la Région Île-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.7. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études et travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par Ile-de-France Mobilités

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

5.3 Intervention d'experts

L'autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'autorité organisatrice. Le Maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le Maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6. MODALITES D'AUDIT

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L. 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.
Ces audits éclairent les Parties sur les modalités de clôture de l'opération.

ARTICLE 7. GESTION DES ECARTS

Cet article concerne la gestion des écarts constatés après approbation des dossiers d'Avant-projet correspondant à l'opération.

7.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les bénéficiaires s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées à due proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.4. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté par le Maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois à l'AO et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque Maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'AO, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 8.2), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4.4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le Maître d'ouvrage est entendu et informé

de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la convention de financement. Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au Maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

7.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des études et travaux prévus à l'article 2.2 de la Convention ne peut être assuré, l'État, la région et l'AO peuvent solliciter du Maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'AO, à l'État et à la région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le Maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs, cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le Maître d'ouvrage, l'État et la région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'État, la région, l'AO et le Maître d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

8.1. Le comité de pilotage

Sous la présidence de l'autorité organisatrice, ce comité est composé du maître d'ouvrage ainsi que des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs.
Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin pour traiter des questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'article suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Le maître d'ouvrage présente alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 5,6 et 7 de la convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité de pilotage au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.
Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.2. Le comité des financeurs

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation de l'Opération. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'Opération.
A l'initiative de l'AOM, le comité se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire.
A l'initiative de l'une des Parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire, après convocation envoyée par l'AOM, dans le mois suivant sa saisine.
Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par l'AOM et fait l'objet d'un avis transmis par ce dernier aux financeurs.
Les membres sont convoqués par l'AOM avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état comparatif entre le coût d'objectif détaillé par postes tels qu'indiqués à l'AVP et le coût final de l'Opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

8.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Le Maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement de l'Opération devant le Conseil d'Ile-de-France Mobilités à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer Île-de-France Mobilités et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le Maître d'ouvrage s'engage également à inviter Île-de-France Mobilités et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

8.4. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du maître d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.
Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit le maître d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'Opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'Opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des Etudes qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présentent les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire est identique.

Le compte-rendu du comité de communication est assuré par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2.2 de la convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût d'objectif, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif, approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que l'un des maîtres d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la convention, il transmet à Île-de-France Mobilités ainsi qu'aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières, y compris sur les échéanciers d'appels de fonds. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du Comité ad hoc ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif est présenté au Conseil d'Île-de-France Mobilités. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'Opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage, sur son périmètre, de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'Opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le maître d'ouvrage est propriétaire des Etudes et Résultats des Etudes qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmet aux financeurs les résultats d'Etudes, après validation du comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage transmet à l'autorité organisatrice les résultats des Etudes visées dans la présente convention et tout autre document et support d'information nécessaires à Île-de-France Mobilités pour remplir son rôle d'autorité organisatrice.

Les Résultats des Etudes pourront être utilisés librement par l'autorité organisatrice et les financeurs dans le cadre de la poursuite de la réalisation de l'Opération.

Les résultats d'Etudes seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format informatique natif et PDF.

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses Etudes et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.
Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.
Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des Etudes en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

ARTICLE 11. BILAN DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition du coût final selon les postes constitutifs du coût d'objectif, défini à l'article 4.3, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.5.4 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

12.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à six (6) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

12.3. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- si l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation pour motif d'intérêt général prononcée en application du présent article n'ouvre pas droit à indemnisation des bénéficiaires des subventions, sauf à ce que ces derniers justifient des coûts et préjudices résultant pour lui de ladite résiliation, en particulier des indemnisations dues au(x) titulaire(s) du(des) marché(s) passé(s) pour la réalisation des études et premiers travaux objet de la présente convention.

12.4. Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention par le Conseil Régional d'Île-de-France ou sa Commission Permanent ou de la date indiquée par ladite délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 12.3 soit après la réalisation des étapes suivantes :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.5.2;

- à la date de la constatation de la caducité de la convention selon les modalités prévues à l'article 4.6.

12.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / / .

Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France
Pour SNCF Réseau, **Guillaume MARBACH** Directeur Général Île-de-France	Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 1

Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Direction Générale Île-de-France - Direction de la modernisation et du développement – Agence SDMR – Stéphane Leprince

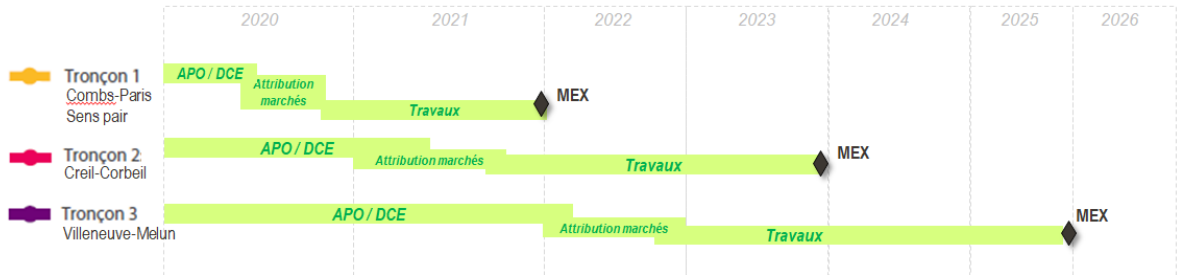
Annexe 2

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des appels de fonds SNCF RESEAU en K€

K€ HT courant	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Etat	0	1 500	1 500	3 000	6000	6000	2910	20910
Région	0	3 500	3 500	7 000	14000	14000	6790	48790
Total	**0**	**5 000**	**5 000**	**10 000**	**20000**	**20000**	**9700**	**69700**

Annexe 3 : **Calendrier prévisionnel**



DÉLIBÉRATION N°CP 2020-156

DU 27 MAI 2020

ROUTE : MISE EN ŒUVRE DU PLAN "ANTI-BOUCHON ET POUR CHANGER LA ROUTE" ET AUTRES OPÉRATIONS ROUTIÈRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le décret en Conseil d'État n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU les délibérations n° CP14-147 du 30 janvier 2014 et n° CP14-553 du 17 octobre 2014 affectant des autorisations de programme à l'opération « Requalification de la RD30 » ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 9 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

VU les délibérations n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, CP 2017-226 du 5 juillet 2017, CP 2017-414 du 18 octobre 2017 et CP 2017-529 du 22 novembre 2017 relatives au protocole d'intention avec l'Etat et aux contrats-cadre Région-Département pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU la délibération n° CP 2018-074 du 16 mars 2018 affectant une autorisation de programme à l'opération « RD 14 – déviation de La Chapelle-en-Vexin » ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant les avenants aux contrats-cadre avec chacun des Départements pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-156 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Innovation – INV », au financement du programme d'innovation sur le boulevard circulaire du conseil départemental des Hauts-de-Seine, détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **410 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **410 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement des projets d'aménagement de voirie départementale détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **26 307 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions et de l'avenant joints en annexes 3 à 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **8 890 000 €** et une autorisation de programme de projet de **15 100 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200301 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **2 317 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 823 « voirie départementale » - programme HP 823-003 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18200302 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de requalifier l'affectation n°14000315 relative à la subvention d'un montant de 800 000 € pour l'opération RD30 – aménagements cyclables, attribuée au Département des Yvelines par délibération n° CP 14-147 du 30 janvier 2014, en autorisation de programme de projet.

Décide de requalifier l'affectation n°14013975 relative à la subvention d'un montant de 500 000 € pour l'opération RD30 – aménagements cyclables, attribuée au Département des Yvelines par délibération n° CP 14-553 du 17 octobre 2014, en autorisation de programme de projet.

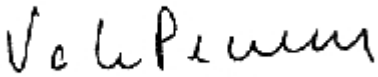
Décide de requalifier l'affectation n°14013971 relative à la subvention d'un montant de 2 520 936 € pour l'opération RD30 – protections phoniques, attribuée au Département des Yvelines par délibération n° CP 14-553 du 17 octobre 2014, en autorisation de programme de projet.

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement relative à « l'aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD 30 à Plaisir et Elancourt (phase 1) » (affectation n° 14000315) et autorise la présidente du conseil régional à le signer (annexe 11).

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention « Voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson – phase 2 » à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet n° 20004193 jointe en annexe 1 à la délibération par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33- 10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc177415-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches Projets

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20004206 - ROUTE - INNOVATION - BOULEVARD CIRCULAIRE - CD92

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV (n° 00001026)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204131-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Innovation - INV	820 000,00 € HT	50,00 %	410 000,00 €
	Montant total de la subvention		410 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative	:	HOTEL DU DEPARTEMENT 92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Georges SIFFREDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : innovation sur le boulevard circulaire de La Défense

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dans le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », le Département s'est engagé à déployer sur le Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR) des innovations portant sur les thématiques listées en annexe du Plan régional.
Le Département a lancé un appel à projets (AAP) en 2019 dédié à l'innovation sur le boulevard circulaire. Le jury de l'AAP a désigné quatre lauréats dont les projets portent sur des innovations que la Région souhaite tester.

Le projet comprendra les quatre expérimentations suivantes :
- ITS Ready : feux tricolores intelligents optimisant en temps réel les temps de feux.
- Flowell : signalisation horizontale lumineuse dynamique permettant de structurer visuellement la chaussée.
- Luciole : solution d'éclairage urbain intelligent qui combine un revêtement routier clair avec des candélabres à LED munis de détecteurs capables d'intégrer la vitesse de rapprochement des véhicules.
- Gestion intelligente du trafic : à partir d'analyses de vidéos de trafic et d'un modèle prédictif basé sur des algorithmes de Machine Learning, le projet propose des scénarii de modulation des plans de feux et d'adaptation des vitesses afin d'anticiper les situations de saturation pour éviter une congestion totale du boulevard.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage estimée à 820 000 € HT, soit une participation régionale de 410 000 €.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ITS Ready	200 000,00	24,39%
Flowell	250 000,00	30,49%
Luciole	250 000,00	30,49%
Gestion dynamique du trafic	120 000,00	14,63%
Total	820 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	410 000,00	50,00%
Fonds propres	410 000,00	50,00%
Total	820 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20003978 - ROUTE - ETUDES ET DEVELOPPEMENT DU SITER DANS LES YVELINES - VOLET 1 (78)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative	:	2 PLACE ANDR MIGNOT 78000 VERSAILLES
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études et développement du SITER dans les Yvelines

Dates prévisionnelles : 29 mai 2020 - 31 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération doit permettre la réalisation d'une nouvelle étape du développement, au département des Yvelines, de l'outil de gestion SITER (Système Intelligent de Transport et d'Exploitation de la Route) actuellement opérationnel dans le département des Hauts-de-Seine.
Cette étape consiste à relier par un lien permanent (fibre optique) un premier axe, constitué en l'occurrence des 18 carrefours de la RD 308 sur Houilles et Sartrouville, au PC SITER situé à Nanterre.
Cette opération se décompose en 4 phases :
- 1ère phase : raccordement d'un carrefour « Tête de grappe » RD 308 au PC SITER de Nanterre en utilisant une liaison MPLS (Multiprotocol Label Switching)
- 2ème phase : raccordement des autres carrefours de l'axe RD 308 à ce carrefour « tête de grappe » par une liaison optique
- 3ème phase : test des fonctionnalités et adaptation des équipements de signalisation RD 308 pour trouver les conditions d'un paramétrage SITER optimisé
- 4ème phase : optimisation des programmations sur la RD 308
- 5ème phase : étude, test et recherche des adaptations des « têtes de grappes » sur l'ensemble du

territoire yvelinois (découpage zonal indicatif)

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le financement de la présente opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 800 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :
- Région Île-de-France : 50%, soit 400 000 €,
- Département des Yvelines : 50 %, soit 400 000 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, Conseils, Assistance à Maître d'Ouvrage	50 000,00	6,25%
Equipement des carrefours RD 308	250 000,00	31,25%
Etablissement d'une liaison fibre optique entre la RD 308 au PC SITER à Nanterre	400 000,00	50,00%
Adaptation du PC SITER	50 000,00	6,25%
Etablissement d'une liaison fibre optique entre les zones yvelinoises au PC SITER à Nanterre	50 000,00	6,25%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	400 000,00	50,00%
Fonds propres	400 000,00	50,00%
Total	800 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20004193 - ROUTE - VOIE NOUVELLE DEPARTEMENTALE A SARTROUVILLE ET MONTESSON - PHASE 2 (78)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	7 500 000,00 € HT	30,00 %	2 250 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDR MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'aménagement de la 2e phase de la voie nouvelle Sartrouville Montesson

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2019 - 30 juin 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La deuxième phase du projet (tronçon au sud de l'A14) intervenant à la suite d'une première phase (tronçon au nord de l'A14), certains marchés et travaux ont du être anticipés.

Description :
Le projet global prévoit :
- création d'environ 4km de voie nouvelle et réaménagement de 2km de voies existantes, principalement à 2×1 voie, à l'exception d'un tronçon à 2×2 voies sur 400m dans la Plaine de Montesson ;
- réaménagement d'environ 2km de pistes cyclables bidirectionnelles ;
- construction de 6 ouvrages d'art routiers ;
- construction de 2 ouvrages d'art piétons cycles et 1 ouvrage d'art de rétablissement agricole ;
- construction de 2 ouvrages d'art ferroviaires ;
- construction d'une tranchée couverte ;
- réalisation de 9 carrefours plans dont 8 carrefours giratoires et 1 place carrée à feux ;
- réalisation de protections phoniques et d'aménagements paysagers.

L'opération doit permettre la réalisation des travaux suivants :

- Création d'un barreau de liaison entre la RD1021 nouvellement aménagée et la RD311 sur la commune de Montesson ;
- Création de deux giratoires de raccordement au droit des deux RD ;
- Réalisation d'aménagements paysagers sur le projet global.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 7,5 M€ HT allouée pour l'opération « voie nouvelle départementale à Sartrouville et Montesson – phase 2 », soit une participation régionale de 2,25M€.

Localisation géographique :

- MONTESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassements, assainissement, chaussées, protections acoustiques, équipements	6 197 000,00	82,63%
Eclairage public	53 000,00	0,71%
Aménagements paysagers et confortement des végétaux	1 250 000,00	16,67%
Total	7 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 250 000,00	30,00%
Fonds propres	5 250 000,00	70,00%
Total	7 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004201 - ROUTE - CARREFOUR DE LA MANUFACTURE DE SEVRES (92)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	35 000 000,00 € HT	30,00 %	10 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative	:	HOTEL DU DEPARTEMENT 92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Georges SIFFREDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement du carrefour de la manufacture de Sèvres

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet vise à la transformation de l'échangeur de la Manufacture en un échangeur urbain pour faciliter la mobilité des usagers, améliorer la sécurité routière et mettre en valeur la Cité de la Céramique de Sèvres et le Domaine de Saint Cloud.
Il est prévu la suppression des ouvrages d'art (viaduc et passage souterrain), la création de deux carrefours d'échange de type ronds-points gérés par deux feux tricolores, la création d'espaces sécurisés pour les piétons et les personnes à mobilité réduite.
Les liaisons pour les modes actifs sont améliorées, connectant la cité de la Céramique :
- à la rive Sud du Pont de Sèvres ;
- à l'itinéraire modes doux aménagé en bords de Seine dans le cadre du projet Vallée Rive Gauche ;
- à l'esplanade piétonne aménagée devant les locaux d'activités rue Troyon, en connexion avec la Grande Rue de Sèvres par la réalisation d'un passage dans le remblai du viaduc de la RN 118 et l'élargissement du trottoir.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des

stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 35 M€ HT allouée pour l'opération « Carrefour de la manufacture de Sèvres », soit une participation régionale de 10,5 M€.

Localisation géographique :

- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études	2 699 250,00	7,71%
travaux	32 300 750,00	92,29%
Total	35 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 500 000,00	30,00%
Fonds propres	24 500 000,00	70,00%
Total	35 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20004202 - ROUTE - MISE A DOUBLE SENS DE LA RD914 A NANTERRE ET PUTEAUX - REA1 (92)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	25 000 000,00 € HT	30,00 %	7 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
92000 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Georges SIFFREDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise à double sens de la RD914

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 juin 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Un projet de requalification du boulevard de La Défense (RD 914) a été initié, permettant de modifier le profil en travers de la voie aujourd'hui à 3 voies à sens unique vers l'ouest (sens La Défense vers A86) en un boulevard urbain à double sens (2 voies par sens) permettant une meilleure insertion urbaine et une desserte locale plus adaptée à l'évolution du secteur.

Trois tronçons ont été identifiés :
- Tronçon 1 : du boulevard circulaire au boulevard Aimé Césaire. Ce tronçon correspond à l'ancienne voie nationale.
- Tronçon 2 : du boulevard Aimé Césaire à la rue Célestin Hébert. Ce tronçon correspond à la partie départementale de la voie sans ouvrage majeur.
- Tronçon 3 : de la rue Célestin Hébert à l'avenue François Arago. Ce tronçon correspond à la partie départementale de la voie comprenant plusieurs types d'ouvrages complexes.

Les études des tronçons 1 et 2 ont déjà été réalisées, les phases travaux débuteront dès 2020.
Le tronçon 3 doit faire l'objet d'études avant le démarrage des travaux.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 30% d'une enveloppe de 25 M€ HT allouée pour l'opération « RD914 mise à double sens », soit une participation régionale de 7,5 M€.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE
- NANTERRE
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux tronçons 1 et 2	19 800 000,00	79,20%
Etudes tronçon 3	1 200 000,00	4,80%
Travaux tronçon 3	4 000 000,00	16,00%
Total	25 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 500 000,00	30,00%
Fonds propres	17 500 000,00	70,00%
Total	25 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004203 - ROUTE - ETUDES DE DOUBLEMENTS DES PONTS DE LA VILLEDIEU - RD58 (78)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 500 000,00 € HT	40,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDR MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études de doublement des Ponts de la Villedieu (RD58)

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 avril 2024
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les deux ponts qui permettent à la route départementale RD58 de franchir la route nationale 10 ainsi que le faisceau ferré vers Paris-Montparnasse, limités à une voie par sens et supportant un trafic journalier de près de 25 000 véhicules, sont la source d'importantes difficultés de circulation aux heures de pointe. Par ailleurs, l'étroitesse du profil en travers de l'ouvrage au-dessus des voies ferrées constitue une véritable insécurité pour les modes actifs.

La présente convention couvre les phases d'études suivantes :
- Etude d'opportunité
- Dossiers procédures administratives (évaluation environnementale, DUP, autorisations travaux…)
- Etudes de faisabilité (APS)
- Mission de Maitrise d'œuvre en phase conception (AVP, PRO, ACT)

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des

stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 40% d'une enveloppe de 1,5 M€ HT allouée pour l'opération « Pont de la Villedieu - RD58 », soit une participation régionale de 600 000 €.

Localisation géographique :
- ELANCOURT
- LA VERRIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude d'opportunité	160 000,00	10,67%
Dossiers de procédures administratives	240 000,00	16,00%
Etudes de faisabilité	100 000,00	6,67%
Mission de maitrise d'oeuvre en phase conception (AVP, PRO, ACT)	1 000 000,00	66,67%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	600 000,00	40,00%
Subvention CASQY (attribuée)	150 000,00	10,00%
Fonds propres	750 000,00	50,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004371 - ROUTE - AMENAGEMENT RD370 A GONESSE ENTRE RD84 ET RD970 (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	1 300 000,00 € HT	30,00 %	390 000,00 €
	Montant total de la subvention		390 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 AVENUE DU PARC 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération doit permettre la réalisation des travaux de requalification de la RD 370 entre la RD 84 et la RD 970 sur la commune de Gonesse, en limite sud du centre urbain historique.

La RD 370 supporte actuellement un trafic journalier de l'ordre de 26 800 véhicules (dont 1 950 poids-lourds).
Les études de trafic démontrent, à l'horizon 2030, un abaissement du trafic sur cet axe de l'ordre de 14%, notamment dû à la réalisation de la section Est de l'Avenue du Parisis.
Cependant, les transports en commun restent congestionnés, notamment aux heures de pointe dans la circulation générale (spécifiquement au droit des giratoires traversés).
Aussi, l'abaissement mécanique du trafic est l'occasion d'opérer la mise en œuvre d'une voie dédiée aux transports en commun tout en conservant un niveau de service satisfaisant pour les véhicules particuliers et les poids-lourds.

La RD370 présente le caractère d'une voie express urbaine : 2x2 voies autour d'un terre-plein central, des trottoirs lacunaires, absence d'aménagement cyclable ou en faveur des transports en commun. Bien qu'elle soit située en agglomération, la vitesse autorisée de la circulation sur cette section est de 70 km/h.

Elle est dépourvue de qualité paysagère et d'urbanité.

Le contenu de l'opération de requalification est le suivant :
- création d'un profil à 2x1 voies VL et une voie bus bilatérale (diminution de largeur des files de circulation), excepté lorsque le trafic nécessite une conservation à 2x2 voies (au niveau des carrefours par exemple),
- création de pistes cyclables, sécurisées et séparées des cheminements piétons,
- création d'espaces sécurisés et adaptés aux circulations douces,
- création d'une 4ième branche au carrefour à feux SEGRO,
- création d'un bassin de rétention de 500 m3 à proximité du Croult pour les eaux pluviales de la RD 370 requalifiée.

S'agissant d'une requalification dans l'assiette foncière de l'actuelle voie, le projet n'est pas touché par le Code de l'Environnement.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.
Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 300 000 € HT.
Dans le cadre du Plan "anti-bouchon" et pour changer la route, révisé en 2019, la Région s'engage à financer ce projet à hauteur de 30%.
La subvention proposée pour la Région s'élève donc à 390 000 €.

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations de chantier et signalisation	100 000,00	7,69%
Terrassements	300 000,00	23,08%
Chaussées	500 000,00	38,46%
Assainissement	350 000,00	26,92%
Signalisation horizontale et verticale	50 000,00	3,85%
Total	1 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	390 000,00	30,00%
Fonds propres (Département)	910 000,00	70,00%
Total	1 300 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20004372 - ROUTE - RD14 DEVIATION DE LA CHAPELLE-EN-VEXIN - 2E AFFECTATION (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200301- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	6 000 000,00 € HT	76,67 %	4 600 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 AVENUE DU PARC 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2025
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La RD14 est un axe structurant du Val d'Oise inscrit au réseau routier d'intérêt régional de niveau 1. L'opération consiste à dévier la RD afin qu'elle ne traverse plus le village de La Chapelle-en-Vexin. En effet, La Chapelle-en-Vexin est la dernière zone agglomérée traversée par les 12 000 véhicules/jour (dont 13% de poids lourds) de la RD14.
L'opération permettra de sécuriser les usages locaux et de réduire significativement les nuisances aux riverains, d'accroître le niveau de service de cet axe structurant en supprimant la dernière séquence urbaine (à feux) entre Paris et l'Eure.

Dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », la convention signée le 14 mai 2018 fixe les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation de l'opération.
Cette convention de 8 millions d'euros (répartis à 70% pour le CD95 et 30% pour la Région) couvre les études, acquisitions foncières et travaux liés au projet.

Suite à la concertation avec les acteurs locaux, le tracé de la déviation a été substantiellement modifié,

portant le coût total du projet à 14 millions d'euros.
Lors de la révision du Plan « anti-bouchon » en novembre 2019, la Région a acté l'évolution du coût du projet et proposé d'augmenter sa participation à hauteur de 50 % (soit 7 millions d'euros) afin que ce projet essentiel à la sécurité des Val d'Oisiens puisse se concrétiser.

La convention est donc modifiée par avenant.
Une deuxième affectation est nécessaire pour actualiser le financement du projet.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNT, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération CR 2017-54 modifiée par la délibération CR 2019-047, la Région s'engage à financer 50% de la dépense supportée par le maitre d'ouvrage estimée à 14 000 000 € HT, soit une participation maximale de 7 000 000 €.

Une première affectation de 2 400 000 € HT a été approuvée par la commission permanente du 16 mars 2018, soit un taux de participation de 30% du coût estimé alors à 8 000 000 € HT.

La présente affectation s'élève à 4 600 000 € (7 000 000 - 2 400 000).
La dépense supplémentaire du maître d'ouvrage est estimée à 6 000 000 € HT (14 000 000 - 8 000 000).
Cette deuxième affectation de 4 600 000 €, permet donc de financer la dépense complémentaire du maître d'ouvrage estimée à 6 000 000 € HT, à un taux de 76,67 %.

Cette opération bénéficie d'une autorisation de programme de projet.

Localisation géographique :
- LA CHAPELLE-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	500 000,00	8,33%
Acquisitions foncières	500 000,00	8,33%
Travaux	5 000 000,00	83,33%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 600 000,00	76,67%
Fonds propres CD95	1 400 000,00	23,33%
Total	6 000 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-156

DOSSIER N° 20004409 - ROUTE - RN20 - SECTION LINAS-BALLAINVILLIERS - ETUDES (91)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale (n° 00001025)
Délibération Cadre : CR2019-047 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 908-823-204132-182003-200
Action : 18200302- Aménagement des infrastructures de voirie départementale en grande couronne

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route - Aménagement d'infrastructures sur voirie départementale	135 000,00 € HT	50,00 %	67 500,00 €
	Montant total de la subvention		67 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : études d'opportunité et de faisabilité visant à améliorer les conditions de circulation sur la section de la RN20 comprise entre Linas et Ballainvilliers (91)

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Axe majeur de déplacement du sud de l'Ile-de-France, le caractère structurant de la RN20 a entraîné le développement d'une urbanisation multiforme, parfois dégradée, héritée d'apports successifs sans cohérence d'ensemble.

L'ensemble de la RN 20 connaît un développement urbain important sous forme de ZAC (les Belles Vues à Arpajon et Ollainville, Le lièvre d'Or à Saint-Germain-Lès-Arpajon) ou de programmes immobiliers. Ainsi, sur le secteur, ce sont près de 6500 logements qui verront le jour d'ici 6 ans, représentant près de 15 000 habitants.

Dans ce contexte de fort trafic, la RN20 joue également le rôle d'axe structurant pour les transports en commun et accueille plusieurs lignes de bus orientées nord-sud, dont la DM 151 (Paris-Arpajon), identifiée comme ligne Express dans le PDU-IF, et la DM 153 (Massy-Arpajon).

Afin de permettre une amélioration rapide des conditions de circulation, compte-tenu du renforcement de l'offre des lignes de transports en commun prévue pour septembre 2020 et des livraisons des programmes immobiliers sur le secteur, des aménagements devront être réalisés dans le gabarit actuel de la RN 20, sans recours à des acquisitions foncières, à des déplacements de réseaux ou à des reprises ou créations d'ouvrages d'art.

La présente subvention permet de réaliser les études d'opportunité et de faisabilité.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Dans le cadre de la revoyure du plan "anti-bouchon", la région Île-de-France s'engage à financer les études sous maîtrise d'ouvrage départementale de l'opération "RN20 - aménagements de décongestionnement aux carrefours" selon une clé de financement de 50% appliquée à une enveloppe maximale de 5 000 000 € HT, soit une participation régionale de 2 500 000 €.

Une première subvention de 460 000 € a été attribuée par la délibération n° CP 2018-074 du 16 mars 2018 pour la réalisation des études AVP, des études PRO et
des acquisitions foncières du projet de création du carrefour de la route de Chasse sur les communes de Ballainvilliers et Saulx-les-Chartreux (RN20).

La deuxième subvention, objet du présent rapport, s'élève à 67 500 € par application de clé ci-dessus sur un montant total d'études estimé à 135 000 € HT.

Localisation géographique :
- BALLAINVILLIERS
- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT DES LIEUX - DIAGNOSTIC	35 000,00	25,93%
ÉTUDE OPPORTUNITÉ	30 000,00	22,22%
ÉTUDE DE FAISABILITÉ	55 000,00	40,74%
PROVISIONS POUR ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES	15 000,00	11,11%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	67 500,00	50,00%
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE (en cours)	67 500,00	50,00%
Total	135 000,00	100,00%

Annexe 2 : Convention Boulevard Circulaire de la Défense (92)

Innovation sur le boulevard circulaire de La Défense

Convention de financement relative
à la mise en œuvre des expérimentations

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5

1.1 DEFINITIONS ET CONTENU DE L'OPERATION 5
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 5

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5

2.1 OBJECTIFS DU PROJET 5
2.2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 6

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 6

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 6
3.2 LES FINANCEURS 7

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 7
4.2 COUTS DETAILLES 7
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 8
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 8
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 9
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 10

5 GESTION DES ECARTS 10

6 MODALITES DE CONTROLE 10

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 10

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11

9 DISPOSITIONS GENERALES 11

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 11
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 11
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 12
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 12
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 12
9.6 MESURES D'ORDRE 13

10 ANNEXES 15

ANNEXE 1 – ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET APPELS DE FONDS 16
ANNEXE 2 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX 17

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° CP 2020-___ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département des Hauts-de-Seine**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération n°17.229 CP de la commission permanente du conseil départemental des Hauts-de-Seine en date du 10 juillet 2017 relative à l'approbation du contrat-cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des innovations techniques déployées sur le boulevard circulaire de La Défense (92) ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi des expérimentations dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« CD 92 – Innovation sur Boulevard Circulaire ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 820 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 410 000 €.

1.1 Définitions et contenu de l'opération

L'opération consiste à expérimenter sur le boulevard circulaire des innovations techniques ou technologiques. Ces projets auront une des propriétés suivantes :

- dispositif lumineux dynamique ;
- équipements routiers connectés.

Ces dispositifs sont détaillés au paragraphe 2.2.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel des expérimentations est de 18 mois.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Objectifs du projet

Dans le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », le Département s'est engagé à déployer sur le RRIR des innovations portant sur les thématiques listées en annexe du Plan régional.

Le Département, qui a récupéré la gestion du boulevard circulaire en août 2017, a lancé un appel à projets en 2019 dédié à l'innovation avec de grandes ambitions en termes de route durable. Il proposait aux candidats d'utiliser le boulevard circulaire comme terrain d'expérimentation. Le jury de l'AAP a désigné quatre lauréats dont les projets entrent dans le scope des innovations que la Région souhaite tester.

Le projet, objet de la présente convention, se focalise sur les thématiques de "l'infrastructure routière" et de « l'exploitation » afin de tester de nouvelles technologies permettant de limiter les externalités négatives de la route (congestion, sécurité routière) ou d'en favoriser les impacts positifs (optimisation des coûts d'entretien).

2.2 Caractéristiques principales du projet

Le projet comprendra les quatre expérimentations suivantes :

- ITS Ready, par Aximum : ce projet permet de rendre les feux tricolores intelligents, d'une part pour communiquer aux automobilistes des conseils de vitesse et éviter les freinages intempestifs, et d'autre part pour détecter les piétons souhaitant traverser et ainsi optimiser en temps réel les temps de feux.
- Flowell, par Colas : il s'agit d'une signalisation horizontale lumineuse dynamique permettant de structurer visuellement la chaussée. En matérialisant les files de circulation dans un carrefour en fonction des phases de feux, le procédé doit permettre de fluidifier la circulation.
- Luciole, par Eiffage : une solution d'éclairage urbain intelligent qui combine un revêtement routier clair avec des candélabres à LED munis de détecteurs capables d'intégrer la vitesse de rapprochement et d'éloignement des objets. Ces détecteurs ajustent de façon dynamique l'intensité lumineuse de l'éclairage au passage d'un véhicule ou d'une personne, créant ainsi un « train de lumière ».
- Gestion intelligente du trafic, piloté par Vinci : à partir d'analyses de vidéos de trafic et d'un modèle prédictif basé sur des algorithmes de Machine Learning, le projet propose des scénarii de modulation des plans de feux et d'adaptation des vitesses afin d'anticiper les situations de saturation pour éviter une congestion totale du boulevard.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé à l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement à l'article 4.1 et à l'annexe 2 de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi, défini à l'article 7 de la présente convention.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables. Il s'engage également à évaluer les innovations testées et à transmettre à la Région ces retours d'expérimentation.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 820 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 410 000 €
- Département des Hauts-de-Seine : 50%, soit 410 000 €

En cas de dépassement de cette enveloppe prévisionnelle, le surcoût sera pris en charge par le Département.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 820 000 €HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des expérimentations.

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
ITS Ready	200 000
Flowell	250 000
Luciole	250 000
Gestion dynamique du trafic	120 000
TOTAL en € HT	**820 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant en € et %			
Financeurs	**Région**	**Département des Hauts-de-Seine**	**Total**
Maitrise d'ouvrage : Département des Hauts-de-Seine	410 000 €	410 000 €	**820 000 €**
	50%	50%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds, indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi, défini à l'article 7, est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;

- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom Paierie Départementale des Hauts-de-Seine, dont le RIB est le suivant :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code établissement**	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**
Département des Hauts-de-Seine	Banque de France Nanterre la Défense	30001	00936	D920 0000000	03
IBAN / BIC	FR30 3000 1009 36D9 2000 0000 003 / BDFEFRPPCCT				

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	conseil départemental des Hauts de Seine 92 731 Nanterre Cedex	Direction des mobilités

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé

ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informé lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le maitre d'ouvrage et les financeurs autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum

de quinze (15) jours et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments techniques et la méthodologie de l'évaluation, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'échanger sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

La surface allouée aux logos de chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la dernière des Parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Cette convention s'inscrit dans le périmètre du contrat-cadre relatif au plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, signé par le Département des Hauts-de-Seine. Elle est une des applications concrètes du volet innovation.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR de ce Département, telle que définie dans le contrat-cadre, se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels successifs mentionnés dans ce contrat ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention qui fait l'objet de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Hauts-de-Seine,	Pour la région Île-de-France,
Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	Présidente du conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

Annexe 1 – Échéancier prévisionnel des dépenses et appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
« CD 92 – Innovation sur Boulevard Circulaire »

En € HT	2020	2021	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	700 000	120 000	**820 000**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
« CD 92 – Innovation sur Boulevard Circulaire »

	2021	2022	**Total**
Région Île-de-France	350 000	60 000	**410 000**

Annexe 2 – Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux

ITS Ready	2020 - 2021
Flowell	2020 - 2021
Luciole	2020 - 2021
Gestion dynamique du trafic	2020 - 2021

Annexe 3 : Convention SITER (78)

SITER – Etudes et Développement dans le Département des Yvelines

Convention de financement relative aux études et au développement du SITER volet 1

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6

1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 CONTEXTE 7

2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7

2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8

3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8

3.2 LES FINANCEURS 9

3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9

4.2 COUTS DETAILLES 9

4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10

4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10

4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11

4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11

4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13

9.2 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13

9.3 REGLEMENT DES LITIGES 14

9.4 RESILIATION DE LA CONVENTION 14

9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14

9.6 MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 16

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 17
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 de la commission permanente du conseil régional approuvant le contrat-cadre avec le Département des Yvelines pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

Vu la délibération n°2017 CD 2 5584 1 du conseil départemental en date du 30 juin 2017 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de financement des études et du Développement du SITER (système informatisé de télésurveillance et de régulation du trafic) dans les Yvelines.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« SITER – CD78 volet 1 »

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense maximale dont le montant est fixé à 800 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 400 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation d'une nouvelle étape du développement, au département des Yvelines, de l'outil de gestion SITER (Système Intelligent de Transport et d'Exploitation de la Route) actuellement opérationnel dans le département des Hauts-de-Seine.

Cette étape consiste à relier par un lien permanent (fibre optique) un premier axe, constitué en l'occurrence des 18 carrefours de la RD 308 sur Houilles et Sartrouville, au PC SITER situé à Nanterre. Cette opération se décompose en 4 phases :

- 1ère phase : raccordement d'un carrefour « Tête de grappe » RD 308 au PC SITER de Nanterre en utilisant une liaison MPLS (Multiprotocol Label Switching)
- 2ème phase : raccordement des autres carrefours de l'axe RD 308 à ce carrefour « tête de grappe » par une liaison optique
- 3ème phase : test des fonctionnalités et adaptation des équipements de signalisation RD 308 pour trouver les conditions d'un paramétrage SITER optimisé
- 4ème phase : optimisation des programmations sur la RD 308
- 5ème phase : étude, test et recherche des adaptations des « têtes de grappes » sur l'ensemble du territoire yvelinois (découpage zonal indicatif)

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 36 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Contexte

SITER est l'outil de gestion des déplacements des Hauts-de-Seine qui permet d'optimiser les conditions de circulation afin :

- de faciliter les déplacements pour les résidents et les actifs ;
- de participer à la qualité de la vie locale par une gestion fine des échanges entre communes et quartiers ;
- d'améliorer la sécurité routière des automobilistes, mais également des deux-roues et des piétons en prenant en compte leur comportement dans les réglages des feux tricolores ;
- de réduire les nuisances sonores et la pollution atmosphérique par l'optimisation des réglages des feux tricolores de façon à réduire les arrêts et redémarrages

Il est schématiquement constitué des composantes suivantes :

- éléments de mesure du trafic (principalement boucles de comptages et/ou magnétomètres)
- signalisation lumineuse des carrefours pilotés par des contrôleurs
- caméras de surveillance

Ces composantes sont reliées à un PC central à Nanterre avec écrans de contrôle et unités de calcul.

La création de l'Etablissement Public Interdépartemental des Yvelines et des Hauts de Seine et la transmission de l'exploitation des voiries départementales à cet établissement en 2017 ont notamment créé l'opportunité de mutualiser les méthodes et les outils respectifs de gestion du trafic de ces 2 départements, dont SITER.

2.2 Objectifs du Projet

Ce projet a pour objectif à terme d'améliorer les conditions de circulation sur les voiries départementales des Yvelines en adaptant le fonctionnement des carrefours à feux des axes stratégiques et en raccordant ces carrefours au PC de régulation SITER par un lien permanent de transmission, afin de permettre une gestion dynamique et optimisée de ce trafic.

Les effets attendus sont une meilleure fluidité du trafic permettant d'en limiter les externalités négatives (bruits, pollution, temps perdus etc.), de lutter contre la congestion, améliorer les conditions de circulation des transports en commun et la sécurité des usagers par une connaissance permanente de l'état des contrôleurs.

Ce système, intégrant une composante de métrologie (mesure en temps réel du trafic), permettra également d'approfondir la connaissance du trafic, d'adapter le fonctionnement des carrefours et d'offrir des informations plus adaptées aux usagers.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le raccordement par des liaisons constituées de fibres optiques permettra d'intervenir depuis le PC SITER sur les paramètres de fonctionnement des contrôleurs des carrefours (temps de vert, décalage de synchronisation) afin de répondre immédiatement aux événements (congestion, incidents occasionnels ou imprévus…) afin d'en atténuer les effets, ainsi que de répondre aux évolutions telles que la mise en œuvre de transports en commun.

La mise en œuvre d'une liaison permanente entre le PC et les contrôleurs améliorera les conditions de gestion des dysfonctionnements des carrefours (clignotant, extinction) visant à réduire l'indisponibilité des feux et donc d'améliorer la sécurité de tous les usagers.

Pour réaliser ce projet il convient d'assurer une liaison permanente entre les carrefours et le PC SITER. La fibre optique est envisagée en raison de sa capacité à supporter les flux vidéo qui sont une composante du système.

Après avoir relié un premier axe (opération objet du volet 1 de la présente convention) le projet consistera à relier progressivement les différents axes stratégiques des Yvelines. Le nombre d'axes concernés est évalué à une dizaine et la durée de ce déploiement à 5 ans.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.2, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de la présente opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 800 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 50%, soit 400 000 €,
- Département des Yvelines : 50 %, soit 400 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 800 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Etudes, Conseils, Assistance à Maître d'Ouvrage	50 000 €
Equipement des carrefours RD 308 (interface fibre optique, capteurs de trafic, vidéo, matériels dynamiques et statiques)	250 000 €
Etablissement d'une liaison fibre optique entre la RD 308 au PC SITER à Nanterre	400 000 €
Adaptation du PC SITER	50 000 €
Etablissement d'une liaison fibre optique entre les zones yvelinoises au PC SITER à Nanterre	50 000 €
TOTAL en €	**800 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Yvelines**	**Total**
Département des Yvelines	400 000 €	400 000 €	800 000 €
	50%	**50%**	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Yvelines sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Yvelines (domiciliation : BDF Versailles), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR70	3000	1008	66C7	8500	0000	067	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Yvelines	2 Place André Mignot 78000 Versailles	Direction des mobilités

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est

achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être cofinancé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Yvelines,	Pour la région Île-de-France,
Pierre BÉDIER Président du conseil départemental des Yvelines	**Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

	Année			Total
	2020	2021	2022	
Département des Yvelines	500 000 €	200 000 €	100 000€	**800 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros HT)

	Année			Total
	2020	2021	2022	
Région Île-de-France	250 000 €	100 000 €	50 000 €	**400 000**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

Première phase (raccordement du carrefour « tête de grappe » au PC SITER :	4 mois
Seconde phase (adaptation et raccordement des autres carrefours de l'axe) :	14 mois
Troisième phase (test et adaptation des équipements) :	10 mois
Quatrième phase (optimisation des programmations) :	8 mois

Annexe 4 : Convention Voie nouvelle Sartrouville Montesson phase 2 (78)

RD121 - Voie Nouvelle Départementale à Sartrouville et Montesson

Phase 2

Convention de financement relative à la 2ème phase de création de la Voie Nouvelle Départementale à Sartrouville et Montesson

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 7

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2 LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2 COUTS DETAILLES 9
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13
9.2 MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.3 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.4 RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 16

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 17
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 de la commission permanente du conseil régional approuvant le contrat-cadre avec le Département des Yvelines pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » modifiée par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

Vu la délibération n°2017 CD 2 5584 1 de la commission permanente du conseil départemental en date du 30 juin 2017 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de financement de la phase 2 de la création de la Voie nouvelle Sartrouville-Montesson.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD121 – phase 2 ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 7 500 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 2 250 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation des travaux suivants :

- Création d'un barreau de liaison entre la RD1021 nouvellement aménagée et la RD311 sur la commune de Montesson.
- Création de deux giratoires de raccordement au droit des deux RD
- Réalisation d'aménagements paysagers sur le projet global

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 18 mois pour les postes suivants : terrassements, assainissement, chaussées, protections acoustiques, équipements, éclairage public et aménagements paysagers. Le poste de confortement des végétaux dure jusqu'en 2024, soit au total 55 mois.

Date prévisionnelle de démarrage : 22 novembre 2019

Date prévisionnelle de fin : juin 2024

Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La Voie Nouvelle Départementale à Sartrouville et Montesson a débuté en phase opérationnelle dans le courant de l'année 2011. Les marchés de travaux successifs ont

permis à ce jour de mettre en circulation environ 80% du linéaire total de la voie nouvelle.

A l'occasion de cette 1ère phase, la Région Île de France a versé deux subventions, une au titre de la création de pistes cyclables et une autre dans le cadre du Plan Anti-Bouchon.

Les 20% de travaux restant à réaliser ont débuté dans le courant de l'année 2019.

2.2 Objectifs du Projet

La voie nouvelle départementale Sartrouville - Montesson permettra notamment :

- De diminuer et soulager le trafic dans le quartier de La Borde à Montesson ;
- De limiter le trafic dans le centre de Montesson grâce à la création d'une voie de liaison au Sud d'A14 reliant la route de Sartrouville à la RD 311 ;
- De faciliter l'accès aux commerces par une voirie appropriée ;

À Sartrouville, le projet permettra plus particulièrement :

- de soulager la RD 121 qui traverse le centre-ville et provoque un très fort engorgement ;
- de supprimer la circulation automobile de transit qui emprunte actuellement trois principaux axes : avenue de la République/Jaurès (RD 121), les Quais de Seine et les avenues de Tobrouk et de la Convention ;
- d'améliorer par conséquent l'accès à la gare et au centre-ville.

2.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet global prévoit :

- création d'environ 4 km de voie nouvelle et réaménagement de 2 km de voies existantes, principalement à 2×1 voie, à l'exception d'un tronçon à 2×2 voies sur 400 m dans la Plaine de Montesson
- réaménagement d'environ 2 km de pistes cyclables bidirectionnelles,
- construction de 6 ouvrages d'art routiers,
- construction de 2 ouvrages d'art piétons cycles et 1 ouvrage d'art de rétablissement agricole
- construction de 2 ouvrages d'art ferroviaires,
- construction d'une tranchée couverte,
- réalisation de 9 carrefours plans dont 8 carrefours giratoires et 1 place carrée à feux,
- réalisation de protections phoniques et d'aménagements paysagers.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4.1 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de la phase 2 de la présente opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 7 500 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 30%, soit 2 250 000 €,
- Département des Yvelines : 70 %, soit 5 250 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 7 500 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	Montant en € courants
Terrassements, Assainissement, chaussées, Protections acoustiques, Equipements	6 197 000 €
Eclairage public	53 000 €
Aménagements paysagers et confortement des végétaux	1 250 000 €
TOTAL en €	**7 500 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Yvelines**	**Total**
Département des Yvelines	2 250 000 €	5 250 000 €	7 500 000 €
	30%	**70%**	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Yvelines sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Yvelines (domiciliation : BDF Versailles), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR70	3000	1008	66C7	8500	0000	067	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Yvelines	2 Place André Mignot 78000 Versailles	Direction des mobilités / Sous-direction Politique des Transports et des Mobilités

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les

retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;

- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :
- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Yvelines, **Pierre BÉDIER** Président du conseil départemental des Yvelines	Pour la région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En K euros HT)

K€ ht	Année						Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Département des Yvelines	3 357	3 643	350	50	50	50	**7 500 k€**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En K euros HT)

K€ ht	Année					Total
	2020	2021	2022	2023	2024	
Région Île-de-France	2 000	-	-	-	250	**2 250 k€**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

Travaux	2020	2021	2022	2023	2024
Terrassements, Assainissement, chaussées, Protections acoustiques, Equipements	✓				
Eclairage public	✓				
Aménagements paysagers	✓	✓			
Confortements des végétaux		✓	✓	✓	✓

Annexe 5 : Convention Manufacture de Sèvres (92)

Manufacture de Sèvres

Convention de financement relative aux études PRO et travaux du réaménagement du carrefour de la Manufacture de Sèvres

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 6

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 6

2.1. HISTORIQUE 6
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
3.1.1 IDENTIFICATION 9
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2. LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 9

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 9
4.2. COUTS DETAILLES 10
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14

9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 14
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6. MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 17

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 18
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 19
ANNEXE 3 : LES PRINCIPAUX ENJEUX DU PROJET 20

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département des Hauts-de-Seine**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _ _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du 31 mars 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05 juillet 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente en date du 10 juillet 2017 faisant suite au rapport de M. le président du conseil départemental n°17.229 CP relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route,

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 67357 CD du 27 mars 2020 approuvant l'avenant au contrat de la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 67854 CP du 27 avril 2020 approuvant la convention de financement pour l'opération « Carrefour de la Manufacture de Sèvres » dans le cadre de la mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des travaux de réaménagement du carrefour de la Manufacture de Sèvres ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Carrefour de la Manufacture de Sèvres ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 35 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 10 500 000 €.

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation des travaux suivants :

« AMENAGEMENT DU CARREFOUR DE L'ECHANGEUR DE LA MANUFACTURE » et notamment la sécurisation, simplification et valorisation de l'échangeur de la tête du Pont de Sèvres.

L'annexe 3 détaille les enjeux du projet.

1.2. Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 60 mois. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Historique

Initialement dès 2009, une réflexion a été engagée par le conseil départemental des Hauts-de-Seine sur l'amélioration du fonctionnement du carrefour situé au droit de la Cité de la Céramiques. Les études ont toutes démontré que la problématique était plus large et qu'il fallait étendre le projet d'aménagement à tout l'échangeur.

Fin 2011, une faisabilité globale d'aménagement répondait aux trois objectifs :

1. La simplification des échanges,
2. La sécurité de tous les usagers
3. La mise en valeur du patrimoine.

Par ailleurs, une notice paysagère donnant les grands principes des aménagements paysagers de la Place de la Manufacture et du système d'échanges en rive gauche du Pont de Sèvres, a été menée fin 2012.

La présentation du projet aux partenaires publics et privés a permis une large concertation menée courant 2012 associant l'Etat, la Région Île-de-France, les communes de Sèvres, de Boulogne-Billancourt, de Meudon, de Saint-Cloud, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Seine Ouest (GPSO), le STIF, la RATP, Keolis, le Domaine de Saint-Cloud, la Cité de la Céramique, le Ministère de la Culture, le Ministère du Développement Durable et l'Architecte des Bâtiments de France.

La concertation préalable publique a été organisée du 4 mars au 5 avril 2013 et son bilan a été réalisé à l'issue de cette concertation.

Une étude de faisabilité complémentaire lancée de mai à décembre 2013 a permis, en actualisation des observations issue de la concertation au projet initial les adaptations notamment au sujet des liaisons « modes actifs » entre les deux rives du pont de Sèvres et l'intermodalité.

Une large concertation préalable autorisée le 14 Décembre 2012 par le conseil Départemental des Hauts de Seine (approbation de la ville de Sèvres par délibération du 13 Décembre 2012) s'est tenue sur la période du 4 mars au 5 avril 2015. Une réunion publique a été organisée le 26 mars 2013 dans la salle de la base nautique de l'île de Monsieur à Sèvres ainsi que des permanences par les services départementaux sur le lieu d'exposition (6, 13, 20, 27 mars et 4 avril 2013) et en Mairie de Sèvres (13 et 23 mars 2013).

La Déclaration d'Intérêt Général a été prononcée par arrêté du 10 octobre 2015.

Le projet concerne le réaménagement de l'échangeur de la Manufacture, et plus particulièrement la tête du pont de Sèvres en rive gauche de la Seine sur la commune de Sèvres, dans le département des Hauts-de-Seine.

Cet échangeur se situe à la convergence de 3 axes structurants : la Route Départementale 7 (Rue de Saint Cloud et Rue Troyon), la Route Départementale 910 (Pont de Sèvres et Grande Rue) et la Route Nationale 118 constitue un nœud routier majeur.

A ce jour, les échanges modaux entre le terminus du métro 9 à Boulogne et à la station de tramway T2 « Musée de Sèvres » à Sèvres sont importants, les piétons empruntant le pont de Sèvres se trouvant souvent en conflit avec les cyclistes. De plus, l'arrivée de la station du Grand Paris Express engendrera une augmentation certaine des circulations douces.

Ainsi, le projet initial et son périmètre affiné ont été consolidés pour aboutir à l'opération, objet de la présente convention.

Le marché de Marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 26 mars 2019.

La mission Prise en main (PEM) lancé le 22 mai 2019.

L'avant-projet lancé le 30 septembre 2019 est en cours d'établissement en 2020.

La phase PRO sera conduite au cours de l'année 2021.

2.2.Objectifs du Projet

Les objectifs ciblés par le maître d'ouvrage sur ce projet, issus de la concertation préalable et de l'étude préliminaire, sont les suivants :

1) La simplification des itinéraires :
   - Assurer une meilleure lisibilité de l'échangeur tous modes confondus ;
   - Conserver les itinéraires actuels ;
   - Sécuriser les échanges ;
   - Garantir le niveau de capacité routière actuel.
2) Mise en valeur du patrimoine et notamment la Cité de la céramique et le bas parc de Saint-Cloud :
   - Concentrer les flux routiers ;
   - Libérer de l'espace au droit de ces sites.
3) Intégrer et sécuriser les modes doux :
   - Sécuriser les cheminements piétons ;
   - Créer des espaces cyclables attractifs ;
   - Améliorer la desserte des pôles d'attractivité (Cristallerie, parc de Saint-Cloud, Cité de la Céramique, centre-ville de Sèvres).
4) Favoriser l'accès aux transports en commun :
   - Tramway T2 ;
   - Intermodalité des transports en commun.

2.3.Caractéristiques principales du Projet

Le projet vise à la transformation de l'échangeur de la Manufacture en **un échangeur urbain** pour faciliter la mobilité des usagers, améliorer la sécurité routière et mettre en valeur la Cité de la Céramique de Sèvres et le Domaine de Saint Cloud.

Le projet concerne trois secteurs clés :

- Entre le pont de Sèvres et la rue Troyon (Place de la Libération) ;
- La Voie Royale, entrée de ville de Sèvres (**promenade des Jardins exclue**)
- Devant la Cité de la Céramique et le bas parc du Domaine de Saint-Cloud (Place de la Manufacture)

Ce Projet prévoit la suppression des ouvrages d'art (viaduc et passage souterrain), la création de deux carrefour d'échanges de type ronds-points gérés par deux feux tricolores, la création d'espaces sécurisés pour les piétons et les personnes à mobilité réduite

Au Nord, il est prévu la création d'espaces paysagers de 7 000m² devant la Cité de la Céramique.
Sur le secteur, les interconnexions entre les itinéraires modes actifs sont assurées par la création de traversées sécurisées. Depuis l'espace aménagé au niveau de l'échangeur, les circulations douces vont se connecter :

- A la rive Sud du Pont de Sèvres ;
- A l'itinéraire modes doux aménagé en bords de Seine dans le cadre du projet Vallée Rive Gauche ;

- A l'esplanade piétonne aménagée devant les locaux d'activités rue Troyon, en connexion avec la Grande Rue de Sèvres par la réalisation d'un passage dans le remblai du viaduc de la RN 118 et élargissement du trottoir.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1.La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2.Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 35 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 30%, soit 10 500 000 €,
- Département des Hauts-de-Seine : 70 %, soit 24 500 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1.Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 35 000 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
ETUDES	2 699 250 €
AVP, OPC + PEM OPC étendu MC1 à MC8 (BIM)	
PRO ACT	
VISA, DET, AOR	
BIM	
TRAVAUX	32 300 750 €
TOTAL en €	**35 000 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Hauts-de-Seine**	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	10 500 000 €	24 500 000 €	35 000 000 €
	30%	**70%**	**100%**

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;

- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Hauts-de-Seine sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Hauts-de-Seine (Domiciliation : Banque de France Nanterre la Défense), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR30	3000	1009	36D9	2000	0000	003	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Aménagement et Développement du Territoire Direction des Mobilités

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité ad hoc. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun

droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5.Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le Département des Hauts-de-Seine dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être cofinancé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Hauts-de-Seine,	Pour la région Île-de-France,
Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Détail du programme

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

	Année						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	**310 140**	**5 000 470**	**7 500 800**	**9 138 730**	**9 448 700**	**3 601 160**	**35 000 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros HT)

	Année						
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	**Total**
Région Île-de-France	**93 042**	**1 500 141**	**2 250 240**	**2 741 619**	**2 834 610**	**1 080 348**	**10 500 00**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel

2020 - 2021 : études AVP PRO

2022 – 2025 : travaux

- Marché de **MOE** notifié en 2019
- Lancement des études **AVP** septembre 2019
- Etudes **PRO** mi 2020 – fin 2021
- Lancement de **l'appel d'offres** début 2022
- Lancement des **travaux** mi 2022

Annexe 3 : Les principaux enjeux du projet

Le PROJET

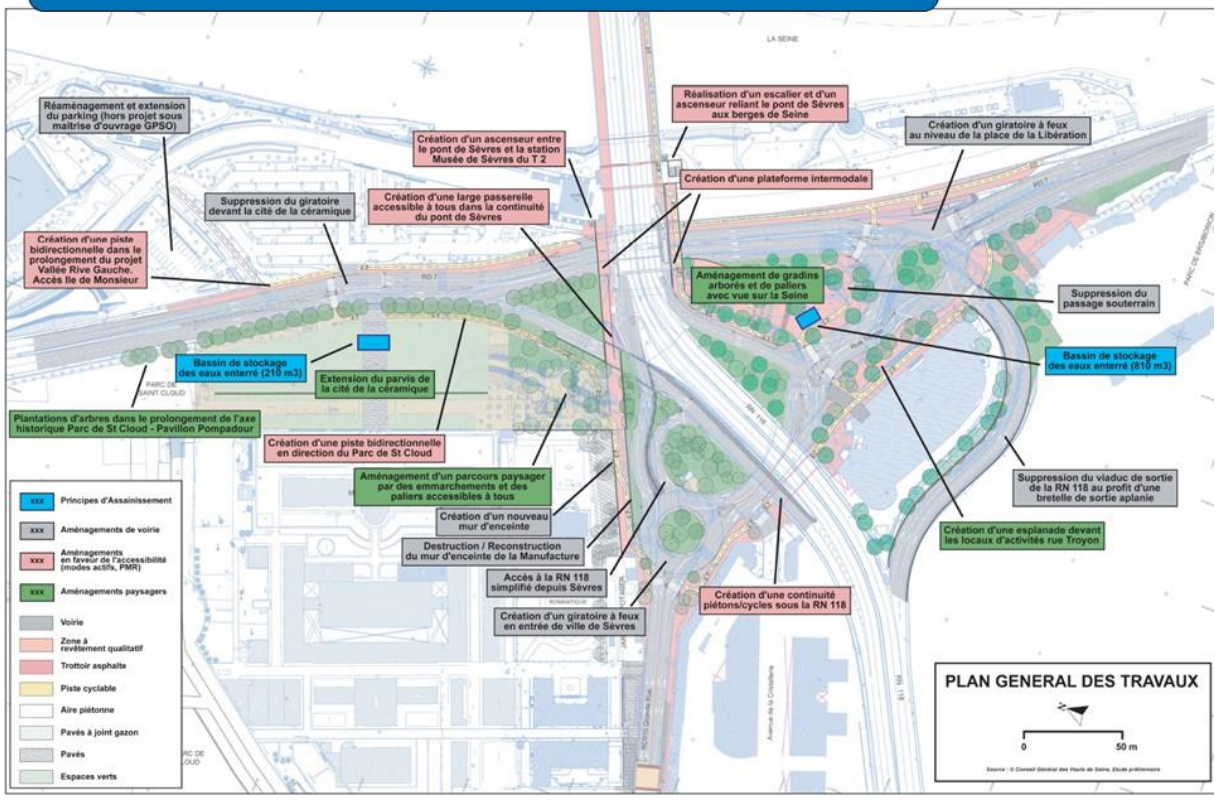
AVANT



APRES



PROJET



Annexe 6 : Convention RD914 (92)

RD 914

Nanterre - Courbevoie - Puteaux

Convention de financement relative aux premières phases de travaux de la mise en double sens du boulevard de la Défense

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX 7

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1. HISTORIQUE 7
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 8
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 8

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 9
3.1.1 IDENTIFICATION 9
3.1.2 ENGAGEMENTS 9
3.2. LES FINANCEURS 9
3.2.1 IDENTIFICATION 9
3.2.2 ENGAGEMENTS 9

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 10
4.2. COUTS DETAILLES 10
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 10
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 10
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 10
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 11
4.4.3 PAIEMENT 11
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 12
4.6. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 12

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 13

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 13

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 14

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 14

9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 14
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 14
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 15
9.6. MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 17

ANNEXE 1 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 18
ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL 19
ANNEXE 3 : LES PRINCIPAUX ENJEUX DU PROJET RD914 20

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

Et,

- **Le département des Hauts-de-Seine**, représenté par le président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du Conseil départemental en date du 31 mars 2017 approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05 juillet 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération de la commission permanente en date du 10 juillet 2017 faisant suite au rapport de M. le président du Conseil départemental n°17.229 CP relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route,

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département des Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet et projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des travaux de la mise en double sens du boulevard de la Défense à Nanterre, Courbevoie et Puteaux ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général de l'opération.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RD914 – mise à double sens ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 30% de la dépense maximale dont le montant est fixé à 25 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 7 500 000 €.

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation des travaux suivants :

- Mise en double sens avec deux voies de circulation et création de voies de tourne-à-gauche aux carrefours afin de fluidifier le trafic
- Mise en œuvre d'une piste cyclable unilatérale bidirectionnelle sur trottoir et réalisation des amorces sur les voies adjacentes,
- Mise en place d'un alignement d'arbres hautes tiges et de couvre-sols,
- Remplacement de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore,
- Mise à niveau de carrefours (avec rehausse de voirie),
- Modification de l'accès à l'autoroute A14.

L'annexe 3 détaille les enjeux et les principes d'aménagement.

1.2. Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de :

- 40 mois pour le tronçon 1,
- 20 mois pour le tronçon 2,
- 25 mois pour le tronçon 3 (à partir de fin 2022).

Le calendrier prévisionnel figure en ANNEXE 2 : Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Historique

Un projet de requalification du boulevard de La Défense (RD 914) a été lancé, permettant de modifier le profil en travers de la voie aujourd'hui à 3 voies à sens unique vers l'ouest (sens La Défense vers A86) en un boulevard urbain à double sens (2 voies par sens) permettant une meilleure insertion urbaine et une desserte locale plus adaptée à l'évolution du secteur. Ce projet de mise à double sens du boulevard de La Défense entre le pont Arago (RD 131) et le boulevard circulaire comprend deux sections contigües :

- Une partie départementale (RD 914) située sur Nanterre, entre l'avenue Arago et le boulevard Césaire ;
- Une ancienne partie nationale (Ex RN 314) située sur les communes de Nanterre, Courbevoie et Puteaux, entre le boulevard Aimé Césaire et le carrefour de la Folie, déclassée en voirie départementale en août 2017.

L'ensemble de l'opération de requalification de la RD914 se divise géométriquement en 3 tronçons :

- Tronçon 1 : du boulevard circulaire au boulevard Aimé Césaire. Ce tronçon correspond à l'ancienne voie nationale.
- Tronçon 2 : du boulevard Aimé Césaire à la rue Célestin Hébert. Ce tronçon correspond à la partie départementale de la voie sans ouvrage majeur.
- Tronçon 3 : de la rue Célestin Hébert à l'avenue François Arago. Ce tronçon correspond à la partie départementale de la voie comprenant plusieurs types d'ouvrages complexes.

Initialement, le périmètre du projet de requalification de la RD 914 sous maîtrise d'ouvrage départementale était constitué des tronçons 2 et 3. L'EPADESA était maître d'ouvrage du tronçon 1, national. En août 2017, le tronçon 1, initialement dans le domaine routier national, a été déclassé dans le domaine routier départemental. Le Département des Hauts-de-Seine devient alors, pour l'opération de requalification de la RD 914, seul maître d'ouvrage.

Les études opérationnelles ont démarré en septembre 2017 pour les tronçons 1 et 2 et démarreront en janvier 2020 pour le tronçon 3.
Les travaux du tronçon 1 ont démarré en mars 2019, pour une durée de 3 ans.
Les travaux du tronçon 2 démarreront en septembre 2019, pour une durée de 1,5 ans.
Les études opérationnelles du tronçon 3 démarreront début 2020 pour une durée de 2 ans.

Les travaux du tronçon 3 démarreront fin 2022, pour une durée de 2,5 ans (sauf nécessité de décaler le chantier après les Jeux Olympiques, automne 2024).

2.2.Objectifs du Projet

Le projet d'aménagement de la RD914 a pour objectifs :

- D'accompagner la mutation urbaine du secteur ;

- De permettre d'assurer une continuité entre la RD914 et l'avenue François Aragon (qui surplombe aujourd'hui la RD914) ;

- De desservir les nombreux équipements dans un périmètre élargi de l'opération (projets réalisés, en étude ou en cours de construction) :
  - Gare RER E « Nanterre-la-Folie »,
  - Paris La Défense Aréna,
  - gare du métro du Grand Paris Express (ligne 15),
  - siège du département des Hauts-de-Seine,
  - futur siège de Vinci,
  - projet Origine,
  - Tour des Jardins de l'Arche.

2.3.Caractéristiques principales du Projet

Le boulevard de la Défense (RD914) requalifié sera la future adresse de ces opérations d'envergure ainsi que la colonne vertébrale du développement urbain du secteur.

Le département des Hauts-de-Seine a choisi de diviser la RD 914 en trois tronçons pour aménager cette voie :

1- Tronçon 1 : entre le carrefour de la folie du boulevard circulaire (RD993) et l'avenue Aimé Césaire,

2- Tronçon 2 : entre l'avenue Aimé Césaire et la rue Célestin Hébert,

3- Tronçon 3 : la rue Célestin Hébert et l'avenue François Arago.

Les particularités d'aménagement du tronçon 1 :

- Modification du carrefour de La Folie avec une rehausse de la voirie le long du cimetière de Neuilly,

- Intégration de la rue Léonard de Vinci en soutènement,

- Modification de la bretelle d'accès depuis le pont Léonard de Vinci,

- Modification de l'accès à l'autoroute A14.

Les particularités d'aménagement du tronçon 2 :

- Modification du carrefour Césaire avec la création du Pont Aimé Césaire,

- Intégration des futurs flux de piétons depuis la passerelle Eole (RER E et ligne M15 Ouest) sur le futur parvis,

- Modification du carrefour Hébert avec la création du Pont Célestin Hébert.

Les particularités d'aménagement du tronçon 3 :

- Mise à niveau du carrefour constitué des RD914 et RD131 (rue François Arago).

Les études d'avant-projet (AVP) du tronçon 3 n'étant pas encore réalisées, le coût définitif de réalisation des travaux n'est pas connu.

La présente convention couvre les travaux préparatoires, la démolition d'ouvrage, les remblaiements et les terrassements.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1.La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'ANNEXE 2 : Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2.Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 25 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 30%, soit 7 500 000 €,
- Département des Hauts-de-Seine : 70 %, soit 17 500 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 25 000 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2. Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Etudes tronçon 3	
AVP, OPC + PEM, OPC étendu, GEO, TR, RES, PA	500 000
PRO + OPC étendu, GEO, TR, RES, PA	350 000
VISA, DET + CT, VISA Renf, OPC étendu, GEO, TR, RES, PA	350 000
Travaux tronçon 3 (Travaux préparatoires, démolition d'ouvrage, remblaiements et terrassements)	4 000 000
Travaux tronçons 1 et 2	19 800 000
TOTAL en €	**25 000 000 €**

**AVP = Avant-Projet, OPC = Ordonnancement, Pilotage et Coordination, PEM = Prise En Main, GEO = Géotechnique, TR= études de trafic, RES = réseaux, PA = Procédures Administratives, PRO = Projet, DET = Direction de l'Exécution du ou des contrats de Travaux, VISA Renf = VISA renforcé.*

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la région Île-de-France.

4.3. Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département des Hauts-de-Seine**	**Total**
Département des Hauts-de-Seine	7 500 000 €	17 500 000 €	25 000 000 €
	30%	**70%**	**100%**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations ;
- l'état d'avancement des travaux ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Hauts-de-Seine sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Hauts-de-Seine (Domiciliation : Banque de France Nanterre la Défense), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN	Code BIC

FR30	3000	1009	36D9	2000	0000	003	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Hauts-de-Seine	Hôtel du Département - Arena 92 731 Nanterre Cedex	Pôle Aménagement et Développement du Territoire Direction des Mobilités

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun

droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5.Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Hauts-de-Seine dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Hauts-de-Seine, Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine	Pour la région Île-de-France, Présidente du conseil régional d'Île-de-France

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

Annexe 3 : Détail du programme

ANNEXE 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

	Année			Total
	2020	2021	2022	
Département des Hauts-de-Seine	8,4 M€	7,7 M€	8,9 M€	**25 000 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds auprès de la Région

(En euros)

	Année			Total
	2020	2021	2022	
Région Île-de-France	2,5 M€	2,3 M€	2,7 M€	**7 500 000**

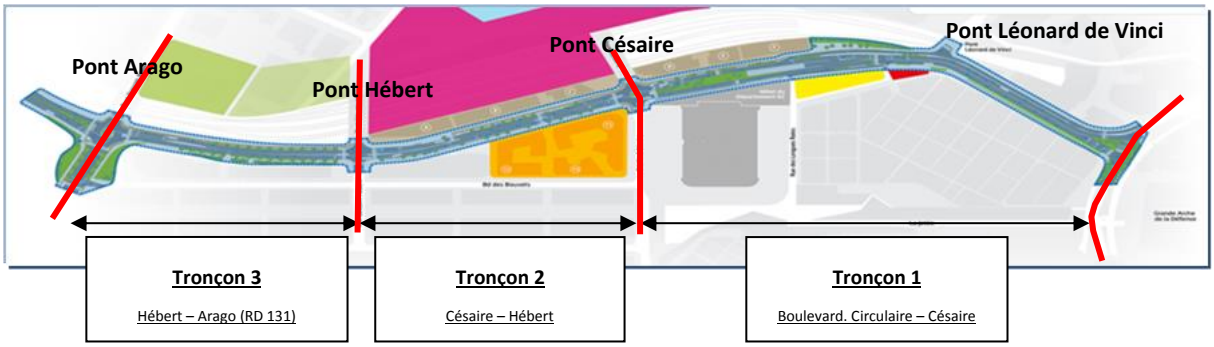
ANNEXE 2 : Calendrier prévisionnel

De janvier 2019 à avril 2022 : tronçon 1 (entre le boulevard circulaire et le boulevard Césaire)

D'août 2019 à mars 2021 : tronçon 2 (entre le boulevard Césaire et la rue Hébert)

De fin 2022 à fin 2024/début 2025 : tronçon 3 (entre la rue Hébert et le carrefour Arago)

ANNEXE 3 : Les principaux enjeux du projet RD914



Les particularités d'aménagement du tronçon 1 :

- Modification du carrefour de La Folie avec une rehausse de la voirie le long du cimetière de Neuilly,
- Intégration de la rue Léonard de Vinci en soutènement,
- Modification de la bretelle d'accès depuis le pont Léonard de Vinci,
- Modification de l'accès à l'autoroute A14.

Les particularités d'aménagement du tronçon 2 :

- Modification du carrefour Césaire avec la création du Pont Aimé Césaire,
- Intégration des futurs flux de piétons depuis la passerelle Eole (RER E et ligne M15 Ouest) sur le futur parvis,
- Modification du carrefour Hébert avec la création du Pont Célestin Hébert.

Les particularités d'aménagement du tronçon 3 :

- Mise à niveau du carrefour constitué des RD914 et RD131 (rue François Arago).

L'enjeu principal de l'aménagement du tronçon 3 de la RD914 est la création d'un véritable boulevard urbain alliant haute qualité paysagère, intégration urbaine, tout en assurant les fonctions de dessertes et de transit de cet axe.

Le deuxième enjeu de cet aménagement consiste en la reprise d'un dénivelé important afin de connecter cet axe à l'avenue François Arago qui le surplombe aujourd'hui.

Le troisième enjeu de cet aménagement est l'intégration parfaite dans un projet plus global d'aménagement de l'ensemble de la RD914 et de ses abords.

Annexe 7 : Convention Ponts de la Villedieu RD58 (78)

RD58 – Ponts de la Villedieu

Convention de financement relative aux études de doublement des Ponts de la Villedieu

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1. DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 6
1.2. DELAIS DE REALISATION 6

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1. CONTEXTE 7
2.2. OBJECTIFS DU PROJET 7
2.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 7

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2. LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1. ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2. COUTS DETAILLES 9
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES PAR LA REGION 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE PAR LA REGION 10
4.4.3 VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE SQY 10
4.4.4 PAIEMENT 10
4.4.5 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 10
4.5. CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6. CADUCITE DE LA SUBVENTION DE SQY 11
4.7. COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5 GESTION DES ECARTS 12

6 MODALITES DE CONTROLE 12

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 12

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 13

9 DISPOSITIONS GENERALES 13

9.1. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13
9.2. MODIFICATION DE LA CONVENTION 13
9.3. REGLEMENT DES LITIGES 13
9.4. RESILIATION DE LA CONVENTION 14
9.5. QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6. MESURES D'ORDRE 15

ANNEXES 16

ANNEXE 1 ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS 17
ANNEXE 2 CALENDRIER PREVISIONNEL 18

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du conseil régional en date du _____,

- La **Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines**, ci-après désignée SQY, représentée par le Président de la Communauté d'Agglomération, Jean-Michel FOURGOUS, dûment mandaté par l'effet d'une délibération du conseil communautaire en date du 19 décembre 2019.

Et,

- **Le département des Yvelines** dont le siège est situé au 2 place André MIGNOT, 78012 Versailles, représenté par son Président, Monsieur Pierre BEDIER, dûment mandaté par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération n° 1717 du conseil départemental en date du _____ approuvant son Règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° CP 2017-226 du 5 juillet 2017 de la commission permanente du conseil régional approuvant le contrat-cadre avec le Département des Yvelines pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

Vu la délibération n°2017 CD 2 5584 1 de la commission permanente du conseil départemental en date du 30 juin 2017 relative à l'approbation de la convention cadre de mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n° _____ du _____ approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Vu la délibération de la communauté d'agglomération de Saint Quentin en Yvelines n° du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en chantier de l'infrastructure nouvelle et à laquelle cette première convention fait référence, pour ce qui relève du financement des études. Une seconde convention sera élaborée ultérieurement pour le financement des travaux*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de financement des études de doublement des Ponts de La Villedieu sur la RD58.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Ponts de la Villedieu – études ».

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération concerne les études nécessaires à la réalisation de doublement des ouvrages de franchissement de la RN10 et des voies ferrées par la RD58, ainsi que ses raccordements sur le réseau viaire limitrophe (incluant la restructuration du rond-point des Libertés).

Le détail des études concernées est le suivant :

- Etude d'opportunité, rendue nécessaire car impactant des bretelles du réseau magistral national, et de faisabilité ;
- Etablissement des différentes procédures administratives (dossier cas par cas, mise en compatibilité du PLU, DUP, autorisations environnementale et de travaux) ;
- Mission de Maitrise d'œuvre : phases AVP, PRO, ACT.

1.2. Délais de réalisation

La date prévisionnelle de fin de l'opération est le premier trimestre 2024. Le calendrier prévisionnel figure en Annexe 2 Calendrier prévisionnel.

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1. Contexte

La RD 58 dans le secteur de la Villedieu sur les communes de la Verrière et Elancourt permet de desservir d'importants quartiers d'habitation (dont le quartier du Bois de l'Etang qui regroupe environ 30% des habitants de la Verrière) ainsi que la zone d'activités de Trappes-Elancourt (ZATE) identifiée comme plateforme logistique multimodale régionale au SDRIF de 2013. Elle assure la totalité des échanges avec la RN10.

Les deux ponts qui permettent à la route départementale de franchir la route nationale 10 ainsi que le faisceau ferré vers Paris-Montparnasse, limités à une voie par sens et supportant un trafic journalier de près de 25 000 véhicules, sont la source d'importantes difficultés de circulation aux heures de pointe. Par ailleurs, l'étroitesse du profil en travers de l'ouvrage au-dessus des voies ferrées constitue une véritable insécurité pour les modes de déplacements doux.

2.2.Objectifs du Projet

Il devra répondre aux objectifs suivants :

- Améliorer la fluidité du trafic sur la RD 58 et aux intersections avec la RN10, l'avenue Georges Politzer et l'avenue des Noës, notamment aux heures de pointe,
- Améliorer les temps de parcours des transports en commun (bus) entre le rond-point des Libertés au Sud et le rond-point des Templiers au Nord,
- Améliorer les conditions de circulations des piétons et cycles en traversée des ponts SNCF et RN10 et sur l'itinéraire de la RD 58,
- Simplifier et sécuriser les intersections de la RD58 avec l'avenue Georges Politzer d'une part et avec le quartier du Bois de l'Etang d'autre part,
- Tenir compte de la trame verte présente sur la zone d'étude et des projets d'urbanisation du secteur.

2.3.Caractéristiques principales du Projet

Le projet s'étend du carrefour avec l'avenue Georges Politzer au Sud (rond-point des Libertés) au giratoire avec l'avenue de la Villedieu au Nord.

Il comprendra notamment le doublement des ponts existants afin de répondre aux besoins du trafic (en concertation avec la SNCF, gestionnaire de la partie structurelle des ouvrages de franchissement des voies ferrées, il en sera déterminé leur conservation ou non)ainsi que l'aménagement d'un itinéraire pour les liaisons douces. Le projet sera également étudié en concertation avec le projet de renouvellement urbain du quartier du Bois de l'Etang.

Le projet pourrait également nécessiter le réaménagement d'une partie des bretelles d'accès à la RN10.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1 et dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.2, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqué respectivement dans l'article 4 et dans l'Annexe 2 Calendrier prévisionnel, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région et SQY des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2. Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de la présente opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 1 500 000 € HT, correspondant au montant dédié à la partie études du projet, selon les clés de répartition suivantes :

- Département des Yvelines : 50 %, soit 750 000 €,
- Région Île-de-France : 40%, soit 600 000 €,
- Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines : 10%, soit 150 000 €.

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût de l'Opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 500 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2.Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Postes de dépenses	**Montant en € courants**
Etude d'opportunité	160 000 €
Dossiers procédures administratives (évaluation environnementale, DUP, autorisations travaux…)	240 000 €
Etudes de faisabilité (APS)	100 000 €
Mission de Maitrise d'œuvre en phase conception (AVP, PRO, ACT)	1 000 000 €
TOTAL en €	**1 500 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3.Plan de financement

Montant € HT et %				
MOA	**Région**	**Département des Yvelines**	**SQY**	**Total**
Département des Yvelines	600 000 €	750 000 €	150 000 €	1 500 000 €
	40%	**50%**	**10%**	**100%**

4.4.Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes par la Région

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les prestations objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement des études.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde par la Région

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, le versement du solde au titre de la participation de la Région est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- un rapport de présentation « d'avancement des études » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'Opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Versement de la participation de SQY

SQY versera sa participation de 150 000 €, sous forme d'un unique versement, à réception du dossier PRO.

4.4.4 Paiement

Le mandatement de la Région et de SQY est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.5 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département des Yvelines sur le compte ouvert au nom de Paierie Départementale des Yvelines (domiciliation : BDF Versailles), dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR70	3000	1008	66C7	8500	0000	067	BDFEFRPPCCT

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département des Yvelines	2 Place André Mignot 78000 Versailles	Direction des mobilités / Sous-direction Politique des Transports et des Mobilités
Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	1 rue Eugène Hénaff – ZA du Buisson de la Couldre – BP10118 – 78192 TRAPPES CEDEX	Direction des Fonctions Supports & Transversalité Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire

4.5.Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'Opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de première demande d'acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'Opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc, conformément au Règlement budgétaire et financier de la région.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6.Caducité de la subvention de SQY

Si à l'expiration d'un délai de cinq (5) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à SQY la demande de paiement, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

4.7.Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région et SQY de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, les financeurs sont informés lors du Comité de suivi.

6 MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département, la Région et SQY autant que de besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur(s), maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région et SQY à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale et de la communauté d'agglomération. La Région et SQY ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région et SQY est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Pour SQY, la date de prise en compte des dépenses court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.4, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

9.4.Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5.Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département des Yvelines dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;

- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6.Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département des Yvelines,	Pour la région Île-de-France,	Pour Saint Quentin en Yvelines,
Pierre BÉDIER	**Valérie PECRESSE**	**Jean-Michel FOURGOUS**
Président du conseil départemental des Yvelines	Présidente du conseil régional d'Île-de-France	Président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

ANNEXE 1 Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses du MOA

(En euros HT)

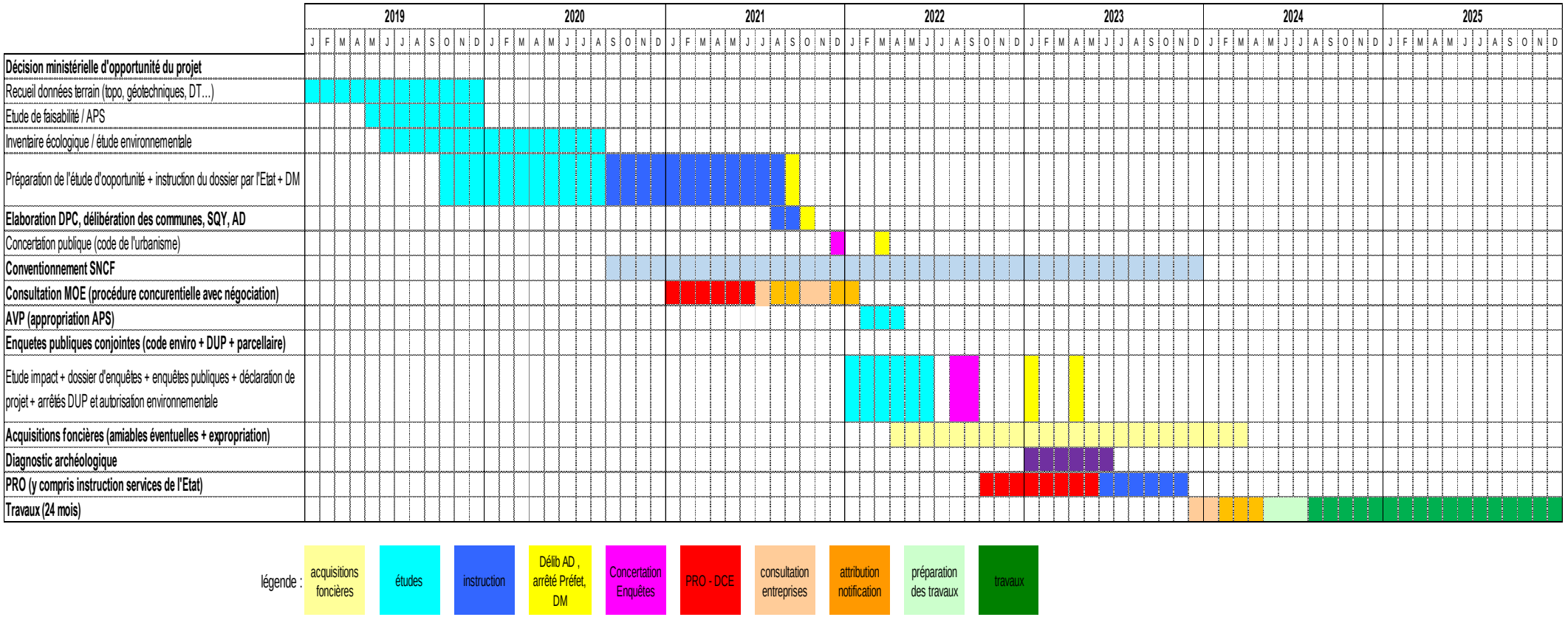
	Année				Total
	2020	2021	2022	2023	
Département des Yvelines	160 000	120 000	595 000	625 000	**1 500 000**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

(En euros HT)

	Année				Total
	2021	2022	2023	2024	
Région Île-de-France	88 000	143 000	244 000	125 000	**600 000**
Département des Yvelines	110 000	178 750	305 000	156 250	**750 000**
SQY			150 000		**150 000**

Annexe 2 Calendrier prévisionnel



Annexe 8 : Convention RD370 à Gonesse (95)

Aménagement de la RD370 entre la RD84 et la RD970 à Gonesse

Convention de financement relative aux travaux

2020

TABLE DES MATIERES

1 OBJET DE LA CONVENTION 5
1.1 Définition et contenu de l'opération 5
1.2 Délais de réalisation des travaux 5
2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET 5
2.1 Historique 5
2.2 Objectifs de l'outil 6
2.3 Caractéristiques principales du projet 6
3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 7
3.1 La maîtrise d'ouvrage 7
3.1.1 Identification 7
3.1.2 Engagements 7
3.2 Les financeurs 7
3.2.1 Identification 7
3.2.2 Engagements 7
4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 7
4.1 Estimation du coût de l'opération 7
4.2 Coûts détaillés 7
4.3 Plan de financement 8
4.4 Modalités de versement des crédits de paiement 8
4.4.1 Versement d'acomptes 8
4.4.2 Versement du solde 9
4.4.3 Paiement 9
4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 9
4.5 Caducité de la subvention régionale 9
4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage 10
5 GESTION DES ECARTS 10
6 MODALITES DE CONTROLE 10
7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 10
8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 11
9 DISPOSITIONS GENERALES 11
9.1 Date d'effet et durée de la convention 11
9.2 Modification de la convention 12
9.3 Règlement des litiges 12
9.4 Résiliation de la convention 12
9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 12
9.6 Mesures d'ordre 13
10 ANNEXES 14
Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds 15
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet 16
Annexe 3 : Détail du programme du projet 17

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n° CP 2020-156 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,

- **Le département du Val d'Oise**, représenté par la présidente du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département » dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil départemental du Val d'Oise en date du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, approuvant le contrat-cadre avec le Département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce contrat-cadre ;

Vu la délibération n° 6-18 de l'Assemblée départementale du 19 mai 2017 approuvant le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° 6-22 du 29 novembre 2019, portant sur les révisions de ce contrat-cadre ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des travaux pour aménager la RD370 entre la RD84 et la RD970 à Gonesse ;
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux dans le respect du calendrier général du projet.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Aménagement RD370 entre RD84 et RD970 à Gonesse (95) ».

La Région accorde au Département une subvention correspondant à 30% du coût de l'opération, dont le montant prévisionnel s'élève à 1 300 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 390 000 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre la réalisation des travaux de requalification de la RD 370 entre la RD 84 et la RD 970 sur la commune de Gonesse.

« L'Annexe 3 : Détail du programme du projet » de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

1.2 Délais de réalisation des travaux

Le délai prévisionnel de l'opération est de 18 mois. Le calendrier prévisionnel figure en « Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet ».

2 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

2.1 Historique

La RD 370 traverse d'Est en Ouest le territoire de la plaine de Gonesse, située au centre des aires d'influence de Paris, de la Plaine Saint-Denis, de Villepinte et de Roissy qui supporte de nombreux projets de recomposition urbaine et paysagère.

Entre la rue de Paris (RD 84) et le boulevard Berthelot (RD 970), elle marque la limite Sud du centre urbain historique, le séparant d'une rive péri-urbaine Sud vouée aux équipements industriels et commerciaux. Sur la partie Est de cette section, la rive Sud

est occupée par la ZAC « Entrée Sud » dont l'aménagement s'inscrit dans cette volonté communale de développement urbain.

Elle y présente le caractère d'une voie express urbaine : 2x2 voies autour d'un terre-plein central, des trottoirs lacunaires, absence d'aménagement cyclable ou en faveur des transports en commun.

Bien qu'elle soit située en agglomération, la vitesse autorisée de la circulation sur cette section est de 70 km/h. Elle est ponctuée d'un carrefour à sens giratoire intermédiaire (menant vers le Sud à Bonneuil-en-France par la RD 47e1). Elle est dépourvue de qualité paysagère et d'urbanité.

Dans ce contexte, le Département du Val d'Oise a entrepris en 2005, à la demande de la commune de Gonesse, une étude de requalification visant à entériner le caractère plus urbain que pourrait prendre cette voie et à en modifier les fonctions (partage de la voirie) et les conditions d'intégration urbaine et d'insertion paysagère.

En 2010, l'abandon d'une partie du programme de la ZAC et son remplacement par deux nouvelles opérations indépendantes desservies uniquement par la RD 370 (quand initialement la ZAC était dans son ensemble desservie par la seule RD 47e1) a nécessité une révision du programme pour intégrer deux nouveaux carrefours privatifs à feux : l'un dessert l'entreprise DCF (entrepôts de frais de Casino), l'autre, dont le principe est en cours de négociation et de conventionnement, desservirait un pôle de loisirs. Il est à noter que ces équipements sont bordés au Sud par le BIP Est prolongé.

En octobre 2012, il a été décidé d'intégrer une voie de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) bilatérale (diminution de largeur des files pour la circulation générale), excepté lorsque le trafic nécessite une conservation à 2x2 voies (au niveau des carrefours par exemple).

2.2 Objectifs du projet

Le projet répond aux objectifs suivants :

- l'affirmation du caractère urbain de la RD 370 dans le territoire traversé et son intégration paysagère par rapport à l'environnement existant et futur,
- l'intégration des circulations douces,
- l'intégration de voies en faveur des transports en commun,
- l'amélioration de l'assainissement de la route (eau pluviale),
- l'intégration du prolongement de l'Avenue du Parisis (carrefour RD 370/RD 970).

2.3 Caractéristiques principales du projet

Dans le cadre de cette requalification, les axes d'amélioration principaux sont :

- la création d'un profil à 2x1 voie VL et une voie bus bilatérale (diminution de largeur des files de circulation), excepté lorsque le trafic nécessite une conservation à 2x2 voies (au niveau des carrefours par exemple),
- la création de pistes cyclables, sécurisées et séparées des cheminements piétons,
- la création d'une 4^{ième} branche au carrefour à feux SEGRO,
- la création d'un bassin de rétention de 500 m^3 à proximité du Croult pour les eaux pluviales de la RD 370 requalifiée.

L'Annexe 3 : Détail du programme du projet détaille le contenu du projet.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le Département est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, et les caractéristiques sont précisées dans l'article 2.3, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans « l'Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet » de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité de suivi.

Le Département s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relative à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant maximum de 1 300 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 390 000 €, soit 30%
- Département du Val d'Oise : 910 000 €, soit 70%

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'Annexe 1.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 1 300 000 € HT en euros, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le Département fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Installations de chantier et Signalisation	100 000
Terrassements	300 000
Chaussées	500 000
Assainissement	350 000
Signalisation horizontale et verticale	50 000
TOTAL en € HT	**1 300 000 € HT**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
MOA	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Département du Val d'Oise	390 000 €	910 000 €	**1 300 000 €**
	30%	70%	**100%**

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'Annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Le Comité de suivi est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les travaux, objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des factures acquittées par le Département indiquant notamment la date et la référence des factures, leur date d'acquittement et leur montant, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
- l'état d'avancement du projet ;

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total de la subvention due par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- d'un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations effectuées et justifiant les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention ;
- du bilan financier de l'opération, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes réalisées, signé par le comptable public.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département sur le compte ouvert au nom du Payeur Départemental, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 300001

Code guichet : 0651

N° compte : C956 0000000

Clé : 97

IBAN : FR18 3000 1008 5100 00D0 5005 908

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	**Nom du service**
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité
Département du Val d'Oise	2 Avenue du Parc 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX	Direction des Routes Service des Ressources Administratives

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale

une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente de la Région, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente de la Région. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses liées à l'opération réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée dans les plus brefs délais.

6 MODALITES DE CONTROLE

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération subventionnée.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour d'un Comité de suivi, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

Le Comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il réunit le Département et la Région autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'Opération et une fois par an. Les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité de suivi est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de valider les choix techniques ayant un impact financier et calendaire si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier du projet ;
- d'actualiser si besoin l'échéancier prévisionnel des appels de fonds ;
- d'échanger sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de communication.

Le compte rendu de chaque Comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8 COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le maître d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, …) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par la dernière des parties.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.2 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant et qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.3 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties ne pouvant recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

9.4 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, le financeur s'engage à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signée avec le Département du Val d'Oise dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2017-54, approuvant le « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département du Val-d'Oise,	Pour la Région Île-de-France,
Marie-Christine CAVECCHI Présidente du Conseil départemental du Val-d'Oise	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Annexe 3 : Détail du programme du projet

Annexe 1 Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses
Aménagement RD370 entre RD84 et RD970 à Gonesse (95)

En € HT	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département du Val d'Oise	**500 000**	**800 000**	**1 300 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
Aménagement RD370 entre RD84 et RD970 à Gonesse (95)

En €	ANNEE		Total
	2020	2021	
Région Île-de-France	**150 000**	**240 000**	**390 000 €**

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation du projet

Décembre 2019 → Juin 2020 : Etudes et investigations

Juillet 2020 : Appel d'offres

Septembre 2020 : Démarrage des travaux

Fin 2021 : Fin des travaux et mise en service

Annexe 3 : Détail du programme du projet

L'objectif du projet est de mettre la RD 370 en relation avec les différents espaces qui la bordent et de donner une identité urbaine à un axe situé dans un environnement qui a considérablement évolué et qui continue à se transformer en poursuivant son urbanisation.

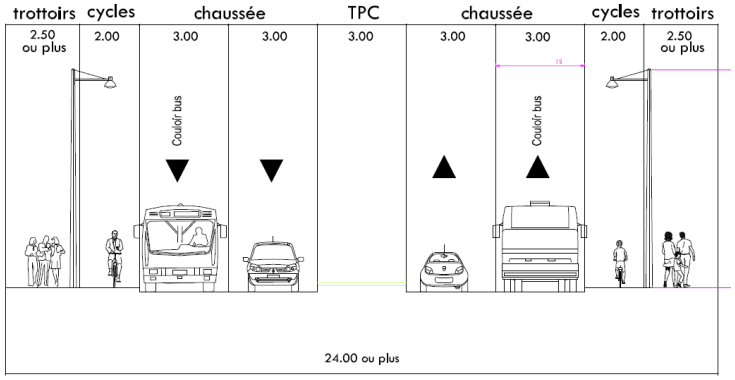
Les principes retenus pour la requalification de la RD 370 sont les suivants :

- Réutilisation au maximum des emprises existantes de la voie (pas d'acquisitions foncières et respect des limites de la ZAC Entrée Sud, sauf en cas de nécessité technique),
- Conservation au maximum du carrefour de la RD 84 (aménagement neuf),
- Création d'un profil à 2x1 voies VL et une voie bus bilatérale (diminution de largeur des files de circulation), excepté lorsque le trafic nécessite une conservation à 2x2 voies (au niveau des carrefours par exemple),
- Création de pistes cyclables, sécurisées et séparées des cheminements piétons,
- Création d'une 4^{ième} branche au carrefour à feux SEGRO,
- Assainissement : création d'un bassin de rétention de 500 m^3 à proximité du Croult pour les eaux pluviales de la RD 370 requalifiée.

- **<u>Présentation de l'aménagement</u>**

La requalification projetée présente un profil en travers type suivant :

Profil en travers type n°1



- terre-plein central engazonné de 3 m de largeur minimum,
- 2 chaussées de 6,00 m : 2 voies VL + un couloir bus de chaque côté, en latéral,
- de chaque côté de l'axe création d'une piste cyclable de 2 m (dont 0,50 m de marge vis-à-vis de la circulation automobile) et de trottoirs de 2,50 m minimum qui peuvent se dilater selon les emprises disponibles.

Deux arrêts de bus sont prévus (un dans chaque sens) de part et d'autre du carrefour à feux SEGRO.

Le réseau d'éclairage public est refait en totalité avec implantation de mâts double crosse de part et d'autre de la chaussée. Cette implantation et l'aspect des mâts sont plus adaptés à une zone urbaine.

Les espaces modes doux sont séparés de la chaussée par une bordure et éloignés de 0,50 m du bord de chaussée afin d'assurer confort et sécurité aux usagers.

Les voies bus sont nécessairement interrompues (au regard des trafics VL prévisionnels) sur anneau du giratoire RD47E1, et de part et d'autre du carrefour à feux SEGRO au profit de 2 files VL+ voies de tourne-à-gauche afin de répondre au stockage nécessaire pour le bon fonctionnement du carrefour.

A l'extrémité est de section d'étude RD370, 2 voies VL sont également prévues aux branches d'entrée et de sortie du carrefour giratoire RD970.

A l'extrémité ouest, la voie de tourne-à gauche vers RD84 est conservée.

Les pistes cyclables sont ininterrompues sur toute la section étudiée.

- **Desserte des activités**

La position des entrées et sorties des activités bordant la RD 370 est conservée mais ces accès sont traités de façon plus urbaine. Les biseaux d'entrée et sortie sont supprimés au profit de débouchés en T gérés par cédez-le-passage (ou stop) ou traités en « bateau ». La largeur de voie de ces débouchés est également restreinte.

Le débouché existant de la rue d'Aulnay sur la RD370 à l'est de la section d'étude n'est pas conservé, cependant un accès urbain aux activités est rétabli à ce niveau (« bateau »).

Pour la desserte de la ZAC Entrée Sud, en sus du carrefour SEGRO, un accès est également créé en rive sud à l'est de la station-service (accès possible uniquement sens ouest→est).

Les interfaces entre la circulation bus et la circulation VL au droit des accès sont rendus lisibles par du marquage au sol en damier.

- **Traversées piétonnes**

Avec les traversées existantes conservées sur RD 370, des traversées piétonnes protégées supplémentaires prévues sur la RD 370 se trouvent :

- ✓ au niveau du Croult,
- ✓ au droit des 4 branches du giratoire RD 47E1,
- ✓ au droit des 4 branches du carrefour SEGRO.

- **Traitement paysager des abords de l'axe**

Le terre-plein central de la RD 370 est engazonné.

Afin de soigner la perception paysagère de l'axe et de séparer les cheminements modes doux des parkings des activités implantées au nord de la voie, les abords du giratoire de la RD 47^{E1} seront valorisés en espaces verts (emprises restantes disponibles pour le projet.

Annexe 9 : Avenant à la convention RD14 - Déviation de la Chapelle en Vexin (95)

RD14 – Déviation La Chapelle-en-Vexin

Avenant n°1 à la convention de financement n°18-1383 du 14 mai 2018

La **région Île-de-France**, représentée par Madame Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Île-de-France ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, agissant en application de la délibération n° CP 2020-156 du 27 mai 2020.

ET

Le **département du Val d'Oise**, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, présidente du conseil départemental, ou son délégataire, dont le siège est situé au 2 Avenue du Parc 95000 Cergy, agissant en application de la délibération n°_____ du _____,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 9 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-151 du 17 mai 2017, approuvant le contrat-cadre avec le département du Val d'Oise pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce contrat-cadre ;

Vu la délibération n° 6-18 de l'assemblée départementale du 19 mai 2017 approuvant le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° 6-22 du 29 novembre 2019, portant sur les révisions de ce contrat-cadre ;

Vu la délibération n° 6-02 de la commission permanente du conseil départemental du 5 mars 2018 approuvant la convention initiale ;

Vu la délibération n° CP 2018-074 de la commission permanente du conseil régional du 16 mars 2018 approuvant la convention initiale ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », la convention signée le 14 mai 2018 fixe les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation d'une déviation de la RD14 à La Chapelle-en-Vexin.
Cette convention de 8 millions d'euros (répartis à 70% pour le CD95 et 30% pour la Région) couvre les études, acquisitions foncières et travaux liés au projet. Suite à la concertation avec les acteurs locaux, le tracé de la déviation a été substantiellement modifié, portant le coût total du projet à 14 millions d'euros. Lors de la révision du Plan « anti-bouchon » en novembre 2019, la Région a acté l'évolution du coût du projet et proposé d'augmenter sa participation à hauteur de 50 % (soit 7 millions d'euros) afin que ce projet essentiel à la sécurité des Val d'Oisiens puisse se concrétiser.
L'article 9.1 de la convention précise que la convention peut être modifiée par avenant. Le présent avenant propose ainsi d'actualiser le plan de financement.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'actualiser le montant de l'opération couvert par la convention de financement, ainsi que le taux de participation des Parties.

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « OBJET DE LA CONVENTION »

Le troisième alinéa de l'article est modifié comme suit :

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 14 000 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 7 000 000 €.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.3 « CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET »

Le deuxième et le troisième alinéa sont modifiés comme suit :

Cette voie calibrée en 2x1 voie aurait une vitesse de référence de 80 km/h.

La rue de Parnes sera rétablie dans le cadre de l'opération.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2.1 « IDENTIFICATION [DES FINANCEURS] »

L'article est modifié comme suit :

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, pour un montant de 14 000 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France (50%) : soit 7 000 000 €
- Département du Val d'Oise (50%) : soit 7 000 000 €

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT »

L'article est modifié comme suit :

4.1 Estimation du coût de l'opération
Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 14 000 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés
Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien l'opération :

Postes de dépenses	**Montant en € HT**
Etudes	1 000 000
Acquisitions foncières	800 000
Travaux	12 200 000
TOTAL en € HT	**14 000 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
Financeurs	**Région**	**Département du Val d'Oise**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département du Val d'Oise	7 000 000 €	7 000 000 €	**14 000 000 €**
	50%	50%	**100%**

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND »

L'annexe est modifiée comme suit :

Echéancier prévisionnel des dépenses
RD 14 – déviation de La Chapelle en Vexin

En € HT	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	**Total**
Département du Val d'Oise	22 417	59 700	337 883	700 000	2 240 000	5 180 000	5 180 000	280 000	**14 000 000 €**

Echéancier prévisionnel de versement des subventions
RD 14 – déviation de La Chapelle en Vexin

En € HT	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	**Total**
Région Île-de-France	6 725	17 910	185 365	350 000	1 120 000	2 590 000	2 590 000	140 000	**7 000 000 €**

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 2 « CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION »

L'annexe est modifiée comme suit :

2020 (2nd semestre) : Concertation publique
2021 (3ème trimestre) : Enquêtes publiques
2021-2022 : Acquisitions foncières
2022 : Démarrage des travaux
2025 : Mise en service

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la dernière des parties.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de l'approbation de la convention initiale en commission permanente de la Région Ile-de-France, soit le 16 mars 2018.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires, le

La présidente du conseil départemental du Val d'Oise Marie-Christine CAVECCHI	La présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE

Annexe 10 : Convention RN20 Linas Ballainvilliers (91)

RN 20 – Aménagement de décongestionnement de carrefours

Section Linas – Ballainvillers

Convention de financement relative aux études d'opportunité et de faisabilité relative à l'amélioration des conditions de circulation de la RN20 sur la section comprise entre Linas et Ballainvilliers

2020

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE 6

1. OBJET DE LA CONVENTION 6

1.1 DEFINITION ET CONTENU DE L'OPERATION 7
1.2 DELAIS DE REALISATION DES ETUDES ET DES ACQUISITIONS FONCIERES 7

2. CONTEXTE GENERAL DU PROJET 7

2.1 HISTORIQUE 7
2.2 OBJECTIFS DU PROJET 7

3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 8

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE 8
3.1.1 IDENTIFICATION 8
3.1.2 ENGAGEMENTS 8
3.2 LES FINANCEURS 8
3.2.1 IDENTIFICATION 8
3.2.2 ENGAGEMENTS 8

4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 8

4.1 ESTIMATION DU COUT DE L'OPERATION 8
4.2 COUTS DETAILLES 8
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 9
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 9
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 9
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 10
4.4.3 PAIEMENT 10
4.4.4 BENEFICIAIRE ET DOMICILIATION 11
4.5 CADUCITE DE LA SUBVENTION REGIONALE 11
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 11

5. GESTION DES ECARTS 11

6. MODALITES DE CONTROLE 12

7. ORGANISATION ET SUIVI DE L'OPERATION 12

8. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 12

9. DISPOSITIONS GENERALES 12

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 12
9.2 REGLEMENT DES LITIGES 13
9.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 13
9.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 13
9.5 QUALITE DE SERVICE SUR LE RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL 14
9.6 MESURES D'ORDRE 14

ANNEXES 16

ANNEXE 1 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES 17
ANNEXE 2 : ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES APPELS DE FONDS .. 18
ANNEXE 3 : DETAIL DU PROGRAMME DES ETUDES 19

Entre,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ou son délégataire, ci-après désignée « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil régional en date du ……..…. ,

- **Le département de l'Essonne**, représenté par Monsieur François DUROVRAY, président du conseil départemental, ou son délégataire, ci-après désigné « le Département » dûment mandaté par la délibération n°…….….. de la commission permanente du conseil départemental en date du ……..….,

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n° CR 01-16 du conseil régional d'Île-de-France du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île-de-France du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

Vu la délibération de l'assemblée départemental N°2017-04-0037 du 27 mars 2017 approuvant le contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon » et pour changer de route de la région Île-de-France;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2017-226 du 05/07/2017, approuvant le contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route ;

Vu la délibération du conseil départemental n°2018-00-0003 du 24 septembre 2018 donnant délégation à la commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental n°2017-01-0029 du 29 mai 2017 approuvant la refonte du règlement budgétaire et financier du Département ;

Vu la délibération du conseil régional n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, approuvant l'avenant au contrat-cadre avec le département de l'Essonne pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route » ;

Vu la délibération du conseil départemental n° 2019-04-0047 du 16 décembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de mise en œuvre du Plan « anti-bouchon et pour changer de route » de la région Île-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le contrat-cadre pour la mise en œuvre du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route passé entre le département de l'Essonne et la région Île-de-France intègre des crédits pour étudier et réaliser des aménagements de décongestionnement des carrefours de la RN20.

La présente convention porte sur le financement de l'ensemble des études d'opportunité et de faisabilité visant à améliorer les conditions de circulation sur la section de la RN20 comprise entre Linas et Ballainvilliers vouée à connaître des mutations urbaines importantes à court et moyen termes.

Les phases suivantes du projet feront l'objet de conventions ultérieures et selon des modalités de financement qui resteront à définir.

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

*« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (Dossiers réglementaires, enquête publique, acquisitions foncières, études d'Avant-projet, de Projet, Travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle à laquelle la présente convention fait référence.*

*« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.*

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement des études d'opportunité et de faisabilité relatives à l'amélioration des conditions de circulation de la RN20 entre Linas et Ballainvilliers, dans les deux sens de circulation ;

- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« RN20 - Aménagements de décongestionnement de carrefours

Etudes d'opportunité et de faisabilité – section Linas - Ballainvilliers ».

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 135 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de 67 500 €.

1.1 Définition et contenu de l'opération

L'opération doit permettre :

- réaliser une étude d'opportunité en intégrant l'état des lieux et le diagnostic de la situation actuelle qui auront été réalisés au préalable. L'étude d'opportunité fera émerger plusieurs scenarii pour permettre de prioriser les aménagements à réaliser en vue d'améliorer les conditions de circulation sur la section de la RN20 concernée par la présente convention,
- réaliser une étude de faisabilité qui approfondira les scenarii issus de l'étude d'opportunité

Le détail du programme des études est présenté en annexe 3.

1.2 Délais de réalisation des études et des acquisitions foncières

La durée prévisionnelle des études est estimée à **7 mois** à compter de mai 2020.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 1.

2. Contexte général du projet

2.1 Historique

Axe majeur de déplacement du sud de l'Île-de-France, le caractère structurant de la RN20 a entraîné le développement d'une urbanisation multiforme, parfois dégradée, héritée d'apports successifs sans cohérence d'ensemble.

Sous l'impulsion du département de l'Essonne, gestionnaire de la RN20 depuis 2006, s'est constitué en juin 2009 un syndicat mixte d'études RN 20, dont le principal objet est la réalisation et la mise en œuvre d'un schéma de référence pour la requalification urbaine et économique de la RN 20. Le syndicat regroupe le département de l'Essonne, les intercommunalités traversées[1] par la RN 20 et les communes membres.

L'ensemble de la RN 20 connaît un développement urbain important sous forme de ZAC (les Belles Vues à Arpajon et Ollainville, Le lièvre d'Or à Saint-Germain-Lès-Arpajon) ou de programmes immobiliers. Ainsi, sur le secteur d'étude envisagé, ce sont près de 6500 logements qui verront le jour d'ici 6 ans, représentant près de 15 000 habitants.

La RN20 supporte un trafic (données 2016) compris entre 53 000 et 68 000 véhicules/jour dont 13,2% de poids lourds au sud de la Francilienne et environ 5% au nord, modulé selon les sections. Ainsi, le trafic le plus important est enregistré aux extrémités de la zone d'étude (68 213 véh/j à Arpajon et 63 296 véh/j à Longjumeau). Il est légèrement inférieur au niveau de Linas (53 778 véh/j).

Dans ce contexte de fort trafic, la RN20 joue également le rôle d'axe structurant pour les transports en commun et accueille plusieurs lignes de bus orientées nord-sud, dont la DM 151 (Paris-Arpajon), identifiée comme ligne Express dans le PDU-IF, et la DM 153 (Massy-Arpajon).

2.2 Objectifs du projet

Afin de permettre une amélioration rapide des conditions de circulation, compte-tenu du renforcement de l'offre des lignes de transports en commun prévue pour septembre 2020 et des livraisons des programmes immobiliers sur le secteur, les études permettront de définir des aménagements à court et moyen terme à réaliser dans le gabarit actuel de la RN 20, sans recours à des acquisitions foncières, à des déplacements de réseaux ou à des reprises ou créations d'ouvrages d'art.

[1] La Communauté d'agglomération Paris Saclay et Cœur d'Essonne Agglomération

La mise en œuvre de solutions innovantes sera recherchée pour l'utilisation des voies spécifiques, notamment celles dédiées aux transports en commun (voie partagée avec le covoiturage, les deux roues motorisées, les vélos, ou encore les taxis, etc.).

3. Rôles et engagements des parties

3.1 La maîtrise d'ouvrage

3.1.1 Identification

Le département de l'Essonne est désigné maître d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément au Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

3.1.2 Engagements

Le département de l'Essonne s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé dans l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement dans l'article 4.1 et dans l'annexe 1 de la présente convention. Le calendrier de l'opération peut faire l'objet d'adaptations après accord du comité de suivi défini à l'article 7 de la présente convention.

Le département de l'Essonne s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

3.2 Les financeurs

3.2.1 Identification

Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du Plan régional « anti-bouchon et pour changer la route », pour un montant total de 135 000 € HT selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France (50%) : soit 67 500 €
- Département de l'Essonne (50 %), soit 67 500 €

3.2.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement de la Région et du Département à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 3.1, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1.

4. Modalités de financement et de paiement

4.1 Estimation du coût de l'opération

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à 135 000 € HT, non actualisable et non révisable.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

RN 20 – Etudes d'opportunité et de faisabilité Section Linas – Ballainvilliers	
Postes de dépenses	**Montants HT**
Etat des lieux et diagnostic (comptages, simulations de trafic, benchmark de solutions innovantes, etc.) (**phase 1**)	35 000
Etude d'opportunité (déterminer des solutions d'aménagement et leurs impacts sur l'ensemble des déplacements sur le secteur ; analyse multicritères comprenant des item en termes de circulation ; premières estimations chiffrées de chacune des solutions) (**phase 2**)	30 000
Etude de faisabilité (analyse technique de faisabilité des aménagements et solutions retenus y compris simulations dynamiques des scénarios; étude niveau AVP ; analyse des procédures réglementaires à prévoir ; estimation détaillée des montants de travaux) (**phase 3**)	55 000
Provisions pour études supplémentaires MOA	15 000
Total	**135 000 €**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale, après information de la Région Île-de-France.

4.3 Plan de financement

Montant € HT et %			
Financeurs	**Région Île-de-France**	**Département de l'Essonne**	**Total**
Maîtrise d'ouvrage : Département de l'Essonne	67 500 €	67 500 €	**135 000 €**
	50%	*50%*	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par la Région au fur et à mesure de l'avancement des prestations couvertes par la présente convention sur présentation d'appels de fonds par le Département.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du Département.

Pour les études objet de la présente convention, le Département transmettra à la Région une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le Département indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement, le montant des factures acquittées et la nature exacte des prestations réalisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- l'état d'avancement des études ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du Département.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au Département est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des prestations couvertes par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le bénéficiaire :

- du relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage liés aux études supplémentaires ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.4.1 ;
- des études produites,
- du bilan financier de l'opération.

Chacun de ces documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

4.4.3 Paiement

Le mandatement de la Région est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du Département aux coordonnées suivantes :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Code établissement	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	IBAN
Département de l'Essonne	Banque de France à EVRY	30001	00312	C9110000000	19	FR 54 3000 1003 12C9 1100 0000 019

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93 400 SAINT-OUEN	Pôle Finances Direction de la comptabilité

4.5 Caducité de la subvention régionale

Si à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an (1) maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de première demande de versement, le Département dispose d'un délai maximum de quatre (4) années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement la Région de toutes autres participations financières lui étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5. Gestion des écarts

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond. Tout dépassement de ce montant est pris en charge par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas d'écart avec le montant visé à l'article 4.1, la Région est informée lors du Comité de suivi.

6. Modalités de contrôle

La Région peut faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

7. Organisation et suivi de l'opération

La gouvernance de l'opération s'articule autour d'un comité de suivi comprenant des représentants des parties de la présente convention. Ce comité de suivi aborde principalement les questions techniques et financières du projet. Il veille au bon déroulement et à la qualité des études, à présenter les résultats des études à chacune des étapes clés de l'opération et à contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire.

Le comité de suivi est convoqué par le maître d'ouvrage. Il est réuni autant que besoin, mais au moins à la fin de chaque étape-clé de l'opération et une fois par an.

Le compte rendu de chaque comité de suivi est rédigé et transmis par le maître d'ouvrage pour avis avant envoi officiel.

8. Communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le comité de suivi.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeur, maître d'ouvrage ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le Département autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

9. Dispositions générales

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4

ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par la Région.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la commission permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 3.1.2 et 6, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 4.4.2 et 5, ou à défaut par application des règles de caducité figurant à l'article 4.5 de la présente convention.

9.5 Qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Comme indiqué dans le contrat-cadre signé avec le département de l'Essonne dans le cadre du Plan régional « anti bouchon » et pour changer la route, l'engagement financier de la Région sur la présente opération est indissociable d'un engagement partenarial du Département sur les trois volets suivants :

- engagement sur une qualité de service minimale offerte aux usagers sur les voiries du réseau routier d'intérêt régional, tel que défini dans le contrat-cadre ;
- recueil et partage des données relatives à l'état des voiries ainsi qu'à leur usage, notamment les données relatives au trafic observé ;
- déploiement d'un programme d'expérimentations et d'innovations portant sur les thématiques déclinées en annexe 2 du contrat-cadre, et susceptible d'être co-financé par la Région en vertu de la délibération n° CR 2019-047, approuvant la révision du « plan anti-bouchon et pour changer la route ».

Le Département, par la présente convention, prend acte de ces objectifs et s'engage à prévoir un budget de fonctionnement suffisant pour les mettre en œuvre.

Au cas où la qualité de service attendue sur le RRIR du Département se situe en deçà des objectifs et si les rapports annuels susmentionnés successifs ne font pas apparaître de progrès dans la démarche visant à les atteindre (conditions cumulatives), la Région se réserve le droit de suspendre le versement de la présente convention.

9.6 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le département de l'Essonne, **François DUROVRAY**	Pour la région Île-de-France, **Valérie PÉCRESSE**

ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 3 : Détail du programme des études

Annexe 1 Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

Phase 1 : Diagnostic	2 mois (hors validation)
Phase 2 : étude d'opportunité	2 mois (hors validation)
Phase 3 : étude de faisabilité	3 mois (hors validation)

La durée totale prévisionnelle est donc de 7 mois hors périodes de validation de la maîtrise d'ouvrage.

Annexe 2 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses

(En euros HT)

	ANNEE		Total
	2020	2021	
Département de l'Essonne	**85 000**	**50 000**	**135 000**

Echéancier prévisionnel du versement de la subvention

(en Euros)

	ANNEE		Total
	2020	2021	
Région Île-de-France	**42 500**	**25 000**	**67 500**

Annexe 3 : Détail du programme des études

L'étude se déroulera en 3 phases pour la partie forfaitaire.

Phase 1 : Etat des lieux et diagnostic

Il s'agit d'établir un état des lieux et un diagnostic de la situation actuelle, appuyés sur une analyse fine de l'offre routière pour tous les modes (comptages, remontées de files, points durs de circulation,..) et de présenter les hypothèses d'évolution des trafics à horizon 2025-2030 (prévisions de trafic, calage du modèle, ….) en lien avec les projets urbains et le renfort d'offre des TC.

Cette partie comprend :

la réalisation et l'analyse de comptages pour l'ensemble des modes,

une estimation des trafics pour chacun des modes à l'horizon 2025-2030,

la réalisation de simulations de trafic permettant d'identifier et de caractériser les difficultés à l'horizon 2025-2030

la réalisation d'un benchmark de solutions innovantes en matière d'optimisation des conditions de circulation des TC tout en conservant les capacités routières de la RN 20.

Phase 2 : Etude d'opportunité

La phase de diagnostic sera suivie d'une phase d'étude d'opportunité dont l'objet est de :

Proposer des solutions classiques et/ou innovantes (aménagements, modification des plans de feux…) permettant d'améliorer la circulation dans la zone d'étude. Les secteurs identifiés par IDFM devront être analysés en priorité. Une attention particulière sera apportée à l'amélioration des circulations douces (notamment en traversée de la RN20) et des transports en commun ;

Etablir une analyse multicritères de chaque solution proposée comprenant notamment son évaluation socio-économique, les conséquences en termes de remontées de file, d'attente aux feux, les gains/pertes de temps pour chacun des utilisateurs de la route (simulation dynamique), l'impact sur le stationnement ou les entrées charretières, les coûts et les difficultés de mise en œuvre ;

En déduire une proposition argumentée de scénarios issus de combinaisons de solutions unitaires sur le linéaire de l'étude ;

Proposer un calendrier prévisionnel de réalisation de chacun des scénarios en identifiant les points de vigilance pour chaque solution ;

Produire un chiffrage de chacun des scénarios.

Le choix final pourra se faire sur un ou plusieurs scénarios qu'il conviendra d'approfondir dans l'étude de faisabilité.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage désignera les scénarios pour lesquels des simulations dynamiques seront à réaliser dans le cadre de la partie du marché à bons de commande.

Phase 3 : Etude de faisabilité

L'étude de faisabilité devra permettre d'approfondir les scénarios retenus lors de l'étude d'opportunité en :

Confirmant la faisabilité des solutions retenues à l'issue de la phase 2 ;

Réalisant des plans de niveau AVP au 1/200ème des aménagements ;

Réalisant des coupes, des dessins techniques, des visuels, permettant d'illustrer les solutions retenues dans leur environnement ;

Analysant les procédures réglementaires à prévoir si tel était le cas ;

Produisant une estimation détaillée du montant des travaux ou de la mise en œuvre des solutions retenues ainsi qu'un calendrier prévisionnel de réalisation.

L'étude comprend également une partie à bons de commande portant sur la réalisation de simulations dynamiques.

Le besoin n'est pas arrêté à ce stade et sera défini à l'issue de la phase 2.

Cette partie pourra également porter sur des besoins d'approfondissement identifiés au cours de l'étude.

Annexe 11 : Avenant à la convention "itinéraire cyclable le long de la RD30" (78)

Aménagement d'un itinéraire cyclable le long de la RD 30 à Plaisir (78) et Elancourt (78) (phase 1)

Avenant n° 1 à la convention de financement du 10 Avril 2014

ENTRE :

D'une part

La **région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ci-après désigné par « la Région » dûment mandaté par la délibération n° CP ….-……. de la commission permanente du ……du conseil régional d'Île-de-France,

ET

D'autre part

Le **département des Yvelines**, représenté par le président du conseil départemental des Yvelines, ci-après désigné par le « Département » dûment habilité par délibération de l'assemblée départementale n°…….. en date du ……,

Visas

Vu la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération n°CP14-147 du conseil régional d'Île-de-France du 30 janvier 2014 approuvant la convention faisant l'objet du présent avenant ;

Vu la délibération n°CR37-14 du conseil régional d'Île-de-France du 19 juin 2014 définissant le plan d'action régional en faveur de la mobilité durable ;

Vu la délibération n°CP2020-156 du conseil régional d'Île-de-France du _____ ;

Préambule :

Le doublement de la RD30 entre Plaisir et Elancourt est une opération routière qui s'accompagne d'un volet protections phoniques pour limiter les nuisances liées au trafic routier, et d'un volet aménagements cyclables avec notamment la réalisation de deux passerelles dédiées aux modes actifs. Les aménagements routiers ont été inaugurés le 6 mars 2018. Certains travaux liés aux aménagements cyclables (passerelle surplombant l'aménagement routier) et aux protections phoniques (protections phoniques selon mesures effectuées une fois l'aménagement réalisé), ont nécessité d'attendre la fin du volet routier avant de pouvoir être réalisés. L'achèvement des travaux est prévu en 2022.

Au regard :

- de la définition de l'autorisation de programme de projet fixée par le règlement budgétaire et financier régional ;
- du caractère complexe que revêt la réalisation des travaux des trois volets de l'opération et des aléas importants liés à ce type de projet ;

Il apparaît nécessaire de requalifier en autorisation de programme de projet l'affectation votée par délibération n°CP14-147 du 30 janvier 2014. La convention afférente fait donc l'objet du présent avenant.

Article 1 :

L'article 3.1 « Caducité » est modifié comme suit :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

~~A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.~~

L'Opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région, au plus quatre (4) ans après la date de fin des travaux. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que le Projet est achevé au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires, le _____ :

Valérie Pécresse Présidente de la région Île-de-France	Pierre Bédier Président du conseil départemental des Yvelines

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-186

DU 27 MAI 2020

SOUTIEN AUX MOBILITÉS PROPRES ET À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action régional en faveur de la Mobilité Durable ;

VU la délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 approuvant la convention type concernant les dispositifs d'investissement de la politique régionale de sécurité routière ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 approuvant le plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan Vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017 approuvant la convention-type d'investissement concernant la politique de management de la mobilité ;

VU la délibération n° CP 2017-430 du 18 octobre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique vélo en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-168 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type de fonctionnement concernant la politique de management de la mobilité ;

VU la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du plan vélo régional, et adoptant la convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) type ;

VU la délibération n° CP 2019-172 du 22 mai 2019 approuvant la convention-type de fonctionnement concernant la politique régionale de sécurité routière ;

VU la séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-186 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan vélo régional – Soutien régional aux projets cyclables », au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de quatre subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 955 450 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 955 450 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 78 « Autres actions » - programme HP 78-001 « Circulations douces » - action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative à la politique régionale de sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de huit subventions d'un montant total prévisionnel de **846 378 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 814 728 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » - programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 27 990 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » - programme HP 825-004 « Aménagements de sécurité » - action 18200403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 660 € disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 80 « services communs » - programme HP 80-001 « études générales » - action 18000101 « études générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de **465 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 2017-414 du 18 octobre 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 448 400 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 17 100 € disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 80 « Services communs » - programme HP 80-001 « Etudes générales » - action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

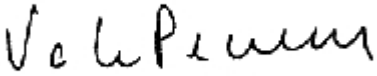
Article 4 :

Décide d'affecter deux dépenses directes dans le cadre de sa politique régionale en faveur de l'électromobilité, d'un montant de **104 000 €.**

Affecte une autorisation de programme de 80 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » - programme HP810-003 « Études et expérimentations » - action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 24 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 80 « Services communs » - programme HP 80-001 « Études générales » - action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc177441-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-186

DOSSIER N° 20004485 - VELO - PLAN D'ACTIONS CD95 ANNEE 1 PHASE 1 (95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204132-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	1 240 000,00 € HT	50,00 %	620 000,00 €
	Montant total de la subvention		620 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC
95000 CERGY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le département du Val d'Oise a voté son plan vélo le 20 décembre 2019.
Son objectif est notamment de développer l'usage quotidien du vélo. Pour son élaboration, le Département a mené une concertation avec les collectivités et les associations d'usagers.

Ce plan vélo fait l'objet d'une programmation pluriannuelle, et la présente subvention porte sur une première partie des projets de la première année :

- L'aménagement de deux pistes cyclables unidirectionnelles d'environ 2 m de large, en enrobé, le long de la RD317 entre Louvres et la zone d'activités de Villeron.
*Dans le sens Louvres-Villeron, la piste unidirectionnelle débute au niveau de la RD165E, et s'interrompt au niveau du giratoire entre la RD317 et la RD9 où elle se connecte aux pistes cyclables existantes.
*Dans le sens Villeron - Louvres, la piste débute au giratoire entre la RD317 et la RD9, et s'interrompt au niveau de la rue André Malraux à Louvres, pour rejoindre la rue de Paris.

- L'aménagement d'une liaison cyclable à Beaumont sur Oise le long de la RD78. Cette liaison se compose :
* D'une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,5 m de large, en enrobé, entre la rue de l'Isle Adam et la rue Jean Zay

* D'une section aménagée en zone 30, avec un traitement qualitatif, entre la rue Jean Zay et l'avenue du Nid Familial. Cette section permet de faire le lien entre la piste cyclable bidirectionnelle décrite ci-dessus, et les pistes cyclables existantes le long de la RD78 qui permettent de rejoindre la gare de Nointel - Mours.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le Département du Val d'Oise a réalisé un schéma stratégique de développement de la pratique cyclable, décliné en programmation pluriannuelle. Les projets de la présente subvention bénéficient donc d'un taux de financement maximum de 50% des dépenses éligibles. Les plafonds de dépenses subventionnables ne sont pas atteints.

Le coût du projet d'itinéraire cyclable entre Louvres et Villeron, le long de la RD317, est estimé à 1 M€ HT. La participation régionale s'élève donc à 500 000 €.

Le coût du projet d'itinéraire cyclable à Beaumont-sur-Oise, le long de la RD78, est estimé à 240 000 € HT. La participation régionale s'élève donc à 120 000 €.

Le montant de la subvention est donc de 620 000 €.

Localisation géographique :
- LOUVRES
- VILLERON
- BEAUMONT-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 240 000,00	100,00%
Total	1 240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	620 000,00	50,00%
Fonds propres (CD95)	620 000,00	50,00%
Total	1 240 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049043 - VELO - ELABORATION DU SCHEMA STRATEGIQUE CYCLABLE DE GONESSE (95)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	25 000,00 € HT	50,00 %	12 500,00 €
	Montant total de la subvention		12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95503 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Gonesse se situe dans le Val d'Oise, au sein de la Communauté d'Agglomération de Roissy Pays de France. Le territoire légèrement vallonné s'étend sur 2 027 hectares, dont moins de 50% sont urbanisés. Au recensement de 2015, Gonesse comptait 26 142 habitants.

La commune de Gonesse souhaite engager des études afin de définir son schéma stratégique cyclable, qui sera décliné en plan d'actions pluriannuel.

Le schéma stratégique devra répondre aux enjeux suivants :
- améliorer l'accessibilité aux infrastructures génératrices de déplacements (emplois, consommations, démarches administrative, loisirs, formation…),
- créer un maillage d'aménagements cyclables cohérent, continu et sécurisé,
- assurer une inter-mobilité avec les transports publics,
- donner les moyens de faire vivre les équipements de circulation cyclable.

Une analyse des pratiques et des infrastructures existantes sera menée afin d'identifier les itinéraires prioritaires à aménager, le stationnement vélo, les zones apaisées… et un ensemble d'actions et de suivi dans le but du développement de la pratique cycliste.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.
Détail du calcul de la subvention :
Pour la réalisation de son schéma stratégique cyclable, la ville de Gonesse estime le coût des études à 25.000 € HT.

Le taux de subvention régionale applicable est de 50% pour les études de définition d'une stratégie cyclable.

Le montant de la participation régionale s'élève donc à 12.500 €.

Localisation géographique :
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	25 000,00	100,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 500,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	12 500,00	50,00%
Total	25 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-186

DOSSIER N° EX049204 - VELO - CREATION ITINERAIRE CYCLABLE ENTRE PONT SUPERIEUR SNCF ET PONT 1ère ARMEE FRANCAISE A JUVISY-SUR-ORGE (91)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	291 800,00 € HT	25,00 %	72 950,00 €
	Montant total de la subvention		72 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN
94398 PARAY VIEILLE POSTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention en vue de la réalisation de la continuité cyclable entre le pont supérieur SNCF (RD29) et le pont de la 1ère Armée Française à Juvisy-sur-Orge (RD931).

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à créer une liaison cyclable entre le pont supérieur SNCF (RD29) et le pont de la 1ère Armée Française (RD931) qui constitue une discontinuité cyclable entre le pôle de Juvisy-sur-Orge et l'île de loisirs de Port aux Cerises (Draveil).

La réalisation de cet aménagement cyclable est connexe et imbriqué avec d'autres projets sur le secteur (réaménagement de la gare routière Seine dans le cadre des travaux du pôle de Juvisy, création d'un encorbellement cyclable sur le pont de la 1ère Armée Française, remplacement des conduites d'eau potable rue de Draveil / rue Monttessuy par le SEDIF, etc.).

Les travaux à réaliser sont les suivants :

- Rue Monttessuy entre Pont supérieur SNCF et rue de Draveil (côté impair) = création d'une piste cyclable bidirectionnelle d'une largeur de 2,50m sur 100 ml ;

- Rue Danaux entre la rue de Draveil et le pont de la 1ère Armée Française (côté impair) = création d'une piste unidirectionnelle d'une largeur de 1,50 m sur 85 ml ;

- Rue Danaux entre la rue de Draveil et le pont de la 1ère Armée Française (côté pair) = création d'une piste unidirectionnelle d'une largeur de 1,50m sur 135 ml ;

- Rue Danaux entre pont de la 1ère Armée Française et rue des Montains = création d'une bande cyclable d'une largeur de 1,50 m sur 110 ml et mise en zone 30 ;

- Mise en zone 30 des rues de Draveil et des Montains (environ 240 ml).

Soit un linéaire total de 670 ml.

Une signalétique adaptée permettra un cheminement jalonné facilitant la circulation des cyclistes. L'opération participe à la continuité cyclable du réseau du territoire et doit permettre d'encourager la pratique cyclable quotidienne et utilitaire :
- elle est située dans un rayon de moins de deux kilomètres de la gare de Juvisy,
- elle contribue à la desserte de l'île de loisirs Port aux Cerises à Draveil,
- elle permet la desserte d'équipements scolaires (collège, école élémentaire).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 291 800 € HT.

Conformément au Plan vélo régional, seuls les aménagements inscrits dans un plan d'action triennal (en déclinaison d'une stratégie cyclable) peuvent être subventionnés à 50%.

Par conséquent, pour cet aménagement, le taux de participation régional est de 25%.
La subvention régionale s'élève donc à 72 950 € (291 800 € x 25%).

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	291 800,00	100,00%
Total	291 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	72 950,00	25,00%
Subventions attendues partenaire extérieur 1 (CD91)	102 130,00	35,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	116 720,00	40,00%
Total	291 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX049224 - VELO - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ORÉE DE LA BRIE - PLAN TRIENNAL - ANNEE 1 (77)

Dispositif : Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables (n° 00001061)
Délibération Cadre : CR2017-77 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 907-78-204142-178001-200
Action : 17800101- Réseaux verts et équipements cyclables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan Vélo Régional-Soutien régional aux projets cyclables	2 500 000,00 € HT	50,00 %	1 250 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU CMNES OREE DE BRIE
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA GARE
77170 BRIE COMTE ROBERT
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Jean LAVIOLETTE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté de commune de l'Orée de la Brie a réalisé en 2019 un schéma stratégique pour le développement de la pratique cyclable, décliné en plan d'action pluriannuel. Ce plan d'action s'inscrit dans la continuité des projets cyclables menés en 2017, 2018 et 2019 sur le territoire de la communauté de commune.

La présente subvention porte sur les opérations de la première année de ce nouveau plan d'action pluriannuel :

Les projets portés par la communauté de commune pour l'année 2020, et éligible au dispostif de soutien du plan vélo régional, sont situés sur la commune de Chevry-Cossigny. Ils s'inscrivent dans un même itinéraire continu, qui reliera le hameau de Beauverger à Chevry-Cossigny d'une part, et Chevry-Cossigny à Cossigny d'autre part. Cette liaison d'environ 3,95 km se connectera également aux pistes cyclables existantes sur la RD216 en traversée de Cossigny, et permettra ainsi de desservir l'aire de covoiturage située à Chevry-Cossigny.

Tous les aménagements cyclables sont réalisés en enrobé rouge, afin de les distinguer des cheminements piétons.

L'itinéraire est constitué des sections suivantes :
- Rue de Beauverger, une voie verte de 2,5 m à 3 m de large sera aménagée entre l'entrée du hameau de Beauverger et la RD35 (rue Jean-Gabin).
- Sur la RD35 :
    - une piste cyclable bidirectionnelle d'environ 2,5 m de large entre la rue de Beauverger et la rue Louis de Funès à Chevry Cossigny.
    - deux pistes cyclables unidirectionnelles d'environ 1,5 m de large entre la rue Louis de Funès et la rue de la Beauderie
    - une piste bidirectionnelle d'environ 2,5 m à 3 m de large entre la rue de la Beauderie et l'entrée du hameau de Cossigny
    - une voie verte entre l'entrée et la sortie du hameau de Cossigny.

Le projet inclut la mise en place de dispositifs d'éclairage dédiés à l'aménagement cyclable, sur les sections du projet situées hors agglomération. Les travaux de rénovation de l'éclairage urbain sur les sections du projet en agglomération, ne sont en revanche pas inclus dans la présente subvention.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La communauté de communes de l'Orée de la Brie ayant réalisé un document stratégique cyclable et un plan opérationnel de développement de la pratique cyclable, la Région apporte une subention aux taux maximaux prévus par son plan vélo.

Ainsi, le projet décrit ci-dessus est subventionné à 50% des dépenses subventionnables. Le coût du projet n'atteint pas le plafond des dépenses subventionnables, fixé à 550 € / m.

Le coût des dépenses éligibles étant estimé à 2 500 000 € HT, le montant de la subvention est de 1 250 000 €.

Localisation géographique :
- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 638 896,00	89,09%
Etudes détaillées et maitrise d'oeuvre	323 267,00	10,91%
Total	2 962 163,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 250 000,00	42,20%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	1 712 163,00	57,80%
Total	2 962 163,00	100,00%

DOSSIER N° 20004207 - REVISION DU PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS (PLD) DE PLAINE COMMUNE (93)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	375 000,00 € HT	37,50 %	140 625,00 €
	Montant total de la subvention		140 625,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 21 AVENUE JULES RIMET
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur PATRICK BRAOUEZEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : révision du PLD de Plaine Commune

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'établissement public territorial (EPT) Plaine Commune est engagé depuis plusieurs années en faveur d'une mobilité durable en participant, notamment, au développement des déplacements en modes actifs et à la réduction de la part modale de la voiture. Le plan local de déplacement de 2016, qui intègre le plan marche et le plan vélo, est l'outil socle de cette politique. Afin d'accompagner les grands projets qui bouleverseront la mobilité à Plaine Commune (préparation des JOP, mise en chantier des lignes du GPE et M12 et M14, et de poursuivre et d'accélérer l'action de l'EPT en faveur d'une mobilité durable, le conseil de territoire du 21 janvier 2020 a engagé la révision du PLD. Dans ce cadre, l'aide de la Région est sollicitée pour participer au dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage et aux études préalables permettant d'élaborer le plan d'actions du prochain PLD.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un plan local de déplacement, relevant de la thématique management de la mobilité du plan anti-bouchon et pour changer la route, la participation maximale de la Région est égale à 50% de la dépense supportée par le maître d'ouvrage, hors subvention provenant de tiers. Le budget total de la révision du PLD s'élève à 375 000 € HT. Plaine Commune perçoit une subvention d'IDFM de 93 750 €. La dépense supportée par le maître d'ouvrage, hors subvention d'IDFM s'élève donc à 375 000 € - 93 750 € = 281 250 €. La participation de la Région est égale à 50% de ce reste à charge, soit 281 250 € * 50% = 140 625 €.

Localisation géographique :

- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	375 000,00	100,00%
Total	375 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention IDFM	93 750,00	25,00%
Subvention Région (sollicitée)	140 625,00	37,50%
Fonds propres	140 625,00	37,50%
Total	375 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20004464 - PMIE - 3 PLANS DE MOBILITE INTER-EMPLOYEURS CA CERGY-PONTOISE - 2020 INVESTISSEMENT (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV (n° 00001063)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
Action : 18100301- Etudes et expérimentations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - INV	615 550,00 € HT	50,00 %	307 775,00 €
	Montant total de la subvention		307 775,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative	:	CS 80309 95027 CERGY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La CA Cergy-Pontoise est engagée dans trois démarches de plans de mobilité inter-employeurs sur son territoire :
- sur le parc d'activités de Béthunes Vert-Galant Epluches à Saint-Ouen-l'Aumône (15 500 salariés), pour la 3e année,
- sur le parc d'activités de l'Horloge à Cergy (8 500 salariés et étudiants), pour la 3e année,
- sur le secteur du Grand Centre à Cergy (15 000 emplois, 25 000 visiteurs journaliers du centre commercial, 16 000 étudiants), pour la 2e année.

Les opérations qui seront engagées en 2020 sont les suivantes.

Pour le PMIE BVGE : réalisation d'une voie verte de 3 m de large et de 935 m de linéaire sur la rue Marcel Dassault, à la place d'un trottoir existant fortement dégradé. Les traversées piétonnes seront également réaménagées, notamment au droit du pont au-dessus de la RN184.
La rue Marcel Dassault constitue une liaison structurante dans le parc d'activités et vers l'extérieur. Elle permet de franchir la RN184 et d'assurer la liaison entre la gare de Saint-Ouen l'Aumône Liesse (RER C,

ligne H) - dotée d'une consigne véligo sécurisée - et les parcs d'activités de Vert-Galant et Epluches, ainsi qu'entre les centre-villes de Saint-Ouen l'Aumône et Pontoise et le parc d'activités des Béthunes.

Pour le PMIE de l'Horloge : création d'un trottoir de 1,60 m de large sur un linéaire de 400 m sur le boulevard de la Paix, à la place d'un cheminement dégradé existant. L'objectif est de sécuriser les déplacements des piétons et notamment de faciliter les liaisons piétonnes vers la gare de Cergy Saint-Christophe.

Pour le PMIE de Grand Centre :
- aménagement de cheminements piétons et cyclables avenue des trois fontaines. La liaison entre la gare de Cergy Préfecture et le secteur des Chauffours/Marjoberts manque d'aménagements et de lisibilité. Ce secteur accueille un grand nombre d'emplois et de visiteurs (3M CPAM, Pôle Emploi, l'Urssaf, Enedis, Enertrag, CCI, Caisse d'Epargne, centre commercial des 3 fontaines…) ;
- sécurisation de l'accès à la dalle pour piétons et cycles sur la rue de Villarceaux. L'objectif est d'améliorer cette liaison entre le niveau "rue" et le niveau "dalle". Le passage par la rue de Villarceaux permet de relier directement la gare et le centre-ville à la dalle (nombreux employeurs et services).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de réalisation de ces opérations est estimé à 615 550 € HT.

Dans le cadre du plan régional "anti-bouchon" et pour changer la route, approuvé par la délibération n° CR 2017-54 du 9 mars 2017 et modifié par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, le taux de participation régionale est de 50% de ces dépenses.

La participation régionale s'élève donc à 307 775 €.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rue Marcel Dassault	346 200,00	56,24%
Boulevard de la Paix	75 500,00	12,27%
Avenue des Trois Fontaines	168 850,00	27,43%
Rue de Villarceaux	25 000,00	4,06%
Total	615 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	307 775,00	50,00%
Fonds propres (CACP)	307 775,00	50,00%
Total	615 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX048561 - SR - CREATION D'UNE TRAVERSEE PIETONNE SECURISEE AUX ABORDS DE LA STATION TVM PASTEUR (RD86) A CHOISY-LE-ROI - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	190 500,00 € HT	50,00 %	95 250,00 €
		Montant total de la subvention	95 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération a pour objectif de sécuriser la zone d'accumulation d'accidents corporels située sur l'avenue Victor Hugo (RD86) à Choisy-le-Roi, au niveau de la station TVM "Pasteur", où plusieurs accidents impliquant des piétons hors traversées ont été constatés.
Le projet consiste ainsi en la création d'une nouvelle traversée piétonne sécurisée au droit de la station TVM "Pasteur", comprenant l'aménagement de deux traversées piétonnes sur plateau surélevé de part et d'autre des voies de la RD86, ainsi que l'implantation de mobilier urbain le long des quais bus pour canaliser les traversées piétonnes.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 190 500 € HT

Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention régionale : 95 250 €

Localisation géographique :

- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	190 500,00	100,00%
Total	190 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	95 250,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	95 250,00	50,00%
Total	190 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048630 - SR - REAMENAGEMENT DU CARREFOUR ENTRE LA ROUTE DE PROVINS (RD4) ET LA RUE LAVOISIER A ORMESSON-SUR-MARNE - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	208 900,00 € HT	50,00 %	104 450,00 €
		Montant total de la subvention	104 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à sécuriser la zone d'accumulation d'accidents corporels située au carrefour de la route de Provins (RD4) et de la rue Lavoisier à Ormesson-sur-Marne. L'objectif de son réaménagement est d'éviter les comportements à risque des véhicules motorisés (excès de vitesse, stationnement sur le carrefour) et de sécuriser les traversées piétonnes par :
- La création d'un îlot sur la traversée sud de la RD4 pour sécuriser les traversées piétonnes et encourager le ralentissement des véhicules motorisés ;
- La création de passages piétons entre les îlots de la rue Lavoisier ;
- La reprise des trottoirs et îlots à l'ouest de la RD4 pour canaliser les véhicules et éviter le stationnement illicite ;
- La reprise du trottoir au débouché de la rue Limpens sur la rue Lavoisier pour faciliter la covisibilité entre véhicules ;
- La mise en place de signalisation tricolore lumineuse.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1

"Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 208 900 € HT
Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention régionale : 104 450 €

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	208 900,00	100,00%
Total	208 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	104 450,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	104 450,00	50,00%
Total	208 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX048954 - SR - SECURISATION D'UNE TRAVERSEE PIETONNE AVENUE DU PRESIDENT WILSON (RD256) A CACHAN - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure (n° 00000741)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	28 160,00 € HT	50,00 %	14 080,00 €
	Montant total de la subvention		14 080,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La partie de l'avenue du Président Wilson (RD256) située entre l'avenue Paul Vaillant Couturier et l'avenue Marx Dormoy à Cachan fait état de 8 accidents sur un linéaire de 700m. L'opération a pour objectif de sécuriser cette zone d'accumulation d'accidents corporels située aux abords de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics, où plusieurs accidents impliquant des piétons ont été constatés.
Le projet consiste ainsi en l'aménagement de deux plateaux de part et d'autre du passage piéton au droit de l'entrée de l'ESTP, afin d'engager les véhicules à ralentir et de garantir un cheminement piéton sécurisé en traversée de l'avenue.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 1 "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées où se sont produits au moins 5 accidents sur une section de moins de 850m sur une période de 5 ans".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 28 160 € HT

Taux de subvention : 50 %
Montant de la subvention régionale : 14 080 €

Localisation géographique :

- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	28 160,00	100,00%
Total	28 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 080,00	50,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	14 080,00	50,00%
Total	28 160,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-186

DOSSIER N° EX048635 - SR - SECURISATION DES TRAVERSEES PIETONNES DEVANT LE CONSERVATOIRE MARCEL DADI A CRETEIL (RD86) - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	72 000,00 € HT	30,00 %	21 600,00 €
	Montant total de la subvention		21 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à créer une traversée piétonne sécurisée en face du Conservatoire à rayonnement régional Marcel Dadi, au niveau de la station TVM « Créteil Université » Route de Choisy (RD86) à Créteil.
La RD86 est une route à 2x2 voies classée à grande circulation, accueillant en axial le site propre bus TVM. Des mesures de vitesse réalisées en juin 2019 ont montré des excès de vitesse conséquents, en particulier dans le sens nord/sud, avec plus de 40% d'excès de vitesse constatés.
Le projet porté par le département du Val-de-Marne vise ainsi à créer sur la RD86, au droit du Conservatoire, des passages piétons sécurisés par feux. Dans le sens nord/sud, au vu des excès de vitesse constatés, la traversée piétonne sera positionnée sur un plateau surélevé d'une longueur d'environ 15m.
Le Conservatoire Marcel Dadi est un établissement recevant du public de catégorie 2. Il accueille plus de 1300 élèves et 90 enseignants.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 2 "Actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "Sécurisation des traversées des voies routières aux abords immédiats des ERP".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 72 000 € HT
Taux de subvention : 30 %
Montant de la subvention régionale : 21 600 €

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	72 000,00	100,00%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	21 600,00	30,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	50 400,00	70,00%
Total	72 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048953 - SR - SECURISATION DES TRAVERSEES PIETONNES AUX ABORDS DU LYCEE DE CACHAN (RD256) - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	261 800,00 € HT	70,00 %	183 260,00 €
	Montant total de la subvention		183 260,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération consiste à sécuriser les traversées piétonnes aux abords du lycée polyvalent de Cachan sur l'avenue du Président Wilson (RD256) à Cachan. Avec l'école Paul Doumer et le collège Victor Hugo, ce sont au total plus de 6000 élèves qui fréquentent ce secteur, générant un afflux d'usagers vulnérables important en heures de pointe scolaires.

Le projet porté par le département du Val-de-Marne vise ainsi à sécuriser les trois passages piétons situés sur la RD256 entre la rue Léon Bloy et l'avenue Paul Vaillant Couturier :
- Au carrefour avec la rue Léon Bloy, un plateau sera aménagé ;
- Au droit de la traversée piétonne en section courante, des coussins berlinois seront posés en amont de la traversée piétonne dans chaque sens de circulation ;
- Au carrefour avec l'avenue Paul Vaillant Couturier, un plateau sera aménagé.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 2 "Actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "Sécurisation des traversées des voies routières aux abords immédiats des ERP".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 261 800 € HT
Taux de subvention, s'agissant d'un EPLE : 70%
Montant de la subvention régionale : 183 260 €

Localisation géographique :

- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	261 800,00	100,00%
Total	261 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	183 260,00	70,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	78 540,00	30,00%
Total	261 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX048962 - SR - SECURISATION DU BOULEVARD MAURICE BERTEAUX (RD86) A SAINT-MAUR-DES-FOSSES - CD94

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
Action : 18200402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	565 840,00 € HT	70,00 %	396 088,00 €
	Montant total de la subvention		396 088,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	:	21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération a pour objectif de sécuriser le boulevard Maurice Berteaux (RD86) entre la rue Politzer et la rue de la Varenne à Saint-Maur-des-Fossés, aux abords du lycée Marcelin Berthelot, où une accidentologie très importante est avérée.
Afin de limiter les conflits entre les véhicules motorisés et de sécuriser les traversées piétonnes, le Département porte le programme suivant :
- Au carrefour entre la RD86 et la rue Politzer : matérialisation d'un passage piéton équipé de signaux piétons au droit de la sortie du dépôt de bus RATP, et création d'un plateau dans le carrefour pour réduire les vitesses des véhicules et réduire les conflits entre les véhicules venant du Nord en tourne à gauche vers la rue du Four et les véhicules en tout droit venant du Sud. Le Département procédera par ailleurs à une modification du plan de feux pour réduire les conflits entre les véhicules et les piétons sur la rue du Four.
- Sur la section courante : création d'un séparateur axial pour réduire les vitesses et interdire les tourne à gauche vers l'avenue Alexis Pessot.
- Au carrefour entre la RD86 et la rue de la Varenne : création d'un plateau au droit de la traversée piétonne sur la RD86 dans le sens Nord-Sud, et reprise de la sortie de parking du collège pour rendre impossible la manœuvre de tourne-à-gauche à contre-sens.

Dans le cadre d’une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s’est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est éligible à la politique régionale de sécurité routière, et plus particulièrement au dispositif 2 "Actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque", point 1 "Sécurisation des traversées des voies routières aux abords immédiats des ERP".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 565 840 € HT
Taux de subvention, s'agissant d'un EPLE : 70%
Montant de la subvention régionale : 396 088 €

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	565 840,00	100,00%
Total	565 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	396 088,00	70,00%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	169 752,00	30,00%
Total	565 840,00	100,00%

DOSSIER N° EX049035 - SR - AMENAGEMENT D'UN PLATEAU SURELEVE AU CARREFOUR MENIL-FERRY A ASNIERES-SUR-SEINE (92)

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables (n° 00000759)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
Action : 18200403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	93 300,00 € HT	30,00 %	27 990,00 €
	Montant total de la subvention		27 990,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ASNIERES-SUR-SEINE
Adresse administrative	:	1 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE 92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Manuel AESCHLIMANN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un plateau surélevé au carrefour Ménil/Ferry

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la création d'un plateau surélevé au carrefour Ménil-Ferry pour réduire les vitesses des automobilistes, matérialiser physiquement la traversée de piétons et ainsi sécuriser leurs traversées, en lien avec les établissements scolaires du secteur : maternelle du Ménil et groupe scolaire Ferry.

En parallèle de cette opération de sécurité routière, la commune d'Asnières profite du chantier pour réaménager les trottoirs de la rue Jules Ferry.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Coût total de l'opération (arrondi) : 170 500 € HT
- Dépense subventionnable (arrondie) : 93 300 € HT
- Taux de financement : 30% de la dépense subventionnable HT soit 27 990 €

- Subvention régionale dans le cadre du dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à améliorer la sécurisation des abords des établissements recevant du public, soit une subvention de 27 990 € pour la création d'un plateau surélevé au carrefour Ménil/Ferry.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création d'un plateau surélevé	93 300,00	54,77%
Réaménagement des trottoirs de la rue Ferry	77 050,00	45,23%
Total	170 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	27 990,00	16,43%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	142 360,00	83,57%
Total	170 350,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-186

DOSSIER N° 20004291 - PMIE - 3 PLANS DE MOBILITE INTER-EMPLOYEURS CA CERGY-PONTOISE - 2020 FONCTIONNEMENT (95)

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT (n° 00001064)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 938-80-65734-180001-200
Action : 18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT	34 200,00 € HT	50,00 %	17 100,00 €
	Montant total de la subvention		17 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative	:	CS 80309 95027 CERGY
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 28 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La CA Cergy-Pontoise a mis en place 3 plans de mobilité inter-employeurs (PMIE) sur son territoire :
- Béthunes Vert-Galant Epluches à Saint-Ouen-l'Aumône,
- Horloge à Cergy,
- Grand Centre à Cergy.

La présente demande concerne l'organisation du challenge mobilité 2020. Celui-ci s'adresse à l'ensemble des employeurs de la CACP.
Dans le cadre de son accompagnement dans les démarches de Plans de Mobilité, la CACP propose en effet une fois par an une animation de sensibilisation aux employeurs, pour mobiliser leurs collaborateurs autour des enjeux de la mobilité durable et leur faire découvrir des alternatives à la voiture individuelle.

En 2019 a eu lieu la première édition du challenge mobilité des entreprises et établissements à l'échelle du territoire cergypontain. Cela a permis d'impliquer l'ensemble des établissements qui souhaitaient s'engager dans cette thématique, au-delà des PMIE déjà mis en place. 37 établissements et 1906 salariés ont participé à cette édition.

Le challenge 2020 reprendra la même forme que le challenge 2019, avec une plateforme en ligne dédiée. Des améliorations seront apportées au regard du bilan fait de la première édition et un prestataire sera désigné pour accompagner la Communauté d'agglomération dans la mise en oeuvre de ce projet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des dépenses subventionnables est estimé à 34 200 € HT.
Conformément à la délibération n° CR 2017-54 du conseil régional d'Île de France du 09/03/2017 approuvant le Plan « anti-bouchons et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan, le taux maximum de subvention est de 50%.
La subvention régionale maximale s'établit donc à 17 100 €.

Localisation géographique :

- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Organisation du challenge mobilité 2020	34 200,00	100,00%
Total	34 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	17 100,00	50,00%
Fonds propres (CACP)	17 100,00	50,00%
Total	34 200,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-186

DOSSIER N° EX048940 - SR - LUTTE CONTRE LES RODEOS SAUVAGES ET LES COMPORTEMENTS A RISQUE - (93)

Dispositif : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables – FCT (n° 00001156)
Délibération Cadre : CR 37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 938-80-65734-180001-200
Action : 18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables – FCT	12 200,00 € HT	30,00 %	3 660,00 €
	Montant total de la subvention		3 660,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ILE-SAINT-DENIS
Adresse administrative : 1 RUE MECHIN
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Mohamed GNABALY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : actions visant à lutter contre les rodéos sauvages et comportements à risque

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En lien avec plusieurs partenaires (les animateurs du service jeunesse, les éducateurs du club de prévention jeunesse Feu Vert et l'association Quadricyles), la commune souhaite proposer aux jeunes qui pratiquent des conduites à risque de motos et scooters (conduite sans permis, sans assurance, circulation sur les trottoirs et les espaces publics, non respect des piétons, non respect des règles de prudence, etc.) un cycle de sensibilisation à la sécurité routière. Le cycle débutera par plusieurs ateliers de discussions sur la sécurité routière, les équipements de protection, les risques, les assurances, les responsabilités et les conséquences de ces comportements à risque. Ensuite, un stage "mécanique et sécurité" sera proposé au groupe de jeunes pendant une journée à L'Île-Saint-Denis. Le cycle se terminera par trois journées de roulage sur le terrain dans le Vexin (95).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une action de sensibilisation et de formation du grand public aux enjeux de sécurité routière, la participation financière de la Région est de 30% de la dépense subventionnable du projet. Celle-ci s'élèvant à 12 200 €, la participation régionale est de 12 200 € x 30% = 3 660 €.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	11 900,00	97,54%
Communication	300,00	2,46%
Total	12 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	3 660,00	30,00%
Contrat de ville CGET	4 500,00	36,89%
Subvention CD93	1 500,00	12,30%
Fonds propres restant à la charge du maitre d'ouvrage	2 540,00	20,82%
Total	12 200,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-202

DU 27 MAI 2020

STRATÉGIE FRET ET LOGISTIQUE : DEUXIÈME RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1, L4211-1 et L4221-1 ;

VU le code des transports ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020, modifiée par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 portant sur la révision du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant sur la prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2018-001 du 15 mars 2018 relative à la Stratégie régionale pour le fret et la logistique ;

VU la délibération n° CP 2018-434 du 21 novembre 2018 relative à l'approbation de la convention de financement entre la région Île-de-France et Voies navigables de France relative à la gestion du Plan d'Aides à la Modernisation et à l'Innovation (PAMI) 2018-2022 ;

VU la délibération n° CP 2019-329 du 17 octobre 2019 relative à l'approbation de la convention de financement entre la région Île-de-France et HAROPA-Ports de Paris pour l'opération : Port Gennevilliers – Création quai et rampe RoRo – Etudes et travaux ;

VU la délibération n° CP 2020-078 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de la convention de financement entre la région Île-de-France et HAROPA-Ports de Paris pour l'opération : Port Gennevilliers – Amélioration accès terminal à conteneurs – travaux de réaménagement des voiries

d'accès ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-202 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre de la Stratégie régionale pour le fret et la logistique, au dispositif de Voies navigables de France « Plan d'Aides à la Modernisation et à l'Innovation (PAMI) 2018-2022, détaillé en annexe 1 (fiche projet) à la présente délibération, par l'attribution d'aides complémentaires à l'investissement pour un montant maximal de **700 000 €**.

Affecte une autorisation de programme de **700 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 883 «Transports fluviaux», programme HP 883-001 «Aménagement et modernisation des voies navigables », action 18800102 «Transport fluvial», du budget 2020.

Article 2 :

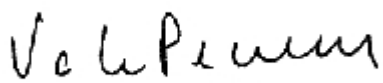
Approuve les deux conventions de financement modifiées, figurant en annexes 2 et 3 à la présente délibération, en remplacement des conventions respectivement approuvées par l'article 3 de la délibération n° CP 2019-329 du 17 octobre 2019 et par l'article 2 de la délibération n° CP2020-078 du 4 mars 2020.

Autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des participations et subventions proposées à l'article 1 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178441-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiche projet

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-202

DOSSIER N° 20004505 - VNF - PLAN D'AIDES A LA MODERNISATION ET A L'INNOVATION 2018-2022 - AFFECTATION N°2

Dispositif : PAMI 2018-2022 - Soutenir le renouvellement et la modernisation de la flotte fluviale (n° 00001123)
Délibération Cadre : CR2018-001 du 15/03/2018
Imputation budgétaire : 908-883-204181-188001-200
Action : 18800102- Transport fluvial

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PAMI 2018-2022 - Soutenir le renouvellement et la modernisation de la flotte fluviale	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative	:	175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX 62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique	:	Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant	:	Monsieur Thierry GUIMBAUD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Par dérogation, la Région prendra en charge les dépenses comprises entre le 1er janvier 2018 et le vote de la Région. Ces dépenses concernent en particulier l'acquisition du premier bateau (volet C du PAMI) qui doit disposer de deux années de navigation effectives.

Description :
La région Île-de-France a adopté le 15 mars 2018 sa « Stratégie régionale pour le fret et la logistique » dans laquelle elle a manifesté son souhait d'aider à mieux exploiter tous les potentiels du fluvial au profit du développement économique francilien.
La Région a notamment choisi d'agir en faveur de l'adaptation et la modernisation des flottes fluviales et de l'émergence de nouvelles solutions innovantes, en abondant le dispositif d'aides mis en oeuvre par Voies navigables de France (VNF) : le Plan d'Aides à la Modernisation et à l'Innovation (PAMI) qui s'adresse principalement aux exploitants et propriétaires de bateaux de transport de marchandises pour les accompagner à investir pour le verdissement de leur flotte.

Pour rappel, la Région a choisi de participer pour un montant prévisionnel maximum de 1 500 000 € à certains volets et sous-volets du dispositif PAMI 2018-2022 :
- Volet A – « Réduire les consommations et les émissions polluantes » : sous-volet A1 - Réduire les consommations et les émissions polluantes

- Volet B – « Mieux intégrer le maillon fluvial aux chaînes logistiques » : sous-volet B1 - Adapter les bateaux pour capter de nouveaux trafics ou pérenniser des trafics existants et sous-volet B2 - Construire ou acquérir des bateaux pour capter de nouveaux trafics ou pérenniser des trafics existants ;
- Volet C – « Accompagner le renouvellement des acteurs et de la filière »
- Volet D – « Favoriser l'émergence de solutions innovantes ».

La première enveloppe de 800 000 € a été ouverte en 2018 (CP 2018-434 du 21 novembre 2018). Elle est dorénavant intégralement consommée, principalement pour des opérations d'adaptation/modernisation de bateaux (B1 - Adapter les bateaux pour capter de nouveaux trafics ou pérenniser des trafics existants) et de construction de nouveaux bateaux (B2 - Construire ou acquérir des bateaux pour capter de nouveaux trafics ou pérenniser des trafics existants) ainsi que de quelques acquisitions de nouveaux bateaux (Volet C - Accompagner le renouvellement des acteurs et de la filière).

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La région Île-de-France participe aux opérations à parité avec l'opérateur VNF, soit une clé de financement régional de 50 %.
La région Île-de-France attribue à VNF une deuxième participation en investissement d'un montant de 700 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PAMI 2018-2022 - Affectation n°2	1 400 000,00	100,00%
Total	1 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	700 000,00	50,00%
Voies navigables de France	700 000,00	50,00%
Total	1 400 000,00	100,00%

Annexe 2 - Convention Port de Gennevilliers - quais roro

Convention de financement entre la région Île-de-France, HAROPA-Ports de Paris et l'Etat pour l'opération :

PORT GENNEVILLIERS - CREATION QUAI ET RAMPE RORO - ETUDES ET TRAVAUX

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2020-202 du 27 mai 2020
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

HAROPA-PORTS DE PARIS, Établissement Public de l'État, crée par la loi n°68-917 du 24 octobre 1968, ayant son siège : 2 quai de Grenelle – 75015 PARIS, représenté par Sébastien HENNICK, suppléant du Directeur Général nommé par l'arrêté 21 décembre 2017, désigné par « PAP »,

Et :

L'ETAT, représenté par le Préfet de Paris, Préfet de la Région Ile-de-France, Monsieur Michel CADOT, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc – 75015 PARIS

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

Après avoir rappelé que :

La présente convention concerne les études de conception et les travaux d'aménagement d'un quai et d'une rampe adaptés aux chargements/déchargements horizontaux de type Roll-on/Roll-off (Ro-Ro).
Le projet vise à aménager un quai en fond de darse 3 du port de Gennevilliers afin d'offrir une nouvelle offre d'infrastructure adaptée et compatible avec les solutions de logistique urbaine classiques et innovantes entre le port et la zone dense francilienne et permettant notamment des chargements/déchargements horizontaux de type Roll-on/Roll-off (Ro-Ro) depuis des barges fluviales spécialisées. Des chargeurs comme IKEA utiliseront cette infrastructure.

Les travaux de l'opération se dérouleront à partir du second semestre 2019 jusque fin 2020.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2019-329 du 17 octobre 2019, la région Île-de-France a décidé de soutenir Haropa-Ports de Paris pour l'opération intitulée « PORT GENNEVILLIERS - CREATION QUAI ET RAMPE RORO - ETUDES CONCEPTION ET TRAVAUX ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.
HAROPA-Ports de Paris est maître d'ouvrage du projet.
Les co-financeurs sont : l'État, la région Île-de-France et HAROPA-Ports de Paris.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

Il s'agit de mener les études de conception et les travaux nécessaires à l'aménagement du quai et de la rampe RoRo au port de Gennevilliers.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève, de façon estimative, à **1 150 000 € HT** et se décompose selon les grands postes de dépenses suivants :

Postes de dépenses	Coût HT estimatif en Euros
Etudes de conception : avant-projet (AVP), projet (PRO), dossier de consultation des entreprises (/DCE)	25 000 €
Etudes SPS (sécurité et protection de la santé)	5 000 €
Etudes de diagnostic (pollution, géomètre…)	20 000 €
Total Etudes de conception	**50 000 €**
Travaux d'aménagement du quai C40	300 000 €
Travaux d'aménagement des terre-pleins quais (dont C40)	100 000 €
Travaux d'aménagement de la passerelle RoRo darse 3	200 000 €
Travaux d'aménagement des terre-pleins darse 3	350 000 €
Travaux d'aménagement de postes d'attentes	150 000 €
Total Travaux	**1 100 000 €**
TOTAL	**1 150 000 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception ainsi que les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 150 000 € HT.

L'État et la région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La **base subventionnable retenue par la région Île-de-France s'élève à 1 150 000 € HT** et comprend l'ensemble des études de conception et les travaux du projet d'aménagement.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit 144 555 €.

La participation financière attendue de la région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **351 555 €**.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de HAROPA-Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 653 890 €.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à HAROPA-Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

	Clé de financement	Montants HT
État	12,57 %	**144 555 €**
Région Île-de-France	30,57 %	**351 555 €**
HAROPA-Ports de Paris	56,86 %	**653 890 €**
TOTAL	100 %	**1 150 000 €**

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à PAP, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « PORT AUTONOME DE PARIS agence comptable » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à la délibération CR09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

La participation financière de l'Etat fera l'objet de délégations en AE et CP au maître d'ouvrage.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.2.2 ;

- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.

- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les subventions de l'Etat et de la Région attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elles font l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à l'Etat et à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte **à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- Le service instructeur et financier pour le compte de l'Etat est la DGITM/DST/PTF1.
Le service instructeur référent, représentant de l'Etat au niveau régional, est la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France.

- La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, Haropa-Ports de Paris s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France et l'Etat » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

Haropa-Ports de Paris autorise à titre gracieux la région Île-de-France et l'État à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France et l'Etat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France et l'État est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « **travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 351 555 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 5.2 Modalités de transmission de données

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Dans ce cadre, Haropa-Ports de Paris s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par Haropa-Ports de Paris et assuré dans le cadre :

- Un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.
Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :
    - suivi technique et opérationnel,
    - suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.
En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- Un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient compléter le système de gouvernance de l'opération.
Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- le **conseil d'administration** de Ports de Paris reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente du 17 octobre 2019**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 3.2.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Le suppléant du Directeur Général de HAROPA-Ports de Paris

Sébastien HENNICK

Le Préfet de la région Île-de-France

Michel CADOT

Annexe 3 - Convention Port de Gennevilliers - Amélioration accès terminal à conteneurs

Convention de financement entre la région Île-de-France, HAROPA-Ports de Paris et l'Etat pour l'opération :

PORT GENNEVILLIERS - AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS – TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES VOIRIES D'ACCES

Entre :

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération de la commission permanente n° CP 2020-202 du 27 mai 2020
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

HAROPA-PORTS DE PARIS, Établissement Public de l'État, crée par la loi n°68-917 du 24 octobre 1968, ayant son siège : 2 quai de Grenelle – 75015 PARIS, représenté par Sébastien HENNICK, suppléant du Directeur Général nommé par l'arrêté 21 décembre 2017, désigné par « PAP »,

Et :

L'ETAT, représenté par le Préfet de Paris, Préfet de la Région Ile-de-France, Monsieur Michel CADOT, faisant élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture, 5, rue Leblanc – 75015 PARIS

d'autre part,

Vu le code des Transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

Après avoir rappelé que :

Face à la saturation et la congestion fréquentes de l'accès routier au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers, le système informatique doit être modernisé et dématérialisé. Cela doit nécessairement s'accompagner du réaménagement des accès routiers au terminal ainsi que de la création d'un parking d'attente pour les poids lourds.
La partie du projet portant sur la mise en œuvre de la dématérialisation, le développement du système informatique ainsi que l'aménagement et l'équipement des accès au terminal et la création d'un parking d'attente pour poids lourds, incombe à Paris Terminal S.A, amodiataire exploitant actuel du

terminal. La partie de l'opération portant sur le réaménagement des voiries d'accès au terminal ainsi que la couverture en enrobés du parking PL est à la charge d'Haropa-Ports de Paris.

La présente convention concerne les travaux nécessaires pour accompagner, par des aménagements de voirie (redimensionnement et nouveau partage de la voirie), la mise en œuvre de la dématérialisation des accès au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers de mars 2020 à décembre 2021 par Haropa-Ports de Paris.

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports » approuvé par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et révisé par délibération n° CR 123-16 du 15 décembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-078 du 4 mars 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir Haropa-Ports de Paris pour l'opération intitulée « PORT GENNEVILLIERS – AMELIORATION ACCES TERMINAL A CONTENEURS - TRAVAUX REAMENAGEMENT VOIRIE D'ACCES ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération.
HAROPA-Ports de Paris est maître d'ouvrage du projet.
Les co-financeurs sont : l'État, la région Île-de-France et Haropa-Ports de Paris.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

Il s'agit de mener la phase de conception puis les travaux nécessaires au réaménagement des voiries d'accès au terminal à conteneurs du port de Gennevilliers.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève, de façon estimative, à **1 190 000 € HT** et se décompose selon les grands postes de dépenses suivants :

Postes de dépenses	Coût HT estimatif en Euros
Démolitions-terrassements inclus évacuation des déblais	100 000 €
Travaux de bordures (300 ml) - route du bassin n°1	50 000 €
Reconstruction de chaussée PL (2 400 m2) - route du bassin n°1 + Réhabilitation de chaussée- tapis (1 400 m2) - route annexe du bassin n°1	500 000 €
Travaux d'assainissement - route du bassin n°1	130 000 €
Travaux de marquage au sol/signalisation de police - route du bassin n°1	10 000 €
Travaux d'enrobés parking PL secteur Paris Terminal S.A (environ 6 000 m2)	300 000 €
Provisions pour aléas et frais divers	100 000 €
TOTAL	**1 190 000 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financements

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception ainsi que les travaux nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 1 190 000 € HT.

L'État et la région Île-de-France financent la présente opération dans le cadre du Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020, au titre de la ligne « Terminaux à conteneurs, logistique et desserte ferré des ports ».

La **base subventionnable retenue par la région Île-de-France s'élève à 1 190 000 € HT**.

Conformément aux montants inscrits au CPER Île-de-France 2015-2020, la participation financière attendue de l'État s'élève à 12,57 % du montant total HT de l'opération, soit 149 583 €.

La participation financière attendue de la région Île-de-France, conformément aux montants inscrits au CPER, s'élève à 30,57 % du montant total HT de l'opération, soit **363 783 €**.
Elle constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

La participation financière attendue de HAROPA-Ports de Paris, conformément au CPER 2015-2020, est de 56,86 % du montant total HT de l'opération, soit 676 634 €.

La participation financière de l'État prendra la forme d'une décision attributive de subvention.
La participation financière de la région Île-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Ports de Paris.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit ainsi :

	Clé de financement	Montants HT
État	12,57 %	**149 583 €**
Région Île-de-France	30,57 %	**363 783 €**
HAROPA-Ports de Paris	56,86 %	**676 634 €**
TOTAL	100 %	**1 190 000 €**

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

La demande de versement auprès de la région Île-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour le financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à PAP, sur le compte 00001000274- code banque 10071- code guichet 75000- clé RIB 34- ouvert au nom de : « PORT AUTONOME DE PARIS agence comptable » à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur – 75002 Paris.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Conformément à la délibération CR09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

La participation financière de l'Etat fera l'objet de délégations en AE et CP au maître d'ouvrage.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article 2.2 de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- des documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 4.2.2 ;

- d'une note de présentation « d'avancement de projet » relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention et indiquant le descriptif des réalisations effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche, comprenant le relevé final des dépenses et des recettes.
Ce compte rendu financier comportera la signature du représentant légal du bénéficiaire qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté.

- du procès-verbal de réception des travaux.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la région Île-de-France et de l'Etat est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.
La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.
Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).
Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la région Île-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant des subventions constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les subventions de l'Etat et de la Région attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elles font l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à l'Etat et à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale au bénéficiaire et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- Le service instructeur et financier pour le compte de l'Etat est la DGITM/DST/PTF1
Le service instructeur référent, représentant de l'Etat au niveau régional, est la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Equipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France.

- La Direction des Transports du Pôle Logements et Transports est le service instructeur de la région Île-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la région Île-de-France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France et de l'Etat, Haropa-Ports de Paris s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France et l'Etat » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique respective.

Ports de Paris autorise à titre gracieux la région Île-de-France et l'État à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.
La région Île-de-France et l'Etat ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la région Île-de-France et l'État est interdite.

Article 5.1 Modalités de la communication pour le concours financier de la Région :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « **travaux réalisés avec le concours financier de la région Île-de-France à hauteur de 363 783 €** ». Le bénéficiaire transmettra aux services de la Région une photo des panneaux de chantier et /ou des bons à tirer.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 5.2 Modalités de transmission de données

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Ile-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région se dote d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Dans ce cadre, Haropa-Ports de Paris s'engage à fournir, à chaque demande de versement, un état des lieux des données produites dans le cadre du projet, en précisant les données qui peuvent être publiées ou versées dans la plateforme data régionale et selon quelles modalités.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention est organisé par Haropa-Ports de Paris et assuré dans le cadre :

- Un **comité technique des financeurs de la Seine Amont et de la Seine Aval**, composé, au minimum des services techniques des instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.
Le comité technique des financeurs aborde l'état d'avancement des opérations financées par la région Île-de-France au titre de sa politique pour le fret et la logistique et notamment de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :
    - suivi technique et opérationnel,
    - suivi financier et administratif.

Le comité technique des financeurs se réunit **au moins deux fois par an** pour s'assurer du bon déroulement du projet et notamment préalablement à chaque réunion du comité de suivi.
En tant que de besoin, à l'initiative d'un financeur, le comité technique peut être réuni en séance supplémentaire.

- Un **comité de suivi dédié à l'opération**, pouvant être réuni en tant que de besoin, qui vient compléter le système de gouvernance de l'opération.
Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'opération. Les instances financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage sont également associées au comité de suivi.

Le comité de suivi permet notamment d'aborder certains points bloquants ne relevant pas du comité technique.

- le **conseil d'administration** de Ports de Paris reste l'**instance décisionnaire**.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération régionale de la **commission permanente du 4 mars 2020**.

Elle prend fin lors du versement du solde par la Région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sans préjudice des dispositions de l'art. 3.2.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité portuaire.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région en cas d'inexécution par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réservent le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Pour les personnes de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PÉCRESSE

Le suppléant du Directeur Général de HAROPA-Ports de Paris

Sébastien HENNICK

Le Préfet de la région Île-de-France

Michel CADOT

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-205

DU 27 MAI 2020

PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX DE JUVISY-SUR-ORGE (91) ET DE VERSAILLES-CHANTIERS (78)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code des transports ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU le contrat particulier région Île-de-France – département de l'Essonne 2007-2013 signé le 12 avril 2008 ;

VU la convention particulière transports 2011-2013 entre l'État et la région Île-de-France, signé le 26 septembre 2011 ;

VU la délibération n° CP 06-876 du 19 octobre 2006 approuvant la convention de financement relative aux phases AVP, PRO et réalisation du pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers ;

VU la délibération n° CP 11-991 du 16 novembre 2011 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux phases AVP, PRO et réalisation du pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers ;

VU la délibération n° CP 12-683 du 11 octobre 2012 approuvant la convention de financement relative à la réalisation de l'opération du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge et notifiée le 21 mars 2013 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 par l'État et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'État et la Région ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 16-399 du 21 septembre 2016 approuvant l'avenant n°2 à la convention de financement relative aux phases AVP, PRO et réalisation du pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-205 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 1 (*fiches projet*) à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant maximum prévisionnel de 12 215 364 €.

Affecte trois autorisations de programme de projet d'un montant total de **12 215 364 €** disponibles sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme HP 812-010 « Grand pôles intermodaux », action 18101001 « Grands pôles intermodaux » du budget 2020.

Article 2 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement relative à la réalisation de l'opération du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge et autorise la Présidente du conseil régional à le signer (annexe 2).

Article 3 :

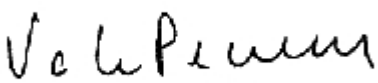
Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage anticipé indiquée dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 :

Décide de requalifier l'affectation relative à la subvention d'un montant 6 804 000 € pour l'opération pôle de Versailles-Chantiers, attribuée à SNCF Mobilités par délibération n° CP 16-399 du 21 septembre 2016, en autorisation de programme de projet.

Décide de requalifier l'affectation relative à la subvention d'un montant 797 500 € pour l'opération pôle de Versailles-Chantiers, attribuée à la commune de Versailles par délibération n° CP 16-399 du 21 septembre 2016, en autorisation de programme de projet.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178413-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° 20004296 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX (SNCF G&C)

Dispositif : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1) (n° 00000744)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-812-20423-181010-200
Action : 18101001- Grands pôles intermodaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	6 099 900,10 € HT	50,05 %	3 053 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 053 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF GARES & CONNEXIONS
Adresse administrative : 16 AVENUE D'IVRY
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Marlène DOLVECK, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2012 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre de SNCF Gares & Connexions pour la réalisation des travaux de réaménagement du pôle. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Description :
Pôle multimodal majeur du sud francilien, le pôle de Juvisy-sur-Orge se situe dans un site contraint par le relief, un tissu urbain dense, des voiries étroites et des emprises ferroviaires qui occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large. Les accès aux quais s'effectuent par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre : Seine, Mairie et Condorcet.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont démarré fin 2014 et se poursuivront fin 2020 - début 2021. Pendant toute la phase de travaux, l'exploitation du pôle est maintenue. Le chantier est organisé pour limiter au maximum les perturbations occasionnées.

Pour l'année 2020, des travaux de fin d'opération devront être réalisés en vue de la mise en service complète du pôle. Ces travaux concernent :

- la gare routière Seine : travaux prévus pour le 2nd semestre 2020 ;
- la fin des travaux de réaménagement des secteurs Condorcet et Mairie :
o restructuration du bâtiment voyageurs Condorcet ;
o réaménagement du parvis et de la Place Banette et Planchon ;
o aménagement du parking Brigade et mise en place d'un bassin de rétention.

L'inauguration du pôle a eu lieu le 26 novembre 2019, à l'occasion de l'ouverture du nouveau bâtiment voyageurs côté Mairie. La finalisation complète des travaux, après réception et levée des réserves, est prévue pour début 2021.

Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Gares & Connexions (MOA coordinateur), SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel de réalisation de l'opération (études projet, acquisitions foncières et travaux) du pôle de Juvisy-sur-Orge sur le périmètre de SNCF Gares & Connexions s'élève à 24,136 M€ HT courants, incluant les fonds propres de la MOA.

Conformément à la convention de financement approuvée par délibération n° CP 12-683 du 11 octobre 2012, la Région s'engage à financer SNCF Gares & Connexions selon une clé de financement de 50,05%.

Dans ce cadre, SNCF Gares & Connexions a déjà bénéficié de trois subventions :
- 720 000 € courants attribués par délibération n°CP 12-683
- 960 000 € courants attribués par délibération n°CP 14-175
- 1 000 000 € courants attribués par délibération n°CP 2017-113

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX SNCF GARES & CONNEXIONS	6 099 900,10	100,00%
Total	6 099 900,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (déjà affecté)	536 791,21	8,80%
RÉGION ILE-DE-FRANCE	3 053 000,00	50,05%
DÉPARTEMENT ESSONNE (déjà affecté)	2 510 108,89	41,15%
Total	6 099 900,10	100,00%

DOSSIER N° 20004417 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX (CD91)

Dispositif : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1) (n° 00000744)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-812-204133-181010-200
Action : 18101001- Grands pôles intermodaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	17 746 583,42 € HT	50,05 %	8 882 165,00 €
	Montant total de la subvention		8 882 165,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE
91012 EVRY
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Francois DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge (91).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2012 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre du département de l'Essonne pour la réalisation des travaux de réaménagement du pôle. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Description :
Pôle multimodal majeur du sud francilien, le pôle de Juvisy-sur-Orge se situe dans un site contraint par le relief, un tissu urbain dense, des voiries étroites et des emprises ferroviaires qui occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large. Les accès aux quais s'effectuent par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre : Seine, Mairie et Condorcet.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont démarré fin 2014 et se poursuivront fin 2020 - début 2021. Pendant toute la phase de travaux, l'exploitation du pôle est maintenue. Le chantier est organisé pour limiter au maximum les perturbations occasionnées.

Pour l'année 2020, des travaux de fin d'opération devront être réalisés en vue de la mise en service

complète du pôle. Ces travaux concernent :

- la gare routière Seine : travaux prévus pour le 2nd semestre 2020 ;
- la fin des travaux de réaménagement des secteurs Condorcet et Mairie :
o restructuration du bâtiment voyageurs Condorcet ;
o réaménagement du parvis et de la Place Banette et Planchon ;
o aménagement du parking Brigade et mise en place d'un bassin de rétention.

L'inauguration du pôle a eu lieu le 26 novembre 2019, à l'occasion de l'ouverture du nouveau bâtiment voyageurs côté Mairie. La finalisation complète des travaux, après réception et levée des réserves, est prévue pour début 2021.

Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Gares & Connexions (MOA coordinateur), SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transport et maîtres d'ouvrage (Départements, SNCF, RATP, Ile-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel de réalisation de l'opération (études projet, acquisitions foncières et travaux) du pôle de Juvisy-sur-Orge sur le périmètre du département de l'Essonne s'élève à 38,414 M€ HT courants, incluant les fonds propres de la MOA.

Conformément à la convention de financement approuvée par délibération n° CP 12-683 du 11 octobre 2012, la Région s'engage à financer le département de l'Essonne selon une clé de financement de 50,05%.

Dans ce cadre, le département de l'Essonne a déjà bénéficié de trois subventions :
- 4 700 000 € courants attribués par délibération n°CP 12-683
- 2 000 000 € courants attribués par délibération n°CP 14-175
- 3 000 000 € courants attribués par délibération n°CP 2017-113

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX PERIMETRE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	17 746 583,42	100,00%
Total	17 746 583,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ÉTAT (déjà affecté)	1 561 699,00	8,80%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	8 882 165,00	50,05%
DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE (déjà affecté)	7 302 719,42	41,15%
Total	17 746 583,42	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-205

DOSSIER N° 20004420 - PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE - TRAVAUX (EPT GOSB)

Dispositif : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1) (n° 00000744)
Délibération Cadre : CR37-14 du 19/06/2014
Imputation budgétaire : 908-812-204143-181010-200
Action : 18101001- Grands pôles intermodaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	559 838,17 € HT	50,05 %	280 199,00 €
	Montant total de la subvention		280 199,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 11 AVENUE HENRI FARMAN
94398 PARAY VIEILLE POSTE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge (91).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2012 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux de réaménagement du pôle ont été engagés dès 2014. Cette nouvelle autorisation de programme complémentaire correspond à la participation de la Région sur le périmètre de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre pour la réalisation des travaux de réaménagement du pôle. Elle est en cohérence avec la convention de financement initiale votée à la CP 12-683.

Description :
Pôle multimodal majeur du sud francilien, le pôle de Juvisy-sur-Orge se situe dans un site contraint par le relief, un tissu urbain dense, des voiries étroites et des emprises ferroviaires qui occupent un faisceau principal de près de 180 mètres de large. Les accès aux quais s'effectuent par des souterrains piétons. Un pont routier enjambe le faisceau de voies et relie les trois quartiers situés de part et d'autre : Seine, Mairie et Condorcet.

La transformation du pôle est en cours. Les travaux ont démarré fin 2014 et se poursuivront fin 2020 - début 2021. Pendant toute la phase de travaux, l'exploitation du pôle est maintenue. Le chantier est organisé pour limiter au maximum les perturbations occasionnées.

Pour l'année 2020, des travaux de fin d'opération devront être réalisés en vue de la mise en service complète du pôle. Ces travaux concernent :

- la gare routière Seine : travaux prévus pour le 2nd semestre 2020 ;
- la fin des travaux de réaménagement des secteurs Condorcet et Mairie :
o restructuration du bâtiment voyageurs Condorcet ;
o réaménagement du parvis et de la Place Banette et Planchon ;
o aménagement du parking Brigade et mise en place d'un bassin de rétention.

L'inauguration du pôle a eu lieu le 26 novembre 2019, à l'occasion de l'ouverture du nouveau bâtiment voyageurs côté Mairie. La finalisation complète des travaux, après réception et levée des réserves, est prévue pour début 2021.

Les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Gares & Connexions (MOA coordinateur), SNCF Réseau, le Département de l'Essonne et l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel de réalisation de l'opération (études projet, acquisitions foncières et travaux) du pôle de Juvisy-sur-Orge sur le périmètre de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre s'élève à 10,842 M€ HT courants, incluant les fonds propres de la MOA.

Conformément à la convention de financement approuvée par délibération n° CP 12-683 du 11 octobre 2012, la Région s'engage à financer l'EPT Grand Orly Seine Bièvre selon une clé de financement de 50,05%.

Dans ce cadre, l'EPT Grand Orly Seine Bièvre a déjà bénéficié de deux subventions :
- 2 800 000 € courants attribués par délibération n°CP 12-683
- 1 607 000 € courants attribués par délibération n°CP 14-175

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POURSUITE DES TRAVAUX SUR LE PERIMETRE DE L'EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE	559 838,17	100,00%
Total	559 838,17	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (déjà affecté)	49 265,00	8,80%
REGION ÎLE-DE-FRANCE (en cours)	280 199,00	50,05%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE (déjà affecté)	230 374,17	41,15%
Total	559 838,17	100,00%

ANNEXE 2 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT DU PÔLE DE JUVISY-SUR-ORGE

2020

Grand Pôle Intermodal Juvisy-sur-Orge

Avenant n°1 à la convention de financement relative à la réalisation de l'opération

CONVENTION N°

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE **..... 7**

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT.....11

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « CONTENU DE L'OPÉRATION » 11

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT »..... 14

ARTICLE 4 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET VALIDITE DE L'AVENANT.....16

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES LITIGES.....16

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES.....16

SIGNATAIRES.....17

Entre,

En premier lieu,

- **L'État**, représenté par le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- **La région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par la délibération n°…… de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du ……,

- **Le département de l'Essonne,** représenté par le Président du Conseil départemental ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par la délibération n°…… du conseil départemental de l'Essonne en date du ……,

- **L'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre,** représenté par le Président de l'établissement public, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……,

- **SNCF Réseau,** société anonyme au capital de 500 000 000 €, anciennement dénommé « Réseau Ferré de France » et renommé « SNCF Réseau » aux termes de l'article 25 II de la loi numéro 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire, publiée au Journal Officiel de la République Française numéro 0179 du 5 août 2014 page 12930, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Monsieur Guillaume MARBACH, Directeur Général Ile-de-France, dûment habilité à cet effet,

- **SNCF Gares et Connexions (G&C)**, SA au capital social de 77 292 590 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 507 523 801 dont le siège social est situé 16 avenue d'Ivry à Paris (75013) se substituant à SNCF Mobilités pour l'ensemble du présent avenant, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF ,qui prévoient en son article 18 le transfert par l'EPIC SNCF Mobilité à la société SNCF Gares & Connexions, des biens, droits et obligations attachés aux activités de gestion des gares de voyageurs, relevant du périmètre de ses comptes dissociés relatifs à la direction autonome chargée de la gestion des gares de voyageurs à la date du 31 décembre 2019, ainsi que les autorisations de toute nature qui y sont liées, représentée par Marlène DOLVECK, Directrice Générale de Gares & Connexions,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau,** société anonyme au capital de 500 000 000 €, anciennement dénommé « Réseau Ferré de France » et renommé « SNCF Réseau » aux termes de l'article 25 II de la loi numéro 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire, publiée au Journal Officiel de la République Française numéro 0179 du 5 août 2014 page 12930, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny, représenté par Monsieur Guillaume MARBACH, Directeur Général Ile-de-France, Dûment habilité à cet effet,

- **SNCF Gares et Connexions (G&C) SA au capital social de 77 292 590 euros,** immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 507 523 801 dont le siège social est situé 16 avenue d'Ivry à Paris (75013) se substituant à SNCF Mobilités pour l'ensemble du présent avenant conformément aux dispositions de l'article 18 de l'ordonnance n°2019-552 du 3 juin 2019, représentée par Marlène DOLVECK, Directrice Générale de Gares & Connexions,

- **Le département de l'Essonne,** représenté par le président du conseil départemental ou son délégataire, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par la délibération n°…… du conseil départemental de l'Essonne en date du ……,

- **L'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre,** représenté par le président de l'établissement public, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……,

- **La ville de Juvisy-sur-Orge**, représentée par le Maire, dûment mandaté par délibération n°…… en date du ……,

Ci-après désignés « **les maîtres d'ouvrage** », **« les bénéficiaires »,**

En troisième lieu,

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°…… du ……,

Ci-après désigné **« Île-de-France Mobilités** » ou « **l'autorité organisatrice de la mobilité** »,

L'ensemble des signataires sont ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions de « SNCF Réseau » ;

Vu le décret n° 2019-1582 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau ;

Vu le contrat de plan État – Région 2000-2006 signé le 18 mai 2000 ;

Vu le contrat particulier région Île-de-France – département de l'Essonne 2007-2013 signé le 12 avril 2008 ;

Vu la convention particulière transports 2011-2013 entre l'État et la Région Île-de-France, signé le 26 septembre 2011 ;

Vu l'article 3 de la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 adoptant le projet de contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 par l'Etat et la Région, révisé par avenant portant notamment sur le volet mobilité multimodale approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 123-16 du 15 décembre 2016 et signé le 7 février 2017 par l'Etat et la Région ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation de son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu le schéma de principe de l'opération « grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge » approuvé par le conseil du STIF le 13 mai 2005 ;

Vu le dossier d'enquête publique approuvé par le conseil du STIF le 13 décembre 2006 ;

Vu la déclaration de projet approuvée par le conseil du STIF le 12 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2008, déclarant le projet d'utilité publique ;

Vu la convention de financement relative à la réhabilitation de l'ouvrage de la RD29 à hauteur du pôle de Juvisy-sur-Orge approuvé par la commission permanente de la région Île-de-France du 7 juillet 2011 et par la commission permanente du département de l'Essonne le 19 septembre 2011 ;

Vu le dossier d'avant-projet approuvé par le comité des engagements de RFF le 09/10/2012 et par le conseil d'administration de la SNCF le 08/10/2012 ;

Vu l'avant-projet approuvé par le Conseil du STIF le 10 octobre 2012 ;

Vu la convention de financement relative à la réalisation de l'opération du grand pôle intermodal de Juvisy-sur-Orge notifiée le 21 mars 2013 ;

Vu la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre le département de l'Essonne et Île-de-France Mobilités pour la réalisation des locaux techniques liés au prolongement du tramway T7 notifiée le 31 août 2018 ;

Vu la délibération n°……. de la commission permanente du conseil régional du ……,

Vu la délibération n°……. de la commission permanente du conseil départemental de l'Essonne du ……,

Vu la délibération n°…… du conseil territorial de l'établissement public territorial de Grand Orly Seine Bièvre du ……,

Vu la délibération n°…… du conseil municipal de Juvisy-sur-Orge du ……,

Vu la délibération n°…… du conseil d'Île-de-France Mobilités du ……..

Il est précisé et convenu ce qui suit :

Préambule

Traversée quotidiennement par plus de 100 000 voyageurs, le projet de grand pôle intermodal (GPI) de Juvisy-sur-Orge s'inscrit dans la politique régionale d'adaptation et de modernisation des pôles d'échanges multimodaux.

Cette gare et ses abords présentaient de nombreux dysfonctionnements générés en grande partie par l'absence d'évolution au regard de l'accroissement continu du nombre de voyageurs et par son éclatement physique en trois sites distincts avec trois points d'entrées dans la gare (« Mairie », « Seine » et « Condorcet ») et trois gares routières induisant des cheminements longs, pénibles et peu lisibles.

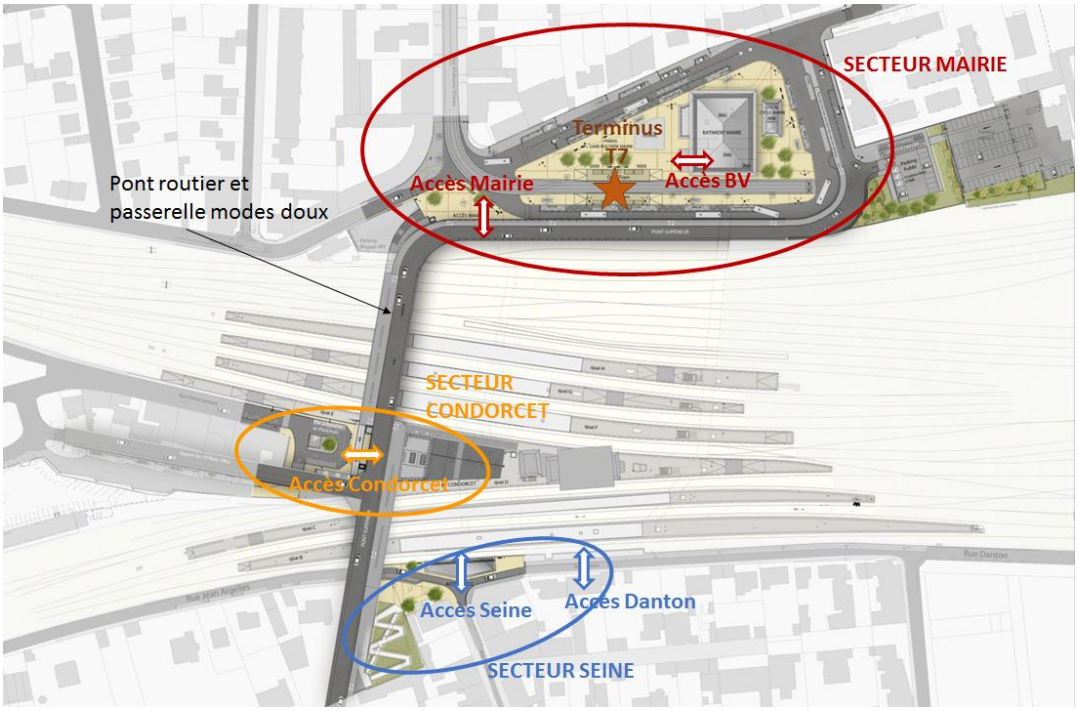


Figure 1 : Organisation spatiale du projet de pôle de Juvisy

Les principaux aménagements réalisés ont consisté à :

- créer un nouveau bâtiment voyageurs (BV) avec le réaménagement du parvis et de la gare routière côté Mairie ;
- construire une passerelle pour piétons et vélos contiguë au pont routier reliant les quartiers ;
- démolir / reconstruire la rampe du pont routier côté Mairie ;
- réhabiliter le pont routier (RD29) ;
- prolonger le souterrain nord pour déboucher vers le nouveau BV Mairie ;
- réhabiliter les souterrains existants et la salle d'échanges ;
- réaménager le hall Condorcet et le parvis ;
- réaménager l'accès Seine et le parvis ;
- réaménager la gare routière Seine ;
- créer des locaux destinés aux transporteurs routiers ;
- créer 3 locaux vélos sécurisés.

Ce projet a été déclaré d'utilité publique en février 2008 et a fait l'objet depuis :

- **d'un Avant-Projet administratif** approuvé au conseil du syndicat des transports d'Île-de-France du 10 octobre 2012 (délibération n° 2012/287) ;

- **d'une convention de financement travaux** approuvée au même conseil pour un montant de de 95,591 M€ (HT) aux conditions économiques de janvier 2008 soit 126,779 M€ courants.

Les travaux préparatoires du réaménagement du pôle ont été amorcés dès 2014 et se répartissent entre cinq maîtrises d'ouvrage distinctes : SNCF Mobilités (Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020), SNCF Réseau, le département de l'Essonne, l'établissement public territorial (EPT) Grand Orly Seine Bièvre et la ville de Juvisy-sur-Orge. La coordination de l'ensemble est assurée par SNCF Mobilités (Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020).

Pendant toute la phase de réalisation, les maîtres d'ouvrage ont engagé un important travail avec les riverains et les associations, notamment au regard des nuisances liées au chantier. Des réunions publiques annuelles ont été organisées pour présenter l'avancement des travaux. Cette étroite association a largement contribué au bon déroulement des travaux et à une bonne appropriation du projet par les habitants du quartier et les usagers du pôle.

Le coût total du pôle multimodal est estimé à **97 M € HT** (CE 01/2008) incluant les études projet, les acquisitions foncières et les travaux. Cette opération est financée par la Convention particulière transports 2011-2013 entre l'État et la Région et le contrat particulier Région – Département 2007-2014 (CPRD).

En 2019, des modifications au programme initial ont conduit à la réalisation d'un avant-projet modificatif conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention de financement. Ce dernier a été validé en conseil du syndicat des transports d'Île-de-France le 19 octobre 2019.

Ces évolutions concernent :

(1) la modification du bâtiment voyageurs Mairie (sous MOA SNCF Mobilités - Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020) liée à un programme de valorisation foncière visant à proposer plus de commerces et de services aux usagers et à la population locale. Cette évolution de programme est sans impact sur le coût global de l'opération du grand pôle intermodal de Juvisy. Les financements nécessaires proviennent d'un programme ad-hoc au titre du contrat liant Ile-de-France Mobilités à SNCF Mobilités - Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020 (composante valo-services du PQI).

(2) le réaménagement de la gare routière Seine (MOA EPT Grand Orly Seine Bièvre) : initialement, ces travaux étaient liés au projet du département de l'Essonne de création d'une liaison « bords de Seine » en lien avec les projets urbains de la ZAC. Suite à l'abandon du projet départemental d'un commun accord entre la ville et le département, le département n'a plus vocation à assurer la maîtrise d'ouvrage de ces travaux. Des adaptations sont rendues nécessaires pour tenir compte du transfert de la maîtrise d'ouvrage du département vers l'EPT et de l'élargissement du périmètre d'intervention jusqu'à la rue Jean Danaux. Le présent avenant à la convention de financement initial permet de régulariser le transfert de maîtrise d'ouvrage et les financements associés. Le calendrier de réalisation est également recalé par rapport à l'AVP initial.

(1) la pérennisation de l'accès Danton (MOA SNCF Réseau, SNCF Mobilité – Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020 – et MOA EPT Grand Orly Seine Bièvre), prévu initialement comme provisoire dans le programme initial pour pallier à la fermeture de l'accès Seine. La bascule entre ces deux accès s'est opérée en juin 2016. L'ouverture de l'accès Seine a eu lieu le 4 mai 2017. Il a toutefois été décidé de maintenir ouvert l'accès provisoire Danton car cet accès reste très utilisé par les usagers. Il donne une autre alternative en proposant un cheminement plus fluide vers les quais du RER C via le passage souterrain nord. Sa mise en accessibilité par l'installation d'un ascenseur sera traitée dans un second temps avec des financements au titre du SDA. L'adaptation de la voirie n'est pas incluse dans le programme du GPI et sera réalisée par le bloc local. Le positionnement exact de l'ascenseur est encore en cours d'étude par SNCF Réseau. Cette évolution de programme est sans impact sur le coût global de l'opération du grand pôle intermodal de Juvisy.

Pour l'année 2020, des travaux de fin d'opération devront être réalisés en vue de la mise en service complète du pôle.

Ces travaux concernent :

- **la gare routière Seine** : travaux prévus pour le 2nd semestre 2020 (cf. zoom détaillé ci-dessous) ;

- **la fin des travaux de réaménagement des secteurs Condorcet et Mairie** :
    - restructuration du bâtiment voyageurs Condorcet ;
    - réaménagement du parvis et de la Place Banette et Planchon ;
    - aménagement du parking Brigade et mise en place d'un bassin de rétention

L'inauguration du pôle a eu lieu le 26 novembre 2019, à l'occasion de l'ouverture du nouveau bâtiment voyageurs côté Mairie. La finalisation complète des travaux, après réception et levée des réserves, est prévue pour fin 2020. La durée prévisionnelle de réalisation globale des travaux et des procédures inscrite dans la convention de financement initiale était de 93 mois. Même si la gare rénovée sera livrée et mise en service dans le respect du calendrier initial, les travaux concernant la réhabilitation de la gare routière Seine obligent à modifier, dans le cadre du présent avenant, la durée de réalisation des travaux mentionnée dans l'article 2.6 de la convention de financement initiale pour la prolonger à **102 mois,** à compter de la notification de la convention de financement n°12DPI028.

Le présent avenant n'a pas vocation à clôturer l'opération et, par conséquent, la réalité des coûts et la confirmation de l'estimation à terminaison (EAT) de l'opération ne seront pas présentées à ce stade. Un audit financier viendra, une fois les travaux totalement achevés, vérifier les bonnes applications des dispositions conventionnelles et, éventuellement, de valider les subventions à verser au titre de l'actualisation.

La convention de financement notifiée le 21/03/2013, modifiée par son avenant n°1, est ci-après désignée « la convention de financement initiale modifiée ».

Les montants du présent avenant sont exprimés en hors taxe (HT).

Zoom sur la rénovation et le réaménagement de la gare routière Seine

Initialement, le réaménagement de la gare routière Seine dans le cadre du GPI avait été confié au département de l'Essonne par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre, la ville de Juvisy-sur-Orge et le département car cet aménagement s'inscrivait dans un contexte de plusieurs projets en interface, en lien fort avec l'axe départemental.

La réalisation de la liaison départementale au niveau des quais de Seine à Juvisy-sur-Orge impliquait le déplacement et le réaménagement de la gare routière, côté Seine, et par conséquent la modification du parc de stationnement. Le principe de l'itinéraire départemental à travers la ZAC de Juvisy et le long des quais de Seine ayant finalement été abandonné en 2015 d'un commun accord entre la ville et le département, le projet de réaménagement de la « Tête de pont » a lui aussi été suspendu.

Cette évolution n'entraine pas de modification notable par rapport aux objectifs du programme initial mis à part l'abandon de la création d'un nouveau souterrain piéton lié au réaménagement de la tête de pont. L'ancien souterrain pourra être conservé et rénové. Le périmètre d'intervention doit être étendu à la rue Jean Danaux, auparavant traitée avec la liaison Bords de Seine et le projet « Tête de pont ».

Le département de l'Essonne n'ayant plus vocation à être pilote sur cette partie du projet, la maîtrise d'ouvrage est restituée à l'EPT Grand Orly Seine Bièvre dans le cadre d'un avenant à la convention de MOA unique liant le département de l'Essonne et l'EPT, et du présent avenant à la convention de financement initiale du GPI.

Le coût relatif aux travaux de réaménagement de la gare routière Seine réalisés par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre est légèrement supérieur au montant transféré du département à l'EPT dans le cadre du

présent avenant à la convention de financement initiale. Le montant transféré est de 853 460 € aux conditions économiques de janvier 2008 et il correspond au chiffrage des prestations issu du marché de travaux passé par le département (tranche optionnelle non affermie). Afin de réaliser les travaux de réaménagement de la gare routière Seine, l'EPT accepte le principe d'apporter les financements complémentaires. Toutefois l'équilibre financier sera réalisé au moment de la cession de la parcelle AI 149 située au 80 rue Jean Argeliès à Juvisy-sur-Orge (acquisition réalisée par l'EPT dans le cadre du GPI).

Les détails du programme et du coût de l'opération sont présentés dans l'AVP modificatif de 2019.

Les travaux de la gare routière sont estimés à 1 152 500 € HT en CE 01/2008. Ils comprennent notamment l'ensemble des réaménagements de voirie pour la gare et ses accès sur environ 4500m², la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales, la modernisation de l'éclairage public, la création de feux tricolore sur le quai Jean Pierre Timbaud, les compléments de plantations et la construction d'un local pour les transporteurs.

Le réaménagement du parking Danaux, estimé à 347 500 € HT en CE 01/2008, comprend pour sa part la réorganisation des accès, la réfection des bordures, îlots, tapis et marquage, la modernisation de l'éclairage et les plantations sur une surface d'environ 4000m².

Soit un montant total estimé des travaux pour l'aménagement de la gare routière et du parking de 1 500 000 € HT en CE 01/2008, environ 1 864 366,90 € HT courants à fin de chantier.

La durée globale des travaux est estimée à 4 mois ½ (hors local transporteurs) avec une livraison complète prévue fin décembre 2020.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- mettre en conformité avec l'AVP modificatif le périmètre technique et financier acté dans la convention de financement initiale en modifiant les caractéristiques techniques ainsi que les coûts d'objectif sur les périmètres de maîtrise d'ouvrage du département de l'Essonne et de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre ;
- de prolonger la durée de réalisation des travaux engagés.

Par conséquent, le présent avenant modifie les **articles 2.1, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 4.2.3, 4.2.4, 4.2.6, 4.2.7, 4.6 et 4.7** de la convention de financement initiale.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « CONTENU DE L'OPÉRATION »

La dernière phrase de l'article 2.1 « Description du projet » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacée par les dispositions suivantes :

Un calendrier général de réalisation est annexé à la présente convention (annexe 1). Les travaux ont démarré dès août 2014 et ils s'achèveront fin 2020.

Le paragraphe « Description du périmètre du Département de l'Essonne » de l'article 2.3 « Description des périmètres de maîtrise d'ouvrage » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

Description du périmètre Département de l'Essonne

Les travaux et les ouvrages réalisés sous périmètre du département de l'Essonne sont décrits dans le dossier de synthèse de l'avant-projet approuvé par délibération de l'Assemblée départementale en date du 24 septembre 2012. Un avant-projet modificatif validé par le conseil du syndicat des transports d'Île-de-France du 19 octobre 2019 a entériné le nouveau programme de réaménagement de la gare routière Seine. La maîtrise d'ouvrage sera transférée à l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Dans le détail, le département assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux suivants :

- la rue des Gaulois,
- la réhabilitation du pont routier existant (y compris travaux connexes),
- la démolition et la reconstitution de la rampe côté Mairie,
- la réhabilitation de la rampe Monttessuy.

Et pour le compte de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre (conduit sous couvert d'une convention de MOA unique) :

- la réhabilitation de la rampe Condorcet,
- le local cycle côté Seine,
- la passerelle « circulations douces » et ses abords comprenant :
    - côté Mairie : escalier rampe PMR – ascenseur et leurs accès,
    - côté Condorcet : escalier – ascenseur et leurs accès,
    - côté Seine : escalier – rampe PMR et leur accès dont le parvis.

Et pour le compte d'Ile-de-France Mobilités (conduit sous couvert d'une convention d'une MOA unique) :

- le poste de redressement destiné au prolongement du tramway T7.

Les acquisitions foncières comme indiqué dans le chapitre 2.4.

Le paragraphe « Description du périmètre CALPE » de l'article 2.3 « Description des périmètres de maîtrise d'ouvrage » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

Description du périmètre de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

Les travaux et les ouvrages réalisés sous périmètre de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre sont décrits dans le dossier de synthèse de l'avant-projet approuvé par le conseil communautaire de la communauté d'agglomération Les Portes de l'Essonne (CALPE) le 27 septembre 2012. Un avant-projet modificatif validé par le conseil du syndicat des transports d'Île-de-France du 19 octobre 2019 a entériné le nouveau programme de réaménagement de la gare routière Seine. La maîtrise d'ouvrage du réaménagement de la gare routière Seine sera transférée à l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre.

Dans le détail, l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux suivants :

- la nouvelle gare routière et le carrefour Estienne d'Orves rue des Gaulois,
- les emprises de la future station terminus de tramway,
- le parvis Mairie,
- le local vélo sécurisé côté Mairie,
- le parvis Condorcet,
- le local destiné au transporteur Daniel Meyer,
- le local vélo sécurisé côté Condorcet,
- le parvis Seine,
- les équipements de signalétique sur le domaine public,
- la gare routière provisoire secteur Mairie pendant la réalisation des travaux,
- l'aménagement de la gare routière Seine, le local transporteur, le bassin de rétention et de dépollution de la gare routière, l'éclairage et la signalétique, sécurisation des traversées piétonnes.

Les acquisitions foncières comme indiqué dans le chapitre 2.4.

L'article 2.4 « Description des acquisitions foncières » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est complété par l'ajout d'un nouveau paragraphe après le paragraphe « cessions entre partenaires du pôle » :

- **Cession de la parcelle AI 149**

Dans le cadre du programme de travaux du GPI, l'EPT a procédé à l'acquisition suivante :

- Parcelle AI 149 située au 80 rue Argeliès à Juvisy-sur-Orge
- Surface géographique : 1566m²
- Contenance cadastrale : 1525m²
- Surface utile au projet GPI : env. 110m²

Cette acquisition réalisée par l'EPT en 2015 pour un montant de 600 000 € financée dans le cadre du GPI n'est pas traitée dans le protocole foncier qui lie l'ensemble des maîtres d'ouvrage du projet. L'EPT n'ayant pas vocation à rester propriétaire de cette parcelle, cette dernière devra être revendue. Le prix de la revente, après déduction des charges d'intérêts supportées par l'EPT et des financements complémentaires apportés au titre du réaménagement de la gare routière Seine, sera intégré comme recette de l'opération et viendra en déduction de la part des subventions restant à

verser par l'Etat, la Région et le département de l'Essonne ainsi que la part de la contribution de l'EPT au titre de la présente opération.

Les charges d'intérêts prendront en compte les éléments suivants :

- Frais financiers supportés par l'EPT au prorata temporis entre la date d'acquisition de la parcelle et sa date de cession sur la base du taux moyen annuel des emprunts souscrits par la CALPE en 2015 ;
- Les impôts, taxes et redevances payés ou exigible au titre de la propriété de la parcelle du 80 rue Argeliès et n'ayant pas été pris en compte au titre de l'opération GPI.

Dans l'hypothèse où la revente de la parcelle n'aurait pu être réalisée au moment du bilan de l'opération GPI, une estimation des Domaines sera réalisée et sa date et son montant feront foi pour calculer les montants à reverser à l'opération par l'EPT.

L'article 2.5 « Prise en compte du projet du tramway T7 » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 par l'ajout d'un dernier paragraphe :

Etant donné le retard pris dans la réalisation du prolongement du tramway T7 entre Athis-Mons et Juvisy-sur-Orge, des travaux non prévus dans le cadre du GPI ont été réalisés par le département de l'Essonne à la demande d'Île-de-France Mobilités, maître d'ouvrage du prolongement du tramway T7, dans le but de limiter les coûts frustratoires.

Les équipements réalisés par le département de l'Essonne sont les suivants :

- Intégration d'un réseau multitubulaire (chambres, tracés, profondeurs, batteries et fourreaux pour courants forts /faibles, réservations). La plus-value liée à ces travaux supplémentaires est de 123 252 € courants HT (CE 2019).

Les travaux supplémentaires pris en charge par SNCF Mobilités (Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020) :

- La déviation de réseaux divers pour un montant de 17 729,70 € HT ;
- L'abaissement des bordures de tramway afin d'éviter la création d'une marche isolée sur le parvis pour un montant de 7 341 € HT ;
- La modification de la multitubulaire pour un montant de 2 328 € HT ;
- La mise en place de GBA béton en entrée/sortie des bandes de tramway afin d'éviter les intrusions de véhicules sur le parvis pour un montant de 2 540 € HT ;
- Le renforcement de la structure du bassin de rétention du parking Brigade pour permettre la circulation de poids lourds pour un montant de 55 000 € HT.

A cela s'ajoute des frais de maîtrise d'œuvre de 10%, soit 8 270 € HT.

Par conséquent en intégrant les moins-values suite à la non réalisation des travaux de pose de la signalisation T7 et des bordures sur la voirie (soit au total une moins-value globale de - 2 237,95 € HT), le montant global de travaux pris en charge par SNCF Mobilités (Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020) s'élève à 90 970,83 € HT.

De plus, à la demande d'Île-de-France Mobilités (ex-STIF), la prise en charge de l'étude d'une variante du terminus du T7 côté Condorcet par SNCF Mobilités (Gares & Connexions à compter du 1er janvier 2020) s'élève à 23 112 € HT.

Ainsi, le montant total des dépenses engendrées par le T7, non financées par le GPI et hébergées par SNCF Gares & Connexions s'élève à 114 082,83 € HT CE courants.

Les modalités de prise en charge de ces travaux seront définies avec l'ensemble des partenaires et des financeurs du prolongement du tramway T7. Ils n'ont pas vocation à être intégrés dans la cadre du financement du GPi Juvisy-sur-Orge.

L'article 2.6 « Durée de réalisation des études projet, des acquisitions foncières et des travaux » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

La durée de réalisation des études de projet, des acquisitions foncières et des travaux est de **102 mois** selon le calendrier prévisionnel de l'opération figurant en annexe 1.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT »

L'article 4.2.3 « Coût de réalisation du Département de l'Essonne » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.2.3 Coût de réalisation du département de l'Essonne

Le coût prévisionnel de réalisation du maître d'ouvrage rattaché aux périmètres définis aux articles 2.3 et 3.2 est de **28,964 M€ HT (CE 01/2008**). Le coût prévisionnel de réalisation en euros courants s'élève à 38,414 M€ HT.

L'article 4.2.4 « Coût de réalisation de la CALPE » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.2.4 Coût de réalisation de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

Le coût prévisionnel de réalisation du maître d'ouvrage rattaché aux périmètres définis aux articles 2.3 et 3.2 est de **8,206 M€ HT (CE 01/2008).** Le coût prévisionnel de réalisation en euros courants s'élève à 10,843 M€ HT.

L'article 4.2.6 « Tableau de synthèse de répartition des coûts de réalisation par maître d'ouvrage » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.2.6 Tableau de synthèse de répartition des coûts de réalisation par maître d'ouvrage

Les coûts des études projet, acquisitions foncières et travaux, objet de la présente convention, rattachés aux périmètres de maîtrise d'ouvrage défini à l'article 3.2, s'établissent comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts en € constants (CE 01/2008)	Coûts en € courants
SNCF Mobilités	17 163 000	24 135 000
SNCF Réseau	40 781 000	52 703 000
Département de l'Essonne	28 964 171	38 414 076
EPT GOSB	8 206 329	10 842 924
Ville de Juvisy-sur-Orge	476 500	683 700
TOTAL	**95 591 000**	**126 778 700**

L'article 4.2.7 « Coûts de réalisation détaillés par maître d'ouvrage » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.2.7 Coûts de réalisation détaillés par maître d'ouvrage

Chacun des maîtres d'ouvrage fournit une estimation en euros constants et courants des postes nécessaires pour mener à bien les études projet, acquisitions foncières et travaux :

Postes de dépenses	SNCF Mobilités	SNCF Réseau	Département de l'Essonne	EPT GOSB	Ville de Juvisy
Etudes déjà engagées	0	0	683 000	0	0
Travaux	12 571 000	31 899 000	23 562 540	4 720 460	89 000
Coordination	970 000	0	0	0	0
Frais de MOA	624 000	1 747 000	676 497	197 754	14 000
Frais de MOE	1 647 000	3 946 000	2 073 131	616 455	15 000
Foncier	94 000	9 000	203 000	2 435 000	356 000
Provision pour aléas et imprévus	1 257 000	3 180 000	1 766 003	236 660	5 000
TOTAL en € constants	**17 163 000**	**40 781 000**	**28 964 171**	**8 206 329**	**476 500**
TOTAL en € courants	**24 135 000**	**52 703 000**	**38 414 076**	**10 842 924**	**683 700**

L'article 4.6 « Financement du Périmètre du CG91 » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.6 Financement du périmètre du département de l'Essonne

Le montant du périmètre du département de l'Essonne à financer est de 28,964 M€ en euros constants aux CE 01/2008, soit environ 38,414 M€ courants suivant les hypothèses d'actualisation de l'article 4.2.8.

La répartition des contributions des financeurs pour le périmètre du département de l'Essonne est la suivante :

Euros constants CE 01/2008	Etat	Région	CD91	EPT GOSB	TOTAL
CPRD + CPT + autres financements (M€)	2 460 847	13 996 068	11 507 256	1 000 000	**28 964 171**
Clé Juvisy (hors SNCF Réseau et SNCF Mobilités)	8,80%	50,05%	41,15%		**100,00%**
Clé CPRD, CPT et EPT GOSB (théorique)	8,50%	48,37%	39,78%	3,35%	**100,00%**

Soit en euros courants :

Euros courants	Etat	Région	CD91	EPT GOSB	TOTAL
CPRD + CPT + autres financements (M€)	3 267 194	18 582 166	15 277 844	1 286 872	**38 414 076**
Clé Juvisy (hors SNCF Réseau et SNCF Mobilités)	8,80%	50,05%	41,15%		**100,00%**

L'article 4.7 « Financement du Périmètre CALPE » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°1 est remplacé par les dispositions suivantes :

4.7 Financement du périmètre de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre

Le montant du périmètre de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre à financer est de 8,206 M€ en euros constants aux CE 01/2008, soit environ 10,843 M€ courants suivant les hypothèses d'actualisation de l'article 4.2.8.

La répartition des contributions des financeurs pour le périmètre l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre est la suivante :

Euros constants CE 01/2008	Etat	Région	CD91	EPT GOSB	TOTAL
CPRD + CPT + autres financements (M€)	634 157	3 606 768	2 965 404	1 000 000	**8 206 329**
Clé Juvisy (hors SNCF Réseau et SNCF Mobilités)	8,80%	50,05%	41,15%		**100,00%**
Clé CPRD, CPT et EPT GOSB (théorique)	7,60%	43,23%	35,54%	13,63%	**100,00%**

Soit en euros courants :

Euros courants	Etat	Région	CD91	EPT GOSB	TOTAL
CPRD + CPT + autres financements (M€)	824 123	4 687 199	3 853 711	1 477 891	**10 842 924**
Clé Juvisy (hors SNCF Réseau et SNCF Mobilités)	8,80%	50,05%	41,15%		**100,00%**

ARTICLE 4 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par lettre recommandée envoyée avec accusé de réception par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des parties.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter de la date d'approbation de la convention initiale en commission permanente de la Région Ile-de-France, soit le 11/10/2012.

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences du présent avenant.

Tout litige qui n'aura pu être réglé à l'amiable sera porté devant le tribunal compétent.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention de financement initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

SIGNATAIRES

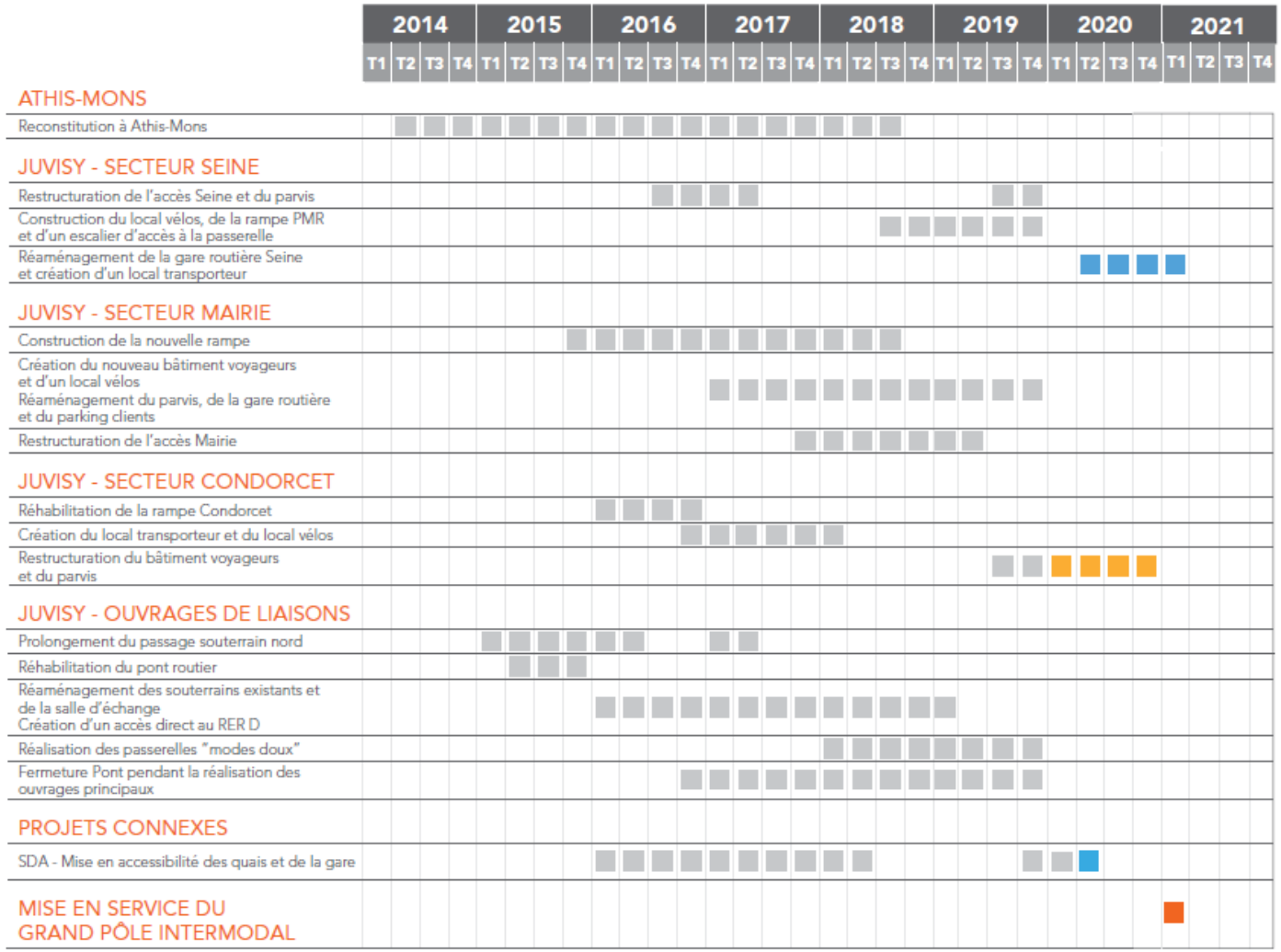
Avenant n°1 établi en 8 exemplaires originaux.

Date de notification du présent avenant n°1 :

Pour l'État, Date et signature	**Pour la région Île-de-France,** Date et signature	**Pour le département de l'Essonne,** Date et signature
Pour l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, Date et signature	**Pour la ville de Juvisy-sur-Orge,** Date et signature	**Pour SNCF Réseau,** Date et signature
Pour SNCF Gares & Connexions, Date et signature	**Pour Île-de-France Mobilités,** Date et signature	

ANNEXE 1

TRAVAUX RESTANTS A REALISER



DÉLIBÉRATION N° CP 2020-227

DU 27 MAI 2020

CONVENTION PAM 77 POUR 2020-2025 - COTISATIONS AUX ORGANISMES DE TRANSPORTS - REVERSEMENTS DANS LE CADRE DE L'EUROVÉLO-ROUTE 3

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU la loi n°82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU la délibération n° CP 01-371 du 5 juillet 2001 relative à l'adhésion de la Région à l'association « Club des Villes et Territoires Cyclables » ;

VU la délibération n° CP 03-252 du 03 avril 2003 relative à l'adhésion à l'association « Groupement des Autorités Responsables de Transports (GART) » ;

VU la délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la région Île-de-France au financement du réseau PAM Île-de-France Service de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;

VU la délibération n° CR 54-11 du 23 juin 2011 relative à la Politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Île-de-France et à l'adhésion à l'association Départements et Régions cyclables ;

VU la délibération n° CP 13-216 du 04 avril 2013 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le département de Seine-et-Marne ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 approuvant le Plan d'action régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD) et notamment la convention n° 2014-001 Eurovélo en France -Partenariat 2014-2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente et modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et

financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la recherche par la Région de financements européens ;

VU la délibération n° CP 16-205 du 21 septembre 2016 relative à l'adhésion à l'association ASLOG ;

VU la délibération n° CP 2018-455 du 21 novembre 2018 relative à l'adhésion à l'association Grand Centre Auvergne ;

VU la délibération n° CP 2020-065 du 4 mars 2020 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : première affectation pour 2020 ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-227 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de financement entre Île-de-France Mobilités, la Région et le département de Seine-et-Marne pour la mise en place d'un service PAM couvrant la période 2020-2025, jointe en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide d'affecter au titre du paiement de cotisations à cinq organismes de transport ou associations pour l'année 2020 une autorisation d'engagement d'un montant de **59 000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun » - action 18102102 « Soutien aux organismes de transports » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de verser au CRT, nouveau chef de file du projet EV3, le reliquat des contributions versées par les partenaires à la Région Île-de-France à hauteur de **114 834,32€.**

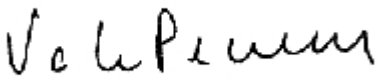
Subordonne le versement de ce reliquat à la signature de la convention jointe en annexe 2, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte au titre du versement au Comité Régional de Tourisme correspondant au reliquat des contributions versées par les partenaires du projet EV3**,** une autorisation d'engagement d'un montant de **114 834,32 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun » - action 18102102 « Soutien aux organismes de transports » du budget 2020.

Article 4 :

Décide d'affecter au titre du trop perçu par la Région au titre de sa mission sur l'EV3**,** une autorisation d'engagement d'une montant de **3 392,17 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun » - action 18102102 « Soutien aux organismes de transports » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc180873-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Convention de financement PAM 2020-2025

Annexe II

CONVENTION DE FINANCEMENT PAM 77 2020-2025

ENTRE :

- ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé 39 bis – 41 rue de Châteaudun à Paris (9ème), (n°SIRET 287 500 078 00012), représenté par son directeur général, Monsieur Laurent PROBST, en vertu de la délibération n° 2020/ du 10 juin 2020, ci-après désigné "Île-de-France Mobilités",

- La REGION ÎLE-DE-FRANCE, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, habilitée par délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil régional en date du _____ ci- après désigné « la région Île-de-France »,

D'une première part

- Le DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE, ayant son siège Hôtel du Département, 77010 MELUN Cedex (n°SIRET 227 700 010 00019), représenté par Monsieur Patrick SEPTIERS, Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne habilité par délibération n° en date du , ci-après désigné le « Département »

D'une seconde part

PREAMBULE :

- Considérant la mise en place en 2003 d'un service d'information au plan régional pour les personnes handicapées sur l'accessibilité des réseaux de transports publics et sur les transports spécialisés nommé INFOMOBI,

- Considérant leur volonté commune d'étendre les services du réseau PAM Île-de-France existant tout en assurant une cohérence sur l'ensemble du territoire régional, de la prise en charge financière et des services offerts,

- Considérant l'intérêt d'une organisation décentralisée des services de transport spécialisé de personnes handicapées,

- Considérant les dispositions du code des transports relatives au statut et aux missions d'Île-de-France Mobilités,

- Considérant la convention entre Île-de-France Mobilités et le Département de Seine-et-Marne portant délégation de compétence d'Île-de-France Mobilités au Département pour l'organisation de services de transport spécialisé pour les personnes handicapées,

Île-de-France Mobilités, la région Île–de-France et le Département de Seine-et-Marne décident de contractualiser pour la mise en place et le financement d'un dispositif de transport spécialisé pour personnes handicapées, service PAM 77, organisé au niveau départemental, en relation avec le système d'information régional.

Le dispositif prévu est constitué :

- D'au moins une centrale de réservation ou de l'utilisation de la centrale de mobilité unifiée du transport à la demande mise en place par Île-de-France Mobilités,
- D'un service de transport pouvant disposer d'un ou plusieurs centres d'exploitation confiés à un (ou plusieurs exploitants),
- d'un contrôle des prestations réalisées par l'exploitant.

Article 1 : Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement par Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France et le Département de Seine-et-Marne.

Les modalités d'organisation décentralisée de transports spécialisés pour les personnes handicapées sont fixées dans le cadre de la convention de délégation de compétence entre Île-de-France Mobilités et le Département, à laquelle est annexée la présente convention.

Article 2 : Rôles d'Île-de-France Mobilités et de la région Île-de-France :

Île-de-France Mobilités et la Région apportent une subvention au Département. Ils partagent avec le Département le besoin de financement public relatif à la mise en service et au fonctionnement du service PAM et des centres d'exploitation, du contrôle, des actions de communication, ainsi que de l'évaluation selon les modalités décrites à l'article 4 de la présente convention.

Les parties s'engagent à se rencontrer après deux années d'exercice de la délégation de compétence, afin d'analyser les conséquences sur les clauses de la présente convention, des évolutions éventuelles du Règlement Régional en cours d'étude par Île-de-France Mobilités, la Région et les Départements. Le Département prendra en compte ces évolutions dans la limite de l'équilibre économique du contrat qui le lie à son prestataire et dans la mesure où ce dernier prévoit une éventuelle évolution du dispositif.

Article 3 : Rôles du Département

Il est rappelé que conformément à la convention de délégation de compétence entre Île-de-France Mobilités et le Département, ce dernier :

- est le maître d'ouvrage du service PAM dans le respect du règlement régional de la prestation joint en annexe à la convention de délégation de compétence,

- désigne le ou les exploitants du service PAM après mise en concurrence,

- met en œuvre la tarification applicable à l'usager dans le respect des règles fixées par Île-de-France Mobilités à l'article 3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Île-de-France annexé à la convention de délégation de compétence,

- est responsable de l'évaluation des services sur son territoire (ayants droit, mobilité, etc.). Il communique annuellement à Île-de-France Mobilités et à la région Île-de-France cette évaluation ainsi que l'évolution des déplacements conformément à l'article 4.3 du règlement régional applicable aux services PAM en région Île-de-France.

Au vu de la présente convention, le Département assure, avec le concours d' Île-de-France Mobilités et de la région Île-de-France, le financement du dispositif composé du service PAM, d'opérations de communication et d'une prestation de contrôle des prestations.

Article 4 : Modalités de financement du service PAM

4.1.) La différence entre le coût payé par l'usager et le coût réel de la course est fixé par le Département après appel à la concurrence et désignation de l'exploitant.

Cette différence résultante est répartie à égalité entre le Département, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités.

4.2.) Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France apportent au Département une subvention annuelle de fonctionnement correspondant aux deux tiers de la différence entre le coût unitaire supporté par l'exploitant et le tarif public pour l'usager. La subvention est fonction du nombre de

courses réellement effectuées. La subvention est répartie pour moitié entre Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France.

La subvention d'Île-de-France Mobilités est plafonnée à 2 400 000 € TTC (valeur 2009).
La subvention de la Région est également plafonnée à 2 400 000 € TTC (valeur 2009).

La participation financière des partenaires évoluera en fonction d'un indice spécifique tenant compte notamment du coût de personnel, très important pour ce service. La formule est la suivante :

$$\textbf{Plafond}_{n} = \textbf{Plafond}_{n-1} \times [\, 0.7 \times (IP_{n-1} / IP_{n-2}) + 0.08 \times (IG_{n-1} / IG_{n-2}) + 0.22 \times (IS_{n-1} / IS_{n-2}) \,]$$

Indices	**Coefficient**
Indice salaire horaire ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » –Ministère du travail SHOUV **Identifiant** INSEE: indice 49 de la NAF 88	0.7
Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole - Gazole **Identifiant** INSEE: 001764283 La série 000641310 est remplacée par la nouvelle série en base 2015 001764283 avec le coefficient de raccordement 1,833.	0.08
Intitulé : Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services - Ensemble **Identifiant** INSEE : 001764296 (641257 série arrêtée en fin 2016) Pour prolonger l'ancienne série au-delà de décembre 2015, multipliez les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement 1,378	0.22

• Plafond n-1 et Plafond n sont les participations plafond respectivement des années n-1 et n.
• IP n-2 et IP n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice du salaire horaire des ouvriers « transport terrestre et transport par conduite » (Ministère du travail, indice 49 de la NAF 88).
• IG n-2 et IG n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices divers - Métropole – Gazole (Identifiant INSEE: 1764283).
• IS n-2 et IS n-1 sont les valeurs moyennes, respectivement pour les années n-1 et n-2, de l'indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - par secteur conjoncturel Métropole - Services – Ensemble (Identifiant INSEE: 001764296).

La subvention est due sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante.

Article 5 : Modalités de versement des subventions

Les subventions d'Île-de-France Mobilités et de la Région seront versées trimestriellement au Département sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses au titre du contrat du service PAM 77.

Les appels de fonds seront formulés séparément, par l'émission d'un titre de recettes auprès de chacun des financeurs.

Article 6 : Communication

Afin de garantir une cohérence régionale (aspects graphiques et éléments de langage), un certain nombre de règles sont précisées dans la charte graphique PAM qui est annexée à la convention de délégation de compétence (annexe III).

Cette charte graphique inclut les éléments concernant l'habillage des véhicules mais également les règles graphiques à respecter pour les différents outils et supports de communication et d'information à destination des voyageurs (flyers, dépliants, … mais également courrier, e-mailings, newsletter, …).

Île-de-France Mobilités fournira aux départements des gabarits pour ces différents documents et supports de communication et d'information. La charte doit s'appliquer à l'ensemble des outils existants mais également à ceux à venir.

Le département s'engage à respecter cette charte graphique et à faire valider les différents éléments et supports de communication et d'information par la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités. Ceci afin de garantir une bonne utilisation des marques PAM et Île-de-France Mobilités et de leurs attributs. Une licence d'utilisation par marque et pour la charte graphique sera ainsi proposée au département et un tableau des marques utilisées lui sera transmis dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la présente convention.

Article 6.1 L'identité du service PAM

Le Département devra mettre en œuvre l'identité visuelle selon les prescriptions indiquées dans la charte graphique figurant en Annexe III.

Cette identité appartient à Île-de-France Mobilités et ne peut être utilisée sans son accord.

Les logos PAM et Île-de-France Mobilités devront figurer de façon permanente sur l'ensemble des supports et outils de communication et d'information. Les coûts de ces outils et supports sont supportés par le Département.

Le département met en œuvre différentes actions de communication, de promotion et d'information sur le service PAM auprès de tous les utilisateurs acquis ou potentiels, pour les personnes physiques et morales sur le territoire. Ces actions devront également relayer et mettre en avant la politique d'Île-de-France Mobilités et de la région Île-de-France en faveur de la mobilité pour tous et donc de l'accessibilité.

La Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités fournira également au Département des éléments de langage pour la présentation du service PAM et de manière plus globale pour sa politique en faveur de l'accessibilité.

Pour chacune des actions le département devra présenter une fiche synthétique comportant obligatoirement les informations ci-dessous :

• rappel du contexte ;

• description du projet : objectifs, cibles, outils et média envisagés (y compris social media);

• estimation budgétaire si possible par grand poste (création, fabrication, achat média) ;

• calendrier et dates clés.

La présentation de ces actions devra faire l'objet d'une réunion ad hoc organisée par le département et associant le Département des Transports Scolaires et Adaptés et la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités. La mise en place de ces actions sera définitivement validée dans un délai de deux mois maximum à l'issue de cette réunion ad hoc.

Ces différentes actions feront chaque année l'objet d'une évaluation et d'une actualisation. Pour ce faire, un bilan chiffré de l'année écoulée sera réalisé.

Concernant la communication et l'information, le bilan annuel devra être remis à la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités au plus tard le 31 mars de l'année N+1 et précisera les points suivants :

- synthèse des actions réalisées : descriptif, cibles, objectifs ;
- bilan qualitatif et quantitatif des actions :
- exemples de productions réalisées ;
- bilan financier ;
- conséquences en termes d'ajustements pour les actions pour l'année suivante.

Les actions de communication et d'information proposées pour l'année suivante seront présentées, partagées et validées par la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités. Après validation, le Département mettra en œuvre les actions proposées.

Le Département veillera à ce que les informations mises à disposition des utilisateurs sur les services soient en permanence en adéquation avec la réalité du terrain.

En cas de défaillance du service ou d'autres situations d'exploitation critiques, il appartient au Département de mettre en place un dispositif de gestion d'incidents ou de crise pour assurer une information optimale auprès des utilisateurs, en complément des dispositions techniques et logistiques prises pour assurer une bonne qualité de service. Ce dispositif de gestion d'incidents devra être exposé au même titre que les autres actions de communication et d'information.

Article 6.2 Les outils de communication et d'information

Le Département développe différents outils préalablement validés lors de la réunion ad hoc de présentation de ces actions.

Les différentes actions devront faire l'objet d'une validation écrite par la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités avant leur mise en place et lors de tout changement conséquent du format de l'action, du message.

Concernant les actions récurrentes qui peuvent faire l'objet d'une simple mise à jour d'une année sur l'autre, elles devront à minima faire l'objet d'une information à la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités par courrier et/ou par mail. En revanche, si des modifications subséquentes devaient avoir lieu sur un ou plusieurs supports ou outils de communication, le Département devra alors de nouveau faire valider par le Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités.

Article 6. 3 La répartition des missions

Le Département prend à sa charge la communication tout au long de la durée de la convention. Il en va ainsi de la conception, de la fabrication et de la diffusion des supports récurrents, nécessaires à la bonne information des utilisateurs et au succès du service PAM.

Les actions de communication et d'information ainsi que les supports et outils associés doivent faire l'objet d'une validation écrite de la Direction de la Communication d'Île-de-France Mobilités, qui doit ainsi donner son accord sur chaque action ou support de communication et d'information des utilisateurs.

Article 7 : Contrôle, sanctions, restitution éventuelle des subventions

Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France se réservent le droit de prendre toute disposition qu'ils jugeront nécessaire pour contrôler la bonne application du présent document et exiger du Département qu'il prenne toute disposition pour que les prestataires remédient aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faire ressortir directement dans ses écritures la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Le Département prend toute disposition nécessaire pour contrôler la bonne application du règlement régional et exiger de la centrale de mobilité et des transporteurs, lorsque ceux-ci sont distincts, qu'il(s) remédie(nt) aux éventuels manquements constatés. A défaut, le Département s'expose à la suspension et, le cas échéant, à la suppression de tout ou partie des aides accordées.

Le Département s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place, par Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le Département conserve l'ensemble des pièces justificatives pendant 10 ans.

En cas d'inexécution ou de non-respect des termes de la présente convention, les aides accordées sont restituées, dans la limite de durée des mois contestés, au plus tard dans l'année qui suit cette inexécution.

Article 8 : Durée de la convention

Sans préjudice de la durée indiquée à l'article 7, la convention entre en vigueur à compter du 21 juillet 2020 et prend fin le 20 juillet 2025.

Article 9 : Evaluation

Île-de-France Mobilités, la Région et le Département, dans le but d'une bonne coordination du développement du dispositif et notamment de leur participation financière, mettent en place un comité de suivi PAM.

Ce comité se réunit au moins une fois par an, soit au moins 5 à 6 fois pendant la durée de la convention à l'initiative d'Île-de-France Mobilités. Toute modification apportée au règlement régional, en cours d'exécution de la convention, se fera après consultation du comité de suivi PAM.

L'évaluation du dispositif est faite 18 mois avant l'expiration de la convention ou à sa résiliation si celle-ci intervient avant. Les modalités de cette évaluation sont définies par les trois signataires de la présente convention.

Le contrôle des prestations exercées par le titulaire du contrat du service PAM 77 de transport adapté aux personnes handicapées permettront notamment cette évaluation.

Fait à
Le
En 3 exemplaires originaux,

Pour la région Île-de-France	Pour le Département de Seine-et-Marne,	Pour Île-de-France Mobilités,
La Présidente Valérie PECRESSE	Le président du Conseil Départemental Patrick SEPTIERS	Le directeur général Laurent PROBST

Annexe 2 Convention de transfert au CRT

LA SCANDIBÉRIQUE - EUROVELO 3
CONVENTION DE TRANSFERT DE RELIQUAT DES CONTRIBUTIONS PERCUES PAR LE CHEF DE FILE

ENTRE :

La région Île-de-France représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n°_____ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du _____,
ci-après désignée par « la Région »

ET

Le comité régional du tourisme d'Île-de-France, association loi 1901, dont le siège est situé 11 Rue du Faubourg Poissonnière, 75009 Paris.
N° SIRET : 301 072 8880 00091
Représenté par son Directeur général, Monsieur Christophe Decloux,
ci- après désigné par « le CRT »

PRÉAMBULE

La Scandibérique, portion française de l'EuroVelo 3, relie Maubeuge à Saint-Jean-Pied-de-Port au fil d'un parcours d'environ 1700 km qui en fait le plus long itinéraire cyclable français. Trait d'union entre le Nord et le Sud de la France. La Scandibérique-EuroVelo 3 assure un maillage structurant en provenance de bassins fortement émetteurs de pratiquants (Benelux, Pays-Bas, Allemagne).

Réunis à Paris le 04 juin 2013 lors d'un Comité de Pilotage fondateur, les partenaires concernés par le tracé de l'EuroVelo-route n°3 en France ont convenu de s'engager dans un projet de valorisation touristique commun et ont signé une première convention de partenariat 2014-2016 - N° 2014-001, prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2018.

Au titre de cette convention, les signataires se sont engagés à cofinancer ce projet commun en versant une contribution à la Région, en qualité de chef de file.

Au terme de cette convention, par décision en comité de pilotage du 29 janvier 2019, le chef de filât a été transféré au CRT. Il s'agit à ce titre de verser au CRT le reliquat des contributions perçues par la Région en tant que chef de file jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise en œuvre du versement au CRT, nouveau chef de file du projet partenarial co-financé Scandibérique, du reliquat des contributions perçues par la Région, ancien chef de file, au titre de la convention N° 2014-001.

ARTICLE 2 – MONTANT DU RELIQUAT

A la clôture des comptes, le reliquat des contributions perçues par la Région au titre de la convention multi partenariale N° 2014-001, s'élève à 114 834,32 €.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES

La Région s'engage à reverser la somme de 114 834,32 € au CRT, chef de file de la Scandibérique.

Le CRT s'engage à utiliser intégralement ce montant dans le cadre de ses missions de chef de file, telles que précisées dans la convention 2020 – 2023 signée avec chacun des partenaires et figurant en annexe à la présente convention.

Le CRT est seul responsable de l'utilisation de ces fonds dès leur reversement par la Région, qui se trouve dès lors libérée de ses obligations au titre de la convention multi partenariale.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du vote par la commission permanente. La convention prend fin une fois l'intégralité du reliquat versée au CRT dans le cadre de ses attributions de chef de file de la Scandibérique.

Annexe : Convention de partenariat de partenariat 2020-2024 la Scandibérique-EuroVelo3

Fait en 2 exemplaires

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

le Directeur général
du Comité Régional du Tourisme Paris d'Île-de-France

Christophe Decloux

ANNEXE

La Scandibérique - EuroVelo 3
Convention de partenariat 2020-2024

ENTRE

[Dénomination de la structure partenaire], Représenté par [Nom du Président], partenaire du projet, faisant élection de domicile à [adresse], N° SIRET : […]

ET

Comité Régional de Tourisme Paris Île-de-France, association loi 1901, faisant élection de domicile au 11 rue Faubourg Poissonnière, Paris 19ème ; inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro de SIRET : 301 072 880 00091 ; représenté par son Président, Éric JEUNEMAITRE

PJ : Plan d'actions prévisionnel 2020-2024 de La Scandibérique – EuroVelo 3.

PRÉAMBULE

La Scandibérique, portion française de l'EuroVelo 3, relie Maubeuge à Saint-Jean-Pied-de-Port au fil d'un parcours d'environ 1700 km qui en fait le plus long itinéraire cyclable français. Trait d'union entre le Nord et le Sud de la France. La Scandibérique-EuroVelo 3 assure un maillage structurant en provenance de bassins fortement émetteurs de pratiquants (Benelux, Pays-Bas, Allemagne).

En Europe, l'EuroVelo 3 porte le nom de « *Véloroute des Pèlerins* » et retrace, depuis la Norvège, le chemin de Saint-Jacques de Compostelle, son ultime étape. Long de 5 100 km, l'itinéraire parcourt sept pays européens : la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Espagne.

Dotée d'une richesse paysagère, patrimoniale et touristique très forte, La Scandibérique-EuroVelo 3 dispose d'ores et déjà d'un taux de continuité qui s'élève à 93% et est fortement connectée à d'autres itinéraires cyclables :

- L'EuroVelo 1 – La Vélodyssée
- L'EuroVelo 6 – De l'Atlantique à la Mer Noire
- L'Avenue Verte London-Paris
- La Seine à Vélo
- La Véloscénie
- La Vallée du Loir à Vélo
- L'Indre à Vélo
- La Flow Vélo
- Le Tour de Gironde à Vélo
- La Vallée du Lot à vélo
- Le Canal des 2 Mers à Vélo

Les partenaires de l'itinéraire ont décidé en 2014 de former un comité d'itinéraire pour initier une dynamique partenariale autour de cet itinéraire et développer sa réalisation et sa mise en tourisme dans l'offre nationale et européenne. Il en a résulté une convention de partenariat sur la période 2014-2018. Bénéficiant de cofinancements européens dans le cadre du projet COSME, de nombreuses actions ont été réalisées lors de la précédente convention de partenariat, telles que la création de création de la marque « La Scandibérique » et de son identité visuelle, la création d'un site Internet ou encore l'inauguration officielle de l'itinéraire le 1er juin 2018.

Le 1er janvier 2019, le Comité Régional de Tourisme Paris Île-de-France a été désigné comme chef de file de l'itinéraire.

L'année 2019, a permis de faire le diagnostic de la précédente convention de partenariat afin de renforcer la dynamique du projet autour d'une nouvelle convention pour 2020.

Le comité d'itinéraire a pour principal objectif la mise en œuvre d'un plan d'actions concerté pluriannuel 2020-2024 autour des dimensions infrastructures et signalisation ; promotion et communication ; services, intermodalité, observation ; et coordination, dont les principaux enjeux sont :

- **Renforcer** la qualité des infrastructures et des équipements.
- **Densifier** l'offre de services touristiques pour mieux répondre aux besoins des clientèles.
- **Accroître** la renommée de La Scandibérique-EuroVelo 3 via des actions de promotion et communication auprès des clientèles cibles identifiées.
- **Observer et analyser** la fréquentation de l'itinéraire pour en évaluer le développement, mesurer l'efficacité des actions engagées, connaître et mieux répondre aux besoins des clientèles.

La structure partenariale du comité d'itinéraire, en développant un produit touristique commun, permet d'optimiser les moyens, de renforcer l'efficacité et de décupler l'impact de la promotion sur les clientèles cibles. L'action collective est ainsi plus performante.

Au regard de ce qui précède, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La convention définit le cadre global d'un partenariat visant à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réussite du projet de La Scandibérique-EuroVelo 3.

La présente convention a pour objet de :

- Marquer l'engagement de [partenaire] à contribuer au développement de la Scandibérique – EuroVelo 3.
- Définir les modalités financières entre [partenaire] et le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France
- Définir les modalités de gouvernance et de fonctionnement pour la conduite du projet commun sur La Scandibérique-EuroVelo 3.

ARTICLE 2 – DATE ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à partir du 01/01/2020, ou au plus tard à compter de la signature par les partenaires.
Elle prendra fin le 31/12/2024. Elle pourra être prolongée ou modifiée par avenant, en cas de nécessité, et par commun accord entre les partenaires.

ARTICLE 3 – ORGANISATION GÉNÉRALE DU PROJET

Le **comité d'itinéraire** est le partenariat global formé autour de la véloroute dans le but de la faire naître et de l'animer. Il élabore, construit et porte le projet. Il détermine les modalités pratiques de sa gouvernance, de son animation et du déroulement des travaux. Il veille à la réalisation des actions prévues et évalue la mise en œuvre de la stratégie commune.
Sa gouvernance s'organise autour de deux pôles :

- Le comité de pilotage, organe politique et décisionnaire ;
- Le comité technique, organe technique opérationnel.

Le **comité de pilotage** est l'instance décisionnaire qui regroupe les partenaires co-financeurs du budget commun.
Il valide les grandes orientations et objectifs du comité d'itinéraire, son organisation, le plan d'actions et le budget. Chaque partenaire est représenté par un référent élu ou son représentant technique. Il dispose du droit de vote à raison d'une voix par partenaire financier. Ce droit de vote peut être exercé en présentiel lors des réunions du Copil ou à distance par vote électronique lorsque cela est possible.
Le comité de pilotage peut tenir informées et inviter, s'il le juge utile selon les points à l'ordre du jour, et avec voix consultative, une ou plusieurs structures associées ou extérieures.
Le comité de pilotage est présidé par le **chef de file** du comité d'itinéraire et se réunit une à deux fois par an. Les décisions sont prises en séance à la majorité des représentants présents.

Le comité de pilotage est épaulé dans ses travaux par un **comité technique** auquel il confie la mise en œuvre du plan d'actions et le respect du planning de réalisation.
Ce comité, composé des référents techniques des partenaires, définit collégialement des propositions d'actions pour le comité d'itinéraire à soumettre au comité de pilotage.
Ces référents techniques, au nombre de deux par territoire, seront issus de la collectivité et de l'organisme de tourisme ou d'attractivité associé.

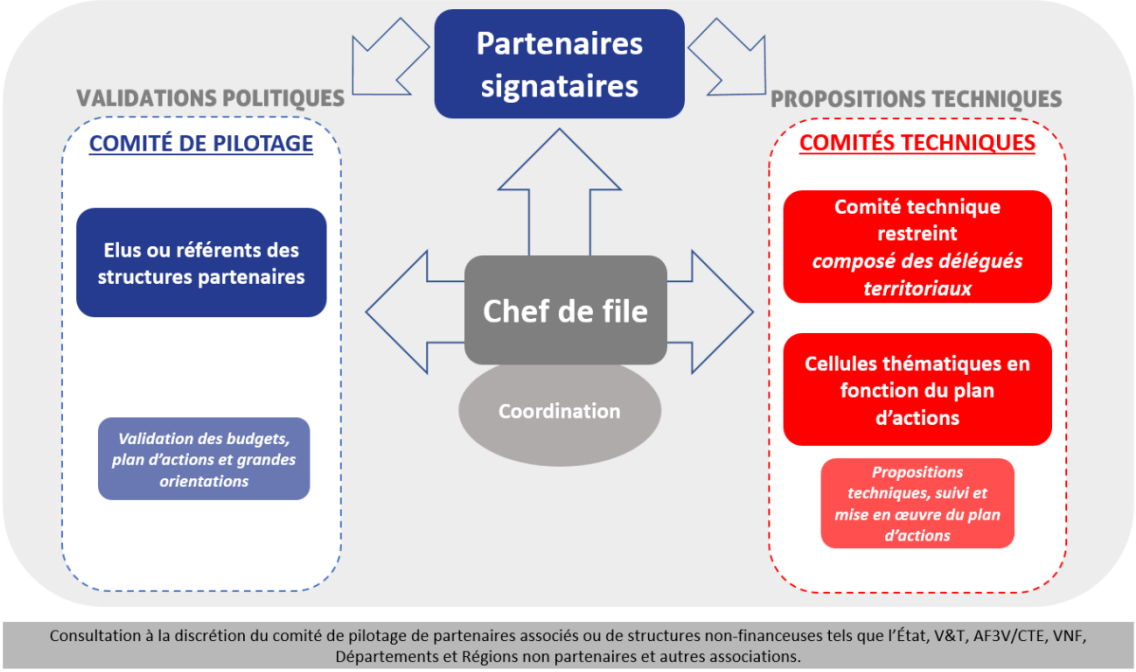
Pour la mise en œuvre des actions, des « **cellules thématiques** » ainsi que leurs référents pourront être désignés en appui à la coordination générale et au comité technique. Les référents techniques décideront des modalités d'organisation précises de ces cellules

thématiques. Selon le plan d'actions et les opportunités, elles pourront se structurer autour de thématiques ou d'actions spécifiques ou prendre la forme de comités techniques plus larges. Le comité technique se réunit une à deux fois par an en plénière et échange à intervalles réguliers, notamment sur des thématiques ciblées du plan d'actions.

La **coordination**, indispensable au bon fonctionnement du comité d'itinéraire, est organisée comme suit :

- Un **pilote**, intégré aux équipes du chef de file
- Un **coordinateur**, choisi par le chef de file, dont la mission est d'animer le projet sur les instructions du pilote pour la mise en œuvre du plan d'actions autre que web.
- De toute autre ressource humaine, dédiée au projet, qui pourrait être mobilisée via la convention.
- D'une **gestion administrative** (contractualisation des partenaires, comptabilité) assurée par le chef de file

Schéma de gouvernance :



ARTICLE 4 – PILOTAGE GÉNÉRAL DU PROJET

4.1 – Désignation, rôle et engagement du chef de file

Lors de la réunion du comité de pilotage le 21/01/2019 à Paris, le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France a été désigné comme **chef de file** du comité d'itinéraire de La Scandibérique-EuroVelo 3. A ce titre, le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France s'engage à :

- Présider le comité d'itinéraire, via un représentant élu désigné par ses soins. Il est le représentant, porte-parole et ambassadeur du collectif et du projet.
- Assurer le pilotage du projet, par l'intermédiaire d'un pilote désigné au sein de ses services.
- Gérer administrativement et financièrement le projet dans de bonnes conditions et dans le respect des objectifs fixés en commun.
- Assurer la coordination financière et la maîtrise d'ouvrage des actions communes.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France travaillera en étroite collaboration avec chaque partenaire.
Il assurera les relations avec les instances nationales compétentes : Services de l'Etat, France Vélo Tourisme, Tourisme & Territoires, AF3V…

Il est donc garant, pour le compte du collectif, de la mise en œuvre du plan d'actions.

4.2 – Rôle et engagement du coordinateur

En lien étroit avec le chef de file et son pilote, le coordinateur garantit, pour le compte de tous les partenaires, la bonne coordination opérationnelle du projet. Ils sont les garants de la mise en place des actions définies collégialement.
Dans le cadre de sa mission d'accompagnement auprès du chef de file, le coordinateur produit une prestation pour assurer la coordination du projet. Ses missions sont les suivantes :

- Coordonner le projet : organisation et suivi des réunions du comité technique et du comité de pilotage, collecte et traitement des informations fournies par les partenaires, production des documents techniques et compte rendus de réunions.
- Mettre en œuvre le plan d'actions conformément aux instructions et directives du pilote du projet et des recommandations transmises par le comité technique.
- Rendre compte de l'avancée des opérations aux partenaires du comité d'itinéraire.
- Être garant du respect des délais et de l'agenda des actions.

ARTICLE 5 – RÔLE ET ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

5.1 – Rôle et engagement du [partenaire CR/CD] et du partenaire [CRT/CDT] => SI CONVENTION TRIPARTITE ou si CRT/CDT partenaire signataire

En adhérant au projet par la présente convention, le [CD/CR] et le [**CRT/CDT**] s'engage à :

- Participer et assurer sa représentation dans les différentes instances (comité de pilotage, comité technique).
- Contribuer aux travaux mis en œuvre dans le cadre du plan d'actions.
- Appliquer et diffuser localement, dans les opérations qu'il réalise ou celles réalisées par ses partenaires, les décisions prises par le comité de pilotage.
- Animer le réseau des prestataires (hébergeurs, Offices de Tourisme, sites de visites, restaurateurs, loueurs/réparateurs de vélo) en lien avec l'itinéraire.
- Valoriser La Scandibérique-EuroVelo 3 dans ses supports de promotion et communication en respectant les éléments de la charte graphique et de l'identité visuelle.
- Contribuer à alimenter et fournir les données touristiques utiles aux outils de promotion et de commercialisation de l'itinéraire.
- Valoriser les labels et marques retenus par le comité de pilotage.
- Participer financièrement et techniquement, en fonction des possibilités, à accroître l'image et la notoriété de La Scandibérique-EuroVelo 3 en France et à l'étranger.

ARTICLE 6 – PLAN D'ACTIONS

Les partenaires s'engagent ensemble pour la mise en œuvre d'un plan d'actions pluriannuel, dont les objectifs majeurs sont les suivants :

- Améliorer la connaissance de l'itinéraire, en assurer la continuité ainsi que l'homogénéité de la signalisation.

- Assurer une identité forte et des outils de communication performants afin d'accroître la renommée de La Scandibérique-EuroVelo 3 sur les marchés français et internationaux, en fonction des clientèles cibles identifiées.
- Améliorer l'offre de services, développer l'intermodalité et observer la fréquentation et les retombées économiques pour mieux connaître et répondre aux clientèles de La Scandibérique-EuroVelo 3.
- Coordonner le partenariat et en assurer une gestion administrative et financière, indispensable au bon fonctionnement du projet.

Le plan d'actions prévisionnel 2020-2024 est présenté en Annexe 1.
Un bilan annuel des actions devra être réalisé afin d'évaluer l'avancement dans le plan d'actions.

ARTICLE 7 – FINANCEMENT

7.1 – Portage financier

Les participations au titre du financement du plan d'actions de La Scandibérique-EuroVelo 3 sont versées au Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France.
Le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France tient une comptabilité analytique permettant de distinguer les sommes affectées à la Scandibérique – EuroVelo 3 de ses autres activités et tient à disposition des partenaires tous les éléments et pièces justificatives de recettes et de dépenses, conformément à l'objet du projet ci-dessus décrit dans les 12 mois suivant le versement des fonds.
En cas de changement de chef de file, les participations reçues au titre du projet et non utilisées à la date du transfert, ainsi que tous les biens matériels et immatériels acquis pour ce projet, devront également être transférés au nouveau chef de file désigné dans les meilleurs délais.

7.2 – Engagements financiers

En adhérant au projet par la présente convention, [le partenaire] s'engage à verser une contribution annuelle forfaitaire de 10 000€ au Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France tel que défini collectivement suite au comité de pilotage du 15 octobre 2019.
Le Comité Régional du Tourisme Paris Ile-de-France au titre de son rôle de « Chef de file », mobilise une ressource humaine qui assure la coordination administrative et financière, valorisée à 10 000€ annuel pendant 4 ans, exclusif de toute autre participation.

7.3 – Recettes prévisionnelles

Au regard du nombre de partenaires potentiels, les recettes prévisionnelles du projet s'échelonnent de la façon suivante :

	2020	2021	2022	2024	**Total 4 ans**
Régions ou CRT					
Hauts-de-France	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Nouvelle-Aquitaine	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Départements ou CDT					
Nord	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Aisne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Oise	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Seine-et-Marne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Paris	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Val-de-Marne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Essonne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Loiret	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Vienne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**

Charente	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Charente-Maritime	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Gironde	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Lot-et-Garonne	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Landes	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Pyrénées-Atlantiques	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	**40 000 €**
Reliquat précédente convention	XXXX€				**XXXX€**
Total recettes prévisionnelles	XXXX€	170 000€	170 000€	170 000€	**XXXX €**

Il est précisé que la Région Île-de-France versera au Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France, chef de file de l'itinéraire depuis le 1er janvier 2019, le reliquat financier de la convention 2014-2018, au titre de l'exercice 2019, s'élevant à 114 834,32€.

7.4 – Dépenses prévisionnelles

Les dépenses prévisionnelles du projet sur la période 2020-2024 sont les suivantes :

Axe 1 | Infrastructures & Signalisation	Internalisé à la coordination
Axe 2 | Promotion & Communication	561 000 €
Axe 3 | Services, Intermodalité & Observation	130 000 €
Axe 4 | Coordination	209 000 €
Total sur 4 ans	900 000 €
Total/an	225 000 €

Chaque année, le comité de pilotage valide le budget et le plan d'actions annuel de l'exercice suivant. Dans le cadre de sa mission, le chef de file entreprend toutes les actions nécessaires au bon pilotage de l'itinéraire, notamment sur le plan budgétaire.
Toutefois si des frais supplémentaires devaient être engagés et non imputables au chef de file, ce dernier en avertira en amont le comité de pilotage selon la nature des dépenses (appel à un cabinet juridique, expertise comptable spécifique, etc.). Le cas échéant, ces frais seront également répartis entre les partenaires financeurs.

7.5 – Modalités de paiement

Le [partenaire financeur] recevra la facture de la contribution annuelle en janvier par courrier.
Le règlement se fera par virement bancaire au Comité Régional de Tourisme Paris Île-de-France, conformément au tableau de répartition ci-dessus.
Le règlement des frais supplémentaires définis à l'article 7.4 seront affectés à la contribution annuelle de l'année n+1.

Dans le cas où le montant des dépenses réelles serait inférieur à celui de la dépense prévisionnelle, le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France s'engage à rembourser le partenaire au prorata de sa contribution en fin de partenariat.

COORDONNÉES BANCAIRES DU COMITÉ RÉGIONAL DE TOURISME PARIS ÎLE-DE-FRANCE

Code banque : 10107

Code guichet : 00103

Code BIC : BREDFRPPXXX

N° de compte : 00218028733 clé : 92

Domiciliation : BRED PARIS BOURSE

Tel : 08 20 33 61 03

N° IBAN :

FR76 1010 7001 0300 2180 2873 392

7.6 - Clause annuelle de révision des actions

Le plan d'actions et le budget pourront être adaptés chaque année sur la base d'un bilan annuel d'activité.

ARTICLE 8 – DÉFAILLANCE DU PARTENAIRE, PARTENAIRE SUPPLÉMENTAIRE : « AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTIONS »

En cas de non-versement par le [partenaire] de sa contribution, il sera considéré que le [partenaire] se retire du projet et n'est plus membre du comité d'itinéraire.
Dans ce cas, le comité de pilotage acte un nouveau plan d'actions pour tenir compte de la baisse des recettes et réduire en proportion l'ampleur de certaines actions du plan d'actions, et le [partenaire] s'expose aux conséquences suivantes :

- L'obligation de signer une charte d'usage pour l'utilisation de la marque La Scandibérique.
- L'absence du droit de vote au sein des instances du comité d'itinéraire.
- La réduction ou suppression de la valorisation touristique de leur offre sur les supports de promotion de l'itinéraire : notamment les points d'intérêt touristique et les établissements marqués Accueil Vélo sur le site internet.
- L'absence de droit au bénéfice des actions collectives gérées par la coordination.
- L'absence de droit au bénéfice des actions collectives de promotion et de marketing de l'itinéraire

En cas de désengagement d'un partenaire après versement de sa contribution, son financement du plan d'actions pour l'année visée sera réputé acquis et ne pourra pas lui être remboursé.
En cas d'entrée d'un nouveau partenaire financeur en cours de convention quinquennale, il appartient au comité de pilotage de réviser le plan d'actions et le plan de financement pour tenir compte de cette participation supplémentaire. Une convention est alors conclue entre le chef de file, et le nouveau partenaire, précisant les modalités de versement selon le schéma mis en place par la présente convention.

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES DE LA MARQUE

L'ensemble des travaux produits sera propriété partagée de l'ensemble des partenaires membres du comité d'itinéraire. A ce titre, le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France s'engage à fournir tous les documents utiles à chacun des partenaires.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause les objectifs définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La mise en œuvre des dispositions visées à l'article 8 précité entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention pour ce qui concerne le partenaire défaillant, sauf cas de force majeure ou accord du comité de pilotage.
En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre.
Le [partenaire] pourra également résilier la convention, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la subvention du [partenaire] prévue dans la présente convention.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.
A défaut de règlement amiable, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait en deux/trois exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

A …….. date ……...

Eric Jeunemaitre	Prénom NOM	Prénom NOM si tripartite
Président du Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France	Président(e) du partenaire	Président(e) du partenaire si tripartite

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-272

DU 27 MAI 2020

SOUTIEN AU RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL VÉLO (RER-V) ET AUX PISTES CYCLABLES PROVISOIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi d'orientations des mobilités (LOM) votée par l'assemblée nationale le 19 novembre 2019 ;

VU la délibération n° CR92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR2017-62 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération CR 2017-54 du 9 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route, modifiée par la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 ;

VU la délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 relative au Plan vélo régional ;

VU la délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018 approuvant l'adaptation du plan vélo régional, et adoptant la convention territoriale d'exercice concerté des compétences (CTEC) type ;

VU la délibération n° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 relative au budget participatif écologique ;

VU la séance du 14 mars 2018 de la Conférence Territoriale de l'Action publique ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-272 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le dispositif de soutien régional au RER-V, tel que joint en annexe 1 à la présente

délibération.

Article 2 :

Approuve la convention de financement type relative aux projets du RER-V, jointe en annexe 2 à la présente délibération, pour les subventions attribuées dans le cadre d'une maitrise d'ouvrage directe.

Article 3 :

Décide de mettre en place une coopération entre pouvoirs adjudicateurs avec le Cerema pour réaliser une mission d'expertise technique spécifique à la mise en œuvre du projet de RER-V.

Affecte une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Études générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

Article 4 :

Modifie le dispositif de soutien régional aux projets cyclables, approuvé par délibération n° CR 2017-77 du 18 mai 2017 et modifié par délibération n° CP 2018-192 du 30 mai 2018, tel que joint en annexe 3 à la présente délibération.

Article 5 :

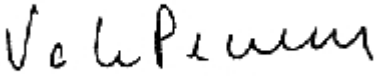
Autorise, compte-tenu de l'urgence sanitaire et pour les aménagements réversibles, la prise en compte des dépenses à compter du 15 avril 2020 pour le dispositif de soutien régional au RER-V ainsi que pour le dispositif modifié de soutien régional aux projets cyclables.

Article 6 :

Décide de mettre en place un « smart service » francilien dédié au vélo, regroupant les données relatives aux équipements cyclables d'Ile-de-France, à leur disponibilité ainsi qu'à leur usage.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 78 « Autres actions », programme HP 78-001 « Circulations douces », action 17800101 « Réseaux verts et équipements cyclables » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc180862-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : DISPOSITIF DE SOUTIEN RÉGIONAL AU RER-V

DISPOSITIF DE SOUTIEN RÉGIONAL AU RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL VÉLO

La Région souhaite soutenir le développement du Réseau Express Régional Vélo (ou RER-V), conçu comme un réseau d'itinéraires cyclables à haut niveau de service visant à développer l'usage du vélo pour tous, grâce à des infrastructures cyclables attractives et sans coupures.

Afin de faire émerger plusieurs itinéraires structurants rapidement et d'éviter la dispersion des moyens, il est proposé de réaliser le RER-V en deux temps. La Région a ainsi souhaité définir au sein du RER-V et en concertation avec le Collectif Vélo Île-de-France les axes sur lesquels devront se concentrer en priorité les efforts techniques et financiers.

Les axes retenus dans le cadre de cette première phase sont parmi les plus avancés, les plus stratégiques et les plus largement portés par les collectivités territoriales maitres d'ouvrages des aménagements cyclables (départements, communes et groupements de communes). Ils représentent environ 2/3 du réseau proposé par les associations. La Région se fixe un objectif de réalisation des itinéraires de la première phase pour 2025.

Article 1 : Réseau

1.1 Carte du réseau

Le réseau est composé de plusieurs axes d'échelle régionale, dont la carte est approuvée par délibération du conseil régional et présentée en annexe n°1.

Cette carte distingue deux phases d'aménagement du RERV, et le présent dispositif ne s'applique qu'aux itinéraires de la phase 1. La concentration du financement régional sur ces itinéraires vise ainsi à canaliser les efforts des collectivités territoriales maitres d'ouvrages afin de faire émerger rapidement des itinéraires continus.

1.2 Définition des itinéraires

La carte présentée en annexe n°1 définit des principes de liaison entre les pôles qui y sont identifiés par des toponymes. Le tracé précis des itinéraires formant le RER-V, et permettant de relier ces pôles, est défini par les instances de pilotage du RER-V, prévues à l'article 2.3.

Ces instances précisent les voiries empruntées par un itinéraire, et les principes d'insertion de cet itinéraire. Lorsque la commission permanente se prononce sur l'attribution d'une subvention au titre du présent dispositif, elle valide ce tracé, en déclinaison de la carte du réseau (annexe 1).

Article 2 : Critères d'éligibilité

2.1 Inscription dans la phase 1 du RER-V

La participation financière de la Région s'applique aux projets situés sur la phase 1 du RER-V, tel que définie à l'article 1 et présentée en annexe n°1.

2.2 Situation des aménagements sur une « ligne » du RER-V

Afin de piloter la mise en œuvre opérationnelle du réseau de la phase 1 du RER-V, celui-ci est découpé en plusieurs sections cohérentes dénommées « lignes », présentées en annexe 2.

La commission permanente délibère le tracé précis de chacune des lignes du RER-V. Elle s'appuie pour cela sur un avis des instances de pilotage définies au 2.3.

La commission permanente peut délibérer sur le tracé de tout ou partie de chacune des lignes. Elle peut amender un tracé sur lequel aucun aménagement n'a encore fait l'objet d'affectations au titre du présent dispositif « RER-V ». Elle ne peut toutefois pas approuver deux tracés distincts reliant deux mêmes points sur une ligne ou section de ligne.

La participation financière de la Région au titre du présent dispositif s'applique aux projets situés sur les tracés ainsi définis.

Le découpage par ligne ne préjuge pas de la future signalisation du réseau RER-V.

2.3 Instances de pilotage

Des instances de pilotage sont mises en œuvre pour chaque ligne, présidées par la Région. Elles réunissent les parties prenantes sur la ligne, notamment les Départements traversés ainsi que les principaux gestionnaires de voirie susceptibles d'être concernés par le tracé définitif de la ligne.
Ces instances proposent un tracé précis pour la ligne dont elles assurent la coordination et le suivi, dans son ensemble ou par section. Elles sont le lieu privilégié pour discuter de la répartition des maitrises d'ouvrage sur l'ensemble d'une ligne, ou d'une section de ligne. Elles suivent la construction des aménagements situés sur la ligne et coordonnent leur réalisation.

Le maitre d'ouvrage sollicitant une subvention pour un projet situé sur une ligne du RER-V participe aux instances de pilotage de la ligne correspondante. Les subventions régionales sont soumises à la participation effective du maître d'ouvrage à ces instances.

Avant de solliciter l'attribution d'une subvention, le maître d'ouvrage présente dans l'une de ces instances le calendrier de réalisation prévisionnel de l'ensemble des aménagements dont il porte la maitrise d'ouvrage sur la ligne du RER-V concernée.

Ce programme de réalisation peut être découpé en sous-sections fonctionnelles, présentant une utilité pour les déplacements à vélo avant l'achèvement complet de la ligne du RER-V concernée.

2.4 Aménagements préfigurant la réalisation définitive du RER-V

La participation régionale s'applique également aux aménagements souples, légers et réversibles permettant de préfigurer le réseau définitif. Ces aménagements représentent une occasion de vérifier l'opportunité d'un aménagement avant de le pérenniser après d'éventuelles adaptations. Dans le cadre de la crise sanitaire du Covid19, ces aménagements légers permettent aussi de faciliter l'usage du vélo, qui permet de préserver la distanciation sociale.

Afin de répondre à l'urgence sanitaire, la participation régionale à ce type d'aménagements se fait par dérogation aux articles 2.2 et 2.3 ci-dessus, jusqu'à la fin de l'obligation des mesures de distanciations sociales. Le maitre d'ouvrage doit cependant justifier de l'inscription de son projet sur le réseau défini à l'article 1, et montrer comment celui-ci s'intègre dans une liaison entre deux pôles identifiés sur la carte de ce réseau. L'itinéraire cyclable créé grâce aux aménagements réversibles ainsi subventionnés doit être cohérent à l'échelle d'un déplacement à vélo.

2.5 Respect du cahier des charges du RER-V

Le cahier des charges du RER-V (annexe n°3) détaille les principes et caractéristiques techniques des aménagements composant le RER-V.

Il définit également une charte graphique et une charte signalétique, afin de rendre cohérent, homogène et lisible l'ensemble du réseau RER-V.

Les projets subventionnés doivent respecter le cahier des charges technique figurant en annexe au présent dispositif.

Ils devront également répondre à la réglementation nationale et aux préconisations du CEREMA.

Article 3 : Modalités de financement

3.1 Taux de financement

La dépense subventionnable est calculée sur le coût hors taxes ou TTC du projet selon que le bénéficiaire est éligible ou non au FCTVA.

Le taux de participation régional est fixé à 60% maximum des dépenses subventionnables.

3.2 Dépenses éligibles et plafonds de dépenses subventionnables

La participation financière de la Région au titre du RER-V s'applique aux actions listées ci-dessous, dans la limite des plafonds de dépense subventionnable définis pour chaque action :

- **Toutes les études et procédures induites** (études de faisabilité, d'impact, et autre études nécessaires à l'enquête publique, etc.).

  Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 1 000 000 € par étude ou prestation.

- **Les travaux de réalisation ou d'amélioration d'un aménagement cyclable**, ainsi que les dépenses directement liées à ces travaux. La participation régionale s'applique aux travaux nécessaires à la réalisation de l'aménagement, y compris la signalisation et le jalonnement, l'éclairage et le mobilier urbain lorsqu'ils sont dédiés à un usage cyclable. Elle s'applique également aux études détaillées nécessaires à la réalisation des travaux dans la limite d'un montant représentant 15% maximum du montant total des travaux, ainsi qu'aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ces travaux.

  Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 1 000 000 € par km d'aménagement cyclable créé ou amélioré.

  Le plafond de la dépense subventionnable est de 10 000 000 € par opération pour les ouvrages d'art dédiés aux vélos et les aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections ;

- **Les aménagements souples, légers et réversibles** permettant de préfigurer des aménagements cyclables définitifs ou répondant à l'urgence sanitaire

  Le plafond de dépense est de 200 000 € par km aménagé.

- **Les travaux d'implantation de signalisation directionnelle** verticale et horizontale**.**

  Pour la mise en place de la signalisation verticale et directionnelle, le plafond de dépense

subventionnable est de 50 000 € par km d'itinéraire équipé. Pour la mise en place de la signalisation horizontale, le plafond de dépense subventionnable est de 100 000 € par km d'itinéraire équipé.

- **La création d'équipements de service :** supports d'information ou totem, station de gonflage et petites réparations, aires de repos ou tout autre équipement visant à améliorer le niveau de service d'une ligne du RER V.

  Le plafond de dépense subventionnable est fixé à 50 000 € par équipement de service.

- **Les travaux d'implantation de stationnements cyclables**.

  Le plafond de dépense subventionnable est de 1000 € par place de stationnement cyclable aménagée et 2000 € si la place est sécurisée (stationnement de type locaux collectifs ou box individuels). Les opérations situées à proximité des gares et dont la vocation principale est l'intermodalité entre le vélo et les transports collectifs ne sont pas éligibles, car elles entrent dans le champ d'intervention du schéma directeur du stationnement vélo en gares et stations porté par Île-de-France Mobilités

- **Les dépenses d'investissement permettant d'assurer le suivi et l'évaluation** du RER-V : compteurs vélo, etc.

  Le plafond de dépense subventionnable est de 4000 € pour les actions de suivi-évaluation (dont notamment les comptages).

Mode de calcul du linéaire subventionnable : est pris en compte pour le calcul de la dépense plafond, le linéaire de l'aménagement créé selon les règles suivantes :

- Pour les aménagements cyclables bilatéraux, le linéaire est comptabilisé deux fois.
- Pour les aménagements cyclables unilatéraux, le linéaire est comptabilisé une fois.

Sont exclus des dépenses subventionnables les travaux d'entretien et de rénovation de voirie, ainsi que les travaux qui ne sont pas directement nécessaires pour la réalisation du projet cyclable, et qui ne sont pas liés à un usage cyclable.

L'éclairage et le mobilier urbains sont également exclus lorsqu'ils ne participent pas directement à l'aménagement en faveur des déplacements cyclables.

Article 4 : Bénéficiaires

Les bénéficiaires des subventions régionales au titre du présent règlement d'intervention sont les maîtres d'ouvrages potentiels du RER-V, à savoir :

- Les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- L'Etat et ses établissements publics ;
- La RATP, la SNCF ;
- Les délégataires des précédentes structures et entités.

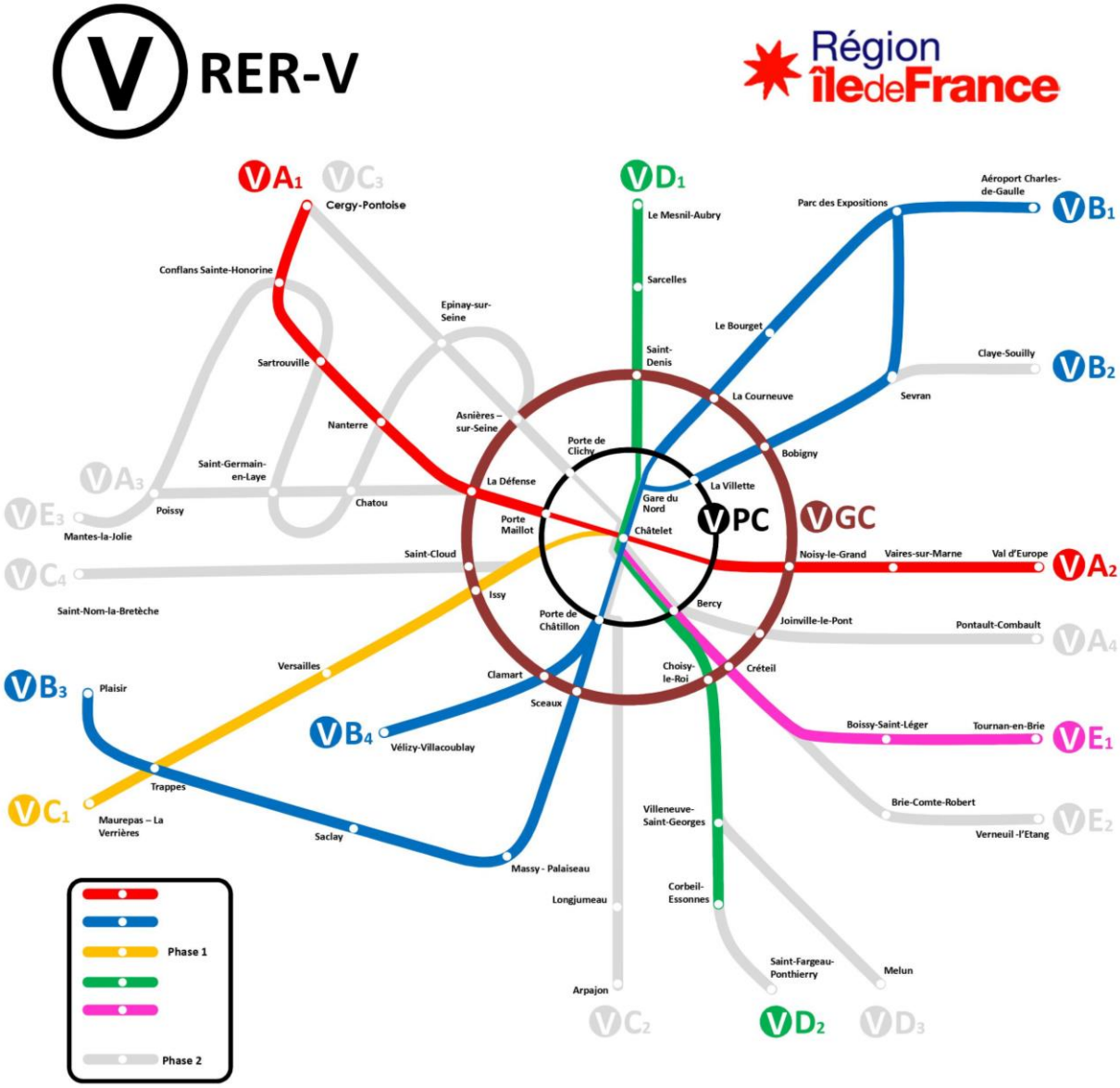
Tableau récapitulatif des subventions régionales dans le cadre du soutien régional aux projets cyclables :

Actions pouvant être soutenues	Taux maximum de la dépense subventionnable	Plafond maximum de dépense subventionnable	Bénéficiaires
Les aménagements souples, légers et réversibles pré figuratif	60%	200 000 € / km	Collectivités territoriales et leurs groupements Etat et ses établissements publics Titulaires d'un mandat ou d'une délégation de maîtrise d'ouvrage RATP, SNCF Les délégataires des précédentes catégories
Etudes et procédures induites		1 000 000 €	
Les travaux de réalisation ou d'amélioration d'un aménagement cyclable **Et résorption des coupures**		1 000 000 € / km 10 M€ maximum par ouvrage d'art ou traitement de sécurité aux intersections	
Les travaux d'implantation de signalisation verticale et directionnelle		SH 100 000 € /km SV 50 000 €/km	
Etudes de faisabilité et d'avant-projet : Ouvrages d'art et aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections		1 000 000 €	
Dispositifs de stationnement		1000 € / place 2000 € / place pour le stationnement sécurisé (de types locaux collectifs ou box individuels)	
Suivi, évaluation		4000 € par point de comptage	
Services Etudes Investissement (local, matériel,…)		50 000 € par équipement	

Article 5 : Modalités de versement et de suivi / conventions

Les aides attribuées au titre du présent règlement font l'objet de conventions de financement conclues entre la Région et le bénéficiaire, conformes au modèle adopté par délibération du conseil régional ou de sa commission permanente.

ANNEXE 1 AU DISPOSITIF : CARTE DU RER-V



ANNEXE 2 AU DISPOSITIF : LIGNES DÉFINIES POUR LE PILOTAGE DU RER-V

Section	Pôles à relier
A1	Cergy-Pontoise - Sartrouville - Nanterre - La Défense - Porte Maillot - Châtelet
D1	Le Mesnil-Aubry - Sarcelles - Saint-Denis - Gare du Nord
B1	Aéroport Charles-de-Gaulle - Parc des Expositions - Le Bourget - La courneuve - Gare du nord
B2	Parc des Expositions - Sevran - Bobigny - Gare du Nord - Châtelet
A2	Val d'Europe - Vaires-sur-Marne - Noisy-le-Grand - Châtelet
E1	Tournan-en-Brie - Boissy-Saint-Léger - Créteil - Bercy - Châtelet
D2	Corbeil-Essonnes - Villeneuve-Saint-Georges - Choisy-le-Roi - Bercy - Châtelet
B3	Plaisir - Trappes - Saclay - Massy-Palaiseau - Sceaux - Porte de Châtillon - Châtelet
B4	Vélizy-Villacoublay - Clamart - Porte de Châtillon - Châtelet
C1	Maurepas-La Verrières - Trappes - Versailles - Issy-les-Moulineaux - Châtelet
Petite ceinture	Porte Maillot - Porte de Clichy - La Villette - Bercy - Porte de Châtillon - Porte Maillot
Grande ceinture	La Défense - Asnières-sur-Seine - Saint-Denis - La Courneuve - Bobigny - Noisy-le-Grand - Joinville-le-Pont - Créteil - Choisy-le-Roi - Sceaux - Clamart - Issy-les-Moulineaux - Saint Cloud - La Défense

ANNEXE 3 AU DISPOSITIF : CAHIER DES CHARGES TECHNIQUE

La réalisation d'un réseau cyclable à haut niveau de service (RCHNS), décliné en plusieurs itinéraires, est une des réponses à la saturation des routes et transports en commun et à la pollution de l'air en Île-de-France.

Ce réseau à haut niveau de service est également une réponse au morcellement des aménagements cyclables en Île-de-France, qui ne forment pas de continuité au-delà de l'échelle locale. Le RCHNS francilien est donc conçu comme le niveau hyper-structurant du réseau cyclable en Île-de-France.

Le RER-V, par la qualité et l'attractivité des aménagements qu'il propose, est une des conditions pour faire du vélo un véritable transport de masse et atteindre une part modale à deux chiffres, quels que soient les territoires considérés.

Article 1 : Objectifs et principes du RER-V

L'aménagement de ces itinéraires vise à développer l'usage du vélo sur des itinéraires identifiés comme à fort potentiel, mais sur lesquels, pour lever les freins à la pratique, il manque des infrastructures cyclables attractives.

Il doit également permettre d'augmenter la portée des déplacements effectués à vélo en Île-de-France (jusqu'à 10 km et plus), pour profiter pleinement de l'essor du Vélo à Assistance Electrique (VAE).

Ce réseau structurant doit répondre aux besoins des cyclistes du quotidien en matière de:

- Confort
- Sécurité
- Continuité
- Efficacité
- Lisibilité
- Capacité

Il doit être identifiable facilement par l'ensemble des usagers (y compris les non-cyclistes).

Ce réseau doit être homogène sur l'ensemble de la Région. Il doit respecter plusieurs principes techniques, listés ci-dessous :

- Tracé direct
- Permettre le dépassement confortable entre cyclistes
- Revêtement de qualité
- Eclairage
- Continuité et lisibilité pour le cycliste de l'aménagement aux intersections
- Identité visuelle
- Jalonnement efficace
- Sécurité

Article 2 : Caractéristiques techniques

Les principes techniques définis à l'article 1 devront être déclinés en caractéristiques

techniques précises, afin d'aboutir à un cahier des charges détaillé.

Afin de s'adapter au contexte francilien, un travail de définition de ce cahier des charges détaillé devra être conduit en 2020. Il sera mené en partenariat avec les collectivités territoriales maîtres d'ouvrage du RER-V en Île-de-France, et permettra de détailler les différentes modalités d'insertion possibles de ces itinéraires à haut niveau de service.

La définition de ce cahier des charges fait l'objet d'un partenariat avec le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema). Le Cerema est en effet reconnu par l'ensemble des acteurs de la mobilité pour ses compétences techniques, et produit des recommandations pour la réalisation des aménagements cyclables sur lesquelles s'appuient les gestionnaires de voirie concepteurs des aménagements cyclables.

Article 3 : Instruction des demandes de subvention

Les projets pour lesquels les collectivités territoriales maitres d'ouvrages solliciteront des subventions, visant à compléter ou à améliorer les itinéraires du RER-V, devront répondre au cahier des charges détaillé visé à l'article 2.

En attendant la réalisation et l'approbation de ce cahier des charges détaillé, le présent cahier des charges simplifié s'appliquera de manière provisoire. Lors de l'instruction des dossiers de demande de subvention, la Région appréciera au cas par cas le respect des principes techniques listés à l'article 1.

ANNEXE 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT TYPE RELATIVE AUX OPÉRATIONS DU RER-V

CONVENTION N°

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2019-483 du 20 novembre 2019,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan Vélo Régional-Soutien régional au Réseau Express Régional Vélo » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°……. du …….

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° …… du ……., la région Île-de-France a décidé de soutenir …….. pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : …….. (référence dossier n°…….).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à …% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à ……. €, soit un montant maximum de subvention de …… €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter la règlementation nationale (Code de la route) et les préconisations du CEREMA en matière d'aménagement et de signalétique.

Il s'engage également à respecter le cahier des charges technique du RER-V, approuvé par délibération n°…… du ……..

A l'exception des aménagements cyclables réversibles et préfigurant les aménagements définitifs, le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité : réalisation d'itinéraires et d'équipements cyclables, à en assurer la gestion et l'entretien.

À la livraison du bien subventionné, le bénéficiaire s'engage à fournir les informations dans un format compatible avec la base de données régionale concernant, en fonction de la nature de l'action : le tracé de l'opération, le positionnement des points de stationnement et services, des points de comptages.

Le bénéficiaire s'engage également à fournir chaque année à la Région le résultat des campagnes de suivi-évaluation menées sur son territoire et ayant bénéficié de crédits régionaux.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'ORGANISATION ET AU SUIVI DU PROJET

L'opération subventionnée est située sur une ligne du réseau RER-V tel que défini par délibération du conseil régional n°…….. Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à participer aux instances de pilotage de la ligne du RER-V concernée, instances présidées par la Région et dont le fonctionnement est détaillé ci-dessous :

ARTICLE 2.2.1 : Le Comité de ligne

Le comité de ligne regroupe les maîtres d'ouvrage d'une ligne du RER-V ainsi que la région Île-de-France, les autres financeurs et le Collectif Vélo Île-de-France. Il se réunit au moins une fois par an, et permet d'informer ses membres sur les orientations et les démarches à engager.

Il est l'instance privilégiée pour notamment :

- Assurer une cohérence temporelle des sections aménagées ;
- Coordonner la mise en œuvre de la signalisation directionnelle cyclable sur le RER-V ;
- Coordonner la mise en œuvre des actions de promotion / communication.

Le comité de ligne est réuni par la région Île-de-France. Ses membres sont convoqués avec un préavis d'un mois minimum. Un ordre du jour est transmis en amont de sa tenue, ainsi que les éléments qui y seront présentés le cas échéant.

ARTICLE 2.2.2 : Le Comité technique

Sous la présidence de la région Île-de-France, le comité technique est composé à minima des maîtres d'ouvrage de la ligne ou de la section de ligne concernée, ainsi que des financeurs. En fonction des sujets à aborder et de la gouvernance locale, il peut intégrer d'autres partenaires.

Le comité technique peut porter sur un périmètre plus restreint que le comité de ligne (section de ligne).

Il se réunit autant que de besoin pour partager des éléments techniques, développer un point technique particulier si nécessaire, et suivre le déroulement administratif, financier et technique des projets situés sur la section concernée.

Il est l'instance privilégiée pour notamment :

- Définir la répartition des maitrises d'ouvrage ;
- Partager les éléments d'études techniques et s'assurer de la compatibilité et de l'homogénéité des aménagements composant un itinéraire du RER-V ;
- Assurer une cohérence temporelle des sections aménagées.

Le comité technique est réuni par la région Île-de-France. Ses membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, avec transmission d'un ordre du jour permettant aux maitres d'ouvrage de préparer les éléments nécessaires et de les présenter lors de sa tenue.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter …. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE SIGNALISATION ET DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions en matière de signalisation et de communication prévues dans le cahier des charges technique du RER-V, approuvé par délibération n°…….. du ……

Pour les actions de communication ne relevant pas de ce cahier des charges, l'information relative au soutien régional prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc. Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération, si elle a fait l'objet d'un premier appel de fond émis dans les délais. Dans le cas où la demande de versement du premier d'acompte constitue la demande de versement du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans

sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de ……. justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le versement du solde est également subordonné à la transmission par le bénéficiaire des documents permettant de constater la réalisation des prestations subventionnées, et leur conformité à l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …… et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le ……...

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.1 et 2.4, elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention, ou en cas de résiliation tel que prévu à l'article 5..

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° …… du ……..

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

ANNEXE 3 : DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX PROJETS CYCLABLES

DISPOSITIF DE SOUTIEN RÉGIONAL AUX PROJETS CYCLABLES

Le niveau d'aide régionale est hiérarchisé en fonction de l'engagement du porteur de projet dans une véritable **stratégie de développement de la pratique cyclable** se concrétisant dans le cadre d'un **document stratégique territorial**, dont l'élaboration pourra également être subventionnée, et se déclinant en un **plan d'actions** sur lequel le porteur de projet s'engage formellement.

Article 1 : Critères d'éligibilité

La participation financière de la Région s'applique aux actions suivantes répondant aux priorités régionales sur l'ensemble du territoire francilien :

- **Etudes d'élaboration d'un document stratégique territorial cyclable**

La définition d'une stratégie cyclable du territoire doit s'opérer selon les conditions suivantes :

1/ porter sur un périmètre pertinent :

Le document stratégique territorial cyclable doit porter sur un périmètre pertinent pour le porteur de projets. Ce schéma peut être scindé en plusieurs zones géographiques. Son élaboration doit être menée en concertation avec les communes ou EPCI limitrophes pour assurer une cohérence partout où c'est nécessaire. Une collectivité locale peut porter, seule, un projet et bénéficier du soutien du présent dispositif sous réserve qu'un schéma soit fait à l'échelle d'un territoire pertinent.

2/ traiter des volets infrastructures, stationnement services et promotion du vélo :

Le document stratégique territorial doit contenir à minima 3 cartes portant sur les volets suivants :

- liaisons cyclables et infrastructures ;
- stationnement, équipement, jalonnement ;
- services.

Le document stratégique territorial porte également engagement dans la promotion du vélo auprès des usagers via des actions de communication, de concertation et de sensibilisation. Il est également recommandé que la collectivité porteuse fasse émerger des initiatives au niveau du territoire en termes de gouvernance.

3/ constituer un engagement ferme à réaliser un plan opérationnel à court terme

Le porteur du projet, tel que défini à l'article 2, doit s'engager à réaliser un **plan d'actions** en faveur du vélo, sous forme d'un programme d'opérations sur 3 ans, sur lequel le porteur de projet doit s'engager formellement par délibération.

Les taux maximum de subvention attribués par la commission permanente sont modulés en fonction de l'existence d'un document stratégique territorial. Les actions contenues dans le plan opérationnel pour cette durée des 3 ans sont éligibles au taux maximum « avec document stratégique ». Elles doivent être engagées par les collectivités porteuses de projet

par tranches successives. Le plan dans son ensemble doit proposer des coûts équilibrés pour chaque tranche.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'opérations d'infrastructures lourdes (par exemple des franchissements) réalisées par la RATP, la SNCF, VNF ou l'Etat, le porteur de projet est dispensé de plan d'action triennal. Il doit pour cela justifier que l'ouvrage constitue un élément structurant de la continuité cyclable entre les territoires adjacents et doit joindre à son dossier le document stratégique territorial cyclable adopté par au moins l'un des territoires adjacents, faisant mention de l'ouvrage.

Le porteur de projet peut réviser son plan d'action par une nouvelle délibération. La version révisée est soumise à validation du conseil régional ou de sa commission permanente à l'occasion de l'approbation d'une nouvelle tranche d'opération du plan (tranche 2 ou 3).

- **Aménagements cyclables**

Compléter le réseau cyclable et résorber les coupures, en accompagnant les opérations sur le réseau viaire définies dans les schémas de circulations douces des territoires et leur plan opérationnel, en vue de répondre aux priorités régionales suivantes :

- Développer les itinéraires d'accès cyclable aux réseaux armatures de transport public : seules peuvent être financées les opérations cyclables situées dans un rayon de 2 kilomètres en petite couronne (Ville de Paris et les départements 92, 93 et 94) et de 5 kilomètres en grande couronne (Départements 77, 78, 91 et 95) autour d'une gare (ferroviaire ou routière), de stations de TCSP (bus ou tramway), ou d'aires de co-voiturage.

- Améliorer l'accès par les circulations douces aux équipements régionaux, et notamment les lycées, CFA et îles-de-loisirs. Seules peuvent être financées les opérations situées dans un rayon de deux kilomètres autour de l'équipement ;

- Développer l'accès aux pôles d'emploi et d'éducation : seules peuvent être financées les opérations situées dans un rayon de deux kilomètres en petite couronne (Ville de Paris et les départements 92,93 et 94) et cinq kilomètres en grande couronne (Départements 77, 78, 91 et 95) autour d'une zone d'emploi d'intérêt régional, d'un tiers-lieux soutenu par la Région ou d'un établissement d'éducation.

- **Apaisement de la circulation**

Généraliser le partage de la rue dans les territoires par la mise en œuvre de :

- plan de généralisation de zones de circulation apaisée à l'échelle d'un territoire pertinent, qui peut être phasé, sur lequel le porteur de projet doit s'engager formellement (par délibération et via la convention de financement) ;

- plan global de mise à double sens cyclable des voiries à sens unique, à l'échelle d'un territoire pertinent (ville, intercommunalité, autour d'un projet de transport structurant), qui peut être phasé et sur lequel le porteur de projet doit s'engager formellement (par délibération et via la convention de financement).

- **Stationnement**

Proposer sur l'ensemble des espaces publics ou accessibles au public francilien, y compris et de préférence en lieu et place du stationnement des véhicules motorisés sur chaussée (en lien par exemple avec les dispositions du Plan d'Action pour les Mobilités Actives[1]), des espaces de stationnement pour vélos : arceaux avec deux points d'accroche, abris, espaces clôturés, boxes, etc.

Les opérations sont éligibles uniquement si elles s'intègrent dans le cadre d'un plan global à l'échelle d'un territoire pertinent (ville, intercommunalité, autour d'un projet de transport structurant). Le porteur de projet doit produire un diagnostic de l'existant, mener une réflexion sur les pôles générateurs de déplacements à l'échelle de son territoire et proposer un plan de généralisation, pouvant être phasé, sur lequel il doit s'engager formellement (par délibération et via la convention de financement).

Les opérations situées à proximité des gares et dont la vocation principale est l'intermodalité entre le vélo et les transports collectifs ne sont pas éligibles, car elles entrent dans le champ d'intervention du schéma directeur du stationnement vélo en gares et stations porté par Île-de-France Mobilités.

- **Jalonnement**

Jalonner l'espace public, afin d'assurer la lisibilité des itinéraires cyclables

Les opérations sont éligibles uniquement si elles s'intègrent dans le cadre d'un plan d'ensemble de jalonnement à l'échelle d'un territoire pertinent : ville, intercommunalité, autour d'un projet de transport ou d'une liaison structurante. Le porteur de projet doit produire un diagnostic de l'existant, mener une réflexion sur les pôles générateurs de déplacements à l'échelle de son territoire et proposer un plan de généralisation, pouvant être phasé, sur lequel il doit s'engager formellement (par délibération et via la convention de financement).

- **Suivi et évaluation**

Développer des dispositifs de suivi et d'évaluation : soutien à la réalisation de comptages sur les aménagements cyclables et le stationnement vélo, via l'implantation de compteurs vélo notamment.

- **Services à destination des cyclistes**

Soutenir la création, le développement et la mise en réseau de points de services à destination des cyclistes et prioritairement via l'implantation de Points services vélo en gare ou dans les polarités urbaines :

  - Etude de faisabilité déterminant les modalités organisationnelles et le modèle économique, évaluant le coût d'investissement et de fonctionnement, les effets économiques, sociaux et environnementaux ;

  - Création ou développement de services : ateliers de réparation-entretien, vélo-écoles, services vélo en gare ou en entreprises, etc.

1 Ou PAMA : Annoncé le 5 mars 2014 par le Ministre délégué aux transports, à la mer et à la pêche, et en voie d'achèvement début 2017 avec plus de 80 % des mesures réalisées.

Article 2 : Bénéficiaires

Les bénéficiaires des subventions régionales au titre du présent règlement d'intervention régional, sont les maîtres d'ouvrages des opérations, à savoir :

- les collectivités territoriales et leurs groupements, l'Etat et ses établissements publics ;

- les gestionnaires des îles de loisirs de la région Ile-de-France ;

- la SNCF et la RATP ;

- les délégataires des précédentes structures et entités.

Les associations sont également éligibles, mais uniquement pour les actions ayant trait aux services et sous réserve de bénéficier d'un appui de la collectivité concernée.

Article 3 : Modalités de financement

1/ Taux de financement

La dépense subventionnable est calculée sur le coût hors taxes ou TTC du projet selon que le bénéficiaire est éligible ou non au FCTVA.

- **Études de définition d'une stratégie cyclable :** financées à hauteur de 50 % maximum des dépenses subventionnables

- **Porteurs de projet disposant d'une stratégie cyclable territoriale et d'un plan d'action opérationnel**

    - Aménagements cyclables : opérations financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Etudes de faisabilité et d'avant-projet pour la création d'un ouvrage d'art dédié aux vélos ou d'aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections : opérations financées à hauteur de 50% des dépenses subventionnables ;

    - Apaisement de la circulation : opérations financées à hauteur de 30% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Stationnement : opérations financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Jalonnement : opérations financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Suivi et évaluation : actions financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Etude de faisabilité avant création d'un service vélo : financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables ;

    - Création ou développement d'un service vélo : actions financées à hauteur de 50% maximum des dépenses subventionnables.

- **Porteurs de projet disposant d'une stratégie cyclable territoriale mais pas d'un plan d'action opérationnel**

Par dérogation, les projets d'aménagements souples, légers et réversibles permettant de préfigurer des aménagements définitifs peuvent être financés à 50% maximum des dépenses subventionnables y compris s'ils sont définis dans une stratégie mais pas inscrit dans le plan d'action opérationnel du bénéficiaire. Cela facilite les expérimentations et permet également de répondre aux enjeux posés par la crise sanitaire.

- **Porteurs de projet ne disposant pas d'une stratégie cyclable et d'un plan d'action opérationnel :**

Le taux de financement est divisé par deux concernant les aménagements cyclables ou les aménagements provisoires préfiguratifs : opérations financées à hauteur de 25% maximum des dépenses subventionnables.

Les autres actions ne sont pas subventionnables.

2/ Nature des dépenses subventionnables

- **Les aménagements subventionnables** sont :

Les pistes et bandes cyclables, la voie verte, la zone 30, les chaussées à voie centrale banalisée (CVCB), la zone de rencontre, l'aire piétonne (pour ces trois types d'aménagements, seuls ceux permettant la circulation des vélos à double sens dans toutes les voies sont éligibles), le double sens cyclable, le stationnement vélos (seuls les dispositifs permettant d'attacher le vélo en deux points et par le cadre sont subventionnés), le jalonnement cyclable, les ouvrages d'art (création ou interventions diverses sur des superstructures) ou dispositifs ponctuels dédiés aux circulations douces.

Les opérations doivent répondre à la règlementation nationale et aux préconisations du CEREMA.

Les aménagements souples, légers et réversibles permettant de préfigurer des aménagements cyclables définitifs sont également subventionnables. Ces aménagements permettent de vérifier l'opportunité d'un aménagement avant de le pérenniser après d'éventuelles adaptations.

Dans le cadre de la crise sanitaire du Covid19, ces aménagements légers permettent aussi de faciliter l'usage du vélo, qui permet de préserver la distanciation sociale.

Les aménagements de type « espace mixte piétons-vélos » ou « trottoir cyclable », non conformes au Code de la Route, ne sont pas subventionnables.

Les simples limitations de vitesse à 30 km/h ne sauraient être assimilées à des zones 30, et ne sont donc pas subventionnables.

- **Les dépenses subventionnables** sont:

● les études préalables à la définition de la stratégie cyclable du territoire ou à la création d'un point service à destination des cyclistes ;

● les travaux liés directement à l'opération et à son usage cyclable, y compris la signalisation et le jalonnement, l'éclairage et le mobilier urbain lorsqu'ils sont dédiés aux aménagements cyclables ;

● les études de faisabilité et d'avant-projet d'un ouvrage d'art dédié aux vélos ou d'aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections entre deux axes du Réseau Routier d'Intérêt Régional (RRIR), approuvé par délibération du conseil régional ;

● les équipements de service: supports d'information, stations de gonflage et petites réparation, aires de repos ou tout autre équipement essentiel au projet ;

● les études détaillées relatives à la réalisation des travaux dans la limite d'un montant représentant 15 % maximum du montant total des travaux hors taxes ;

● les travaux liés directement à la réalisation de stationnements vélos, sous forme d'arceaux, d'abris-vélos ou d'équipements sécurisés de type locaux collectifs ou boxes individuels, et y compris les équipements de sécurisation ;

● les dépenses en investissement permettant d'assurer le suivi et l'évaluation des actions en faveur du vélo mises en œuvre : compteurs vélo, etc ;

● les dépenses en investissement indispensables à l'organisation et l'activité du point service, fixe ou mobile, tels que les locaux, les outils et le matériel.

Sont exclus des dépenses subventionnables les acquisitions foncières, les réseaux divers, les espaces verts, les travaux d'entretien et de rénovation de voirie, ainsi que le stationnement automobile.

L'éclairage et le mobilier urbain sont exclus lorsqu'ils ne participent pas directement à l'aménagement en faveur des déplacements cyclables.

3/ Plafond des dépenses subventionnables

Le plafond de dépense subventionnable est de **550 000 € hors taxe par km aménagé** de bande cyclable, de piste cyclable unidirectionnelle ou bidirectionnelle, de double sens cyclable, de voie verte, d'aire piétonne, de zone 30, de zone de rencontre, de chaussée à voie centrale banalisée (CVCB), de route interdite aux véhicules motorisés (de type voie verte non contiguë à une voirie ouverte au trafic motorisé).

Les aménagements souples, légers et réversibles permettant de préfigurer des aménagements cyclables définitifs sont plafonnés à 200 000 € hors taxes par km aménagé.

Le plafond de la dépense subventionnable est de **4 000 000 € hors taxe par opération pour les ouvrages d'art dédiés aux vélos et les aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections**.

Le plafond de la dépense subventionnable est de **1 000 000 € hors taxe par opération pour les études de faisabilité et d'avant-projet** d'un ouvrage d'art dédié aux vélos ou d'aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections ;

Le plafond de la dépense subventionnable est de **1 000 € hors taxe par place de stationnement** vélos aménagée. Pour les dispositifs de stationnement vélo sécurisés (de type locaux collectifs ou box individuels), le plafond de la dépense subventionnable est relevé à **2000 € hors taxe par place**.

Le plafond de la dépense subventionnable pour les travaux liés à la mise en œuvre d'un plan de jalonnement est de **50 € par mètre linéaire jalonné**.

Le plafond de la dépense subventionnable pour les actions de suivi-évaluation est de **4 000 € par point de comptage** vélo.

Mode de calcul du linéaire subventionnable : est pris en compte pour le calcul de la dépense plafond, le linéaire de l'aménagement créé, selon les règles suivantes :

- pour les aménagements cyclables bilatéraux, le linéaire sera pris en compte deux fois ;

- pour les aménagements cyclables unilatéraux (y compris les pistes cyclables bidirectionnelles), le linéaire ne sera pris en compte qu'une fois; ceci est également valable pour les aires piétonnes, les zones 30 et de rencontre, les voies vertes.

Article 4 : Modalités de versement et de suivi / conventions

Les aides attribuées au titre du présent règlement font l'objet de conventions de financement conclues entre la Région et le bénéficiaire, conformes au modèle annexé à la présente délibération.

Tableau récapitulatif des subventions régionales dans le cadre du soutien régional aux projets cyclables :

<table>
<tr><th>Actions pouvant être soutenues</th><th>Taux maximum de la dépense subventionnable</th><th>Taux maximum sans document stratégique</th><th>Plafond maximum de dépense subventionnable</th><th>Bénéficiaires</th></tr>
<tr><td>Stratégie cyclable territoriale - études</td><td>50%</td><td>50%</td><td>50 000 €</td><td rowspan="8">Collectivités territoriales et leurs groupements

Etat et ses établissements publics

Titulaires d’un mandat ou d’une délégation de maîtrise d’ouvrage

Gestionnaires des Îles de Loisirs

RATP, SNCF

Les délégataires des précédentes catégories</td></tr>
<tr><td>Les aménagements souples, légers et réversibles pré figuratif</td><td rowspan="3">50%</td><td rowspan="3">25%</td><td>200€ / ml</td></tr>
<tr><td>Complétion du maillage cyclable et résorption des coupures :
accès aux gares et stations de TC
accès aux lycées, CFA, îles-de-loisirs
pôles de centralité (emploi, éducation)</td><td>550 € / ml
4 M€ maximum par ouvrage d’art ou traitement de sécurité aux intersections</td></tr>
<tr><td>Etudes de faisabilité et d’avant-projet :
Ouvrages d’art et aménagements liés à la sécurité des cyclistes aux intersections</td><td>1 000 000 €</td></tr>
<tr><td>Apaisement de la circulation :
zones de circulation restreinte
double-sens-cyclable</td><td>30%</td><td>-</td><td>550 € / ml</td></tr>
<tr><td>Dispositifs de stationnement</td><td>50%</td><td>-</td><td>1000 € / place
2000 € / place pour le stationnement sécurisé (de types locaux collectifs ou box individuels)</td></tr>
<tr><td>Jalonnement</td><td>50%</td><td>-</td><td>50 € / ml</td></tr>
<tr><td>Suivi, évaluation</td><td>50%</td><td>-</td><td>4000 € par point de comptage</td></tr>
<tr><td>Services
Etudes
Investissement (local, matériel,…)</td><td>50%</td><td>-</td><td>50 000 € pour des études de faisabilité
80 000 € pour atelier de réparation, vélo-école, services en entreprises</td><td>Idem
+ associations</td></tr>
</table>

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C08

DU 27 MAI 2020

MESURES D'URGENCE RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'ÉQUITATION FRANCILIENNE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises n° SA.56985 (2020/N) France-COVID19 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C08 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique **: Mobilisation de la région Île-de-France pour soutenir les centres équestres**

Décide d'attribuer au Comité régional d'Equitation d'Île-de-France une subvention de fonctionnement de 150.000 € pour le projet détaillé en annexe n°1 de la délibération.

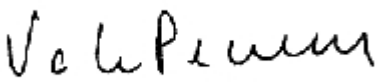
Affecte une autorisation d'engagement de **150.000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200208 « Dispositions d'urgence – Covid 19 », fonctionnement n°0001207.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à

compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet n° 20007174 en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc181688-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiche projet Fonds d'urgence régional en faveur de l'équitation francilienne

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C08

DOSSIER N° 20007174 - FONDS D'URGENCE REGIONALE EN FAVEUR DE L'EQUITATION FRANCILIENNE

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
Action : 13200208- Dispositions d'urgence - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	150 000,00 € TTC	100,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE REGIONAL D'EQUITATION D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	56 RUE DES RENAUDES 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Emmanuel FELTESSE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 14 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de répondre aux demandes des clubs équestres d'Ile-de-France, le Comité régional d'Equitation d'Ile-de-France, tête de réseau, a dû faire face rapidement à des dépenses exceptionnelles liées à l'entretien et au soin des chevaux en raison de l'absence de recettes due à la fermeture des centres suite à la crise sanitaire du Covid19.

Description :
Compte tenu des spécificités de fonctionnement des structures équestres, tenues de maintenir une présence humaine en raison des soins quotidiens à apporter aux équidés, il est proposé la mise en place d'un fonds d'urgence régional pour l'équitation francilienne doté de 150.000 €. Le Comité Régional d'équitation, tête de réseau des structures équestres franciliennes, procèdera aux différents achats (fourrage, etc) et les redistribuera aux clubs les plus en difficulté.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Annexe 2 : Convention avec le Comité Régional d'Equitation

FONDS D'URGENCE REGIONAL EN FAVEUR DE L'EQUITATION FRANCILIENNE
CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LE COMITE REGIONAL D'EQUITATION D'ILE-DE-FRANCE

DOSSIER D'AIDE N°20007178

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-C08 du 27 mai 2020
ci-après dénommée « la Région »

Et

L'organisme dénommé : Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France
dont le statut juridique est : Association Loi 1901..
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au : 56 rue des Renaudes – 75017 PARIS
représenté par son dirigeant M. François FELTESSE
habilité par .....
ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La France fait face à une épidémie d'une ampleur inédite. Dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, l'ensemble des Français, et avec eux les Franciliens, ont subi une phase de 8 semaines de confinement indispensable à la gestion d'une crise dont la Région Ile-de-France est la première victime à l'échelle nationale.

A l'heure de la reprise progressive de l'activité, de nombreux établissements sont encore fermés au public. C'est le cas de la plupart des établissements d'activités physiques et sportives qui, compte tenu de leur configuration, ne peuvent garantir les mesures sanitaires qui s'imposent.

L'ensemble de ces établissements subit une perte d'activités et de recettes importantes compte tenu de cette fermeture. La Région s'est engagée à les accompagner dans le cadre du plan de relance. Parmi ces établissements, la catégorie des structures équestres est à traiter à part car elle n'a pas cessé son activité. En effet, la présence des équidés au sein de ces structures impose une présence humaine quotidienne pour leurs entretiens et leurs soins.

Ainsi, parmi les 478 structures équestres franciliennes, 55.000 chevaux sont recensés impliquant une présence auprès d'eux de professionnels ou de bénévoles qui représente un

coût hebdomadaire de 50€ par équidé pour assurer leur nourriture ainsi que leurs soins. Ces dépenses incompressibles sont obligatoires alors que les recettes des structures sont gelées. Les structures équestres ne disposant d'aucune information précise quant aux conditions de réouverture, le risque de faillite économique est important ainsi que le risque sanitaire pour les 55.000 chevaux et poneys qu'elles hébergent.

Au-delà d'être le troisième sport olympique en termes de licences, l'équitation est le premier employeur du monde sportif ; ancrée dans la ruralité, elle représente un tissu économique territorial à forte valeur ajoutée sociale et environnementale. Compte tenu de la place qu'occupe l'équitation francilienne la Région a décidé de mobiliser un fonds d'urgence d'un montant de 150.000€ afin d'aider les structures équestres les plus en difficulté à assurer les soins et l'entretien des équidés.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La Région Île-de-France a décidé par délibération n°CP 2020-C08 du 27 mai 2020 de soutenir le Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France, tête de réseau des structures équestres franciliennes dans le cadre du fonds d'urgence régionale en faveur de l'équitation francilienne.

Pour ce faire, elle a accordé une aide régionale spécifique correspondant au projet dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention, pour un montant maximum de 150.000 €.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises n°SA.56985 (2020/N) France – COVID19.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication. De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France. L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France.

Conformément à la délibération n° CP 2020-C08 du 27 mai 2020, la Région attribue au Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France une subvention d'un montant maximal de 150.000 €, représentant 100 % du coût total TTC du projet.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses TTC.

3.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le Comité régional d'Equitation d'Île-de-France, tels que définis à l'article 1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. La Région ne prend pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention annuelle totale accordée, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie. Ces documents sont également revêtus du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme, s'il existe.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le

L'organisme Comité Régional d'Equitation d'Île-de-France	Pour la Présidente du Conseil Régional Île-de-France et par délégation,

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-178

DU 27 MAI 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE : SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF EN ÎLE-DE-FRANCE POUR L'OLYMPIADE 2017-2020 - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux Nouvelles ambitions pour le Sport en Ile-de-France» (1ère partie), modifiée par délibération n° CP 2018-318 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-201 du 17 mai 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France – Conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017-2020 - Affectations 2017 ;

VU la délibération n° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 1er rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-055 du 31 Janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île--de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2020 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-178 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 **: Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »**

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » au financement des projets détaillés en annexes n°5 et 6 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **3 172 713 €**.

Affecte des autorisations d'engagement de **3 172 713 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Article 2 **: Programme HP 114-006 « Formations qualifiantes et Métiers »**

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », au financement des projets détaillés en annexes n° 7 et 8 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **1 463 069 €.**

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **1 463 069 €** disponibles sur le Chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formations des actifs occupés », au titre du programme HP114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers», sur l'action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif» du budget 2020.

Article 3 : **Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »**

Décide de retirer la subvention n° 20000460 attribuée au CROS Île-de-France par délibération n° CP 2020-55 du 31 janvier 2020.

Désaffecte en conséquence, l'autorisation d'engagement correspondante d'un montant de **167.000 €** disponible sur 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020»

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » au financement du projet du CROS Île-de-France détaillé en annexe **9** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **180.000 €**.

Affecte des autorisations d'engagement de **180.000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020

Article 4

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2020 des projets, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 des projets détaillés aux annexes 5 à 9.

Article 5 : **Dérogation au recrutement de stagiaire**

Accorde au Comité Ile-de-France du Vol en planeur, une dérogation exceptionnelle au recrutement de stagiaires pour 2020 au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° 20002843, tel que cela figure en annexe **n°10** de la présente délibération.

Article 6 : **Programme HP 32001 «Equipements sportifs d'intérêt régional» Dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »**

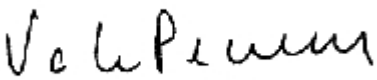
Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe **n°11** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100.000 €.**

Affecte une autorisation de programme de **100.000 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Achat d'équipements en faveur du handisport» (13200102) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179858-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Etat récapitulatif subventions 2020 Ligues et Comités régionaux, volet Pratique sportive

TABLEAU A

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2020

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"

CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE"

ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

COMITE, LIGUE	Proposition d'affectation 2020	Dossier IRIS
LIGUE IDF AIKIDO	**11 700,00 €**	20002761
LIGUE IDF ATHLETISME	**150 000,00 €**	20002762
LIGUE IDF AVIRON	**109 737,00 €**	20002763
LIGUE IDF BADMINTON	**54 000,00 €**	20002764
LIGUE IDF BASEBALL	**12 000,00 €**	20002766
LIGUE IDF BASKET	**150 000,00 €**	20002767
LIGUE IDF BOWLING	**3 000,00 €**	20002768
COMITÉ IDF BOXE ANGLAISE	**61 100,00 €**	20002769
COMITÉ IDF CANOE KAYAK	**100 048,00 €**	20002770
LIGUE IDF CLUBS DE LA DEFENSE	**35 000,00 €**	20002772
COMITÉ IDF CLUBS OMNISPORTS	**20 000,00 €**	20002771
LIGUE IDF COURSE D'ORIENTATION	**20 000,00 €**	20002773
CROS IDF	**180 000,00 €**	20000460
COMITÉ IDF CYCLISME	**68 000,00 €**	20002774
COMITÉ IDF CYCLOTOURISME	**13 500,00 €**	20002775
COMITÉ IDF DANSE	**16 000,00 €**	20002776
LIGUE IDF ECHECS	**10 000,00 €**	20002777
COMITÉ IDF EQUITATION	**26 200,00 €**	20002778
COMITÉ IDF ESCRIME	**95 200,00 €**	20002779
COMITÉ IDF ETUDES ET SPORTS SM	**10 000,00 €**	20002780
LIGUE FRANCILIENNE FOOT AMERICAIN	**45 000,00 €**	20002783
LIGUE GOLF ILE-DE-France	**45 996,00 €**	20002784
LIGUE GOLF PARIS	**30 000,00 €**	20002789
COMITÉ IDF GYMNASTIQUE	**90 000,00 €**	20002790
COMITÉ IDF HALTEROPHILIE	**10 000,00 €**	20002791
LIGUE IDF HANDBALL	**200 000,00 €**	20002793
COMITÉ IDF HANDISPORT	**58 885,00 €**	20002792
LIGUE IDF HOCKEY SUR GAZON	**20 000,00 €**	20002794
LIGUE IDF HOCKEY SUR GLACE	**16 750,00 €**	20002795
LIGUE IDF JUDO	**190 000,00 €**	20002796
LIGUE IDF KARATE	**45 000,00 €**	20002797
LIGUE IDF KICK BOXING, MUAY THAI	**24 586,00 €**	20002823
COMITÉ IDF LUTTE (CIFL)	**45 000,00 €**	20002798
LIGUE MONTAGNE, ESCALADE	**12 000,00 €**	20002799
LIGUE MOTOCYCLISME IDF	**26 000,00 €**	20002800
LIGUE IDF DE NATATION	**107 000,00 €**	20002801
LIGUE IDF PELOTE BASQUE	**8 000,00 €**	20002802
COMITÉ IDF PENTATHLON MODERNE	**5 000,00 €**	20002804
LIGUE IDF PETANQUE	**6 606,00 €**	20002806
LIGUE IDF DE LA POLICE NATIONALE	**10 000,00 €**	20002807
COMITÉ IDF RANDONNEE PEDESTRE	**11 000,00 €**	20002808
LIGUE IDF ROLLER	**8 000,00 €**	20002810
LIGUE IDF RUGBY A XIII	**11 000,00 €**	20002811
LIGUE REGIONALE IDF RUGBY	**77 000,00 €**	20002813
LIGUE IDF SAVATE, BOXE FRANCAISE	**9 380,00 €**	20002814
LIGUE IDF SKI NAUTIQUE	**17 000,00 €**	20002816
LIGUE IDF SPORT ADAPTE	**43 125,00 €**	20002817
COMITÉ IDF SPORT AUTOMOBILE	**56 650,00 €**	20002818
COMITÉ IDF SPORT EN MILIEU RURAL	**10 000,00 €**	20002819
LIGUE IDF SPORT EN ENTREPRISE	**15 000,00 €**	20002821
COMITE REGIONAL SPORT POUR TOUS	**35 000,00 €**	20006638
LIGUE IDF SPORTS DE GLACE	**9 000,00 €**	20002831
COMITÉ IDF SQUASH	**14 000,00 €**	20002832
LIGUE IDF TAEKWONDO	**23 800,00 €**	20002833
LIGUE IDF TENNIS	**100 000,00 €**	20004586
LIGUE IDF TENNIS DE TABLE	**84 378,00 €**	20002836
LIGUE IDF TIR	**27 500,00 €**	20002837
COMITÉ IDF TIR A L'ARC	**28 000,00 €**	20002839
LIGUE IDF TRIATHLON	**59 150,00 €**	20002840
LIGUE IDF TWIRLING BATON	**9 600,00 €**	20002841
LIGUE IDF VOILE	**92 000,00 €**	20002842
COMITÉ IDF VOL EN PLANEUR	**17 000,00 €**	20002843
LIGUE IDF VOL LIBRE	**10 000,00 €**	20002844
LIGUE IDF VOLLEY	**38 822,00 €**	20002845

64 conventions **2 947 713,00 €**

Annexe n°2 : Etat récapitulatif subventions 2020 Fédérations, volet Pratique sportive

TABLEAU A bis

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2020

CHAPITRE 933 "CULTURE, SPORTS ET LOISIRS"
CODE FONCTIONNEL 32 "SPORTS"

PROGRAMME HP 32-002 (132002) "DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE
ACTION 13200201 "SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2020	Dossier IRIS	Convention	Numéro rapport
FEDERATION FRANCAISE D' ATHLETISME	**70 000,00 €**	20002666	17 SP ATH 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE BOXE ANGLAISE	**20 000,00 €**	20002749	19 SP BOX 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	**30 000,00 €**	20002751	19 SP CYL 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION	**50 000,00 €**	20002757	19 SP EQU 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE D' ESCRIME	**50 000,00 €**	20002683	18 SP ESC 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE GOLF	**40 000,00 €**	20002748	17 SP FFG 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	**40 000,00 €**	20002741	18 SP GYM 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL	**40 000,00 €**	20002739	18 SP FHA 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE	**15 000,00 €**	20002745	19 SP HGL 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**30 000,00 €**	20002743	18 SP KAR 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**20 000,00 €**	20002755	19 SP TKD 001	2020-178
	405 000,00 €			

Annexe n°3 : Etat récapitulatif subventions 2020 Ligues et Comités régionaux, volet Formation

TABLEAU B

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2020

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"
CODE FONCTIONNEL 11 "FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "FORMATIONS QUALIFIANTES ET METIERS"
ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION "

COMITE, LIGUE	Proposition d'affectation 2020	Dossier IRIS
LIGUE IDF AIKIDO	**2 700,00 €**	20002849
LIGUE IDF ATHLETISME	**24 382,00 €**	20002851
LIGUE IDF AVIRON	**26 818,00 €**	20002852
LIGUE IDF BADMINTON	**25 010,00 €**	20002853
LIGUE IDF BASEBALL	**6 970,00 €**	20002854
LIGUE IDF BASKET	**46 104,00 €**	20002855
LIGUE IDF BOWLING	**950,00 €**	20002856
COMITÉ IDF BOXE ANGLAISE	**42 340,00 €**	20002857
COMITÉ IDF CANOE KAYAK	**43 626,00 €**	20002858
LIGUE IDF CLUBS DE LA DEFENSE	**3 160,00 €**	20002859
COMITÉ IDF CLUBS OMNISPORTS	**9 000,00 €**	20002860
LIGUE IDF COURSE D'ORIENTATION	**2 000,00 €**	20002861
COMITÉ IDF CYCLISME	**24 700,00 €**	20002863
COMITÉ IDF CYCLOTOURISME	**1 500,00 €**	20002864
COMITÉ IDF DANSE	**4 750,00 €**	20002865
LIGUE IDF ECHECS	**10 000,00 €**	20002866
COMITÉ IDF EQUITATION	**59 800,00 €**	20002867
COMITÉ IDF ESCRIME	**24 372,00 €**	20002868
COMITÉ IDF ETUDES ET SPORTS SM	**19 000,00 €**	20002869
LIGUE FRANCILIENNE FOOT AMERICAIN	**21 160,00 €**	20002871
LIGUE GOLF IDF	**12 041,00 €**	20002872
LIGUE GOLF PARIS	**13 400,00 €**	20002873
COMITÉ IDF GYMNASTIQUE	**96 162,00 €**	20002874
COMITÉ IDF HALTEROPHILIE	**2 850,00 €**	20002876
LIGUE IDF HANDBALL	**111 900,00 €**	20002879
COMITÉ IDF HANDISPORT	**17 195,00 €**	20002878
LIGUE IDF HOCKEY SUR GAZON	**14 120,00 €**	20002880
LIGUE IDF HOCKEY SUR GLACE	**3 500,00 €**	20002881
LIGUE IDF JUDO	**45 000,00 €**	20002883
LIGUE IDF KARATE	**15 000,00 €**	20002884
LIGUE IDF KICK BOXING, MUAY THAI	**20 244,00 €**	20002906
COMITÉ IDF LUTTE (CIFL)	**21 200,00 €**	20002885
LIGUE MONTAGNE, ESCALADE	**7 980,00 €**	20002886
LIGUE MOTOCYCLISME IDF	**8 668,00 €**	20002887
LIGUE REGIONALE IDF DE NATATION	**24 000,00 €**	20002888
LIGUE IDF PELOTE BASQUE	**1 140,00 €**	20002889
COMITÉ IDF PENTATHLON MODERNE	**2 360,00 €**	20002890
LIGUE IDF PETANQUE	**7 000,00 €**	20002891
LIGUE IDF LA POLICE NATIONALE	**15 000,00 €**	20002892
COMITÉ IDF RANDONNEE PEDESTRE	**20 000,00 €**	20002895
LIGUE IDF ROLLER	**3 500,00 €**	20002896
LIGUE IDF RUGBY A XIII	**4 000,00 €**	20002897
LIGUE REGIONALE IDF RUGBY	**34 000,00 €**	20002898
LIGUE IDF SAVATE, BOXE FRANCAISE	**11 687,00 €**	20002901
LIGUE IDF SKI NAUTIQUE	**7 000,00 €**	20002902
LIGUE IDF SPORT ADAPTE	**10 915,00 €**	20002903
COMITÉ IDF SPORT AUTOMOBILE	**3 850,00 €**	20002904
COMITÉ IDF SPORT EN MILIEU RURAL	**3 780,00 €**	20002905
LIGUE IDF SPORT EN ENTREPRISE	**9 600,00 €**	20002920
COMITE REGIONAL SPORT POUR TOUS	**28 000,00 €**	20006639
LIGUE IDF SPORTS DE GLACE	**3 376,00 €**	20002907
COMITÉ IDF SQUASH	**4 000,00 €**	20002908
LIGUE IDF TAEKWONDO	**18 654,00 €**	20002909
LIGUE IDF TENNIS	**200 000,00 €**	20002910
LIGUE IDF TENNIS DE TABLE	**30 480,00 €**	20002911
LIGUE IDF TIR	**11 000,00 €**	20002912
COMITÉ IDF TIR A L'ARC	**7 569,00 €**	20002913
LIGUE IDF TRIATHLON	**8 835,00 €**	20002914
LIGUE IDF TWIRLING BATON	**8 686,00 €**	20002915
LIGUE IDF VOILE	**12 000,00 €**	20002916
COMITÉ IDF VOL EN PLANEUR	**4 000,00 €**	20002917
LIGUE IDF VOL LIBRE	**4 560,00 €**	20002918
LIGUE IDF VOLLEY	**21 945,00 €**	20002919
63 conventions	**1 308 539,00 €**	

Annexe n°4 : Etat récapitulatif subventions 2020 Fédérations, volet Formation

TABLEAU B bis

CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT - AFFECTATIONS 2020

CHAPITRE 931 "APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE"
CODE FONCTIONNEL 11 "FORMATION PROFESSIONNELLE"

PROGRAMME HP 11-006 (111006) "FORMATIONS QUALIFIANTES ET
ACTION 11100610 "SOUTIEN A LA FORMATION DU MOUVEMENT SPORTIF"

FEDERATION	Proposition d'affectation 2020	Référence Dossier IRIS	Référence Convention	N° Rapport
FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME	**25 000,00 €**	20002667	17 SP ATH 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	**10 000,00 €**	20002752	19 SP CYL 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION	**20 000,00 €**	20002758	19 SP EQU 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	**20 000,00 €**	20002742	18 SP GYM 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL	**10 000,00 €**	20002740	18 SP FHA 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE	**10 000,00 €**	20002746	19 SP HGL 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE KARATE	**20 000,00 €**	20002744	18 SP KAR 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE KICK BOXING	**5 000,00 €**	20002753	19 SP KIK 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE LUTTE	**10 000,00 €**	20002747	19 SP LUT 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE MACCABI	**4 530,00 €**	20002759	17 SP MAC 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE SKI NAUTIQUE ET WAKEBOARD	**10 000,00 €**	20002754	19 SP SKI 001	2020-178
FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES	**10 000,00 €**	20002756	19 SP TKD 001	2020-178

154 530,00 €

Annexe n°5 : Annexes financières 2020 Ligues et Comités régionaux, volet Pratique sportive

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002761)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE LA FEDERATION FRANCAISE D'AIKIDO, AIKIBUDO ET AFFINITAIRES

Convention n°17 SP AIK 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 17.100 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.130 €

L'objectif consiste en la mise en place de stages de découverte de l'aïkido.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 26.100 €
Taux de l'objectif : 25,17 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.570 €

L'accès au haut niveau des sportifs passe par des stages de préparation aux examens de passages de grades (DAN).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 11.700 €

Les subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002762)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 57.885 €
Taux de l'objectif : 5,18 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

L'animation régionale de la Ligue se traduit par le Match Interligue Jeunes, les qualifications IDF aux Championnats de France et le meeting LIFA ainsi que les rendez-vous de la Marche Nordique.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 315.900 €
Taux de l'objectif : 24,44 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 77.200 €

Des stages d'évaluation et d'entraînement par spécialités, hivernaux et estivaux comme des journées de détection seront organisés tout au long de la saison. De plus, une opération appelée Génération 2024 intègre à la fois le repérage des meilleurs minimes et également des rencontres entraîneurs/athlètes.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 409.980 €
Taux de l'objectif : 17,02 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 69.800 €

L'accompagnement des jeunes sportifs se fait par l'intermédiaire des pôles d'Eaubonne et de Fontainebleau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 150.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002763)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE D'AVIRON

Convention n° 17 SP AVI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 222.840 €
Taux de l'objectif : 25,32 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 56.423 €

Il s'agit d'accompagner le développement de la discipline notamment par le biais de son centre de ressources. La mise en place de différentes opérations de promotion telles que le développement de la pratique handisport, l'aviron santé et la découverte en clubs et avec le milieu scolaire, les journées jeunes féminines appelées l'avirathlon, et les animations sur les îles régionales de loisirs contribuent à vulgariser la pratique de la discipline. Enfin, étant un sport de nature, l'aviron souhaite sensibiliser ses pratiquants à travers une journée de nettoyage et la mise en place d'une charte de l'aviron sur le développement durable.

La Ligue entend poursuivre son soutien à des compétitions de masse que sont la « Traversée de Paris » et les « Régates de masse ».

La mise en place « CAP2024 » (comité d'aviron Paris 2024) a pour principal objectif la promotion des JO 2024 avec des actions événementielles (avec mise en avant des valeurs olympiques), des formations chez les jeunes, les actions des ambassadeurs régionaux...

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 22.490 €
Taux de l'objectif : 18,50 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.160 €

Pour pallier un manque de compétitrices de haut niveau, la Ligue met en place des stages de détection en vue de la constitution d'une équipe régionale féminine.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 251.300 €
Taux de l'objectif : 19,56 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 49.154 €

Il s'agit d'accompagner le fonctionnement du pôle Espoirs.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 109.737 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

<u>Versement du solde</u>

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002764)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BADMINTON

Convention n° 17 SP BAD 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 128.400 €
Taux de l'objectif : 7,79 %
Subvention prévisionnelle 2020: 10.000 €

Plusieurs niveaux d'intervention vont permettre le développement de la discipline. Ainsi, la Ligue va accompagner la création de clubs mais également initier ou poursuivre des actions en direction des féminines, des publics handicapés, ainsi que de nouvelles pratiques, dont le jeu de volant. Elle va aussi œuvrer en direction du sport scolaire et travailler sur le sport-santé. Pour être au plus près des évolutions du badminton, un état des lieux permanent est réalisé.

L'animation régionale se concrétise par l'organisation d'une coupe corpo mais aussi d'un circuit Elite appelé Circuit André Guillier.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 178.600 €
Taux de l'objectif : 7,28 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.000 €

Dans cet objectif, des stages de détection seront organisés pour la constitution d'une équipe régionale et aussi pour les sélections en vue de l'accession au pôle.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 156.100 €
Taux de l'objectif : 19,86 %
Subvention prévisionnelle 2020: 31.000 €

L'accompagnement des sportifs se fait au sein du Pôle de Châtenay-Malabry.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 54.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002766)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASEBALL, SOFTBALL ET CRICKET

Convention n° 17 SP BSC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 21.800 €
Taux de l'objectif : 29,82 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.500 €

Dans le cadre de cet objectif, différentes actions de promotion du baseball et du softball sous la forme de portes ouvertes ainsi que la sensibilisation vers différents publics permettent le développement de la discipline.

L'animation régionale proposée par la Ligue se présente sous la forme de deux tournois régionaux de baseball jeunes, d'une part, et de softball féminin, d'autre part.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 19.000 €
Taux de l'objectif : 28,95 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.500 €

Dans le cadre de l'accession au haut niveau, l'objectif permet aux jeunes, sous la forme de stages de perfectionnement, de préparer les compétitions inter-régionales et d'intégrer le centre d'entraînement Haut Niveau baseball non permanent.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 12.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002767)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASKET

Convention n° 17 SP BAS 001

I) <u>DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 368.000 €
Taux de l'objectif : 23,37 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 86.000 €

Plusieurs opérations sont prioritaires pour la Ligue.

BASKET CITOYEN :
La Ligue a mis en place une politique liée aux valeurs de la République, à la laïcité et à la lutte contre la radicalisation.
Elle se concrétise par la mise en place d'un label citoyen qui comprendra 12 actions dont l'une d'entre elles sera de développer la charte des valeurs de la République à l'intérieur même de ses 373 associations.
La Ligue continue également à organiser les GBC (Générations Basket Camps) lors de chaque vacance scolaire sur l'ensemble du territoire francilien en appui de ses comités départementaux. Ces camps seront organisés pour certains dans les quartiers prioritaires de la ville. Une grande majorité de ceux-ci est réservée à des jeunes enfants (entre 6 et 13 ans).

BASKET FÉMINISATION :
Outre son label féminin, mené depuis quatre ans maintenant, qui a permis d'aider environ 70 clubs à se structurer afin d'accueillir le mieux possible les basketteuses, la Ligue a décidé de prolonger son plan de féminisation. Elle a créé un suivi individualisé de 16 officielles (arbitres) régionales tout au long de l'année.

BASKET POUR TOUS :
Après avoir créé et fait développer depuis 4 ans maintenant le SUMMER CAMP, camp d'été sur l'ile de Loisirs de Cergy Pontoise durant tout le mois de juillet, la Ligue Ile-de-France va partir en tournée sur un maximum d'Iles de loisirs durant le mois d'août afin de faire découvrir et pratiquer le basket au plus grand nombre de 4 à 77 ans.
De plus, elle va développer sur le mois de juillet en parallèle du SUMMER CAMP une tournée des départements de la grande couronne dans le milieu des foyers ruraux. L'objectif, là aussi, est de faire découvrir et pratiquer le basket au plus grand nombre de personnes dans des territoires en manque d'installations ou de clubs. Une volonté de développer des salles non normées dans ces zones est de mise également.

BASKET ÉVÉNEMENT :
La Ligue IDF de basket continue à organiser tous ses rassemblements des finales régionales jeunes et adultes à l'OPEN féminin IDF.
La ligue continue à collaborer avec la FFBB pour l'organisation des finales à 6 de Nationale 3 féminine et masculine qui regroupent sur trois jours 6 équipes ultramarines et 6 équipes métropolitaines.
Enfin, la Ligue soutient plusieurs organisations de basket fauteuil en partenariat avec le comité régional de la FFH.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 115.100 €
Taux de l'objectif : 6,08 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.000 €

Dans cet objectif, l'accompagnement des jeunes athlètes s'accompagnent de sessions de détection dans les catégories benjamins, minimes.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 450.000 €
Taux de l'objectif : 12,67 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 57.000 €

Un soutien aux pôles de Châtenay-Malabry et d'Eaubonne est la clé de voute pour la première marche pour le haut niveau des jeunes potentiels régionaux. Ce soutien est primordial pour la Ligue suite au désengagement du CNDS.
A noter que de nombreux jeunes issus des 2 pôles espoirs intègrent le centre fédéral (Pôle France) à l'INSEP.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 150.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002768)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORTS DE QUILLES

Convention n° 17 SP BOW 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 72.180 €
Taux de l'objectif : 4,16 %
Subvention prévisionnelle 2020: 3.000 €

L'objectif propose notamment de renforcer la pratique féminine sous la forme de regroupements répartis sur l'année, de développer la pratique pour un public en situation de handicap à raison de 2 journées par semaine dans deux centres.

La Ligue va œuvrer aussi pour développer la pratique du bowling sur les temps périscolaires pour les plus jeunes mais également pour les séniors dans une démarche de sport-santé.

Enfin la Ligue met en place un tournoi international Jeunes de manière pérenne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 3.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue Ile-de-France de Bowling a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002769)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE BOXE ANGLAISE

Convention n° 17 SP BOX 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 195.600 €
Taux de l'objectif : 26,89 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 52.600 €

L'objectif est d'abord de permettre le développement régional des écoles de boxe. Le comité souhaite aussi agir dans d'autres environnements notamment en organisant des passages de gants rouges et des regroupements familiaux autour de la boxe mais aussi par des journées de découverte dans les hôpitaux et de boxe éducative en milieu carcéral. Enfin, son souhait est à la fois d'inciter aux métiers d'entraîneurs et d'officiels mais aussi d'attirer davantage les féminines vers la pratique par le biais de stages.

Il s'agit d'accompagner la mise en place du critérium des espoirs féminins et masculins mais aussi les championnats régionaux.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 39.500 €
Taux de l'objectif : 21,52 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.500 €

C'est la poursuite de la détection des espoirs.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 61.100 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002770)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CANOË KAYAK

Convention n° 17 SP CAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 219.800 €
Taux de l'objectif : 24,96 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 54.862 €

Le développement du canoë kayak recouvre plusieurs volets. Il concerne le développement des clubs et l'amélioration de l'accueil en leur sein et s'appuie sur le centre de ressources pour le développement du canoë kayak. Il passe aussi par la mise en œuvre d'opérations spécifiques féminines, du para canoë.

L'animation régionale se concrétise par le Challenge Régional Jeune et le Challenge des clubs.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 170.000 €
Taux de l'objectif : 26,58 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 45.186 €

L'application du nouveau Projet de Performance Fédéral (PPF), se traduit par la mise en place d'un nouveau parcours d'accession au haut niveau (PASS). Les jeunes franciliens sont d'abord détectés dans les animations régionales jeunes. L'animation régionale se concrétise par le Challenge Régional Jeune et le Challenge des clubs. Ils sont ensuite accompagnés par le Comité régional par des spécialisations et des perfectionnements donnés tout au long de l'année sur les différents sites de pratique régionaux et nationaux, ainsi que lors de stages co organisés avec les structures départementales et les clubs.
Les meilleurs jeunes espoirs des disciplines et des catégories émergentes (Olympiques et championnats du monde) sont fortement accompagnés par le Comité Régional sous formes de regroupements et de préparation spécifiques permettant le meilleur accès au haut niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 100.048 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002772)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES CLUBS DE LA DEFENSE

Convention n° 17 SP CDE 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 136.000 €
Taux de l'objectif : 25,73 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 35.000 €

La Ligue met en place un certain nombre d'activités, sous forme de challenges et de championnats régionaux, qui va permettre la participation du plus grand nombre de personne. Elle travaille aussi à adapter ses actions pour l'ouverture aux personnes en situation de handicap avec un encadrement spécifique. Enfin, la Ligue ou accompagne les clubs l'organisation de 3 à 4 événements de niveau national par an.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 35.000 €

La Ligue IDF des Clubs de la Défense a informé l'exécutif de ses difficultés à accueillir des stagiaires, en raison des contraintes d'accès à leur siège situé dans une base militaire. Aussi, à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002771)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DES CLUBS OMNISPORTS

Convention n° 17 SP OMN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 127.760 €
Taux de l'objectif : 15,65 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000 €

Cet objectif est consacré à la mise en place des programmes « Le Challenge sportif des Ambassadeurs du sport citoyen » et à la coordination de l'Urban Sport Tour régional qui vise à accompagner les clubs omnisports dans le développement d'une démarche citoyenne auprès de leurs adhérents et à sensibiliser les habitants des quartiers aux pratiques sportives.
Il va aussi permettre de renforcer le volet « Santé » du sport, en lien avec l'Université Virtuelle Francophone de Médecine du Sport», à travers le développement du dispositif « 1000 clubs pour le sport et la santé » qui vise à améliorer les conditions d'accueil, dans les clubs omnisports, des personnes atteintes d'affections de longue durée.
Cette opération a également pour objectif de former des référents sport santé permettant la déclinaison territoriale du plan sport et santé de la Fédération française des clubs omnisports Ile-de-France

Enfin, le comité régional procède à l'édition annuelle d'un mémento du club omnisport.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002773)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE COURSE D'ORIENTATION

Convention n° 17 SP COR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 40.500 €
Taux de l'objectif : 17,78 %
Subvention prévisionnelle 2020: 7.200 €

Afin de favoriser le développement de sa discipline, la Ligue met en place des actions de promotion de la course d'orientation et procède à l'élaboration de matériel de course (cartes…).

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 37.500 €
Taux de l'objectif : 4,80 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.800 €

Des stages de perfectionnement pour le haut niveau régional sont organisés pour détecter les jeunes talents et notamment les jeunes filles.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 99.400 €
Taux de l'objectif : 11,07 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 11.000 €

Les meilleurs espoirs sont accompagnés grâce au soutien du Pôle de Fontainebleau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n °1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002774)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CYCLISME

Convention n° 17 SP CYC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 166.200 €
Taux de l'objectif : 18,32 %
Subvention prévisionnelle 2020: 30.448 €

La promotion du cyclisme sera organisée autour de la découverte et du développement l'ensemble des disciplines du vélo et de journées de découverte des différentes facettes du VTT.

L'aspect compétitif se traduit par l'organisation de compétitions traditionnelles que sont les challenges IDF du comité et la journée nationale de l'Américaine.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 53.000 €
Taux de l'objectif : 22,74 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 12.052 €

Le comité souhaite développer et perfectionner une équipe régionale féminine par le biais de stages, de sélection dans les différentes disciplines VTT, BMX et cyclisme traditionnel.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 242.900 €
Taux de l'objectif : 10,50 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 25.500 €

Le comité continue l'accompagnement de ses pôles différents pôles Espoirs au CREPS.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 68.000 €

Le Comité a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002775)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE IDF DE CYCLOTOURISME

Convention n° 17 SP CYT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 45.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.500 €

Le Comité développe la pratique du vélo chez les novices en leur permettant d'acquérir tous les outils concourant à leur autonomie sur les routes. Il met aussi en œuvre des critériums régionaux jeunes VTT et Route ainsi que le Concours régional d'Education routière.

La commission « sport pour tous » maintenant opérationnelle va être au plus près des clubs afin d'aider à mettre en valeur les possibilités de pratiques différentes des vélos classiques grâce à des matériels adaptés.
Le week-end *« la ligueàvélo* » dont la formule a rencontré un beau succès sera reconduit.
Des actions sont également faites à l'attention des féminines.
La mise en place du nouveau site internet devrait largement aidé la communication.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 13.500 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002776)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE DANSE

Convention n° 17 SP DAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 135.000 €
Taux de l'objectif : 9,63 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.000 €

Il s'agit de permettre le développement de structures d'accueil et de relais pour favoriser l'accession à la pratique de la danse au plus grand nombre de personnes.

Le comité organise les championnats régionaux de nombreuses disciplines de danses telles que la Danse Jazz, la Danse Sportive, le Rock Acrobatique, etc… L'Ile-de-France accueille également des championnats de France de Danse Artistique, et Classique et de Hip Hop. Enfin, le comité porte des rencontres régionales chorégraphiques et le World Open de Paris Coubertin.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 78.000 €
Taux de l'objectif : 3,85 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

Différents stages sont organisés pour les jeunes sélectionnés aux finales nationales et permettent le développement du groupe Elite IDF.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 16.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002777)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES ECHECS

Convention n° 17 SP ECH 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 151.450 €
Taux de l'objectif : 5,94 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.000 €

Le développement de la pratique des échecs passe par trois axes. Il s'agit tout d'abord de soutenir les clubs situés dans des territoires en déficit et de faciliter leur développement. Les deux autres axes de travail consistent en l'organisation d'action de découverte des échecs en milieu scolaire (Echecs en Fête) et de journées de perfectionnement de la pratique échiquéenne.

De plus la Ligue organise une compétition classique, le championnat Paris Ile-de-France, ainsi qu'une épreuve internationale qui permet de découvrir le très haut niveau, les « Internationaux de Blitz ».

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 16.000 €
Taux de l'objectif : 6,25 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.000 €

Les meilleurs jeunes repérés sont regroupés lors de stages de détections et de perfectionnement pour leur permettre de progresser plus rapidement.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002778)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'EQUITATION

Convention n° 17 SP EQU 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 132.900 €
Taux de l'objectif : 19,71 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 26.200 €

En complément des actions démarrées dès 2017 (organisation de journées de promotion de l'équitation lors de grands événements équestres, d'actions de découverte de « l'équifeel » et de l'éthologie, d'animations de sport santé sur les îles de loisirs régionales, de championnats), le Comité va travailler sur :

- la création de circuits sportifs et labels (grand Régional de Saut d'obstacles, grand régional de concours complet, grand régional Equifun ;
- les stages de détections dans les 2 disciplines olympiques CSO et CCE ;
- le développement d'actions de promotion pour la pratique et la prise de licences.

En outre, et en partenariat avec le CROS IDF, le Comité participera à des évènements tels le Salon Sport Bienêtre, Sport en filles (sur île de loisirs de Saint Quentin en Yvelines, et sera présente sur des temps privilégiés organisés à l'attention de publics ciblés tels les jeunes issus des structures de jeunesse (Centre Equestre Georges Valbon – La Courneuve 93).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 26.200 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002779)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'ESCRIME

Convention n° 17 SP ESC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 361.030 €
Taux de l'objectif : 13,18 %
Subvention prévisionnelle 2020: 47.600 €

L'objectif est triple :

- permettre de découvrir la discipline au travers de l'organisation de journées découverte,
- offrir les meilleures conditions de pratique par le soutien aux clubs accueillant des jeunes et par l'acquisition de Kits Ludo Escrime pour les plus jeunes et de kits Premières touches,
- développer l'escrime artistique.

L'animation régionale se concrétise par deux compétitions régionales, l'une individuelle et l'autre par équipes aux 6 armes.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 359.790 €
Taux de l'objectif : 13,23 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 47.600 €

Il s'agit d'aider à l'accession au haut niveau des jeunes talents par le biais de stages et de regroupements et de préparer les meilleurs qualifiés aux championnats de France. De plus, le comité bénéficie d'un centre régional d'entraînement en fleuret ainsi que des préparations spécifiques en épée et sabre au sein du CREPS de Châtenay-Malabry.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 95.200 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002780)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'ETUDES ET SPORTS SOUS-MARINS

Convention n° 17 SP PSM 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

Il s'agit de faire découvrir le milieu subaquatique et sous-marin grâce à des opérations organisées tout au long de l'année.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20.600 €
Taux de l'objectif : 19,42 %
Subvention prévisionnelle 2020: 4.000 €

Afin d'offrir aux jeunes des conditions de progression intéressante, des stages de détection et de formation de l'élite régionale sont organisés.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002783)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FRANCILIENNE DE FOOTBALL AMERICAIN

Convention n° 17 SP FAM 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 224.000 €
Taux de l'objectif : 14,28 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 32.000 €

Le développement du football américain se fait par le biais de la promotion de la discipline sur le territoire, les regroupements Minimes ou féminins de flag foot en milieu scolaire. Il passe également par la découverte du Flag Loisirs, des regroupements de football américain féminins et la mise en place d'une opération appelée le Flag Tour. La ligue va mettre en œuvre des IDF Camps de football et de cheerleading. Enfin, autour de la pratique handisport, la Ligue souhaite développer le Handi Flag pour les malentendants dans les IME (instituts médicaux éducatifs) et leur permettre ainsi de participer à des tournois inter-IME et susciter de nouvelles adhésions dans les clubs.

Les championnats IDF constituent le moteur compétitif de la promotion du football américain.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 189.000 €
Taux de l'objectif : 6,88 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.000 €

L'accession au haut niveau passe par des stages et des regroupements juniors et seniors en football américain. De plus, les meilleurs espoirs régionaux sont suivis au sein du centre régional d'entrainement au CDFAS d'Eaubonne. Des stages, de la détection et du perfectionnement sont également initiés en cheerleading.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 45.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002784)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE GOLF

Convention n° 17 SP GOI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Ia / Objectif opérationnel de développement des publics et structures

Budget prévisionnel de l'objectif : 112 870 €
Taux de l'objectif : 21,19 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 23 917 €

Le développement de la pratique golfique passe avant tout par l'acquisition de kits techniques et pédagogiques. La Ligue développe des opérations en zones urbaines et rurales sensibles avec les clubs et équipements golfiques existants et notamment ceux existants sur les Îles de Loisirs de la Région IDF, en direction des adolescents et des nouveaux publics. La Ligue met alors en place une série d'outils : campagnes de découverte pour les publics défavorisés et campagnes de découverte du Golf/Santé. Elle promeut aussi le développement de la pratique féminine et de la pratique spécifique pour les handicapés.

Ib / Objectif opérationnel d'animation régionale

Budget prévisionnel de l'objectif : 59.400 €
Taux de l'objectif : 7,74 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 598 €

L'animation se concrétise par les compétitions des Mérites Jeunes et du Trophée Ile-de-France. A cette occasion le large public qui est touché, bénéficie de la mise en œuvre de la charte des valeurs de la République et de la Laïcité.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Objectif opérationnel de stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Ces stages encadrés par des cadres techniques d'Etat habilités à prévenir le dopage, les discriminations, les violences et l'homophobie.

Budget prévisionnel de l'objectif : 159 500 €
Taux de l'objectif : 10,96 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 17 481 €

L'objectif est ici de suivre l'élite régionale grâce à des stages de détections et de perfectionnement des espoirs mais également par la mise en place d'un suivi physique et une préparation mentale.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 45.996 €

Ces subventions cumulées (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002789)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DE GOLF DE PARIS

Convention n° 17 SP GOP 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 340.000 €
Taux de l'objectif : 7,50 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 25.500 €

Le développement du golf passe par l'accès et le développement de la pratique auprès de différents publics :

- les féminines avec un travail auprès des jeunes filles (- 15 ans) au travers de regroupements mais aussi auprès d'un nouveau public féminin par des journées d'animation et de découverte, et pour la filière sportive par le biais d'épreuves ;
- l'accompagnement des publics prioritaires au travers d'opérations de découverte, généralement en lien avec les Jeux Olympiques 2024 et les territoires prioritaires ;
- le développement de la pratique pour les personnes en situation de handicap en relation avec les centres spécialisés de la Région.

Sans oublier les publics proches de la pratique :

- les jeunes par le biais d'un travail d'organisation, de structuration et de labélisation de leurs écoles de Golf ;
- les seniors par l'organisation d'activités plein-air et d'initiations rentrant dans une démarche sport-santé ;
- les golfeurs sportifs, multigénérationnels et mixtes, dans l'organisation et l'accompagnement des coupes de Paris par équipes juniors, hommes, femmes, séniors, et des championnats de ligue individuels.

L'action de la Ligue va se faire par un apport humain, logistique et en matériel, mais également par une aide auprès de ses 3 Comités Départementaux qui œuvrent au quotidien auprès des clubs, et par l'accompagnement dans la création ou l'extension de structures dans le cadre d'un schéma directeur territorial des équipements golfiques.
La Ligue reste par ailleurs extrêmement vigilante sur le respect des valeurs qui sont associées à sa discipline (diffusion auprès de nos clubs de la Charte de la laïcité. épreuve sur les règles et l'étiquette…). La Ligue de Golf de Paris a formé des permanents à la détection de la radicalisation et une information a été transmise aux clubs.
La santé des jeunes fait également partie de nos priorités, en mettant en place sur les épreuves qualificatives aux Championnats de France Jeunes individuels un staff de préparateurs physiques et de kinésithérapeutes pour sensibiliser les jeunes

pratiquants à une bonne pratique, qui passe par l'hygiène de vie, l'alimentation, l'échauffement, la récupération et par la connaissance des méfaits du dopage.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

II.a / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 140.000 €
Taux de l'objectif : 3,21 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.500 €

L'accession au haut niveau est valorisée sous trois volets. D'abord, elle se traduit par des stages de détections des espoirs mais également des stages hivernaux de préparation. Elle concerne aussi des regroupements des jeunes qualifiés pour les « France ». Enfin, elle comprend le regroupement du vivier des jeunes talents en équipes régionales.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002790)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL ILE-DE-FRANCE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 17 SP LGY001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 140.000 €
Taux de l'objectif : 29,50 %
Subvention prévisionnelle 2020: 41.300 €

Le développement de la gymnastique passe par le soutien aux clubs labellisés « Petite Enfance » et « Senior » via des dotations en matériel pédagogique. Il est également important de soutenir les clubs des zones en déficit en mettant en place des stages de découverte et des opérations orientées vers le public handicapé (équipement en matériels pédagogiques, notamment avec le « kit handicap » spécifiquement conçu).

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIb / Objectif opérationnel d'accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 700.000€
Taux de l'objectif : 6,96 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 48.700 €

L'objectif est de soutenir les 4 pôles Espoirs existants tant en gymnastique artistique masculine à Vélizy, en gymnastique féminine à Meaux qu'en gymnastique rythmique à Evry ainsi que le pôle de Bois Colombes (TSA).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 90.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002791)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'HALTEROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 17 SP HAL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 23.335 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.000 €

Le développement de la discipline passe essentiellement par des stages de découverte de l'haltérophilie.

Le comité met également en place le challenge régional haltérophile ainsi que la finale nationale annuelle.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

L'accession au haut niveau de l'élite régionale se concrétise par des stages de détection et de préparation des jeunes talents.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002793)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HANDBALL

Convention n° 17 SP LFH 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 154.400 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 46.320 €

La volonté de la Ligue est d'équiper les clubs de l'ensemble du matériel permettant les pratiques, notamment des enfants, (kits écoles, kits premiers pas, buts gonflables…). Pour les plus grands, l'objectif est d'œuvrer sur le sport santé avec des kits spécifiques. Un travail concerté est instauré avec les UNSS via de nouvelles formes de pratiques telles que le 4 X 4. De plus, sont mises en place des opérations de découverte du handball à travers différentes animations d'été sur plusieurs îles de loisirs régionales. Enfin, la Ligue continuera à mettre en place des actions auprès des jeunes handicapés notamment avec l'opération Hand'Ensemble.

L'animation régionale se traduit par plusieurs compétitions féminines dont le tournoi Pierre TIBY.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 270.500 €
Taux de l'objectif : 22,18 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 60.000 €

Il s'agit ici de la mise en œuvre de 3 centres régionaux d'accession qui permet de regrouper les jeunes à fort potentiel et de les préparer au haut niveau avant l'entrée en pôle Espoirs pour les meilleurs.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 480.000 €
Taux de l'objectif : 19,51%
Subvention prévisionnelle 2020: 93.680 €

Cet objectif permet le soutien aux jeunes des pôles à Eaubonne (Garçons) et au CREPS de Châtenay-Malabry (Filles).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 200.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002792)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE HANDISPORT

Convention n° 17 SP HAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORITVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 315.775 €
Taux de l'objectif : 12,63 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 39.885 €

L'objectif est d'abord d'aider à la création de clubs ou de sections dans les clubs existants, pour la pratique handicapée. Le Comité souhaite également développer des opérations permettant fédérer de nouveaux licenciés comme par exemple les grands handicapés.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 115.890 €
Taux de l'objectif : 16,39 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 19.000 €

La mise en place du haut niveau passe par la constitution d'équipes régionales, par la détection des espoirs pour l'intégration dans les clubs labellisés et la création de l'Elite régionale. Le Comité organise également un stage de 15 jeunes à potentiel régional.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : **58.885 €**

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002794)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GAZON

Convention n° 17 SP HGA 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 32.500 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020: 9.750 €

La Ligue a défini un axe de développement auprès du public scolaire. Dans le même temps, afin d'accueillir au mieux les licenciés, elle aide à la création de nouveaux clubs. Au sein des clubs existants, elle œuvre à développer les écoles de Hockey ainsi que la pratique féminine et la pratique handicapée.

Afin de créer un véritable lien sur l'ensemble du territoire, la Ligue réalise un journal numérique mensuel qui nécessite des mises à jour régulières et un suivi quotidien.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 45.000 €
Taux de l'objectif : 22,78 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.250 €

Il s'agit ici de repérer et d'accompagner les jeunes talents par le biais de stages de détections et de perfectionnement et de les sensibiliser également au suivi médical par des actions en faveur de la lutte contre le dopage.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 20.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002795)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 17 SP HGL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 43.240 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020: 12.972 €

Des opérations spécifiques seront réalisées en direction de toutes les jeunes catégories d'âges (Réveil ton Hockey, action spécifique pour les gardiens de but, Fairplay ZIR, « plan apprendre à jouer). La ligue organisera également des plateaux avec le matériel permettant d'assurer la sécurité des joueurs, des palets allégés, etc. et des actions de formation/information pour les jeunes filles souhaitant pratiquer le hockey.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 12.591 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.778 €

Des stages de détections et de perfectionnement sont organisés pour les meilleurs jeunes de la discipline dans l'optique de participer au stage national qui définira l'équipe de France jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 16.750 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002796)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE JUDO

Convention n° 17 SP JUD 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 390.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 117.000 €

Le développement de la pratique du judo comprend plusieurs composantes. Tout d'abord, la Ligue réalise un travail de vulgarisation de la discipline par des stages de découverte toute l'année mais aussi spécifiquement en été avec le Judo IDF Tour et des opérations de prévention Sport et Santé seniors. Elle met en place le développement de la pratique handicapée, de la pratique féminine, dont celle des seniors avec le sport santé, et de la pratique pour des publics prioritaires à l'exemple des jeunes en ZUS.

L'animation régionale passe elle par l'accompagnement des championnats Elite régionaux et des tournois franciliens.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 243.333 €
Taux de l'objectif : 30,00 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 73.000 €

La Ligue fournit un bon nombre de compétiteurs de haut niveau notamment par le soutien au Pôle Espoirs de Brétigny. Le travail de création d'une nouvelle antenne du Pôle espoirs dans le nord de la Région. Et la mise en place de stage de détection visant à alimenter la structure de haut niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 190.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002797)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KARATE

Convention n° 17 SP KAR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 110.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 33.000 €

Concernant la pratique féminine, la Ligue travaille sur 4 axes :

1. Développement de la pratique sportive pour le plus grand nombre, notamment en faveur des féminines : le développement de la pratique sportive, notamment en faveur des féminines se traduit par l'intégration de différentes méthodes d'apprentissage caractérisées par des activités novatrices, comme le « Karaté défense », activité qui contribue à la prévention des violences et des incivilités, et le « Body Karaté » pour tous. Les stages organisés par la ligue, les manifestations sportives ainsi que les formations vont permettre aux clubs de développer ces pratiques et de continuer à attirer de nouveaux publics.

2. Féminisation de l'encadrement technique : dans l'optique de la recherche de parité hommes-femmes, ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club. En effet, le certificat de body karaté (CBK) est un diplôme permettant l'encadrement de cette activité au sein de la FFK.

3. Féminisation des instances dirigeantes : la Ligue régionale IDF de karaté souhaite mettre en place des séminaires pour les 1ère, 2ème, et 3ème Dan féminine, ce qui incitera les femmes à se positionner en tant que dirigeantes.

4. Féminisation des fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages d'une journée, coordonnée par une responsable de la CRA (thèmes abordés : arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin).

Pour le volet santé, la Ligue souhaite proposer la pratique du karaté ou d'une discipline associée, comme un moyen de renforcer la santé, de lutter contre la maladie et d'intégrer les personnes en difficultés de santé dans des activités qu'ils partageront avec des valides. La Ligue a nommé un référent santé qui aura comme responsabilité la mise en place des projets, tels que :

1. Mettre en place une cellule de recherche au sein de la Ligue régionale pour identifier les centres médicosportifs, plateaux techniques, agréés ou non

Prescri'Forme (groupe de travail à la Ligue Régionale entre tous les CTD et le CTR de la région, réunions de coaches et entraîneurs pour les informer des centres recensés par la Ligue IDF).

2. Stages organisés à destination des élèves de l'Ecole régionale de formation IDF en plus des contenus du diplôme d'Instructeur Fédéral, regroupant les futurs enseignants valides ou enseignants confirmés désireux d'intervenir auprès de ces publics.

3. Mise en place de stages experts à caractère santé. La Ligue souhaite mettre en place 2 stages d'une journée à destination des seniors (gestes et postures à respecter dans la pratique pour atteindre un niveau d'intégrité physique et de prophylaxie).

4. La Ligue souhaite s'investir sur des actions ponctuelles telles que "premier de cordée", "un moi(s) sans tabac" ou " l'alcool et les femmes enceintes". Ces événements se déroulant tout au long de l'année, la Ligue mettra à disposition soit des animateurs pour des ateliers de sensibilisation, des outils de communication, ainsi que du matériel (tatamis et les protections adaptés).

De plus, la Ligue régionale souhaite mettre l'accent sur un projet handi-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations de la ligue régionale IDF de karaté.

1. Réunion et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté.

2. Journées de stage s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs de la Ligue en situation de handicap ou non. L'objectif est de faire vivre et comprendre aux enseignants et participants qu'il est possible d'enseigner et de pratiquer dans le respect de la personne.
L'intérêt à moyen et long terme sera "l'identification, la sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté".

Enfin, la Ligue va organiser le Tournoi Ile-de-France par équipes pour les benjamins et minimes ainsi que des manifestations à caractère spécifique dans les disciplines dont le nombre de licenciés est suffisant (arts martiaux vietnamiens, krav maga, wushu) ainsi qu'une rencontre multi-styles. Elle va également mettre en place des rencontres internationales permettant des confrontations directes entre franciliens et étrangers.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 53.420 €
Taux de l'objectif : 22,46 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 12.000 €

Avec l'intégration officielle du karaté en tant que sport additionnel aux JO 2021 à Tokyo au Japon la Ligue Régionale IDF a pour objectif de devenir une région d'excellence sportive de Haut Niveau. La stratégie à court moyen et long termes est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleur(e)s sportifs(ves) formant ainsi une élite pour représenter la ligue régionale Ile-de-France de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (Championnats du Monde, d'Europe et Jeux Olympiques).

L'accompagnement des jeunes espoirs se fera par des stages et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au juniors de manière à former des équipes régionales dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le Combat et le Kata.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 45.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002823)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KICK BOXING, MUAY THAÏ ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP SPC 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 86.440 €
Taux de l'objectif : 16,84 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 14.556 €

La ligue souhaite accentuer son développement par le biais de la pratique féminine grâce à des stages et des initiations.

Il s'agit ici d'accompagner le déroulement des championnats régionaux dans les 4 différentes disciplines pour toutes les catégories de jeunes à seniors.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 35.200 €
Taux de l'objectif : 28,50 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.032 €

L'objectif est de constituer une réserve de champions et futurs champions franciliens par de la détection et des regroupements chez les jeunes (jusqu'à cadets), par l'accompagnement de l'élite régionale et aussi la mise en place, si possible sur une base de loisirs, d'un camp d'été des tous meilleurs.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 24.588 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002798)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP LUT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 100.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 30.000 €

La volonté du Comité est à la fois de développer et harmoniser la pratique de la lutte sur l'ensemble des 8 départements, notamment par le biais d'une opération « la lutte dans les clubs citoyens ». Sont aussi mises en place des actions de vulgarisation des différentes disciplines de la lutte, des journées « découverte » en milieu scolaire et universitaire. Le Comité œuvre au développement de la lutte féminine et à l'intégration des personnes en situation de handicap. Il met en place une action Sport/santé destinée à l'information et la prévention des risques dans la pratique et à la lutte contre l'obésité grâce à la lutte Enfin, il poursuit la structuration des compétitions régionales et de ses comités départementaux.

La volonté du Comité est de mieux communiquer sur sa discipline, en interne et en externe, par le biais de la diffusion d'un annuaire des clubs.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 15.000 €

Les jeunes talents régionaux sont accompagnés dans le cadre à la fois du suivi médical, de la constitution d'une équipe régionale.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 45.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002799)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFME ILE-DE-France (MONTAGNE, ESCALADE)

Convention n° 17 SP MON 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 155.500 €
Taux de l'objectif : 5,78 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.000 €

Il s'agit de promouvoir l'escalade à travers des opérations de découverte de handi-escalade et des actions « Escalade et santé ».

La ligue souhaite également valoriser les bénévoles et dirigeants impliqués et aussi favoriser l'arrivée de dirigeantes féminines.

L'animation régionale sur le territoire recouvre tant les championnats régionaux, que les différentes compétitions promotionnelles qui contribuent à la promotion de l'escalade.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 52.500 €
Taux de l'objectif : 5,71 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

Il s'agit de soutenir l'équipe régionale mise en place et de regrouper les meilleurs jeunes afin de les voir progresser en se confrontant à des compétiteurs de haut niveau et de créer une équipe féminine.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 12.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue FFME Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002800)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE MOTOCYCLISTE ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP MOT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 84.525 €
Taux de l'objectif : 24,05 %
Subvention prévisionnelle 2020: 20.330 €

La Ligue a mis en place une structure éducative motocross et poursuit le développement de la pratique féminine ainsi que la pratique alternative basée sur l'initiation sur des motos électriques. La Ligue organise également une sensibilisation à la pratique raisonnée du « deux roues » motorisé sur circuit pour les jeunes.

Deux épreuves régionales de motocross et d'endurance permettent aux compétiteurs de se mesurer les uns aux autres.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 18.900 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.670 €

Les jeunes talents sont accompagnés vers le haut niveau grâce à des stages de détection et perfectionnement au trial ainsi qu'à l'enduro.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 26.000 €

Dès la mise en place de la mesure « 100 000 stages », la ligue Ile-de-France de Motocyclisme a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de personnel administratif qualifié pour assurer l'accompagnement et l'encadrement pédagogique des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002801)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE REGIONALE D'IDF DE LA FF DE NATATION

Convention n° 17 SP NAT 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 149.020 €
Taux de l'objectif : 25,50 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 38.000 €

Dans l'objectif de permettre au plus grand nombre de découvrir la natation, la Ligue entend travailler sur les actions suivantes :

- Développement des pratiques encadrées : tests de l'Ecole Nationale de Française (ENF), Nager Grandeur Nature (sensibilisation aux risques de baignades, découverte de la natation en milieu naturel, et promotion de l'activité « Eau Libre »), découverte du plongeon, « Nagez Forme Santé » ;
- Sport réconciliateur : affirmation de soi par le sport pour lutter contre les discriminations ;
- Correction des inégalités : développer la pratique féminine au sein des QPV, inciter les personnes en situation de handicap à pratiquer via des animations aquatiques.

L'animation régionale concernera la natation course, la natation artistique et en eau libre.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 501.750 €
Taux de l'objectif : 13,75 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 69.000 €

L'accompagnement des jeunes talents passe par des stages de détection ainsi que par leur formation. L'objectif étant de permettre à l'Elite régionale de s'aguerrir à l'accès au haut niveau en se confrontant à l'élite internationale (stage en France ou à l'étranger, sur des épreuves tels que le plongeon, nage en eau libre, water-polo, natation course et natation artistique).

La Ligue travaille aussi sur l'accompagnement des jeunes sportifs au sein des structures du PPF appelées CAF (centre d'accession et de formation), sur l'intégration d'un groupe de poloïstes au sein du CNAHN en water-polo, ainsi que sur l'intégration de plongeurs d'autres disciplines sur le pôle France de l'INSEP.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 107.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné. Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002802)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PELOTE BASQUE

Convention n° 17 SP PBQ 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 21.170 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.350 €

L'objectif est de développer des écoles de pelote basque.

La ligue organise aussi le Championnat de ligue et des Masters mains nues.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 6.800 €
Taux de l'objectif : 24,26 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.650 €

L'accompagnement des jeunes sportifs se fera par l'organisation de stages de détection pour les jeunes issus des championnats de ligue.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 8.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002804)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE PENTATHLON MODERNE

Convention n° 17 SP PEN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 15.400 €
Taux de l'objectif : 12,99 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

Le Comité régional souhaite accroître la pratique régionale du pentajeune pour tous les publics.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 34.000 €
Taux de l'objectif : 8,82 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

L'objectif est d'accompagner les meilleurs franciliens vers le haut niveau par le biais de stages de détection, de perfectionnement et de regroupements en vue de leur participation aux compétitions nationales et internationales.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 5.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002806)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 17 SP PJP 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 17.470 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.241 €

La Ligue va mettre en place des actions d'intégration des publics handicapés, notamment en lien avec la Fédération Française du sport adapté, au travers de sessions d'apprentissage à l'appoint et au tir. Elle va aussi instaurer des journées spécifiques pour développer la pratique féminine.

Elle poursuit, enfin, son accompagnement pour l'organisation des championnats de ligue des clubs et en triplettes.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 4.550 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.365 €

L'accession au haut niveau est valorisée par des stages de détections de zone et régionaux des meilleurs jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 6.606 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue Ile-de-France de Pétanque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002807)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

L'animation régionale de la Ligue se traduit par l'organisation de multiples championnats en Ile-de-France, tant collectifs (football ou rugby), qu'individuels (tels boxe, karaté…) qui permettront de sélectionner des membres des équipes de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002808)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE RANDONNEE PEDESTRE

Convention n° 17 SP RAN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 70.820 €
Taux de l'objectif : 15,53 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 11.000 €

LeComité continue le développement de ses activités grâce à des opérations de « rando challenge découverte » dans le cadre du Championnat de France Rando Challenge, à sa participation au salon Destination Nature, à la découverte de nouvelles pratiques de la randonnée, comme la Marche Nordique, ou encore la Marche Aquatique en eau intérieure.
Le Comité organise une semaine de randonnée ouverte à tous sur le thème de la Rando Santé® et bien-être, pour permettre à un large public, notamment familial, de découvrir la pratique de la randonnée.
Le Comité souhaite ici valoriser l'ensemble de ses bénévoles à travers des journées régionales, tout autant informatives que conviviales, qui cibleront chacune les acteurs des comités, de la Rando Santé®, de la Marche Nordique.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 11.000 €

Ces subventions cumulées (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002810)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE ROLLER SKATING

Convention n° 17 SP ROL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 43.700 €
Taux de l'objectif : 13,73 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

Cet objectif permettra, à la fois, la structuration des clubs, et des disciplines urbaines (roller freestyle, roller derby..), le développement de la pratique féminine dans toutes les disciplines ainsi que le roller handi pour les malvoyants.

L'animation régionale passe par l'organisation des différents championnats Ile-de-France (course, rink hockey, roller hockey…)

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 40.300 €
Taux de l'objectif : 4,96 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

La ligue développe des stages régionaux de perfectionnement et des plateaux de haut niveau dans les différentes disciplines.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 8.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002811)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE RUGBY Á XIII

Convention n° 17 SP R13 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 42.400 €
Taux de l'objectif : 23,11 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.800 €

Le développement du Rugby à XIII passe par la structuration des clubs et aussi par le développement de nouvelles disciplines appelées « le Petit Treize ».

Il s'agit également d'appuyer la Semaine du Rugby à XIII Féminin et le Tournoi de l'Avenir Jeunes IDF.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 7.050 €
Taux de l'objectif : 17,02 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.200 €

L'accompagnement des jeunes sportifs se fait sous la forme de stages et de regroupements des sélections régionales Jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 11.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue IDF de Rugby à XIII a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002813)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE REGIONALE ILE DE FRANCE DE RUGBY

Convention n° 17 SP R15 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 646.250 €
Taux de l'objectif : 9,90 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 64.000 €

L'objectif est de développer le rugby sous toutes ses formes de pratique. Ainsi, la ligue met en œuvre un programme pour la pratique féminine, dont notamment au sein des écoles de rugby. Le rugby est également développé dans les milieux sensibles (notamment ZUS), avec le milieu scolaire, en entreprises, via le rugby loisirs ou encore en milieu carcéral.

La ligue travaille également sur des pratiques diverses (rugby à 5, rugby à 7, rugby mixte notamment avec les personnes en situation de handicap). Sont mises en place des opérations de découverte du rugby (Soft rugby, beach rugby…). Des opérations de sensibilisation et de lutte contre les discriminations jalonneront toute la saison sportive aussi bien au sein de la ligue qu'à l'extérieur, à l'occasion, par exemple, pendant les formations.

L'animation régionale se concrétise par les finales territoriales et la finale des écoles de rugby.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 328.400 €
Taux de l'objectif : 3,04 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

L'accession des jeunes au haut niveau passe d'abord par des stages de détection de l'élite régionale aussi bien à 15 qu'à 7. Ces jeunes des différentes catégories d'âge U14 à U20 Femmes et Hommes en rugby à 15 et U16 à U18 Femmes et Hommes en rugby à 7 constituent les équipes régionales. Le rugby à 15 bénéficie également d'une structure, le Centre d'Entraînement Territorial, identifiée au sein du Parcours d'Excellence Sportive. Enfin, la ligue maintient le pôle régional d'entraînement et de formation de rugby à 7 à Brétigny sur Orge.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 238.200 €
Taux de l'objectif : 1,26 %
Subvention prévisionnelle 2020: 3.000 €

L'accompagnement des jeunes sportifs se fait par l'intermédiaire du Pôle Espoirs de Lakanal à Sceaux.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 77.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

<u>Versement du solde</u>

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002814)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 17 SP SBF001

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 44.654 €
Taux de l'objectif : 21,01 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.380 €

Il s'agit d'accompagner les meilleurs jeunes à travers des stages de préparation, notamment au CREPS de Chatenay-Malabry, pour les championnats de France Assaut et Combats. Ces stages doivent permettre d'améliorer le niveau technique et de les sensibiliser aux comportements à risque et à la lutte contre le dopage.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 9.380 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue IDF de Savate, Boxe française a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002816)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SKI NAUTIQUE

Convention n°17 SP SKN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 134.880 €
Taux de l'objectif : 10,53 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 14.200 €

De nombreuses initiatives sont prises tout au long de l'année pour permettre la découverte de la discipline notamment des initiations sur le simulateur de l'île de loisirs de Buthiers, des journées handiski ou des journées « Petits princes de l'eau ». Le Centre de ressources sur le ski nautique sera développé afin d'appuyer le programme de développement.

De plus la Ligue organise des rencontres interclubs et des championnats de Ligue.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 131.000 €
Taux de l'objectif : 2,14 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.800 €

Des stages de détection des jeunes talents seront organisés.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 17 000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Ski Nautique a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002817)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE SPORT ADAPTE

Convention n° 17 SP SPA 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 345.053 €
Taux de l'objectif : 9,13 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 31.505 €

Le Comité prévoit tout d'abord d'organiser des journées promotionnelles ainsi que des actions pour lutter contre l'obésité chez les jeunes et contre la sédentarité des travailleurs dans les ESAT. La sensibilisation au sport auprès des établissements et hôpitaux psychiatriques constituera une autre approche de développement. Enfin, une activité sportive pour les séniors va être mise en place.

Le Comité va également œuvrer à la communication sur le sport adapté sous forme d'information et de sensibilisation auprès des différents publics, notamment par la participation à des salons.

Enfin, il va organiser des rencontres régionales multisports et des Championnats de France et régionaux.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 114.600 €
Taux de l'objectif : 10,14 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 11.620 €

Il s'agit d'accompagner le centre régional d'entraînement basket mais également les pôles d'entrainement régionaux multi disciplines.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 43.125 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002818)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DU SPORT AUTOMOBILE ILE DE FRANCE

Convention n° 17 SP SAU 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 749.000 €
Taux de l'objectif : 5,26 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 39.400 €

La Ligue souhaite promouvoir le sport automobile par des opérations concrètes en direction des féminines, des personnes handicapées et des jeunes des quartiers défavorisés à travers le karting. Son aide au développement des clubs est également essentielle.

La Ligue organise la Coupe de France de karting et au 24 H de Paris de 4 X 4.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 125.000 €
Taux de l'objectif : 13,80 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 17.250 €

L'accession au haut niveau passe par la détection et la formation des jeunes talents à l'Ecole française de kart de Rosny.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 56.650 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002821)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFSE ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP SEN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 162 000 €
Taux de l'objectif : 9,26 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 15 000 €

L'objectif est de développer en Île-de-France les pratiques d'activités physiques ou sportives adaptées, dans le cadre de l'entreprise, au bénéfice de la santé, du bien-être et de l'intégration de tous les salariés, ainsi qu'au service de l'efficacité et de la performance collective des entreprises.

Le projet de développement de la Ligue se fait par le biais du développement d'une offre sportive en direction du plus grand nombre de salariés et l'organisation de rencontres inter-entreprises et notamment du Challenge mixte régional « Les Lauriers du Sport d'entreprise ». L'organisateur s'appuiera fortement sur les nombreuses manifestations sportives du calendrier de cet évènement. Des manifestations en direction des personnes en situation de handicap seront également soutenues, comme « La course de la diversité».

Par ailleurs, la Ligue développera la pratique féminine et organisera des journées « Portes ouvertes ».

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 15.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002819)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DU SPORT EN MILIEU RURAL

Convention n° 17 SP SMR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 57.250 €
Taux de l'objectif : 17,47 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

Le comité souhaite animer le territoire par le soutien aux écoles multisports et les stages d'initiation et découverte multisports dans les villages ruraux. Il se propose également de créer des animations post scolaires et des stages découverte multi-activités.

L'objectif des écoles multisports est de :

- Proposer un éveil moteur en intégrant petit à petit du matériel sportif spécifique pour les 3-6 ans
- Faire découvrir une dizaine de disciplines sportives par an à des enfants âgés de 6 à 12 ans.

Cela passe également par un engagement dans par l'intervention en Education Physique et Sportive dans les écoles primaires rurales. Le comité soutient nos intervenants extérieurs agréés Education Nationale, dans le cadre d'un projet pédagogique qui propose des activités multisports afin que chaque enfant soit égal devant la pratique sportive car bien souvent le sport à l'école primaire en milieu rural n'est pas possible soit par manque de compétences, de temps, de matériel, ou de finances.

Le comité s'engage à soutenir ses comités départementaux au niveau humain, logistique, matériel et de la coordination des activités des comités départementaux.

Le comité souhaite également développer la pratique régulière du sport en milieu rural grâce à la création d'une structure mobile d'activités sportives pour amener les sports (matériel et encadrement) dans les territoires et vers des publics éloignés de la pratique sportive.

Le comité souhaite apporter un soutien aux événements sportifs ruraux, en préservant les « micro-événements » sportifs qui font vivre les villages. Les fêtes de villages, les courses, les activités de pleine nature, les jeux traditionnels sont mis en avant lors de ces moments.

Le comité souhaite poursuivre son engagement sur les problématiques liées à la santé et à l'épanouissement de l'individu par une pratique sportive adaptée et saine, à travers le développement d'activités adaptés et douces, tel que la Marche Nordique, la Gymnastique d'entretien, le Pilate, etc.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France de Sport en Milieu Rural a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20006638)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS IDF

Convention n° 17 SP EPM 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 200.500 €
Taux de l'objectif : 17,45 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 35.000 €

Les différentes opérations prévues dans cet objectif opérationnel permettent le développement de la pratique sportive pour tous les publics.

1. Le respect de la laïcité et des valeurs républicaines par le sport

Accompagner le mouvement associatif dans leur développement afin de pérenniser les clubs et les licenciés.

Afin d'offrir un service à nos structures et être un acteur majeur du développement du loisir sportif, le Comité agit tant auprès des structures affiliées qu'auprès de celles en recherche « d'hébergement ». Le comité souhaite aider les clubs et dirigeant à se structurer dans leur projet de développement en les sensibilisant aux activités sportifs écoresponsables, à la lutte contre la radicalisation, aux bienfaits des activités de pleine nature, en les soutenant dans leur besoins au quotidien... Cela concerne environ 18 000 personnes environ (enfants, adultes et seniors) et plus de 1 000 heures de travail pour les techniciens et bénévoles du comité sur tout le territoire de l'Île de France.

2. L'accès de tous à la pratique sportive

Accompagner des personnes en situation de handicap mental vers une pratique d'activité physique régulière

Le Comité souhaite continuer le Programme « Manger Equilibré, Bouger pour S'équilibrer » : activité physique, gestes et postures et alimentation, en ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail). Ce programme s'articule autour de l'activité physique et de la nutrition. De manière générale ce programme implique la mobilisation des capacités motrices (ex : renforcement musculaire, assouplissement) et intellectuelles (ex : mémorisation, coordination) qui peuvent permettre d'améliorer l'autonomie des travailleurs handicapés, de leur donner confiance en leurs capacités, de les motiver à pratiquer régulièrement une activité physique. Sur l'ensemble de l'Ile-de-France il existe 219 établissements d'aide par le travail (EA, ESAT, CAT).

Le comité considère que son implication doit être effective face aux besoins constatés. Aussi cette action s'adresse à tout public ESAT de 20 à 60 ans, c'est-à-dire aux travailleurs handicapés mentaux ou souffrant de troubles du psychisme, aptes à la pratique de l'activité physique attestée par un certificat médical. Ces actions vont concerner entre 110 et 120 travailleurs handicapés âgés de 18 à 55 ans lors de la mise en place d'une dizaine de programmes de trente séances (à raison d'une séance hebdomadaire)

Proposer des activités physiques et sportives de plein air sur les Iles de loisirs d'Ile-de-France

Pour lutter contre la sédentarité des plus jeunes, le Comité met en place durant les périodes de vacances scolaires des stages de découverte d'activités fédérales dans l'objectif de donner envie aux jeunes d'intégrer un club sportif. De nombreux centres de loisirs de l'ensemble de l'Ile-de-France et toutes les personnes ayant fréquentées les Iles de loisirs pendant la période ont eu le loisir de profiter de toutes sortes d'activités fédérales (exs : indiaca, flagfootball, coxibola). Ces actions touchent environ 500 jeunes.

3. L'insertion par le sport, la lutte contre l'exclusion et la réduction de la fracture territoriale

Offrir une pratique régulière des APS à des publics précaires

Le Comité développe des actions à un public éloigné de la pratique sportive. Cette première action concerne des hébergés d'Emmaus. Une approche de la santé est faite par le certificat médical demandé pour l'inscription, il oblige donc un contact avec un médecin permettant de faire un rapide bilan de santé pour la pratique d'une activité. Puis dans un deuxième temps avec les conseils de l'éducateur lors des séances (1h30 par centre toutes les semaines) sur le taux d'activité physique quotidien préconisé par l'OMS pour être en bonne santé. Les interventions se font dans 6 structures d'Emmaüs CHRS (Centre d'Hébergement Résidence Sociale) en collaboration avec la mission santé. Il y a en moyenne 6 personnes et cela touche approximativement 90 personnes par an.

Des actions éducatives, sociales et citoyennes sont proposées en direction des jeunes enfants et adolescents. Ces actions touchent environ 200 jeunes sur l'année.

4. de la santé et du bien être

Développer les activités physiques en direction des personnes ayant des maladies chroniques

Le comité développe des activités en direction des personnes victimes de pathologies chroniques. Ces actions se font sur prescription médicale avec un partenariat notamment avec les caisses primaires d'assurance maladie (CPAM 92) et la Mutualité Française ("Nutrimoov"). Ces actions touchent en moyenne 90 personnes sur l'année.

Réaliser des tests de condition physique

Afin de guider les participants vers une pratique sportive adaptée, des batteries de tests validés scientifiquement, visant à évaluer la condition physique générale de la personne, dans un but de sensibiliser les participants à une pratique physique et sportive pérenne. Ces tests de condition physique, sont mis en place dans nos programmes passerelles et lors de journées événementielles. Partenariat avec la mutualité française dans le cadre de "manger, bouger". 130 personnes ont participé à ces tests de condition physique.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 35.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002831)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES SPORTS DE GLACE

Convention n° 17 SP SGL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 33.000 €
Taux de l'objectif : 27,27 %
Subvention prévisionnelle 2020: 9.000 €

La Ligue souhaite développer la pratique chez les jeunes patineurs grâce à des stages, des opérations de découverte.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 9.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France des Sports de Glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002832)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SQUASH

Convention n° 17 SP SQU 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 58.875 €
Taux de l'objectif : 12,74 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.500 €

La Ligue régionale développe la pratique féminine à travers notamment des compétitions support et accompagne les clubs dans la recherche de nouveaux licenciés et la fidélisation des pratiquants grâce aux différentes pratiques (loisirs, entreprise, jeune…).

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €
Taux de l'objectif : 5 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 500 €

Ici, les meilleurs jeunes sont détectés grâce à des compétitions (le circuit Ken Chervet, le tournoi des 3 régions, participation aux regroupements ligue) par catégorie d'âges et sont ensuite regroupés deux fois par mois pour permettre une meilleure préparation et un meilleur suivi dans l'objectif d'intégrer le pôle espoirs.

IIb/ Accompagnement des sportifs du Centre d'Entrainement Régional

Budget prévisionnel de l'objectif : 55.460 €
Taux de l'objectif : 10,82 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

L'accompagnement des jeunes sportifs dans la recherche de l'excellence se fera au CER (centre d'Entraînement Régional). Sont concernés les joueuses et joueurs qui s'entrainent au quotidien, jouent des compétitions régionales, nationales et internationales, et qui ont des résultats dans leurs catégories d'âges. Cela permet également de concilier la vie sportive et extra sportive en assurant le suivi du projet social de chaque jeune athlète.

Les objectifs de l'accompagnement visent :

- le développement de la pratique des jeunes en IdF et l'organisation de l'accès au haut niveau en accompagnement des structures d'entrainement référencées par la FFSQUASH afin de créer une « maîtrise régionale » ;
- l'organisation de trois regroupements régionaux ;
- la possibilité aux athlètes de participer à des tournois nationaux et internationaux (Nordic Open, Swiss Open,…). Le choix des tournois sur le calendrier international est guidé par le niveau, le lieu dans le respect des temps de récupération. Chaque déplacement dure 4 à 6 jours.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 14.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002833)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE TAEKWONDO

Convention n° 17 SP TAE 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 71.000 €
Taux de l'objectif : 22,25 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 15.800 €

Des stages de découverte pour tous les publics, des journées de sensibilisation pour les personnes handicapées (handi et sport adapté) ainsi que des opérations pour le développement de la pratique seront organisées tout au long de l'année (Welcome-week, Sections sportives Séniors…).

L'objectif est de favoriser la vie associative et le développement des clubs de taekwondo grâce à la création d'un réseau d'échanges entre dirigeants.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 52.000 €
Taux de l'objectif : 15,38 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.000 €

Cet objectif a pour but de développer trois structures complémentaires (le Centre Régional d'Accession au Haut Niveau, le Centre Fédéral Espoir et l'Equipe Ile-de-France) pour accompagner les jeunes sportifs espoirs vers le haut niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 23.800 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20004586)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE TENNIS

Convention n° 17 SP TEN 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 420.600 €
Taux de l'objectif : 8,99 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 37.800 €

Des opérations de développement de la pratique féminine (les tournois multi chances (TMC), les Raquettes FFT, les ladies double, la journée Tennis en fête) ainsi que la journée du Tennis Féminin sont organisées tout au long de la saison. De plus, la Région accompagne la mise en œuvre des championnats régionaux.

La Ligue met l'accent sur le développement de pratiques émergentes telles que le Padel et le Beach tennis.

La Ligue accompagne la pratique pour les personnes atteintes de handicap, notamment via l'Open de France.

Face à la radicalisation et à toutes les violences qui pourraient émerger des terrains lors de la pratique, la Ligue a mis en place une commission des conflits sportifs.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 1.002.800 €
Taux de l'objectif : 6,20 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 62.200 €

L'accompagnement des jeunes talents régionaux se fait par l'intermédiaire des différents pôles régionaux (Paris, Yvelines, Essonne, Hauts de Seine, Seine-Saint-Denis, Val de Marne, Val d'Oise, Seine et Marne). La Ligue a également réorientée son organisation vers les jeunes et notamment pour les tournois internationaux des différentes catégories.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 100.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002836)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TENNIS DE TABLE

Convention n° 17 SP TTA 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €
Taux de l'objectif : 29,39 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 44.085 €

Le développement du tennis de table passe par l'initiation auprès des scolaires, en particulier dans les territoires isolés et les QPV, par des journées de découverte pour les féminines mais également par de l'accompagnement pour la pratique « sport adapté ». De plus, la Ligue accompagne les sections sportives scolaires.

Cet objectif permettra l'organisation du Tournoi Féminin ouvert à tous, du Critérium fédéral individuel ouvert à tous pour les féminines et masculin et du Critérium des jeunes.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 198.000 €
Taux de l'objectif : 20,35 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 40.293 €

Un soutien est destiné aux jeunes Espoirs du pôle.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 84.378 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002837)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TIR

Convention n° 17 SP LTR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 183.170 €
Taux de l'objectif : 10,92 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000 €

La Ligue souhaite promouvoir et faire découvrir sa discipline aux jeunes et à un public féminin et, par conséquent dans le même temps, équiper ses clubs et plus particulièrement ses écoles de tir. De plus la Ligue, veut développer la pratique handicapée et à l'attention les séniors.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 89.010 €
Taux de l'objectif : 8,43 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.500 €

Des stages de perfectionnement seront organisés pour les meilleurs jeunes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 27.500 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002839)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE TIR Á L'ARC

Convention n° 17 SP TIR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 26.600 €
Taux de l'objectif : 30 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.980 €

Il s'agit d'œuvrer au développement de la pratique féminine et de la pratique seniors.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 133.600 €
Taux de l'objectif : 14,98 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.020 €

Un soutien au centre d'entraînement régional est nécessaire pour permettre l'organisation de stages d'entraînement et de sélection des meilleurs jeunes régionaux qui vont former le groupe espoir régional.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 28.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002840)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TRIATHLON

Convention n° 17 SP TRI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 246.020 €
Taux de l'objectif : 17,64 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 43.400 €

Le développement du triathlon passe d'abord par l'organisation du tissu associatif grâce à la structuration de l'échelon départemental et l'augmentation des « Ecoles de Triathlon ». Ce développement passe ensuite par différentes formes de promotion de la discipline au travers d'animations sur les îles de loisirs régionales, de la diversification des pratiques à l'instar, entre autres, du paratriathlon. Enfin, l'objectif est de développer le nombre de licenciés en clubs mais également d'ouvrir la pratique à des publics prioritaires (notamment des jeunes en difficulté grâce au Tri City Sport).

Le souhait de la ligue est de poursuivre la reconnaissance des bénévoles et de développer l'engagement des femmes au sein des instances dirigeantes.

L'animation territoriale se traduit par la création de nouvelles épreuves sur le territoire francilien.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 208.583 €
Taux de l'objectif : 7,55 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 15.750 €

L'accompagnement des jeunes vers le haut niveau passe par la mise en place d'un groupe « Génération IDF » constitué grâce aux différents stages de détection et préparation des espoirs. De plus, la Ligue souhaite créer une structure régionale de Haut niveau pour accompagner l'élite francilienne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 59.150 €

Ces subventions cumulées Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002841)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TWIRLING BATON

Convention n° 17 SP TWI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 48.840 €
Taux de l'objectif : 7,37 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.600 €

La Ligue poursuit le développement des stages de découverte et de perfectionnement.

Cette année encore, cet objectif permettra une participation au Championnat IDF et l'organisation de galas de l'avenir.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 62.230 €
Taux de l'objectif : 9,64 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

Des stages et regroupements des meilleurs espoirs régionaux permettront de créer une équipe régionale.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020: 9.600 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002842)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOILE

Convention n° 17 SP VOI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 233.000 €
Taux de l'objectif : 21,46 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 50.000 €

L'objectif est de favoriser la découverte de la voile par des stages et diverses opérations sur plusieurs îles de loisirs régionales (St Quentin Verneuil, Cergy…). De plus, la ligue constitue une flotte d'Open Bic (bateaux) pour les écoles de sport et poursuit le développement de la pratique grâce au centre de ressources. Elle intensifie la discipline du match racing notamment par des stages. Enfin, elle organise des animations de « sport santé », pour la pratique en faveur des personnes en situation de handicap.

L'animation régionale va consister en l'organisation des championnats IDF Match Racing et National Access et les championnats des écoles de sport en Optimist et Open Bic.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 366.000 €
Taux de l'objectif : 11,47 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 42.000 €

Il s'agit de détecter les jeunes à fort potentiel en écoles de sport pour les mener vers le haut niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 92.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002844)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOL LIBRE

Convention n° 17 SP VLI 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 25.305 €
Taux de l'objectif : 29,24 %
Subvention prévisionnelle 2020: 7.400 €

La ligue souhaite continuer à faire la promotion de la discipline par l'acquisition de matériel technique et pédagogique, l'accessibilité pour les publics spécifiques (handicapés, très jeunes, féminines) et l'entretien des sites mais également par le regroupement des compétiteurs des différentes disciplines.

La ligue valorise les bénévoles en mettant en place des outils d'information et de communication sur les différentes disciplines regroupées au sein de la ligue.

La ligue souhaite accompagner la mise en place de différentes compétitions nationales ou régionales dans les différentes disciplines.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 14.900 €
Taux de l'objectif : 17,45 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.600 €

Dans cet objectif, des stages de détection et de perfectionnement vont être organisés pour repérer les meilleurs jeunes, les perfectionner et créer une dynamique d'équipe francilienne.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 10.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Vol Libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002845)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOLLEY BALL
Convention n° 17 SP VOL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 39.250 €
Taux de l'objectif : 25,99 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.200 €

La Ligue projette la mise en place de l'opération « Volley Jeune 2000 » qui doit permettre l'accueil et la fidélisation du jeune public au travers d'actions de découverte, de soutien aux clubs, de mixité des pratiques.
Elle souhaite également mettre en cohérence les calendriers des compétitions régionales dans les différentes pratiques (2X2, 3X3, 4X4, 6X6).
Au travers de son action, la LIFVB porte un intérêt particulier à l'accueil des publics féminins grâce au développement d'une offre sportive adaptée dans les Quartier Politique de la Ville : le SOFT VOLLEY.
Par ailleurs, le développement du VOLLEY ASSIS dans les clubs contribue à l'amélioration de l'accueil des personnes en situation de handicap dans un objectif de mixité valides et non-valides.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 76.000 €
Taux de l'objectif : 22,20 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 16.872 €

La Ligue poursuit les regroupements des jeunes minimes et cadets de talent dans l'objectif « Génération 2020 ».

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 102.000 €
Taux de l'objectif : 11,52 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 11.750 €

L'accompagnement des jeunes sportifs au CREPS se fait par le biais de différentes aides (suivi médical, aide aux familles).

Au-delà des objectifs de perfectionnement et de performance de ces jeunes joueurs

et joueuses motivés par la compétition, la LIFVB cherche à les sensibiliser aux enjeux de société actuels que sont :

- la préservation de la santé par l'activité physique
- les dangers liés à la traumatologie des sportifs
- les valeurs de la République : Liberté, Egalité, Fraternité et Laïcité

Ainsi au cours de l'année, nous organisons des temps d'informations sur ces thématiques avec des intervenants spécialisés.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 38.822 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°6 : Annexes financières 2020 Fédérations, volet Pratique sportive

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002666)

ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 185 000€
Taux de l'objectif : 29,73%
Subvention prévisionnelle 2020 : 55 000 €
Descriptif :

1. Développement de la pratique pour tous

Prisme de l'axe de développement : « sport santé bien être »
Organisation sur 3 sites franciliens d'opération de promotion de la marche nordique, d'une journée « France en forme » et de 3 journées de test de forme pour des lycéens franciliens.
En lien avec les structures régionales, ces actions ont pour objectif d'attirer de nouveaux pratiquants dans les clubs franciliens sur l'ensemble des pratiques proposées par la Fédération.

2. Développement de la pratique dans les entreprises

Prisme de l'axe de développement : « sport en entreprise »
Mise en place d'une conférence de presse en Ile-de-France, pour valoriser le sport, comme outil de bien être au sein des entreprises et lancer le nouveau programme national Work athlé.

3. Développement de la pratique du running

Prisme de l'axe de développement : « pratique du running »
Pour permettre un développement de la pratique du running qui ne cesse de s'amplifier en Ile-de-France, la Région pourra soutenir l'organisation de l'Ekiden de Paris, le dimanche 1er novembre 2020. La Région pourra bénéficier de dossards pour constituer 10 équipes de 6 personnes.
La Région aura également la possibilité d'utiliser un espace du village partenaires avec un stand.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 30 000 €
Taux de l'objectif : 16,67 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €
Descriptif :
Afin de permettre l'éclosion de nouveau talent, la Fédération s'engage à poursuivre son travail de détection dans les clubs franciliens notamment à travers la DTN qui rencontrera fréquemment athlètes et entraineurs pour permettre un suivi optimal de la progression.

Des stages de regroupement régionaux sont organisés afin de favoriser l'émulation de chacun et la progression des athlètes.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 40 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 10 000 €
Descriptif :
Afin d'accompagner les athlètes présents dans les structures d'excellence, la Fédération Française d'Athlétisme, poursuivra en lien avec la ligue régionale, les cadres techniques en poste sur place, à accompagner les athlètes dans leur projet de vie, tant sur le plan sportif que sur le plan socio-professionnel afin de leur permettre de pouvoir préparer leur carrière sportive le plus sereinement possible.

Dans le cadre de cette formation, les jeunes seront sensibilisés à l'ensemble des éléments qu'ils pourront rencontrer à travers le haut niveau et la haute performance (lutte contre le dopage, gestion des partenariats, ….)

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 70.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE

Annexe n°1

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS n°20002749)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE BOXE

Convention n° 19 SP BOX 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 120.000 €
Taux de l'objectif : 16,7 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000 €

Plusieurs actions seront réalisées pour participer au développement des pratiques sportives dont la Fédération française de boxe est délégataire en Ile-de-France.

1. La mise en place des « Gants de couleur » (projet de gradation de niveaux de pratique)

Impacts attendus : Augmenter le nombre de conventions/clubs et de licenciés. Expérimentation et déclinaison du projet au niveau local/transversalité et synergie entre le système de formation (entraineurs/officiels/dirigeants) et les différentes formes de pratiques.

Concrètement le projet des G2C se traduirait par un outil pédagogique qui servirait à tous les acteurs de la FF Boxe quel que soit le Secteur (formation, développement ou haut-niveau). Il existerait donc des synergies et une transversalité tout en impliquant un maximum d'acteurs.
La FF Boxe pense notamment aux pratiques non compétitives qui sont dépourvues d'objectifs alors qu'il pourrait exister un besoin certain. En effet, l'opportunité de la mise en place des G2C leur permettraient ainsi d'évoluer en toute sécurité et chacun à son niveau.
En mettant en place cette possibilité d'évoluer dans le temps, cela inciterait les clubs à licencier tous leurs adhérents car ils ne seront pas sans savoir (via le plan communication fédéral) que ces offres existent. Par ailleurs, la mise en place de ce projet serait un moyen de recruter de nouveaux licenciés tout en les fidélisant dans le temps. Par exemple : il existerait 9 G2C (blanc, jaune, orange, rouge, marron, noir, bronze, argent et or) et il faudrait peut-être 5 ans pour obtenir le graal.
Par conséquent, les licenciés FF Boxe auront cette envie de poursuivre et de renouveler leur licence car un challenge/un objectif leur tend la main.
Par ailleurs, les entraineurs seraient informés de tous ces passages de grades et se verraient proposer un outil pédagogique leur permettant de préparer au mieux leurs

boxeurs à cette étape. L'objectif est donc double : permettre au licencié de s'épanouir à travers des objectifs bien définis et amener l'entraineur à se perfectionner et contribuer à la réussite de son boxeur.
Comme évoqué précédemment, cette opération se veut transversale et pourrait avoir des répercussions sur le système de formation fédérale (entraineurs, boxeurs, officiels) et pourrait être un moyen de détection.

2. Le projet D.E.F.I.S Boxe (rendre accessible la pratique aux personnes qui en sont le plus éloignées : quartiers prioritaires, handi-boxe, milieu carcéral, PJJ, …)

DEFIS Boxe (Diversité-Education-Formation-Insertion-Solidarité) est le projet de développement de la pratique proposé par la Fédération française de boxe. Il se décline au niveau des territoires par une facilité d'accès à la pratique pour les personnes y étant le plus éloignées. Ainsi, de nombreuses actions sont mises en place par la FF Boxe pour développer la boxe pour le plus grand nombre, initier les plus réticents pour montrer les offres proposés sont adaptées à tous pratiquants et tout type de pratique. Le collectif ESPRIT BOXE, collectif constitué de champions de l'équipe de France, ex-champions et entraîneurs nationaux est à disposition pour toute intervention permettant de valoriser la discipline et démontrer les valeurs inhérente à cette dernière.

3. Le développement de la haute performance et du haut-niveau féminin

La pratique de la boxe féminine est encore récente (accès au haut-niveau au début des années 2000). Ainsi, un processus de détection/évaluation/accès au haut-niveau à destination des boxeuses est mis en place par la FF Boxe. La multiplication de rassemblements régionaux et nationaux va dans ce sens. De nombreux événements seront organisés en région parisienne, avec notamment l'organisation de deux voire trois étapes du Ladies Boxing Tour (projet 100% féminin permettant aux boxeuses de s'affronter le plus souvent possible dans le but d'emmagasiner de l'expérience au niveau national pour accéder au niveau international).
De plus, des stages des équipes de France féminines (collectif Elite et collectif Relève) seront organisés sur le territoire francilien pour augmenter le niveau qualitatif et quantitatif des collectifs France, en vue de performer pour Tokyo 2020 mais également, et surtout, pour Paris 2024.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 20.000 €

Cette subvention (Développement de la Pratique Sportive) donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 1 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002751)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME

Convention n° 19 SP CYL 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Ia / Action de développement de l'accès à la pratique

Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.000€
Descriptif : Déploiement du dispositif « Savoir Rouler à Vélo » sur la région Ile-de-France.

Le dispositif « Savoir Rouler à Vélo » est issu du Plan Gouvernemental sur le développement du vélo. L'enjeu de ce dispositif est de faire en sorte que l'ensemble des jeunes de 6 à 11 ans puisse être en capacité de se déplacer en autonomie et en sécurité sur la voie publique en vélo.
La FFC a déployé des animations visant à promouvoir le dispositif et développé des outils pédagogiques à destination des clubs affiliés et des collectivités locales.
Des actions visant le déploiement et le développement du « Savoir Rouler à Vélo » en Ile-de-France.
Des outils numériques, essentiellement des tutoriels vidéos, sont également développés et mis à disposition du plus grand nombre pour leur apprendre les fondamentaux de la maîtrise du vélo en sécurité.
La mise en place de ces actions nécessite des ressources humaines (dont des stagiaires en formation dans une école francilienne de management du sport), le développement d'outils numériques, l'achat de matériel et des frais de déplacements.

Ib / Action de développement d'espaces de pratiques

Budget prévisionnel de l'objectif : 25.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.500€
Descriptif : Développement d'un site VTT et/ou d'un espace cyclosport en Ile-de-France

Les dispositifs « Site VTT » et « Espace cyclosport » permette l'identification et la valorisation pour la pratique loisir ou d'entraînement en VTT ou en vélo de route. Chaque site est composé d'au moins 5 itinéraires de distances et difficultés différentes. Ces itinéraires sont classifiés selon un code couleur ; vert, bleu, rouge et noir. Permettant de valoriser un territoire auprès des pratiquants cyclistes, ces sites

sont identifiés et valorisés sur les outils et applications numériques de la FFC (www.sitesvtt.ffc.fr ; Application My Coach Vélo…).
La mise en place de ces dispositifs nécessite l'achat et la pose de panneautique, la rémunération de personnels pour identifier les parcours et les tracer et la cotisation au label.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 15.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.500€
Descriptif : Déploiement du dispositif « Défi un-e champion-ne »

Dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024, les deux années en cours sont primordiales pour identifier des jeunes sportives et sportifs ayant des dispositions physiques adéquates avec la réalisation de hautes performances cyclistes.
Aussi, la FFC a développé, en partenariat avec la société KINOMAP, un dispositif d'évaluation ludique « Défi un-e champion-ne ». Des actions sont déployées en Ile-de-France tout au long de l'année 2020.
Ce dispositif nécessite l'achat de matériels cyclistes et numériques, le développement de support de communication, des frais d'encadrement et des frais de déplacement.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.000€
Descriptif : Organisation de stages « Savoir Rouler vite »

Le Projet de performance fédérale 2017-2024 identifie la nécessité d'apprendre à savoir rouler vite au niveau du programme d'accès au haut niveau.
Des jeunes cyclistes issus des Pôles Espoirs Régionaux sont invités à participer à des stages réguliers pour développer leurs qualités, en particulier techniques et physiques pour atteindre cet objectif du PPF 2017-2024.
Ces stages rassemblent des jeunes français de métropole, dont certain-e-s issus de la région Ile-de-France, et d'outre-mer. Certains de ces stages se déroulent au vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Ce dispositif nécessite des frais d'encadrement, des frais de transports, des frais d'hébergement et restauration et l'acquisition de petits matériels.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002757)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION

Convention n° 19 SP EQU 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 133.500 €
Taux de l'objectif : 30,71%
Subvention prévisionnelle 2020 : 41.000 €
Descriptif :

- Conduite d'opérations de promotion des pratiques avec un réseau de clubs partenaires, sur les salons grand public comme le salon de l'agriculture ou kid expo, et sur les évènements équestres majeurs d'Ile de France, avec la mise en place de poney-clubs éphémères qui permettent la découverte gratuite de l'équitation à poney.
- Conduite d'opérations de développement modélisées par la FFE en direction des publics scolaires, en situation d'insertion, en situation de handicap (poney-école, équitation pour tous, cheval et diversité).
- Développement des pratiques à travers les disciplines de développement de la FFE : tir à l'arc à cheval, ride and run, TREC… et la pratique de l'équitation d'extérieur avec promenades et randonnées.
- Les assises du bien-être animal et du bien-être des sportifs/pratiquants

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €
Taux de l'objectif : 30%.
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.000 €
Descriptif :
Assurer un suivi sportif personnalisé aux sportifs de haut niveau franciliens par l'intermédiaire des entraîneurs nationaux des différentes disciplines. Stages de détection et mise en place d'étapes de circuits sportifs FFE d'excellence, Tournée des As.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 50.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

.

REGION ILE DE FRANCE

Annexe n°1

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002683)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME

Convention n° 18 SP ESC 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 112 500 €
Taux de l'objectif : 29.78%
Subvention prévisionnelle 2020 : 33 500 €
Descriptif :

I.a / Développement de la pratique féminine

- *Escrime et le cancer du sein*

La FFE mène depuis 6 ans un programme de rééducation par l'escrime, des femmes opérées d'un cancer du sein.

Cette action, reconnue par le corps médical, connait un vif succès. A ce jour 248 maîtres d'armes ont été formés, 2720 femmes ont pu bénéficier de cours d'escrime appropriés à leur pathologie.

La volonté de la fédération est de pouvoir mettre en place 2 stages annuels de formation pour les maîtres d'armes, et d'assurer la formation continue en lien avec les comités régionaux pour ceux ayant déjà mis en place cette activité au sein de leur structure. Ces actions seront appuyées par une communication plus active et plus grand public pour soutenir les actions des clubs franciliens.

- *Valorisation de la pratique féminine*

Dans le cadre des compétitions internationales, la fédération française d'escrime accueille quatre évènements majeurs.

Deux sont gérés par la FFE (le CIP au fleuret Homme et le challenge SNCF réseau à l'épée homme). Ces dernières bénéficient d'une excellente organisation et d'une bonne couverture médiatique (streaming, réseaux sociaux). Cependant les épreuves féminines ne bénéficient pas, à ce jour, de visibilité médiatique.

Le souhait de la fédération est de valoriser les évènements sportifs internationaux et nationaux pour le public féminin, notamment avec une visibilité télévisuel (Via Grand Paris) et via les réseaux sociaux et le streaming en live.

Les compétitions à valoriser seront les championnats de France, les circuits nationaux et les coupes du monde féminines.

Pour appuyer la promotion de l'escrime féminine, la campagne de rentrée envers les clubs comportera une action spécifique pour le public féminin, avec notamment une affiche et un programme de communication digital valorisant la pratique féminine. La visibilité du conseil régional sera associé à l'image des équipes de France d'escrime séniors et juniors.

I.b / Développement de la pratique chez les séniors

L'objectif de la FFE est de promouvoir l'escrime, avec une approche spécifique, auprès des publics séniors. Pour cela, elle met en place une formation pour les maîtres d'armes afin qu'ils puissent apporter du plaisir dans l'activité à ce public : allant des jeunes retraités à l'escrime en EHPAD.

Pour soutenir les clubs à développer cette pratique, elle leur met à disposition des outils : flyer, films promotionnels, guide pédagogique, plaquette, matériel, afin de démocratiser cette pratique « santé bien être » au sein des maisons de retraite et des associations accueillant un public sénior.

La visibilité du conseil régional sera associé à l'image des équipes de France d'escrime séniors et juniors.

I.c / Développement de la pratique de l'escrime chez les jeunes : valoriser la fonction éducative et sociale de l'escrime

Par ces valeurs éducatives et sociales, l'escrime est très appréciée dans le secteur scolaire. La réussite des formations des professeurs des écoles et d'EPS en est la preuve : en quatre ans, la FFE a formé près de 696 enseignants de l'éducation nationale. Ces derniers ont pu bénéficier de kits de matériel d'initiation (30 par personne) pour mettre en place l'activité dans leur établissement. Un Kit représente un masque, une veste et une arme plastique.

Ces actions sont d'ailleurs très porteuses en Ile de France (rencontres scolaires de fin de cycle).Les championnats de France UNSS sont prévus à Paris en mars 2020.

A ce jour, la FFE pourrait développer très fortement ce secteur. Le frein identifié reste l'achat de matériel pour une mise à disposition des professeurs formés, outil indispensable à mise en place de cycle d'escrime au sein des établissements.

Pour accompagner ces cycles d'initiation, la FFE a mis en place un livret éducatif sur les valeurs citoyennes. 5 000 exemplaires ont été distribués aux jeunes en 6 mois. La réédition sera faite en 2020

L'objectif est de former 30 enseignants de plus par an pour l'Ile de France et de pouvoir rééditer l'outil éducatif à plus grande échelle.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

II.a / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 15 000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 500 €
Descriptif :

Afin de détecter et de préparer au mieux les jeunes talents pour 2024, la fédération française d'escrime organise deux stages de détection (5 jours) pour les jeunes de moins de 17 ans. Ces derniers sont organisés sur le CREPS de Châtenay-Malabry aux vacances de la toussaint et de Noel. Ce sont les 20 meilleurs français de cette catégorie qui sont réunis. Un stage national préparatoire aux épreuves de référence rassemble les meilleurs jeunes à l'Insep (M17/M20), au sein du pôle France en mars.

II.b / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 40 000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 12 000 €
Descriptif :

Le pôle France instauré au CREPS de Châtenay-Malabry a augmenté son effectif pour intégrer dans sa structure les escrimeurs de centre régional d'entrainement et de formation et de développement (CREFED) d 'ile de France. Cela engendre une augmentation de l'effectif et des besoins d'encadrement. L'objectif fédéral est de permettre à cette jeune génération de s'entrainer dans les meilleurs conditions et d'accompagner les jeunes escrimeurs dans leurs projets sportifs et scolaires.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 50.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002748)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF

Convention n° 17 SP FFG 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 800.000 €
Taux de l'objectif : 5%
Subvention prévisionnelle 2020 : 40.000 €

Le développement des pratiques sportives sera décliné en trois volets :
- le soutien spécifique aux ligues franciliennes de Golf
- l'accompagnement de l'excellence sportive : aide au fonctionnement des Pôle Espoir et Pôle France implantés au Golf National
- la mise en œuvre du plan régional Handi golf sur le territoire francilien, au travers de 4 axes :

Descriptif :

- **Remontée d'expériences d'intégration des personnes Handi** :

- Participation à la JOURNEE EVASION organisée par l'association 1er de Cordée au stade de France chaque année : 4000 enfants et adolescents (malades ou en situation de handicap concernés)
- Journée de découverte du golf à Créteil à l'institut Robert Merle d'AUBIGNE
- Don de matériel pédagogique à des établissements (Clinique Edouard RIST Paris + IRMA) pour une pratique régulière du golf dans le cadre de la rééducation des patients.
- Recensement de 14 sections « Handigolf » au sein des golfs franciliens dont la création de 5 nouvelles sections Handigolf dans des golfs franciliens : Rueil, Boucles de Seine, Villennes, St Quentin, Cergy
- Mise en place d'un cycle d'initiation golf à l'ESAT (foyer les papillons blancs) pour adultes ou jeunes adultes en situation de handicap mental ou psychique
- Mise en place de cycles de golf au Golf National (1H30 le mardi après-midi) au profit de l'Association « Les tout petits », EMP basé aux Mesnuls (78) : Via ce projet nommé « Handi Kid's », 5 enfants découvrent le golf en 2020

- **Evaluation du nombre de pratiquants :**

- Par le biais de l'association HANDIGOLF, le nombre d'adhésion sert à évaluer partiellement le nombre de pratiquants, en effet on ne peut compter les personnes qui pratiquent de temps en temps sans s'inscrire dans une association : 60 personnes recensées inscrites dans les golfs d'Ile de France
- Inscription au Handiguide (Ministère des Sports) de 25 golfs en Ile de France en capacité d'accueillir un public en situation de handicap.
- Campagne d'évaluation de la pratique du golf par un public en situation de handicap via 2 enquêtes réalisées auprès des licenciés de la fédération : Opération menée conjointement avec le CPSF dans le cadre de l'Héritage des JOP PARIS 2024
- Animation du réseau des référents Handigolf des ligues franciliennes via un séminaire en Janvier 2020, en compagnie des autres ligues régionales

- **Formation des entraîneurs à l'encadrement :**

- Création d'un CQH HANDIGOLF en collaboration avec la FF HANDISPORT (2 sessions organisées en 2019 à Toulouse et Bordeaux).
A date, il y a 40 enseignants formés à l'encadrement de séances de golf pour le public en situation de Handicap dont **12 enseignants qui exercent dans des clubs franciliens**.
- Projet de lancement d'un CC AIPSH (Certificat Complémentaire d'Accueil et Inclusion du Public en Situation de Handicap) en partenariat avec les fédérations Handisport et Sport Adapté: 12 enseignants franciliens en cours de formation pour l'obtention de ce certificat
- Signature d'une convention avec BLUE GREEN qui s'engage à faciliter le développent de la pratique du golf sur 10 points (mise à disposition gratuite des parcours, formation de leurs enseignants au CQP dans plusieurs golfs franciliens dont Villennes / Seine, St Quentin en Yvelines, St Aubin & Rueil

- **Pratique sportive Handigolf**

- Prêt ponctuel d'un équipement Paragolfer (Fauteuil électrique verticalisateur) au club qui en fait la demande, pour une découverte de l'activité, par l'intermédiaire de l'association « Handigolf France »
- Création de nouvelles sections Handigolf : Stade Français, Golf des Yvelines, Villennes, Rueil
- Accueil régulier de l'Equipe de France handigolf au Golf National pour ses stages de préparation (3 stages par an en 2020 dont un stage spécifique pour les joueurs jouant en Paragolfer)
- Projet de création d'un centre national d'entrainement HANDIGOLF : Structure adaptée à la pratique de Haut Niveau.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002741)

ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 18 SP GYM 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €
Taux de l'objectif : 13.34%
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000 €
Description :

Plusieurs actions seront réalisées pour participer au développement des pratiques gymniques dont la Fédération Française de Gymnastique est délégataire en Île-de-France.

1) Développer l'univers ÉvoluGym dans les clubs

C'est l'univers de la pratique non compétitive, simple, motivante et facile à mettre en œuvre pour capter de nouveaux publics et les fidéliser. Afin de faciliter l'accès à une pratique sportive régulière et encadrée, la Fédération propose différents produits pour les sportifs souhaitant pratiquer la Gymnastique de manière non-compétitive.
En lien avec le Comité Régional, la Fédération va déployer dans les clubs franciliens les produits « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ».

La Fédération accompagne les territoires en organisant des rencontres de proximité, des actions d'animation du réseau de référents régionaux « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ». Des évènements promotionnels du FreestyleGym seront également programmés.

2) Développer la pratique gymnique pour les adultes (programme SantéGym)

Pour permettre un développement de la pratique gymnique pour les adultes qui ne cesse de s'amplifier, la Fédération propose un nouveau programme : SantéGym. Cette activité s'adresse aux personnes de plus de 50 ans ayant ou non des pathologies. Cette activité mixte et, accessible à tous, a pour objectifs de lutter contre l'inactivité physique et la sédentarité, de participer à une activité collective ludique et de maintenir un lien social.

La Fédération accompagne les territoires en organisant des actions de sensibilisation sur les programmes SantéGym et des actions d'animation du réseau de référents régionaux « SantéGym ».

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €
Taux de l'objectif : 20%
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €
Description :

La Région Ile-de-France souhaite devenir un partenaire majeur du dispositif de détection et de formation de base des jeunes talents franciliens.

La Fédération a dynamisé sa politique en matière de gymnastique de haut niveau. Elle a ainsi posé les bases d'une nouvelle organisation cohérente qui distingue le Programme d'Accession Sportive (PAS) et son action de détection et de formation à proximité des jeunes talents sur le territoire, du Programme d'Excellence Sportive (PES) dont la finalité exclusive est l'obtention de médailles.

Dans ce cadre, la Fédération, en collaboration avec le Comité Régional et les « clubs formateurs » va mettre en œuvre le Dispositif Régional d'Accession (DRA) et proposer un certain nombre d'actions d'accompagnement visant à améliorer la détection et la formation de base des jeunes talents en favorisant le plus possible la proximité (stages de détection, revues d'effectifs, stage GymEval, actions individualisées…)

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 65.000 €
Taux de l'objectif : 15,39%
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €
Description :

Afin d'accompagner les jeunes gymnastes inscrits sur les listes de haut niveau, et leur entraineurs, la Fédération soutient les Pôles Espoirs franciliens dans leur actions quotidiennes.
Via la Mission d'Accompagnement de la Performance (MAP), la Fédération a développé un certain nombre d'outils nécessaires au pilotage de la gymnastique de haut niveau au sein de ses Pôles Espoirs :

- Développement de l'outil « Ranking List » pour une communication dynamique du classement des gymnastes, au fur et à mesure des performances réalisées (tests et compétitions) ;
- Développement de la Formation Ouverte A Distance (FOAD) pour la formation des entraîneurs, et pour les allégements scolaires ;

- Déploiement d'un outil vidéo pour le suivi individualisé des parcours de performance des gymnastes (relation entre le club et la direction technique nationale) ;
- Développement de la plateforme Elite gym : base de données des gymnastes engagés dans le HN (liste DTN), modernisation du processus Gym Eval.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002739)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Convention n° 18 SP FHA 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 130 000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 26 000 €
Descriptif :
La FFHandball souhaite permettre à toutes et tous d'accéder à la pratique du Handball sous ses différentes formes. Articulées autour d'enjeux sociétaux les nouvelles offres de pratique répondent à cet objectif et viennent enrichir le panel de services à disposition des clubs. Ces pratiques sont utilisées pour le plan de féminisation fédéral. Le babyHand, le HandFit et le Hand à 4 font l'objet d'un appel à projets structurant à destination des clubs (130 structures participantes sur 2019-2020) visant à faciliter l'accès au handball pour les jeunes filles et femmes éloignées de la pratique.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 80 000 €
Taux de l'objectif : 9.4 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 7 500 €
Descriptif :
La FFHB organise de nombreux stages de détection et de préparation aux équipes de France et aux compétitions internationales (Mondiaux, Euros) dans les catégories U18 et U20 (Garçons et filles).
A ces occasions, elle met en œuvre des circonstances de travail amicales avec des nations étrangères comme le Tiby à Eaubonne.
Enfin dans le cadre du dispositif des espoirs fédéraux, ceux-ci sont regroupés en vues d'évaluation, de bilan et d'accompagnement dans les domaines sportifs, médicaux, scolaires-universitaires et socio-professionnel.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 93 568 €
Taux de l'objectif : 6.95 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 6 500 €
Descriptif :
Les athlètes identifiés par la FFHB sont accompagnés dans le cadre du dispositif espoir fédéral dans toutes les dimensions de leur parcours sportif et scolaire. Ces aides prennent différentes formes :

- mise à disposition de ressources expertes dans le domaine sollicité, accompagnement financier.
- mise en œuvre de circonstances d'information et d'orientation vers le secteur professionnel.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 40.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

RÉGION ÎLE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002745)

ENTRE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 19 SP HGL 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 10 000 €
Taux de l'objectif : 25%
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 500 €

Création et production de support de communication pour le recrutement (exemple journées portes ouvertes), pour l'accueil (livret d'accueil et de pédagogie) et la fidélisation des jeunes joueurs, joueuses et arbitres.
Organisation de plateaux régionaux regroupant entraineurs, parents, encadrant et joueurs afin de mobiliser l'ensemble des acteurs en U9, U11 et U13.

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 11 000 €
Taux de l'objectif : 22,73 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 500 €

Déclinaison régionale du plan national de développement et de détection.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 125 000 € (heures de glace mise à disposition)
Taux de l'objectif : 8%
Subvention prévisionnelle 2020 : 10 000 €

L'accompagnement dans les pôles Espoir constituera à la mise à disposition des heures de glace à l'Aren'Ice à Cergy- Pontoise en lien avec la convention FFHG/UCPA/Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 15.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires, apprentis ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002743)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 18 SP KAR 001

I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 100 000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 20 000 €

Descriptif :

A) Karaté citoyen et lutte contre les incivilités

1 : Le programme de coaching

Sous l'impulsion de la fédération internationale de karaté (WKF) et parce que le karaté est devenu olympique, la fédération française de karaté a pour objectif de valoriser l'image de la discipline en mettant en place un programme de coaching.
C'est pourquoi, la direction technique nationale renforce la structuration du dispositif de coaching en organisant des meetings nationaux s'inscrivant dans un programme de formation. La démarche consiste à former, tester et accréditer les entraîneurs de clubs en tant que coaches.
Cette action se construit principalement autour de deux axes :

- Établir un cadre règlementaire et déontologique à travers « le manuel du coach » où les droits et les devoirs du coach, les règles du comportement et l'esprit sportif des athlètes sont des indicateurs qui donnent des repères clairs à l'ensemble des acteurs évoluant dans le contexte des compétitions lutter contre les incivilités.
- Former, accompagner, perfectionner et optimiser la compétence des coaches et les sensibiliser aux règles comportementales et déontologiques liées à la formation du coach.

La mise en œuvre de ce programme de coaching est prolongée cette année à l'échelle territoriale. Les ligues régionales, zones interdépartementales et départements mettent en place ce dispositif de coaching à leur échelon territorial.

2 : Le programme des jeunes arbitres

Hormis la formation continue pour les arbitres, la commission nationale de l'arbitrage insuffle une politique dynamique de détection, de promotion et de développement des jeunes arbitres sur tout l'hexagone et en territoires d'outre-mer. L'objectif est donc de sensibiliser les jeunes pratiquants à intégrer un secteur où les règles de

bonne conduite et la lutte contre les incivilités sont les bases de l'apprentissage des jeunes arbitres notamment dans la discipline « le karaté », sport de combat, qui demande à la fois une grande maitrise technique pour éviter les contacts excessifs au visage mais surtout un contrôle de soi à tout épreuve.
C'est pourquoi, inciter les jeunes à l'arbitrage est un des moyens éducatifs de la politique sportive fédérale.
On dénombre aujourd'hui 1945 arbitres sur tout le territoire dont 478 jeunes arbitres

B) Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre

La diversification en fonction de toutes les tranches d'âges

Cette action se déploie à travers 4 sous-actions :

- Le développement à destination des jeunes enfants et enfants, avec la création des programmes « Baby-karaté » pour les 3 à 5 ans et « Karaté Kids » pour les 6 à 11 ans. Cette démarche comprend plusieurs volets : la spécialisation des méthodes et contenus pédagogiques, la formation autour de ces connaissances spécifiques, l'organisation de compétitions adaptées, la communication dédiée.
- L'enrichissement de la pratique proposée aux publics adolescents afin de lutter contre l'abandon de la pratique, important pour cette catégorie d'âge. Cette action comprend plusieurs champs : structurer et renforcer un parcours de compétitions à destination de ce public, étoffer l'offre de stages de progression et perfectionnement technique, proposer des formations accessibles et attrayantes dès 14 ans.
- Le développement de la pratique des séniors. Cela passe par l'adaptation des programmes pédagogiques et leur diffusion par la formation des professeurs, l'organisation et la mobilisation autour d'évènement fédérateurs, et le maintien de l'accès à la pratique sportive compétitive par la mise en place de compétitions spécifiques.

La diversification en fonction des publics spécifiques

1. La promotion de la pratique féminine. Il s'agit de mettre en exergue des aspects de la pratique attrayants et motivants pour ce public. D'abord, cela passe par le développement du body-karaté : Cette pratique repose sur des postures et mouvements issus du karaté, proposés dans des séries d'enchaînements à rythme soutenu sur fond musical. Le concept juxtapose ainsi la tradition et la modernité, alliant la passion de l'art martial et le besoin d'affirmer une féminité dans une expression moderne et musicale bien éloignée de la pratique traditionnelle. Ensuite, le développement du karaté-défense est également un levier de promotion pour la pratique féminine : c'est une forme épurée du karaté, tant dans son approche technique que pédagogique. Elle propose d'assimiler plus rapidement des techniques et enchaînements simples, directement applicables en situation de défense. Enfin, la promotion de la pratique féminine passe par une adaptation de la communication et la mobilisation autour d'évènements fédérateurs tels que la journée de la femme, organisée en région parisienne, ou un stage de préparation de l'équipe de France féminine partagé et ouvert aux licenciés.

La féminisation de l'encadrement technique : dans l'optique de la recherche de parité hommes-femmes, ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club. En effet, le certificat de body karaté (CBK) est un diplôme permettant l'encadrement de cette activité au sein de la FFK.
La féminisation des instances dirigeantes : la Ligue régionale IDF de karaté souhaite mettre en place des séminaires pour les 1ère, 2ème, et 3ème Dan féminines, ce qui incitera les femmes à se positionner en tant que dirigeantes.
La féminisation des fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages d'une journée, coordonnée par une responsable de la CRA (thèmes abordés : arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin).

2. Le développement de la pratique à destination des publics en situation de handicap. Forte de sa délégation ministérielle, la fédération souhaite structurer et développer le para-karaté. Cela comprend l'organisation de compétitions adaptées aux niveaux local et national ainsi que la mise en place du système de sélection pour les compétitions internationales, la formation spécifique des enseignants, la constitution et l'animation d'un réseau d'acteurs, la communication et l'information autour de la pratique.
   De plus, la Ligue régionale souhaite mettre l'accent sur un projet para-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations de la ligue régionale IDF de karaté.
   a. Réunion et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté.
   b. Journées de stage s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs de la Ligue en situation de handicap ou non. L'objectif est de faire vivre et comprendre aux enseignants et participants qu'il est possible d'enseigner et de pratiquer dans le respect de la personne. L'intérêt à moyen et long terme sera "l'identification, la sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté".

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €
Descriptif :

Un grand stage national annuel de détection est organisé au CREPS de Châtenay-Malabry. Un groupe élargi des meilleurs espoirs du karaté français est sélectionné par les entraîneurs nationaux. L'objectif est d'intégrer des jeunes sportifs talentueux dans une dynamique de performance et d'excellence pour les accompagner au plus haut niveau.

IIb / <u>Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs</u>

Budget prévisionnel de l'objectif : 20 000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €
Descriptif :

Avec l'intégration officielle du karaté en tant que sport additionnel aux JO 2021 à TOKYO au JAPON, la Ligue Régionale IDF a pour objectif de devenir une région d'excellence sportive de Haut Niveau. La stratégie à court moyen et long termes est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleur(e)s sportifs(ves) formant ainsi une élite pour représenter la ligue régionale Ile-de-France de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (Championnats du Monde, d'Europe et Jeux Olympiques). L'accompagnement des jeunes espoirs se fera par des stages et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au juniors de manière à former des équipes régionales dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le Combat et le Kata. Ces séquences seront mises en œuvre par un entraîneur régional de l'Ile de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 30.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002755)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DE DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 19 SP TKD 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000€
Taux de l'objectif : 25%
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000€
Descriptif des actions

Deux actions seront particulièrement développées :
1- La journée des Hwarangs
2- Le projet Femina

1-La journée des Hwarangs, c'est, une journée proposée par la ligue d'Ile de France, dans le but de permettre au plus grand nombre de se retrouver sur un temps donné et dans une ambiance éducative et conviviale.
C'est un espace où les participants vont pouvoir mettre en avant, leurs qualités physiques, intellectuelle et artistiques :

- **Une fête sportive francilienne ouverte gratuitement à tous :** Licenciés de la FFTDA, licenciés des autres fédérations et aux non licenciés.
- **Une journée :** Qui permet d'évaluer ses capacités physiques, dans une perspective d'information santé aux enfants et parents…
  - -Ludique, où je peux partir dès que j'ai fini
  - -Où la coopération est indispensable…
- **Un espace d'échanges sportifs et culturels dédiés au taekwondo et disciplines Associées, pour les :** professeurs / parents et enfants / dirigeants
- **Des ateliers sportifs qui mettent en avant les compétences :**
  - -Techniques des licenciés de la FFTDA…
  - - Sportives des pratiquants licenciés…
  - - Motrices des non licenciés…
- **S'initier à la pratique du taekwondo :**
  - - Dans sa forme loisir…
  - - Dans sa forme technique…
  - - Dans sa forme combat (Coupe des Hwarangs)
- **Découvrir la richesse culturelle et sportive de la Corée :**
  - Les arts graphiques…
  - Les arts martiaux…

2- Le Projet Femina

La ligue de taekwondo et Discipline Associées, est investie depuis maintenant de nombreuses années dans les actions visant à permettre au plus grand nombre d'accéder à sa pratique (Journées découvertes à destination des féminines, rapprochement avec les structures des quartiers, journées de sensibilisation pour les personnes relevant d'un handicap, le public senior…).

A travers la pratique du taekwondo et du body taekwondo, l'idée est de permettre à des jeunes filles de s'inscrire dans une dynamique de pratique sportive pour y exprimer leurs potentiels sportif et créatif.

A travers cette dynamique, les sensibiliser aux notions suivantes :

- -Engagement
- - Responsabilité
- - Affirmation de soi
- - Importance à entretenir son capital santé.

Le tout dans un cadre ludique, convivial et exigeant.

Description :

-Un cycle d'initiation allant de 8 à 12 séances à raison de 2 au maximum par semaine.

-Une séance dure 1h30 au maximum, dans laquelle l'intensité est adaptée aux niveaux et aux objectifs des pratiquantes.

Le cycle des séances vise la participation à des temps festifs et publics : Journée de la femme, semaine sentez-vous sport, challenge francilien de Body taekwondo, Tournoi international de Paris de taekwondo et se prolonge après, pour mieux investir et s'approprier le travail réalisé.

Contenu :

Chaque cycle sera fortement coloré par le triptyque pédagogique suivant :

-Rapport à la règle

-S'inscrire dans une démarche de progression

-Travailler en collectif.

Une rencontre avec les filles de l'équipe de France Olympique sera proposée au sein du campus Olympique (INSEP) courant décembre 2020, pour échanger autour des représentations sociales et/ou culturelles sur la place et le rôle des femmes dans le monde des sports de combat, le monde sportif, la société. Le but étant de permettre aux jeunes filles participantes, d'ouvrir le champ des possibles.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 20.000 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 2 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°7 : Annexes financières 2020 Ligues et Comités régionaux, volet Formation

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002849)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE LA FEDERATION FRANCAISE D'AIKIDO, AIKIBUDO ET AFFINITAIRES

Convention n° 17 SP AIK 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1: Formation Ecole des cadres
Public formé : Enseignants et futurs enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 135 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.350 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.700 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 2.700 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaire ou alternant indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002851)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Colloques d'entraîneurs
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 95 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 190 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.845 €

Formation 2 : Formation de techniciens/CQP
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 480 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 29 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.920 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation d'officiels et jeunes juges
Public formé : Officiels et juges départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 280 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 13,93 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.900 €

<u>Formation 4</u> : Management et gestion d'associations
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 35 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 140 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.717 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 24.382 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

<u>Versement du solde</u>

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002852)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE D'AVIRON

Convention n° 17 SP AVI 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation de l'encadrement sportif (DE/BF)
Public formé : Licenciés des clubs, diplômés fédéraux
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 140 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 980 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,55 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.399 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de juges et d'arbitres
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 21 jours par an **Effectif prévu :** 68 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.428 journées/stagiaires
Barème unitaire : 6,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.925 €

Formation 3 : Formations de dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,49 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.494 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 26.818 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002853)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BADMINTON
Convention n° 17 SP BAD 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation Initiateur Adultes
Public formé : Licenciés titulaires du diplôme d'animateur
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 32 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 128 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.280 €

Formation 2 : Formation au DE
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 80 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.200 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 12.000 €

Formation 3 : Formation Entraîneur bénévole niveau 1 et 2
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 540 €

Formation 4 : Formation d'initiateurs jeunes titulaires
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 168 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 840 €

Formation + : Formation CQP
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 105 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1050 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 5 : Formation Dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs, comités départementaux, ligue
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.600 €

Formation 6 : Formation continue de l'ETR
Public formé : Membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.000 €

Formation 7 : Formation de formateurs officiels techniques
Public formé : Juges et arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 400 €

Formation 8 : Formation Initiation à la fonction d'officiels
Public formé : Licenciés de – 16 ans
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 21 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.260 €

Formation 9 : Formation de juges/arbitres
Public formé : Licenciés arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 14 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 840 €

Formation 10 : Formation continue d'arbitres
Public formé : Arbitres fédéraux
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.200 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 25.010 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002854)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASEBALL, SOFTBALL ET CRICKET

Convention n° 17 SP BSC 001
Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'entraîneur fédéral baseball
Public formé : Entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.440 €

Formation 2 : Formation d'initiateur
Public formé : Licenciés de club
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.800 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.500 €

Formation 4 : Formation d'arbitre régional
Public formé : Encadrants bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 34 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.360 €

<u>Formation 5</u> : Formation de scoreur régional
Public formé : Encadrants bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 870 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 6.970 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

<u>Versement du solde</u>

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002855)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASKET

Convention n° 17 SP BAS 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation aux CQP
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 140 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.600 €

Formation 2 : Formation Diplômes d'Etat
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 30 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 360 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.800 €

Formation 3 : Formation et animation de l'Equipe Technique Régionale
Public formé : Membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 210 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.300 €

Formation 4 : Formation Diplôme Universitaire de Coaching
Public formé : Licenciés des clubs, étudiants, autres disciplines
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 144 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.584 €

Formation 5 : Colloque des entraîneurs
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3 € par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020: 2.400 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 6 : Formation Initiale Entraîneurs Fédéraux
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 4.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

Formation 7 : Formation d'officiels
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.520 €

Formation 8 : Formation des Officiels de Table de Marque (OTM)
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.500 €

Formation 9 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs, des comités, de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

Formation 10 : Formation et animation de l'Equipe Régionale des Officiels (ERO)
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 46.104 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610

« Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence des Services des Paiements.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier 20004384)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BOWLING ET SPORTS DE QUILLES

Convention n° 17 SP BOW 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation continue des animateurs et instructeurs
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 276 €

Formation 2 : Formation d'arbitres de niveau 1 et 2
Public formé : Licenciés et arbitres de niveau 1
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 35 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 140 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,70 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 378 €

Formation 3 : Formation en gestion de clubs
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 55 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 110 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,69 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 296 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 950 €

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002857)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE BOXE ANGLAISE

Convention n° 17 SP BOX 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Animateur Boxe éducative
Public formé : Licenciés jeunes des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 160 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 5.120 €

Formation 2 : Instructeur fédéral
Public formé : Entraîneurs d'écoles de boxe
Durée de la formation par stagiaire : 16 jours par an **Effectif prévu :** 27 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 432 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.208 €

Formation 3 : Prévôt fédéral
Public formé : Instructeurs
Durée de la formation par stagiaire : 16 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 16,73 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.692 €

Formation 4 : Préparation au BP mention Boxe
Public formé : Prévôts fédéraux
Durée de la formation par stagiaire : 16 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 320 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.120 €

Formation 5 : Préparation au spécifique du DEJEPS
Public formé : Titulaires du BEES 1er degré
Durée de la formation par stagiaire : 110 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.800 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 6 : Formation d'officiels
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

Formation 7 : Séminaires de dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 160 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 42.340 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002858)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CANOË KAYAK

Convention n° 17 SP CAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation des dirigeants et Colloques
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36,03 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.603 €

Formation 2 : Formation de juges et d'arbitres
Public formé : Juges et arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.575 €

Formation 3 : Formation aux diplômes fédéraux d'aspirant, de moniteur et d'entraîneur fédéral – Formation de Formateur et tuteur
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 900 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 27 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 24.300€

Formation 4 : Formation à la méthode d'enseignement Pagaies Couleur
Public formé : Dirigeants et bénévoles encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 540 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26.2 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 14.148 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 43.626 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004389)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES CLUBS DE LA DEFENSE

Convention n° 17 SP CDE 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de dirigeants
Public formé : Bénévoles et dirigeants des associations affiliées
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.000 €

Formation 2 : Formation de techniciens sportifs
Public formé : Bénévoles des associations affiliées
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 72 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.160 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.160 €

La Ligue IDF des Clubs de la Défense a informé l'exécutif de ses difficultés à accueillir des stagiaires, en raison des contraintes d'accès à leur siège situé dans une base militaire. Aussi, à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002860)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DES CLUBS OMNISPORTS

Convention n° 17 SP OMN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation des dirigeants employeurs
Public formé : Dirigeants des associations
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.400 €

Formation 2 : Formation de dirigeantes
Public formé : Jeunes femmes, femmes, éducateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.800 €

Formation 3 : Formation de jeunes dirigeants
Public formé : Jeunes licenciés ou jeunes dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

Formation 4 : Formation Sport-Santé-Prévention
Public formé : Educateurs, animateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.400 €

Formation 5 : Formation de formateurs
Public formé : Mandataires sociaux et membres des comités
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 24 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 9.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002861)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE COURSE D'ORIENTATION

Convention n° 17 SP COR 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation sur la gestion d'un club
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 480 €

Formation 2 : Acquisition de compétences dans une fonction liée à la pratique compétitive
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 720 €

Formation 3 : Mise à jour des connaissances
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 480 €

Formation 4 : Formation jeunes arbitres, traceurs, animateurs
Public formé : Bénévoles à partir de 14 ans
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 320 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 2.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004385)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CYCLISME

Convention n° 17 SP CYC 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux Brevets Fédéraux (BF2-BF3)
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 350 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020 : 4 200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'arbitres/chronométreurs
Public formé : Arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 45 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 225 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.500 €

Formation 3 : Formation de cadres associatifs
Public formé : Dirigeants et bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30,5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.100 €

Formation 4 : Formation de motards signaleurs
Public formé : Licenciés majeurs titulaires du permis moto
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an Effectif prévu : 59 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 59 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 60 € par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020 : 3.540 €

Formation 5 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants et bénévoles de plus de 18 ans
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 170 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 170 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,64 € par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020: 3.000 €

Formation 6 : Formation de contrôleurs d'organisation BMX
Public formé : Dirigeants et bénévoles BMX
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 105 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 210 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.360 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 24.700 €

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002864)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE IDF DE CYCLOTOURISME

Convention n° 17 SP CYT 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de dirigeants et encadrants d'association
Public formé : Dirigeants, animateurs, initiateurs, moniteurs, instructeurs fédéraux
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.500 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 1.500 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002865)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE DANSE

Convention n° 17 SP DAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de juges
Public formé : Formateurs et juges
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.750 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.750 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002866)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES ECHECS

Convention n° 17 SP ECH 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Certificat de Qualification Professionnelle Animateur du sport échiquéen
Public formé : Entraîneurs, Animateurs, Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 11 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 330 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.940 €

Formation 2 : Certificat de Qualification Professionnelle Enseignant du sport échiquéen
Public formé : Entraîneurs, Animateurs, Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.050€

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.650 €

Formation 4 : Formation de bénévoles
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.360 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002867)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'EQUITATION

Convention n° 17 SP EQU 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au BFE entraîneur ou animateur poney
Public formé : Adhérents du comité
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.840 €

Formation 2 : Formation au BPJEPS mention Tourisme équestre
Public formé : Adhérents du comité
Durée de la formation par stagiaire : 150 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6,60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.900 €

Formation 3 : Formation au BPJEPS mention Equitation
Public formé : Adhérents du comité
Durée de la formation par stagiaire : 100 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 10.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 1 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation et recyclage des officiels de compétition
Public formé : Officiels de compétition
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 400 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20,85 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 25.020 €

Formation 5 : Séminaire des dirigeants et enseignants de centres équestres
Public formé : Dirigeants et enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

Formation 6 : Formation continue des enseignants de centres équestres
Public formé : Enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16,80 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.040 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 59.800 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence des Services de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002868)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'ESCRIME
Convention n° 17 SP ESC 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation de brevets fédéraux
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.420 €

Formation 2 : Formation au BPJEPS
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 30 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.980 €

Formation 3 : Formation continue des Be pour passage vers le DE
Public formé : Titulaires du BEES 1er degré
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.280 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation continue des techniciens
Public formé : Techniciens, éducateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 26 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 312 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.992 €

Formation 5 : Formation des équipes dirigeantes
Public formé : Dirigeants, bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

Formation 6 : Formation des arbitres
Public formé : Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.700 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 24.372 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002869)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'ETUDES ET SPORTS SOUS-MARINS

Convention n° 17 SP PSM 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation moniteurs 1er degré
Public formé : Techniciens sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours **Effectif prévu :** 221 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 2.660 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 6.650 €

Formation 2 : Formation moniteurs 2ème degré
Public formé : Techniciens sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 14 jours par an **Effectif prévu :** 37 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 520 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation des trésoriers et secrétaires
Public formé : Dirigeants des associations
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 250 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.150 €

Formation 4 : Formation d'arbitres et de juges
Public formé : Entraîneurs, arbitres, juges
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 19.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002871)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FRANCILIENNE DE FOOTBALL AMERICAIN

Convention n° 17 SP FAM 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : CQP Animateur football américain
Public formé : Licenciés pratiquants de clubs (foot américain, flag, cheerleading)
Durée de la formation par stagiaire : 6,25 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 62,5 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.250 €

Formation 2 : Préparation au BPJEPS Animateur de sport collectif
Public formé : Licenciés pratiquants de clubs (foot américain, flag, cheerleading)
Durée de la formation par stagiaire : 47,5 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 285 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.270 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de juges, d'arbitres
Public formé : Bénévoles des associations
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 180 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 540 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.020 €

Formation 4 : Formation de l'ETR, des dirigeants
Public formé : Dirigeants des associations, membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.300 €

Formation 5 : Formation d'initiateurs
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.320 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 21.160 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002872)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE GOLF
Convention n° 17 SP GOI 001

Données prévisionnelles

Formation 1 : Formation d'arbitres (incluant la sensibilisation à la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la Laïcité).
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,00 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 200 €

Formation 2 : Formation de responsables de clubs
Public formé : Dirigeants de clubs (incluant la sensibilisation à la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la Laïcité).
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10,41 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 041 €

Formation 3 : Formation d'animateurs sportifs
Public formé : Bénévoles des clubs (incluant la sensibilisation à la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la Laïcité).
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 38,00 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 800 €

Formation 4 : Formation d'organisateurs d'épreuves sportives
Public formé : Bénévoles des clubs (incluant la sensibilisation à la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la Laïcité).
Durée de la formation par stagiaire : 12,5 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 250 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,00 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 12 041 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002873)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DE GOLF DE PARIS

Convention n° 17 SP GOP 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation continue aux outils fédéraux
Public formé : Administratifs de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 3 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 110 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.320 €

Formation 2 : Formation pédagogique pour les enseignants de la Ligue
Public formé : Enseignants de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 7 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 35 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 84,86 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.970 €

Formation 3 : Post-formation des enseignants des clubs de la ligue
Public formé : Enseignants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 16 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,92 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 234 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,92 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.590 €

Formation 5 : Formation d'animateurs sportifs
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 54 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.240 €

Formation 6 : Formation organisateurs épreuves de clubs
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 72 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,42 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 2.046 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 13.400 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002874)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL ILE-DE-FRANCE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 17 SP LGY 001
Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au BP JEPS Educateur Sportif
Public formé : Cadres techniciens des Clubs
Durée de la formation par stagiaire : 152 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 4.560 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 57.000 €

Formation 2 : Formation Animateur Fédéral
Public formé : Techniciens sportifs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,91 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 23.856 €

Formation 3 : Préparation au diplôme « Petite enfance »
Public formé : Cadres techniciens des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 420 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10,86 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.560 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation initiale de juges
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4,40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.920 €

Formation 5 : Formation des dirigeants des clubs
Public formé : Bénévoles dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 0,5 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.050 €

Formation 6 : Formation continue des juges
Public formé : Bénévoles de 15 ans et plus
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 1.600 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 4.800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 0,37 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.776 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 96.162 €

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Qualification par la formation continue », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004386)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE D'HALTEROPHILIE, MUSCULATION

Convention n° 17 SP HAL 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'initiateurs (Assistant Animateur Régional)
Public formé : Bénévoles licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 17 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 102 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 27,94 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.850 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 2.850 €

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002879)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HANDBALL

Convention n° 17 SP LFH 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation « Accompagner les nouvelles pratiques »
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 14.100 €

Formation 2 : DEJEPS « perfectionnement Sportif - mention handball »
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 80 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 960 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 16.500 €

Formation 3 : Formation « Accompagner la féminisation du handball francilien »
Public formé : Techniciennes de clubs, éducatrices
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.300 €

Formation 4 : Formation de techniciens
Public formé : Techniciens de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 55 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 825 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 21,82 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 18.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 5 : Formation des jeunes juges arbitres
Public formé : Jeunes de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 14.000 €

Formation 6 : Formation des accompagnateurs et animateurs des écoles d'arbitrage
Public formé : Accompagnateurs et animateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 66,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

Formation 7 : Formation des arbitres féminines
Public formé : Handballeuses
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 40 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.000 €

Formation 8 : Formation des arbitres à potentiel
Public formé : Arbitres Femmes et Hommes confirmés
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 160 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 53,12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 8.500 €

Formation 9 : Formation au DFE (Développement Formation Emploi)
Public formé : Dirigeante et dirigeants de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 23,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.500 €

Formation 10 : Formation de dirigeants bénévoles de clubs
Public formé : Arbitres, joueurs, dirigeants non pratiquants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 41,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 111.900 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002878)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE HANDISPORT

Convention n° 17 SP HAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation du Certificat de Qualification Handisport
Public formé : Titulaires du Brevet d'Etat Handisport
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 420 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.020 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de l'équipe régionale
Public formé : Equipe régionale
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 18 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 54 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.755 €

Formation 3 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants et cadres des associations
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 2.420 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 17.195 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002880)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GAZON

Convention n° 17 SP HGA 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Arbitres
Public formé : Joueuses et joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.575 €

Formation 2 : Animateurs d'écoles de hockey
Public formé : Joueuses et joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,44 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.120€

Formation 3 : Séminaires Entraîneurs des équipes de jeunes
Public formé : Entraîneurs, bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.425 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 14.120 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002881)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 17 SP HGL 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'encadrants des équipes jeunes
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 900 €

Formation 2 : Formation des responsables administratifs et techniciens
Public formé : Responsables administratifs et techniciens
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 800 €

Formation 3 : Formation d'arbitres, de responsables de table de marque
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 720 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 2,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.800 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.500 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002883)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE JUDO

Convention n° 17 SP JUD 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : CQP
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 37 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 555 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.990 €

Formation 2 : CFEB
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 6.000 €

Formation 3 : Formation continue des personnels Judo
Public formé : Secrétaires de ligues
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 135 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 2.700 €

Formation 4 : Formation technique continue des enseignants des clubs
Public formé : Enseignants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 630 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.410 €

Formation 5 : Formation au BPJEPS
Public formé : Pratiquants ceinture noire 1er dan minimum
Durée de la formation par stagiaire : 60 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 360 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.040 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 6 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.500 €

Formation 7 : Formation du corps arbitral
Public formé : Arbitres et commissaires départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 130 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 650 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10.400 €

Formation 8 : Formation PSC1 du corps arbitral
Public formé : Arbitres et commissaires sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.960 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 45.000€

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002884)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KARATE

Convention n° 17 SP KAR 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au CQP régional
Public formé : Cadres techniques
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 100 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.000 €

Formation 2 : Formation au Diplôme d'Instructeur Fédéral
Public formé : Cadres techniques
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 2.400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.200 €

Formation 3 : Formation des coaches
Public formé : Professeurs diplômés
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 320 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 320 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.440 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation Femmes et responsabilités
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 300 €

Formation 5 : Formation aux grades
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.500 €

Formation 6 : Formation des arbitres
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 250 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 0,16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 240 €

Formation 7 : Formation Laïcité et radicalisation
Public formé : Professeurs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 16 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 64 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 320 €

La Ligue régionale IDF de karaté souhaite orienter ses objectifs sur l'information, la formation et la mise en place d'actions sur les thématiques liées aux luttes contre les violences et incivilités ainsi que les valeurs républicaines, la laïcité et la prévention des dérives radicales (réglementation nationale, bonnes conduites durant les manifestations…).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 15.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002906)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE KICK BOXING, MUAY THAÏ ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP SPC 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1: Formation de bénévoles
Public formé : Licenciés FFKMDA
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 45 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 50€ par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 250 €

Formation 2: Formation de formateurs
Public formé : Intervenant officiel FFKMDA
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 38 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 280 €

Formation 3 : Passage de grade
Public formé : Licenciés, compétiteurs, entraineurs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 75
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires
Barème unitaire : 26,36 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 954 €

Formation 4: Brevet juge arbitre régional
Public formé : Licenciés FFKMDA
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 500 €

Formation 5 : Formation opérateur scoring
Public formé : Licenciés : stagiaire, juges, arbitres régionaux
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 90 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 970 €

Formation 6 : Formation Jeunes Juges Arbitres
Public formé : Licenciés FFKMADA, jeunes 14 à 18 ans
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 18 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 080 €

Formation 7 : Formation Jeunes Juges Arbitres point fighting
Public formé : Licenciés FFKMDA, jeunes, adultes, spécialisé en point fighting
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 680 €

Formation 8 : Formation Technicien scoring
Public formé : Juge Arbitre licenciés : superviseur, juge arbitre national
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 18 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 85€ par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 530€

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 20.244 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002885)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 17 SP LUT 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Animateurs
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16,43 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formations des officiels, juges-arbitres, chronométreurs
Public formé : Juges, arbitres, chronométreurs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 800 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.000 €

Formation 3 : Formations de dirigeants
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 41,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 21.200 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004388)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFME ILE-DE-FRANCE (MONTAGNE, ESCALADE)

Convention n° 17 SP MON 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'ouvreurs régionaux
Public formé : Officiels
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 660 €

Formation 2 : Formation d'entraîneur de clubs
Public formé : Initiateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 660 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation Gestionnaire EPI (Equipements de Protection Individuelle)
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 36 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 36 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 468 €

Formation 4 : Recyclage des Présidents de Jury
Public formé : Officiels sur les compétitions
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 156 €

Formation 5 : Formation Initiateurs SAE (Structure Artificielle d'Escalade)
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 100 €

Formation 6 : Formation Initiateurs Escalade
Public formé : Initiateurs SAE
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 560 €

Formation 7 : Formation de juges de voie et juges de bloc
Public formé : Officiels des compétitions
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 72 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 72 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 864 €

Formation 8 : Formation Continue des Initiateurs
Public formé : Initiateurs SAE et SNE
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 720 €

Formation 9 : Formation d'ouvreurs de Club
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 36 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 72 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 792 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 7 980 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue FFME Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004390)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE MOTOCYCLISTE ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP MOT 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au brevet fédéral Animateur
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 4 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 32 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 928 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de Directeur de course
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 39 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.560 €

Formation 3 : Formation de Commissaire de piste
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 39 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.560 €

Formation 4 : Certificat de formation à la gestion associative
Public formé : Dirigeants et bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 39 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.120 €

<u>Formation 5</u> : Certificat au Label FFM Développement Durable
Public formé : Dirigeants et bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.500 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 8.668 €

Dès la mise en place de la mesure « 100 000 stages », la ligue Ile-de-France de Motocyclisme a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de personnel administratif qualifié pour assurer l'accompagnement et l'encadrement pédagogique des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002888)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE REGIONALE D'IDF DE LA FF DE NATATION

Convention n° 17 SP NAT 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation aux brevets fédéraux
Public formé : Techniciens sportifs et éducateurs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.600 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation des intervenants technique de clubs, officiels et arbitres
Public formé : Dirigeants, intervenants techniques, juges et arbitres des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 159 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 636 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,64 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 14.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 24.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n ° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002889)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PELOTE BASQUE

Convention n° 17 SP PBQ 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au brevet fédéral
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 780 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de juges-arbitres
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 10 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 360 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 1.140 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002890)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE PENTATHLON MODERNE

Convention n° 17 SP PEN 001

Données prévisionnelles
FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au brevet fédéral (niveau 1)
Public formé : Entraîneurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 5 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 25 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 800 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 18 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 36 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 008 €

Formation 3 : Recyclage d'arbitres
Public formé : Bénévoles des clubs déjà diplômés départementaux ou régionaux
Durée de la formation par stagiaire : 0,5 jour par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 6 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 210 €

Formation 4 : Formation de bénévoles à la gestion informatique des compétitions
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 4 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 342 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 2.360 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002891)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE PETANQUE

Convention n° 17SP PJP 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux 1 et 2
Public formé : Licenciés ayant participé à des journées d'encadrement
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 8 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 32 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.600 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation à l'arbitrage
Public formé : Educateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 100 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS
Formation 3 : Formation aux procédures disciplinaires
Public formé : Bénévoles dirigeants des comités départementaux franciliens
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 48 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 7.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue Ile-de-France de Pétanque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002892)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE

Convention n° 17 SP SPN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formations diplômantes des animateurs sportifs
Public formé : Animateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de conseillers techniques de ligue
Public formé : Conseillers techniques
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

Formation 3 : Formation aux outils bureautiques
Public formé : Cadres départementaux
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

Formation 4 : Formation des responsables associatifs
Public formé : Dirigeants des clubs, cadres associatifs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 280 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 15.000 €

La Ligue Ile-de-France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002895)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE RANDONNEE PEDESTRE

Convention n° 17 SP RAN 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux d'Animateurs et spécialisations
Public formé : Bénévoles d'associations
Durée de la formation par stagiaire : de 2 à 7 jours par an
Effectif prévu : 103 stagiaires par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 278 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 71,94 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002896)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE ROLLER SKATING

Convention n° 17 SP ROL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Initiateurs
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 45 heures **Effectif prévu :** 86 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.929 heures/stagiaires par an
Barème unitaire : 0,57 € par heure/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.240 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de juges et arbitres
Public formé : Juges et arbitres de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 heures **Effectif prévu :** 63 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 630 heures/stagiaires par an
Barème unitaire : 2 € par heure/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.260 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.500 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002897)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE RUGBY Á XIII

Convention n° 17 SP R13 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation au Brevet fédéral Educateur
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 270 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.350 €

Formation 2 : Préparation au Brevet fédéral Entraîneur
Public formé : Entraîneurs mentions « Jeunes », « Féminines », « Adultes »
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.200 €

Formation 3 : Recyclage des techniciens sportifs
Public formé : techniciens sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 5 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 15 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 450 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation aux gestes d'urgences
Public formé : Dirigeants de clubs, bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 560 €

<u>Formation 5</u> : Formation d'arbitres
Public formé : Licenciées, joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 240 €

<u>Formation 6</u> : Formation continue des dirigeants et bénévoles
Public formé : Dirigeants, encadrants bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 200 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue IDF de Rugby à XIII a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

<u>Avances</u>

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

<u>Acomptes</u>

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**

FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION

(Dossier IRIS 20002898)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE REGIONALE ILE-DE-FRANCE DE RUGBY
Convention n° 17 SP R15 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation continue de l'équipe technique régionale
Public formé : Equipe technique régionale
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,95 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.995 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2: Formation des éducateurs
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 9 jours par an **Effectif prévu :** 380 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.420 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 6 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 20.520 €

Formation 3: Formation d'arbitres et capacitaires en arbitrage
Public formé : Licenciés de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 675 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.350 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5,1 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.885 €

Formation 4: Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 450 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 450 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.600 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 34.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002901)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE, BOXE FRANÇAISE

Convention n° 17 SP SBF 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Examens de CQP de Savate et des Disciplines associées, préparation aux CQP de Disciplines associées
Public formé : Licenciés niveau gant jaune
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 135 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31,76 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.287 €

Formation 2 : Formation continue post-brevet
Public formé : Moniteurs, Titulaires du CQP, du BE, du BP
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 65 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 130 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 23,95 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.113 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Examen de juges-arbitres, et recyclage des juges-arbitres en fonction.
Public formé : Licenciés jeunes, adultes
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 67 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 42,87 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.287 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 11.687 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la Ligue IDF de Savate, Boxe française a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, le comité ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer

l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004395)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SKI NAUTIQUE

Convention n° 17 SP SKN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation aux brevets fédéraux (BP, BE)
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 23 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 138 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.105 €

Formation 2 : Préparation aux brevets fédéraux Initiateurs
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 25 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 21,15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.115 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de dirigeants et bénévoles
Public formé : Dirigeants et bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 22,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.780 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 7.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Ski Nautique a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002903)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE SPORT ADAPTE

Convention n° 17 SP SPA 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : DEJEPS APSA
Public formé : Professionnels encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 120 jours par an **Effectif prévu :** 1 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.280 €

Formation 2 : DEJEPS dans une des 5 disciplines de Haut niveau
Public formé : Professionnels encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 48 jours par an **Effectif prévu :** 2 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 96 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 19,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.872 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Développement de projets spécifiques pour les personnes atteintes d'Alzheimer
Public formé : Educateurs de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 8 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 696 €

Formation 4 : Construction d'un plan de communication
Public formé : Encadrement du comité
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 2 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 2 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 34 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 68 €

Formation 5 : Accès aux APS pour les personnes en situation de handicap mental en clubs ordinaires
Public formé : Educateurs, présidents d'associations
Durée de la formation par stagiaire : 2,5 jours par an **Effectif prévu :** 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 225 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 19 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.275 €

Formation 6 : Formation d'initiateur fédéral
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 5 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 24 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 720 €

Formation 7 : Connaissance du milieu fédéral FFSA
Public formé : Futurs interlocuteurs du comité
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 8 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 16 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 404 €

Formation 8 : Conception et intervention dans un projet Sport Adapté
Public formé : Futurs interlocuteurs du comité
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 600 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.915 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et

Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif »

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002904)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE DU SPORT AUTOMOBILE ILE DE FRANCE

Convention n°17 SAU 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation DEJEPS Sport Automobile Mention : Course
Public formé : Enfants et adultes désirant atteindre un premier niveau de haute compétition
Durée de la formation par stagiaire : 50 jours par an **Effectif prévu :** 1 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'Officiels de course
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.850 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.850 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004394)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DU SPORT EN MILIEU RURAL

Convention n° 17 SP SMR 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'animateur SMR niveau 1
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 21 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.780 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.780 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages le Comité Ile-de-France de Sport en Milieu Rural a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002920)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE FFSE ÎLE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP SEN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Spécialisation intervention en entreprise
Public formé : Éducateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 36 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.600 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation de dirigeants bénévoles
Public formé : Membres des nouveaux comités directeurs et membres de la ligue
Durée de la formation par stagiaire : 1,5 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 90 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 3.000 €

Formation 3 : Formation de dirigeants bénévoles
Public formé : dirigeants de ligues, comités départementaux ou clubs relevant d'autres fédérations sportives à répondre aux attentes du sport d'entreprise
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 9.600 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20004397)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES SPORTS DE GLACE

Convention n° 17 SP SGL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1: Encadrement sur glace et hors glace
Public formé : Membres de l'ETR
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 10 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 280 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2: Initiateur
Public formé : Bénévoles, patineurs en activité
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 24 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 48 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 29,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.416 €

Formation 3: Formation des officiels
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 28 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.680 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 3.376 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France des Sports de Glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20006639)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS IDF

Convention n° 17 SP EPM 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au CQP ALS
Public formé : Cadres techniciens
Durée de la formation par stagiaire : 25 jours par an Effectif prévu : 70 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.750 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13,32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : **23.310 €**

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation au tutorat
Public formé : Animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 5 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 5 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 130 €

Formation 3 : Formation aux tests Forme Plus Sport
Public formé : Animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 15 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 390 €

Formation 4 : Formation aux programmes fédéraux sur les maladies chroniques
Public formé : Animateurs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 30 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 780 €

Formation 5 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 15 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 390 €

Formation 6 : Prévention de la radicalisation
Public formé : Dirigeants et Cadres techniques
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu : Durée par stagiaire x par effectif : 50 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 28.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné. Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002908)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SQUASH

Convention n° 17 SP SQU 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Brevet fédéral d'Initiateur 1er degré
Public formé : Sportifs diplômés
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 8 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 96 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.680 €

Formation 2 : Formation d'arbitres
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 840 €

Formation 3 : Formation de juges-arbitres
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 840 €

Formation 4 : Formation continue d'arbitres
Public formé : Dirigeants arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 0,5 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 25 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 400 €

Formation 5 : Formation continue de juges-arbitres
Public formé : Dirigeants juges-arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 0,5 jour par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 15 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 240 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002909)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE TAEKWONDO

Convention n° 17 SP TAE 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Educateurs body taekwondo
Public formé : Educateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 900 €

Formation 2 : Diplôme d'Animateur régional
Public formé : Educateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 35 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 280 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.200 €

Formation 3 : CQP Assistant professeur d'arts martiaux, mention taekwondo
Public formé : Educateurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 21 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 315 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31,60 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 9.954 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation de juges et d'arbitres
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.600 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 18.654 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002910)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE IDF DE TENNIS

Convention n°17 SP TEN 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation du Diplôme Enseignement Supérieur
Public formé : Enseignants titulaires du BE1 ou DE
Durée de la formation par stagiaire : 100 jours par an **Effectif prévu :** 15 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1.500 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,66 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 21.990 €

Formation 2 : Préparation du DEJEPS
Public formé : Titulaires du CQP Assistants Moniteurs de Tennis
Durée de la formation par stagiaire : 100 jours par an **Effectif prévu :** 110 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 11.000 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,185 € par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020 : 101.040 €

Formation 3 : Formation CQP éducateur tennis
Public formé : Jeunes licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 21 jours par an **Effectif prévu :** 180 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.780 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,135 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 26.970 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 4 : Formation des dirigeants des clubs
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 1.600 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,37 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 29.990 €

Formation 5 : Formation de jeunes arbitres et juges arbitres
Public formé : Jeunes adhérents des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 800 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 2.400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 19.990 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 200.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002911)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE TENNIS DE TABLE

Convention n° 17 SP TTA 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'éducateurs sportifs
Public formé : Educateurs sportifs
Durée de la formation par stagiaire : 50 jours par an **Effectif prévu :** 15
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 750 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 17 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 12.750 €

Formation 2 : Préparation CQP
Public formé : Educateurs et entraîneurs de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation de dirigeants
Public formé : Cadres dirigeants bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.032 €

Formation 4 : Formation d'arbitres/ juges–arbitres
Public formé : Cadres bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.498 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 30.480 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002912)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE TIR

Convention n° 17 SP LTR 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation d'arbitres et recyclage
Public formé : Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours **Effectif prévu :** 45 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 540 jours/stagiaires
Barème unitaire : 3,76 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.030 €

Formation 2 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours **Effectif prévu :** 30 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.290 €

Formation 3 : Formation d'éducateurs
Public formé : Educateurs des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 32 jours **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 3.840 jours/stagiaires
Barème unitaire : 2 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.680 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 11.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002913)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE TIR Á L'ARC

Convention n° 17 SP TIR 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'entraîneur de club
Public formé : Licenciés de plus de 16 ans
Durée de la formation par stagiaire : 6 jours par an **Effectif prévu :** 65 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 390 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 5,10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.989 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'arbitres et arbitres jeunes
Public formé : Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 12 jours par an **Effectif prévu :** 32 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 384 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.880 €

Formation 3 : Formation des dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 150 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 9 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.700 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 7.569 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002914)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TRIATHLON

Convention n° 17 SP TRI 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation des délégués techniques
Public formé : Bénévoles des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 20 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30.25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 605 €

Formation 2 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 800 €

Formation 3 : Brevet Fédéral 5
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 280 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 7,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.100 €

Formation 4 : Brevet Fédéral 4
Public formé : Titulaire du BF5
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 13,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.050 €

Formation 5 : Formation d'arbitres et jeunes arbitres
Public formé : Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 32 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.280 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 8.835 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002915)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE TWIRLING BATON

Convention n° 17 SP TWI 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de cadres enseignants
Public formé : Bénévoles de clubs
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5.640 €

Formation 2 : Séminaires de juges et présidents de jury
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 21 jours par an **Effectif prévu :** 12 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 252 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.016 €

Formation 3 : Formation de dirigeants
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 5.15 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.030 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 8.686 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002916)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE VOILE

Convention n° 17 SP VOI 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Préparation à l'Assistant Moniteur de Voile (AMV)
Public formé : Licenciés des clubs, cadres, adhérents
Durée de la formation par stagiaire : 13 jours par an **Effectif prévu :** 22 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 286 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 7 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.002 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation d'entraîneurs régionaux et d'arbitres
Public formé : Jeunes régatiers, anciens coureurs de niveau inter ligue
Durée de la formation par stagiaire : 30 jours par an **Effectif prévu :** 32 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 960 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 6,80 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.528 €

Formation 3 : Management et gestion d'associations
Public formé : Dirigeants des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 500 journées/stagiaires par an
Barème unitaire : 6,94 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.470 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 12.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002917)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE VOL EN PLANEUR

Convention n° 17 SP VPL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation Instructeur-pilote de planeur (ITP et ITP Campagne)
Public formé : Pilotes confirmés
Durée de la formation par stagiaire : 22 jours **Effectif prévu :** 7 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 154 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.080 €

Formation 2 : Formation Instructeur de Vol (ITV)
Public formé : Instructeurs ITP et ITP Campagne
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 2 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 10 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 252 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation Mécanique et Avionique
Public formé : Licenciés FFVV avec expérience de 2 ans en maintenance
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 4 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 8 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 248 €

Formation 4 : Formation d'actualisation des connaissances (ACT)
Public formé : Instructeurs pilotes de planeur
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 420 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.000 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», le Comité Ile-de-France de Vol en planeur a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002918)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOL LIBRE

Convention n° 17 SP VLI 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation continue des pilotes
Public formé : Licenciés, encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 5,5 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 330 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 9,88 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.260 €

Formation 2 : Formation d'encadrants fédéraux
Public formé : Licenciés
Durée de la formation par stagiaire : 6,5 jours par an **Effectif prévu :** 6 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 800 €

Formation 3 : Formation à la sécurité
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 14 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif *:* 14 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 35,70 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle en 2020 : 500 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.560 €

Dès la mise en place de la mesure «100.000 stages», la ligue Ile-de-France de Vol Libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002919)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOLLEY BALL

Convention n° 17 SP VOL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation Educ'Volley
Public formé : Enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 300 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 2 : Formation Educateur de Volley
Public formé : Licenciés bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 48 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 384 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 17,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.720 €

Formation 3 : Séminaire des dirigeants de volley
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 250 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 250 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 16 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 4.000 €

Formation 4 : Formation Animateur de Beach Volley
Public formé : Licenciés des clubs
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 80 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 26 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.080 €

Formation 5 : Séminaire des dirigeants de beach volley
Public formé : Dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 50 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 24.50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.225 €

Formation 6 : Formation Accompagnateur d'équipe
Public formé : Parents de joueurs, joueurs
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 48 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 192 jours/stagiaire par an
Barème unitaire : 10 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020: 1.920 €

En 2019, au cours de chacune de ces formations, nous prévoyons un temps de sensibilisation spécifique pour échanger sur les dispositifs de veille et de lutte contre les discriminations, les violences, l'homophobie, le dopage : des maux présents dans le sport que chaque dirigeant et entraîneur doit être capable d'identifier et d'alerter le cas échéant.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 21.945 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°8 : Annexes financières 2020 Fédérations, volet Formation

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002667)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'ATHLETISME

Convention n° 17 SP ATH 001

Données prévisionnelles

Formation aux brevets et diplômes de technicien et d'éducateur

FORMATION N°1 : Formation des coachs et coach athlé santé (filière Athlé Santé)

Public formé : coach et initiateur
Durée par stagiaire : 10 jours par an
Effectif : 35 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 350 jours/stagiaires
Barème unitaire : 14,53 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 087 €

FORMATION N°2 : Formation continue des coachs (filière Athlé Santé)

Public formé : coach et initiateur
Durée par stagiaire : 2 jours par an
Effectif : 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,53 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 744 €

FORMATION N°3 : Formation continue au CQP et filières professionnelles

Public formé : Sportifs en reconversion
Durée par stagiaire : 2 jours par an
Effectif : 90 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,55 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 619 €

FORMATION N°4 : Formation au CQP athlétisme

Public formé : Sportifs en reconversion
Durée par stagiaire : 15 jours par an
Effectif : 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,54 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 8 721 €

FORMATION N°5 : Formation « sport sur ordonnance »

Public formé : Sportifs en reconversion
Durée par stagiaire : 5 jours par an
Effectif : 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 21,80 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 180 €

FORMATION N°6 : Formation de formateurs filière Athlé santé »

Public formé : Sportifs en reconversion
Durée par stagiaire : 2 jours par an
Effectif : 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 29,05 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 162 €

FORMATION N°7 : Formation Baby (éducation athlétique)

Public formé : Sportifs en reconversion
Durée par stagiaire : 6 jours par an
Effectif : 40 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : soit 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,53 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 488 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 25.000 €
Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002752)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME

Convention n° 19 SP CYL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation d'entraîneurs fédéraux
Public formé : Educateurs bénévoles souhaitant acquérir le dernier niveau de formation fédéral – Permet d'encadrer en compétition
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 80
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 560 jours
Barème unitaire : 12.5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7.000 €

Formation 2 : Formation de formateur « Coach Vélo Santé »
Public formé : Encadrants techniques et médecins en capacité de mettre en place des formations « Coach Vélo Santé »
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 20
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 20 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation des jeunes arbitres fédéraux
Public formé : jeunes licenciés (14 à 20 ans) qui souhaitent s'engager dans l'arbitrage
Durée de la formation par stagiaire : 5 jours par an **Effectif prévu :** 40
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours
Barème unitaire : 5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1.000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 2002758)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION

Convention n° 19 SP EQU 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Animateur d'équitation (diplôme d'AAE, TFP de la FFE inscrit au RNCP niveau 3).
Public formé : jeunes et jeunes adultes souhaitant s'orienter vers les métiers du sport et de l'équitation.
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour, prise en charge de la certification uniquement par la FFE.
Effectif prévu : 180
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 64.44€ par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 11.600 €

Formation 2 : Accompagnateur de Tourisme Equestre (diplôme d'ATE, TFP de la FFE inscrit au RNCP niveau 4).
Public formé : jeunes et jeunes adultes souhaitant s'orienter vers les métiers du tourisme et de l'équitation.
Durée de la formation par stagiaire : 1 jour, prise en charge de la certification uniquement par la FFE.
Effectif prévu : 40
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 75€ par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3.000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

<u>Formation 3</u> : Brevet fédéral d'encadrement Equi-handi (BFEEH, surqualification FFE pour les enseignants d'équitation)

Public formé : enseignants d'équitation et dirigeants de clubs souhaitant accueillir des personnes en situation de handicap.

Durée de la formation par stagiaire : 1 jour, prise en charge de la certification uniquement par la FFE.

Effectif prévu : 40

Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 40 jours/stagiaires par an

Barème unitaire : 54€ par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020 : 2.160 €

<u>Formation 4</u> : Brevets fédéraux d'entraîneur dans les disciplines équestres olympique et de développement : CSO, Dressage, Equifeel, Tir à l'arc à cheval… (BFE, surqualification FFE pour les enseignants d'équitation)

Public formé : enseignants d'équitation souhaitant développer des compétences supplémentaires pour diversifier leurs enseignements et préparer les cavaliers à la compétition.

Durée de la formation par stagiaire : 1 jour, prise en charge de la certification uniquement par la FFE.

Effectif prévu : 60

Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an

Barème unitaire : 54€ par jour/stagiaire

Subvention prévisionnelle 2020 : 3.240 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002742)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE

Convention n° 18 SP GYM 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Formation au Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport
Public formé : Entraîneurs de haut niveau et sportifs de haut niveau en reconversion
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours / an
Effectif prévu : 10 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,00 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000. €

Formation 2 : Formation CQP Animateur des activités gymniques activités gymniques acrobatiques
Public formé : animateurs professionnels
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours/an
Effectif prévu : 15 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 225 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 22.22 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €

Formation 3 : Formation CQP Animateur des activités gymniques petite enfance et activités gymniques d'expression
Public formé : animateurs professionnels
Durée de la formation par stagiaire : 15 jours/an
Effectif prévu : 10 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €

Formation 4 : Formation au Moniteur Fédéral GAF GAM GR
Public formé : animateurs bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours /an
Effectif prévu : 20 stagiaires
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 200 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25.00€ par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002740)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL

Convention n° 18 SP FHA 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Le projet de développement de la FFHB s'inscrit dans le cadre d'une profession de foi définie par l'équipe politique fédérale en place et qui trace le chemin à suivre jusqu'en 2024.

La FFHB entend prendre toute sa part dans les politiques publiques de l'Etat et territoriales en construisant son projet sportif pour toutes et tous autour de 3 finalités :

- L'accès à la pratique pour tous et l'augmentation du nombre de pratiquants : objectifs 1 000 000 licenciés cap 2024
- La santé par l'activité physique et sportive du handball
- L'accès à la citoyenneté et la responsabilité

Ainsi le projet CAP 2024 s'opérationnalise sur la base de 5 plans de progrès dont le club associatif de handball en est la cellule active et centrale.
Les différentes actions visent à accompagner, outiller, structurer les clubs fédéraux afin de :

- Amplifier l'implantation du handball et de ses pratiques dans le territoire
- Favoriser l'ancrage durable et responsable des clubs dans leur environnement

A ce stade, l'accompagnement fédéral passe par la FPC d'un certain nombre d'acteurs clés et notamment de techniciens et d'éducateurs qui contribueront à la réussite de ce projet.

Le plan d'action de formation est donc axé sur 2 niveaux de FPC de techniciens et d'éducateurs référents :

- Les FPC liées à l'encadrement de nouvelles pratiques et de publics particuliers : handensemble (handicap moteur et mental), babyHand, (petite enfance), beach handball, handsanté (sénior, sédentarité)
- Les FPC liées à l'encadrement de thématiques spécifiques : éthique et citoyenneté, animation en QPV-ZRR, Service aux Clubs, éducation nationale, formateur, tuteur

Formation 1 :

Public formé : Techniciens et éducateurs chargés de l'encadrement de nouvelles pratiques et publics particuliers (voir plus haut)
Durée de la formation par stagiaire : 21 heures
Effectif prévu : 60
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1260
Barème unitaire : 3,25 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 090 €

Formation 2 :
Public formé : Techniciens et éducateurs chargés de l'encadrement de thématiques spécifiques (voir plus haut)
Durée de la formation par stagiaire : 14 heures
Effectif prévu : 80
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1120
Barème unitaire : 3,25 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 640 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 :
Soucieuse d'accroitre la place des femmes dans l'ensemble de ses composantes, la Fédération Française s'est engagée dans la mise en place de son plan de féminisation.
Ce plan a pour objectif général de promouvoir le sport féminin, de contribuer à une meilleure représentation des femmes dans le sport et ainsi favoriser la mixité.

Dans ce sens, la FFHandball s'engage dans un plan de formation sur 2 publics :

- La féminisation des instances dirigeantes fédérales et déconcentrées
- La féminisation des fonctions d'arbitrage et d'encadrement de l'arbitrage

Pour cela, la Fédération et les territoires travaillent en collaboration pour atteindre les objectifs fixés, à savoir :

- Renforcer et élever le niveau de compétence des acteurs par l'échange de solutions, de bonnes pratiques.
- Outiller les acteurs pour leur permettre d'être mieux identifiés comme des acteurs oeuvrant pour la féminisation sur leur territoire.

Le plan d'action de formation est donc axé via :

- La FPC de référents féminisation territoriaux,
- Une FPC « accès aux responsabilités » de responsables dirigeant(e)s et Accompagnateurs arbitres nationaux et/ou Chargés d'arbitrage territoriaux.

Public formé : Dirigeant(e)s, Arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 14 heures
Effectif prévu : 50
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 700
Barème unitaire : 3,24 € / heure stagiaire formé
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 270 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002746)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE

Convention n° 19 SP HGL 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : DE et DES
Public formé : entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 20 jours par an **Effectif prévu :** 20
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 400 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8,75 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 500 €

Formation 2 : CQP
Public formé : entraîneurs
Durée de la formation par stagiaire : 17,5 jours par an **Effectif prévu :** 10
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 175 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 12,57 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2 200 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 :
Public formé : Arbitres nationaux
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 100
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 14,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4 300€

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002744)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 18 SP KAR 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

1. Le **CQP Moniteur d'Arts Martiaux mention karaté et disciplines associées** est un diplôme créé par la CPNEF-SPORT (Commission Paritaire Nationale Emploi Formation de la Branche Sport) délivré par délégation à la CFAMSC (Confédération Française des Arts Martiaux et Sports de Combat), responsable de la certification et qui délègue, à son tour, à la Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées le droit d'organiser la formation CQP.
   La FFKDA assure donc la mise en œuvre d'une formation de 70 heures réservée aux titulaires du DIF.

2. Le **« Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports « Mention karaté et Disciplines Associés »**. La formation est organisée par la FFK après avoir été habilitée par la DRJSCS. La formation BPJEPS spécialité éducateur sportif, mention karaté et disciplines associées est en cours de construction. L'animateur sportif de Karaté et disciplines associées, réalise de manière autonome des prestations d'animation, d'initiation, de perfectionnement et d'entraînement aux activités dans les champs sportifs, éducatifs et de loisirs selon un niveau fixé dans chaque activité.

Formation 1 : CQP
Public formé : enseignants titulaires du DIF
Durée de la formation par stagiaire : 7 jours par an **Effectif prévu :** 120 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 840 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 8.33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7 000 €

Formation 2 : BPJEPS
Public formé : A partir du DIF
Durée de la formation par stagiaire : 85 jours par an **Effectif prévu :** 20 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1 700 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 3,53 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6 000 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : juges et arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 50 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 150 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 46.67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 7 000 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 20.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002753)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KICK BOXING

Convention n° 19 SP KIK 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : FORMATION DE JUGES ARBITRES
Public formé : Femmes en incarcération.
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 20
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 160 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 31,25 € par jour/stagiaire

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 5.000 €

Descriptif :
Action de réinsertion en détention par les activités associatives. Un collectif d'environ 20 femmes, incarcérées à la Maison d'arrêt pour femmes de Fleury-Mérogis (91) bénéficient, chaque année, d'un suivi hebdomadaire qui poursuit 2 objectifs :

- Mise en place d'activités sportives de mise en forme par la découverte de la pratique des boxes pieds-poings (Muaythaï).
- Formation aménagée au Brevet de Juge/arbitre régional (BJAR) de Muaythaï pour au maximum 20 d'entre elles, sélectionnées sur la base du volontariat et de leur motivation.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de **recruter 1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002747)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE LUTTE

Convention n° 19 SP LUT 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 :
Public formé : les arbitres de niveau régional, national et international
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :**100
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 300 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 33,33 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 10 000 €

La FFLDA organise un colloque national des arbitres sur trois jours du 2 au 4 octobre 2020, à l'attention d'une centaine d'arbitres de niveau régional, national et international.

Les objectifs de ce rassemblement sont multiples mais se rejoignent autour d'une thématique « fil rouge » : « Incivilité, violence et radicalisation ».
Les arbitres sont, par leur fonction, défenseur des règles et valeurs de la lutte, de ses disciplines associées et de la FFLDA. Ces temps de formation auront notamment pour but de les affranchir d'un certain nombre de connaissances et compétences en matière d'appréhension de comportements déviants.

Ainsi les objectifs suivants seront notamment poursuivis :
- Échange et retour d'expérience avec des entraîneurs et pratiquants
- Ateliers de travaux pratiques autour de la charte éthique FFLDA et des comportements contraires aux valeurs de la FFLDA
- Intervention de notre référent « radicalisation » au sein de la FFLDA
- Ateliers pratiques sur la radicalisation

Ce colloque est un temps essentiel de la saison sportive regroupant différents types de publics :
- Arbitres nationaux et internationaux en lutte, sambo et grappling
- Dirigeants
- Cadres techniques

- Entraîneurs
- Personnalités qualifiées

La diversité des publics et des thématiques abordées confère à cet évènement une richesse de contenus et de débats contradictoires.

La FFLDA s'appuie notamment sur le résultat de ce colloque pour orienter ses axes stratégiques, notamment en matière de textes règlementaires inhérents à la mission des arbitres en France, qui tend à évoluer au regard de la recrudescence des incivilités et comportements déviants (violence, radicalisation).

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Cette subvention Formation donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002759)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE MACCABI

Convention n° 17 SP MAC 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES, DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation de techniciens du sport
Public formé : Secrétaires généraux, trésoriers, animateurs sportifs…
Durée de la formation par stagiaire : 10 jours **Effectif prévu :** 10 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires
Barème unitaire : 45,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 4.530 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 4.530 €

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant.**

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002754)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE SKI NAUTIQUE ET DE WAKEBOARD

Convention n° 19 SP SKI 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : BPJEPS SNWDATSGT
Public formé : Encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 900h soit 900 : 6h/J = 150 jours par an
Effectif prévu : 8 minimum
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 1200jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 4,17 par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5000 €

Description : Formation professionnelle d'état, d'animation de séances d'initiation et d'apprentissage technique en Ski-Nautique-Wakeboard, Disciplines Associées et Tous supports de Glisse Tractés (engins tractés) en 2 options, une option en mode de traction bateau et une option en mode de traction câble

Formation 2 : CQP ATSN
Public formé : Encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 180h soit 180 : 7h/J= 28 jours par an
Effectif prévu : 6 minimum
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 168 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 11,90 par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2000 €

Description : Formation professionnelle de branche, de pilotage et maintenance de téléski nautique ainsi que d'encadrement en initiation câble.

<u>Formation 3</u> : CQP ASNWET
Public formé : Encadrants
Durée de la formation par stagiaire : 220 heures, soit 220 : 7h/j = 32 jours par an
Effectif prévu : 6
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 192 jours par an
Barème unitaire : 10,42 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 2000€

Description : Formation professionnelle de branche, de pilotage et d'encadrement en initiation Ski Nautique, Wakeboard et Engins Tractés en mode de traction « Bateau ».

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

<u>Formation 4</u> : Officiels ski Nautique
Public formé : juges et arbitres
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an
Effectif prévu : 6
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 12 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 41,67 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 500 €

Description : Formation fédérale des juges, pilotes, homologation et « calculs » aux règlements techniques nationaux et internationaux appliqués en compétition.

<u>Formation 5</u> : Dirigeants
Public formé : Bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an
Effectif prévu : 50 minimum
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 100 jours/stagiaires par an
Barème unitaire :5 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 500 €

Description : Formation fédérale des dirigeants bénévoles des clubs et ligues sur les thématiques de gestion des clubs (règlementation, développement, formation…)

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Cette subvention Formation donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **1 stagiaire ou alternant**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 20002756)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DES DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 19 SP TKD 001

Données prévisionnelles

FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR

Formation 1 : Certificat de Qualification Professionnel Moniteur d'Arts Martiaux
Public formé : Enseignants
Durée de la formation par stagiaire : 8 jours par an **Effectif prévu :** 15
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25,83 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 3 100 €

Formation 2 : Body Taekwondo (santé)
Public formé : Enseignant en formation continue.
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 30
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 60 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 25 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 1 500 €

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 3 : Formation : Laicité, Valeurs de la république
Public formé : les présidents des comités départementaux de Taekwondo et Disciplines Associées, Membre de l'ETR (Responsable arbitre de départements, les Directeur Techniques de départements, responsable d'arbitre de Ligue, responsable développement de ligue).
Durée de la formation par stagiaire : 4 jours par an **Effectif prévu :** 45
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 180 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 5 400 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020 : 10.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP 114-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n°9 : Annexe financière 2020 modifiée CROS IDF

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE MODIFIEE
(**Dossier IRIS 20000460**)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 600.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2020 : 180.000 €

Cet objectif doit permettre au CROS Ile-de-France d'accompagner au mieux les comités et ligues régionaux dans leur structuration mais également d'organiser des manifestations en direction des féminines «Sport en Filles » de publics divers ainsi que l'opération « Sport en eau ».

Il va également favoriser la valorisation du sport francilien par le biais de 3 axes :

- des opérations destinées à promouvoir les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, notamment par l'organisation de manifestations sur les sites d'accueil des compétitions, et en particulier sur le stade nautique olympique d'Ile-de-France de Vaires.
- un plan d'action permettant de renforcer les relations entre les entreprises et le mouvement sportif francilien,
- la coordination d'un dispositif de communication autour du sport francilien par le biais du réseau des radios franciliennes.

Enfin, il va permettre la mise en œuvre d'outils méthodologiques et d'information qui seront mis à la disposition des dirigeants des associations sportives franciliennes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 180.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».
Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°10 : Annexe financière 2020 Comité Ile-de-France du Vol en Planeur dérogation, volet Pratique sportive

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 20002843)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE VOL EN PLANEUR

Convention n° 17 SP VPL 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 93.481 €
Taux de l'objectif : 18,19 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 17.000 €

Les opérations (BIA et Vu du ciel) auprès des classes remportent chaque année un large succès. Elles permettent d'initier les lycéens, de la pratique du vol en planeur au brevet d'initiation aéronautique, ainsi que de les informer sur les métiers ayant trait à l'aéronautique. De plus, l'organisation de stages destinés aux féminines (ça plane pour elles) et l'achat de matériel de sécurité pour les clubs renforce le développement de la discipline. Le comité souhaite aussi fidéliser ses pratiquants à travers des stages de pilotage permettant une meilleure maitrise de leur planeur et également une optimisation des performances (stages de sécurité, « voler plus vite », stages de voltige). Enfin, un présentiel sera assuré lors du meeting de la Ferté-Alais afin de mettre en valeur la pratique du vol à voile.

Le nombre de participants au Championnat Ile-de-France augmente chaque année.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 17.000 €

Le Comité a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2020, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n°11 : Fiche projet Achat matériel Handisport

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-178

DOSSIER N° EX049304 - Achat d'équipements spécifique en faveur des PSH - COMITÉ RÉGIONAL ILE DE FRANCE HANDISPORT

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	125 000,00 € TTC	80,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	44 RUE LOUIS LUMIERE 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : achat d'équipements spécifique en faveur des PSH

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Plusieurs disciplines sportives sont concernés par ces achats de matériels : Athlétisme, Para-aviron, Badminton , Boccia, Boccia sabarcane, Danse, Football, Foot fauteuil, Futsal, Goalball, Judo, Natation , Plongée, Randonnée, Showdown, Tennis, Tennis de table.
Ces matériels sont nécessaires aux bonnes conditions d'entrainement et permettent d'accueillir un plus grand nombre de personnes en situation de handicap. Le Comité Île-de-France Handisport a recensé les besoins de matériels spécifiques de 25 structures réparties sur toute l'Île-de-France (6 à Paris, 3 en Seine-et-Marne,1 dans les Yvelines, 3 dans l'Essonne, 3 dans les Hauts-de-Seine, 1 en Seine-Saint-Denis, 3 dans le Val de Marne, 5 dans le Val d'Oise).
Les différents types de matériels financés sont 8 jupes et 4 paires de fil, 11 fauteuils top end pro, 15 fauteuils multisport , 4 fauteuils ryder élite, des Ballons cerceaux javelot, des mini haies, 45 ballons,3 harnais, 4 paires aviron 4 paires bras, des cages adaptés et ballons, 2 seascooters, 1 table de showdown, 2 lots de 6 disques néoprène, 2 pneus, 3 chambres air, 2 joëlettes, 1 mannequin, 1 table de tennis de table, 1 équipement de piscine, 1 tapis pliable, 6 jeux boccia, 5 potences, 1 carabine, 16 rampes, 5 kits de sabarcanes, 1 tapis de course avec rampe, 1 chaise de lancer, 1 table de showdown, 4 pistes d'escrime conductrices, 15 arcs, 10 branches et 120 flèches.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement ou matériel sportif spécifique	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	80,00%
Autres recettes (préciser)	25 000,00	20,00%
Total	125 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-C07

DU 27 MAI 2020

MESURES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE FACE À LA CRISE SANITAIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'éducation et notamment son article L. 214-2 ;

VU la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 « Enseignement supérieur recherche » ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 24 ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 relative à la politique régionale pour relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;

VU la délibération n° CR 16-425 du 16 novembre 2016 « Relancer l'ascenseur social, valoriser l'excellence et le mérite – année 2016-2017 » ;

VU la délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-266 du 5 juillet 2017 relative notamment au soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur ;

VU la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative à l'adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU la délibération n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 modifiant les règlements d'interventions de l'aide régionale au mérite et de l'aide au passage du DAEU ;

VU la délibération n° CP 2018-464 du 17 octobre 2018 adoptant le règlement d'intervention du concours « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CP 2019-299 du 04 juillet 2019 relative aux « Bourses Mobilité Ile-de-France – étudiants DUT-Licence-Master» et aux subventions de fonctionnement pour les formations au DAEU 2019-2020 pour l'année 2019-2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-412 du 18 septembre 2019 modifiant la fiche-projet relative à la formation au DAEU pour l'année 2019-2020 en faveur de l'Université Paris-Nanterre ;

VU la délibération n °CP 2020-102 du 4 mars 2020 relative notamment au soutien au programme 2020 du DIM OneHealth ;

VU la délibération n° CP 2020-138 du 04 mars 2020 relative à l'attribution des aides régionales au DAEU pour l'année 2019-2020 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C07 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du DIM One Health pour soutenir la recherche sur le COVID-19

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur, au financement de la recherche en cours sur le covid-19, par l'attribution de subventions d'un montant maximum de 1 000 000 € à l'INSERM, gestionnaire du DIM OneHealth.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par la délibération CP 2017 - 266 du 5 juillet 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **800 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)», Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2020.

Article 2 : Modification du règlement d'intervention des aides à la mobilité internationale des étudiants (« Bourses Mobilité Ile-de-France – étudiants en DUT, Licence, Master »)

En raison de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19, décide d'ajouter au règlement d'intervention des aides régionales à la mobilité internationale des étudiants, adopté par la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 (annexe 1 - dispositif 5), un article en cas de force majeure, tel que rédigé ci-après :

« 5.6 – Modalités de versement de l'aide régionale applicables en cas de force majeure :

- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale qui voient leur mobilité internationale écourtée : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu, quelque que soit la durée du séjour effectivement réalisée.
- Pour les étudiants bénéficiaires de l'aide régionale dont le séjour est annulé : le bénéfice de l'aide régionale est maintenu à hauteur des frais déjà engagés par l'étudiant.
- Pour les étudiants devant reporter leur séjour à l'étranger à une date ultérieure, au-delà de l'année universitaire d'obtention de l'aide (entendu du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante) : l'aide régionale est maintenue et les dépenses liées sont prises en compte sur la dotation attribuée à l'établissement pour l'année universitaire d'obtention de l'aide régionale. »

Autorise l'application de ce nouvel article dès l'année universitaire 2019-2020 afin de tenir compte des mobilités à l'international des étudiants bénéficiaires de l'aide cette année impactées par la crise sanitaire actuelle.

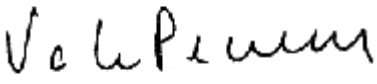
Article 3 : Modification du règlement d'intervention des « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France »

En raison de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19, décide, à titre exceptionnel pour la seconde édition du concours qui se déroule en 2019-2020, d'autoriser les candidatures des étudiants qui ne répondraient pas au critère d'éligibilité de la durée minimale de séjour à l'étranger de 3 mois, pour le dispositif des « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France » créé par la délibération n° CP 2018-464 du 17 octobre 2018.

Article 4 : Modification des fiches projets relatives aux subventions de fonctionnement générales DAEU 2019-2020 et subventions spécifiques PRIC DAEU 2019-2020

En raison de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19, décide de prolonger jusqu'au 31 octobre 2020 les dates prévisionnelles mentionnées dans les fiches projets relatives aux subventions générales de fonctionnement DAEU (dossiers n° EX045125, EX045132, EX045145, EX045191, EX045200, EX045201, EX045207, EX045208, EX045211, EX045217, EX045224, EX045225, EX045234) et aux subventions spécifiques DAEU PRIC 2019-2020 (dossiers n° 19007186, 19007188, 19007189) votées dans l'annexe 2 de la délibération n° CP 2019-299 du 3 juillet 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

27/05/2020 17:02:55

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179461-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-C13

DU 27 MAI 2020

DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10 décembre 2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1611-7-II et L. 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notammentses articles L. 115-1 et suivants et L. 451-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier ;

VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 modifiée par la CP 16-428 du 21 septembre 2016 et par la CP 2017-242 du 5 juillet 2017 ;

VU la délibération n° CR 52-16 du 8 avril 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 «une ambition pour répondre aux défis de demain» ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences et à la convention financière 2020 ;

VU la délibération CP 2020-C05 du 3 avril 2020 relatif à l'aide aux étudiants infirmiers ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-C13 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subvention en faveur de la Banque alimentaire

Décide, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'urgence alimentaire, de lancer une vague d'opérations de distribution alimentaire, en finançant la mise à disposition de denrées alimentaires, par la Banque Alimentaire Île-de-France, d'un montant de 50 000€ (annexe 2).

Subordonne le versement de cette subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » et action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre 934 « Santé et action sociale ».

Article 2 : Convention cadre de partenariat avec la Banque Alimentaire Ile-de-France

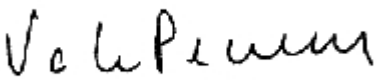
Décide, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'urgence alimentaire, d'approuver la convention cadre de partenariat avec la Banque Alimentaire Île-de-France, présentée en annexe 2, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Modifie l'article 1 de la délibération n° 2020-C05 du 3 avril 2020 :
- les mots « présents en stage dans un établissement de santé public ou privé francilien ou dans un établissement médico-social de la Région Ile-de-France » sont remplacés par « présents en stage dans un établissement de santé public ou privé ou dans un établissement médico-social ».
- les mots « jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire » sont remplacés par « jusqu'au 11 mai 2020 », dans le cadre de la mobilisation des crédits du Plan Régional d'Investissement dans les Compétences.
- est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Décide la création d'une aide individuelle régionale exceptionnelle d'un montant de 1 000 euros par mois attribuée aux élèves aides-soignants inscrits dans un institut de formation autorisé de la région Île-de-France et présents en stage dans un établissement de santé public ou privé ou dans un établissement médico-social à compter du 12 mars 2020 et jusqu'au 11 mai 2020, non réquisitionnés, ni rémunérés par ailleurs. Cette aide régionale est calculée au prorata temporis de la présence en stage de l'élève et peut être calculée de façon hebdomadaire. »

Les modalités de mise en œuvre de l'aide régionale exceptionnelle pour les élèves aides-soignants et les étudiants infirmiers sont définies en annexe 3 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc183069-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHE PROJET AIDE ALIMENTAIRE

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C13

DOSSIER N° 20007442 - Covid19 - Distribution aide alimentaire

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94110 ARCUEIL CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE RUBAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet a démarré de façon anticipé afin de répondre à la situation d'urgence sanitaire provoquée par le confinement, la perte d'emploi, la fermeture des établissements scolaires et la situation précaire des publics bénéficiaires dudit projet.

Description :
Parce que l'action solidaire francilienne est essentielle pour soutenir les publics vulnérables et les invisibles qui sont aujourd'hui les premiers touchés par la crise sanitaire et ses conséquences liées au COVID-19, l'exécutif régional, dans la droite ligne de sa politique de Région Solidaire engagée depuis plusieurs années, souhaite mobiliser de nouveaux moyens à la hauteur de la crise sociale que nous traversons.

Aujourd'hui force est de constater que le confinement combiné à la situation extrême du marché de l'emploi tendu et à la fermeture des établissements scolaires ont accentué les difficultés de certains publics franciliens pour s'alimenter : de nouvelles formes de précarités apparaissent, des familles viennent gonflées les rangs de l'aide alimentaire, la population dans les foyers est plus importante, des étudiants n'ont plus accès à la restauration, etc.

Face à cette situation inédite, les associations humanitaires et les services sociaux des villes sont débordés par l'ampleur de la demande et la diminution du nombre de bénévoles. Il devient extrêmement difficile de répondre à la totalité de la demande.

C’est ainsi que la Région, conformément à sa volonté d’agir aux interstices de la solidarité, souhaite venir en soutien des villes et des associations en proposant une distribution d’aide alimentaire complémentaire, dans les zones non couvertes par les réseaux de solidarité habituels.

Concrètement, sur la période de mai à juin, sont organisées plusieurs fois par semaine des opérations de distribution de colis alimentaires à des personnes isolées, des familles et étudiants en situation de précarité, préalablement identifiés par les services sociaux des villes.

Cette opération solidaire de grande envergure a lieu grâce à une collaboration étroite entre la Région, les villes, le tissu associatif dont la Banque Alimentaire d’Île-de-France. Ce dernier fournit en quasi intégralité les denrées alimentaires distribuées aux personnes les plus fragiles.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Denrées alimentaires	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - CONVENTION AVEC LA BANQUE ALIMENTAIRE ILE-DE-FRANCE

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT– Crise COVID19

ENTRE

La Fédération Française des Banques Alimentaires, située au 15 rue du Val de Marne 94257 Gentilly,
Représentée par Monsieur Jacques BAILET, Président de la Fédération Française des Banques Alimentaires,
Ci-après dénommée « la FFBA »
D'une part

ET

La Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France, située au 15 avenue Jeanne d'Arc 94110 Arcueil,
Représentée par Madame Nicole FARLOTTI, Présidente de la Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la BAPIF »,
D'une part

ET

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'autre part,

« La BAPIF », « la FFBA » et « la Région » sont communément dénommées « les Parties ».

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Suite à la pandémie de Coronavirus COVID-19, les Banques Alimentaires sont sollicitées par des CCAS, des associations non habilitées et des épiceries sociales qui sollicitent des aides d'urgence pour pallier soit à des fermetures d'associations, des fonctionnements en mode très dégradé, ou pour des publics nouveaux liés à la situation actuelle.

La Fédération française des Banques Alimentaires décide de mettre en place une convention simplifiée permettant de gérer l'urgence sociale qui se rajoute à la crise sanitaire que connait le pays. En simplifiant la mise en place de partenariat d'urgence, cette convention doit permettre la continuité des actions d'aide alimentaire sur le territoire francilien.

Article 1 : Objet

Face à la crise sanitaire qui est aussi une crise sociale, le Conseil Régional d'Île-de-France a engagé une mobilisation de grande ampleur afin de venir en aide aux franciliens les plus vulnérables. Elle a ainsi décidé de soutenir, en lien étroit avec les communes franciliennes et les acteurs associatifs engagés sur le territoire, un renforcement des distributions alimentaires permettant de compléter les actions déjà mises en place et de répondre ainsi aux besoins des personnes les plus fragilisées par la crise sanitaire et sociale. La présente convention vise à soutenir la BAPIF et la FFBA (mise à disposition de denrées alimentaires et logistique nécessaire pour le stockage) pour permettre à davantage de distributions alimentaires d'être réalisées.

Article 2 : Engagement de la FFBA et de la BAPIF

La FFBA, par l'intermédiaire de la BAPIF, s'engage à fournir, dans la mesure de ses stocks et de ses récupérations de denrées, une aide alimentaire à destination de plusieurs villes de la région Île-de-France.

La FFBA désigne une personne référente pour coordonner les actions dans le cadre de cette convention.

Article 2.1 : Mise à disposition des denrées

La BAPIF est responsable des denrées jusqu'à leur prise en charge par le transporteur

La BAPIF est exceptionnellement autorisée à distribuer des denrées FEAD aux CCAS non partenaires et associations non habilitées et aux épiceries sociales.

Article 2.2 : Hygiène, sécurité alimentaire, traçabilité

La BAPIF s'oblige à respecter les dispositions de l'article 2.1 l'annexe 2 : « hygiène et sécurité alimentaires ; transports »

Article 3 : Engagements du Conseil Régional Île-de-France

Le Conseil Régional d'Île-de-France apportera son soutien logistique et administratif pour permettre aux opérations de distributions alimentaire de s'organiser au mieux sur le territoire, en lien étroit avec les communes. Dans ce cadre, il s'engage à signer, à chaque réception de denrées aux entrepôts de la BAPIF, un bon d'enlèvement qui met fin aux responsabilités de la BAPIF sur ces denrées.

Il s'engage à apporter un appui financier à la BAPIF pour la recherche des denrées alimentaires et la coordination de ces opérations.

Article 3.1 : Critères d'accès à l'aide alimentaire

Les denrées alimentaires pour lesquelles la Région Ile-de-France apporte son soutien financier sont destinées à répondre à l'urgence sociale et réparties équitablement au seul profit de personnes en difficulté, et ceci sans exclusive.

Les denrées FEAD ne peuvent pas être utilisées à des fins lucratives et doivent impérativement être distribuées gratuitement.

Un suivi des opérations de distribution alimentaires sera opéré avec notamment un recensement des villes destinataires des denrées alimentaires et du nombre de bénéficiaires inscrits chaque semaine.

Les dispositions de l'article 2.2 de l'annexe 2 : « hygiène et sécurité alimentaires ; transports » seront respectées à l'occasion de ces opérations de distributions alimentaires.

Article 4 : Participation financière du Conseil Régional d'Île-de-France

Le Conseil Régional d'Île-de-France s'engage à apporter un appui financier à la FFBA et à la BAPIF pour la mise en œuvre de cette convention : la recherche de denrées alimentaires, le stockage, la préparation et la gestion des commandes ainsi que la coordination de ces opérations. La demande de subvention est de 50 000 € (cinquante mille euros) à destination de la BAPIF dont 20 000 € qui seront attribués à la FFBA par la BAPIF.

Article 5 : Communication

Chaque partie s'engage à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elle organise et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La BAPIF et la FFBA s'engagent à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par elle.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions de la BAPIF et de la FFBA soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

Article 5 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une période de 2 mois renouvelable en fonction de l'évolution de crise sanitaire COVID 19. Elle fera l'objet d'un bilan avant renouvellement.

Tout manquement par l'une des deux parties à l'un quelconque de ses engagements, ou tout événement exceptionnel entraînant l'impossibilité d'appliquer la présente convention, dégage, par ce fait même et immédiatement, l'autre partie de toute responsabilité. Au cas où ce manquement est le fait du Partenaire, il peut entraîner la suspension temporaire ou définitive de toute distribution de denrées, sur décision de la gouvernance de la FFBA.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Fédération Française des Banques Alimentaires	**Pour la Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France**	**Pour la Région Île-de-France**
Jacques BAILET Président de la Fédération Française des Banques Alimentaires	**Nicole FARLOTTI** Présidente de la Banque Alimentaire de Paris et d'Île-de-France	**Valérie PECRESSE** Présidente de la Région Île-de-France

ANNEXE 1 à la convention
Villes, dates de distribution et nombre de bénéficiaires

La présente annexe précise le tableau de suivi à renseigner et à communiquer à la Banque Alimentaire au fur et à mesure des distributions organisées par la Région Île-de-France.

Villes	***Dates de distribution***	***Nombre de bénéficiaires***

ANNEXE 2 à la convention
Hygiène et sécurité alimentaires - Transports

La présente annexe précise, dans ce domaine particulièrement les responsabilités respectives de la BAPIF et du Conseil Régional d'Île-de-France.

2.1 ENGAGEMENTS DE LA BANQUE ALIMENTAIRE D'ÎLE-DE-FRANCE

La BAPIF est garante de l'hygiène et de la sécurité alimentaire sous le contrôle de son Responsable de l'Hygiène et de la Sécurité Alimentaires (RHySA) et sous la responsabilité de sa Présidente. Pour cela la BAPIF respecte le « Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène, distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » édité par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL). Elle applique en particulier les dispositions suivantes :

Les produits récoltés dans les entreprises de l'industrie agro-alimentaire et dans la « Grande Distribution », sont triés de façon à éliminer ceux qui sont non conformes :

- produits périmés dont la Date Limite de Consommation est dépassée (« à consommer jusqu'au… »)
- dans le cas des produits « à consommer de préférence avant », (Date de Durabilité Minimale)
- ceux qui présentent des signes extérieurs de dégradation (rouille, chocs au niveau du sertissage, …)
    - ceux dont l'emballage n'est plus intègre
    - en cas d'incertitude, la BAPIF consulte les services officiels concernés ; si un reconditionnement est nécessaire, il ne peut se faire qu'avec l'agrément des services officiels ; à défaut, ce travail doit être confié à un organisme habilité (cuisine collective, traiteur…).

Lors des transports effectués par la BAPIF, celle-ci doit s'assurer, d'une part, que le véhicule utilisé pour le transport des produits réfrigérés et surgelés répond aux normes réglementaires et ,d'autre part, que son état de propreté et sa température sont, pendant tout le trajet, conformes aux exigences réglementaires.

Lors du stockage à la BAPIF, celle-ci doit s'assurer, à l'aide d'appareils enregistreurs, que la température est restée en permanence à sa valeur de consigne ; en cas de rupture de la chaîne du froid se traduisant par une remontée sensible de la température des produits, la BAPIF détruit les produits, sauf distribution pour consommation immédiate et dans le cadre des tolérances admises décrites dans le Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène. En cas de doute sur la conduite à tenir, elle consulte les services officiels compétents.

La distribution sera assurée par la BAPIF, sans entorse à l'hygiène et sans rupture de la chaîne du froid. En délivrant les produits au représentant de la Région, elle s'assure que le matériel de la Région destiné à assurer le transport permet de le faire dans les conditions réglementaires :

- si l'hygiène n'est pas satisfaisante, elle ne délivre aucun produit ;
- si les moyens utilisés ne permettent pas d'obtenir la température réglementaire, (la température est excessive), elle ne délivre pas de produits soumis à une température dirigée.

Dans le cadre du soutien administratif et logistique apporté par la Région Ile-de-France pour ces opérations, les produits seront remis à un représentant désigné par la la Région et un bon d'enlèvement sera signé en 2 exemplaires, dont 1 exemplaire archivé à la BAPIF. Ce bon désengage la responsabilité de la BAPIF sur ces denrées.
La BAPIF applique la procédure interne de Gestion des alertes alimentaires et transmet toute alerte aux associations partenaires potentiellement concernées.

2.2 ENGAGEMENTS DE LA REGION

Dans le cadre du concours apporté par la Région pour permettre ces distributions alimentaires, celle-ci s'engage à respecter le « Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène, distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » dès que l'exemplaire lui sera remis. Les dispositions du Guide sont à respecter tout au long de la chaîne de don, de l'approvisionnement à la remise aux bénéficiaires.

La signature d'un bon d'enlèvement (cf. 2.1 supra) met fin aux responsabilités de la BAPIF sur ces denrées. Ce document est à conserver pendant les délais légaux : il constitue le support de traçabilité en cas de recherches liées à des procédures d'alerte ou de contrôle par les services de l'État.

Le Partenaire contrôle le transport depuis l'entrepôt de la BAPIF. Jusqu'au lieu de distribution. Il s'assure que le matériel et les conditions de transport (hygiène, température, poids total autorisé et état du véhicule) sont conformes aux exigences réglementaires.
Pendant les distributions, toutes les mesures nécessaires seront prises par les acteurs assurant ces distributions afin de maintenir les denrées alimentaires dans un état rigoureux de conservation, et ce dès le moment où ces dernières lui sont remises ; il s'engage à respecter la législation et les règlements en vigueur en matière de sécurité alimentaire : conformité des locaux, mesure des températures et enregistrements stockage et l'entreposage des denrées à l'exclusion de tout domicile personnel.

Les acteurs assurant les distributions s'interdiront toute congélation de produits frais.

Les acteurs assurant les distributions s'interdiront toute distribution ou utilisation de produits au-delà de la date figurant après la mention « à consommer jusqu'au… ». En cas de distribution de produits à une date proche de cette dernière, les personnes servies seront prévenues de la nécessité de les consommer sans délai.

Si un produit fait l'objet d'un retrait de vente ou d'une alerte par l'administration ou des professionnels, pour des raisons de sécurité alimentaire, les acteurs assurant les distributions s'engageront à le stocker et à suivre les instructions qui lui seront transmises par la Banque Alimentaire. Afin de faciliter la gestion des alertes alimentaires, la Fiche Pratique « Gestion des Alertes par une association partenaire » remise par la Banque Alimentaire pourra être utilisée.

Les acteurs assurant les distributions s'emploient, avec l'aide de la BAPIF si nécessaire, à donner aux personnes impliquées dans le transport, le stockage et la distribution des produits alimentaires, le minimum de formation indispensable pour que ces opérations puissent être réalisées dans des conditions sûres telles que définies dans le Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène.

Tout le possible sera fait dans le cadre de ces distributions alimentaires pour qu'une personne soit désignée Responsable de l'hygiène et de la sécurité alimentaires et assure un système d'alerte (personnes joignables par téléphone en permanence). Les coordonnées, à jour, du système d'alerte seront transmises à la Banque Alimentaire dès la signature de la présente convention.

ANNEXE 3 - Aide régionale exceptionnelle pour les élèves aides-soignants et les étudiants infirmiers - Modalités de mise en œuvre

Annexe 3

Aide régionale exceptionnelle
pour les élèves aides-soignants et les étudiants infirmiers

Modalités de mise en œuvre

1. Objet de l'aide régionale exceptionnelle

Dans un contexte inédit de crise sanitaire liée à l'épidémie Covid-19, les soignants, médecins et professionnels paramédicaux, sont placés en 1ère ligne pour vaincre l'épidémie et sauver des vies. Afin d'apporter le renfort nécessaire aux professionnels, les étudiants en santé sont également mobilisés.

En reconnaissance de leur mobilisation durant cette période, une aide individuelle régionale exceptionnelle est attribuée aux élèves aides-soignants et aux étudiants infirmiers inscrits dans les instituts de formation franciliens et contribuant, durant leur stage, à la gestion de la crise sanitaire au sein des équipes soignantes.

Compte tenu de l'ampleur de la crise et de la mobilisation des élèves et des étudiants, la Ministre du travail a mobilisé à cet effet les crédits du Plan Régional d'Investissement dans les Compétences.

2. Bénéficiaires

Etudiants en soins infirmiers et élèves aides-soignants inscrits dans un institut de formation autorisé par la Région Ile-de-France, présents en stage dans un établissement de santé public ou privé ou dans un établissement médico-social.

Les élèves et étudiants ne doivent pas être ni réquisitionnés, ni rémunérés par ailleurs (agents en promotion professionnelle, apprentis et bénéficiaires d'une rémunération du FONGECIF, etc).

3. Période de prise en charge

Sont éligibles les stages effectués entre le 12 mars 2020 au le 11 mai 2020.

4. Calcul de l'aide

L'aide est calculée au *prorata temporis* de la présence effective en stage.

L'aide régionale exceptionnelle aux élèves aides-soignants et aux étudiants en soins infirmiers est attribuée dans la limite de la dotation budgétaire prévue dans la convention financière du plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC) conclue pour l'année 2020.

L'aide régionale exceptionnelle aux élèves aides-soignants et étudiants en soins infirmiers est une aide individuelle et, à ce titre, ne fait l'objet d'aucune cotisation sociale.

5. Montant plafond de l'aide régionale exceptionnelle

Pour les étudiants infirmiers :
L'aide régionale exceptionnelle vient en complément des indemnités de stage fixées par l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat infirmier, pour atteindre un montant maximal de :

- 1 300 € net par mois pour les étudiants infirmiers inscrits en 1ère année de formation,
- 1 500 € net par mois, pour ceux qui sont inscrits en 2ème ou en 3ème année de formation.

Tenant compte des indemnités de stage réglementaires, l'aide régionale est calculée de la façon suivante, sans que le montant mensuel dépasse les 1 500 € par mois :

	total maximum par mois	aide régionale arrondie par mois maxi 151,67 h	aide régionale arrondie par semaine	aide régionale taux horaire
1ère année	1 300	1 179	272	7,77
2ème année	1 500	1 335	309	8,80
3ème année	1 500	1 283	297	8,46

Pour les élèves aides-soignants :
L'aide régionale exceptionnelle est de 1 000 € par mois maximum.

	total maximum par mois	aide régionale arrondie par mois maxi 151,67 h	aide régionale arrondie par semaine	aide régionale taux horaire
aide-soignant	1 000	1 000	231	6,59

6. Mise en œuvre

La gestion de cette aide régionale exceptionnelle peut être déléguée aux centres hospitaliers publics pour les élèves et étudiants qui en relèvent et à d'autres opérateurs pour les autres publics.

En lien avec le déroulement des formations et dans le cadre des conventions signées avec la Région, les instituts de formation vérifient l'éligibilité des élèves et étudiants à l'aide régionale exceptionnelle, la durée des stages, la collecte des pièces et leur éventuelle transmission.

Ces données sont validées par le directeur de l'institut de formation ou le coordinateur de la formation ou le proviseur du lycée.

7. Date limite de dépôt des demandes

Les demandes doivent être déposées avant le 1er octobre 2020. Passé ce délai, les demandes seront rejetées.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-170

DU 27 MAI 2020

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 3ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 03-12 modifiée du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-081 du 7 juillet 2017 relative à l'Agenda « Pour une Région Ile-de-France sans sida » ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n°CR2018-024 du 3 juillet 2018 relative à l'approbation à « Région Île-de-France, Région solidaire »;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;

VU la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-518 du 21 novembre 2018 - la politique régionale de santé 7ème affectation pour 2018

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 – approbation de la convention-type en fonctionnement santé ;

VU la délibération n° CP 2019-081 19 mars 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Seconde affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Troisième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-482 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France – septième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-497 du 20 novembre 2019 relative à l'avenant N°5 à la COM entre la région Île-de-France et l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme ;

VU la délibération n° CP 2020-042 du 31 janvier 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 1ère affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-123 du 4 mars 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de- France – 2ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 relative à l'approbation de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et l'Institut Paris Région pour les années 2020, 2021 et 2022 ;

VU le budget de la Région pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-170 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé»

Décide de participer au titre du dispositif « *Fonds régional de résorption des déserts médicaux »* au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de 15 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 575 802 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 575 802 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2020.

Article 2 : Dispositif « Déploiement de la télémédecine dans les territoires »

Décide de participer au titre du dispositif « ***Déploiement de la télémédecine dans les territoires*** *»* au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de 1 subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **20 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2020.

Article 3 : Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG *»* au financement de deux projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par

l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **54 126 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **54 126 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-008 (141 008) « *Soutien aux centres d'IVG* », action 141 008 01 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2020.

Article 4 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €** au bénéfice de l'association Ligue contre le cancer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 5: Dispositif « Agenda pour une Île-de-France sans Sida »

Décide de participer au titre du dispositif « Agenda pour une Île-de-France sans Sida », comme élaboré par la stratégie énoncée dans le rapport CR 2017-81 du 6 juillet 2017, au financement de 2 opérations détaillées dans les fiches projet en annexe 5 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **85 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **85 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 6 : Achat d'autotests dans le cadre de l'Agenda « Pour une région Île-de-France sans sida »

Affecte, dans le cadre du marché d'acquisition d'autotests VIH n°1900319, une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 12 « prévention - contraception - grossesses précoces IVG » du budget 2020.

Article 7 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €** au bénéfice de l'association APIPD (Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une

convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Accorde à l'association APIPD une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire au titre de la subvention proposée dans la présente délibération.

Article 8 : Convention de partenariat avec l'Institut Rafaël

Approuve dans le cadre du règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la délibération n° CP2019-160 du 22 mai 2019, dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités» la convention de partenariat renforcé relative au soutien régional en fonctionnement avec l'Institut Rafaël, présentée en annexe 7 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide dans le cadre de ce partenariat renforcé, de participer au financement d'un projet détaillé en annexe 7 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **80 000€.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » , code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 11 « Région solidaire en santé » du budget 2020.

Article 9 : Soins aux Professionnels de santé

Décide de soutenir l'association Soins aux Professionnels de santé dans le cadre de la convention de partenariat triennale passée avec cette association adoptée par délibération n° CP 2018-518 du 21 novembre 2018 et modifiée par avenant n°1 adopté par délibération n°CP 2019-482 du 21 novembre 2019 par le financement d'un projet en fonctionnement détaillé en annexe 8 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 10 : Une Région engagée pour mobiliser l'ensemble des professionnels de santé en faveur du renforcement l'offre d'urgence médicale

Décide d'affecter, en vue de plusieurs actions pour mobiliser des professionnels de l'urgence et les paramédicaux en faveur du renforcement l'offre d'urgence médicale, une autorisation d'engagement de **100 000 €,** disponible sur l'action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins », programme HP 41-001 (141

001) « Prévention et éducation à la santé », sous-fonction 41 « Santé » du chapitre budgétaire 934 « Santé et action sociale » du budget 2020.

Article 11 : Dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation médicale »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement de **4 bourses** régionales d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de **700 €** par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature des conventions conforme à la convention-type adoptée par la délibération CP n°2018-433 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **33 600 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et Action Sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 12 : Dispositif « Santé numérique et innovation»

Décide de participer au titre du dispositif « Santé numérique et innovation » au financement d'un projet détaillé en annexe 9 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 10 « « Développement régional de l'e-santé » du budget 2020.

Article 13 : Affectation à l'Institut Paris Region au bénéfice de l'Observatoire Régional de Santé et approbation d'une nouvelle convention

Approuve la convention triennale relative à l'ORS, jointe en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions attribuées à l'ORS à la signature de la convention précitée.

Décide d'attribuer à l'ORS (Observatoire régional de santé Ile-de-France), organisme associé à l'action régionale en matière de santé, une première affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **469 000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP 40- 004 (140 004) « Observatoires et organismes consultatifs », action 140 004 03 « Observatoire Régional de Santé » du budget 2020.

Article 14 : Modification de deux fiches projet

Décide de rectifier la date de fin de projet de la fiche projet n° EX048122 relative à la

subvention attribuée au titre du dispositif 'Soutien à la création de cabinet de groupe' à la SCI LAL lors de la CP 2020-123 du 4 mars 2020, telle que présentée en annexe 11 à la présente délibération.

Décide de rectifier les dates de la fiche projet n°EX047889 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif « aide aux structures d'exercice collectif » à la SCM MSP DU PRE lors de la CP 2020-123 du 4 mars 2020, telle présentée en annexe 11 de la présente délibération.

Article 15 : Dérogation pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

Article 16 : Règlement d'intervention « Aide à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Autorise à remplacer la liste des bénéficiaires par la mention « toutes les structures de droit public ou de droit privé » des points 1et 2 (Aide aux structures d'exercice collectif et aux structures de coordination, soutien à la création de cabinets de groupe engagés dans un exercice pluridisciplinaire) du volet II (Soutien aux structures collectives de soins) et du volet III (soutien aux structures de soins non programmés) du règlement d'intervention « Aide à l'installation et au maintien des professionnels de santé » adopté par délibération n°CR 2017-126 du 21 septembre 2017, modifiée par délibérations n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018, n°CP 2019-081 du 19 mars 2019 et n° CP 2020-042 du 31 janvier 2020.

Article 17 : **Modification du Règlement d'intervention relatif au fonds d'urgence de soutien aux professionnels de santé, de la délibération CP N°2020-C04 du 3 avril.**

Approuve l'élargissement du fonds d'équipement des professionnels de santé aux professions libérales conventionnées avec l'Assurance Maladie en annexe 12 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 29 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179047-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048918 - Création d'un cabinet de groupe - VANVES (92).

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	633 120,00 € TTC	2,37 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI ALYES
Adresse administrative : 57 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur LYES MOHAMED BENMOUSSA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe - VANVES (92).

Dates prévisionnelles : 18 janvier 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Soutien à la création d'un cabinet de groupe, médical et paramédical, à Vanves situé en zone d'action complémentaire (ZAC) selon le zonage ARS.

Cette structure regroupera à terme:
- 2 médecins généralistes conventionnés secteur 1
- 1 cardiologue
- 2 professionnels paramédicaux (Infirmier diplômé d'Etat et kinésithérapeute/ostéopathe)

L'activité prévoit une part dédiée aux soins non programmés en collaboration avec les 5 professionnels de santé médicaux et paramédicaux.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	618 120,00	97,63%
Equipements médicaux	10 000,00	1,58%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	5 000,00	0,79%
Total	633 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	65 000,00	10,27%
Emprunt	553 120,00	87,36%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	2,37%
Total	633 120,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX047901 - Création d'un cabinet de groupe - VÉTHEUIL (95)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	320 000,00 € HT	23,44 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VETHEUIL
Adresse administrative : 5 PLACE DE LA MAIRIE
95510 VETHEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Dominique HERPIN-POULENAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un cabinet de groupe - VÉTHEUIL (95)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
La commune de Vétheuil souhaite créer un cabinet médical dans le centre bourg permettant l'installation de deux médecins généralistes.

Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Ce projet est la conséquence du départ d'un des cabinets situés sur la commune. La patientèle des médecins s'étend sur plusieurs communes des environs et les cabinets actuels sont déjà dans l'incapacité de répondre à la demande, en raison de la faible offre sur le secteur.

En réalisant cette opération, Vétheuil apporte un service attendu par ses habitants comme à ceux des communes voisines. Elle souhaite poursuivre ainsi sa logique d'amélioration des conditions de vie de sa population et d'assistance aux plus démunis d'entre eux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
-30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
-50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- VETHEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	320 000,00	100,00%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	145 000,00	45,31%
Subvention Département (sollicitée)	100 000,00	31,25%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	75 000,00	23,44%
Total	320 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20004214 - Installation d'un médecin généraliste à Gif-sur-Yvette (91)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	17 112,22 € TTC	50,00 %	8 556,00 €
	Montant total de la subvention		8 556,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLATIGNY FLAVIE
Adresse administrative : 12 RUE TURBIGO
91430 IGNY
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame FLAVIE GLATIGNY

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un médecin généraliste à Gif-sur-Yvette (91)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'installation de ce médecin généraliste à lieu en juin 2020, elle doit donc pouvoir acquérir en urgence de ces équipements en amont du mois de mai, et commencer les travaux au courant du mois de mars 2020 avant d'ouvrir son cabinet au 1er juin.

Description :
Installation d'un nouveau médecin primo installant sur la commune de Gif-sur-Yvette (91) permettant de consolider l'offre de soins.

En effet, selon le dernier zonage de l'ARS (agence régionale de santé), la commune est située en ZAC (zone d'action complémentaire).
La ville de Gifsur-Yvette compte actuellement 15 médecins généralistes exclusifs, soit 7,1 médecins pour 100 000 habitants. Malgré une densité plutôt correcte pour la moyenne régionale on remarque que 12 médecins sur 15 sont âgés de plus de 55 ans (2 de plus de 60 ans et 6 entre 55 et 59 ans)
L'offre de soins est donc menacée par plusieurs départs consécutifs à la retraite dans les prochaines années.

L'implantation d'une jeune médecin sur la commune va permettre de consolider l'offre et de faire perdurer l'accessibilité des soins à long terme à GIf-sur-Yvette.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de refonte de la cuisine du cabinet	4 080,96	23,85%
Matériel médical (malette médical, tensiomètre, pèse personne, divan d'examen, thermomètre etc ...)	6 220,09	36,35%
Petit matériel médical (bistouris, pansements, stérilets, gel, compresses, doppler etc ...)	1 756,00	10,26%
Mobilier médical (caisson, étagères de rangement, bureau médical etc ...)	2 300,57	13,44%
Travaux de peinture cabinet	759,00	4,44%
Matériel informatique	1 995,60	11,66%
Total	17 112,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 556,00	50,00%
Emprunt bancaire	8 556,22	50,00%
Total	17 112,22	100,00%

DOSSIER N° 20004210 - Installation d'un médecin généraliste à Boussy-Saint-Antoine (91)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	15 000,00 € TTC	50,00 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BUQUET NICOLAS
Adresse administrative : 2 ALLEE DE LA FRAMBOISIERE
77380 COMBS-LA-VILLE
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur NICOLAS BUQUET

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un médecin généraliste à Boussy-Saint-Antoine (91).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Implantation d'un jeune médecin généraliste primo installant sur la commune de Boussy-Saint-Antoine (91) permettant de pallier au déficit de l'offre en médecine générale.

En effet, en terme d'offre de soins, la ville est située en ZAC (zone d'action complémentaire) par l'ARS (agence régionale de santé). La commune compte actuellement 4 médecins généralise ce qui représente une densité médicale de 5,5 médecins pour 10 000 habitants contre 6,4 en Essonne et 7,2 en Ile-de-France.
Par ailleurs, on remarque que parmis ces 4 médecins, 3 sont âgés de 60 ans et plus et devraient donc prendrent leur retraite dans les années à venir.
L'offre de médecine générale dans cette commune est donc fortement menacée pour les prochaines années.
L'implantation d'un jeune médecin à Boussy-Saint-Antoine va permettre la continuité et le renouvellement de l'offre de soins sur la commune à long terme.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier (chariot médical, bureau, cloison vitrée opaque etc ...)	5 000,00	33,33%
Matériel bureautique (Ordinateur et logiciels médical, logiciel de télétransmission, messagerie cryptée, téléphone etc ...)	5 000,00	33,33%
Matériel médical (Table d'examen gynécologique, stéthoscopes, otoscopes, spéculums etc ...)	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 500,00	50,00%
Emprunt bancaire	7 500,00	50,00%
Total	15 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX049199 - Aide à l'agrandissement de la maison de santé pluriprofessionnelle à CORBEIL-ESSONNES (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	874 774,00 € TTC	28,58 %	250 000,00 €
		Montant total de la subvention	250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI LES ALLEES
Adresse administrative : 18 AV CARNOT
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur DAMIEN NICOLINI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'agrandissement de la MSP - CORBEIL-ESSONNES (91)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Aide à l'agrandissement de la maison de santé pluriprofessionnelle à Corbeil-Essonnes. Son organisation est actuellement très impactée par l'épidémie de Covid-19 et la charge de travail des professionnels de santé de la structure s'est considérablement accrue pour faire face à cette crise.

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

Cet agrandissement vise à créer des salles de coordination et d'éducation thérapeutique dont une dédiée à la cuisine thérapeutique. Il améliorera les conditions de prise en charge des patients et les conditions de travail des professionnels de santé au sein de cette structure.

Cette équipe est constituée de 3 médecins généralistes, 3 médecins spécialistes, des sages-femmes et 30 professionnels paramédicaux (infirmiers, pédicure, kinésithérapeutes, orthophonistes, diététicien).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	874 774,00	100,00%
Total	874 774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	180 000,00	20,58%
Emprunt	444 774,00	50,84%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	28,58%
Total	874 774,00	100,00%

DOSSIER N° EX048914 - Création d'un centre médical et paramédical à VILLEMOMBLE (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 979 875,00 € TTC	12,63 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI LE MANSARD RAINCY VILLEMONBLE
Adresse administrative : 41 AVENUE SAINTE FOY
93220 GAGNY
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur NICOLAS DARIDAN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre médical et paramédical - VILLEMOMBLE (93)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Aide à la création d'un centre médical et paramédical à Villemomble en Seine-Saint-Denis

Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 20% de ses effectifs en médecine générale. Elle compte aujourd'hui 12 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité
médicale de 4 médecins pour 10 000 habitants ce qui est très en dessous de la moyenne départementale de 5,5 médecins pour 10 000 habitants et de la moyenne régionale de 7,2 médecins pour 10 000 habitants.

La situation déjà fragile risque de le devenir encore plus du fait de l'âge des praticiens. Sur les 13 généralistes, 4 sont âgés de plus de 60 ans (ce qui représente 33 % des effectifs) et devraient prendre leur retraite dans les prochaines années à venir.

L'offre en médecine de spécialité est fragilisée puisque sur les 22 spécialistes de ville, 14 sont âgés de

plus de 60 ans et devraient prendre leur retraite dans les 5 prochaines années à venir, ce qui représente 64 % des effectifs.

Cette structure regroupera à terme 2 médecins généralistes, 1 neuro-pédiatre, 9 professionnels paramédicaux : neuropsychologue, orthophoniste, orthoptiste, psychomotricien, ergothérapeute.

L'objectif de ce projet est de réunir des professionnels libéraux de premier recours et d'autres spécialités permettant notamment la prise en des troubles neurodéveloppementaux des enfants (détection et prise en charge des troubles de l'attention avec sous sans hyperactivité (TDAH), des troubles du spectre autistique (TSA), des troubles DYS complexes).

L'intérêt de ce regroupement de professionnels est de permettre à ces familles de ne se déplacer que sur un même lieu (réduisant le temps d'absence en classe des enfants).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 227 873,00	62,02%
Travaux et charges afférentes	752 002,00	37,98%
Total	1 979 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	200 000,00	10,10%
Emprunt	1 529 875,00	77,27%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	12,63%
Total	1 979 875,00	100,00%

DOSSIER N° EX048517 - Extension de la MSP des Aunettes - EVRY (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	289 674,00 € TTC	30,00 %	86 902,00 €
	Montant total de la subvention		86 902,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : METROPOLIS
Adresse administrative : 29 RUE DE L'ESSONNE
91000 EVRY
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame NICOLE BORNSZTEIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension de la MSP des Aunettes - EVRY (91)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Demande de soutien pour l'extension de la MSP des Aunettes à Evry.

Zonage ARS : zone d'intervention complémentaire (ZAC)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 12% de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 30 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une
densité médicale de 5,6 médecins pour 10 000 habitants contre 6,4 en Essonne et 7,2 en Ile-de-France.

L'extension de la MSP vise l'installation d'un nouveau médecin généraliste et d'un nouveau professionnel paramédical ainsi que d'une salle de réunion pour les staff pluriscliplinaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	138 200,00	47,71%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	151 474,00	52,29%
Total	289 674,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	86 903,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	86 902,00	30,00%
Autres subventions publiques (préciser)	115 869,00	40,00%
Total	289 674,00	100,00%

DOSSIER N° EX047893 - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à BAGNOLET (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	761 851,00 € HT	30,00 %	228 555,00 €
	Montant total de la subvention		228 555,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP HABITAT
Adresse administrative : 158 RUE DE BAGNOLET
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame CLAIRE GOUDINEAU, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluriprofessionnelle - BAGNOLET (93)

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 2 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Aide à la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Bagnolet.

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 22 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte à ce jour, 20 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 5,6 médecins pour 10 000 habitants contre 5,4 pour la Seine-Saint-Denis et 7,2 pour l'Ile-de-France.
Parmi les 20 médecins, 10 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années.

Bagnolet compte 76 médecins spécialistes (dont 90 % qui exercent au sein du centre médico-chirurgical Floréals). L'offre risque également d'être fragilisée dans les prochaines années du fait de l'âge des praticiens. Sur les 76 médecins spécialistes, 20 sont âgées de 60 ans et plus, soit 26 % des effectifs de spécialistes. Des spécialités sont d'ailleurs amené à disparaître sur la commune si elles ne sont pas remplacé et c'est notamment le cas pour les gastro-entérologues, les ophtalmologues ou encore les ORL.

L'équipe sera constituée de 3 médecins généralistes, 1 hépato-gastro entérologue, 3 infirmiers libéraux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	373 679,00	49,05%
Travaux et charges afférentes	388 172,00	50,95%
Total	761 851,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	283 296,00	37,19%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	228 555,00	30,00%
ARS	250 000,00	32,81%
Total	761 851,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX047892 - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire - MASSY (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 688 212,00 € TTC	14,81 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS SUD AMENAGEMENT
Adresse administrative : 85 AVENUE RAYMOND ARON
91300 MASSY
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur WILLEM PAUWELS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé pluridisciplinaire - MASSY (91)

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Aide à la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Massy.

- Zonage ARS: Zone d'Action Complémentaire (ZAC)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés secteur 1.

La commune compte actuellement 32 médecins généralistes, soit une densité de 6,4 médecins pour 10 000 habitants. Parmi ces médecins, 9 ont plus de 60 ans et devraient donc prendre leur retraite dans les 5 prochaines années. L'offre en médecine de spécialité est également fragilisée en raison de l'âge des praticiens : 67 % des effectifs ont plus de 60 ans.

Cette structure prévoit de rassembler 3 médecins généralistes et 8 professionnels de santé paramédicaux (1 sage-femme, 2 infirmiers, 1 orthophoniste, 1
diététicienne, 1 ostéopathe, 2 psychologues)

En termes de prévention, les professionnels souhaiteraient développer :
- la prise en charge des maladies respiratoires chroniques (asthme et la BPCO)

- la prise en charge globale de la femme autour de la périnatalité
- la prise en charge psychologique des personnes traumatisées ayant peu de ressources
- l'accompagnement global des personnes en surpoids ou obèses.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	624 000,00	36,96%
Travaux et charges afférentes	1 064 212,33	63,04%
Total	1 688 212,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	1 188 212,33	70,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	14,81%
ARS	250 000,00	14,81%
Total	1 688 212,33	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX044952 - Travaux d'extension de la maison de santé pluriprofessionnelle à Villiers-le-Bel (95) intégrant de nouveaux professionnels de santé

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	94 675,00 € TTC	30,00 %	28 402,00 €
		Montant total de la subvention	28 402,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SISA VAL DE FRANCE
Adresse administrative : 3 AVENUE PIERRE SEMARD
95400 VILLIERS-LE-BEL
Statut Juridique : Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires
Représentant : Madame MARIA-PIA PRINGAULT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'extension de la maison de santé pluriprofessionnelle à Villiers-le-Bel (95) intégrant de nouveaux professionnels de santé

Dates prévisionnelles : 15 mars 2020 - 15 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux ont commencé en urgence avant le vote afin d'ouvrir l'activité au public rapidement et satisfaire les besoins des patients

Description :
La maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) de Villiers-le-Bel s'étend et se restructure pour améliorer l'accueil des patients et favoriser le recrutement de 2 jeunes médecins.
- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1
- La MSP est localisée dans le Quartier Politique de la Ville Puits de la Marlière.

La ville compte 18 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité médicale de 6,5 médecins pour 10 000 habitants (contre 7 dans le Val-d'Oise et 7,2 en Ile-de-France). Parmi ces 18 généralistes, 8 sont âgés de plus de 60 ans et devraient prendre leur retraite dans les prochaines années à venir, ce qui représente 44 % des effectifs en médecine générale. L'offre en médecine générale est donc menacée à court terme, d'autant plus que le nombre de bénéficiaire ne cesse d'augmenter : 25 900 bénéficiaires en 2017 avec 104 555 actes réalisés par les médecins de la ville contre 20 235 bénéficiaires en 2008.

La MSP compte actuellement 6 médecins généralistes, 1 médecin spécialiste, des infirmiers, des chirurgiens-dentistes, des masseurs-kinésithérapeutes, 1 orthophoniste et 1 podologue. La structure accueille en moyenne toutes disciplines confondues 400 passages jours.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	94 675,00	100,00%
Total	94 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	13 403,00	14,16%
Emprunt	15 000,00	15,84%
Subvention Région Ile-de-France	28 402,00	30,00%
Subvention et aide privée	37 870,00	40,00%
Total	94 675,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048741 - Création d'une Maison de santé pluridisciplinaire - MERY SUR OISE (95).

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	879 058,80 € TTC	31,37 %	229 782,00 €
	Montant total de la subvention		229 782,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MERY SUR OISE
Adresse administrative : 14 AVENUE MARCEL PERRIN
95540 MERY-SUR-OISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Edouard EON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une Maison de santé pluridisciplinaire - MERY SUR OISE (95).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) à Méry-sur-Oise

Zonage ARS: Zone d'action complémentaire (ZAC)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

La création de la MSP prévoit le regroupement de 6 médecins généralistes et de 10 professionnels paramédicaux (orthophonistes, infirmiers, pédicure-podologue,
diététicienne, ostéopathes) visant à :
- développer une offre de soin de proximité de qualité.
- de garantir un exercice de la médecine de ville dans des locaux fonctionnels, accessibles et équipés.
- offrir aux professionnels de santé un exercice collectif, animé par un projet de santé partagé.

Dans l'attente de l'ouverture de la MSP, une partie de l'aide permettra la continuité des soins par la réhabilitation de deux cabinets médicaux provisoires dans lesquels exerceront les futurs médecins de la MSP.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- MERY-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	7 500,00	1,02%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	50 833,00	6,94%
Travaux et charges afférentes	674 216,00	92,04%
Total	732 549,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	89 857,00	12,27%
Subvention Département (sollicitée)	162 910,00	22,24%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	229 782,00	31,37%
ARS	250 000,00	34,13%
Total	732 549,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHE PROJET RELATIVE AU DEPLOIEMENT DE LA TELEMEDECINE DANS LES TERRITOIRES

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20006608 - AIDE A L'ACQUISITION DE MATERIEL DE TELECONSULTATION

Dispositif : Déploiement de la télémédecine dans les territoires (n° 00001167)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Déploiement de la télémédecine dans les territoires	101 348,78 € HT	19,73 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91540 MENNECY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur THOMAS SCHNEIDER, Autre

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'outils de téléconsultation.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Développement du dispositif de téléconsultation pendant la période de crise et dans l'optique de la gestion du déconfinement.

Description :
La commune de Mennecy est engagée dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19 et souhaite renforcer les moyens mis à disposition des professionnels de santé de son territoire. Elle souhaite ainsi acquérir une télécabine qui sera placée au sein de son centre d'action social.
Les professionnels de santé pourront ainsi apporter une réponse médicale précise, notamment par l'utilisation des outils connectés (thermomètre, saturomètre...) à des patients qui n'auront pas à se déplacer notamment aux urgences.
Cette cabine pourra accueillir dans les conditions d'hygiène et de prise en charge réglementaire les personnes souhaitant consulter et ne pouvant rencontrer de médecin.
Une personne formée assistera les patients dans la démarche et s'occupera de la stérilisation des outils utilisés.
La solution technique retenue est conforme à toutes les exigences réglementaires et le parcours du patient est intégralement pris en charge par l'Assurance maladie.
Cet équipement s'inscrit dans un schéma intercommunal de structuration de l'offre de soins pour être une solution à long terme offerte aux habitants du territoire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de télécabine	88 299,98	87,12%
Achats de matériels, équipements	13 048,80	12,88%
Total	101 348,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	81 348,78	80,27%
Subvention Région (attribuée)	20 000,00	19,73%
Total	101 348,78	100,00%

ANNEXE 3 - FICHES PROJET RELATIVES AUX CENTRES DE PLANIFICATION - CONTRACEPTION

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048424 - Acquisition d'un échographe pour le centre de Savattero - MONTREUIL (93).

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	70 118,00 € HT	71,31 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE MONTREUIL
Adresse administrative : PL JEAN JAURES
93105 MONTREUIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICE BESSAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un échographe pour le centre de Savattero - MONTREUIL (93).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :
Dans le cadre d'un regroupement de 2 centres de santé dans un nouveau bâtiment plus grand et plus moderne, la ville de Montreuil développe son offre de soins à destination des femmes.

Ce programme commencé en 2019 se poursuit en 2020 avec l'augmentation des heures de gynécologie au sein du centre de santé et le recrutement d'une sage-femme et le remplacement de l'échographe acquis en 2013.

Ce nouvel équipement acquis avec l'aide de la Région Ile-de-France permettra la réalisation de nouveaux examens utilisant la technologie 3D des échographes plus récents.

Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
Secteur : professionnels de santé conventionnés en secteur 1

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	70 118,00	100,00%
Total	70 118,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 118,00	28,69%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	71,31%
Total	70 118,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° EX048915 - Acquisition d'un échographe portable pour le centre de santé - FOSSES (95)

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	5 158,33 € HT	79,99 %	4 126,00 €
	Montant total de la subvention		4 126,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIFOMA SIVOM DE FOSSES ET MARLY LA VILLE MAIRIE
Adresse administrative : 1 PLACE DU 19 MARS 1962 95470 FOSSES
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Pierre BARROS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe portable pour le centre de santé - FOSSES (95)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats de l'équipement en anticipation et en urgence permettant d'assurer la continuité des soins.

Description :
Pour parer à la désertification médicale, le centre de santé de Fosses a orienté son projet prioritairement sur la médecine générale.

Mais s'appuyant sur les chiffres de la CPAM et de la protection de l'enfance, qui font état d'une mortalité périnatale plus élevée sur le territoire de l'est du Val d'Oise que sur le reste du département et de toute la région, et qui témoignent d'un déficit de suivi gynécologique et pédiatrique sur le secteur, le centre de santé a choisi de recruter plusieurs médecins pratiquant des consultations de gynécologie et de pédiatrie ainsi qu'une sage-femme pour garantir un meilleur suivi et promouvoir des démarches de prévention en ce domaine.

Le centre de santé a retenu deux missions de santé publique en accord avec son projet de santé et la problématique du territoire.
- La prévention périnatale et le suivi des femmes en situation de précarité
- La prévention spécifique en direction des personnes âgées (chutes, alimentation, hydratation,

dépression)

L'acquisition de l'échographe facilitera l'accès à l'IVG médicamenteuse en ville et à la contraception et aux femmes qui ne désirent pas poursuivre leur grossesse de pouvoir l'interrompre près de chez elle sans avoir à se déplacer à l'hôpital et dans le respect des délais.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	5 158,00	100,00%
Total	5 158,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 032,00	20,01%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 126,00	79,99%
Total	5 158,00	100,00%

ANNEXE 4 - FICHE PROJET RELATIVE A LA PREVENTION SANTE

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20004041 - Diffusion auprès d'élèves de CM2 d'un agenda scolaire porteur de messages de prévention en santé

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	186 535,00 € TTC	16,08 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE DE PARIS DE LA LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER
Adresse administrative	:	89 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-LOUP ARNAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : diffusion aux élèves de CM2 un agenda scolaire porteur de messages de prévention sur les thèmes de l'alimentation, de l'activité physique, du tabac, des écrans, du soleil, du sommeil.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet nécessite une anticipation importante pour sa mise en oeuvre

Description :
Chaque année, un agenda scolaire de prévention est créé et distribué gratuitement à tous les élèves de CM2 des départements du 75, 78, 91, 94 et 95.
Cette action s'inscrit dans une démarche participative dans la mesure où ce sont des enfants de CM2 qui, entre octobre et février, réalisent les messages et les illustrations à la suite d'animations réalisées par des animateurs de prévention de chacun des Comités. Les animations ont notamment pour objectif de permettre aux enfants de s'approprier les messages institutionnels.
Après sélection des principaux messages, chaque comité personnalise son agenda scolaire avec les illustrations et messages élaborés par les élèves de son département.
Entre mars et avril, une agence de graphisme, commune à tous les comités, réalise les agendas qui sont ensuite relus par les partenaires.
En juin, l'agenda est livré dans toutes les écoles élémentaires. Pour éviter l'achat d'un agenda par les parents, une information est diffusée dans les écoles. Il est distribué à chaque élève de CM2 le jour de la

rentrée scolaire.
Afin d'accompagner la distribution de l'agenda scolaire, le site internet www.lig-up.net propose des informations complémentaires et invite les enseignants à réaliser des ateliers pédagogiques. Ce site est actualisé régulièrement.
Ce sont en priorité les élèves de CM2 issus des établissements scolaires situés sur des territoires désignés comme prioritaires (REP et REP+, IDH2 < 0,52, Contrat Local de Santé) qui sont au cœur de la création et des animations. Entre 800 et 1000 élèves participent ainsi à la création des agendas.
A la rentrée scolaire 2020-2021, 88 200 élevés franciliens de CM2 recevront gratuitement cet agenda scolaire porteur de messages de prévention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Impression des 88 200 agendas	107 480,00	57,62%
Location/hébergement	2 865,00	1,54%
Transports - livraisons	11 933,00	6,40%
Rémunération de personnels et charges	55 034,00	29,50%
Autres charges de gestion	9 223,00	4,94%
Total	186 535,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	16,08%
ARS	7 000,00	3,75%
MILDECA	8 000,00	4,29%
SDIS	3 000,00	1,61%
Communes	15 000,00	8,04%
Fonds propres	123 535,00	66,23%
Total	186 535,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHES PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE VIH

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20004150 - Développement du centre de dépistage innovant "LE KIOSQUE"

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	4 546 051,00 € TTC	1,10 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE KIOSQUE INFOS SIDA
Adresse administrative : 36 RUE GEOFFROY L ASNIER
75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTINE ROUZIOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagner le développement du centre de dépistage et de santé sexuelle Le Kiosque.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet déjà commencé

Description :
Le Kiosque Info Sida est une association de lutte contre le VIH portant le projet du checkpoint, lieu unique en France de santé sexuelle. Ce centre combine à la fois une dimension médicale avec les activités complètes de dépistage, de suivi médical ou encore de mise en place du traitement Prep et une dimension sociale et humaine d'accompagnement des personnes.
L'offre portée par ce centre vient en complément des solutions des différentes structures spécialisées comme les CEGIDD ou les points d'accueils des personnes vivant avec la maladie.
Ouvert notamment les soirs et week-end, le centre propose donc une offre de dépistage avec résultat rapide, des rendez-vous de vaccination, des animations de prévention ainsi que de nombreuses consultations médicales spécialisées. Tous les publics peuvent également bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans ce lieu.
Cet espace maintenant identifié par tous les publics clés apporte une solution complète qui explique la très forte augmentation des consultations. Plus de 17 000 personnes sont attendus cette année pour un suivi complet. L'association va donc augmenter ses capacités d'accueil et de traitement afin d'être encore plus réactifs dans son approche de dépistage et de mise en traitement.

Dans le contexte de lutte contre le Covid-19, l'association prend en charge des patients lourdement atteint par la maladie et donc fragilisés. Le soutien régional permet de s'assurer d'un meilleur suivi des personnes à risques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	2 841 008,00	62,49%
Services extérieurs	302 800,00	6,66%
Autres services extérieurs (dont rémunérations intermédiaires)	198 510,00	4,37%
Impôts et taxes liés au projet	20 000,00	0,44%
Charges de personnels	1 183 283,00	26,03%
Autres charges de gestion courante	450,00	0,01%
Total	4 546 051,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	4 441 051,00	97,69%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	1,10%
Subvention Commune (attribuée)	25 000,00	0,55%
Subvention Aides privées (attribuée)	30 000,00	0,66%
Total	4 546 051,00	100,00%

DOSSIER N° 20006549 - Accompagnement social et personnalisé de personnes touchées par le VIH/Sida.

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	72 000,00 € HT	48,61 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS BONHEURS
Adresse administrative : 11 RUE DUPERRE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BECHIR CHEMSA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Accompagnement social et personnalisé de personnes touchées par le VIH/Sida.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Actions déjà commencée, les programmes étant sur des années civiles.

Description :
L'association Les Petits Bonheurs réalise des actions visant à soutenir les personnes vivant avec le VIH en Ile-de-France en agissant sur la redynamisation sociale et physique des personnes touchées par la maladie. En 2019, 614 personnes ont pu ainsi être accompagnées dans l'amélioration de leurs conditions de vie et l'aide au suivi de leurs traitements.
La structure oeuvre également pour un retour des personnes à une vie plus sociale en luttant contre leur isolement et par l'accomplissement de sorties ou de petits bonheurs du quotidien.
Le nouveau projet porte cette année sur les séniors séropositifs notamment ceux accueillis en structures de soins spécialisés ou non.
Dans le plus grand respect des règlements sanitaires imposés par la crise actuelle, l'association oeuvre au sein des EHPAD pour les personnes atteintes par la maladie et les autres résidents. Elle apporte un soutien moral et psychologique important et elle développe également des opérations de soutien aux publics malades isolés particulièrement exposés à la maladie. Les bénévoles oeuvrent pour que le confinement des personnes malades ne soit pas significatif de renoncement aux soins ou de détresse psychologique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 410,00	4,74%
Services extérieurs dont locations	6 450,00	8,96%
Autres services extérieurs (	9 680,00	13,44%
Déplacements, missions et réceptions	6 500,00	9,03%
Charges de personnels	45 960,00	63,83%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	48,61%
Subvention ARS	2 000,00	2,78%
Subvention Département (attribuée)	20 000,00	27,78%
Subvention Aides privées (attribuée)	15 000,00	20,83%
Total	72 000,00	100,00%

ANNEXE 6 - FICHE PROJET RELATIVE AUX GRANDES VULNERABILITES

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 19011672 - Semaine de sensibilisation et d'information à la drépanocytose

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	80 000,00 € TTC	37,50 %	30 000,00 €
		Montant total de la subvention	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APIPD ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jenny HIPPOCRATE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la semaine de sensibilisation et d'information à la drépanocytose

Dates prévisionnelles : 22 mai 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cette action nécessite un démarrage anticipé pour pouvoir réaliser les projets prévus sur l'année 2019-2020.

Description :
Ce projet permet la mise en œuvre du Drépaction pour l'année scolaire 2019-2020. Il s'agit d'un programme d'actions dont la prévention santé des jeunes et la formation représentent 37% du budget du Drépaction, le reste (63%) sont liés à la lutte contre l'exclusion et les discriminations.

Cette subvention qui vise la prévention santé regroupe les événements suivants :
- Tenue de stands et / ou partenariats sur les lieux de prise en charge et de dépistage de la maladie en Ile-de-France,
- Conférences, ateliers et débats sur la Drépanocytose,
- Projection de film sur la maladie, rencontres et échanges d'expériences,
- Journées portes ouvertes (exemple : Ville de Gonesse…)
- Cycles de formation de courtes durées dans les écoles et lycées
- Formation du personnel dispensée par des infirmières et des psychologues ayant l'expérience de la maladie : Former les auxiliaires des crèches – Former les jeunes infirmières commençant leur activité professionnelle – Suggérer le thème de la drépanocytose comme module d'examen et soutien financier dans le cadre de la préparation de diplômes universitaires – Former des chefs d'entreprise pour

comprendre la maladie et embaucher sur des postes adaptés (à ce handicap),
- Prévention via les réseaux sociaux,
- Distribution de flyers, de fascicules et de goodies (exemple : porte clef globule rouge peluche)
- Réalisation d'un arbre de noël regroupant un spectacle pour enfant mais la réception de personnalités et de médias diffusant l'information et sensibilisant une catégorie de jeunes qui ne sont pas ceux qui viennent forcément au concert.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement de stagiaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matériel et fournitures	7 000,00	8,75%
Location et maintenance	27 500,00	34,38%
Assurance	200,00	0,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 500,00	5,63%
Publicité, publications, relations publiques	35 000,00	43,75%
Déplacements, missions et réceptions	5 500,00	6,88%
Autres charges de gestion courante	300,00	0,38%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	37,50%
Ministère de l'Outre-Mer	1 500,00	1,88%
Agence Régionale de Santé	10 000,00	12,50%
Mairie de Paris	5 000,00	6,25%
Etablissement Français du Sang	2 000,00	2,50%
Dons	11 500,00	14,38%
ADDMEDICA	10 000,00	12,50%
NOVARTIS	10 000,00	12,50%
Total	80 000,00	100,00%

ANNEXE 7 - CONVENTION AVEC L'INSTITUT RAFAEL

Convention de partenariat renforcé

Entre

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »
D'une part,

et

L'Institut Rafaël, Maison de l'après-cancer, situé au 3, Boulevard Bineau 92300 LEVALLOIS-PERRET
Représentée par Monsieur Alain Toledano, président de l'Institut Rafaël, Maison de l'après-cancer,
Ci-après dénommé « **l'Institut Rafaël** »,
D'autre part,

« La Région » et « l'Institut Rafaël » sont communément dénommés « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour l'Institut Rafaël

L'Institut Rafaël est un centre d'accompagnement des personnes ayant vécu l'épreuve du cancer. Le centre propose des programmes d'accompagnement personnalisés pour favoriser le processus de rétablissement et aider les patients à mieux avancer vers la reconstruction.

L'institut Rafaël, Maison de l'après-cancer est une première en France. D'une part, par la gratuité totale des soins et des prises en charge qu'il propose et d'autre part, par le choix fait par ses équipes médicale et soignante d'accompagner les malades en rémission d'un cancer dans leur retour à une vie normale. L'objectif central de l'Institut Rafaël d'accompagner les malades et leurs proches dans le chemin du retour à l'estime de soi, de son corps et à retrouver des envies. Il s'agit d'aider les patients malades du cancer à assumer les transformations physiques et les accompagner dans la reconstruction et la revalorisation de l'image de soi.
Pour assurer au mieux sa mission, l'Institut Rafaël a mis au point, en plus de ses consultations pour les personnes en rémission, des ateliers dans lesquels les patients et leurs proches

(conjoints, enfants, etc) sont accompagnés pour pouvoir envisager tous ensemble leur vie après le cancer.

Pour la Région Île-de-France

La Région Île-de-France est pleinement engagée de façon résolue et énergique dans la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé, et agit tout particulièrement en faveur des personnes vulnérables et de leur santé. Dans le cadre de Région Solidaire, la Région s'est engagée à s'investir sur la question de l'après-cancer, pour soutenir les initiatives visant à accompagner les patients après leurs traitements.

En effet, certaines pathologies conduisent à de très grandes vulnérabilités, sources d'inégalités sociales et territoriales inacceptables. Dans le cadre de sa politique Région solidaire, la Région Ile-de-France fait donc de l'aide aux plus fragiles une priorité. Pour cette raison, elle entend s'investir spécifiquement sur la question de l'après-cancer. Si les champs du dépistage et du traitement sont pris en charge par l'Etat, ce sujet de l'après-cancer reste insuffisamment traité. Aussi la Région s'engage-t-elle dans des actions visant à accompagner les patients après leurs traitements afin de prendre en compte les conséquences physiques et psychosociales induites par la maladie et/ou ses traitements, et aider ainsi pleinement les malades à ouvrir une nouvelle page de leur vie.

De nombreuses actions de terrain sont conduites sur le terrain comme par exemple la création d'un centre de l'après-cancer en juin 2019 destiné aux femmes touchées par la maladie. Le projet soutenu par la Région consistait à proposer aux femmes sorties de traitements pour un cancer de l'information et un accompagnement pour leur permettre de reprendre une vie normale dans les meilleures conditions.

Afin de consolider l'action déjà engagée depuis 2019, la Région décide de travailler en partenariat avec l'Institut Rafaël - acteur incontournable de l'accompagnement des personnes vulnérables dans l'après-cancer - pour renforcer l'accueil des patients dans l'après cancer en passant de 1 300 à 3 000 prises en charge par an.

Pour la Région Île-de-France et l'Institut Rafaël

La Région Île-de-France a fait le choix de s'appuyer sur l'expertise de grands acteurs de la santé pour résorber les fractures sociales et territoriales en Île-de-France et ainsi développer des projets communs sur le territoire de l'Île-de-France.

Ce partenariat renforcé sur 3 ans s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Région solidaire en santé » n° CP 2019-160 du 22 mai 2019, Titre 1 « Une Région solidaire qui prévient et qui prend soin » - IV « soutien aux grandes vulnérabilités ».

Dans cette perspective, la Région Île-de-France et l'Institut Rafaël souhaitent engager une coopération renforcée afin notamment d'améliorer la santé et le retour à l'emploi des personnes ayant vécu la maladie du cancer et d'engager des actions structurantes sur l'ensemble du territoire régional. C'est l'objet de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet et mise en œuvre de la convention

L'Institut Rafaël et la Région Île-de-France s'engagent, à travers la présente convention de partenariat, à travailler conjointement pour une Région solidaire en santé, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales de santé est une priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour la région Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les personnes les plus vulnérables, en matière d'accès aux droits et à la santé, de promotion, d'éducation et d'accompagnement. Ce partenariat vise ainsi à la réalisation d'actions en partenariat concrètes et efficaces au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité en Île-de-France pour les bénéficiaires. Egalement, ce partenariat offrira aux actions conduites un potentiel de réussite accru, avec une méthode de travail partagée.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent du champ de la santé et des solidarités. Ce partenariat s'articulera sur trois axes principaux :

- ✓ Lutter contre la fragilité induite par le cancer et la rupture psychosociale pour tous les patients en leur redonnant les clés d'un nouveau projet de vie (santé sociale et émotionnelle) ;
- ✓ Mise en place de programmes de réhabilitation après cancer par des acteurs médicaux et paramédicaux (favoriser et développer le sport et la bonne hygiène de vie) ;
- ✓ Favoriser les programmes de recherche en cancérologie et accompagner l'enseignement autour de la prise en charge des patients dans l'après-cancer (montrer l'efficacité et faire connaître les bénéfices de ces programmes pour éviter les rechutes).

Ce partenariat impliquera également une démarche de recherche d'autres financements complémentaires pour nourrir les actions initiées.

ARTICLE 2 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre l'Institut Rafaël et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et les projets en cours de chacune des Parties, les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les Parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de pilotage est présidé par la Vice-Présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, avec la participation éventuelle d'autres Vice-présidents, en fonction des thématiques concernées. Il se réunit à minima une fois par an.

Le comité de pilotage peut aussi être organisé sous forme de groupes de travail, s'il le juge nécessaire, réunissant les services de la Région et les équipes de l'Institut Rafaël, afin d'approfondir les possibilités de partenariat sur d'autres sujets.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de ce partenariat renforcé, la Région s'engage à :

- Informer l'Institut Rafaël des différents dispositifs en droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines de la santé, des loisirs, du sport, des solidarités, du numérique, de la culture et de l'engagement citoyen.

- Informer l'Institut Rafaël des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la santé et de l'accompagnement des grandes vulnérabilités.

- Apporter son concours aux actions menées par l'Institut Rafaël, notamment en organisant des événements communs qui pourront se tenir dans les locaux régionaux, sous réserve de disponibilité et de nécessité de service public.

Par ailleurs, dans ce cadre, la Région s'engage pour l'année 2020 à participer au financement des dépenses en fonctionnement de l'Institut Rafaël liées au coût des actions suivantes pour un montant plafond de 80 000 €, à hauteur de 50% de la dépense subventionnable.

Les objectifs de ce projet seront :

- Renforcer la capacité d'accueil en Île-de-France, des patients, leurs accompagnants et leur permettre l'accès gratuit aux programmes proposé par l'Institut Rafaël en assurant 3 000 suivis d'ici la fin de l'année 2020.
- Faciliter et promouvoir les actions de la maison de l'après-cancer en luttant contre la fragilité induite par le cancer et la rupture psychosociale pour tous les patients par tous les moyens.
- Aider à la mise en place de programmes de réhabilitation après-cancer par des acteurs médicaux et paramédicaux en permettant à 300 patients de bénéficier de la formation patients partenaire. Le principe de cette formation est de reconnaître et de valoriser l'expérience du malade en faisant de lui un acteur à part entière de sa propre guérison mais également pour les autres malades (patient expert).
  La formation comprend deux niveaux :
  1. Le niveau initiatique : communication thérapeutique, connaître la maladie (et pas sa maladie)
  2. Le niveau expert : prise en charge de la douleur, l'éthique, les facteurs de risques et de prévention.
- Accompagner le développement de la maison de l'après-cancer et l'enseignement autour de la prise en charge des patients (organisation d'un gala de bienfaisance, fundraising).
- Favoriser des programmes de recherche en cancérologie et leur mise en œuvre pratique.

Ce soutien fera l'objet d'une convention de financement dédiée.

Le montant annuel de la subvention régionale donnera lieu à une affectation spécifique proposée chaque année au vote de la Commission permanente de la Région. De même que les engagements réciproques pour les années 2021 et 2022 seront pris par avenant chaque année.

Le soutien régional s'entend sous réserve du vote des élus et dans la limite des crédits disponibles au budget régional.

ARTICLE 4 – Engagements de l'Institut Rafaël

Par ailleurs, l'Institut Rafaël s'engage à respecter le programme d'action pour l'année 2020 énoncé à l'article 3 tout en gardant pour mission de :

- **Renforcer la capacité d'accueil en Île-de-France**, des patients, leurs accompagnants et leur permettre l'accès gratuit aux programmes proposé par l'Institut Rafaël.

- **Faciliter et promouvoir les actions de la maison de l'après-cancer** en luttant contre la fragilité induite par le cancer et la rupture psychosociale pour tous les patients par tous les moyens.

- **Aider à la mise en place de programmes de réhabilitation** après-cancer par des acteurs médicaux et paramédicaux.

- **Accompagner l'installation et le développement de la maison de l'après-cancer** et 'enseignement autour de la prise en charge des patients.

- **Favoriser des programmes de recherche en cancérologie** et leur mise en œuvre pratique.

- Participer avec la Région Île-de-France à développer une région solidaire à partir des thématiques prioritaires et les actions communes identifiées.

- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité à travers des données quantitatives et qualitatives pouvant contribuer aux différentes politiques publiques régionales.

- Se rendre disponible pour être auditionné sur des questions liées à son champ d'expertise et de compétences, afin d'alimenter les travaux de la Région et produire des propositions liées à la connaissance du terrain, afin de porter à connaissance de bonnes pratiques.

- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'évènements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire l'associer.

ARTICLE 5 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication qui entrent dans le champ de la présente convention.

L'Institut Rafaël s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région, ainsi qu'à assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions qu'elle soutient.

ARTICLE 6 – Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 8 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente de la Région Ile-de-France.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant de mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France	**Pour l'Institut Rafaël**
Valérie Pécresse	Alain Toldedano
Présidente de la Région Île-de-France	Président de l'Institut Rafaël, Maison de l'après-cancer

DOSSIER N° 20006394 - Renforcement de l'accueil des patients dans l'après-cancer

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100111- Région solidaire en santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	160 000,00 € TTC	50,00 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAC ASSOCIATION MAISON DE L'APRES CANCER
Adresse administrative : 3 BOULEVARD BINEAU 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN TOLEDANO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement de l'accueil des patients dans l'après-cancer.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action présentée ici ayant déjà commencée depuis le début de l'année 2020, il est proposé un démarrage anticipé pour que l'association puisse faire face aux dépenses engendrées et permettre la continuité de l'accueil des patients. Ces patients sont souvent accueillis de façon urgente après de lourdes problématiques psychologiques et l'association ne peut pas refuser l'accompagnement d'un patient.

Description :
L'Institut Rafaël a permis d'accueillir et d'accompagner 1 300 patients dans l'après-cancer en 2019, 1 300 patients qui ont pu bénéficier de 11500 soins gratuits. L'action de l'association a permis d'accompagner les patients dans leur globalité, de façon personnalisée et coordonnée. En effet, chaque patient est reçu en consultation de coordination permettant d'identifier ses objectifs et ses besoins afin de co-construite avec lui, son parcours d'accompagnement personnalisé sur plusieurs mois.
Les soins apportés sont tous évalués quantitativement et qualitativement, ce qui permet de faire évoluer l'accueil des patients pour l'année 2020.

Les objectifs de ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du partenariat renforcé conclu avec l'association approuvé par délibération n°CP 2020-170 du 27 mai 2020, seront :

- Renforcer la capacité d'accueil en Île-de-France, des patients, leurs accompagnants et leur permettre l'accès gratuit aux programmes proposé par l'Institut Rafaël en assurant 3 000 suivis d'ici la fin de l'année 2020.

- Faciliter et promouvoir les actions de la maison de l'après-cancer en luttant contre la fragilité induite par le cancer et la rupture psychosociale pour tous les patients par tous les moyens.

- Aider à la mise en place de programmes de réhabilitation après-cancer par des acteurs médicaux et paramédicaux en permettant à 300 patients de bénéficier de la formation patients partenaire. Le principe de cette

formation est de reconnaître et de valoriser l'expérience du malade en faisant de lui un acteur à part entière de sa propre guérison mais également pour les autres malades (patient expert).
La formation comprend deux niveaux :
1. Le niveau initiatique : communication thérapeutique, connaître la maladie (et pas sa maladie)
2. Le niveau expert : prise en charge de la douleur, l'éthique, les facteurs de risques et de prévention.

- Accompagner le développement de la maison de l'après-cancer et l'enseignement autour de la prise en charge des patients (organisation d'un gala de bienfaisance, fundraising).

- Favoriser des programmes de recherche en cancérologie et leur mise en œuvre pratique.

Dans le contexte de crise sanitaire du Covid-19, l'Institut est mobilisé pour accompagner toutes les personnes touchées par le cancer et qui doivent continuer à être aidés. Ce public particulièrement fragile présente un risque médical très important et l'Institut assure un travail de prévention et de suivi auprès de tous les patients.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses administratives et informatique	8 000,00	5,00%
Dépenses logistiques	10 000,00	6,25%
Communication	4 000,00	2,50%
Charges de personnel	50 000,00	31,25%
Organisation gala 2020	20 000,00	12,50%
Accompagnement fundraising	60 000,00	37,50%
Achats matériel	8 000,00	5,00%
Total	160 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	80 000,00	50,00%
Fonds propres	60 000,00	37,50%
Dons récoltés grâce aux manifestations (gala, évènements carritatifs)	20 000,00	12,50%
Total	160 000,00	100,00%

ANNEXE 8 - FICHE PROJET RELATIVE AU SOUTIEN A L'ASSOCIATION SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20006952 - Soutien aux professionnels de santé avec l'association "Soins aux professionnels en santé"

Dispositif : Soins aux professionnels en santé (n° 00001139)
Délibération Cadre : CP2018-518 du 21/11/2018
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soins aux professionnels en santé	245 000,00 € TTC	40,82 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPS SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE
Adresse administrative : 66 RUE D ALLERAY
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC HENRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la formation et à l'écoute psychologique des soignants.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention porte sur l'année civile

Description :
Les professionnels en santé figurent parmi les professions les plus exposées au suicide. Malheureusement, ces professionnels échappent souvent aux mécanismes de prévention de suicide et nécessitent une approche adaptée à leurs conditions de travail. L'objectif de ce projet est donc, en droite ligne de la politique de Région Solidaire, d'apporter un soutien concret et durable aux professionnels de santé afin de mieux repérer les situations de souffrance, d'apporter des solutions immédiates et d'engager des actions de prévention. C'est l'objet de cette action menée avec l'association Soins aux Professionnels en Santé qui a pour origine le rassemblement d'un groupe d'experts souhaitant partager et défendre la santé des professionnels en santé rendus vulnérables. Son objectif est de susciter une véritable prise de conscience et de proposer des actions concrètes pour optimiser leur parcours de santé, notamment la prévention, le repérage, l'orientation et la prise en charge.
Ses modalités d'intervention sont les suivantes :
- animation d'une plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle,
- constitution d'un réseau psycho-social en Île-de-France, qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants,

- production d'études et d'enquêtes de terrain pour mieux comprendre et sensibiliser à la souffrance des soignants,

La crise du Covid-19 a exposé plus encore les professionnels de santé confrontées à un quotidien terrible et une pression énorme. Les risques pris dans la pratique de leur exercice et les situations dramatiques ont fait peser sur eux une charge psychologique sans précédent.

La présente aide vise à soutenir financièrement le fonctionnement de la plateforme d'appel ouverte à l'ensemble des professionnels en santé en souffrance et a assurer les actions de formation, prévention et accompagnement tel que prévu dans l'avenant à la convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	90 000,00	36,73%
Services extérieurs	2 000,00	0,82%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	145 000,00	59,18%
Publicité, publications, relations publiques	3 000,00	1,22%
Déplacements, missions et réceptions	5 000,00	2,04%
Total	245 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	40,82%
Subvention ARS	100 000,00	40,82%
Cotisations, dons manuels ou legs	45 000,00	18,37%
Total	245 000,00	100,00%

ANNEXE 9 - FICHE PROJET RELATIVE A L'INNOVATION EN SANTE

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-170

DOSSIER N° 20006564 - Développement de la coordination médicale sur les territoires

Dispositif : Santé numérique et innovation (n° 00001166)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100110- Développement régional de l'e-santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Santé numérique et innovation	450 000,00 € TTC	6,67 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE VIE
Adresse administrative : 18 AV CARNOT
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien NICOLINI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement de la coordination médicale sur les territoires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le développement du projet a débuté sur l'année civile afin de répondre à la demande déjà existante sur 2019.

Description :
Espace Vie a créé un outil numérique innovant de coordination entre les professionnels de santé afin d'améliorer la prise en charge des patients entre la médecine de ville et l'hôpital. Par le biais d'une simple application sécurisée, le professionnel de santé peut suivre son patient et l'adresser à un confrère en joignant toutes informations médicales nécessaires. Il peut également trouver toutes ressources médicales nécessaires en évitant que des patients finissent sans prise en charge.
L'outil Entr'Actes est un outil fortement sollicité par les professionnels de santé puisque plus de 900 professionnels de santé utilisent déjà cet outil sécurisé leur permettant de mieux coordonner le parcours des patients. Ainsi la prise en charge des patients se fait dans les meilleures conditions par une plus grande interaction entre les personnels hospitaliers et la médecine de ville.
L'utilisation de cette application, gratuite pour les professionnels, permet également d'apporter des réponses aux nouvelles formes de coordination nécessaire et attendue par les professionnels de santé, et ainsi changer certaines méthodologies
La crise sanitaire et médicale illustre la nécessité d'optimiser et de renforcer le lien entre les professionnels de santé
A ce jour, plus de 6 000 patients sont pris en charge par des professionnels utilisant cet outil, et notamment pour toutes les pathologies et maladies chroniques dont le suivi n'est plus assuré faute de temps des médecins. Le patient pour toutes pathologies est assuré d'être pris en charge en continu par le

réseau de professionnels de santé assurant la continuité des soins. Face à la crise du Covid-19, l'utilisation d'un outil permettant de prendre mieux en charge les malades, et notamment ceux qui ne trouvent plus de réponse médicale, est primordial. Ce projet apporte également plus de sécurité dans le quotidien des médecins et une meilleure adéquation du système de soins dans le contexte actuel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	120 000,00	26,67%
Services extérieurs	22 500,00	5,00%
Déplacements, missions et réceptions	15 000,00	3,33%
Autres services extérieurs	4 120,00	0,92%
Impôts et taxes liés au projet	13 000,00	2,89%
Charges de personnels liées au projet	275 380,00	61,20%
Total	450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	6,67%
Subvention État (attribuée)	400 000,00	88,89%
Autres produits de gestion courante	20 000,00	4,44%
Total	450 000,00	100,00%

ANNEXE 10 - CONVENTION TRIENNALE ORS

Convention triennale
2020-2022
Entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France
Et L'Institut Paris Region

Relative à
L'Observatoire Régional de Santé (ORS) Île-de-France

La présente convention porte sur la coopération entre les signataires pour le fonctionnement partenarial de l'Observatoire Régional de Santé (ORS) d'Île-de-France. Elle est conclue entre :

L'Etat
Représenté par M. Michel CADOT, Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,

La Région Île-de-France,
Représentée par Mme Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Île-de-France,

L'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
Représentée par M. Aurélien Rousseau, Directeur général de l'ARS,

L'Observatoire régional de santé, rattaché à l'Institut Paris Region,
Représenté par M. Fouad AWADA, Directeur Général de l'Institut Paris Region,

Après avoir rappelé

Que l'Observatoire régional de santé (ORS) est une équipe scientifique qui effectue pour le compte de la Région, pour celui de l'Etat et pour celui de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, des études de santé publique au titre de sa mission d'observation de la santé des Franciliens.

Que cet Observatoire, entièrement dédié à l'observation, à la surveillance et à l'étude de questions sanitaires et sociales en Île-de-France, forme un département de L'Institut Paris Region doté d'un dispositif de pilotage partenarial propre.

Cette convention vient en remplacement de la convention triennale relative à l'organisation et au fonctionnement de l'ORS votée à la CP n°2017-234 du 5 juillet 2017.

Les parties signataires conviennent de ce qui suit :

Article 1 : Les objectifs, engagements et missions de l'ORS

L'Observatoire régional de santé Île-de-France (ORS) concourt à l'observation, à la surveillance et à l'étude des questions sanitaires et sociales de la région Île-de-France. Sa vocation est de renforcer le dispositif régional d'études et d'observation de la santé des Franciliens en vue d'améliorer la connaissance sur les déterminants de santé, sur les inégalités sociales et territoriales de santé, sur les pathologies et leur évolution et sur la qualité de vie des différents groupes de population. L'ORS participe à l'identification des besoins de santé (en matière de promotion de la santé, de prévention, de dépistage et d'offre de soins) de

la population francilienne ainsi qu'à la compréhension et à la quantification de ces besoins afin de donner aux décideurs en matière de santé les éléments qui leurs permettront d'y répondre par des politiques de santé publique adaptées. L'ORS contribue à un accompagnement des politiques régionales par des propositions innovantes.

L'ORS a pour mission générale d'apporter une aide à la décision dans le domaine sanitaire, social et médico-social à partir d'études à l'échelle des groupes de population, à différents échelons géographiques et sur des pathologies spécifiques à la situation de l'Île-de-France.

Il a notamment pour missions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre, à la demande de l'Etat, de l'ARS ou de la Région ou avec leur accord, tout protocole d'études, notamment épidémiologiques, permettant une meilleure compréhension des problèmes de santé des Franciliens en s'appuyant sur le guide professionnel de référence : déontologie et bonnes pratiques en épidémiologie,

- de contribuer au développement de l'observation régionale en santé et de diffuser les informations les plus pertinentes au regard des spécificités de la Région, notamment en mettant à disposition via internet des indicateurs accessibles à différents échelons territoriaux ;

- d'articuler le programme de travail de l'ORS aux différents plans et dispositifs de l'ARS et de la Région.

- d'appuyer si nécessaire à la demande de l'Etat, de l'ARS ou de la Région Île-de-France, les groupes de travail et les programmes mis en place dans le cadre de ces différentes instances, par un travail d'expertise et de mise en perspective, ainsi que par des actions de valorisation des travaux pouvant éclairer l'aide à la décision ;

- de diffuser les résultats des études ainsi que les différents types de productions élaborées par l'ORS ;

- de prendre en charge la gestion et la mise à jour de bases de données en lien avec l'information des publics ;

- de produire un rapport d'activité annuel mettant en avant la réalisation du programme annuel avec une appréciation qualitative et quantitative des études et travaux effectués ;

- de renforcer les liens avec d'autres organismes intervenant dans le champ de la santé publique (réseau des ORS, Cire Île-de-France, Santé publique France, …) afin de favoriser la mutualisation de certains travaux et un accès facilité à certaines données de santé.

- de répondre à toute autre mission confiée par l'administration centrale du Ministère des Affaires sociales et de la Santé ou par les agences nationales (notamment l'Agence nationale de santé publique, etc.) ou via la FNORS sous réserve de l'accord du Directoire de l'ORS.

- de travailler avec les autres départements de l'Institut Paris Region afin de maximiser les ressources et les approches transversales qui permettent une compréhension globale des enjeux de santé au sein des territoires.

Article 2 : La gouvernance de l'ORS

Les travaux de l'ORS sont pilotés par un dispositif partenarial et scientifique comprenant les instances suivantes :

- Un Directoire, instance décisionnaire pour la programmation des activités et des moyens
- Un Comité technique de pilotage, instance de suivi
- Un Conseil d'Orientation, instance d'orientation

Article 3 : Le Directoire

Le Directoire de l'ORS, instance décisionnaire, arrête le programme d'activités et le budget prévisionnel et entend le rapport d'activités.

Il est composé de dix membres : 2 représentants de l'Etat, 3 représentants de l'ARS et 5 représentants de la Région Ile-de-France.

La présidence du Directoire, est assurée par la Présidente de la Région Ile-de-France ou son représentant et la vice-présidence par le Directeur général de l'Agence régionale de santé ou son représentant.

Le directoire se réunit au moins une fois par an sur l'initiative du Directeur de l'ORS, ou si besoin, du représentant de la Région ou sur demande du Directeur général de l'ARS.

Peuvent assister aux réunions, en qualité d'observateurs, le président du conseil d'orientation de l'ORS et, avec l'accord du Président, des représentants d'organismes régionaux ou de collectivités territoriales ou d'organismes nationaux concernés par les questions mises à l'ordre du jour.

Article 4 : Le Comité Technique de Pilotage

Il est formé de représentants techniques des autorités signataires. Il prépare les orientations du programme d'études de l'ORS ainsi que son planning prévisionnel de production et assure le suivi de la réalisation du programme arrêté par le Directoire.

Ce comité se réunit au moins deux fois par an, sur l'initiative du Directeur de l'ORS ou, si besoin, du représentant de la Région ou sur demande du Directeur général de l'ARS. Le Directeur général de l'Institut Paris Region, ou son représentant, peut participer aux réunions du comité technique de pilotage.

Article 5 : Le Conseil d'Orientation

Pour le suivi scientifique et l'orientation des études et travaux de l'ORS, leur pertinence et leur méthodologie, le comité technique de pilotage et l'ORS s'appuie sur les avis d'un Conseil d'orientation consultatif composé de douze membres experts en épidémiologie et santé publique et de représentants des collectivités territoriales et organismes régionaux ou nationaux concernés par la santé.

Les membres du Conseil d'orientation consultatif sont désignés sur proposition du Directeur de l'ORS par accord entre l'ARS et la Région, en raison de leurs compétences en santé publique. Leur nomination est approuvée par le Directoire.

Article 6 : Le fonctionnement de l'ORS

L'ORS Île-de-France est un département d'études de L'Institut Paris Region, dédié à la santé et doté d'un dispositif de pilotage partenarial propre tel que décrit aux articles 2 à 5.

L'Institut Paris Region est une association de personnes publiques présidée statutairement par la Présidente de Région. L'ARS et la Préfecture siègent à son conseil d'administration.

Le budget prévisionnel annuel de l'ORS, alimenté à part égale par la Région et l'ARS et que des recettes supplémentaires liées à d'autres commandes ou activités peuvent compléter le cas échéant, est décidé par le conseil d'administration de L'Institut Paris Region sur proposition du Directoire de l'ORS. La gestion administrative et financière de l'ORS ainsi que la gestion de ses ressources humaines sont assurées par L'Institut Paris Region.

L'ORS agit principalement pour le compte d'une part de l'Etat et de l'ARS et d'autre part de la région Ile-de-France. Il réalisera le programme établi et peut également réaliser des études en relation avec son objet, pour le compte de tiers.

Article 7 : Le programme d'études de l'ORS

L'activité de l'ORS s'organise autour d'un programme d'études partenarial annuel, répondant à des enjeux intéressant ses financeurs et à des besoins de connaissances partagées. Ce programme d'étude est alimenté à part égale par les attentes de l'ARS et de la Région.

Le programme annuel d'études de l'ORS est arrêté par le Directoire et intégré au programme partenarial d'activités de L'Institut Paris Region. Le Programme de l'ORS constitue un outil essentiel de concertation et d'identification des priorités communes aux différents partenaires.

Le programme de l'ORS décline pour l'année les modalités de mise en œuvre des objectifs, engagements et missions figurant à l'article 1 de la présente convention.

Le programme d'études partenarial finalisé est transmis d'une part à la Région et d'autre part à la Préfecture de Région et à l'ARS, dès son vote par le Directoire.

Le programme d'études partenarial annuel approuvé par le Directoire constitue chaque année un avenant annexé à la présente convention.

Le programme d'études annuel et par conséquent l'avenant annuel annexé correspondant peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'évolutions ciblées en cours d'année pour tenir compte de nouvelles demandes de la Région ou de l'ARS. Elles doivent être approuvées par le comité technique de pilotage.

Article 8 : Propriété et obligations en matière de diffusion des études

Les études réalisées par l'ORS Île-de-France et financées au titre des conventions mentionnées aux articles 9 et 10 ci-dessous, sont la propriété de L'Institut Paris Region.

Le comité technique de pilotage de l'ORS en définit le mode de diffusion. Les membres du Directoire en sont tous destinataires de droit.

Ces études sont adressées aux partenaires signataires une semaine avant leur diffusion, afin de laisser la possibilité, si les partenaires le souhaitent, de relayer la communication, conjointement (communiqué de presse commun) ou non. Ceci ne peut aucunement remettre en question l'indépendance scientifique de l'ORS ni l'impartialité des résultats qu'il publie, et en aucun cas, ne peut conduire à l'interdiction de publication ou à un report trop important, sauf en période de réserve.

Les résultats des études sont publiés sous le timbre et la responsabilité de L'Institut Paris Region – ORS avec une mention explicite : *« ORS Île-de-France, département dédié à la santé de L'Institut Paris Region, est un observatoire financé par l'Agence régionale de santé et par le Conseil régional d'Île-de-France »*. Cette mention, ainsi que les logos de l'ARS et de la Région, figurent en bas de la quatrième de couverture des études, le logo ORS figurant en haut de première page. Dans le cas d'études avec des financeurs complémentaires, le cas échéant, la mention de leur participation peut être ajoutée avec leur logo.

Pour les études réalisées pour le compte de tiers, les commanditaires bénéficient de la propriété desdites études et précisent, par une convention avec l'Institut Paris Region qui représente l'ORS, les conditions de leur financement, de leur diffusion et de leur exploitation.

L'ORS s'engage également à transmettre à la Région et à l'ARS des données agrégées scientifiquement pertinentes, notamment d'un point de vue statistique, et publiables, en fonction des besoins de la Région et de l'ARS et dans le respect des conventions signées par l'Institut Paris Region pour l'ORS pour l'obtention des données brutes et de la réglementation en vigueur sur la sécurisation des données.

Article 9 : Engagements de la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à participer au financement de l'ORS. Les modalités de ce financement sont prévues dans la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la Région et l'Institut Paris Region.
La Région s'engage par ailleurs à participer au Directoire et au Comité technique de suivi de l'ORS dans les conditions définies aux articles 3 et 4, et à contribuer, avec l'ARS, à la définition du programme annuel d'études de l'ORS et du planning prévisionnel de sa réalisation.

Article 10 : Engagements de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France

L'ARS s'engage à participer au financement de l'ORS dans les conditions prévues par des conventions particulières liant l'ARS et l'Institut Paris Region au titre de l'ORS.

L'ARS s'engage par ailleurs à participer au Directoire et au Comité technique de suivi de l'ORS dans les conditions définies aux articles 3 et 4, et à contribuer, avec la Région, à la définition du programme annuel d'études de l'ORS et du planning prévisionnel de sa réalisation.

Article 11 : Engagements de L'Institut Paris Region

L'Institut Paris Region s'engage à mobiliser les moyens nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités de l'ORS Île-de-France pour permettre la réalisation de l'ensemble de ses missions telles que définies et organisées par la présente convention.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention remplace la convention signée en 2017. Elle est conclue à compter du 1er janvier 2020, pour la période couvrant les années 2020 à 2022 incluses.

Article 13 : Modification

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances délibératives des parties signataires. Les avenants ne peuvent mettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 14 : Retraits, Résiliation

Chaque partie signataires a la possibilité de demander son retrait de la présente convention par lettre recommandée adressée collectivement aux autres parties, postée à l'attention du Directeur général de L'Institut Paris Region. Ce retrait intervient dans un délai de trois mois après réception de la demande.

Le retrait d'un des financeurs principaux, Région ou ARS, vaut résiliation de la convention.

Fait à Paris en quatre exemplaires originaux, le

Le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris
Monsieur Michel CADOT

La Présidente de la Région Île-de-France,
Madame Valérie PECRESSE

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
Monsieur Aurélien ROUSSEAU

Le Directeur général de L'Institut Paris Region,
Monsieur Fouad AWADA

ANNEXE 11 - MODIFICATIONS DES FICHES PROJET EX048122 et EX047889

DOSSIER N° EX048122 - Création d'un cabinet de groupe - LE PERREUX-SUR-MARNE (94).

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017 **Imputation budgétaire** : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	600 000,00 € TTC	30,00 %	180 000,00 €
		Montant total de la subvention	180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI LAL
Adresse administrative : 38 AVENUE DE JOINVILLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame BARBARA MAMANE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un cabinet de groupe - LE PERREUX-SUR-MARNE (94)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Soutien à l'acquisition d'un local pour la création d'un cabinet médical au Perreux-sur-Marne composé de 2 médecins généralistes et 2 médecins spécialistes.

- Zonage : zone d'action complémentaire (ZAC)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Depuis 2009, la commune a perdu 50 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 3 médecins généralistes exclusifs, ce qui représente une densité de 6,2 médecins pour 10 000 habitants contre 7 dans le Val-de- Marne et 7,2 en en Ile-de-France.
Parmi ces 3 médecins, 1 est âgé de 60 ans ou plus et est donc amené à prendre sa retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 33 % des effectifs en médecine générale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-

MARNE **Contrat Particulier**

: Hors CPRD **CPER :** Hors

CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas

la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	180 000,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France	180 000,00	30,00%
ARS	240 000,00	40,00%
Total	600 000,00	100,00%

Commission permanente du 4 mars 2020 - CP2020-123

DOSSIER N° EX047889 - Création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle - LE PRE SAINT GERVAIS (93)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	367 221,00 € TTC	30,00 %	110 166,00 €
		Montant total de la subvention	110 166,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCM MSP DU PRE
Adresse administrative : 30 RUE GABRIEL PERI
93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
Statut Juridique : Société Civile de Moyen
Représentant : Madame Marie CHEVILLARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle - LE PRE SAINT GERVAIS (93)

Dates prévisionnelles : 15 février 2020 - 15 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Création d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle au Pré-Saint-Gervais.

Cette structure regroupera initialement l'activité de 2 médecins généralistes et 2 professionnels paramédicaux. D'autres professionnels rejoindront, à terme, la MSP : un médecin généraliste associé, un médecin généraliste collaborateur, deux infirmières dont une coordonnatrice de cas complexes.

Zonage : zone d'action complémentaire (ZAC)
Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

A ce jour, la commune du Pré-Saint-Gervais compte 12 médecins généralistes exclusifs, soit une densité de 6,7 médecins pour 10 000 habitants contre 5,4 pour la Seine-Saint-Denis et 7,2 pour l'Ile-de-France. Parmi ces médecins, 2 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 17 % des effectifs en médecine générale. L'offre en médecine générale devrait donc se fragiliser à court terme dans un contexte d'augmentation des soins.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	367 221,00	100,00%
Total	367 221,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	110 167,00	30,00%
Subvention Région Ile-de-France	110 166,00	30,00%
ARS	146 888,00	40,00%
Total	367 221,00	100,00%

ANNEXE 12 - MODIFICATION DU RI RELATIF AU FONDS D'URGENCE n°CP 2020-C04

MISE EN PLACE D'UN FONDS D'URGENCE DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE SANTE

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, les professionnels de santé sont en première ligne. C'est ainsi que la Région mobilise, dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, un fonds de 10 M€ (+1,3 M€ de réserve de précaution), dont 4,3 M€ en fonctionnement destiné à les accompagner pour faire face aux dépenses exceptionnelles que la lutte contre cette épidémie nécessite.

Objet :

Le fonds d'urgence consiste en une aide à l'attention des professionnels de santé de premier recours pour tout achat d'équipement, des travaux d'installation de ces équipements et de sécurisation en lien avec la gestion de la crise sanitaire liée au COVID19. Par ailleurs, à titre exceptionnel, le fonds d'urgence sera consacré à des dépenses de fonctionnement que la réponse à la crise rendrait indispensable.

L'objectif est de soutenir les professionnels de santé tels que présentés dans la listes de bénéficiaires, ci-dessous, pour qu'ils puissent intervenir au bénéfice des patients dans des conditions optimales de sécurité sanitaire.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les professions libérales conventionnées avec l'Assurance Maladie exerçant seuls ou en cabinets de groupe, quel que soit leur statut juridique:

- Médecins
- Infirmiers
- Pharmaciens
- Sages-femmes
- Dentistes
- Masseurs - Kinésithérapeutes
- Pédicures - podologues
- Ergothérapeutes
- Psychomotriciens
- Orthophonistes
- Orthoptistes

- Toute structure collective de soin de premier recours, quel que soit son statut juridique, est également éligible au titre de ce fonds

Pour ces catégories : exercice implanté en Île-de-France

Nature des dépenses

Les dépenses prises en compte par la Région Île-de-France sont toutes dépenses d'équipement (telles que celles liées à la télémédecine, l'hygiène, le lien ville/hôpital etc.) et travaux liés à l'installation de ces équipements et de sécurisation permettant de répondre à des besoins urgents dans le cadre de la lutte contre le COVID19.

S'agissant des pharmaciens, les dépenses prises en compte par la Région Île-de-France sont toutes les dépenses pour les aider à s'équiper en matériel de protection afin de garantir la sécurité sanitaire des pharmaciens, de leurs patients et de leur permettre ainsi de poursuivre leur activité.

A titre exceptionnel, le fonds d'urgence sera également consacré à des dépenses de fonctionnement que la réponse à la crise rendrait indispensable.

Bien entendu, seules les dépenses effectuées par les professionnels concernés dans le cadre de la réponse à la crise de la COVID-19, non habituelles et directement rendues nécessaires pour mettre

en place de nouvelles conditions d'hygiène et de sécurité des personnels et des patients sont éligibles à une prise en charge par la Région. Ainsi, les dépenses habituellement réalisées par lesdits professionnels dans le cadre de leur activité de soins ne sont pas éligibles, étant par ailleurs entendu que les remboursements régionaux ne sont non cumulables avec aucune autre forme de prise en charge par d'autres acteurs, assurance maladie notamment.

Le versement des subventions se fait sur la base de présentation des factures.

Montant plafond de l'aide régionale

Pour les médecins, infirmiers ou sages-femmes, le montant de l'aide ne peut excéder 5.000€ par professionnel, et 30.000€ lorsque ceux-ci exercent en groupe ou au sein de structures collectives de soin de premier recours.

Pour les autres professionnels de santé visés par le présent règlement d'intervention, le montant de l'aide régionale ne peut excéder 5.000€ par professionnel de santé ou par structure d'exercice collectif.

Pour les pharmaciens, le montant de l'aide ne peut excéder 5.000 € par officine.

L'octroi des subventions égales ou supérieures à 23 000 € donne lieu à convention avec le bénéficiaire.

Les dépenses éligibles sont celles engagées jusqu'à la fin de l'Etat d'urgence sanitaire, soit le 10 juillet 2020.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-218

DU 27 MAI 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - SOLDE DE LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2020 DES FORMATIONS SANITAIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.4383-1 et suivants, L.4151-7 et les articles D.4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU la délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 relatives aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-218 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Financement des écoles et instituts de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

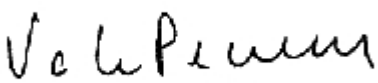
Décide de participer, au titre du dispositif relatif aux écoles et instituts de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique, au financement de la subvention

globale de fonctionnement de l'année 2020 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions globales de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **39 280 693 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178732-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Tableau récapitulatif du solde de la subvention globale de fonctionnement 2020 des organismes de formations paramédicales et maïeutiques

Centres de formations paramédicaux et maïeutiques

Tableau des subventions globales de fonctionnement au titre de l'exercice budgétaire 2020

dpt	établissements	Subvention 2019	Formations paramédicales niveaux 6 et 7 (anciennement niveaux III, II et I)(1)						Formations paramédicales niveau 3 (anciennement niveau V)(1)				Total Subvention 2020	Montants affectés en janvier 2020 - CP 2020-013	N° Dossiers IRIS EXTRANET	Autorisation d'engagement 2020 Chapitre 931 "formation professionnelle et apprentissage" Code fonctionnel 13 - formations sanitaires et sociales
			Sub 2019 niv III, II et I (dont LMD) (A)	Revalorisation indemnités de stages infirmier (3)	Complément Subvention réforme de la formation MK (4)	Evolution du financement du fonctionnement des centres suite à la procédure contradictoire (5)	Augmentation charges 2019 exceptionnelles (7)	Subvention 2020 (7) [A + 3 + 4 + 5 + 6 + 7]	Subvention 2019 niv V (B)	Evolution du financement du fonctionnement des centres suite à la procédure contradictoire (8)	Gratuité Demandeurs d'emploi (10)	Subvention 2020 = [B + 8 + 9 + 10] (11)	(12 = 7 + 11)	saisie (13)		Reste à affecter (14 = 12-13)
75	Croix Rouge Française	4 130 900	3 104 700			-50 000		3 054 700	1 026 200	0		1 026 200	**4 080 900**	2 891 630	20000040	1 189 270
	Assistance Publique - Hôpitaux de Paris	45 739 592	44 339 592		12 000	619 192		44 970 784	1 400 000	0		1 400 000	**46 370 784**	32 017 715	20000043	14 353 069
	Fondation des Diaconesses de Reuilly	1 975 376	1 479 676			0		1 479 676	495 700	0		495 700	**1 975 376**	1 382 764	20000048	592 612
	Groupe Hospitalier Universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences	3 989 670	3 874 070			10 000		3 884 070	115 600	0		115 600	**3 999 670**	2 792 769	20000041	1 206 901
	Fondation Hôpital Saint-Joseph	2 565 660	2 085 400			30 000		2 115 400	480 260	0		480 260	**2 595 660**	1 795 962	20000039	799 698
	ADERE	308 000	308 000			0		308 000					**308 000**	215 600	20000036	92 400
	VYV Care - Pôle enseignement et formation	734 600	734 600			0		734 600					**734 600**	514 220	20000038	220 380
	Sorbonne Université	953 000	953 000			0		953 000					**953 000**	667 100	20000037	285 900
Total 75		**60 396 798**	**56 879 038**	**0**	**12 000**	**609 192**	**0**	**57 500 230**	**3 517 760**	**0**	**0**	**3 517 760**	**61 017 990**	**42 277 760**		**18 740 230**
77	Grand Hôpital de l'Est Francilien	3 957 700	3 653 700			-80 000		3 573 700	304 000			304 000	**3 877 700**	2 770 390	20000045	1 107 310
	Fondation santé Etudiant de France - CMPA	85 640							85 640	-25 692		59 948	**59 948**	59 948	20000041	0
	Centre hospitalier du Sud Seine et Marne	2 551 800	2 268 800			0		2 268 800	283 000	0		283 000	**2 551 800**	1 786 260	20000046	765 540
	Groupe hospitalier du Sud Ile-de-France	1 140 500	1 029 400			0		1 029 400	111 100	0		111 100	**1 140 500**	798 350	20000044	342 150
	Centre hospitalier de Provins	1 106 600	966 600			-30 000		936 600	140 000	0		140 000	**1 076 600**	774 620	20000047	301 980
Total 77		**8 842 240**	**7 918 500**	**0**	**0**	**-110 000**	**0**	**7 808 500**	**923 740**	**-25 692**	**0**	**898 048**	**8 706 548**	**6 189 568**		**2 516 980**
78	Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion	238 000							238 000	12 000		250 000	**250 000**	166 600	20000054	83 400
	Centre hospitalier Poissy - Saint Germain	2 475 500	2 274 100			-18 000		2 256 100	201 400	0		201 400	**2 457 500**	1 732 850	20000051	724 650
	Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines	829 100	829 100			48 000	-48 000	829 100					**829 100**	580 370	20000053	248 730
	Centre hospitalier de Versailles	1 304 440	1 129 440			18 000		1 147 440	175 000			175 000	**1 322 440**	913 108	20000049	409 332
	Centre hospitalier de Meulan Les Mureaux	2 359 235	2 085 235			0		2 085 235	274 000	0		274 000	**2 359 235**	1 651 465	20000050	707 770
	Centre hospitalier de Rambouillet	1 147 600	1 007 600			0		1 007 600	140 000	0		140 000	**1 147 600**	803 320	20000055	344 280
	MGEN - Institut National Marcel Rivière	1 280 800	1 280 800			100 000		1 380 800					**1 380 800**	896 560	20000052	484 240
Total 78		**9 634 675**	**8 606 275**	**0**	**0**	**148 000**	**-48 000**	**8 706 275**	**1 028 400**	**12 000**	**0**	**1 040 400**	**9 746 675**	**6 744 273**		**3 002 402**
91	Centre hospitalier d'Arpajon	130 000							130 000	10 000		140 000	**140 000**	91 000	20000057	49 000
	Centre hospitalier du Sud-Francilien	3 310 000	2 815 000			19 000	6 000	2 840 000	495 000	0		495 000	**3 335 000**	2 317 000	20000059	1 018 000
	Groupe hospitalier Nord Essonne	2 220 000	2 090 000			0		2 090 000	130 000	0		130 000	**2 220 000**	1 554 000	20000058	666 000
	Centre hospitalier de Barthélémy Durand	1 215 000	1 115 000			-40 000		1 075 000	100 000	0		100 000	**1 175 000**	850 500	20000056	324 500
Total 91		**6 875 000**	**6 020 000**	**0**	**0**	**-21 000**	**6 000**	**6 005 000**	**855 000**	**10 000**	**0**	**865 000**	**6 870 000**	**4 812 500**		**2 057 500**

dpt	établissements	Subvention 2019	Formations paramédicales niveaux 6 et 7 (anciennement niveaux III, II et I)[1]						Formations paramédicales niveau 3 (anciennement niveau V)[1]				Total Subvention 2020	Montants affectés en janvier 2020 - CP 2020-013	N° Dossiers IRIS EXTRANET	Autorisation d'engagement 2020 Chapitre 931 "formation professionnelle et apprentissage" Code fonctionnel 13 - formations sanitaires et sociales
			Sub 2019 niv III, II et I (dont LMD) (A)	Revalorisation indemnités de stages infirmier (3)	Complément Subvention réforme de la formation MK (4)	Evolution du financement du fonctionnement des centres suite à la procédure contradictoire (5)	Augmentation charges 2019 exceptionnelles (7)	Subvention 2020 (7) [A + 3 + 4 + 5 + 6 + 7]	Subvention 2019 niv V (B)	Evolution du financement du fonctionnement des centres suite à la procédure contradictoire (8)	Gratuité Demandeurs d'emploi (10)	Subvention 2020 = [B + 8 + 9 + 10] (11)	(12 = 7 + 11)	saisie (13)		Reste à affecter (14 = 12-13)
92	Oeuvre du perpétuel secours / Institut hospitalier franco-britannique	2 308 300	1 795 300					1 795 300	513 000	0		513 000	**2 308 300**	1 615 810	20000060	692 490
	CASH Nanterre	2 733 715	2 348 715	77 000		40 000		2 465 715	385 000	0		385 000	**2 850 715**	1 913 601	20000063	937 114
	Centre hospitalier Stell - Rueil Malmaison	1 325 040	1 325 040			-37 000		1 288 040					**1 288 040**	927 528	20000062	360 512
	Association Hôpital Foch - Suresnes	2 088 525	2 088 525			31 475		2 120 000					**2 120 000**	1 461 968	20000061	658 032
Total 92		**8 455 580**	**7 557 580**	**77 000**	**0**	**34 475**	**0**	**7 669 055**	**898 000**	**0**	**0**	**898 000**	**8 567 055**	**5 918 907**		**2 648 148**
93	Centre de formation Louise Couvé	1 338 978	692 378			30 000		722 378	646 600		100 000	746 600	**1 468 978**	937 285	20000064	531 693
	Centre hospitalier R. Ballanger	1 642 400	1 314 100					1 314 100	328 300	0		328 300	**1 642 400**	1 149 680	20000068	492 720
	Fondation Œuvre Croix Saint-Simon	2 452 750	1 928 750			30 000		1 958 750	524 000	0		524 000	**2 482 750**	1 716 925	20000035	765 825
	IFITS Théodore Simon	4 263 155	3 588 855			-10 000		3 578 855	674 300	0		674 300	**4 253 155**	2 984 209	20000065	1 268 946
	Etablissement public de santé de Ville Evrard	1 437 420	1 437 420			-10 000		1 427 420					**1 427 420**	1 006 194	20000067	421 226
	Centre hospitalier Saint Denis	1 954 530	1 784 930					1 784 930	169 600			169 600	**1 954 530**	1 368 171	20000066	586 359
Total 93		**13 089 233**	**10 746 433**	**0**	**0**	**40 000**	**0**	**10 786 433**	**2 342 800**	**0**	**100 000**	**2 442 800**	**13 229 233**	**9 162 464**		**4 066 769**
94	Centre hospitalier Villeneuve St Georges	1 235 000	1 125 000			10 000		1 135 000	110 000	0		110 000	**1 245 000**	864 500	20000070	380 500
	Centre hospitalier Les Murets - La Queue en Brie	1 620 000	1 620 000	39 000		11 000	-60 000	1 610 000					**1 610 000**	1 134 000	20000069	476 000
	Centre hospitalier Paul Guiraud - Villejuif	1 475 000	1 310 000			80 000		1 390 000	165 000			165 000	**1 555 000**	1 032 500	20000074	522 500
	Ecole départementale de puériculture	345 000	115 000			5 000		120 000	230 000	-15 000		215 000	**335 000**	241 500	20000072	93 500
	Les hôpitaux de Saint-Maurice	3 282 000	3 282 000		60 000	25 000	-15 000	3 352 000					**3 352 000**	2 297 400	20000073	1 054 600
	Université Paris Est Créteil	280 000	280 000			15 000	9 000	304 000					**304 000**	196 000	20000071	108 000
Total 94		**8 237 000**	**7 732 000**	**39 000**	**60 000**	**146 000**	**-66 000**	**7 911 000**	**505 000**	**-15 000**	**0**	**490 000**	**8 401 000**	**5 765 900**		**2 635 100**
95	Centre hospitalier Victor Dupouy - Argenteuil	1 673 900	1 450 800			100 000		1 550 800	223 100	0		223 100	**1 773 900**	1 171 730	20000079	602 170
	Centre hospitalier de Gonesse	1 586 850	1 430 750			-90 000		1 340 750	156 100	0		156 100	**1 496 850**	1 110 795	20000081	386 055
	Centre hospitalier Roger Prévot - Moisselles	1 479 785	1 369 785			-30 000		1 339 785	110 000	0		110 000	**1 449 785**	1 035 850	20000077	413 935
	GHEM Simone Veil	1 592 140	1 434 940			49 000		1 483 940	157 200	0		157 200	**1 641 140**	1 114 498	20000075	526 642
	Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise	1 391 935	1 266 935					1 266 935	125 000	0		125 000	**1 391 935**	974 355	20000076	417 580
	Centre hospitalier René Dubos - Pontoise	1 830 250	1 695 250					1 695 250	135 000	0		135 000	**1 830 250**	1 281 175	20000078	549 075
	Fondation L. Chaptal	2 282 835	1 856 535			33 257		1 889 792	426 300	0		426 300	**2 316 092**	1 597 985	20000080	718 107
Total 95		**11 837 695**	**10 504 995**	**0**	**0**	**62 257**	**0**	**10 567 252**	**1 332 700**	**0**	**0**	**1 332 700**	**11 899 952**	**8 286 388**		**3 613 564**
Total Ile-de-France		**127 368 221**	**115 964 821**	**116 000**	**72 000**	**908 924**	**-108 000**	**116 953 745**	**11 403 400**	**-18 692**	**100 000**	**11 484 708**	**128 438 453**	**89 157 760**		**39 280 693**

[1] D'après le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-219

DU 27 MAI 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - SIMULATION - CONVENTION ADERE - CONVENTION PÔLE EMPLOI - FORMATION CONTINUE ET PRIC

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.4383-1 et suivants, L.4151-7 et les articles D.4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la délibération n° CP 15-022 du 29 janvier 2015 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 relative aux conventions de financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue ;

VU la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 relative au règlement d'intervention pour les autorisations des formations paramédicales et règlement d'intervention de la simulation santé ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 30 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-380 du 18 septembre 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-219 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire

Décide de participer au titre du dispositif « règlement d'intervention pour la généralisation de séances interdisciplinaires de simulation en santé entre étudiants sanitaires et étudiants en médecine » au financement des projets détaillés en annexe 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 743 775 € au titre du budget 2020.

Approuve la convention type simulation jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention aux bénéficiaires à la signature, d'une convention conforme à la convention type visée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 479 288 € disponibles sur le chapitre 901 « Formations professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « Formations sanitaires », action 11300104 « Equipement des écoles et instituts de formations sanitaires » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 264 487 € disponibles sur le chapitre 931 « Formations professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formations sanitaires » du budget 2020.

Article 2 : Avenant à la convention de partenariat entre l'ADERE et Sorbonne Université

Approuve l'avenant à la convention de partenariat relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'ergothérapeute en vue de l'obtention d'un grade de licence, signée avec l'ADERE et l'Université Sorbonne Université, présenté en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 3 : Convention de partenariat 2020 entre la Région et Pôle Emploi Ile-de-France relative aux modalités de financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Approuve la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 4 : Financement des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide d'attribuer aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue une subvention au titre de la rentrée de septembre 2020 conformément aux montants précisés en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 pour deux établissements AGESPA et INFA, d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 pour l'établissement INFA et d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 pour tous les autres établissements, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

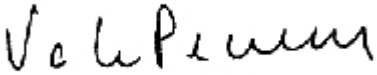
Affecte une autorisation d'engagement de 3 725 204 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 113 «formation certifiante des personnes en recherche d'emploi», programme HP113-011 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture», action 11101101 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture » du budget 2020.

Article 5 : Transfert de subventions suite à cession d'activité d'un organisme de formation

Décide de transférer à la société AFPS (Groupe ORPEA) les subventions d'un montant de 19 468,40 euros (n° 19006676), 41 718 euros (n° 19006640), 62 577 euros (n° 20000027) et 48 671 euros (n°20000011) attribuées antérieurement à l'association AFPS pour le financement de la formation continue d'aide-soignant et/ou d'auxiliaire puéricultrice au titre du PRIC et du PQFC par délibérations n°CP 2019-276 du 3 juillet 2019 et n°CP 2020-013 du 31 janvier 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'avenant de transfert joint en annexe n°7 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178749-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Tableau récapitulatif des subventions fonctionnement et investissement 2020 en simulation santé

Subvention Simulation (fonctionnement et investissement) au titre de l'année 2020

Dépt	Etablissement	Fonctionnement				Investissement			
		Base subventionnable	Subvention Région	%	N° dossier IRIS	Base subventionnable	Subvention Région	%	N° dossier IRIS
75	AP-HP - ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS	131 501	92 051	70%	20004419	132 608	92 826	70%	EX049023
	UNIVERSITE DE PARIS	52 663	30 017	57%	EX049099	223 366	127 318	57%	20004440
Total 75		**184 164**	**122 068**	**66%**		**355 974**	**220 144**	**62%**	
78	CENTRE HOSPITALIER DE RAMBOUILLET	39 472	27 630	70%	EX049073	21 129	14 790	70%	20004438
Total 78		**39 472**	**27 630**			**21 129**	**14 790**		
94	UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL	163 984	114 789	70%	EX049198	350 587	244 354	70%	20004476
Total 94		**163 984**	**114 789**	**70%**		**350 587**	**244 354**	**70%**	
Total Ile de France		**387 620**	**264 487**	**68%**		**727 690**	**479 288**	**66%**	

Annexe 2 - Fiches projet relatives à la simulation en santé

DOSSIER N° EX049073 - Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - CENTRE HOSPITALIER DE RAMBOUILLET

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement) (n° 00001160)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 931-13-65738-113001-1800
Action : 11300102- Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement)	39 472,00 € TTC	70,00 %	27 630,00 €
	Montant total de la subvention		27 630,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER GENERAL RAMBOUILLET
Adresse administrative : 5-7 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur JEAN MARC BOUSSARD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisicplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et internes en médecine.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Mise en œuvre de "l'Atelier de soin", projet visant à la formation par simulation interdisciplinaire au repérage et à la prise en charge non programmée des femmes victimes de violences au sein du couple.

Ces séances de simulation abordent la dimension médicale, somatique et psychiatrique, médicolégale, sociale, judiciaire de la prise en charge. Ces journées visent avant tout à offrir aux étudiants la maîtrise pratique d'un ensemble solide de compétences afin qu'ils soient en mesure, une fois professionnels, d'offrir un environnement de soin favorable au repérage et de mettre en place un parcours de prise en charge adapté à chaque situation.

Ces séances se tiendront entre novembre 2020 et juillet 2021 au centre hospitalier de Rambouillet, au sein même de services de soins. Elles seront dispensées aux étudiants en soins infirmiers de 3eme

année des IFSI de Rambouillet et Versailles et aux internes en médecine en stage au centre hospitalier et au SAMU 78.
Elles visent à former 120 étudiants dont 90 étudiants en soins infirmiers par groupe de 10, chaque étudiant recevra 2 journées de formation au cours desquelles seront déroulés 2 scenarios principaux de simulation. Des scénarios plus courts, séquentiels, sont disponibles (plusieurs scénarios similaires pour les mêmes séquences, de complexité variable) et déployés sur le temps de débriefing et lors des jeux de rôle pour revenir sur des éléments précis.

Ces séances nécessitent un financement en fonctionnement conformément au plan détaillé ci-dessous.

Le financement des équipements nécessaires à la réalisation du projet est détaillé dans la fiche projet 20004438.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 75% de l'ensemble des étudiants, le taux d'intervention régionale maximal de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel		
personnel enseignant		
0,2 ETP praticien hospitalier	22 280,00	56,45%
0,1 ETP personnel paramédical	4 657,00	11,80%
personnel administratif		
0,2 ETP attachée d'administration	8 285,00	20,99%
intervenants extérieurs		
acteurs	4 000,00	10,13%
consommables		
matériel de maquillage 2 kits	250,00	0,63%
Total	39 472,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	27 630,00	70,00%
autres financements (centre hospitalier de Rambouillet)	11 842,00	30,00%
Total	39 472,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° EX049099 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - UNIVERSITÉ DE PARIS

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement) (n° 00001160)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 931-13-65738-113001-1800
Action : 11300102- Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement)	52 663,00 € TTC	57,00 %	30 017,00 €
	Montant total de la subvention		30 017,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et étudiants en médecine de 6ème année

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation au cours de l'année universitaire 2020/2021 par le groupement Université de Paris et ses 6 IFSI associés (Saint Joseph, Diaconesses de Reuilly, Sainte-Anne, Nanterre, Saint-Maurice, lycée Rabelais) de séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année et étudiants en médecine de 6ème année. Les séances se tiendront au sein du département de simulation Ilumens de l'Université.
17 séances de 4h divisées en 4 ateliers d'une heure seront proposées aux 512 étudiants en soins infirmiers du groupement et aux 384 étudiants de 6ème année de médecine pour qui il s'agira d'un enseignement obligatoire. Les étudiants seront convoqués par groupe de 56 dont 32 ESI et 24 étudiants en médecine répartis en sous-groupes de 14 étudiants qui passeront à tour de rôle sur les différents ateliers.
2 ateliers sur mannequin haute-fidélité et 2 ateliers avec patient standardisé sont prévus dans les

contextes suivants donnés à titre indicatif:
- choc hémorragique chez un patient diabétique en post-opératoire amputé d'un membre inférieur
- un atelier sur mannequin haute-fidélité nourrisson avec un scenario d'arrêt cardio-circulatoire d'origine hypoxique chez un nourrisson de 6 mois présentant une bronchiolite.
- un atelier avec une patiente standardisée de 56 ans consultant en cancérologie pour une annonce de diagnostic de cancer du sein.
- patiente standardisée de 20 ans consultant son diabétologue et l'infirmière coordinatrice du service à la suite du diagnostic de diabète de type I fait il y a un mois.

Ces enseignements permettront d'améliorer la coordination des soins en interdisciplinarité, d'aider à identifier une urgence et à pratiquer les gestes permettant de porter secours en milieu hospitalier ou encore d'apprendre à expliquer l'importance des traitements et des règles hygiéno-diététiques et d'aborder les difficultés psychologiques liées à l'annonce de maladies.

Ces séances nécessitent un financement en fonctionnement conformément au plan détaillé ci-dessous.

Le financement des équipements nécessaires à la réalisation du projet est détaillé dans la fiche projet 20004440.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 57% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 57% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (salaires brut chargés)		
personnel enseignant		
charges de personnel	0,00	0,00%
0,10 ETP PUPH	7 707,00	14,63%
0,17 ETP CCA	3 674,00	6,98%
Autres services extérieurs	0,00	0,00%
264 heures médecins vacataires enseignants	16 896,00	32,08%
personnel technique (charges de personnel)		
0,07 ETP responsable technique plateforme	2 247,00	4,27%
0,07 ETP assistant technique plateforme	1 564,00	2,97%
0,5 ETP stagiaire plateforme	2 700,00	5,13%
Personnel administratif (charges de personnel)		
0,02 ETP coordinatrice administrative	761,00	1,45%
1 ETP stagiaire	5 400,00	10,25%
Intervenants extérieurs		
170 heures patients standardisés	5 100,00	9,68%
Autres dépenses		
consommables (masques et lunettes à oxygène, stéthoscopes, cathéters auto-rétractables, tubulures, …)	734,00	1,39%
Abonnement annuel pour l'accès à une plateforme de création et de gestion de questionnaires en ligne	5 880,00	11,17%
Total	52 663,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	30 017,00	57,00%
fonds propres Ilumens	22 646,00	43,00%
Total	52 663,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° EX049198 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL - VAL DE MARNE

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement) (n° 00001160)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 931-13-65738-113001-1800
Action : 11300102- Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement)	163 984,00 € TTC	70,00 %	114 789,00 €
	Montant total de la subvention		114 789,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : UNIVERSIT PARIS EST CR TEIL 94010 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisciplinaire entre étudiants en médecine de 2ème et 5ème année et étudiants en soins infirmiers de 3ème année.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en œuvre de séances de simulation entre les étudiants en médecine de DFGSM2 (2ème année), de DFASM2 (5ème année) de l'UPEC et les étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année de plusieurs IFSI de ce groupement universitaire (Henri Mondor, Emile Roux, Melun, GHEF Nord 77, CH Sud 77). Ce projet dit ASPIRE « Apprendre par la Simulation les Pratiques professionnelles et à Interagir avec les autREs » vise à former 965 étudiants dont 640 en soins infirmiers.
Les séances se tiendront dans 5 des 7 IFSI impliqués dans le projet (Henri Mondor, Emile Roux, Fontainebleau, Melun, Meaux) dans les contextes suivants donnés à titre indicatif:
-prise en charge d'un patient agressif suspect de tuberculose avec 3 scénarios différents visant à identifier et réaliser les différentes procédures techniques pour aboutir au diagnostic, insister sur les mesures d'hygiène à adopter pour le patient, son entourage et pour l'équipe soignante et enfin apprendre la gestion des conflits et du stress en rapport avec l'agressivité du patient.

-gestion d’une patiente suspecte de rechute de cancer du sein sur fracture du col du fémur opéré, avec également avec 3 scénarios différents, visant à développer les compétences relationnelles dans le cadre de maladie grave, à gérer la douleur et les soins quotidiens et post-chirurgicaux en conditions aseptiques chez une personne en perte d’autonomie, nécessitant la collaboration de plusieurs professionnels.

Tous les ESI et étudiants de DFGSM2 assisteront aux 2 séances qui comportent chacune 3 scénarios. Les étudiants en médecine de DFASM2 participeront à 1 seule des 2 séances. Ce sont au total 186 séances de 4 heures qui seront dispensées à des groupes de 10 à 11 étudiants.

Ces séances nécessitent un financement en fonctionnement conformément au plan détaillé ci-dessous.

Le financement des équipements nécessaires à la réalisation du projet est détaillé dans la fiche projet 20004476.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 70% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (charges de personnel ou autres services extérieurs, salaire brut chargé)		
personnel enseignant		
séances de simulation		
0.54 ETP cadre de santé formateur	39 135,00	23,87%
0.36 ETP CCA enseignant médecin	26 777,00	16,33%
0.10 ETP ingénieur	3 960,00	2,41%
création des dispositifs pédagogiques		
0.10 ETP ingénieur	3 960,00	2,41%
0.40 ETP cadre de santé formateur	28 989,00	17,68%
0,09 ETP CCA-AHU	6 930,00	4,23%
suivi de projet		
0.30 ETP cadre formateur	21 742,00	13,26%
personnel technique		
0.20 ETP ASH (agents logistiques)	8 249,00	5,03%
personnel administratif		
0.30 ETP catégorie A	21 742,00	13,26%
remboursement frais de déplacement des CCA	1 500,00	0,91%
consommables (antiseptiques, gants, compresses...)	1 000,00	0,61%
Total	163 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	114 789,00	70,00%
UPEC	49 195,00	30,00%
Total	163 984,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° 20004419 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement) (n° 00001160)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 931-13-65738-113001-1800
Action : 11300102- Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (fonctionnement)	131 501,00 € TTC	70,00 %	92 051,00 €
	Montant total de la subvention		92 051,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA 75004 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisicplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et étudiants en médecine de 4ème année.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation de séances interdisciplinaires par le groupement Sorbonne Université et ses 11 IFSI associés dont 4 de l'APHP. Les séances seront proposées à l'ensemble des étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année des 11 IFSI, soit environ 900 étudiants, et aux 400 étudiants de médecine de 4ème année en fin d'année universitaire 2020/2021.

Les 30 séances de 4h prévues se tiendront dans les salles de simulation de l'IFSI Picpus et de l'hôpital Trousseau. Cet enseignement obligatoire pour les étudiants vise à favoriser l'acquisition des règles de communication en équipe, selon les recommandations SAED (Situation Antécédent Evaluation Demande) élaborées par la HAS (Haute autorité de santé). Ces formations interdisciplinaires permettront de renforcer la cohésion d'équipe, facteur indissociable de la qualité et de la sécurité des soins. Des groupes de 45 étudiants participeront aux séances répartis en 3 ateliers dont 2 haute-fidélité et un hybride (haute-fidélité + patient standardisé). 2 à 3 scenarrii seront joués par atelier permettant ainsi un nombre important

de mises en situation dans les contextes suivants donnés à titre indicatif :
-femme de 75 ans hospitalisée pour un œdème aigu du poumon en attente d'une place dans le service de cardiologie
-patiente de 53 ans hospitalisée en hématologie pour une leucémie aigüe myéloblastique
-parent anxieux face à un début de bronchiolite

Un temps de convivialité de 30 minutes autour d'un "challenge" sur la qualité des compressions thoraciques entre les participants, contribuera à diminuer la sensation de pression et à encourager l'esprit d'équipe. L'ensemble des scenarii s'appuie sur l'outil de communication SAED. Ils permettront aux étudiants d'apprendre à reconnaître une urgence, à savoir alerter et appeler à l'aide, à dépister une anomalie, à mettre en œuvre une communication verbale et non verbale, à se positionner en équipe...

Ces séances nécessitent un financement en fonctionnement conformément au plan détaillé ci-dessous.

Le financement des équipements nécessaires à la réalisation du projet est détaillé dans la fiche projet EX049023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 70% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges de personnel		
personnel enseignant		
0.24 ETP IADE	16 311,00	12.68%
0.5 ETP cadre formateur	26 714,00	21,09%
personnel technique		
0.5 ETP aide-soignant logisticien	19 444,00	15,35%
consommables	3 530,00	2,79%
Intervenants extérieurs		
réalisation d'une vidéo	1 452,00	1,15%
intervenants occasionnels	24 600,00	19,42%
Autres services extérieurs		
0.15 ETP PUPH	12 824,00	7.77%%
0.19 ETP formateurs médecins CCA	13 533	10.52%
0.15 ETP adjoint administratif	6 943,00	5,48%
intervenants occasionnels	6 150,00	4,86%
Total	131 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	92 051,00	70,00%
part Sorbonne université	39 450,00	30,00%
Total	131 501,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° EX049023 - Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement) (n° 00001161)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-1800
Action : 11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement)	132 608,00 € TTC	70,00 %	92 826,00 €
	Montant total de la subvention		92 826,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA 75004 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisicplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et étudiants en médecine de 4ème année.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de démarrer cette action dès la rentrée universitaire 2020/2021, il est proposé d'acquérir le matériel d'investissement nécessaire à compter du 1er juillet 2020

Description :
Réalisation de séances interdisciplinaires par le groupement Sorbonne Université et ses 11 IFSI associés dont 4 de l'APHP. Les séances seront proposées à l'ensemble des étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année des 11 IFSI, soit environ 900 étudiants, et aux 400 étudiants de médecine de 4ème année en fin d'année universitaire 2020/2021. Les 30 séances de 4h prévues se tiendront dans les salles de simulation de l'IFSI Picpus et de l'hôpital Trousseau. Cet enseignement obligatoire pour les étudiants vise à favoriser l'acquisition des règles de communication en équipe, selon les recommandations SAED (Situation Antécédent Evaluation Demande) élaborées par la HAS (Haute autorité de santé). Ces formations interdisciplinaires permettront de renforcer la cohésion d'équipe, facteur indissociable de la qualité et de la sécurité des soins. Des groupes de 45 étudiants participeront aux séances répartis en 3 ateliers dont 2 haute-fidélité et un hybride (haute-fidélité + patient standardisé).

2 à 3 scenarrii seront joués par atelier permettant ainsi un nombre important de mises en situation dans les contextes suivants donnés à titre indicatif:
-femme de 75 ans hospitalisée pour un œdème aigü du poumon en attente d'une place dans le service de cardiologie.
-patiente de 53 ans hospitalisée en hématologie pour une leucémie aigüe myéloblastique
-parent anxieux face à un début de bronchiolite

Un temps de convivialité de 30 minutes autour d'un "challenge" sur la qualité des compressions thoraciques entre les participants, contribuera à diminuer la sensation de pression et à encourager l'esprit d'équipe. L'ensemble des scenarii s'appuie sur l'outil de communication SAED. Ils permettront aux étudiants d'apprendre à reconnaître une urgence, à savoir alerter et appeler à l'aide, à dépister une anomalie, à mettre en œuvre une communication verbale et non verbale, à se positionner en équipe...

Ce projet nécessite l'achat de matériel audio-visuel (caméras, interconnexion entre les salles...), informatique et de petits travaux d'aménagement sur les 2 sites (installation des fluides médicaux, cablage informatique et électrique, dépose de cloisons, retrait de plans de travail, pose de vitre...)

Le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ce projet est détaillé dans la fiche projet 20004419.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 70% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dispositifs d'aspiration portable	1 270,00	0,96%
climatiseurs portables	9 824,00	7,41%
matériel audiovisuel (caméra, système d'interconnexion entre les salles...)	9 404,00	7,09%
matériel informatique	5 905,00	4,45%
chaises pliantes	2 265,00	1,71%
installation fluides médicaux	18 243,00	13,76%
travaux site Trousseau	53 545,00	40,38%
travaux site Picpus	32 152,00	24,25%
Total	132 608,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	92 826,00	70,00%
APHP CFDC	13 261,00	10,00%
APHP 6	13 260,00	10,00%
Sorbonne Université	13 261,00	10,00%
Total	132 608,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° 20004438 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - CENTRE HOSPITALIER DE RAMBOUILLET

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement) (n° 00001161)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-1800
Action : 11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement)	21 129,00 € TTC	70,00 %	14 790,00 €
	Montant total de la subvention		14 790,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER GENERAL RAMBOUILLET
Adresse administrative : 5-7 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur JEAN MARC BOUSSARD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et internes en médecine.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en oeuvre de "l'Atelier de soin", projet visant à la formation par simulation interdisciplinaire au repérage et à la prise en charge non programmée des femmes victimes de violences au sein du couple. Ces séances de simulation abordent la dimension médicale, somatique et psychiatrique, médicolégale, sociale, judiciaire de la prise en charge. Ces journées visent avant tout à offrir aux étudiants la maîtrise pratique d'un ensemble solide de compétences afin qu'ils soient en mesure, une fois professionnels, d'offrir un environnement de soin favorable au repérage et de mettre en place un parcours de prise en charge adapté à chaque situation.
Ces séances se tiendront entre novembre 2020 et juillet 2021 au centre hospitalier de Rambouillet, au sein même de services de soins. Elles seront dispensées aux étudiants en soins infirmiers de 3eme année des IFSI de Rambouillet et Versailles et aux internes en médecine en stage au centre hospitalier et au SAMU 78.
Elles visent à former 120 étudiants dont 90 étudiants en soins infirmiers par groupe de 10, chaque

étudiant recevra 2 journées de formation au cours desquelles seront déroulés 2 scenarios principaux de simulation. Des scénarios plus courts, séquentiels, sont disponibles (plusieurs scénarios similaires pour les mêmes séquences, de complexité variable) et déployés sur le temps de débriefing et lors des jeux de rôle pour revenir sur des éléments précis.

Ce projet nécessite l'achat de matériel audiovisuel.

Le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ce projet est détaillé dans la fiche projet EX049073.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 75% de l'ensemble des étudiants, le taux d'intervention régionale maximal de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
matériel audiovisuel pour de la simulation (caméra, écran, logiciel)	21 129,00	100,00%
Total	21 129,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	14 790,00	70,00%
fonds propres du centre hospitalier	6 339,00	30,00%
Total	21 129,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-219

DOSSIER N° 20004440 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - UNIVERSITÉ DE PARIS

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement) (n° 00001161)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-1800
Action : 11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement)	223 366,00 € TTC	57,00 %	127 318,00 €
	Montant total de la subvention		127 318,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en soins infirmiers de 3ème année et étudiants en médecine de 6ème année

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation au cours de l'année universitaire 2020/2021 par le groupement Université de Paris et ses 6 IFSI associés (Saint Joseph, Diaconesses de Reuilly, Sainte-Anne, Nanterre, Saint-Maurice, lycée Rabelais) de séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année et étudiants en médecine de 6ème année. Les séances se tiendront au sein du département de simulation Ilumens de l'Université.
17 séances de 4h divisées en 4 ateliers d'une heure seront proposées aux 512 étudiants ESI du groupement et aux 384 étudiants de 6ème année de médecine pour qui il s'agira d'un enseignement obligatoire. Les étudiants seront convoqués par groupe de 56 dont 32 ESI et 24 étudiants en médecine répartis en sous-groupes de 14 étudiants qui passeront à tour de rôle sur les différents ateliers.
2 ateliers sur mannequin haute-fidélité et 2 ateliers avec patient standardisé sont prévus dans les contextes suivants donnés à titre indicatif:
- choc hémorragique chez un patient diabétique en post-opératoire amputé d'un membre inférieur

- un atelier sur mannequin haute-fidélité nourrisson avec un scenario d'arrêt cardio-circulatoire d'origine hypoxique chez un nourrisson de 6 mois présentant une bronchiolite.
- un atelier avec une patiente standardisée de 56 ans consultant en cancérologie pour une annonce de diagnostic de cancer du sein.
- patiente standardisée de 20 ans consultant son diabétologue et l'infirmière coordinatrice du service à la suite du diagnostic de diabète de type I fait il y a un mois.

Ces enseignements permettront d'améliorer la coordination des soins en interdisciplinarité, d'aider à identifier une urgence et à pratiquer les gestes permettant de porter secours en milieu hospitalier ou encore d'apprendre à expliquer l'importance des traitements et des règles hygiéno-diététiques et d'aborder les difficultés psychologiques liées à l'annonce de maladies.

Ce projet nécessite des investissements en matériel auido-visuel, informatique et l'acquisition d'une solution de débriefing et d'évaluation qui permet d'utiliser les annotations, les données audio et vidéo de la séance et du moniteur patient, dans une interface en ligne unique.

Le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ce projet est détaillé dans la fiche projet EX049099.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 57% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 57% est donc appliqué.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
mannequin haute-fidélité	65 193,00	29,19%
matériel micro-informatique (tablettes, disque dur..)	3 197,00	1,43%
matériel audio-visuel (enregisteur IP..)	611,00	0,27%
Plateforme de gestion en ligne d'éducation en santé par la simulation, solution de débriefing	151 977,00	68,04%
2 chariots d'urgence	2 388,00	1,07%
Total	223 366,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	127 318,00	57,00%
fonds propres Ilumens	96 048,00	43,00%
Total	223 366,00	100,00%

DOSSIER N° 20004476 - 2020 Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine - UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL - VAL DE MARNE

Dispositif : Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement) (n° 00001161)
Délibération Cadre : CP2019-119 du 19/03/2019
Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-1800
Action : 11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Simulation interdisciplinaire à destination des étudiants en formation sanitaire et en médecine (investissement)	350 587,00 € TTC	70,00 %	244 354,00 €
	Montant total de la subvention		244 354,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE
Adresse administrative : UNIVERSIT PARIS EST CR TEIL 94010 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants en médecine de 2ème et 5ème année et étudiants en soins infirmiers de 3ème année.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mise en oeuvre de séances de simulation entre les étudiants en médecine de DFGSM2 (2ème année), de DFASM2 (5ème année) de l'UPEC et les étudiants en soins infirmiers (ESI) de 3ème année de plusieurs IFSI de ce groupement universitaire (Henri Mondor, Emile Roux, Melun, GHEF Nord 77, CH Sud 77). Ce projet dit ASPIRE « Apprendre par la Simulation les Pratiques professionnelles et à Interagir avec les autREs » vise à former 965 étudiants dont 640 en soins infirmiers. Les séances se tiendront dans 5 des 7 IFSI impliqués dans le projet (Henri Mondor, Emile Roux, Fontainebleau, Melun, Meaux) dans les contextes suivants donnés à titre indicatif:
-prise en charge d'un patient agressif suspect de tuberculose avec 3 scénarios différents visant à identifier et réaliser les différentes procédures techniques pour aboutir au diagnostic, insister sur les mesures d'hygiène à adopter pour le patient, son entourage et pour l'équipe soignante et enfin apprendre la gestion des conflits et du stress en rapport avec l'agressivité du patient.
-gestion d'une patiente suspecte de rechute de cancer du sein sur fracture du col du fémur opéré, avec

également 3 scénarios différents, visant à développer les compétences relationnelles dans le cadre de maladie grave, à gérer la douleur et les soins quotidiens et post-chirurgicaux en conditions aseptiques chez une personne en perte d'autonomie, nécessitant la collaboration de plusieurs professionnels.

Tous les ESI et étudiants de DFGSM2 assisteront aux 2 séances qui comportent chacune 3 scénarios. Les étudiants en médecine de DFASM2 participeront à 1 seule des 2 séances. Ce sont au total 186 séances de 4 heures qui seront dispensées à des groupes de 10 à 11 étudiants.

Ce projet nécessite la réalisation de travaux d'aménagement pour la création de salles de simulation et de débriefing à l'IFSI Henri Mondor (dépose de cloisons, peinture, pose de vitre...) ainsi que dans une moindre mesure à l'IFSI Emile Roux. Des achats de mannequins haute-fidélité, de matériel audio-visuel et informatique devront également être engagés.

Le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ce projet est détaillé dans la fiche projet EX049198.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les étudiants en soins infirmiers représentent 70% de l'ensemble des étudiants, un taux d'intervention régionale de 70% est donc appliqué.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
mannequins haute fidélité	153 706,00	43,84%
travaux pour la création de 2 salles de simulation et de debriefing à l'IFSI Henri Mondor	96 410,00	27,50%
travaux pour l'aménagement d'une salle à l'IFSI Emile Roux	17 314,00	4,94%
matériel audiovisuel	70 670,00	20,16%
équipement informatique (ordinateur...)	1 511,00	0,43%
armoires de rangement	1 242,00	0,35%
têtes de lit	9 734,00	2,78%
Total	350 587,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention régionale	244 354,00	69,70%
CFDC APHP	64 375,00	18,36%
CH Sud 77 Melun	1 921,00	0,55%
UPEC	39 937,00	11,39%
Total	350 587,00	100,00%

Annexe 3 - Convention type simulation en santé interdisciplinaire

CONVENTION N°

relative au financement par la Région Ile-de-France de séances de simulation interdisciplinaires entre étudiants sanitaires et étudiants en médecine

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP XXX,

ci-après dénommée *la Région*

d'une part,

et

L'Organisme : ……
Adresse : ……
Statut juridique : ……
n° SIRET : ……
Code APE : ……
représenté par, ……..
en vertu de ……
ci-après dénommée *le bénéficiaire*,

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif généralisation des séances interdisciplinaires de simulation en santé entre étudiants sanitaires et étudiants en médecine adopté par délibération de la Commission permanente n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 (réf dossier IRIS EX…).

L'attribution par la Région d'une (de) subvention(s) et son (leur) versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération CR 01-16 du 22 janvier 2016 et du règlement d'intervention pour le généralisation des séances interdisciplinaires de simulation en santé entre étudiants sanitaires et étudiants en médecine adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019-119 du 19 mars 2019.

Conformément au règlement CP 2019-119 du 19 mars 2019, la(es) subvention(s) ne peut(vent) financer que la quote-part des étudiants sanitaires et non celle des étudiants en médecine.

Il est rappelé que l'aide régionale, objet de la présente convention, ne concerne que le financement de formations initiales dans le secteur paramédical et maïeutique. En conséquence, cette participation régionale n'est pas une aide d'Etat au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n°XXX du XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir XXXXXXXXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'(es)annexe(s) dénommée(s) « fiche projet XXX » et « fiche projet XXXX » de la présente convention : XXXXX. Cette opération doit s'éxécuter dans le cadre de l'année universitaire XXX.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire [rayer le cas échéant les mentions inutiles] :

- La subvention de fonctionnement suivante :

Libellé subvention	Montant des dépenses éligibles	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet XXXX » de la présente convention.

- La subvention d'investissement suivante :

Libellé subvention	Montant des dépenses éligibles	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet XXXX» de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, l'opération dont le contenu est précisé dans l'(es) annexe(s) dénommée(s) « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des équipements subventionnés à l'usage exclusif de son activité de l'organisme pendant une durée de 5 ans.

En cas de cessation partielle ou totale de l'activité, le bénéficiaire s'engage à informer officiellement le repreneur de la totalité des obligations de la présente convention. Il s'engage également à informer la Région par lettre recommandée avec accusé de réception de ladite transmission et à lui communiquer le nom, l'adresse et le statut juridique du repreneur.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme Mes Démarches selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

[le cas échéant] **Article 2.3 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Des feuilles de présence signées des étudiants lors des séances de simulation objet de la présente convention devront notamment pouvoir être mises à disposition de la Région en cas de besoin.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Tous les évènements de relations publiques ou opération de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région. De même, le

bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la/des subvention(s), le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de versement ou une demande de paiement d'un premier acompte, la dite subvention devient caduque et est annulée.

Le solde de la/des subvention(s) doit être appelé au plus tard avant la fin de l'année qui suit la délibération d'attribution de la/des subvention(s). A défaut, la/les subvention(s) devien(nnen)t caduque(s) et est (sont) annulée (s).

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la/des subvention(s) régionale(s) est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme,
- la demande précise notamment les frais de personnel engagés, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- la demande de versement de subvention est remplie et signée par l'organisme qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

L'organisme peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements prévus, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie dans la limite de 80 % du montant total de chaque subvention attribuée.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de chaque subvention attribuée, et dans la limite de 80 % de la subvention.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de chaque subvention attribuée.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La/les subvention(s) ne peut/peuvent être versée(s) en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et de la réalisation complète de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un bilan de l'action conformément à ce que prévoit le règlement d'intervention CP 2019-119.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est également subordonné à :
- la signature du comptable public du bénéficiaire attestant la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées, les frais de personnel engagés. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est en outre subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées, les frais de personnel engagés. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le(s) montant(s) de la/des subvention(s), tel qu'indiqué(s) à l'article 1 de la présente convention, constitue(nt) un plafond.

Les subventions de fonctionnement et d'équipement sont indépendantes, leur plafond n'est pas fongible.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXX**.**

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXX. Elle prend fin, une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2.1 pour les bénéficiaires de subventions d'investissement (équipement), ou au versement du solde pour les bénéficiaires de subventions de fonctionnement exclusivement, et en tout état de cause en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Région la durée totale d'amortissement du bien au moment de la signature de ladite convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées. Afin d'éviter la requalification de tout ou partie de la subvention régionale en aide d'Etat incompatible, au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, le montant de la subvention régionale peut être révisé dans le cas d'une diminution substantielle de la part de formations initiales dispensées par le bénéficiaire.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du bilan de l'action.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu au troisième paragraphe de l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée =
Montant de la subvention versée x (durée d'amortissement restante / durée d'amortissement totale)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'(es) annexe (s) dénommée(s) « fiche projet » adoptée(s) par délibération n°XXXXX.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour le bénéficiaire,

XXXXX
(*signature, nom et qualité du signataire et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional,

Annexe 4 - Avenant N° 2 à la convention de partenariat entre l'ADERE et Sorbonne Université

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

relative à l'organisation des formations conduisant à la délivrance du diplôme d'Etat d'ergothérapeute en vue de l'obtention d'un grade de licence

Entre :

La région Ile-de-France représentée par sa Présidente Mme Valérie PECRESSE, et désignée ci-après « la Région »,

L'organisme gestionnaire de l'institut de formation en ergothérapie ADERE représenté par…… .., **et désigné ci-après « IFE»,**

L'Université coordinatrice, Sorbonne Université, comportant un secteur santé, représentée par son Président, M. Jean CHAMBAZ, et désignée ci-après « l'Université »,

Ensemble dénommés « Les Parties »

VU l'arrêté du 23 septembre 2014 relatif à la création d'une annexe «Supplément au diplôme» pour les formations paramédicales d'infirmier, d'ergothérapeute, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de pédicure-podologue et d'infirmier anesthésiste,

VU l'arrêté du 12 août 2015 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute,

VU l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif aux modalités d'organisation de la validation des acquis de l'expérience pour l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute

VU la délibération n° CP 13-632 en date du 17 octobre 2013,

VU la délibération n° CP 15-022 du 29 janvier 2015,

VU la délibération n° CP 2018-465 en date du 17 octobre 2018 relative à la prorogation des partenariats universitaires et au complément de subvention de fonctionnement,

VU la délibération n° CP 2020-219 du 27 mai 2020,

APRES AVOIR RAPPELE :

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée de la convention jusqu'à la fin de l'année universitaire 2019/2020 dans l'attente de l'adoption d'une nouvelle convention pluriannuelle.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

L'article 9 est remplacé par les dispositions suivantes :

La présente convention expire le 31 août 2020.

ARTICLE 2 :

Le présent avenant prend effet à compter du 1er avril 2020.

Toutes les autres stipulations de la convention adoptée par délibération n° CP 13-632 du 17 octobre 2013 modifiées par l'avenant n°1 adopté par délibération n° CP 2018-465 du 17 octobre 2018 demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 27 mai 2020

Pour la région Ile-de-France,
La Présidente du conseil régional
Par délégation

Pour l'organisme gestionnaire de l'Institut de Formation en Ergothérapie ADERE

Pour l'université coordinatrice,
Le Président de Sorbonne Université

Annexe 5 - Convention de partenariat entre la Région et Pôle Emploi Ile de France au titre de l'année 2020

CONVENTION DE PARTENARIAT 2020
ENTRE LA REGION Ile-de-France ET POLE EMPLOI Ile-de-France
PORTANT SUR LES MODALITES DE FINANCEMENT
DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

Entre :

La Direction Régionale Pôle emploi Ile de France
Immeuble Pluton,
3, rue Galilée
93160 Noisy Le Grand

Représentée par le Directeur Régional Ile de France, Monsieur Philippe BEL,

Ci-après dénommée « Pôle emploi Ile-de-France »

Et

La région Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération n° CP n° 2020-219

Ci-après dénommée « la Région »,

Les parties conviennent de ce qui suit :

Préambule

La loi de décentralisation du 13 août 2004 a transféré un certain nombre de compétences aux conseils régionaux, notamment le financement des formations ouvertes sur concours du secteur sanitaire et social.

La loi du 5 mars 2014 relative à la réforme professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a renforcé les prérogatives de la Région en matière de pilotage et de structuration des formations sanitaires et sociales qui intègrent désormais le Service Public Régional de Formation Professionnelle.

Depuis 2009, la Région et Pôle emploi Ile-de-France se sont mobilisés pour soutenir la qualification professionnelle des demandeurs d'emploi dans le secteur sanitaire et social en cofinançant des parcours complets de formation pour les aides-soignants et auxiliaires de puériculture dans une logique de gratuité.

Le volume des formations d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture financées en 2020 par la Région conjointement avec Pôle emploi et l'Etat via le PRIC, concernait environ 950 demandeurs d'emploi.

Afin de répondre aux besoins en emploi dans le domaine de la santé et des services à la personne, la Région et Pôle emploi Ile-de-France ont décidé de poursuivre leur effort de financement des formations régionales sanitaires et sociales spécifiquement sur les métiers d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture pour les demandeurs d'emploi domiciliés en Ile-de-France afin de favoriser leur retour à l'emploi.

Depuis 2016, Pôle emploi Ile-de-France et la Région ont décidé de modifier les modalités de cofinancement et de procéder par voie de subvention versée par Pôle emploi à la Région.

Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de l'accord cadre de partenariat entre la région Ile de France et Pôle emploi Ile de France pour 2016-2019 du 10 Février 2016 (CR 33-16) par lequel la Région et Pôle emploi Ile-de-France se sont engagés à poursuivre et renforcer le partenariat relatif aux modalités de financement des formations sanitaires et sociales.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pôle emploi à la politique publique de la Région en matière d'accès à la formation professionnelle dans les secteurs sanitaire et social, afin de contribuer à la réalisation d'actions de formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi d'Ile-de-France. Les deux parties s'engagent à garantir la gratuité des formations régionales d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture pour ces publics sur la durée de la convention, dans la limite du budget disponible.

Les actions de formation professionnelle visées par la présente convention sont les parcours complets de formation d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture dispensés par les organismes de formation autorisés et financés par la région Ile-de-France dont les rentrées se déroulent chaque année en janvier et septembre. Les établissements concernés sont les centres qui ont été labellisés par la Région et couvrent l'ensemble des départements de l'Ile-de-France.

Article 2 : La subvention

2.1 Montant de la subvention

Pôle emploi s'engage à participer financièrement à la politique de la Région Ile-de-France en matière de formation professionnelle par le versement d'une subvention à la Région aux fins de réalisation d'actions de formation visées à l'article 1er. Le montant de la subvention de Pôle emploi pour l'année 2020 est fixé à 1 500 000 euros.

La Région et Pôle emploi Ile-de-France prennent en charge les coûts de formation déduction faite de la participation d'autres financeurs dans la limite des enveloppes définies chaque année.

2.2 Modalités de versement - remboursement

La participation financière de Pôle emploi est versée à la Région selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement de la subvention est réalisé par appel de fonds de la Région auprès de Pôle emploi en une seule fois et au plus tard le 30 juin 2020.

Le versement est effectué sur le compte établi au nom du Conseil Régional Ile de France ouvert à la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086
IDENTIANT SWIFT de la BDF (BIC) BDFEFRPPXXX

Dans le délai maximum d'un an suivant l'expiration de la présente convention, la Région restituera à Pôle emploi le montant de la subvention qui le cas échéant n'aura pas été affecté à la réalisation de ces actions de formation professionnelle.

Article 3 : Les conditions de mise en œuvre

La Région et Pôle emploi Ile-de-France s'inscrivent dans une démarche de simplification du dispositif et de respect du décret qualité n°2015-790 entré en vigueur au 1er janvier 2017.

3.1 Obligation des organismes labellisés (dont la liste figure en annexe 1)

Au regard du décret qualité n° 2015-790 du 30 juin 2015

Pôle emploi et la Région sont concernés par le décret n°2015-790 du 30 juin 2015 en tant que financeurs de formations. Ce décret vise à garantir que les organismes dispensant des formations financées par Pôle emploi soient en capacité de réaliser des actions de formation de qualité.
Pour cela, le décret précise les six critères qualité avec lesquels les organismes de formation labellisés doivent être en conformité, et que les financeurs doivent vérifier pour chacun des financements qu'ils engagent :

Article R. 6316-1 du code du travail : « Les critères mentionnés à l'article L. 6316-1 sont :

1° L'identification précise des objectifs de la formation et son adaptation au public formé,

2° L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics de stagiaires,

3° L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation,

4° La qualification professionnelle et la formation continue des personnels chargés des formations,

5° Les conditions d'information du public sur l'offre de formation, ses délais d'accès et les résultats obtenus,

6° La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires.

Au regard de « KAIROS »

Dans un souci d'optimiser et de sécuriser les échanges d'information sur le parcours des demandeurs d'emploi, Pôle emploi met à la disposition des organismes de formation labellisés un applicatif nommé « Kairos ».

Cet applicatif a pour objectifs de faciliter l'entrée en formation des demandeurs d'emploi, de réduire le traitement administratif, de gérer de façon optimale les dossiers des demandeurs d'emploi.
Les organismes labellisés s'engagent à signer une convention avec Pôle emploi qui les autorise à utiliser cette plateforme d'échanges. Elle permet, de façon dématérialisée, la transmission d'informations relatives au parcours de formation et remplace une transmission papier. (Lien sur

www.pole-emploi.org :http://www.pole-emploi.org/informations/conventionnement-a-kairos-@/543/view-article-195008.html)

3.2 Les publics bénéficiaires

Dans le cadre de la mise en œuvre du Service Public Régional de la Formation (SPRF), les demandeurs d'emploi sans diplôme, titre ou certification seront prioritaires dans l'attribution du financement. Pour ce public, aucun critère d'ancienneté d'inscription à Pôle emploi n'est requis.

Dans la limite des crédits disponibles, peuvent également bénéficier de ce financement, les demandeurs d'emploi inscrits, domiciliés en Ile-de-France, remplissant l'une des conditions suivantes :

- être inscrit en catégorie A ou B depuis au moins 6 mois avant l'entrée en formation,
- ou en catégorie D, Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) à la date d'entrée en formation ;
- les sortants de contrats aidés pendant les 12 mois qui suivent la fin du contrat ;

et ayant réussi les épreuves de sélection d'aide-soignant ou d'auxiliaire de puériculture et qui suivent une formation en parcours complet dans les centres labellisés, listés en annexe 1 à la convention.

Pôle emploi et le Conseil Régional s'accordent pour prendre en compte comme éligibles les candidats remplissant les conditions décrites ci-dessus et retenus dans le cadre des nouvelles modalités de sélection qui seront définies par voie réglementaire.

Pour la rentrée de septembre 2020, dans le contexte exceptionnel de mobilisation nationale pour protéger au mieux l'ensemble de la population et éviter les rassemblements et les déplacements propices à la propagation de l'épidémie de Covid-19, des modalités de sélection spécifiques seront mises en places.

3.3 La rémunération des stagiaires

La situation indemnitaire s'apprécie au premier jour de formation et déterminera le type de rémunération versée.

Si le demandeur d'emploi a des droits ouverts en allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE) il bénéficiera, le cas échéant, sous réserve des conditions d'attribution, de l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi–Formation (AREF), et éventuellement de la Rémunération de Fin de Formation (RFF).

Si le demandeur d'emploi n'a pas de droit dans la catégorie ci-dessus : il sera orienté vers la Région pour une demande d'intervention régime public.

La situation indemnitaire s'apprécie au premier jour de formation et déterminera le type de rémunération versée.

3.4 La saisie des informations

. Via KAIROS

Dans la semaine du démarrage de la formation, l'organisme labellisé saisit l'ensemble des données relatives aux stagiaires demandeurs d'emploi dans l'outil KAIROS, conformément aux règles de la convention KAIROS signée entre Pôle emploi et l'organisme labellisé.

- **Via le Conseil Régional**

En parallèle, l'organisme de formation labellisé transmettra à la Région un tableau pour chaque rentrée. Ce tableau comprendra la liste des élèves inscrits par établissement et un certain nombre de critères : Eligibilité au titre du SPRF ou non, bénéficiaire de l'ARE, (Allocation de Retour à l'Emploi Formation) ou non (cf. modèle annexes 2 et 3)

Article 4 : Les modalités de suivi de la convention

La Région s'engage à porter à la connaissance de Pôle emploi un bilan qualitatif et quantitatif à l'issue des deux rentrées, soit au plus tard en mars et octobre de l'année en cours, comprenant les éléments suivants :

- le tableau établi par organisme de formation à chaque rentrée comprenant le nombre d'élèves inscrits par établissement et reprenant un certain nombre de critères : éligibles au titre du SPRF ou non, bénéficiaire de l'ARE, (Allocation de retour à l'emploi formation) ou non (cf. modèle annexe 2)
- un état récapitulatif complet par rentrée avec le volume des DE bénéficiaires par centre de formations et les coûts associés (cf. modèle en annexe 3)
- le taux de réussite global aux examens

Pôle emploi s'engage à informer son réseau des nouvelles modalités de financement des formations sanitaires et sociales.

La Région et Pôle emploi Ile-de-France se réservent la possibilité de se rapprocher des différents organismes de formation pour collecter les informations nécessaires.

Article 5 : Communication

Pôle emploi Ile-de-France et la Région informent les publics concernés, les organismes de formation et leurs partenaires des modalités mises en place dans le cadre de la présente convention.

La Région et Pôle emploi s'engagent à faire mention de leur contribution respective sur tous supports de communication relatifs aux formations cofinancées dans le cadre de la présente convention, ainsi que dans ses relations avec des tiers.

La Région et Pôle emploi organiseront une communication conjointe sur les résultats annuels portant sur ce partenariat. Le comité de pilotage visé à l'article 6 validera le texte de ce bilan.

Les organismes de formations labellisés sont tenus conventionnellement de renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 6 : ANOTEA

A l'issue de la formation, les stagiaires seront contactés par le biais d'un courriel afin de les inviter à évaluer leur formation via l'outil ANOTEA. Ce service numérique été créé conformément à l'objectif 14 de la convention cadre de partenariat conclue entre la région Île-de-France et Pôle emploi intitulé « déployer des services numériques innovants ».

Article 7 : Pilotage de la convention

La Région et Pôle emploi Ile-de-France désignent chacun leurs représentants au comité de pilotage de la présente convention (annexe 4 à la convention).

Le comité de pilotage veille à la mise en œuvre de la convention et procède aux actions correctives en se basant sur les bilans définis à l'article 4 de la convention. Il se réunit une fois par semestre. Il peut se réunir en tant que de besoin d'ici la fin de l'année pour accompagner les organismes de formation sur les évolutions opérationnelles.

Le comité de pilotage s'appuie sur les bilans définis à l'article 4 pour établir et valider un bilan annuel transmis au comité de pilotage de l'accord cadre de partenariat entre la région Ile-de-France et Pôle emploi 2018. Ce bilan permettra de mesurer la portée du partenariat dans le domaine sanitaire et social.

Article 8 : Durée de la convention - Modification – Résiliation - Litiges

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

La présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'une des parties en cas de non-respect des termes de la présente convention. La demande de résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet dans les 6 mois suivants.

Elle peut être révisée par voie d'avenant pour tenir compte des éventuelles évolutions du cadre législatif et réglementaire dans lequel elle est mise en œuvre. Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant.

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le en quatre exemplaires,

Pour la région Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

Pour Pôle emploi Ile-de-France,
Le Directeur Régional,

Philippe BEL

ANNEXE 1

Liste des organismes de formation faisant l'objet du partenariat						
Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Dates de rentrée	
					Janvier	Septembre
75	ABC PUERICULTURE	ABC PUERICULTURE	PARIS	AP	X	
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS		X
	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-Franc	PARIS	AS		X
	Ecole Centrale de Puériculture	Ecole Centrale de Puériculture	PARIS	AP		X
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AS		X
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AP		X
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AS		X
	Lycée Rabelais - GRETA M2S	Lycée Rabelais - GRETA M2S	PARIS	AP		X
TOTAL 75						
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS		X
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP		X
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AS		X
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AP		X
TOTAL 77						
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POISSY	AP		X
	DOMEA	DOMEA	SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	X	
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AS	X	
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AP		X
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AS	X	
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP		X
TOTAL 78						
91	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AS		X
	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AP		X
TOTAL 91						
92	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	
	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS		X
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	X	
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS		X
	IFAC	IFAC	ASNIERES	AP	X	
	IFAC	IFAC	COMBS LA VILLE	AP	X	
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	
	IFAC	IFAC	ASNIERES	AP	X	
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP		X
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY	AP		X
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP		X
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AP		X
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AS		X
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AP		X
	SGM	SGM	SURESNES	AP		X
TOTAL 92						
93	CERPE	CERPE	AUBERVILLIERS	AP		X
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Liberté	ROMAINVILLE	AS		X
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AS	X	
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AP		X
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-France	AS		X
TOTAL 93						
94	ABCD Abbaye des Bords de Marne	Abbaye des Bords de Marne	SAINT MAUR DES FOSSES	AS	X	
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP		X
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS		X
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Louise Michel	CHAMPIGNY / MARNE	AP	X	
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS		X
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP		X
TOTAL 94						
95	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AS		X
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AP		X
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP		X
TOTAL 95						
TOTAL Ile-de-France						

ANNEXE 2

Tableau établi par organisme de formation à l'issue de chaque rentrée. Ce tableau est envoyé par les organismes de formation à la Région.

FORMATION PARCOURS COMPLET : AIDE SOIGNANT ou AUXILIAIRE DE PUERICULTURE

☐ **RENTREE DE JANVIER**
☐ **RENTREE DE SEPTEMBRE**
(Cocher la rentrée concernée)

- *Le tableau envoyé à la Région ne comprend pas les noms et prénoms des demandeurs d'emploi.*
- *Le total de la colonne stagiaire éligible au titre du SPRF, de la colonne Public éligible hors SPRF et de la Colonne Public éligible au titre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) est égal au nombre de demandeurs d'emploi financés dans le cadre du Programme Régional de Qualification par la Formation Continue.*

Nom de l'organisme de formation	
Numéro SIREN	
Nom du correspondant	
messagerie	
téléphone	
Formation suivie (AS ou AP)	
Coût de formation	
Date de début formation	
Date de fin de formation	
Nombre d'heures	
Nombre total de demandeurs d'emploi bénéficiaires	

Nom	Prénom	Ville de résidence	Département de résidence	Public éligible au titre SPRF (aucun titre, diplôme ou certification)	Public éligible hors SPRF dans le PQFC de base	Public éligible aux places du PRIC	Bénéficiaires de l'ARE

ANNEXE 3

BILAN

***FORMATION PARCOURS COMPLET : AIDE SOIGNANT ou AUXILIAIRE DE PUERICULTURE**

ANNEE 2020

☐ **RENTREE DE JANVIER**
☐ **RENTREE DE SEPTEMBRE**
(Cocher la rentrée concernée)

A REMPLIR PAR LA REGION ET A TRANSMETTRE A POLE EMPLOI

Nom des organismes de formation	Adresse	Ville	Département	Date de début et de fin de formation	AS ou AP	Coût de formation	Public éligible au titre du SPRF	Public éligible hors SPRF dans le PQFC de base	Public éligible aux places du PRIC	Inscrits à Pôle emploi	Bénéficiaires de l'ARE

Récapitulatif :

Nombre total d'organismes	
Nombre total de bénéficiaires DE	

ANNEXE 4

Désignation des membres du comité de pilotage :

Pour le Conseil Régional Ile de France	Pour Pôle Emploi Ile de France
Pôle Transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux Direction des Formations Sanitaires et Sociales 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen	Direction Régionale Ile de France Direction de la Stratégie et des Relations Extérieures Immeuble Le Pluton 3, rue Galilée 93884 Noisy Le Grand Cedex
La Directrice des Formations Sanitaires et Sociales Ou son représentant	Le Directeur Partenariats et des Relations Extérieures ou son représentant
Cheffe du service relation avec les organismes de Formations Sanitaires et Sociales ou son représentant	

Annexe 6 - Détail par centre du programme PQFC et PRIC - rentrée de septembre 2020

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant-e - Auxiliaire de puériculture" - Rentrée de septembre 2020

Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Rentrée de septembre 2020								
					Septembre	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés au titre du PQFC	Conventionnement rentrée de septembre 2020 au titre du PQFC	Dossier IRIS PQFC	PRIC sept 2020	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés au titre du PRIC	Dossier IRIS PRIC	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés (PQFC et PRIC)	Montant de la subvention maximum
75	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	30	209 400	20005666	20	139 600	20005667	50	349 000
	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	Association Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	PARIS	AS	X	24	174 720	20005668	11	80 080	20005670	35	254 800
	Ecole Centrale de Puériculture	Ecole Centrale de Puériculture	PARIS	AP	X	64	380 800	20005673	12	71 400	20005674	76	452 200
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AS	X	9	54 900	20005686	6	36 600	20005687	15	91 500
	Lycée Carcado Saisseval	Lycée Carcado Saisseval	PARIS	AP	X	7	42 700	20005688	7	42 700	20005689	14	85 400
	GRETA M2S	GRETA M2S	PARIS	AS	X	12	69 000	20005753	4	23 000	20005754	16	92 000
	GRETA M2S	GRETA M2S	PARIS	AP	X	8	46 000	20005756	4	23 000	20005757	12	69 000
TOTAL 75						**154**	**977 520**		**64**	**416 380**		**218**	**1 393 900**
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	8	46 000	20005763	3	17 250	20005764	11	63 250
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	7	40 250	20005765	3	17 250	20005766	10	57 500
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AS	X	18	103 500	20005767	4	23 000	20005768	22	126 500
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX-LE-PENIL	AP	X	10	57 500	20005769	2	11 500	20005770	12	69 000
TOTAL 77						**43**	**247 250**		**12**	**69 000**		**55**	**316 250**
78	ACPPAV	Centre Jean Brudon	POISSY	AP	X	10	57 660	20005661	4	23 064	20005662	14	80 724
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AP	X	16	108 800	20005676	6	40 800	20005677	22	149 600
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	13	67 600	20005680	3	15 600	20005681	16	83 200
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP	X	5	28 750	20005771	3	17 250	20005772	8	46 000
TOTAL 78						**44**	**262 810**		**16**	**96 714**		**60**	**359 524**
91	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AS	X	5	28 750	20005758	4	23 000	20005759	9	51 750
	Lycée Robert Doisneau - GRETA de l'Essonne	Lycée Henri Poincaré	PALAISEAU	AP	X	5	28 750	20005760	4	23 000	20005761	9	51 750
TOTAL 91						**10**	**57 500**		**8**	**46 000**		**18**	**103 500**
92	AFPS SARL - Groupe ORPEA	AFPS SARL - Groupe ORPEA	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	10	69 530	20005663	4	27 812	20005664	14	97 342
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	X	10	47 500	20005665				10	47 500
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Jean-Jaurès	CHATENAY MALABRY	AP	X	10	57 500	20005691	2	11 500	20005692	12	69 000
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Etienne Jules Marey	BOULOGNE BILLANCOURT	AP	X	14	80 500	20005694	6	34 500	20005696	20	115 000
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée René Auffray	CLICHY LA GARENNE	AP	X	8	46 000	20005698	3	17 250	20005702	11	63 250
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Dardenne	VANVES	AS	X	7	40 250	20005704	6	34 500	20005705	13	74 750
	Lycée A. Renoir - GRETA des Hauts de Seine	Lycée Gustave Eiffel	RUEIL MALMAISON	AP	X	8	46 000	20005706	3	17 250	20005708	11	63 250
	SGM	SGM	SURESNES	AP	X	9	48 150	20005773	7	37 450	20005774	16	85 600
TOTAL 92						**76**	**435 430**		**31**	**180 262**		**107**	**615 692**
93	CERPE	CERPE	AUBERVILLIERS	AP	X	8	52 440	20005671	3	19 665	20005672	11	72 105
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Liberté	ROMAINVILLE	AS	X	10	57 500	20005715	6	34 500	20005716	16	92 000
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AP	X	13	74 750	20005719	5	28 750	20005721	18	103 500
	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Hélène Boucher	TREMBLAY-EN-France	AS	X	12	69 000	20005722	4	23 000	20005723	16	92 000
TOTAL 93						**43**	**253 690**		**18**	**105 915**		**61**	**359 605**
94	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AP	X	14	63 182	20005682	1	4 513	20005683	15	67 695
	INFA	INFA	NOGENT / MARNE	AS	X	15	62 145	20005684	1	4 143	20005685	16	66 288
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AS	X	16	92 000	20005749	7	40 250	20005750	23	132 250
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Armand Guillaumin	ORLY	AP	X	16	92 000	20005751	7	40 250	20005752	23	132 250
TOTAL 94						**61**	**309 327**		**16**	**89 156**		**77**	**398 483**
95	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AS	X	5	28 750	20005740	4	23 000	20005741	9	51 750
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AP	X	5	28 750	20005742	5	28 750	20005743	10	57 500
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP	X	8	46 000	20005745	4	23 000	20005746	12	69 000
TOTAL 95						**18**	**103 500**		**13**	**74 750**		**31**	**178 250**
TOTAL Ile-de-France						**449**	**2 647 027**		**178**	**1 078 177**		**627**	**3 725 204**

Annexe 7 - Avenant de transfert de la convention N°18 FCSS92012 de l'AFPS

AVENANT DE TRANSFERT DE LA CONVENTION N°18 FCSS92012
relative au financement des centres de formation dispensant
des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture
en formation professionnelle continue

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 3, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP 2020-219,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

ORPEA
12 rue Jean Jaurès
92813 PUTEAUX Cedex
dont le statut juridique est : Société anonyme
dont le n° SIREN est
ayant pour représentant Monsieur Yves LE MASNE, le Directeur Général
ci-après dénommé « le cessionnaire »

et

SARL AFPS (groupe ORPEA)
12 rue Jean Jaurès
92813 PUTEAUX Cedex
dont le statut juridique est : Société à responsabilité limitée
dont le n° SIREN est 812 248 558
ayant pour représentant Monsieur Sébastien MESNARD, Gérant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

L'association AFPS disposait d'une autorisation de 32 places d'aides-soignantes délivrée par arrêté du 30 mai 2016. Dans le cadre du dispositif de financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue, la convention N°18 FCSS92012 et plusieurs avenants ont été signés entre la Région et

l'AFPS. Quatre subventions ont été attribuées par délibérations n° CP 2019-376 du 3 juillet 2019 et n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020.

Confrontée à des difficultés financières, l'association AFPS a été placée en redressement judiciaire le 15 novembre 2019.
Par jugement du 24 janvier 2020, le tribunal judiciaire de Nanterre a converti la procédure de redressement en procédure de liquidation judiciaire de l'association AFPS et ordonné la cession de son activité à la société ORPEA. Par ailleurs, le fonds de commerce de l'association AFPS a été transféré à la société Résidence parc de Royant (groupe ORPEA), dénommée SARL AFPS depuis le 15 janvier 2020, dont la société ORPEA est l'associée unique. C'est elle qui est en charge de l'activité de formation.

Cette cession, effective au 4 février 2020, a permis d'assurer la pérennité de l'activité de formation.

Parallèlement, l'autorisation de 32 places d'aides-soignants dont bénéficiait l'association AFPS, a été renouvelée et délivrée par arrêté n° 2020-39 au profit de la SARL AFPS.

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de transférer le solde des subventions attribuées par délibération n° CP 2019-376 du 3 juillet 2019 et les subventions attribuées par délibération n°CP 2020-013 du 31 janvier 2020 à l'association AFPS au profit de la SARL AFPS.

La SARL AFPS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association AFPS à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N°18 FCSS92012 approuvée par délibération n°CP 2018-174 du 30 mai 2018 et modifiée par délibérations n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 et n° CP 2020-013 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 2 :

Dans tous les articles de la convention n°18 FCSS92012, le terme « bénéficiaire » désigne la SARL AFPS.

ARTICLE 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Nom de l'organisme : SARL AFPS
Adresse de l'organisme :
N° de compte à créditer :
Nom de la Banque :
Code Banque : - Code Guichet :
N° de compte et Clé :

ARTICLE 4 :

Les dispositions de la convention n°18 FCSS92012 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 27 mai 2020.

ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, ses avenants n°1 à 4, ainsi que le présent avenant de transfert.

Fait en trois exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-seine,

Le

Pour le cessionnaire

Le

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant,

Le

Pour le bénéficiaire,

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-165

DU 27 MAI 2020

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 3ÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 » ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n° CP 2019-066 du 19 mars 2018 relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2ème rapport pour 2019 » ;

VU la délibération n°CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-165 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Accueils de jour, établissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 30 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Établissements et services pour femmes en difficulté » au titre du budget 2020.

Article 2 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 20 000 €.

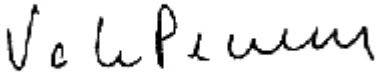
Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 20 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 3 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc175703-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET "ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR FEMMES EN DIFFICULTE"

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-165

DOSSIER N° EX048451 - Rénovation des locaux de l'accueil de jour MOSAÏQUES9 dans le 9ème

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	34 311,00 € TTC	40,80 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOSAIQUES 9
Adresse administrative : 24 RUE DE LA ROCHEFOUCAULD
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE BOURLANGE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation des locaux de l'accueil de jour MOSAÏQUES9 dans le 9ème.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mosaïques9 est un Espace de Vie Sociale qui accueille des femmes en difficulté, ainsi que leurs enfants, pour un accompagnement global vers l'insertion sociale.

Durant l'épidémie de COVID-19 et les mesures de confinement l'association propose un accompagnement téléphonique pour aider les femmes en difficulté et leurs enfants.

Le présent projet vise à rendre l'accueil de jour plus opérationnel au vu du développement des activités proposées. Des postes de travail pour le personnel ainsi qu'un bureau de direction pour les entretiens et le travail administratif seront ainsi créés afin de pouvoir bénéficier de lieux isolés pour les entretiens individuels. Par ailleurs, ces aménagements redonneront au local un aspect plus convivial et donc plus accueillant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	11 541,00	33,64%
Travaux et charges afférentes	22 770,00	66,36%
Total	34 311,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 000,00	40,80%
Subvention et aide privée (Fondation Masalina/Institut de France)	6 861,00	20,00%
Autres subventions publiques (CAF)	13 450,00	39,20%
Total	34 311,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-165

DOSSIER N° EX049342 - Aménagement du Centre Flora Tristan pour accueillir des femmes victimes de violences et leurs enfants à Chatillon (92)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	48 000,00 € TTC	33,33 %	16 000,00 €
		Montant total de la subvention	16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE FLORA TRISTAN
Adresse administrative : 142 AVENUE DE VERDUN
92320 CHATILLON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE TOUTAIN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement du Centre Flora Tristan pour accueillir des femmes victimes de violences et leurs enfants à Chatillon (92).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Centre Flora Tristan, créé en 1978 par l'association SOS femmes alternative, est un centre d'accueil et d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales.

Le centre propose une écoute téléphonique qui a été renforcée pendant la période de confinement liée à l'épidémie de COVID-19.

Le présent projet vise à maintenir la qualité de l'accompagnement des femmes victimes de violences grâce à des espaces réaménagés afin d'offrir de bonnes conditions d'accueil pour les femmes et leurs enfants. Ainsi, plusieurs bureaux seront créés pour des entretiens avec les psychologues et les travailleuses sociales dans une structure de 20m2, type chalet dans le jardin du pavillon principal. Ces aménagements visent à accueillir 35 à 50 femmes et enfants supplémentaires chaque année.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	43 000,00	89,58%
Travaux et charges afférentes	5 000,00	10,42%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	19 000,00	39,58%
Autres recettes (Lion's Club, Verisur, Orange)	9 000,00	18,75%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 000,00	33,33%
Autres subventions publiques (DRIHL)	4 000,00	8,33%
Total	48 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHE PROJET "INNOVATION SOCIALE"

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-165

DOSSIER N° EX048990 - Achat d'un véhicule pour effectuer les maraudes dans les Hauts-de-Seine (92)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	42 000,00 € TTC	47,62 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAURANTS DU COEUR RELAIS 92
Adresse administrative : 652 AVENUE DU MARECHAL JUIN
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JACQUES LATIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Achat d'un véhicule pour effectuer les maraudes dans les Hauts-de-Seine (92).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Les restaurants du Coeur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies notamment dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et dans l'insertion socioéconomique afin de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

Les Restaurants du Coeur des Hauts-de-Seine mènent des actions de collectes et de ramasses pour distribuer des denrées alimentaires aux personnes en grande difficulté financière et aux sans-abri. Afin de poursuivre cette mission l'association souhaite acquérir un camion réfrigéré de 3,5 tonnes pour procéder à la ramasse d'invendus alimentaires dans les points de vente du département.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de véhicules (Achat d'un camion réfrigéré de 12m2 de 3 tonnes 5)	42 000,00	100,00%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	9,52%
Autres recettes (fondation Bel, Société Materne Mont Blanc)	18 000,00	42,86%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	47,62%
Total	42 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-230

DU 27 MAI 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - MODIFICATION DU RÈGLEMENT RÉGIONAL DES BOURSES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU le décret n° 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 28 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2001 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire ;

VU la délibération n° CR 13-05 du 31 mars 2005 relative aux modalités de mise en œuvre des compétences transférées dans le domaine des formations sociales, médicales et paramédicales – dispositions transitoires ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 52-16 du 8 avril 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 «une ambition pour répondre aux défis de demain» ;

VU la délibération n° CP 2019-214 du 22 mai 2019 relative à l'évolution du règlement régional des bourses

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

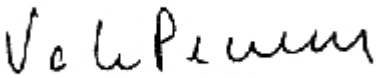
VU le rapport n°CP 2020-230 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : Modification du règlement régional des bourses

Approuve la modification du règlement régional des bourses tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178779-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Règlement régional des bourses

RÈGLEMENT RÉGIONAL DES BOURSES

POUR LES ÉLÈVES ET ÉTUDIANTS INSCRITS

EN FORMATION SOCIALE, PARAMÉDICALE ET MAÏEUTIQUE

Sommaire :

I. Formations ouvrant droit à bourse

II. Conditions d'attribution de la bourse

III. Procédure d'inscription

IV. Calcul de la bourse

V. Versement de la bourse

VI. Voies de recours

VII. Dossiers incomplets et fraude

Bases légales

Depuis le 1er janvier 2005 et conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Région Ile-de-France est seule compétente pour décider de l'attribution des bourses d'études aux élèves et étudiants inscrits dans les instituts et écoles franciliens de formation initiale de travailleur social, de sage-femme et de professionnel du secteur paramédical (articles L 451-2 du code de l'action sociale et des familles et L.4383-3, L.4151-7 du code de la santé publique).

Le présent règlement a pour but d'établir « la nature, le montant (ou le niveau) et les conditions d'attribution » des bourses attribuées aux élèves et étudiants par la Région Ile-de-France, conformément à la règlementation en vigueur, et respecte, notamment, les dispositions du décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016 fixant les règles minimales de taux et de barème des bourses d'études accordées aux élèves et étudiant inscrits dans certaines formations, ainsi que les dispositions du décret n°2008-854 du 27 août 2008 concernant entre autre les conditions d'indépendance financière applicables aux étudiants.

En outre, il tient compte de l'arrêté du 28 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2001 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire

Ce règlement s'applique à compter de son vote par la commission permanente de la Région Île-de-France aux élèves ou étudiants rentrant en formation à compter de septembre 2019.

I. Formations ouvrant droit à bourse

1. Dans le secteur social

Les formations suivantes, lorsqu'elles sont dispensées par un organisme agréé pour délivrer une formation sociale initiale, telle que mentionnée au deuxième alinéa de l'article L451-2 du code de l'action sociale et des familles et qu'elles sont financées par la Région, ouvrent droit à une bourse pour les élèves et étudiants **en formation initiale** :

- Diplôme d'Etat d'assistant de service social;
- Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé;
- Diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ;
- Diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale et familiale;
- Diplôme d'Etat de moniteur-éducateur,
- Diplôme d'Etat de technicien de l'intervention sociale et familiale;
- Diplôme d'Etat d'accompagnant éducatif et social.

2. Dans le secteur paramédical et maïeutique

Les formations suivantes, autorisées par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ouvrent droit à une bourse pour les élèves et étudiants **en formation initiale :**

- Diplôme d'Etat d'infirmier ;
- Diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire ;
- Diplôme d'Etat de puériculture ;
- Diplôme d'Etat d'aide-soignant[1] ;
- Diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture[1] ;
- Diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;
- Diplôme d'Etat d'ergothérapeute ;
- Diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale ;
- Diplôme d'Etat de sage-femme ;
- Diplôme d'Etat d'ambulancier[1] ;
- Diplôme d'Etat de psychomotricien ;
- Diplôme d'Etat de pédicure-podologue ;
- Diplôme d'Etat de technicien de laboratoire d'analyses biomédicales.

Les élèves et étudiants inscrits dans des établissements relevant de l'Education nationale (en lycée et GRETA notamment) ne peuvent faire une demande de bourse.

Les préparations à l'entrée en formation organisées par les écoles n'ouvrent pas droit aux bourses.

[1] Bourse calculée au prorata de la durée de formation effective.

II -Conditions d'attribution de la bourse

1. Conditions générales

La bourse est destinée aux personnes ayant la qualité d'élève ou d'étudiant, c'est-à-dire en formation initiale, qui suivent la formation à temps plein.

- Etre inscrit dans une formation ci-dessus mentionnée,
- Suivre la formation à temps plein,
- Etre de nationalité française ou ressortissant d'un pays de l'Union européenne ou étranger en situation régulière en France depuis le 1er janvier de l'année de début du cycle de formation.
- Aucune condition d'âge n'est requise.

Sont exclus :

- Tout agent public titulaire ou contractuel (dont le temps de travail hebdomadaire dépasse 19 heures).
- Tout salarié et agent public en situation de mise en disponibilité (avec ou sans traitement)
- Tout salarié du secteur privé (dont le temps de travail hebdomadaire dépasse 19 heures)
- Tout bénéficiaire de congé sabbatique ou de congé sans solde
- Tout élève ou étudiant en parcours partiel, sauf pour les élèves issus des Bac professionnels ASSP et SAPAT en formation aide-soignant ou auxiliaire de puériculture[2]
- Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA),
- Les bénéficiaires d'une allocation chômage (versée par Pôle emploi type ARE, AREF, RFF ou versée par un employeur du secteur public). Les demandeurs d'emploi indemnisés qui suivent une formation relèvent des dispositions spécifiques du code du travail relatives à la formation continue.
- Les bénéficiaires d'une rémunération de la formation professionnelle dans un dispositif d'insertion ou dans une action qualifiante. Les stagiaires de la formation professionnelle relèvent des dispositions spécifiques du code du travail relatives à la formation continue.
- Les personnes en contrat de professionnalisation.
- Les personnes en contrat d'apprentissage.
- Les personnes en Projet de transition Professionnelle (ex-CIF) rémunéré ou non.

[2] Bourses calculées au prorata de la durée de formation, soit à hauteur de 6 mois pour la formation d'Aide-Soignant et de 8 mois pour la formation d'Auxiliaire de puériculture

- Les personnes inscrites en formation dans le cadre de la Validation des Acquis par l'Expérience (VAE).

Conditions de non cumul

Par ailleurs, la bourse est un complément de revenu qui ne peut être cumulable avec une aide portant sur le même objet, à savoir **une aide à la formation**. La bourse ne peut donc pas être cumulée, notamment, par les bénéficiaires des prestations suivantes :

- une allocation d'étude suite à un contrat de pré-recrutement,
- une autre bourse d'étude, à l'exception de l'aide régionale au mérite.

Possibilités de cumul :

La bourse régionale peut être cumulée avec :

- la Bourse Régionale d'Aide à l'Installation des étudiants en maïeutiques et kinésithérapie de la Région Île-de-France
- l'allocation de l'Agence de l'Outre-Mer pour la mobilité (LADOM)
- les gratifications et indemnités de stage perçues lors de la formation

2. Conditions d'assiduité

Le paiement d'une bourse d'étude est soumis aux obligations d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Contrôle

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours sont opérés sous la responsabilité des directeurs ou directrices d'établissements,

Reversement en cas d'abandon

Les élèves ou les étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'assiduité (absence régulière non justifiée, non présentation aux examens, abandon, exclusion) sont tenus au reversement des sommes perçues à compter de la date d'arrêt de formation.

Conditions particulières :

- En cas de **césure** (arrêté du 17 avril 2018 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux et décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur), il appartient au directeur d'établissement, de proposer la poursuite du versement de la bourse durant cette période (6 mois ou 1 an) en fonction du lien existant entre le projet de césure et la formation suivie, de le mentionner dans le cadre du contrat signé entre l'institut de formation et l'étudiant et d'en informer la Région Île-de-France qui valide ou non le maintien de la bourse. L'étudiant qui a déjà bénéficié du maintien de la bourse durant un redoublement ne peut pas prétendre au maintien de la bourse durant sa période de césure. En cas d'arrêt de

versement de la bourse, l'étudiant devra faire une nouvelle demande de bourse lors de sa reprise de formation.

- En cas de **redoublement**, l'élève ou l'étudiant boursier peut bénéficier de la bourse à une seule reprise au cours de la formation engagée. L'étudiant bénéficiant du versement de la bourse pendant sa période de césure ne peut pas prétendre au bénéfice de la bourse lors d'un redoublement.

- En cas **d'interruption d'études** pour des raisons médicales graves (hospitalisation, traitement médical lourd) ou de congé maternité ou paternité et sur présentation d'un certificat ou justificatif médical, une dérogation aux conditions d'assiduité pourra être demandée en vue du maintien de la bourse et à condition que l'élève ou l'étudiant reprenne la formation à l'issue de cette interruption. L'élève ou l'étudiant devra en informer au plus tôt l'établissement (sous réserve de fournir des pièces justificatives à l'appui de la demande).

III. Procédure d'inscription

Toute la procédure de demande de bourse se fait exclusivement par internet sur la plateforme de télé-service du site de la Région www.iledefrance.fr/fss. La demande de bourse est totalement dématérialisée et doit être renouvelée pour chaque nouvelle année de formation.

1. Calendrier d'ouverture des inscriptions

La Région fixe les dates d'ouverture et de clôture de l'inscription en ligne. Ces dates sont impératives : aucune demande de bourse n'est instruite après la clôture des inscriptions (sauf exceptions telles qu'exposées au titre III.4).
Les élèves et étudiants sont informés sur les dates et les modalités d'inscription par voie d'affichage, sur le portail régional de la Région et par l'intermédiaire des écoles.

2. Modalités d'inscription

L'élève ou l'étudiant doit remplir l'ensemble des informations obligatoires qui lui sont demandées.

L'élève ou l'étudiant doit impérativement valider sa demande de bourse en procédant à un « enregistrement définitif » sur la plateforme de télé-service www.iledefrance.fr/fss. A partir de cette validation, l'élève ou l'étudiant a connaissance de l'ensemble des pièces justificatives requises pour constituer son dossier.

L'élève ou l'étudiant doit ensuite déposer dans son espace personnel de la plateforme de télé-service les pièces justificatives dans les délais fixés par la Région.

3. Le rôle des établissements de formation

Le rôle des établissements de formation est primordial dans le contrôle, la validation des demandes de bourse et le suivi des boursiers. Chaque établissement dispose d'un accès spécifique à la plateforme de télé-service www.iledefrance.fr/fss.

Il est attendu que les centres de formation :

- informent les élèves et étudiants du calendrier des campagnes de bourses,

- accompagnent les élèves et étudiants lors de leurs inscriptions et lors du dépôt des pièces justificatives sur la plateforme,
- vérifient l'inscription effective de l'élève ou l'étudiant dans l'année de formation et précisent les redoublements éventuels,
- valident un seul dossier par étudiant ou élève sur la plateforme de télé-service en respectant les délais impartis ;
- contrôlent l'assiduité des élèves et étudiants et signalent, dès qu'elles en ont connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un élève ou étudiants ;
- signalent toute période de césure prise par l'étudiant et proposent l'arrêt ou la poursuite du versement de la bourse aux services régionaux.

L'engagement de l'établissement de formation à respecter les termes du dispositif est rappelé dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens signée entre l'organisme de formation et la Région.

4. Demande « hors délai »

Toute demande de bourse considérée comme « hors délai », c'est-à-dire en dehors des périodes d'inscription sur le site internet, ne sera pas instruite et ne pourra pas donner lieu à l'attribution d'une bourse. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles appréciées par la Présidente du Conseil régional et dûment justifiées, notamment un recours au Médiateur ou une indisponibilité du site internet attestée par les services de la Région, les demandes qui arriveraient hors délai pourront être instruites.

IV. Calcul de la bourse

Les bourses d'étude constituent une **aide complémentaire à celle de la famille**. En ce sens, elles ne peuvent se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code Civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

La bourse est **un complément de revenu** et non un revenu de substitution, l'élève ou l'étudiant doit donc justifier d'un revenu principal lui permettant de subvenir un minimum à ses besoins (ressources des parents, d'un concubin, d'un hébergeur…).

Pour calculer la bourse, sont pris en compte :

- le niveau de ressources déclarées par la famille du demandeur ou du demandeur en fonction des derniers taux et barèmes en vigueur votés par l'assemblée délibérante du Conseil régional d'Île-de-France.
- certaines charges qu'il/elle doit supporter (points de charge).

1. Revenus pris en compte pour le calcul de la bourse

Les revenus pris en compte pour le calcul de la bourse sont indiqués sur la ligne « Revenu Brut Global », figurant sur l'avis d'imposition n-1 des revenus de l'année n-2

a. La prise en compte de l'avis d'imposition :

L'avis d'imposition commun des parents de l'élève ou l'étudiant ou les deux avis d'imposition des parents sont pris en compte pour le calcul de la bourse comme suit :

Si l'élève ou l'étudiant n'est pas en mesure de produire l'avis commun (ou les deux avis d'imposition) de ses parents et en l'absence de justification de l'indépendance financière de l'élève ou l'étudiant (cf. précisée plus bas), la Région se réserve le droit de façon très exceptionnelle d'étudier les dossiers au regard d'un seul avis d'imposition et des justificatifs produits par l'étudiant sur sa situation.

Si les parents sont divorcés ou séparés :

- si le jugement de divorce fait mention que l'élève ou l'étudiant est à la charge d'un des deux parents, seules les ressources du parent ayant la charge seront prises en compte, la bourse est calculée sur l'avis d'imposition de ce parent,

- si le jugement de divorce fait mention d'une garde alternée, la bourse est calculée sur l'avis d'imposition des deux parents,

- en l'absence de jugement (séparation de corps des deux parents) les ressources des deux parents seront prises en compte, la bourse est calculée sur l'avis d'imposition des deux parents.

Si les parents résident à l'étranger :

L'élève ou l'étudiant doit fournir tous les justificatifs de ressources financières des parents, dûment attestés, et le cas échéant traduits, par l'ambassade ou le consulat compétent.

Si l'élève ou l'étudiant est marié ou a conclu un PACS :

Si l'élève ou l'étudiant est marié ou a conclu un PACS et si le couple possède un avis d'imposition commun, la bourse est calculée sur l'avis d'imposition du couple.

b. La prise en compte de l'indépendance financière :

L'indépendance financière est à différencier de l'indépendance fiscale. Il ne suffit pas de disposer d'une déclaration fiscale indépendante pour que les revenus de l'élève ou de l'étudiant soient pris en compte à la place des revenus de ses parents.

Pour les élèves et étudiants âgés de moins de 26 ans, ils doivent répondre aux trois critères cumulatifs suivants :

- avoir un avis d'imposition personnel, différent de celui de ses parents,

- disposer de ressources personnelles correspondant au minimum à 50% du SMIC[3] brut annuel pour l'élève ou l'étudiant (hors pension alimentaire) ces ressources doivent figurer sur l'avis d'imposition de l'étudiant au niveau du revenu brut global,

- avoir un domicile personnel distinct de celui de ses parents, attesté au moins par un justificatif de domicile à son nom (exclusivement quittance de loyer ou facture de gaz/électricité),

Pour les élèves ou étudiants âgés de 26 ans et plus dans l'année civile de l'entrée en formation, en plus des trois conditions précisées ci-dessus, peuvent être pris en compte pour le calcul du seuil de 50 % du SMIC brut annuel :

[3] Le SMIC retenu est le SMIC horaire en vigueur multiplié par la durée légale du travail, à savoir 35 h hebdomadaires

- le revenu d'un concubin (sous réserve de fournir un justificatif de domicile commun),

- les allocations familiales perçues pour des enfants à la charge de l'étudiant.

Si l'une de ces conditions n'est pas remplie, la bourse est calculée sur l'avis d'imposition des parents, quel que soit l'âge de l'étudiant.

2. Points de charge

Les charges se réfèrent à la situation personnelle de l'élève ou l'étudiant.

Elles portent sur le handicap, les charges de la famille et la distance entre le domicile et le lieu de formation :
- les charges doivent obligatoirement être justifiées par des attestations,
- l'adresse du domicile retenue pour le calcul de la distance domicile-école ou institut de formation est l'adresse du foyer fiscal retenu pour le calcul des droits du demandeur/demandeuse (réf. application viaMichelin),
- dans le cas où l'élève ou l'étudiant est en situation d'indépendance financière (IV.1.b), les points de charge concernant la famille (frères et sœurs étudiants notamment) ne peuvent pas être pris en compte.

La liste des points de charge est annexée au présent règlement.

3. Modalités de calcul des montants de la bourse

Pour toutes les formations, les plafonds de ressources minimaux servant à la détermination de l'attribution et au calcul du montant des bourses (barème) et les taux des bourses ainsi que les points de charges minimaux sont fixés par référence à ceux fixés chaque année par le ministère chargé de l'enseignement supérieur conformément au décret n° 2016-1901 du 28 décembre 2016.

4. Prise en compte d'évènements exceptionnels :

Des changements de situation, **entraînant une diminution durable et notable des ressources familiales** par rapport à la déclaration de revenus servant de base de calcul pour la bourse, peuvent être retenus lors de l'instruction de la demande de bourse ou en cours de formation. Sont concernés :

- décès familial
- chômage dans le foyer
- départ en retraite dans le foyer
- divorce dans le foyer
- dissolution du Pacs

L'élève ou l'étudiant peut demander un examen de son dossier tenant compte de cette nouvelle situation sous réserve de fournir tout justificatif attestant de ce changement et tout justificatif permettant de calculer précisément la perte des revenus et / ou les ressources actuelles de l'étudiant par rapport à la déclaration de revenus servant de base de calcul pour la bourse (point IV- 1 du règlement).

Pour les changements de situation en cours de formation, la perte des revenus et les ressources actuelles de l'élève ou l'étudiant doivent être communiquées aux services de la Région dans **un délai maximum de deux mois** à partir de la date de l'évènement. Le

montant de la bourse sera calculé à due proportion de la durée de la formation effectuée depuis le changement de situation.

V - Versement de la bourse

La Région peut délivrer un avis conditionnel d'échelon au regard de la situation déclarative de l'étudiant sur le site www.iledefrance.fr/fss. L'avis conditionnel n'ouvre pas droit à versement d'une bourse et n'est pas susceptible de recours. Il n'engage pas la Région sur la décision définitive qui sera notifiée à l'étudiant, notamment si ce dernier modifie les éléments apportés lors de la première instruction de son dossier.

La délivrance d'un avis conditionnel n'est pas systématique, elle dépend de la date de finalisation du dossier par l'étudiant (dossiers instruits par ordre de finalisation du dépôt des pièces justificatives) et de la complexité du dossier.

A compter de l'entrée en formation et après instruction des dossiers de demande de bourses par les services de la Région Ile-de-France, la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France notifie à chaque élève ou étudiant le résultat de l'instruction et fixe pour les bénéficiaires le montant de l'échelon attribué.

La notification définitive de décision (accord ou refus) est consultable dans l'espace personnel de l'élève et étudiant de la plateforme de télé-service www.iledefrance.fr/fss.

En cas d'accord, le versement de la bourse est mensualisé. Les versements sont effectués conformément au calendrier prévu pour l'année en cours et indiqué sur la notification.

L'étudiant doit disposer et transmettre un relevé d'identité bancaire (**RIB**) ou un relevé d'identité postal (**RIP**) **à son nom** pour permettre le versement des mensualités de la bourse. Tout changement de RIB ou RIP doit être immédiatement signalé sur la plateforme de télé-service pour assurer la continuité du versement de la bourse.

Les écoles ou instituts de formation signalent à la Région, avant le 10 de chaque mois, les élèves ou étudiants boursiers ayant arrêté leur formation ou dont la situation n'est plus compatible avec la bourse régionale.

Cas particuliers :

Pour les formations de durée inférieure à un an (ex : formation d'ambulancier et formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture pour les bacheliers issus des bac-pro ASSP et SAPAT bénéficiant d'un allègement de formation), le montant de la bourse est calculé au prorata des mois de formation effectifs et versé en une seule fois.

VI. Voies de recours

Trois voies de recours pour les seules notifications définitives sont ouvertes :

- Le **recours gracieux** qui vaut demande de réexamen du dossier.

Ce recours gracieux peut se faire par le biais de la plateforme de télé-service www.iledefrance.fr/fss ou par courrier postal adressé à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France **dans un délai de deux mois à compter de la notification** de la décision.

Sauf refus exprès de l'intéressé, la Région répond aux recours gracieux qui lui seraient envoyés via le site dédié www.iledefrance.fr/fss par la même voie. Le silence de l'administration pendant deux mois à compter de la réception du recours gracieux vaut décision de rejet.

Le recours gracieux introduit dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux interrompt le cours de ce délai. Dans ce cas, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ce recours administratif, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'il a été rejeté. Cependant, lorsque le délai de recours contentieux a déjà été interrompu par l'organisation d'une médiation, l'exercice d'un recours gracieux ne l'interrompt pas de nouveau.

- Le **recours au Médiateur**.

Le Médiateur de la Région Ile-de-France peut être saisi :

- soit par courrier postal à l'adresse suivante : Monsieur le Médiateur de la Région Ile-de-France, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine,
- soit par saisie d'un formulaire en ligne sur le site www.iledefrance.fr / Aides régionales et services / Saisir le Médiateur de la Région.

Dans ce cas, les délais de recours contentieux sont interrompus à compter du jour où les parties conviennent de recourir à la médiation ou, à défaut d'écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation jusqu'à la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur déclarent que la médiation est terminée.

Lorsque le délai de recours contentieux a été interrompu par l'organisation d'une médiation, l'exercice d'un recours gracieux ne l'interrompt pas de nouveau.

Les recommandations du Médiateur de la Région Ile-de-France n'ont pas force obligatoire.

- Le **recours contentieux**.

Il doit être introduit auprès du tribunal administratif territorialement compétent :

- dans **un délai de 2 mois** à compter de la notification de la décision contestée ;
- ou bien, en cas de saisine du Médiateur de la Région Ile-de-France, dans un délai de deux mois à compter de la décision à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur déclarent que la médiation est terminée ;
- ou enfin, en cas d'introduction d'un recours gracieux sans saisine préalable du Médiateur de la Région Ile-de-France, dans un délai de deux mois à compter de la décision de rejet du recours gracieux.

VII. Dossiers incomplets et fraude

Tout dossier incomplet donne lieu à un refus de bourse.

Le dossier de demande de bourse doit contenir toutes les pièces justificatives demandées par la plateforme de télé-service www.iledefrance.fr/fss (en cas d'impossibilité, un autre justificatif officiel doit permettre de justifier de ce manque) et toutes les pièces utiles au calcul de la bourse (justificatifs de ressources).

Au moment de l'instruction de la demande de bourse, les services de la Région peuvent demander des pièces complémentaires en précisant les délais de réponse. Si le demandeur ne fournit pas la ou les pièces demandées dans les délais, le dossier est réputé incomplet et un refus de bourse est notifié.

Les élèves ou étudiants doivent joindre une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne perçoivent aucune rémunération ou prestation d'un autre organisme (en vertu du modèle fourni par la Région). Dans le cas où, la Région aurait connaissance de l'existence d'un cumul non compatible avec la bourse, l'élève ou l'étudiant sera tenu au reversement des sommes perçues à compter de la date de prise en charge sur un autre dispositif, et pourra être poursuivi pour fraude.

Quiconque aurait fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans le télé-formulaire ou des pièces justificatives falsifiées, en vue d'obtenir un paiement ou un avantage quelconque indu, pourra être puni d'un emprisonnement de un à quatre ans et d'une peine d'amende de 9 000€, ou de l'une de ces deux peines seulement (loi 68-690 du 31 juillet 1968, article 22- ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000, article 3).

ANNEXE AU RÈGLEMENT RÉGIONAL DES BOURSES

Grille des points de charges

Charges de l'élève ou de l'étudiant	**Point de charges Région**
L'élève ou étudiant est orphelin des deux parents et/ou ne bénéficie pas d'une protection particulière	1
L'élève ou étudiant est atteint d'une incapacité permanente et a besoin d'une tierce personne	2
L'élève ou étudiant est atteint d'une incapacité permanente et n'est pas pris en charge à 100% en internat	2
L'élève ou étudiant a des enfants à charge	2 X nombre d'enfants
L'élève ou étudiant a d'autres enfants à charge fiscalement dans l'enseignement supérieur (excepté l'élève ou étudiant demandant une bourse)	4 X nombre d'enfants
L'élève ou étudiant élève seul son ou ses enfants	1
L'élève ou étudiant est marié ou a conclu un PACS et les revenus du conjoint ou du partenaire sont pris en compte	1
Le centre de formation auprès duquel l'élève ou étudiant est inscrit est éloigné du domicile de 30 à 250 km	1
Le centre de formation auprès duquel l'élève ou étudiant est inscrit est éloigné du domicile de plus de 250 km	2
Charges familiales	
Les parents ont des enfants à charge fiscalement étudiants dans l'enseignement supérieur (excepté l'élève ou étudiant demandant une bourse)	4 X nombre d'enfants
Les parents ont d'autres enfants à charge fiscalement (excepté l'élève ou étudiant demandant une bourse)	2 X nombre d'enfants
Le père ou la mère élève seul son ou ses enfants	1

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-190

DU 27 MAI 2020

ÉNERGIE, AFFECTATIONS AUX ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES ET AUX PROJETS INNOVANTS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin ;

VU la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 portant approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la

méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-373 du 17 juin 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale – troisième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation, du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CP 15-492 du 9 juillet 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale – quatrième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR la délibération n° CP 16-157 du 15 juin 2016 portant approbation de la convention-type relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, portant sur la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-503 du 16 novembre 2016 relative à Politique énergie-climat – troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-313 du 16 novembre 2016 modifiée approuvant les nouvelles conventions types dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CP 16-546 du 13 décembre 2016 portant approbation du règlement d'intervention en faveur de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

VU la délibération n° CP 17-100 du 8 mars 2017 relative à la Politique Energie climat- 2ème affectation 2017 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-554 du 22 novembre 2017 relative à la Politique énergie-climat - sixième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des

conventions-types ;

VU la délibération n° CP 2019-103 du 19 mars 2019 portant adoption à l'Eau, milieux aquatiques et humides - Première affectation 2019 - Emplois d'Insertion pour l'Environnement – Dernière affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-177 du 22 mai 2019 relative à la 3ème affection 2019 – Mise en œuvre du plan « Changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à Politique Energie Climat : 4ème affectation 2019 – Règlement d'intervention SLTE -Solde AIRPARIF pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-332 du 18 septembre 2019 relative à la Politique Energie Climat : 5eme affectation 2019

VU la délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 relative à la politique énergie-climat : 6ème affectation 2019 – Mise en œuvre du plan « changeons d'air » ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour l'année 2020 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019 portant approbation de la « Stratégie Régionale Energie-Climat : Île-de-France Territoire Solaire » ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère affectation 2020 -Mise en œuvre du plan « Changeons d'air – signature charte méthanisation »

VU la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 portant approbation du Règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-101 du 4 mars 2020 relative à la Politique Energie Climat : Mise en œuvre du plan « Changeons d'air – 2ème affectation a permis notamment d'adopter une nouvelle convention-type ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 portant approbation de la convention type pluriannuelle en faveur des « Têtes de réseaux » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-190 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement des **13 opérations**, détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en **annexe n° 1** à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **3 029 054,33 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 3 029 054,33 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 2 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, de participer au financement d'**1 opération**, détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en **annexe n°1**, pour un montant prévisionnel maximum de **65 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type pour les subventions en fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 65 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008), action 17100803 « soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter une autorisation de programme de **60 000 €,** disponible sur le 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2020 pour une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'élaboration du cahier des charges et à la sélection des candidats pour faire construire un parc photovoltaïque régional, qui couvrira les besoins énergétiques propres du conseil régional et sera un démonstrateur d'échelle régionale.

Article 4 :

Décide**, au titre de la Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France,** de participer au financement de **17 constructions** d'unités de méthanisation détaillées dans les fiches-projet correspondantes figurant en **annexe n°2** à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum **9 255 000 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 9 255 000 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 5 :

Décide**, au titre du Plan méthanisation en Île-de-France,** de participer au financement **d'1 étude de faisabilité** détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en **annexe n°2** à la délibération, pour un montant prévisionnel maximum **33 000 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 33 000 €, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme PR 75-001 (475001) « Energie », action 475001063 « Energies renouvelables », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 31 « énergie et changement climatique », action 312 « Energies renouvelables et de récupération ».

Article 6 :

Décide **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », pour le dispositif véhicules propres**, d'affecter un montant de **70 000 € à** l'Agence de Services et Paiement, pour le paiement des frais de gestion de l'Agence.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 70 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « actions transversales », action 17100804 « Etudes prospective et valorisation », du budget 2020.

Décide **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », dans le cadre du Fonds Air-Bois**, d'affecter un montant de **30 000 € à** l'Agence de Services et Paiement, pour le paiement des frais de gestion de l'Agence.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 30 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « actions transversales », action 17100804 « Etudes prospective et valorisation », du budget 2020.

***Article 7* :**

Décide de verser la cotisation annuelle de **13 500 €** à AMORCE au titre de l'année 2020.

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de 13 500 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 8 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en **annexe n° 3**, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **453 050 €**.

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de 453 050 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources ».

Article 9 :

Décide d'affecter un montant de **47 175 €** nécessaire pour alimenter l'engagement financier du dossier de subvention n°18012513 transféré à Emmaüs Habitat HLM par délibération n° CP 2019-387 du 18 septembre 2019 pour la création d'un nouveau site de recyclerie à Charenton-le-Pont.

Affecte un montant d'autorisations de programme de 47 175 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Article 10 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en **annexe n° 3**, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant prévisionnel maximum de **10 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention définie ci-dessus à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Article 11 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle en faveur des têtes de réseaux entre

la Région Ile-de-France et France Nature Environnement figurant en **annexe n° 5** à la présente délibération.

Décide, au titre du « **Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement** », de participer au financement de l'opération de France Nature Environnement, détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°4, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature de l'avenant n°1 figurant en annexe n° 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 €, disponible sur le chapitre 937 «Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2020.

Article 12 :

Approuve la convention cadre de partenariat avec l'Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) figurant en **annexe n° 6** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 13 :

Décide de participer au titre des **« Grands partenariats pour la biodiversité »,** au financement de l'opération de l'Office pour les insectes et leur environnement (OPIE), détaillée dans la fiche-projet figurant en **annexe n°4** à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **35 000 €.**

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type financière relative aux grands partenariats pour la biodiversité, approuvée par délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 35 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-003 (476003) « Protection des milieux naturels et des paysages », 476003023 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet 33 « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 332 «Connaissance et animation».

Article 14 :

Décide de participer, **au titre de la « Stratégie régionale relative aux Milieux aquatiques et humides »**, au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en **annexe n° 4** à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **40 000 €**.

Affecte à cet effet, un montant d'autorisation d'engagement de 40 000 €, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 74 « politique de l'Eau », programme PR 74-007

(474007) « Contrats trame verte et bleue », action 474007013 « Contrats trame verte et bleue », du budget 2020.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020, volet « Transition écologique et énergétique », sous-volet «Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources », action 334 « Connaissance et animation ».

Article 15 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 16 :

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France dans le cadre du dispositif « Innovons pour l'air dans les bâtiments publics »,** compte tenu de la crise sanitaire qui entraine des retards dans les projets, de prolonger le délai de caducité pour les dossiers suivants approuvés par délibération CP 2019-384 du 20 novembre 2019 :

• EX046900: Engie Energie Service, école maternelle Exelmans, VélizyVillacoublay,
• EX046911: Office d'Ingénierie Sanitaire, piscine du Raincy,
• EX046913 : CAMFIL, salle de classe, Ecole Paris 5,
• EX046916: TEKO, parking hall de la mairie, Garges les Gonesse,
• EX046921: MERCATE, crèche, Courbevoie,
• EX047088: NANOSENSE, école Casteja, Boulogne,
• EX046923: Suez Eau France, cour école A. Daudet, Courbevoie,
• EX046931: Suez Eau France, cour école V. Hugo, Poissy

Le délai de 6 mois figurant dans l'article 3-2 de la convention devient un délai de 12 mois.

Approuve en conséquence l'avenant-type à la convention-type votée par délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 relative au dispositif « Innovons pour l'air dans les bâtiments publics », tel que présenté en **annexe n° 7** à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer un avenant, conforme à l'avenant-type précité, aux conventions conclues pour l'ensemble des subventions figurant à l'alinéa 1 et attribuées par délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 au titre de dispositif « Innovons pour l'air dans les bâtiments publics.

Article 17 :

Le règlement d'intervention de la stratégie régionale énergie-climat adopté par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 est modifié comme suit :

A l'article 1 est supprimé la fin de la phrase du premier paragraphe : « à l'exception de l'Etat »

L'article 1 Bénéficiaires des subventions régionales, est en conséquence rédigé comme suit :

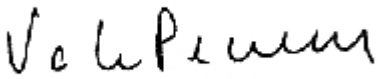
« Sauf mention contraire, les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le

cadre de la stratégie énergie-climat sont toutes les personnes morales.

Dans le cadre d'une opération réalisée en délégation de service public, le bénéficiaire de la subvention régionale est la collectivité délégante, charge à elle de reverser la subvention régionale au délégataire. »

Sa version consolidée est en conséquence annexée à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 29 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178769-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES-PROJET ENERGIE

DOSSIER N° 20006388 - ENERGIE PARTAGEE : SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS CITOYENS D'ENERGIES RENOUVELABLES 2020

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)
Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013
Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	182 000,00 € TTC	35,71 %	65 000,00 €
	Montant total de la subvention		65 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE
Adresse administrative	:	16 QUAI DE LA LOIRE 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Alenka DOULAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir le développement de l'accompagnement des projets d'énergie renouvelable citoyens en 2020.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Aide annuelle de fonctionnement 2020

Description :
L'association est mobilisée autour des objectifs suivants :
- Accompagner les projets d'EnR portés par les citoyens et les collectivités, ancrer localement et renforcer la structuration du réseau francilien des projets citoyens.
- Appuyer les projets d'EnR citoyennes avec un important dimensionnement dans la phase de concertation en fonction des opportunités.
- Former les acteurs locaux et sensibiliser le grand public sur l'énergie citoyenne.
- Augmenter le rythme pour atteindre les 100 projets citoyens d'ici la fin de la mandature.

En 2020 plusieurs chantiers sont engagés :
- Poursuivre de l'accompagnement technique des projets de grappe PV.
- Travailler sur le modèle économique des projets franciliens.
- Accompagner à l'émergence d'une nouvelle génération de projets.
- Sensibiliser les collectivités avec l'appui des ALEC comme structures relais.
- Poursuivre son action de sensibilisation et formation des acteurs publics en 2020.
- Animer l'écosystème des acteurs franciliens pour développer des projets d'envergure, contribuant aux

ambitions politiques.
- Sensibiliser pour développer la géothermie et les réseaux de chaleur.
- Organiser une journée régionale de l'énergie citoyenne en Ile-de-France.

Un évènement similaire à celui organisé en 2018 est prévu en septembre 2020. Son format sera finalisé en fonction des enjeux identifiés par les partenaires début 2020. Il devrait permettre des interventions des élus afin de mettre à jour les objectifs politiques en matière d'énergie citoyenne et de donner une stratégie pour la coopération des acteurs pour favoriser les projets EnR citoyens en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des actions est chiffré à 182 000 €. Il est proposé de soutenir cette action au regard de sa participation active et indispensable aux objectifs de la stratégie énergie climat à hauteur de 65 000 € ce qui représente un taux de subvention de 35.7 %.

La subvention est proposée sur les 2 modules du rapport CR 108-13 comme suit :
50 000 € sur têtes de réseau et 15 000 € sur aide exceptionnelle.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnels	115 000,00	63,19%
Frais connexes	30 000,00	16,48%
Frais de missions (dont évènement régional)	15 000,00	8,24%
Prestations externes	15 000,00	8,24%
Impressions	4 000,00	2,20%
Autres charges de gestion courante	3 000,00	1,65%
Total	182 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	65 000,00	35,71%
Subvention ADEME	36 000,00	19,78%
Subvention Métropole du Grand Paris	45 000,00	24,73%
Fonds propres	36 000,00	19,78%
Total	182 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° 20004539 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 PROLOGIS FRANCE XCV EURL DC2 PAC NAPPES

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 218 116,00 € HT	16,42 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROLOGIS FRANCE XCV EURL
Adresse administrative : 3 AVENUE HOCHE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Olivier BARGE, HEAD OF PROJECT MANAGEMENT & INNOVATION

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à la dynamique d'instruction de la Région dans le cadre de l'appel à projet Chaleur Renouvelable, il est reconnu la possibilité d'un démarrage anticipé dans le cadre des projets de géothermie de moyenne profondeur.

Description :
Le bâtiment DC2 est un entrepôt existant de 72 000 m², avec une extension de 24 000m² dont la construction début en mars 2020 et se terminera en novembre 2020. PROLOGIS France LI EURL en est le MOA et propriétaire.
Afin d'assurer les besoins de chaleur du bâtiment, un champ de 100 sondes géothermiques de 100 mètres de profondeur est installé.
Sur l'ensemble des besoins de chaleur prévisionnel, 50 % seront assurés par une chaudière gaz, et 50 % par la PAC géothermique. Cela permettra l'économie de 366 tonnes de CO2 par an.
Cela représente 1736 MWh de chaleur produit de façon renouvelable, sur un total de 3420 MWh de chaleur total.
Le budget prévisionnel est actuellement de 1 377 000 €, et la subvention demandée de 400 000 €, répartie entre la région IDF (50 %) et l'Ademe (50 %).
La subvention permet un prix de vente du MWh de chaleur produite à 50 € du MWh.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention respecte le cadre défini dans le règlement d'intervention de l'appel à projet Chaleur Renouvelable, validé en commission permanente du 31 janvier 2020 - délibération CP 2020-56.

Localisation géographique :
- MOISSY-CRAMAYEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Puits géothermal et équipement	687 882,00	56,47%
Chaufferie hors appoint gaz	328 749,00	26,99%
MOE	31 500,00	2,59%
Régulation et compteurs	30 000,00	2,46%
Solaire thermique basse température	139 985,00	11,49%
Total	1 218 116,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	200 000,00	16,42%
Subvention Ademe Fonds Chaleur	200 000,00	16,42%
Fonds propres	818 116,00	67,16%
Total	1 218 116,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049340 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE ELECTRONS SOLAIRES - Etude pour une installation photovoltaïque sur les toits du groupe scolaire Péri-Vaillant-Couturier à Romainville

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 560,00 € HT	80,00 %	1 248,00 €
	Montant total de la subvention		1 248,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE COOPERATIVE ELECTRONS SOLAIRES
Adresse administrative : 80 BIS RUE DE ROMAINVILLE 93260 LES LILAS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PIERRE STOEBER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser une étude de faisabilité pour l'installation d'une centrale photovoltaïque sur la toiture du groupe scolaire Péri-Paul Vaillant Couturier à Romainville.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'une étude de faisabilité de l'installation d'une centrale photovoltaïque de 96KWc sur la toiture du groupe scolaire Péri-Vaillant-Couturier à Romainville (93).

L'appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement de l'appel à projets prévoit un taux maximum de 80 % des dépenses éligibles. Le montant total de l'opération s'élevant à 1 560 € HT le montant de la subvention est de 1 248 €.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de dimensionnement pour une installation photovoltaïque	1 560,00	100,00%
Total	1 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 248,00	80,00%
Fonds propres acquis	312,00	20,00%
Total	1 560,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049339 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE ELECTRONS SOLAIRES- Centrale solaire sur le toit de l'école Marcel Cachin à Pantin.

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	70 500,00 € HT	50,00 %	35 250,00 €
	Montant total de la subvention		35 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE COOPERATIVE ELECTRONS SOLAIRES
Adresse administrative : 80 BIS RUE DE ROMAINVILLE 93260 LES LILAS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PIERRE STOEBER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser une installation photovoltaïque sur le toit de l'école élémentaire Marcel Cachin à Pantin.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'une centrale photovoltaïque de 36KWc de puissance sur les toits de l'école élémentaire Marcel Cachin à Pantin (93). Cette installation fait suite à une étude financée par la Région qui a confirmé la faisabilité technique de l'opération avec un productible annuel de 35.5MWh pour 185m² d'installation.

La SCIC ELECTRONS SOLAIRES est composée de 125 personnes physiques, de 5 collectivités territoriales (24 %) et 8 associations (9 %).

L'appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis à l'obligation de recrutement des stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'opération se monte à 70 500 € HT. Le taux de subvention appliqué est de 50 % soit

une subvention d'un montant de 35 250 €.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de production énergétique photovoltaïque	52 100,00	73,90%
équipement de régulation et de gestion	2 730,00	3,87%
frais de raccordement au réseau	1 560,00	2,21%
AMO	10 610,00	15,05%
Etudes complémentaires de structure	3 500,00	4,96%
Total	70 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 250,00	50,00%
Fonds propres acquis	14 100,00	20,00%
Emprunt bancaire	21 150,00	30,00%
Total	70 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049337 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - COOPTEEVA- bouquet d'installations photovoltaïques sur 22 toitures à Ville d'Avray

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	967 007,00 € HT	50,00 %	483 503,00 €
	Montant total de la subvention		483 503,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COOPTEEVA
Adresse administrative	:	15 AVENUE GAMBETTA 92410 VILLE D AVRAY
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur CLAUDE CEDOU, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Réalisation d'un bouquet d'installations photovoltaïques sur 22 toitures à Ville d'Avray.

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2020 - 9 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'opération porte sur 22 immeubles d'habitation de Ville d'Avray répartis en 10 copropriétés adhérentes de l'ATEEVA (Association pour la Transition Energétique et Ecologique de Ville d'Avray) qui a porté les études de faisabilité. L'ensemble a une puissance de 805 kWc et une production annuelle estimée à 712 MWh.

Pour réaliser les installation et les exploiter, il a été créé la COOPTEEVA, une SAS à fonctionnement coopératif intégrant dans ses statuts les critères de l'Economie Sociale et Solidaire. La société est composée de 22 personnes physiques détenant 95 % du capital.

L'appel à projets énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis à l'obligation de recrutement des stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement de l'appel à projet permet de proposer un taux maximum de 50 % de subvention des dépenses éligibles. Le total des dépenses éligibles se montent à 967 007 € HT en appliquant le taux de 50 % le montant de la subvention est de 483 503 €.

Localisation géographique :
- VILLE-D'AVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
équipements de production énergétique photovoltaïque	843 594,00	87,24%
travaux de génie civil	95 401,00	9,87%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	20 358,00	2,11%
Equipements de contrôle et de régulation	7 654,00	0,79%
Total	967 007,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	483 503,00	50,00%
Fonds propres appelés	10 000,00	1,03%
Fonds propres acquis	2 300,00	0,24%
Emprunt bancaire	471 204,00	48,73%
Total	967 007,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049334 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - SOLAIRE CITOYEN 92
Installation photovoltaïque sur les toits de l'école élémentaire de la Croix Bosset à Sèvres

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	120 500,00 € HT	50,00 %	60 250,00 €
	Montant total de la subvention		60 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOLAIRE CITOYEN 92
Adresse administrative	:	13 RUE DE LA ROUE 92190 MEUDON
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur ALAIN ARGENSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une centrale photovoltaïque sur la toiture de l'école élémentaire de la Croix Bosset à Sèvres (92).

Dates prévisionnelles : 1 août 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'école élémentaire de la Croix Bosset à Sèvres a une structure en béton armé et possède un toit terrasse. Celui-ci présente toutes les caractéristiques pour recevoir des panneaux photovoltaïques.
L'étude technico-économique, cofinancée par la Région, a déterminé qu'il était possible d'installer 85kWc de panneaux pouvant produire une moyenne annuelle de 76500kwh. L'installation sera connectée au réseau basse tension d'ENEDIS en obligation d'achat.

Solaire Citoyen 92 est une nouvelle société dont la mission est de permettre aux citoyens de s'approprier la question de l'énergie et de s'associer pour produire de l'énergie renouvelable et locale.
La gouvernance de la société est majoritairement assurée par les citoyens, dans un esprit de réappropriation des moyens de production énergétique et de dynamisation des territoires par la relocalisation des retombées positives, tant environnementales qu'économiques. La gouvernance est coopérative.

Solaire Citoyen 92 est une entreprise ouverte à tous les acteurs locaux : citoyens, associations, collectivités, entreprises.
Actrice de l'économie sociale et solidaire, elle a vocation à travailler en collaboration étroite avec les

collectivités locales et leurs structures relais, les spécialistes de l'énergie citoyenne.

L'appel à projet 100 projets d'énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total du projet est estimé à 120 500 € HT. Il est proposé d'appliquer le taux maximum de subvention qui permet ainsi au projet d'atteindre un TRI de 4 %. Le montant de la subvention s'élève à 60 250 €.

Localisation géographique :
- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement de production énergétique	94 000,00	78,01%
Frais de raccordement au réseau	25 000,00	20,75%
Equipement de contôle et de régulatio	1 500,00	1,24%
Total	120 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	60 250,00	50,00%
Fonds propres citoyens appelés	60 250,00	50,00%
Total	120 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049330 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - FERMES SOLAIRES DU MONT-VALÉRIEN - étude pour une centrale photovoltaïque sur le bâtiment de Sénéo

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	7 027,00 € HT	80,00 %	5 622,00 €
	Montant total de la subvention		5 622,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FERMES SOLAIRES DU MONT VALERIEN
Adresse administrative	:	4 RUE DU CHEVALIER DE LA BARRE 92150 SURESNES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE LAKAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude technico-économique de faisabilité d'une installation photovoltaïque sur les bâtiments administratifs du Sénéo (Syndicat intercommunal des eaux) à Nanterre (92).

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2020 - 4 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La subvention demandée doit permettre la réalisation d'une étude technique de structure et d'une étude de faisabilité technico-économique pour l'installation d'une centrale de production d'électricité photovoltaïque sur la toiture des bâtiments administratifs de Sénéo (syndicat mixte intercommunal de distribution de l'eau de la presqu'île de Gennevilliers) située 304 rue Paul Vaillant Couturier - 92000 Nanterre. La puissance estimée de l'installation est de 100kWc.

L'appel à projet 100 projets d'énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis à l'obligation de recrutement des stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Il est proposé d'appliquer le taux maximum de subvention des dépenses éligibles prévues par le règlement de l'appel à projet soit 80 % au montant total des études qui se montent à 7 027 € HT soit une

subvention de 5 662 €.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de structure de la toiture pour la réception des installations PV	2 370,00	33,73%
Etude de faisabilité technico-économique	4 657,00	66,27%
Total	7 027,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 622,00	80,01%
Fonds propres	1 405,00	19,99%
Total	7 027,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049319 - 100 projets d'énergie renouvelable citoyens - ENERCITY 78- Etude pour une installation photovoltaïque sur des logements à Achères

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 752,00 € HT	80,00 %	1 400,00 €
	Montant total de la subvention		1 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENERGIE CITOYENNE EN YVELINES - ENERCITY78
Adresse administrative : 3 RUE EMILE DUREUIL
78320 LA VERRIERE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK STEFANELLI, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière d'une installation photovoltaïque de 36 kWc dans le cadre de la construction de 6 logements à Energie Positive et Bas Carbone (E4C2).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Réalisation d'une étude de faisabilité pour l'installation d'une centrale photovoltaïque d'une puissance estimée de 36KWc à ACHÈRES, dans le cadre du projet Cogite (construction de 6 logements). L'étude permettra le dimensionnement de l'installation et évaluera la faisabilité technique et financière.

L'Appel à projets 100 projets d'énergie renouvelable citoyens n'est pas soumis aux obligations du dispositif 100 000 stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'étude est de 1752 € HT. Le taux de subvention attribuée est le taux maximum prévu par le dispositif soit 80 %. Le montant de la subvention proposée est de 1400 €.

Localisation géographique :

- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité pour une installation PV de 36kMc	1 752,00	100,00%
Total	1 752,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 400,00	79,91%
fonds propres	352,00	20,09%
Total	1 752,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX047133 - AAP Projets innovants - Bâtiment Polytechnique "BACHELOR"

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	440 993,79 € HT	30,00 %	132 288,14 €
	Montant total de la subvention		132 288,14 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE POLYTECHNIQUE
Adresse administrative : ROUTE DE SACLAY
91128 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur ERIC LABAYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le règlement d'intervention prévoit que les dépenses sont éligibles à la date du dépôt de la demande.

Description :
Il s'agit d'installer sur une résidence étudiante de 487 places sur le campus de l'Ecole Polytechnique une installation expérimentale de production photovoltaïque en autoconsommation collective. La centrale photovoltaïque de 200 KWc est associée à un système de stockage de l'énergie.

L'objectif de ce projet est donc de pouvoir piloter à la fois :
- la performance énergétique du bâtiment,
- la demande par les utilisateurs,
- l'utilisation ou le stockage de l'énergie renouvelable produite pour pallier les problèmes d'intermittence.

L'innovation réside dans le développement de ce pilotage qui est réalisé par un « contrôleur local », souvent appelé EMS (Energy Management System en anglais), associé à un système informatique distant permettant le traitement massif de données et la prise en compte de données externes telles que les prévisions météo et les données du réseau électrique national.
Ce pilotage pourrait amener des gains sur le taux d'autoconsommation possibles d'un bâtiment, jusqu'à dépasser les 75 %.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2020-056 du 31/01/2020 prévoit un taux d'intervention maximum de 30 % pour un montant de subvention plafonné à 1 M€. Le montant total des dépenses éligibles est de 440 993,79 € HT. Il est proposé de d'appliquer un taux d'intervention de 30 % de subvention soit un montant de subvention de 132 298,14 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Instalations PV et Onduleurs	271 610,69	61,59%
Batteries, onduleurs et protections	169 383,10	38,41%
Total	440 993,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale	132 298,14	30,00%
Fonds propres	308 695,65	70,00%
Total	440 993,79	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° 20004428 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 PLEYEL JO GEO SUP EXTENSION

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	17 834 589,00 € HT	8,69 %	1 550 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 550 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMREC SYNDICAT MIXTE DES RESEAUX D ENERGIES CALORIFIQUES
Adresse administrative : 75 RUE RATEAU 93126 LA COURNEUVE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur DIDIER PAILLARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 novembre 2019 - 31 mars 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément aux règles en vigueur établies dans le cadre de l'appel à projet chaleur renouvelable, en co-instruction avec l'Ademe, les contraintes inhérentes au projet et les conditions d'instruction propres à la Région font que le démarrage anticipé est reconnu comme possible.

Description :
Le projet consiste en l'installation de thermo-frigo-pompes associées à des puits de géothermie superficielle au sein du quartier Pleyel à Saint-Denis. Le projet permettra d'alimenter en chaud et en froid 608.000 m2 de constructions neuves, soit 1952 équivalent-logements, soutenues par 3 programmes d'urbanisme majeurs au sein du quartier Pleyel (ZAC Village Olympique et Paralympique, Tour Pleyel, ZAC Pleyel).

Ce projet a recours à une DSP (ENGIE - Plaine Commune Energie), et est couplé à une extension des réseaux de chaleur de 1440 mètres-linéaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul du montant de la subvention et de son taux est conforme aux règles dans le règlement

d'intervention relatif à la mise en oeuvre de la stratégie énergie-climat, validée en commission permanente du 31.01.2020 (CP 2020-56).

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS
- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Géothermie de surface et PAC associées	11 610 726,00	65,10%
Réseau chaud et froid	6 223 863,00	34,90%
Total	17 834 589,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 550 000,00	8,69%
DR ADEME	1 550 000,00	8,69%
SOLIDEO	6 430 037,00	36,05%
FONDS PROPRES	3 321 821,00	18,63%
CREDIT-BAIL	4 982 732,00	27,94%
Total	17 834 590,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049338 - AAP EnR&R-électricité renouvelable- ECOLE BERLIOZ - MAISON ALFORT

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204182-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	276 180,00 € TTC	50,00 %	138 090,00 €
	Montant total de la subvention		138 090,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIGEIF SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L ELECTRICITE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	64 B RUE DE MONCEAU 75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur CHRISTOPHE PROVOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SIGEIF s'est engagé à accompagner la Région Île-de France dans le cadre de sa stratégie « énergie-climat ».
Concernant le photovoltaïque, le SIGEIF déploie des projets sur des bâtiments publics, par grappes, afin d'optimiser les coûts. Il s'agit pour ce projet d'équiper le toit de l'école BERLIOZ situé rue de Mesly à Maison Alfort. Cette installation complète une grappe photovoltaïque de 600 m2.
Cette centrale produira 100 MWh/an, qui seront réinjectés dans le réseau public de distribution.
L'implantation se fera sur une surface de toiture de 130 m2 pour une surface de panneaux photovoltaïques de 1000 m2.
La puissance installée est de 99,66 KWc.
La production projetée pour cette installation la 1ère année est de 93 MWc, soit une productivité de 930 KWh.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant éligible retenu pour le calcul est de 276 180 € TTC.
Application du taux de subvention de 50 % de l'AAP EnR&R électrique, prévu pour les installations photovoltaïques, dans le cadre du RI adopté en CP 2020-056, soit un montant de subvention de 138 090 € TTC.

Localisation géographique :
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'INSTALLATIONS PHOTOVOLTAIQUES	272 580,00	98,70%
ETUDE DE FAISABILITE	3 600,00	1,30%
Total	276 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGIONALE SOLLOCITEE	138 090,00	50,00%
AUTOFINANCEMENT	138 090,00	50,00%
Total	276 180,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° 20006524 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 LOGNES GEO DENSIFICATION

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 256 853,03 € HT	8,58 %	107 871,03 €
	Montant total de la subvention		107 871,03 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS VALLEE DE LA MARNE
Adresse administrative : 5 COURS DE L'ARCHE GU DON
77207 TORCY
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Paul MIGUEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet, inscrit dans l'actuelle DSP (DALKIA), concerne la densification du réseau de chaleur de Lognes et Torcy. La ville de Lognes souhaite raccorder 4 prospects (groupe scolaire Dufour, Résidence La Futaie et 2 futures résidences à usage d'habitation) au réseau de chaleur géothermale, afin de faire bénéficier 2 bâtiments existants et 2 bâtiments neufs d'une énergie EnR à plus de 70 %. Pour ce faire, il est nécessaire de créer 542 mètres-linéaires de réseau et renforcer 273 mètres-linéaires de réseau existant. Il est également nécessaire de remplacer les pompes départ réseau situées en chaufferie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le calcul de la subvention se fait de manière cohérente avec le règlement d'intervention validé en CP du 31 janvier 2020 - délibération CP 2020-56, qui encadre le présent appel à projet Chaleur Renouvelable, session 2020.
Le montant de la subvention est par ailleurs défini en cohérence avec la co-instruction de la Direction Régionale de l'ADEME, l'appel à projet étant conjoint et articulé avec le Fonds Chaleur.

Localisation géographique :

- LOGNES
- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pompes de distribution réseau	199 735,15	15,89%
Voirie génie civil tranchée	539 685,38	42,94%
Distribution Hydraulique	288 967,78	22,99%
Sous-stations	228 464,72	18,18%
Total	1 256 853,03	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	107 871,50	8,58%
Subvention ADEME	107 871,50	8,58%
Fonds propres	1 041 110,03	82,83%
Total	1 256 853,03	100,00%

DOSSIER N° 20004421 - AAP CHALEUR RENOUVELABLE 2020 NEMOURS EXTENSION RCU BOIS

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 596 870,95 € HT	17,33 %	276 744,66 €
	Montant total de la subvention		276 744,66 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE-MARIE MARCHAND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à la reconnaissance du mécanisme d'instruction tout au long de l'année des dossiers relatifs à l'AAP Chaleur Renouvelable, le porteur de projet a entamé des travaux avant le passage en Commission Permanente régionale.

Description :
Ce projet d'extension du réseau de Nemours à horizon fin 2020 vise à raccorder 6 nouveaux abonnés dont 4 en infrastructures d'éducation ou communautaires et 1 en habitat social. La Ville, autorité délégante, a conclu un avenant au contrat de DSP avec DALKIA, délégant, pour la mise en oeuvre de cette extension.

Cette extension de 1270 mètres-linéaires du réseau de Nemours permettra de mieux valoriser la réserve de puissance EnR en mi-saison de la chaufferie Biomasse. Elle permettra de valoriser 2530 MWh d'EnR supplémentaire sur le réseau, soit un taux d'EnR marginal de 65.4 %.

La subvention demandée représente environ 15 % de l'investissement et permettrait de faire bénéficier les abonnés du réseau d'une baisse du prix de vente de 2.26 € HT/MWh (soit 2.38 € TTC/MWh).

Le projet prévoit le raccordement de près de 3 700 MWh, sur la Ville de Nemours, alimentés majoritairement par une énergie d'origine renouvelable. Il va permettre d'éviter l'émission de plus de 500 tonnes de CO2/an.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les calculs relatifs au montant de la subvention et son taux sont conformes aux normes arrêtées dans le règlement d'intervention validé en commission permanente lors du vote du 31.01.2020 de la délibération n° CP 2020-56.

Localisation géographique :
- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production et pompes	35 000,00	2,19%
Voirie, Génie Civil	829 167,04	51,92%
Distribution Hydraulique	441 625,19	27,66%
Sous-stations	205 532,06	12,87%
MOE	85 546,66	5,36%
Total	1 596 870,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	276 744,66	17,33%
DR ADEME	276 744,66	17,33%
Fonds propres et emprunts	1 043 381,63	65,34%
Total	1 596 870,95	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049369 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SEMAVERT- VERT LE GRAND

Dispositif : Aides aux études (n° 00001147)
Délibération Cadre : CP2020-056 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	73 575,00 € HT	50,00 %	36 787,50 €
	Montant total de la subvention		36 787,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMAVERT
Adresse administrative : ECOSITE DE VERT LE GRAND
91810 VERT-LE-GRAND
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur OLIVIER FAUZAN, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet a défini un plannig précis, afin que les résultats de l'étude de faisablité puissent se décliner et faire l'objet de programme d'investissement.

Description :
L'opération consiste à réaliser une étude de faisabilité technique, économique, environnementale, financière et juridique en vue d'un projet innovant couplant production d'électricité verte d'origine photovoltaïque et production et distribution de dihydrogène.
Le projet sera situé sur l'Ecosite de Vert-Le-Grand, en Essonne, centre multi-filières unique en France qui regroupe sur un même site une palette étendue de modes de production d'énergie renouvelable et locale (électricité, chaleur, biométhane) à partir des déchets du territoire.

L'objectif de l'opération est de :

- réaliser une étude de faisabilité d'un projet d'installations d'ombrières photovoltaïques installées sur la base logistique de la société SEMAVERT d'une surface exploitable d'1ha : modernisation du site, démolition de hangars vétustes et aménagement d'ombrières pour protéger les véhicules de collecte de déchets.

- d'étudier l'opportunité de créer une unité de production de dihydrogène : carburant obtenu à partir de l'énergie électrique produite par les ombrières photovoltaïques, sur la base de l'électrolyse de l'eau.

- réaliser une étude de faisabilité pour l'installation d'une station hydrogène qui pourrait alors être utilisé comme carburant, pour une partie de la flotte de véhicules de collecte de déchets.

L'étude portera notamment sur la faisabilité de la création d'une unité d'électrolyse de 500 kWe de puissance qui permettra la production de +/- 200 kg/jour de dihydrogène.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Application du règlement d'intervention :

Aide aux études: taux maximal de 50 % plafonné à 50 000 €

Base éligible: 73 575 € taux de 50 % appliqué

Montant de la suvention proposée : 36 787 €

Localisation géographique :
- VERT-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité ombrières	16 075,00	21,85%
Etude de faisabilité PV et H2	57 500,00	78,15%
Total	73 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	36 787,00	50,00%
Auto financement	36 788,00	50,00%
Total	73 575,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

ANNEXE 2 : FICHES-PROJET METHANISATION

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049104 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - BIOENERGIE SONCHAMP à Sonchamp (78)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 588 742,00 € HT	11,27 %	630 000,00 €
	Montant total de la subvention		630 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOENERGIE SONCHAMP
Adresse administrative : FERME DE RENONVILLIERS
78120 SONCHAMP
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ROMUALD AMELINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 12 actionnaires : 7 sociétés agricoles et 5 agriculteurs réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, BIOENERGIE DE SONCHAMP.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 950 t/an, composé de 76% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 15% pulpes de betterave, et de 9% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 14 500 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 300 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 130 Nm3/h (11 130 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 19 500 t/an d'intrants, dont plus de 3 000 t/an de biodéchets alimentaires et 1 250 t/an de déchets verts, et produire 17 250 MWh/an de biométhane.

L’unité de méthanisation nécessitera l’équivalent de 1 temps plein en CDI (agent technique) plus l'intervention à temps partagé des associés du projet dans la gestion administrative et courante de l’unité.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l’aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- SONCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 588 742,00	100,00%
Total	5 588 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	630 000,00	11,27%
Subvention ADEME (sollicitée)	370 000,00	6,62%
Fonds propres	330 000,00	5,90%
Subvention CD78 (sollicitée)	150 000,00	2,68%
Emprunts	4 108 742,00	73,52%
Total	5 588 742,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l’investissement en faveur de la promotion de l’énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049105 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS 77320 BIOGAZ à la Ferté-Gaucher (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	6 382 436,00 € HT	9,87 %	630 000,00 €
	Montant total de la subvention		630 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS 77320 BIOGAZ
Adresse administrative	:	LA COMMANDERIE 77320 CHEVRU
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PIERRE-EDOUARD GUILLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 9 exploitations agricoles et une société de transport réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, 77320 BIOGAZ.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 27 000 t/an, composé de 53% d'effluents d'élevage, 36% de sous-produits agricoles (CIVE : cultures intermédiaires à vocation énergétique, pulpes de betterave, issues de silos, menues-pailles, poussières de chanvre, cannes de maïs, miscanthus) et 11% de déchets (déchets de pomme de terre, déchets verts et effluents de lavage d'industries agro-alimentaires).
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 21 000 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 500 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 273 Nm3/h (21 460 MWh PCS/an).

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1,5 temps plein : technicien qualifié et agriculteur pour la production des CIVE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- LA FERTE-GAUCHER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	6 283 436,00	100,00%
Total	6 283 436,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	630 000,00	9,87%
Subvention ADEME (sollicitée)	370 000,00	5,80%
Fonds propres	1 000 000,00	15,67%
Emprunts	4 382 436,00	68,66%
Total	6 382 436,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049106 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - BIOGAZ CHARMENTRAY à Charmentray (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 230 232,00 € HT	9,56 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BIOGAZ CHARMENTRAY
Adresse administrative	:	23 RUE DES 2 JUMEAUX 77410 CHARMENTRAY
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame STEPHANIE FLAMENT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 5 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, BIOGAZ CHARMENTRAY.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 950 t/an, composé de 86% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 5% pulpes de betterave, de 5% d'issues de silos et de 4% de menues-pailles.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 14 700 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 822 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 125 Nm3/h (11 580 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 15 500 t/an d'intrants et produire 15 500 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera en exploitation 2 ETP (technique et administratif) créés et encadrés par le Maître d'Ouvrage représentant 5 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- CHARMENTRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 230 232,00	100,00%
Total	5 230 232,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	9,56%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,74%
Fonds propres	100 000,00	1,91%
Emprunts	4 330 232,00	82,79%
Total	5 230 232,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049109 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS VGBIO ENERGIE à Farmoutiers (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 480 900,00 € HT	9,12 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS VGBIO ENERGIE
Adresse administrative	:	29 RUE DE COURTRY 77580 GUERARD
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur ANTOINE GELDOF, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 5 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, VGBIO ENERGIE.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 830 t/an, composé de 67% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 23% pulpes de betterave, de 8% d'issues de silos et de 1% de déchets de fruits et légumes.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 700 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 090 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 123 Nm3/h (11 600 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 17 170 t/an d'intrants et produire 18 140 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- FAREMOUTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 480 900,00	100,00%
Total	5 480 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	9,12%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,47%
Fonds propres	312 500,00	5,70%
Emprunts	4 368 400,00	79,70%
Total	5 480 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049115 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SENART BIO ENERGIES à Réau (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 252 100,00 € HT	12,00 %	630 000,00 €
	Montant total de la subvention		630 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SENART BIO ENERGIES
Adresse administrative	:	FERME DE GALANDE 77550 REAU
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur EMMANUEL FERRIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe deux exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, SENART BIO ENERGIES.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 925 t/an, composé de 68% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 27% pulpes de betterave, et de 5% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 15 000 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 890 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 117 Nm3/h (11 070 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 15 950 t/an d'intrants, dont 7 000 t/an de biodéchets alimentaires, et produire 16 400 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- REAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 252 100,00	100,00%
Total	5 252 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	630 000,00	12,00%
Subvention ADEME (sollicitée)	370 000,00	7,04%
Fonds propres	306 000,00	5,83%
Emprunt	3 946 100,00	75,13%
Total	5 252 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049123 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - METHA VAUDRETS à Voulton (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 781 200,00 € HT	8,65 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	METHA VAUDRETS
Adresse administrative	:	1 ROUTE DE PROVINS 77171 LECHELLE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur BERTRAND MICHEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe 4 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, METHA VAUDRETS.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 830 t/an, composé de 63% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 32% pulpes de betterave, et de 5% de pailles et menues-pailles.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 11 500 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 890 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 113 Nm3/h (10 700 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 19 750 t/an d'intrants et produire 19 720 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- VOULTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
construction unité	5 781 200,00	100,00%
Total	5 781 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	8,65%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,19%
Fonds propres	337 000,00	5,83%
Emprunts	4 644 200,00	80,33%
Total	5 781 200,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049129 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS GRANDPUITS D'ENERGIES à Grandpuits-Carrois (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 820 909,00 € HT	8,59 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS GRANDPUITS D'ENERGIES
Adresse administrative	:	3 RUE SAINT CHRISTOPHE 77720 AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame DAPHNE ROLAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe 3 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, GRANPUITS D'ENERGIES.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 880 t/an, composé de 67% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 27% pulpes de betterave, et de 6% d'issues de silos et menue-pailles.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 800 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 963 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 118 Nm3/h (11 173 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 16 600 t/an d'intrants et produire 17 360 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 820 909,00	100,00%
Total	5 820 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	8,59%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,15%
Fonds propres	334 299,00	5,74%
Emprunts	4 686 610,00	80,51%
Total	5 820 909,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049131 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS TERRE&GAZ à Nangis (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 846 030,00 € HT	8,55 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS TERRE ET GAZ
Adresse administrative	:	FERME DE COURTENAIN 77370 NANGIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur FREDERIC BRUNOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe 4 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, TERRE&GAZ.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10925 t/an, composé de 68% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 37% pulpes de betterave, et de 5% d'issues de silos et menues-pailles.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 800 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 190 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 117 Nm3/h (11 040 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 18 800 t/an d'intrants et produire 18 700 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 846 030,00	100,00%
Total	5 846 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	8,55%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,13%
Fonds propres	336 162,00	5,75%
Emprunts	4 709 868,00	80,57%
Total	5 846 030,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049136 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS GATIGAZ à Boutigny-sur-Essonne (91)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 285 600,00 € HT	13,24 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS GATIGAZ
Adresse administrative	:	ROUTE DE VIDELLE 91820 BOUTIGNY SUR ESSONNE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE LEJOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe 4 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, GATIGAZ.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 920 t/an, composé de 73% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 15% pulpes de betterave de 7% de déchets de pomme de terre et de 5% de poussières de chanvre.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 16 500 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 900 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 113 Nm3/h (10 660 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 14 300 t/an d'intrants et produire 15 100 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- BOUTIGNY-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 285 600,00	100,00%
Total	5 285 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	700 000,00	13,24%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,68%
Fonds propres	300 000,00	5,68%
Emprunts	3 985 600,00	75,40%
Total	5 285 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049137 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS MAY AGROÉNERGIE à May-en-Multien (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 843 900,00 € HT	8,56 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS MAY AGROENERGIE
Adresse administrative	:	20 RUE DE LA CROIX ECHAMPEU 77440 LIZY SUR OURCQ
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PIERRE COURTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus

Description :
Le projet regroupe 7 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, MAY AGROENERGIE.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 800 t/an, composé de 69% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 20% pulpes de betterave, de 5% d'issues de silos et 7% de déchets de pomme de terre et poussières de chanvre.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 750 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 150 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 122 Nm3/h (11 500 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter 22 500 t/an d'intrants et produire 22 800 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- MAY-EN-MULTIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 843 900,00	100,00%
Total	5 843 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	8,56%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,13%
Fonds propres	325 000,00	5,56%
Emprunts	4 718 900,00	80,75%
Total	5 843 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049138 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - VINANTES BIOÉNERGIES à Vinantes (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 020 000,00 € HT	9,96 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS VINANTES BIOENERGIES
Adresse administrative	:	14 GRANDE RUE 77230 VINANTES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur ETIENNE PROFFIT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 2 exploitations agricoles réunies dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, VINANTES BIOENERGIES.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 500 t/an, composé de 62% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 33% pulpes de betterave, et de 5% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 10 100 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 541 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 110 Nm3/h (10 440 MWh PCS/an).
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 2 équivalents temp-plein en CDI (agent technique et administratif).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- VINANTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 020 000,00	100,00%
Total	5 020 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	9,96%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,98%
Fonds propres	150 000,00	2,99%
Emprunts	4 070 000,00	81,08%
Total	5 020 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049160 - AAAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SAS BIOGAZ DU PLATEAU à Larchant (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 631 272,00 € HT	11,19 %	630 000,00 €
	Montant total de la subvention		630 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAS BIOGAZ DU PLATEAU
Adresse administrative	:	12 RUE DES SABLONS 77760 LARCHANT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE GIRARDOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 3 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, BIOGAZ DU PLATEAU.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 15 700 t/an, composé de 45% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 11% pulpes de betterave, de 11% d'issues de silos et menues-pailles, et 33% d'effluents et sous-produits agricoles et agro-industriels variés.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 15 600 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 643 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 158 Nm3/h (13 400 MWh PCS/an).
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps-plein en CDI (agent technique) plus l'intervention à temps partagé des trois associés du projet dans la gestion administrative et courante de

l'unité.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- LARCHANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 631 272,00	100,00%
Total	5 631 272,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	630 000,00	11,19%
Subvention ADEME (sollicitée)	370 000,00	6,57%
Fonds propres	300 000,00	5,33%
Emprunts	4 331 272,00	76,91%
Total	5 631 272,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049168 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - PLAINES DE FRANCE ENERGIE à Marchemoret (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 301 242,00 € HT	9,43 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLAINES DE FRANCE ENERGIE
Adresse administrative	:	CHEMIN DES VIGNETTES 77230 MOUSSY LE VIEUX
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur GUILLAUME THIERRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 3 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, PLAINE DE FRANCE ENERGIE.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 200 t/an, composé de 91% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 5% pulpes de betterave, et de 4% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 8 300 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 136 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 120 Nm3/h (11 080 MWh PCS/an).
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent 1 temps-plein en CDI (technicien d'exploitation) plus l'intervention à temps partagé des trois associés du projet dans la gestion administrative et courante de l'unité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- MARCHEMORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 301 242,00	100,00%
Total	5 301 242,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	9,43%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	5,66%
Fonds propres	750 000,00	14,15%
Emprunts	3 751 242,00	70,76%
Total	5 301 242,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049169 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SARL BRIE COMPOST à Cerneux (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	6 515 668,00 € HT	9,21 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SARL BRIE COMPOST
Adresse administrative	:	FERME DE MONGLAS 77320 CERNEUX
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur OLIVIER PHILIPPE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 1 exploitation agricole et 2 PME réunies dans une structure dédiée à la valorisation des sous-prroduits organiques, BRIE COMPOST. Cette entité porte une plate-forme de compostage opérationnelle depuis plusieures années, et souhaite se diversifier vers la méthanisation.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 19 920 t/an, composé de 31% de boues d'épuration, 29% d'effluents, 13% de déchets de pomme de terre, 10% de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 9% de biodéchets alimentaires et graisses de restauration et et de 8% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 16 000 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 400 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 200 Nm3/h (17 130 MWh PCS/an).

Le projet est évolutif : en cas de restriction des mélanges boues d'épuration / biodéchets et sous-produits agricoles, le process et le plan d'approvisionnement pourront s'adapter à une suppression des boues, qui seront remplacées par des biodéchets et graisses de restauration.
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 2 temps pleins (agents technique et administratif). La phase de construction emploiera en continu 7 personnes pendant 8 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement territoriale : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- CERNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité méthanisation	6 515 668,00	100,00%
Total	6 515 668,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide Région sollicitée	600 000,00	9,21%
Aide ADEME attribuée	308 000,00	4,73%
Fonds propres	150 000,00	2,30%
Emprunts	5 457 668,00	83,76%
Total	6 515 668,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049170 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - GOELE BIOENERGIE SAS à Marchemoret (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	6 575 923,00 € HT	7,60 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	GOELE BIOENERGIE SAS
Adresse administrative	:	12 RUE DU MARECHAL GALLIENI 77165 SAINT SOUPPLETS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur CÔME MAURICE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 10 exploitants agricoles et une personne morale réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, GOELE BIOENERGIE.
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 980 t/an, composé de 42% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 36% pulpes de betterave, de 18% de déchets de pomme de terre de 2% de déchets verts et de 1% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 9 900 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 886 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 108 Nm3/h (11 175 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : une phase de développement est prévue dans quelques années. L'unité à terme pourra traiter A1 350 t/an d'intrants et produire 18 300 MWh/an de biométhane.

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein, plus 1 autre temps plein pour la production des CIVE. La phase de construction emploiera en continu 5 personnes pendant 9 mois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- MARCHEMORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	6 575 923,00	100,00%
Total	6 575 923,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	7,60%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	4,56%
Fonds propres	400 000,00	6,08%
Emprunts	5 375 923,00	81,75%
Total	6 575 923,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049171 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - BBE GAZ à Chauconin-Neufmontiers (77)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	5 003 585,00 € HT	9,99 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BBE GAZ
Adresse administrative : BBE GAZ
77122 MONTHYON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur PASCAL DE GELIS, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet regroupe 4 exploitants agricoles réunis dans une structure nouvelle dédiée à la méthanisation, BRIE BIO ENERGIE (BBE).
Le projet est dimensionné sur un approvisionnement total de 10 850 t/an, composé de 68% CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 28% pulpes de betterave, et de 5% d'issues de silos.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 10 400 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 858 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100% du digestat issu du méthaniseur.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 114 Nm3/h (10 800 MWh PCS/an).
L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent de 1 temps plein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement agricole : 30% maximum des investissements, aide maximale de 1 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- CHAUCONIN-NEUFMONTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	5 003 585,00	100,00%
Total	5 003 585,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	500 000,00	9,99%
Subvention ADEME (sollicitée)	300 000,00	6,00%
Fonds propres	240 000,00	4,80%
Emprunts	3 963 585,00	79,21%
Total	5 003 585,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049177 - AAP 2019-2 pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - MODUL'O YVELINES à Carrières-sous-Poissy (78)

Dispositif : Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT) (n° 00000872)
Délibération Cadre : CR16-14 du 13/02/2014
Imputation budgétaire : 907-75-20422-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France (INVESTISSEMENT)	2 883 527,00 € HT	15,09 %	435 000,00 €
	Montant total de la subvention		435 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MODUL'O YVELINES
Adresse administrative	:	48 RUE RENE CLAIR 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur JIMMY COLOMIES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier déposé dans le cadre de la 2ème session 2019 de l'appel à projets ADEME/Région « AAP méthanisation » dont la date limite de dépôt des dossiers était le 26 septembre 2019. Le rythme de l'appel à projet n'est pas compatible avec le calendrier de réalisation du projet, certaines prestations (AMO et MOE) devant démarrer tôt dans le processus.

Description :
Le projet est porté par une société de projet, MODUL'O YVELINES, associant TRYON, une start-up oeuvrant dans le développement de ce process innovant, et 2 organismes de financement : la banque des territoires et Kyotherm.
Le projet consiste à construire un prototype de petite méthanisation de biodéchets alimentaires. Il est dimensionné sur un approvisionnement total de 4 000 t/an, composé de biodéchets de restauration des collèges du département des Yvelines, et de biodéchets de gos producteurs.
Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 4 000 m3/an, qui sera valorisé par épandage sur les terres d'exploitants agricoles associés via un plan d'épandage. le digestat sera transporté et stockés sur les exploitants dans de grandes baches souples.
La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 36 Nm3/h (3 200 MWh PCS/an).
Le projet est évolutif : un doublement de la capacité est prévue dans quelques années. L'unité à terme

pourra traiter 8 000 t/an d'intrants et produire 6 400 MWh/an de biométhane.
L'intérêt principal de ce projet est de démontrer la faisabilité technique et économique de cette solution de traitement de proximité des biodéchets alimentaires.
L'unité de méthanisation nécessitera 1,3 ETP (équivalent temps-plein) : 1 ETP opérateur sur site, 0,1 ETP technicien expert, 0,2 ETP gestionnaire de site (administratif).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- Unité de traitement de biodéchets : 30% maximum des investissements, aide maximale de 2 000 000 €
- Calcul de l'aide ADEME + Région en fonction des règles du fonds chaleur et des critères de rentabilité économique du dossier

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction unité	2 883 527,00	100,00%
Total	2 883 527,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF (sollicitée)	435 000,00	15,09%
Subvention ADEME (sollicitée)	435 000,00	15,09%
Fonds propres	311 897,00	10,82%
Fonds d'investissement	623 794,00	21,63%
Emprunts	1 077 836,00	37,38%
Total	2 883 527,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° EX049265 - Aide aux études pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - BIOMETHA 95 à Frémecourt (77)

Dispositif : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)
Délibération Cadre : CR2019-057 du 21/11/2019
Imputation budgétaire : 907-75-20421-475001-1700
Action : 475001063- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	66 000,00 € HT	50,00 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BIOMETHA 95
Adresse administrative : 2 RUE DU RUISSEAU
95450 AVERNES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GREGOIRE BOUILLIANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'étude doit être lancée avant mars 2020, de façon à ce que le porteur de projet puisse candidater à la prochaine session de l'AAP « méthanisation » conjoint Région / ADEME (dossier à déposer pour avril 2020). De ce fait, le démarrage doit être anticipé compte-tenu des délais de réalisation.

Description :
Ensemble d'études de faisabilité en vue de la construction d'une unité de méthanisation sur les exploitations agricoles, alimentée par une ressource de produits agricoles issus des exploitations des porteurs de projet.

Les prestations d'études se décomposent en une étude de faisabilité technico-économique de l'unité (estimation du gisement, étude de l'assolement, débouchés du digestat, dimensionnement, chiffrage de l'investissement, compte prévisionnel d'exploitation, etc.) et une assistance au montage du projet (accompagnement dans les démarches et choix du constructeur) réalisées par CERFRANCE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
- soutien de 50 % du montant des dépenses éligibles, avec un plafond de subvention de 50 000 €.

Localisation géographique :
- FREMECOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité et aide au montage	66 000,00	100,00%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale sollicitée	33 000,00	50,00%
Fonds propres	33 000,00	50,00%
Total	66 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

ANNEXE 3 : FICHES-PROJET DECHETS

DOSSIER N° 20004528 - OPERATION INNOVANTE – UTILISATION DE TERRE ET GRAVAS DANS PLUSIEURS PROCEDES CONSTRUCTIF DU GROUPE SCOLAIRE « LAVALLEE » A CHATENAY-MALABRY (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	712 388,00 € HT	28,07 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHATENAY-MALABRY
Adresse administrative	:	26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur GEORGES SIFFREDI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 30 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après une 1ère phase d'étude et de faisabilité économique, la construction du groupe scolaire situé dans l'éco-quartier Lavallée est une première étape concrète dans la structuration d'une nouvelle filière gravas-terre. Un concours lancé en 2019, a permis de retenir une solution qui consiste en une structure porteuse sobre en poteaux poutre bois, complétée de trois techniques constructives alternatives associant gravas et terre :
- Des façades en béton de chaux sec, non armé à faiblement armé, formulé à partir d'agrégats de béton recyclé et mis en œuvre par damage.
- Des séparatifs intérieurs intégrant un mélange terre-chanvre non stabilisé à une ossature bois.
- Un lestage acoustique, vibratile et thermique des planchers bois par terre crue non stabilisée.

La terre, les granulats et les sables sont issus majoritairement du site, en partenariat avec la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP), aménageur de la ZAC.

Un consortium pluridisciplinaire a été mis en place autour de la maîtrise d'œuvre pour assurer efficacement tous les travaux de recherche et de développement utiles au projet. Ainsi, sont impliqués : l'Université Gustave Eiffel-Nantes (anc. IFFSTAR), Université de Coventry, Chaux et Enduits de St Astier (Partenaire Industriel), Eco-Pertica (technique terre-chanvre), META Acoustique et le BET Amoes (fluides et HQE).

Le bureau de contrôle BTP Consultant, partenaire de la ville dès la rédaction du règlement de concours, assure une approche réglementaire des avis-techniques et eurocode permettant une mise en œuvre simplifiée et aisément reproductible en minimisant les verrous normatifs.

L'objectif du projet est également de s'assurer au mieux le retour d'expérience et la reproductibilité des trois techniques alternatives, par la mise en œuvre de moyens de diffusion et de valorisation des procédés développés. Dans cette optique de partage, sont également prévus :
- La comparaison de l'impact environnemental permettant d'appréhender l'intérêt de ces solutions par rapport aux solutions conventionnelles.
- L'analyse des freins et des leviers, tant normatifs que sociologiques, afin d'identifier les actions à mettre en œuvre pour faciliter la reproductibilité et la structuration de filières pérennes.
- Un protocole numérique combinant les moyens de conception, suivi et archivage offerts par les outils Building Information Modeling (BIM) afin d'anticiper la fin de vie du bâtiment et optimiser la ré-employabilité et la recyclabilité de ses composants.

Enfin, un programme de publications associant articles techniques et ouvrages d'architecture assurera une large diffusion du retour d'expérience. La mention du soutien financier de la Région sera systématiquement rappelée dans les documents de promotion de l'opération.

Dans le cadre de ce projet, le soutien de la Région porte sur :
- les études de faisabilité techniques nécessaires aux travaux ;
- les travaux de mise en œuvre des trois techniques innovantes.

Cette opération répond à l'orientation du Plan régional de Prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France « Mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers franciliens » et contribuera à l'atteinte de des objectifs de prévention et de valorisation des déchets du BTP fixés par le plan.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 8 : Soutenir la recherche et les projets innovants dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets - 30% des dépenses éligibles en investissement – le soutien régional est plafonné à 200 000 €.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes techniques, essais, certification	419 218,00	58,85%
Surplus travaux lié aux innovations	293 170,00	41,15%
Total	712 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	233 355,60	32,76%
ADEME national	279 032,40	39,17%
Région Ile-de-France	200 000,00	28,07%
Total	712 388,00	100,00%

DOSSIER N° 20004508 - CYCLE TERRE – FABRIQUE DE MATERIAUX EN TERRE CRUE A SEVRAN (93)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	3 477 600,00 € HT	5,75 %	199 980,00 €
	Montant total de la subvention		199 980,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : QUARTUS ENSEMBLIER URBAIN
Adresse administrative : 1 RUE PAUL CEZANNE
75008 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Franck DONDAINAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 30 décembre 2019 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de livraison du projet est strictement encadrée par le contrat de subvention européenne « Urban Innovative Actions » qui représente la très grosse majorité du budget. Pour respecter celle-ci, certaines études préalables aux travaux ont dû être enclenchées sans attendre la validation en commission permanente régionale.

Description :
Le projet Cycle Terre, basé à Sevran (93), a pour but la réalisation d'une fabrique de matériaux de construction en terre crue à partir de déblais, notamment ceux issus des travaux du Grand Paris.
Le partenariat Cycle Terre est composé de 13 acteurs, dont la Ville de Sevran qui pilote le projet, Quartus Ensemblier Urbain qui porte les dépenses de la fabrique, Grand Paris Aménagement, le groupe ECT, des instituts de recherche et des associations.

Le démonstrateur de Sevran vise à faire une preuve du concept puis à développer plusieurs fabriques similaires en Ile-de-France ou en France, pour redévelopper une filière terre crue à partir de déblais, apportant confort intérieur, faible impact environnemental et reconnexion avec les matières naturelles. Les matériaux seront vendus aux entreprises de bâtiment mais le choix du procédé constructif étant décidé par les maîtres d'ouvrage, ce sont en premier lieu les bailleurs sociaux, les collectivités et les promoteurs qui seront ciblés.

La demande de permis de construire de la fabrique a été déposée en novembre 2019. Le démarrage des travaux est envisagé en mai 2020 et la livraison du bâtiment en janvier 2021 pour un démarrage de

l'activité de production début 2021.

Ce projet, financé en grande partie par l'Europe, représente une occasion unique de tester la valorisation des déblais pour la construction, en répondant ainsi à des enjeux de protection des ressources, de réduction des déchets, de construction bas-carbone et de création d'emplois.

Le financement de la Région permettra le financement de la future fabrique, le soutien porte sur :
- Les travaux de construction du bâtiment ;
- L'acquisition du matériel de laboratoire ;
- L'acquisition de machines pour la fabrication des matériaux en terre crue.

Ce projet s'inscrit dans l'orientation du Plan régional de Prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France « mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers franciliens » et contribue à l'atteinte des objectifs de valorisation du plan.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 8 : soutenir la recherche et les projets innovants dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets
5,75% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de construction	2 197 500,00	63,19%
Achat de matériel de laboratoire	60 100,00	1,73%
Achat de machines	1 220 000,00	35,08%
Total	3 477 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	695 520,00	20,00%
Subvention Europe (UIA)	2 582 100,00	74,25%
Région Ile-de-France	199 980,00	5,75%
Total	3 477 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

DOSSIER N° 20004596 - NOWW (75) : CONCEPTION DE SOLUTIONS DE CONSIGNES POUR REEMPLOI A DESTINATION DES ENTREPRISES ET DES ACTEURS DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	176 900,00 € HT	30,00 %	53 070,00 €
	Montant total de la subvention		53 070,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	NOWW SAS
Adresse administrative	:	24 RUE CLAUDE POUILLET 75017 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Laurence PAYRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 avril 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Un contrat a été signé avec une entreprise nécessitant l'acquisition (délai de fabrication) et l'installation du premier automate connecté dès le mois d'avril.

Description :
NoWW souhaite faciliter la sortie des emballages à usage unique de la vente à emporter, en engageant les restaurants, les cafétérias, les distributeurs alimentaires et leurs clients dans une alternative qui ne crée pas de déchet : des emballages, principalement en verre, consignés et réutilisables.

Pour ce faire, l'entreprise conçoit, développe et organise un écosystème autour de la consigne pour réemploi qui inclut notamment :
- la fourniture de contenants en verre avec couvercles ;
- des automates connectés permettant de distribuer les contenants dans les restaurants et entreprises ;
- la gestion financière dématérialisée des montants consignés développée en interopérabilité avec les systèmes d'encaissement et porte-monnaie électroniques existants chez le client ;
- de la sensibilisation au zéro déchet avec un objectif de 10 000 salariés touchés.

Chaque machine installée permettra l'évitement de 75 000 unités de déchets issues de la vente à emporter par an (équivalent à 1 tonne par machine installée). Le circuit de réemploi (collecte et lavage) sera entièrement réalisé en Île-de-France avec des partenaires de l'économie sociale et solidaire qui emploient des personnes en parcours d'insertion ou en situation de handicap : Lemon Aid, Initiatives

emploi 92 et des ESAT à Bagneux et Asnières.

Pour cela, la Région apportera son soutien à Noww pour :
- poursuivre le développement informatique du système ainsi que les études pré-opérationnelles nécessaires (études R&D, études industrielles, de design des machines, d'éco-conception et d'analyse de cycle de vie) ;
- faire l'acquisition de 10 machines-automates connectés dédiés à la consigne pour réemploi fabriqués en France, ainsi que des bocaux et caisses de transport nécessaires à leur fonctionnement.

Ce projet permettra de contribuer à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et à l'objectif de diminution de 10 % de la quantité de déchets ménagers et assimilés entre 2010 et 2025.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de réutilisation : 30 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement informatique process automate et études pré-opérationnelles fabrication des machines	63 900,00	36,12%
Acquisition des machines, contenants et matériel de stockage	113 000,00	63,88%
Total	176 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	82 330,00	46,54%
BPI	21 500,00	12,15%
CCI	5 000,00	2,83%
France Active	15 000,00	8,48%
Région Ile-de-France	53 070,00	30,00%
Total	176 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° 20006371 - ECOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE ET NOUVEAUX MODELES D'AFFAIRES – COMITE FRANCILIEN DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement) (n° 00000356)
Délibération Cadre : CR105-11 modifiée du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 937-72-6574-172001-1700
Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	98 458,00 € TTC	10,16 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OREE ORGAN POUR RESPECT ENVIRON DS ENTREPRISE
Adresse administrative	:	42 RUE DU FBG POISSONNIERE 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Patricia SAVIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation des actions du comité francilien de l'économie circulaire prévues pour l'année 2020 (publications et événements) ont dû commencer dès le mois de janvier.

Description :
ORÉE, association multi acteurs créée depuis plus de vingt ans, réunit au sein d'un réseau, des membres issus d'univers différents (entreprises, collectivités territoriales, institutions, centres de recherche, associations professionnelles et environnementales...), qu'elle fédère et accompagne autour d'une réflexion partagée sur les meilleures pratiques environnementales.
Une des 3 priorités d'ORÉE est l'économie circulaire (incluant l'éco-conception, le recyclage et l'écologie industrielle et territoriale).

Initié et animé par ORÉE, le comité francilien de l'économie circulaire est un groupe de réflexion, de collaboration et d'action pour promouvoir l'économie circulaire en Île-de-France. Il réunit des responsables de l'ADEME Île-de-France, les Canaux, la CCI Paris Île-de-France, le CEREMA, la Région Île-de-France, la CRESS, la DIRECCTE Île-de-France, la DRIEE Île-de-France, l'Institut Paris Region, la Métropole du Grand Paris, ORÉE, le TEDDIF et la Ville de Paris.

Sont au cœur du projet du comité francilien de l'économie circulaire :
- la consolidation et la mise en œuvre d'une vision globale sur la transition de l'Île-de-France vers une

économie circulaire par un échange d'informations, de compétences et de ressources ;
- le soutien des politiques des territoires franciliens en faveur d'une économie circulaire par le développement d'outils transversaux et d'actions multipartites ;
- la valorisation des actions des entreprises, des associations et des collectivités d'Île-de-France engagées dans des modèles d'économie circulaire.

Le comité francilien se réunit autour des valeurs de partage, de confiance et de coopération. Ses moyens d'actions sont de trois types : les réunions internes du comité, les rencontres, des guides ou recueil de retours d'expériences.

La Région Île-de-France apporte son soutien en 2020 pour :
- une édition thématisée de son livrable « Sur la route » en s'attachant à valoriser des projets de modèles d'affaires en faveur de l'économie de la ressource ;
- un séminaire portant sur les démarches d'écologie territoriale, mettant en valeur les initiatives portées par les acteurs publics ;
- un séminaire sur les modèles d'affaires en faveur de l'économie circulaire, mettant en lumière les démarches initiées par les acteurs privés. Ce séminaire sera organisé autour du lancement du « Sur la route des modèles d'affaires en faveur de l'économie de la ressource».

Ce projet contribue à l'orientation du PRPGD d'assurer la transition vers l'économie circulaire, il permettra également de diffuser les bonnes pratiques sur la mise en œuvre de l'écologie industrielle et territoriale (EIT), sur l'éco conception, l'économie de fonctionnalité et les modèles d'affaires sobres en utilisation de ressources.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - Soutenir les actions et programmes d'actions pour la prévention des déchets : aide d'un montant de 10 000 €, soit 10,16% des dépenses éligibles en fonctionnement

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel (salaires)	91 458,00	92,89%
Prestations extérieures (communication, frais de location de salle/réception)	7 000,00	7,11%
Total	98 458,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	29 541,00	30,00%
ADEME Île-de-France	27 417,00	27,85%
Métropole du Grand Paris	21 500,00	21,84%
DRIEE Île-de-France	10 000,00	10,16%
Région Île-de-France	10 000,00	10,16%
Total	98 458,00	100,00%

ANNEXE 4 : FICHES-PROJET BIODIVERSITE EAU

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-190

DOSSIER N° 20006392 - ANIMATION DU RESEAU ASSOCIATIF ENVIRONNEMENTAL D'ÎLE-DE-FRANCE ET PARTICIPATION AU DIALOGUE ENVIRONNEMENTAL AVEC LES INSTITUTIONS - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF (FNE) - FONCTIONNEMENT

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)
Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013
Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700
Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	310 230,00 € HT	16,12 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF
Adresse administrative	:	2 RUE DU DESSOUS DES BERGES 75013 PARIS 13
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Thierry HUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Description :
Les axes d'actions pluriannuels s'inscrivent dans un plan d'actions triennal 2018-2019-2020 dont les orientations stratégiques ont pour but de :
- Faciliter le dialogue environnemental, rassembler, mutualiser et développer les partenariats de projets, notamment en accompagnant et en coordonnant les associations franciliennes de protection de l'environnement.
- Mobiliser le tissu associatif pour mettre en place des actions dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, de la lutte contre les pollutions (air, eau, sols) et les nuisances (bruit, déchets, nuisances aériennes…), sur l'ensemble des milieux naturels, urbains et agricoles pour des aménagements durables réduisant les inégalités territoriales et respectant le patrimoine commun.
- Accompagner la réussite des transitions écologique et énergétique face aux enjeux environnementaux cruciaux.

Les axes d'actions pour 2020 :

- Pérenniser la fonction de tête de réseau de FNE Île-de-France et développer les outils et services pour les associations adhérentes.
- Rassembler et mutualiser.
- Assurer une présence active dans les évolutions du territoire francilien.
- Participer aux consultations publiques des grands projets franciliens (enquêtes, débats, avis) en mobilisant et en soutenant le réseau des associations.
- Suivre le projet d'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 à Paris pour une bonne intégration des enjeux environnementaux.
- Poursuivre les réflexions sur les grands sujets régionaux, notamment en appui à la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030, à l'évaluation du SDRIF et au bilan du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).
- Sensibiliser le grand public au travers de la participation à divers évènements régionaux.
- Proposer des sessions de formations et de débats.
- Participer à l'élaboration du contenu du portail environnemental de la région Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	55 500,00	17,89%
Services extérieurs	26 800,00	8,64%
Autres services extérieurs	141 750,00	45,69%
Charges de personnel	85 050,00	27,42%
Impôts et taxes	1 130,00	0,36%
Total	310 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	16,12%
Subvention Etat (DRIEE)	25 000,00	8,06%
Subvention Ville de Paris	12 000,00	3,87%
Subvention Eau de Paris	5 000,00	1,61%
Subvention AESN	47 800,00	15,41%
Subvention EPTB	67 600,00	21,79%
Subvention MGP	12 930,00	4,17%
Cotisations, dons manuels ou legs	5 400,00	1,74%
Aides privées et mécenat	79 500,00	25,63%
Ventes de marchandises, produits finis, prestations de services	5 000,00	1,61%
Total	310 230,00	100,00%

DOSSIER N° 20004504 - OBSERVATOIRE REGIONAL DES INSECTES EN ILE-DE-FRANCE - OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT (OPIE)

Dispositif : Grands partenariats pour la biodiversité (n° 00001203)
Délibération Cadre : CP2020-068 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 937-76-6574-476003-1700
Action : 476003023- Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands partenariats pour la biodiversité	85 000,00 € HT	41,18 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : CHEMIN RURAL N 7
78280 GUYANCOURT CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent PERU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travail à mener durant la période propice pour les inventaires, en fonction des espèces, et impliquant convenablement le réseau d'observateurs dans les actions de terrain.

Description :
Dans la poursuite des actions menées en 2019, l'Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) entend accompagner la déclinaison et la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité par des actions visant à améliorer la connaissance entomologique, les réseaux naturalistes et le soutien scientifique aux instances régionales en charge de la biodiversité.

Ces actions s'articulent en 3 axes :
1. Expertise et connaissance (contribution à l'Observatoire régional de la biodiversité)
Après les listes d'expertises produites pour les Libellules, Papillons de jour et Sauterelles et Criquets, l'OPIE poursuit la connaissance et le développement d'indicateurs autour de certains groupes indicateurs des milieux boisés et humides. L'OPIE travaillera à l'élaboration des Listes Rouges Régionales « Longicornes » et « Hétérocères », notamment au travers de la prospection de terrain, la gestion de la base de données la production de synthèses annuelles, d'indicateurs et de la valorisation des données.

D'autre part, l'OPIE poursuit son implication dans la mise en œuvre du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) en partenariat avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB), en tant

que référent thématique "insectes".

2. L'École Régionale d'Entomologie (ERE)
Pour donner suite à la phase de conception de l'ERE, l'année 2020 sera consacrée à la première année de gestion, mise en œuvre et encadrement de formations pour savoir reconnaître et analyser la présence d'insectes pour les naturalistes confirmés, gestionnaires d'espaces protégés, personnels de collectivités (services techniques et espaces verts) sur deux niveaux d'expertise : perfectionnement et confirmés.

3. Appui aux instances scientifiques et à la mise en œuvre de la SRB
Au travers de son expertise scientifique reconnue, l'Opie constitue un appui à la Région dans la mise en œuvre de sa Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 et de ses missions, et ce notamment :
- par sa participation aux Conseils scientifiques des Réserves naturelles régionales et des Parcs naturels régionaux ;
- par la poursuite des réflexions et mise en œuvre d'actions de conservation des pollinisateurs sauvages ;
- par la participation aux réflexions et à l'alimentation du « Portail environnemental régional », par exemple par la production ou la fourniture de contenu pédagogique (services écosystémiques, sciences participatives…), ou encore de fiches pratiques sur la gestion des espaces favorables aux pollinisateurs sauvages et aux espèces d'intérêt patrimonial (cartes d'enjeux, notices de préconisations…).

En outre et de façon transversale à ces axes, l'OPIE participera à l'alimentation de son portail internet (mise à disposition d'outils et de référentiels communs) et à la formation et l'accompagnement du réseau des acteurs franciliens en coordination avec l'ARB.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 4 « Grands partenariats pour la biodiversité » du règlement d'intervention de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 n°CP 2020-068.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Observatoire régional des Insectes	45 000,00	52,94%
École régionale d'Entomologie	25 000,00	29,41%
Soutien aux réseaux gestionnaires et scientifiques	15 000,00	17,65%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	41,18%
DRIEE	20 000,00	23,53%
OPIE (Fonds propres ou autres partenariats)	30 000,00	35,29%
Total	85 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20003920 - ANIMATION 2020 POUR LE CONTRAT TVB DE LA PLAINE CENTRALE URBAINE

Dispositif : Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique (n° 00000225)
Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016
Imputation budgétaire : 937-74-6574-474007-1700
Action : 474007013- Contrats trame verte et bleue

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	176 003,00 € TTC	22,73 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ESPACES
Adresse administrative : 855 AVENUE ROGER SALENGRO
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre AMIOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Convention pluriannuelle de fonctionnement laquelle débute au 1er janvier et s'achève au 31 décembre.

Description :
Les actions 2019 ont été menées à bien avec notamment l'élaboration du contrat trame verte et bleue du territoire. Les actions 2020 sont les suivantes : animation du contrat et des trois chartes associées (Eau, Zéro phyto, Trame verte et bleue) ; accompagnement des maîtres d'ouvrage signataires dans leur projets en ces matières ; coordination des acteurs et communication notamment sur la gestion à la source des eaux de pluie en lien avec le tissage de la trame verte et bleue.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dispositif I. E : Financement du contrat trame verte et bleue

Localisation géographique :

- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Connaissance et animation

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	800,00	0,45%
Services extérieurs	1 200,00	0,68%
Autres services extérieurs	12 600,00	7,16%
Impôts, taxes et versements assimilés	7 098,00	4,03%
Charges de personnel	113 689,00	64,59%
Charges indirectes affectées à l'action	40 616,00	23,08%
Total	176 003,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	22,73%
AESN (Sub. prévisionnelle)	76 394,00	43,40%
Métropole du Grand Paris	59 609,00	33,87%
Total	176 003,00	100,00%

ANNEXE 5 : AVENANT N°1 CONVENTION FNE

Soutien à France Nature Environnement
- Structure dans le secteur de l'environnement -

Avenant n°1 à la convention-type pluriannuelle en faveur des
« Têtes de réseaux »

Entre

La **Région Île-de-France** sise à Saint-Ouen (93400) 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020-197 du 17 mai 2020,
ci-après dénommée *« la Région »*

d'une part,

Le bénéficiaire dénommé : **FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF**
dont le statut juridique est : Association
sis à : 2 rue du dessous des berges, 75013 PARIS 13
N° SIRET : 32464467300067
Code APE : 94.99Z
représenté par M. Thierry HUBERT, Président, en vertu du vote du Conseil d'administration du 29 mars 2018,
ci-après dénommé *« le bénéficiaire »*

d'autre part,

PREAMBULE

Le présent avenant est conclu en application :

- De la délibération n° CP 2019-376 du 18 septembre 2019, portant approbation de la convention « tête de réseau » 2019-2020 Soutien à France Nature Environnement – Structure dans le secteur de l'environnement – par laquelle la Région s'engage à apporter son concours à la réalisation des missions du bénéficiaire,

L'attribution de la subvention régionale est subordonnée à la conclusion du présent avenant.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Les 2 derniers alinéas relatifs à l'Article 1 « OBJET DE LA CONVENTION », sont modifiés comme suit :
« Pour la **deuxième** année de la convention, la subvention régionale correspond à 16,12 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 310 230 €, soit un montant maximum de subvention 50 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, qui précise les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche-projet » n° 20006392 - ANIMATION DU RESEAU ASSOCIATIF ENVIRONNEMENTAL D'ILE-DE-FRANCE ET PARTICIPATION AU DIALOGUE ENVIRONNEMENTAL AVEC LES INSTITUTIONS et correspondant à la **deuxième** année du projet. »

ARTICLE 2

L'alinéa 1 de l'article 5 de la convention type portant « ENGAGEMENTS DE LA REGION » est modifié comme suit :
« L'aide régionale en **année 2** est définie à l'article 1 de la présente convention. »

ARTICLE 3

Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Le présent avenant comprend une annexe :
- la « fiche-projet » n° 20006392 adoptée par délibération n° CP 2020-197 du 27 mai 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
Pour **France Nature Environnement Île-de-France,**	Pour **la Région Île-de-France,**
Le président	*La présidente du conseil régional*
Thierry HUBERT *Signature revêtue du cachet du bénéficiaire*	Valérie PECRESSE

ANNEXE 6 : CONVENTION OPIE

Convention « Grand Partenariat pour la Biodiversité »

entre l'Office pour les insectes et leur environnement - Opie - et la Région Île-de-France

L'OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT - OPIE, sis Chemin rural numéro 7 de la Minière, 78280 Guyancourt - ASSOCIATION LOI 1901 – N°SIRET 31822366600013, représenté par son Président, Monsieur Laurent PÉRU, et par délégation son Directeur, Monsieur Samuel JOLIVET,

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'une part,

La **RÉGION ÎLE-DE-FRANCE** sise à Saint Ouen - 93400 - 2 rue Simone Veil 93400, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération N° CP 2020-197 du 27 mai 2020

ci-après dénommée « *la Région* »

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

1. Les objectifs de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030

Région la plus peuplée et la plus urbanisée de France, l'Île-de-France recèle un patrimoine naturel riche et mal connu du grand public. À la croisée des influences atlantiques, continentales et subméditerranéennes, elle est caractérisée par une diversité d'habitats avec des terres agricoles fertiles, des massifs forestiers remarquables, des zones humides et de nombreux cours d'eau, mais aussi une biodiversité urbaine insoupçonnée. Ainsi, ce sont plus de 18 000 espèces d'insectes, 1 459 espèces de végétaux, 178 espèces d'oiseaux nicheurs, 56 espèces de mammifères indigènes, 14 espèces de reptiles et 17 espèces d'amphibiens qui vivent en Île-de-France.

Très dynamique économiquement et démographiquement, l'Île-de-France a connu au cours du dernier siècle de profondes transformations qui ont impacté les milieux naturels. Les espèces qui y vivent, ordinaires comme remarquables, ont été fortement affectées par ces changements, avec un déclin marqué de nombreuses populations et la disparition de certaines espèces.

Face à ce constat préoccupant, la Région Île-de-France endosse sa responsabilité de chef de file en matière de biodiversité et assume pleinement son rôle pour fédérer les acteurs et coordonner l'action concertée des collectivités, des institutions, des associations, des chercheurs, des experts et de toutes les consciences que le déclin du vivant inquiète et pousse à agir.

Avec la Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) 2020-2030 adoptée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019, la Région affirme son engagement en faveur d'actions concrètes et pérennes permettant de préserver et reconquérir le patrimoine naturel francilien.

Cette Stratégie constitue un document cadre, avec 71 actions portées par la Région et ses partenaires, articulées autour de 4 grandes orientations stratégiques :

- améliorer la santé et le bien-être des Franciliens grâce à la nature, en agissant sur les sources de pollution et en facilitant l'accès à la nature pour tous ;

- faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation, en soutenant des secteurs économiques qui placent la biodiversité au cœur de leurs activités ;
- placer la biodiversité au cœur de l'aménagement des territoires, de la planification à la réalisation des projets ;
- protéger la nature, grâce à la création de nouveaux espaces protégés, à la restauration des continuités écologiques et à la sensibilisation de tous.

2. Les missions du bénéficiaire

L'Office pour les insectes et leur environnement dite « Opie », association reconnue d'intérêt général régie par la loi 1901, agréée à l'échelle nationale aux titres de la protection de la nature et de la complémentarité aux programmes de l'éducation nationale ainsi qu'à l'échelle départementale au titre des associations de jeunesse et d'éducation populaire et déclarée à la Préfecture de Versailles sous le numéro 5626 dont l'avis de constitution a été publié au journal officiel du 28 décembre 1969 (19 novembre 1976 et 11 mai 2002 pour modification de dénomination ; 5 novembre 2005 pour modification de l'article 3 : nouvel objet)

Créée en 1969, l'association rassemble des naturalistes entomologistes amateurs et professionnels, et agit pour la connaissance entomologique, la protection des milieux et la sensibilisation de tous les publics au monde des insectes.
L'Opie agit aujourd'hui au quotidien au travers de :

- la production d'études et d'expertises. L'Opie est agrée par le ministère en charge de l'environnement et assume le rôle de tête de réseau concernant les inventaires et les suivis d'espèces d'insectes et la gestion des données entomologiques servant à l'évaluation de la biodiversité ;
- la formation professionnelle. L'Opie est un organisme de formation agréé sur le territoire national ;
- la médiation scientifique et l'éducation à l'environnement. Agréée par le ministère de l'Éducation nationale, l'Opie réalise des actions de sensibilisation tout public ;
- la publication et l'édition de revues spécialisées, de fiches pédagogiques de gestion, rapports d'études, ouvrages spécialisés.

3. Les objectifs partagés dans le domaine de la biodiversité en Île-de-France

Conscients que les insectes (qui représentent les ¾ des espèces animales connues), comme tous les organismes vivants, font partie du patrimoine terrestre et participent à la dynamique de l'évolution, et qu'ils sont des éléments indispensables au fonctionnement des écosystèmes, la Région et l'Opie souhaitent agir conjointement à l'amélioration des connaissances et des pratiques liées à la préservation des insectes et de leur environnement.

À cet effet, et dans le cadre de la mise en œuvre de la SRB, les objectifs partagés par la Région et l'Opie dans le domaine de la biodiversité sont :

- l'amélioration de la connaissance entomologique régionale et la contribution à l'Observatoire régional de la biodiversité ;
- la mise en réseau et la formation des naturalistes franciliens ;
- l'expertise pour l'appui aux instances scientifiques régionales (conseils scientifiques des Réserves naturelles régionales, des Parcs naturels régionaux et pour la mise ne œuvre de la SRB ;
- le porté à connaissance du grand public des enjeux entomologiques et notamment ceux des réseaux de pollinisation et des sciences participatives.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est une démarche volontaire, destinée à accompagner *le bénéficiaire* dans la mise en œuvre d'un programme d'actions dont les objectifs participent directement à la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) 2020-2030.

Elle a pour objet :

- l'établissement d'un partenariat entre *le bénéficiaire* et la Région en vue d'atteindre l'ensemble des objectifs cités en préambule.
- de préciser les actions mises en place par *le bénéficiaire* dans le cadre de ce partenariat, décrites à l'article 2.

Article 2 : DESCRIPTION DU PROGRAMME D'ACTION

Le programme d'actions du bénéficiaire s'intègre dans les objectifs de la Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) 2020-2030 listés en préambule.

Toutes les actions décrites à l'article 2 correspondent à l'objet du contrat comme mentionné à l'article 1.

Ce programme est éligible au règlement d'intervention qui décline la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) 2020-2030 approuvé par la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020, au titre du dispositif 3 « Grands partenariats pour la biodiversité ».

Article 2.1 : Expertise et connaissance (contribution à l'Observatoire régional de la biodiversité)

Après les listes d'expertises produites pour les Libellules, Papillons de jour et Sauterelles et Criquets, l'Opie entend poursuivre ces efforts et développer la connaissance autour de certains groupes indicateurs des milieux boisés et humides. La connaissance à développer sera ciblée sur les Coléoptères longicornes et les Lépidoptères hétérocères (Papillons nocturnes).
Ces derniers nécessitent un investissement à long terme pour la structuration des démarches d'inventaires régionaux mais permettront d'évaluer durablement et finement l'état des milieux et celui de la biodiversité associée.

D'autre part, l'Opie poursuit son implication dans la mise en œuvre du SINP régional en partenariat avec l'ARB, en tant que référent sur la thématique « insectes ». La gestion et la tenue à jour de sa base de données en est l'outil principal afin de pouvoir être pleinement opérationnel dans les échanges bilatéraux avec la base de données de référence régionale et toute autre plateforme organisée de collecte de données.

Cette action rejoint l'objectif D1 de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030.

Article 2.2 : L'École Régionale d'Entomologie

Dans la continuité des autres écoles régionales (botanique, herpétologie), L'Opie a désormais mis en place en partenariat avec l'ARB un cycle de formations permettant le partage du « savoir reconnaître » et analyser les présences d'insectes à destination des naturalistes confirmés du réseau bénévole mais aussi des différentes structures privées ou collectivités de la Région Île-de-France.
Grâce à l'élaboration des Listes rouges régionales, le réseau régional des entomologistes est déjà partiellement structuré ; l'École régionale d'entomologie permet à ce réseau d'acquérir de nouvelles compétences en matière d'expertise de l'entomofaune.

Cette formation s'adresse aux naturalistes amateurs investis dans l'amélioration des connaissances régionales, aux gestionnaires d'espaces régionaux protégés, aux personnels des collectivités locales (services techniques et espaces verts) sur deux niveaux d'expertise : « initiation » et « perfectionnement ». Il sera accompagné d'une offre plus « grand public » formalisée par des sorties thématiques avec des spécialistes du réseau l'Opie.
L'année 2020 sera la première année de mise en œuvre de cette école régionale, suite à l'élaboration du programme conçu en 2019.

Cette action rejoint l'objectif D4 de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030.

Article 2.3 : Appui aux instances scientifiques et à la mise en œuvre de la SRB

Au travers de son expertise scientifique reconnue, l'Opie constitue un appui à la Région dans la mise en œuvre de sa Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 et de ses missions, et ce notamment :

- par sa participation aux Conseils scientifiques des Réserves naturelles régionales et des Parcs naturels régionaux ;
- par la poursuite des réflexions et mise en œuvre d'actions de conservation des pollinisateurs sauvages ;
- par la participation aux réflexions et à l'alimentation du « Portail environnemental régional », par exemple par la production ou la fourniture de contenu pédagogique (services écosystémiques, sciences participatives…), ou encore de fiches pratiques sur la gestion des espaces favorables aux pollinisateurs sauvages et aux espèces d'intérêt patrimonial (cartes d'enjeux, notices de préconisations…).

Cette action rejoint les objectifs D1, D3 et D5 de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région Île-de-France s'engage pour la durée de la convention à :

- accompagner *le bénéficiaire* dans la mise en place du programme d'actions décrit à l'article 2, en particulier en apportant son soutien technique ;
- apporter son soutien financier *au bénéficiaire* sous réserve du vote de la commission permanente.

Article 4 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage, pour la durée de la convention, à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme d'actions décrit à l'article 2 ;
- saisir la Région pour toute demande de subvention dans le cadre de la réalisation du programme d'actions décrit à l'article 2 ;
- participer à l'enrichissement de l'Observatoire régional de la biodiversité et référencer l'ensemble des informations obtenues dans le cadre des actions listées dans cette convention dans le Système d'information sur la nature et les paysages (SINP) selon les modalités en vigueur ;
- transmettre un rapport d'activités reprenant les actions décrites dans la présente convention ;
- apporter son expertise aux instances scientifiques des RNR et des PNR.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Les opérations décrites à l'article 2 sont potentiellement éligibles à l'obtention de subventions de la part de la Région Île-de-France au titre de plusieurs dispositifs, conformément aux dispositions communes énoncées dans le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 votée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019.

La présente convention de partenariat n'a ainsi pas valeur de convention financière, et s'inscrit pleinement dans la politique contractuelle de la Région selon les règles de droit commun définies dans son règlement budgétaire et financier en vigueur ainsi que le cadre juridique et financier de chaque dispositif existant.

Elle ne change ni les règles juridiques, ni les règles financières, ni les conditions particulières de versement ou de contrôles des subventions attribuées dans le cadre des règlements d'intervention des dispositifs d'aide de la Région en vigueur.

Le soutien financier de la Région au titre du programme d'actions décrit à l'article 2 de la présente convention, demeure soumis à l'attribution des subventions par la commission permanente et à la signature d'une convention financière propre à chaque dispositif concerné.

Chaque convention financière vaudra annexe financière à la présente convention de partenariat.

Les obligations du bénéficiaire en matière de respect des mesures régionales (mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », respect de la charte de la Laïcité et des valeurs de la République) sont précisées dans la convention financière afférente à chaque subvention attribuée.

Article 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée initiale d'un an. En fonction de l'évolution du projet, les partenaires choisissent de la renouveler ou non. Ce renouvellement s'effectue par le biais d'une nouvelle convention soumise au vote de la commission permanente.

Article 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par l'assemblée délibérante régionale.

Article 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et, le cas échéant, la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Fait en 2 exemplaires, à Saint-Ouen

Le	Le
Pour ***le bénéficiaire*****,**	Pour la **Région Ile-de-France**,
Le directeur de l'Opie *Samuel Jolivet* *Signature revêtue du cachet de la société*	*La présidente du conseil régional* Valérie Pécresse

ANNEXE 7 : AVENANT CONVENTION AIR BATIMENTS PUBLICS

AVENANT 1 A LA CONVENTION TYPE RELATIVE AU DISPOSITIF INNOVONS POUR L'AIR DANS LES BÂTIMENTS PUBLICS

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération n° CP 2020 -190 du 27 mai 2020, ci-après dénommée « la Région »

d'une part, et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019, a été adoptée la convention type encadrant la relation entre la Région et les bénéficiaires de subventions en investissement. Ces conventions relèvent de l'application de la délibération CP 2019-177 du 22 mai 2019, par laquelle la Région a approuvé, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Ile-de-France » adopté le 17 juin 2016 (CR 114-16), le règlement de l'appel à projet « innovons pour l'air dans les bâtiments public ». Cet avenant vise à modifier les termes de l'article 3-2 relatif aux délais de caducité.

ARTICLE 1 :

L'article 3-2 de la CONVENTION est modifié comme suit :

« ARTICLE 3-2 : CADUCITE :

Si à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et la présente convention est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 3 mois par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 2 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

Pour ,

Le
Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la Région Ile-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-188

DU 27 MAI 2020

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) : DEUXIÈME RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats – attribution de subventions – réaffectations – avenants **;**

VU la délibération n° CP 2018-319 du 4 juillet 2018 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Longperrier (77) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-188 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **« contrats d'aménagement régionaux »**,

d'une part, de conclure avec **12** communes ou structures intercommunales, pour les opérations citées en annexe n°1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels figurant en annexe n°2, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet figurant en annexe n°3, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **8 996 215 €** mobilisé ainsi :

- 8 496 215 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2020.
- 500 000 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », programme PR 52-004 « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015 – 2020, volet 6 « Volet territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », Projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 2 :

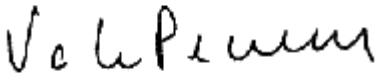
Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe n°3 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Autorise, à compter du 2 janvier 2018, la prise en compte des dépenses éligibles à la subvention attribuée dans le cadre d'un Contrat d'Aménagement Régional à la commune de Longperrier (77) par délibération n° CP 2018-319 du du 4 juillet 2018 susvisée relative à la construction d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Modifie la fiche-projet IRIS n° EX026047 en conséquence, figurant en annexe n°4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc182731-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : tableau de délibération

77 SEINE-ET-MARNE			
CRECY-LA-CHAPELLE	EX049229	Extension de l'école maternelle "Les promenades" (et réhabilitation)	400 000,00 €
	EX049230	Création de circulations mixtes (Mail des Promeneurs)	350 000,00 €
		Total subvention	**750 000,00**
MELUN	EX049368	Extension école Decourbe	675 000,00 €
	EX049367	Création 4 classes école Pasteur	325 000,00 €
		Total subvention	**1 000 000,00**
MORET-LOING-ORVANNE	EX049295	Aménagement de la place de l'hôtel de ville et de la rue des Granges	165 200,00 €
	EX049297	Remplacement de fenêtres de différents équipements publics	136 306,50 €
	EX049305	Réhabilitation du conservatoire de musique	28 144,00 €
	EX049298	Travaux de réfection de la salle des fêtes Roland Dagnaud	95 064,00 €
	EX049294	Travaux de réfection et de valorisation du centre d'activités communal	83 880,00 €
	EX049296	Aménagement de deux aires de jeux	7 325,00 €
	EX049303	Réfection des courts extérieurs et intérieurs des tennis couverts de Veneux-les-sablons et réfection des tennis d'Ecuelles	29 116,20 €
	EX049302	Acquisition et création d'une circulation douce Quai du canal	50 000,00 €
		Total subvention	**595 035,70**
QUINCY-VOISINS	EX048154	Réaménagement rue de Meaux en centre-ville (requalification)	300 000,00
	EX048137	Restauration église Saint-Denis	400 000,00
		Total subvention	**700 000,00**
SAMOREAU	EX048142	Aménagement des abords de la Grange aux Dîmes	466 772,50 €
	EX048141	Aménagement des abords et du parvis de l'Eglise	298 202,50 €
		Total subvention	**764 975,00**
78 YVELINES			
COMMUNAUTE DE COMMUNES PORTES DE L'ILE-DE-FRANCE	EX048186	Réhabilitation du siège administratif de la CCPIF	210 026,30 €
	EX048968	Aménagement de la voirie intercommunale	205 894,20 €
		Total subvention	**415 920,50**
COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE	EX049314	Requalification de la rue Fernand Bodet	363 220,00 €
	EX049315	Requalification de la rue Nationale	371 110,00 €
	EX049316	Extension de le voie Pierre Bérégovoy	715 918,00 €
	EX049317	Création de deux stations d'épuration	549 752,00 €

		Total subvention	**2 000 000,00**
LIMAY	EX046982	Agrandissement du groupe scolaire Pauline Kergomard	238 342,00
	EX046980	Aménagement de proximité des fosses rouges	64 000,00
		Total subvention	**302 342,00**
91 ESSONNE			
BREUILLET	EX048132	Construction d'un accueil de loisirs du groupe scolaire Camille Magné	725 000,00 €
	EX048138	Construction d'une Maison de l'Environnement dans le parc du château du Colombier (aménagement logement de gardien, bureaux, salles associatives) et aménagement du parc	275 000,00 €
		Total subvention	**1 000 000,00**
DRAVEIL	EX048751	Acquisition et Réhabilitation du nouveau bâtiment associatif	791 667,00 €
	EX048756	Restauration de l'avenue Marcelin Berthelot	208 333,00 €
	EX048761	Renovation paysagère d'espaces publics du centre ville - Démarche environnementale	500 000,00 €
		Total subvention	**1 500 000,00**
LA-VILLE-DU-BOIS	EX048117	Réhabilitation de l'école des Cailleboudes	500 000,00
	EX048116	Réhabilitation de l'école des Renondaines	300 000,00
		Total subvention	**800 000,00**
95 VAL D'OISE			
PONTOISE	EX048082	Réhabilitation de l'ilot Lemercier	250 000,00 €
	EX048083	Réaménagements extérieurs du jardin de la ville	750 000,00 €
		Total subvention	**1 000 000,00**
		TOTAL GENERAL	**10 828 273,20**

Annexe n°2 à la délibération : échéanciers financiers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CRECY-LA-CHAPELLE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Extension de l'école maternelle Les Promenades	1 268 921,50 €	800 000,00 €	500 000,00 €	300 000,00 €		50%	400 000,00 €
Aménagement du Mail des Promeneurs	822 793,95 €	700 000,00 €			700 000,00 €	50%	350 000,00 €
TOTAL	2 091 715,45 €	1 500 000,00 €	500 000,00 €	300 000,00 €	700 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			250 000,00 €	150 000,00 €	350 000,00 €		**750 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE MELUN (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION					DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Extension de l'école Decourbe	9 218 333,33 €	1 350 000,00 €			675 000,00 €	500 000,00 €	175 000,00 €	50%	675 000,00 €
Création de quatre salles de classe à l'école PASTEUR	650 000,00 €	650 000,00 €	510 000,00 €	140 000,00 €				50%	325 000,00 €
TOTAL	9 868 333,33 €	2 000 000,00 €	510 000,00 €	140 000,00 €	675 000,00 €	500 000,00 €	175 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			255 000,00 €	70 000,00 €	337 500,00 €	250 000,00 €	87 500,00 €		**1 000 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE MORET-LOING-ORVANNE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Aménagement de la place de l'hôtel de ville et de la rue des Granges	413 000,00	413 000,00	413 000,00			40%	165 200,00
Travaux de réfection et de valorisation du centre d'activités communales	212 400,00	212 400,00		212 400,00		39,49%	83 880,00
Acquisition et création d'une circulation douce Quai du Canal proche Médiathèque – Ecuelles	100 000,00	100 000,00			100 000,00	50%	50 000,00
Réfection des courts extérieurs et intérieurs et de la toiture des tennis couverts – Veneux les Sablons et réfection des tennis Ecuelles	263 495,00	263 495,00		131 748,00	131 747,00	11,05%	29 116,20
Aménagement des aires de jeux d'enfants au Champs de mars et à l'école maternelle du Donjon	14 650,00	14 650,00	14 650,00			50%	7 325,00
Travaux de réfection de la salle des fêtes Roland Dagnaud	240 720,00	240 720,00	240 720,00			39,49%	95 064,00
Remplacement des fenêtres de divers équipements publics	272 613,00	272 613,00	58 334,00	136 306,00	77 973,00	50%	136 306,50
Réhabilitation du conservatoire de musique (ravalement)- Veneux les Sablons	80 000,00	56 288,00			56 288,00	50%	28 144,00
TOTAL	1 596 878,00	1 573 166,00	726 704,00	480 454,00	366 008,00		595 035,70
Dotation prévisionnelle maximum région							**595 035,70**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE QUINCY-VOISINS (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Restauration de l'église Saint-Denis	1 077 563,10 €	800 000,00 €	180 000,00 €	320 000,00 €	300 000,00 €	50%	400 000,00 €
Réaménagement de la rue de Meaux	892 092,50 €	600 000,00 €	400 000,00 €	170 000,00 €	30 000,00 €	50%	300 000,00 €
TOTAL	1 969 655,60 €	1 400 000,00 €	580 000,00 €	490 000,00 €	330 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			290 000,00 €	245 000,00 €	165 000,00 €		**700 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE SAMOREAU (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Aménagement des abords de la Grange aux Dîmes	933 545,00	933 545,00		886 868,00	46 677,00	50%	466 772,50
Aménagement desabords et du parvis de l'église	596 405,00	596 405,00		140 911,00	455 494,00	50%	298 202,50
TOTAL	1 529 950,00	1 529 950,00		1 027 779,00 €	502 171,00 €		764 975,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION				513 889,50	251 085,50		764 975,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DE L'ÎLE DE FRANCE (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Réhabilitation du siège de la communauté de communes	700 087,68	700 087,68	490 061,38	210 026,30		30%	210 026,30
Aménagement de la voirie intercommunale	686 314,00	686 314,00	343 157,00	205 894,20	137 262,80	30%	205 894,20
Total	**1 386 401,68**	**1 386 401,68**	**833 218,38**	**415 920,50**	**137 262,80**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			249 965,51	124 776,15	41 178,84		**415 920,50**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Requalification de la rue Fernand Bodet	2 035 457	1 210 736	721 000	489 736		30%	363 220
Requalification de la rue Nationale	1 237 030	1 237 030	854 000	383 030		30%	371 110
Extension de la voie Pierre Bérégovoy	2 405 864	2 386 393		1 193 197	1 193 196	30%	715 918
Création de deux stations d'épuration	1 888 567	1 832 507	491 209	1 341 298		30%	549 752
TOTAL	7 566 918	6 666 666	2 066 209	3 407 261	1 193 196		
Dotation prévisionnelle maximum région			**619 863**	**1 022 178**	**357 959**		**2 000 000**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LIMAY (78)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Agrandissement de l'école Pauline Kermorgard	650 000,00	595 855,00	500 000,00	95 855,00		40%	238 342,00
Aire de Proximité des Fosses Rouges	328 000,00	128 000,00	28 000,00	100 000,00		50%	64 000,00
TOTAL	978 000,00	723 855,00	528 000,00	195 855,00	0		
Dotation prévisionnelle maximum région			**214 000,00**	**88 342,00**			**302 342,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BREUILLET (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2021	2022	2023	2024	Taux %	Montant en €
Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement groupe scolaire Camille Magné	2 870 000,00	1 450 000,00	400 000,00	1 050 000,00			50%	725 000,00
Construction d'une Maison de l'environnement dans le parc du château	1 980 600,00	550 000,00			247 250,00	302 750,00	50%	275 000,00
TOTAL	4 850 600,00	2 000 000,00	400 000,00	1 050 000,00 €	247 250,00 €	302 750,00 €	50%	1 000 000,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION								1 000 000,00

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE DRAVEIL (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Réhabilitation et acquisition du nouveau bâtiment administratif	1 583 334,00 €	1 583 334,00 €	791 667,00 €	791 667,00 €		50%	791 667,00 €
Restauration de l'avenue Marcellin Berthelot	416 666,00 €	416 666,00 €	180 000,00 €	236 666,00 €		50%	208 333,00 €
Rénovation paysagère d'espaces publics du centre ville (Démarche environnementale)	1 025 800,00 €	1 000 000,00 €	430 000,00 €	570 000,00 €		50%	500 000,00 €
TOTAL	3 025 800,00 €	3 000 000,00 €	1 401 667,00 €	1 598 333,00 €			
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			1 215 000,00 €	285 000,00 €			**1 500 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA VILLE DU BOIS (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
REHABILITATION DE L'ECOLE DES CAILLEBOUDES (ex- Notre Dame)	2 841 200,00	1 000 000,00	100 000,00	450 000,00	450 000,00	50%	**500 000,00**
REHABILITATION DE L'ECOLE DES RENONDAINES	1 454 000,00	600 000,00	0,00	150 000,00	450 000,00	50%	**300 000,00**
TOTAL	4 295 200,00	1 600 000,00	100 000,00	600 000,00	900 000,00		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**50 000,00**	**300 000,00**	**450 000,00**		**800 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE PONTOISE (95)

OPÉRATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION			DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMALE RÉGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Réhabilitation de l'Îlot Lemercier	696 530,00	500 000,00	500 000,00	-	-	50%	250 000,00
Réaménagements extérieurs du jardin de la ville	1 515 815,00	1 500 000,00	1 260 000,00	240 000,00	-	50%	750 000,00
TOTAL	2 212 345,00	2 000 000,00	1 760 000,00	240 000,00	-	50%	1 000 000,00
DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMALE			**880 000,00**	**120 000,00**		50%	**1 000 000,00**

Annexe n°3 à la délibération : fiches-projet

DOSSIER N° EX049229 - CAR - EXTENSION DE L'ECOLE MATERNELLE LES PROMENADES - CRECY-LA-CHAPELLE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRECY-LA-CHAPELLE
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77580 CRECY LA CHAPELLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard CAROUGE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 février 2019 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Crécy-la-Chapelle (4 531 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Extension de l'école maternelle Les Promenades ».

L'école maternelle « Les Promenades », se situe au 7-9 rue de la Chapelle et se compose de 7 classes qui accueillaient 196 élèves à la rentrée 2019. Inaugurée en janvier 1986, puis agrandie en 1992, l'école n'est aujourd'hui plus adaptée à sa fonction : trop petite du fait des effectifs importants. L'arrivée de nouvelles familles et la construction de logements imposent à la commune de prévoir dès à présent une augmentation significative du nombre de places dans l'école maternelle.

Afin de répondre aux besoins des enseignants et des enfants, la commune prévoit l'extension de l'école par la création de trois classes supplémentaires de 60 m² chacune dans le prolongement du bâti existant, en limite nord-ouest de la parcelle. Il est prévu la démolition d'un préau pour permettre cette extension.

Des sanitaires sont prévus à la place d'un dortoir qui sera réaménagé en local de propreté à proximité des nouvelles salles de classe. Outre le besoin de créer ces espaces, le projet prévoit l'extension du dortoir existant pour atteindre un objectif de 66 lits.

De plus, le projet d'extension s'accompagne d'une volonté de restructurer les locaux existants, afin d'accompagner de manières plus cohérentes l'évolution des capacités d'accueil du bâtiment :
- une salle de classe existante accueillera le bureau de la directrice,
- une salle sera dédiée aux professeurs,
- un bureau et un atelier pour les ATSEM (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) seront implantés en lieu et place de l'ancien bureau de la direction et d'un local de rangement.

Une salle multi activités (122 m²) est créée en limite sud-est de la parcelle ainsi que trois espaces dédiés à divers rangements. L'ensemble en ossature bois donne accès à des vestiaires mixtes d'une surface de 14 m² équipés d'un sanitaire douche PMR mixte.
Cette implantation a pour vocation de mutualiser l'équipement, accessible aux enfants en période scolaire et à des associations locales en dehors des plages horaires de l'école.

Enfin, une réflexion sera portée sur les aménagements extérieurs (parking en dépose-minute et nouvelle voie) et sur les accès fonctionnels et sécurisés, pour permettre aux parents et enfants d'accéder à l'école, à l'abri de la circulation. Un nouveau parvis donnant sur le mail planté dit 'Les Promenades' permettra une identification aisée de cet équipement dont il porte le nom.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 268 921,50 € HT, plafonné à 800 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 103 410,00	86,96%
HONORAIRES	165 511,50	13,04%
Total	1 268 921,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	400 000,00	31,52%
ETAT : DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) - Acquise	191 205,33	15,07%
COMMUNE	677 716,17	53,41%
Total	1 268 921,50	100,00%

DOSSIER N° EX049367 - CAR - CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE DANS LE GROUPE SCOLAIRE PASTEUR - MELUN (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	650 000,00 € HT	50,00 %	325 000,00 €
	Montant total de la subvention		325 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 16 RUE PAUL DOUMER
77000 MELUN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Louis VOGEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage. En outre, le démarrage anticipé des travaux (démarrage au 01/03/2020) est accordé du fait de la nécessité de réaliser les travaux dans le calendrier imparti (livraison des nouvelles salles de classes pour la rentrée scolaire de septembre 2020).

Description :
La commune de Melun (40 032 habitants - INSEE 2017) propose l'opération : "construction de salles de classe dans le groupe scolaire Pasteur".

Pour faire face à la forte hausse des élèves du groupe scolaire Pasteur situé en centre-ville de Melun sur une parcelle d'une superficie de 10 860m², une opération de réaménagement des locaux inoccupés du site est prévue. Le groupe scolaire se compose aujourd'hui d'une école maternelle, d'une école élémentaire, d'un restaurant scolaire, de 3 cours extérieures, d'un gymnase, d'une salle de danse et d'un bâtiment en front de rue accueillant des logements et des bureaux.
Les travaux consisteront à réaménager le gymnase et la salle de danse existants en 4 nouvelles salles de classe. Le projet est conçu de manière à conserver le caractère originel du groupe scolaire, sans en

dénaturer l'architecture (construit en 1938). Sans changement de la volumétrie générale, les modifications se limiteront à la création de nouveaux volumes par le cloisonnement des volumes existants et à l'ouverture de portes pour créer le nombre d'issues de secours réglementaires.
Plus précisément, les travaux porteront sur :
- la restauration a minima des parements extérieurs en béton enduit et peint (reprise de fissures et d'épaufrures, reprise des appuis de baies etc.) ;
- le remplacement des menuiseries (bois, métal, volets roulants,…) par des menuiseries en bois peint avec double vitrage ;
- l'aménagement des abords pour l'accessibilité PMR (élargissement du trottoir, mise en place de barrière de sécurité, aménagement de rampes) ;
- des aménagements intérieurs (revêtements de sol, isolation sur les murs, cloisons et de portes, faux-plafonds, sanitaires, plomberie, chauffage et électricité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 650 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	599 800,00	92,28%
Aménagements intérieurs	39 580,00	6,09%
Frais d'honoraires techniques	10 620,00	1,63%
Total	650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	325 000,00	50,00%
COMMUNE	325 000,00	50,00%
Total	650 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX049368 - CAR - EXTENSION DE L'ECOLE DECOURBE - COMMUNE DE MELUN (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 350 000,00 € HT	50,00 %	675 000,00 €
	Montant total de la subvention		675 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 16 RUE PAUL DOUMER
77000 MELUN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Louis VOGEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 31 janvier 2024
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Melun (40 032 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Extension de l'école Decourbe".

Compte-tenu de l'évolution démographique et de l'augmentation des effectifs scolaires, une extension du groupe scolaire Julien Decourbe est prévue. Cette école, qui a déjà fait l'objet de deux extensions, doit être réhabilitée principalement sur la partie « élémentaire » mais également sur quelques classes de l'école maternelle et d'autres espaces telles que la restauration et le centre de loisirs.
L'opération est prévue sur 2 phases :
• La première concerne la construction de nouveaux bâtiments (école maternelle, restaurant scolaire, logement gardien) et l'extension de l'existant.
• La seconde concerne la création du centre de loisirs, la réhabilitation de l'existant (mise aux normes handicapés, remplacement chauffage, isolation thermique et phonique, étanchéité, menuiseries extérieures), la démolition du logement du gardien et des modulaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 9 218 333,33 € HT, plafonné à 1 350 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	8 471 000,00	91,89%
HONORAIRES	747 333,33	8,11%
Total	9 218 333,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	675 000,00	7,32%
COMMUNE	8 543 333,33	92,68%
Total	9 218 333,33	100,00%

DOSSIER N° EX049295 - CAR - AMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'HOTEL DE VILLE ET DE LA RUE DES GRANGES - COMMUNE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	413 000,00 € HT	40,00 %	165 200,00 €
		Montant total de la subvention	165 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LIMOGES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat rapidement, car la place accueille de nombreuses manifestations qu'il convient de ne pas pénaliser.

Description :
La commune de Moret-Loing-et-Orvanne (12214 habitants – INSEE 2017), propose l'opération « Aménagement de la place de l'hôtel de ville et de la rue des granges »

La place de l'hôtel de ville est un lieu central d'animation. Elle accueille de nombreuses manifestations (marché, fêtes communales, commémorations...). Une rénovation s'impose pour des raisons de sécurité. Les intempéries ont rendu les sols et les pavés la recouvrant instables. La rue des Granges, parallèle à la place, permet le stationnement des organisateurs de manifestations et le déplacement en sécurité des participants. Elle est également dans un état de délabrement avancé.

Aussi, les travaux consistent à la réfection de la rue des Granges. L'aménagement de la place comprendra la création de différentes zones de calepinage permettant de relier et de structurer les circulations. Les zones végétalisées seront maintenues. L'asphalte de la voie dédiée aux véhicules sera remplacé par un traitement identique à celui de la place, avec création de pentes douces pour permettre l'évacuation des eaux pluviales. Les emmarchements existants seront modifiés pour faciliter la circulation des piétons, les aménagements permettront par ailleurs une mise aux normes PMR. Des bornes pour les forains seront installées.
Les matériaux d'origine de la place (dallage en porphyre) seront préservés au maximum ou remplacés par un dallage équivalent. La pierre de Souppes sera utilisée pour les emmarchements, escaliers et bordures de trottoirs rabaissés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 413 000 HT. La subvention est calculée au taux de 40% compte tenu de l'obtention d'un financement de 30% au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (Etat).

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	360 000,00	87,17%
HONORAIRES ET FRAIS DIVERS	53 000,00	12,83%
Total	413 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	165 200,00	40,00%
Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux - Etat (acquise)	123 900,00	30,00%
COMMUNE	123 900,00	30,00%
Total	413 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX049296 - CAR - AMENAGEMENT DES AIRES DE JEUX D'ENFANTS AU CHAMPS DE MARS ET A L'ECOLE MATERNELLE DU DONJON-COMMUNE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	14 650,00 € HT	50,00 %	7 325,00 €
		Montant total de la subvention	7 325,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LIMOGES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Moret-Loing-et-Orvanne (12214 habitants – INSEE 2017), propose l'opération « Aménagement des aires de jeux d'enfants au champ de Mars et à l'école maternelle du Donjon ».

Ces aires de jeux situées à Moret-sur-Loing sont vieillissantes. La première, localisée « place du Champ de Mars », à proximité du centre-ville, a été mise en place en 2004 et accueille de très nombreux enfants. La seconde qui date de 1995 se trouve dans l'enceinte de l'école maternelle du Donjon et est utilisée par les élèves et les enfants fréquentant le centre de loisirs durant les vacances scolaires et le centre aéré le mercredi.

L'objectif est de remettre à neuf ces deux équipements en remplaçant le sol souple et les jeux.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX049294-EX049295-EX049297-EX049298

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 14 650 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	14 650,00	100,00%
Total	14 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	7 325,00	50,00%
COMMUNE	7 325,00	50,00%
Total	14 650,00	100,00%

DOSSIER N° EX049297 - CAR - REMPLACEMENT DES FENETRES DE DIVERS EQUIPEMENTS PUBLICS - COMMUNE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	272 613,00 € HT	50,00 %	136 306,50 €
	Montant total de la subvention		136 306,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier LIMOGES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2020 - 30 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Moret-Loing-et-Orvanne (12 214 habitants – INSEE 2017), propose l'opération « Remplacement des fenêtres de divers équipements publics ».

Cette opération vise le remplacement des menuiseries vieillissantes (la plupart sont d'origine) de plusieurs bâtiments situés dans la commune nouvelle. Sont concernées, à Veneux-les-Sablons, l'école élémentaire Alexandre Chevrier datant de 1970, la salle du Conseil municipal de l'hôtel de ville datant de 1985, et la salle des associations datant de 1989, ainsi qu'à Moret-sur-Loing, l'école élémentaire des Columières datant de 1936 et l'école maternelle du Donjon datant de 1933.

Les menuiseries en bois et en simple vitrage seront remplacées par de nouvelles menuiseries en double vitrage PVC, ce qui permettra d'améliorer les performances énergétiques et la sécurisation des sites.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 272 613 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	272 613,00	100,00%
Total	272 613,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	136 306,50	50,00%
COMMUNE	136 306,50	50,00%
Total	272 613,00	100,00%

DOSSIER N° EX049298 - CAR - TRAVAUX DE REFECTION DE LA SALLE DES FETES ROLAND DAGNAUD - COMMUNE DE MORET-LOING-ET-ORVANNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	240 720,00 € HT	39,49 %	95 064,00 €
	Montant total de la subvention		95 064,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE MAIRIE
Adresse administrative	:	26 RUE GRANDE 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Didier LIMOGES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.
L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat rapidement, car la salle accueille de nombreuses manifestations qu'il convient de ne pas pénaliser.

Description :
La commune de Moret-Loing-et-Orvanne (12 214 habitants – INSEE 2017), propose l'opération « Travaux de réfection de la salle des fêtes Roland Dagnaud »

Cette salle des fêtes, construite en 1987, est très utilisée tant par des associations que par des particuliers. Elle accueille de nombreuses manifestations. Il est nécessaire de la mettre aux normes et d'apporter des améliorations pour le confort des usagers.

Les travaux portent notamment sur la modification de l'accès principal, la mise aux normes des

éclairages, sanitaires et espaces extérieurs, ainsi que le ravalement des façades.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 240 720 € HT. La subvention est calculée au taux de 39,49%, compte tenu de l'obtention d'un financement de 30,51% auprès du Conseil départemental de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX ET IMPREVUS	217 000,00	90,15%
HONORAIRES	23 720,00	9,85%
Total	240 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	95 064,00	39,49%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (acquise)	73 440,00	30,51%
COMMUNE	72 216,00	30,00%
Total	240 720,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX048137 - CAR - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-DENIS - QUINCY-VOISINS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE QUINCY-VOISINS
Adresse administrative : MAIRIE
77860 QUINCY-VOISINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Chantal KACI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mars 2018 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Quincy-Voisins (5 435 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Restauration de l'église Saint-Denis".

Cette opération porte sur l'édifice le plus ancien de la commune construit au 12ème siècle.

L'église Saint-Denis présente une architecture qui témoigne des nombreuses interventions et restaurations intervenues au fil du temps, les dernières consécutivement aux bombardements ayant endommagé les toitures pendant la seconde guerre mondiale.

Son état actuel impose des travaux de sécurisation du bâtiment, de consolidation et de restauration. Le programme porte plus particulièrement sur :
- la modification de la charpente du vaisseau central visant, notamment, à reporter uniformément les charges le long des maçonneries,
- le remplacement des fermes,

- la restauration des charpentes des bas-côtés,
- la restauration des couvertures en tuiles plates,
- la réalisation de travaux de maçonneries d'accompagnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 077 563,10 € HT, plafonné à 800 000 €. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- QUINCY-VOISINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	95 700,00	8,88%
TRAVAUX	981 863,10	91,12%
Total	1 077 563,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	400 000,00	37,12%
COMMUNE	677 563,10	62,88%
Total	1 077 563,10	100,00%

DOSSIER N° EX048154 - CAR - REAMENAGEMENT DE LA RUE DE MEAUX - QUINCY-VOISINS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE QUINCY-VOISINS
Adresse administrative : MAIRIE
77860 QUINCY-VOISINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Chantal KACI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mars 2018 - 31 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, étude de circulation, relevés de géomètre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Quincy-Voisins (5 435 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "Réaménagement de la rue de Meaux".

Cette opération de réfection de la rue de Meaux porte sur un axe particulièrement emprunté qui dessert le quartier du centre-ville où sont situés les services publics, l'église et des commerces de proximité. Compte tenu de l'importance de la circulation, la structuration actuelle de cette artère devient problématique et est susceptible de mettre en cause la sécurité des parcours des piétons et plus particulièrement des enfants de la commune se rendant à l'école.

La faible largeur moyenne de chaussée (6,00 m) diminuée de poches de stationnement latérales rend difficile la circulation et complique les croisements entre les véhicules. Plusieurs traversées piétonnes ne sont pas sécurisées : absence de protection latérale (barrières), distance de recul insuffisante sur les trottoirs, signalisation verticale insuffisante. Par ailleurs, elles ne répondent pas à la réglementation relative aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics. Les

revêtements de voirie présentent ponctuellement des signes d'usure, notamment déformations et fissurations. Enfin, la faible largeur d'emprise rend très difficile la circulation des bus.

Les objectifs de cette opération consistent à améliorer la sécurité routière, requalifier l'espace public, améliorer la fluidité du trafic et créer une zone 30 aux abords des zones de commerces. Il est, en particulier, prévu la mise en sens unique partielle de cette voie afin de créer des places de stationnement et de rendre aux piétons les trottoirs aujourd'hui utilisés par les automobilistes pour y garer leurs véhicules.

Outre la réfection de la chaussée, des trottoirs et des accès riverains sur le domaine public sur une longueur d'environ 670 mètres, doivent également être réalisés:
- des aménagements en entrée et sortie de zone, créant un effet ralentisseur;
- une continuité piétonne par des trottoirs adaptés aux personnes à mobilité réduite (PMR);
- des traversées piétonnes sécurisées aux normes PMR (avec bordures abaissées);
- le déplacement de deux arrêts de bus;
- le renforcement de la signalisation horizontale et verticale;
- le renouvellement du mobilier urbain et du réseau d'éclairage public.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 892 092,50 € HT, plafonné à 600 000 €. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- QUINCY-VOISINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	22 850,00	2,56%
TRAVAUX	869 242,50	97,44%
Total	892 092,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	300 000,00	33,63%
COMMUNE	592 092,50	66,37%
Total	892 092,50	100,00%

DOSSIER N° EX048141 - CAR - REAMENAGEMENT DES ABORDS ET DU PARVIS DE L'EGLISE - SAMOREAU (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	596 405,00 € HT	50,00 %	298 202,50 €
	Montant total de la subvention		298 202,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAMOREAU
Adresse administrative : 24 RUE DU HAUT SAMOREAU
77210 SAMOREAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal GOUHOURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Samoreau (2308 habitants INSEE 2017) propose l'opération "Aménagement des abords et du parvis de l'église".
Ce projet de recomposition des abords de l'église prévoit :
- le dévoiement de la rue,
- la réalisation d'un sol « noble » sur les espaces piétons et chaussée en enrobé hydro-décapé,
- la mise en cohérence des matériaux entre le parvis de l'église et les matériaux de la grange aux Dîmes (pavé de grès de Fontainebleau reconditionné).

Le tracé actuel de la rue de l'Eglise passe trop près de la façade de l'église et ne permet pas d'offrir des espaces piétons sécurisés à ses abords. Le parti est pris de redresser la rue afin de redonner des espaces de « respirations » et de sécuriser les parcours piétons,
La configuration actuelle du parvis de l'Eglise ne la met pas en valeur et son entrée n'est pas marquée. Le redressement de la rue de l'église permet de dégager de l'espace pour créer un vrai parvis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 596 405 €HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- SAMOREAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	563 295,50	94,45%
FRAIS DE MAITRISE D'OEUVRE	33 110,00	5,55%
Total	596 405,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	298 202,50	50,00%
COMMUNE	181 257,00	30,39%
Etat - DETR (sollicité)	116 946,00	19,61%
Total	596 405,50	100,00%

DOSSIER N° EX048142 - CAR - AMENAGEMENT DES ABORDS DE LA GRANGE AUX DIMES - SAMOREAU (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	933 545,00 € HT	50,00 %	466 772,50 €
	Montant total de la subvention		466 772,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAMOREAU
Adresse administrative : 24 RUE DU HAUT SAMOREAU
77210 SAMOREAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal GOUHOURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2018 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Samoreau (2308 habitants INSEE 2017) propose l'opération "Aménagement des abords de la Grange aux Dîmes".

Situés dans le bas de Samoreau à proximité de la Seine, la Grange et le pigeonnier sont les bâtiments majeurs qui subsistent de l'ensemble formé par la grande ferme du Bas-Samoreau qui comportait des écuries, une étable, une porcherie et une laiterie. Elle forme avec l'Eglise Saint Pierre de Samoreau un ensemble patrimonial remarquable.

La commune a effectué depuis plusieurs années le réaménagement de l'intérieur de la grange (ravalement extérieur de deux murs, mise en valeur de pierres apparentes et colombage de la grande salle, création de sanitaires, création d'un office).
L'actuel projet s'attachera à harmoniser et réaménager les extérieurs afin de créer un vrai parvis et une

hiérarchisation des espaces selon les usages : grand parvis sur la façade principale, mise en valeur du pigeonnier, réorganisation du stationnement lié à trois logements, aménagement d'une grande pelouse et rassemblement des espaces techniques à l'arrière de la Grange aux Dîmes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 933 545 €HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- SAMOREAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	881 718,00	94,45%
Maîtrise d'oeuvre	51 827,00	5,55%
Total	933 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	466 772,50	50,00%
Commune	283 718,50	30,39%
Etat - DETR (sollicité)	183 054,00	19,61%
Total	933 545,00	100,00%

DOSSIER N° EX048185 - CAR - AMENAGEMENT DE LA VOIRIE INTERCOMMUNALE - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LES PORTES DE L'ILE DE FRANCE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	686 314,00 € HT	30,00 %	205 894,20 €
	Montant total de la subvention		205 894,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCPIF CC PORTES DE L ILE DE FRANCE
Adresse administrative : RUE SOLANGE BOUTEL
78840 FRENEUSE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur ALAIN PEZZALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 1 janvier 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La communauté de communes des Portes de l'Île-de-France (22 554 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Aménagement de la voirie intercommunale".

Le projet d'aménagement de la voirie intercommunale comprend:
- La réfection de la couche de roulement du chemin des Usines (commune de Bonnières-sur-Seine);
- La réalisation du complément de voirie du chemin de la République de la ZAC 2 ainsi que la confection de la couche de roulement définitive (commune de Freneuse).

En ce qui concerne la réfection du chemin des Usines (Bonnières-sur-Seine), le revêtement en enrobé existant présente un état d'usure et d'obsolescence particulièrement marqué, dû au temps et à son utilisation intensive par des poids-lourds.

Au sein de la ZAC 2, l'actuel chemin de la République (Freneuse) existe depuis la RD133 en tant qu'un pénétrant trafic lourd à double sens de circulation d'une longueur de 150 ml. Le projet prévoit le prolongement de la voirie (largeur de 6ml sur un linéaire de 190ml) jusqu'à la Voie Nouvelle N°1, qui dessert notamment la déchèterie. De part et d'autre, 2 bandes engazonnées de 2ml de largeur borderont la nouvelle chaussée.
Les travaux comprennent également la mise en place des réseaux secs afin de permettre les

branchements futurs en domaine privé. Une tranchée technique multi-réseaux permettra la mise en place des réseaux suivants: électricité basse tension, éclairage public, télécommunication courant faible, adduction eau potable et adduction gaz.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 686 314.00 € HT. La subvention est calculée au taux de 30 %.

Localisation géographique :

- FRENEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	686 314,00	100,00%
Total	686 314,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	205 894,20	30,00%
COMMUNAUTE DE COMMUNES	480 419,80	70,00%
Total	686 314,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX048186 - CAR - REHABILITATION DU SIEGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LES PORTES DE L'ILE DE FRANCE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	700 087,68 € HT	30,00 %	210 026,30 €
	Montant total de la subvention		210 026,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCPIF CC PORTES DE L ILE DE FRANCE
Adresse administrative : RUE SOLANGE BOUTEL
78840 FRENEUSE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur ALAIN PEZZALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La communauté de communes des Portes de l'Île-de-France (22 554 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Réhabilitation du siège de la communauté de communes".

Acheté en 1993, le siège de la CCPIF, situé dans la zone industrielle du Clos Prieur à Freneuse, est devenu obsolète et dangereux pour les agents territoriaux et pour les administrés. Il est également trop exigu pour permettre à la collectivité de se développer et d'exercer ses compétences.

Les objectifs poursuivis sont double :
- Mettre le bâtiment aux normes techniques, de sécurité et d'accessibilité,
- Agrandir et moderniser le siège pour accompagner le développement de la collectivité.

Le projet de réhabilitation du siège consiste en:

- L'aménagement du rez-de-chaussée: changement de l'escalier, réfection du plafond...
- L'aménagement de bureaux et l'extension de la salle de conseil au premier étage;
- La réfection de l'escalier extérieur permettant l'accès au 1er étage;
- La construction d'un local consacré aux « archives » à côté du siège;
- L'aménagement d'un espace de coworking dans les nouveaux bureaux, physiquement séparé du siège tout en se situant dans le même bâtiment.

La collectivité a également créé une maison des services et souhaite accompagner son développement dans le bâtiment de son siège.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 700 087,68 € HT. La subvention est calculée au taux de 30 %.

Localisation géographique :
- FRENEUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	644 817,60	92,11%
HONORAIRES	55 270,08	7,89%
Total	700 087,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	210 026,30	30,00%
DEPARTEMENT 78 - Acquis	32 859,00	4,69%
DETR	128 824,00	18,40%
COMMUNAUTE DE COMMUNES	328 378,38	46,91%
Total	700 087,68	100,00%

DOSSIER N° EX046980 - CAR AMÉNAGEMENT DE PROXIMITÉ DES FOSSES ROUGES - LIMAY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	128 000,00 € HT	50,00 %	64 000,00 €
	Montant total de la subvention		64 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMAY
Adresse administrative : 8 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
78520 LIMAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric ROULOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, géomètre, coordination de chantier, bureau de contrôle, diagnostics techniques...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

L'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat en raison de l'arrivée de nouvelles familles nécessitant de nouveaux besoins.

Description :
La commune de Limay (16 682 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante "Aménagement de proximité des Fosses Rouges".

L'objectif de cette opération consiste à donner la possibilité à un large public, sportifs et non sportifs, de pouvoir pratiquer des activités physiques sans avoir à être inscrit dans un club. C'est dans cet esprit que la commune souhaite réaménager le lieu-dit "des Fosses Rouges". Les aménagements consistent en des équipements sportifs et de loisirs en accès libre destinés à des séances de renforcement musculaire, de pratique cardio fitness ou de cross fit, voire de jeux collectifs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 332 440 € HT, plafonné à 128 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	309 320,00	93,05%
HONORAIRES	23 120,00	6,95%
Total	332 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	64 000,00	19,25%
CD 78 - Sollicité	118 090,00	35,52%
CENTRE NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT (CNDS)	19 154,00	5,76%
COMMUNE	131 196,00	39,46%
Total	332 440,00	100,00%

DOSSIER N° EX046982 - CAR - AGRANDISSEMENT DU GROUPE SCOLAIRE PAULINE KERGOMARD - LIMAY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	595 855,00 € HT	40,00 %	238 342,00 €
	Montant total de la subvention		238 342,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIMAY
Adresse administrative : 8 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
78520 LIMAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric ROULOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2019 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de réaliser les travaux prévus au contrat en raison de l'arrivée de nouvelles familles nécessitant impérativement la création de nouvelles classes. Ces travaux devant être réalisés en site non occupé.

Description :
La commune de Limay (16 682 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante "Agrandissement du groupe scolaire Pauline Kergomard".

De nouveaux logements sont en cours de construction sur la commune de Limay, entrainant pour la rentrée 2020 un accroissement des effectifs scolaires.
Pour répondre à ces nouveaux besoins, la municipalité a programmé l'agrandissement du groupe scolaire Pauline Kergomard situé en zone de quartier prioritaire.
Le groupe scolaire est composé de deux bâtiments distincts, l'un pour la maternelle et l'autre pour l'école élémentaire. L'opération de travaux comprend la déconstruction d'un bâtiment modulaire et d'un préau et l'extension de 4 classes et d'une réserve de matériel de sport. Les travaux s'intègrent aux bâtiments existants aussi bien d'un point de vue architectural que fonctionnel et technique.
La réalisation de ces travaux permettra d'accueillir à la rentrée 2020 une classe supplémentaire en maternelle et en élémentaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 595 855 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :

- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	595 855,00	100,00%
Total	595 855,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	238 342,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	178 757,00	30,00%
COMMUNE	178 756,00	30,00%
Total	595 855,00	100,00%

DOSSIER N° EX049314 - CAR - REQUALIFICATION DE LA RUE FERNAND BODET - MANTES-LA-JOLIE - COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 210 736,00 € HT	30,00 %	363 220,00 €
	Montant total de la subvention		363 220,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (45 362 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Requalification de la rue Fernand Bodet - Mantes-la-Jolie ».

Le projet vise à requalifier la rue Fernand Bodet, sur la commune de Mantes-la-Jolie, qui permet aujourd'hui de desservir de nombreux équipements scolaires tels que les lycées Jean Rostand, Saint-Exupéry, le collège de Gassicourt, et l'école maternelle des Roses, ainsi que des équipements publics comme le centre de formation des apprentis, la maison des associations, l'unité locale de la Croix Rouge…
Sa proximité avec la gare, les arrêts de bus et les équipements scolaires confèrent à cet axe un usage piéton particulièrement important. Cependant sa largeur irrégulière et ponctuellement étriquée provoque des conflits d'usage du point de vue des déplacements. De plus, aucun espace de convivialité ne vient ponctuer ce trajet linéaire.

Aussi il s'agit de mettre une partie de la voirie en sens unique, de favoriser les circulations douces, d'aménager des voies d'accès et de créer un véritable espace public devant le lycée Rostand.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 2 035 457,43 €, plafonné à 1 210 736 €. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX VOIRIE	1 146 306,00	56,32%
HONORAIRES	64 430,00	3,17%
TRAVAUX RESEAUX	824 721,00	40,52%
Total	2 035 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	363 220,00	17,84%
CD 78	661 200,00	32,48%
EPCI	1 011 037,00	49,67%
Total	2 035 457,00	100,00%

DOSSIER N° EX049315 - CAR - REQUALIFICATION DE LA RUE NATIONALE - LIMAY - COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 237 030,00 € HT	30,00 %	371 110,00 €
	Montant total de la subvention		371 110,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (45 352 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Requalification de la rue Nationale - Limay ».

Le projet vise à reconfigurer la rue Nationale, sur la commune de Limay, en boulevard urbain en préfiguration de la transformation du centre-ville, afin de renforcer la centralité urbaine de la rive droite de la Seine.
La rue Nationale est un axe historique traversant la ville de part en part. Il relie le Vexin à la vallée de Seine et constitue la porte d'entrée de l'agglomération.
Stratégiquement bien placé, il est pourtant devenu un axe de circulation rapide et dangereux. De plus, il coupe le cœur ancien de la ville créant ainsi une césure abrupte entre deux quartiers, qui ont pourtant vocation à rester liés. Peu qualitatif, il n'invite plus au franchissement, et ne donne plus à voir les sites attractifs qui se trouvent à proximité tels que le centre-ville de Limay, la collégiale ou encore le centre-ville

de Mantes…
Le projet a pour objectif de permettre un accès facilité vers le centre-ville et d'aménager cet axe stratégique pour la ville et le franchissement de la Seine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 237 030 €. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX VOIRIE	1 163 968,00	94,09%
HONORAIRES	73 062,00	5,91%
Total	1 237 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	371 110,00	30,00%
CD 78	420 000,00	33,95%
EPCI	445 920,00	36,05%
Total	1 237 030,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX049317 - CAR - CREATION DE DEUX STATIONS D'EPURATION A FILTRES PLANTES - JUMEAUVILLE ET GOUSSONVILLE/BOINVILLE-EN-MANTOIS - COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 832 507,00 € HT	30,00 %	549 752,00 €
	Montant total de la subvention		549 752,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Monsieur Philippe TAUTOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 juillet 2018 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination de chantier) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (45 352 habitants - INSEE 2017) propose l'opération « Création de deux stations d'épuration à filtres plantés - Jumeauville et Goussonville/Boinville-en-Mantois ».

Les communes de Boinville-en-Mantois, Goussonville et Jumeauville disposent d'un réseau d'assainissement collectif de type mixte (unitaire et séparatif) assurant la collecte et le transfert des eaux usées vers le réseau de la commune de Guerville, cette dernière étant raccordée à la station d'épuration de Rosny-sur-Seine.
La station d'épuration de Rosny-sur-Seine n'étant pas dimensionnée pour recevoir les effluents des 3 communes concernée par l'opération, il a été décidé la création de 2 stations d'épurations sur les communes de Goussonville et Jumeauville.

Aussi le projet consiste en la construction de deux stations d'épuration à filtres plantés de roseaux de capacité 790 et 1510 Equivalent-Habitant. Il s'agit d'un procédé d'épuration à cultures fixées sur supports fins, constitué de deux étages de traitement sur lits de sable planté de roseaux.
Les eaux usées collectées sont constituées essentiellement d'effluents domestiques. Le processus épuratoire permet de restituer au milieu naturel, le ru de Senneville, des eaux débarrassées de ses éléments polluants vis-à-vis de la faune et de la flore aquatique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 888 567 €, plafonné à 1 832 507 €. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- BOINVILLE-EN-MANTOIS
- GOUSSONVILLE
- JUMEAUVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 807 036,00	95,68%
HONORAIRES	81 531,00	4,32%
Total	1 888 567,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	549 752,00	29,11%
EPCI	1 338 815,00	70,89%
Total	1 888 567,00	100,00%

DOSSIER N° EX048132 - CAR - CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT GROUPE SCOLAIRE CAMILLE MAGNE - BREUILLET (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 450 000,00 € HT	50,00 %	725 000,00 €
	Montant total de la subvention		725 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET
Adresse administrative : 42 GRANDE RUE
91650 BREUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Breuillet (8 513 habitants INSEE 2017) propose l'opération "Construction d'un ALSH groupe scolaire Camille Magné".
Il est prévu plusieurs transformations sur l'un de ses deux accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de la commune, le site Camille Magné.
L'emprise dédiée au projet représente une superficie de 3 750 m2.

Sont programmés les travaux suivants :
- la réhabilitation du bâtiment existant
- l'extension de l'ALSH avec une perspective d'accueil de près de 200 enfants (les mercredis et les vacances scolaires)
- la création d'une salle de sport destinée au groupe scolaire (temps scolaire), à l'accueil de loisirs (temps péri et extrascolaire) et aux associations sportives (soirs et week-end),

- le réaménagement des abords.
L'accès actuel à l'accueil de loisirs se fait par la rue des écoles et la cour de l'école. Le projet devra permettre un accès indépendant à l'accueil de loisirs, par la rue des Larris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 870 000 € HT, plafonné à 1 450 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 870 000,00	100,00%
FRAIS D'HONORAIRES	0,00	0,00%
Total	2 870 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	725 000,00	25,26%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (91) sollicité	647 660,00	22,57%
CAF sollicité	300 000,00	10,45%
COMMUNE	1 197 340,00	41,72%
Total	2 870 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX048751 - CAR - ACQUISITION ET REHABILITATION D'UN NOUVEAU BATIMENT ASSOCIATIF - DRAVEIL (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 583 334,00 € HT	50,00 %	791 667,00 €
	Montant total de la subvention		791 667,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL
Adresse administrative : 3 AVENUE DE VILLIERS
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges TRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 juillet 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier (RBF), une part de l'acquisition foncière directement liée à l'opération subventionnée peut être intégrée à la base subventionnable. Suivant l'acte de vente établi le 12 juillet 2019, le montant de l'acquisition s'élève à 1 525 000 € HT, plafonnée à 791 667€.

Description :
La commune de Draveil (29 075 habitants - INSEE 2017) présente l'opération "acquisition et réhabilitation d'un nouveau bâtiment associatif".

Depuis plusieurs années, la ville de Draveil a mis en place une série d'actions visant à valoriser l'image du centre-ancien tout en améliorant le cadre de vie.
La ville de Draveil a finalisé en juillet 2019 l'acquisition de locaux et terrains (anciennement propriété du centre hospitalier de Villeneuve-Saint-Georges), situés dans le quartier de Mainville. Ils se composent d'un hangar industriel présentant de grands volumes en hauteur et de locaux administratifs accolés abritant des bureaux. Les bâtiments seront réhabilités intérieurement en vue de recevoir plusieurs associations dont les activités contraignantes seront prises en compte. Ces locaux seront également agencés afin de stocker l'ensemble du matériel du service « Fêtes et Cérémonies ». En complément, un aménagement spécifique lié à l'installation de l'ensemble du CTM viendra compléter ce projet en créant des zones de stockage, un atelier et un garage servant à l'entretien des différents véhicules.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 1 583 334 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition (montant plafonné retenu par la Région)	791 667,00	50,00%
Travaux	791 667,00	50,00%
Total	1 583 334,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	791 667,00	50,00%
Commune	791 667,00	50,00%
Total	1 583 334,00	100,00%

DOSSIER N° EX048756 - CAR - RESTAURATION DE L'AVENUE MARCELIN BERTHELOT - DRAVEIL (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	416 666,00 € HT	50,00 %	208 333,00 €
	Montant total de la subvention		208 333,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL
Adresse administrative : 3 AVENUE DE VILLIERS
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges TRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Draveil (29 075 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "restauration de l'Avenue Marcelin Berthelot".

Autrefois appelée « Allée des tilleuls ou allée du Château », cette avenue mesure environ 700 mètres de long et se compose d'une allée centrale de 12 mètres de large et de deux contre-allées de 6 mètres. Une pierrée enfouie sous l'avenue permet aux eaux captées dans la forêt de Sénart de s'écouler et de se déverser dans les pièces d'eau du parc du château de Paris-Jardins, après avoir alimenté le bassin du château de la Folie.

Après la réalisation par le Syndicat mixte pour l'Assainissement et la Gestion des Eaux du bassin versant Yerres-Seine, en charge des réseaux d'assainissement, d'un bassin de rétention visant à réduire les inondations lors d'épisodes de pluies intenses, la commune de Draveil a entamé l'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques sur l'avenue Marcelin Berthelot. Dans la continuité, des travaux de restauration de cet axe historique consisteront en une réfection et une restructuration complète, soit sur une surface totale de projet de 16 600 m². Ainsi, une voie sera partagée entre véhicules et piétons d'une part et une contre-allée piétonne sera partagée avec les cyclistes d'autre part. Ce projet respectera l'identité de ce quartier en donnant plus de convivialité aux espaces publics structurants, notamment par des aménagements qualitatifs en continuité de ceux existants. De plus, il vise à développer les liaisons

piétonnes et cyclables, favorisant les déplacements inter-quartiers et l'accessibilité aux équipements en respectant les règles relatives aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 416 666 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réfection de voirie, trottoirs et aménagemebnt de carrefours	416 666,00	100,00%
Total	416 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	208 333,00	50,00%
Commune	208 333,00	50,00%
Total	416 666,00	100,00%

DOSSIER N° EX048761 - CAR - RENOVATION PAYSAGERE DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE-VILLE - DRAVEIL (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL
Adresse administrative : 3 AVENUE DE VILLIERS
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges TRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 mai 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Draveil (29 075 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "rénovation paysagère des espaces publics du centre-ville".

Cette rénovation paysagère vient compléter l'opération de restauration de l'avenue Marcelin Berthelot dans le périmètre du centre-ville. Elle consiste en une rénovation complète de l'éclairage public qui permettra de limiter les consommations d'électricité par l'installation d'un équipement basse consommation et un abaissement de la puissance pendant les heures de nuit. Cette opération contribuera également à diminuer la pollution lumineuse et à permettre le maintien et le développement de la biodiversité nocturne. Par ailleurs, la rénovation des parkings est prévue afin de gérer les eaux pluviales à la source, parkings dont les aménagements permettront une infiltration complète à la parcelle en privilégiant des parkings verts et paysagers. De plus, une gestion des eaux pluviales de voirie sera réalisée par la reprise et la rénovation des réseaux souterrains et une mise en conformité de l'ensemble des réseaux qui garantira une parfaite séparation des eaux usées et pluviales. Enfin, le renouvellement de l'intégralité des arbres de l'avenue Marcelin Berthelot vient affirmer la présence de la nature dans les espaces publics de ce quartier. Ainsi, l'ensemble de ce projet visera à garantir un urbanisme maitrisé qui confortera la cadre de vie de Draveil tout en assurant la protection de la nature et la préservation de la biodiversité. Enfin, le projet participera à la valorisation du paysage urbain et à l'accès à la nature pour

tous, en affirmant la forte identité paysagère de l’espace public.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s’élève à 1 025 800 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

L'engagement à recruter 4 stagiaires dans le cadre du CAR est pris en compte pour les deux autres opérations n°EX048756 et n°EX048751.

Localisation géographique :
- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation de l'éclairage public	289 850,00	28,26%
Renouvellement des arbres	426 650,00	41,59%
Rénovation des parkings et gestion des eaux pluviales à la source	148 350,00	14,46%
Aménagement des esplanades	110 505,00	10,77%
Gestion des eaux pluviales de voirie	50 445,00	4,92%
Total	1 025 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	500 000,00	48,74%
Commune	525 800,00	51,26%
Total	1 025 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX048117 - CAR - REHABILITATION DE L'ECOLE DES CAILLEBOUDES - COMMUNE DE LA VILLE-DU-BOIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 000 000,00 € HT	50,00 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LA VILLE DU BOIS
Adresse administrative	:	LA VILLE-DU-BOIS 91620 LA VILLE DU BOIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre MEUR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2020 - 30 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de La Ville-du-Bois (7 753 habitants - INSEE 2017) propose l'opération "réhabilitation de l'école des Cailleboudes".
L'ancienne école Notre-Dame située rue des Cailleboudes, construite en 1899 et agrandie en 1974, fait partie des bâtiments retenus pour répondre à l'accroissement des effectifs scolaires. Celle-ci a été acquise afin de réaliser une école de quartier comprenant 3 classes maternelles et 5 classes élémentaires avec une capacité d'accueil de 220 élèves maximum, et aussi de repenser la zone office/cuisine et les salles de restauration qui ne répondent plus aux normes actuelles.

Le programme de travaux comprend à la fois de nombreuses interventions sur les volumes existants et une extension pour y réaliser la cuisine, les salles de restauration et locaux attenants, le centre de loisirs des élémentaires, les salles de classes, la salle de repos des maternelles, ainsi que la création d'un préau dans la cour des élémentaires.
Pour les constructions de 1899 et 1974, les travaux portent notamment sur la rénovation électrique (remplacement des luminaires par des luminaires Leds ainsi que des prises de courant et des interrupteurs), le changement des têtes thermostatiques des radiateurs existants, l'installation d'une VMC, le remplacement des fenêtres par du double vitrage, des démolitions et restructurations intérieures ponctuelles, la mise en accessibilité PMR des locaux et la rénovation des sanitaires.
Il est également prévu l'isolation des combles pour les bâtiments les plus anciens et l'isolation thermique

par l'extérieur pour ceux des années soixante-dix.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 2 841 200 € HT, plafonné à 1 000 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- LA VILLE-DU-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 841 200,00	100,00%
Total	2 841 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	500 000,00	17,60%
DEPARTEMENT 91 (acquis)	400 000,00	14,08%
ETAT - DETR 2020 et 2021 (sollicité)	400 000,00	14,08%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY (acquis)	500 000,00	17,60%
COMMUNE	1 041 200,00	36,65%
Total	2 841 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX048082 - CAR - REHABILITATION DE L'ÎLOT LEMERCIER - PONTOISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : PONTOISE
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe HOUILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 novembre 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de maîtrise d'œuvre (réalisation de l'avant-projet, constitution du dossier de consultation des entreprises, assistance aux contrats de travaux, assistance aux opérations de réception…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pontoise (30 690 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation de l'Îlot Lemercier":

L'état actuel de la chaussée nécessite une rénovation de cet îlot urbain, impliquant la fermeture d'une partie de la rue Lemercier.
Il s'agit de programmer la réhabilitation du 12bis au 22 rue Lemercier, puis la réalisation d'un aménagement, qui donnera une destination urbaine au site ainsi libéré de ses constructions.
L'objectif de la Ville est de requalifier cet îlot tout en préservant son architecture et le cadre de vie. Le projet consiste à créer un espace qui soit aussi utile qu'agréable pour les riverains et pour les passants. L'enjeu consiste à reconquérir la vie de quartier dans ce secteur, autour d'un espace vert, pensé pour améliorer la qualité de vie au quotidien.
L'aménagement mêlera à la fois le végétal et le minéral. Au-delà de l'attention portée au bien-être des habitants, ce lieu offre une transition à proximité d'équipements touristiques (Musée Tavet-Delacour,

Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine) et du tissu commercial local.
Il est ainsi prévu d'y installer une station vélo pour promouvoir auprès des Pontoisiens l'usage des modes actifs, un espace de stockage pour les containers d'ordures ménagères, et d'aménager un espace végétalisé de type square avec des bancs pour permettre aux usagers de profiter du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 696 530.00 € HT, plafonné à 500 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	696 530,00	100,00%
Total	696 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	35,90%
DEPARTEMENT 95	139 306,00	20,01%
COMMUNE	307 044,00	44,09%
Total	696 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX048083 - CAR - REAMENAGEMENTS EXTERIEURS DES JARDINS DE LA VILLE - PONTOISE (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 500 000,00 € HT	50,00 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PONTOISE
Adresse administrative : PONTOISE
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe HOUILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 avril 2019 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études de maîtrise d'œuvre (études d'exécution, sondages de reconnaissance de réseaux, essais...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Pontoise (30 690 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagements extérieurs des jardins de la ville".

L'actuel jardin de la ville est situé sur une partie des anciennes douves qui protégeaient les remparts de Pontoise. Acquis en 1820 par la municipalité, il est le plus grand espace vert du centre-ville avec ses 2,5 hectares.
La construction du nouveau parking sous le Jardin de la Ville représente une opportunité pour réaménager cet espace vert pour le bien être des Pontoisiens.
Le projet valorisera le Jardin de la Ville avec notamment la préservation de l'identité et de l'histoire du parc (préservation des murets...). Le Jardin ainsi embelli devra à la fois être esthétique et fonctionnel afin d'attirer et accueillir durablement les riverains, les passants, les nombreux étudiants du secteur, les consommateurs des commerces de la Ville, ainsi que les touristes.

Le réaménagement du Jardin de la Ville s'opèrera également, dans le respect des prescriptions du Site Patrimonial Remarquable (SPR). Le minéral sera quasi inexistant et l'ensemble des arbres abattus pour les besoins de l'opération et/ou pour des raisons phytosanitaires, seront compensés in situ, par des essences de même nature ou pour le moins, de même qualité (haute tige…). La plantation de nouveaux arbres sera effectuée essentiellement en pleine terre, tout en tenant compte des contraintes et de la durée de vie normale du parking souterrain (étanchéité).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 1 515 815.00 € HT, plafonné à 1 500 000.00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 439 140,00	94,94%
HONORAIRES	76 675,00	5,06%
Total	1 515 815,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	750 000,00	49,48%
DEPARTEMENT 95	300 000,00	19,79%
CACP	11 070,50	0,73%
COMMUNE	454 744,50	30,00%
Total	1 515 815,00	100,00%

Annexe n°4 à la délibération : modification de la fiche-projet EX026047 contrat d'aménagement régional de la commune de Longperrier (77)

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-319
modifiée par la commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-188

DOSSIER N° EX026047 - CAR - CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) - COMMUNE DE LONGPERRIER (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 494 425,00 € HT	50,00 %	747 212,50 €
	Montant total de la subvention		747 212,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGPERRIER
Adresse administrative : 2 RUE DE MAINCOURT
77230 LONGPERRIER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel MOUTON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation du démarrage anticipé de projet : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation du démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, assistance à maitrise d'ouvrage.)
Description :
La commune de Longperrier (2459 habitants -Insee 2015) propose une opération de construction d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) pour l'accueil de 120 enfants dont 50 en maternelle et 70 en primaire. L'ALSH se trouvera dans le prolongement de l'école maternelle, jouxtant le restaurant scolaire afin de faciliter le déplacement en toute sécurité des enfants d'une structure à une autre. Cela permet d'avoir sur le même site tous les équipements dédiés aux enfants.

Pour une superficie de 550 m², les différents espaces du projet se décomposent comme suit :
- Hall d'accueil : 50 m²
- Direction / Infirmerie : 20 m²
- Salle pour les animateurs : 30 m², compris vestiaires
- Espace polyvalent : 113 m² + 6 m² de rangements
- Deux ateliers de 62 m² chacun
- Deux ateliers de 63 m² chacun
- Atelier cuisine : 38 m²

- Sanitaires adultes : 14 m²
- Sanitaires filles : 18 m²
- Sanitaires garçons : 18 m²
- Office : 16 m²
- Local entretien : 3 m²
- Local Régie / rangements : 22 m²
- Local poubelle extérieur : 7 m²
- Dégagements : 68 m²

Le parti architectural correspond à une double volonté de composition :
- Volumes en cohérence avec le bâti environnant
- Volumes simples et colorés, à connotation ludique, s'approchant d'une typologie de type « grande maison ».

Les matériaux utilisés seront les suivants :
- Structure principale en bois lamellé collé
- Murs à ossature bois
- Habillage extérieur par clins bois horizontaux en façade de ton blanc « perle » et panneaux composites de différentes couleurs
- Couverture effet « terrasse » en bac acier à pente minimum
- Menuiseries extérieures en aluminium anodisé à rupture de pont thermique et à vitrage peu émissif.

Les travaux seront conformes à la réglementation en vigueur, aux Normes Françaises, aux prescriptions DTU, aux cahiers des charges du CSTB, aux Arrêtés, Circulaires, Décrets, Publications UTE et Code du travail.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LONGPERRIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	194 925,00	13%
TRAVAUX	1 299 500,00	87%
Total	1 494 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	747 212,50	50,00%
CAF (à solliciter)	133 000,00	8,90%
CID (notifié)	95 000,00	6,36%
COMUUNE	519 212,50	34,74%
Total	1 494 425,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-228

DU 27 MAI 2020

DÉVELOPPEURS DE L'APPRENTISSAGE SOLDES 2019

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment les livres II et III de la sixième partie ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable ;

VU la délibération n° CP 13-790 du 20 novembre 2013 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à une politique d'apprentissage réactive et qualitative : renforcement du soutien aux développeurs de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CP 14-766 du 20 novembre 2014 relative au financement des CFA franciliens et au financement de postes développeurs de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 16-051 du 22 janvier 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative au nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU la délibération n° CP 16-610 du 16 novembre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale de l'apprentissage : financement des développeurs de l'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-228 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

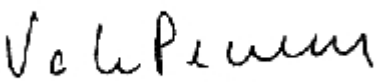
Article 1 : Financement de postes de développeurs de l'apprentissage (solde 2019)

Décide de participer au titre du dispositif « développeurs de l'apprentissage » au financement des postes détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 450 869,54 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type, approuvée par la délibération n° CP 14-766 du 20 décembre 2014 modifiée et susvisée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 16-08 du 18 février 2016 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 450 869,54 €, au titre du dispositif « Développeurs de l'apprentissage », prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 12 « Apprentissage », programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », action 11200302 « Accompagnement de la politique de l'apprentissage » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178796-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Développeurs de l'apprentissage (soldes 2019)

SOLDES 2019 DAT - DAM

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Nbre poste	Montant proposé de la décision
18010425	CONVERGENCE 93 - SOLDE DAT 2019	CONVERGENCE 93	2	30 537,91 €
18010426	CRMA IDF CHAMBRE REG DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILE DE FRANCE - SOLDE DAM 2019	CRMA IDF CHAMBRE REG DE METIERS ET DE L'ARTISANAT D'ILE DE FRANCE	4	65 400,00 €
18010479	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE - SOLDE DAT 2019	GIP GROUPEMENT D INTERET PUBLIC EMPLOI ROISSY CHARLES DE GAULLE	1	25 000,00 €
18010481	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE - SOLDE DAT 2019	INSERTION ET DEVELOPPEMENT DU VAL D YERRES VAL DE SEINE	1	25 000,00 €
18010482	MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF) - SOLDE DAT 2019	MDEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART	1	13 685,30 €
18010483	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES - SOLDE DAT 2019	MISSION LOCALE DINSERTION SOCIALE PROFESSIONNELE DES JEUNES	1	25 000,00 €
18010485	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE - SOLDE DAT 2019	CLLAJ - AIFP MISSION LOCALE PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE	1	25 000,00 €
18010486	MISSION LOC MAISONS ALFO - SOLDE DAT 2019	MISSION LOC MAISONS ALFO	1	25 000,00 €
18010487	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV - SOLDE DAT 2019	MISSION LOC POUR L EMPLOI DE MARNE LAV	1	23 858,00 €
18010512	MISSION LOCALE PARIS - SOLDE DAT 2019	MISSION LOCALE PARIS	2	44 936,38 €
18010515	MISSION LOC SUD ESSONNE - SOLDE DAT 2019	MLSE MISSION LOC SUD ESSONNE	1	18 099,00 €
18010516	MISSION LOCALE DU MANTOIS - SOLDE DAT 2019	MISSION LOCALE DU MANTOIS	1	25 000,00 €
18010518	RESEAU ML92 - SOLDE DAT 2019	RESEAU ML92	2	34 137,93 €
18010906	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE - SOLDE DAT 2019	MLAVO MISSIONS LOCALES ASSOCIEES DU VAL D OISE	2	50 000,00 €
18010907	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS - SOLDE DAT 2019	MISSION LOCALE DE LA BRIE ET DES MORINS	1	20 215,02 €
				450 869,54 €

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-192

DU 27 MAI 2020

CONVENTION RÉGION ÎLE-DE-FRANCE/DISP - AFFECTATION PPSMJ - AFFECTATION PRFE 3ÈME ANNÉE - AFFECTATION ACTION PRIC - AVENANTS 1 ET 2 À LA CONVENTION ASP 2020/2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le règlement (CE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU le Règlement (CE) n° 1304/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au fonds social européen ;

VU la décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n° 1303/2013 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie et ses articles L.6121-2-1, R.6121-1 et suivants ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie, 2007-2013, prorogé par délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – Refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espaces dynamiques d'insertion) – Écoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle : mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales – Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires – Mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 210-16 du 17 novembre 2016 portant l'adoption du principe d'une convention d'objectifs et de moyens du centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 15-218 du 9 juillet 2015 portant attributions de subventions dans le cadre de « la politique régionale de continuité professionnelle » – Actions concertées avec deux organismes paritaires interprofessionnels, d'un OPACIF et de 14 OPCA de secteurs ;

VU la délibération n° CP 2017-076 du 8 mars 2017 portant approbation de la convention triennale d'Objectifs et de Moyens (COM) entre la Région Île-de-France et le GIP FCIP Versailles pour le centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue ;

VU la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018 relatif à un nouveau dispositif expérimental d'aide à la formation : aides individuelles régionales vers l'emploi (AIRE) ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan investissement compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 relative au dispositif régional Espaces de dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux actions expérimentales – première affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 relative aux EDI : habilitation 2019-2022 et 1ère affectation 2019 et à la Mission locale de Sevran : 1ère affectation de la subvention de fonctionnement 2019 » ;

VU la délibération n° CP 2019-094 du 19 mars 2019 relative aux espaces de dynamique d'insertion : avenant 2019 à la convention d'habilitation 2019-2022 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-060 du 22 mai 2019 relatif au bilan et à l'évolution du dispositif expérimental d'aides individuelles régionales vers l'emploi (AIRE) ;

VU la délibération n° CP 2019-156 du 22 mai 2019 portant approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2020-2022 entre la région Île-de-France et le GIP FCIP Versailles porteur du centre régional de ressources illettrisme et maîtrise de la langue-CDRIML ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation formations e-learning et multimodales, mise en œuvre du Pacte et subventions actions territorialisées et actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-421 du 17 octobre 2019 relative au Programme Compétences + : lauréats de l'appel à projets Pacte régional Investissement dans les Compétences (PRIC) ;

VU la délibération n° CP 2020-019 du 31 janvier 2020 relative aux espaces de dynamique d'insertion 2020 : affectation 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-061 du 4 mars 2020 relatif au dispositif d'aide individuelle régionale vers l'emploi (AIRE).

Vu la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-192 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour le programme PPSMJ 2020 une autorisation d'engagement de **3 410 000 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP113-006 (111 006) « formations qualifiantes et métiers », action 111 006 03 « formations qualifiantes et métiers » sur le budget 2020.

Article 2 :

Approuve la convention entre la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris (DISP) et la région Île-de-France jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 3 :

Affecte pour la reconduction du Programme de Formation pour l'Emploi une autorisation d'engagement de **113 166 000 €** dont 84 166 000 € au titre budget régional et 29 000 000 € au titre du plan régional d'investissement dans les compétences, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP113-006 (111 006) « formations qualifiantes et métiers », action 111 006 03 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2020. Ce montant sera abondé au titre du PRIC 2020.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif Compétences + au financement complémentaire du projet de l'École internationale du savoir-faire français par l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant maximum prévisionnel de 128 000 €.

Approuve la modification de la fiche projet détaillant le projet de l'École internationale du savoir-faire français initialement votée par la délibération n° CP 2019-421 du 17 octobre 2019 susvisée. La fiche modifiée figure en annexe 2 à la présente délibération.

Approuve l'avenant à la convention joint en annexe 3 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention complémentaire à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 128 000 € dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 (PRIC) disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 112-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires », du budget 2020.

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement de **375 523, 13 €**, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 114 « Formation des actifs occupés », programme HP114-007 (111 007) « Formation des salariés », action 11100701 « Formation des salariés » du budget 2020.

Article 6 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions expérimentales » au financement du projet de mise à disposition de la solution de classe virtuelle par la structure O'Clock détaillé dans l'annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte pour la mise à disposition de la solution de classe virtuelle O'Clock une autorisation d'engagement de **200 000 €**, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP112-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 :

Décide de participer au financement du centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement au GIP FCIP Versailles d'un montant maximal prévisionnel de 220 000 €, correspondant à la subvention annuelle 2020.

Approuve l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le GIP FCIP Versailles, approuvée par la délibération n° CP 2019-156 du 22 mai 2019 susvisée, joint en annexe 5 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **220 000 €** disponibles sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme HP111-005 (111 005) « Mesures d'insertion professionnelle » action 11100501 « Accès aux savoirs de base » du budget 2020.

Article 8 :

Décide de participer pour l'année 2020, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion, au financement de 2 projets supplémentaires détaillés en annexe 7 par l'attribution d'une compensation d'un montant total de **496 183, 60 €.**

Subordonne le versement des compensations financières à la signature des conventions d'habilitation et des avenants conformes à la convention d'habilitation type et à l'avenant annuel type approuvés dans le cadre de la délibération n° CP 2020-019 du 31 janvier 2020 susvisée.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les conventions d'habilitation et les avenants précités avec chaque structure.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **496 183, 60 €** dans le

cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 (PRIC) disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », Programme HP111-005 (111 005) « Mesure d'insertion professionnelle », Action 111 005 01 « Accès aux savoirs de base » du budget régional 2020.

Article 9 :

Autorise, au titre du programme EDI 2020, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des compensations à compter du 1er janvier 2020 par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé, en raison du décalage entre la date d'entrée en formation (à partir du 1er janvier 2020) et la date du vote de la présente délibération.

Article 10 :

Reporte au 1er septembre 2020 la mise en œuvre du règlement d'intervention relatif au dispositif « Aide individuelle régionale vers l'emploi (AIRE) », modifié par la délibération n° CP 2020-061 du 4 mars 2020 susvisée, initialement prévue au 1er juillet 2020.

Article 11 :

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 7 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'Agence de services et de paiement (ASP) à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

Article 12 :

Approuve l'avenant à la convention entre la région Île-de-France et l'ASP, figurant en annexe 8 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

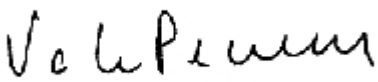
Article 13 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 5 630 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », Programme HP10-002 (110002) « Mesures transversales », « Action 11000201 Frais de gestion et publicité des marchés », du budget 2020.

Article 14 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention entre la région Île-de-France et l'ASP, figurant en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc177849-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention région Île-de-France/DISP

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

CONVENTION REGION-DISP POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECENTRALISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES DETENUES

Entre

L'Etat représenté par :
- Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Paris, Monsieur Laurent RIDEL,
Ci-après dénommée la DISP,

Et

La Région représentée par :
- La Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE,
Autorisée à signer la présente convention par la délibération n° CP XX en date du XXXXX

Ci-après dénommée la Région,

Vu Le code général des collectivités territoriales ;
Vu Le code du travail, notamment son article L 6121-2 ;
Vu La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 112 ;
Vu La loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire, notamment son article 2 ;
Vu La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 modifiée relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, notamment son article 21 ;
Vu La loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales ;
Vu La délibération n° CP 2020- XX en date duXXXX du Conseil régional d'Ile-de-France ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le service public pénitentiaire contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, et à la prévention de la récidive.

La Région est l'échelon compétent en matière de formation professionnelle des publics à la recherche d'un emploi, d'un contrat d'apprentissage et pour les formations sanitaires et sociales.

La loi relative à la formation professionnelle du 5 mars 2014 a achevé le transfert de compétences de l'Etat vers les Régions en ce qui concerne, l'illettrisme, la rémunération des personnes présentant un handicap et la formation des publics sous main de justice.

Ce transfert de compétences nécessite une coopération étroite entre les Régions et l'Administration Pénitentiaire afin que soient prises en compte les conditions particulières de mise en œuvre des formations, lorsqu'elles se déroulent en milieu pénitentiaire.

L'ensemble des partenaires nationaux, régionaux, départementaux, doit être mobilisé afin de créer une dynamique propre à la réinsertion de la population pénale et que la formation professionnelle participe activement à la préparation de la sortie de détention et à l'insertion ou réinsertion durable de ses bénéficiaires.

La mise en œuvre du service public régional de l'orientation nécessite de définir des partenariats entre la Région et la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (DISP) afin que les publics détenus aient accès à ce service.

Au regard des niveaux de formation souvent très faibles des personnes détenues, les enseignements généraux font partie intégrante des parcours de formation.

En conséquence, la mise en œuvre de la formation professionnelle exige en outre une coordination et une compatibilité en termes d'horaires et de locaux avec l'Unité Locale d'Enseignement.

Enfin, au-delà des caractéristiques sociologiques du public détenu (illettrisme, absence de qualification, précarité sanitaire, absence de logement…) la nature des besoins en formation professionnelle et des réponses à y apporter est liée au type d'établissement pénitentiaire.

Ainsi, compte-tenu des différences entre établissements, notamment au niveau du temps de détention, la durée des formations et le type de certification sont adaptés.

Ainsi, en maison d'arrêt, l'offre de formation est plutôt courte et vise un certain de type de certification. A contrario, dans un établissement pour peine, la contrainte de temps étant moins importante, l'objectif tendra plus vers un accès à la qualification et à la certification sur des parcours plus longs.

Dans les deux cas, la Région privilégie une offre de formation modulaire.

TITRE I : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de l'application du 2° du II de l'article 21 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale codifié à l'article L6121-2 du code du travail, la Région « *finance et organise la formation professionnelle des personnes sous main de justice. Une convention conclue avec l'État précise les conditions de fonctionnement du service public régional de la formation professionnelle au sein des établissements pénitentiaires* ».

La présente convention régionale conclue entre la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (DISP) et la Région Ile-de-France a pour objet, en cohérence avec les objectifs fixés par la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 de :

- préciser les modalités d'application de la compétence formation professionnelle ;
- définir les orientations générales de la politique de formation professionnelle des personnes détenues et les modalités de mise en œuvre des dispositifs de formation et d'insertion professionnelles ;
- développer les modalités et les outils de collaboration entre les services de la Région et ceux de l'administration pénitentiaire ;
- prévoir si nécessaire des déclinaisons territoriales spécifiques.

TITRE II : INTERVENTION CONJOINTE DE LA REGION ET DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES

ARTICLE 1 - PERIMETRE DE LA CONVENTION

Article 1.1 – Publics concernés

Les publics concernés sont les personnes détenues écrouées et hébergées dans les établissements pénitentiaires franciliens (hors centre pénitentiaire Sud-Francilien de Réau).

Les mineurs détenus dans les établissements leur étant réservés ou dans les quartiers mineurs au sein des établissements pénitentiaires, peuvent accéder à la formation professionnelle sous réserve qu'ils aient terminé leur parcours dans le cadre de la scolarité obligatoire.

Article 1.2 – Sites concernés

Cette convention s'applique pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du ressort de la DISP (hors centre pénitentiaire Sud-Francilien de Réau) dont la liste figure en annexe.

Article 1.3 – Dispositifs de formation éligibles

Les formations éligibles sont celles dont l'objet est conforme à l'article L.6311-1 du Code du travail. La Région assure le financement des formations dans le cadre du programme régional de formation des personnes détenues.

ARTICLE 2 - MODALITES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 2.1 – Cadre général de la gouvernance par la Région et de l'intervention conjointe de la Région et la DISP.

La Région a la responsabilité de la politique de formation professionnelle qu'elle conduit sur son territoire.

Compte-tenu des spécificités des publics détenus et de l'organisation particulière des établissements pénitentiaires, l'accompagnement et le déploiement du transfert de compétences impliquent que les services de la Région et de la DISP veillent à :

➢ **Pour la Région :**

- intégrer les enjeux de la formation professionnelle des personnes détenues dans la construction du Plan Régional de Formation (PRF) et ses déclinaisons locales au regard, notamment, de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 et des dispositions de la loi du 5 mars 2014, ainsi que de celles de la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales;
- mettre en place avec son interlocuteur désigné au sein de la DISP, des partenariats formalisés avec les différents services de l'administration pénitentiaire (AP) : DISP, établissements pénitentiaires, services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP);
- piloter, coordonner, et co-animer avec la DISP la politique régionale de formation professionnelle ;
- conduire, en lien avec la DISP, les établissements pénitentiaires et les SPIP, l'analyse des besoins de formation des personnes détenues et élaborer le plan de formation régional ;
- proposer des pédagogies adaptées à ce public et assurer un lien avec le responsable de l'unité pédagogique régionale de l'Education nationale.

➢ **Pour la DISP :**

- soumettre des propositions d'analyses et d'études et contribuer à leur réalisation ;
- accompagner les services de la Région dans la connaissance du milieu pénitentiaire, en particulier concernant les orientations prévues en matière de prise en charge des publics détenus ;
- assurer l'interface entre la Région et les établissements pénitentiaires ;
- exercer un rôle de conseil technique et d'accompagnement auprès des chefs d'établissements, des Responsables Locaux de Formation Professionnelle (RLFP) et des directeurs des services pénitentiaires d'insertion et de probation ;
- s'assurer de la désignation d'un interlocuteur formation pour les services régionaux dans chaque établissement pénitentiaire ;
- veiller à assurer l'accès des plateaux techniques, des espaces dédiés ou utilisés pour la formation aux organismes prestataires de la Région afin qu'ils puissent réaliser, sur la base d'une trame remise par la Région en début d'action, un état des lieux des équipements présents dans l'établissement et de ceux qu'ils fournissent eux-mêmes pour la réalisation de la formation ;
- transmettre pour chaque établissement les plages horaires journalières et le volume horaire mensuel disponibles pour la formation ;
- contribuer au suivi de la formation.

La Région et la DISP veillent à articuler leurs outils et dispositifs dans le cadre d'objectifs communs, visant l'insertion sociale et professionnelle et la lutte contre la récidive.

Elles rechercheront tout particulièrement une approche territoriale de définition et de mise en œuvre des politiques locales de formation et d'insertion professionnelle en associant

l'ensemble de leur réseau de partenaires respectifs (autres services de l'Etat, service public de l'emploi, collectivités territoriales, secteur associatif…).

Pour mener à bien l'ensemble de ces missions et parvenir aux objectifs qui y sont associés, la DISP sera l'interlocuteur privilégié de la Région, qui s'engage notamment à associer le Département des Politiques d'Insertion, de Probation et de Prévention de la Récidive (DPIPPR) à ses échanges avec les différents établissements et SPIP du territoire.

Article 2.2 – Construction du Plan Régional de Formation (PRF)

Le Plan Régional de Formation (PRF) est issu des concertations menées dans chaque établissement au sein des **Comités Locaux de Formation Professionnelle** (CLFP).

Le CLFP se réunit à l'initiative de la Région au moins une fois par an et autant que de besoin.

Composition :

- Représentant(s) des services de la Région ;
- Chef d'établissement ou son représentant ;
- Directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation ou son représentant ;
- Responsable de la formation professionnelle de la DISP ;
- Représentant(s) de Pôle Emploi Justice et, le cas échéant, de la Mission Locale ;
- Responsable local de l'enseignement (Education Nationale) ;
- Expert(s) et personnalité(s) extérieure(s) si nécessaire.

Missions :

Dans chaque établissement, le CLFP :

- Présente le bilan de l'année N-1 ;
- Communique des données relatives à l'insertion professionnelle des publics détenus après leur libération si l'Administration en a connaissance ;
- Présente les réalisations en cours ;
- Procède aux ajustements et propose des perspectives pour l'année N+1 ;
- Finalise le Plan Local de Formation (PLF) à partir des besoins recensés.

Pour l'élaboration du Plan Régional de Formation (PRF), la DISP recense en amont et communique pour chaque établissement, les éléments transmis par l'Administration pénitentiaire portant sur :

- La définition des espaces et des ateliers mis à disposition pour la formation professionnelle théorique et pratique ;
- Les plages horaires journalières ainsi que le volume horaire mensuel disponibles pour la formation ;
- Les restrictions éventuelles liées au régime de la détention ;
- Tout autre élément susceptible d'avoir un impact sur les conditions de réalisation de la formation.

Le PRF s'inscrit dans les orientations régionales en termes de sécurisation des parcours et de qualification des personnes les plus éloignées de l'emploi et doit être cohérent avec les parcours d'exécution de peine.

Il doit en outre tenir compte des besoins des publics visés, de la typologie des établissements, de l'évolution de la population pénale, des conditions possibles de réalisation.

Le Chef d'établissement ou son représentant est chargé du pilotage opérationnel du Plan Local de Formation (PLF) dans son établissement en lien avec la Région et la DISP.

Le suivi des actions de formation nécessite que des indicateurs communs soient fixés et renseignés par la Région et la DISP, et que les résultats statistiques soient partagés par les deux partenaires.

Article 2.3 – Coordination et suivi

La coordination et le suivi du PRF sont assurés conjointement.

A cet effet, des **réunions de coordination** entre la DISP et la Région sont organisées autant que de besoin.

Composition :

- Représentants des services de la Région ;
- Représentants des services de la DISP.

Missions :

- Suivre le déroulement action par action dans chaque établissement ;
- Faciliter la mise en place des formations dans les établissements ;
- Favoriser la coordination entre les établissements et les organismes de formation ;
- Repérer les difficultés rencontrées et mettre en place des actions correctives ;
- Rendre compte des visites sur site le cas échéant ;
- Assurer la co-animation du programme.

Article 2.4 – Pilotage et animation

Le Comité de Pilotage Régional annuel assure le suivi et l'animation du PRF dans sa globalité. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de la Région.

Composition :

- Représentant(s) des services de la Région ;
- Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires ou son représentant ;
- Chefs d'établissements ou leurs représentants ;
- Directeurs des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) ou leurs représentants ;
- Représentants de Pôle Emploi Justice et de l'Association Régionale des Missions Locales (ARML).

Missions :

- Annonce les axes prioritaires pour le PRF à venir en fixant les objectifs et les résultats attendus, et en déclinant les moyens engagés ;
- Rend compte de la mise en œuvre du PRF précédent sur la base des bilans établis par la Région ;
- Fixe des indicateurs communs de suivi ;
- Définit les modalités d'animation partagée.

La Région en assure le secrétariat et produit l'ensemble des statistiques nécessaires à l'évaluation globale du dispositif.

ARTICLE 3 – COMMUNICATION

Les signataires de la présente convention s'engagent à assurer une communication concertée toutes les fois qu'ils mèneront des actions communes.
Ils s'engagent également à faire mention de la participation des autres partenaires dans leur communication institutionnelle.

TITRE III – L'ACCES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA PERSONNE DETENUE

ARTICLE 1 – CLASSEMENT ET INFORMATION

Une information sur les formations programmées est diffusée au sein des établissements notamment par voie d'affichage.

Pour pouvoir accéder à une action de formation, la personne détenue doit adresser une demande écrite au chef d'établissement, présidant la commission pluridisciplinaire unique (CPU) qui examine chaque candidature au regard de la situation pénale de la personne détenue, apprécie l'opportunité de l'accès aux stages et rend un avis sur l'inscription dans les actions de formation professionnelle. La Région peut être invitée à assister à une CPU.

ARTICLE 2 - PRISE EN COMPTE DU PARCOURS D'EXECUTION DE PEINE (PEP) DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN MILIEU PENITENTIAIRE

Le temps de détention doit permettre le maintien des acquis sociaux et professionnels et offrir la possibilité d'acquérir de nouveaux savoirs et savoir-faire adaptés aux exigences du monde professionnel.

Les organismes de formation proposeront un parcours modularisé, adapté aux besoins des personnes détenues candidates à une formation, tout en tenant compte des contraintes pénales auxquelles elles sont confrontées.

Ce parcours se déroule selon différentes modalités :

- Contenus de formation individualisés (sous forme de modules quand ils sont qualifiants) ;
- Alternance dans les apprentissages théoriques et techniques ;
- Objectif d'accès à la certification (partielle ou totale) via la formation ou la V.A.E ;
- Formations au socle de compétences ;
- Articulation avec les enseignements généraux de l'Education Nationale ;
- Intervention d'acteurs tiers tels que les psychologues du travail, professionnels de santé, Conseillers Pôle emploi ou Mission locale…

Ces différentes interventions doivent être intégrées dans les emplois du temps des personnes détenues.
La Région pourra proposer une prise en charge des actions de formation professionnelle pour les personnes détenues en situation de travail dans les établissements pénitentiaires en concession, au service général, employées par le service de l'emploi pénitentiaire (SEP).

ARTICLE 3 - CONSTRUCTION DE PARCOURS DE REINSERTION PROFESSIONNELLE

En vue de favoriser le retour à l'emploi des personnes détenues, bénéficiant ou non d'un aménagement de peine, l'ensemble des dispositifs de formation de droit commun financé et mis en œuvre par la Région est ouvert aux personnes placées sous main de justice. Aussi, les parcours initiés en détention doivent trouver dans la mesure du possible une continuité à l'extérieur. A cet effet, la Région peut, avec le soutien de la DISP, sensibiliser ses prestataires à l'accueil des PPSMJ et favoriser ainsi la prise en compte des parcours réalisés en milieu fermé. Parallèlement, la Région peut informer les SPIP sur ses dispositifs de droit commun afin de faciliter, en lien notamment avec Pôle Emploi et les Missions Locales, l'orientation des publics.

TITRE IV – LES RESSOURCES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE FORMATION

Article 1– ELEMENTS FINANCIERS

Article 1.1 – Les dépenses de fonctionnement

Article1.1.1 – Les dépenses de fonctionnement courant

La Région finance seule le fonctionnement des actions de formation A chaque session de formation, elle prend en charge les frais pédagogiques, la matière d'œuvre, les consommables, les tenues de travail, les équipements de protection individuelle et l'achat du matériel devant être renouvelé dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 500 euros TTC.

Lorsque l'action de formation est liée au fonctionnement de l'établissement (chantier école bâtiment, restauration collective, entretien des espaces verts) les consommables et matières d'œuvre sont financés par la DISP.

Article 1.1.2 – Entretien des biens immobiliers existants

Les biens immobiliers, par nature ou par destination, sont exclus du transfert et restent à l'entière charge de l'Etat, qui en assure la maintenance et l'entretien. L'Etat est responsable des troubles et dommages des immeubles dont il est propriétaire.

Ces biens sont mis à disposition à titre gratuit pour l'organisation des formations professionnelles.

Article 1.1.3 – Equipements

Une analyse détaillée des équipements, notamment des gros matériels, nécessaires pour les organismes de formation et présents dans les établissements pénitentiaires a été réalisée de façon contradictoire. Dès lors qu'ils appartiendraient à l'Administration Pénitentiaire, lesdits matériels seront entretenus, réparés et mis à disposition des organismes de formation qui auront la charge de s'assurer de leur entretien courant et de leur bonne utilisation.

Article 1.2 –Les dépenses d'investissements

Les biens immobiliers ne sont pas transférés à la Région. Les dépenses d'investissements, gros matériels, installation de formation, les biens considérés comme des immeubles par destination, nécessaires à la mise en œuvre des actions de formation dans les établissements pénitentiaires feront l'objet d'une concertation entre la DISP et la Région en vue d'établir un plan pluriannuel d'investissement auquel la DISP consacrera une quote-part

des crédits qui lui sont alloués par la DAP. La DISP prend en charge le financement de la maîtrise d'ouvrage de ces investissements.

Au regard de la circulaire interministérielle du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local, seront imputées en investissement les dépenses afférentes à des biens immobiliers, par nature ou par destination, ainsi que les biens meubles utiles aux actions de formation professionnelle dont la valeur unitaire est supérieure à 500 euros TTC.

A contrario, les dépenses d'ordre pédagogique relatives aux biens meubles nécessaires aux actions de formation dont le montant unitaire est inférieur ou égal à ce seuil seront imputés en fonctionnement et à la charge de la Région.

ARTICLE 2 – TRANSFERT DES MOYENS ET DES PERSONNELS

Le transfert des moyens financiers et personnels correspondant a été établi conformément aux dispositions des articles 80 à 88 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La Région a reçu une compensation financière équivalente.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DES PERSONNES DETENUES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La Région s'engage à ouvrir la rémunération du public détenu entré en formation selon l'application du règlement d'intervention régional.

TITRE V – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de 4 ans.
Elle peut être modifiée par voie d'avenant sur demande de l'une des parties.

ARTICLE 2 - LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif de Paris.

Fait en trois exemplaires originaux le … ….. ,

Pour la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires

Pour la Région
La Présidente du Conseil Régional

Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Paris

ANNEXE 1 A LA CONVENTION

Liste des établissements pénitentiaires franciliens

MAH : Maison d'arrêt Hommes
MAF : Maison d'arrêt Femmes
CJD : Centre des Jeunes Détenus

Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis	7, avenue des Peupliers, 91705 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	MAH-MAF-CJD
Maison d'arrêt de Nanterre	133, avenue de la Commune de Paris, 92014 NANTERRE CEDEX	MAH
Maison d'arrêt d'Osny	Route Départementale 927, 95524 CERGY-PONTOISE	MAH
Maison d'arrêt de Versailles	28, avenue de Paris, 78011 VERSAILLES	MAF
Maison d'arrêt de Villepinte	Avenue Vauban, 93422 VILLEPINTE	MAH

Centre pénitentiaire de Meaux-Chauconin	Rue du Lycée R.D.5 - Chauconin-Neufmontiers, 77351 MEAUX
Centre pénitentiaire de Paris la Santé	42 rue de la santé 75014 PARIS
Centre pénitentiaire de Bois d'Arcy	5 bis, rue Alexandre Turpault, 78395 BOIS D'ARCY
Centre pénitentiaire de Fresnes	1, allée des Thuyas, 94260 FRESNES

Centre de détention de Melun	10, quai de la Courtille, 77011 MELUN

Maison centrale de Poissy	17, rue de l'Abbaye, 78303 POISSY

ANNEXE 2 A LA CONVENTION

Annexe convention Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)/Régions de France (RdF)

Tableau de répartition des dépenses entre l'Etat et les Régions

Identification de la dépense	Dépenses d'investissement à la charge de l'Administration Pénitentiaire	Dépenses de fonctionnement dans le cadre de l'achat de prestations de formation à la charge de la région
Equipements immobiliers des plateaux techniques : Immeubles par nature Immeuble par destination (achat, entretien, réparation)	X	
Achat et maintenance des équipements mobiliers des plateaux techniques : Matériel dont le coût unitaire est< ou = à 500 euros TTC		X
Achat et maintenance des équipements mobiliers des plateaux techniques : Matériel dont le coût unitaire est > à 500 euros TTC	X	
Matière d'œuvre (cuivre, parpaings etc..).		X
Matière d'œuvre (cuivre, parpaings dans le cadre des chantiers école)	X	
Maintenance des locaux de formation (ampoules, peinture, installation électrique)	X	
Fluides (eau, gaz, électricité)	X	
Gestion des déchets et des gravats (collecte, évacuation)	X	
Equipement de protection des stagiaires		X
Tenue de travail des stagiaires de la formation		X
Entretien des tenues de travail des stagiaires	X	
Informatique si équipement > à 500 euros TTC unitaire	X	
Informatique si équipement < à 500 euros TTC unitaire		X

Annexe 2 : Fiche-projet Ecole internationale du savoir faire français

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-192

DOSSIER N° EX047167 - Appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) - ECOLE INTERNATIONALE DU SAVOIR FAIRE FRANÇAIS
Subvention complémentaire

Dispositif : Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)
Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019
Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC CP 2019-421	362 000,00 € TTC	67,68 %	245 000,00 €
	Montant total de la subvention		245 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECOLE INTERNATIONALE DU SAVOIR FAIRE FRANCAIS
Adresse administrative	:	3 BIS VILLA JEAN-BAPTISTE LUQUET 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	SAS
Représentant	:	Monsieur OLIVIER QUERENET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
• Objet/ finalité du projet :
Suite à une erreur matérielle, le montant affecté pour la subvention attribuée à l'Ecole internationale du savoir-faire française au titre du dispositif Compétences + Pacte régional Investissement dans les compétences mérite d'être modifié. Le montant qui aurait dû être affecté est de 245 000 € alors qu'un montant de 117 000 € avait été voté lors de la CP 2019-421. Il convient donc d'affecter la différence, soit 128 000 €.

Conception d'un parcours de formation au CAP cuisine 100% à distance (réalisation de vidéos, adaptation de la plateforme) et réalisation de 2 parcours de formation de 8 mois pour 20 personnes chacun.

• Axes et orientations :
Axe 1 : Proposer des parcours qualifiants vers l'emploi, renouvelés dans leurs contenus, au regard des besoins de l'économie en temps réel et de façon prospective.
Axe 2 : Garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés.

Axe transverse : moderniser l'ingénierie de formation, des modes de mise en œuvre de la formation et de l'accompagnement pendant la formation.

• Caractère innovant et expérimental des projets :
Le caractère innovant de l'action consiste à développer une formation au CAP cuisine 100% à distance.

• Partenariat :
Pôle emploi, Missions Locales.

• Effectif visé :
2 groupes de 20 personnes répondant aux caractéristiques suivantes :
- Tout demandeur d'emploi de plus de 18 ans
- Domicilié en Région Ile de France,
- Avec ou sans diplôme,
- Jeune ou chômeur longue duree,
- Bénéficiaire de l'assurance chômage, bénéficiaire du RSA, ou sans indemnité,
- Avec ou non un handicap compatible avec le métier de cuisinier.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	120 000,00	33,15%
Frais administratifs	10 000,00	2,76%
loyers et charges	12 000,00	3,31%
Frais pédagogiques	220 000,00	60,77%
Total	362 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	117 000,00	32,32%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	245 000,00	67,68%
Total	362 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Annexe 3 : Avenant Ecole internationale du savoir faire français

INVESTIR
DANS VOS
COMPÉTENCES

Région îledeFrance

CONVENTION: **S19PRIC75003NR**

ACTION SAFIR: **19-EX047167-001-PRIC**

Pôle Formation professionnelle et apprentissage

Avenant n°1 à la Convention

«Pacte régional d'investissement dans les compétences»

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° **CP 2020-192 du 27/05/2020**, ci-après dénommée « la Région » d'une part,

et

L'organisme dénomination : **ECOLE INTERNATIONALE DU SAVOIR FAIRE FRANÇAIS**
dont le statut juridique est : **SAS**
dont le n° SIRET et code APE sont : **811 371 376 00013**
dont le siège social est situé au : **3 bis Villa Jean-Baptiste Luquet 75015 Paris**
ayant pour représentant : **Querenet Onfroy de Breville Olivier**
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du «Pacte régional d'investissement dans les compétences» tel qu'adopté par la délibération n° CR 2019-11 du 20 mars 2019.

Par délibération N° CP 2019-421 du 17 octobre 2019, la région Île-de-France a décidé de soutenir **ECOLE INTERNATIONALE DU SAVOIR FAIRE FRANÇAIS** au titre de l'année 2019 pour la réalisation du projet présenté dans le cadre de l'appel à projets Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences.

Le présent avenant, pris en application de l'article 7 « Modification de la convention » de la convention initiale, a pour objet de rectifier le montant de la subvention qui aurait dû être de 245 000 € alors qu'un montant de 117 000 € avait été voté lors de la CP 2019-421 du 17 octobre 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE LA FICHE PROJET

La fiche projet annexée à la convention initiale est modifiée et remplacée par la fiche projet annexée au présent avenant afin de rectifier le montant de la subvention.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'article 1 « Objet de la convention » de la convention initiale est modifié comme suit :

« Par délibérations n° CP 2019-421 du 17 octobre 2019 et n° CP 2020-192 du 27 mai 2020, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir l'ECOLE INTERNATIONALE DU SAVOIR FAIRE FRANÇAIS pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à 67,68 % du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de 245 000 € ».

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant, la fiche projet modifiée ci-annexée, l'annexe RGPD. Toutes les autres clauses prévues dans la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le..... **Le.....**

L'organisme nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire	**La présidente du conseil régional d'Île-de-France**

Annexe 4 : Fiche-projet O'Clock

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-192

DOSSIER N° 20004590 - Mise à disposition des classes virtuelles O'clock_période confinement COVID-19

Dispositif : Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	285 714,29 € TTC	70,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	O'CLOCK
Adresse administrative	:	10 RUE DE PENTHIEVRE 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Dario SPAGNOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Solution d'urgence avec la mise à disposition des classes virtuelles O'clock afin de permettre aux organismes de formation dispensant des formations dans le cadre des programmes régionaux de poursuivre les parcours en téléprésentiel pendant la période de confinement dûe au COVID-19.

Description :
Dans un contexte exceptionnel de confinement dû au Covid 19, l'Ecole O'clock propose aux organismes de formation, opérateurs de la région Île-de-France d'assurer une continuité pédagogique grâce à la mise à disposition des classes virtuelles O'clock.

Dans le cadre de ce projet, la solution O'clock permet de :
- répondre aux sollicitations des organismes de formation qui souhaitent avoir recours aux salles de classes virtuelles : analyse de leur besoin, visite des salles de classes virtuelles ;
- assurer la mise à disposition des classes virtuelles : aide à la prise en main des outils, formation des formateurs ;
- suivre la mise à disposition des classes virtuelles : assistance technique, conseils pour donner des cours en téléprésentiel.

Une centaine d'organismes de formation pourront bénéficier de l'utilisation de ces salles de classes virtuelles afin de poursuivre leurs formations. Les organismes de formation devront au préalable compléter un formulaire de pré diagnostic.
Les équipes O'Clock reviennent ensuite vers les organismes pour échanger et étudier ainsi ses besoins ; organiser une démonstration de la salle de classe virtuelle ; former les formateurs des organismes de formation bénéficiaires à la prise en main de l'outil de salle de classe virtuelle (1 journée de formation).

Un groupe de discussion a été mis en place avec les personnes suivant le projet à la Région, afin de discuter des problématiques éventuelles rencontrées et des avancées du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires & Charges	145 194,81	50,82%
Frais administratifs	14 519,48	5,08%
Frais liés à la mise en oeuvre de l'action (Prestataire cloud - hébergement)	90 000,00	31,50%
Prestataires informatiques	36 000,00	12,60%
Total	285 714,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	70,00%
Autofinancement, Eddi	85 714,29	30,00%
Total	285 714,29	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation

Annexe 5 : CDRIML Avenant 2020

AVENANT N°1

A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017-2019 DU CENTRE DE RESSOURCES ILLETTRISME ET MAITRISE DE LA LANGUE

Entre
La région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
Ci-après dénommée la « Région »
d'une part,

Et

Le GIPFCIP VERSAILLES,
dont le n° SIRET est 18780913200025-APE : 804C
dont le siège social est 19 avenue du Centre BP 70101 78053 Saint-Quentin en Yvelines
ayant pour représentant M. Gérard PUIGDEMONT directeur du Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle de l'Académie de Versailles (GIP FCIP Versailles),
Ci-après dénommé « Centre de ressources illettrisme et maîtrise de la langue », ou « l'organisme »

d'autre part,

En vertu des délibérations n° CR 210-16 du 17 novembre 2016, n° CP 2017-07 du 8 mars 2017, n° CP 2018-209 du 30 mai 2018, n° CP 2019-156 du 22 mai 2019 et n° CP2020-192

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : ***modification de l'article 3.1 de la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022***

Le paragraphe 2 de l'article 3.1 de la convention d'objectifs et de moyens 2020-2022 adoptée par délibération du Conseil régional d'Île-de-France n° CP 2019-156 du 22 mai 2019 est modifié et remplacé comme suit :

Sont éligibles les dépenses de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre des missions définies ci-dessus, le montant prévisionnel de la subvention étant de 220 000 € par an. Le montant définitif et les modalités de financement sont fixés pour une année, sur la base d'un avenant annuel à la convention signée avec le bénéficiaire de la subvention.

Article 2 : ***Montant de la subvention annuelle***

Le montant prévisionnel de la subvention octroyée par la région Île-de-France au titre de l'année 2020, votée par délibération n° CP 2019-156 du 22 mai 2019 est fixé à 220 000 €, soit 100 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement pour les actions relevant des compétences de la Région.

Article 4 : Date d’effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Article 5 : *Autres dispositions*

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

La présidente de la région Ile-de-France **Le président du GIPFCIP Versailles**

Annexe 6 : Fiches projets EDI

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-192

DOSSIER N° EX049421 - Espaces de dynamique d'insertion 2020-2022 - ACR

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-6574-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation+bonus) 247 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCOISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
1- Le public cible visé par les Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI)

Ce sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2- Les objectifs d'un EDI

Ce sont :
- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3- Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4- La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5- Le financement du projet

Le tableau ci-dessous présente :

- Le cout total de l'opération ;
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle ;
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant ;
- Le montant maximum du bonus ;
- Le total de la compensation et du bonus.

DEPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
77	**ACR 77**	**100**	**282 992 €**	**225 000 €**	**79,51 %**	**22 500 €**	**247 500 €**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	13 600,00	4,81%
Services extérieurs	63 368,68	22,39%
Autres services extérieurs	2 380,00	0,84%
Charges de personnel	188 308,32	66,54%
Autres charges de gestion courante	11 835,00	4,18%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 500,00	1,24%
Total	282 992,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions collectivités territoriales	15 000,00	5,30%
Autres fonds publics	22 992,00	8,12%
Autres recettes	20 000,00	7,07%
Compensation régionale	225 000,00	79,51%
Total	282 992,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° EX049425 - Espaces de dynamique d'insertion 2020-2022 - LA FERME DU PARC DES MEUNIERS

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-6574-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation+bonus) 248 683,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA FERME DU PARC DES MEUNIERS
Adresse administrative	:	60 RUE CHARLES NUNGESSER 94290 VILLENEUVE LE ROI
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur KARIMA FERRI,Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
1- Le public cible visé par les Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI)

Ce sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2- Les objectifs d'un EDI

Ce sont :
- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3- Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4- La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5- Le financement du projet

Le tableau ci-dessous présente :

- Le cout total de l'opération ;
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle ;
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant ;
- Le montant maximum du bonus ;
- Le total de la compensation et du bonus.

DEPT	Projets retenus	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
94	**LA FERME DU PARC DES MEUNIERS**	**85**	**365 538 €**	**226 076 €**	**61,84 %**	**22 607, 60 €**	**248 683,60 €**

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	39 060,00	12,72%
Services extérieurs	16 650,00	5,42%
Autres services extérieurs	21 000,00	6,84%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 200,00	0,39%
Charges de personnel	279 588	76,49%
Autres charges de gestion courante	300,00	0,10%
Charges financières	180,00	0,06%
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 560,00	2,46%
Total	365 538,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention collectivités territoriales	40 000,00	10,94%
Subventions autres fonds publics	18 300,00	5,01%
Autres recettes	81 162,00	22,20%
Compensation régionale	226 076,00	61,85%
Total	365 538,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 7 : Remises gracieuses

ANNEXE RECAPITULATIVE

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

ORDRES DE REVERSEMENT- REMISES GRACIEUSES ACCORDEES

Année d'entrée en formation	N° de l'ordre de reversement	Montant de l'OR initial émis par l'ASP	Remise gracieuse PARTIELLE accordée sur solde OR	Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR
2017	18062560	847,63 €		847,63 €
2017	18062494	1 238,83 €		1 238,83 €
2018	18068714	1 541,61 €	1 491,61 €	
	TOTAL	***3 628,07 €***	***1 491,61 €***	***2 086,46 €***

Annexe 8 : Avenant convention Région-ASP

RÉGION ILE-DE-FRANCE **L'Agence de Services et de Paiement (ASP)**

AVENANT n°1
A LA CONVENTION ENTRE LA REGION ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

La région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CP 2020-192 du 27 mai 2020,
Ci-après dénommée « la région »

D'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING,
ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Cet avenant intervient à la suite de la convention de mandat approuvée en Commission permanente du 4 mars 2020 relative à la gestion administrative et financière des aides régionales dans le domaine de la formation professionnelle, de l'emploi et du développement économique et de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

En effet, la région Ile-de-France, a décidé de moderniser et de renforcer le pilotage de la formation professionnelle, la Région renouvelle son système d'information.

Il convient donc d'intégrer ces évolutions à la convention en cours entre la région et l'ASP.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'intégrer à la convention la gestion administrative et financière les nouvelles modalités techniques d'échanges de flux informatiques relatifs aux données de paiement entre la Région et l'ASP.

Par conséquent, il modifie l'article 14 « Système d'information ».

ARTICLE 2 : Modification de l'article 14 « Système d'Information »

Le Pôle formation professionnelle et apprentissage de la Région dispose depuis 2010 dans le cadre de son système d'information du secteur de la formation professionnelle continue d'un outil de gestion, SAFIR qui sera remplacé progressivement à partir de juin 2020 par l'outil ZEFIR. La mise en place de ce nouvel outil nécessite de remettre en place les flux informatiques existants, et implique une réflexion plus large sur la modernisation des outils et des échanges d'informations nécessaires aux paiements entre la Région et l'ASP. Ces travaux feront le cas échéant l'objet d'un avenant à la convention.

L'ASP dispose d'un outil SI plateforme dématérialisée permettant le suivi des stagiaires de formation professionnelle.

ARTICLE 3 : Modification des pièces contractuelles mentionnées à l'article 14

Est ajoutée

- **Annexe 1** : Flux informatique SERAPIS / ZEFIR
-

ARTICLE 4 : Modification de l'article 16' « coûts des missions confiées à l'ASP »

Le coût de développement de l'interface SERAPIS/ZEFIR est de 5 630 € HT. Ce montant est ajouté dans l'annexe financière nommée 'tarification ASP'.

ARTICLE 5 : Date de prise d'effet de la convention

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature.

ARTICLE 6 : Dispositions diverses

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant, et non contraires aux stipulations de celui-ci, demeurent inchangés et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le	Le
_____	_____
Pour l'ASP, **le Président-Directeur Général**	**Pour la région Île-de-France,** **la présidente du conseil régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

Annexe 9 : Avenant n° 2 convention Région-ASP

RÉGION ILE-DE-FRANCE **L'Agence de Services et de Paiement (ASP)**

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION 2020/2021 ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET L'AGENCE DE SERVICE ET DE PAIEMENTS (ASP) RELATIF A LA SIMPLIFICATION TEMPORAIRE DES APPELS DE FONDS

Considérant que dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (Covid-19), la Région a pris des mesures exceptionnelles destinées à faciliter le maintien de l'activité des entreprises, organismes de formation et des publics bénéficiaires de ses politiques.

Considérant que l'Agence des services et des paiements (ASP) a ainsi été amenée à réaliser sur les quatre premiers mois de 2020 un nombre notable de paiement mettant à mal sa trésorerie.

Considérant que, pour des raisons matérielles strictement liées aux mesures nationales de confinement, l'ASP ne peut réaliser les appels de fonds sur la base des données habituellement mentionnées permettant notamment de rattacher l'année de dépense, le numéro IRIS, à l'affectation/engagement par dispositif ou au bénéficiaire final.

Considérant que ces éléments font l'objet d'une saisine de la Région Ile-de-France formalisée par courrier le 23 avril 2020 par le directeur général de l'ASP.

Considérant le caractère exceptionnel et strictement provisoire de la situation.

Considérant que l'urgence liée à la situation sanitaire, économique et sociale nationale en général de la Région Ile-de-France en particulier, commande d'honorer les paiements en attente.

Considérant qu'il en résulte la nécessité de formaliser, à titre strictement exceptionnel et provisoire, une procédure de validation d'appels de fonds simplifiée permettant d'honorer, pour une période strictement définie les engagements financiers de la région Ile-de-France et réalisés par l'ASP.

Considérant que ces procédures dérogatoires et provisoires ne sont mises en œuvre que dans la mesure où elles sont nécessaires pour faire face aux engagements de la Région à l'égard de tiers.

Considérant que dès rétablissement d'une situation normale concernant la saisie des données dans la base de l'ASP, l'ensemble des opérations qui auraient dû en principe prévaloir en application de la convention entre la région et l'Agence des services et des paiements (approuvée par délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020) sera régularisée,

tant par l'ASP que par la Région Ile-de-France, permettant le rétablissement des informations financières, des vérifications et des retraitements comptables en conséquence.

Considérant l'accord de l'ASP, en date du 27 avril 2020, sur les dispositions du présent certificat.

Il est procédé aux modifications suivantes dans la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement approuvée par délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020.

Sauf dispositions contraires, ces ajustements ne valent que pour la durée de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 et ses éventuelles prolongations déclarées ultérieurement.

I. Dans la Convention entre la Région et l'agence de services et de paiement

Article 5.1 : Suivi financier infra-annuel

Suspend l'obligation de production par l'ASP du compte d'emploi de la convention, signé du comptable public, retraçant par dispositif les recettes et les dépenses de la période, prévue chaque fin de mois.

L'ASP produit et transmet à la Région ce compte d'emploi au plus tard le **1er septembre 2020.**

Article 5.3 : Restitution complémentaire d'informations financières et vérification des opérations

Suspend l'obligation de transmission, avant chaque acompte demandé par l'ASP, d'un tableau de suivi comptable par dispositif (type année ASP ou par année de dépenses et n° de dossier IRIS) et par autorisations d'engagement millésimées votées et affectées, qui fait apparaitre les niveaux de conventionnement par l'ASP, les paiements effectués et les restes à payer.

L'ASP produit et transmet à la Région ces tableaux au plus tard **le 1er septembre 2020**.

Article 9 : Restitution des données relatives à la convention

Suspend l'obligation de l'ASP de mettre à jour tous les 15 jours une base de données consolidant l'ensemble de ces indicateurs afin de permettre le suivi multicritères décrit en annexe VIII de la Convention.

L'ASP met à jour cette base de données au plus tard **le 15 juin 2020**.

Article 13.3 : Modalités de mise à disposition des fonds par la région à l'ASP

Suspend l'obligation de l'ASP d'indiquer sur les appels de fonds le numéro de dossier IRIS ou le numéro de dossier Mes Démarches.

Cette suspension prend fin au plus tard à la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, augmentée d'une durée d'un mois.

II. A l’annexe I : Dispositions relatives à la gestion et au règlement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle.

Article I-2- Appels de fonds :

Suspend les obligations de l’ASP de joindre le tableau X1 de l’annexe VIII actualisé et d’indiquer les numéros de dossier IRIS lors d’un appel de fonds.

Article II.1-3- Appel de fonds :

Suspend les obligations de l’ASP de récapituler par dispositif pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par le bénéficiaire final (cf. tableaux X3 en annexe VIII de la Convention).

III. A l’annexe II : Dispositions relatives à la gestion et au règlement des prestations et subventions aux organismes.

I. Formation professionnelle continue –

1. Marchés publics

Suspend les obligations de l’ASP de récapituler par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et N° IRIS) et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par le bénéficiaire final. (cf. tableaux X3 en annexe VIII de la Convention).

2. Subventions

Suspend les obligations de l’ASP de récapituler par dispositif, pour les prestations aux organismes (type année ASP et N° IRIS), pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par le bénéficiaire final. (cf. tableaux X3 en annexe VIII de la Convention).

II. Les mission locales et les autres partenariats en matière d’accueil, d’information et d’orientation - 1. Objet

Suspend les obligations de l’ASP de récapituler par dispositif pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par le bénéficiaire final. (cf. tableaux X3 en annexe VIII de la Convention)

IV. A l’annexe III : Dispositions relatives aux dispositifs spécifiques mis en œuvre par la région dans le cadre de la formation professionnelle continue et des emplois-tremplin

2.5. Appels de fonds

Suspend les obligations de l'ASP de récapituler par dispositif pour les aides individuelles (par année de dépenses et n° IRIS) et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par le bénéficiaire final. (cf. tableaux X3 en annexe VIII de la Convention)

4.2 Suivi financier :

Suspend l'obligation de transmission du compte-rendu financier mensuel par catégorie d'employeur.

5.4 Appels de fonds :

Suspend l'obligation de faire parvenir à la région un état récapitulatif par type de S.I.A.E.

5.5 Suivi financier et statistique

Suspend l'obligation de communication du compte rendu financier mensuel par catégorie de S.I.A.E

Décide de déroger aux articles suivants de l'annexe 4 : dispositions relatives à la gestion et au paiement des dispositifs en direction de l'apprentissage

V. A l'annexe IV : Dispositions relatives à la gestion et au paiement des dispositifs en direction de l'apprentissage.

3. Modalités de gestion

Suspend les obligations de l'd'indiquer le numéro de dossier IRIS et de présenter un tableau de situation des recettes et dépenses, un tableau A1 « extraction vue d'ensemble des primes par campagne » et le compte d'emploi du comptable public de l'ASP lors d'un appel de fonds.

VI. A l'annexe V : Dispositifs d'aides au développement économique.

I. Paiement des subventions attribuées dans le cadre du dispositif PM'uP - 2) Modalités de gestion

Suspend les obligations de l'ASP de présenter un état récapitulatif des dépenses des 15 jours écoulés lors de la présentation des cohortes des quinzaines et de transmettre un onglet spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final (tableaux P1 et P2).

I. Paiement des subventions attribuées dans le cadre du dispositif TP'uP - 2) Modalités de gestion

Suspend les obligations de l'ASP de présenter un état récapitulatif des dépenses des 15 jours écoulés lors de la présentation des cohortes des quinzaines et de transmettre un onglet

spécifique réservé au retraitement de l'information comptable comportant le numéro de dossier IRIS rattaché à une affectation/engagement par dispositif (libellé et code dispositif IRIS) ou par bénéficiaire final (tableaux P1 et P2).

VII. A l'annexe VII : aide à l'acquisition de véhicules propres par des petites entreprises franciliennes notamment artisanales

Chapitre A – Dispositions applicables aux demandes relevant de l'ancien règlement – V Modalités de gestion - g) Données et statistiques

Suspend l'obligation de l'ASP de produire l'état récapitulatif mensuel des aides versées comprenant les données des entreprises et le montant et la nature des investissements.

Chapitre B – Dispositions applicables aux demandes relevant du nouveau règlement – III Modalités de gestion du dispositif - f) Données et statistiques

Suspend l'obligation de l'ASP de produire l'état récapitulatif mensuel des aides versées comprenant les données des entreprises et le montant et la nature des investissements.

Le présent avenant entre en vigueur à sa date de notification par la Région Ile-de-France à l'ASP. Il s'applique aux relations contractuelles entre le 28 avril 2020 et la date de la fin de l'urgence sanitaire.

Le	Le
Pour l'ASP,	**Pour la région Île-de-France,**
le Président-Directeur Général	**la présidente du conseil régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-330

DU 27 MAI 2020

EXPÉRIMENTATION D'UNE PLATEFORME D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L.214-12 ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU l'avis de la commission des finances ;

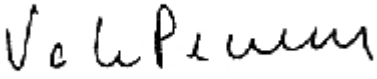
VU le rapport n°CP 2020-330 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention de partenariat avec Leboncoin et Staff me portant expérimentation d'une plateforme d'emploi en Île-de-France et figurant en annexe à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc182910-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Convention partenariat Région, Staffme et Leboncoirn.docx

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

La Région Ile-de France,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional depuis le 18 décembre 2015, dûment habilitée à la signature des présentes en vertu de la délibération n° CP XX

Ci-après dénommée « la Région »,

LBC France,
Société par Actions Simplifiée, au capital de 3.252.490 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 521 724 336, dont le siège social est situé au 85-87 rue du Faubourg Saint-Martin - 75010 Paris, représentée par sa Présidente Adevinta France, Société par Actions Simplifiée, au capital 2.600.000 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 490 072 063, elle-même représentée par Monsieur Antoine Jouteau, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à la signature des présentes,

Ci-après dénommée « leboncoin»,

ET

STAFFME,
Société par Actions Simplifiée à associé unique, au capital de 847 911,11 €, immatriculée au RCS851834986, dont le siège social est situé au 67 avenue de Fontainebleau, 94 270 Fontainebleau, représentée par Jean-Baptiste Achard, en sa qualité de Directeur général, dûment habilité à la signature des présentes,

Ci-après dénommée « StaffMe »,

Ci-après dénommées collectivement « les Parties » et individuellement « la Partie ».

PREAMBULE

La Région Ile-de-France propose d'expérimenter une plateforme régionale, en partenariat avec leboncoin et StaffMe pour recruter, trouver un emploi ou se former (ci-après le "Partenariat") pendant la période de crise sanitaire et de relance de l'activité économique.

LBC France est la société éditrice du site internet "leboncoin.fr", premier site français de diffusion de petites annonces en ligne.

StaffMe est la société éditrice du site https://www.staffme.fr/ qui propose de mettre en relation des jeunes indépendants avec des entreprises pour la réalisation de prestations ponctuelles.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1 : Objet du contrat

La présente convention (ci-après la « **Convention** ») a pour objet de définir les termes et conditions relatifs aux engagements des Parties dans le cadre du Partenariat décrit ci-dessous.

Article 2 : Le Partenariat

Le Partenariat vise à accompagner les entreprises d'Ile-de-France dans leur reprise d'activité post-confinement et pour la relance de l'activité économique. Il vise notamment à permettre les recrutements dans les secteurs d'activité les plus en tension et ceux particulièrement nécessaires à la reprise de l'activité économique et sociale.

Dans ce cadre, leboncoin et StaffMe s'engagent, à titre gratuit, à créer une landing page dédiée à l'emploi et à la formation pour assurer la reprise après la fin du confinement lié à la pandémie du Covid-19 (ci-après « le Site »). Une première évaluation de la plateforme sera réalisée six mois après son lancement. Cette évaluation s'appuiera notamment sur le nombre de visites et d'annonces publiées à partir de la plateforme.

Le Site sera accessible, via l'url http://www.emploi-iledefrance.fr/, aux personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation et aux entreprises (ci-après "l'Utilisateur"). Pour utiliser la plateforme, l'Utilisateur n'aura pas besoin de se créer un compte dédié sur celle-ci mais devra se créer ou disposer d'un compte sur les sites de leboncoin ou de StaffMe en fonction de la redirection proposée.

Dès la page d'accueil, il sera invité à répondre à un questionnaire, qui lui permettra d'accéder à la solution la plus adaptée.
Aussi, trois points d'entrée seront proposés en page d'accueil selon le profil de l'Utilisateur, tels que détaillés ci-après :

2.1 L'entrée Candidat Emploi

L'Utilisateur entre 18 et 30 ans, cherchant un travail ponctuel en tant que prestataire indépendant, sera redirigé en premier lieu vers le site staffme.fr. Si le secteur de travail souhaité n'est pas disponible sur StaffMe, l'Utilisateur sera redirigé vers le site leboncoin.fr.

L'Utilisateur âgé de plus de 30 ans, à la recherche d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée sera automatiquement redirigé vers le site leboncoin.fr.

2.2 L'entrée Candidat Formation

L'entrée Formation redirigera automatiquement l'Utilisateur vers le site leboncoin.fr.

2.3 L'entrée Entreprise

Pour les actions suivantes, le Site redirigera automatiquement vers le site leboncoin.fr :
- Créer ou mettre en avant une boutique (via la souscription d'une option payante), c'est-à-dire une page sur le site de leboncoin dédiée à l'Utilisateur professionnel lui offrant la possibilité de présenter son activité, de communiquer les coordonnées et les heures d'ouverture de son éventuel magasin physique et d'intégrer un lien hypertexte redirigeant vers son site internet ;
- Recruter en contrat à durée indéterminée ou déterminée ;
- Mettre en avant une formation; et
- Souscrire à l'offre #TousMobilisés dédiée aux TPE de moins de 10 salariés, permettant de bénéficier gratuitement d'une boutique pendant trois (3) mois pour une période du 8 avril au 30 juin 2020, nonobstant la date de souscription. Cette offre peut être souscrite par les TPE via le lien https://leboncoingroupe.com/tousmobilises/.

Lorsqu'une entreprise utilisatrice du Site recherchera une aide ponctuelle délivrée par un travailleur indépendant, elle sera redirigée vers le site StaffMe.fr.

Article 3 : Obligations de la Région Ile-de-France

Dans le cadre du Partenariat, la Région mettra en place le dispositif de communication pertinent, notamment en faisant connaitre la plateforme auprès de ses partenaires.

Afin de l'aider à mettre en place le dispositif de communication, la Région reconnaît avoir reçu de la part de leboncoin un « kit de communication » expliquant le fonctionnement du Site, que leboncoin l'autorise à utiliser dans ses communications.

Dans le cadre desdites actions de communication, la Région s'engage à respecter l'image et la charte graphique des autres Parties et à ne pas porter atteinte de quelque manière qu'il soit à cette image.

Article 4 : Obligations de leboncoin

4.1 Création visuelle

Dans le cadre du Partenariat, leboncoin s'engage à créer et réaliser l'identité visuelle du Site, également validée par StaffMe en amont de la signature de la Convention. Des créations dédiées aux réseaux sociaux et à l'habillage publicitaire seront également réalisées.
Les éléments de création visuelle ainsi réalisés pourront être utilisés par les autres Parties, uniquement dans le cadre du Partenariat, pour la durée de la Convention. Les autres Parties s'engagent à ne pas apporter de modification auxdits contenus créés par leboncoin.

4.2 Communication

Leboncoin s'engage à mettre en avant le Partenariat à travers des actions de communication, et notamment :

- Une auto-promotion : leboncoin mettra en avant sur son site leboncoin.fr et ses applications iOS & Android (ci-après les "Applications") ledit Partenariat ;
- Des communications via des emailings poussées vers les cibles clients susceptibles d'être intéressées par le Partenariat, utilisateurs du site leboncoin.fr ; et
- Relayer le Partenariat via un communiqué de presse et les réseaux sociaux Twitter et LinkedIn.

Dans le cadre desdites actions de communication, leboncoin s'engage à respecter l'image et la charte graphique des autres Parties et à ne pas porter atteinte de quelque manière qu'il soit à cette image.

Article 5 : Obligations de StaffMe

5.1 Développement du Site

StaffMe s'engage à développer le site et créer les questionnaires, validés par l'ensemble des parties, à destination des utilisateurs de celui-ci, qui permettront la redirection des utilisateurs vers leboncoin.fr ou staffme.fr lors de leur connexion sur le site, pour une date de lancement au 4 mai 2020.

StaffMe s'engage à assurer la maintenance du site et à faire ses meilleurs efforts pour corriger les éventuels erreurs et dysfonctionnements affectant ledit site dans les meilleurs délais. En cas d'indisponibilité du site, StaffMe s'engage également à le rétablir dans les meilleurs délais.

Dans la phase de lancement de la plateforme et pour des raisons pratiques, le nom de domaine utilisé pour la la plateforme est le suivant : emploi-iledefrance.fr. Ce nom de domaine sera la propriété de la Région. Le site sera hébergé chez l'hébergeur de StaffMe.

5.2 Communication

StaffMe s'engage à mettre en avant le Partenariat à travers des actions de communication, et notamment :

- Une auto-promotion : StaffMe mettra en avant sur son site staffme.fr ledit Partenariat;
- Relayer le Partenariat via un communiqué de presse et les réseaux sociaux.

Dans le cadre desdites actions de communication, StaffMe s'engage à respecter l'image et la charte graphique des autres Parties et à ne pas porter atteinte de quelque manière qu'il soit à cette image.

Article 6 : Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentiels les informations, données et documents concernant les autres Parties, quels qu'en soient la nature, la forme ou le support, économiques, techniques, commercial, etc., auxquels elles auraient pu avoir accès au cours de l'exécution de la Convention.
Les Parties prendront vis-à-vis de leur personnel toutes les mesures nécessaires pour assurer sous leur responsabilité le secret et la confidentialité de toutes les informations et documents visés à l'alinéa ci-dessus.

Chaque Partie s'engage à restituer sans délai aux autres Parties, sur simple demande de leur part, tous les documents, données qui lui auront été remis.
La présente obligation de confidentialité continuera de produire ses effets, deux (2) ans après le terme de la Convention.

Article 7: Propriété intellectuelle

Chaque Partie reste titulaire de ses droits de propriété intellectuelle respectifs.
La conclusion de la Convention n'implique aucune cession ou droit quelconque d'une partie de ses droits de propriété intellectuelle ou industrielle aux autres Parties.
L'utilisation des signes distinctifs des Parties ainsi que du nom et de l'image des représentants de celles-ci est strictement limitée à l'exécution et pour la durée de la Convention et uniquement après accord écrit de ces dernières.

Chacune des Parties garantit aux autres qu'elle détient bien l'ensemble des droits nécessaires à l'exécution des présentes, à savoir l'ensemble des droits relatifs aux visuels, marques et logos fournis aux autres Parties (droits de propriété intellectuelle, droits à l'image…) dans le cadre de la Convention.
A ce titre, chacune des Parties garantit les autres Parties contre toute action ou revendication qui pourrait émaner de tous tiers ayant pour fondement le fait que l'utilisation de l'un quelconque des éléments des marques, logos, ou visuels transmis, enfreint tout droit de propriété intellectuelle ou droit à l'image dont un tiers serait titulaire.

Article 8 : Indépendance des Parties

Les Parties disposent de l'indépendance de leur gestion, exclusive de tout lien de subordination ou de représentation, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit. Leboncoin et StaffMe assurent personnellement, avec le concours de tous les préposés et/ou prestataires de leur choix, la pleine et entière liberté d'exploitation et de direction du Partenariat et conservent en conséquence la responsabilité quant aux résultats et au bon déroulement du Partenariat.
La Convention ne confère à aucune des Parties pouvoir pour représenter ou engager les autres Parties.
La Convention n'a pas pour objet, ni ne peut avoir pour effet, directement ou indirectement, de rendre les Parties solidaires des obligations ou des droits des autres Parties et des clients ou des prestataires de service de celles-ci.

Article 9 : Données personnelles

Dans le cadre de la Convention, aucune donnée personnelle de l'Utilisateur ne sera collectée à l'occasion de sa navigation sur le Site, objet du Partenariat.

Leboncoin et StaffMe sont responsables de traitement distincts pour la collecte et le traitement des données personnelles effectués sur leurs sites respectifs, leboncoin.fr et staffme.fr.

Les Parties s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à respecter et mettre en œuvre toutes dispositions d'ordre légal et/ou réglementaire applicables aux traitements de données réalisés par leurs soins et dont elles sont responsables, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et le règlement (UE) n 2016/679, du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la Protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel entré en application le 25 mai 2018, ainsi que toute

évolution législative et réglementaire subséquente qui entrerait en vigueur au cours de la vie de la Convention, et à respecter les droits de l'Utilisateur des supports digitaux concernant les cookies et autres traceurs tels que définis par la législation en vigueur.

Article 10 : Durée de la Convention

La Convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée d'un an.

La plateforme sera évaluée six mois après son lancement pour déterminer les conditions de son prolongement et de son élargissement à d'autres partenaires.

En l'absence d'accord des parties sur la prorogation de la convention suite à l'évaluation, la convention prend fin un an après la date de sa signature.

Article 11 : Résiliation

En cas de manquement par l'une des Parties aux obligations qu'elle a souscrit aux termes de la Convention ou de non-respect des conditions et modalités de réalisation du Partenariat ou d'un changement de politique du groupe leboncoin, les Parties pourront, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de cette lettre par la Partie en cause mettre fin à la Convention de plein droit.

Chaque Partie pourra également résilier la Convention moyennant d'une lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

Article 12 : Force majeure

Les Parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par la Convention qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure, tel que défini à l'article 1218 du code civil et habituellement retenu par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français. .
La Partie souhaitant invoquer un cas de force majeure devra le notifier à l'autre Partie par tout moyen dans les meilleurs délais dès qu'elle aura connaissance d'un tel événement.
Dès lors que l'événement invoqué de force majeure aura disparu, la Partie affectée en informera, sans délai, l'autre Partie par tout moyen et reprendra immédiatement l'exécution de son obligation.
En cas de persistance de l'événement constituant un cas de force majeure pendant plus d'un (1) mois, les Parties conviennent que la Convention pourra être résiliée de plein droit à l'initiative de la Partie la plus diligente par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 : Cession de la Convention

La présente Convention contrat est conclue "Intuitu personae" et ne saurait, à titre principal ou accessoire, faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre gratuit ou onéreux. En cas de faillite, rachat, fusion, scission de l'une quelconque des Parties, la Convention serait résiliée de plein droit.

Article 14 : Divers

14.1. La Convention ne pourra être modifiée que par avenant signé par les Parties. Si une ou plusieurs stipulations de la Convention étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses garderont leur force et portée.

14.2. Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir de l'une quelconque des obligations visées par les présentes, ne saurait être interprété à l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

14.3. Les Parties confirment que ce partenariat est conclu sans exclusivité. Les parties se réservent le droit de pouvoir conclure d'autres partenariats équivalents à celui-ci avec d'autres personnes morales intervenant dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle.

Article 15 : Loi applicable – juridiction compétente

La Convention présente est soumise à la loi française.
A défaut d'accord amiable dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle la contestation a été portée à la connaissance de l'une des Parties par écrit, tout litige relatif à son exécution ou son interprétation sera soumis aux tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Fait à Paris, en trois (3) exemplaires originaux,

Le mai 2020

La Région Ile-de-France Représentée par Madame Valérie Pécresse	**Leboncoin** Représentée par Monsieur Antoine Jouteau	**StaffMe** Représentée par Monsieur Jean-Baptiste Achard

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-199

DU 27 MAI 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DU SPECTACLE VIVANT INCLUSIVE SUR TOUT LE TERRITOIRE FRANCILIEN (SECONDE AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien, modifiée par la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 2018-199 du 30 mai 2018 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 entre la Région Ile-de-France et l'association Solidarité Sida (Festival Solidays).

VU la délibération n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018 relative notamment à l'adoption des conventions types pour les dispositifs d'aides aux festivals et manifestations à rayonnement régional dans le domaine du spectacle vivant, à la création en crédits de fonctionnement et à la création en crédits d'investissement,

VU la délibération n° CP 2019-040 du 19/09/219 relative à l'adoption de la convention-type de soutien aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant et à la convention-type d'aide à la diffusion des œuvres ;

VU la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019 relative notamment à l'attribution des subventions régionales en faveur de l'association Kiosquorama et de l'association Fédération des rencontres artistiques d'Ile-de-France au titre de l'aide aux festivals et manifestations dans le domaine du spectacle vivant ;

VU la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 relative au renforcement et amplification

d'une politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-199 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Approuve la convention-type du dispositif d'aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant, figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Approuve la convention-type du dispositif des aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant, figurant en annexe 6 à la présente délibération.

Approuve l'avenant n°2 à la convention d'objectifs et de moyens triennale 2018-2020 entre la Région Ile-de-France et l'association Solidarité Sida (Festival SOLIDAYS), figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de participer, aux titres des dispositifs de soutien dans le domaine du spectacle vivant aux festivals et manifestations à rayonnement régional, aux réseaux franciliens, à la création en fonctionnement, à la diffusion des œuvres, à la résidence territoriale, aux projets mutualisés pour les territoires ruraux et périurbains, aux pôles de coopération territoriale, au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **101 subventions** d'un montant maximum prévisionnel de **2 470 400 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type d'aide aux festivals et manifestations à rayonnement régional, d'aide à la création en fonctionnement, d'aide à la résidence territoriale, d'aide aux réseaux franciliens, d'aide aux projets mutualisés pour les territoires ruraux et périurbains, et d'aides à la diffusion des œuvres, adoptées respectivement par délibérations n° CP 2018-456 du 17 octobre 2018 et n° CP 2019-091 du 19 mars 2019 ainsi que dans l'article 1 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **2 470 400 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2020.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec l'association Solidarité Sida d'un avenant n°2 à la convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 entre la région Île-de-France et l'association Solidarité Sida (Festival SOLIDAYS), tel qu'approuvé à l'article 1 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à la création au titre des crédits en investissement, au financement des projets détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **105 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type d'aide à la création en crédits d'investissement, adoptée par délibération n° CP 2018-304 du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **105 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme 131015 « Fonds d'investissement pour la culture », Action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2020.

Article 4 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 5 :

Modifie la base subventionnable, le taux d'intervention et le plan de financement de la subvention accordée à l'association Fédération des Rencontres artistiques d'Ile-de-France (aide n° EX045684), votée par la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019, tel que présenté dans la fiche projet jointe en annexe 4 à la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Approuve l'avenant et la fiche projet modifiée figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 :

Modifie la récupération de la TVA par le bénéficiaire, la base subventionnable et le plan de financement de la subvention accordée à l'association KIOSQUORAMA (aide n° EX044813), votée par la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019, tel que présenté dans la fiche projet jointe en annexe 2 à la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Approuve la fiche projet modifiée figurant en annexe 3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 29 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179705-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 Fiches projets

DOSSIER N° EX048838 - Aide au projet mutualisé territoires ruraux et périurbains - THEATRE DE LA VALLEE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains (n° 00001006)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	20 560,00 € HT	38,91 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA VALLEE
Adresse administrative : THEATRE DE LA VALLEE
95350 SAINT-BRICE-SOUS-FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARIE DEROCHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Théâtre de la Vallée et la compagnie Issue de secours s'associent pour développer une action de sensibilisation au spectacle vivant auprès du jeune public. Dans 6 communes rurales réparties sur 3 départements, les deux compagnies vont présenter des formes techniquement légères de textes contemporains ou issus d'album jeunesse. Chaque commune accueillera deux spectacles qui se joueront le week-end. En parallèle, des actions auront lieu dans les écoles du territoire.
Cette initiative est dédiée aux enfants et à leurs parents géographiquement éloignés de structures culturelles. Les communes associées posent une première marche vers la mise en place d'une expérience artistique partagée, d'une dynamique culturelle de territoire…
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :

- ECOUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	10 680,00	47,34%
Technique et logistique	5 760,00	25,53%
Communication	3 300,00	14,63%
Structure	2 820,00	12,50%
Total	22 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	4 000,00	17,73%
Région Île-de-France	10 000,00	44,33%
CD 93 et CD 95 (acquis)	4 600,00	20,39%
Communes (acquis)	1 260,00	5,59%
Autres financements	2 700,00	11,97%
Total	22 560,00	100,00%

DOSSIER N° EX048840 - Aide au projet mutualisé territoires ruraux et périurbains - PAS TROP LOING DE LA SEINE

Dispositif : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains (n° 00001006)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	55 800,00 € TTC	28,67 %	16 000,00 €
	Montant total de la subvention		16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAS TROP LOING DE LA SEINE
Adresse administrative : PAS TROP LOING DE LA SEINE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HERMINE LHOTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 21 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé en novembre 2019 afin de permettre la prise en compte des dépenses dès le 1er janvier 2020

Description :
Au coin des rues est une saison itinérante dans les petites communes du sud de la Seine et Marne qui s'étale d'avril à juillet. La première édition a eu lieu en 2019 dans trois communes et a touché 1000 spectacteurs.
La saison 2020, composée de 13 spectacles, un entresort et 7 concerts se déroulera dans cinq communes réparties sur trois communautés de communes : Moret-Seine-et-Loing, Pays de Montereau et la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau.

En parallèle de la programmation, un important travail d'actions artistiques est mis en place à destination d'un public large et varié (EHPAD, établissement spécialisé pour personnes handicapées, écoles, centres sociaux...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE
- VERNOU-LA-CELLE-SUR-SEINE
- VARENNES-SUR-SEINE
- HERICY
- TREUZY-LEVELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	26 380,00	47,28%
Technique et logistique	7 950,00	14,25%
Actions artistiques	2 300,00	4,12%
Communication	3 670,00	6,58%
Frais de structure	15 500,00	27,78%
Total	55 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 000,00	28,67%
Ville d'Héricy (acquis)	3 500,00	6,27%
Ville de Vernou-la-Celle-sur-Seine (acquis)	2 000,00	3,58%
Ville de Varennes-sur-Seine (acquis)	6 500,00	11,65%
Ville de Champagne-sur-Seine (acquis)	3 500,00	6,27%
Communauté de communes de Moret-Seine-et-Loing (acquis)	5 000,00	8,96%
Leader Sud 77 (sollicité)	12 000,00	21,51%
Autres financements	1 200,00	2,15%
Recettes propres	6 100,00	10,93%
Total	55 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX048842 - Aide au projet mutualisé territoires ruraux et périurbains - DES RICOCHETS SUR LES PAVES - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains (n° 00001006)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	39 330,00 € TTC	25,43 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES RICOCHETS SUR LES PAVES
Adresse administrative : DES RICOCHETS SUR LES PAVES
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-DAVID NOVEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Bois de Montjean se situe à la lisière de trois communes : Rungis, Wissous et Fresnes. La compagnie KMK va mener, sur ces trois communes, un travail avec les habitants afin d'organiser une cartographie sensible de ce bois délaissé sur une partie et en reconversion sur une autre.
C'est un travail sur le temps long qui est proposé. Cette action permettra aux habitants de découvrir leur territoire autrement et offrira de le redynamiser.
Sur la base de promenades exploratoires et d'un travail photographique, l'écriture de plusieurs promenade sera réalisée. Les promenades mise en scène se feront avec une cartographie poétique et un lecteur MP3. Elles seront jalonnées d'installations plastiques, sonores et photographiques. À l'issue du travail de résidence, les partenaires locaux garderont les cartographies poétiques afin que d'autres promeneurs puissent en profiter, au-delà de la période de résidence.
Ce travail permettra un fort ancrage territorial grâce à la mise en lien avec les associations locales.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :
- WISSOUS
- FRESNES
- RUNGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	14 580,00	36,45%
Technique et logistique	2 300,00	5,75%
Actions artistiques	6 600,00	16,50%
Communication	3 850,00	9,63%
Frais de structure	12 670,00	31,68%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	25,00%
CD 91 et CD 94 (sollicité)	10 000,00	25,00%
Ville de Wissous (sollicité)	3 000,00	7,50%
Ville de Rungis (sollicité)	3 000,00	7,50%
Autres financements	14 000,00	35,00%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048845 - Aide au projet mutualisé territoires ruraux et périurbains - COMBO95 - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains (n° 00001006)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au projet mutualisé pour les territoires ruraux et périurbains	16 618,00 € TTC	36,11 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMBO 95
Adresse administrative : ALLEE DES PETITS PAINS
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID PHELIPPE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Face au constat d'un manque de propositions de spectacles vivant sur le Vexin et à l'envie de certains élu.e.s d'enrichir leur saison de ce propositions artistiques, le Combo95 a souhaité investir ce territoire et accompagner les porteurs de projets à la réalisation d'évènements musicaux fédérateurs. L'association Genain'Live, active sur la ville de Genainville et la coordination Desliens implantée à Santeuil partagent la volonté de favoriser l'échange, la découverte et la mixité entre habitants du Vexin. Cette rencontre a permis de créer une dynamique d'acteur.ices motivé.es à travailler ensemble pour un rayonnement musiques actuelles sur le territoire ; ensemble, ils et elles sont porteurs.euses d'un projet qui sera expérimenté sur les communes de Santeuil et de Us.
Il s'agit de créer des connexions entre les habitants, les écoles primaires, les acteurs associatifs et des artistes professionnels afin d'initier les élèves à une pratique artistique, d'offrir un temps convivial aux habitants favorisant ainsi la rencontre et l'échange, de permettre aux élèves de restituer, aux côtés de l'artiste et sur scène ce qu'il a travaillé en atelier et plus globalement de dynamiser le territoire rural du Vexin.Il y aura également un volet d'actions culturelles : une intervention hebdomadaire dans les écoles d'Us et de Santeuil de septembre à décembre 2020 autour des percussions corporelles, du chant, de l'éveil musical, de la fabrication d'instruments et de la création musicale.
un volet de diffusion : deux concerts dans chaque ville des artistes professionnels et restitution des

ateliers par les élèves

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :
- SANTEUIL
- US

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	2 874,00	17,29%
Technique et logistique	2 650,00	15,95%
Actions artistiques	6 744,00	40,58%
Communication	200,00	1,20%
Frais de structure	4 150,00	24,97%
Total	16 618,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	3 000,00	18,05%
DDCS FDVA (sollicité)	4 500,00	27,08%
Région Île-de-France	6 000,00	36,11%
CD 95	2 000,00	12,04%
Autres financements	1 118,00	6,73%
Total	16 618,00	100,00%

DOSSIER N° EX048029 - Aide aux festivals - ASSO WE LOVE GREEN - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	3 476 575,00 € HT	3,74 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO WE LOVE GREEN
Adresse administrative : 173-175 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE SABOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 2011, et associé à la maison de disques Because sur la programmation, le festival We love green défend, au travers d'une programmation pluridisciplinaire de musiques actuelles, des valeurs sociétales et écologiques, autour de rencontres, ateliers, débats et worshop. La scénographie de l'évènement est novatrice et éco responsable. Depuis 6 ans le festival We Love Green développe un dispositif éducatif en collaboration avec des écoles d'art, design et d'architecture et des lycées /CFA franciliens pour son workshop scénographie. Initialement installé dans le parc de Bagatelle, depuis 3 ans, le festival s'est installé au Bois de Vincennes. La fréquentation est en progression constante. Depuis 2018, We Love Green, grâce au soutien de la région Ile de France, offre l'occasion aux jeunes talents français & internationaux de se produire sur une scène dédiée : La scène Canopée.
Bilan 2019 : 51 concerts ont été présentés (sur 53 annoncés) dont 24 émergents. La fréquentation a augmenté avec 75 826 participants. Le plein tarif était de 49€ à 64 €, ainsi que le tarif social à 49 € 50 groupes programmés, une nouvelle scène "kiosk" dédiée aux jeunes talents. Des conférences ont été organisées en partenariat avec le Monde, une pépinière de plusieurs Start-Up a été et une vingtaine d'ONG ont été présentes sur le festival.

L'édition 2020 devait se tenir du 6 au 7 juin 2020 avec 56 concerts prévus, mais a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

L'envergure exceptionnelle du Festival, son rayonnement régional, national et international, son engagement sur le développement de l'émergence sur une nouvelle scène francilienne créé depuis 2 ans, son implication exemplaire dans le développement durable (bilan carbone) justifie le caractère dérogatoire de l'intervention régionale. Il bénéficie de partenariat pérennes de l'Etat (Ademe) et de la ville de Paris. La Région bénéficie d'une visibilité renforcée. L'aide régionale est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	220 000,00	6,20%
DEPENSES TECHNIQUES LOGISTIQUES SECURITE	3 221 575,00	90,84%
COUTS DE STRUCTURE LIMITES A 20%	105 000,00	2,96%
Total	3 546 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	200 000,00	5,64%
INSTITUT FRANCAIS ACQUIS	80 000,00	2,26%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	70 000,00	1,97%
DRAC SOLLICITE	50 000,00	1,41%
EAU DE PARIS SOLLICITE	8 500,00	0,24%
BILLETTERIE	2 992 075,00	84,37%
MECENAT	146 000,00	4,12%
Total	3 546 575,00	100,00%

DOSSIER N° EX048058 - SOLIDARITE SIDA - FESTIVAL SOLIDAYS AVENANT 2 CONVENTION 2018 2020- CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	7 221 000,00 € HT	11,08 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOLIDARITE SIDA
Adresse administrative	:	16 BIS AVENUE PARMENTIER 75011 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame KASIA BONKOWSKA, Directrice générale adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Ce festival international de Jeunesse, de musique et de solidarité a été créé en 1999. Il se déroule sur 3 jours en juin où il présente toutes les tendances musicales actuelles notamment avec une scène dédiée à l'émergence et organise des actions de sensibilisation sur la prévention santé. Les recettes sont reversées pour aider les familles de malades du sida. La Région anime un stand dédié à la prévention santé en lien avec le CRIPS, des lycéens et apprentis et lycéens interviennent sur l'espace métier.

Du 21 au 23 juin 2019, 94 concerts ont été présentés avec 54 groupes émergents et 52 groupes franciliens. La fréquentation est à la hausse par rapport à la précédente édition en baisse avec 228 416 entrées.

L'édition 2020 devait se tenir les 19, 20 21 juin 2020 avec 85 concerts prévus mais a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Détail du calcul de la subvention :
L'envergure exceptionnelle du Festival Solidays, son rayonnement régional, national et international, la qualité de son projet artistique alliée à un engagement fort pour une grande cause de santé publique, justifie le caractère dérogatoire de l'intervention régionale. Partenaire majeur du festival aux côtés de l'Etat et de la ville de Paris qui sont aussi des partenaires financiers pérennes du festival. La Région bénéficie d'une visibilité renforcée. L'aide régionale est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

La direction communication implante et anime un stand régional valorisant l'action régionale sur la santé et l'apprentissage en partenariat avec le Crips et les lycées professionnels et CFA.

Compte tenu des objectifs d'intérêt général et de l'ampleur de la manifestation, la Région Ile de France s'est engagée sur une convention triennale de partenariat avec Solidarité Sida pour les années 2018 2019 2020 sur la base d'une subvention annuelle de 800 000 €, renouvelée par voie d'avenant pour les années 2019 et 2020 sous réserve d'affectation des crédits nécessaires et au regard du bilan qualitatif et financier de l'édition précédente. Les engagements du bénéficiaire sur la réalisation de l'opération, la communication et les conditions du partenariat sont régis par la dite convention triennale 2018-2020. La subvention 2020 fait l'objet d'un avenant en annexe de la délibération.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	2 685 000,00	37,18%
DEPENSES LOGISITIQUES TECHNIQUES SECURITE	3 722 000,00	51,54%
COMMUNICATION	76 000,00	1,05%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	738 000,00	10,22%
Total	7 221 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AIDE FESTIVALSPECTACLE VIVANT REGION IDF	800 000,00	11,08%
ETAT CULTURE JEUNESSE... ACQUIS	466 000,00	6,45%
ETAT SANTE SOLLICITE	120 000,00	1,66%
VILLE DEPARTEMENT DE PARIS SOLLICITE	280 000,00	3,88%
RECETTES PROPRES	5 555 000,00	76,93%
Total	7 221 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048061 - Aide aux festivals - LES GUINGUETTES DE L'YVETTE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	123 000,00 € TTC	6,50 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES GUINGUETTES YVETTE
Adresse administrative : 8 RUE DES MARAICHERS
91140 VILLEBON SUR YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC VIGNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
L'initiative du festival Guinguettes de l'Yvette date de 1991 par la MJC de Villebon-sur-Yvette rejoint ensuite par la ville de Palaiseau et sa MJC. L'association est créé en 1997 et le festival est rebaptisé en 2002 "Guinguettes et compagnies".

L'édition 2020, qui prévoyait 41 représentations, a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	63 000,00	50,40%
Dépenses techniques et logisitiques	49 800,00	39,84%
Communication	8 000,00	6,40%
Coûts de structure	4 200,00	3,36%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	8,00%
CD 91 sollicité	25 000,00	20,00%
Ville de Villebon sur Yvette acquis	33 000,00	26,40%
Ville de Palaiseau sollicité	30 000,00	24,00%
Mécénat	3 000,00	2,40%
Recettes propres	24 000,00	19,20%
Total	125 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048062 - Aide aux festivals - PILE POIL ET COMPAGNIE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	49 000,00 € HT	26,53 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PILE POIL ET COMPAGNIE
Adresse administrative : 38 RUE GALLIENI
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Matthieu CENDRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival a été créé en 2011 avec le soutien de la communauté de communes Vexin Centre dans le Val d'Oise. Il se déroule en septembre au sein du parc de 6 hectares "Le Camp de César", situé dans le périmètre du PNR, à Nucourt ainsi que dans trois autres petites communes. Il propose une programmation de théâtre, cirque et arts de la rue d'une dizaine de spectacles joués en extérieur et sous chapiteau, de nombreux ateliers de pratiques artistiques, et une sensibilisation à l'écologie et au développement durable avec village de producteurs locaux, d'artisans d'art, conférences, expositions... L'accès est gratuit pour le public et des navettes bus sont mises en place dans le cadre d'un partenariat avec un transporteur (plus de 2500 festivaliers en 2019). Un important travail de sensibilisation et de relations avec les établissements scolaires est mené et plus de 70 partenaires locaux sont mobilisés ainsi qu'une centaine de bénévoles.
En 2019, le festival a accueilli 10 équipes pour 21 représentations 7 villes. En 2020, il est prévu 12 équipes accueillies donc 4 émergentes et 4 franciliennes pour 23 représentations dans 8 villes. La prévision d'actions culturelles est à la baisse (1950 participants en 2019, 1200 prévus en 2020). L'accueil de l'opéra participatif de la compagnie MAP est reconduit.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	32 000,00	62,75%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	4 100,00	8,04%
ACTION CULTURELLE	5 000,00	9,80%
COMMUNICATION	9 500,00	18,63%
COÛTS DE STRUCTURE	400,00	0,78%
Total	51 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	15 000,00	29,41%
EPCI : com com vexin centre (acquis)	17 000,00	33,33%
AUTRES FINANCEMENTS	16 000,00	31,37%
RECETTES PROPRES	3 000,00	5,88%
Total	51 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048065 - Aide aux festivals - VILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	58 228,00 € TTC	25,76 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROSNY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : THEATRE ET CINEMA GEORGES SIMENON
93110 ROSNY SOUS BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude CAPILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Afin de valoriser son travail mené à l'année autour de la musique et du cinéma, le Théâtre – Cinéma Georges Simenon propose un temps festif qui explore les liens qui unissent ces arts.
La première édition de Silence, le festival qui s'écoute aussi avec les yeux, a vu le jour en mai 2019, à la clôture de la saison culturelle.
Ce projet s'inscrit dans la continuité d'une démarche de transversalité et de lien avec les autres structures culturelles de la ville sensibilisées à la thématique : la Médiathèque Louis Aragon, la F.A.N. (Fabrication Artistique et Numérique), et le conservatoire à rayonnement communal Francis Poulenc. Depuis plusieurs années, de nombreuses manifestations ont été menées conjointement entre ces structures. Le cinéma Georges Simenon promeut avec le Conservatoire F. Poulenc depuis 2017 un dispositif Musique à l'image qui consiste à développer au long de la saison une synergie d'apprentissage, d'éducation artistique, de diffusion et de création.
L'enjeu est d'instaurer une place à l'improvisation dans les pratiques artistiques collectives des élèves du conservatoire, en favorisant une démarche d'élargissement du champ culturel des élèves en interrogeant le lien entre langage, image et discours musical.
Le festival Silence intègre notamment à sa programmation la création annuelle de la classe des élèves du

conservatoire, ainsi qu'un ciné-concert à 2 pianos proposée par l'artiste intervenant auprès de la classe musique à l'image et le directeur du Conservatoire.
La programmation s'adresse au très jeune public comme au tout public.
Par ailleurs, un conventionnement « musique et cinéma » est à l'étude avec la DRAC Île-de-France.

Au cours de l'édition 2019, 1 ciné-bal, 4 ciné-concerts (1 pour les tout petits, 1 tout public, 2 classiques), 2 ciné-mix, 1 concert (Le Sacre du Tympan), 1 restitution de la création avec le collectif MIRR dans le cadre du dispositif CAC ont été présentés, soit 6 spectacles et 2 restitutions de projets d'élèves. Plus de 670 spectateurs ont assisté à cette première édition.

L'édition 2020, qui devait se tenir du 15 au 18 mai 2020 avec un artiste en résidence Prieur de la Marne et de nombreuses actions culturelles avec les publics en lien notamment avec le conservatoire, a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	42 836,00	69,96%
Dépenses techniques, logistique, sécurité	11 000,00	17,97%
Action culturelle	3 692,00	6,03%
Communication	2 000,00	3,27%
Coût de structure	1 700,00	2,78%
Total	61 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	18 000,00	29,40%
DRAC IdF - Cinéma (sollicité)	10 000,00	16,33%
Département 93 (acquis)	6 500,00	10,62%
Ville de Rosny-sous-Bois (acquis)	15 500,00	25,32%
Sacem (sollicité)	10 000,00	16,33%
Billetterie	1 228,00	2,01%
Total	61 228,00	100,00%

DOSSIER N° EX048120 - Aide aux festivals - SP OPA - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 702 323,00 € HT	0,88 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SP OPA
Adresse administrative : 5 RUE BEAUJON
75008 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GILBERT DESVEAUX, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Opéra en Plein Air produit chaque année une mise en scène d'une grande œuvre du répertoire lyrique qui est présentée dans des sites historiques et patrimoniaux entre juin et septembre. Les lieux franciliens de la tournée 2020 sont : le Domaine de Sceaux, la cour d'honneur des Invalides, le domaine national de Saint-Germain-en-Laye. La billetterie du festival est élevée avec des places "carré or" de 95 ou 105 €, des places de catégorie 1 de 85 ou 95 €, des places de catégorie 2 à 65€ et des places de catégorie 3 à 45 €. Ces tarifs ont augmenté depuis la dernière édition.
Bilan Edition 2019 (Tosca de Puccini mis en scène par Agnès Jaoui) : 1 spectacle - 13 représentations dans 4 lieux patrimoniaux franciliens et 1 hors idf, 26 000 spectateurs.
En 2020 Olivier Desbordes, habitué des mises en scène d'opéra va mettre en sècne Madame Butterfly de Puccini sous la direction musicale de Dominique Trottein. 8 représentations sont prévues dans 3 lieux patrimoniaux franciliens (et 5 dans 2 lieux hors IdF).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	525 318,00	30,24%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	799 829,00	46,04%
ACTION CULTURELLE	10 000,00	0,58%
COMMUNICATION	137 176,00	7,90%
COÛTS DE STRUCTURE	265 000,00	15,25%
Total	1 737 323,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	70 000,00	4,03%
Région Grand Est (sollicité)	25 000,00	1,44%
Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (acquis)	50 000,00	2,88%
Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle (sollicité)	25 000,00	1,44%
Commune de Saint-Germain-En-Laye (sollicité)	60 000,00	3,45%
AUTRES FINANCEMENTS	423 000,00	24,35%
RECETTES PROPRES	1 084 323,00	62,41%
Total	1 737 323,00	100,00%

DOSSIER N° EX048536 - Aide aux festivals - VILLE D'ORLY - ORLY EN FETE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	232 350,00 € TTC	7,75 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : MAIRIE
94319 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Orly en fête est un festival d'arts de la rue créé en 2015 qui se déroule principalement au parc Méliés à Orly sur 3 jours consécutifs en juin et 4 jours durant l'été à travers une programmation de spectacles arts de la rue en partenariat avec le Festival Paris l'Eté pour la programmation d'un spectacle. La diversité des Arts de la rue est représentée : Théâtre, danse, cirque, déambulation, petites et grandes formes. La Ville accueille en amont des compagnies en résidence dont le travail avec les habitants aboutit lors du festival. L'édition 2019 a présenté 21 compagnies pour 49 représentations. L'édition prochaine se déroulera sur 7 jours en juin juillet et août avec une programmation de 26 compagnies et 45 représentations, avec pour point d'orgue des créations in situ des compagnies Artonik et L'Homme debout. Deux projets participatifs sont prévus avec les habitants sollicités pour créer la scénographie du parc et participer à la confection du défilé qui aura lieu à la clôture du festival. Le Festival s'adjoint cette année les services d'un maître de cérémonie en la personne de Calixte de Nigremont, un habitué des festival de cirque et de rue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	129 000,00	55,52%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	103 350,00	44,48%
Total	232 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	20 000,00	8,61%
VILLE ORLY (A)	207 350,00	89,24%
AUTRES FINANCEMENTS	5 000,00	2,15%
Total	232 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX048544 - Aide aux festivals - SASU NAVCO - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	760 000,00 € HT	3,95 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NAVCO
Adresse administrative : 40 RUE DES BLANCS MANTEAUX
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame LAURENCE LOUVET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 janvier 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 2013 au bois de Vincennes, le festival Marvellous Island présente tous les courants des musiques électroniques des plus confirmés aux jeunes talents de demain, avec un tremplin dédié aux artistes franciliens. Depuis 2015, le festival se déroule sur 2 jours sur l'ile de loisirs de Vaires Torcy. Des stands de sensibilisation artistique et musicale, de prévention (Fétez clair), et à l'écologie sont mis en place.
Les 8 et 9 juin 2019, 29 groupes dont 18 émergents et 19 franciliens soit 56 concerts ont attiré 25 000 spectateurs. 9750 invitations ont été distribuées et près de 5000 places à tarif réduit. 8 actions de sensibilisations ont été proposées.

L'édition 2020, qui prévoyait les 30 et 31 mai 2020 la programmation de 32 groupes sur deux jours, a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet, déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont plafonnées à 20% du budget.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	439 000,00	57,01%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	135 500,00	17,60%
COMMUNICATION	29 000,00	3,77%
COUTS DE STRUCTURE	81 700,00	10,61%
ACTIONS CULTURELLES	84 800,00	11,01%
Total	770 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT REGION IDF	40 000,00	5,19%
COMMUNE DE THORIGNY ACQUIS	2 000,00	0,26%
COMMUNE DE TORCY SOLLICITE	5 000,00	0,65%
PARIS VALLE DE MARNE SOLLICITE	10 000,00	1,30%
SACEM	10 000,00	1,30%
MECENAT SPONSORING	97 000,00	12,60%
RECETTES PROPRES	606 000,00	78,70%
Total	770 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048545 - Aide aux festivals - LES SIESTES - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	46 000,00 € TTC	17,39 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES SIESTES
Adresse administrative : 89 RUE DE L'OURCQ
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SAMUEL AUBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Les Siestes, festival de musique électronique créé à Toulouse en 2001, investissent pour la deuxième année consécutive le parc de la Fondation des Artistes à Nogent-sur-Marne, pour deux jours de concerts. Les Siestes à Nogent-sur-Marne profite d'une structure expérimentée, forte de 19 ans d'expérience et de 25 éditions françaises et 22 internationales. La programmation est historiquement dédiée aux musiques électroniques mais s'ouvre à d'autres esthétiques musicales (musiques du monde, traditionnelles, contemporaines, chanson française). Avec 10 artistes sur 2 jours, l'édition 2019 a réuni 3 000 spectateurs soit 1000 entrées de plus que prévues. La manifestation est gratuite et uniquement diurne afin de favoriser l'accès à un public le plus large possible. Pour l'édition 2020, 4 collectifs de musiciens se partageront la scène et proposeront des formations et formats différents. L'édition du festival est soutenue par la Ville de Nogent-sur-Marne (20k€ acquis).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	18 300,00	36,60%
Dépenses techniques	19 700,00	39,40%
Communication	2 000,00	4,00%
Coûts de structure	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	12 000,00	24,00%
Ville de Nogent sur Marne (A)	20 000,00	40,00%
Autres financements	5 500,00	11,00%
Recettes propres	12 500,00	25,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048546 - Aide aux festivals - LES HEURES MUSICALES DE TAVERNY - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	47 820,00 € TTC	20,91 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES HEURES MUSICALES DE TAVERNY
Adresse administrative	:	13 RUE JEAN JAURES 95150 TAVERNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ARMINE VARVARIAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
L'Automne Musical de Taverny est un festival initié en 1983 qui propose une programmation musicale éclectique, à dominante musique classique. Les concerts se déroulent principalement à l'église Notre-Dame ainsi qu'un concert au théâtre Madeleine-Renaud. L'édition 2019 était la première soutenue par le CRIDF. Elle a réuni 1 200 spectacteurs pour 7 concerts en ne programmant que des équipes artistiques franciliennes.
En 2020, 7 concerts seront à nouveau programmés, dont une représentation de l'Ondif et à nouveau un concert des professeurs du conservatoire.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- TAVERNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	31 853,00	66,61%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	8 385,00	17,53%
ACTION CULTURELLE	500,00	1,05%
COMMUNICATION	7 082,00	14,81%
Total	47 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	10 000,00	20,91%
Département : Val d'Oise (acquis)	4 420,00	9,24%
Commune : Taverny (acquis)	9 000,00	18,82%
RECETTES PROPRES	24 400,00	51,02%
Total	47 820,00	100,00%

DOSSIER N° EX048547 - Aide aux festivals - Festival Paris l'été - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	1 771 833,00 € HT	5,64 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ETE PARISIEN
Adresse administrative : L'ETE PARISIEN
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE SUEUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Le Festival Paris l'Eté (ancien Paris Quartier d'Eté) se déploie à Paris ainsi que dans plusieurs villes franciliennes, dans des lieux partenaires comme dans l'espace public. Il présente une programmation pluridisciplinaire (danse, théâtre, cirque, musique, arts de la rue…) mêlant des jeunes artistes émergents et des artistes de renommées nationales et internationales. Il propose des spectacles de grande qualité, c'est un évènement phare de l'été à Paris. Depuis 2016, le festival est dirigé par le duo Laurence de Magalhaes et Stéphane Ricordel, directeurs/trices du Monfort Théatre. Le Festival programme des spectacles en intérieur comme dans l'espace public, et en grande partie gratuits.
Outre un rayonnement régional, le Festival a fait d'un lycée du 18ème, le lieu de base du Festival. Ce partenariat a vocation à se prolonger et à se renforcer pour l'édition 2020 : la résidence d'artiste tout au long de l'année scolaire est reconduite pour une deuxième année (Atelier théâtre animé par Aurélie Van den Daele). Un projet participatif d'envergure sera à nouveau proposé en 2020 de même que des projets itinérants. Le soutien à la création (création, reprise ou re-création) de projet d'artistes émergents ou plus confirmés sera à nouveau mis en oeuvre.
Bilan 2019 : 24 équipes artistiques dont 6 émergentes - 24 spectacles dont 4 créations - 32 lieux - 126 représentations - 101 456 spectateurs - 178 heures d'actions culturelles."

L’édition 2020 devait se tenir du 13 juillet au 2 août 2020 avec 24 spectacles prévus mais a été annulée en raison de l’état d’urgence sanitaire lié à l’épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles de la structure.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	672 543,00	37,96%
Dépenses techniques	551 670,00	31,14%
Action culturelle	26 500,00	1,50%
Communication	165 000,00	9,31%
Coût de structure	356 120,00	20,10%
Total	1 771 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	100 000,00	5,64%
DRAC (sollicité)	350 000,00	19,75%
Ville de Paris (sollicité)	840 000,00	47,41%
ONDA, SACD, IF	24 000,00	1,35%
Recettes propres	457 833,00	25,84%
Total	1 771 833,00	100,00%

DOSSIER N° EX048548 - Aide aux festivals - TECHNOPOL - TECHNO PARADE PARIS ELECTRONIC WEEK 2020 - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	263 188,00 € HT	17,10 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TECHNOPOL - TECHNO PARADE
Adresse administrative	:	81 RUE DE REAUMUR 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Thomas VAUDECRANE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :

A mi-chemin entre un salon professionnel et un festival, la Paris Electronic Week développe depuis 2013 une programmation pluridisciplinaire dédiée aux musiques et cultures électroniques. Elle a pour vocation d'apporter des temps de réflexion et d'échanges pour les professionnels du secteur. Durant 3 jours sont organisés des show-cases présentant des artistes émergents ainsi que des conférences et des master-classes.
Ce rendez-vous s'achève par la Techno Parade, le plus grand événement national dédié aux musiques électroniques, qui rassemble chaque année plus de 400 000 personnes.

En 2019, 110 groupes étaient présentés dans plusieurs lieux parisiens (La Gaîté Lyrique, La Java, Petit Bain…). Elle a convoqué au total environ 10 000 festivaliers, dont 1 200 participants aux rencontres qui se sont tenues à la Gaîté Lyrique.

En 2020, la Gaîté Lyrique accueillera à nouveau ces rencontres professionnelles, et la programmation de

130 artistes sur 30 représentations réunira une dizaine de lieux à Paris et en proche couronne. Cette année Technopol prévoit de mettre en place un tutorat pour de jeunes pousses franciliennes et d'initier des actions avec une SMAC, Le Plan à Ris-Orangis, pour démocratiser l'accès des jeunes des quartiers populaires franciliens aux musiques électroniques (master-classes...), ce qui pourrait l'amener à collaborer avec des lycéens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles, les coûts de structure étant limités à 20% et déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	4 610,00	1,72%
DEPENSES LOGISTIQUES TECHNIQUES SECURITE	178 888,00	66,70%
COMMUNICATION	17 402,00	6,49%
COUTS DE STRUCTURE	46 902,00	17,49%
ACTIONS CULTURELLES	20 386,00	7,60%
Total	268 188,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF DEMANDE AIDE FESTIVAL SPECTACLE VIVANT	50 000,00	18,64%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	30 000,00	11,19%
CNM SOLLICITE	10 000,00	3,73%
SACEM SOLLICITE	10 000,00	3,73%
MECENAT SPONSORING	46 510,00	17,34%
RECETTES PROPRES	77 788,00	29,01%
ETAT DGCA SOLLICITE	43 890,00	16,37%
Total	268 188,00	100,00%

DOSSIER N° EX048549 - Aide aux festivals - LE TEMPS DES RUES - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	141 000,00 € TTC	15,60 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TDR LE TEMPS DES RUES
Adresse administrative : LE TEMPS DES RUES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD CABALLERO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
L'association Le temps des rues organise depuis 1997 le festival « Printemps des Rues » en mai dans les 10ème et 18ème arrondissements. En 2019, le festival s'est étendu au 19èeme arrondissement. Des collaborations sont nouées avec des structures socioculturelles, des associations de quartier, des artistes et des établissements scolaires, en essayant de rayonner en amont et en aval de la manifestation. Le festival vise d'une part à programmer des spectacles fixes ou mobiles dont l'essentiel se passe dans la rue, en sensibilisant les citoyens à la pratique artistique, et d'autre part à développer une synergie entre artistes, public et associations pour stimuler la vie culturelle et réactiver l'espace urbain. Le festival est gratuit et touche environ 15 000 spectateurs. Il est soutenu par la Drac Ile-de-France et la Mairie de Paris. L'association est membre de la fédération des arts de la rue.

L'édition 2020, qui devait se tenir du 3 au 5 juillet 2020 avec 40 artistes et plusieurs projets avec des lycéens, a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	81 300,00	56,85%
Dépenses techniques et logistiques	34 000,00	23,78%
Coûts de structure	27 700,00	19,37%
Total	143 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-france	22 000,00	15,38%
Drac Ile-de-France acquis	12 000,00	8,39%
Mairie de Paris sollicité	98 000,00	68,53%
Dotations	10 000,00	6,99%
Recettes propres	1 000,00	0,70%
Total	143 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048617 - Aide aux festivals - ASSOCIATION CULTURELLE ET EVENEMENTIELLE DU 15 PARIS - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	29 600,00 € TTC	11,82 %	3 500,00 €
	Montant total de la subvention		3 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CULTURELLE ET EVENEMENTIELLE DU 15 PARIS
Adresse administrative : MADAME SYVIE CHENUT
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GHISLENE FONLLADOSA, Chargée de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Cette association créée en 2017 a pour but de participer à l'animation culturelle et événementielle dans le 15ème arrondissement de Paris. Elle a repris l'organisation des Journées Georges Brassens et de la chanson française initiées en 1987 par le Marché du Livre ancien. Durant 3 jours, elle fait vivre la mémoire de Brassens dont les chansons sont interprétées par une douzaine d'artistes français et étrangers, elle promeut la chanson française et le chant choral amateur. 4 jeunes artistes chanson issus d'un tremplin y sont également présentés. Le festival accueille des stands des partenaires, un prix littéraire, et d'autres opérations comme la Dictée Brassens. L'association est financée majoritairement par la Mairie du 15e. Les autres recettes proviennent de mécénat (Crédit Mutuel Paris 15).
En 2020, ces journées se dérouleront les 10, 11 et 12 octobre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	13 200,00	39,88%
Dépenses techniques, logistiques, de sécurité	8 100,00	24,47%
Action culturelle	5 300,00	16,01%
Communication	5 000,00	15,11%
Coûts de structure	1 500,00	4,53%
Total	33 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide festivals	7 000,00	21,15%
Ville de Paris (sollicité)	12 000,00	36,25%
Sacem (sollicité)	1 000,00	3,02%
Mécénat (sollicité)	4 000,00	12,08%
Autres recettes (stands et fonds propres)	9 100,00	27,49%
Total	33 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX048622 - Aide aux festivals - VITAZIK A ROCQUEMONT - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	97 500,00 € TTC	19,49 %	19 000,00 €
	Montant total de la subvention		19 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VITAZIK A ROCQUEMONT
Adresse administrative : 113 RUE DE PARIS
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE DAVOUST, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Sur un terrain d'un hectare à Luzarches dans le Val d'Oise, le Festival des Carrières Saint-Roch a été créé à l'été 2018 par 3 jeunes femmes avec le soutien d'une centaine de bénévoles. Pendant 2 jours, durant le dernier week-end d'août, le festival se déploie dans le parc Saint-Roch aux pieds d'anciennes carrières de calcaire, ainsi que dans le centre-ville avec batucada, camion scène. La programmation présente des artistes émergents et confirmés, avec une majorité de jeunes artistes, toutes esthétiques de musiques actuelles confondues, à des tarifs accessibles. Le public est divers : des familles, des seniors en groupe, des jeunes lycéens ou encore des couples, venant de Luzarches, du Val d'Oise ou de plus loin. Le festival valorise également la production locale à travers les stands de boissons et nourriture. Les festival a fidélisé de nouveaux mécènes et partenaires financiers locaux et nationaux.
Le travail d'actions culturelles ave le lycée de Luzarches se poursuit encore cette année. Le festival participe à deux tremplins jeunes talents (avec A qui le tour à Ecouen et dans le 95 et Clichy a du talent dans le 92).
En 2019, 10 concerts ont été programmés dont 6 équipes émergentes et 8 équipes franciliennes.
Pour cette troisième édition en 2020 le festival se développe avec 15 groupes programmés dont 6 artistes émergents et 10 franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- LUZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	40 382,00	37,22%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	48 988,00	45,15%
ACTION CULTURELLE	500,00	0,46%
COMMUNICATION	7 130,00	6,57%
COÛTS DE STRUCTURE	11 500,00	10,60%
Total	108 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	30 000,00	27,65%
Département : 95 - Val d'Oise (acquis)	1 000,00	0,92%
Commune : Luzarches (95) (sollicité)	9 000,00	8,29%
AUTRES FINANCEMENTS	40 500,00	37,33%
RECETTES PROPRES	28 000,00	25,81%
Total	108 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048639 - Aide aux festivals - ASSOCIATION JEUNES TALENTS - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	123 850,00 € HT	14,53 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION JEUNES TALENTS
Adresse administrative	:	4 RUE SCHUBERT 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PHILIPPE HERSANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival est dédié aux jeunes artistes musiciens et chanteurs classiques en début de carrière. Il se déroule à Paris, pour partie en plein air. Il associe chaque année des personnalités reconnues de la musique classique (compositeurs, chef d'orchestre, musiciens…). Le Festival propose des concerts de musique classique dans toute sa diversité, du baroque au contemporain en passant par le jazz et les musiques du monde. Il se déroule principalement à Paris, Hôtel de Soubise - Archives nationales. Le Festival poursuit son implantation dans le 77 avec les villes de Meaux et Montereau-Fault-Yonne. Le prix des places est très abordable (prix moyen en 2019 était de 10,45€)
En 2019 le festival a programmé 18 concerts portés par une soixantaine d'artistes dont une grande majorité d'émergents et franciliens. En 2020 il est prévu 20 concerts.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelle prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	59 349,29	46,42%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	11 237,58	8,79%
ACTION CULTURELLE	6 600,00	5,16%
COMMUNICATION	34 337,09	26,86%
COÛTS DE STRUCTURE	16 326,04	12,77%
Total	127 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	20 000,00	15,64%
Region - FORTE (sollicité)	2 000,00	1,56%
Paris - département petite enfance (sollicité)	1 000,00	0,78%
Ville de Paris (sollicité)	6 000,00	4,69%
Commune : Meaux (acquis)	700,00	0,55%
Commune : Montereau-Fault-Yonne (acquis)	700,00	0,55%
AUTRES FINANCEMENTS	64 000,00	50,06%
RECETTES PROPRES	33 450,00	26,16%
Total	127 850,00	100,00%

DOSSIER N° EX048644 - Aide aux festivals - SAISON MUSICALE D'ÉTÉ DE SCEAUX - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	164 200,00 € HT	7,31 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SMES SAISON MUSICAL D ETE DE SCEAUX
Adresse administrative	:	SAISON MUSICAL D'ETE DE SCEAUX 92330 SCEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SOPHIE GRISON, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival de l'Orangerie de Sceaux a été créé par le violoniste Alfred Lowenguth en 1968. Il propose en 2020 une vingtaine de concerts de musique de chambre dans l'Orangerie du Domaine départemental de Sceaux qui bénéficie d'une acoustique de grande qualité. Le festival, porté par l'association « Saison musicale d'Eté de Sceaux », créée en 1971, se déroule entre le 15 août et le troisième week-end de septembre et demeure une référence nationale et internationale pour la musique de chambre. La Direction artistique est aujourd'hui assurée par le pianiste et chef d'orchestre Jean-François Heisser. Il s'agit toujours de favoriser la découverte de jeunes interprètes de musique classique aux côtés d'artistes internationalement reconnus, de populariser le répertoire de la musique de chambre dans toute sa diversité et de maintenir une programmation exigeante. Axé sur le quatuor et le récital de piano, le programme accorde une large place à des formations allant du duo à l'octuor en passant par des récitals vocaux. La manifestation est soutenue par le département des Hauts-de-Seine et la Ville de Sceaux. La fréquentation est d'environ 2 500 spectateurs et les tarifs proposés vont de 5 à 35 euros. Des masters class sont par ailleurs organisés avec les conservatoires du Sud des Hauts-de-Seine. Depuis deux

éditions, le festival propose des rencontres entre les artistes et les lycéens du Lycée Lakanal.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- SCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	90 200,00	53,95%
Dépenses techniques	23 600,00	14,11%
Action culturelle	3 800,00	2,27%
Communication	23 400,00	14,00%
Coûts de structure	26 200,00	15,67%
Total	167 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	15 000,00	8,97%
CD 92 (sollicité)	72 000,00	43,06%
Sceaux (sollicité)	6 500,00	3,89%
Spedidam	5 000,00	2,99%
Recettes propres	68 700,00	41,09%
Total	167 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX048659 - Aide aux festivals - ASSOCIATION M'IMPROVISE - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	114 799,00 € HT	13,07 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION M'IMPROVISE
Adresse administrative : ASSOCIATION M'IMPROVISE
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MANUELA JOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Festival M'IMPROvise est né en 2016 avec comme point de départ la ville d'Etampes et son théâtre à l'italienne (220 places) et l'envie de créer un rassemblement autour du piano et de l'improvisation. La direction artistique du festival est portée par le trompettiste et compositeur Ibrahim Maalouf.
La programmation cultive la découverte et le métissage à travers des artistes à la renommée nationale, voire internationale avec une politique tarifaire incitative (tarifs réduits, invitations...).Le festival, qui grandit chaque année, accueille environ 1500 personnes.
Le souhait de l'association M'improvise est de s'appuyer sur des acteurs et partenaires locaux (catering, décoration, graphisme, communication, bénévolat...).
L'édition 2020 se déroulera pendant 5 jours au mois de juin.
Une création d'envergure, qui réunira Mathieu Chédid, Melody Grabiot, Kyle Eastwood, Manu Katché et Ibrahim Maalouf, fera l'objet d'une résidence début mars. Cette année, la Batucada Zalindê et le public sont invités par Ibrahim Maalouf à une improvisation géante à l'EPS Barthélémy Durand. Le festival accueille également le concert des élèves de l'école de Pian'arte d'Etampes. Des Masterclasses animées par un msuciien de la programamtion sont ouvertes au public. Enfin, des discussions sont actuellement en cours avec le lycée Tesla de Dourdan. "

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	67 900,00	59,15%
Dépenses logistiques et techniques	33 700,00	29,36%
Action culturelle	400,00	0,35%
Communication	12 199,00	10,63%
Coûts de structure	600,00	0,52%
Total	114 799,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	13,07%
CD 91 sollicité	20 000,00	17,42%
Ville d'Etampes acquis	10 000,00	8,71%
EPCI Communauté d'agglomération Etampois Sud Essonne acquis	34 000,00	29,62%
Mécénat Sponsoring	16 249,00	14,15%
Recettes propres	19 550,00	17,03%
Total	114 799,00	100,00%

DOSSIER N° EX048660 - Aide aux festivals - ANIM'ASSOS - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	153 050,00 € TTC	6,53 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANIM'ASSOS
Adresse administrative : CHEZ DESALDELEER
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE DESALDELEER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Dans le cadre de ses activités de mutualisation de compétences entre associations culturelles et citoyennes, Anim'assos a décidé d'organiser Le Festival Pulsations, premier festival de musique implanté au sein de l'Île de Loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Ce festival accueillera des artistes et des structures artistiques reconnus, d'envergure nationale ainsi que des talents locaux émergents.
La programmation musicale sera orientée selon les publics visés : public jeunes adultes le samedi, public familles le dimanche.

En amont du festival un tremplin d'artistes émergents du territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines sera organisé en partenariat avec la ville de Guyancourt et sa structure de musiques actuelles La Batterie. Les lauréats de ce tremplin seront programmés en première partie des concerts professionnels et seront accompagnés pour un enregistrement en studio.

Le Festival sera aussi un lieu de vie, dynamisé par le village artistique et solidaire qui proposera une

scène dédiée aux spectacles associatifs, aux performances artistiques, et à des ateliers participatifs. Enfin, l'organisation du Festival Pulsations définira une charte éco-responsable de comportements liés à la maitrise des transports, la communication, la gestion des déchets et aux contraintes liées à la proximité de la réserve naturelle de l'Île de Loisirs.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	74 855,00	38,77%
Technique et logistique	92 195,00	47,76%
Communication	14 000,00	7,25%
Frais de structure	12 000,00	6,22%
Total	193 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	25,90%
CD 78 (sollicité)	50 000,00	25,90%
Agglo Saint Quentin en Yvelines	24 500,00	12,69%
Autres financements	19 050,00	9,87%
Recettes propres	49 500,00	25,64%
Total	193 050,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-199

DOSSIER N° EX048663 - Aide aux festivals - PARANDA OULAM LA FERME DU BONHEUR - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	88 150,00 € TTC	9,08 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PARANDA OULAM
Adresse administrative	:	220 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 92000 NANTERRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur CLEMENT VAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
L'été des grâces est la programmation théâtre et cinéma estivale de la Ferme du Bonheur, ponctuée de fêtes électro avec de jeunes DJ, notamment la "Mamie's" et d'ateliers d'"agriculture urbaine" dans un site de Nanterre dédié à l'art et l'écologie. La saison estivale rassemble près de 6000 spectateurs, principalement des jeunes de moins de trente ans en raison du rayonnement de la programmation électro de la Ferme du Bonheur. La structure est soutenue par la DRAC et le Département des Hauts-de-Seine ainsi que par la Ville de Nanterre.

L'édition 2020 devait se tenir du 3 juillet au 6 septembre 2020 mais a été en partie annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses prévisionnelles du budget proposé déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	37 400,00	41,49%
Dépenses techniques	33 800,00	37,49%
Action culturelle	950,00	1,05%
Part des coûts de fonctionnement	18 000,00	19,97%
Total	90 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	10 000,00	11,09%
CD 92 (sollcité)	5 000,00	5,55%
Service civique	660,00	0,73%
Recettes propres	74 490,00	82,63%
Total	90 150,00	100,00%

DOSSIER N° EX048666 - Aide aux festivals - MARIONNETTES EN SEINE - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	77 180,00 € HT	25,91 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARIONNETTES EN SEINE
Adresse administrative : 27 RUE DES PEUPLIERS
78200 MAGNANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALEXIS ROUET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival Marionnettes en Seine créé en 2003 change en 2019 de direction. Après avoir été organisé par le théâtre du Colombier de Magnanville jusqu'en 2016 (association OMMASEC) puis par la compagnie Pipa Sol implantée à Andrésy de 2017 à 2019, il devient en 2020 pour sa dix-huitième édition du 3 octobre au 6 novembre 2020 une biennale sous la direction artistique d'Aurélia Ivan, metteur en scène et marionnettiste diplômée de Charleville-Mézières. Dans le cadre de ce changement de direction, le partenaire principal de la manifestation Grand Paris Seine et Oise amplifie son soutien qui passe de 5 000 à 60 000 euros. L'ambition du projet est d'étendre la manifestation à une quinzaine de communes du territoire et d'élargir le public de la manifestation au tout public et aux professionnels (master class, journée pro). Le festival propose également une résidence d'un artiste de renom international qui serait soutenue par la DRAC. Ces changements s'accompagnent de la création d'une structure associative dédiée au projet en date du 4 mai 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel déduction faite de l'écart de 18 000 euros entre la subvention demandée et lasubvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	42 000,00	44,13%
Dépenses techniques et sécurité	30 580,00	32,13%
Action culturelle	3 600,00	3,78%
Part des coûts de fonctionnement	15 000,00	15,76%
Communication	4 000,00	4,20%
Total	95 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Festivals	38 000,00	39,92%
DRAC (sollicité)	9 000,00	9,46%
GPS & O (acquis)	27 180,00	28,56%
FONPEPS	3 000,00	3,15%
Sociétés civiles	11 000,00	11,56%
Recettes propres	2 000,00	2,10%
CD 78 (sollicité)	5 000,00	5,25%
Total	95 180,00	100,00%

DOSSIER N° EX048673 - Aide aux festivals - LE HASARD LUDIQUE - CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	84 100,00 € HT	9,51 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE HASARD LUDIQUE
Adresse administrative : 128 AVENUE DE SAINT-OUEN
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CELINE PIGIER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande

Description :
Le Hasard Ludique a investi l'ancienne gare de Saint-Ouen en 2017 pour en faire un lieu de proximité avec les habitants et y promouvoir les cultures urbaines du monde, avec un esprit lié à l'économie sociale et solidaire. Depuis 3 ans, il organise le festival Nyokobop dédié aux nouvelles musiques urbaines du monde.
A l'occasion de la saison culturelle Africa 2020, la 4e édition a été sélectionnée parmi les projets soutenus par l'Institut Français. Elle sera entièrement consacrée à la création artistique africaine. Une vingtaine d'artistes, rares en France, seront présentés. Pour la première fois, le lieu produit en Ouganda, en lien avec un festival renommé du pays, une création, fruit de la rencontre entre 5 artistes, et qui sera programmée lors de cette édition. Le lieu bénéficie d'une bonne implantation dans ce quartier du 18e arrondissement et dans la ville de Saint-Ouen, où sont menées des actions avec les habitants tout au long de l'année. Il défend une politique tarifaire accessible avec une billetterie entre 10 et 18 €.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles du festival déduction faite du différentiel de subventionnement régional. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	52 200,00	62,07%
Dépenses techniques logistique, sécurité	6 600,00	7,85%
Communication	8 500,00	10,11%
Coûts de structure	16 800,00	19,98%
Total	84 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide festivals	8 000,00	9,51%
Institut Français (acquis)	35 000,00	41,62%
Sacem (sollicité)	3 000,00	3,57%
Billetterie	15 100,00	17,95%
Recettes bar	23 000,00	27,35%
Total	84 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX048675 - Aide aux festivals - ASSOCIATION BEAT AND BEER - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	91 444,00 € TTC	10,94 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BEAT AND BEER
Adresse administrative : ASSOCIATION BEAT AND BEER
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LUCILE BURLAUD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Jeune manifestation du sud des Hauts-de-Seine, le festival Beat and Beer est organisé par des bénévoles, il fait appel à une équipe professionnelle le temps du festival. La structure dispose d'un local à Antony et est soutenue par la Ville de Malakoff, le Département des Hauts-de-Seine (dispositif PAPA) ainsi que la Spedidam. La programmation est dédiée à la scène émergente des musiques actuelles avec une attention particulière aux formations franciliennes et un accent mis sur les "hybrides", expérimentations sonores qui se jouent des genres. Il axe la scénographie sur la récupération, le festival souhaitant faire découvrir le patrimoine urbain en créant de nouveaux usages. Cela participe d'une démarche éco-responsable qui caractérise le festival qui organise en 2020 sa cinquième édition.
L'édition 2019 s'est tenue début juillet sur 3 jours à la friche Sabatier à Malakoff. Elle a proposé 17 représentations à plus de 2000 festivaliers. L'édition 2020 prévoit également 3 jours de festival du 3 au 5 juillet et 16 représentations. Des actions culturelles sont prévues, notamment avec le Lycée Claude Nicolas Ledoux de Vincennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	28 260,00	30,24%
Dépenses techniques	48 750,00	52,17%
Communication	6 930,00	7,42%
Coûts de structure	9 504,00	10,17%
Total	93 444,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	12 000,00	12,84%
CD 92 FDVA (sollicité)	8 000,00	8,56%
CD 92 Aide au festival (sollicité)	6 000,00	6,42%
Maison de la vie associative de Malakoff (sollicité)	9 000,00	9,63%
Sacem	4 500,00	4,82%
ADAMI	3 000,00	3,21%
Mécénat	644,00	0,69%
Recettes propres	50 300,00	53,83%
Total	93 444,00	100,00%

DOSSIER N° EX048745 - Aide aux festivals - JAZZ AU FIL DE L'OISE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	337 304,00 € TTC	7,41 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JFO JAZZ AU FIL DE L OISE MELC
Adresse administrative : MELC 64 BLD DES CHASSEURS
95800 COURDIMANCHE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur STEPHANE GIRARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 1996, le festival Jazz au fil de l'Oise s'est imposé comme une manifestation phare du jazz et des musiques improvisées dans le Val d'Oise. Avec une programmation d'une trentaine de concerts, il rayonne sur 20 communes, soit 25 lieux de diffusion, que ce soit des structures culturelles, des salles polyvalentes ou des foyers ruraux pour les communes sans équipement culturel dédié. La programmation fait la part belle aux artistes en création ainsi qu'aux artistes émergents aux côtés des artistes confirmés français et internationaux. Le festival accueille chaque année un artiste en résidence et organise de nombreuses actions culturelles, notamment en lien avec les conservatoires (Cergy, Vauréal, Persan, Montmorency, Neuville, Eragny) ainsi que les écoles et collèges.
En 2019, 25 groupes ou artistes ont été programmé dans 20 villes différentes. En 2020, le festival prévoit à nouveau de programmer 25 groupes ou artistes, dont 7 emergents et 15 franciliens et va developper les actions culturelles.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- BEZONS
- CERGY
- COURDIMANCHE
- ERAGNY
- JOUY-LE-MOUTIER
- NEUVILLE-SUR-OISE
- OSNY
- PONTOISE
- SAINT-OUEN-L'AUMONE
- VAUREAL
- ERMONT
- MONTMORENCY
- MARINES
- L'ISLE-ADAM
- PARMAIN
- ASNIERES-SUR-OISE
- BEAUMONT-SUR-OISE
- PERSAN
- BUTRY-SUR-OISE
- MERIEL
- VALMONDOIS
- HERBLAY
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	145 000,00	41,75%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	65 640,00	18,90%
ACTION CULTURELLE	15 000,00	4,32%
COMMUNICATION	55 294,00	15,92%
COÛTS DE STRUCTURE	66 370,00	19,11%
Total	347 304,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	35 000,00	10,08%
État : DRAC IDF, Aide à la résidence (sollicité)	25 000,00	7,20%
Département : Val d'Oise (95) (acquis)	49 000,00	14,11%
Agglomération de Cergy Pontoise (acquis)	70 000,00	20,16%
Commune : L'Isle-Adam (acquis)	1 525,00	0,44%
Commune : Parmain (acquis)	2 500,00	0,72%
Commune : Mériel (acquis)	2 000,00	0,58%
Commune : Valmondois (acquis)	1 200,00	0,35%
Commune : Butry (acquis)	1 000,00	0,29%
Commune : Montmorency (acquis)	3 500,00	1,01%
Commune : Gonesse (acquis)	4 000,00	1,15%
Commune : Bezons (acquis)	8 000,00	2,30%
Commune : Ermont (acquis)	4 500,00	1,30%
Commune : Pontoise (Office de tourisme) (acquis)	1 580,00	0,45%
Commune : Saint-Ouen l'Aumône (acquis)	4 969,00	1,43%
Commune : Cergy (acquis)	5 500,00	1,58%
Commune : Vauréal (acquis)	4 580,00	1,32%
Commune : Eragny (acquis)	4 000,00	1,15%
Commune : Osny (acquis)	2 500,00	0,72%
Commune : Courdimanche (acquis)	2 500,00	0,72%
Commune : Neuville sur Oise (acquis)	2 500,00	0,72%
Commune : Beaumont sur Oise (acquis)	4 000,00	1,15%
Commune : Jouy le Moutier (acquis)	3 700,00	1,07%
ASP (Fonpeps)	1 500,00	0,43%
AUTRES FINANCEMENTS	38 500,00	11,09%
RECETTES PROPRES	64 250,00	18,50%
Total	347 304,00	100,00%

DOSSIER N° EX048747 - Aide aux festivals - MARATHON - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	135 000,00 € HT	11,11 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARATHON
Adresse administrative : 15 BD JULES FERRY
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT JACQUIER, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Créé en 2014, Marathon est un festival de musiques dont l'originalité réside dans sa volonté de réunir des artistes et courants musicaux différents (des musiques actuelles aux musiques dites "savantes" ou "contemporaines") au cours d'une même soirée de concerts non-stop. Le festival s'attache lors de chaque édition à programmer des jeunes artistes émergents, des jeunes ensembles et des créations dans le cadre notamment des "Scènes Sacem"; il passe également des commandes à de jeunes compositeurs et met en œuvre des résidences de création en partenariat avec des lieux partenaires.
Le festival développe une implantation territoriale en Essonne depuis 2017, en particulier dans le Sud Etampois tout en étant poursuivant sa présence à la Gaité Lyrique à Paris. Le festival propose également des actions pédagogiques notamment avec des lycéens à Etampes et organise des rencontres professionnelles. La fréquentation est d'environ 3 000 spectateurs avec un taux de remplissage de 90% et la date à la Gaité lyrique a affiché complet.
Pour l'édition 2020, le festival Marathon poursuit son partenariat avec le Magnetic Ensemble qui sera notamment en résidence dans le Centre Culturel de Chalo St Mars (91). 17 concerts se dérouleront en Essonne (Etampes, Chalou Moulineux, Méréville et Chalo St Mars) et à la Gaité Lyrique. En terme d'actions culturelles, des "Concerts flashs" ou encore des balances pédagogiques seront menées avec

les élèves du Lycée Jeanne d'Arc d'Etampes (60 heures et 15 projets). "

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :

- PARIS
- CHALO-SAINT-MARS
- ETAMPES
- CHALOU-MOULINEUX
- LE MEREVILLOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	69 400,00	51,41%
Dépenses techniques et logistiques	19 100,00	14,15%
Action culturelle	15 000,00	11,11%
Communication	4 000,00	2,96%
Coûts de structure	27 500,00	20,37%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	11,11%
CD 91 acquis	15 000,00	11,11%
Ville de Paris acquis	8 000,00	5,93%
Spedidam sollicité	10 000,00	7,41%
Adami sollicité	14 000,00	10,37%
Sacem acquis	25 000,00	18,52%
FCM acquis	6 000,00	4,44%
Recettes propres	27 000,00	20,00%
Drac Ile-de-france acquis	15 000,00	11,11%
Total	135 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048749 - Aide aux festivals - AMIS DES JARDINS DU RUISSEAU - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	47 508,00 € TTC	10,52 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DES JARDINS DU RUISSEAU
Adresse administrative : 7 VILLA DES TULIPES
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis LOUBATON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Ce festival se déroule depuis 2013 fin juin /début juillet sur un parquet de danse en plein air, installé sur les rails de l'ancienne petite ceinture ferrée à Porte de Clignancourt. La programmation est centrée sur des compagnies professionnelles et des projets participatifs avec des amateurs et propose également DJ Set, bal et concert. Le festival a noué des partenariats avec le Hasard Ludique (pour la programmation musicale), Mains d'Œuvres (mise à disposition d'espaces pour les répétitions du projet participatif), le Centre national de la Danse (pour le projet participatif avec des amateurs)
Le Nombre d'équipes programmées est passé de 16 en 2018 à 10 en 2019 et 13 pour la prochaine édition 2020. Parmi ces équipes, 5 émergentes et 5 franciliennes. Le nombre de représentations est stable (22 sur les 3 jours). En actions culturelles, le festival s'associe notamment avec le CND, mais ne propose aucune action avec des lycées ou CFA.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ARTISTIQUES	17 072,00	34,43%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	19 149,00	38,62%
COMMUNICATION	3 371,00	6,80%
COÛTS DE STRUCTURE	9 988,00	20,15%
Total	49 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION IDF AIDE FESTIVALS MANIFESTATIONS	7 000,00	14,12%
Paris DAC (acquis)	10 000,00	20,17%
Mairie du 18ème (acquis)	7 000,00	14,12%
DPVI Emploi,insertion professionnelle	1 040,00	2,10%
RECETTES PROPRES	24 540,00	49,50%
Total	49 580,00	100,00%

DOSSIER N° EX048767 - Aide aux festivals - INVENTIO - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	37 240,00 € TTC	10,20 %	3 800,00 €
	Montant total de la subvention		3 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INVENTIO
Adresse administrative : 9 GRANDE RUE
77560 AUGERS EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE PIERRON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre du dispositif, la prise en compte des dépenses se fait à la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 2016 par le jeune violoniste Léo Marillier (24 ans, lauréat 2019 de la Fondation de France), l'objectif de ce festival est de développer l'accès à la musique classique et contemporaine, grâce à de multiples leviers : concerts commentés, visites commentées de sites patrimoniaux remarquables, diffusion de films d'auteur, conférences, tables rondes, scène ouverte aux conservatoires et écoles de musique et actions en faveur des scolaires, seniors et handicapés. Concerts avec les meilleurs musiciens de la génération montante. Découverte des produits locaux offerts lors des après-concerts gourmands. Volonté de décloisonner les publics de différentes communautés de communes de la Seine et Marne, de créer du lien à travers des rencontres culturelles et de guider l'auditoire parisien vers la Seine et Marne.

L'édition 2020 est consacrée à Beethoven.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure »

Localisation géographique :

- PARIS
- EVERLY
- GOUAIX
- SAINT-LOUP-DE-NAUD
- EGLIGNY
- BOISSY-LE-CHATEL
- MONTCEAUX-LES-MEAUX
- BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
- LECHELLE
- PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistque	28 460,00	76,42%
Technique, logistique et sécurité	5 340,00	14,34%
Action culturelle	1 000,00	2,69%
Communication	1 920,00	5,16%
Structure	520,00	1,40%
Total	37 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 77 (sollicité)	4 000,00	10,74%
Commune d'Everly (acquis)	500,00	1,34%
Région Île-de-France	3 800,00	10,20%
EPCI Provinois (sollicité)	3 500,00	9,40%
EPCI Bassée Montois (sollicité)	3 100,00	8,32%
Sociétés civiles (sollicité)	4 000,00	10,74%
Mécénat (acquis)	3 550,00	9,53%
Recettes propres	14 790,00	39,72%
Total	37 240,00	100,00%

DOSSIER N° EX048933 - Aide aux festivals - JOURNÉES MAURICE RAVEL MONTFORT L'AMAURY - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	111 500,00 € HT	13,45 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JOURNEES MAURICE RAVEL MONFORT L AMAURY
Adresse administrative : LES JOURNEES RAVEL
78490 MONTFORT-L'AMAURY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PATRICIA GUERLAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Les Journées Ravel de Montfort-L'Amaury se déroulent sur une semaine au mois d'octobre et célèbrent depuis 1996 le compositeur Maurice Ravel. Elles s'étendent sur cinq communes du département des Yvelines en grande couronne : Montfort-L'Amaury, Clairefontaine-en-Yvelines, Grosouvre, Magny-les-Hameaux et Choisel.
L'édition 2019 a programmé 11 artistes dont 4 artistes émergents sur 6 jours avec 22 représentations. Elle a réuni 1241 spectateurs.
L'édition 2020 sera la 25eme édition des Journées Ravel de Montfort-L'Amaury. Elle se veut très ouverte du point de vue de la programmation afin de toucher un large public et comprend un concert de l'ONDIF. La politique tarifaire s'étend de 5 à 25 euros. Les concerts "Prom's" d'artistes émergents seront poursuivis. Les actions artistiques et culturelles comprennent des concerts à destination des groupes scolaires de Monfort l'Amaury (maternelles, école élémentaire, collège). Les lieux du festival demeurent des lieux patrimoniaux : Abbaye de Port Royal des Champs, Château de Breteuil, Chapelle de Clairefontaine...

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	53 460,00	44,00%
Dépenses techniques	26 640,00	21,93%
Action culturelle	3 600,00	2,96%
Communication	15 000,00	12,35%
Coûts de structure	22 800,00	18,77%
Total	121 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	25 000,00	20,58%
CD 78 (sollicité)	24 000,00	19,75%
Montfort l'Amaury (sollicité)	11 500,00	9,47%
Spedidam	17 000,00	13,99%
Mécénat	5 000,00	4,12%
Recettes propres	39 000,00	32,10%
Total	121 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048936 - Aide aux festivals - FESTIVAL ORPHEE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	100 000,00 € TTC	30,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORPHEE
Adresse administrative : 110 RUE CLAUDE CHAPPE
78370 PLAISIR
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RICHARD LETEURTRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Orphée, désormais appelé Imago, est le festival de référence dans le monde de l'art et du handicap. Il se se déploie dorénavant sur toute l'Ile-de-France à un rythme biennal et tous les départements franciliens accueillent au moins un événement qui lui est rattaché. La notoriété de la manifestation est grandissante. Pour mémoire, ce festival est le fruit de la fusion, en 2016, du festival Orphée localisé dans les Yvelines et du festival Viva la Vida développé dans le Val d'Oise.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	29 400,00	29,28%
Technique, logistique, sécurité	15 500,00	15,44%
Action culturelle	5 000,00	4,98%
Communication	30 500,00	30,38%
Structure	20 000,00	19,92%
Total	100 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	10 000,00	9,96%
Région Île-de-France	30 000,00	29,88%
CD 95 (acquis)	10 000,00	9,96%
Mécénat (sollicité)	30 000,00	29,88%
Recettes propres	20 400,00	20,32%
Total	100 400,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-199

DOSSIER N° EX048938 - Aide aux festivals - SEBULBA - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	244 060,00 € HT	6,15 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEBULBA
Adresse administrative : CHEZ QUENTIN BOUCHER
77620 EGREVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE SOPHIE FRIGNET DES PREAUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le festival a été créé en 2014 afin de faire revivre un lieu d'exception, le château d'Egreville, et dynamiser l'offre culturelle au sud de la Région Île-de-France, territoire rural ne possédant pas de manifestation de ce type, en particulier pour les publics jeunes. La Douve Blanche allie musique, gastronomie et rencontres.
Les équipes de l'association Sebulba et du label Animal Records & Kitchen développent leur programmation sur une diversité d'esthétiques musicales, notamment élctroniques, en privilégiant les artistes et cuisiniers émergents. Des master classes, et des projections sont proposées.
L'édition 2019 a présenté à 2 000 spectateurs sur 3 jours 34 représentations, de soul, pop, rock, électro.

L'édition 2020, qui devait se tenir du 3 au 5 juillet 2020 avec 40 artistes et plusieurs projets avec des lycéens, a été annulée en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie COVID19.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 244 060 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- EGREVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	78 500,00	32,16%
Dépenses techniques et sécurité	135 500,00	55,52%
Action culturelle	4 000,00	1,64%
Communication	17 000,00	6,97%
Coût de structure	9 060,00	3,71%
Total	244 060,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département 77 (sollicité)	10 000,00	4,10%
Ville d'Egreville (acquis)	1 500,00	0,61%
Gatinais Val-de-Loing (sollicité)	3 000,00	1,23%
Région île-de-France - Aide festivals	15 000,00	6,15%
Europe - programme Leader (sollicité)	10 000,00	4,10%
Sacem (sollicité)	10 000,00	4,10%
Mécénat (sollicité)	8 000,00	3,28%
Billetterie	68 000,00	27,86%
Adhésions, stands, bars...	118 560,00	48,58%
Total	244 060,00	100,00%

DOSSIER N° EX048734 - Résidence territoriale - COMPAGNIE MINUIT ZÉRO UNE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	90 400,00 € HT	22,12 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE MINUIT ZERO UNE
Adresse administrative : 4 RUE PASTEUR
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE MARIE VERCHERE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Projet sur le thème de la pédagogie. Dans le cadre d'une convention tripartite de résidence de création avec la Ville de Palaiseau et le département de l'Essonne, la Compagnie Minuit Zéro Une cherchera à approfondir la relation des élèves entre eux et des élèves aux enseignants. Ce projet se déroule en trois étapes sur trois années scolaires (de septembre 2019 à juin 2022). En plus de ce travail en milieu scolaire, la compagnie continuera la tenue de ses brunches littéraires à Palaiseau et dans les villes alentours.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	70 150,00	77,60%
Dépenses techniques	17 500,00	19,36%
Communication	2 750,00	3,04%
Total	90 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	22,12%
Subvention Département (sollicitée)	15 000,00	16,59%
Autres financements (préciser)	55 400,00	61,28%
Total	90 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX048736 - Résidence territoriale - COMPAGNIE TANGIBLE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	99 000,00 € TTC	15,15 %	15 000,00 €
		Montant total de la subvention	15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE TANGIBLE
Adresse administrative : 45 RUE EUGENE DERRIEN
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FRANCOISE ZAMOUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Cette année viendra clore la résidence de TANGIBLE entamée en 2016 au sein de l'ancienne centrale EDF. Cette résidence consiste à accompagner le démantèlement de la centrale en l'occupant pendant ce temps de transformation du site. TANGIBLE, accompagné de différents acteurs (artistes, scientifiques, étudiants, anciens salariés de la centrale), étudient, observent et analysent ce lieu. En se basant sur son passé, la compagnie propose la (re) découverte de la centrale à travers un cheminement ponctué de créations artistiques (performances, danses, oeuvres plastiques), restranscrit par la suite dans un film documentaire.
Quatre axes de travail pour cette dernière année de résidence :
- Actions culturelles et pédagogiques avec deux classes de lycéen.ne.s (sections professionnelles) autour de la transformation des tableaux de commande en sculptures interactives.
- Travail avec d'ancien.ne.s salarié.e.s de la centrale en vue, notamment , de la la réalisation d'une immense fresque.
- Poursuite de l'étude engagée avec quatre chercheurs du Muséum national d'histoire naturelle autour de la reconquête du vivant (faune et flore)
- Création d'un parcours artistique qui sera présenté au public en septembre et octobre 2020 à l'occasion des journées du patrimoine puis du festival vitriot Mur/murs

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	57 300,00	57,88%
Dépenses techniques	21 563,00	21,78%
Communication	5 100,00	5,15%
Coûts de structure dans la limite de 20%	10 790,00	10,90%
Actions artistiques	4 247,00	4,29%
Total	99 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	15,15%
CD 94 (sollicité)	20 000,00	20,20%
CGET (sollicité)	3 000,00	3,03%
Ville de Vitry-sur-Seine (acquis)	15 000,00	15,15%
Autres financements	6 000,00	6,06%
Drac Île-de-France (sollicité)	15 000,00	15,15%
Recettes propres	25 000,00	25,25%
Total	99 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048743 - Résidence territoriale - LA VIE BREVE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	27 200,00 € HT	50,00 %	13 600,00 €
		Montant total de la subvention	13 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE BREVE
Adresse administrative : THEATRE DE L'AQUARIUM
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE DARRAGI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Umlaut Big Bang sera en résidence sur plusieurs périodes en 2020-2021 afin de créer son prochain spectacle autour de l'arrangeuse Marylou Williams : « Marys Ideas - Umlaut Big Band plays MaryLou Williams (1910-1981) ».
D'octobre 2020 à avril 2021, 190 heures d'actions culturelles : ouverture des différentes étapes de création aux publics des structures partenaires du territoire ateliers musique, chant et théâtre auprès des différents publics et représentations hors les murs de plusieurs duos issus du Big Band sur le territoire.
En mai, représentation de la création collective issue du travail mené avec les amateurs bénéficiant des actions culturelles.
Représentations hors les murs dans différents lieux du territoire, ouverture à des publics volontaires du territoire, partenariats avec : des écoles primaires et des collèges, des associations (notamment du champ social) et des maisons de retraites.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	12 800,00	47,06%
Dépenses techniques	6 200,00	22,79%
Communication	2 700,00	9,93%
Coûts de structure dans la limite de 20%	5 500,00	20,22%
Total	27 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée)	13 600,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	13 600,00	50,00%
Total	27 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX048686 - Aide à la création en fonctionnement - L'AVANTAGE DU DOUTE - 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	134 500,00 € HT	14,87 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AVANTAGE DU DOUTE
Adresse administrative : 24 AVENUE SIMON BOLIVAR
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE BEN BACHIR, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Pour leur 5ème création, le collectif va se pencher sur le lien entre surexploitation de la terre et la domination patriarcale. Chaque membre écrit une partie, collecte sa matière, ses sources, ses envies autour du thème et le met ensuite en commun, le spectacle est ainsi constitué de ces morceaux particuliers. C'est le principe d'écriture des spectacles du collectif. Les principaux partenaires de coproduction sont Jean Vilar à Vitry, le théâtre de Rungis, le théâtre de la Bastille et le Théâtre de Nîmes où le spectacle sera créé le 17 nov.2020. Déjà 37 dates prévues dont 24 en Ile de France avec une série de 20 représentations à Paris au Théâtre le Bastille, les 4 autres dates se déroulent dans le Val de Marne
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS
- ALFORTVILLE
- RUNGIS
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	65 262,00	39,20%
CHARGES TECHNIQUES	80 000,00	48,05%
COMMUNICATION	3 038,00	1,82%
COUTS DE STRUCTURE	18 200,00	10,93%
Total	166 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile de France (acquis)	50 000,00	30,03%
Région Ile-de-France	52 000,00	31,23%
Département Val de Marne (acquis)	10 000,00	6,01%
AUTRES FINANCEMENTS	37 000,00	22,22%
RECETTES PROPRES	17 500,00	10,51%
Total	166 500,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-199

DOSSIER N° EX048733 - COMPAGNIE ZAÏ - CREATION FONCTIONNEMENT - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	37 400,00 € TTC	21,39 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE ZAI
Adresse administrative : 16 RUE DU REVEREND PERE AUBRY
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VINCENT WUTHRICH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Crée en 2016, la compagnie Zaï est dirigé par Arnaud Préchac, comédien mime et metteur en scène. Plusieurs spectacles ont été créés au sein de la compagnie dont "Victor l'enfant sauvage" spectacle tout public à partir de trois ans, associant théâtre visuel, théâtre gestuel, sound design et illustration en direct. Deux spectacles et plusieurs ateliers ont été créés en milieu carcéral (festival Vis à Vis à Paris Villette et festival SACD hors les murs à la philharmonie).
Le projet : Adrien Cornaggia, l'auteur de "Gaby et les garçons", propose à la compagnie Zaï de mettre en scène son texte après avoir vu leur spectacle "Victor l'enfant sauvage". Gaby et Clovis, amis depuis toujours, tombent sur des objets de leur enfance, leur rappelant leur ami Cédric disparu un été qu'ils passaient ensemble alors qu'ils avaient dix ans. Les personnages sont convoqués à l'âge adulte, Cédric revit par le geste marionnettique. Le spectacle sera créé au Théâtre du Roublot à Fontenay-sous-Bois (94), et diffusé ensuite au Théâtre de Bagneux (92) et au Théâtre Blanche de Castille de Poissy (78).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	16 438,00	40,69%
Dépenses techniques et logistiques	21 498,00	53,21%
Communciation	64,00	0,16%
Coûts de structure	2 400,00	5,94%
Total	40 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France acquis	10 000,00	24,75%
Région Ile-de-France	11 000,00	27,23%
CD 94 sollicité	7 000,00	17,33%
Recettes propres	10 000,00	24,75%
Spedidam sollicité	2 400,00	5,94%
Total	40 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX048798 - COLLECTIF L'ART AU QUOTIDIEN-Aide à la création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	40 500,00 € HT	12,35 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF L ART AU QUOTIDIEN
Adresse administrative	:	15 PASSAGE RAMEY 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GILLES SCHWOEBEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Créé en 2003, le Collectif l'art au quotidien conçoit, produit, met en espace, et réalise des dispositifs
d'expérimentation et de création artistique in situ, pluridisciplinaires et transversaux. Le collectif a ainsi réalisé plusieurs dispositifs : "Variation d'un rive à l'autre", édition d'"Un jardin/un auteur", "Belvédère", "Insolite comme toute chose ordinaire"....Sylvie Cavacciuti et Sophie Maillard sont les deux ""metteuses en espace"" du collectif.
"

Avec ce nouveau dispositif, le collectif l'art au quotidien poursuit sa réflexion sur les notions de paysage et de point de vue, engagée depuis 2011, à travers un processus de sensibilisation, de rencontres et de collectage de parole et d'images."Sur le chemin3 est un projet évolutif et développé en chapitre : un chapitre-un territoire. Pour le chapitre Parisien, nous interrogerons le paysage nocturne féminin.Une proposition qui se développe en deux temps : Temps 1 Collectage de paroles et d'images auprès de jeunes filles/femmes de 14 à 26 ans. Temps 2 création d'une installation/parcours interactive plastique sonore et vidéo virtuelle inter-arrondissement habitée par une performance théâtrale et sonore.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	24 808,00	52,23%
Charges techniques	19 133,00	40,28%
Communication	1 600,00	3,37%
Coûts de structure	1 959,00	4,12%
Total	47 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 000,00	25,26%
Ville de Paris acquis	11 000,00	23,16%
Sociétés civiles sollicité	7 000,00	14,74%
Mécénat	10 000,00	21,05%
Recettes propres	7 500,00	15,79%
Total	47 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048803 - 8 AVRIL-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	266 550,00 € HT	7,50 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 8 AVRIL
Adresse administrative : 4 PASSAGE SAINT-PIERRE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAELLE GRANGE, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Des écritures inédites sur le plateau, l'intime, l'imaginaire de l'acteur et des collaborations avec des artistes étrangers sont au cœur des projets de 8 AVRIL depuis sa création en 2015. En 2016, Thomas Quillardet créé "Montagne" entre la France et le Japon et "Où les coeurs s'éprennent" d'après les scénarios de Rohmer. En 2017, il a créé au Festival Avignon : "Tristesse et joie dans la vie des girafes" de Tiago Rodrigues (qui a bénéficié d'un soutien de la Région Ile-de-France) et en 2019, 'L'Histoire du Rock par Raphaële Bouchard'. Il prépare pour 2020 : "L'Encyclopédie des Super-héros"(commande du Théâtre de Sartrouville CDN) et "Ton père" d'après le roman de Christophe Honoré.
Thomas Quillardet est artiste associé au Trident SN de Cherbourg , au Théâtre de Chelles et à la Comédie de Reims-CDN et artiste complice au Théâtre de Vanves et au Théâtre de Sartrouville-CDN. La compagnie 8 AVRIL est conventionnée par la DRAC.

« Je m'appelle Christophe et j'étais déjà assez âgé quand un enfant est entré dans ma chambre avec un papier à la main. » Christophe Honoré commence ainsi l'autoportrait romancé d'un homme d'aujourdhui, qui vit à Paris avec sa fille de dix ans. Sur un papier épinglé à sa porte, ces mots griffonnés au feutre noir : « Guerre et Paix : contrepèterie douteuse ». Tout s'emballe. Qui a écrit ces mots ? Qui le soupçonne d'être un mauvais père ? Peut-on être gay et père ? Le livre nous conduit soudain dans tous les recoins

d'une vie mais aussi au cœur de l'adolescence en Bretagne, avec la découverte du désir, du plaisir, de la drague.
"Ton Père" est un récit simple et poétique où ce qui est dit conjure la peur d'être différent, les doutes qu'une société corsetée installe dans les imaginaires de chacun. La pièce mise en scène par Thomas Quillardet avec 5 acteurs au plateau est coproduite par la Scène nationale de Saint Quentin-en-Yvelines, le Théâtre de Chelles et le Théâtre de Vanves. Sont déjà prévues 18 représentations en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- CHELLES
- SARTROUVILLE
- CHATENAY-MALABRY
- VANVES
- CLAMART
- COLOMBES
- PANTIN
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	122 393,00	45,07%
Charges techniques	96 183,00	35,42%
Communication	5 844,00	2,15%
Part des coûts de structure	47 130,00	17,36%
Total	271 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	30 000,00	11,05%
Région IDF	25 000,00	9,21%
Sociétés civiles	14 000,00	5,16%
Fonds d'insertion école du nord (acquis)	17 820,00	6,56%
Recettes propres	184 730,00	68,03%
Total	271 550,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-199

DOSSIER N° EX048805 - ROBERT DE PROFIL - Aide à la création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	148 850,00 € HT	12,09 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA NOUVELLE COMPAGNIE
Adresse administrative : MAGALIE NADAUD
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABINE GOSSELIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créé en 2000, sous la double direction de Nicolas Liautard et Magalie Nadaud, Robert de profil est une compagnie de théâtre en résidence d'implantation à la Scène Watteau théâtre de Nogent sur Marne depuis 2002. Soutenue au fonctionnement depuis 2006 par le département du Val de marne, elle est conventionnée par la Drac Ile de France depuis 2011. Depuis 2010, la compagnie met régulièrement en scènes des spectacles jeune public, muet ou avec texte, qu'elle souhaite « exigeant au même titre que les spectacles adultes, théâtre de l'expérience, théâtre qui sollicite la jeune spectatrice / le jeune spectateur, dans sa potentialité créatrice et réflexive ».
"Pangolarium" est un spectacle écrit et mise en scène par Magalie Nadaud et Nicolas Liautard. Il raconte l'histoire de Murphy Sheppard, 12 ans, née avec une malformation, les trois quarts de son épiderme sont couverts d'écailles qui vit recluse dans son appartement au 36ème étage d'une tour. Elle ne voit le monde qu'au travers d'une série télé « La colonie ». La pièce fait le portrait d'une génération en quête de sens, annonciatrice d'une transformation radicale de la société. 30 représentations sont prévues en Ile de France, dont deux séries de 10 dates à la Scène Watteau et au Paris Villette et respectivement 5 représentations en Yvelines (Ferme de Bel Ebat où la pièce sera créée) et 5 en Seine et Marne (Théâtre Sénart à Lieusaint). La Scène Watteau et le festival d'Automne (non encore confirmé) sont coproducteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional

Localisation géographique :
- PARIS
- LIEUSAINT
- GUYANCOURT
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	67 962,00	40,73%
CHARGES TECHNIQUES	86 129,00	51,62%
COMMUNICATION	7 385,00	4,43%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	5 374,00	3,22%
Total	166 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France : service théâtre (quote-part conventionnement) ACQUIS	12 000,00	7,19%
Région Île-de-France : Aide à la création SOLLICITE	36 000,00	21,58%
Département : Val de Marne (quote-part convention)AQUIS	8 500,00	5,09%
Ville de Paris SOLLICITE	12 450,00	7,46%
AUTRES FINANCEMENTS	28 000,00	16,78%
RECETTES PROPRES	69 900,00	41,89%
Total	166 850,00	100,00%

DOSSIER N° EX048806 - IDIOMECANIC THEATRE-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	164 374,00 € HT	10,95 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDIOMECANIC THEATRE
Adresse administrative : 117 RUE CAULAINCOURT
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VIRGINIE GALTIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Depuis sa création en 2008, la compagnie Idiomécanic Théâtre, dirigée par la metteure en scène, autrice et comédienne Julie Timmerman, défend un théâtre d'engagement, public et populaire. Ses créations interrogent la relation de l'Homme face à l'ordre établi, face aux mécanismes de domination sociale, politique, morale, religieuse. Jusqu'ici, cinq créations ont vu le jour : "Un Jeu d'enfants" de Martin Walser (création 2008), "Words are watching you", création collective d'après "1984" de Georges Orwell (création 2010), "Rosmersholm" d'Henrik Ibsen (création 2014), "La Sorcière" d'après Jules Michelet (création 2013-2015) et Un Démocrate de Julie Timmerman (création 2016) qui a eu plus de 150 représentations.
"Bananas", 2ème volet, après "Un démocrate", du diptyque sur la manipulation en démocratie, s'attaque au pouvoir des lobbys à travers la United Fruit Company, 1ère multinationale nord-américaine de l'agro-alimentaire qui est à l'origine des fonctionnements actuels des firmes. Quelle est la réalité de nos démocraties, quand une firme peut renverser un Etat, jouer sur des élections « démocratiques », détruire la planète impunément ? La pièce est écrite et mise en scène par Julie Timmermann sous la forme d'un cabaret brechtien. Les partenaires sont principalement franciliens : La Grange Dimière à Fresnes, Fontenay en scène, Espace Culturel Boris Vian aux Ulis....Après une longue série au Théâtre de la Reine Blanche (40 représentations), la pièce a 15 dates en Île-de-France (6 confirmées et 9 en attente de l'être).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	80 003,00	48,09%
CHARGES TECHNIQUES	56 453,00	33,93%
COMMUNICATION	8 000,00	4,81%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	21 918,00	13,17%
Total	166 374,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE DE France SOLLICITE	15 000,00	9,02%
"Région Île-de-France Aide à la création"SOLLICITE	20 000,00	12,02%
CD91 SOLICITTE	4 000,00	2,40%
Ville de Paris SOLLICITE	10 000,00	6,01%
AUTRES FINANCEMENTS	27 000,00	16,23%
RECETTES PROPRES	90 374,00	54,32%
Total	166 374,00	100,00%

DOSSIER N° EX048822 - RODÉO THÉÂTRE 78 - Aide à la création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	119 005,00 € HT	12,60 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RODEO THEATRE 78
Adresse administrative : 3 RUE DES ARTS
78500 SARTROUVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame BERENGERE CHARGE, Chargé de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Simon Delattre - metteur en scène comédien et marionnettiste- dirige la compagnie Rodéo Théâtre depuis 2013. Formé au Conservatoire d'art dramatique de Rennes et à l''Ecole supérieure nationale des arts de la marionnette (8ème promotion de 2011), il collabore avec de nombreux artistes tels qu'Olivier Letellier, Anne Contensou ou Valérie Briffod. Au sein de sa compagnie, il met en scène "Bouh!" de Mike Kenny dans le cadre d'Odyées en Yvelines, "Poudre Noire" de Magali Mougel ou encore "La Rage des petites sirènes" de Thomas Quillardet. Simon Delattre est actuellement artiste associé au Théâtre de la Coupe d'Or à Rochefort (2019-2023) et de l'Espace Marcel Carné à Saint Michel sur Orge (2020-2021).
Depuis 2016, la compagnie travaille avec une directrice de production (Bérengère Chargé) et une chargée de diffusion (Claire Girod) depuis 2018.

Le projet : "Louise au Paradis " est un texte écrit par Mike Kenny et traduit par Séverine Magois. Louise, dont le personnage sera librement inspiré de la vie et de l'œuvre de Louise Bourgeois, va fêter ses 100 ans dans sa maison de retraite. Un jour, elle rencontre Julie une petite fille qui elle va avoir 10 ans....

Ce spectacle est un spectacle à destination du jeune public mais avec une entrée intergénérationnelle. Il aborde la notion de dépendance sous différentes formes : celle des personnes âgées, celles des enfants mais aussi celles des marionnettes vis à vis de leurs manipulateurs. Une équipe hétérogène compose le projet (acteurs marionnettistes, musiciens, plasticiens...).
"Louise au paradis" est créé dans le cadre du dispositif de création jeune public multipartenariale en Essonne. 23 représentations sont prévues en Ile-de-France, dans le 91 et au Théâtre Dunois à Paris. La compagnie développe également un projet d'action artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PALAISEAU
- CORBEIL-ESSONNES
- JUVISY-SUR-ORGE
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
- LA NORVILLE
- ETAMPES
- GRIGNY
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	57 659,00	46,50%
Dépenses techniques	48 773,00	39,33%
Communication	5 450,00	4,39%
Coûts de structure	12 123,00	9,78%
Total	124 005,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France résidence acquis	12 000,00	9,68%
Drac Ile-de-France compagnonnage sollicité	14 000,00	11,29%
Région Ile-de-France	20 000,00	16,13%
Département 91 solllicité	25 000,00	20,16%
Sociétés civiles	8 700,00	7,02%
Recettes propres	44 305,00	35,73%
Total	124 005,00	100,00%

DOSSIER N° EX048827 - CIE ESPACE BLANC-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	69 031,00 € TTC	14,49 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE ESPACE BLANC
Adresse administrative : 13 RUE LOUIS BONNET
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLEMENT AROUF, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Cécile Givernet & Vincent Munsch se recontrent au Théâtre du Mouvement et crée leur Compagnie Espace Blanc en 2016 au sein de lauqelle ils développent un univers singulier qui allie marionnettes, ombres et matériel sonore. La première création de la Compagnie, "Médée la petite", a été présentée en 2017 dans le cadre du 17e Festival MARTO et des Scènes Ouvertes à l'Insolite.

Le projet : "Hématome(s)" est le premier spectacle jeune pubic de la compagnie à partir de 9 ans. L'auteur de ce texte contemporain, Stéphane Bientz, les a choisis pour monter son texte dans le cadre du dispostif d'aide à la création d'Artcena.
Cette pièce traite du courage et le pouvoir de l'amitié en retraçant la rencontre de 3 enfants, Tom, Dila et Ema. Au plateau, 3 interpètes manieront théâtre de papier et ombres accompagnés par une création sonore originale qui fera partie intégrante de la dramaturgie.
Pour leur troisième création, la compagnie s'appuie sur un réseau fidèle de lieux partenaires
dont La Norville , le Théâtre Roublot à Fontenay-sous-Bois, ou le Théâtre aux Mains Nues avec 1_ repésentations acquises à ce jour.

"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- ANDRESY
- LA NORVILLE
- OLLAINVILLE
- CLAMART
- MONTREUIL
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	44 307,00	63,72%
Dépenses techniques	19 209,00	27,63%
Communication	5 255,00	7,56%
Couts de structure	760,00	1,09%
Total	69 531,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France acquis	14 000,00	20,13%
Région Ile-de-France	10 500,00	15,10%
Artcena acquis	18 600,00	26,75%
Espace périphérique acquis	2 000,00	2,88%
Sociétés civiles sollicité	12 000,00	17,26%
Recettes propres	12 431,00	17,88%
Total	69 531,00	100,00%

DOSSIER N° EX048831 - CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	277 300,00 € HT	9,02 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CENTRE CULTUREL ARC EN CIEL THEATRE DE RUNGIS
Adresse administrative	:	1 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 94150 RUNGIS
Statut Juridique	:	Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant	:	Monsieur BRUNO COCHET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Le Théâtre de Rungis est un théâtre de ville. Il bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, de la Région Ile-de-France et du Département du Val-de-Marne. Membre du Groupe des 20 Théâtres en Île-de-France, il est partenaire de nombreux festivals. Le théâtre de Rungis assure la production déléguée du spectacle de Julien Scholl "Le Puits". Le parcours de Julien Scholl est multiple : Ecole Nationale du Cirque Fratellini, Centre National des Arts du cirque ou encore gymnaste et formation de sociologie du sport. Il fonde la compagnie Jupon en 2019 avec laquelle il a créé 2 spectacles : "Nomade" et "Ensemble".
Le projet : "Le Puits " est un mur en arc de cercle de cinq mètres de haut et une dizaine de mètres de long délimitant au sol une piste circulaire de sept mètres de diamètre sortie des ateliers de la companie en 2018. Dans ce puits, il ny aura pas d'agrès à proprement parler, simplement un mur trop haut pour sortir, trop raide pour glisser, et les corps de 4 circassiens qui se cherchent et s'organisent face à l'espace, face aux autres, puis progressivement se fédèrent dans une énergie commune. "Le Puits" sera créé à l'Espace Germinal à Fosses (95) et 21 dates sont prévues en Ile-de-France dont 12 en grande couronne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :

- MITRY-MORY
- LES ULIS
- FONTENAY-AUX-ROSES
- LE KREMLIN-BICETRE
- ABLON-SUR-SEINE
- ORLY
- RUNGIS
- VITRY-SUR-SEINE
- ARGENTEUIL
- SAINT-OUEN-L'AUMONE
- FOSSES
- EAUBONNE
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	146 384,00	50,08%
Dépenses techniques	94 366,00	32,28%
Communication	21 550,00	7,37%
Coûts de structure	30 000,00	10,26%
Total	292 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Bretagne acquis	20 000,00	6,84%
DGCA sollicité	20 000,00	6,84%
Région Ile-de-France	40 000,00	13,68%
CD 94	15 000,00	5,13%
CD 95	10 000,00	3,42%
Recettes propres	187 300,00	64,08%
Total	292 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX048841 - LES ORPAILLEURS-Aide à la création en fonctionnement -CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	62 321,00 € HT	12,84 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ORPAILLEURS
Adresse administrative : 5 RUE VICTOR HUGO
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE ROUILLOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le projet BÊTES DE SCÈNE féminin est le versant féminin du diptyque créé en 2017 avec 6 interprètes masculins. Le sujet est de faire témoigner des interprètes, complices du chorégraphe, qui ont une longue expérience de plateau : « questionner avec humour, tendresse et parfois dérision la question du vieillissement dans nos métiers ». La pièce sera répétée principalement à la Briqueterie, coproducteur également de la pièce, la première aura lieu à la Sucrerie à Coulommiers (77) le 15 mai 2020, ensuite à Collégien en novembre 2020 et également présente à l'affiche de la Biennale de la danse du Val de Marne et au Festival Tours d'Horizon au CCN de Tours
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure

Localisation géographique :

- COULOMMIERS
- COLLEGIEN
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	49 164,00	78,89%
CHARGES TECHNIQUES	4 029,00	6,46%
COMMUNICATION	2 123,00	3,41%
COÛTS DE STRUCTURE	7 005,00	11,24%
Total	62 321,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile de France (sollicité)	10 000,00	16,05%
Région Île-de-France	8 000,00	12,84%
Département Seine et Marne (sollicité)	4 000,00	6,42%
AUTRES FINANCEMENTS	8 500,00	13,64%
RECETTES PROPRES	31 821,00	51,06%
Total	62 321,00	100,00%

DOSSIER N° EX048843 - LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES-Aide à la création en fonctionnement

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	139 542,00 € HT	9,32 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE DES DRAMATICULES
Adresse administrative : 11 RUE D'ALGER
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame IOHANNA HADJIDAKIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Noémie Guedj et Jérémie Le Louët créent la Compagnie des Dramaticules en 2002. Jérémie Le Louët en est le directeur artistique. Il fédère autour de lui une équipe d'acteurs et de techniciens de sa génération avec lesquels il partage le même sens de l'engagement sur le plateau et un goût prononcé pour le mélange des genres. Les spectacles qu'il met en scène sont traversés par des thématiques universelles : le rapport à la loi, le libre-arbitre et le formatage des hommes. La question du rôle du spectateur dans la représentation est un élément central de son engagement. La compagnie a aussi développé des formes artistiques tout terrain pour aller à la rencontrer des publics et sillonner les territoires. La pédagogie est un autre élément constitutif du projet de la compagnie. La compagnie est soutenue au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 38 000 euros.

Le projet proposé est un "Pinocchio" d'après Carlo Collodi. Pinocchio est jeté sur un chemin hasardeux qui le confronte à toutes ses frustrations, à toutes ses failles, à tous ses travers. Son voyage est un parcours initiatique dans une Italie fantasmée où les bûches prennent vie, où les animaux parlent et où les morts reviennent. L'action se déploie sur une multitude de scènes : la mer, la ville, la campagne, la forêt, un petit théâtre de marionnettes, le ventre d'un squale... Jérémie Le Louët imagine ce spectacle

comme une féérie pour adultes et enfants, placée sous le signe des arts forains ; une fabrique théâtrale à l'instar de celles imaginées par Fellini au studio n°5 de la Cinecittà ; un lieu de tous les possibles, pour donner simultanément vie aux souvenirs, aux fantasmes, aux mythes et aux rêves. La pièce est coproduite par le Prisme et le Théâtre de Chatillon. Elle sera diffusée en Ile-de-France dans ces deux lieux ainsi qu'à Meudon et Vitry.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- CHATILLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	69 850,00	49,35%
Charges techniques	62 192,00	43,94%
Communication	9 500,00	6,71%
Total	141 542,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	10,60%
Région IDF Création	15 000,00	10,60%
CD 94 (sollicité)	12 000,00	8,48%
Sociétés civiles	30 000,00	21,20%
Recettes propres	69 542,00	49,13%
Total	141 542,00	100,00%

DOSSIER N° EX048854 - MOUVEMENT ARTS ET PUBLICS (MAP) - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	56 500,00 € TTC	17,70 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT ARTS ET PUBLICS (MAP)
Adresse administrative : MAP C/O BARBAUD
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN GAUDRIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Un Barbare à l'opéra, est un opéra pour 4 chanteurs lyriques, un pianiste, une bande son, un narrateur et un chœur d'habitants jouant son propre rôle interrogateur sur le monde de l'opéra.
-Une proposition artistique mêlant écriture contemporaine et 250 ans de traditions d'opéras.
-Une proposition portée par un ensemble artistique actif dans la démocratisation de l'opéra et les propositions innovantes (Opéra Apéro) et renouvelant les rapports entre artistes et publics.
-Une création originale d'opéra participatif écrit par un jeune compositeur (Orlando Bass) sous forme de variations entre tradition et contemporanéité sur un livret nourri par des paroles d'habitant.
-Une proposition innovante participative avec des habitants-spectateurs au c(h)oeur du dispositif, jouant son propre rôle.
Le spectacle sera créé au Théâtre du pavillon / Romainville (93) et sera diffusé en Île-de-France au théâtre des Bergeries / Noisy le Sec (93), Festival Cesarts (95), La Barbacane / Beynes (78)
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	44 810,00	79,64%
CHARGES TECHNIQUES	5 005,00	8,90%
COÛTS DE STRUCTURE	3 350,00	5,95%
COMMUNICATION	3 100,00	5,51%
Total	56 265,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat CGET (acquis)	4 000,00	7,11%
Region IdF Aide à la création	15 000,00	26,66%
CD 93 (acquis)	5 000,00	8,89%
AUTRES FINANCEMENTS	3 265,00	5,80%
RECETTES PROPRES	29 000,00	51,54%
Total	56 265,00	100,00%

DOSSIER N° EX048855 - ASSOCIATION BETULA LENTA - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	120 500,00 € TTC	8,30 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BETULA LENTA
Adresse administrative : MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AGNES STUPFLER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
"Formée en danse classique et contemporaine, Maxence Rey a fondé la compagnie Betula Lenta en 2010, après avoir notamment coordonné la Danse à Mains d'œuvres.
Avec sa compagnie, Maxence Rey créé 6 pièces dont Anatomie du Silence soutenue à la création par la Région. Son travail explore les frontières entre danse et arts plastiques, certaines de ses pièces sont déclinées sous forme de performances pour des espaces non scéniques qu'elle nomme Extensions et ce, pour favoriser d'autres rencontres avec les publics.
Depuis 2018, la compagnie est implantée dans le Val de Marne où elle reçoit le soutien du département pour l'ensemble de ses activités. De 2012 à 2015 la compagnie Betula Lenta est en résidence longue à l'Etoile du Nord à Paris. En 2017, elle effectue une résidence de territoire au théâtre Jean Vilar de Vitry avec le soutien notamment de la Drac. La compagnie est depuis la saison 17-18 en résidence au Théâtre Jacques Carat de Cachan et ce pour 3 saisons. Elle collabore régulièrement avec Micadanse, l'Atelier de Paris, le TPE de Bezons, la Briqueterie et nouvellement avec le théâtre de Châtillon. Elle reçoit le soutien de la Drac au titre de l'aide à projet et de la résidence"
. « Passionnément » est une pièce qui reliera danse, poésie sonore et musique live. Adaptée d'un poème éponyme de Ghérasim Luca, Maxence Rey va en donner une transposition corporelle et musicale pour 3

interprètes dont elle et un guitariste en live. Les résidences de création ont lieu principalement en Ile de France, chez les coproducteurs : soutiens du Théâtre de Cachan, de la Briqueterie, Cdcn du Val de Marne ainsi que des Rencontres Chorégraphiques de Seine Saint Denis où la pièce sera créée les 12 et 13 juin 2020. A ce jour, 9 dates sont confirmées dont 7 en Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	66 670,00	53,55%
CHARGES TECHNIQUES	39 830,00	31,99%
COMMUNICATION	1 000,00	0,80%
COÛTS DE STRUCTURE	17 000,00	13,65%
Total	124 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France Service danse aide au projet 2019 6 ACQUIS	10 000,00	8,03%
Région Île-de-France aide à la création	14 000,00	11,24%
Val-de-Marne (94) : quote part de la subvention affectée à la création (2019 et 2020)	10 000,00	8,03%
AUTRES FINANCEMENTS	28 500,00	22,89%
RECETTES PROPRES	62 000,00	49,80%
Total	124 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048857 - création en fonctionnement - COMPAGNIE DU THEATRE DEPLIE - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	135 000,00 € HT	14,81 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DU THEATRE DEPLIE
Adresse administrative : 28 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CEDRIC LANSADE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La compagnie Théâtre Déplié est co-animée depuis 2009 par Adrien Béal, metteur en scène, et Fanny Descazeaux, collaboratrice artistique et responsable de la production, de la diffusion et de l'administration. La compagnie alterne les mises en scène de textes avec des créations issues directement d'un travail d'écriture mené avec les acteurs au plateau. Après la mise en scène du Pas de Bême en 2014, Récits des évènements futurs en 2015, et Les Batteurs en 2017, la compagnie initie un travail de recherche avec un groupe de six actrices et acteurs dont la création de perdu connaissance est la première étape. Les autres rendez-vous publics sont Les Pièces manquantes inventé avec l'Atelier du Plateau à Paris en 2019 et la création de Toute la vérité en 2020. La compagnie est associée au Théâtre Dijon Bourgogne CDN depuis 2016 et au T2G depuis 2017. Elle est conventionnée par la DRAC IDF depuis 2017.

La pièce "Toute la vérité" s'écrit à plusieurs, en répétition, avec le même groupe d'actrices et d'acteurs que pour les pièces précédentes du Théâtre Déplié. Ici, le point de départ est la sexualité, envisagée comme organisation des comportements sexuels. La sexualité est observée comme domaine quadrillé par des lois, énoncés, interdits, et comme lieu de l'intime par excellence, de ce qui échappe au langage.
"Toute la vérité" verra se côtoyer des situations de vie, des événements plus ou moins bouleversants, qui

tous mettent en jeu des conduites, des pratiques, des pensées sexuelles, toutes en prise avec la famille, envisagée comme l'un des foyers de constitution de la norme. Il s'agira de rendre observable la tension entre ce qui est de la vie, et ce qui relève du gouvernement des vivants. La pièce qui compte six comédiens est coproduite par le Théâtre de Dijon, le T2G et le Théâtre de Lorient. Elle sera diffusée au T2G et au Théâtre de Vanves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite du différentiel de subvention régionale.

Localisation géographique :
- VANVES
- GENNEVILLIERS
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	77 889,00	51,93%
Charges techniques	46 299,00	30,87%
Communication	8 500,00	5,67%
Part de coûts de structure	17 312,00	11,54%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Part DRAC IDF (acquis)	30 000,00	20,00%
Région IDF Création	35 000,00	23,33%
Recettes propres	85 000,00	56,67%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048858 - ATELIER 3 PLUS 1 - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	214 262,00 € HT	9,33 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATELIER 3 PLUS 1
Adresse administrative : 1 AVENUE FAYOLLE
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PASCAL LEGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
En 1987, le spectacle "Canard Pékinois" marque le début de la carrière du chorégraphe Josef Nadj et de sa compagnie « Théâtre JEL ». Qu'il visite aussi bien les écrivains (Beckett, Kafka, Michaux) ou qu'il entraine plasticiens(Miquel Barcelo) ou musiciens (Akosjh Szelevéneyi), Joseph Nadj aime à mélanger les références, les matériaux, il signe plus d'une 40aine de pièces et d'expositions. De 1996 à décembre 2016, il prend la direction du Centre Chorégraphique National d'Orléans avant d'établir sa compagnie Atelier 3+1 domiciliée à Vincennes en 2017 au sein de laquelle il continue son parcours de chorégraphe tout en replaçant son travail plastique au cœur du travail scénique et corporel. La compagnie est conventionnée Drac Ile de France. La Région a déjà aidé sa précédente création en 2018, "Mnémosyne".
Pour sa prochaine création, Joseph Nadj renoue avec la culture Dogon en réunissant 8 interprètes d'origine d'Afrique noire et souhaite ériger une nouvelle cosmogonie inspirée des mythes grecs, bambaras. « OMMA » du grec ancien qui renvoie à l'essentiel est le titre de sa création, il signifie pour Nadj une volonté de retourner à l'essence de la danse, en se concentrant sur le mouvement, la voix, le souffle, le rythme, la musicalité. La pièce est soutenue par La MC 93 à Bobigny en ce qui concerne l'Ile de France et possède une trentaine de dates dont 5 à la MC 93 qui auront lieu en janvier 2021. Sur les 60 jours de résidences acquises, la moitié se déroule en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	149 153,00	69,61%
CHARGES TECHNIQUES	43 799,00	20,44%
COMMUNICATION	7 552,00	3,52%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	13 758,00	6,42%
Total	214 262,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Préciser la Direction et le service…DRAC ile-de-France : part du conventionnemenT AQUIS	83 262,00	38,86%
"Région Île-de-France Aide à la création"	20 000,00	9,33%
AUTRES FINANCEMENTS	7 000,00	3,27%
RECETTES PROPRES	104 000,00	48,54%
Total	214 262,00	100,00%

DOSSIER N° EX048859 - COD COMPAGNIE OLIVIER DUBOIS - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	198 000,00 € HT	10,10 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COD
Adresse administrative : 52 BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ALIX RUYANT, Chargée de mission

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La création ITMAHRAG que le chorégraphe intitule une danse du feu est le fruit de sa double résidence en France et en Egypte et d'une collaboration entre sa compagnie et le B'Sarya, un espace de la jeune création égyptienne basée à Alexandrie. Elle célébrera le Mahraganat qui signifie « festivals » en arabe, une musique festive de la jeune génération égyptienne La pièce sera portée par 5 interprètes et 3 musiciens au plateau. Les résidences de création auront lieu tant en Ile de France (Paris et Bezons) qu'en Egypte au Théâtre de Rawabet au Caire notamment et favoriseront les échanges de pratique artistique entre les deux pays où la création va prendre corps. La création aura lieu à la Biennale de danse de Lyon le 12 septembre 2020. 4 dates sont confirmées au 104 et ensuite à Chaillot et 2 au festival Escale en Val d'Oise soit 10 représentations en Ile de France sur les 20 confirmées. Le Centquatre, Théâtre Paul Eluard de Bezon, le Théâtre National de Chaillot, la Maison de la Culture d'Amiens, la Biennale de la danse de Lyon, le théâtre de Nîmes sont entre autres les principaux coproducteurs de cette création.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	115 130,00	56,71%
CHARGES TECHNIQUES	44 670,00	22,00%
COMMUNICATION	4 100,00	2,02%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	39 100,00	19,26%
Total	203 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA ACQUIS	43 000,00	21,18%
"Région Île-de-France Aide à la création"SOLLICITE	25 000,00	12,32%
AUTRES FINANCEMENTS	5 000,00	2,46%
RECETTES PROPRES	130 000,00	64,04%
Total	203 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048860 - COMPAGNIE LES FILLES DE SIMONE -création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	96 500,00 € HT	10,36 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FILLES DE SIMONE
Adresse administrative : 20 RUE DE LA LIBERT
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARION PORTEMER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La Compagnie Les fille des Simone a é été cofondée en 2015 par Claire Fretel (mise en scène), Tiphaine Gentilleau (écriture du texte) et Chloé Oliveres. Travaillées par des préoccupations féministes, sensibles aux questions d'égalité hommes/femmes, Les Filles de Simone font dialoguer sur le plateau vécu intime et dimension politique de ces réflexions sociétales. Elles créent des auto-fictions documentées, écrites au plateau collectivement. Leur premier spectacle « C'est (un peu) compliqué d'être l'origine du monde » détricotait le mythe du bonheur maternel. Le spectacle a été joué plus de 195 fois. Leur deuxième spectacle « Les Secrets d'un gainage efficace » questionnait la relation complexe que les femmes entretiennent avec leur corps. Il reçoit ses premiers partenaires publics (Drac, Conseil Général du Val de Marne, Arcadi) et ses premiers coproducteurs (Ville de Champigny et l'Espace germinal à Fosses). Les Filles de Simone sont artistes associées du Festival Théâtral du Val d'Oise pour 2 ans (2019-2021) et seront également artistes associées au Grand Parquet (Paris 18) en 2020/2021. C'est leur première demande à la Région.
Pour son 3ème projet, « La reproduction des fougères » le collectif imagine une petite forme théâtrale et tout terrain - pour une actrice et un acteur - d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle à destination exclusive des adolescent.e.s de 13 à 15 ans, dont la vocation première est d'être jouée au

sein des établissements. Cette forme se créera en immersion dans 5 collèges du Val d'Oise qui les accueillent en résidence. La création a lieu le 16 novembre 2020 dans un collège de Seine et Marne. 38 représentations sont prévues dont 32 en Ile de France et 18 dans la grande couronne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	67 686,00	68,72%
CHARGES TECHNIQUES	9 930,00	10,08%
COMMUNICATION	2 550,00	2,59%
COÛTS DE STRUCTURE	18 334,00	18,61%
Total	98 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE-DE-France - AIDE A LA CREATION DRAMATIQUE (ACQUIS)	11 000,00	11,17%
Région Île-de-France Aide à la création	12 000,00	12,18%
VAL D'OISE (95) (SOLLICITE)	3 000,00	3,05%
VAL DE MARNE (94) (SOLLICITE)	3 000,00	3,05%
SEINE ET MARNE (77) (SOLLICITE)	3 000,00	3,05%
RECETTES PROPRES	66 500,00	67,51%
Total	98 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048861 - MIGRATORI K MERADO-CREATION FONCTIONNEMENT-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	136 193,00 € TTC	11,01 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIGRATORI K MERADO
Adresse administrative : MIGRATORI K MERADO / CO MDA10
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE COQUARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La compagnie migratori k merado a été créée en 2004. Le directeur artistique en est Sébastien Derrey. Les créations de la compagnie s'élaborent collectivement au contact de sa troupe et de la rencontre d'auteur.e.s contemporain.e.s qui accompagnent la compagnie sur plusieurs projets. Sébastien Derrey cherche des écritures qui mettent au pied du mur (Savitzkaya, Guyotat, Vossier, Kleist, Doutey, Tucker Green), devant lesquelles il faut réagir. S'engager. Et qui toujours nous amènent à éprouver à nouveau nos identités et à nous interroger sur ce que le « commun » veut dire. Elargir, par le trouble du théâtre et la présence, notre perception des vies liées les unes aux autres. Chercher ensemble, des possibilités qu'on ne soupçonnait pas pour penser notre monde aujourd'hui. Les partenaires de la compagnie sont le Théâtre de l'échangeur, la MC 93, le 104 ou le Studio Théâtre de Vitry. La compagnie bénéficie de l'aide au projet de la DRAC, du Dicream. Elle a bénéficié du soutien d'ARCADI.

La pièce "Mauvaise" est un texte de Debbie Tucker Green, dramaturge anglaise engagée. Elle met en scène une famille noire. Un père, une mère et leurs quatre enfants. Tout s'organise autour de l'une des filles et de ses tentatives pour briser le silence et faire éclater au grand jour le secret de famille, l'inceste quelle a subi enfant, et pour faire reconnaître à chacun la part active qu'il ou elle a joué.e. Où commence pour les témoins la complicité, la connivence, le déni, la responsabilité ? Le récit se centre sur les thèmes

de la trahison et de la mémoire subjective. Les personnages s'affrontent par la parole. Cest une partition polyphonique très précise où les voix se frottent, se cognent dans une langue brute et directe, à la fois tentée par le chant et le silence. La violence et les blessures affleurent moins par ce qui en est dit que par la forme de l'écriture. Le projet comprend 6 comédiens et est coproduit par la MC93 et le T2G, à hauteur de respectivement 40 000 et 20 000 euros. La pièce sera diffusée dans ces deux lieux pour quinze représentations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé déduction faite de l'écart de 14 000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	85 788,00	57,12%
Charges techniques	44 110,00	29,37%
Communication	7 450,00	4,96%
Part des coûts de structure	12 845,00	8,55%
Total	150 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	15 000,00	9,99%
Région IDF Création	29 000,00	19,31%
JTN (acquis)	6 030,00	4,01%
Recettes propres	100 163,00	66,69%
Total	150 193,00	100,00%

DOSSIER N° EX048864 - THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	252 041,04 € HT	5,95 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE D'AUBERVILLIERS THEATRE DE LA COMMUNE
Adresse administrative	:	2 RUE EDOUARD POISSON 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame ANNE POLLOCK, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La Commune est un CDN attaché à sa mission de produire des créations originales et de les rendre accessibles à tous. Il est un lieu emblématique de la décentralisation culturelle. Depuis 2014, il est dirigé par Marie-José Malis et Frédéric Sacard. Marion Siéfert et Maxime Kurvers en sont les artistes associés. Depuis son arrivée, Marie-José Malis a souhaité réinventer le rapport du théâtre à son territoire, notamment à travers le dispositif des Pièces d'actualité. En passant commande à de grands artistes, La Commune demande : la vie des gens d'ici, qu'est-ce qu'elle inspire à votre art ? Ces spectacles mêlent parfois professionnels et amateurs.
Le CDN est majoritairement soutenu par la DRAC et bénéficie d'aides importantes du Département et de la ville d'Aubervilliers.

Après "Le Grand Sommeil" en 2018, Marion Siéfert retrouve l'interprète Héléna de Laurens pour sa nouvelle création : "_jeanne_dark". Amorcée en juin 2019, elle sera présentée en octobre 2020 à La Commune, CDN d'Aubervilliers. C'est le récit d'une adolescente qui se dévoile sur Instagram, en revenant sur sa religion, sa virginité, sa famille.

Pendant ce long monologue, elle va se filmer et se confier à ses spectateurs invisibles. Ce quelle filme est retransmis sur un grand écran vertical. Marion Siéfert jouera des éclairages, des gros plans permis par la caméra du smartphone.
108 jours d'accueil sont prévus dans différents lieux pour l'écriture et le travail scénique, 51 représentations dont 20 franciliennes vont suivre la création à partir d'octobre 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	98 227,37	38,21%
Dépenses techniques	107 813,67	41,94%
Communication	51 000,00	19,84%
Total	257 041,04	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la création	20 000,00	7,78%
DRAC Île-de-France (sollicité)	15 000,00	5,84%
Fonds de dotation Porosus (acquis)	10 000,00	3,89%
Fonds propres Th. de la Commune	21 919,37	8,53%
Recettes propres (billetterie et coproducteurs)	190 121,67	73,97%
Total	257 041,04	100,00%

DOSSIER N° EX048865 - LA COMMUNAUTE INAVOUABLE - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	54 019,00 € TTC	14,81 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA COMMUNAUTE INAVOUABLE
Adresse administrative	:	6 QUAI DE SEINE 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame VERONIQUE LE DOSSEUR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Fondée en 1992, cette compagnie interdisciplinaire est en résidence au 6Bb depuis 2010 et à Verrières-le-Buisson cette saison. Clyde Chabot y crée ses spectacles à partir de textes d'auteurs contemporains et ses propres textes. Ses créations mêlent théâtre, création sonore, vidéo, danse et portent une attention particulière aux spectateurs tantôt complices, témoins, convives. Elle réalise des éditions scéniques sur un même texte avec des distributions, scénographies et partis pris dramaturgiques évolutifs.
Elle dirige des ateliers de création en lycées, hôpital, maisons d'arrêt, au Musée du Louvre, en prison...
La compagnie est soutenue par la Région Île-de-France en PAC depuis 2005, le département de l'Essonne depuis 2017, la ville de Saint-Denis depuis 2016 et Verrières-Le-Buisson cette saison.

Dans le cadre de résidence d'écrivain à Verrières-le-Buisson, Clyde Chabot a écrit deux textes : "Fille de militaire" et "CHICAGO-reconstitution" qui peuvent être présentés de façon autonome ou dans un diptyque.
"Fille de militaire" sonde le monde de l'armée, sa dimension sociale, familiale et intime. Ce texte montre les répercussions possibles du métier de ses parents sur sa propre personnalité.
Dans "CHICAGO-reconstitution" Clyde Chabot interroge ce qui se joue à la naissance en prenant comme

matière la naissance prématurée de sa fille lors d'une escale à Chicago.
Clyde Chabot invite les interprètes Laetitia Spigarelli (théâtre), Nathalie Jacquet (violoncelle) et Grace Milandou (flûte) pour "CHICAGO-reconsitution" et porte elle-même "Fille de militaire" en duo avec Thierry Madiot, Eryck Abecassis ou Grace Milandou. Trois regards extérieurs interviendront sur la création : la chorégraphe Satchie Noro, Séverine Batier et Maxime Kurvers.
9 représentations sont prévues en Île-de-France. Les résidences se dérouleront dans 4 structures.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée, et des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	45 327,00	63,82%
Charges techniques	11 758,00	16,56%
Communication	8 400,00	11,83%
Coûts de structure	5 534,00	7,79%
Total	71 019,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la création (sollicité)	25 000,00	35,20%
Région Île-de-France - quote-part PAC (acquis)	2 519,00	3,55%
Département 91 (sollicité)	4 500,00	6,34%
Spedidam (sollicité)	6 000,00	8,45%
FONPEPS (sollicité)	980,00	1,38%
Mécénat (acquis)	9 520,00	13,40%
Recettes propres	22 500,00	31,68%
Total	71 019,00	100,00%

DOSSIER N° EX048866 - COGNI ART - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	130 000,00 € TTC	11,54 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COGNI ART
Adresse administrative : LES BASSES FERMES
77470 FUBLAINES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NATHALIE ANICETTE COMBLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Merlin Nyakam est un danseur d'origine camerounaise, il a été notamment interprète de la troupe de Montalvo-Hervieu de 1996 à 2018. Parallèlement, il crée sa compagnie en 1990 la Callebasse soutenue par le ministère de la Culture au Cameroun avec laquelle à partir de 2001, il développe ses propres pièces, une vingtaine à ce jour. De plus, Merlin Nyakam mène multiples projets vers les publics empêchés, soutenus par les départements des Yvelines et du Val de Marne. En 2019, la compagnie mène un CLEA à Créteil. En France, c'est l'association Cogni Art qui produit les projets de la compagnie.
Dans Hominidéos Merlin Nyakam, accompagné de trois interprètes et deux musiciens sur scène, s'empare du thème des rapports entre les hommes et les femmes et ceux qu'ils ont avec la nature.Le langage chorégraphique empruntera à la danse contemporaine et à la danse africaine La pièce est majoritairement soutenue et répétée en Ile de France notamment à Visages du Monde à Cergy et à la Mac de Créteil où elle sera créée pour 2 représentations en octobre 2020, elle est également pré-achetée dans 6 autres lieux de la grande couronne (Seine et Marne et Val d'Oise).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU
- COMBS-LA-VILLE
- BRIE-COMTE-ROBERT
- NANGIS
- LES MUREAUX
- BAGNOLET
- CRETEIL
- CERGY
- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	82 780,00	62,24%
CHARGES TECHNIQUES	26 560,00	19,97%
COMMUNICATION	20 760,00	15,61%
"COÛTS DE STRUCTURE	2 900,00	2,18%
Total	133 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile de France, Aide à la création chorégraphique AQUIS	10 000,00	7,52%
"Région Île-de-France Aide à la création" Sollicité	18 000,00	13,53%
Département Seine et Marne 77 SOLLICITE	14 000,00	10,53%
Département Val de Marne 94 SOLLICITE	6 000,00	4,51%
Ville de Gonesse 95503 AQUIS	8 000,00	6,02%
Ville de Brie Comte robert 77170 07 AQUIS	7 000,00	5,26%
EPCI Communauté de Communes du Val de Briard 77610 AQUIS	7 000,00	5,26%
AUTRES FINANCEMENTS	11 000,00	8,27%
RECETTES PROPRES	52 000,00	39,10%
Total	133 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048867 - KMK KMK BIENVENUE CHEZ NOUS-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	51 175,00 € TTC	19,54 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KMK
Adresse administrative : CHEZ 36 DU MOIS
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER MEIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Fondée en 1989 par un collectif de plasticiens-scénographes, KMK est une compagnie artistique qui utilise l'espace public comme terrain d'exploration et d'expression et qui privilégie les créations en lien étroit avec un territoire. La compagnie est dirigée par Véronique Pény depuis 2009 et est installée à Fresnes. Elle fait partie du Collectif 6 métres. KMK est conventionnée par la DRAC Ile-de-France.
Le Projet : "Ravie" est un texte de Sandrine Roche qui revisite le conte de la chèvre de Monsieur Seguin, débarrassé de sa morale, transposé dans le réel et dans une approche tout public. Ravie, qui associe 2 comédiennes et 1 créateur sonore, est la première création de KMK autour d'un texte. "Ravie" évoque le rapport à la prise de risque, au désir d'émancipation, confrontés à la peur, au besoin de sécurité. Le spectateur sera amené à traverser ces questions, à déplacer son point de vue. "Ravie" sera diffusée à Fresnes, à la Lisière et au festival la Grande Echelle à Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnablecorrespond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	30 339,00	54,01%
Dépenses techniques	17 920,00	31,90%
Communication	450,00	0,80%
Coûts de structure	7 466,00	13,29%
Total	56 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France acquis	15 000,00	26,70%
Région Ile-de-France	15 000,00	26,70%
Sociétés civiles	3 535,00	6,29%
Recettes propres	22 640,00	40,30%
Total	56 175,00	100,00%

DOSSIER N° EX048869 - LES ANGES AU PLAFOND - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	343 471,00 € HT	8,73 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ANGES AU PLAFOND
Adresse administrative : LES ANGES AU PLAFOND
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE ASCARIDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : La compagnie Les Anges au Plafond est née en 2000 de la rencontre de deux comédiens-marionnettistes Camille Trouvé et Brice Berthoud (circassien). Marionnettes portées, ombres, projections, pop-up, scénographie en mouvement, l'univers poétique et décalé des Anges au Plafond se décline au fil des spectacles avec le papier comme matière de prédilection. Depuis 2017, la compagnie est soutenue au titre des Compagnies et Ensembles à Rayonnement National et International (CERNI) par la Drac Ile-de-France (convention quadriennale 2017-2020), par la ville de Malakoff et par la Région Ile-de-France au titre de la Permanence artistique et culturelle. Les Anges au plafond sont artistes associés à la Maison de la culture de Bourges, et en compagnonnage avec le Théâtre 71, scène nationale de Malakoff.
Le projet : Pour ce nouveau projet, la compagnie a décidé de modifier radicalement son geste de création en prenant comme point de départ, non plus le récit d'une trajectoire de vie connue (White Dog, ..), mais le principe de manipulation même, comme moteur de l'écriture. "Le Nécessaire déséquilibre des choses" est un poème épique qui parle de l'énonciation du désir avec des marionnettes qui figurent la peur et le désir. Ce spectacle pour grand plateau réunit au plateau 3 comédiens marionnettistes et 4 musiciens. Un quatuor à cordes mobile accompagne en direct le spectacle et la scénographie abolit les frontières avec le plateau. 44 représentations sont prévues, dont 16 en Île-de-France, notamment au Festival du Val d'Oise à Taverny (95), ou encore à la Scène nationale de Malakoff.

"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	166 789,00	47,19%
Dépenses techniques	160 965,80	45,54%
Communication	11 000,00	3,11%
Coûts de structure	14 716,20	4,16%
Total	353 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France acquis	40 000,00	11,32%
Région Ile-de-France	40 000,00	11,32%
Département 92 sollicité	20 000,00	5,66%
Adami sollicité	10 000,00	2,83%
Recettes propres	243 471,00	68,88%
Total	353 471,00	100,00%

DOSSIER N° EX048870 - MOUVEMENT SUIVANT-Aide à la création en fonctionnement -CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	56 000,00 € TTC	19,64 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT SUIVANT
Adresse administrative : CHEZ M ROMAIN BEAUCHEF
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMMA GLASER, Trésorière

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Inspirés des "Villes invisibles", d'Italo Calvino, Alivise Sinivia et Paul Ramage, co-compositeurs réalisent une première version de la pièce musicale entre écriture et improvisation à la Villa Médicis en 2017. Ils s'entourent d'une équipe pluridisciplinaire qui collecte et classe années des images sonores, visuelles et oniriques.
L'histoire se déroule dans un futur parallèle, où un monde sur-urbain succombe. Un personnage, dont on n'entend que la voix, nous raconte un système sur le point de s'éteindre via une archéologie du future faite de 11 bandes magnétiques. Cette fable de science-fiction est racontée dans un spectacle sonore hante´ par les lois du chaos.
Le spectacle sera créé à la Pop (75) et sera diffusé en Île-de-France à la Briqueterie (94) et au théâtre de Vanves (92)
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	30 000,00	50,00%
CHARGES TECHNIQUES	21 000,00	35,00%
COMMUNICATION	1 000,00	1,67%
COÛTS DE STRUCTURE	8 000,00	13,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	15 000,00	25,00%
Région IdF Aide à la création	15 000,00	25,00%
AUTRES FINANCEMENTS	3 000,00	5,00%
RECETTES PROPRES	27 000,00	45,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048873 - ODETTA - création en fonctionnement CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	92 000,00 € TTC	16,30 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ODETTA
Adresse administrative : ODETTA
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LESLIE PERRIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Après une formation à la danse au CNR de Paris et au CNDC d'Angers sous la direction d'Emmanuelle Huynh, Madeleine Fournier a mené conjointement une carrière d'interprète (notamment dans les pièces d'Odile Duboc, de Loic Touzé, Emmanuelle Huynh ou de Fabrice Lambert) et de chorégraphe, d'abord en collaboration avec Jonas Chéreau avec qui elle a créé 3 pièces entre 2008 et 2016, ensuite en solo avec son association ODETTA à partir de 2017. En 2018, elle crée un solo Labourer présenté en France, en Belgique et en Suisse et également une forme chantée et danse avec Catherine Hershey dans des lieux alternatifs et enfin Ce Jardin en collaboration avec Ina Mihalache au Vive le sujet à Avignon en 2019.
« La chaleur » va réunir 5 interprètes, la première pièce de groupe de Madeleine Fournier, autour de la définition et de la signification de ce qu'est un groupe, de ce que cela signifie de partager un espace, librement inspirée du livre « la vie des plantes » d'Emmanuele Coccia qui nourrira également la scénographie. La pièce poursuivra également la recherche engagée dans les travaux précédents autour du corps et de la voix en puisant dans le répertoire baroque et la forme théâtrale antique. Parmi les partenaires de la compagnie, citons le TU à Nantes et Buda à Courtrai en Belgique qui sont des fidèles soutiens ainsi que Parallèle, pôle production internationale des pratiques émergentes située à Marseille qui s'occupe de la diffusion des pièces de la compagnie ; en Ile de France, la compagnie bénéficie de soutiens renouvelés de la part de l'Atelier de Paris, du Centre Culturel Marque Page à la Norville et du

théâtre de la Bastille. La pièce est soutenue par 9 coproducteurs, dont 3 franciliens, 16 dates de représentations sont prévues dont 3 en Ile de France pour cette création qui aura lieu en novembre 2020 à Next Festival à Courtrai en Belgique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	55 978,00	54,88%
CHARGES TECHNIQUES	28 651,00	28,09%
COMMUNICATION	2 700,00	2,65%
"COÛTS DE STRUCTURE	14 671,00	14,38%
Total	102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC - Ile de France - Aide à la création sollicité	25 000,00	24,51%
Région Île-de-France Aide à la création sollicité	25 000,00	24,51%
AUTRES FINANCEMENTS	10 000,00	9,80%
RECETTES PROPRES	42 000,00	41,18%
Total	102 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048874 - MADANI COMPAGNIE - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	240 000,00 € HT	12,50 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MADANI COMPAGNIE
Adresse administrative	:	25 RUE DU DOCTEUR VINAVER 78520 LIMAY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JOEL TRONQUOY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
En 1985, Ahmed Madani crée Madani Compagnie dans le but de réaliser un théâtre d'art poétique et populaire fondé sur le rapport au sociétal.
L'ambition des créations de la compagnie est de questionner l'histoire contemporaine en produisant un théâtre populaire dont les pierres angulaires sont l'écriture et la matière humaine. Les questions du social et du politique sont, depuis toujours, un élément central de nos préoccupations.
La transmission est un autre pilier du projet : les travaux de médiation, de formation, de confrontation aux réalités d'un territoire sont des axes essentiels du travail pour l'initiation de tous les éloignés du théâtre.
Madani Compagnie est conventionnée par la DRAC IDF et bénéficie du soutien de la Région IDF au titre de la permanence artistique et culturelle.

Dans le sillage d'Illumination(s) en 2012 et de F(l)ammes en 2016, Incandescence(s), dernier chapitre de la trilogie « Face à leur destin », mettra en scène des jeunes femmes et des jeunes hommes non professionnels, nés de parents ayant vécu l'exil et résidant dans des quartiers populaires.
L'objectif de cette nouvelle aventure s'inscrit dans la dynamique des précédentes : investir les scènes de France pour y faire entendre la voix d'une jeunesse rarement entendue, y amener d'autres corps, d'autres visages, d'autres histoires, poussé par un vent de liberté, de joie et d'espérance.

La question du mieux vivre ensemble, les réflexions sur l'altérité, la subjectivité, les relations hommes-femmes, la vie amoureuse et sexuelle, la place du collectif et de l'individuel seront centrales. La pièce compte 6 coproducteurs financiers franciliens : la MC 93, Fontenay-en-Scène, le Théâtre de Pontault Combault, l'Agora (SN de l'Essonne), Brétigny, La Piscine de Chatenay Malabry. Elle sera largement diffusée en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut lesdépenses du plan de financement prévisionnel déduction faite des 50 000 euros de l'aide régionale au titre de la permanence artistique et culturelle et des 30 000 euros d'écart entre le montant sollicité et le montant proposé pour l'aide à la création.

Localisation géographique :
- LIMAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	190 350,00	59,48%
Charges techniques	76 528,00	23,92%
Communication	14 000,00	4,38%
Coûts de structure	39 122,00	12,23%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	30 000,00	9,38%
Région Création	60 000,00	18,75%
Région PAC	50 000,00	15,63%
CD 77 (sollicité)	10 000,00	3,13%
CD 94 (sollicité)	10 000,00	3,13%
CD 78 (sollicité)	7 500,00	2,34%
SNCF	15 000,00	4,69%
Recettes propres	131 500,00	41,09%
CD 91	6 000,00	1,88%
Total	320 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048876 - COMPAGNIE VIVONS-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	62 000,00 € TTC	19,35 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE VIVONS
Adresse administrative : COMPAGNIE VIVONS
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CORINNE MOUTOUT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La Compagnie Vivons voit le jour en 2016 pour développer les projets du danseur - choré-graffeur Smaïl Kanouté. Artiste protéiforme, diplômé de l'ENSAD, associé au CentQuatre-Paris, Smail Kanouté brouille les frontières entre danse et art graphique. Les projets de la Compagnie Vivons s'articulent autour de trois axes : les performances, les pièces chorégraphiques et les actions de médiation notamment avec le CentQuatre, la Fabrique de la Danse, la MPAA et les Ateliers Médicis via un CLEA en 2020. Parallèlement, Smail Kanouté développe des projets de vidéo-danse avec le Collectif RACINE. La compagnie a produit plusieurs pièces performatives et une pièce chorégraphique, c'est une première demande à la Région.
En écho à l'hashtag #Never 21 conçu par le mouvement BLACK LIVES MATTERS, la pièce est un hommage aux jeunes victimes des armes à feu de New York, Rio ou Johannesburg qui décèdent avant lâge de 21 ans. La danse passera du krump à la wave, du new style au tribal. La pièce est créée les 30 et 31 mai 2020 aux Rencontres Chorégraphiques de Seine Saint-Denis et sera ensuite à Cergy et à la MPAA de Paris. Un extrait de la pièce sera également présenté à Danse Élargie les 12 et 13 juin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- PARIS
- CLICHY-SOUS-BOIS
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	37 099,00	56,21%
CHARGES TECHNIQUES	14 751,00	22,35%
COMMUNICATION	1 200,00	1,82%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	12 950,00	19,62%
Total	66 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile de France SOLLICITE	15 000,00	22,73%
"Région Île-de-France Aide à la création"	16 000,00	24,24%
AUTRES FINANCEMENTS	5 500,00	8,33%
RECETTES PROPRES	29 500,00	44,70%
Total	66 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048877 - AS SOON AS POSSIBLE PRODUCTIONS - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	66 900,00 € TTC	14,95 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AS SOON AS POSSIBLE PRODUCTIONS
Adresse administrative : AS SOON AS POSSIBLE PRODUCTIONS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JONATHAN GOFFE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
THE WORLD WAS ON FIRE est un DJ set épique mettant en scène 5 personnages féminins partant à la conquête de leur propre existence. Sur fond de sorcellerie, dans le huis clos d'une chambre aux murs de velours, l'histoire se déploie tel un long clip aux nuances sombres et anachroniques. Avec THE WORLD WAS ON FIRE Nina Vallon souhaite offrir au public une expérience esthétique et poétique puissante par le biais dun dispositif scénique où les pendrillons du théâtre deviendraient les costumes des interprètes combiné a une composition musicale mixée live au plateau et incarnant l'élément dramaturgique central du récit. Au-delà de leur impact esthétique et plastique les costumes façonneront l'émergence de l'écriture chorégraphique et donneront corps au récit des 5 héroïnes.
Le spectacle sera créé au Manège de Reims et diffusé en Île-de-France au théâtre de Vanves et à l'Atelier de Paris.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	53 577,00	74,52%
CHARGES TECHNIQUES	13 938,00	19,39%
COMMUNICATION	550,00	0,76%
COÛTS DE STRUCTURE	3 835,00	5,33%
Total	71 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	10 000,00	13,91%
Région IdF Aide à la création	15 000,00	20,86%
AUTRES FINANCEMENTS	9 300,00	12,93%
RECETTES PROPRES	37 600,00	52,29%
Total	71 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX048878 - THEATRE VARIABLE N 2 - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	53 095,00 € TTC	22,60 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE VARIABLE N 2
Adresse administrative : BUREAU DES ASSOCIATIONS
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ODILE ADRIAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Fondé en 2010 par la metteuse en scène Keti Irubetagoyena, le Théâtre Variable n°2 réunit des artistes de diverses disciplines, des chercheur.se.s et des enseignant.e.s, à l'occasion de cycles de travaux qui explorent une même question socio-politique plusieurs années durant.
Chaque création s'ouvre sur une longue période de recherches documentaires, en dialogue constant avec les publics (chantiers de création, ateliers, tables-rondes scientifiques).
Les activités du Théâtre Variable n°2 croisent ainsi la création théâtrale contemporaine et l'intervention artistique, principalement dans les établissements d'enseignement secondaire et à l'université. Keti Irubetagoyena est artiste associée du CND de Poitiers.

"Dévoration" est un projet hybride, 1er du cycle "Manger". Il réunit 10 femmes (artistes, techniciennes, chercheuses) autour de l'articulation de l'acte de manger et des rapports charnels et/ou amoureux. Une installation photographique interactive, sur la scène et dans les espaces des lieux de représentations (signée Pia Ribstein) s'y propose en regard des lectures performées de deux romans : "Mise en pièces" de Nina Léger et "Ça raconte Sarah" de Pauline Delabroy-Allard. Chacun de ces objets propose un regard singulier sur les rapports humains, mettant en question l'acte de dévorer ou d'être dévoré. Il est conçu pour pouvoir être joué en salles de spectacle mais aussi hors les murs dans des lieux non dédiés

(bibliothèques, salles de classe, cafés littéraires ou librairies, salles communales...).
8 partenaires apportent des financements ou de la mise à disposition, dont 6 franciliens, pour 55 jours de résidence. 15 représentations sont prévues, dont 12 confirmées, 8 en Île-de-France dont 3 en grande couronne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- PARIS
- MANTES-LA-JOLIE
- AUBERVILLIERS
- BAGNOLET
- BOBIGNY
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	27 813,00	48,97%
Charges techniques	19 801,00	34,86%
Communication	150,00	0,26%
Coûts de structure	9 031,00	15,90%
Total	56 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la création	15 700,00	27,64%
DRAC Île-de-France (sollicité)	20 000,00	35,21%
Ville d'Aubervilliers (sollicité)	700,00	1,23%
Spedidam (acquis)	3 000,00	5,28%
Recettes propres	17 395,00	30,63%
Total	56 795,00	100,00%

DOSSIER N° EX048879 - SELON L'HEURE - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	93 829,00 € HT	15,99 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SELON L'HEURE
Adresse administrative : 18 CITE POPINCOURT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PHILIPPE PRIMOUT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Ali Moini est un artiste iranien né en 1974 à Shiraz. Titulaire d'une licence en représentation dramatique de la Soureh High Educational University de Téhéran, Ali Moini rejoint le « Mehr Theater Group » d'Amir Reza Koohestani en 2000 en tant qu'acteur et compositeur musical. En 2008, Ali Moini s'installe à Lisbonne où il intègre le Programme d'Études en Recherche et Création Chorégraphique du Forum Dança qu'il conclura en 2010. Cette année-là, il s'installe en France et intègre le Master en danse et performance ESSAI au CNDC d'Angers. En 2012, la compagnie Selon l'heure est créée et porte les productions d'Ali Moini. Cinq pièces ont vu le jour et chacune développe la chorégraphie à partir de dispositifs scéniques signifiants et contraignants. La compagnie reçoit l'aide à la structuration de la Drac Ile-de-France. Elle est actuellement accompagnée par Latitudes Prod.
Sa prochaine pièce « PPP » (titre provisoire) est un solo qui va donner forme à une dizaine de paysages mythologiques imaginaires et peuplés d'êtres variés, inspirée librement de l'œuvre de Pasolini dont le chorégraphe s'est imprégnée. Ali Moini poursuivra dans cette pièce sa recherche d'outils spécifiques. « PPP » sera créé le 16 novembre 2020 à Valenciennes au festival Next et en mars 2021 au Théâtre de Vanves (1 représentation) et à la Ménagerie de Verre (3 représentations) où les résidences de création auront principalement lieu.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	49 622,00	41,76%
CHARGES TECHNIQUES	54 057,00	45,49%
COMMUNICATION	1 200,00	1,01%
COÛTS DE STRUCTURE	13 950,00	11,74%
Total	118 829,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France, aide à la structuration - quote part affectée SOLLICITE	15 000,00	12,62%
"Région Île-de-France Aide à la création"	40 000,00	33,66%
AUTRES FINANCEMENTS	10 000,00	8,42%
RECETTES PROPRES	53 829,00	45,30%
Total	118 829,00	100,00%

DOSSIER N° EX048880 - NO DRAMA-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	93 110,00 € HT	16,11 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NO DRAMA
Adresse administrative : 24 RUE MONSIEUR LE PRINCE
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MYRTO KATSIKI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Pol Pi est un artiste chorégraphique d'origine brésilienne vivant en France depuis 2013 où il a suivi le master Exerce à Montpellier. Il a été interprète d'Eszter Salamon, Latifa Laabissi, Aude Lachaise…En 2016, Pol Pi créé la compagnie No Drama avec laquelle il signe plusieurs soli : Ecce Homo (mars 2017), Alexandre (mai 2018), Me Too, Galatée (2018-2019) et Là (2019). Ces pièces ont été présentées, dans de nombreux festivals (Montpellier Danse, Next , Charleroi, Uzès danse…) et également en Ile de France au CND à Pantin, aux Rencontres chorégraphiques de internationales de Seine Saint-Denis. La compagnie est soutenue par le département de Seine Saint Denis et reçoit l'aide à la structuration de la Drac Ile de France. Pour les saisons 18/19 et 19/20, Pol Pi est en résidence départementale en Seine Saint-Denis soutenue par le Département 93 et la ville de Romainville, il est également artiste en résidence au Collectif 12 à Mantes-la-Jolie en 2019 et en 2020.
Le projet Daté.e.s est un trio qui se penchera sur les années de naissance de chaque interprète (2001-1982 et 1957) et s'intéressera aux danses créées ces années-là afin d'en restituer un contexte social-politique et culturel au travers de corps plongés entre passé et présent « incarner une autre génération et aussi être incarné par autrui, une autre porte qui s'ouvre dans cette quête d'altérités multiples ».La pièce se construit sur 10 semaines de résidence en grande partie en Ile de France (CND à Pantin, le Pavillon à Romainville, au Collectif 12 à Mantes la Jolie), elle a 4 dates confirmées en Ile de France, 2 aux

rencontres chorégraphiques où la pièce sera créé les 16 et 17 mai 2020, 1 au Collectif 12 et 1 au Théâtre de la Bastille.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	48 400,00	40,98%
CHARGES TECHNIQUES	44 710,00	37,85%
COMMUNICATION	2 000,00	1,69%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	23 000,00	19,47%
Total	118 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile de France - Structuration - quote-part affectée aquis	5 000,00	4,23%
"Région Île-de-France Aide à la création" SOLLICITE	40 000,00	33,87%
Département Seine-Saint-Denis - résidence départementale - quote-part affectée ACQUIS	5 000,00	4,23%
AUTRES FINANCEMENTS	43 555,00	36,88%
RECETTES PROPRES	24 555,00	20,79%
Total	118 110,00	100,00%

DOSSIER N° EX048881 - LA COMPAGNIE DE SOI-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	169 000,00 € HT	8,88 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS LA COMPAGNIE DE SOI
Adresse administrative : 24 RUE CHAPON
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE BONTEMPS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Après une carrière dans le théâtre et plusieurs collaborations avec des chorégraphes, Radhouane El Meddeb
créé, en 2005, le solo ""Pour en finir avec MOI"" : l'acte fondateur de sa carrière de chorégraphe. Le projet artistique de la Compagnie de SOI est, depuis sa création en 2006, guidé par le regard que porte Radhouane El Meddeb sur le monde, sur lui-même et sur les hommes. Ses créations sont autant de témoignages, de situations, de fragments dhistoires et détats de corps qui sécrivent et sexpriment dans un langage à la fois vivant et abstrait. Dans ce travail artistique, le théâtre nourrit lart du récit, du personnage, de la construction dramaturgique. La danse offre une liberté, la possibilité de saffranchir des codes et des limites de lesprit fonctionnel.
Requiem (Sià Carà), une création chorégraphique de Radhouane El Meddeb et musicale par le compositeur Matteo Franceschini (Lion d'Argent - Biennale de Venise 2019), avec les danseurs cubains de MiCompañia (Cuba) - direction Susana Pous. Matteo Franceschini - aka "Tovel"- s'inspirera de la Messe du Requiem en ré mineur (KV. 626) de Wolfgang Amadeus Mozart. La musique sera interprétée par lOrchestra Haydn di Bolzano e Trento, sous la direction musicale de Jean Deroyer, lors de la Première italienne au Festival Bolzano Danza le 21 juillet 2020. La Première en en France, sans

orchestre, mais avec Tovel en scène, pour la Biennale de danse du Val-de-Marne de mars 2021 au Théâtre Jacques Carat de Cachan, puis envisagée dans le sillage au Théâtre de Saint-Maur-les-Fossés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	13 860,00	7,97%
Charges techniques	21 350,00	12,27%
Coûts de structure	23 210,00	13,34%
Voyages, défraiements	15 580,00	8,95%
Valorisations charges (MiCompagnia - prise en charge danseurs et studio répétitions) et Haydn Foundation - Bolzano Danza - production musicale	100 000,00	57,47%
Total	174 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (Sollicite)	15 000,00	8,62%
REGION ILE DE FRANCE	20 000,00	11,49%
Institut Français (Sollicité)	10 000,00	5,75%
Recettes propres	29 000,00	16,67%
Valorisations Produits (MiCompagnia et Haydn Foundation - Bolzano Danza)	100 000,00	57,47%
Total	174 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048883 - LE PRINCIPE D'INCERTITUDE-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	53 000,00 € HT	15,09 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PRINCIPE D INCERTITUDE
Adresse administrative : 27 RUE ETIENNE DOLET
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLAIRE GUIEZE, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Liz Santoro est chorégraphe et danseuse américaine formée à la Boston ballet, elle a également étudié les neurosciences à Harvard. Pierre Godard après des études d'ingénieur s'est consacré à la recherche de formes performatives liant texte et mouvement. Il vient de soutenir une thèse en intellogence artificielle visant à automatiser les langues non écrites en voie de disparition. Depuis 2011, ils élaborent ensemble des pièces qui déjouent les tropismes de notre attention et proposent au spectateur l'expérience d'une étrangeté perceptive. Ils ont créé 5 pièces, We Do Our Best (2012), Relative Collider (2014), For Claude Shannon (2016) et Maps (2017), Noisy channel (2018), Stereo (2019) ainsi que trois pièces in situ, Watch It (2012), Quarte (2014), Mass over Volume (2017), Learning (2018). Leur travail a été nominé plusieurs fois aux Bessie Awards et Watch It a reçu un Bessie en 2013 dans la catégorie "Outstanding Production for a work at the forefront of contemporary dance".
La compagnie reçoit l'aide à la structuration de la Drac Ile de France, elle a été compagnie associée pendant 3 ans à l'Atelier de Paris jusqu'en 2018.

La pièce « Same Same » sera un duo, deux femmes ressemblantes dont la partition chorégraphique va s'écrire à partir des gestes en miroir qui progressivement vont s'altérer et les décalages, les erreurs

deviendront une nouvelle partition. Le sujet est de « créer des identités mobiles, instables, transformatives, impermanentes » qui questionnent les formes apparentes. La pièce est coproduite par le CCN d'Orléans, la Ménagerie de Verre et l'Atelier de Paris où elle sera créée le 4 déc. 2020 pour 2 représentations. La pièce sera également à l'affiche d'Abrons Art Center à New-York.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	33 022,00	60,04%
Charges techniques	14 978,00	27,23%
Coûts de structure	7 000,00	12,73%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la création	10 000,00	18,18%
Spedidam (sollicité)	5 000,00	9,09%
Co-producteurs (sollicité)	35 000,00	63,64%
Fonds propres	5 000,00	9,09%
Total	55 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048885 - L'EXPERIENCE HARMAAT - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	149 000,00 € HT	13,42 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L EXPERIENCE HARMAAT
Adresse administrative : 2 RUE DOULCET
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Arnaud DIDIERLAURENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créée en 1996 par les chorégraphes Fabrice Lambert et Juha-Pekka Marsalo, LExpérience Harmaat, lieu de croisements artistiques, rassemble autour des projets du chorégraphe Fabrice Lambert des créateurs de différents champs (plasticiens, ingénieurs, vidéastes, créateurs lumières, compositeurs et musiciens, écrivains...). Chaque nouvelle création met alors en jeu un dispositif particulier, visuel et sonore. Depuis 1996, une vingtaine de spectacles ont vu le jour, du solo à un projet in-situ pour une centaine de participants. dont "Gravité" en 2007, "Nervures" en 2013 ou "Jamais assez" au festival d'Avignon en 2015. Ses partenaires sont le CND, le Théâtre de la Ville, le Théâtre de Vanves, La Ferme de Bel Ebat. La compagnie est en résidence triennale avec le Centre des Bords de Marne jusqu'en 2022. La compagnie est conventionnée et soutenue au titre de la PAC depuis 2014 à hauteur de 40 000 €.
Le projet de création proposé par le chorégraphe est « Seconde Nature » pour 4 danseurs et un artiste-vidéaste, Jacques Perconte..Elle placera les interprètes au cœur d'un dispositif interactif d'images, de lumières et de sons ; les corps tantôt produiront tantôt habiteront les paysages, desquels parfois ils surgiront. Elle traitera de la Nature, de nos relations à nos environnements et questionnera les notions d'espace, de paysage et d'impact. La pièce sera créée au Centre des Bords de Marne en octobre 2020, elle réunit 3 coproducteurs franciliens (Centre des Bords de Marnes, Maison de la musique de Nanterre et le Théâtre de la Ville) et 10 représentations sont prévues dont 6 en Ile de France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional .

Localisation géographique :
- PARIS
- NANTERRE
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	117 365,00	69,45%
CHARGES TECHNIQUES	31 535,00	18,66%
COMMUNICATION	4 500,00	2,66%
COÛTS DE STRUCTURE	15 600,00	9,23%
Total	169 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DICREAM CNC (Sollicité)	10 000,00	5,92%
DRAC Ile-de-France _ Ministère de la culture : quote-part aide aux compagnies conventionnées (Acquis)	6 600,00	3,91%
Région Ile de France (Sollicité)	40 000,00	23,67%
Département Val-de-Marne (Acquis)	21 400,00	12,66%
AUTRES FINANCEMENTS	25 000,00	14,79%
RECETTES PROPRES	66 000,00	39,05%
Total	169 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048887 - CHOEUR EN SCENE-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	43 500,00 € TTC	27,59 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHOEUR EN SCENE
Adresse administrative : CHOEUR EN SCENE
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMMANUELE DUBOST, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
A partir d'ateliers d'écritures qui se sont déroulés avec les résidentes du Palais de la Femme à Paris, animés par le poète et metteur en scène Benoît Richter, 3 compositrices (F. Baschet, M.A. Magalhaes, C.Marçot) composent le programme de ce concert pluridisciplinaire, complété par une pièce de Bernard Thomas où 4 poétesses d'aujourd'hui dialoguent. Lors de la création du 7 mai 2 choeurs d'enfants seront associés avec des créations utilisant une technologie développée dans un laboratoire de recherche de l'IRCAM. Une marionnettiste et une éclairagiste apportent une dimension visuelle à ce concert-spectacle.
Le spectacle sera créé au CRD de de Bourg –la-Reine/Sceaux et sera diffusé en Île-de-France à Anis Gras, L'alimentation Générale, Auditorium de l'Opéra de Massy, Palais de la femme
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	29 580,00	60,99%
CHARGES TECHNIQUES	8 100,00	16,70%
COMMUNICATION	3 200,00	6,60%
COÛTS DE STRUCTURE	7 620,00	15,71%
Total	48 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France Aide à la création	17 000,00	35,05%
CD 91 (acquis)	3 000,00	6,19%
Ville de Massy	3 720,00	7,67%
SOCIÉTÉS CIVILES	10 000,00	20,62%
PARTENAIRES PRIVÉS	2 100,00	4,33%
RECETTES PROPRES	12 680,00	26,14%
Total	48 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048890 - LA COMPAGNIE EMPREINTE(S) - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	84 200,00 € TTC	17,81 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE EMPREINTE(S)
Adresse administrative : COMPAGNIE EMPREINTE S C/O M DAVIES
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JAMES DAVIES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Fondée en 2013 par Catherine Vrignaud Cohen, La Compagnie Empreinte(s) développe un travail de création où elle questionne l'intime : les secrets, les désirs, les non dits qui sous tendent les relations humaines. Elle s'appuie sur des textes d'auteurs contemporains (Wajdi Mouawad, Caryl Churchill..) ou sur des créations originales qui explorent cet intime. Au plateau, elle place l'interprétation au cœur du processus de création et développe un langage scénique et dramaturgique proche des codes de la photo et du cinéma. La compagnie est implantée dans les Yvelines mais également dans les Hauts-de-France et en Normandie. Catherine Cohen, qui a été artiste associée à la Barbacane à Beynes (78) s'attache à la question de l'appropriation culturelle qui fait partie intégrante de sa mission de metteuse en scène. La compagnie bénéficie du soutien du département des Yvelines.

Le projet objet de la demande est la création de la pièce de théâtre "Une chambre 2", adpation par Catherine Cohen du roman de Julie Bonnie. La pièce se déroule dans une maternité. Dans chacune des chambres, des histoires de femmes. Des corps mis à l'épreuve, des cœurs à vif, des âmes à reconstruire. Sensible et vulnérable, Bétarice, ancienne danseuse de cabarets punk-rock devenue auxiliaire de puériculture, tisse un lien entre ces femmes et le monde. "Chambre 2" est un seule en scène

pour le théâtre. Le roman est un récit choral de femmes qui deviennent mères, d'une femme qui cherche sa place dans ce monde et d'un hôpital à bout de souffle. Le projet est coproduit en Ile-de-France par l'ESAT Eurydice et le Théâtre Montansier. Il bénéficie de nombreuses résidences de recherche et de création et sera notamment diffusé au Théâtre de Sartrouville, à la Reine Blanche, au Théâtre Montansier, à Suresnes, Meudon et Plaisir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	38 004,00	45,14%
Charges techniques	32 623,00	38,74%
Communication	4 056,00	4,82%
Part de coûts de structure	9 517,00	11,30%
Total	84 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	18 000,00	21,38%
Région IDF	15 000,00	17,81%
Région Hauts-de-France (acquis)	10 000,00	11,88%
Spedidam	3 600,00	4,28%
ADAMI SACD	3 000,00	3,56%
Recettes propres	34 600,00	41,09%
Total	84 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX048891 - ASSOCIATION ADHOK-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	141 000,00 € TTC	7,09 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ADHOK
Adresse administrative : MAISON DES ASSO DU PR SAINT GERVAIS
93310 LE PRE SAINT GERVAIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VIVIANE MAUPTIT DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Crée en 2010, l'association Adhok porte les projets développés par Doriane Moretus et Patrick Dordoigne. Tous deux sont impliqués dans les arts de la rue depuis 30 ans, ils ont reçu en 2013 le prix SACD Arts de la rue.
Le projet : « Qui vive » est un spectacle déambulatoire, conçu pour l'espace public. Il
sinscrit dans une trilogie, dont les deux premiers volets sont « Echappées Belles » dédié à lâge « mur » et « Immortels » dédié à la jeunesse. Cette Trilogie est entièrement dédiée aux questions générationnelles actuelles. "Qui vive" explore la vaste période qui s'étend de 30 à 60 ans. 2 représentations seront données en Ile-de-France, une au festival des petits pois de Clamart et l'autre au festival la bus de Pantin. "

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	46 149,00	31,39%
Dépenses techniques	75 636,00	51,45%
Communication	9 190,00	6,25%
Coûts de structure	16 025,00	10,90%
Total	147 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCA Arts de la rue acquis	21 000,00	14,29%
DRAC Ile-de-France sollicité	20 000,00	13,61%
Région Ile-de-France	16 000,00	10,88%
Recettes propres	90 000,00	61,22%
Total	147 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048893 - COMPAGNIE DU 7 AU SOIR - CREATION - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	91 960,00 € HT	10,87 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DU 7 AU SOIR
Adresse administrative : 10 RUE HENRIETTE LEBON
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ROBILA GOUDJIL CARON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Le 7 au Soir est un collectif artistique qui, depuis 2013, monte les textes d'Yvan Corbineau en théâtre d'objets. La démarche de création de cette équipe est collective mais Yvan Corbineau et Elsa Hourcade co-signent la mise en scène depuis leur sortie du Théâtre National de Strasbourg. A ce jour, la compagnie a créé 3 spectacles : Mamie rôtie, Quelles têtes? la mort, l'amour et la mer et le bulldozer et l'olivier.
Le projet de création : Yvan Corbineau a commencé à écrire La Foutue Bande depuis l'opération Plomb durci sur Gaza en 2009. A travers ce recueil de texte polymorphe, il (nous) livre sa perception de la Palestine, un territoire fragile, morcelé et en constante mutation. Le projet scénique se compose de cinq grandes parties avec une scénographie adaptée pour chacune (La bande-Choeurs, la bande-Portraits, l'être territoire-Exil, la cartographie imaginaire et la colonisation cabaret). La musique et le son sont constitutives de la forme scénique. Au plateau 6 interprètes sont présents: 3 comédiens, 2 musiciens et 1 marionnettiste. En Ile-de-France, la foutue Bande est créée le 20 mars 2021 au Centre Culturel Jean Houdremont à la Courneuve et 4 autres représentations seront accueillies à l'ECAM au Kremlin Bicêtre, au théâtre de Chelles et aux Passerelles à Pontault Combault.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- CHAMPS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	50 542,00	54,96%
Charges techniques	36 208,00	39,37%
Communication	500,00	0,54%
Coût de structure	4 710,00	5,12%
Total	91 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France acquis	15 000,00	16,31%
Région Ile-de-France	10 000,00	10,87%
Département 77 sollicité	17 000,00	18,49%
EPCI VAllée de la MArne acquis	18 960,00	20,62%
Recettes propres	31 000,00	33,71%
Total	91 960,00	100,00%

DOSSIER N° EX048896 - L'YEUSE-Aide à la création en fonctionnement -CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	47 860,00 € HT	20,89 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION L'YEUSE
Adresse administrative	:	326 RUE DES PYRENEES 75020 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CLAIRE ZALC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créée en 2000, sous la double direction Olivier Renouf et Erika Zueneli la compagnie L'Yeuse porte en alternance les pièces de l'un et de l'autre mais aussi celles qu'ils font ensemble. Au coeur de leur travail se situe la question de l'homme et de sa nature ou de l'homme et de la nature. Tantôt l'art plastique occupe une place importante ; tantôt c'est une certaine théâtralité qui est à l'oeuvre. La compagnie reçoit l'aide au projet de la Drac Ile de France, du Théâtre Berthelot à Montreuil, du Parc Rentilly (77)
« Saccadit et le chevalier inexistant » est un solo chorégraphique tout public à partir de 5 ans, librement inspiré du roman "Le chevalier inexistant" d'Italo Calvino. Ce conte chorégraphique mettra en jeu le corps, la matière et l'imaginaire. Pour chacune de ses pièces, Olivier Renouf maniuple la matière comme matière de jeu et scénographie. Ici ce sera le sac qui sera à l'oeuvre. À la manière d'un « Jacques a dit », le danseur se transmute, le paysage se recompose et construit le voyage rêvé de Saccadit. 10 représentations sont actées dont 4 au théâtre hébertot de Montreil, 2 au Garde Chasse aux Lilas, 1 à Rentilly et 3 à Anis Gras à Arcueil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	26 898,00	52,89%
CHARGES TECHNIQUES	14 513,00	28,54%
COMMUNICATION	363,00	0,71%
"COÛTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20% "	9 086,00	17,86%
Total	50 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Direction et le service DRAC ILE DE France SOLLICITE	10 000,00	19,66%
"Région Île-de-France Aide à la création"SOLLICITE	13 000,00	25,56%
Montreuil	1 000,00	1,97%
AUTRES FINANCEMENTS	3 011,00	5,92%
RECETTES PROPRES	23 849,00	46,89%
Total	50 860,00	100,00%

DOSSIER N° EX048897 - ASSOCIATION ARCHIMUSIC-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	45 361,00 € HT	19,84 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCHIMUSIC
Adresse administrative : ASSOCIATION ARCHIMUSIC
92190 MEUDON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VALENTIN LEVEAU, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Collectif La Boutique explore les métissages entre cultures et entre disciplines, et promeut la circulation des artistes. Il réunit 4 musicien.ne.s classiques, 4 musiciens de jazz, et 1 administrateur. Autour d'eux s'est constituée une micro-galaxie d'artistes venus de toutes les disciplines et de tous les horizons, de la danse aux arts plastiques, de l'Europe à l'Afrique. Le Collectif La Boutique est l'héritier d'Archimusic, créé en 1993 par le saxophoniste Jean-Rémy Guédon, qui a quitté la compagnie en 2018. A Meudon (92), le collectif accueille le public chaque printemps et chaque automne au sein de son lieu de spectacle, la Boutique du Val. Au programme : étapes de travail, improvisations gastronomiques, concerts du classique au jazz, performance hybrides. Le collectif La boutique bénéficie du soutien de la DRAC et de la Région au titre de la Permanence artistique et culturelle.

"Madame Butterfly, l'envol" est né de la rencontre entre Emmanuelle Brunat, Arnaud Guillou et Céline Laly. Ils décident en 2018 de créer ensemble un micropéra : une production d'opéra capable de se produire dans les lieux les plus inattendus, et devant les publics les plus variés. En ligne de mire : créer une relecture de l'opéra phare de Puccini, Madame Butterfly, en mesure de se jouer à la Boutique du Val (théâtre de poche de 35 places) et au festival des Athénéennes à Genève (théâtre Alhambra de 750

places). Le projet est coproduit par le Centre d'art de Meudon et bénéficie du soutien de la DRAC (aide à la structuration) et de la Spedidam. Il sera diffusé à Meudon et à Paris (conservatoire Jacques Ibert).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite du différentiel de subvention régionale.

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	41 145,00	74,32%
Charges techniques	10 790,00	19,49%
Communication	3 426,00	6,19%
Total	55 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	3 650,00	6,59%
Fonpeps (acquis)	977,00	1,76%
Région IDF	19 000,00	34,32%
Spedidam	2 200,00	3,97%
Mécénat	6 500,00	11,74%
CISV (acquis)	15 445,00	27,90%
Recettes propres	7 589,00	13,71%
Total	55 361,00	100,00%

DOSSIER N° EX048899 - NOUVEAU THÉÂTRE DE MONTREUIL-Aide à la création en fonctionnement -CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	158 467,00 € HT	12,62 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOUVEAU THEATRE DE MONTREUIL
Adresse administrative : 10 PLACE JEAN JAURES
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame VERONIQUE BELLIN, Directrice adjointe

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Labellisé Centre Dramatique National en 2000, le Nouveau Théâtre de Montreuil est dirigé depuis 2011 par Mathieu Bauer, metteur en scène, musicien et cofondateur de la compagnie Sentimental Bourreau. La musique, notamment le théâtre musical, est un élément constitutif du projet de Mathieu Bauer dont l'un des enjeux artistiques est de briser la séparation classique entre création artistique et action culturelle en les mêlant intimement.
Depuis plus de cinq ans, la question du décloisonnement est au cœur du projet du lieu : entre les formes artistiques (théâtre, musique, cirque, marionnette, danse, documentaire), entre les matériaux mis en jeu au plateau (écrits provenant du théâtre, du cinéma, de la littérature ou de la philosophie) et entre les thématiques abordées. Celles-ci émanent tout aussi bien d'enjeux de société que d'enjeux qui relèvent de la construction même du théâtre.
Le théâtre dispose de deux salles, respectivement de 400 et 150 places, d'un studio de répétition.
Il est majoritairement soutenu par la DRAC, et bénéficie de subventions importantes du département et de la ville de Montreuil.

Pour cette création, la metteuse en scène Alice Laloy relie la musique et la marionnette ou le pantin en les

associant autour du souffle. Il est ici décliné en une figure musicale, un thème et plusieurs variations.
Alice Laloy met ici en scène un quatuor de cuivre jouant avec la vie et la mort, célébrant la puissance du souffle de la vie et rendant à la respiration son caractère banalement précieux. Le lyrisme des cuivres est contrebalancé par l'apparence décalée et expérimentale de poumons mécaniques. Comme dans ses précédentes créations, elle questionne la part de l'inanimé dans le vivant. Elle construira une trame rythmique et musicale comme squelette constitutif de la dramaturgie.
Alice Laloy esr artiste associée du Mouffetard-Théâtre depuis 2018 pour 4 années, ainsi qu'au CDN Grand Est à Colmar.
18 représentations sont prévues, 17 à Montreuil, 1 à Clamart.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	61 770,00	34,61%
Charges techniques	113 297,00	63,48%
Communication	3 400,00	1,91%
Total	178 467,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la création	40 000,00	22,41%
DRAC Île-de-France (acquis)	15 000,00	8,40%
SACD (sollicité)	3 000,00	1,68%
Spedidam (sollicité)	6 000,00	3,36%
Artcena (sollicité)	16 000,00	8,97%
Recettes propres	98 467,00	55,17%
Total	178 467,00	100,00%

DOSSIER N° EX048901 - ASSOCIATION AÉROSTAT MARIONETTES KIOSQUE-Aide à la création en fonctionnement-CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	76 500,00 € HT	13,07 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMK AEROSTAT MARIONNETTES KIOSQUE
Adresse administrative	:	1 RUE VOLANT 92000 NANTERRE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ISABELLE CLEMENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Issue des arts de la marionnette et du théâtre contemporain, la Compagnie AMK est dirigée depuis 2000 par Cécile Fraysse, artiste marionnettiste et plasticienne. La ligne artistique de la compagnie a progressivement évolué vers l'expérimentation d'installations-spectacles pluridisciplinaires tout en s'interrogeant sur la place du public au cours de la représentation scénique. Après avoir majoritairement travaillé en direction des adultes, la compagnie s'adresse désormais au jeune public voire au très jeune public, ainsi qu'aux adultes encadrants. Depuis Octobre 2019, La compagnie AMK est artiste associé au Théâtre Dunois pour la co-gestion du Théâtre du Parc Floral (Paris 12). Elle est conventionnée par la Drac Ile-de-France. "
Le projet : "NID" est un spectacle tout terrain (intérieur, extérieur) adressé aux enfants à partir de 18 mois qui explore la thématique du chemin de vie, empruntant la symbolique des quatre éléments autour des écrits de G. Bachelard. Il se structure en 5 étapes ou "jardins": Eau, Terre, Feu, Air et Cosmos. Enfants et accompagnants s'installent en cercle autour d'une scénographie sous forme de grand tapis d'éveil de 4m de diamètre qui se déploie, sur un rythme contemplatif en paysages imaginaires élaborés à partir de tricots, textiles, objets brodés et marionnettes poupées. Une danseuse acrobate anime les éléments

visuels tandis qu'un chant de Hildegarde Von Bingen accompagne les différentes étapes du spectacle. Crée en janvier 2021 au Théâtre du Parc Floral pendant 20 représentations, il sera également diffusé à la Scène conventionné Jean Houdremont à La Courneuve (93).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite du montant des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	36 359,00	47,53%
Dépenses techniques	24 920,00	32,58%
Communication	7 500,00	9,80%
Coûts de structure	7 721,00	10,09%
Total	76 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France	15 000,00	19,61%
Région Aide à la création sollicité	10 000,00	13,07%
Région PAC acquis	13 000,00	16,99%
Sociétés civiles	7 500,00	9,80%
Recettes propres	25 000,00	32,68%
Mairie de PAris sollicité	6 000,00	7,84%
Total	76 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048902 - LAURENT CARRIER DIFFUSION - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	62 000,00 € HT	19,35 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAURENT CARRIER DIFFUSION
Adresse administrative : 29 RUE VERON
75018 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur LAURENT CARRIER, GERANT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la pris en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Laurent Carrier Diffusion (marque commerciale COLORE) est une structure d'entrepreneur de tournée orientée majoritairement vers la production et la diffusion de projets créatifs dans le champ esthétique du jazz. Elle propose des artistes au réseau de diffusion jazz et généraliste, en France et à l'étranger. Elle accompagne le développement d'artistes émergents tel Laura Perrudin, Leïla Martial, Eve Risser, qui a bénéficié de l'aide régionale à la création.

"AKA" est une création musicale inter-culturelle, co-dirigée par l'une des artistes féminines les plus en vue de la scène jazz actuelle Leïla Martial (prix du Jazz vocal de l'Académie du jazz, artiste associée de la Scène Nationale du Jura) et un artiste chanteur et body percussionniste Rémi Leclerc. Elle réunira 3 vocalistes français et 5 chanteuses et musiciens pygmées rencontrés en République du Congo grâce à Africolor et un ethno-musicologue. La démarche est autant artistique qu'ethnologique car elle cherche à faire connaître les polyphonies pygmées en partant de yodles traditionnels et en les mêlant à des improvisations jazz. Elle vise à l'égalité dans l'acte de création. Un documentaire sera réalisé à l'occasion. Elle compte 7 coproducteurs, dont Africolor. 29 jours de répétitions sont prévus. 9 représentations sont confirmées dont 3 en Île-de-France (La Barbacane à Beynes (78), Théâtre de Vanves (92), Musiques au

Comptoir (94)).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- BEYNES
- VANVES
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	48 329,00	74,35%
Charges techniques	3 159,00	4,86%
Communication	1 250,00	1,92%
Cpûts de structure	12 262,00	18,86%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la création	15 000,00	23,08%
Département 94 (sollicité)	8 000,00	12,31%
Ville de Fontenay-sous-Bois (sollicité)	2 210,00	3,40%
Adami (acquis)	4 000,00	6,15%
CNV (sollicité)	5 000,00	7,69%
Recettes propres	30 790,00	47,37%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048904 - COMPAGNIE 0 10 - création en fonctionnement - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001011)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en fonctionnement dans le domaine du spectacle vivant	155 578,00 € TTC	11,57 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE 0 10
Adresse administrative : COMPAGNIE 0 10
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ADELINE BODIN, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Fondée en 2006 par Laëtitia Guédon, la Compagnie 0,10 réunit des artistes ancrés dans la création théâtrale, mais aussi dans des activités relatives à la transmission artistique. Chaque spectacle s'accompagne de projets d'actions artistiques innovants, qui infusent sur le territoire dans lequel se développe la création et font l'objet de partenariats avec les structures culturelles, associatives et scolaires.
La compagnie a pour particularité d'imaginer des spectacles « indisciplinés ». Elle collabore avec des musiciens, vidéastes, scénographes et auteurs impliqués dès l'écriture du projet, dans l'objectif d'établir une plus grande porosité entre les différents arts de la scène.
Depuis 2009, Laetitia Guédon met a l'honneur un répertoire contemporain et ré-interroge les mythes. Laëtitia Guédon est artiste associée à la Comédie de Caen depuis 2015. En 2016, elle a pris la direction des Plateaux sauvages dans le 20è arrondissement de Paris.

Le projet proposé est une pièce de théâtre intitulée "Penthésilé.e.s amazonamachies". Tour à tour guerrière insatiable de violence et de mots, corps métamorphosé mi-femme-mi-homme mi-animal, ou déesse au langage vocal insondable, Penthésilée est la reine des Amazones mais aussi une des figures féminines de la guerre de Troie. Face à Achille, elle est puissance et fragilité, malmenée par des

décisions impossibles. En demandant à Marie Dilasser d'écrire un Penthésilée pour les temps d'aujourd'hui et dans une langue dégenrée la metteuse en scène Laetitia Guédon souhaite parler des espaces de révélations offerts aux femmes. Le projet bénéficie de l'aide au projet de la DRAC. Il est coproduit par le Festival d'Avignon, le Théâtre des Ilets, la Comédie de Caen, l'Artchipel et le Tropiques Atrium ainsi qu'en industrie par les Plateaux Sauvages. Il sera diffusé en janvier 21 en Ile-de-France aux Plateaux Sauvages et au TQI.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	78 114,00	43,99%
Charges techniques	76 529,00	43,10%
Communication	4 300,00	2,42%
Part de coûts de structure	18 635,00	10,49%
Total	177 578,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	18 000,00	10,14%
Région Création	40 000,00	22,53%
Sociétés civiles	51 000,00	28,72%
Recettes propres	68 578,00	38,62%
Total	177 578,00	100,00%

DOSSIER N° EX048685 - Aide à la création en investissement - COMPAGNIE OPOSITO - LE MOULIN FONDU CNAREP - 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant (n° 00001012)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	314 369,00 € HT	9,54 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE OPOSITO
Adresse administrative : 3 RUE MARCEL BOURGOGNE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudine DUSSOLLIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Jean-Raymond Jacob propose un nouveau spectacle en mouvement, pour 12 interprètes, acteurs, musiciens, danseurs et chanteurs, construit comme un manifeste en musique contre les idées reçues et les préjugés.
Inspiré de jeunes artistes noirs rencontrés à Garges-lès-Gonesse et dans le Val d'Oise, ce spectacle sera construit en écho avec chacun des interprètes et mettra en exergue leur talent, la richesse de leur parcours et la modernité de leur culture, d'ici et d'ailleurs.
"Peaux bleus" donne vie à un groupe de musiciennes et musiciens qui voyagent de ville en ville pour y donner leur concert. La musique qui est l'un des éléments fédérateurs de la troupe, sera composé par Michel Taïeb. Le texte sera chanté ou clamé. Le spectacle se déroule en 2 actes et va se déployer sur un parcours constitué de 5 stations et d'un espace final.
Le spectacle sera créé au Festival Les Turbulantes (59) et sera diffusé en Île-de-France au Bourget, Garges et Orly
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	179 939,00	55,47%
CHARGES TECHNIQUES	93 186,00	28,73%
COMMUNICATION	14 894,00	4,59%
COUTS DE STRUCTURE	36 350,00	11,21%
Total	324 369,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture - DGCA (sollicité)	40 000,00	12,33%
DRAC Ile-de-France - Quote part conventionnement (acquis)	48 993,00	15,10%
Région Ile-de-France	40 000,00	12,33%
AUTRES FINANCEMENTS	32 000,00	9,87%
RECETTES PROPRES	163 376,00	50,37%
Total	324 369,00	100,00%

DOSSIER N° EX048695 - Aide à la création en investissement - LE SINGE - 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant (n° 00001012)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	375 000,00 € HT	8,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SINGE
Adresse administrative : 17 RUE MARCEAU
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EVELYNE LEQUESNE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Sylvain Creuzevault fonde en 2002 le théâtre Dores et déjà avec des comédiens issus du CNSAD avec lesquels il monte plusieurs projets, avant de fonder dix ans plus tard, Le Singe, la structure qui porte actuellement ses créations. Son travail s'inscrit dans des temps longs de recherches, de répétitions, de création. Discussions, lectures, écriture, servent de base à l'improvisation et à la construction des pièces de la compagnie.
Plusieurs créations ont vu le jour qui ont beaucoup tourné en France et à l'étranger, parmi lesquelles « Notre terreur », « Le Capital et son Singe », « Angelus Novus AntiFaust », « Les Démons », « Banquet Capital », « Les Tourmentes ». Sylvain Creuzevault est artiste associé à l'Odéon Théâtre de l'Europe, sa compagnie est soutenue par la DGCA à hauteur 150 000 €.
La pièce est une adaptation du roman de Fédor Dostoïevski, dans la traduction d'André Markowicz, avec une équipe d'acteurs.trices, de créateurs.trices et de technicien.nes fidèles collaborateurs de la compagnie. Après la mise en scène des Démons en 2018, l'équipe poursuit son investigation dans l'oeuvre du romancier russe afin de déployer entre son époque et la nôtre une chambre d'écho où s'affrontent les voix théologiques et politiques sur fond de parricide.Les répétitions auront lieu entre juin et octobre 2020 au Théâtre de l'Odéon à Paris. Le Festival d'Automne, le Théâtre de l'Odéon sont d'importants partenaires à côté des scènes labelisées de Brive, Annecy et Montpellier. La pièce est

programmée au théâtre de l'Odéon et et à la scène nationale de Cergy dans le cadre du festival d'Automne. En plus des 30 représentations programmées en Ile de France, 14 représentations sont prévues par ailleurs en France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	247 700,00	55,66%
CHARGES TECHNIQUES	166 545,00	37,43%
COMMUNICATION	2 000,00	0,45%
COUTS DE STRUCTURE DANS LA LIMITE DE 20%	28 755,00	6,46%
Total	445 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	130 000,00	29,21%
Région Ile-de-France	100 000,00	22,47%
RECETTES PROPRES	215 000,00	48,31%
Total	445 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048716 - Aide à la création investissement - ASSOCIATION ASANISIMASA - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant (n° 00001012)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	301 000,00 € HT	8,31 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASANISIMASA
Adresse administrative : 35 RUE DES PETITS CARREAUX
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE SCHATZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Au début des années 60, un jeune physicien français au génie précoce et un auteur de science-fiction soviétique travaillent sans le savoir sur le même concept : l'existence d'univers parallèles au nôtre, qui expliquerait la nature même de notre réalité. Quelques décennies plus tard, leurs enfants - le leader d'un groupe de rock et une futurologue - sont chacun hantés par l'héritage paternel et confrontés au même moment à d'étranges évènements...
Frédéric Sonntag poursuit son exploration des mythologies de la culture pop, de l'histoire des idéologies et des mutations du capitalisme.
Le spectacle sera créé au Nouveau théâtre de Montreuil et sera diffusé en tout une vingtaine de dates en Île-de-France au Nouveau théâtre de Montreuil, Théâtre Sénart et Points Communs
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :

- LIEUSAINT
- MONTREUIL
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	159 045,21	48,79%
CHARGES TECHNIQUES	132 604,75	40,68%
COMMUNICATION	4 250,00	1,30%
COÛTS DE STRUCTURE	30 100,04	9,23%
Total	326 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Quote part conventionnement DRAC IdF (acquis)	50 000,00	15,34%
Région IdF Aide à la création	50 000,00	15,34%
AUTRES FINANCEMENTS	21 400,00	6,56%
RECETTES PROPRES	204 600,00	62,76%
Total	326 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048723 - Aide à la création en investissement - EN VOTRE COMPAGNIE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant (n° 00001012)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la création en investissement dans le domaine du Spectacle Vivant	151 000,00 € HT	13,25 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EN VOTRE COMPAGNIE
Adresse administrative : EN VOTRE COMPAGNIE
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARINE BIROT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
À partir de la pièce "On Purge bébé" de Feydeau, vaudeville de 1910, Emelyne Bayart entend poursuive son étude du couple et du rapport homme femme déjà exploré dans ses 3 récitals précédents. La pièce sera ponctuée de chansons contemporaines de Feydeau. La pièce sera créée au Théâtre Montansier en octobre 2020 puis représentée pour une longue série au Théâtre de L'Atelier à Paris avant une tournée dans plusieurs villes d'Ile de France notamment à Clichy, Herblay, Antony, Rueil-Malmaison....au total 11 représentations franciliennes hors celles à l'Atelier à Paris. La pièce est coproduite par le Théâtre Montansier de Versailles et de l'Atelier à Paris.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du poucentage autorisé.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	78 168,00	50,11%
Technique	62 622,00	40,14%
Communication	210,00	0,13%
Structure	15 000,00	9,62%
Total	156 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 000,00	16,03%
ADAMI (sollicité)	15 000,00	9,62%
Recettes propres	116 000,00	74,36%
Total	156 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-199

DOSSIER N° EX048164 - Réseaux franciliens - COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF - CP 27MAI 2020

Dispositif : Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001014)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux franciliens dans le domaine du spectacle vivant	119 256,00 € TTC	16,77 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COLLECTIF CULTURE BAR-BARS PARIS/IDF
Adresse administrative	:	44 RUE SAINT DENIS 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ALEXANDRE DROSNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le Collectif Culture Bar Bars est un réseau national qui rassemble les petits lieux de diffusion de spectacle vivant (moins de 200 places), les cafés-cultures qui jouent un rôle important pour l'émergence et la diffusion artistique. Le réseau francilien s'est développé avec la création, en 2011, d'une antenne francilienne avec une structure ad hoc et équipe dédiée. Il accompagne la professionnalisation des adhérents, articule son intervention avec toute la filière et mobilise les collectivités, les lieux et institutions sur les problématiques des nuisances sonores. Le réseau francilien est passé de 30 adhérents en 2011 à 141 en 2019, majoritairement sur Paris et petite couronne.
En 2019, le réseau a développé un plan stratégique d'animation du réseau en grande couronne. Une quarantaine de lieux de grande couronne ont été identifiés avec un premier diagnostic de leurs besoins, ce en lien aussi avec les scènes de musiques actuelles et le réseau RIF. Il a poursuivi l'animation et la mobilisation des adhérents sur des échanges à l'échelle régionale mais aussi européenne (plateforme de coopération européenne sur la vie nocturne...), mis en place des outils d'information, renforcé l'accompagnement individualisé des adhérents sur l'ensemble de leurs problématiques (vie nocturne, organisation de concerts, juridique...), des coopérations artistiques avec le Disquaire Day avec la Paris Electronic Week et avec le Festival Onze Bouge ont été menées, la valorisation des lieux au travers du festival cultures bars bar a impliqué moins de lieux (8 lieux majoritairement parisiens) , en raison de suite à une nouvelle réglementation restrictive de la préfecture. Ce qui évoluera favorablement pour 2020. Les lieux franciliens ont été associé au travail de réflexion et d'évolution législative du décret son avec l 'Etat et les collectivités franciliennes, des acteurs de la filière nationale et des acteurs de la filière francilienne.

En 2020, les axes principaux seront dédiés à la mobilisation et son diagnostic des besoins des lieux de la grande couronne, tout en travaillant également sur la petite couronne; la poursuite des actions de conseil individualisés et les rencontres collectives, la mutualisation d'outils notamment sur l'étude d'impact (décret son), développer le festival culture bar bars en grande couronne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses prévisionnelles de fonctionnement sont prises en compte déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

DOSSIER N° EX048755 - L'USINE À LIEGES-Aides à la diffusion des œuvres -CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	61 400,00 € TTC	8,14 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'USINE LIEGES
Adresse administrative : 9 RUE JULES VALL S
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LAURE GRISINGER, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
LA structure : Laure Grisinger, dramaturge et metteuse en scène, débute en 2014 en tant qu'assistante à la mise en scène de Christian Benedetti et collabore ensuite à la dramaturgie avec différents artistes dont Elsa Granat et Stéphane Schoukroun. Depuis 2018, elle est co-directrice de L'Usine à Lièges avec Edith Proust - comédienne/clown. Ensemble, elles créent notamment "Le Projet Georges" (37 représentation), diffusé à Châlon dans la rue et préparent "Georges" qui sera accueilli en résidence à l'Espace Périphérique. Laure Grisinger mène également des ateliers d'écriture dans les collèges et lycées franciliens.
Le projet : "La civilisation c'est par où" est un des projets lauréat du dispositif initié par la DGCA et la SACD "Ecrire pour la Rue". D'Octobre 2019 à mai 2020,10 jeunes âgés de 16 à 26 ans, de milieux sociaux hétérogènes et de cultures plurielles qui vivent sur le même territoire (Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel) mais qui ne se connaissaient pas, se sont rassemblés tous les samedis à Garges-lès-Gonesse, avec deux plasticien.ne.s et un philosophe, pour interroger les repères à l'intérieur desquels nous sommes appelés à donner formes à nos existences, jusqu'à imaginer et construire ensemble des lieux pour se représenter et habiter le monde. Ce spectacle immersif et déambulatoire sera créé les 16 et 17 mai prochain lors du Festival des rencontres d'ici et d'ailleurs à Garges-Lès-Gonesse.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	38 687,00	54,18%
Dépenses techniques et logistiques	19 313,00	27,05%
Communication	5 600,00	7,84%
Coûts de structure	7 800,00	10,92%
Total	71 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	21,01%
DGCA acquis	5 700,00	7,98%
DRAC Ile-de-France acquis	15 000,00	21,01%
Etat Politique de la ville sollicité	15 000,00	21,01%
SACD	1 200,00	1,68%
Mécénat	13 500,00	18,91%
Recettes propres	6 000,00	8,40%
Total	71 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX048759 - THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE-Aides à la diffusion des œuvres (Fonctionnement)

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	43 400,00 € HT	23,04 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA TEMPETE
Adresse administrative : ROUTE DU CHAMP DE MANOEUVRES
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur GUILLAUME MOOG, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Théâtre de la Tempête, qui accueille près de 300 représentations par an, s'est donné pour mission d'offrir un espace de création à des compagnies sans lieu d'implantation en Ile-de-France. La longue durée d'exploitation des spectacles permet aux œuvres de toucher un large public (elle laisse le temps au bouche à oreille de porter ses fruits), aux acteurs de continuer de mûrir leur travail en jeu et donc aux spectacles de s'épanouir pleinement ; elle permet aussi aux compagnies de faire venir la presse et les professionnels en vue d'une tournée nationale, ce qui fait de la Tempête un lieu clé dans la diffusion des spectacles des compagnies indépendantes et des équipes implantées en province. Dirigé par Clément Poirée depuis 2017, le théâtre met en œuvre toutes les activités du spectacle vivant, de la production à l'exploitation et la diffusion des spectacles, de la formation des artistes professionnels aux activités d'enseignement et de médiation dans les établissements scolaires. Le Théâtre est soutenu par la DGCA, la Ville de Paris et la Région au titre de la permanence artistique et culturelle."

Un spectacle alerte, drôle et tendre sur l'enfance (avec le regard si peu connu du maitre d'école) à travers l'expérience réelle du comédien Sébastien Bravard. Après les attentats de 2015, il ressent le besoin de "se rendre utile", se présente au concours de professeur des écoles et, en 2017, fait sa première rentrée

d'enseignant stagiaire en classe de CM1. Au-delà des anecdotes, qu'il prend d'ailleurs soin de ne pas surdoser, au-delà de la simple restitution du quotidien d'un apprenti-enseignant, la force du spectacle réside dans le lien que Sébastien Bravard tisse entre le monde de l'école et celui du théâtre. Deux mondes qui communiquent, où s'exerce l'apprentissage de la citoyenneté, où la magie du verbe s'incarne parfois, où l'imaginaire et le sens sont pareillement convoqués. La pièce est un solo de Sébastien Bravard mis en scène par Clément Poirée. Elle a été jouée 10 fois en Ile-de-France et sera diffusée dans 3 départements : 92, 94, 75 (Théâtre Jacques Carat, ECAM, Fontenay en Scène, Théâtre de la Tempête, La Grange Dimière, Centre d'art et de Culture de Meudon, Théâtre de Saint Maur).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PARIS
- MEUDON
- CACHAN
- FRESNES
- LE KREMLIN-BICETRE
- FONTENAY-SOUS-BOIS
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	12 879,00	29,68%
Charges techniques	24 334,00	56,07%
Part des coûts de structure	6 187,00	14,26%
Total	43 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Diffusion	10 000,00	23,04%
Recettes propres	33 400,00	76,96%
Total	43 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX048764 - THEATRE ROMAIN ROLLAND-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	77 179,00 € HT	15,55 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ROMAIN ROLLAND
Adresse administrative : 18 RUE EUGENE VARLIN
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARTIAL ROGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le Théâtre Romain Rolland développe chaque année des productions déléguées autour des écritures de plateau. Il leur fournit un lieu de répétition sur une longue période et un apport financier et une série de plusieurs représentations. Après David Farjon en 2019 qui a reçu l'aide à la création de la Région, il accompagne en 2020 Alexandre Zeff et sa compagnie Camera Oscura. Alexandre Zeff est un artiste repéré notamment grâce à un travail autour de Koffi Kwahulé, sélectionné au Festival Impatience puis joué au Théâtre de la Colline. Alexandre Zeff est artiste associé au Théâtre de la Cité internationale où il met en oeuvre le programme de Cohésion sociale 2019-2020 avec une vingtaine de structures en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale, de la Justice, la DRAC Île-de-France, la Mairie de Parie et la Région Île-de-France.

La demande porte sur 18 représentations dont 12 au TCI (du 19/11 au 3/12) pour une pièce avec 11 personnes en tournée) sur un texte contemporain de Nathacha Appanah, "Tropique de la violence". Construit comme un thriller, ce récit raconte une jeunesse livrée à elle-même au cœur du plus grand bidonville de France à Mayotte et interroge la conscience citoyenne. C'est un spectacle transdisciplinaire où fusionnent le théâtre, la vidéo, la danse, la musique live. Le dispositif scénographique changera de

visage et de matière au gré du récit, des projections vidéo, du niveau d'eau...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	32 313,00	40,30%
Dépenses techniques, logistique, sécurité	27 641,00	34,47%
Actions artistiques et culturelles	6 250,00	7,80%
Communication	6 800,00	8,48%
Coûts de structure	7 175,00	8,95%
Total	80 179,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - Aide à la diffusion	15 000,00	18,71%
Contrats de cession	39 000,00	48,64%
Apport Théâtre Romain Rolland	26 179,00	32,65%
Total	80 179,00	100,00%

DOSSIER N° EX048765 - TOUT UN CIEL-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	38 040,00 € TTC	26,29 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TOUT UN CIEL
Adresse administrative	:	15 PASSAGE RAMEY 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame SANDRA KORCHIA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Elsa Granat, autrice et metteuse-en-scène, tisse une écriture traversée de la vie des acteurs, de textes classiques, de mémoire collective pour créer son univers tragi-comique. Depuis 2015, la compagnie a été accompagnée dans sa structuration par ARCADI.
Elle a bénéficié du soutien du Théâtre Studio d'Alfortville et d'une résidence en milieu scolaire à La Ferme de Bel Ebat. Elle a été plusieurs fois accueillie en résidence au Centquatre à Paris, à la Chartreuse, à La Distillerie, au Carreau du Temple. Les spectacles ont été représentés à Paris au Théâtre de la Cite internationale, à la Loge, à la Grange Dimière lors des Théâtrales Charles Dullin, au Théâtre Studio et à la Tempête. En région notamment, à l'Espace des arts de Chalon-sur-Saône, Le Festival Art & Déchirures.

C'est dimanche. Notre héroïne vit une soirée calme avec le nouvel homme, celui du présent. Et le passé revient. Il est intrigant-monstrueux-passionnant, il est en crise maniaque. Il va au bout de sa puissance et nous tend un miroir libérateur. Il remet en jeu l'amour, l'institution, la psychiatrie. L'homme excité cherche son ancien foyer, le lieu où il pourra reconstituer son identité annulée par la maladie et les traitements confondus.
La pièce pose la question fondamentale du besoin d'appartenance. Refusés partout, intégrés nulle part, les errants deviennent fous.

V.I.T.R.I.O.L met en scène ce risque social et collectif que nous encourrons quand nous ne mettons pas cette préoccupation fondamentale au centre de nos civilisations. La pièce est diffusée en série au Théâtre de la Tempête.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	33 922,00	69,17%
Charges techniques	1 000,00	2,04%
Communication	5 600,00	11,42%
Part des coûts de structure	8 518,00	17,37%
Total	49 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonpeps	10 800,00	22,02%
Région IDF Diffusion	21 000,00	42,82%
Ville de Paris (acquis)	5 240,00	10,69%
Recettes propres	12 000,00	24,47%
Total	49 040,00	100,00%

DOSSIER N° EX048776 - LES AMIS DE LA COMPAGNIE EN EAUX TROUBLES-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	16 906,00 € TTC	29,58 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE LA COMPAGNIE EN EAUX TROUBLES
Adresse administrative : 6 RUE BOINOD 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC STOJANOVIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date de démarrage du projet.

Description :
La Compagnie en Eaux Troubles a été créée en 2012 à l'Université Paris 3 et a été repérée notamment par le dispositif Acte & Fac au Théâtre de la Bastille en 2014. Paul Balagué est le metteur en scène de la Compagnie. Elle est un rassemblement de créateurs, une troupe forte et nombreuse. La compagnie privilégie les grandes œuvres de fiction humanistes et sociales, interrogeant le rêve d'un monde meilleur et les rapports des hommes entre eux. Elle privilégie un processus de recherche de théâtre dépouillé et suggestif, mêlant culture actuelle et théâtre de tréteaux, ludisme et fiction, questions contemporaines et mondes imaginaires. Elle se considère aussi comme laboratoire citoyen.

La pièce "Chroniques Pirates" plonge au cœur d'une période de l'Histoire parmi les plus déformées, controversées, fantasmées et oubliées : l'Âge dor de la piraterie dans les Caraïbes du début du XVIII. À partir des recherches historiques de Marcus Rediker et des histoires compilées de Daniel Defoe, et à travers l'histoire de Tristan, un jeune paysan embarqué de force pour les colonies du Nouveau Monde, "Chroniques Pirates" retrace l'aventure de ces marins, mutins, bandits, révoltés, déportés, migrants, assassins, aventuriers, violeurs, libérateurs... qui poussés par la rage, la faim, et l'envie d'autre chose

inventeront la République de Nassau et fomenteront la première révolte populaire contre le capitalisme mondial naissant. La pièce est diffusée en série à l'Echangeur à Bagnolet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement déduction faite du différentiel de suvbventionnement régional.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	14 452,00	65,97%
Charges techniques	4 720,00	21,55%
Part de coûts de structure	2 734,00	12,48%
Total	21 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONPEPS	4 887,00	22,31%
Région Diffusion	10 000,00	45,65%
Sociétés civiles	2 000,00	9,13%
Mécénat	1 000,00	4,56%
Recettes propres	4 019,00	18,35%
Total	21 906,00	100,00%

DOSSIER N° EX048787 - ZÉBULINE-Aides à la diffusion des œuvres (fonctionnement)-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	9 124,00 € TTC	32,88 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZEBULINE
Adresse administrative : 77 RUE DES CITES
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCK DELAUNAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Depuis 2010, la compagnie Zébuline, qui multiplie les supports de narration, a créé 5 spectacles à destination du jeune public. La compagnie est co-dirigée par Marion Clément Thomas et Julie Le Rossignol Guéant qui se sont rencontrées à l'école de théâtre l'Eponyme, toutes deux metteuses en scènes et interprètes. La compagnie est une des compagnies en résidence à la Villa Mais d'Ici à Aubervilliers.
Le projet : "Pierre Lapin est une femme" est un spectacle, mêlant théâtre et marionnettes, d'après la vie et l'œuvre de Beatrix Potter, une des premières autrices à succès de littérature jeunesse de l'époque victorienne. Ecrit par Marion Clément-Thomas, ce spectacle jeune public à partir de 6 ans, traite de l'égalité femme homme. La compagnie Zébuline a été accueillie par la compagnie Acta à Villers le Bel dans le cadre de Pépite, le pôle d'accompagnement à la création Jeune Public. 19 représentations auront lieu à la Manufacture des Abbesses à Paris et 3 représentations scolaires au Chapiteau de la Fontaine aux Images à Clichy sous Bois.

"

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnale inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	7 844,00	67,89%
Dépenses techniques et logistiques	1 648,00	14,26%
Communication	1 435,00	12,42%
Coûts de structure	627,00	5,43%
Total	11 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 430,00	47,00%
Fonpeps confirmé	1 444,00	12,50%
Recettes propres	4 680,00	40,51%
Total	11 554,00	100,00%

DOSSIER N° EX048790 - ASS THEATRE PARIS VILLETTE-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	45 363,00 € HT	16,53 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS THEATRE PARIS VILLETTE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ZAHIA ZIOUANI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 mars 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : Depuis 2013, Le Théâtre Paris Villette est dirigé par Valérie Dassonville et Adrien de Van. La Compagnie Amonine a elle été créée en décembre 2014 par Cléa Petrolesi (comédienne, autrice et metteuse en scène) et Marie-Laure Ravau (danseuse et chorégraphe). Amonine signifie "On y va!" en sicilien, ce qui inscrit la compagnie sur les questions de l'exil, du mouvement et du bassin méditerranéen. La compagnie décide de confier la production déléguée de son troisième spectacle "Enterre-moi mon amour", au Théâtre Paris-Villette qui l'accueille également en résidence. La compagnie anime également des ateliers pédagogiques à destination d'adolescents.
Le Projet : Un soir de décembre 2015, Cléa Petrolesi découvre sur Lemonde.fr l'article de Lucie Soullier : « Le voyage d'une migrante syrienne à
travers son fil whatsapp », un récit qui, sous des allures faussement
anodines, nous rend compte d'une odyssée tristement contemporaine. Elle imagine alors un spectacle où images projetées, images papier, extraits sonores, mots, voix et corps coexistent comme une partition polyphonique. Pour cela, elle s'entoure d'un artiste numérique - Benoît Lahoz- et d'une photographe, Caroline Gervay. "Enterre-moi mon amour" est créé au Théâtre Paris Villette avec 14 représentations. Il sera également diffusé au Théâtre Jean Vilar de Vitry sur Seine (94) et à la Barbacane de Beynes (78).

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	17 875,00	33,81%
Dépenses techniques et logistiques	9 429,00	17,84%
Actions artistiques et culturelles	1 702,00	3,22%
Communication	12 000,00	22,70%
Coûts de structure	11 857,00	22,43%
Total	52 863,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	28,38%
Sociétés civiles acquis	13 506,00	25,55%
Recettes propres	24 357,00	46,08%
Total	52 863,00	100,00%

DOSSIER N° EX048791 - ETAT D'ESPRIT PRODUCTIONS-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	51 255,00 € TTC	15,61 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETAT D'ESPRIT PRODUCTIONS
Adresse administrative : 35 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE-SOPHIE DUPOUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
C'est la 3ème pièce des frères Thabet. Autour de la parole de Raimondakis, un des derniers lépreux de lîle de Spinalonga, et de la figure de Narcisse, symbole de la beauté mais aussi de lamour et de lexil, Ali et Hèdi Thabet mettent en scène un spectacle total proche de l'opéra dans son intensité et dans sa forme accessible à tous.
Six danseurs et un comédien accompagnés sur scène par sept musiciens traditionnels et classiques, dont une mezzo-soprano qui interprétera des airs polyphoniques médiévaux et du Vivaldi, donneront corps à cette aventure poétique dont la 1ère aura lieu le 19 mai 2020 au Théâtre Jean Vilar Suresnes et ensuite repris à la MAC pour 2 représentations en janvier 2021. La cession frais annexes compris est de 22 880 €.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé.

Localisation géographique :

- SURESNES
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Artistique	18 600,00	27,66%
Techgnique, logistique et sécurité	20 055,00	29,82%
Communication	15 700,00	23,34%
Frais de structure	12 900,00	19,18%
Total	67 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 000,00	35,69%
Recettes propres	43 255,00	64,31%
Total	67 255,00	100,00%

DOSSIER N° EX048797 - LA FABRIQUE FASTIDIEUSE-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	65 660,00 € TTC	15,23 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FABRIQUE FASTIDIEUSE
Adresse administrative : C/O CCO JEAN-PIERRE LACHAIZE
69100 VILLEURBANNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RONAN CALARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : La Fabrique Fastidieuse est née à Lyon en 2008 de la rencontre entre 2 artistes Anne-Sophie Gabert plutôt interprète et Julie Lefebvre, plutôt chorégraphe. La compagnie a mené 5 créations à l'écriture chorégraphique singulière dans l'espace public de la rue et des théâtres.
Le projet : "Vendredi" est un spectacle immersif, une plongée chorégraphiée et théâtralisée dans le désir singulier et collectif de danser. Dans "Vendredi", on peut être spectateur ou acteur ou bien les deux! De la musique électronique, composée pour la pièce, est jouée en live. Chaque représentation de "Vendredi" est précédée d'un ""atelier complices"" pour guider le public.
Crée en 2017 au festival Furies à Chalons en Champagne, le spectacle composé de 12 personnes a beaucoup tourné (45 représentations mais peu en Ile-de-France (2 représentations). 5 lieux franciliens se sont positionnés en 2020 pour accueillir "Vendredi" avec 7 représentations de prévues et une reprise prévue au mois de mars.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- PARIS
- LES CHAPELLES-BOURBON
- CHATILLON
- ROMAINVILLE
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	49 064,00	74,72%
Dépenses techniques et logistiques	9 836,00	14,98%
Communication	600,00	0,91%
Coûts de structure	6 160,00	9,38%
Total	65 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	15,23%
DAC Paris acquis	2 500,00	3,81%
Société civile	4 300,00	6,55%
Recettes propres	48 860,00	74,41%
Total	65 660,00	100,00%

DOSSIER N° EX048799 - STAR THEATRE-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	21 270,00 € HT	28,21 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	STAR THEATRE
Adresse administrative	:	63 PL DU DR F LOBLIOGEOIS 75017 PARIS 17
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ANTOINE CASUBOLO FERRO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 27 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est le 1er janvier 2020

Description :
Star Théâtre a été créée en 1985 par Isabelle Starkier. La compagnie a produit plus de 20 spectacles dont "Le marchand de Venise" de Shakespeare (2003), "Monsieur de Pourceaugnac" de Molière (2008) ou "L'homme dans le plafond" de Timothy Daly (2011). Elle a été soutenue au titre de la Permanence artistique et culturelle de 2008 à 2015 (la compagnie est sortie du dispositif de la PAC en 2014 suite à une décision de la commission PAC en 2012). Elle a également été soutenue par des collectivités territoriales au titre de l'aide à la résidence et au projet.

La compagnie poursuit son compagnonnage avec l'auteur australien Timothy Daly (Le Bal de Kafka, l'Homme dans le plafond) pour proposer un huis-clos onirique qui met aux prises un ancien boxeur et une jeune délinquante. L'amour et la mort, les problèmes d'éthique, la relation humaine et fraternelle, la question de la transmission se nouent et se dénouent autour d'un combat impossible, grandiose et surhumain contre soi-même et contre sa propre disparition. Au travers de cette petite histoire d'amitié et de maïeutique, on entend le fracas de la grande Histoire : celle des attentats, d'une génération en chaos, d'une crise sans fin. La pièce sera diffusée au Sud Est Théâtre de Villeneuve Saint George, à l'Usine Hollander et au Théâtre Jacques Prévert d'Aulnay sous Bois.

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement prévisionnel déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	13 088,00	56,24%
Charges techniques	6 502,00	27,94%
Communication	250,00	1,07%
Part des coûts de structure	3 430,00	14,74%
Total	23 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF Diffusion	8 000,00	34,38%
Spedidam	2 500,00	10,74%
Recettes propres	12 770,00	54,88%
Total	23 270,00	100,00%

DOSSIER N° EX048807 - COLLECTIF 49 701-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	92 665,00 € HT	19,42 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF 49 701
Adresse administrative : 25 RUE THOLOZE
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL MAGIS, Responsable administratif

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Créée en association loi 1901 en 2013, le Collectif 49701 rassemble des auteurs, comédien(e)s et dramaturges, tous issus du Studio-Théâtre d'Asnières, qui se sont réunis autour d'un roman : « Les Trois Mousquetaires » d'Alexandre Dumas pour l'adapter en série théâtre. Le projet a débuté en 2012 avec la saison 1 et s'est achevé en 2018 avec la saison 6. De 2015 à 2020 le projet a cumulé plus de 185 représentations.

Le projet réunit le collectif autour d'un roman : « Les Trois Mousquetaires » d'Alexandre Dumas. Co-écrit et mis en scène à quatre mains (par Clara Hédouin et Jade Herbulot), leur projet est un « feuilleton » au plateau, une série théâtrale se composant de 19 épisodes regroupés en six saisons. Depuis les débuts en 2012, du fait de son dispositif immersif et de son envie de proposer, le Collectif a investi à la fois des châteaux en ruine et des bibliothèques de quartier, des centres dramatiques nationaux et l'espace public. Le projet de diffusion est la reprise de la série « Les Trois mousquetaires », il existe 6 saisons (chaque saison dure 1h30 à 2h30, composée de 3 épisodes, chacun faisant une trentaine de minutes).A l'heure actuelle, le projet se divise en deux cycles :
- Cycle 1 « Le Temps de l'honneur » : Saisons 1 à 3 (9 épisodes)

- Cycle 2 « Le Temps des assassins » : Saisons 4 à 6 (10 épisodes)
5 lieux sont confirmés et diffusent une ou plusieurs saisons. Le dispositif implique que pour chaque représentation, l'équipe trouve un espace autour du théâtre où la mise en scène se réadapte, s'invente.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- PARIS
- TORCY
- ANTONY
- TREMBLAY-EN-FRANCE
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	67 953,00	71,78%
Dépenses techniques, logistique, sécurité	10 265,00	10,84%
Coûts de structure	16 447,00	17,37%
Total	94 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la diffusion	20 000,00	21,13%
Ville de Paris (acquis)	2 000,00	2,11%
Recettes propres	72 665,00	76,76%
Total	94 665,00	100,00%

DOSSIER N° EX048847 - LES IDEES HEUREUSES-Aides à la diffusion des œuvres -CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	180 000,00 € HT	11,11 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES IDEES HEUREUSES
Adresse administrative : 7 RUE RAMEAU
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES PIRODON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La tournée de concerts en Ile de France prend la forme de plusieurs programmes aux esthétiques différentes, sous la direction du violoniste Julien Chauvin et sur instruments d'époque :
- 2 concerts "Concerti e arie teatrali" : musique baroque / concertos pour violon et airs d'opéra de Vivaldi
- 3 concerts "Symphonies de Salon" : musique de chambre / Beethoven & Reicha
- 1 concert "Les Quatre saisons" : musique baroque
- 1 concert "Si les Invalides m'étaient contées" : spectacle musical avec récitant autour de l'histoire des Invalides (pour leur tricentenaire)
- 1 opéra féérie "Cendrillon" d'Isouard, avec le Palazzetto Bru Zane
- 1 concert du Quatuor Cambini-Paris : musique classique Gounod / Beethoven

Ce projet de diffusion valorise en particulier des dates en grande couronne et la participation à une production lyrique
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des autres aides régionales

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- PARIS
- LIEUSAINT
- MASSY
- DOURDAN
- SAINT-LEU-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	162 500,00	81,25%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	5 500,00	2,75%
COMMUNICATION	1 000,00	0,50%
COÛTS DE STRUCTURE	31 000,00	15,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IdF (prorata aide au conventionnement) (acquis)	20 000,00	10,00%
Région IdF aide à la diffusion	25 000,00	12,50%
Région IdF prorata PAC (acquis)	15 000,00	7,50%
AUTRES FINANCEMENTS	12 000,00	6,00%
RECETTES PROPRES	128 000,00	64,00%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048848 - ORCHESTRE SYMPHONIQUE DIVERTIMENTO-Aides à la diffusion des œuvres (fonctionnement)-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	137 300,00 € TTC	21,85 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ORCHESTRE SYMPHONIQUE DIVERTIMENTO
Adresse administrative	:	PLACE MARCEL POINTET 93240 STAINS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BRIENT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
« Lenny, c'est l'histoire de ma rencontre avec Leonard Bernstein. Jeune, je ne pouvais m'identifier à une femme cheffe d'orchestre. Je me suis inspirée alors de deux grands chefs d'orchestre : Sergiu Celibidache qui m'a formée et Leonard Bernstein pour son énergie, ses compositions, ses inspirations et tout ce quil faisait résonner moi : une double culture, un parcours atypique, des valeurs humanistes, un engagement pour la transmission, une volonté de créer des liens avec les autres arts, d'autres cultures et d'autres univers musicaux.
Je souhaite donc vous faire voyager dans l'univers de Lenny, à travers ses oeuvres musicales énergiques, profondes, spirituelles, humoristiques, urbaines inspirées du jazz et des musiques latines." - Zahia Ziouani
Les représentations de ce projet lyrique sont prévues en grande couronne ou dans des lieux qui n'accueillent pas d'opéra
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des autres aides régionales.

Localisation géographique :

- MEAUX
- CLICHY-SOUS-BOIS
- STAINS
- SEVRAN
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CHARGES ARTISTIQUES	111 739,00	66,79%
DÉPENSES TECHNIQUES / LOGISTIQUES ET SECURITÉ	35 291,00	21,09%
ACTIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES	6 270,00	3,75%
COMMUNICATION	1 300,00	0,78%
COÛTS DE STRUCTURE	12 700,00	7,59%
Total	167 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat CGET (sollicité)	30 000,00	17,93%
Région IdF aide à la diffusion	40 000,00	23,91%
Région IdF PAC (acquis)	20 000,00	11,95%
CD 93 (acquis)	15 000,00	8,97%
AUTRES FINANCEMENTS	17 300,00	10,34%
RECETTES PROPRES	45 000,00	26,90%
Total	167 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX048849 - LA COMPAGNIE EN DELIAISON-Aides à la diffusion des œuvres-CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	52 890,00 € TTC	18,91 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE EN DELIAISON
Adresse administrative : 202 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANGELA DE VINCENZO, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
Le travail et la ligne artistique de la compagnie sont assurés par Jean-Paul Rouvrais et Cyril Hériard Dubreuil et axés sur les écritures contemporaines. Le projet de la compagnie est de les développer sur 3 pôles :
1. Ecrire et mettre en scène leurs propres textes : Cyril Hériard Dubreuil a écrit « Dévolution » qui poursuivra le cycle des Révolutions Passives, un ensemble de textes ayant des thématiques proches. Jean-Paul Rouvrais a écrit « Désastre ».
2. Un pôle d'intervention en milieu scolaire, et l'apprentissage du théâtre. En partenariat avec des lieux d'accueil, travailler avec les scolaires et les amateurs sur des formes prenant appuis sur des écritures contemporaines.
3. Un pôle chinois, dans lequel les deux précédents pôles se retrouveront : créer des spectacles en chinois à partir de textes contemporains français, pour les jouer en Chine, mais également en France pour développer un théâtre en direction des populations issues de l'immigration chinoise.

Ce projet présente un débat organisé entre Bernard Friot et un contradicteur libéral. Mais Bernard Friot ne vient pas. Le Modérateur décide d'annuler le débat. Un Gilet Jaune furieux d'être venu pour rien oblige le

Modérateur à prendre la place de B. Friot. Commence un débat houleux entre ces 3 personnes qui vont s'affronter sur des notions de valeur économique, de salaire à vie, de création monétaire, et d'État social. Le Modérateur qui organise le débat est proche des thèses de Friot. Il va endosser son costume sans son charisme. Le Contradicteur synthétise la pensée libérale : un mélange de M. Friedman, F. Hayek, G. Koenig, Y. Brook, J-M. Daniel. Le Gilet Jaune l'emblème actuel de la contestation venue de la rue. 3 Marionnettes seront également présentes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	21 857,00	40,20%
Dépenses techniques, logistique, sécurité	31 508,00	57,96%
Communication	1 000,00	1,84%
Total	54 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - aide à la diffusion	11 475,00	21,11%
DRAC Île-de-France (sollicité)	10 000,00	18,39%
Département 94 (sollicité)	2 000,00	3,68%
ADAMI (sollicité)	7 590,00	13,96%
Spedidam (acquis)	4 000,00	7,36%
Coproduction	4 628,00	8,51%
Recettes propres	14 672,00	26,99%
Total	54 365,00	100,00%

DOSSIER N° EX048889 - LA CONTROVERSE - AIDE A LA DIFFUSION - CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	28 760,00 € TTC	24,34 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CONTROVERSE
Adresse administrative : 13 RUE GISQUET
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE CHARLOTTE BIAIS, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : La Controverse est un collectif crée en 2009 et portée par Marie-Charlotte Biais et Jeanne Videau. La dernière création de la compagnie "Les Maîtres du monde" comptabilise envrion 50 représentations et a eu notamment comme partenaire la Ferme du Buisson, le Théâtre aux Mains nues, le Collectif 12 ou encore le Théâtre de l'Usine à Eragny. La compagnie bénéficie régulièrement de l'aide à la créaion de la DRAC Ile-de-Frznce.
Le projet : Le récit de "Karnaval", est un récit fantastique à partir d'un texte écrit par Marie-Charlotte Biais où mondes réel et mental se confondent. Karnaval parle d'une femme blanche qui rencontre une homme noir dans une exposition avec qui elle entame une histoire amoureuse mais qui va disparaitre brutalement ; alors qu'elle est à sa recherche, elle est happée par la foule d'un étrange carnaval. Crée en juin à l'Annexe de Romainville, 19 représentations sont prévues dont 10 en Ile-de-France. Le Théâtre de L'Usine à Eragny accueille 3 représentations du spectacle et un carnaval dans les rues sera créé comme extension du spectacle. Un volet d'actions culturelles y sera également développé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable correspond au budget proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	13 528,00	38,92%
Dépenses techniques et logistiques	13 801,00	39,70%
Actions artistiques et culturelles	4 051,00	11,65%
Communication	800,00	2,30%
Coûts de structure	2 580,00	7,42%
Total	34 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	13 000,00	37,40%
Sociétés civiles acquis	4 500,00	12,95%
Recettes propres	17 260,00	49,65%
Total	34 760,00	100,00%

DOSSIER N° EX048898 - COMPAGNIE MKCD-Aide à la DIFFUSION -CP MAI 2020

Dispositif : Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001181)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant	28 300,00 € TTC	28,27 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE MKCD
Adresse administrative	:	40 RUE DES AMANDIERS 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BORIS CARR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses est la date limite de dépôt de la demande.

Description :
La structure : La compagnie MkCD a été créée en 2009, à l'initiative de Matthias Claeys et Kévin Dez. Les Spectacle de la compagnie sont construits autour de l'écriture de Matthias Claeys qui est auteur, comédien et metteur en scène. Il fait partie des auteurs accompagnés par le comité de lecture A Mots découverts. Il intervient également dans les lycées. En 2017, la compagnie décide de jouer en extérieur et de s'inscrire dans les arts de la rue. A cet effet, elle est accompagnée par la Ktha Compagnie.
Le projet : "Parking" est un spectacle immersif, qui se joue en extérieur. Le spectacle prend la forme d'une chronique, en 3 parties et 17 personnages (joués par 6 personnes). On y assiste à des drames intimes et des engouements collectifs, dans une ville moyenne, aux abords d'un hypermarché. Le public est à un endroit et le spectacle commence loin de lui, pour se rapprocher et terminer parmi les spectateurs. Le texte de "Parking" a obtenu l'aide à la création d'Artcena. Il sera créé au Festival Parade(s) de Nanterre. La compagnie est accueillie en résidence à la Lisière (91) et à Gare au Théâtre où le spectacle sera également diffusé.
"Parking" est créé au festival Parade(s) de Nanterre. La compagnie est accueillie en résidence à la Lisière (91) et à Gare au Théâtre où le spectacle sera diffusé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et la subvention attribuée.

Localisation géographique :
- BRUYERES-LE-CHATEL
- NANTERRE
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	20 400,00	63,16%
Dépenses techniques et logistiques	8 200,00	25,39%
Communication	1 100,00	3,41%
Coûts de structure	2 600,00	8,05%
Total	32 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 000,00	37,15%
Sociétés civiles acquis	10 300,00	31,89%
Recettes propres	10 000,00	30,96%
Total	32 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX048752 - Aide aux pôles de coopération territoriale - POINTS COMMUNS - NOUVELLE SCÈNE NATIONALE - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001182)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant	83 096,00 € HT	45,73 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POINTS COMMUNS NOUVELLE SCENE NATIONALE DE CERGY PONTOISE VAL D OISE
Adresse administrative	:	POINTS COMMUNS 95027 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur BERNARD TOUBLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 février 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses commence au début de l'année civile

Description :
Dirigée par Fériel Bakouri, Points communs est une scène nationale située sur l'agglomération de Cergy-Pontoise 5(95) ; elle dispose de 3 salles de spectacles réparties sur deux sites : le Théâtre des Louvrais à Pontoise et le Théâtre 95 à Cergy.
Le projet de pôle de coopération territoriale a pour objectif d'élargir le territoire d'intervention de la scène nationale à travers des propositions artistiques mettant en valeur le territoire et les habitants, avec une attention particulière portée aux plus jeunes et aux personnes âgées, deux catégories de population pour qui la question du déplacement sur le territoire se pose.
Le territoire ciblé est celui des villes et villages ruraux des intercommunalités Sausseron Impressionnistes (Vallangoujard, Labbeville, Epiais-Rhus, Hérouville-en-Vexin, Arronville, Genicourt), Vexin Centre (Marines, Magny-en-Vexin) et Vexin Val de Seine (Wy-dit-joli-village). Les partenariats seront consolidés avec le Festival théâtral du Val d'Oise et Le Parc naturel régional du Vexin.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- MARINES
- EPIAIS-RHUS
- GENICOURT
- HEROUVILLE
- LABBEVILLE
- VALLANGOUJARD
- LA ROCHE-GUYON
- MAGNY-EN-VEXIN
- WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	46 998,00	52,16%
Dépenses techniques et logistiques	16 080,00	17,85%
Actions artistiques	9 724,00	10,79%
Communication	3 404,00	3,78%
Coûts de structure dans la limite de 30% des dépenses	13 890,00	15,42%
Total	90 096,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	49,95%
Apports des structures partenaires du pôle de coopération territoriale (hors valorisation)	22 166,00	24,60%
Recettes propres	22 930,00	25,45%
Total	90 096,00	100,00%

DOSSIER N° EX048753 - Aide aux pôles de coopération territoriale - LA LISIERE CHATEAU DE BRUYERES LE CHATEL - CP 27MAI 2020

Dispositif : Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001182)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant	146 500,00 € TTC	25,94 %	38 000,00 €
		Montant total de la subvention	38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LISIERE CHATEAU DE BRUYERES LE CHATEL
Adresse administrative : 2 RUE DE LA LIBERATION
91680 BRUYERES-LE-CHATEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC LANGLAIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 janvier 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses commence au début de l'année civile

Description :
La Lisière est un lieu de création et de résidence pour les artistes situé à Bruyères-le-Châtel (91) et dédié aux arts de la rue et aux arts dans et pour l'espace public (théâtre, danse, arts visuels, architecture, cirque…). La Lisière mène aussi des projets en co-construction avec les acteurs du territoire.
Son projet de pôle de coopération territoriale vise à renforcer ses actions et tisser un réseau local actif autour de la création artistique, de la diffusion de spectacles et de la présence de l'art dans les villes et villages grâce à des résidences et une diffusion territoriale renforcée.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- BRUYERES-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	85 509,00	53,95%
Dépenses techniques et logistiques	27 350,00	17,26%
Actions artistiques	17 000,00	10,73%
Communication	1 200,00	0,76%
Coûts de structure dans la limite de 30% des dépenses	27 441,00	17,31%
Total	158 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	31,55%
Subvention Etat (sollicitée)	30 000,00	18,93%
Subvention Commune (sollicitée)	7 000,00	4,42%
Subvention Commune (attribuée)	45 500,00	28,71%
Apports des structures partenaires du pôle de coopération territoriale (hors valorisation)	26 000,00	16,40%
Total	158 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048754 - Aide aux pôles de coopération territoriale - ANIMAKT - CP 27 MAI 2020

Dispositif : Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant (n° 00001182)
Délibération Cadre : CR2019-040 du 19/09/2019
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant	206 509,00 € TTC	18,40 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE DU LIEUTENANT EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE ARNOULD-LAURENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, la prise en compte des dépenses commence au début de l'année civile

Description :
Animakt accueille des artistes des arts de la rue en résidence de création à La Barakt, une ancienne ferme devenue lieu de fabrique à Saulx les Chartreux (91).
Pour ce projet de pôle de coopération territoriale, Animakt propose la structuration et la pérennisation des actions amorcées depuis 2012. Labellisée Espace de Vie Sociale par la CAF, l'association travaille autant avec des villes et des agglomérations, que des partenaires éducatifs (écoles, collèges, lycées), sociaux (MJC, associations, structures médico-éducatives) et culturels. L'ambition de ce pôle est triple : élargir la diffusion des arts en espace public, renforcer les temps de présence artistique sur le territoire en mutualisant avec d'autres partenaires culturels, répondre à la demande des artistes de pouvoir travailler au plus proche des habitant.e.s et proposer des espaces de diffusion et de rencontre avec le public.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite du pourcentage autorisé.

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :

- PARIS
- THOMERY
- BALLAINVILLIERS
- CHILLY-MAZARIN
- SAULX-LES-CHARTREUX
- VILLEBON-SUR-YVETTE
- GOMETZ-LE-CHATEL
- PALAISEAU
- ETIOLLES
- FLEURY-MEROGIS
- CHAMARANDE
- LE MEREVILLOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	116 329,00	53,24%
Dépenses techniques et logistiques	41 202,00	18,86%
Actions artistiques	46 060,00	21,08%
Communication	13 718,00	6,28%
Coûts de structure dans la limite de 30% des dépenses	1 200,00	0,55%
Total	218 509,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	22,88%
Subvention Etat (sollicitée)	15 000,00	6,86%
Subvention Département (attribuée)	12 000,00	5,49%
Apports des structures partenaires du pôle de coopération territoriale (hors valorisation)	115 299,00	52,77%
Autres financements (préciser)	10 760,00	4,92%
Recettes propres	15 450,00	7,07%
Total	218 509,00	100,00%

Annexe 2 Avenant SOLIDARITE SIDA

AVENANT N° 2
A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2018-2020
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION SOLIDARITE SIDA
(Convention n° CP 2018-199 du 30 mai 2018)

N°CP 2020- 199 du 27 mai 2020 (dossier n° EX048058)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP 2020- 199 du 27 mai 2020**,**
Ci-après dénommée la "Région ».

d'une part,

et

L'ASSOCIATION SOLIDARITE SIDA
Adresse : 16 BIS AVENUE PARMENTIER - 75011 PARIS
Représentée par Monsieur BRUNO DELPORT, Président.
Ci-après dénommée " la structure "

d'autre part,

PREAMBULE :

En l'application de la délibération n° CP 2018-199 du 30 mai 2018 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 entre la Région Ile-de-France et l'association Solidarité Sida (Festival SOLIDAYS) et de la délibération n° CP 2019-159 du 22 mai 2019 relative à l'adoption de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 entre la Région Ile-de-France et l'association Solidarité Sida (Festival SOLIDAYS)

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir un soutien financier au titre du dispositif «aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR2017-52 du 10 mars 2017, relatif à la mise en œuvre du FESTIVAL SOLIDAYS 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1
L'article 3 de la convention est complété comme suit :

« Pour l'année 2020, par délibération N° CP 2020- 199 du 27 mai 2020, une subvention globale de fonctionnement d'un montant maximum de 800 000 euros lui est attribuée et correspond à 11,08% du budget de l'année 2020 (dossier N° EX048058).
Le projet 2020 et le budget prévisionnel annuel afférent sont détaillés dans l'annexe de la présente convention, dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2
L'article 4.1 de la convention d'origine est complété comme suit :

« Pour l'année 2020, troisième année de la convention triennale, l'association s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. »

ARTICLE 3
L'article 9 de la convention est complété comme suit :
« S'ajoutent aux pièces contractuelles le présent avenant et son annexe dénommée « fiche projet », adoptés par la délibération n° CP 2020- 199 du 27 mai 2020. »

ARTICLE 4
Toutes les stipulations de la convention d'objectifs et de moyens 2018-2020 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le ......
Pour L'ASSOCIATION SOLIDARITE SIDA
M.
(*signature et cachet*)

Le.....
Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

DOSSIER N° EX048058 - SOLIDARITE SIDA - SOLIDAYS - RENOUVELLEMENT FESTIVAL CP MAI 2020

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	7 221 000,00 € HT	11,08 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE SIDA
Adresse administrative : 16 BIS AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KASIA BONKOWSKA, Directeur général adjoint

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Ce festival international de Jeunesse, de musique et de solidarité a été créé en 1999. Il se déroule sur 3 jours en juin où il présente toutes les tendances musicales actuelles notamment avec une scène dédiée à l'émergence et organise des actions de sensibilisation sur la prévention santé. Les recettes sont reversées pour aider les familles de malades du sida. La Région anime un stand dédié à la prévention santé en lien avec le CRIPS, des lycéens et apprentis et lycéens interviennent sur l'espace métier.

Du 21 au 23 juin 2019, 94 concerts ont été présentés avec 54 groupes émergents et 52 groupes franciliens. La fréquentation est à la hausse par rapport à la précédente édition en baisse avec 228 416 entrées.
La prochaine édition se tiendra les 19, 20 21 JUIN 2020, 85 concerts sont prévus, la programmation n'est pas définie à ce jour. La tarification est identique de 39 € à 99€ le pass 3 jours et 44€ le pass jour, une tarification sociale est mise en place.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'envergure exceptionnelle du Festival Solidays, son rayonnement régional, national et international, la qualité de son projet artistique alliée à un engagement fort pour une grande cause de santé publique, justifie le caractère dérogatoire de l'intervention régionale. Partenaire majeur du festival aux côtés de l'Etat et de la ville de Paris qui sont aussi des partenaires financiers pérennes du festival. La Région bénéficie d'une visibilité renforcée.
L'aide régionale est allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014

La direction communication implante et anime un stand régional valorisant l'action régionale sur la santé et l'apprentissage en partenariat avec le Crips et les lycées professionnels et CFA.

Compte tenu des objectifs d'intérêt général et de l'ampleur de la manifestation, la Région Ile de France s'est engagée sur une convention triennale de partenariat avec Solidarité Sida pour les années 2018 2019 2020 sur la base d'une subvention annuelle de 800 000 €, renouvelée par voie d'avenant pour les années 2019 et 2020 sous réserve d'affectation des crédits nécessaires et au regard du bilan qualitatif et financier de l'édition précédente. Les engagements du bénéficiaire sur la réalisation de l'opération, la communication et les conditions du partenariat sont régis par ladite convention triennale 2018-2020. La subvention 2020 fait l'objet d'un avenant en annexe de la délibération.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	2 685 000,00	37,18%
DEPENSES LOGISITIQUES TECHNIQUES SECURITE	3 722 000,00	51,54%
COMMUNICATION	76 000,00	1,05%
COUTS DE STRUCTURE LIMITE 20%	738 000,00	10,22%
Total	7 221 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AIDE FESTIVALSPECTACLE VIVANT REGION IDF	800 000,00	11,08%
ETAT CULTURE JEUNESSE... ACQUIS	466 000,00	6,45%
ETAT SANTE SOLLICITE	120 000,00	1,66%
VILLE DEPARTEMENT DE PARIS SOLLICITE	280 000,00	3,88%
RECETTES PROPRES	5 555 000,00	76,93%
Total	7 221 000,00	100,00%

Annexe 3 Correctif Fiche Projet KIOSQUORAMA

Commissions permanentes du 3 juillet 2019 - CP2019-240 et du 27 mai 2020 – CP2020-199

DOSSIER N° EX044813 - ASSOCIATION KIOSQUORAMA - Projet : KIOSQUORAMA FESTIVAL

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	66 750,00 € TTC	25,47 %	17 000,00 €
	Montant total de la subvention		17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KIOSQUORAMA
Adresse administrative : 14 PASSAGE DUBAIL
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANTZ STEINBACH, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 3 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Le festival Kiosquorama, créé en 2009, propose une programmation de petites formations électro-acoustiques principalement dédiée aux artistes émergents de musiques actuelles, dans les kiosques à musique parisiens. La manifestation est gratuite et propose des actions de sensibilisation au développement durable et à la citoyenneté notamment avec la présence de villages associatifs sur chaque lieu de diffusion.
En 2018 une quinzaine d'artistes se sont produits sur 10 jours dans les kiosques parisiens. Le festival collabore avec des scènes tremplins de repérage d'artistes, il accueille 30 étudiants en médiation culturelle de l'école IESA. La prochaine édition se tiendra sur 10 dates en octobre 2019, la programmation est établie en mai et prévoit de 24 à 35 concerts.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite du différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES ARTISTIQUES	20 335,00	30,46%
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	40 585,00	60,80%
COMMUNICATION	4 730,00	7,09%
COUTS DE STRUCTURES	1 100,00	1,65%
Total	66 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide aux festivals	17 000,00	25,47%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	22 000,00	32,96%
AUTRES FINANCEMENTS	15 200,00	22,77%
RECETTES PROPRES	12 550,00	18,80%
Total	66 750,00	100,00%

Annexe 4 Correctif Avenant et Fiche Projet FRAIF

AVENANT N°1
A LA CONVENTION N° CP 2018-364 DU 18 SEPTEMBRE 2019
AU TITRE DE L'AIDE AUX FESTIVALS ET MANIFESTATIONS
DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

N°CP 2020-199 (dossier n° EX045684)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-199 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FEDERATION DES RENCONTRES ARTISTIQUES D'ILE DE FRANCE
dont le statut juridique est : ASSOCIATION
dont le siège social est situé au : 5 RUE D'ALGER, 75001 PARIS
ayant pour représentant : Monsieur GUY BOURBOULON, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019 une subvention d'un montant maximum de 20 000 € a été attribuée au bénéficiaire au titre de l'aide aux festivals et manifestations dans le domaine du spectacle vivant.
A la suite d'une erreur intervenue dans la fiche projet, les indications relatives au plan de financement, à la base subventionnable et au taux d'intervention régionale sont modifiés.
Le montant maximum de la subvention demeure inchangé. Ces modifications approuvées par la délibération n° CP 2020-199 du 27 mai 2020 font l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 : Objet du présent avenant

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

Par délibérations n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019 et n° CP 2020-199 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation du projet de permanence artistique et culturelle tel que proposé dans la fiche projet n° EX045684.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 28,57 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 70 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 20 000 €. »

ARTICLE 2 : Modifications de l'annexe fiche projet

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

« Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 70 000,00 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire ».

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	70 000,00 € HT	28,57 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel est remplacé par le budget suivant

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	22 680,00	32,40%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	30 420,00	43,46%
Communication	4 600,00	6,57%
Coûts de structure	12 300,00	17,57%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - aide aux festivals	20 000,00	28,57%
ETAT - FONPEPS - acquis	5 000,00	7,14%
Recettes propres	15 600,00	22,29%
SPEDIDAM	11 400,00	16,29%
ADAMI	18 000,00	25,71%
Total	70 000,00	100,00%

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le ..... **Le**.....

M.
(*signature, qualité et cachet du bénéficiaire*)

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Commissions permanentes du 18 septembre 2019 - CP2019-364 et du 27 mai 2020 – CP2020-199

DOSSIER N° EX045684 - FEDERATION DES RENCONTRES ARTISTIQUES D'ILE DE FRANCE - PROJET : SCENES SUR SEINE

Dispositif : Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional (n° 00001008)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals et manifestations de spectacle vivant à rayonnement régional	70 000,00 € HT	28,57 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FEDE RENCONTRES ARTIST ILE FRANCE
Adresse administrative	:	5 RUE D'ALGER 75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur GUY BOURBOULON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juin 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à dater du dépôt de la demande

Description :
Initiée par le SYNAVI d'Île-de-France en 2017, Scènes sur seine a pour objectifs de favoriser la rencontre artistique entre lieux et compagnies et de soutenir la visibilité des compagnies émergentes, en proposant des rencontres professionnelles ouvertes au grand public à travers un évènement organisé de manière collective et mutualisée. Sont présentés des spectacles dans leur entièreté ainsi que des extraits de spectacles.
En 2017, 4 lieux franciliens se sont impliqués dans l'accueil de la manifestation : Théâtre Paul Eluard de Bezons (95), Le Vent se lève (75), Théâtre de l'Usine à Eragny-sur-Oise (95) et Gare au Théâtre (94).
En 2018, 37 spectacles et maquettes ont été présentés durant 12 jours, sur 56 représentations, avec 806 spectateurs.
En 2019, le festival aura lieu du 18 au 29 novembre 2019 avec 30 spectacles et 60 représentations prévues dans 5 lieux : Le Vent se lève (75), Anis Gras (94), La Ferme du Buisson (77), le WIP Villette et la Halle au Cuir (75), avec 25 compagnies et des
actions culturelles de prévues à Noisiel.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	22 680,00	32,40%
Dépenses techniques / logistiques et sécurité	30 420,00	43,46%
Communication	4 600,00	6,57%
Coûts de structure	12 300,00	17,57%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - aide aux festivals	20 000,00	28,57%
ETAT - FONPEPS - acquis	5 000,00	7,14%
Recettes propres	15 600,00	22,29%
SPEDIDAM	11 400,00	16,29%
ADAMI	18 000,00	25,71%
Total	70 000,00	100,00%

Annexe 5 Convention type Aide aux pôles de coopération territoriale

CONVENTION TYPE RELATIVE
A L'AIDE AUX POLES DE COOPERATION TERRITORIALE
DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du ,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
en sa qualité de
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide aux pôles de coopération territoriale dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention au titre de ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'application de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens, ainsi que l'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir
pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 80% de la subvention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution du projet dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est dûment complété, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme et doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de(s) justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Saint Ouen en 2 exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

Annexe 6 Convention type Aide à la diffusion des oeuvres

CONVENTION RELATIVE AUX AIDES A LA DIFFUSION DES ŒUVRES DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
en sa qualité de
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention au titre de ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

Ce dispositif n'est pas soumis à l'application de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir
pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (vernissage, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer

préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale… Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, en proportion du taux de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 70% de la subvention.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Le versement d'une avance est subordonné à la production des lettres d'engagement correspondant aux premières dates de représentations confirmées, concernées par l'aide régionale à la diffusion et objet de la demande d'avance.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal, de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise),
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- des contrats de cession ou de coréalisation le cas échéant, ou bien, s'il s'agit de représentations en contrats d'engagement direct, desdits contrats, tous les contrats transmis devant être dûment signés et correspondre aux représentations incluses dans le projet de diffusion soutenu par la Région.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production :

- d'un bilan d'exécution du projet dûment signé par le représentant légal,
- d'un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée comprenant la signature du représentant légal,
- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est dûment complété, daté et signé par le représentant légal revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme et doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- des contrats de cession ou de coréalisation le cas échéant, ou bien, s'il s'agit de représentations en contrats d'engagement direct, desdits contrats, tous les contrats transmis devant être dûment signés et correspondre aux représentations incluses dans le projet de diffusion soutenu par la Région.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux exemplaires originaux

Le..... Le.....

Le bénéficiaire
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-200

DU 27 MAI 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'AIDE À LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE (PREMIÈRE AFFECTATION POUR 2020)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-52 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien, modifiée par la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 ;

VU la délibération n° CP 17-297 du 5 juillet 2017 relative notamment à l'attribution d'une subvention à l'association Ophélie Gaillard-Pulcinella au titre au titre d'un conventionnement quadriennal de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques ;

VU la délibération n° CP 2018-332 du 4 juillet 2018 relative notamment à l'attribution d'une subvention à l'association Compagnie Rualité au titre d'un conventionnement quadriennal de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques ;

VU la délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 relative notamment à l'adoption des avenants types aux conventions de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques, les lieux et opérateurs et les fabriques ;

VU la délibération n° CP 2018-524 du 21 novembre 2018 relatives notamment à l'attribution des subventions au Théâtre des Quartiers d'Ivry, d'une part, et à l'association Fontenay-en-Scène, d'autre part, au titre d'un conventionnement quadriennal de permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs pour chacune de ces structures ;

VU la délibération n° CP 2019-271 du 3 juillet 2019 relative notamment à l'attribution des subventions à l'association Ophélie Gaillard-Pulcinella, d'une part, et à la Compagnie Rualité, d'autre part, au titre de l'avenant annuel à la convention de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques ;

VU la délibération n° CR 2019-040 du 19 septembre 2019 relative au renforcement et amplification d'une politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien ;

VU la délibération n° CP 2019-420 du 17 octobre 2019 relative à l'attribution d'une subvention au Théâtre des Quartiers d'Ivry au titre de l'avenant annuel à la convention de permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs ;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-200 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle au soutien des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 33 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 017 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'avenants conformes aux avenants types adoptés par délibération n° CP 2018-480 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **2 017 500 €** disponible sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005, « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique », du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'attribuer au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs une subvention complémentaire au Théâtre des Quartiers d'Ivry d'un montant maximum prévisionnel de **5 000 €** au titre de l'avenant annuel à la convention quadriennale, en complément de la subvention de 50 000 € attribuée par délibération n° CP 2019-420 du 17 octobre 2019.

Approuve l'avenant à la convention relative à l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs conclu avec le Théâtre des Quartiers d'Ivry (EX046481) joint en annexe n°5 de la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention d'un montant de 5 000 € à la signature de celui-ci et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **5 000 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs » : Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques, Programme HP 312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue», action 13100504 « Développement de la permanence artistique » du budget 2020.

Article 3 :

Modifie la base subventionnable, le taux d'intervention et le plan de financement de la subvention accordée à l'association Rualité (aide n° EX044849), votée par la délibération n°CP 2019-271 du 03 juillet 2019, tel que présenté dans la fiche projet jointe en annexe 4 à la présente délibération. Le montant de la subvention reste inchangé.

Approuve l'avenant et la fiche projet figurant en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Décide de transférer à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif Cross-Media-Culture (tiers n° P0042740) la subvention de 25 000 € attribuée antérieurement à l'association Ophélie Gaillard-Pulcinella (tiers n°P002883) par la délibération n° CP2019-271 du 3 juillet 2019.

Approuve l'avenant de transfert figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

Article 5 :

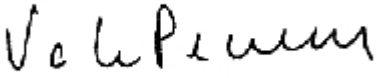
Décide de transférer à la commune de Fontenay-sous-Bois (tiers n° P0042248) la subvention de 50 000 € attribuée antérieurement à l'association Fontenay-En-Scène (tiers n° R38965) par la délibération n° CP 2019-420 du 17 octobre 2019.

Approuve l'avenant de transfert figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Ile-de-France à le signer

Article 6 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179518-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - fiches projet

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048605 - THEATRE DU CRISTAL - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	140 000,00 € TTC	27,14 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE DU CRISTAL
Adresse administrative	:	13 ALLEE DU STADE 95610 ERAGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE-CLAUDE RICHET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Fondé par le metteur en scène Olivier Couder, le Théâtre du Cristal est une compagnie installée à Eragny-sur-Oise qui travaille avec des comédiens en situation de handicap. Partenaire de l'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) La Montagne à Cormeilles-en-Parisis, elle accueille à plein temps quinze comédiens handicapés, qu'elle forme au théâtre et distribue dans ses propres créations ou en réponse à des demandes de casting. Le Théâtre du Cristal bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France, du Département du Val d'Oise et de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	64 500,00	46,07%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	40 000,00	28,57%
Part des coûts de structure	35 500,00	25,36%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (acquis)	22 500,00	16,07%
Région Île-de-France PAC	38 000,00	27,14%
CD 95 (acquis)	22 000,00	15,71%
Mécénat	15 000,00	10,71%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	42 500,00	30,36%
Total	140 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048680 - POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	76 600,00 € HT	26,11 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POUR FAIRE BOUILLIR LA PLUIE
Adresse administrative	:	3 RUE JULES FERRY 95880 ENGHIEN LES BAINS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Isabelle TRUBERT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Pour faire bouillir la pluie est la structure qui porte et administre les projets artistiques du contrebassiste et compositeur de jazz, Yves Rousseau. Ses influences musicales sont multiples (jazz, musiques du monde, baroque, classique, musique improvisée, musique nouvelle…) et son écriture rencontre régulièrement d'autres champs artistiques (arts numériques, danse, théâtre, chant…). Yves Rousseau compose et dirige des formations musicales de dimensions variables, comprises entre deux et sept musiciens. Des actions menées avec les publics en lien avec les artistes en résidences seront menées tout au long de la saison, notamment avec des lycéens. Pour faire bouillir la pluie reçoit le soutien de la DRAC Ile-de-France et celui de la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE CRÉATION / DIFFUSION	29 655,00	38,71%
Part des coûts de structure	46 945,00	61,29%
Total	76 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (sollicité)	20 000,00	26,11%
Région Île-de-France PAC	20 000,00	26,11%
EMPLOIS AIDÉS (sollicité)	4 000,00	5,22%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	32 600,00	42,56%
Total	76 600,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048690 - ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	202 306,00 € HT	22,24 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE INSTRUM TM PLUS
Adresse administrative : 8 RUE DES ANCIENNES MAIRIES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe MERCIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
TM+ est un ensemble musical contemporain à géométrie variable, dirigé par Laurent Cuniot, en résidence depuis 1996 à la Maison de la Musique de Nanterre (92), axé sur la musique des XXème et XXIème siècles, avec des incursions dans un répertoire plus ancien.
La structure a pour objectif de présenter des créations contemporaines tout en continuant à valoriser les musiques du passé et en proposant une écoute renouvelée à travers des programmes originaux. TM+ est soutenu par la DRAC, le CD 92, la Ville de Nanterre et la Région Ile-de-France au titre de la Permanence artistique et culturelle. L'Ensemble est labellisé CERNI (Compagnie ou ensemble à rayonnement national et international).

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses prévisionnelles du budget présenté déduction faite de l'aide de la Région au titre du dispositif Forte (8000 euros)

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	165 206,00	78,56%
Dépenses d'action culturelle	14 200,00	6,75%
Part des coûts de structure	30 900,00	14,69%
Total	210 306,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (Sollicité)	25 000,00	11,89%
MCC Aide à l'écriture (sollicité)	6 000,00	2,85%
Région IDF PAC	45 000,00	21,40%
Région IDF Forte	8 000,00	3,80%
CD 92 (sollicité)	5 000,00	2,38%
Nanterre (sollicité)	2 700,00	1,28%
Aides aux actions culturelles Ville de Nanterre (sollicité)	5 106,00	2,43%
Sociétés civiles	20 500,00	9,75%
Mécénat	2 000,00	0,95%
Recettes propres	91 000,00	43,27%
Total	210 306,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048973 - KI PRODUCTIONS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	126 200,00 € HT	23,77 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION KI PRODUCTIONS
Adresse administrative : 52 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ODILE ROUQUET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
A la croisée de la danse, du cirque, de l'image et des sciences, le travail de la chorégraphe Kitsou Dubois s'appuie sur des laboratoires de recherche et de création explorant le corps confronté à des situations de gravité altérée dans des milieux où les repères spatiaux sont bouleversés. Elle est aussi une pédagogue reconnue, intervenant auprès de plusieurs écoles supérieures d'art et d'universités : CNAC, Académie Fratellini, Université Paris 8, ENS Louis Lumière, ENS des arts décoratifs.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses création et diffusion	90 680,60	71,85%
Dépenses action culturelle	22 658,40	17,95%
Part des coûts de structure	12 861,00	10,19%
Total	126 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Île-de-France Création et CLEA (sollicité)	24 000,00	19,02%
Agence Régionale de Santé Culture à l'Hôpital (sollicité)	2 400,00	1,90%
Région Île-de-France PAC	30 000,00	23,77%
Ville d'Ivry-sur-Seine - CLEA (acquis)	12 000,00	9,51%
Subvention Recherche Maison des Sciences Humaines (sollicité)	2 000,00	1,58%
ADAMI (sollicité)	5 000,00	3,96%
Recettes propres	50 800,00	40,25%
Total	126 200,00	100,00%

Commissions permanentes du 17 octobre 2019 – CP 2019-420 et du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX046481 - THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DU VAL-DE-MARNE - AVENANT1 oct 19

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	599 560,00 € HT	9,17 %	55 000,00 €
	Montant voté en CP2019-420		50 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DES QUARTIERS D IVRY
Adresse administrative : 1 PLACE PIERRE GOSNAT
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur LICINIO DA COSTA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : oui
Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se fait à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Dirigé par Elisabeth Chailloux jusqu'en décembre 2018 et par Jean-Pierre Baro à compter de Janvier 2019, Le Théâtre des Quartiers d'Ivry (TQI) est le Centre Dramatique National du Val-de-Marne installé depuis 2016 dans le bâtiment rénové de la Manufacture des œillets à Ivry-sur-Seine. Le Théâtre dispose désormais de plusieurs salles : La Fabrique, salle modulable de 397 places, le Lanterneau, salle de 90 places, la salle de l'Atelier Théâtral, La Halle destinée à l'accueil du public, avec un bar, une librairie, un espace pour lectures et concerts. Le projet TQI s'organise autour de la création (résidence, production et exploitation de spectacles sur de longues durées), de l'atelier théâtral (école de spectateurs fréquentée par près de deux cents personnes/amateurs) et du Théâtre des Quartiers du Monde (échanges et rencontres artistiques entre la France et l'étranger).
Le TQI est soutenu par la DRAC Ile-de-France, la Ville d'Ivry-sur-Seine et le Département du Val-de-Marne.
2019 est la première année de direction du Théâtre des Quartiers d'Ivry par Jean-Pierre Baro. Le nouveau projet se met en place avec Dieudonné Niangouna comme artiste associé. Le TQI a accueilli 11 équipes pour des résidences de 8 à 18 jours. 3 d'entre elles ont bénéficié d'un apport en coproduction de 10 à 20 000€ et les créations de Gaëtan Vassart et Richard Brunel ont fait l'objet de séries de 10 représentations.

En 2020, le projet de la nouvelle direction se mettra pleinement en place avec 3 artistes en résidence longue : Adeline Olivier, auteure associée au Théâtre en 2020 qui travaillera avec Jacques Allaire, Charly Breton à l'automne et Pascal Kirch à l'automne également. Chaque artiste bénéficie d'une coproduction de 10 à 25 000€ et de 8 à 10 représentations. Le TQI produira également « Neige » la prochaine création de son directeur, Jean-Pierre Baro. Enfin, le TQI mènera de nombreuses actions culturelles notamment avec les lycées d'Ivry, Vitry et Choisy-le-Roi, et la Maison d'arrêt de Fresnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 599 560€ et correspond au montant du budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité (-15 000€).

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence création diffusion	415 500,00	67,61%
Dépenses d'action culturelle	82 500,00	13,42%
Dépenses de fonctionnement	116 560,00	18,97%
Total	614 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	18 000,00	2,93%
Ministère de la Culture (acquis)	333 000,00	54,19%
Région IDF - Aide à la PAC	70 000,00	11,39%
TVA sur subvention	-1 440,00	-0,23%
Recettes propres d'activité	195 000,00	31,73%
Total	614 560,00	100,00%

DOSSIER N° EX048620 - THEATRE AUX MAINS NUES - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	137 280,00 € HT	36,42 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE AUX MAINS NUES
Adresse administrative : 7 SQUARE DES CARDEURS
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELOI RECOING, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Théâtre aux Mains Nues dispose, suite à d'importants travaux, d'une salle gradinée de 49 places dans le quartier Saint-Blaise (Paris XXe) et d'un hall d'exposition d'un côté (rue duclos) et dans les anciens locaux rénovés square des cardeurs, d'une salle de travail et d'un atelier de construction. Fondé par Alain Recoing, le Théâtre est maintenant présidé par Eloi Recoing et dirigé par le metteur en scène et marionnettiste Pierre Blaise. Le projet du Théâtre se développe autour de trois axes : la formation, la création et l'action artistique et culturelle.
Outre la Région, le Théâtre aux Mains Nues est soutenu par la DRAC Ile-de-France et la Ville de Paris. En 2019, l'équipe du Théâtre aux Mains Nues a continué son travail d'accompagnement autour de la structuration administrative des compagnies mais aussi parfois d'un regard artistique ou de la mise à disposition de plateau. 2020 est l'année de création des compagnons du Théâtre aux Mains Nues, avec un accompagnement particulier sur l'aide à la diffusion. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel entre le montant sollicité et celui attribué et des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Résidences,création et diffusion	99 676,00	55,14%
Action culturelle	45 591,00	25,22%
Dépenses de fonctionnement	35 513,00	19,64%
Total	180 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France acquis	37 000,00	20,47%
Région Ile-de-France PAC	70 000,00	38,72%
Ville de Paris sollicité	35 000,00	19,36%
Partenariats privés	4 300,00	2,38%
Recettes propres	10 980,00	6,07%
Région Ile-de-France Forte sollicité	23 500,00	13,00%
Total	180 780,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048633 - LES 400 COUPS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	154 526,00 € TTC	38,83 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES 400 COUPS
Adresse administrative : 28 RUE DE LORRAINE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno COUVREUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se réalise à dater du 1er janvier 2020.

Description :
En 2017/2018, le Théâtre du Mantois, aujourd'hui en veille, réalise une étude sur le jeune public sur le territoire de Grand Paris Seine-et-Oise dans le département des Yvelines. Cette étude donne lieu en 2017 à la constitution d'un réseau, les 400 coups, "Pole jeune public en Vallée de Seine". Les 400 coups sont soutenus par la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise et la Ville de Mantes-la-Jolie. Ses axes sont : l'action culturelle et artistique sur le territoire, le soutien à la diffusion, la résidence et la création pour les jeunes publics, la mutualisation des ressources sur le territoire. Le deuxième axe de travail s'appuie sur "Les balades de saisons des 400 coups" avec l'objectif de proposer 3 balades d'équipes artistiques en résidence et en itinérance sur le territoire : automne, hiver, printemps/été, notamment pendant les vacances scolaires. Les 400 coups tissent par ailleurs des partenariats avec l'espace culturel Jacques Brel de Mantes-la-Ville, Tracteur Blues, Marionnettes en Seine ou la Ville de Mantes-la-Jolie.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses artistiques	95 356,00	61,71%
Dépenses d'action culturelle et de mutualisation	29 716,00	19,23%
Part de dépenses de fonctionnent	29 454,00	19,06%
Total	154 526,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
GPS&O (sollicité)	60 000,00	38,83%
Mantes-la-Jolie (sollicité)	20 000,00	12,94%
Région PAC	60 000,00	38,83%
Recettes propres	14 526,00	9,40%
Total	154 526,00	100,00%

DOSSIER N° EX048641 - THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	752 592,00 € HT	10,63 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE FIRMIN GEMIER THEATRE DE LA PISCINE
Adresse administrative : 254 AV DE LA DIVISION LECLERC 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE-FRANCOISE TIXIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dates de dépenses se fait à dater du 1er janvier 2020.

Description :
"Situé dans les Hauts-de-Seine, le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine, regroupement du Théâtre Firmin Gémier d'Antony et de La Piscine de Chatenay-Malabry, propose une programmation pluridisciplinaire mêlant théâtre, danse, musique et cirque contemporain. Sous la direction de Marc Jeancourt, l'équipe du théâtre, géré en association, est en charge de l'animation de quatre lieux sur les territoires des communes d'Antony et de Châtenay-Malabry : le Théâtre La Piscine et Le Pédiluve à Châtenay-Malabry, l'Espace Cirque et le Théâtre Firmin Gémier « Nomade » à Antony (en remplacement du Théâtre Firmin Gémier, actuellement fermé et qui sera bientôt inauguré).
Le Théâtre La Piscine, à Châtenay-Malabry, a été entièrement rénové avec le soutien de la Région Ile-de-France et dispose dorénavant d'une grande salle polyvalente. Il comprend également une petite salle de concerts, le Pédiluve, ainsi qu'une Salle des Machines reconvertie en espace de vie et de restauration. L'espace cirque d'Antony est un terrain stabilisé et équipé, de 4 429 m2. Il est en capacité d'accueillir un chapiteau.
En juin 2011, le Théâtre Firmin Gémier/La Piscine est devenu le onzième Pôle national des arts du cirque en France, seul en Ile-de-France. Ce label du Ministère de la Culture fait suite au conventionnement «

scène pour les arts du cirque » attribué au Théâtre Firmin Gémier en 2005. C'est l'activité cirque qui fait l'objet du projet spécifique soutenu, depuis 2006, par la Région dans le cadre de la Permanence artistique et culturelle. La Permanence artistique et culturelle porte sur les résidences à l'espace cirque d'Antony et le Festival Solstice.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel proposé déduction faite de 35 000 euros d'aide régionale au titre du CREAC.

Localisation géographique :
- ANTONY
- CHATENAY-MALABRY
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	602 298,00	76,47%
Dépenses d'action culturelle	37 725,00	4,79%
Part des dépenses de fonctionnement	147 569,00	18,74%
Total	787 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Label PNC (acquis)	250 000,00	31,74%
CD 92 (acquis)	100 000,00	12,70%
Région PAC	80 000,00	10,16%
Région CREAC	35 000,00	4,44%
Vallée Sud Grand Paris (acquis)	203 973,00	25,90%
TVA Subventions	-13 313,00	-1,69%
Recettes propres	131 932,00	16,75%
Total	787 592,00	100,00%

DOSSIER N° EX048649 - REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	173 000,00 € HT	28,90 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE SCENE WATTEAU PAVILLON BALTARD
Adresse administrative : 1 PL DU THEATRE
94130 NOGENT SUR MARNE CEDEX
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Monsieur BENOIT STRUBBE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Scène Watteau à Nogent-sur-Marne est un théâtre de Ville, scène conventionnée pour le jeune public par la DRAC. La direction est partagée entre Benoit Strubbe, directeur de la régie personnalisée, et Nicolas Liautard, directeur artistique, dont la compagnie « Robert de Profil » est en résidence permanente à la Scène Watteau.
La Scène Watteau bénéficie des soutiens de la DRAC Ile-de-France, de la Ville de Nogent-sur-Marne, du CD 94 et du Conseil Régional d'Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure,

déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :

- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	125 000,00	72,25%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	18 000,00	10,40%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	30 000,00	17,34%
Total	173 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC ILE DE FRANCE (S)	16 000,00	9,25%
Région Île-de-France PAC	50 000,00	28,90%
Département : Val de Marne (S)	16 000,00	9,25%
Commune : Nogent-sur-Marne (S)	63 606,00	36,77%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	27 394,00	15,83%
Total	173 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048651 - LES THEATRALES CHARLES DULLIN - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	204 600,00 € HT	26,39 %	54 000,00 €
	Montant total de la subvention		54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES THEATRALES CHARLES DULLIN
Adresse administrative : 2-4 RUE PASTEUR
94310 ORLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri KOCHMAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association des Théâtrales Charles Dullin organise un festival dédié au théâtre contemporain en partenariat avec des lieux du Val-de-Marne. Il mène des actions à l'année, notamment l'accueil en résidences d'auteurs/metteurs en scène et l'animation du réseau des Colporteurs (réseau de publics habitants, amateurs, associatifs…). Les Théâtrales Charles Dullin sont soutenues par le CD 94 et la Région. La DRAC accompagne les résidences théâtre mis en place sur le territoire.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite du différentiel de subventionnement régional et des coûts de structure dépassant la limite des 20%.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	102 274,00	49,99%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	69 296,00	33,87%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (dans la limite de 20,00% des dépenses)	33 030,00	16,14%
Total	204 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France (S)	7 500,00	3,67%
Région Île-de-France PAC	54 000,00	26,39%
Département, Val-de-Marne (A)	128 000,00	62,56%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	15 100,00	7,38%
Total	204 600,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048653 - LA CAVE A THEATRE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	287 700,00 € HT	10,43 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CAVE A THEATRE
Adresse administrative : 56 RUE ESTIENNE D ORVES
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Martine FEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Annibal et ses Eléphants est une compagnie d'arts de la rue implantée à Colombes et dirigée par Thierry Lorent. Elle est installée dans un lieu, la Cave à Théâtre, au cœur d'une cité de la ville. Le lieu dispose d'une salle de 70 places et d'un studio de répétition. L'activité de la compagnie et celle du lieu sont intrinsèquement liées. La structure est soutenue par le CD 92, la ville de Colombes et la DRAC.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel déduction faite du montant sollicité d'aide à la création de la Région (10 000 €).Les coûts de structure sont limités à 20% du budget.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	212 500,00	71,38%
Dépenses d'action culturelle	37 000,00	12,43%
Part des coûts de fonctionnement	48 200,00	16,19%
Total	297 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (acquis)	50 000,00	16,80%
MCC (sollicité)	2 500,00	0,84%
CGET (sollicité)	13 000,00	4,37%
Région PAC	30 000,00	10,08%
Région Aide à la création (sollicité)	10 000,00	3,36%
CD 92 (sollicité)	10 000,00	3,36%
Ville de Colombes (sollicité)	10 000,00	3,36%
Emploi aidé	12 200,00	4,10%
Mécénat	5 000,00	1,68%
Recettes propres	155 000,00	52,07%
Total	297 700,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048654 - SAUVAGE PRODUCTIONS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	267 500,00 € HT	18,69 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVAGE PRODUCTION
CABARET SAUVAGE
Adresse administrative : 211 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur MEZIANE AZAICHE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Cabaret Sauvage est un lieu de diffusion et de production de spectacles principalement de musiques du monde, en particulier du Maghreb. Méziane Azaïche, dirige ce lieu, installé depuis 1997 dans l'enceinte du parc de La Villette, dans un Magic Mirror d'une capacité de 600 à 1 200 places. Le Cabaret dispose d'une convention d'occupation avec l'Etablissement public du parc.
Le Cabaret Sauvage développe une activité de production, une activité de programmation et de découvertes d'artistes en devenir à travers un festival d'été, et une action de création de spectacle en production déléguée. Parallèlement, le lieu a une activité commerciale essentielle au développement et à la pérennisation de son projet artistique global, avec la location de la salle à des producteurs de musique, des sociétés de tournage… En effet, les bénéfices ainsi engrangés sont en grande partie réinvestis dans les projets qui font la force et l'image du lieu.
Le Cabaret Sauvage favorise la proximité entre les artistes et les publics au travers d'actions culturelles diversifiées (rencontres, ateliers, débats et échanges) avec le tissu socio-éducatif du nord parisien et de la périphérie. La Région Ile-de-France est le principal partenaire public au titre de la permanence artistique suivi par la Ville de Paris, le CNV et la SACEM qui sont également des partenaires financiers réguliers de ce lieu, les recettes d'activité représentent plus de 50% du budget de la permanence.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable prend en compte l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC présentées par la structure, les coûts de structure sont limités à 20% des dépenses.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	207 500,00	77,57%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	9 000,00	3,36%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT LIMITE A 20%	51 000,00	19,07%
Total	267 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AIDE REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUET ET CULTURELLE	50 000,00	18,69%
VILLE DE PARIS SOLLICITE	30 000,00	11,21%
CNM	10 000,00	3,74%
SACEM	5 000,00	1,87%
RECETTES ACTIVITE	172 500,00	64,49%
Total	267 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX048657 - MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX MAC DE CRETEIL - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	553 574,00 € HT	30,71 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRE MALRAUX DE CRETEIL PLAINE CENTRALE ET VDM MAC
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CHRISTIAN FOURNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se réalise à dater du 1er janvier 2020.

Description :
La Maison des Arts de Créteil, labellisée Scène Nationale en 1993, est désormais dirigée suite à la nomination de Didier Fusillier à la Présidence de La Villette, par le chorégraphe, José Montalvo et Nathalie Decoudu, directrice déléguée. Le projet de la nouvelle direction repose sur les valeurs du métissage et sur la volonté de faire de la MAC un lieu de l'échange, du partage et de la confrontation des pensées et des émotions.
Les grandes orientations artistiques du projet sont l'accueil dans une programmation pluridisciplinaire d'artistes prestigieux tout en présentant la vitalité de la jeune scène nationale et internationale, l'inscription de la création au cœur du projet (trois artistes associés pendant 3 ou 4 ans, la production déléguée des pièces chorégraphique créées par le directeur-chorégraphe José Montalvo et l'accompagnement d'autres équipes artistiques), l'attention renouvelée aux mutations technologiques, les créations pour l'enfance et la jeunesse, le lien aux différents acteurs du territoire à travers la mise en place de projets partagés et le l'attention portée au dialogue entre les publics et la création à travers la mise en place de nombreuses actions d'éducation artistique et culturelle.

Les artistes associés à la MAC de Créteil sont la danseuse-chorégraphe Kaori Ito, le collectif la Horde et la metteure en scène Elise Vigier. José Montalvo a créé au cours de la saison 2017/2018 Carmen(s) qui va poursuivre sa diffusion en 2018/2019.
Les partenaires de la MAC sont la DRAC Ile-de-France, le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Créteil, l'Etablissement Public Grand Paris Sud Est Avenir et la Région Ile-de-France.
Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite de l'aide régionale au titre du Creac.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	423 574,00	73,85%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	100 000,00	17,43%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	50 000,00	8,72%
Total	573 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Île-de-France : quote-part de la subvention d'équilibre (A)	202 000,00	35,22%
Région Île-de-France PAC	170 000,00	29,64%
Région Île-de-France : CREAC (acquis pour 2019-2020)	20 000,00	3,49%
Département Val de Marne (A)	10 030,00	1,75%
EPCI : GPSEA (A)	10 029,00	1,75%
RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	161 515,00	28,16%
Total	573 574,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048669 - BANLIEUES BLEUES - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	433 500,00 € HT	32,30 %	140 000,00 €
	Montant total de la subvention		140 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BANLIEUES BLEUES
Adresse administrative : 9 RUE GABRIELLE JOSSERAND
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel ORANTIN , Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se fait à dater du 1er janvier 2020

Description :
Banlieues Bleues occupe sur son secteur, le jazz et les musiques improvisées ouvertes sur les musiques actuelles et contemporaines, une position de premier plan, générée par la singularité de sa ligne artistique et par les trois dimensions de son activité : son festival, rendez-vous majeur de la saison musicale en Île-de-France, en France et en Europe, son dispositif d'Actions musicales, vecteur important de formation des publics et d'éducation artistique et culturelle, et sa Dynamo, lieu de fabrique, de création et de diffusion devenu ces dernières années un véritable pôle structurant en Île-de-France.
Au fil des années, nombre de compagnies, artistes, collectifs, sont entrés en résidence de courtes, moyennes ou longue durée à La Dynamo, essentiellement la nouvelle scène du jazz et des musiques improvisées, en pleine effervescence. Il est en préfiguration de l'ouverture prochaine d'un deuxième lieu, La Dynamo Bis.
Banlieues Bleues est soutenu par la DRAC IDF, le CD 93, la Région Île-de-France et la Ville de Pantin.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses résidence, créations, diffusion	319 000,00	73,59%
Dépenses action culturelle	29 500,00	6,81%
Coûts de structure	85 000,00	19,61%
Total	433 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	140 000,00	32,30%
DRAC Île-de-France (acquis)	118 500,00	27,34%
Département 93 (acquis)	102 000,00	23,53%
Sociétés civiles	18 000,00	4,15%
Recettes propres	55 000,00	12,69%
Total	433 500,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048671 - LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	266 850,00 € HT	35,60 %	95 000,00 €
	Montant total de la subvention		95 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative	:	41 RUE LECUYER 93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Xavier LE ROY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se réalise à partir du 1er janvier 2020.

Description :
Créés en 1994 par le chorégraphe François Verret, Les Laboratoires d'Aubervilliers sont un lieu de recherche, de pratique, de création et d'innovation artistique. Pluridisciplinaire, le lieu est ouvert aux propositions des artistes qui y sont accueillis pour des temps de travail et de recherche, sans contraintes de production immédiate. Les Laboratoires d'Aubervilliers ne sont pas dédiés au travail des directeurs artistiques mais entièrement dévolus aux équipes artistiques accueillies. Chaque projet trouve et construit son public avec l'équipe des Labos, le format de la rencontre n'étant, là aussi, pas défini au préalable (spectacle, performance, édition, exposition, rencontre…) et l'impact public pouvant se mesurer à des échelles variables (local, quartier, ville, région ou international).
Après le départ de François Verret en 2001, des directions artistiques collégiales se sont succédées pour des mandats de deux à trois ans, suite à des appels à projets : Loïc Touzé, François Piron & Yvane Chapuis (2001-2006), Yvane Chapuis & Joris Lacoste (2007-2009), Grégory Castéra, Alice Chauchat et Natasa Pétresin-Bachelez (2010-2012), Alexandra Baudelot, Dora Garcia et Mathilde Villeneuve (2013-2018), et Margot Videcoq, Parcale Murtin, François Hiffler depuis 2019.
Les Laboratoires d'Aubervilliers sont soutenus par la Ville d'Aubervilliers, le Département de Seine-Saint-Denis, la DRAC et la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	190 250,00	71,29%
Dépenses d'actions culturelles	27 600,00	10,34%
Dépenses de fonctionnement	49 000,00	18,36%
Total	266 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	95 000,00	35,60%
DRAC Île-de-France (acquis)	110 008,00	41,22%
Ministère de la Culture : DGLFLF (quote-part) (sollicité)	5 000,00	1,87%
Politique de la ville (quote-part) (sollicité)	5 000,00	1,87%
Département 93 (acquis)	29 297,00	10,98%
Département 93 - résidence arts visuels (sollicités)	5 000,00	1,87%
Ville d'Aubervilliers (quote-part) (acquis)	5 195,00	1,95%
Recettes propres	12 350,00	4,63%
Total	266 850,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048674 - GLAZART - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	155 000,00 € HT	25,81 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLAZ ART
Adresse administrative : 7 AVENUE DE LA PORTE DE LA VILLETTE
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARNAUD PERRINE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se réalise à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Dirigée par Arnaud Perrine depuis 2009, Glazart est une salle de concerts et de clubbing de 570 places, installée depuis 1992, dans une ancienne gare routière Porte de la Villette du 19ème arrondissement de Paris.
Lieu phare des musiques électroniques, Glazart propose une programmation de plus de 230 concerts par an d'artistes avant-gardistes et des soirées clubbing les week-ends. Depuis 2006, il organise le festival de plein air gratuit « La Plage», de juin à septembre sur une scène extérieure de 40 m2 attenante au lieu.
La production, diffusion et l'accueil d'artistes en résidence sur un même site ont ainsi contribué à soutenir la création et à affirmer le rôle de Glazart dans ce domaine. Le lieu accompagne fortement les artistes en développement mais aussi des associations dans la production de festivals et de temps forts. Elle attire un large public et propose des actions culturelles.
La structure sera relogée à moyenne échéance sous le périphérique de La Villette, elle participe à un projet collaboratif avec plusieurs associations dans un nouvel espace intitulé « le jardin 21 » ouvert depuis juin 2018. Des actions de sensibilisation mêlant musique et écologie y sont menées.
Glazart a pour principaux partenaires la Ville de Paris et la Région Ile-de-France. Elle reçoit également le soutien régulier de la SACEM et du CNV.
Dans le cadre de sa convention quadriennale 2019-2022, pour la prochaine année de conventionnement,

la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles du projet PAC .

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES DE RÉSIDENCES/ CRÉATION / DIFFUSION	110 000,00	70,97%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	45 000,00	29,03%
Total	155 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DEMANDE REGION IDF PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE	40 000,00	25,81%
VILLE DE PARIS ACQUIS	55 000,00	35,48%
SACEM	10 000,00	6,45%
RECETTES PROPRES	40 000,00	25,81%
CNM	10 000,00	6,45%
Total	155 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048676 - LE TAMANOIR CAFE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	272 000,00 € TTC	12,87 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TAMANOIR
Adresse administrative : 27 AVENUE LUCETTE MAZALAIGUE
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DEBRA REYNOLDS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Tamanoir est une salle de musiques actuelles de 200 places, située dans le quartier du Luth à Gennevilliers. Géré par une association, il est dirigé depuis mai 2014 par Jean-Christophe Delcroix.
Le Tamanoir est un lieu de diffusion de spectacle vivant à dominante musicale. Il programme principalement des concerts professionnels de musiques amplifiées, mais aussi des spectacles pour enfants, des soirées thématiques, des soirées découvertes, des jam-sessions…
Le Tamanoir développe également des activités pédagogiques autour des musiques amplifiées : cours hebdomadaires, stages en périodes de vacances, ateliers de création musicale et actions de sensibilisation en direction du public scolaire. Le Tamanoir est par ailleurs un lieu de création où les artistes peuvent s'exprimer, travailler, et être accompagnés dans leurs projets via des résidences.
Le Tamanoir fait partie de plusieurs réseaux : « réseau Actes If », RIF, Fédelima. Il est soutenu par le CD92, la DRAC, la ville de Gennevilliers et la Région Ile-de-France."

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel déduction faite de 6000 euros d'aide régionale au titre de l'EAC.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / création / diffusion	197 000,00	70,86%
Dépenses d'action culturelle	26 000,00	9,35%
Dépenses de fonctionnement	55 000,00	19,78%
Total	278 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	50 000,00	17,99%
MCC Résidence (sollicité)	12 000,00	4,32%
Politique de la Ville (sollicité)	10 000,00	3,60%
Région IDF PAC	35 000,00	12,59%
Région IDF EAC (acquis)	6 000,00	2,16%
CD 92 (sollicité)	30 000,00	10,79%
Ville de Gennevilliers (acquis)	50 000,00	17,99%
CNM (acquis)	12 000,00	4,32%
Recettes propres	67 000,00	24,10%
Sacem	6 000,00	2,16%
Total	278 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX048684 - RATO DIFFUSION THEATRE OUVERT - AVENANT PAC - CP MARS 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	480 276,00 € HT	12,49 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATO DIFFUSION
Adresse administrative : 4 BIS CITE VERON
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CAROLINE MARCILHAC, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se fait à dater du 1er janvier 2020.

Description :
"Né en 1971 au Festival d'Avignon et installé à partir de 1981 à Paris, dans le Jardin d'hiver de la cité Véron, Théâtre Ouvert a été initié et codirigé jusqu'en 2013 par Lucien Attoun et Micheline Attoun. Laboratoire entièrement dédié aux écritures théâtrales contemporaines, Théâtre Ouvert repère, accompagne, publie des auteurs en devenir et promeut les écritures théâtrales d'aujourd'hui auprès du public et auprès des acteurs et des metteurs en scène, notamment de la jeune génération.
Le lieu est ouvert au public et propose une centaine de représentations par saison. C'est aussi et surtout un lieu de travail pour les auteurs et les artistes, en particulier à travers les sessions de l'Ecole pratique des Auteurs de Théâtre (EPAT), dispositif de recherche et d'essai inventé pour tester au plateau un texte de théâtre encore non publié. Depuis 2014, Théâtre Ouvert est dirigé par Caroline Marcilhac, qui a souhaité précisément mettre l'EPAT au cœur du projet de la structure en diversifiant et en élargissant les partenariats avec d'autres structures de création et avec les écoles supérieures. Elle a également initié deux nouveaux temps forts thématiques dans la saison de Théâtre ouvert : « Zoom à Théâtre ouvert » et « Focus à Théâtre ouvert ».
Théâtre Ouvert bénéficie du soutien de longue date du Ministère de la Culture – DGCA, qui a labellisé le lieu « Centre National des Dramaturgies contemporaines » en 2011, et de la Ville de Paris, dans le cadre d'une convention tripartite depuis 2015. Théâtre Ouvert est également soutenu par la Région Ile-de-

France depuis 2006 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle. Théâtre ouvert quitte en 2020 ses locaux de la cité Véron pour rejoindre le 159 avenue Gambetta, ancien Tarmac.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du plan de financement proposé.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, création, diffusion	386 276,00	80,43%
Dépenses d'action culturelle	30 000,00	6,25%
Part des dépenses de fonctionnement	64 000,00	13,33%
Total	480 276,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	1,04%
DGCA (acquis)	199 000,00	41,43%
Ministère de la Justice (sollicité)	1 500,00	0,31%
Région PAC	60 000,00	12,49%
Ville de Paris (sollicité)	140 000,00	29,15%
SACD	10 000,00	2,08%
Recettes propres	64 776,00	13,49%
Total	480 276,00	100,00%

DOSSIER N° EX048689 - COMMUNE DU BLANC MESNIL / DEUX PIÈCES CUISINE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	289 663,00 € TTC	15,54 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BLANC MESNIL
Adresse administrative	:	42 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER 93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique	:	COLLECTIVITE
Représentant	:	Monsieur THIERRY MEIGNEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 26 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Deux Pièces Cuisine est une salle de musiques actuelles municipale avec 7 studios de répétition et d'enregistrement, une salle de 400 places debout (150 assises) et un studio de danse. L'équipement accueille le département musiques actuelles du conservatoire municipal, fruit de la collaboration permanente entre les deux structures. Il accueille des résidences (4 sont prévues en 2020) et réalise de nombreuses actions culturelles, notamment en lycée. Il est soutenu par la DRAC, le Département du 93 et la Région Île-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure. Les coûts de structure sont limités à 20%.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences, créations, diffusion	196 053,00	67,68%
Dépenses d'action culturelle	38 710,00	13,36%
Coûts de structure	54 900,00	18,95%
Total	289 663,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France - PAC	45 000,00	15,54%
DRAC Île-de-France - scène conventionnée (sollicité)	50 000,00	17,26%
DRAC Île-de-France - CLEA (acquis)	12 000,00	4,14%
Département 93 (sollicité)	45 000,00	15,54%
Ville du Blanc-Mesnil (acquis)	103 104,00	35,59%
Recettes propres	34 559,00	11,93%
Total	289 663,00	100,00%

DOSSIER N° EX048731 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION THEATRE DE BRETIGNY - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	680 000,00 € TTC	11,03 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur ERIC BRAIVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se réalise à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Scène conventionnée art et création, le théâtre de Brétigny relève depuis le 1er janvier 2016 de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne. Le projet du Théâtre de Brétigny est principalement dédié à la création contemporaine, dans une proximité forte avec les artistes, accueillis en résidences longues. Le Théâtre mène également un important travail d'appropriation avec les publics à travers la diffusion de petites formes hors les murs, à domicile, dans des bibliothèques, associations, centres sociaux…Il a organisé le Festival Dedans Dehors qui offrait chaque année sur les week-ends de mai et juin une vingtaine de spectacles dans les villes et villages de l'Essonne au plus près des populations.
Dirigé jusqu'en 2011 par Dominique Goudal, la direction du Théâtre est assurée par Sophie Mugnier, auparavant administratrice du théâtre depuis 2012. Le nouveau projet met l'accent sur le cirque et les arts urbains tout en restant un projet pluridisciplinaire ; avec une articulation se voulant plus forte entre les propositions artistiques et les enjeux sociaux et territoriaux. Le festival Dedans Dehors est transformé et intégré à la saison comme fil rouge, la programmation Dedans/dehors est construite autour de cycles de programmation thématiques (« voyage, voyage », « la force des illusions », « Habiter le monde », « Monstres et merveilles »…). Le Théâtre propose ainsi des spectacles dans et hors les murs, dans des

lieux atypiques comme par exemple des cafés, châteaux, espaces nautiques, stade de sport, domaines départementaux, forets, mais également des salles polyvalentes et habitations privées.
Le Théâtre accompagne la création contemporaine et met en place des actions de médiations en lien avec les artistes en résidence et le territoire. Les équipes artistiques actuellement en résidence au Théâtre de Brétigny sont Julie Desprairies/compagnie Desprairies, Ahmed Madani/compagnie Madani, , Camille Boitel/compagnie l'immédiat, Heloise Desfarges / La débordante compagnie.
Le Théâtre de Brétigny est soutenu par la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne, le Département de l'Essonne, la DRAC et la Région Ile-de-France. En 2019, deux nouveaux temps forts dédiés à la création ont vu le jour : un temps autour des gestes des habitants et un temps prospectif dans lequel la jeunesse a une place prépondérante. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Résidences, création et diffusion	484 000,00	71,18%
Action culturelle	66 000,00	9,71%
Dépenses de fonctionnement	130 000,00	19,12%
Total	680 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France acquis	61 000,00	8,97%
Région Ile-de-France	75 000,00	11,03%
Département 91 acquis	120 000,00	17,65%
CA Coeur d'Essonne Agglomération en cours	347 235,00	51,06%
Ville de Brétigny en cours	22 000,00	3,24%
Emplois aidés	5 215,00	0,77%
Onda	4 550,00	0,67%
Recettes propres	45 000,00	6,62%
Total	680 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048585 - ATELIER DU PLATEAU THEATRE ECARLATE - AVENANT PAC – CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	366 146,00 € HT	13,66 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ATELIER DU PLATEAU THEATRE ECARLATE
Adresse administrative	:	5 RUE DU PLATEAU 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Bernard CAVANNA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
L'Atelier du Plateau, ouvert depuis 1999, est dirigé par l'artiste Matthieu Malgrange. Ce lieu, situé dans le 19ème arrondissement, est à la fois acteur de quartier et des réseaux nationaux de création et diffusion, tête chercheuse de projets artistiques innovants à dimension pluridisciplinaire, accompagnateur d'artistes, compagnies et ensembles au travers d'un dispositif de résidences saisonnières, incitateur de festivals ou temps fort, l'Atelier du plateau accompagne la création artistique d'aujourd'hui. Que ce soit sous la forme de résidences, d'un accompagnement ponctuel, ou de coproduction hors norme, l'Atelier du Plateau construit des partenariats avec des compagnies et des collectifs de tous les domaines (musique, cirque et théâtre), et initie de nouvelles formes artistiques.
Le lieu fédère les acteurs culturels et sociaux (Philharmonie, la Générale, le festival Africolor, le FRAC le Plateau, 2Rue2Cirque, ENACR…) en allant à la rencontre de nouveaux publics et dépolie ses interventions dans l'espace public pour décloisonner les pratiques artistiques.
L'Atelier du Plateau a pour principaux financeurs publics, la DRAC, la Ville de Paris et la Région et reçoit régulièrement des aides de la Sacem, la Spedidam, le CNV ou encore de l'Onda.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2020

CHARGES	HT€	%	PRODUITS	HT€	%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	231 186	63%	**Région Île-de-France PAC**	**50 000**	14%
DÉPENSES ARTISTIQUES	104 690	29%	Ministère de la Culture FONPEPS acquis	14 000	4%
DÉPENSES TECHNIQUES	16 970	5%	Drac Île-de-France acquis	104 550	29%
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	2 500	1%	Ville de Paris sollicité	60 000	16%
DEPENSES DE COMMUNICATION	10 800	3%	Sacem	12 000	3%
			Spedidam	21 000	6%
			CNV	30 000	8%
			ONDA	3 500	1%
			Recettes propres d'activité	71 096	19%
TOTAL DES CHARGES	**366 146**	**100%**	**TOTAL DES PRODUITS**	**366 146**	**100%**

DOSSIER N° EX048591 - THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	280 100,00 € HT	17,85 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE LE COLOMBIER LANGAJA
Adresse administrative	:	20 RUE MARIE-ANNE COLOMBIER 93170 BAGNOLET
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur DANIEL MARGUERIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Depuis 18 ans, Gilles Sampieri, auteur et metteur en scène de la compagnie Langaja Groupement, dirige le théâtre Le Colombier situé dans le centre-ville de Bagnolet. Le Colombier a été conçu avant tout comme un centre indépendant de création et de diffusion théâtrale et chorégraphique ayant pour vocation de favoriser l'accueil et l'accompagnement d'auteurs dans le cadre de résidences ou de partenariats de production, allant des premières phases d'écriture issues du plateau jusqu'aux premières représentations publiques. Il a collaboré avec des auteurs comme Gérard Watkins, Werner Schwab, Falk Richter, Valère Novarina... Il est partenaire de festivals régionaux comme Les Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis et Concordan(s)e. Il collabore avec le réseau des arts vivants pour l'accueil mutualisé de compagnies franciliennes. Le lieu est très investi dans la coproduction, et développe un programme d'actions culturelles en lien avec la municipalité, en milieu scolaire notamment avec des établissements classés zone d'éducation prioritaire (lycées, collèges, primaires), avec les centres sociaux…
Le Colombier a pour principaux cofinanceurs la Ville de Bagnolet, le Département de Seine-Saint-Denis ainsi que la Région Île-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

DEPENSES	**€**	**%**
Dépenses de fonctionnement	222 400	79,40%
Dépenses artistiques	34 800	12,42%
Dépenses techniques	900	0,32%
Dépenses d'action culturelle	22 000	7,85%
TOTAL	280 100	100,00 %

RECETTES	**€**	**%**
Subvention Ministère de la Culture		
Drac Île-de-France (sollicité)	32 000	11,42%
Subvention collectivités territoriales		
Région Île-de-France - PAC Fabriques	50 000	17,85%
Département 93 (acquis)	67 900	24,24%
Ville de Bagnolet (acquis)	72 500	25,88%
EPCI (sollicité)	6 000	2,14%
Emplois aidés - FONPEPS	9 000	3,21%
Recettes propres d'activités	35 600	12,71%
Autres recettes	7 100	2,53%
TOTAL	280 100	100,00 %

DOSSIER N° EX048642 - THEATRE STUDIO CIE CHRISTIAN BENEDETTI - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504 - Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	783 184,00 € HT	17,11 %	134 000,00 €
	Montant total de la subvention		134 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE STUDIO/CIE CHRISTIAN BENEDETTI
Adresse administrative	:	16 RUE MARCELIN BERTHELOT 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur NICOLAS PIGNON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le Théatre-Studio d'Alfortville a été fondé par le metteur en scène et acteur Christian Benedetti. Le Théâtre-Studio est un lieu de fabrication, un lieu de travail pour des artistes accueillis pour des temps de résidence, qui peuvent ainsi présenter leurs créations au public. Dédié aux nouvelles écritures scéniques et dramaturgiques, le Théâtre-Studio s'associe à des auteurs contemporains (Edward Bond, Sarah Kane, Biljana Srbljanovic)…
Depuis 2011, Christian Benedetti met en œuvre le «projet Tchekhov» : monter toute l'œuvre du dramaturge. En 2020, la Compagnie Christian Benedetti va créer le projet des 137 évanouissements.A la reprise des pièces La Cerisaie, Oncle Vania, La Mouette, Ivanov et Les Trois Sœurs déjà montées par le directeur artistique, s'ajouteront la mise au plateau d'Etre Sans Père et des neuf pièces en un acte.
L'ensemble joué sous le titre 137 évanouissements sera créé en septembre prochain à Alfortville

La structure est soutenue par la DRAC, le CD94, la Ville d'Alfortville et la Région. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

DEPENSES	**€**	**%**
Dépenses de fonctionnement	335 745	40,54%
Dépenses artistiques	481 120	58,09%
Dépenses techniques	11 319	1,37%
Dépenses d'action culturelle		0,00%
TOTAL	828 184	100,00 %

RECETTES	**€**	**%**
Drac Île-de-France (sollicité)	157 080	18,97%
Ministère de la Culture Aide exceptionnelle (acquis)	50 000	6,04%
Région Île-de-France - PAC Fabriques	134 000	16,18%
Région Île-de-France : Aide à la création dans le domaine du spectacle vivant investissement (sollicité)	45 000	5,43%
Département 94 (acquis)	93 400	11,28%
Ville d'Alfortville (sollicité)	150 000	18,11%
Ville de Paris (sollicité)	15 000	1,81%
PARTENAIRES PRIVÉS	22 060	2,66%
Sociétés civiles	50 000	6,04%
Recettes propres d'activités	100 100	12,09%
Autres recettes	11 544	1,39%
TOTAL	828 184	100,00 %

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048643 - ISSUE DE SECOURS LA FERME GODIER - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	315 998,00 € HT	17,41 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ISSUE DE SECOURS
Adresse administrative	:	1T BD L. ET D CASANOVA 93420 VILLEPINTE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE-HELENE MALARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
La Ferme Godier à Villepinte est depuis 2007 animé par la compagnie Issue de secours dirigée par le metteur en scène Pierre Vincent. Le projet de la Fabrique se décline en quatre axes : l'écriture dramatique d'aujourd'hui et la création, la francophonie, l'aide aux jeunes créateurs et les actions sur le territoire et la transmission. La compagnie y joue et prépare ses spectacles, elle y anime des ateliers et y accueille en résidence longue d'autres équipes artistiques de théâtre et marionnettes ainsi que des auteurs dramatiques, en relation forte avec la population et une vingtaine de partenaires locaux (médiathèques, établissements scolaires et hospitaliers, maison d'arrêt, centres sociaux, centres de loisirs, assistantes maternelles...). Issue de secours a initié un festival (« Oups Bouge ta langue ») dédié aux écritures francophones jeune public qui se déroule sur les 8 communes de l'agglomération, et participe au Prix de l'Inédit d'Afrique et d'Outre-mer, qui est remis par un jury lycéen, en partenariat avec l'association Postures, les éditions Lansmann et Le Tarmac. L'auteur lauréat bénéficie d'une résidence l'année suivante à la Ferme Godier et d'une publication.
La compagnie reçoit le soutien de la Drac Ile-de-France, de la Ville de Villepinte, de l'EPT Paris Terres d'envol, du Département de Seine-Saint-Denis et de la Région Île-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Budget HT						
CHARGES	**€**	**%**	**PRODUITS**		**€**	**%**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**198 428**	**61%**	**SUBVENTIONS MINISTERE DE LA CULTURE**		**75 000**	**23%**
Charges courantes	17 700	5,41%				
loyer annuel et charges locatives			DRAC Ile de France*, préciser le service et à quel titre …….*	-		
fluides et combustibles			Drac Ile de France - Convention	*acquis*	35 000	10,70%
entretiens-réparations maintenance	600	0,18%	Drac Ile de France - Sdat & livre	*sollcité*	33 000	10,09%
achats matériels, équipement	**3 500**	1,07%	Autres directions du Ministère de la Culture	-		
location matériel	0		*Préciser : DGLFLF*		7 000	2,14%
affranchissements et téléphone	5 300	1,62%	-	-		
petit équipement	**1 800**	0,55%				
documentation et fourniture administratives	**1 500**	0,46%	**AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT**		**7 108**	**2,17%**
fournitures bar et restaurant			*Préciser : Fonjep*	*acquis*	7 108	2,17%
frais d'entretien						
assurances	**1 500**	0,46%	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**200 300**	61,25%

autres	700	0,21%	Région Ile-de-France	-	**66 000**	**20,18%**
Publicité, communication	2 800	0,86%	Région IDF - Fabrique	*sollicité*	55 000	16,82%
Autres charges de fonctionnement	5 668	1,73%	Région IDF – Emploi-tremplin			
impôts et taxes			Région IDF – Autres dispositifS, préciser: EAC	*sollicité*	11 000	3,36%
frais financiers	905	0,28%	Autres Régions, préciser : …… ……..	-		
charges exceptionnelles						
dotations aux provisions			Départements, préciser le nom du département : Seine St Denis	*acquis*	59 300	18,13%
dotations aux amortissements	1 563	0,48%				
CAC	3 200	0,98%	Commune 1, Villepinte Fonctionnement	*acquis*	75 000	22,94%
Personnel lié à la structure	175 061	53,54%	-	-		
directeur	37 408	11,44%	EPCI, préciser le nom de l'EPCI : …… ……..	-		
administrateur	37 408	11,44%				
personnel technique						
autres personnels, préciser : 2 chargées de mission, 1 comptable	56 010	17,13%	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0**	0,00%
charges sociales et congés payés	41 935	12,82%	*Préciser :* …… ……..			
voyages, missions, réceptions	2 300	0,70%				
			AUTRES APPORTS		**14 000**	4,28%
			ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins) *Préciser : CUI-CAE*			
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**88 631**	27,10%	mécénat et sponsoring			
Charges de personnel artistique	**39 307**	12,02%	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)			
Notes d'auteurs, dts d'auteur	8 550	2,61%	*Préciser :CITF*			
Achats de spectacles, résidences	**25 000**	7,65%				
Achats divers	**5 955**	1,82%	Politique de la ville CPO	*sollicité*	14 000	4,28%
Déplacements, missions, réceptions artistiques	**9 819**	3,00%				

			RECETTES PROPRES D'ACTIVITES		**28 990**	**8,87%**
DEPENSES TECHNIQUES (à détailler)	**5 254**	1,61%	Location salle			
Charges de personnel techniques	**5 254**	1,61%	Billetterie		900	0,28%
			parts de recettes de coréalisation			
			divers (bars, librairie)			
			Prestations de services		3 340	1,02%
			Prestations de services : cessions		8 250	2,52%
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**34 684**	**10,61%**	Autres : recettes liées à l'action culturelle		16 500	5,05%
Salaires & charges	22 675	6,93%	**AUTRES RECETTES**		**1 600**	**0,49%**
Notes d'auteurs & agessa	7 500	2,29%	produits de gestion courante		1 200	0,37%
Publicité, publications	1 200	0,37%	produits financiers		400	0,12%
Missions, récept., héberg.	1 400	0,43%	subvention d'investissement versée au résultat			
Autres frais liés à l'action culturelle	1 909	0,58%	autres produits exceptionnels			
			reprise sur amortissements			
			reprise sur provisions			
TOTAL DES CHARGES	**326 998**	**100,00 %**	**TOTAL DES PRODUITS**		**326 998**	**100,00 %**

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048648 - AMIN THÉÂTRE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	284 500,00 € TTC	28,12 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'AMIN COMPAGNIE THEATRALE
Adresse administrative : 43 CHEMIN DU PLESSIS
91350 GRIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLVIE SARASIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Implantée en Essonne, l'Amin Théatre est dirigé par le metteur en scène Christophe Laluque avec laquelle il défend un théâtre contemporain en prise avec la réalité et créé des spectacles jeune et tout public. De 2012 à juin 2017, la compagnie a dirigé un lieu de fabrique à Viry-Chatillon : La Friche. Depuis septembre 2017, la compagnie a déménagé dans de nouveaux locaux à Grigny, le TAG (Théâtre A Grigny), dans le quartier de la Grand Borne, dans des anciens locaux techniques où elle poursuit son projet de lieu de fabrique ancré sur le territoire et en lien avec la population. Les travaux de réhabilitation sont en cours notamment dans l'aménagement des espaces de représentations. La fin des travaux est prévue pour juin 2018. L'Amin accueille ainsi des compagnies en résidences (en 2018 les compagnies Liria, IA ou le Théâtre du menteur), mène des actions culturelles pour beaucoup en direction des scolaires (notamment lycéens) et ouvre son lieu pour des présentations. La compagnie a également une activité de création (la prochaine création est « La tribu des malgoumi » de Laurent Gaudé). Les deux résidences d'implantation (trois ans) à Fontenay-sous-Bois et au Val Briard débutée en 2016 se poursuivent en 2018. L'Amin va poursuivre son compagnonnage avec la compagnie Liria et coproduira deux équipes artistiques. L'Amin Compagnie Théâtrale est soutenue par la DRAC (compagnie conventionnée depuis 2016), le CD 91, le CD 77, la CC du Val Bréon, les Villes de Grigny, de Fontenay-sous-Bois et la Région.En 2019, les travaux de la salle et du plateau étant terminés, l'Amin Théâtre a pu accueillir plusieurs équipes en simultanées. Pour 2020, des nouvelles actions sont en cours de préparation : un partenarait avec la BNF, une action avec l'IME de Corbeil et le souhait de s'inscrire dans le dispositif des Cités Educatives de la ville de Grigny. A noter également un nouveau partenriat avec le CDCN de l'Atelier de PAris et l'installation d'un plancher de danse dans la salle de répétitions. Un nombre plus important de compagnies de danse sera donc accueilli à l'Amin Théâtre. De nouveaux recrutements devraient se

confirmer. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	euros	%	PRODUITS	euros	%
Dépenses de Fonctionnement	116 836	41	DRAC Ile-de-France acquis	55 700	19,60
Dépenses artistiques	82 918	29	ETAT sollicité	36 000	12,65
Dépenses techniques	28 583	10	Région Ile-de-France	80 000	28, 12
Dépenses d'Action culturelle	56 163	20	CD 91 sollicité	43 000	15, 12
			Ville de Grigny sollicité	1 000	0,35
			CA Grand Paris Sud sollicité	10 000	3,50
			Sociétés civiles	25 000	8,78
			Recettes propres	33 800	11, 88
Total	284 500	100	Total	284 500	100

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048683 - COMPAGNIE DARU THEMPO - AVENANT PAC - CP 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	217 400,00 € HT	27,60 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMPAGNIE DARU THEMPO
Adresse administrative	:	18 RUE DE SAINT ARNOULT 91340 OLLAINVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur DOMINIQUE CHAMPAGNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
"DARU-THÉMPÔ, co-dirigé par Philippe Angrand et Christian Chabaud, mène un projet tout à la fois de lieu de résidence (le Manipularium situé à Ollainville), de compagnie et d'opérateur. Le projet de fabrique est consacré au développement des arts de la marionnette, à la création de l'équipe artistique dirigeante, à l'accueil en résidence d'autres compagnies, à la diffusion de spectacles sur le territoire rural (Les Champs de la Marionnette) et à la réalisation d'actions culturelles. Le partage de l'outil concernera en 2018 les compagnies Espas Blanc (émergente), Milena Milanova (émergente), le Théatre de la Lune Bleu, la cie Métaphore, la compagnie Désuète et Célia Dufournet (émergente). Elles présenteront leur travail lors des « Inattendus » en Juin 2018. Outre la diffusion de spectacles tout au long de la saison sur le territoire essonnien, DARU-THÉMPÔ organisera en partenariat avec des villes et théâtres essonniens partenaires le temps fort « Les Champs de la Marionnette » en fin d'année 2018 (19ème édition). La compagnie dirigeante créera un nouveau spectacle « Où est le N'ours ? » en mai 2018 à Saint-Michel sur-Orge. DARU-THÉMPÔ poursuivra la mise en œuvre d'actions culturelles (plus de 850 heures prévues) sur le territoire et à l'adresse d'un public large, scolaire notamment. DARU-THÉMPÔ assurera comme les années précédentes l'enseignement de l'option-théâtre au lycée René Cassin d'Arpajon.
DARU-THÉMPÔ est soutenu par le Département de l'Essonne en qualité d'opérateur culturel structurant, par la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne, par la DRAC au titre des résidences et par la Région Ile-de-France". Une convention triennale pour 2019/2021 associe la DRAC Ile-de-Frace, le Département de l'Essonne et l'agglomération Coeur d'Essonne. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	euros	%	PRODUITS	euros	%
Charges courantes	44 600	20,5	DRAC Ile-de-France résidence acquis	15 000	6,90
Autres charges de fonctionnement	28 300	13,0	DRAC Ile-de-France sollicité	25 000	11,50
Personnel lié à la structure	144 500	66,5	Région Ile-de-France PAC	60 000	27,60
			CD 91 sollicité	52 000	23,90
			EPCI Cœur d'Essonne agglomération sollicité	35 000	16,00
			Recettes propres	30 400	14,10
Total	217 400	100	Total	217 400	100

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048688 - LES NOCTAMBULES - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	299 000,00 € TTC	16,72 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES NOCTAMBULES
Adresse administrative : 17 RUE ALEXANDRE DUMAS
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARTINE DEPOORTERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
"Les Noctambules" à Nanterre sont un centre de ressources des arts du cirque fondé par Michel Nowak ouvert et accessible à tous. Il s'adresse chaque année à plus de 3 000 bénéficiaires : adultes et enfants, amateurs et professionnels. Il couvre, en les faisant interagir, l'ensemble des pratiques artistiques : initiation, pratique amateur régulière, pré-professionnalisation, préparation aux écoles supérieures, formation continue des professionnels, entraînement des circassiens et accueil de compagnies et artistes en résidence de recherche, création, répétition et construction. L'interaction entre ces pratiques permet de consolider une communauté inclusive et une "organisation apprenante" autour de valeurs portées par le Cirque : exigence, effort, solidarité, créativité, transmission et compagnonnage. C'est simultanément un lieu de transmission - dans et hors les murs et un laboratoire de création des arts du cirque (et de la rue), fortement implanté sur son territoire. Les Noctambules sont aujourd'hui dirigés par Satchie Noro et Olivier Verzelen. La structure est soutenue par la Ville de Nanterre, le Département du 92 et la DRAC.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses prévisionnelles du budget présenté déduction faite de l'aide

régionale au titre de la création.

Localisation géographique : NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel :

CHARGES	€	PRODUITS	acquis ou sollicité	€
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**207 120,00 (66,60%)**	**ÉTAT**		**31 000,00 (9,98%)**
Charges courantes	39 025,00	Drac Île-de-France Aide à la Résidence	sollicité	12 000,00
Fluides et combustibles	12 400,00	Ministère de la Culture: Culture et lien social	sollicité	8 000,00
Entretiens-réparations maintenance	4 750,00	Politique de la ville + VVV	sollicité	11 000,00
Achats matériels, équipement	4 000,00	**COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**		**125 000,00 (40,19%)**
Location matériel	500,00	**Région Île-de-France PAC**	sollicité	**50 000,00**
Affranchissements et téléphone	500,00	Région Île-de-France - Aide à la création	sollicité	12 000,00
Documentation et fourniture administratives	900,00	Département Hauts de Seine	sollicité	34 000,00
Fournitures bar et restaurant	7 000,00	EPCI: Paris Ouest La Défense	sollicité	7 500,00
Frais d'entretien	3 600,00	Commune Nanterre	sollicité	21 500,00
Assurances	4 000,00	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ**		**134 000,00 (43,08%)**
Autres	1 375,00	Restauration		7 000,00
Autres charges de fonctionnement	45 220,00	Prestations de services		110 000,00
Impôts et taxes	3 220,00	Mise à disposition		7 000,00
Charges exceptionnelles	22 000,00	Location, montage de chapiteau		10 000,00
Dotations aux amortissements	20 000,00	**AUTRES RECETTES**		**21 000,00 (6,75%)**
Personnel lié à la structure	122 875,00	Produits de gestion courante		**12 000,00**
DÉPENSES ARTISTIQUES	**91 455,00 (29,41%)**	Subvention d'investissement versée au résultat		9 000,00
Achat spectacle	15 000,00			
voyages, missions, réceptions	3 250,00			
Salaires Artistes (avec charges)	73 205,00			
Voyages, missions, réceptions	1 625,00			
DÉPENSES TECHNIQUES	**9 500,00**			
Matériel entretien	5 500,00			
Salaires Techniciens (avec charges)	4 000,00			
DÉPENSES D'ACTION CULTURELLE	**2925,00(0,94%)**			

Publicité	800,00			
nourriture	500,00			
voyages, missions, réceptions	1 625,00			
TOTAL DES CHARGES	**311 000,00**	**TOTAL DES PRODUITS**		**311 000,00**

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048692 - A MOTS DECOUVERTS - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	53 000,00 € HT	16,04 %	8 500,00 €
	Montant total de la subvention		8 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A MOTS DECOUVERTS
Adresse administrative : 10 RUE ANDRE ANTOINE
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANÇOIS CHESNAIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le collectif artistique A Mots Découverts (une cinquantaine de membres) met en œuvre un dispositif d'accompagnement des écritures dramatiques en amont de la création (accompagnement des auteurs en cours d'écriture, expertise dramaturgique, mise en jeu des textes à la table, au plateau, lecture publique…). Le dispositif dessine ainsi le périmètre d'un « centre de dramaturgie volant ». Il repose sur des partenariats avec des théâtres : en 2018 Théâtre de l'Aquarium, Théâtre de Rungis, Grand Parquet, Théâtre des Deux-Rives, Tarmac, Théâtre de l'Odéon. La maison des auteurs de la SACD et Artcena sont également partenaires.
Le projet repose sur le travail à l'année d'un comité de lecture, des séances de travail à la table, un programme de résidences accompagnées, des lectures publiques, des stages de formations et sur le festival biennal Les Hauts Parleurs.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

DEPENSES	**€**	**%**
Dépenses de fonctionnement	8 800	16,60%
Dépenses artistiques	40 200	75,85%
Dépenses techniques	500	0,94%
Dépenses d'action culturelle	3 500	6,60%
TOTAL	53 000	100,00 %

RECETTES	**€**	**%**
Drac Île-de-France (sollicité)	12 000	22,64%
Ministère de la Culture - DGCA (sollicité)	10 000	18,87%
Région Île-de-France - PAC Fabriques	8 500	16,04%
SOCIÉTÉS CIVILES	3 000	5,66%
Recettes propres d'activités	19 500	36,79%
TOTAL	53 000	100,00 %

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048693 - LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	2 157 096,00 € TTC	2,78 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
Adresse administrative	:	IMPASSE DE LA RENARDIERE 92220 BAGNEUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur DANIEL FORGET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
"Le Plus Petit Cirque du Monde (PPCM), Centre des arts du cirque et des cultures émergentes, est une association loi 1901 présidée par Daniel Forget et dirigée par Elefterios Kechagioglou, située à Bagneux dans les Hauts-de-Seine. Créée il y a vingt ans au cœur du quartier des Blagis, PPCM affirme aujourd'hui un projet artistique au service de l'inclusion sociale, dans le croisement des arts du cirque et des cultures émergentes. Il allie éducation artistique et populaire, action sociale et soutien à l'émergence artistique dans les domaines des arts du cirque et des cultures émergentes. Animé par des professionnels du cirque et du hip-hop, il s'adresse à des publics amateurs et professionnels . En 2013-2014, le projet connait un essor majeur avec la construction d'un équipement de 1 900 m2 dédiés au projet du PPCM et financé par la Ville de Bagneux, la Communauté d'agglomération Sud-de-Seine, la Région Ile-de-France, et le Conseil général des Hauts-de-Seine.
Le PPCM bénéficie du soutien de la Ville de Bagneux, de Vallée Sud Grand Paris, du Département des Hauts-de-Seine, de l'Etat dont de la DRAC Ile-de-France, de la Région Ile-de-France au titre du dispositif de la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut les dépenses du budget prévisionnel proposé déduction faite des aides régionale au titre de l'investissement (28 076 €) et de Forte (50 000 €) et du différentiel de subventionnement régional (20 000 €).

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel

Dépenses TTC			**Recettes TTC**		
Dépenses de fonctionnements	1 482 891	66%	Etat (sollicité)	310 000	14%
Dépenses artistiques	655 144	29%	Région IDF PAC	80 000	4%
Dépenses techniques	38 750	2%	Région IDF Investissement	28 076	1%
Dépenses d'action culturelle	78 387	3%	Région IDF Forte	50 000	2%
			CD 92 (acquis)	25 000	1%
			VSGP (acquis)	120 000	5%
			Bagneux (acquis)	291 000	13%
			UE	129 770	6%
			Emplois aidés	13 775	1%
			Sociétés civiles	148 700	7%
			Partenaires privés	160 000	7%
			Recettes propres	898 851	40%
Total	**2 255 172**		**Total**	**2 255 172**	

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048694 - LILAS EN SCENE - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	239 000,00 € HT	20,92 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LILAS EN SCENE
Adresse administrative	:	23 BIS RUE CHASSAGNOLE 93260 LES LILAS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur JEAN-PIERRE GRANIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Ce lieu, partenaire de la vie associative locale, est dédié à la recherche et la création théâtrale contemporaine offrant un espace partagé adapté aux différentes étapes de la création, à la monstration aux professionnels et au public. Il facilite ainsi le repérage de jeunes compagnies, en lien avec les écoles nationales et conservatoires.
Soutenu par le département de la Seine-Saint-Denis et la ville des Lilas depuis 2003, la Région a renouvelé son soutien au titre des PAC fabriques du spectacle vivant pour le projet 2017-2020 avec pour objectifs 15 à 20 compagnies en résidence par an, une moyenne de 20 jours de résidence par compagnie, un minimum de 33 présentations dans l'année, et un volet de pratiques amateurs avec restitutions, dont un axe avec les lycées.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, la structure mettra en œuvre dans les douze prochains mois son projet de permanence artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure déduction faite des autres aides régionales.

Localisation géographique :

- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

DEPENSES	**€**	**%**
Dépenses de fonctionnement	179 700	73,65%
Dépenses artistiques	40 000	16,39%
Dépenses techniques	15 300	6,27%
Dépenses d'action culturelle	9 000	3,69%
TOTAL	244 000	100,00 %

RECETTES	**€**	**%**
Subvention collectivités territoriales		0,00%
Région Île-de-France - PAC Fabriques	50 000	20,49%
Région Île-de-France - Service livre (sollicité)	5 000	2,05%
Département 93 (acquis)	48 500	19,88%
Ville des Lilas (acquis)	43 000	17,62%
Emplois aidés	2 000	0,82%
Recettes propres d'activités	80 500	32,99%
Autres recettes	15 000	6,15%
		0,00%
TOTAL	244 000	100,00 %

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048702 - FARINE DE FROMENT/LE SILO - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	145 600,00 € TTC	20,60 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASS FARINE DE FROMENT
Adresse administrative	:	RUE DU PONT DE BOIGNY 91660 MEREVILLE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur PATRICE BARRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Le silo, situé à Méréville dans une ancienne minoterie, est un lieu de résidence et de création ouvert en 2009 et géré par l'association Farine de Froment. Les résidences se déroulent du printemps à l'automne. Entre 25 et 30 compagnies bénéficient de résidences chaque année. Les compagnies (émergentes ou confirmées) en résidence en 2018 seront notamment : la compagnie La Halte-Garderie (aide DRAC), Blasted, King Kong Orchestra, Yumé Arts, Désordinaire… Un accompagnement adapté à chaque compagnie est proposé par l'équipe du Silo. Des sorties de résidence sont organisées selon des modalités définies en commun. Outre le festival Les Traverses organisés depuis 10 ans au Parc de Méréville, 1 à 2 soirées musicales par mois se déroulent au Silo, et hors les murs des soirées cinéma, bal… Le Silo tisse de nombreux partenariat en Essonne (Agora, Théâtre d'Etampes, Théâtre de Brétigny…) En 2018, Le Silo implantera un chapiteau à Méréville, afin de renforcer son ancrage territorial et développer des actions itinérantes dans le Sud Essonne. Des ateliers notamment en lycée (Etampes (2 lycées), Arpajon) sont menés avec les compagnies. En 2018, Le Silo est en préfiguration « Espace de Vie sociale » avec la CAF. Le silo est soutenu par le CD 91 (Opérateur structurant), la DRAC (Atelier de Fabrique Artistique et aide à la résidence), la Région et Méréville. En 2019, Le silo a connu une fréquentation de 2674 personnes. 25 spectacless ont été programmés dont 10 Hors les Murs. Le café du Silo a mis en place des temps forts mensuels. En 2020, le Silo va intervenir au Lycée Geoffroy de Saint Hialire d'Etampes. Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanecne artistique et culturelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- LE MEREVILLOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	euros	%	PRODUITS	euros	%
Dépenses de Fonctionnement	89 600	61,5	DRAC Ile-de-France sollicité	30 000	20,6
Dépenses artistiques	37 000	25,4	FDVA sollicité	6 000	4,1
Dépenses techniques	3 000	2,0	Région Ile-de-France	30 000	20,6
Dépenses d'Action culturelle	16 000	10,1	CD 91 acquis	24 000	16,5
			Ville de Méréville sollicité	2 000	1,4
			Sociétés civiles	22 800	15,6
			Recettes propres	30 800	21,2
Total	145 600	100	Total	145 600	100

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048707 - ANIMAKT - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	178 323,00 € TTC	28,04 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ANIMAKT
Adresse administrative : 1 RUE DU LIEUTENANT EMILE FONTAINE
91160 SAULX LES CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE ARNOULD-LAURENT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Animakt est un lieu de résidence arts de la rue, « la barakt » situés à Saulx-les-Chartreux. En 2018, le lieu évolue, avec l'ouverture dans deux bâtiments limitrophes de la « Troisième Terre », projet à la frontière du social, de l'art et du culturel, avec le soutien de la CAF (agrément « Espace de Vie Sociale » obtenu). Animakt soutient la création, accueille des compagnies en résidence, mène des actions culturelles très diverses (écoles, collèges, lycées notamment en 2018 le Lycée Prévert de Longjumeau, petite enfance, personnes âgées, détenus…) et organise des manifestations d'arts de la rue en Essonne. Une trentaine d'équipes artistiques, émergentes ou confirmées, sont accueillies chaque année en résidence et bénéficient d'un accompagnement sur mesure. Les Yeux fermés, Gravitation, cirque rouage, caracol ou La débordante seront parmi les équipes résidentes en 2018. Outre la présentation de spectacles à Saulx-Les-Chartreux des compagnies en résidence, Animakt organisera en 2018 le festival « Jeunes Pousses » dédié à la jeune création contemporaine. Initié en 2017 à la demande de l'agglomération Paris Saclay, Animakt organisera le Festival Encore Les Beaux Jours en septembre 2018 dans des lieux patrimoniaux et insolites. Animakt est soutenue par le CD 91(Opérateur culturel structurant), la DRAC (aide aux résidences), la Ville de Saulx-les-Chartreux, la CAF et la Région. 2019 a constituér une année de transition pour Animakt avec une équipe permanente renouvellée à moitié. LA structure a pu compter sur un Conseil d'Administration très présent.En 2020, Animakt va solliciter la Région sur le nouveau dispositif Pôle de coopération territoriale et recentre leur projet PAC sur leu activité de lieu de création en soutien aux équipes émergentes dans le domaines des arts de la rue et de l'espace public.Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en oeuvre son projet de permanence artistique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure, déduction faite des autres subventions régionales.

Localisation géographique :
- SAULX-LES-CHARTREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel

CHARGES	euros	%	PRODUITS	euros	%
Dépenses de fonctionemment	116 221	56,0	DRAC Ile-de-France résidence acquis	20 000	9,6
Dépenses artistiques	56 900	27,4	Région Ile-de-France PAC	50 000	24,0
Dépenses techniques	24 802	11,9	Région Ile-de-France Forte sollicité	29 400	14,2
Dépenses d'action culturelle	9 800	4,7	CD 91 sollicité	28 000	13,5
			Ville de Saulx les Chartreux sollicité	16 648	8,0
			Partenaires privés	28 273	13,6
			Recettes propres	35 402	17,1
Total	207 723	100	Total	207 723	100

Commission permanente du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX048710 - LA GENERALE NORD EST - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	161 600,00 € TTC	26,61 %	43 000,00 €
	Montant total de la subvention		43 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA GENERALE NORD EST
Adresse administrative : 26 RUE MOUTON-DUVERNET
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Emmanuel FERRAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Implanté dans le 11ème arrondissement de Paris, La Générale est un lieu de travail, de recherche et d'expérimentation, artistique et citoyen, organisé en collectif. Il accueille en résidence de création des compagnies de théâtre, danse, des musiciens, des auteurs et des cinéastes, des associations locales dans divers domaines. La Générale met à disposition ses espaces, son matériel, ses compétences (celles des salariés comme des membres du collectif) et apporte à certaines équipes des soutiens financiers en coproduction.
Le lieu s'ouvre aussi au public pour des représentations de spectacles, répétitions publiques, ateliers, rencontres, et notamment dans le cadre des deux festivals organisés au printemps et à l'automne, dont l'un est dédié au jeune public.
Ce lieu, favorisant la pratique émergente, développe des partenariats notamment de diffusion avec d'autres lieux culturels franciliens et des grandes écoles (ENSAD et ENS Louis Lumière). Insérée dans différents réseaux de partenaires. La Générale mène des projets avec d'autres lieux de fabriques, le réseau RAVIV, des grandes écoles comme l'ENSAD ou l'ENS Louis-Lumière, le centre de formation professionnelle aux techniques du spectacle, des festivals comme Sonic Protest, ou encore des associations citoyennes.
En 2020, la structure va s'installer dans de nouveaux locaux mis à disposition de la Ville de Paris, dans ancien conservatoire du 14ème arrondissement. Des actions de sensibilisation seront mises en place dès l'automne 2019 autour d'un jardin partagé.
La Région Ile de France est le principal partenaire de la structure, aux côtés de la Ville de Paris (valorisation de mise à disposition de locaux incluse).
Dans le cadre de sa convention quadriennale 2019 2022, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s’est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable comprend l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique : PARIS
Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER
L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2020

CHARGES	€ TTC	%	PRODUITS	€ TTC	%
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	130 900,00	81%	ÉTAT fonpeps acquis	10 000,00	6,2%
DÉPENSES ARTISTIQUES	19 300,00	12%	Région Île-de-France PAC	43 000,00	26,6%
DÉPENSES TECHNIQUES	4 200,00	3%	Commune Paris (DAC) sollicité	6 000,00	3,7%
DEPENSES ACTIONS CULTURELLES	7 200,00	4%	Commune Paris (DASCO) sollicité	5 000,00	3,1%
			Spedidam	5 000,00	3,1%
			Onda	1 000,00	0,6%
			RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉ	91 300,00	56,5%
			AUTRES RECETTES produits financiers	300,00	0,2%
TOTAL DES CHARGES	**161 600,00**	**100%**	**TOTAL DES PRODUITS**	**161 600,00**	**100%**

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX048712 - COLLECTIF 12 - AVENANT PAC - CP MAI 2020

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture (n° 00001013)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les fabriques de culture	616 720,00 € HT	21,08 %	130 000,00 €
	Montant total de la subvention		130 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF 12
Adresse administrative : 174 BD DU MARECHAL JUIN
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Edith RAPPOPORT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Description :
Installé depuis 1998 à Mantes-la-Jolie, près du quartier du Val Fourré, dans une ancienne friche aménagée pour le spectacle vivant, le Collectif 12 est un lieu intermédiaire dédié à la création artistique contemporaine pluridisciplinaire. La structure est dirigée par Frédéric Fachéna et Laurent Vergnaud. La Friche André Malraux, mise à disposition gracieusement par la Ville de Mantes-la-Jolie, comprend plusieurs espaces modulables, à savoir : une salle de spectacles modulable et équipée (240 places), deux loges (85 m²) , un studio de répétition et enregistrement (65 m², 50 pers.), un foyer (155 m², 100 personnes), un espace d'exposition Mezzanine (120 m², 60 pers.), six bureaux, des espaces de stockage (105 m²) et permet d'héberger 16 personnes maximum. Espace de rencontres entre artistes et publics, le Collectif 12 reçoit régulièrement des compagnies nationales et internationales en résidence. Fortement implanté avec de nombreux partenariats locaux, il organise des ateliers de pratiques artistiques en direction des publics. Au départ centré sur ses propres créations, le Collectif 12 s'est largement ouvert depuis 2005 à l'accueil d'autres compagnies, en particulier la jeune création théâtrale. Ainsi, 12 à 20 compagnies par an sont accueillies au Collectif 12 pour des résidences de création (2 semaines) ou des résidences de travail (de quelques jours à 2 semaines), soit 200 jours d'accueils par an ; parmi elles, trois à quatre compagnies sont véritablement associées au lieu, en partagent les outils, l'équipe, mais aussi la conception et la mise en œuvre des activités (festivals, évènements, actions culturelles…).Toutes bénéficient d'un accompagnement sur-mesure à travers la mise à disposition d'espaces de travail, du soutien de l'équipe technique, d'hébergements, de la prise en charge de leurs frais de résidence (nourriture) ainsi que de l'achat (coût plateau) d'une à deux représentations s'il s'agit de créations.
Sans être un lieu de diffusion, le Collectif 12 propose une vingtaine de propositions artistiques professionnelles (sorties de résidence, créations…), ainsi que des évènements (festival VIF, Fabriques du

possible), et des propositions de la scène locale et restitutions d'ateliers amateurs…
Membre des réseaux Actes If, le Collectif 12 bénéficie du soutien de plusieurs institutions : la DRAC, la Communauté la Ville de Mantes-la-Jolie, la communauté urbaine Grand Paris Seine-et-Oise, le Conseil général des Yvelines et la Région Ile-de-France.

Dans le cadre de sa convention quadriennale, pour la prochaine année de conventionnement, la structure mettra en œuvre son projet de permanence artistique et culturelle

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable inclut l'ensemble des dépenses prévisionnelles présentées par la structure.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Plan de financement prévisionnel :

CHARGES	HT€	PRODUITS	Indiquer si acquis ou sollicité	HT€
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**321 523 € (52,13%)**	**SUBVENTIONS MINISTÈRE DE LA CULTURE**		**169 600 € (27,50%)**
Charges courantes	**73 921 €**	-		
fluides et combustibles	25 000 €	DRAC Ile de France, service théâtre convention triennale	sollicité	141 600 €
entretiens-réparations maintenance	2 500 €	DRAC Ile de France, service action territoriale	sollicité	28 000 €
achats matériels, équipement	3 500 €	-		
location matériel	13 000 €	-		
affranchissements et téléphone	7 600 €	-		
documentation et fourniture administratives	4 800 €	-		
Frais d'impression,communication	17 521 €			
		AUTRES SUBVENTIONS DE L'ETAT		**11 525 € (1,87%)**
Personnel lié à la structure	**238 584 €**	Agence cohésion sociale – Préfecture contrat de ville	sollicité	9 000 €

directeur administratif	30 920 €	Education nationale	sollicité	2 525 €
Attaché communication	22 527 €	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**406 525 € (65,92%)**
Administratrice de production	17 520 €	**Région Ile-de-France**	sollicité	**130 000 €**
Chargé de production	7 200 €	-		
Attaché à la l'action culturelle	25 140 €			
secretaire, intendante	23 820 €			
charge d'entretien	21 864 €	Département des Yvelines Programme education artistique et culturelle	sollicité	70 000 €
assistante communication,action culturelle	19 500 €			
charges sociales et congés payés	65 472 €	Commune Mantes-La-Jolie convention triennale culture	sollicité	150 000 €
voyages, missions, réceptions		-		
Autres charges de personnel	4 620 €	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise : Convention Fabrique, Résidence	sollicité	54 000 €
DEPENSES ARTISTIQUES (à détailler)	**182 610 € (29,60%)**	Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise Classes PEAC	sollicité	2 525 €
Achats de spectacle et coproduction	60 418 €			
Fournitures techniques	1 750 €			
location matériel	800 €	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**		**0 €**
Apport résidences, transport	28 021 €			
Frais d'impression, communication				
Rémunération artistes et codirection artistique	29 650 €	**AUTRES APPORTS**		**3 340 € (0,54%)**
Cotisations sociales	16 308 €	ASP (emplois aidés, hors emplois-tremplins)		3 340 €
Rémunération techniciens	27 492 €	mécénat et sponsoring		
Cotisations sociales	15 670 €	Autres (ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD, ONDA…)		
Droits d'auteurs	2 501 €	*Préciser :*		
DEPENSES TECHNIQUES	**33 696 € (5,46%)**			
personnel technique	21 600 €	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITES**		**25 730 € (4,17%)**
charges sociales et congés payés	12 096 €	Billetterie		6 530 €
DEPENSES D'ACTION CULTURELLE (à détailler)	**87 910 € (14,25%)**	divers (bars, librairie)		1 130 €
Ateliers et actions de sensibilisations	26 269 €	Prestations de services		13 180 €
Achats accessoires	990 €	Autres, préciser : cotisations adhérents, apports coproduction,		4 890 €
Mission, réception	696 €			
Rémunération artistes	36 413 €			
Cotisations sociales	20 027 €			

Rémunération techniciens	2 240 €			
Cotisations sociales	1 275 €			
TOTAL DES CHARGES	**616 720 €**	**TOTAL DES PRODUITS**		**616 720 €**

Annexe 2 - avenant transfert et fiche projet PULCINELLA CM CULTURE

AVENANT de TRANSFERT
Avenant PAC n°3 - CP 2019-371 à la convention n° CP 2017-297

La **Région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en en vertu de la délibération N° CP 2020-200 du 27 mai 2020,

ci-après dénommée La Région

d'une part,

La structure CROSS-MEDIA CULTURE
Statut juridique : SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
adresse du siège social : 4 RUE KUSS, 75013 Paris
N° Siret : 508729274 - 00029
représentée par Madame SONIA STAMENKOVIC
en sa qualité de Gérante

ci-après dénommée Le bénéficiaire

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2017-52 modifié par la délibération cadre n° CR 2019-040, ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Par délibération n° CP 2019-271 du 3 juillet 2019, la Région a décidé de participer au financement du projet de permanence artistique et culturelle au titre de l'avenant annuel à la convention quadriennale, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant correspondant n° CP 2019-271 avec l'association PULCINELLA.
Montant initial de la subvention : 25 000 €.

Suite à la fin d'activité de l'association OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CROSS-MEDIA-CULTURE (tiers n° P0042740) porte désormais l'intégralité de l'activité de l'association OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA.

Considérant la reprise du projet de permanence artistique et culturelle par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CROSS-MEDIA-CULTURE, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-200 du 27 mai 2020, décidé de lui transférer la subvention afférente.
C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention attribuée par la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional n° CP 2019-271 du 3 juillet 2019 à l'association OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA, vers la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CROSS-MEDIA-CULTURE qui reprend le projet. Celle-ci s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association OPHELIE GAILLARD-PULCINELLA à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de l'avenant précité.

Pour la réalisation dudit projet, la Région a attribué à PULCINELLA une subvention correspondant à 14,18 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 176 325,47 € H.T., soit un montant maximum de subvention 25 000,00 €.

Aucune dépense n'a été encore acquittée par PULCINELLA au titre du projet.
Les versements doivent être à effectuer à :
CROSS-MEDIA CULTURE CM CULTURE
Adresse : 4 RUE KUSS, 75013 Paris
N° Siret : 508729274 - 00029
N° de compte à créditer et clé : 08023918812 14
Nom de la Banque : Crédit coopératif
Code Banque : 42559

Article 2 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° EX044850 annexée à la délibération n° CP 2019-271 du 3 juillet 2019 est modifiée comme suit :

Dénomination	:	CROSS-MEDIA CULTURE CM CULTURE
Adresse administrative	:	4 RUE KUSS 75013 PARIS
Statut Juridique	:	SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
Représentant	:	Madame SONIA STAMENKOVIC, Gérante

Article 3 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour Le bénéficiaire

La Gérante
Sonia STAMENKOVIC
Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la Région Ile-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Commissions permanentes du 3 juillet 2019 - CP2019-271
et du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX044850 - ENSEMBLE PULCINELLA OPHÉLIE GAILLARD - CM CULTURE AVENANT 2 PAC - CP JUILLET 2019

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	176 325,47 € HT	14,18 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CROSS-MEDIA CULTURE CM CULTURE
Adresse administrative : 4 RUE KUSS
75013 PARIS
Statut Juridique : SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
Représentant : Madame SONIA STAMENKOVIC, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Fondé en 2005 par la violoncelliste Ophélie Gaillard (élue « Révélation soliste instrumentale » aux Victoires de la Musique Classique en 2003 et interprète dans des formations et orchestres d'importance), l'ensemble Pulcinella réunit des musiciens passionnés par la pratique sur instruments historiques, qui réalisent un travail approfondi sur le son et l'articulation et qui s'attachent à découvrir des œuvres inédites ou méconnues tout en revisitant des pages majeures du répertoire. L'ensemble fonctionne de manière horizontale : les choix artistiques et pédagogiques se prennent collectivement dans un souci constant de dialogue, d'exigence artistique et d'émulation. Six musiciens composent le noyau dur de l'ensemble et s'impliquent dans tous les volets de ses activités : Michèle Claude, Francesco Corti, Nicolas Mazzoleni, Thibault Noally, Brice Sailly, Tami Troman. L'ensemble se produit dans les salles les plus prestigieuses (Théâtres du Châtelet et des Champs-Elysées, Arsenal de Metz, Festivals de Beaune, Radio France et Montpellier, Pontoise, Colmar, Vézelay…). Pulcinella a enregistré cinq disques (dont l'intégrale des Sonates pour violoncelle et basse continue de Vivaldi (2006), Luigi Boccherini (2007) et Bach Arias (2012), depuis 2014, deux albums consacrés à CPE Bach…),

largement salués par la presse et récompensés (Diapason d'or de l'année, Choc de Classica, distinctions dans Toccata, Gramophone).
Pulcinella développe une politique volontariste d'action artistique et culturelle avec les publics en Ile-de-France, afin de faire découvrir la musique baroque et classique au plus grand nombre. Après une résidence de trois ans au Festival Baroque de Pontoise et à l'Espace Michel Simon de Noisy-le-Grand, Pulcinella poursuit désormais ses collaborations avec la Barbacane de Beynes, le Théâtre des Bergeries de Noisy-le-Sec, le Collège des Bernardins, les villes de Pantin et de La Courneuve et l'Hôpital Necker à Paris.
Pulcinella bénéficie des aides régulières de la DRAC Ile-de-France et de la Région Ile-de-France, de la ville de la Courneuve et de Pantin, ainsi que des sociétés civiles et de fondations.
Durant la prochaine année de conventionnement, l'ensemble Pulcinella poursuivra ses résidences d'actions socio-culturelles dans les villes de Pantin et de la Courneuve, avec différents projets : un spectacle participatif jeune public intitulé « Fairy Queen », un spectacle intitulé « En Filigrane » et des ateliers de découverte de la musique Baroque en partenariat avec l'association Culture au cœur du 93. Pulcinella continuera sa collaboration avec l'Hôpital Necker commencé en 2016. Huit nouveaux concerts sont prévus pour l'année à venir avec de nouveaux partenariats en Île-de-France comme le Château de Vincennes et le Château de Versailles-Spectacle. Enfin l'ensemble diffusera « Boccherini » à Paris et en Allemagne.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 176 325,47 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	132 385,03	75,08%
Dépenses d'action culturelle	33 589,92	19,05%
Autres dépenses	10 350,52	5,87%
Total	176 325,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	25 000,00	14,18 %
DRAC IDF (sollicité)	5 000,00	2,84 %
CD93 (sollicité)	5 000,00	2,84 %
Commune de Pantin - atelier périscolaire (acquis)	1 190,47	0,68 %
Commune de Pantin (sollicité)	5 000,00	2,84 %
Commune de La Courneuve (acquis)	3 000,00	1,70 %
Sociétés civiles	16 000,00	9,07 %
Recettes propres d'activé	116 135,00	65,86 %
Total	176 325,47	100,00%

Annexe 3 - avenant transfert et fiche projet COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS

AVENANT de TRANSFERT
Avenant PAC n° 2 - CP2019-420 à la convention n° CP 2018-524

La **Région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en en vertu de la délibération N° CP 2020-200 du 27 mai 2020,

ci-après dénommée La Région

d'une part,

La structure COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Adresse du siège social : 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
N° Siret : 219400330 - 00474
Représentée par Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS,
En sa qualité de Maire

ci-après dénommée Le bénéficiaire

d'autre part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CR 2017-52 modifié par la délibération cadre n° CR 2019-040, ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Par délibération n° CP2019-420 du 17 octobre 2019, la Région a décidé de participer au financement du projet de permanence artistique et culturelle au titre de l'avenant annuel à la convention quadriennale, ce qui a donné lieu à la conclusion de l'avenant correspondant n° CP 2019-420 avec l'association FONTENAY-EN-SCENE.
Montant initial de la subvention : 50 000 €.

Suite à la volonté de municipalisation de l'activité de l'association FONTENAY-EN-SCENE, la Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS (tiers n° P0042248) porte désormais l'intégralité de l'activité de l'association FONTENAY-EN-SCENE.

Considérant la reprise du projet de permanence artistique et culturelle par la Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-200 du 27 mai 2020, décidé de lui transférer la subvention afférente.
C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention attribuée par la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional n° CP2019-420 du 17 octobre 2019 à l'association FONTENAY-EN-SCENE, vers la Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS qui reprend le projet. Celle-ci s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association FONTENAY-EN-SCENE à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de l'avenant précité.

Pour la réalisation dudit projet, la Région a attribué à FONTENAY-EN-SCENE une subvention correspondant à 24,44 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 204 600,00€ H.T., soit un montant maximum de subvention 50 000,00 €.

Aucune dépense n'a été encore acquittée par FONTENAY-EN-SCENE au titre du projet.
Les versements doivent être à effectuer à :
COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
Adresse 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
N° Siret : 219400330 - 00474
N° de compte à créditer et clé : 00002002332 70
Nom de la Banque : Trésor public
Code Banque : 10071

Article 2 :

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° EX045976 annexée à la délibération n° CP2019-420 du 17 octobre 2019 est modifiée comme suit :

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire

Article 3 :

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Pour Le bénéficiaire

Le maire
Jean-Philippe GAUTRAIS
Signature revêtue du cachet de l'organisme

Le

Pour la Région Ile-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

Commissions permanentes du 17 octobre 2019 - CP2019-420
et du 27 mai 2020 - CP2020-200

DOSSIER N° EX045976 - COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
AVENANT A LA CONVENTION PAC - CP OCTOBRE 2019

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	204 600,00 € HT	24,44 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
Adresse administrative : 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Dirigé depuis 2017 par Bertrand Turkety, Fontenay-en-scène assure notamment la programmation et la gestion du Théâtre de Fontenay-sous-Bois. La programmation est pluridisciplinaire (théâtre, musiques, danse, cirque) avec une dominante pour les écritures théâtrales contemporaines et la musique, et un secteur jeune public important. Le Théâtre est doté de deux salles, une de 600 places l'autre de 100 places, des spectacles sont également programmés hors-les-murs dans des lieux non théâtraux ou en espace public. La Ville prévoit la construction d'un nouvel équipement à l'horizon 2020/2021, qui comprendra une nouvelle salle de spectacles de 360 places et deux salles de répétition. Depuis 2001, Fontenay-en-scène accueille des compagnies en résidence longue de 3 ans, l'une en théâtre tout public, l'autre en théâtre jeune public et coproduit entre 3 et 4 spectacles par saison (notamment une création chorégraphique tous les deux ans en partenariat avec la biennale de danse du Val-de-Marne). Des actions culturelles sont menées tout au long de l'année, notamment en direction de jeunes lycéens. Le Théâtre est soutenu par la Ville et le Département du Val-de-Marne.

Bilan et perspective

La 1ère année de convention a permis d'inscrire les compagnies dans le lieu, avec du temps et des moyens pour créer et développer des liens avec les habitants. Ainsi plusieurs projets des compagnies invitées se sont déroulées hors les murs et ont fait appel à un public amateur. On citera les 2 pièces de la compagnie Furinikaï « Sillas » et « La Cocina publica » ou encore « Dale Recuerdos » de la compagnie des Hommes. Par ailleurs, la nouvelle collaboration avec le Théâtre du Phare – Olivier Letellier – compagnie jeune public a ouvert le champ à d'autres publics que le public habituel.
Le théâtre poursuivra la collaboration avec les compagnies de Satchie Noro et d'Olivier Letellier en même temps qu'il entamera pour la saison 2019-2020, deux nouvelles collaborations en associant les compagnies Madani et Pré-o-Coupé (Nikolaus) lesquelles avaient été accueillies lors de leurs précédentes créations. Elles vont impulser pour la première une dynamique avec les collèges et lycées et avec la ville pour la deuxième par l'installation de son chapiteau en plein cœur de ville.
Le théâtre a par ailleurs participé à 9 co-productions sur la saison 18-19. Ce soutien sera reconduit pour la saison 19-20 pour 6 projets.
Au niveau des accueils de spectacle, le fil thématique retenu est le féminisme, son combat. La saison fera ainsi la part belle aux créatrices.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 204 600 € et correspond au budget proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences création diffusion	133 600,00	65,30%
Dépenses d'action culturelle	35 000,00	17,11%
Dépenses de fonctionnement	36 000,00	17,60%
Total	204 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la PAC	50 000,00	24,44%
CD 94 (sollicité)	17 000,00	8,31%
Ville de Fontenay-sous-Bois (sollicité)	119 000,00	58,16%
ONDA	3 000,00	1,47%
RIF	600,00	0,29%
SACEM	3 000,00	1,47%
Recettes propres d'activité	12 000,00	5,87%
Total	204 600,00	100,00%

Annexe 4 - correctif Rualité

AVENANT N°2
A LA CONVENTION N° CP 2018-332 DU 4 JUILLET 2018
AU TITRE DE L'AIDE A LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE
POUR LES EQUIPES ARTISTIQUES

N°CP 2020-200 (dossier n° EX044849)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-200 du 27 mai 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : RUALITE
dont le statut juridique est : ASSOCIATION
dont le siège social est situé au : 12 AVENUE DE LA REPUBLIQUE, 91420 MORANGIS
ayant pour représentant : Monsieur JEAN-MARC VANROSSEM, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n° CP 2019-271 du 03 juillet 2019 une subvention d'un montant maximum de 35 000 € a été attribuée au bénéficiaire au titre de l'avenant annuel 2019 à la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques.
A la suite d'une erreur intervenue dans la fiche projet, les indications relatives au plan de financement, à la base subventionnable et au taux d'intervention régionale sont modifiés.
Le montant maximum de la subvention demeure inchangé. Ces modifications approuvées par la délibération n° CP 2020-200 du 27 mai 2020 font l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1 : Objet du présent avenant

L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

Par délibérations n° CP 2019-271 du 03 juillet 2019 et n° CP 2020-200 du 27 mai 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation du projet de permanence artistique et culturelle tel que proposé dans la fiche projet n° EX044849

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 13,56 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 258 157,00 €, soit un montant maximum de subvention de 35 000 €. »

ARTICLE 2 : Modifications de l'annexe fiche projet

Le paragraphe « détail du calcul de la subvention » de la fiche projet est remplacé par les dispositions suivantes :

« Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 258 157,00 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire ».

Le tableau récapitulatif de la fiche projet est remplacé par le tableau suivant :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	258 157,00 € HT	13,56 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

Le plan de financement prévisionnel est remplacé par le budget suivant

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	247 657,00	95,93%
Dépenses techniques	10 500,00	4,07%
Total	258 157,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	4,65%
DRAC (acquis)	12 000,00	13,56%
Recettes propres d'activité	211 157,00	81,79%
Total	258 157,00	100,00%

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le ..... **Le**.....

M.
(*signature, qualité et cachet du bénéficiaire*)

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Commissions permanentes du 03 juillet 2019 - CP 2019-271
et du 27 mai 2020 - CP 2020-200

DOSSIER N° EX044849 - COMPAGNIE RUALITÉ - AVENANT PAC

Dispositif : Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes (n° 00001007)
Délibération Cadre : CR2017-52 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes	258 157,00 € HT	13,56 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RUALITE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-MARC VANROSSEM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
La compagnie de danse hip hop La Rualité, dirigée par la chorégraphe Bintou Dembélé, est née en 2002 avec la création « Show Rev'L Toi » qui a été jouée en Martinique, en Guyane et en Métropole. En 2004, deux institutions actives dans le champ de la culture hip hop ont passé des commandes à la compagnie : la Grande Halle de la Villette pour « Show Brésil Villette » et le Théâtre d'Ivry Antoine Vitez pour une conférence illustrée sur l'histoire de la culture hip hop. Puis, avec la pièce « L'Assise », la compagnie a bénéficié du soutien du Festival H2O et du Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois, de la Villette (Initiatives d'Artistes en Danses Urbaines), de l'Adiam 91 et du Conseil général de l'Essonne. La compagnie est depuis lors reconnue dans le champ de la danse hip hop.
Depuis 2006, la ville de Morangis (91) accueille en résidence la compagnie en lui mettant à disposition des salles de répétitions ainsi qu'un bureau et des moyens administratifs de fonctionnement.
Depuis 2007, la compagnie est soutenue par le Département de l'Essonne pour sa résidence à Morangis. Elle a obtenu l'aide à la création du Département du Val-de-Marne pour la

création « LOL, comédie chorégraphique hip hop pour 2 danseurs et 1 comédien », soutenue par le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine. Elle a depuis créé régulièrement : « Mon appart en dit long » (solo) en 2010, « ZH » pour six danseurs en 2012, « Re » pour deux danseurs et deux musiciens en 2014. Elle a un réseau de partenaires franciliens de coproduction fidèles (Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine, WIP la Villette, Centre de danse du Galion à Aulnay-sous-Bois et maintenant le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie).
La compagnie diffuse régulièrement ses créations en France et bénéficie hors Ile-de-France de relations suivies avec le CNCDC de Châteauvallon et le CCN de La Rochelle.
La compagnie développe dans plusieurs villes franciliennes (Ivry, Rambouillet, Morangis, Mantes-la-Jolie…) et en Guyane, des actions de sensibilisation à la culture hip hop (danse, vidéo, graff, conférence) auprès de jeunes, en partenariat avec des établissements scolaires, maisons de quartiers, conservatoires de danse, mais aussi établissements pénitenciers (Fresnes). La compagnie propose aussi des stages réguliers pour des danseurs professionnels.
Durant la prochaine année de conventionnement, la compagnie sera en résidence à la Maison de la Musique de Nanterre et à l'Opéra de Paris pour la création de l'opéra-ballet « Les Indes Galantes ». Cette création verra le jour en septembre 2019 à l'Opéra National de Paris/ Bastille pour une série de 12 représentations. Cet opéra/ballet se composera de 30 danseurs issus de la street dance (15 danseurs engagés par la Cie et 15 danseurs salariés de l'Opéra de Paris).
Bintou Dembélé performera dans différents musées (Musée d'Orsay, au Palais de la Porte Dorée, au centre Pompidou de Metz).
Enfin la compagnie poursuit ses modules de formations notamment au Centre National de la Danse à Pantin, en accompagnant les jeunes danseurs sur la voie de la professionnalisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 258 157 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire.

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de création / diffusion	247 657,00	95,93%
Dépenses techniques	10 500,00	4,07%
Total	258 157,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF PAC	35 000,00	4,65%
DRAC (acquis)	12 000,00	13,56%
Recettes propres d'activité	211 157,00	81,79%
Total	258 157,00	100,00%

Annexe 5 - affectation TQI

AVENANT N°2
A LA CONVENTION N°CP 2018-524 du 21 NOVEMBRE 2018
AU TITRE DE LA PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE
POUR LES LIEUX ET OPERATEURS

N°CP2020-200 (dossier n°EX046481)

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu de la délibération n° CP2020-200 du 27 mai 2020
ci-après dénommée la “Région”
d'une part,

et

La structure dénommée : THEATRE DES QUARTIERS D’IVRY, Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
adresse : 1 PLACE PIERRE GOSNAT, 94200 IVRY-SUR-SEINE
représenté par : LICINIO DA COSTA
Titre :
ci-après dénommée “ le bénéficiaire ”

d'autre part,

PREAMBULE
Le bénéficiaire s’est vu attribuer une subvention de 50 000 € votée par délibération n° CP 2019-420 du 17 octobre 2019 au titre de l’avenant annuel 2019 à la convention de permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs, alors que l’aide régionale pour ce bénéficiaire au titre de la convention quadriennale de permanence artistique et culturelle a été actée à hauteur de 55 000 € par an (cf. délibération n° CP 2018-524 du 21 novembre 2018). Une affectation complémentaire de 5 000 € est donc votée par délibération n° CP2020-200 du 27 mai 2020, qui fait l’objet du présent avenant.

ARTICLE 1
Le programme d’action et le montant de la subvention régionale pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020, figurent en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2
Les pièces contractuelles comprennent l’avenant proprement dit et l’annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP2020-200 du 27 mai 2020.

ARTICLE 3 :
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le .....

Le bénéficiaire

M.
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation,

Commissions permanentes du 17 octobre 2019 - CP 2019-420
et du 27 mai 2020 – CP2020-200

DOSSIER N° EX046481 - THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DU VAL-DE-MARNE - AVENANT1 oct 19

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	599 560,00 € HT	9,17 %	55 000,00 €
	Montant voté en CP2019-420		50 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY
Adresse administrative	:	1 PLACE PIERRE GOSNAT 94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique	:	Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant	:	Monsieur LICINIO DA COSTA, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : oui
Pour la continuité du projet, la prise en compte des dépenses se fait à dater du 1er janvier 2020.

Description :
Dirigé par Elisabeth Chailloux jusqu'en décembre 2018 et par Jean-Pierre Baro à compter de janvier 2019, Le Théâtre des Quartiers d'Ivry (TQI) est le Centre Dramatique National du Val-de-Marne installé depuis 2016 dans le bâtiment rénové de la Manufacture des œillets à Ivry-sur-Seine. Le Théâtre dispose désormais de plusieurs salles : La Fabrique, salle modulable de 397 places, le Lanterneau, salle de 90 places, la salle de l'Atelier Théâtral, La Halle destinée à l'accueil du public, avec un bar, une librairie, un espace pour lectures et concerts.
Le projet TQI s'organise autour de la création (résidence, production et exploitation de spectacles sur de longues durées), de l'atelier théâtral (école de spectateurs fréquentée par près de deux cents personnes/amateurs) et du Théâtre des Quartiers du Monde (échanges et rencontres artistiques entre la France et l'étranger).
Le TQI est soutenu par la DRAC Ile-de-France, la Ville d'Ivry-sur-Seine et le Département du Val-de-Marne.
2019 est la première année de direction du Théâtre des Quartiers d'Ivry par Jean-Pierre Baro. Le nouveau projet se met en place avec Dieudonné Niangouna comme artiste associé.
Le TQI a accueilli 11 équipes pour des résidences de 8 à 18 jours. 3 d'entre elles ont bénéficié d'un apport en coproduction de 10 à 20 000€ et les créations de Gaëtan Vassart et Richard Brunel ont fait l'objet de séries de 10 représentations.

En 2020, le projet de la nouvelle direction se mettra pleinement en place avec 3 artistes en résidence longue : Adeline Olivier, auteure associée au Théâtre en 2020 qui travaillera avec Jacques Allaire, Charly Breton à l'automne et Pascal Kirch à l'automne également. Chaque artiste bénéficie d'une coproduction de 10 à 25 000€ et de 8 à 10 représentations. Le TQI produira également « Neige » la prochaine création de son directeur, Jean-Pierre Baro. Enfin, le TQI mènera de nombreuses actions culturelles notamment avec les lycées d'Ivry, Vitry et Choisy-le-Roi, et la Maison d'arrêt de Fresnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 599 560€ et correspond au montant du budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité (-15 000€).

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidence création diffusion	415 500,00	67,61%
Dépenses d'action culturelle	82 500,00	13,42%
Dépenses de fonctionnement	116 560,00	18,97%
Total	614 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	18 000,00	2,93%
Ministère de la Culture (acquis)	333 000,00	54,19%
Région IDF - Aide à la PAC	70 000,00	11,39%
TVA sur subvention	-1 440,00	-0,23%
Recettes propres d'activité	195 000,00	31,73%
Total	614 560,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N° CP 2020-208
DU 27 MAI 2020

TROISIÈMES AFFECTATIONS 2020 POUR LE CINÉMA ET L'AUDIOVISUEL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU la délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU la délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 portant refonte du fonds de soutien cinéma et audiovisuel et amélioration de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP2017-202 du 17 mai 2017 attribuant la subvention à la SA BANDITS pour l'œuvre RENDRE LA JUSTICE de Robert Salis (anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote)» ;

VU la délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU les délibérations, CP 2017-465 du 18 octobre 2017 et CP 2018-238 du 30 mai 2018 relatives

aux évolutions du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n° CP2019-311 du 3 juillet 2019 attribuant la subvention à la SARL LES FILMS DU BALIBARI pour l'œuvre audiovisuelle PREMIERE ANNEE DEHORS de Valérie Manns ;

VU la délibération CP2019-511 du 20 novembre 2019 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens ;

VU l'avis du comité de lecture audiovisuel du 5 février 2020 et l'avis du comité de lecture cinématographique du 9 mars 2020 ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-208 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de 10 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **153 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération CP n° 2019-511 du 20 novembre 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **153 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles " du budget 2020.

Article 2 : Fonds de soutien audiovisuel et cinéma

Décide de participer au titre du Fonds de soutien audiovisuel et cinématographique, au financement de 24 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de 24 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **4 793 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 793 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2020.

Article 3 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : PREMIERE ANNEE DEHORS de Valérie Manns (dossier n° 19007196)

Décide de transférer à la société de production POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI la subvention attribuée antérieurement à la SARL LES FILMS DU BALIBARI pour la réalisation de l'œuvre audiovisuelle intitulée : PREMIERE ANNEE DEHORS de Valérie Manns votée par délibération n° CP2019-311 en date du 3 juillet 2019 (dossier n° 19007196).

Approuve l'avenant de transfert en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : RENDRE LA JUSTICE de Robert Salis (anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote) **- dossier n° EX016929**

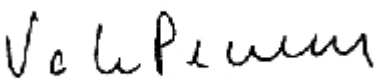
Décide de transférer à la société de production LADYBIRDS FILMS la subvention attribuée antérieurement à la SA BANDITS pour la réalisation de l'œuvre cinématographique intitulée : RENDRE LA JUSTICE de Robert Salis (anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote) votée par délibération n° CP2017-202 en date du 17 mai 2017 (dossier n° EX016929).

Approuve l'avenant de transfert en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179235-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX047967 - DE GAULLE BATISSEUR

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POINT DU JOUR - LES FILMS DU BALIBARI
Adresse administrative	:	37-39 RUE SAINT S BASTIEN 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur LUC MARTIN-GOUSSET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel DE GAULLE BATISSEUR de Camille JUZA et Laurent CADOUX pour France 3

Dates prévisionnelles : 18 octobre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure : Camille Juza

Réalisateurs : Camille Juza et Laurent Cadoux

Résumé : Les 30 glorieuses ont transformé le paysage urbain et rural de la France, portées par une certaine idée de la modernité, l'exemple des Etats-Unis, le désir de construire "un homme nouveau" qui ne faillirait plus comme la génération précédente qui avait collaborée. On pourrait dire aussi que c'est une histoire de l'aménagement du territoire quand celui-ci était le fait du politique et pas du marché.

Commentaire : Diplômée de Sciences po et d'un DEA de philosophie politique, Camille Juza réalise depuis 15 ans des documentaires pour la télévision. Elle s'intéresse longtemps aux problématiques sociétales, notamment aux questions de justice (Mission, protéger les enfants, 16x13', Point du Jour/France 5, Une enfance en suspens, 52', les films d'Ici/planète) avant d'ouvrir son champ à l'histoire et la culture, notamment à l'architecture (Attention, grands travaux, point du jour/Public Sénat, 24 x 26'). En 2010, elle intègre l'unité documentaire de France Culture où elle produit des longs formats sur l'histoire culturelle et sociale (Ludwig Mies van der Rohe, une vie une oeuvre, 55', La France des pavillons, 55'…)

et présente une émission d'été consacrée à l'architecture Le génie des lieux. En 2018, elle signe avec Jérôme Momcilovic un portrait de l'acteur et gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger pour Arte (La fabrique d'Arnold Schwarzenegger, 52').
Elle partage la réalisation de ce film d'envergure pour le prime time avec le réalisateur expérimenté Laurent Cadoux qui a réalisé de nombreux documentaires pour France Télévision dont les derniers sont "Henri Mignet, l'aventure de l'aviation pour tous" en 2018 et "Bernard Thévenet, le tombeur du Cannibale" en 2015.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	562 105,00	69,89%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	90 130,00	11,21%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	152 064,00	18,91%
Total	804 299,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	183 384,00	22,80%
préa achat et apport copro de chaine française France 3	425 000,00	52,84%
préa achat et apport copro de chaine française LCP	15 000,00	1,86%
CNC, cosip automatique	96 615,00	12,01%
Procirep Angoa	24 300,00	3,02%
Aide régionale demandée	60 000,00	7,46%
Total	804 299,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX047972 - LOUIS DE FUNES l'art d'en rire

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	71 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES BONS CLIENTS
Adresse administrative	:	26 RUE DE GRAMONT 75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame PAULINE BATAILLE, CONTACT (sans fonction particulière)

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LOUIS DE FUNES l'art d'en rire (90min), réalisé par Lucie Cariès pour France 3

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Lucie Cariès

Résumé : Par quelle magie celui qui fut l'acteur le plus populaire des années 1960 et 1970 parvient-il à nous divertir toujours autant ? En près de 120 films et une douzaine de scènes cultes, Louis de Funès est entré dans la postérité. A travers les interviews qu'il a données tout au long de sa carrière, Louis de Funès se révèle, laissant apparaître une délicatesse et un charme inattendus. Formidable observateur de l'espèce humaine, son comique nous offre ici une joie simple et gorgée de vie.

Commentaire : Lucie Cariès a réalisé une vingtaine de documentaires audiovisuels, majoritairement consacrés à l'histoire comme le plus récent : « 21 avril 753 la fondation de Rome » pour Arte (2019) ou le mythe de Romulus et Rémus utilisé à des fins politiques et "Robert Talpain un militant pour le Front Populaire" pour Arte en 2016. Elle aime particulièrement le portrait documentaire qui permet de redécouvrir une personnalité comme dans son film « Lino Ventura » pour France 5 en 2017 ou «Mitterrand, du verbe à l'image » pour Public Sénat, en 2011, ou encore dans «Les hommes à mi-chemin » pour Arte, en 2013, portrait de six hommes anonymes en pleine crise de milieu de vie. Développé indépendamment de l'exposition de la Cinémathèque, ce "Louis de Funès" est son premier prime time.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	635 829,00	71,74%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	25 520,00	2,88%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	224 940,00	25,38%
Total	886 289,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	117 550,00	13,26%
1er coproducteur français INA	54 699,00	6,17%
préachat et apport copro de chaine française 1 France 3	435 000,00	49,08%
CNC, cosip automatique	122 040,00	13,77%
Procirep Angoa	27 000,00	3,05%
Aide régionale demandée	80 000,00	9,03%
Distributeur Balanga	50 000,00	5,64%
Total	886 289,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX047978 - LES SECRETS DES CANAUX DE PARIS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAGELLAIR
Adresse administrative	:	LIEU DIT LE BORDICOLET 72200 LE BAILLEUL
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur MATHIAS GOUDEAU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire LES SECRETS DES CANAUX DE PARIS (60mn) réalisé par Angèle Berland pour RMC découvertes

Dates prévisionnelles : 27 novembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Angèle Berland

Résumé : Patrimoine, histoire et technologie, les Canaux de Paris, regorgent d'une richesse rare. Le Canal St Martin, St Denis et de L'Ourcq parcourent à ciel ouvert, parfois secrètement, Paris et la région parisienne. Ces 130 km de voies d'eaux comprennent de nombreux ouvrages d'art qui ont permis d'acheminer l'eau de la région parisienne dans la capitale française. Ce documentaire s'attachera à montrer les secrets de ce patrimoine unique.

Commentaire : Angèle Berland a déjà réalisé une dizaine de documentaires majoritairement consacrés à la science, l'aviation et les nouvelles technologies, mais aussi aux effets de la mondialisation dans les pays émergents comme "Sénégal : la fripe mondialisée" et "Cancun, l'autre visage" dans la série "Les Dessous de la mondialisation" pour Public Sénat, ou encore "Noir Brésil" à l'occasion des derniers Jeux Olympiques. Avant "Les secrets des canaux de Paris" elle avait déjà réalisé en 2017 "L'eau à Paris, un défi technologique" pour RMC Découverte et approfondit encore le sujet.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	83 113,00	67,13%
dépenses de fabrication hor IDF	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	40 691,00	32,87%
Total	123 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	8 904,00	7,19%
préa achat et apport copro de chaine française 1 RMC découverte	60 300,00	48,71%
CNC, cosip automatique	36 600,00	29,56%
Aide régionale demandée	18 000,00	14,54%
Total	123 804,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX047987 - HIPPOCRATE saison 2

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 226 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	31 JUIN FILMS
Adresse administrative	:	25 RUE DROUOT 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur EMMANUEL BARRAUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de série de fiction HIPPOCRATE saison 2 (8x52mn) de Thomas Lilti pour Canal +

Dates prévisionnelles : 6 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Thomas Lilti, Anais Carpita, Claude Le Pape, Mehdi Fikri, Charlotte SAnson, Julien Litli

Réalisateur : Thomas Lilti

Avec : Louise Bourgoin, Alice Belaïdi, Karim Leclou, Zacharie Chasseriaud et Eric Caravaca

Résumé : Une vague de froid s'est abattue sur la France, les hôpitaux sont submergés. Une canalisation a sauté aux urgences de l'hôpital Poincaré. Elles sont inondées et obligées de se replier en médecine interne. Alyson et Hugo poursuivent leur stage dans le service. Chloé tente de revenir pratiquer coûte que coûte malgré une santé fragile. Aucun des trois n'a eu de nouvelles d'Arben, depuis qu'il a disparu sans un mot.

Commentaire : Thomas Lilti est médecin et a développé parallèlement sa passion pour le cinéma. Dés 2000, il a collaboré à une dizaine de projets en tant qu'auteur, notamment pour "Télé gaucho" de Michel Leclerc ou encore "Mariage à Mendoza" d'Edouard Deluc. Il réalise "Les yeux bandés", son premier long métrage en 2008 puis "Hippocrate", "Médecin de campagne" et "Première année" toujours avec le soutien

de la Région. Comme plusieurs de ses films, la série "Hippocrate" est produit par 31 Juin Films et la première saison a également été soutenue par la Région en 2017.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	10 100 081,00	81,71%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	207 705,00	1,68%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 053 070,00	16,61%
Total	12 360 856,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	339 856,00	2,75%
1er coproducteur français Canal +	4 516 000,00	36,53%
préa achat et apport copro de chaine française 1 Canal +	4 476 000,00	36,21%
préa achat et apport copro de chaine française 2 Ciné +	40 000,00	0,32%
préa achat et apport copro de chaine étrangère 1	0,00	0,00%
CNC, cosip automatique	889 200,00	7,19%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	1 248 000,00	10,10%
Aide régionale demandée	301 800,00	2,44%
Autres Studio canal	550 000,00	4,45%
Total	12 360 856,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX048013 - POUR NE PAS LES OUBLIER

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BABEL DOC
Adresse administrative	:	11 AVENUE FR D RIC MISTRAL 13008 MARSEILLE 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur THOMAS ELLIS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel POUR NE PAS LES OUBLIER (60mn) de Nicolas DUCROT pour France 5.

Dates prévisionnelles : 6 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur et réalisateur : Nicolas Ducrot

Résumé : Cette histoire raconte la vie de tous les reclus de notre société. Les sans domicile fixe, les migrants, les personnes isolées, les personnes âgées. Ceux qu'on préférerait ne pas voir mais qui sont bien là pourtant. Et comme tout le monde, à un moment, ces personnes meurent. C'est là, au moment où elles pourraient devenir définitivement invisibles, que commence le travail du collectif « Les Morts de La Rue », découvrir qui elles étaient et leur organiser une cérémonie.

Commentaire : Journaliste et documentariste Nicolas Ducrot a réalisé de nombreux sujets pour des magazines de France Télévision et plusieurs documentaires sur différents sujets comme "Ils ont tué mon fils" pour la case Infrarouge de France 2 en 2018, "Paul François, le paysan qui défie Monsanto" la même année ou "La mission du coeur" pour France Ô en 2014.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	192 606,79	81,30%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	44 292,00	18,70%
Total	236 898,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	11 154,00	4,71%
préa achat et apport copro de chaine française 1 France 5	119 594,79	50,48%
CNC, cosip automatique	34 000,00	14,35%
Procirep Angoa	37 150,00	15,68%
Aide régionale demandée	35 000,00	14,77%
Total	236 898,79	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX048073 - MYTHO saison 2

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 302 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UNITE DE PRODUCTION
Adresse administrative	:	92 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur BRUNO NAHON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction MYTHO saison 2 (6x52mn), d'Anne Berest et Fabrice Gobert pour Arte.

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure : Anne Berest

Réalisateur : Fabrice Gobert

Résumé : Elvira Lambert a fait exploser sa famille en s'inventant un cancer en saison 1. Mais un mensonge peut-il en cacher un autre ? Qui est vraiment ce Lorenzo apparu en épisode 6 ? Elvira va-t-elle parvenir à reconquérir les siens ? Une saga familiale singulière et jubilatoire sous le signe du lien.

Commentaire : La première saison de la série a été présentée à la Région en 2018 mais n'a pas été soutenue. Elle a pourtant reçu un excellent accueil critique et reçu le Prix du public et le Prix de la meilleure actrice pour Marina Hands au Festival Séries Mania 2019. Le réalisateur a été révélé par son premier long métrage "Simon Werner a disparu", soutenu par la Région, et qui a reçu le César du Meilleur premier film en 2011 et était sélectionné à Un Certain Regard à Cannes en 2010. Fabrice Gobert a également réalisé pour Canal + la série très remarquée "Les revenants", dont la Région a soutenu la saison 2. Anne Berest est scénariste et romancière. Elle à l'origine de la série avec Fabrice Gobert et a également écrit la série "Paris Etc" réalisée par Zabou Breitman pour Canal + en 2017.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LESIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	5 607 125,00	77,94%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	377 878,00	5,25%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 208 906,00	16,80%
Total	7 193 909,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	974 972,00	13,55%
préa achat et apport copro de chaine française 1 Arte	2 400 000,00	33,36%
préa achat et apport copro de chaine française 2 Arte	1 560 000,00	21,69%
CNC, aide à la préparation	50 000,00	0,70%
CNC cosip	508 937,00	7,07%
Federation distribution	500 000,00	6,95%
Sofica	300 000,00	4,17%
Autres ventes	550 000,00	7,65%
Aide régionale demandée	350 000,00	4,87%
Total	7 193 909,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX048077 - EDMOND ET LUCY

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 280 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MIAM
Adresse administrative	:	24 RUE LACHARRIERE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame HANNA MOUCHEZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production de la série d'animation EDMOND ET LUCY 52 x 12mn, réalisée par François Narboux pour France 5

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Astrid Desbordes, François Narboux, Marc Boutavant, Balthazar Chapuis et Christel Gonnard

Réalisateur : François Narboux

Résumé : Edmond l'écureuil et Lucy l'oursonne sont élevés comme frère et sœur, en pleine nature, et vivent dans un grand châtaignier, sorte de cité radieuse de la forêt. Jouer et grandir en pleine nature, répondre aux énigmes qu'elle soulève, et vivre l'aventure au grand air, le rêve !

Commentaire : Cette série utilise la technologie de calcul de l'animation en temps réel, issue du jeu vidéo et appliquée pour la première fois en France à une série d'animation destinée à une diffusion linéaire. François Narboux a été chef animateur avant de réaliser lui-même des clips vidéo, des courts métrages. Il a ensuite réalisé plusieurs séries d'animation jeunesse adressées aux plus jeunes comme "Didou" soutenue par la Région en 2005, "Mouk" d'après les très célèbres ouvrages jeunesse du même nom et "Pirata et Capitano".

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	5 277 000,00	71,99%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 393 000,00	19,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	659 794,00	9,00%
Total	7 329 794,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 515 477,00	20,68%
préa achat et apport copro de chaine française 1 France 5	1 700 000,00	23,19%
CNC, cosip automatique	1 950 000,00	26,60%
CNC développement	95 000,00	1,30%
CNC aide à la préparation	115 000,00	1,57%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	1 041 893,00	14,21%
Aide régionale demandée	292 424,00	3,99%
Région Auvergne	170 000,00	2,32%
Media distribution	450 000,00	6,14%
Total	7 329 794,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049074 - CE QUE JE SUIS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TAMARA FILMS
Adresse administrative	:	39 RUE DE LA BELLAN 43450 BLESLE
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame CAROLE CHASSAING, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production long-métrage documentaire d'environ 90min CE QUE JE SUIS de Claire Doyon - 2e long métrage

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2020 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Claire Doyon

Synopsis : Depuis 18 ans je filme Pénélope, ma fille atteinte d'un autisme sévère. Un jour j'ai ouvert le placard qui contenait les cassettes DV et les bobines super 8. Il fallait rassembler toutes ces images. Pénélope, dis-moi qui je suis trace le parcours d'une mère et sa fille autiste à travers les années. Il raconte un chemin initiatique avec des étapes cruciales : le choc du diagnostic, la déclaration de guerre contre la maladie, l'abdication des armes, pour finalement accepter un mode d'existence.

Commentaires : Claire Doyon signe ici un 2e long métrage documentaire avec un sujet intime, poursuivant ce travail d'introspection entamé avec son premier film.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	265 651,00	88,36%
01 Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	35 000,00	11,64%
Total	300 651,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	45 651,00	15,18%
Apport en industrie : Microclimat (acquis)	10 000,00	3,33%
1er coproducteur : CO Films (acquis)	10 000,00	3,33%
2e coproducteur français : Maia	10 000,00	3,33%
Occitanie (en cours)	25 000,00	8,32%
CNC développement	45 000,00	14,97%
Droits France (en cours)	30 000,00	9,98%
Droits Monde (en cours)	10 000,00	3,33%
TV divers (en cours)	75 000,00	24,95%
Aide régionale proposée	40 000,00	13,30%
Total	300 651,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049075 - ORDRE(S) ET DÉSORDRES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LE BUREAU FILMS
Adresse administrative	:	3 PASSAGE SAINT SEBASTIEN 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur OURY MILSHTEIN, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage documentaire ORDRE(S) ET DÉSORDRES d'environ 90min de David Dufresne - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 5 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : David Dufresne

Synopsis : Prolongeant l'opération « Allô@Place_Beauvau, c'est pour un signalement » de David Dufresne, ORDRE(S) ET DÉSORDRES sera une réflexion proposée aux deux côtés de la barricade autour de la phrase de Max Weber : « L'état détient le monopole de la violence physique légitime ».

Commentaires : Reporter, journaliste, réalisateur de documentaires audiovisuels et web, David Dufresne réalise ici son 1er long métrage de cinéma.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	271 379,00	85,93%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	44 434,00	14,07%
Total	315 813,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur (cumul)	175 813,00	55,67%
Sofica Cinéventure (acquis)	50 000,00	15,83%
Droits France - Jour2Fête (acquis)	50 000,00	15,83%
Aide régionale proposée	40 000,00	12,67%
Total	315 813,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049076 - A DEMAIN MON AMOUR

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ENVIE DE TEMPETE PRODUCTION
Adresse administrative	:	38 RUE RENE BOULANGER 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MARGAUX LORIER, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production pour le long-métrage documentaire A DEMAIN MON AMOUR d'environ 90min de Basile Carré-Agostini - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : Basile Carré-Agostini

Synopsis : Monique et Michel, sociologues de la grande bourgeoisie, passent beaucoup de temps dans leur pavillon fleuri de banlieue parisienne. Ils s'aiment depuis plus de 50 ans, ont une bonne retraite et différents capitaux. Mais comme ils sont un peu dingues et sensibles à l'injustice, ils ont décidé de braver le président de la République française et tant qu'à faire, le système capitaliste planétaire.

Commentaires : Un portrait intime des Pinçon-Charlot, couple de sociologues qui interrogent les fondements économiques contemporains.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	349 967,00	77,96%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	98 961,00	22,04%
Total	448 928,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	78 978,00	17,59%
Crédit d'impôt (acquis)	70 000,00	15,59%
Apports en industrie	12 950,00	2,88%
1er coproducteur français (Films Grain de sable)	10 000,00	2,23%
1er Pay Tv : Canal+ (en cours)	90 000,00	20,05%
CNC ASR (acquis)	125 000,00	27,84%
Aide musique SCAM (acquis)	3 000,00	0,67%
Droits France : Jour2Fête (acquis)	5 000,00	1,11%
Aide régionale proposée	54 000,00	12,03%
Total	448 928,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049077 - LE REPERE DES CONTRAIRES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 63 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ALEA FILMS
Adresse administrative	:	10 RUE CAVALLOTTI 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame DIANE GABELOTEAU, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage documentaire LE REPERE DES CONTRAIRES d'environ 90min de Léa Rinaldi

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Léa Rinaldi

Synopsis : En installant son chapiteau au pied de Chanteloup-les-Vignes, Neusa Thomasi se lance un défi de taille : Recréer du lien social grâce à l'art. Depuis 26 ans et malgré les obstacles, elle accompagne les enfants et leur transmet sa passion pour le cirque et le théâtre. «Le Repaire des Contraires » est le témoignage de cette initiative de médiation culturelle audacieuse et réussie dont le symbole de son efficacité est ce chapiteau inauguré en 2018 puis incendié le 2 Novembre 2019.

Commentaires : Un documentaire autour d'un lieu francilien emblématique et solidaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHANTELOUP-LES-VIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	421 633,00	80,62%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	101 354,00	19,38%
Total	522 987,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	162 487,00	31,07%
Apport en industrie (acquis)	12 000,00	2,29%
Free TV (en cours)	105 000,00	20,08%
CNC ASR (en cours)	90 000,00	17,21%
CNC Musique (en cours)	18 000,00	3,44%
Collecte KissKissBankBank (acquis)	10 000,00	1,91%
Fondation Audience Génération	30 000,00	5,74%
Droits France (en cours)	32 500,00	6,21%
Aide régionale proposée	63 000,00	12,05%
Total	522 987,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049081 - LES JUSTES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 265 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	KADOR EURL
Adresse administrative	:	6 AVENUE MONTMORENCY 75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur JAD BEN AMMAR, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction LES JUSTES d'environ 90min de Abd Al Malik - 2d long métrage

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : Abd Al Malik

Synopsis : Moscou, début du XXème siècle, de jeunes anarchistes qui préparaient un attentat contre le Grand-Duc Serge, symbole du despotisme, renoncent au dernier moment. Il y avait des enfants dans la calèche de l'oncle du tsar. Doivent-ils au nom de la justice maintenir leur plan? Dans ce vrai-faux huis-clos sont évoqués les zones obscures d'une révolte juste et l'impossibilité de l'Amour.

Commentaires : Après le théâtre, Abd Al Malik adapte ici Albert Camus au cinéma.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 081 352,00	83,32%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	416 630,00	16,68%
Total	2 497 982,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	142 982,00	5,72%
Crédit d'impôt (acquis)	590 000,00	23,62%
Free TV (en cours)	500 000,00	20,02%
Pay TV (en cours)	500 000,00	20,02%
CNC diversité (en cours)	100 000,00	4,00%
Droits France : Star Invest/Alba (acquis)	200 000,00	8,01%
Soficas (en cours)	200 000,00	8,01%
Aide régionale proposée	265 000,00	10,61%
Total	2 497 982,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049082 - PORTRAIT D'UNE JEUNE FILLE QUI VA BIEN

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 265 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CURIOSA FILMS
Adresse administrative	:	7 AV FRANKLIN D ROOSELVELT 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Olivier DELBOSC, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction PORTRAIT D'UNE JEUNE FILLE QUI VA BIEN d'environ 90min de Sandrine Kiberlain - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Sandrine Kiberlain

Synopsis : Paris, été 1942. Irène est juive et française. Elle vit l'élan de ses 19 ans. Sa famille aimante la regarde découvrir le monde. Ses amitiés, son nouvel amour, sa passion du théâtre... Rien ne laisse imaginer que le temps d'Irène est compté.

Commentaires : Sandrine Kiberlain réalise ici un premier film intime.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 437 520,00	82,00%
01 Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	534 904,00	18,00%
Total	2 972 424,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 107 424,00	37,26%
Free TV : ARTE (en cours)	500 000,00	16,82%
Pay TV : Canal+ et Ciné+ cumulés (en cours)	750 000,00	25,23%
Droits France : Ad Vitam (acquis)	250 000,00	8,41%
Droits Monde (en cours)	100 000,00	3,36%
Aide régionale proposée	265 000,00	8,92%
Total	2 972 424,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049083 - ROSA

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 265 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SILEX
Adresse administrative	:	8 IMPASSE DRUINOT 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame PRISCILLA BERTIN, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 90min ROSA de Aurélie Saada - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2020 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Réalisatrice : Aurélie Saada

Auteures : Aurélie Saada et Yaël Langmann

Synopsis : Rosa, 75 ans, vient de perdre son mari qu'elle adorait plus que tout. Elle n'avait jamais imaginé la vie sans lui, jamais descendu un escalier sans l'avoir à son bras. Autour d'elle, ses 3 grands enfants tentent de l'aider à faire face. Mais lorsque la peine de Rosa laisse place à une puissante pulsion de vie qui lui fait réaliser qu'elle n'est pas seulement veuve, mère ou grand-mère, mais qu'elle peut aussi se redéfinir en tant que femme, c'est tout l'équilibre de la famille qui est bouleversé.

Commentaires : Aurélie Saada, moitié du groupe Brigitte, réalise ici son 1er long métrage avec une histoire d'amour sensible.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 167 475,00	78,97%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	577 080,00	21,03%
Total	2 744 555,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	744 000,00	27,11%
1er coproducteur : Germaine Films (acquis)	420 555,00	15,32%
Pay TV : Cnala+ et Ciné+ cumulés (acquis)	650 000,00	23,68%
Free TV : France3 (acquis)	275 000,00	10,02%
Part coproduction et Droits France : Appolo Films (acquis)	200 000,00	7,29%
Apports en participation (en cours)	50 000,00	1,82%
Pool Soficas CinéCap-Indéfilms (acquis)	140 000,00	5,10%
Aide régionale proposée	265 000,00	9,66%
Total	2 744 555,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049084 - LA VRAIE FAMILLE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 260 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEUXIEME LIGNE FILMS
Adresse administrative	:	84 RUE HENRI IV 27540 IVRY LA BATAILLE
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MARIE DUBAS, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction LA VRAIE FAMILLE d'environ 90min de Fabien Gorgeart - 2d long métrage

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur - Réalisateur : Fabien Gorgeart

Synopsis : Anna vit avec son mari, ses deux petits garçons ainsi que Simon, un enfant placé chez eux par l'Aide Sociale à l'Enfance depuis l'âge de 18 mois, qui a désormais 6 ans. Un jour, le père de Simon exprime le désir de récupérer la garde de son fils. C'est un déchirement, mais Anna sait qu'elle doit aider Simon à retourner vivre chez lui.

Commentaires : Après Diane a les épaules (également bénéficiaire du Fonds de soutien de la région Île-de-France), Fabien Gorgeart continue l'exploration de la famille avec ce second long métrage sensible.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 723 971,00	61,93%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	454 374,00	16,32%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	605 466,00	21,75%
Total	2 783 811,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	677 311,00	24,33%
Région Normandie : Structure-Réécriture-Production cumulés (acquis)	219 000,00	7,87%
Pay Tv cumulés (en cours)	677 500,00	24,34%
Free TV (en cours)	500 000,00	17,96%
Droits France : Le Pacte (acquis)	200 000,00	7,18%
Droits Monde (en cours)	50 000,00	1,80%
Soficas CinéVenture et IndéFilms (acquis)	200 000,00	7,18%
Aide régionale proposée	260 000,00	9,34%
Total	2 783 811,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049086 - ECOLE A VENDRE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 265 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HAUT ET COURT
Adresse administrative	:	38 RUE DES MARTYRS 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame BARBARA LETELLIER, Productrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage fiction d'environ 90min ECOLE A VENDRE de Carine MAY et Hakim ZOUHANI - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs - Réalisateurs : Carine MAY et Hakim ZOUHANI

Synopsis : Jules Ferry, une école de banlieue parisienne, est menacée par l'arrivée d'une nouvelle résidence «parisiano-écolo», flanquée de son établissement scolaire flambant neuf. Craignant de perdre le peu de mixité sociale qui lui reste, Zahia, la directrice, s'associe à Marion, une jeune instit' débutante et engagée, pour faire de son établissement sinistré la première « école verte » de banlieue.

Commentaires : Carine MAY et Hakim ZOUHANI réalisent ici leur second long métrage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	2 289 672,00	86,59%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	354 666,00	13,41%
Total	2 644 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	869 388,00	32,88%
Pré achat Free et Pay TV (en cours)	1 300 000,00	49,16%
Procirep (en cours)	20 000,00	0,76%
Droits France : Haut et Court (acquis)	150 000,00	5,67%
CNC Diversité (acquis)	40 000,00	1,51%
Aide régionale proposée	265 000,00	10,02%
Total	2 644 388,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049087 - ROBUSTE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	335 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DHARAMSALA
Adresse administrative	:	13 RUE ETIENNE MARCEL 75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Isabelle MADELAINE, PRODUCTRICE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction ROBUSTE d'environ 90min de Constance Meyer - 1er long métrage

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure - Réalisatrice : Constance Meyer

Synopsis : Lorsque son bras droit et seul compagnon doit s'absenter pendant plusieurs semaines, George, star de cinéma vieillissante, se voit attribué une remplaçante, Aïssa. Entre l'acteur désabusé et la jeune agente de sécurité, un lien unique va se nouer.

Commentaires : Constance Meyer réalise un premier long métrage au scénario original.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 190 728,00	86,59%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	494 178,00	13,41%
Total	3 684 906,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	479 906,00	13,02%
Crédit d'impôt (acquis)	620 000,00	16,83%
Pay TV cumulés (en cours)	820 000,00	22,25%
Free TV (en cours)	650 000,00	17,64%
Droits France : Diaphana (acquis)	200 000,00	5,43%
CNC ASR (en cours)	400 000,00	10,86%
Droits Monde : Indie Sales (acquis)	180 000,00	4,88%
Aide régionale proposée	335 000,00	9,09%
Total	3 684 906,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049089 - INCROYABLE MAIS VRAI

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 320 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	L ATELIER DE PRODUCTION
Adresse administrative	:	41 RUE SAINT-AUGUSTIN 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur THOMAS VERHAEGHE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 90min INCROYABLE MAIS VRAI de Quentin Dupieux

Dates prévisionnelles : 9 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : Quentin Dupieux

Synopsis : Alain et Marie s'installent dans le pavillon de banlieue de leurs rêves. Mais l'agent immobilier les a prévenus : ce qui se trouve au sous-sol risque bien de changer leur vie

Commentaires : Quentin Dupieux retrouve ici Alain Chabat, avec lequel il a collaboré régulièrement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 588 930,00	82,60%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	0,00	0,00%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	755 973,00	17,40%
Total	4 344 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	924 903,00	21,29%
Pay TV cumulés (en cours)	1 000 000,00	23,02%
Free TV (en cours)	400 000,00	9,21%
Droits France : Diaphana (acquis)	400 000,00	9,21%
Droits Monde : WTF (acquis)	300 000,00	6,90%
CNC ASR (en cours)	500 000,00	11,51%
Pool Sofica (en cours)	500 000,00	11,51%
Aide régionale proposée	320 000,00	7,36%
Total	4 344 903,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049090 - TOUT S'EST BIEN PASSE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 320 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MANDARIN PRODUCTION
Adresse administrative	:	22 RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Nicolas ALTMAYER, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage d'environ 90min de fiction TOUT S'EST BIEN PASSE de François Ozon

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - Réalisateur : François Ozon

Synopsis : Lorsqu'André fait un AVC, Emmanuèle se précipite au chevet de son père. Sur son lit d'hôpital, malade, à moitié paralysé, impérieux et décidé, il demande à Emmanuèle de l'aider à en finir. Mais comment répondre à un tel désir quand il s'agit de son propre père ?

Commentaires : François Ozon adapte ici le livre éponyme de Emmanuelle Bernheim, tiré de son histoire personnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	4 760 031,00	80,20%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	174 769,00	2,94%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	1 000 349,00	16,85%
Total	5 935 149,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 065 149,00	17,95%
Droits France : Diaphana (acquis)	800 000,00	13,48%
Pay TV : Canal+ (acquis)	1 300 000,00	21,90%
Free TV : France2 (acquis)	1 300 000,00	21,90%
Pay TV2 (en cours)	250 000,00	4,21%
Droits Monde : Playtime (en cours)	900 000,00	15,16%
Aide régionale proposée	320 000,00	5,39%
Total	5 935 149,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049091 - OSS 117 - ALERTE ROUGE EN AFRIQUE NOIR

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 520 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MANDARIN PRODUCTION
Adresse administrative	:	22 RUE DE PARADIS 75010 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur Nicolas ALTMAYER, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long-métrage de fiction d'environ 90min OSS 117 - ALERTE ROUGE EN AFRIQUE NOIR de Nicolas Bedos

Dates prévisionnelles : 14 novembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Nicolas Bedos

Auteur : Jean-François Halin

Synopsis : 1981. Le monde a changé depuis les dernières aventures d'OSS 117 : la coalition socialo-communiste est aux portes du pouvoir, le féminisme progresse, l'informatique s'impose… Dans cette nouvelle mission plus délicate, plus périlleuse et plus torride que jamais, OSS 117 est contraint de faire équipe avec un jeune rival, le prometteur OSS 1001.

Commentaires : Après deux films personnels, tous deux soutenus par le fonds de soutien de la région Île-de-France (Madame Adelman en 2016 et La Belle Epoque en 2019), Nicolas Bedos réalise ici le 3e volet de la désormais saga OSS 117.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	12 090 404,00	65,90%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	3 074 790,00	16,76%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 182 527,00	17,35%
Total	18 347 721,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteurs cumulés Mandarin/Gaumont dont droits France et Monde	9 425 221,00	51,37%
Apport Coproducteur : BNP Pictures (en cours)	300 000,00	1,64%
Pay TV : Canal+/Ciné+ cumulés (acquis)	3 665 000,00	19,98%
Apport coproducteur : M6 films (acquis)	900 000,00	4,91%
Free TV : M6/W9 (cumulés)	2 400 000,00	13,08%
CNC TNP (en cours)	200 000,00	1,09%
Procirep (en cours)	22 500,00	0,12%
CNC NTP	200 000,00	1,09%
Placements de produits (en cours)	300 000,00	1,64%
Apport coproducteur belge Scope Pictures+Tax Shelter (acquis)	215 000,00	1,17%
aide régionale proposée	720 000,00	3,92%
Total	18 347 721,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049092 - LES PROMESSES

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 345 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	24 25 FILMS
Adresse administrative	:	6 RUE SAULNIER 75009 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur SEBASTIEN LAGOSZNIAK, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 90min LES PROMESSES de Thomas Kruithof - 2d long métrage

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Thomas Kruithof

Auteurs : Thomas Kruithof et Jean-Baptiste Delafon

Synopsis : Clémence, maire dévouée et pugnace d'une ville pauvre du 93 vit les derniers mois de sa carrière politique. Aidée de son brillant et fidèle bras droit, Yazid, elle se bat avec passion pour sauver un quartier de la ville, miné par l'insalubrité et les « marchands de sommeil » Mais quand Clémence est pressentie pour devenir Ministre, une ambition jusqu'ici refoulée se fait jour, mettant à l'épreuve son rapport à l'engagement politique ainsi que son amitié avec Yazid.

Commentaires : Thomas Kruithof réalise ici son second long métrage, toujours au cœur du monde politique, après La Mécanique de l'ombre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	3 573 565,00	80,96%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	95 248,00	2,16%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	745 113,00	16,88%
Total	4 413 926,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	485 076,00	10,99%
Crédit d'impôt (acquis)	783 850,00	17,76%
Droits France et Monde : Wild Bunch (acquis)	550 000,00	12,46%
1er coproducteur belge (en cours)	100 000,00	2,27%
Pay et Free TV cumulés (en cours)	1 950 000,00	44,18%
Pool Soficas (en cours)	200 000,00	4,53%
Aide régionale proposée	345 000,00	7,82%
Total	4 413 926,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049093 - MAIGRET ET LA JEUNE MORTE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	F COMME FILM
Adresse administrative	:	16 RUE DE LA CURE 75016 PARIS
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur Jean-Louis LIVI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage de fiction d'environ 90min MAIGRET ET LA JEUNE MORTE de Patrice Leconte

Dates prévisionnelles : 8 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Patrice Leconte

Auteurs : Patrice Leconte et Jérome Tonnerre

Synopsis : Maigret enquête sur la mort d'une jeune fille. Rien ne permet de l'identifier, personne ne semble l'avoir connue, ni se souvenir d'elle. Il rencontre une délinquante, qui ressemble étrangement à la victime, et réveille en lui le souvenir d'une autre disparition, plus ancienne et plus intime...

Commentaires : Patrice Leconte signe ici une adaptation d'un classique de Georges Simenon

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- SAINT-CLOUD
- SAINT-DENIS
- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	4 951 371,00	81,29%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	150 000,00	2,46%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	989 498,00	16,25%
Total	6 090 869,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	1 945 869,00	31,95%
Crédit d'impôt (acquis)	920 000,00	15,10%
Free TV cumulés (en cours)	550 000,00	9,03%
Pay TV : Canal+/ciné+ cumulés (acquis)	1 175 000,00	19,29%
Droits France et Monde : SND (acquis)	1 200 000,00	19,70%
Aide régionale proposée	300 000,00	4,93%
Total	6 090 869,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049094 - LE NOEL DES ANIMAUX

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LES VALSEURS
Adresse administrative	:	40 RUE BOURET 75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur DAMIEN MEGHERBI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du long métrage d'animation d'environ 70min LE NOEL DES ANIMAUX de Camille Alméras, Caroline Attia, Ceylan Beyoglu, Natalia Chernysheva, Haruna Kishi et Olesya Schchukina

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs - Réalisateurs : Camille Alméras, Caroline Attia, Ceylan Beyoglu, Natalia Chernysheva, Haruna Kishi et Olesya Schchukina

Synopsis : "Le Noël des animaux" est un conte pour enfant qui réunit 5 chapitres aux identités visuelles qui se répondent, dans des techniques d'animation au rendu artisanal, mettant en scène des animaux dans l'univers de Noël et de l'hiver.

Commentaires : Ces 6 réalisateurs signent chacun un chapitre de ce film choral, avec sa propre technique d'animation.

Avis favorable du Comité de lecture Cinéma 2e session 2020 du 9 mars 2020

Budget total prévisionnel de l'œuvre (en €) : 1 228 290€
Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) de l'œuvre : 768 563€
Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France : 552 596€

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France : 55,37%

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	552 596,00	44,99%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	445 422,00	36,26%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	230 272,00	18,75%
Total	1 228 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	119 132,00	9,70%
Crédit d'impôt (en cours)	184 455,00	15,02%
Free TV : France3 (en attente)	200 000,00	16,28%
CNC développement (acquis)	12 000,00	0,98%
CNC NTP (en cours)	50 000,00	4,07%
Procirep (en cours)	12 000,00	0,98%
Grand Est - Soutien Production Animation et Développement cumulés (acquis)	130 000,00	10,58%
Pictanovo - Développement (acquis)	15 000,00	1,22%
La Réunion - Développement (acquis)	15 000,00	1,22%
La Réunion - Production (en cours)	165 703,00	13,49%
Droits France : Little KMBO (acquis)	100 000,00	8,14%
Droits Monde (en cours)	100 000,00	8,14%
Aide régionale proposée	125 000,00	10,18%
Total	1 228 290,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX049186 - MOTUS ET BOUCHE COUSUE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	416
Adresse administrative	:	57 AVENUE DE LA GRANDE ARM E 75116 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MELISSA THEURIAU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel MOTUS ET BOUCHE COUSUE réalisé par Karine DUSFOUR pour France 2

Dates prévisionnelles : 10 décembre 2019 - 27 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Karine Dusfour

Résumé : Les violences intrafamiliales racontées à travers les yeux d'un enfant.
A travers les auditions du juge des enfants Édouard Durant du TGI de Bobigny et la parole d'enfants victimes devenus adultes, le film raconte les impacts d'une violence invisible et inconnue de nous, les adultes. Il décrit les effets de ces violences intrafamiliales sur le parcours d'une vie. Comment survivre à son enfance et quel adulte devenir ?

Commentaire : Passionnée par les problématiques touchant à la famille et à la justice, Karine Dusfour filme au coeur des familles des histoires intimes fortes, ayant une résonance politique, pour libérer la parole sur les non-dits de notre société.
« Addiction, vivre sans », pour France 2 infrarouge en 2019, « Destins d'orphelins » pour France 5 en 2018 « Viols sur mineurs, mon combat contre l'oubli » pour France 5 avec Flavie Flament, Prix Enfance Majuscule en 2017, « Vous n'aurez pas ma haine » pour France 5 avec Antoine Leiris, Prix du public au FIGRA en 2017 , sont ses derniers documentaires les plus remarqués.

Avis favorable du Comité de lecture Audiovisuel 2ème session 2020 du 5 février 2020
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	185 602,20	79,19%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	1 860,00	0,79%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	46 917,80	20,02%
Total	234 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	13 060,00	5,57%
préa achat et apport copro de chaine française 1 France 2	118 000,00	50,35%
préa achat et apport copro de chaine française 2 Public Sénat	7 000,00	2,99%
CNC, cosip automatique	61 000,00	26,03%
Procirep Angoa	10 320,00	4,40%
Aide régionale demandée	25 000,00	10,67%
Total	234 380,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20005658 - FESTIVAL DU FILM PALESTINIEN - 6EME EDTION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	50 000,00 € TTC	8,00 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU FESTIVAL DU FILM PALESTINIEN
Adresse administrative : 147 RUE DE CLIGNANCOURT 75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Béatrice GROSSI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 6EME EDTION DU FESTIVAL DU FILM PALESTINIEN EN 2020
Du 5 au 15 novembre 2020 au Luminor et aux 3 Luxembourg à Paris (75) et dans les cinémas de Gennevilliers (92), Vitry-sur-Seine (94), Aubervilliers, Montreuil et St-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 15 mars 2020 - 15 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce festival met en valeur les films des cinéastes palestiniens et ceux de la diaspora. Il invite de nombreux cinéastes et réalise lui-même les sous-titres des films sans distributeurs.

À l'instar des précédentes éditions, le programme mêlera courts et longs-métrages, fictions et documentaires, oeuvres inédites et/ou rares, pour la majeure partie accompagnés d'une rencontre - échange avec interprète, une séance de cinéma en plein – air, une master class d'une cinéaste palestinienne, et un concours de courts-métrages.

Il organise des séances pour les lycéens, ainsi qu'un parcours d'immersion à l'année (11 séances pour des élèves du Lycée Henry Wallon à Aubervilliers). En diffusant dans 4 départements franciliens, ce festival a acquis une dimension régionale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges d'exploitation	6 500,00	13,00%
Action culturelle et pédagogique	24 000,00	48,00%
Mission, réception	3 500,00	7,00%
Communication	8 000,00	16,00%
Charges de personnel	8 000,00	16,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	10,00%
Ville de St-Denis (EC)	2 500,00	5,00%
DRAC IdF (EC)	1 500,00	3,00%
Région IdF (sollicitée)	4 000,00	8,00%
Autres produits	37 000,00	74,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20005659 - FESTIVAL SILHOUETTE - 19EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	100 000,00 € TTC	15,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SILHOUETTE
Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thomas LASCOUX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 19EME EDITION DU FESTIVAL SILHOUETTE EN 2020
Du 28 août au 5 septembre 2020
Au Parc de la Butte du Chapeau Rouge et au Hasard Ludique à Paris (75), des ateliers d'éducation à l'image à l'année dans toute l'IdF et un partenariat avec Cultures du coeur dans le 91,93, 94 & 95

Dates prévisionnelles : 13 mars 2020 - 5 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce festival de courts métrages projetés en plein air se déroule en soirée au Parc de la Butte du Chapeau Rouge (19éme arr de Paris). En parallèle dans d'autres lieux (Le Hasard ludique, Holiday Inn ...) seront organisés des ateliers, des rencontres, des projections, des séances jeune public en journée. Ainsi que des ateliers d'éducation à l'image à l'année dans toute l'Île-de-France et un partenariat avec Cultures du coeur dans le 91,93, 94 & 95.

Sur les 3 000 films que le festival reçoit, une sélection est effectuée par les membres de l'association, qui propose au public plus de 100 films regroupés dans des programmes équilibrés qui sont projetés au cours des 9 soirées du festival. Les projections sont précédées de premières parties musicales. Le festival a su créer une atmosphère unique, alliant un aspect musical et festif, à un sérieux dans l'organisation de la manifestation tant au niveau artistique du choix des films qu'au respect de l'environnement où s'inscrit le

festival.

En organisant ce festival ainsi, l'association souhaite faire découvrir et partager le court-métrage à un public qui ne fréquente pas les festivals institutionnels. Cette démarche volontariste est soutenue par les bénévoles, et les compétences de l'équipe du festival a permis de professionnaliser la manifestation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	20 000,00	20,00%
Services extérieurs	34 000,00	34,00%
Autres services extérieurs	6 000,00	6,00%
Charges de personnel	35 000,00	35,00%
Autres charges de gestion courante	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	34 000,00	34,00%
Etat (EC)	11 000,00	11,00%
DRAC IdF (EC)	10 000,00	10,00%
Ville de Paris (EC)	30 000,00	30,00%
Région idF (sollicitée)	15 000,00	15,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20005776 - FESTIVAL DES CINEMAS DIFFERENTS ET EXPERIMENTAUX - 22EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	62 000,00 € TTC	16,13 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF JEUNE CINEMA
Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Frédéric TACHOU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 22EME EDITION DU FESTIVAL DES CINEMAS DIFFERENTS ET EXPERIMENTAUX EN 2020
Du 7 au 18 octobre 2020 au cinéma Grand Action à Paris (75) et dans d'autres points de diffusion franciliens (Issy-les-Moulineaux, Arcueil, Pantin, La Courneuve …)

Dates prévisionnelles : 16 mars 2020 - 18 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce festival de cinéma expérimental à la réputation internationale est organisé par un collectif de cinéastes. Pour la compétition, un appel à projets est lancé pour sélectionner des œuvres (cinéma expérimental, art vidéo, essai cinématographique) qui seront présentées lors de séances en présence des réalisateurs avec qui le public pourra débattre à l'issue de la projection. Quatre prix seront attribués : le Grand Prix, le Prix spécial du Jury, le Prix de la Presse et celui du Public. Lancé il y a 6 ans, un appel à films de cinéastes de moins de 15 ans rencontre de plus en plus de succès et contribue à l'élargissement des publics du festival.

Pour cette édition 2020 la programmation présentera des films qui questionnent la question du verbal, du dialecte, et de la norme langagière. Les séances auront lieu au cinéma Grand Action à Paris (75), mais

aussi dans d'autres lieux franciliens - à la demande de la Région - comme la Halle des Epinettes à Issy-les-Moulineaux (92).

Le Collectif poursuit tout au long de l'année son travail de sensibilisation à l'art cinématographique expérimental en organisant des séances mensuelles dans des cinémas franciliens et des séances à destination des lycéens dans le cadre du dispositif régional "Lycéens et Apprentis au Cinéma". L'activité de la coopérative de distribution permet de faire circuler les œuvres des 250 cinéastes du Collectif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 000,00	12,90%
Services extérieurs	12 000,00	19,35%
Autres services extérieurs	10 000,00	16,13%
Charges de personnel	23 000,00	37,10%
Autres charges de gestion courante	9 000,00	14,52%
Total	62 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	21 000,00	33,87%
Région IdF (Sollicitée)	10 000,00	16,13%
Ville de Paris (EC)	7 000,00	11,29%
CNC (EC)	20 000,00	32,26%
Autres produits	4 000,00	6,45%
Total	62 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006252 - FESTIVAL LES ECRANS DOCUMENTAIRES - 24EME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	60 000,00 € TTC	20,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIG SON ET IMAGE
Adresse administrative : 23 RUE MILE RASPAIL
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien COHEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 24EME EDITION DU FESTIVAL LES ECRANS DOCUMENTAIRES EN 2020
Du 4 au 10 novembre 2020 aux cinémas Jean Vilar à Arcueil, La Lucarne à Créteil et au Studio 66 à Champigny/Marne, ainsi qu'à la Médiathèque, la Maison Robert Doisneau et le Lavoir numérique à Gentilly, au MAC/VAL de Vitry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 18 mars 2020 - 15 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Pour sa 24ème édition, le festival des Ecrans Documentaires sera diffusé dans 9 lieux différents : des séances et des rencontres auront lieu aux cinémas Jean Vilar à Arcueil, à La Lucarne à Créteil et au Studio 66 à Champigny/Marne, ainsi qu'à la Médiathèque, la Salle des Fêtes, la Maison Robert Doisneau et le Lavoir numérique à Gentilly, au MAC/VAL de Vitry-sur-Seine (94) et à la Clef de St-Germain en Laye (78).

Le festival présentera en compétition 40 courts et longs métrages documentaires qui se verront attribuer quatre prix décernés par des jurys de professionnels : le Prix des Ecrans Documentaires (doté d'un tirage de DCP), le Prix de Documentaire court, le Prix Ecoles et Formation et le Prix du Moulin d'Andé (en partenariat avec ce centre d'écriture cinématographique). Depuis 2017, les lycéens franciliens sont partie prenante du palmarès avec le Prix lycéens qu'ils décernent.

En parallèle de sa compétition, les Ecrans Documentaires présenteront un ou plusieurs parcours d'auteur et établiront également des programmations thématiques. Au total, plus d'une centaine de films documentaires seront présentés dans le cadre de compétitions, avant-premières et soirées exceptionnelles. Le festival organisera également une rencontre professionnelle à destination des étudiants franciliens.

En outre, le festival invite le public à découvrir des films tournés dans le cadre de différents ateliers de réalisation documentaire en y intégrant les films d'ateliers réalisés localement par l'association Son et Image. Des partenariats sont reconduits : avec l'ACRIF, l'ACID et le GNCR pour des avant-premières de films soutenus et accompagnés par ces structures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire et charges	37 000,00	61,67%
Communication, promotion	5 000,00	8,33%
Programmation	6 000,00	10,00%
Missions, réceptions	4 000,00	6,67%
Charges de gestion courante	8 000,00	13,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 94 (EC)	20 000,00	33,33%
DRAC IdF (EC)	6 000,00	10,00%
Région IdF (sollicitée)	12 000,00	20,00%
Ville de Gentilly (EC)	13 000,00	21,67%
Ville d'Arcueil (EC)	1 000,00	1,67%
SCAM	3 000,00	5,00%
Billetterie	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006255 - FESTIVAL INTERNATIONAL JEAN ROUCH - 39ME EDITION - 2020

Dispositif : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	84 000,00 € TTC	5,95 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE DU FILM ETHNOGRAPHIQUE
Adresse administrative : 17 PLACE DU TROCAD RO
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Luc PECQUET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : 39ME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL JEAN ROUCH EN 2020
Du 13 novembre au 6 décembre 2020
Au Musée de l'Homme, à l'Inalco, au Musée du Quai Branly à Paris & à Melun, Lagny-sur-Marne, Bussy St-Martin, Chailly en Brie, Nangis (77) et Fleury-Mérogis (91)

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2020 - 6 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

Description :
Ce festival d'envergure internationale présente des films ethnographiques d'excellente qualité dans des lieux institutionnels à Paris (Musée de l'Homme, à l'Inalco, au Musée du Quai Branly) et depuis 2016 - à la demande de la Région - il diffuse dans 6 lieux en Grande Couronne (Melun, Lagny-sur-Marne, Bussy St-Martin, Chailly-en-Brie, Nangis & Fleury-Mérogis). Ce festival sensibilise les lycéens au cinéma ethnographique et mène également une action culturelle en milieu carcéral.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 500,00	1,79%
Services extérieurs	2 500,00	2,98%
Autres services extérieurs	38 000,00	45,24%
Charges de personnel	42 000,00	50,00%
Total	84 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Culture (EC)	10 000,00	11,90%
CNC (EC)	12 000,00	14,29%
Région IdF (sollicitée)	5 000,00	5,95%
Ville de Paris (EC)	2 500,00	2,98%
CNRS	16 000,00	19,05%
Autres produits	38 500,00	45,83%
Total	84 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20006382 - CENTRE DE RESSOURCES POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE - 2020 (DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020)

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	600 000,00 € TTC	10,00 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PERIPHERIE - CENTRE REGIONAL DE CREATION CINEMATOGRAPHIQUE
Adresse administrative : 87 B RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal RICHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES POUR LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Description :
Périphérie, centre régional de création cinématographique, a été créé en 1983 par des cinéastes investis d'un désir de cinéma direct. Cette association développe depuis plus de trente cinq ans un projet dédié au cinéma documentaire.

Aujourd'hui, Périphérie, qui est un véritable centre de ressources régional pour la création cinématographique, travaille dans plusieurs directions. L'aide à la création (avec le dispositif de résidence de montage : « Cinéastes en Résidence »), la diffusion (avec la circulation en région des films accueillis et le festival « Rencontres du cinéma documentaire »), l'éducation à l'image (aves les parcours en milieu scolaire notamment en lycées et les actions de formation) et le patrimoine documentaire (avec la recherche et la valorisation de fonds d'archives audiovisuelles). Depuis 2019 un nouveau département d'accueil de sociétés de productions franciliennes de documentaires a été mis en place dans les locaux de Périphérie à Montreuil.

Périphérie travaille en partenariat avec un réseau de cinéastes, monteurs et producteurs, chercheurs qui enrichissent ses activités de création et de pédagogie. Elle se nourrit ainsi d'une diversité de points de vue, d'expériences cinématographiques et artistiques qui lui permet de renouveler ses approches et de diversifier ses axes de recherche. Elle œuvre pour que des films documentaires soient reconnus et bénéficient d'une audience plus importante grâce à ses actions de formation et de diffusion à l'échelle

régionale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	25 000,00	4,17%
Services extérieurs	105 000,00	17,50%
Autres services extérieurs	44 000,00	7,33%
Impôts et taxes	6 000,00	1,00%
Charges de personnel	415 000,00	69,17%
Autres charges de gestion courante	5 000,00	0,83%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	25 000,00	4,17%
DRAC IdF (EC)	14 000,00	2,33%
CD 93 (EC)	436 000,00	72,67%
Région IdF (sollicitée)	60 000,00	10,00%
CNC (EC)	28 000,00	4,67%
Autres produits	37 000,00	6,17%
Total	600 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20006389 - DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES SCENARISTES EMERGENTS- WORK IN PROGRESS 2020 (DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020)

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	100 000,00 € TTC	12,00 %	12 000,00 €
		Montant total de la subvention	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOOTSTRAP LABEL
Adresse administrative : 8 RUE GODILLOT
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Monique GERMAIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES SCENARISTES EMERGENTS- LE WIP - DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Description :
Le WIP (Work In Progress) est un dispositif d'accompagnement d'auteurs émergents, qui organise tout au long de l'année des rencontres professionnelles mensuelles à Commune Image à Saint-Ouen. Les jeunes talents émergents sont conseillés et aidés par des professionnels aguerris pour finaliser leur projet d'écriture de film.

Cette action au long terme est clôturée en fin d'année par un festival de présentation des scénarii terminés. Les auteurs présentent leur univers à travers des choix scéniques construits autour de lectures, de mise en jeu, de photographies et de musique. Les programmes sont interactifs avec le public (professionnels ou spectateurs).

Parmi les auteurs sélectionnés et primés à la quatrième édition du WIP en 2019, on comptait des auteurs débutants soutenus au titre du dispositif de l'Aide à l'écriture de la Région Ile-de-France. Ce travail est en totale cohérence avec la politique régionale de développement de la filière de scénariste.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programmation, communication	10 000,00	10,00%
Production, animation	40 000,00	40,00%
Frais de personnel	45 000,00	45,00%
Missions, réceptions	5 000,00	5,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	10 000,00	10,00%
EPT Plaine Commune (EC)	12 000,00	12,00%
Ville de St-Ouen (EC)	6 000,00	6,00%
Région IdF (sollicitée)	12 000,00	12,00%
Sociétés civiles	16 000,00	16,00%
Partenariats privés	44 000,00	44,00%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20006507 - L'ECOLE DE LA SRF - 2020 (DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020)

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	50 000,00 € TTC	24,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bertrand BONELLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE DE LA SRF DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Description :
La Société des réalisateurs de films est une association loi 1901 qui, depuis sa création en juin 1968, a pour mission de défendre les libertés artistiques, morales, professionnelles et économiques de la création et de participer à l'élaboration et à l'évolution des structures de cinéma.

Co-présidée en 2020 par Catherine Corsini, Bertrand Bonello et Aide Léa Rapin, et comptant plus de 300 adhérents, la SRF défend le point de vue de tous les cinéastes - qu'ils réalisent de la fiction, du documentaire ou de l'animation, du court et/ou du long métrage. Elle promeut la diversité de la création cinématographique. Au fil des années, la SRF a acquis une réelle expertise du secteur. Véritable maison des cinéastes, elle participe à l'ensemble des négociations et réflexions professionnelles, pour y promouvoir le rôle central du réalisateur dans le processus de création.

Soucieuse de partager ses connaissances et de débattre régulièrement des questions qui préoccupent la profession, la Société des réalisateurs de films a créé en 2014 un nouvel outil pour ses adhérents et pour le grand public : « l'Ecole de la SRF », afin de mieux comprendre le fonctionnement et les enjeux de la filière cinématographique.

Au-delà de la dimension purement pédagogique du projet, « l'École de la SRF » entend aussi être un lieu de rencontres entre cinéastes et un moment de partages d'expériences. Les séances sont animées par un ou deux cinéastes de la SRF, « spécialistes » de la question posée avec la volonté que « les cinéastes parlent aux cinéastes ». Toutefois, lorsque le sujet abordé s'y prête, la SRF fait appel à des « experts », et

ouvre les séances à tout public intéressé.

Les sujets de « l'École de la SRF » sont fonction de l'actualité du secteur et de la préoccupation du grand public. En 2020, les séances se déroulent au cinéma Beauregard à Paris et les thématiques sont les suivantes :
- La mise en scène
- L'adaptation
- Filmer l'époque
- Le costume
- L'animation indépendante
- Le documentaire de création

(liste non-exhaustive)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	6 000,00	12,00%
Frais de fonctionnement	2 000,00	4,00%
Coordination	24 000,00	48,00%
Communication	18 000,00	36,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	10 000,00	20,00%
Région IdF (sollicitée)	12 000,00	24,00%
SACD	13 000,00	26,00%
SACEM	15 000,00	30,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20006508 - ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ET MARNE - 2020

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	100 000,00 € TTC	15,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUX QUATRE COINS DE L ENFANCE
Adresse administrative : 10 AVENUE DU MAR CHAL DE VILLARS
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Odile DE BARRIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : ACTION PEDAGOGIQUE ET CULTURELLE CINEMATOGRAPHIQUE EN SEINE ET MARNE
Du 1er janvier au 31 décembre 2020

Description :
L'association Aux 4 coins de l'enfance propose aux cinémas de Seine-et-Marne une action pédagogique et culturelle cinématographique tout au long de l'année.

Son action et ses objectifs s'articulent autour de trois axes principaux : les actions pédagogiques (avec notamment des ateliers pour les jeunes scolaires); l'action culturelle (valorisation du patrimoine départemental via le cinéma,ateliers de programmation, clases jury, etc. ...), et la diffusion des films (principalement via son action phare : le festival de films jeune public « L'enfant et le 7éme art »).

Une nouvelle équipe, jeune et dynamique, développe ces actions sur tout le département de Seine-et-Marne depuis Fontainebleau (l'association étant hébergée par CinéParadis).
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	65 000,00	65,00%
Communication	2 000,00	2,00%
Animations	20 000,00	20,00%
Frais de fonctionnement	13 000,00	13,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	40 000,00	40,00%
CD 77 (EC)	13 000,00	13,00%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	8,00%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	15,00%
Fontainebleau (EC)	1 500,00	1,50%
Autres produits	22 500,00	22,50%
Total	100 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° 20006513 - CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES SCENARISTES DOCUMENTAIRES - 2020 (DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020)

Dispositif : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)
Délibération Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	75 000,00 € TTC	10,67 %	8 000,00 €
		Montant total de la subvention	8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEASTES DOCUMENTARISTE
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Lila FOURCHARD, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES SCENARISTES DOCUMENTAIRES DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Description :
Avec plus de 120 documentaristes adhérents, Addoc place toujours au centre de ses activités le cinéma documentaire et celles et ceux qui le font. En s'adressant prioritairement aux jeunes scénaristes émergents, Addoc met en oeuvre les actions suivantes avec comme objectifs la transmission des savoirs et des pratiques afin de favoriser l'émergence de talents :

- développer l'accès au cinéma documentaire à travers des diffusions et des débats,
- rassembler les cinéastes de toutes les générations autour d'actions collectives centrées sur les pratiques,
- sensibiliser un public non initié au cinéma documentaire à travers des actions d'éducation à l'image,
- organiser et professionnaliser les réseaux en portant la voix des professionnels là où sont prises les décisions qui les concernent.

De plus, dans le département de Seine-et-Marne, Addoc mène également deux actions spécifiques :
- formation des enseignants au cinéma documentaire,
- programmation de documentaires dans les médiathèques,

En outre les moments forts pour l'association en 2020, seront le cycle mensuel de programmation au Cinéma Luminor, la publication d'une étude sur la rémunération des réalisateurs en partenariat avec la SCAM en juin,et le moment phare de l'action d'Addoc : les Pitchs d'Addoc, en décembre.

Les Pitchs d'Addoc visent à fédérer autour d'un rendez-vous annuel, un réseau de professionnels autour de projets de films en développement en proposant à six jeunes auteurs franciliens de présenter oralement lors d'une session de pitchs ouverte au public et pour laquelle des producteurs, mais aussi des diffuseurs et des distributeurs ont été conviés. Auparavant 14 séances d'ateliers collectifs auront préparé la séance de pitch et ensuite un suivi des projets par des tuteurs est mis en place par Addoc. Ce rendez-vous annuel de pitching de projets de films documentaires, animé par une équipe de tuteurs professionnels est en cohérence avec la politique régionale de développement de la filière de scénariste.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 000,00	6,67%
Services extérieurs	3 000,00	4,00%
Autres services extérieurs	21 000,00	28,00%
Charges de personnel	46 000,00	61,33%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	23 000,00	30,67%
CD 77 (EC)	13 000,00	17,33%
Région IdF (sollicitée)	8 000,00	10,67%
Ville de Paris (EC)	5 000,00	6,67%
Sociétés civiles	22 000,00	29,33%
Adhésions	4 000,00	5,33%
Total	75 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - AVENANT PREMIERE ANNEE DEHORS

ŒUVRE AUDIOVISUELLE DOCUMENTAIRE : PREMIERE ANNEE DEHORS

CONVENTION N°CP2019-311 (dossier n° 19007196)
AVENANT N°1 DE TRANSFERT à
POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI

AVENANT ENTRE LES SOUSIGNES :

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-208 du 27 mai 2020,
Ci-après dénommé « La Région »

Et,

LA SOCIETE DE PRODUCTION : POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI

Nationalité : Française

dont le siège social est situé : 37 rue Saint Sébastien – 75011 PARIS

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 410 571 533 00067

représentée par le représentant légal de la société : Monsieur LUC MARTIN-GOUSSET

En qualité de : Président

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

Après avoir rappelé ce qui suit :

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

Par délibération n° CP2019-311 en date du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant de 30 000 € a été attribuée à la SARL LES FILMS DU BALIBARI pour le projet documentaire «PREMIERE ANNEE DEHORS» de Valérie Manns - dossier n° 19007196 au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel.

Considérant qu'en date du 22 octobre 2019 et en référence au document « projet de fusion simplifiée » entre la SARL LES FILMS DU BALIBARI (dénommée « La société absorbée ») et la société POINT DU JOUR (dénommée « la société absorbante »), il a été acté qu'à partir du **1er janvier 2020**, la société Point du Jour assumera l'entière responsabilité et mise en œuvre du projet « PREMIERE ANNEE DEHORS» de plein droit. Du fait de cette fusion, le numéro de SIRET (410 571 533) a été actualisé et porte désormais la désignation POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI.

Un acompte de 15 000 € a été versé à la SARL Les Films du Balibari le 19/11/2019 ; le solde de la subvention, soit 15 000 €, sera donc versé à la société POINT DU JOUR.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert reprenant les stipulations de la convention n° CP2019-311 en date du 3 juillet 2019 conclue entre la Région et la SARL Les Films du Balibari, pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention à la société POINT DU JOUR, pour un montant de 15 000 € correspondant au solde de la subvention initiale de 30 000 €.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Compte tenu de cette décision de fusion et dans la mesure où les éléments artistiques et culturels qui ont conduit la commission permanente à retenir le projet demeurent inchangés, le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du Conseil Régional CP2019-311 en date du 3 juillet 2019 (dossier n° 19007196) à la SARL LES FILMS DU BALIBARI, vers la SAS POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI qui reprend le projet.

Pour la réalisation de ladite opération, la SAS POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la SARL LES FILMS DU BALIBARI à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Les dépenses acquittées par la SARL LES FILMS DU BALIBARI ont fait l'objet d'un versement d'un acompte d'un montant de 15 000 € après envoi de la demande de versement en date du 25 septembre 2019. Le versement du solde en faveur de la SAS POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI interviendra après respect des droits et obligations du producteur et conformément aux dispositions de la convention précitée.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n°19007196 annexée à la délibération n° CP2019-311 en date du 3 juillet 2019 est modifiée comme suit :

LA SOCIETE DE PRODUCTION : POINT DU JOUR – LES FILMS DU BALIBARI

Nationalité : Française

dont le siège social est situé : 37 rue Saint Sébastien – 75011 PARIS

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 410 571 533 00067

représentée par le représentant légal de la société : Monsieur LUC MARTIN-GOUSSET

En qualité de : Président

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Le présent avenant comprend 2 annexes :

1. La Fiche projet approuvée par délibération n° CP 2020-208 du 27 mai 2020 telle que modifiée par le présent avenant,
2. La convention n° CP2019-311-16 (dossier n°19007196) entre la Région et la SARL LES FILMS DU BALIBARI approuvée par délibération n° CP2019-311 du 3 juillet 2019.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le .....
Pour la Région Ile-de-France

Le.....
Pour la société

Valérie PECRESSE (*signature et cachet*)	LE PRODUCTEUR (*signature et cachet*)

DOSSIER N° 19007196 - PREMIERE ANNEE DEHORS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	POINT DU JOUR - LES FILMS DU BALIBARI
Adresse administrative	:	37-39 RUE SAINT SEBASTIEN 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Monsieur LUC MARTIN-GOUSSET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel (65mn) réalisé par Valérie Manns.

Dates prévisionnelles : 20 décembre 2018 - 3 juillet 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteure et réalisatrice : Valérie Manns

Résumé : Quatre anciens détenus sortent de prison. Ce documentaire propose de suivre la trajectoire de ces hommes leur première année dehors. La réalisatrice les retrouvera au fil de leurs tribulations, afin de capter des situations de réel et recueillir une parole intime qui retrace leur parcours pour refaire surface.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication IDF	188 000,00	61,44%
Dépenses de fabrication hors IDF	60 000,00	19,61%
Autres dépenses	58 000,00	18,95%
Total	306 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur (acquis)	23 200,00	7,58%
préa achat et apport copro de chaine (acquis)	147 600,00	48,24%
préa achat et apport copro de chaine (acquis)	10 400,00	3,40%
CNC, cosip (acquis)	48 640,00	15,90%
Procirep Angoa (acquis)	26 160,00	8,55%
Région Ile-de-France (acquis)	30 000,00	9,80%
Collectivité locale (Pays de la Loire - sollicité)	20 000,00	6,54%
Total	306 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL
CONVENTION N°CP2019-311-16

ENTRE
LA REGION ILE-DE-FRANCE
ET
LES FILMS DU BALIBARI

PREMIERE ANNEE DEHORS
ŒUVRE AUDIOVISUELLE DOCUMENTAIRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n°CR88-15 du 18 décembre 2015* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

LA SOCIETE DE PRODUCTION : LES FILMS DU BALIBARI
Nationalité : française
bureaux en France situés : 19 Rue Crucy 44000 Nantes
Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 41751968300045
représentée par le représentant légal de la société : Estelle ROBIN YOU
En qualité de : Gérante
Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional *n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017*.

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2019-311 du 3 juillet 2019, la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **30 000 €** pour contribuer à la réalisation du documentaire audiovisuel intitulé ***PREMIERE ANNEE DEHORS*** de Valérie Manns qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

Caractéristiques de l'œuvre :

Titre : *PREMIERE ANNEE DEHORS*
Nationalité du projet : française
N° RPCA : en cours

Autrice : Valérie Manns

Réalisatrice: Valérie Manns
Nature (documentaire de création, fiction, web ou animation) : documentaire de création
Durée et format : 70 min

Date de début de tournage : 1er octobre 2018

Lieux de tournage : Région parisienne

Durée totale du tournage en jours : 40

Durée du tournage en Ile-de-France (en jours) : 40

Budget prévisionnel de l'œuvre (en €) : 306 000 €

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **de l'œuvre : 248 000 €**

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France : 188 000 €**

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) **dépensé en Ile-de-France : 76 %**

Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention : 2

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect des deux critères suivants : 50% minimum du tournage en Ile-de-France pour les fictions et 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus et poste 9) en Ile-de-France pour tous les types d'œuvres.

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Le producteur peut être :
Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,
Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

Article 2.1 : Information

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :

- Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
- Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
- le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
- le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
- le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproduction(s)…
- le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment

- modification de l'équipe dirigeante,
- modification des statuts,
- cession d'éléments majeurs de l'exploitation,
- difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus. le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques.

- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.
- Adresser au plus tard la veille du 1er jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisés en l'absence de demande d'agrément.

Article 2.3 : Génériques

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** »,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC** ». Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Le logo est téléchargeable à l'adresse : https://www.iledefrance.fr/logotype-de-la-region-ile-de-france

Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- avertir la Région de la diffusion de l'œuvre, au minimum 15 jours avant la date de la première diffusion TV.

Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la première diffusion. La liste des invités de

la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- Organiser, si la Région le demande, des avant-premières ou des projections à destination des lycéens et apprentis franciliens,
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.

Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 3 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets...),
- 8 exemplaires DVD de l'œuvre **dès l'édition de ce support.**

L'ensemble de ces éléments est à envoyer à l'adresse suivante : Service cinéma & audiovisuel – Direction de la Culture - Région Ile-de-France – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen

Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter à partir de la date du vote de l'aide en Commission permanente, 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animations, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,
  Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

Article 2.8 : charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

Article 3.1 : Caducité

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de trois ans, **à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante, pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque.**

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum sur demande argumentée du producteur.

Le Producteur dispose d'un délai maximum de quatre ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➢ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.
- les feuilles de service et le plan de travail définitif, le cas échéant,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,
- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos), le cas échéant,
- un extrait Kbis,
- les statuts de la société,
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MDA, etc.)

➢ **Le solde** est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- le coût définitif détaillé faisant apparaître dans une colonne à part les dépenses en Région Ile-de-France (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt). Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par un commissaire aux comptes,
- le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt) certifié par un commissaire aux comptes.
- La bible définitive du tournage,
- Les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés) et attestations de dépôt en ligne.
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger... de l'œuvre,
- une copie DVD de l'œuvre dès livraison du PAD au premier diffuseur,
- L'attestation d'acceptation du PAD par le diffuseur.

Le dossier complet de demande de versement doit être envoyé en version numérique à CelluleNumerisationDirectiondelaComptabilite@iledefrance.fr ou en version papier à la Direction de la Comptabilité – Région Ile-de-France – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen.

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante : Recette Générale des Finances de Paris - Service Région - 94 rue Réaumur - 75104 Paris - Cedex 02

Article 3.3 : Révision du montant de l'aide

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, et poste 9), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.

Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage pour les fictions, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif pour tous les types d'œuvres (hors frais généraux, imprévus et poste 9), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la livraison du PAD au premier diffuseur.

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de sa livraison au premier diffuseur (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE	
	en €
Coût de l'œuvre certifié par le commissaire aux comptes	
- préachats (détaillés)	_
	_
	_
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	_
	_
	_
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	_
- Fonds de soutien investi	_
	_
= apport producteur restant à amortir	=
	_
- RNPP Salles	_
- RNPP Vidéo	_
- RNPP Etranger	_
- RNPP TV	_
- autres RNPP	-
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :
- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes...) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'oeuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'oeuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'oeuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 5ème anniversaire de la date de livraison de l'oeuvre au premier diffuseur, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention peut entrainer l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.

La Région peut procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds, des recettes et du calcul des montants à lui rembourser. Le producteur s'engage à lui permettre l'accès à tout document administratif, financier et comptable, ainsi qu'à toute pièce justificative.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale et notamment des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Un producteur qui ne serait pas en règle avec ses obligations envers la Région nées d'une convention précédente ne pourra présenter de nouvelle candidature à aucune aide régionale.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE PUBLIC DE LA CINEMATOGRAPHIE ET DE L'AUDIOVISUEL

Le Producteur procèdera à l'inscription de la présente convention dès sa signature. Les frais étant comptabilisés dans le coût de l'œuvre.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le 03/10/2019
Pour la Région Ile-de-France

Pour la Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France
La directrice adjointe de la culture

Martine FERNEX
Valérie PECRESSE
(signature et cachet)

Le 03/10/2019
Pour LES FILMS DU BALIBARI

Estelle ROBIN YOU
(signature et cachet)

MS DU BALIBARI
21, rue Crucy
00 NANTES
. (0)2 51 84 51 84
@balibari.com

ANNEXE 3 - AVENANT RENDRE LA JUSTICE

ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE DOCUMENTAIRE : RENDRE LA JUSTICE
(anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote)

CONVENTION N° EX016929

AVENANT N°1 DE TRANSFERT à la SARL LADYBIRDS FILMS

AVENANT ENTRE LES SOUSIGNES :

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse agissant en vertu de la délibération n° CP 2020-208 du 27 mai 2020,
Ci-après dénommé « La Région »

Et,

LA SOCIETE DE PRODUCTION : SARL LADYBIRDS FILMS

Nationalité : Française

dont le siège social est situé : 48 rue de Babylone – 75007 PARIS

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 503 133 696 00016

représentée par le représentant légal de la société : Madame Hélène BADINTER

En qualité de : Gérante

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

Après avoir rappelé ce qui suit :

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles

107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1er et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

Dans le cadre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel et par délibération n° CP2017-202 en date du 17 mai 2017, une subvention d'un montant de 95 000 € a été attribuée à la SA BANDITS pour le projet documentaire « RENDRE LA JUSTICE (anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote)» de Robert Salis.

Considérant qu'en date du 26 mars 2020 et en référence au document « Protocole d'accord n°20191107» entre la SA BANDITS et la SARL LADYBIRDS FILMS, il a été acté que suite à au désengagement de la production du film, la SA BANDITS autorise expressément la SARL LADYBIRDS FILMS à être le nouveau titulaire de la convention conclue avec la Région Ile-de-France.

Un acompte de 47 500 € a été versé à la SA BANDITS le 23/05/2019 ; le solde de la subvention, soit 47 500 €, sera donc versé à la SARL LADYBIRDS FILMS.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert reprenant les stipulations de la convention n° CP2017-202 en date du 17 mai 2017,conclue entre la Région et la SA BANDITS, pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention à la SARL LADYBIRDS FILMS pour un montant de 47 500 € correspondant au solde de la subvention initiale de 95 000 €.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Compte tenu de cette décision et dans la mesure où les éléments artistiques et culturels qui ont conduit la commission permanente à retenir le projet demeurent inchangés, le présent avenant a pour objet de procéder au changement de bénéficiaire en faveur de la SARL LADYBIRDS FILMS pour le– projet : RENDRE LA JUSTICE (anciennement JUSTICE EN COURS au moment du vote) de Robert Salis - dossier n° EX016929.

Pour la réalisation de ladite opération, la SARL LADYBIRDS FILMS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la SA BANDITS à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Les dépenses acquittées par la SA BANDITS ont fait l'objet d'un versement d'un acompte d'un montant de 47 500 € après envoi de la demande de versement en date du 26 avril 2019. Le versement du solde en faveur de la SARL LADYBIRDS FILMS interviendra après respect des droits et obligations du producteur et conformément aux dispositions de la convention précitée et conformément aux termes définis dans le cadre du Protocole d'accord n° n°20191107 (article 1) : « suite à son désengagement de la production du film, BANDITS autorise expressément LADYBIRDS FILMS à être le nouveau titulaire de la convention susnommée. A ce titre, LADYBIRDS FILMS percevra le solde prévisionnel de la subvention, soit 47 500€… ».

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° EX016929 annexée à la délibération n° CP2017-202 en date du 17 mai 2017 est modifiée comme suit :

LA SOCIETE DE PRODUCTION : SARL LADYBIRDS FILMS

Nationalité : Française

dont le siège social est situé : 48 rue de Babylone – 75007 PARIS

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 503 133 696 00016

représentée par le représentant légal de la société : Madame Hélène BADINTER

En qualité de : Gérante

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Toutes les autres dispositions prévues par la convention initiale demeurent inchangées.
Le présent avenant comprend 2 annexes :

- La Fiche projet approuvée par délibération n° CP 2020-208 du 27 mai 2020 telle que modifiée par le présent avenant,
- La convention n° CP2017-202 (dossier n° EX016929) entre la Région et la SA BANDITS approuvée par délibération n° CP2017-202 en date du 17 mai 2017.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le .....
Pour la Région Ile-de-France

Le.....
Pour la société

Valérie PECRESSE (*signature et cachet*)	LE PRODUCTEUR (*signature et cachet*)

Commission permanente du 17 mai 2017 - CP2017-202
et commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-208

DOSSIER N° EX016929 - RENDRE LA JUSTICE ex JUSTICE EN COURS

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 95 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LADYBIRDS FILMS
Adresse administrative	:	LADYBIRDS FILMS 75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame Hélène BADINTER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'aide à la production du long-métrage documentaire JUSTICE EN COURS de Robert Salis

Dates prévisionnelles : 8 décembre 2016 - 31 mai 2027
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur et réalisateur : Robert Salis
Co-auteur : Jean-Christophe Hulin

Résumé : « Justice en cours » pose un regard particulier sur les hommes et femmes qui ont fait le choix de servir la Justice. Au cœur des institutions judiciaire et administrative, ils nous en dévoileront les coulisses et nous ouvriront les portes d'un monde énigmatique et mystérieux, dont ils détiennent fermement les clefs.

Commentaires: Après des études de cinéma à Paris, Robert Salis fait ses premiers pas cinématographiques en tant que stagiaire sur le tournage de deux films de Marguerite Duras en 1976 : Son nom de Venise dans Calcutta désert et Véra Baxter. Un an plus tard, il tourne son premier court métrage, Les sentiers battus puis six ans après son premier long métrage, Lettres d'amours perdues. Depuis, sa filmographie oscille entre courts métrages et

documentaires, salués par le public, la presse et la profession. En 2003, il adapte la pièce de Jean-Marie Bresset, Grande école, en compétition au Festival du film de Rotterdam.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication IDF	799 000,00	83,75%
Dépenses de fabrication hors IDF	19 000,00	1,99%
Autres dépenses	136 000,00	14,26%
Total	954 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	319 000,00	33,44%
France 2	250 000,00	26,21%
Eden Films	40 000,00	4,19%
avance sur recettes - en cours	50 000,00	5,24%
Tv - en cours	120 000,00	12,58%
Procirep - en cours	20 000,00	2,10%
Video -en cours	60 000,00	6,29%
Aide régionale proposée	95 000,00	9,96%
Total	954 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

îledeFrance

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL

CONVENTION N°17-202-09

ENTRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

BANDITS PRODUCTION

JUSTICE EN COURS

ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE DOCUMENTAIRE

LA REGION ILE-DE-FRANCE, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n° CR 88-15 du 18 décembre 2015* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

LA SOCIETE DE PRODUCTION : BANDITS PRODUCTION

Nationalité : française

dont le siège social est situé : 4 rue Jean Macé – 92150 SURESNES

N° SIRET : 349 778 225 00053

représentée par le représentant légal de la société : Philippe DUPUIS-MENDEL

En qualité de : président

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional *n° CR 46 15 du 10 juillet 2015.*

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du régime d'aides SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014).

îledeFrance

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 06-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP17-202 en date du 17 mai 2017, la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **95 000 €** pour contribuer à la réalisation de l'œuvre cinématographique documentaire ***JUSTICE EN COURS*** de **Robert Salis** qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

Caractéristiques de L'ŒUVRE :

Titre : JUSTICE EN COURS

Nationalité du projet : française

N° RPCA : 165134

Auteurs : Robert Salis et Jean-Christophe Hulin

Réalisateur : Robert Salis

Nature (documentaire de création, fiction ou animation) : documentaire de création

Interprètes principaux :

Durée et format : 90 minutes

Date de début de tournage : 15 mars 2017

Lieux de tournage : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Hauts de France, Grand Est, PACA

Durée totale du tournage en jours : **40 jours**

Durée du tournage en Ile-de-France (en jours) : **30 jours**

Budget prévisionnel de l'œuvre (en €) : 954 439 €

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance) **de l'œuvre : 818 929 €**

Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance) **dépensé en Ile-de-France : 799 689 €**

Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance) **dépensé en Ile-de-France** : 97,67 %

Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention : 2

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect du critère suivant : 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance) en Ile-de-France.

îledeFrance

ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.

Le producteur peut être :

- Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,
- Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

Article 2.1 : Information

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :

- Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
- Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
- le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
- le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
- le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproducton(s)...
- le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment

- modification de l'équipe dirigeante,
- modification des statuts,
- cession d'éléments majeurs de l'exploitation,
- difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective,
- cession des droits de l'œuvre par le Producteur, dès cette cession.

Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque

ces accords sont étendus. Le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques,

- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.

Article 2.3 : Générique

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** »,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC** ». Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,
- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- avertir la Région de la sortie en salle de l'œuvre, au minimum 1 mois avant la date.

Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la sortie en salle. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'événement.
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.

îledeFrance

Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :

- 30 cartons d'invitation de deux personnes valables dans toutes les salles où l'œuvre est exploitée,
- 2 grandes affiches que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région, du visuel de l'affiche,
- 3 affichettes,
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 affiche, 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 2 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets…),
- 5 exemplaires DVD de l'œuvre **dès l'édition de ce support**.

Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animation, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage.
  Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

Article 3.1 : Caducité

Par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de **deux ans à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Producteur établit, avant l'expiration du délai de deux ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage du projet ne lui sont pas imputables.

îledeFrance

Le Producteur dispose d'un délai maximum de deux ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➢ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le Producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- les feuilles de service et le plan de travail définitif,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,
- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos),
- un extrait Kbis,
- les statuts de la société,
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.),
- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- la copie de l'agrément des investissements, le cas échéant.

➢ **Le solde est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.**

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Le bilan financier de l'œuvre certifié par un commissaire aux comptes constitué du coût définitif de l'œuvre, précisant la localisation des dépenses (une colonne précisera les

îledeFrance

dépenses effectuées en Ile-de-France), et le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt).

En complément des pièces justificatives listées ci-avant, le producteur devra obligatoirement transmettre les éléments suivants (ces éléments sont réservés au seul ordonnateur):

- la copie des conventions de stage prévues au dossier de candidature,
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger de l'œuvre.

Le versement du solde est également subordonné à la production des justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés).

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante :

Recette Générale des Finances de Paris
Service Région
94 rue Réaumur
75104 Paris Cedex 02

Article 3.3 : Révision du montant de l'aide

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.

Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif (hors frais généraux, imprévus, frais financiers et d'assurance), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par le Producteur ou un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la livraison du PAD au premier diffuseur.

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de sa livraison au premier diffuseur (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE	
	en €
Coût de l'œuvre certifié par les commissaires aux comptes	
- préachats (détaillés)	_
	_
	_
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	_
	_
	_
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	_
	_
	_
= apport producteur restant à amortir	=
- Fonds de soutien généré	_
- RNPP Salles	_
- RNPP Vidéo	_
- RNPP Etranger	_
- RNPP TV	_
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :
- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes...) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'œuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'œuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

îledeFrance

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'œuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

ARTICLE 4 : DELAI DE REALISATION ET DUREE DE LA CONVENTION

Article 4.1 : Délai de réalisation

Le Producteur s'engage à débuter le tournage de l'œuvre dans un délai de deux ans à compter de la délibération d'attribution de l'aide financière remboursable par l'assemblée délibérante. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé dans les conditions prévues de l'article 3.1.
Le Producteur s'engage à terminer cette réalisation dans un délai supplémentaire de deux ans.

Article 4.2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 6ème anniversaire de la date de sortie en salle de l'œuvre, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention entraîne automatiquement l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.

La Région peut procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions, de l'emploi des fonds, des recettes et du calcul des montants à lui rembourser. Le producteur s'engage à lui permettre l'accès à tout document administratif, financier et comptable, ainsi qu'à toute pièce justificative.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale et notamment des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants.

îledeFrance

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Un producteur qui ne serait pas en règle avec ses obligations envers la Région nées d'une convention précédente ne pourra présenter de nouvelle candidature à aucune aide régionale.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 : INSCRIPTION AU REGISTRE PUBLIC DE LA CINEMATOGRAPHIE ET DE L'AUDIOVISUEL

Le Producteur procédera à l'inscription de la présente convention dès sa signature. Les frais étant comptabilisés dans le coût de l'œuvre.

Fait en trois exemplaires originaux dont un au R.P.C.A.

Le 30 mai 2017
Pour la Région Ile-de-France

Pour la Présidente
du Conseil Régional d'Ile-de-France
La directrice de la culture
Muriel GENTHON
Valérie PECRESSE
(signature et cachet)

Le 24/05/2017
Pour BANDITS PRODUCTION

Philippe DUPUIS-MENDEL
(signature et cachet)

BANDITS
4, Rue Jean Macé
92150 SURESNES
Tél. : 01 41 39 14 14
R.C.S. NANTERRE B 348 778 225
N° TVA Intra FR 36 348 778 225
S.A. au capital de 750 €

Fonds de soutien cinéma et audiovisuel
Convention documentaire cinématographique

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-232

DU 27 MAI 2020

2ÈME AFFECTATION 2020 POUR L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE
2ÈME AFFECTATION POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE
AFFECTATION POUR LE FONDS RÉGIONAL D'ACQUISITION DES MUSÉES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la propriété intellectuelle ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Présidente en matière de marchés publics ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 6 juillet 2017 approuvant l'évolution du soutien régional à la valorisation du patrimoine ; modifiée par délibération n° CP 2020-015 du 5 mars 2020 ;

VU la délibération n° CP 2017-506 du 20 septembre 2017 approuvant déclinaison du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » avec les départements franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régional ;

VU la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'aménagement culturel approuvant la convention-type ;

VU la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018 approuvant la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération n° CP 2018-507 du 21 novembre 2018 approuvant l'avenant de modification de la convention-type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine ;

VU la délibération CR 2020-015 du 5 mars 2020 approuvant la convention FRAM;

VU le budget de la Région Ile-de-France 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-232 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention-type pour le Fonds Régional d'Acquisition des Musées (FRAM)

Approuve la convention-type relative au Fonds Régional d'Acquisition des Musées (FRAM) figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 : Soutien au Fonds Régional d'Acquisition des Musées (FRAM)

Décide de participer au titre du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) au financement de projets détaillés en annexe 1 à la délibération, par l'attribution de subventions dont le montant maximum est de **120 000 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion de conventions conformes à la convention-type approuvée figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **120 000 €,** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine » programme HP 313-004 (131004) « développement du patrimoine en région », action 13100401 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art et enrichissement des collections publiques » du budget 2020.

Article 3 : Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine » au financement du projet détaillé en annexe 1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **20 000 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aide aux projets œuvrant à la valorisation du patrimoine, approuvée par la délibération n° CP 2018-244 du 30 mai 2018, modifiée par les dispositions de la délibération CP 2018-507 du 21 novembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « Connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2020.

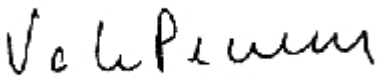
Article 4 : Affectation du budget 2020 pour le développement du patrimoine en Région

Affecte une autorisation d'engagement de **330 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », Section 31 « Culture », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP 313-004 « développement du patrimoine en Région », action 13100405 « connaissance et diffusion du patrimoine » du budget 2020 consacrée aux dépenses relatives à la mise en œuvre de la politique patrimoniale de la Région.

Article 5 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179594-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-232

DOSSIER N° 19011577 - FRAM 2019 - MAC/VAL D'IVRY-SUR-SEINE (94)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204131-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	380 510,00 € TTC	18,97 %	72 200,00 €
	Montant total de la subvention		72 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21-29 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvres pour le MAC/VAL d'Ivry-sur-Seine.

Dates prévisionnelles : 18 mars 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le MAC VAL, musée départemental d'art contemporain, ouvert en 2005 est le seul musée à être exclusivement consacré à la scène artistique en France depuis les années 1950.

L'aide régionale vise à l'acquisition des oeuvres suivantes :

Jean-Luc Moulène
- Tilleul – Fénautrigues 1995, 2012
- Echelle – Fénautrigues 1998, 2007
- Chemin du Petala – Fénautrigues été 2003, 2012
Photographies

Mélik Ohanian
Pulp Off, 2014
Installation

Marion Verboom
- Clairevoie, 2018
- Toc 1, 2018
- Mimicry, 2018
Sculptures

Roman Moriceau
- Flowers (Aquilegia chrysantha, Gordenia axillaris, Georgias aster, Byblis gigantea, Begonia aequatorialis), 2011
- Botanische Garten Neu (I), 2017
- Botanische Garten Neu (IV), 2018
- Flowers(1), 2018
- Fungi Flowers (1), Fungi Flowers (2), 2018
Arts graphiques

Bianca Argimon
Weltschmerz, 2019
Art graphique

Enrique Ramirez
- Brises, 2008
Vidéo

- El Diablo, 2011
Photographie

- Un hombre que camina (un homme qui marche), 2011-2014
Vidéo

- Nuevo mundo, 2010
Photographie

Angela Detanico et Rafael Lain
Marcel X François, Paris, 1932, 2019
Vidéo, animation HD (vidéo)

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'oeuvres	380 510,00	100,00%
Total	380 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (FRAM)	72 200,00	18,97%
DRAC	13 000,00	3,42%
FONDS PROPRES	295 310,00	77,61%
Total	380 510,00	100,00%

DOSSIER N° 19011573 - FRAM 2019 - MUSEE INTERCOMMUNAL D'ETAMPES (91)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 072,00 € TTC	49,80 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAESE CA ETAMPOIS SUD ESSONNE
Adresse administrative : 76 RUE SAINT JACQUES
91150 ETAMPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Johann MITTELHAUSSER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvres pour le Musée Intercommunal d'Etampes

Dates prévisionnelles : 28 juin 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le musée intercommunal d'Etampes fut créé en 1874 à la suite de la donation de l'artiste Elias Robert. Il a été labellisé en 2002. Il conserve une collection d'œuvres de la fin du XIXème siècle ainsi qu'une collection archéologique liée à l'histoire locale.

L'aide vise à permettre l'acquisition :

- d'une photographie de John Beasley Green : Coupole de la mosquée "Boulaq" de la Mosquée Abou Leila du Caire - vers 1854,
- d'une peinture de l'artiste Narcisse Berchère (Etampes, 1819 – Asnières, 1891) intitulée les "Murailles de Jérusalem", près de l'Ancien Mur des Croisés - vers 1866.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient

compte de cette répartition

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'oeuvres	18 072,00	100,00%
Total	18 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (FRAM)	9 000,00	49,80%
FONDS PROPRES	9 072,00	50,20%
Total	18 072,00	100,00%

DOSSIER N° 19011575 - FRAM 2019 - MUSEE DES ANNEES 30 DE BOULOGNE-BILLANCOURT (92)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	70 000,00 € TTC	28,57 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative : 26 AVENUE ANDR MORIZET
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvres pour le Musée des Années 30 de Boulogne

Dates prévisionnelles : 3 mai 2019 - 29 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le Musée municipal de Boulogne Billancourt créé en 1939 conserve une importante d'oeuvres et d'objets d'art relatif au mouvement de l'art déco.

Soucieux de rendre compte de toutes les dimensions de cette période, le musée souhaite acquérir un secrétaire estampillé Ruhlmann, en dépôt au Musée des Années 30 depuis 2015.

L'aide régionale vise à permettre l'acquisition de ce mobilier.
Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'oeuvres	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (FRAM)	20 000,00	28,57%
FONDS PROPRES	50 000,00	71,43%
Total	70 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19011576 - FRAM 2019 - MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE COLOMBES (92)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	5 000,00 € TTC	50,00 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COLOMBES
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
92700 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Nicole GOUETA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvres pour le Musée d'Art et d'Histoire de Colombes.

Dates prévisionnelles : 2 juillet 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le musée d'art et d'histoire de Colombes conserve un fonds important lié à l'organisation des Jeux Olympiques de Paris de 1924 dans cette ville.

L'aide régionale vise à l'acquisition :

- d'une médaille olympique en or frappée à l'occasion de la 8ème Olymlpiade de 1924. Cette nouvelle médaille, conçue par André Rivaud, vient compléter la collection de médailles déjà acquise par ce musée : médaille de second (argent) et de troisième (bronze).

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'oeuvres	5 000,00	100,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	2 500,00	50,00%
FONDS PROPRES	2 500,00	50,00%
Total	5 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19011578 - FRAM 2019 - MUSEE ADRIEN MENTIENNE DE BRY-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	4 160,00 € TTC	48,08 %	2 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre SPILBAUER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvre pour le Musée Adrien Mentienne de Bry-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 11 janvier 2019 - 22 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Créé en 1973 et labellisé musée de France en 2003, le musée Adrien Mentienne est l'héritier d'un petit musée de ville installé en 1909 dans la mairie de Bry-sur-Marne et qui présentait l'histoire de la commune et de ses plus illustres habitants. Originellement installé dans la mairie, le musée est fermé depuis 2010. Néanmoins, une partie des collections de ce musée et notamment la collection Maurice Joron, peintre de portraits franciliens, fait l'objet d'une ouverture permanente dans un espace qui lui est dédié. D'autres collections sont conservées en réserve et sont présentées à l'occasion d'expositions temporaires.

L'aide vise à permettre l'acquisition :

- d'une photographie (daguerréotype) de Mike Robinson représentant une "Vue de Bry-sur-Marne prise depuis la Villa Daguerre" ;
- d'une photographie datée du 3/4 du XIXème siècle venant d'un anonyme et représentant la tombe de Daguerre dans le cimetière de Bry-sur-Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets

d'acquisitions de l'année, ou à (Vue de Bry-sur-Marne prise depuis la Villa Daguerre) venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'oeuvres	4 160,00	100,00%
Total	4 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (FRAM)	2 000,00	48,08%
FONDS PROPRES	2 160,00	51,92%
Total	4 160,00	100,00%

DOSSIER N° 19011579 - FRAM 2019 - MUSEE INTERCOMMUNAL DE NOGENT-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	12 000,00 € TTC	50,00 %	6 000,00 €
		Montant total de la subvention	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS
Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Jacques JP MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvres pour le Musée Intercommunal de Nogent-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 22 juillet 2019 - 27 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le musée de Nogent-sur-Marne créé en 1962 est devenu intercommunal en 2018. Il conserve une collection liée à l'histoire locale. L'exposition permanente du musée est consacrée à l'histoire des boucles de la Marne.

Les carnets à dessin de Ferdinant Gueldry, dont une exposition s'est achevée en mai 2019, viennent enrichir cette collection consacrée aux activités nautiques et à la villégiature.

L'aide régionale vise à aider à l'acquisition :

- d'un ensemble de 15 carnets à dessin de l'artiste Ferdinand Gueldry.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'oeuvre	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (FRAM)	6 000,00	50,00%
FONDS PROPRES	6 000,00	50,00%
Total	12 000,00	100,00%

DOSSIER N° 19011580 - FRAM 2019 - MUSEE DE ROBERT DUBOIS-CORNEAU DE BRUNOY (91)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	6 985,00 € TTC	32,93 %	2 300,00 €
		Montant total de la subvention	2 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRUNOY
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bruno GALLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvre pour le musée de Robert Dubois-Corneau de Brunoy

Dates prévisionnelles : 29 mai 2019 - 23 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le Musée municipal Robert Dubois-Corneau fut créé en 1874. Les collections du musée sont centrées sur l'histoire de la vallée de l'Yerres, de la ville de Brunoy et les personnages historiques qui ont séjourné dans la région et dans la ville. Le musée est installé dans l'ancienne maison du collectionneur Robert Dubois-Corneau (1876-1951), qui était passionné d'histoire locale et qui a légué à la ville l'ensemble de ses collections.

L'aide régionale vise à permettre l'acquisition :

- d'un lot de 3 manuscrits datés entre 1777 et 1788, provenant des papiers de Cromot du Bourg, surintendant du Comte de Provence.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un lot de 3 manuscrits	6 985,00	100,00%
Total	6 985,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE (FRAM)	2 300,00	32,93%
FONDS PROPRES	4 685,00	67,07%
Total	6 985,00	100,00%

DOSSIER N° 19011582 - FRAM 2019 - MUSEE FRANCAIS DE LA CARTE A JOUER D'ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

Dispositif : Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM (n° 00000164)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 903-313-204141-131004-300
Action : 13100401- Aide à l'acquisition d'oeuvres d'art et enrichissement des collections publiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	14 050,00 € TTC	42,70 %	6 000,00 €
		Montant total de la subvention	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ISSY LES MOULINEAUX
Adresse administrative : 62 RUE DU GENERAL LECLERC
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur André SANTINI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'oeuvre pour le Musée Français de la Carte à Jouer d'Issy-les-Moulineaux

Dates prévisionnelles : 2 avril 2019 - 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions nécessitent l'engagement de dépenses avant la date de la commission.

Description :
Le Musée Français de la Carte à Jouer ouvert en 1997 est l'un des rares musées existants dans le monde consacré à ce thème. Il possède une collection importante de jeux de cartes mais également des oeuvres à l'histoire locale.

L'aide vise à permettre l'acquisition d'un ensemble de jeux :

- Miniature sur ivoire du portrait de Mlle Lenormand en prison - année 1820 ;
- Portrait du Dr Encausse, dit Papus, par Guillonnet - année 1907 ;
- Ensemble de 31 jeux divinatoires accompagnés de leurs manuels édités entre 1969 et 2005, et d'un manuel de cartomancie des Editions Bornemann.

Détail du calcul de la subvention :
Cette aide intervient dans le cadre du Fonds Régional d'Acquisition des musées. Les projets d'acquisitions de l'année, ou à venir, ont été examinés lors de la commission qui se déroulait le 3 octobre 2019. Le fonds est géré par l'Etat et la Région à parité (120 000 € Etat, 120 000 € Région). Le calcul tient compte de cette répartition

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un ensemble de jeux	14 050,00	100,00%
Total	14 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	6 000,00	42,70%
FONDS PROPRES	8 050,00	57,30%
Total	14 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX049052 - MUSEE DE LA SEINE-ET-MARNE - EXPOSITION VOYAGE EN COULEURS, PIERRE MAC ORLAN ET LES PEINTRES

Dispositif : Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine (n° 00001072)
Délibération Cadre : CR2020-015 du 05/03/2020
Imputation budgétaire : 933-313-65733-131004-300
Action : 13100405- Connaissance et diffusion du patrimoine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet oeuvrant à la valorisation du patrimoine	230 000,00 € TTC	8,70 %	20 000,00 €
		Montant total de la subvention	20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : RUE DES SAINTS PERES
77000 MELUN
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Exposition du 7 juin au 20 septembre intitulée : Voyage en couleurs, Pierre Mac Orlan et les peintres

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution.

Description :
Le musée de la Seine-et-Marne est un musée départemental de société consacré à la ruralité sur l'Est francilien. Il conserve par ailleurs la plus importante collection littéraire sur l'écrivain Pierre Mac Orlan.

L'exposition "Voyage en couleurs, Pierre Mac Orlan et les peintres" est organisée dans le cadre de la commémoration du cinquantième anniversaire de la disparition de Mac Orlan (1882-1970), dont le musée de la Seine-et-Marne conserve la plus importante collection publique. Académicien Goncourt, Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, Pierre Mac Orlan, dont l'œuvre fut qualifiée de fantastique sociale en raison de sa proximité atypique avec les mouvements surréaliste et expressionnistes, a joué un rôle majeur dans la littérature du 20ème siècle et a décliné son art littéraire dans des domaines aussi variés que : le roman, les essais, le journalisme de reportage, la publicité, la critique littéraire et discographique, les scénarios de cinéma et télévisuels etc. A ses débuts peintre lui-même et grand connaisseur de peinture, il produisit quelque 200 textes sur la peinture et fut ami de peintres aussi différents que Maurice

de Vlaminck, George Grosz ou Jules Pascin, qui le surnommait « Le Patron ».
Cette exposition présentera 51 œuvres empruntées à une quinzaine de musées français ou étranger, ainsi qu'à des prêteurs privés. Elle intégrera également des collections du musée de la Seine-et-Marne. L'exposition est programmée de juin à septembre 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'exposition, traduite en anglais, englobe le catalogue scientifique qui intégrera notamment des articles de spécialistes de Pierre Mac Orlan mais aussi des peintres présents dans l'exposition.
Le montant global de l'exposition s'élève à 230 000 €. Une subvention de 20 000 € est proposée pour sa réalisation.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transport, assurances	77 000,00	33,48%
Publication /droit d'auteur / reproduction	46 000,00	20,00%
Communication	9 000,00	3,91%
Gardiennage	38 000,00	16,52%
Action culturelle - programmation	30 000,00	13,04%
Matériel / Fournitures	25 000,00	10,87%
Restauration / encadrements	5 000,00	2,17%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apports propres	157 600,00	68,52%
DRAC- label expo d'intérêt national (attribué)	30 000,00	13,04%
REGION ILE-DE-FRANCE	20 000,00	8,70%
Droits d'entrée	20 000,00	8,70%
Autres recettes	2 400,00	1,04%
Total	230 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - CONVENTION-TYPE FRAM

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Acquisitions d'œuvres d'Art pour les musées - FRAM » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2020-015 du 5 mars 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir NOM DU BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :
(référence dossier n°XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et la cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-233

DU 27 MAI 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT CULTUREL POUR LES ARTS VISUELS (1ÈRE AFFECTATION POUR 2020) ET ATTRIBUTIONS AU TITRE DES 24 HEURES DE LA CRÉATION (DEUXIÈME ÉDITION)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la Commande Publique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du Conseil Régional ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2017-131 du 06 juillet 2017 portant création du Fonds Régional des Talents Emergents (FoRTE) et du rendez-vous annuel associé des « 24h de la Création » ;

VU La délibération n° CR 2017-76 du 6 juillet 2017 relative à la politique régionale de promotion des arts plastiques, numériques et urbains ;

VU La délibération n° CR 2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la simplification de la politique régionale en matière d'investissement culturel ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017

VU La délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 relative à l'adoption des conventions type sur l'aménagement culturel ;

VU la délibération n° CP 2019-320 du 3 juillet 2019 relative au Fonds régional des talents émergents (FORTE) et au Soutien 2019 à la Jeune création artistique et culturelle ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-233 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Investissement culturel

Décide de participer au titre du dispositif « Investissement culturel » au financement des projets détaillés en annexe à la délibération, par l'attribution de **3 subventions pour un montant maximum prévisionnel de 29 960 euros.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel, approuvée par la délibération n° CP 2018-140 du 16 mars 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 960 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP312-015 « Fonds d'investissement pour la culture », Action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture », au titre du soutien à l'acquisition, construction et restauration de structures itinérantes.

Affecte une autorisation de programme de **23 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP312-007 « Soutien à la création et diffusion numériques », Action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2020.

Article 2 : 2ème édition de la Manifestation « les 24H de la Création »

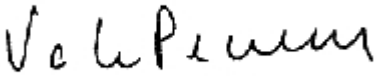
Décide de participer au titre de FoRTE au financement de la 2e édition de la manifestation « Les 24H de la Création » pour un montant maximum prévisionnel de **130 000 €**, nécessaires au lancement de marchés publics correspondants.

Affecte une autorisation d'engagement de 130 000 € disponible sur le disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds régional des talents Emergents », du budget 2020.

Article 3 : Dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé .

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179351-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-233

DOSSIER N° 20004022 - AIDE AU NUMERIQUE GLASSBOX

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	26 839,74 € TTC	37,26 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GLASSBOX
Adresse administrative : 4 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABRINA ISSA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après vingt ans d'activité auprès des jeunes artistes et curateurs émergents, l'espace-projet Glass box souhaite aujourd'hui élargir son champ d'action en proposant des programmes de recherches innovants autour de l'art et de la machine.
Glass box souhaite mettre à disposition un matériel professionnel durant des "résidences machines"" et investir dans un matériel professionnel qui est à ce jour introuvable dans les structures indépendantes ou excessivement cher à la location.

L'objectif est la vulgarisation auprès du grand public des outils numériques innovants par le biais de la monstration de pratiques artistiques contemporaines.
Un nouveau dispositif prendra la forme d'un programme de recherche et de production destiné aux étudiants d'école d'arts et aux jeunes artistes qui travaillent avec les outils numériques pour lesquels Glass box mettra à disposition un outil professionnel adapté à la diversité des pratiques artistiques liées au numérique.
À l'issue d'un processus de sélection - constitué d'un appel à projet, d'une première séléction et d'un choix final réalisé par un jury composé d'intervenants extérieurs - deux lauréats par an bénéficieront d'une mise à disposition de 2 mois et demi durant la période hivernale, de laquelle aboutira plusieurs expositions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention proposée à 10 000 € représente 37,26% de la base subventionnable, qui correspond aux montants des devis des acquisitions envisagées, soit 26 839,74 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel	26 840,00	89,50%
Sélection des lauréats	1 800,00	6,00%
Transports de biens et transports collectifs du personnel	900,00	3,00%
Fournitures	450,00	1,50%
Total	29 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France Aide investissement numérique	10 736,00	35,80%
Mairie de Paris (en cours)	10 000,00	33,34%
Autres fonds	9 254,00	30,86%
Total	29 990,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-233

DOSSIER N° 20004024 - ACT'ART MATERIEL NUMERIQUE MICRO FOLIE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	41 640,00 € HT	31,22 %	13 000,00 €
	Montant total de la subvention		13 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACTION ARTISTIQUE 77
Adresse administrative	:	49 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame DOMINIQUE JEZEQUEL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 décembre 2019 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises en compte en amont de la date de vote de la subvention, soit à partir de la date de dépôt de la demande le 19 décembre 2019.

Description :
Le projet Micro-Folie s'articule autour d'un Musée numérique en collaboration avec 12 établissements culturels nationaux « fondateurs ». La Villette coordonne le projet porté par le Ministère de la Culture, accompagne chaque acteur de terrain dans la déclinaison de sa propre Micro-Folie.

ActArt souhaite mettre en œuvre une plateforme numérique au service du territoire, dans le cadre de la Micro folie itinérante. Celle-ci sera également utilisée dans le cadre des résidences qu'ActArt met en place. Chacune des résidences proposeront au moins deux ateliers sur l'année. La structure se déplacera sur les 14 communautés de communes du département.
L'adhésion de la Charte de la Micro-Folie nécessite de suivre les préconisations techniques transmises par la Villette afin s'assurer une offre de qualité. ActArt doit s'équiper de matériel numérique, informatique adéquats : un système de diffusion (vidéo, son, projection), les équipements réseaux (routeurs, switch, bornes wifi, PC), des accessoires (tablettes, casques audio, chariot de stockages), des enceintes, un vidéoprojecteur, une toile d'écran de projection.

Le projet proposé s'inscrit dans un programme global, sur une implantation durable des artistes en résidences territoriales et sur des actions culturelles touchant tous les âges et milieux sociaux.

L'acquisition d'outils numériques permet à de proposer une réponse adaptée à la ruralité, et contribue à la réduction de la fracture numérique sur le 77. Ce type de micro-folie permettra au public d'accéder à un catalogue de grandes œuvres, expositions, spectacles...

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention proposée à hauteur de 13 000 € représente 31,22 % de la base subventionnable. Celle-ci correspond aux montants des devis des acquisitions envisagées, soit les achats matériels numériques à hauteur de 41 640,00 euros.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€) HT		
Libellé	Montant	%
Achats matériels numériques -éligibles	41 640,00	21,68%
Achat véhicule / espace itinérant – non éligibles	23 200,00	12,08%
Charges de fonctionnement – non éligibles	63 198,00	32,91%
Charges de communication– non éligibles	5 000,00	2,60%
Autres (structures, salaires, ect) –non éligibles	59 000,00	30,72%
Total	192 038,00	100,00%

Recettes (€) HT		
Libellé	Montant	%
Recettes propres Act Art	94 278,00	49,09%
Préfecture - Sollicité	60 000,00	31,24%
Région Matériel numérique - Sollicité	20 800,00	10,83%
Région Structure itinérante - Sollicité	6 960,00	3,62%
Département Seine et Marne Acquis	10 000,00	5,21%
Total	192 038,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-233

DOSSIER N° 20005657 - ACT'ART - STRUCTURE ITINERANTE MICRO FOLIE

Dispositif : Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes (n° 00001098)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel – Acquisition, construction et restauration de structures itinérantes	23 200,00 € HT	30,00 %	6 960,00 €
	Montant total de la subvention		6 960,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTION ARTISTIQUE 77
Adresse administrative : 49 AVENUE THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE JEZEQUEL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 décembre 2019 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de ce dispositif, les dépenses seront prises en compte à compter de la date de dépôt de la demande.

Description :
Le projet Micro-Folie s'articule autour d'un Musée numérique en collaboration avec 12 établissements culturels nationaux « fondateurs ». La Villette coordonne le projet porté par le Ministère de la Culture, accompagne chaque acteur de terrain dans la déclinaison de sa propre Micro-Folie.

La Micro Folie portée par Act'art est itinérante et mobile. Elle se déplacera sur les 14 communautés de communes du département.
Pour permettre cette mobilité, l'opérateur souhaite acquérir un véhicule de 14 m3. Ce véhicule sera utilisé pour le transport de l'ensemble du matériel jusque dans les villages les plus reculés de Seine-et-Mame. Le studio permettra de recevoir 5 personnes assises avec un casque virtuel. Cet espace viendra compléter l'utilisation des casques dans une salle dédiée sur site ou sera utilisé en lieu et place d'une salle dédiée quand celle-ci fera défaut sur site. Par ailleurs, cette structure mobile sera aussi un espace de lecture de la documentation sur le fonctionnement et les contenus de la Micro-Folie et sur la presse spécialisée au croisement de l'art et du numérique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention proposée à hauteur de 6 960 euros correspond au montant de la demande. Soit 30% de la base subventionnable qui correspond à l'achat du véhicule / espace itinérant à hauteur de 23 200 euros.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matériels numériques –non éligibles	41 640,00	21,68%
Achat véhicule / espace itinérant - éligible	23 200,00	12,08%
Charges de fonctionnement – non éligibles	63 198,00	32,91%
Charges de communication– non éligibles	5 000,00	2,60%
Autres (structures, salaires, ect) –non éligibles	59 000,00	30,72%
Total	192 038,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres Act Art	94 278,00	49,09%
Préfecture - sollicité	60 000,00	31,24%
Région Matériel numérique - Sollicité	20 800,00	10,83%
Région Structure itinérante	6 960,00	3,62%
Département Seine et Marine - Acquis	10 000,00	5,21%
Total	192 038,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-247

DU 27 MAI 2020

AFFECTATIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DU LIVRE ET DE L'AMÉNAGEMENT CULTUREL EN ÎLE-DE-FRANCE DEUXIÈME AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 relative à l'adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité, modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-61 du 10 mars 2017 relative à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019 approuvant les conventions-types relatives au programme de résidence d'écrivains et aux aides spécifiques du service livre ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-247 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : SUBVENTIONS AUX ACTEURS DU LIVRE (FONCTIONNEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **44 000,00 €** en autorisations d'engagement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par la délibération n° CP 2019-530 du 20 novembre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **44 000,00 €,** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-008 (131008) « Aide au livre et à la lecture », action 13100801 « Aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 2 : SUBVENTIONS AU TITRE DES AIDES A LA LIBRAIRIE ET DES STRUCTURES ITINERANTES (INVESTISSEMENT)

Décide de participer, au titre de la politique régionale du livre, au financement du projet détaillé en annexe (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **32 000,00 €** en autorisations de programme.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-278 du 05 juillet 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **32 000,00€** sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la culture », action 13101501 « Fonds d'investissement pour la culture » du budget 2020.

ARTICLE 3 : QUINZAINE DE LA LIBRAIRIE POUR LES LYCÉENS – ÉDITION 2021

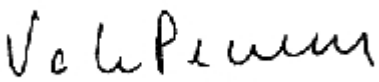
Affecte une autorisation d'engagement de **68 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2020.

ARTICLE 4 : DÉMARRAGE ANTICIPÉ

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en investissement, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 3310 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n° CR 0116 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179669-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projet

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-247

DOSSIER N° 20004298 - LES MOTS ET LES CHOSES - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	6 100,00 € HT	49,18 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MOTS ET LES CHOSES M & C
Adresse administrative : 30 RUE DE MEUDON
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Benjamin CORNET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement du fonds et de travaux d'amélioration de l'aménagement de la librairie

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt est le 15 février 2020. Compte tenu de la date de démarrage du projet et de la nécessité d'engager des dépenses dès le 1er avril, en vertu de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Située dans Boulogne sud, proche de l'île Seguin, dans le quartier des anciennes usines Renault, la librairie Les Mots et les choses a ouvert ses portes à Boulogne en 2013 et propose à sa clientèle un assortiment diversifié, avec une dominante littérature et jeunesse.

La librairie travaille régulièrement avec les bibliothèques et les écoles de la ville et met, depuis 2016, en place, un salon du livre jeunesse. Elle organise régulièrement, par ailleurs, des rencontres littéraires.

La librairie est labellisée LIR et est adhérente à Librest et à Paris Librairie.

Dans le prolongement d'un projet de réaménagement de la librairie initié en 2018, la librairie envisage aujourd'hui de renforcer le fonds de la librairie en sciences humaines et bande dessinée et d'acquérir du mobilier afin d'augmenter les mètres linéaires de ces rayons et de changer le poste de réception.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	2 900,00	47,54%
Menuiserie	3 200,00	52,46%
Total	6 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 100,00	50,82%
Région Ile-de-France	3 000,00	49,18%
Total	6 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-247

DOSSIER N° 20004402 - PESCALUNE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	73 000,00 € HT	20,55 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRAIRIE PESCALUNE
Adresse administrative : 42 RUE DE TOLBIAC
75013 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame BENEDICTE BRUCKBERGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : constitution du fonds et de la réalisation de travaux et achat de mobilier dans le cadre de la reprise

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 2 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de la reprise de la librairie et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 2 mars 2020, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire, en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Créée en 1992 et située dans le 13ème arrondissement, près de nombreux commerces, écoles et entreprises, dans le quartier de la bibliothèque François Mitterrand, la librairie Royaumes fait l'objet d'une reprise. Cette librairie généraliste, d'une superficie de 46m2, est bien ancrée dans le quartier et a su constituer une clientèle fidèle. Elle propose actuellement une offre en littérature, polars, beaux livres et jeunesse, ainsi que des cartes postales et petits jouets en complément.

Dans le cadre de la reprise, la librairie prévoit de réaliser des travaux de rénovation en raison de la vétusté des locaux et de renforcer le stock pour présenter un choix de livre plus adapté. Elle envisage de changer la décoration et le mobilier, refaire l'éclairage et mettre en place une nouvelle signalétique, mais aussi de développer l'offre en littérature, notamment en proposant les livres de petits éditeurs, d'étoffer les rayons sciences humaines et bande dessinée et de créer un rayon pratique.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	32 440,00	44,44%
Travaux de rénovation, électricité, peinture	16 900,00	23,15%
Mobilier et store	23 660,00	32,41%
Total	73 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	20 000,00	27,40%
DRAC (S)	10 000,00	13,70%
CNL (S)	8 000,00	10,96%
ADELC (A)	20 000,00	27,40%
Région Ile-de-France	15 000,00	20,55%
Total	73 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-247

DOSSIER N° 20004430 - LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2020

Dispositif : Aide à la librairie indépendante - Investissement (n° 00001029)
Délibération Cadre : CR2017-61 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131015-300
Action : 13101501- Fonds d'investissement pour la culture

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante - Investissement	24 921,00 € HT	56,18 %	14 000,00 €
		Montant total de la subvention	14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PAVE DU CANAL
Adresse administrative : 3 BIS QUAI FERNAND POUILLON
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur LAURENT GARIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement du fonds et de la pose d'une nouvelle signalétique

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en 1989 sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et implantée sur la ville de Montigny le Bretonneux, la librairie Le Pavé du Canal est une librairie généraliste d'une surface de 750 m2, répartie sur deux niveaux, qui propose plus de 80 000 volumes. Elle organise régulièrement des animations, des dédicaces, des débats et des lectures et a la volonté de s'adresser à de nouveaux lecteurs plus jeunes et moins familiers des librairies. La librairie est labellisée LIR.

Suite au réaménagement de la librairie début 2020, la librairie envisage de reprendre la signalétique des rayons afin d'améliorer la lisibilité de l'offre de livres pour les clients et procéder à la pose de vitrophanies sur les vitrines extérieures pour que la librairie soit plus visible depuis la rue. Elle prévoit également de renforcer son fonds littéraire de l'imaginaire et son rayon bande dessinée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	7 751,00	31,10%
Signalétique intérieure	14 500,00	58,18%
Signalétique extérieure	2 670,00	10,71%
Total	24 921,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 921,00	43,82%
Région Ile-de-France	14 000,00	56,18%
Total	24 921,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

DOSSIER N° 20002951 - AMICALE DE RAVENSBRUCK ET DES KOMMANDOS - ACTIONS DES GROUPEMENTS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	15 405,00 € TTC	25,97 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AMICALE DE RAVENSBRUCK ET DES KOMMANDOS
Adresse administrative	:	10 RUE LEROUX 75116 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE JO CHOMBART, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : publication en allemand du livre collectif Les françaises à Ravensbruck

Dates prévisionnelles : 6 janvier 2020 - 6 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 25 novembre 2019. Compte tenu de la date de la publication en mai 2020 et de la nécessité d'engager les dépenses dès le 6 janvier 2020 et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
L'Amicale de Ravensbrück prévoit de publier en allemand le livre collectif "Les Françaises à Ravensbruck" , initialement publié aux éditions Gallimard, dans le cadre du 75ème anniversaire de la libération des camps nazis.

"Ce livre est le témoignage collectif qui réunit pour la première fois les signatures d'anciennes déportées de toutes tendances. Il présente une documentation et un ensemble de témoignages qui donnent une vision aussi complète et exacte que possible de la déportation des femmes. Si les faits sont déjà bouleversants par eux-mêmes, la manière dont ils sont perçus et ressentis par celles qui les ont vécus frappe encore davantage."

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Traduction	9 425,00	61,18%
Droits de cession	2 980,00	19,34%
Impression	3 000,00	19,47%
Total	15 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ambassade d'Allemagne (S)	3 000,00	19,47%
Dons	3 405,00	22,10%
Ville de Paris (A)	5 000,00	32,46%
Région Ile-de-France	4 000,00	25,97%
Total	15 405,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-247

DOSSIER N° 20002961 - EDITIONS DE PARIS - PROJETS EDITORIAUX EXCEPTIONNELS - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	25 100,00 € HT	39,84 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES EDITIONS DE PARIS
Adresse administrative : 54 RUE DES SAINTS-PERES
75007 PARIS 07
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ROSELYNE CHALEIL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : publication du tome 2 du Dictionnaire biographique des protestants français de 1787 à nos jours - tome 2

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 février 2023
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de dépôt du dossier est le 7 janvier 2020. Compte tenu de la date de la publication en mai 2020 et de la nécessité d'engager les dépenses dès le mois de février 2020 et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit être prise afin de verser la subvention.

Description :
Les éditions de Paris publient des ouvrages sur l'histoire, les mémoires, la littérature, le protestantisme, des beaux Livres, des essais et documents, etc. Créée en 1984, avec un rythme de publication de 15-20 titres par an, la maison d'édition compte 500 titres à son catalogue.

Aujourd'hui, les éditions de Paris envisagent de publier le tome 2 du Dictionnaire biographique des protestants français de 1787 à nos jours" de Patrick Cabanel et André Encrevé dans la collection Bibliothèque Protestante.

Allant de la fin des persécutions (marquée par l'édit de Tolérance de 1787) à nos jours, ce volume prend en compte l'ensemble des secteurs de la société à travers un inventaire de ce que les protestants ont apporté à la France, des pasteurs aux banquiers, des industriels aux scientifiques, des peintres aux

cinéastes, des artistes aux écrivains, etc. Ce dictionnaire réunira 4 volumes.

Patrick Cabanel et André Encrevé sont deux des principaux historiens du protestantisme en France, membre du comité de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français. Le premier, auteur entre autres d'une « Histoire des protestants en France du 16ème au 19ème siècle » publié chez Fayard, est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse ; le second, auteur de « L'expérience et la foi, pensée et vie religieuse des Huguenots au 19ème siècle chez Labor et Fides, est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris Est Créteil. Ils ont réuni autour d'eux 120 contributeurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fourntitures d'activités et de bureau	330,00	1,31%
Services externes (location, assurance, salons, droits d'auteurs, imprimeur, maquettiste, graphiste)	21 350,00	85,06%
Autres services externes (diffusion, distribution, frais postaux, honoraires, déplacements)	2 180,00	8,69%
Frais de personnel	1 240,00	4,94%
Total	25 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	10 600,00	42,23%
Fondations	4 500,00	17,93%
Région Ile-de-France	10 000,00	39,84%
Total	25 100,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-247

DOSSIER N° 20006551 - CPLJ - POUSSALIRE - LIVRE 2020

Dispositif : Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement) (n° 00001030)
Délibération Cadre : CR2017-61 du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
Action : 13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets des professionnels de la chaîne du livre (fonctionnement)	60 000,00 € HT	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CPLJ 93 CTRE PROMO LIVRE JEUNESSE SEINE SAINT-DENIS
Adresse administrative : 3 RUE FRAN OIS DEBERGUE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame RAMONA BADESCU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en oeuvre de l'action Poussalire durant le mois de juillet 2020

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 31 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation de l'action implique la réalisation de dépenses en amont. Il est donc demandé d'autoriser, à titre exceptionnel et dérogatoire, au titre de l'article 29 du réglement budgétaire et financier, une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :
Dans le cadre de l'opération "Partir en livre", le Centre de promotion du livre de jeunesse (CLPJ) met en oeuvre une action innovante en matière d'accès à la lecture.

Il s'agit d'animations mobiles, déployées dans des iles de loisirs et un parc franciliens, et qui s'appuient sur l'utilisation de deux véhicules :
- un cyclotaxi, pouvant accueillir plusieurs personnes, et équipé de casques permettant d'écouter des lectures audios.
- une bibliothèque hors-les-murs nomade, avec des comédiens proposant des lectures individuelles et collectives.

A chaque fois, des lectures sont proposées, enregistrées ou en direct. Elles sont issues d'une sélection de nouveautés en littérature jeunesse, réalisée par le CPLJ, avec une attention particulière portée à la petite édition et l'édition francilienne. Les lectures enregistrées sont par ailleurs disponibles en podcast sur le

site du CPLJ et des partenaires de l'action.

Cette action va se déployer au mois de juillet, dans les iles de loisirs de Cergy-Pontoise, (95) St-Quentin-en-Yvelines (78), Port aux cerises (91) et Vaires-Torcy (77), et le parc départemental Georges Valbon (93), à raison d'une semaine par site. L'animation est intégrée au programme des villages d'été des îles de loisirs. Elle se développe en lien avec des partenaires locaux.

En 2019, l'action avait touché 1 720 bénéficiaires directs (familles, groupes, centres de loisirs) et sensibilisé plus de 20 800 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- TORCY
- VAIRES-SUR-MARNE
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
- TRAPPES
- DRAVEIL
- LA COURNEUVE
- CERGY
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de founitures et petit équipement	5 000,00	8,33%
Services extérieurs (location, documentation, sous-traitance...)	17 300,00	28,83%
Autres services extérieurs (rémunération d'intermédiaires, honoraires, déplacements, missoins, autres)	4 400,00	7,33%
Charges de personnel (rémunération et charges)	33 300,00	55,50%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention du CNL (S)	20 000,00	33,33%
Subvention de la Région IdF	30 000,00	50,00%
Subvention Conseil départemental (S)	10 000,00	16,67%
Total	60 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-180

DU 27 MAI 2020

ACTION RÉGIONALE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

VU l'arrêté du 29 avril 2015 du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;

VU la délibération n° CR 66-15 du 19 juin 2015 relative à l'action régionale en faveur de la politique de la ville et du renouvellement urbain ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 16 décembre 2015 modifiée relative aux « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement pour l'emploi de la Région « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain, soutien régional au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2015-442 du 9 juillet 2015 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain – troisième affectation pour 2015 ;

VU la délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain – première affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-286 du 3 juillet 2019 relative à l'action régionale en faveur du développement urbain – première affectation pour 2019 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020.

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-180 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Développement urbain, soutien au NPNRU » de la délibération n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017, au financement de deux opérations détaillées en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 990 500 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2018-276 du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **1 990 500 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 51 « Politique de la ville », programme HP 51-002 (151002) « Requalification urbaine : actions contractualisées », action 15100204 « sites contractualisés ANRU » du budget 2020.

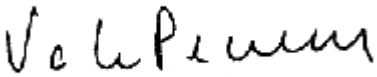
Article 2 :

Modifie le montant de la dépense subventionnable et le taux de la subvention accordée à SEQUANO AMÉNAGEMENT par délibération n° CP 15-442 du 9 juillet 2015 pour la requalification des espaces publics du PRU Villette/Quatre Chemins (IRIS 13016123), conformément à la fiche jointe en annexe 2 à la présente délibération.

La dépense subventionnable à prendre en compte est de 5 673 670 € pour un taux de subvention corrigé de 7,46 %. Le montant de la subvention, soit 423 165 €, reste inchangé.

Subordonne le versement du solde de la subvention à la signature de l'avenant à la convention financière signée entre les parties le 14 septembre 2015, joint en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020

(référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178496-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJET

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-180

DOSSIER N° EX048462 - 92 -NANTERRE - PARC SUD - RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE MAXIME GORKI - 14 ALLÉE DE L'ARLEQUIN - PRIN

Dispositif : Développement urbain - financement PRIN (n° 00001041)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIN	5 762 740,00 € HT	25,38 %	1 462 500,00 €
	Montant total de la subvention		1 462 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation et la restructuration du groupe scolaire Maxime GORKI dans le quartier NPNRU Parc Sud.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 30 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La restructuration du groupe scolaire permettra l'accueil :
- de neuf classes dans le bâtiment affecté à la maternelle (huit classes actuellement) ;
- de quinze classes dans le bâtiment élémentaire (douze classes actuellement) ;
- d'un centre de loisirs maternel et élémentaire.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du renouvellement urbain du quartier Parc Sud et plus précisément des secteurs du Croissant et des tours Aillaud. Le changement d'affectation de certaines tours, la suppression de logements sociaux, la création de logements à loyer encadré et de logements en accession, sont de nature à permettre la diversité fonctionnelle et sociale du quartier.

Dans ce contexte, le projet de rénovation de l'école Gorki a pour objectif de remettre à niveau l'établissement mais également d'insérer son fonctionnement de façon lisible dans le quartier réaménagé.

Cela implique les opérations suivantes :
• la création d'un mail permettant de déplacer les entrées du groupe scolaire en distinguant clairement celle de l'école élémentaire de celle de l'école maternelle, permise grâce à la destruction du bâtiment de

l’ancienne cuisine centrale ;
• la construction en rez-de-chaussée d’un bâtiment reliant l’école maternelle et l’école élémentaire, où prendront place les activités de restauration ;
• une réhabilitation architecturale axée plus particulièrement sur l’enveloppe extérieure garantissant une amélioration du confort thermique et des économies de fluides, accompagnée d’une rénovation des espaces intérieurs.

Cette rénovation architecturale et fonctionnelle sera accompagnée de la définition d'un nouveau projet pédagogique ambitieux, actuellement en cours d’élaboration avec l’Éducation nationale ainsi que les établissements du second degré du secteur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La présente demande porte sur les travaux suivants :
- la construction d’un nouveau bâtiment dédié à la restauration directement accessible depuis l'école maternelle et l'école élémentaire ;
- l’amélioration des performances énergétiques : remplacement des ouvrants, isolation thermique par l’extérieur + bardage et enduits ; mise en place d’un traitement d’air (sanitaires, restauration etc.) ;
- la réfection des toitures (isolation, étanchéité) ;
- l’amélioration de l'accessibilité du groupe scolaire avec la création d'un ascenseur ;
- la rénovation de parties intérieures (sanitaires, circulations, classes, locaux administratifs, etc.) ;
- le réaménagement des espaces extérieurs reconfigurés (cours, potager, espaces verts et plantation d'arbres) ;
- le désamiantage et la démolition du bâtiment restauration existant.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération HT	5 762 740,00	100,00%
Total	5 762 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	1 462 500,00	25,38%
Subvention ANRU	730 000,00	12,67%
Autres subventions publiques (EPT)	2 417 690,00	41,95%
Fonds propres	1 152 550,00	20,00%
Total	5 762 740,00	100,00%

DOSSIER N° EX048974 - 93 - ROMAINVILLE - GAGARINE - CONSTRUCTION D'UN ESPACE PETITE ENFANCE AU CENTRE DU QUARTIER (PRIN)

Dispositif : Développement urbain - financement PRIN (n° 00001041)
Délibération Cadre : CR2017-06 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-51-204142-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Développement urbain - financement PRIN	1 055 384,00 € HT	50,03 %	528 000,00 €
	Montant total de la subvention		528 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROMAINVILLE
Adresse administrative : PLACE DE LA LAICITE
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Corinne VALLS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un espace de petite enfance au centre du quartier

Dates prévisionnelles : 23 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : acquisition en VEFA

Description :
Les orientations stratégiques du PRIN Gagarine sont guidées par le développement de la mixité sociale et fonctionnelle (des équipements publics), ainsi que par la réalisation d'un quartier durable.

Répondant à cet objectif, le futur espace de petite enfance situé sur l'axe principal du quartier, au sein d'un bâtiment multifonctionnel comprend également une salle multisports et des logements. L'équipement de 400 m² accueillera parents, enfants et assistantes maternelles dans deux entités:
- la maison des parents ;
- une salle d'activités en direction de la petite enfance.

Cet espace permet à la fois l'optimisation des services communaux liés à la petite enfance au sein du quartier et de la ville, mais également le développement et le renforcement des activités existantes. La création d'une entité propre à la maison des parents renforcera sa visibilité et son accès aux familles.

Par ailleurs, la programmation proposera la mise en place d'un lieu d'accueil enfant parent (LAEP) en partenariat avec la CAF.

La dépense subventionnable comprend :
- les frais d'acquisition en VEFA des volumes de l'espace petite enfance dans le lot 5 ;
- les frais notariés de cette acquisition ;
- les travaux d'aménagement intérieur de l'espace petite enfance.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût prévisionnel de l'opération HT	1 055 384,00	100,00%
Total	1 055 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région développement urbain (sollicitée)	528 000,00	50,03%
Subvention ANRU	240 000,00	22,74%
Fonds propres	287 384,00	27,23%
Total	1 055 384,00	100,00%

ANNEXE 2 FICHE PROJET AUBERVILLIERS

Modification du plan de financement et du taux d'intervention de la subvention votée
par la Commission permanente du 9 juillet 2015 – CP 15-442

DOSSIER N° 13016123 - 93/AUBERVILLIERS - QUARTIER VILLETTE/QUATRE CHEMINS : TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS (PRU)

Dispositif : Financement des dossiers PRU et OPI (n° 00000117)
Imputation budgétaire : 905-51-20422-151002-200
Action : 15100204- Sites contractualisés ANRU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 673 670,00 € HT	7,46 %	423 165,00 €
		Montant total de la subvention	423 165,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQUANO AMENAGEMENT
Adresse administrative : 15-17 PROMENADE JEAN ROSTAND
93022 BOBIGNY
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Michel FOURCADE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux de requalification des espaces publics, quartier Villette/Quatre Chemins à Aubervilliers.

Dates prévisionnelles : 9 juillet 2015

Description :
Le projet a pour objectif d'améliorer le maillage, le confort et le fonctionnement des espaces publics pour limiter les conflits d'usage.

Les travaux comprennent ces éléments :
- requalification de la rue Auvry entre l'avenue Jean Jaurès et la rue Henri Barbusse;
- prolongement de l'impasse Bordier et sa requalification en "allée Bordier" ;
- requalification et transformation de l'impasse Péping en rue ;
- déplacement et reconstitution du terrain d'évolution existant et création d'une aire de jeux complémentaires ;
- requalification de la rue Lecuyer entre l'avenue de la République et la rue Trévet.

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux HT	5 673 670,00	100,00%
Total	5 673 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	423 165,00	7,46%
ANRU	1 656 692,50	29,20%
CA Plaine Commune (EC)	3 593 812,50	63,34%
Total	5 673 670,00	100,00%

ANNEXE 3 AVENANT À LA CONVENTION

AVENANT À LA CONVENTION N° 13016123 RELATIVE AUX OPÉRATIONS FINANCÉES DANS LE CADRE DES CRÉDITS DE RENOUVELLEMENT URBAIN SIGNÉE ENTRE LA RÉGION ET SEQUANO AMÉNAGEMENT

La Région Île-de-France, ci-après dénommée la Région, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil régional N° CP 2020-180 du 27 mai 2020 ;

Et

l'organisme dénommé : SEQUANO AMÉNAGEMENT
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET et le code APE sont : et
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Vu la convention régionale de renouvellement urbain signée entre les parties le 14 septembre 2015 ;

Article 1 :

L'article 2 « Engagements de la Région » est modifié comme suit :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 7,46 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 5 673 670 €, soit une subvention maximum de 423 165 €.

Article 2 :

Toutes les autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Saint-Ouen,

Le

Le Président de SEQUANO AMÉNAGEMENT

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Cachet et signature

Cachet et signature

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-181

DU 27 MAI 2020

AIDE AU PARC PRIVÉ - DEUXIÈME AFFECTATION POUR 2020 - APPROBATION D'UN LABEL CDSR

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;

VU la délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et portant approbation de la convention type d'aide aux travaux ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU la délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie ;

VU la délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment la labellisation de la copropriété Les Louvres à Garges-lès-Gonesse et la labellisation de la copropriété Quétigny 2 à Epinay-sur-Seine ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 intitulée « Région Île-de-France Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2019-188 du 22 mai 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment la labellisation des copropriétés Grande Prairie et Argonne à Chelles ;

VU la délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment les labellisations des copropriétés Evriel, V Bastides et Point IV à Evry-Courcouronnes ainsi que la labellisation de la copropriété Les Caravelles au Blanc-Mesnil ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-181 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Accorde un label régional « Copropriété en difficulté soutenue par la Région » d'une durée de 5 ans, à la copropriété suivante :

- Copropriété Terrasses des Loges sise 200-202 rue de la Poule Rousse, 300-304 allée Jules Vallès à Evry-Courcouronnes (91000),

Subordonne l'octroi de ce label à la conclusion d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012, intégrant le plan de redressement figurant en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement – Aide au parc privé », au financement du programme de travaux détaillé dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 192 257 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 192 257 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagements des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement – Aide au parc privé », au financement de 4 mesures d'ingénierie détaillées dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 126 069 €.

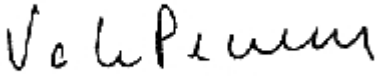
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **126 069 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagements des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2020.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe à la délibération en application de l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178643-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - PLAN DE REDRESSEMENT DU LABEL CDSR

ANNEXE A LA CONVENTION VALANT PROTOCOLE DE REDRESSEMENT DE LA COPROPRIETE
EVRY PYRAMIDES - TERRASSES DES LOGES

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
INTERVENTIONS TECHNIQUES ET THERMIQUES SUR LE BATI Travaux en parties communes : - Ravalement ITE - VMC - Menuiseries extérieures privatives - Enrobés d'accès Total projet : 1 812 387 €TTC	septembre 2020 à octobre 2021 (14 mois)	- Réaliser les travaux et assurer leur suivi avec le syndic et le maitre d'œuvre. - Programme de travaux voté en avril 2019 - Souscrire à un contrat d'entretien du chauffage avec une clause d'intéressement. - Tenir un tableau de bord des consommations d'énergie de la copropriété avec l'exploitant	- Favoriser le portage immobilier - Mettre en œuvre des événements d'information et de formation à destination des copropriétaires Ville : 1% du montant total TTC des travaux éligibles soit 18 020 €	Aides aux travaux en parties communes (montant estimatif : 368 000 €) Aides aux travaux en parties privatives (fenêtres intégrées en PC) : selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011.	ANAH: Aide totale : 1 156 088 € Département de l'Essonne : 180 000 €

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES MENAGES • Renforcement du travail sur la résorption des impayés • Mobilisation du partenariat social • Identification des ménages ayant des dettes naissantes • Stratégie de communication : faire connaître le travailleur social • Collaboration étroite avec les membres du CS et syndic (suivi, échéanciers) • Instruction des subventions individuelles pour les travaux (copropriété, handicap…) • Repérage de familles souhaitant vendre ou dans l'impossibilité de se maintenir (portage)	2019 à 2022	- Faciliter l'information et le lien entre les propriétaires (et locataires) et les divers intervenants sociaux en présence sur le territoire	- Mobilisation les services de la ville pour accompagner le travail social		Conseil départemental : Dispositif FSL

PRECONISATIONS SELON LES THEMATIQUES DETAILLEES DANS LE LABEL	ECHEANCE	ENGAGEMENTS DE LA COPROPRIETE	ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DE LA REGION	ENGAGEMENTS PREVISIONNELS DES AUTRES FINANCEURS
GESTION ET FONCTIONNEMENT - Renforcement du suivi et traitement des impayés en lien avec la mise en œuvre d'une stratégie de portage - Renforcement du suivi des dépenses et du travail sur la baisse des charges (groupe de travail renforcé à partir de septembre 2019) - Renouvellement du partenariat avec la nouvelle gestionnaire - Remobilisation des copropriétaires	2019 à 2022	- Améliorer le suivi et traitement des impayés; - Engagement des procédures contentieuses - Renforcer le contrôle des dépenses - Participer aux groupes de travail Gestion - Renforcer la participation aux assemblées générales	- Soutient et facilite le travail de l'opérateur en charge du suivi du Plan de sauvegarde - Prépare et signe la prolongation du plan de sauvegarde 2020-2022 - Favorise le portage immobilier provisoire par la filiale CDC Habitat / EPFIF des 9 logements actuellement ciblés - Mobilisation du contingent de logements de la CU Grand Paris Sud	Aide au lancement des procédures juridiques et contentieuses (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011) Aide à la gestion (selon délibération cadre CR 09-11 du 10 février 2011)	ANAH : Aide à la gestion à l'opérateur : 5000 € HT/ bâtiment et 150 € HT/lot

ANNEXE N°2 - FICHES PROJETS

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX048502 - MISSION DE SUIVI-ANIMATION DE LA COPROPRIETE LES LOUVRES A GARGES-LES-GONESSE (95140)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-204141-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	67 257,00 € HT	30,00 %	20 175,00 €
		Montant total de la subvention	20 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95140 GARGES-LES-GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement de la cinquième année de la mission de suivi animation du plan de sauvegarde de la copropriété du 4-6 rue des Louvres 95140 Garges-lès-Gonesse (oct 2019 à oct 2020).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 – 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la bonne continuation de la mission dans le cadre du programme de réhabilitation de la copropriété.
Projet approuvé par la commission permanente n° CP16-535 du 16 novembre 2016 (label n° 16-535CDSR95140-01)

Description :
- accompagner la copropriété dans un processus de redressement financier, d'amélioration de la gestion et d'adaptation juridique permettant de mettre en œuvre le programme de travaux et de "normaliser" le fonctionnement à long terme de la copropriété,
- mobiliser l'ensemble des partenariats nécessaire à la mise en œuvre d'un accompagnement social des copropriétaires en difficulté
- accompagner le syndicat des copropriétaires dans la définition, le recouvrement des impayés et la réalisation physique du programme de réhabilitation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % d'une dépense annuelle HT subventionnable dans la limite de 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 90) est fixée à 20 175 €, compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	80 702,00	100,00%
Total	80 702,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	27 526,00	34,11%
Subvention Département (sollicitée)	6 100,00	7,56%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 175,00	25,00%
commune de Garges-lès-Gonesse	26 901,00	33,33%
Total	80 702,00	100,00%

DOSSIER N° EX048495 - ETUDES ET DIAGNOSTICS ARCHITECTURAUX ET THERMIQUES - SDC GRANDE PRAIRIE A CHELLES (77500)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	129 120,00 € TTC	30,79 %	39 750,00 €
		Montant total de la subvention	39 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET PONS NOUVELLE GESTION IMMOBILIERE
Adresse administrative : 38 AVENUE DU MARECHAL FOCH 77500 CHELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur CYRIL PONS, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des études et diagnostics architecturaux et thermiques de la copropriété Grande Prairie sise 1-3 rue Lionel de Marmier, 2-23 rue Saint-Exupéry, 5-7 allée des Pavillons à Chelles (77500).

Dates prévisionnelles : 20 janvier 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du programme de travaux dans les délais prescrits par l'OPAH.
Projet approuvé par délibération n° CP 2019-188 du 22 mai 2019 (label n° 2019-188CDSR77500-01).

Description :
Réalisation d'études et diagnostics architecturaux et thermiques dans le but d'élaborer un programme de travaux complet et optimal englobant aussi bien l'amélioration thermique de l'immeuble que la mise aux normes techniques.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible TTC plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 159) est fixée à 39 750 €.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et diagnostics	129 120,00	100,00%
Total	129 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	37 660,00	29,17%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 750,00	30,79%
Fonds propres	51 710,00	40,05%
Total	129 120,00	100,00%

DOSSIER N° EX048602 - ETUDES ET DIAGNOSTICS ARCHITECTURAUX ET THERMIQUES - SDC ARGONNE A CHELLES (77500)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	78 600,00 € TTC	50,00 %	39 300,00 €
	Montant total de la subvention		39 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GID GESTION IMMOBILIERE DUBOURG
Adresse administrative : 1 MAIL GALLIENI
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Fabrice ZENATI, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des études et diagnostics architecturaux et thermiques de la copropriété Argonne sise 1-4, rue Charles Péguy à Chelles (77500).

Dates prévisionnelles : 7 février 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du programme de travaux dans les délais prescrits par l'OPAH.
Projet approuvé par délibération n° CP2019-188 du 22 mai 2019 (label n° 2019-188CDSR77500-02).

Description :
Réalisation d'études et diagnostics architecturaux et thermiques dans le but d'élaborer un programme de travaux complet et optimal englobant aussi bien l'amélioration thermique de l'immeuble que la mise aux normes techniques.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % d'une dépense annuelle éligible TTC plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 176) est fixée à 39 300 €.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	78 600,00	100,00%
Total	78 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	32 750,00	41,67%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 300,00	50,00%
Fonds propres	6 550,00	8,33%
Total	78 600,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049307 - ETUDES ET DIAGNOSTICS ARCHITECTURAUX ET THERMIQUES - SDC LES CARAVELLES - LE BLANC-MESNIL (93150)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé : ingénierie (n° 00000740)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	53 688,00 € TTC	50,00 %	26 844,00 €
		Montant total de la subvention	26 844,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVAM GID
Adresse administrative : 17/19 RUE JEAN CHARCOT
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame LAURENCE GONCALVES, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation des études et diagnostics architecturaux et thermiques de la copropriété Les Caravelles sise 210, avenue du 8 mai 1945 au Blanc-Mesnil (93150).

Dates prévisionnelles : 30 avril 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du programme de réhabilitation. Projet bénéficiant d'un label approuvé par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label n° 2020-072CDSR93150-01)

Description :
Réalisation d'études et diagnostics architecturaux et thermiques dans le but d'élaborer un programme de travaux complet et optimal englobant aussi bien l'amélioration thermique de l'immeuble que la mise aux normes techniques.

Projet bénéficiant d'un label approuvé par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label n° 2020-072CDSR93150-01)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible TTC plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 195 lots) s'élève à 26 844 €.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	53 688,00	100,00%
Total	53 688,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	26 844,00	50,00%
Fonds propres	26 844,00	50,00%
Total	53 688,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049190 - TRAVAUX DE REHABILITATION EN PARTIES COMMUNES - SDC QUETIGNY 2 - EPINAY-SUR-SEINE (93800)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 147 799,00 € TTC	44,37 %	509 257,00 €
	Montant total de la subvention		509 257,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MANUEL POLO CANTERO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Quétigny 2 sise, 14/16 rue Dumas à Epinay-sur-Seine (93800).

Dates prévisionnelles : 4 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : urgence liée à la mise en œuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet approuvé par délibération n° CP 16-535 du 16 novembre 2016 (label 16535CDSR9380002).

Description :
- travaux de peinture et de revêtement de sol,
- travaux d'électricité,
- remplacement de ventilation,
- remplacement des réseaux de distribution d'eau froide et eau chaude sanitaire,
- travaux de serrurerie,
- travaux d'ascenseurs.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable TTC dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 164) s'élève à 509 257 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	962 444,00	63,18%
Honoraires liés aux travaux	185 355,00	12,17%
Honoraires et prestations non subventionnables	375 520,00	24,65%
Total	1 523 319,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	630 010,00	41,36%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	146 560,00	9,62%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	509 257,00	33,43%
Fonds propres	237 492,00	15,59%
Total	1 523 319,00	100,00%

DOSSIER N° EX049281 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE DE LA COPROPRIETE 5 BASTIDES A EVRY-COURCOURONNES (91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 202 822,00 € TTC	17,80 %	392 000,00 €
	Montant total de la subvention		392 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLD IMMOBILIER
Adresse administrative : 7 AVENUE DE L'ORME A MARTIN
91001 EVRY
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILLIPPE LAMBERT, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise œuvre du programme de travaux d'amélioration thermique de la copropriété 5 Bastides sise, 201 rue Bonaparte, 201/203 rue Champollion et 301/302 allée des Loges à Evry-Courcouronnes (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé, dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label 2020-072CDSR91000-03).

- renforcement de l'efficacité énergétique de l'enveloppe par isolation thermique par l'extérieur,
- remplacement des menuiseries,
- rénovation de l'étanchéité et de l'isolation des toitures terrasses,
- honoraires liés aux travaux.

Résultat de l'audit thermique avant intervention : consommation 293 kWhep /m2 /an, soit l'étiquette E.
La mise en œuvre des travaux doit permettre d'atteindre, après intervention l'objectif de consommation de 150 Kwhep /m2 /an soit l'étiquette C, soit un gain de 48 %.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum d'une dépense subventionnable TTC, dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 392 000 €.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	2 039 397,00	81,99%
Honoraires liés aux travaux	163 425,00	6,57%
Honoraires et prestations non subventionnables	284 644,00	11,44%
Total	2 487 466,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 531 824,00	61,58%
Subvention Département (sollicitée)	254 123,00	10,22%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	392 000,00	15,76%
Subvention Commune (sollicitée)	24 875,00	1,00%
Fonds propres	284 644,00	11,44%
Total	2 487 466,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049285 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE DE LA COPROPRIETE POINT IV A EVRY-COURCOURONNES (91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 150 001,00 € TTC	20,09 %	432 000,00 €
	Montant total de la subvention		432 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SERGIC SOCIETE D ETUDES ET DE REALISATION DE GESTION DE CONSTRUCTION
Adresse administrative	:	10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES 91000 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame PAULINE DONA, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du programme de travaux d'amélioration thermique de la copropriété Point IV sise, 405-409 square du Dragon à Evry (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label n°2020-072CDSR91000-02).

Travaux objet de la demande :
- renforcement de l'efficacité énergétique de l'enveloppe par isolation thermique par l'extérieur et isolation des planchers hauts des parkings,
- renouvellement des organes de ventilation avec la mise en œuvre d'une VMC de type Hygro A,
- honoraires liés aux travaux.

Résultats de l'audit thermique avant intervention : consommation énergétique de 255 kWhep/m²/an, étiquette E.
La mise en œuvre du programme de travaux doit permettre d'atteindre l'objectif de consommation énergétique de 148 Kwhep/m²/an, étiquette C soit un gain énergétique de 35 %.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum d'une dépense subventionnable TTC, dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 108) est fixée à 432 000 €.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	1 888 227,00	81,09%
Honoraires liés aux travaux	261 774,00	11,24%
Honoraires et prestations non subventionnables	178 536,00	7,67%
Total	2 328 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	1 582 680,00	67,97%
Subvention Commune (sollicitée)	21 272,00	0,91%
Subvention Département (sollicitée)	200 000,00	8,59%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	432 000,00	18,55%
Fonds propres	92 585,00	3,98%
Total	2 328 537,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049286 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE DE LA COPROPRIETE EVRIEL A EVRY-COURCOURONNES (91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 315 955,00 € TTC	14,94 %	346 000,00 €
	Montant total de la subvention		346 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EGIDE
Adresse administrative : 60 ALLEE DES CHAMPS-ELYSEES
91000 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MAYA MOSBAH, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre du programme de travaux d'amélioration thermique de la copropriété EVRIEL sise, 204-208 rue des Pyramides à Evry-Courcouronnes (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label n° 2020-072CDSR91000-01).

- ravalement avec isolation thermique par l'extérieur,
- réfection et isolation des toitures terrasses accessibles,
- flocage des planchers hauts des parkings,
- mise en place d'une VMC hygro A,
- remplacement des robinets thermostatiques,
- intervention sur l'installation de chauffage (calorifugeage des équipements communs, remplacement des pieds de colonne, remplacement des pompes en sous-station),
- honoraires liés aux travaux.

Résultats de l'audit thermique avant intervention : consommation énergétique de 178 kWhep/m²/an, étiquette D
La mise en œuvre du programme de travaux doit permettre d'atteindre l'objectif de consommation énergétique de 98 Kwhep/m²/an, étiquette C, soit un gain de 44,9 %.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum d'une dépense subventionnable TTC, dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 94) est fixée à 346 000 €, compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	2 109 771,00	83,57%
Honoraires liés aux travaux	206 184,00	8,17%
Honoraires et prestations non subventionnables	208 592,00	8,26%
Total	2 524 547,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	1 731 015,00	68,57%
Subvention Commune (sollicitée)	27 038,00	1,07%
Subvention Département (sollicitée)	200 000,00	7,92%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	346 000,00	13,71%
Fonds propres	220 494,00	8,73%
Total	2 524 547,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049287 - TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE DE LA COPROPRIETE TERRASSE DES LOGES A EVRY-COURCOURONNES (91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 532 636,00 € TTC	24,01 %	368 000,00 €
	Montant total de la subvention		368 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SERGIC SOCIETE D ETUDES ET DE REALISATION DE GESTION DE CONSTRUCTION
Adresse administrative	:	10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES 91000 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame PAULINE DONA, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre des travaux d'amélioration thermique de la copropriété Terrasses des Loges sise, 200-202 rue de la Poule Rousse, 300-304 allée Jules Vallès à Evry-Courcouronnes (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-181 du 27 mai 2020.

- renforcement de l'efficacité énergétique de l'enveloppe par isolation thermique par l'extérieur,
- remplacement des menuiseries simple vitrage,
- renouvellement des organes de ventilation avec la mise en œuvre d'une VMC de type Hygro A,
- modifications hydrauliques pour la mise en place des compteurs,
- honoraires liés aux travaux.

Résultats de l'audit thermique avant intervention : consommation énergétique de 157 kWhep/m²/an, étiquette D.
La mise en œuvre du programme de travaux doit permettre d'atteindre l'objectif de consommation énergétique de 90 Kwhep/m²/an, étiquette B, soit un gain énergétique de 41 %.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 25 % maximum d'une dépense subventionnable TTC, dans la limite de 4 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 92) est fixée à 368 000 €.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	1 422 896,00	85,00%
Etudes et prestations de services non subventionnables	141 302,00	8,44%
Honoraires liés aux travaux	109 740,00	6,56%
Total	1 673 938,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	966 616,00	57,75%
Subvention Commune (sollicitée)	18 020,00	1,08%
Subvention Département (sollicitée)	180 000,00	10,75%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	368 000,00	21,98%
Fonds propres	141 302,00	8,44%
Total	1 673 938,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-181

DOSSIER N° EX049292 - TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA COPROPRIETE POINT IV A EVRY-COURCOURONNES (91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 144 874,00 € TTC	8,73 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SERGIC SOCIETE D ETUDES ET DE REALISATION DE GESTION DE CONSTRUCTION
Adresse administrative	:	10 ALLEE DES CHAMPS ELYSEES 91000 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame MADELEINE CRETTE, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise œuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Point IV sise 405-409 square du Dragon à Evry-Courcouronnes (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label 2020-072 CDSR 91000-01).

- Traitement des jardinières et des claustras,
- travaux de sécurité incendie,
- honoraires liés aux travaux.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable TTC dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 108) s'élève à 100 000 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	1 051 184,00	91,82%
Honoraires liés aux travaux	93 690,00	8,18%
Total	1 144 874,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	671 957,00	58,69%
Subvention Commune (sollicitée)	10 459,00	0,91%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	8,73%
Fonds propres	362 458,00	31,66%
Total	1 144 874,00	100,00%

DOSSIER N° EX049293 - TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA COPROPRIETE EVRIEL A EVRY-COURCOURONNES(91000)

Dispositif : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété (n° 00000747)
Délibération Cadre : CR09-11 du 10/02/2011
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-200
Action : 15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	176 050,00 € TTC	25,56 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EGIDE
Adresse administrative	:	60 ALLEE DES CHAMPS-ELYSEES 91000 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Madame MAYA MOSBAH, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la copropriété Evriel sise 204-208 rue des Pyramides à Evry-Courcouronnes (91000).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2023
Démarrage anticipé de projet : non

Description :
Projet approuvé dans le cadre du label attribué par délibération n° CP 2020-072 du 4 mars 2020 (label 2020-072CDSR91000-01).

- désamiantage,
- travaux de sécurité,
- mise en place de garde-corps sur les toitures terrasses,
- honoraires liés aux travaux.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % maximum de la dépense subventionnable TTC dans la limite de 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 94) s'élève à 45 000 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'amélioration thermique	161 240,00	91,59%
Honoraires liés aux travaux	14 810,00	8,41%
Total	176 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	116 239,00	66,03%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	25,56%
Fonds propres	14 811,00	8,41%
Total	176 050,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-214

DU 27 MAI 2020

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS POUR LA CRÉATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX FAMILIAUX, JEUNES ET ÉTUDIANTS - 2ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 relative au schéma régional du logement des étudiants et n° CR 39-15 du 19 juin 2015 portant notamment actualisation du Schéma régional du logement étudiant ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée relative à la production de logements et à l'amélioration et simplification de la politique régionale en faveur du logement social ;

VU la délibération n° CP 2017-060 du 8 mars 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à la mise en œuvre du dispositif « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » prévu par la délibération n° CR 08-16 du 16 février 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention type relative à l'aide régionale en faveur de la production de résidences conventionnées pour jeunes, apprentis et étudiants ;

VU la délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 portant notamment approbation de la convention-type relative à l'aide régionale en faveur de la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires, modifiée par délibérations n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 03 juillet 2018 portant notamment renouvellement du partenariat avec l'URHAJ et approbation de la convention pour la période 2019-2021;

VU la délibération n° CP 2019-068 du 19 mars 2019 relative à l'attribution de subventions pour la création de logements locatifs sociaux – 1ère affection pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-090 du 4 mars 2020 portant notamment approbation d'une

convention avec la SA d'HLM Immobilière 3F concernant le recrutement de stagiaires pour 2020 ;

VU la délibération n ° CR 2020-006 du 5 mars 2020 relative au plan régional pour la disparition des passoires thermiques dans le parc social et à l'ouverture du contingent de logements sociaux régionaux aux policiers et surveillants pénitentiaires ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le rapport n°CP 2020-214 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien régional à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets détaillés dans les fiches projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 2 292 800 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-133 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **2 292 800 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400505 « Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires » de la délibération n° CR 2017-02 du 26 janvier 2017 modifiée, au financement des projets de logements détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 9 947 608 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par les délibérations n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **9 947 608 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2020.

Article 3 :

Décide de participer, conformément à la convention adoptée par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018, au financement annuel du dispositif partenarial avec l'URHAJ Ile-de-France dont le descriptif figure en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40.000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Actions en faveur du logement des jeunes », action 15400503 « Soutien au logement des jeunes » du budget 2020.

Article 4 :

Modifie la délibération n° CP 2019-068 du 19 mars 2019 concernant l'opération de logements PLUS et PLAI située 2 rue des Graviers / 149 avenue de Paris à Juziers, conformément aux fiches projet en annexe 4.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de 10 599 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2019.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de 31 545 € sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social », action 15400210 « Soutien à la production de logements locatifs sociaux » du budget 2019.

Subordonne le versement de ces 2 subventions ainsi modifiées à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-134 du 17 mai 2017 modifiée par les délibérations n° CP 2018-183 du 30 mai 2018 et n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets annexées à la délibération, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 6 :

Approuve la convention entre la Région et la Préfecture de Police joint en annexe 5 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 :

Approuve la convention entre la Région et Le Ministère de la Justice joint en annexe 6 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc178495-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets logements étudiants

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048441 - 77 - COUPVRAY - ZAC DES 3 ORMES - RESIDENCE ETUDIANTE DE 140 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	9 654 843,00 € TTC	9,21 %	889 600,00 €
	Montant total de la subvention		889 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VAUZANGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence étudiante de 140 logements (56 PLUS / 84 PLS), offrant 152 places (56 PLUS / 96 PLS), située ZAC des 3 Ormes à Coupvray

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 128 T1 et 12 T1 bis pour couples.

Chauffage/ECS : ventilation double flux / réseau de chaleur urbain (bois)
Caractéristiques techniques : Certification Bâtiment Passif/Passivhaus

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 266,93 € à 446,27 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 9.654.843 € x 20% = 1.930.969 €

Plafond : (56 places x 8.000 €) + (96 places x 4 600 €) = 889.600 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 836 109,00	100,00%
Total	9 836 109,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	448 000,00	4,55%
Subvention Région PLS	441 600,00	4,49%
Emprunt CDC foncier	2 950 833,00	30,00%
Emprunt CDC travaux	1 331 800,00	13,54%
Autres emprunts CDC	3 360 000,00	34,16%
Fonds propres	1 303 876,00	13,26%
Total	9 836 109,00	100,00%

DOSSIER N° EX048415 - 93 - PIERREFITTE SUR SEINE - IMPASSE LORMET - RESIDENCE ETUDIANTE DE 131 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	7 673 026,00 € TTC	10,73 %	823 600,00 €
	Montant total de la subvention		823 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VAUZANGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence étudiante de 131 logements (65 PLUS / 66 PLS), offrant 131 places, située impasse Lormet / 2 rue des Rouges Monts / 102-110 avenue Lénine à Pierrefitte-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 131 T1.

Chauffage/ECS : collectif gaz

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 340,62 € à 446,27 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 7.673.026 € x 20% = 1.534.605 €

Plafond : (65 places x 8.000 €) + (66 places x 4 600 €) = 823.600 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 824 666,00	100,00%
Total	7 824 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	520 000,00	6,65%
Subvention Région PLS	303 600,00	3,88%
Emprunt CDC foncier	2 347 400,00	30,00%
Emprunt CDC travaux	867 500,00	11,09%
Autres emprunts CDC	3 144 000,00	40,18%
Fonds propres	642 166,00	8,21%
Total	7 824 666,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° 20004487 - 94 - IVRY-SUR-SEINE - AV DE L'INDUSTRIE ZAC CONFLUENCES LOT 3E - RESIDENCE ETUDIANTE DE 56 PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	5 160 523,00 € TTC	4,99 %	257 600,00 €
	Montant total de la subvention		257 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA (avec charge foncière), d'une résidence étudiante de 56 logements PLS, offrant 56 places, située avenue de l'Industrie / rue Galilée, ZAC Ivry Confluences (lot 3E) à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de pouvoir ouvrir la résidence concomitamment à la rentrée universitaire 2021.

Description :
La résidence sera composée de 56 T1.

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Le CROUS de Créteil assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles s'élèveront à 465 € par personne. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 5.160.523 € x 20% = 1.032.105 €

Plafond : 56 places x 4 600 € = 257.600 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel	5 244 514,00	100,00%
Total	5 244 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	257 600,00	4,91%
Prêts CDC	4 986 914,00	95,09%
Total	5 244 514,00	100,00%

DOSSIER N° EX048519 - 95 - GONESSE - RUE ALBERT DROUHOT - RESIDENCE ETUDIANTE DE 58 PLS

Dispositif : Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants (n° 00000996)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-200
Action : 15400505- Logement des étudiants, des jeunes et des apprentis

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de résidences pour jeunes, apprentis et étudiants	4 620 849,00 € TTC	6,97 %	322 000,00 €
	Montant total de la subvention		322 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACIL HABITAT
Adresse administrative : 1 RUE DU SCORFF
35042 RENNES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre VAUZANGES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence étudiante de 58 logements PLS, offrant 70 places, située 65-67 rue Albert Drouhot à Gonesse

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La résidence sera composée de 50 T1, 6 T1 bis pour couples et 2 T5 (colocation 4 personnes).

Les étudiants en colocation bénéficieront, au même titre que les autres étudiants, des locaux communs et services de la résidence.

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Espacil Habitat assurera la gestion de la résidence. Les redevances prévisionnelles varieront de 265,73 € à 428,51 € par personne. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'occupant.

Détail du calcul de la subvention :

Calcul de la subvention : 4.620.849 € x 20% = 924.170 €

Plafond : 70 places x 4 600 € = 322.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 946 273,00	100,00%
Total	4 946 273,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	322 000,00	6,51%
Emprunt CDC foncier	895 216,00	18,10%
Emprunt CDC travaux	1 511 400,00	30,56%
Autres emprunts CDC	1 350 000,00	27,29%
Fonds propres	867 657,00	17,54%
Total	4 946 273,00	100,00%

Annexe 2 - Fiches projets logements familiaux

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048554 - 75 - PARIS 15EME - RUE LECOURBE - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	455 300,00 € TTC	12,75 %	58 059,00 €
	Montant total de la subvention		58 059,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 313 rue Lecourbe à Paris 15ème

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,08 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 56,45m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,77 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 455.300 € x 30 % = 136.590 €

Plafond : 1.028,50 €* x 56,45 m² = 58.059 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	494 871,30	100,00%
Total	494 871,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	24 252,00	4,90%
Prime spécifique PLAI	19 402,00	3,92%
Subvention PLAI adapté	18 630,00	3,76%
Subvention Commune (attribuée)	56 827,00	11,48%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	49 487,00	10,00%
Subvention Région PLAI	58 059,00	11,73%
Emprunt CDC travaux	1 000,00	0,20%
Fonds propres	267 214,30	54,00%
Total	494 871,30	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049038 - 75 - PARIS 20EME - RUE ORFILA - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	52 713,00 € TTC	30,00 %	15 814,00 €
	Montant total de la subvention		15 814,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 103 rue Orfila à Paris 20ème

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,08%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 21,36 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2019 : 9,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 52.713 € x 30 % = 15.814 €

Plafond : 1.028,5 €* x 21,36 m² = 21.969 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	68 153,00	100,00%
Total	68 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	13 120,00	19,25%
Prime spécifique PLAI	6 815,00	10,00%
Subvention Commune (attribuée)	18 086,00	26,54%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	6 815,00	10,00%
Subvention Région PLAI	15 814,00	23,20%
Emprunt CDC foncier	1 000,00	1,47%
Fonds propres	6 503,00	9,54%
Total	68 153,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048425 - 77 - BUSSY SAINT GEORGES - ZAC DU SYCOMORE (LOT SY29B) - 47 PLUS/PLAI / 62 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 342 205,00 € TTC	2,92 %	214 030,00 €
	Montant total de la subvention		214 030,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 27 logements PLUS et 20 PLAI situés ZAC du Sycomore (lot SY29B) à Bussy-Saint-Georges

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,41 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain géothermique
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 - 20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.886,11 m²
Logements PLAI : 1.097,78 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,44 €

Logements PLAI : 5,72 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.640.991 € x 2,4 % = 111.384 €
Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.701.214 € x 3,8 % = 102.646 €
Plafond : 12.000 € x 20 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	13 767 348,00	100,00%
Total	13 767 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	200 000,00	1,45%
Prime spécifique PLAI	18 800,00	0,14%
Subvention EPCI (sollicitée)	264 017,00	1,92%
Subvention Région PLUS	111 384,00	0,81%
Subvention Région PLAI	102 646,00	0,75%
Emprunt CDC foncier	4 343 748,00	31,55%
Emprunt CDC travaux	7 142 069,00	51,88%
Emprunt Action logement	858 000,00	6,23%
Fonds propres	726 684,00	5,28%
Total	13 767 348,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048371 - 77 - CESSON - JANISSET SOEBER 8 PLUS/16 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 443 998,00 € TTC	2,80 %	40 432,00 €
	Montant total de la subvention		40 432,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Francis BOREZEE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS situés 20 rue Janisset Soeber à Cesson

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux 13,38%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 745 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,39 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.443.998 € x 2,8 % = 40.432 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CESSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 676 010,00	100,00%
Total	3 676 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLUS	40 432,00	1,10%
Emprunt CDC foncier	1 292 258,00	35,15%
Emprunt CDC travaux	1 576 151,00	42,88%
Emprunt Action logement	240 000,00	6,53%
Autres emprunts	144 000,00	3,92%
Fonds propres	383 169,00	10,42%
Total	3 676 010,00	100,00%

DOSSIER N° EX032225 - 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE DU MULTIEN 74 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 312 257,00 € TTC	4,40 %	101 739,00 €
	Montant total de la subvention		101 739,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLAI sis rue du Multien à Combs-la-Ville

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.333,83 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.312.257 € x 4,40 % = 101.739 €

Plafond : 12.000 € x 20 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 607 097,00	100,00%
Total	3 607 097,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 000,00	2,22%
PRETS CDC	3 425 358,00	94,96%
SUBVENTION REGION	101 739,00	2,82%
Total	3 607 097,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX032226 - 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE DU MULTIEN - 74 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 831 934,00 € TTC	3,30 %	60 454,00 €
	Montant total de la subvention		60 454,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 20 logements PLS sis rue du Multien à Combs-la-Ville

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 2.254,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,95 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 1.831.934 € x 3,30% = 60.454 €

Plafond : 5.000 € x 20 = 100.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 880 044,00	100,00%
Total	2 880 044,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	2 077 162,00	72,12%
FONDS PROPRES	742 428,00	25,78%
SUBVENTION REGION	60 454,00	2,10%
Total	2 880 044,00	100,00%

DOSSIER N° EX032223 - 77 - COMBS-LA-VILLE - RUE DU MULTIEN 74 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 873 799,00 € TTC	3,60 %	139 457,00 €
	Montant total de la subvention		139 457,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 34 logements PLUS sis rue du Multien à Combs-la-Ville

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.254,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2017 : 6,95 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.873.799 € x 3,60% = 139.457 €

Plafond : 10.000 € x 34 = 340.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 095 478,00	100,00%
Total	6 095 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	136 000,00	2,23%
PRETS CDC	5 154 565,00	84,56%
FONDS PROPRES	665 456,00	10,92%
SUBVENTION REGION	139 457,00	2,29%
Total	6 095 478,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048261 - 77 - LAGNY-SUR-MARNE - RUE DU CANADA - 17 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 175 897,00 € TTC	3,17 %	69 019,00 €
	Montant total de la subvention		69 019,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS, 5 PLAI et 5 PLS situés rue du Canada et chemin de Quincangrogne à Lagny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 268,36 m²
Logements PLUS : 539,63 m²
Logements PLAI : 339,08 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2018)
Logements PLS : 10,2 €
Logements PLUS : 6,86 €
Logements PLAI : 6,09 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 505.816 € x 3 % = 15.174 €
Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.026.208 € x 2,80 % = 28.734 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 643.873 € x 3,90 % = 25.111 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 497 227,00	100,00%
Total	3 497 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	4 200,00	0,12%
Subvention Etat PLAI	57 500,00	1,64%
Subvention Région PLUS	28 734,00	0,82%
Subvention Région PLAI	25 111,00	0,72%
Subvention Région PLS	15 174,00	0,43%
Emprunt CDC foncier	1 178 633,00	33,70%
Emprunt CDC travaux	834 586,00	23,86%
Emprunt Action logement	480 000,00	13,73%
Fonds propres	873 289,00	24,97%
Total	3 497 227,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048788 - 77 - MEAUX - RUE CORNILLON 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 244 569,00 € TTC	1,67 %	20 723,00 €
	Montant total de la subvention		20 723,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HABITATION A LOYER MODERE
TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLUS et 6 PLAI situés 45 rue Cornillon à Meaux

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 41,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016
Exception dispositif anti ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 251,64 m²
Logements PLAI : 307,92 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,19 €
Logements PLAI : 6,73 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 559.721 € x 1,5 % = 8.396 €
Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 684.848 € x 1,80 % = 12.327 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 561 075,00	100,00%
Total	1 561 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	70 800,00	4,54%
Subvention Région PLUS	8 396,00	0,54%
Subvention Région PLAI	12 327,00	0,79%
Emprunt CDC foncier	363 207,00	23,27%
Emprunt CDC travaux	384 853,00	24,65%
Emprunt Action logement	410 000,00	26,26%
Fonds propres	311 492,00	19,95%
Total	1 561 075,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048792 - 77 - MEAUX - RUE CORNILLON 18 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 131 143,00 € TTC	1,74 %	37 052,00 €
	Montant total de la subvention		37 052,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HABITATION A LOYER MODERE
TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 7 logements PLUS et 11 PLAI situés 45 rue Cornillon à Meaux

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 41,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016
Exception dispositif anti ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 371,91 m²
Logements PLAI : 592,98 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,51 €
Logements PLAI : 6,64 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 821.984 € x 1,8 % = 14.796 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.309.159 € x 1,70 % = 22.256 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 719 418,00	100,00%
Total	2 719 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	129 800,00	4,77%
Subvention Région PLUS	14 796,00	0,54%
Subvention Région PLAI	22 256,00	0,82%
Emprunt CDC foncier	642 208,00	23,62%
Emprunt CDC travaux	630 526,00	23,19%
Emprunt Action logement	737 000,00	27,10%
Fonds propres	542 832,00	19,96%
Total	2 719 418,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049012 - 77 - MOUROUX - AVENUE DU GENERAL DE GAULLE - 29 PLUS/PLAI / 36 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 147 827,00 € TTC	5,44 %	171 324,00 €
	Montant total de la subvention		171 324,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS et 12 PLAI situés 650 avenue du Général de Gaulle à Mouroux

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 2,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : BEE +, RT 2012 – 20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.134,97 m²
Logements PLAI : 796,30 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 6,51 €
Logements PLAI : 5,78 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.884.782 € x 4,6 % = 86.700 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.263.045 € x 6,7 % = 84.624 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 613 465,00	100,00%
Total	4 613 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	22 950,00	0,50%
Subvention Etat PLAI	147 000,00	3,19%
Subvention Région PLUS	86 700,00	1,88%
Subvention Région PLAI	84 624,00	1,83%
Emprunt CDC foncier	1 302 279,00	28,23%
Emprunt CDC travaux	2 489 536,00	53,96%
Fonds propres	480 376,00	10,41%
Total	4 613 465,00	100,00%

DOSSIER N° EX048336 - 77 - PONTAULT-COMBAULT - RUE DE LA LIBERATION - 132 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	17 106 286,00 € TTC	3,16 %	540 345,00 €
	Montant total de la subvention		540 345,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 53 logements PLUS, 40 PLAI et 39 PLS situés rue de la Libération à Pontault-Combault

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,17%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Individuel gaz

Certification/Label : BEE + RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2.710,90 m²
Logements PLUS : 3.703,50 m²
Logements PLAI : 2.703,65 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 9,70 €
Logements PLUS : 7,02 €
Logements PLAI : 6,28 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 5.085.856 € x 2,4 % = 122.061 €
Plafond : 5.000 € x 39 = 195.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 6.948.122 € x 3 ,10 % = 215.392 €
Plafond : 10.000 € x 53 = 530.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 5.072.308 € x 4 % = 202.892 €
Plafond : 12.000 € x 40 = 480.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	28 153 725,00	100,00%
Total	28 153 725,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	71 550,00	0,25%
Subvention Etat PLAI	490 000,00	1,74%
Subvention Région PLUS	215 392,00	0,77%
Subvention Région PLAI	202 892,00	0,72%
Subvention Région PLS	122 061,00	0,43%
Emprunt CDC foncier	9 472 111,00	33,64%
Emprunt CDC travaux	8 880 005,00	31,54%
Emprunt Action logement	1 320 000,00	4,69%
Autres emprunts	3 168 000,00	11,25%
Fonds propres	4 211 714,00	14,96%
Total	28 153 725,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049027 - 77 - ROISSY-EN-BRIE - BD DE LA MALIBRAN - 79 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	11 329 829,00 € TTC	3,10 %	351 401,00 €
	Montant total de la subvention		351 401,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA de 45 logements PLUS et 34 PLAI situés boulevard de la Malibran à Roissy-en-Brie

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,90%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2.770,58 m²
Logements PLAI : 2.096,84 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2017)
Logements PLUS : 7,08 €
Logements PLAI : 6,29 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 6.449.042 € x 2,80 % = 180.573 €
Plafond : 10.000 € x 45 = 450.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 4.880.787 € x 3,5 % = 170.828 €
Plafond : 12.000 € x 34 = 408.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	18 189 867,00	100,00%
Total	18 189 867,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	180 000,00	0,99%
Subvention Etat PLAI	136 000,00	0,75%
Subvention Région PLUS	180 573,00	0,99%
Subvention Région PLAI	170 828,00	0,94%
Emprunt CDC foncier	6 026 955,00	33,13%
Emprunt CDC travaux	6 086 036,00	33,46%
Emprunt Action logement	3 106 000,00	17,08%
Fonds propres	2 303 475,00	12,66%
Total	18 189 867,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049010 - 77 - VILLEPARISIS - RUE DE RUZE - 64 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 400 755,00 € TTC	3,55 %	262 805,00 €
	Montant total de la subvention		262 805,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 2 PLACE PAUL JAMOT
51100 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 28 logements PLUS, 20 PLAI et 16 PLS situés 23-27 rue de Ruzé à Villeparisis

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 20,53%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 – 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 687,80 m²
Logements PLUS : 1.876,65 m²
Logements PLAI : 1.308,80 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)

Logements PLS : 11,40 €
Logements PLUS : 7,20 €
Logements PLAI : 6,40 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.280.557 € x 3,80 % = 48.661 €
Plafond : 5.000 € x 16 = 80.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.607.550 € x 3,15 % = 113.638 €
Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.512.648 € x 4 % = 100.506 €
Plafond : 12.000 € x 20 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	11 833 435,00	100,00%
Total	11 833 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	16 800,00	0,14%
Subvention Etat PLAI	230 000,00	1,94%
Subvention Région PLUS	113 638,00	0,96%
Subvention Région PLAI	100 506,00	0,85%
Subvention Région PLS	48 661,00	0,41%
Emprunt CDC foncier	3 927 002,00	33,19%
Emprunt CDC travaux	5 624 618,00	47,53%
Fonds propres	1 772 210,00	14,98%
Total	11 833 435,00	100,00%

DOSSIER N° EX048417 - 78 - CHATOU - ROUTE DE MAISONS - 14 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	885 269,00 € TTC	7,23 %	64 029,00 €
	Montant total de la subvention		64 029,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS et 5 PLAI situés 113-117 route de Maisons à Chatou

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,88%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 - 10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 323,75 m²
Logements PLAI : 173,45 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,88 €

Logements PLAI : 7 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 576.439 € x 5 % = 28.822 €
Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 308.830 € x 11,40 % = 35.207 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 673 554,00	100,00%
Total	1 673 554,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	140 000,00	8,37%
Subvention Région PLUS	28 822,00	1,72%
Subvention Région PLAI	35 207,00	2,10%
Emprunt CDC foncier	573 955,00	34,30%
Emprunt CDC travaux	27 388,00	1,64%
Emprunt Action logement	450 000,00	26,89%
Fonds propres	418 182,00	24,99%
Total	1 673 554,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048963 - 78 - EPONE - RUE DES DEUX FRERES LAPORTE - 50 PLUS/PLAI / 55 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 115 013,00 € TTC	4,31 %	220 345,00 €
	Montant total de la subvention		220 345,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 145 RUE YVES LE COZ 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud LEGROS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 33 logements PLUS et 17 PLAI situés 53,55 et 57 rue des Deux Frères Laporte à Epône

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,54%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.816,81 m²
Logements PLAI : 937,33 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2018)

Logements PLUS : 7,2 €
Logements PLAI : 6,37 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.365.607 € x 4 % = 134.624 €
Plafond : 10.000 € x 33 = 33.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.749.406 € x 4,9 % = 85.721 €
Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EPONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 773 236,00	100,00%
Total	8 773 236,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	143 000,00	1,63%
Subvention ANRU PLAI	200 600,00	2,29%
Subvention Région PLUS	134 624,00	1,53%
Subvention Région PLAI	85 721,00	0,98%
Emprunt CDC foncier	2 168 648,00	24,72%
Emprunt CDC travaux	4 027 636,00	45,91%
Emprunt Action logement	1 075 000,00	12,25%
Fonds propres	938 007,00	10,69%
Total	8 773 236,00	100,00%

DOSSIER N° EX048375 - 78 - HOUILLES - AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 13 PLUS/PLAI / 16 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 430 142,00 € TTC	5,99 %	85 692,00 €
	Montant total de la subvention		85 692,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	1001 VIES HABITAT
Adresse administrative	:	18 AVENUE D'ALSACE - 92091 LA D FENS 92091 COURBEVOIE
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLUS et 10 PLAI situés 38-42 avenue de la République à Houilles

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,03 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 151,73 m²
Logements PLAI : 447,05 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,61 €
Logements PLAI : 6,76 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 362.390 € x 4,2% = 15.220 €
Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.067.752 € x 6,6 % = 70.472 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- HOUILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 436 950,00	100,00%
Total	2 436 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	174 000,00	7,14%
Subvention Région PLUS	15 220,00	0,62%
Subvention Région PLAI	70 472,00	2,89%
Emprunt CDC foncier	760 183,00	31,19%
Emprunt CDC travaux	757 767,00	31,09%
Emprunt Action logement	302 000,00	12,39%
Fonds propres	357 308,00	14,66%
Total	2 436 950,00	100,00%

DOSSIER N° EX048691 - 78 - JOUARS-PONTCHARTRAIN - CHEMIN DES TUILERIES - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	891 127,00 € TTC	5,33 %	47 475,00 €
	Montant total de la subvention		47 475,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS et 3 PLAI situés 2 Chemin des Tuileries à Jouars-Pontchartrain

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Taux de logements sociaux : 7,97%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : RT 2020 -10 % label BEE+

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 277,27 m²
Logements PLAI : 192,23 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,69 €
Logements PLAI : 5,95 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 526.268 € x 5 % = 26.313 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 364.859 € x 5,80 % = 21.162 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- JOUARS-PONTCHARTRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 438 159,00	100,00%
Total	1 438 159,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	84 000,00	5,84%
Subvention Etat PLAI	36 000,00	2,50%
Subvention Région PLUS	26 313,00	1,83%
Subvention Région PLAI	21 162,00	1,47%
Emprunt CDC foncier	441 756,00	30,72%
Emprunt CDC travaux	166 679,00	11,59%
Emprunt Action logement	198 000,00	13,77%
Autres emprunts	240 000,00	16,69%
Fonds propres	224 249,00	15,59%
Total	1 438 159,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048863 - 78 - LOUVECIENNES - RUE DU GENERAL LECLERC 33 PLUS/PLAI/ 44 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 677 352,00 € TTC	5,06 %	185 971,00 €
	Montant total de la subvention		185 971,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 23 logements PLUS et 10 PLAI situés 47-49 rue du Général Leclerc à Louveciennes

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Taux de logements sociaux : 12,83%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz – pompe à chaleur

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.032,42 m²
Logements PLAI : 413,01 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2019)
Logements PLUS : 7,50 €
Logements PLAI : 6,98 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.626.603 € x 4,40 % = 115.571 €
Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.050.749 € x 6,70 % = 70.400 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LOUVECIENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 687 484,30	100,00%
Total	7 687 484,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	149 500,00	1,94%
Subvention Etat PLAI	65 000,00	0,85%
Subvention Région PLUS	115 571,00	1,50%
Subvention Région PLAI	70 400,00	0,92%
Emprunt CDC foncier	2 486 905,00	32,35%
Emprunt CDC travaux	2 933 739,00	38,16%
Emprunt Action logement	1 140 000,00	14,83%
Fonds propres	726 369,30	9,45%
Total	7 687 484,30	100,00%

DOSSIER N° EX049070 - 78 - MAISONS LAFFITTE - RUE DU GROS MURGER - 12 PLUS/PLAI / 16 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 776 907,00 € TTC	3,91 %	69 404,00 €
	Montant total de la subvention		69 404,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS et 4 PLAI situés 5-7 rue du Gros Murger à Maisons-Laffitte

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,98 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz, pompe à chaleur
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 463,61 m²
Logements PLAI : 236,95 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,1 €

Logements PLAI : 6,33 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.175.904 € x 3,5 % = 41.157 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 601.003 € x 4,7 % = 28.247 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- MAISONS-LAFFITTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 575 379,00	100,00%
Total	2 575 379,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	80 000,00	3,11%
Subvention Etat PLAI	40 000,00	1,55%
Subvention Région PLUS	41 157,00	1,60%
Subvention Région PLAI	28 247,00	1,10%
Emprunt CDC foncier	1 202 530,00	46,69%
Emprunt CDC travaux	685 508,00	26,62%
Emprunt Action logement	240 000,00	9,32%
Fonds propres	257 937,00	10,02%
Total	2 575 379,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048294 - 94 - MAISONS LAFFITTE - AVENUE HENRY MARCEL - 22 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 724 487,00 € TTC	6,12 %	105 522,00 €
	Montant total de la subvention		105 522,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 15 logements PLUS et 7 PLAI situés 1 avenue Henry Marcel à Maisons-Laffitte

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,98 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 440,71 m²
Logements PLAI : 237 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,89 €
Logements PLAI : 7,47 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.121.422 € x 5 % = 56.071 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 603.065 € x 8,2% = 49.451 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MAISONS-LAFFITTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 206 579,00	100,00%
Total	2 206 579,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	150 000,00	6,80%
Subvention Etat PLAI	70 000,00	3,17%
Subvention Région PLUS	56 071,00	2,54%
Subvention Région PLAI	49 451,00	2,24%
Emprunt CDC foncier	915 561,00	41,49%
Emprunt CDC travaux	154 031,00	6,98%
Emprunt Action logement	462 000,00	20,94%
Fonds propres	349 465,00	15,84%
Total	2 206 579,00	100,00%

DOSSIER N° EX048368 - 78 - ORGEVAL - RUE DE LA CLEMENTERIE - 30 PLUS/PLAI / 38 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 809 138,00 € TTC	4,60 %	175 390,00 €
	Montant total de la subvention		175 390,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLUS et 12 PLAI situés 60 rue de la Clémenterie à Orgeval

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,46 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 – 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.117,80 m²
Logements PLAI : 803,25 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2016)
Logements PLUS : 6,31 €
Logements PLAI : 5,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.207.860 € x 4,1 % = 90.522 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.601.278 € x 5,3 % = 84.868 €
Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 407 186,00	100,00%
Total	7 407 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	170 000,00	2,30%
Subvention Région PLUS	90 522,00	1,22%
Subvention Région PLAI	84 868,00	1,15%
Emprunt CDC foncier	2 472 113,00	33,37%
Emprunt CDC travaux	539 277,00	7,28%
Emprunt Action logement	2 200 000,00	29,70%
Fonds propres	1 850 406,00	24,98%
Total	7 407 186,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048575 - 78 - ORGEVAL - RUE FEUCHEROLLES ET RUE COLOMBET (TRANCHE 2-BAT A) - 11 PLUS/PLAI / 14 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 559 327,00 € TTC	4,24 %	66 093,00 €
	Montant total de la subvention		66 093,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT DOMNIS
Adresse administrative : 10 RUE MARTEL 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Olivier MABILLE DE PONCHEVILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS et 5 PLAI situés 39 rue Feucherolles et rue Colombet (tranche 2, bât. A) à Orgeval

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,46%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 384 m²
Logements PLAI : 295,04 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,84 €
Logements PLAI : 6,20 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 881.858 € x 3,5 % = 30.865 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 677.469 € x 5,2 % = 35.228 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 673 121,00	100,00%
Total	2 673 121,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	65 335,00	2,44%
Subvention Région PLUS	30 865,00	1,15%
Subvention Région PLAI	35 228,00	1,32%
Emprunt CDC foncier	889 975,00	33,29%
Emprunt CDC travaux	1 012 811,00	37,89%
Emprunt Action logement	360 000,00	13,47%
Fonds propres	278 907,00	10,43%
Total	2 673 121,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048499 - 78 - SAINT NOM LA BRETECHE - RUE CHARLES DE GAULLE - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	105 983,00 € TTC	30,00 %	31 795,00 €
	Montant total de la subvention		31 795,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 30 rue Charles de Gaulle à Saint-Nom-la-Bretèche

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 54,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 105.983 € x 30 % = 31.795 €

Plafond : 726 €* x 54,50 m² = 39.567 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-NOM-LA-BRETECHE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	126 804,00	100,00%
Total	126 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH	45 173,00	35,62%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	15 000,00	11,83%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	6 190,00	4,88%
Subvention Région PLAI	31 795,00	25,07%
Fonds propres	28 646,00	22,59%
Total	126 804,00	100,00%

DOSSIER N° EX039557 - 78 - SONCHAMP - DOMAINE DE BRIQUESARD - LA HUNIERE - 50 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 600 677,00 € TTC	3,85 %	177 126,00 €
	Montant total de la subvention		177 126,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 35 logements PLUS sis domaine de Briquesard - La Hunière à Sonchamp

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 411 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,69 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.600.677 € x 3,85 % = 177.126 €

Plafond : 10.000 € x 35 = 350.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SONCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 205 692,00	100,00%
Total	6 205 692,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	900 000,00	14,50%
FONDS PROPRES	3 807 084,00	61,35%
PRETS CDC	1 321 482,00	21,29%
SUBVENTION REGION	177 126,00	2,85%
Total	6 205 692,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX039566 - 78 - SONCHAMP - DOMAINE DE BRIQUESARD - LA HUNIERE - 50 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 873 855,00 € TTC	5,70 %	106 810,00 €
	Montant total de la subvention		106 810,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 15 logements PLAI sis domaine de Briquesard - La Hunière à Sonchamp

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0,31 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 982 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 5,05 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.873.855 € x 5,70 % = 106.810 €

Plafond : 12.000 € x 15 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SONCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 527 577,00	100,00%
Total	2 527 577,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	135 000,00	5,34%
PRIME SPECIFIQUE	315 000,00	12,46%
PRET 1%	350 000,00	13,85%
FONDS PROPRES	27 326,00	1,08%
PRETS CDC	1 593 441,00	63,04%
SUBVENTION REGION	106 810,00	4,23%
Total	2 527 577,00	100,00%

DOSSIER N° EX048367 - 78 - VERSAILLES - RUE VAUBAN - 42 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 589 605,00 € TTC	5,10 %	182 964,00 €
	Montant total de la subvention		182 964,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 145 RUE YVES LE COZ 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Arnaud LEGROS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS et 13 PLAI situés 9 rue Vauban à Versailles

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,59%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label :RT 2012 – 20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.631,1 m²
Logements PLAI : 472,6 m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2019)

Logements PLUS : 7,48 €
Logements PLAI : 6,64 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.662.890 € x 4,40 % = 117.167 €
Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 926.715 € x 7,10 % =65.797 €
Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 666 672,30	100,00%
Total	6 666 672,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	290 000,00	4,35%
Subvention Etat PLAI	130 000,00	1,95%
Subvention Département (sollicitée)	194 000,00	2,91%
Subvention Région PLUS	117 167,00	1,76%
Subvention Région PLAI	65 797,00	0,99%
Emprunt CDC foncier	2 417 287,38	36,26%
Emprunt CDC travaux	1 820 384,92	27,31%
Autres emprunts	294 000,00	4,41%
Fonds propres	1 338 036,00	20,07%
Total	6 666 672,30	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048380 - 78 - VIROFLAY - AVENUE DE VERSAILLES - 6 PLUS/PLAI / 9 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	869 531,00 € TTC	4,39 %	38 198,00 €
	Montant total de la subvention		38 198,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative	:	159 RUE NATIONALE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 2 logements PLUS et 4 PLAI situés 3 avenue de Versailles à Viroflay

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,90%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 165,98 m²
Logements PLAI : 164,87 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,23 €
Logements PLAI : 6,42 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 436.224 € x 2,3 % = 10.033 €
Plafond : 10.000 € x 2 = 20.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 433.307 € x 6,5 % = 28.165 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 237 882,00	100,00%
Total	1 237 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	20 000,00	1,62%
Subvention Etat PLAI	40 000,00	3,23%
Subvention Région PLUS	10 033,00	0,81%
Subvention Région PLAI	28 165,00	2,28%
Emprunt CDC foncier	593 847,00	47,97%
Emprunt CDC travaux	281 231,00	22,72%
Emprunt Action logement	66 000,00	5,33%
Fonds propres	198 606,00	16,04%
Total	1 237 882,00	100,00%

DOSSIER N° EX049231 - 78 - VOISINS LE BRETONNEUX - AVENUE JOSEPH KESSEL - 47 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 193 409,00 € TTC	3,19 %	197 510,00 €
	Montant total de la subvention		197 510,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLUS, 14 PLAI et 7 PLS situés Avenue Joseph Kessel (La Manivelle) à Voisins-le-Bretonneux

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,90%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz, ballon thermodynamique
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 357,77 m²
Logements PLUS : 1.726,92 m²
Logements PLAI : 795,50 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 11,55 €
Logements PLUS : 6,95 €
Logements PLAI : 6,70 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 769.330 € x 2,8 % = 21.541 €
Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.713.478 € x 2,85 % = 105.834 €
Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.710.601 € x 4,1 % = 70.135 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VOISINS-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 459 600,00	100,00%
Total	8 459 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	182 000,00	2,15%
Subvention Etat PLAI	98 000,00	1,16%
Subvention Département (sollicitée)	335 000,00	3,96%
Subvention Action logement	1 122 000,00	13,26%
Subvention Région PLUS	105 834,00	1,25%
Subvention Région PLAI	70 135,00	0,83%
Subvention Région PLS	21 541,00	0,25%
Emprunt CDC foncier	3 358 664,00	39,70%
Emprunt CDC travaux	1 758 936,00	20,79%
Fonds propres	1 407 490,00	16,64%
Total	8 459 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX048992 - 91 - ARPAJON - ZAC LES BELLES VUES LOT A20 - 48 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 495 591,00 € TTC	2,66 %	199 158,00 €
	Montant total de la subvention		199 158,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 24 logements PLUS, 14 PLAI et 10 PLS situés ZAC Les Belles Vues, lot A20, à Arpajon

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,77%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur
Certification/Label : BEE, Effinergie +

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 684 m²
Logements PLUS : 1 666,85 m²
Logements PLAI : 1 002,65 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 9,34 €
Logements PLUS : 6,40 €

Logements PLAI : 5,69 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.528.846 € x 2 % = 30.577 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.725.667 € x 2,60 % = 96.867 €
Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.241.078 € x 3,20 % = 71.714 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 035 614,00	100,00%
Total	10 035 614,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	140 000,00	1,40%
Subvention PLAI adapté	12 000,00	0,12%
Subvention Région PLUS	96 867,00	0,97%
Subvention Région PLAI	71 714,00	0,71%
Subvention Région PLS	30 577,00	0,30%
Emprunt CDC foncier	3 879 970,00	38,66%
Emprunt CDC travaux	5 024 486,00	50,07%
Emprunt Action logement	780 000,00	7,77%
Total	10 035 614,00	100,00%

DOSSIER N° EX048934 - 91 - ARPAJON - ROUTE D'EGLY - 17 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 771 364,00 € TTC	3,95 %	69 946,00 €
	Montant total de la subvention		69 946,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLS, 6 PLUS et 6 PLAI situés 13 route d'Egly à Arpajon

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,77%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 179,50 m²
Logements PLUS : 355,87 m²
Logements PLAI : 426,20 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2018)
Logements PLS : 10,08 €
Logements PLUS : 7,11 €
Logements PLAI : 6,31 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 329.324 € x 4,6 % = 15.149 €
Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 637.117 € x 3,8 % = 24.210 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 804.923 € x 3,8 % = 30.587 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 773 225,00	100,00%
Total	2 773 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	48 000,00	1,73%
Subvention Région PLUS	24 210,00	0,87%
Subvention Région PLAI	30 587,00	1,10%
Subvention Région PLS	15 149,00	0,55%
Emprunt CDC foncier	929 676,00	33,52%
Emprunt CDC travaux	1 033 241,00	37,26%
Fonds propres	692 362,00	24,97%
Total	2 773 225,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048416 - 91 - CROSNE - AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 79 PLUS/PLAI / 112 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	10 292 620,00 € TTC	4,58 %	471 596,00 €
	Montant total de la subvention		471 596,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 44 logements PLUS et 35 PLAI situés 12-18 avenue de la République à Crosne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,02 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 3.248,40 m²
Logements PLAI : 2.154,71 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)

Logements PLUS : 7,06 €
Logements PLAI : 6,98 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 6.250.138 € x 3,6 % = 225.005 €
Plafond : 10.000 € x 44 = 440.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 4.042.482 € x 6,1 % = 246.591 €
Plafond : 12.000 € x 35 = 420.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	22 177 783,00	100,00%
Total	22 177 783,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	63 832,00	0,29%
Subvention Etat PLAI	28 168,00	0,13%
Subvention ANRU PLAI	408 000,00	1,84%
Subvention Département (sollicitée)	663 000,00	2,99%
AGIR ARCCO	184 000,00	0,83%
Subvention Région PLUS	225 005,00	1,01%
Subvention Région PLAI	246 591,00	1,11%
Emprunt CDC foncier	6 834 796,00	30,82%
Emprunt CDC travaux	6 261 341,00	28,23%
Emprunt Action logement	1 837 200,00	8,28%
Fonds propres	5 425 850,00	24,47%
Total	22 177 783,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048446 - 91 - GRIGNY - CENTRE VILLE LOT D6 - 100 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	13 809 085,00 € TTC	1,71 %	236 267,00 €
	Montant total de la subvention		236 267,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 80 logements PLUS, 10 PLAI et 10 PLS situés Centre Ville - lot D6 à Grigny

Dates prévisionnelles : 27 janvier 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de calendrier imposées par le marché de conception réalisation et la nécessité de respecter le chaînage des différents lots de la ZAC

Description :
Taux de logements sociaux : 42%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Label E+C- BEPOS
Certification/Label : NF Habitat HQE

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 903,45 m²
Logements PLUS : 4.904,4 m²
Logements PLAI : 1.000,75 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 11,55 €
Logements PLUS : 7,04 €
Logements PLAI : 6,26 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.100.157 € x 5 % = 55.008 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 11.383.934 € x 1,45 % = 165.067 €
Plafond : 10.000 € x 80 = 800.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.324.994 € x 1,60 % = 21.200 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	16 793 730,79	100,00%
Total	16 793 730,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	174 000,00	1,04%
Subvention Région PLUS	165 067,00	0,98%
Subvention Région PLAI	21 200,00	0,13%
Subvention Région PLS	50 000,00	0,30%
Emprunt CDC foncier	2 354 701,00	14,02%
Emprunt CDC travaux	10 799 043,00	64,30%
Emprunt Action logement	1 782 000,00	10,61%
Autres emprunts	1 117 999,00	6,66%
Fonds propres	329 720,79	1,96%
Total	16 793 730,79	100,00%

DOSSIER N° EX048501 - 91 - LISSES - RUE DE PARIS - 5 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	875 660,00 € TTC	2,54 %	22 228,00 €
	Montant total de la subvention		22 228,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALL E EUG NE MOUCHOT
91131 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 3 logements PLUS et 2 PLAI situés 34 rue de Paris à Lisses

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Taux de logements sociaux : 25%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 % BEE+

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 243,62 m²
Logements PLAI : 124,02 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7 €
Logements PLAI : 6,22 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 580.348 € x 2,10 % = 12.187 €
Plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 295.312 € x 3,40 % = 10.041 €
Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LISSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 121 233,89	100,00%
Total	1 121 233,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	19 000,00	1,69%
Subvention Région PLUS	12 187,00	1,09%
Subvention Région PLAI	10 041,00	0,90%
Emprunt CDC foncier	252 016,00	22,48%
Emprunt CDC travaux	736 610,90	65,70%
Emprunt Action logement	66 000,00	5,89%
Fonds propres	25 378,99	2,26%
Total	1 121 233,89	100,00%

DOSSIER N° EX048291 - 91 - LONGPONT SUR ORGE - RUE DE LEUVILLE - 12 PLUS/PLAI / 15 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 679 830,00 € TTC	4,22 %	70 900,00 €
	Montant total de la subvention		70 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS et 5 PLAI situés 81 rue de Leuville à Longpont-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 6,99%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 20102 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 524,78 m²
Logements PLAI : 402,14 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,84 €

Logements PLAI : 6,07 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 951.043 € x 3,7 % = 35.189 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 728.787 € x 4,9 % = 35.711 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LONGPONT-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 986 453,00	100,00%
Total	2 986 453,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	47 500,00	1,59%
Subvention Région PLUS	35 189,00	1,18%
Subvention Région PLAI	35 711,00	1,20%
Emprunt CDC foncier	1 170 288,00	39,19%
Emprunt CDC travaux	1 086 358,00	36,38%
Emprunt Action logement	240 000,00	8,04%
Fonds propres	371 407,00	12,44%
Total	2 986 453,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048290 - 91 - MAISSE - CHEMIN DU CHATEAU - 60 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 963 900,00 € TTC	4,29 %	341 614,00 €
	Montant total de la subvention		341 614,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative	:	31 AV J F KENNEDY 77140 NEMOURS
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant	:	Monsieur Claude JAMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 42 logements PLUS et 18 PLAI situés chemin du Château à Maisse

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique, solaire themique
Certification/Label : BEE+, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2.566.53 m²
Logements PLAI : 1.082,26 m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2019)
Logements PLUS : 7,31 €
Logements PLAI : 6,50 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 5.670.611 € x 3,8 % = 215.483 €
Plafond : 10.000 € x 42 = 420.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.293.289 € x 5,5 % = 126.131 €
Plafond : 12.000 € x 18 = 216.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MAISSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 464 467,00	100,00%
Total	9 464 467,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	225 000,00	2,38%
Subvention Département (sollicitée)	453 000,00	4,79%
Subvention Région PLUS	215 483,00	2,28%
Subvention Région PLAI	126 131,00	1,33%
Emprunt CDC foncier	2 119 847,00	22,40%
Emprunt CDC travaux	5 570 620,00	58,86%
Emprunt Action logement	200 000,00	2,11%
Fonds propres	554 386,00	5,86%
Total	9 464 467,00	100,00%

DOSSIER N° EX048331 - 91 - MORSANG-SUR-ORGE - ROUTE DE CORBEIL - 21 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 068 835,00 € TTC	3,07 %	63 518,00 €
	Montant total de la subvention		63 518,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS et 6 PLAI situés 43 route de Corbeil à Morsang-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 844 m²
Logements PLAI : 334,65 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,15 €

Logements PLAI : 6,35 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.452.604 € x 3,10 % = 45.031 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 616.231 € x 3 % = 18.487 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 199 992,46	100,00%
Total	3 199 992,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	57 000,00	1,78%
Prime spécifique PLAI	18 000,00	0,56%
Subvention Région PLUS	45 031,00	1,41%
Subvention Région PLAI	18 487,00	0,58%
Emprunt CDC foncier	976 732,00	30,52%
Emprunt CDC travaux	1 207 435,00	37,73%
Emprunt Action logement	360 000,00	11,25%
Autres emprunts	189 000,00	5,91%
Fonds propres	328 307,46	10,26%
Total	3 199 992,46	100,00%

DOSSIER N° EX048566 - 91 - ORMOY - ZAC DE LA PLAINE SAINT JACQUES (LOT A3.1) - 20 PLUS/PLAI / 25 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 329 841,00 € TTC	5,02 %	116 858,00 €
	Montant total de la subvention		116 858,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS et 8 PLAI situés Zac de la Plaine Saint-Jacques (Lot A3.1) à Ormoy

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,79%
Source DRIHL Inventaire SRU

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 767,60 m²
Logements PLAI : 444,60 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,29 €

Logements PLAI : 6,48 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.476.476 € x 4,1 % = 60.536 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 853.365 € x 6,6 % = 56.322 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 874 681,00	100,00%
Total	4 874 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	80 000,00	1,64%
Subvention Région PLUS	60 536,00	1,24%
Subvention Région PLAI	56 322,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	1 496 535,00	30,70%
Emprunt CDC travaux	2 040 676,00	41,86%
Emprunt Action logement	644 000,00	13,21%
Fonds propres	496 612,00	10,19%
Total	4 874 681,00	100,00%

DOSSIER N° EX048576 - 91 - ORMOY - ZAC DE LA PLAINE SAINT JACQUES (LOT B3) - 13 PLUS/PLAI / 16 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 909 490,00 € TTC	3,97 %	75 779,00 €
	Montant total de la subvention		75 779,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLUS et 5 PLAI situés Zac de la Plaine Saint Jacques (lot B3) à Ormoy

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,79%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz - solaire thermique
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2020 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 629,76 m²
Logements PLAI : 384,39 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,58 €

Logements PLAI : 5,85 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.185.744 € x 3,4% = 40.315 €
Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 723.746 € x 4,9 % = 35.464 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 531 131,00	100,00%
Total	3 531 131,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	20 000,00	0,57%
Subvention Etat PLAI	16 000,00	0,45%
Subvention Département (sollicitée)	96 000,00	2,72%
Subvention Région PLUS	40 315,00	1,14%
Subvention Région PLAI	35 464,00	1,00%
Emprunt CDC foncier	1 160 280,00	32,86%
Emprunt CDC travaux	1 477 998,00	41,86%
Emprunt Action logement	324 000,00	9,18%
Fonds propres	361 074,00	10,23%
Total	3 531 131,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048447 - 91 - ORMOY - ZAC PLAINE SAINT-JACQUES - LOT C2 - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 757 169,00 € TTC	3,48 %	61 126,00 €
	Montant total de la subvention		61 126,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative	:	2 PLACE PAUL JAMOT 51100 REIMS
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 5 PLAI situés ZAC Plaine Saint-Jacques - lot C2 à Ormoy

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,79%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique
Certification/Label : BEE+ RT 2020 – 10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 348,93 m²
Logements PLAI : 339,20 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,98 €
Logements PLAI : 6,19 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.181.073 € x 2,20 % = 25.984 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 576.096 € x 6,10 % = 35.142 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 849 074,00	100,00%
Total	1 849 074,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	47 500,00	2,57%
Subvention Région PLUS	25 984,00	1,41%
Subvention Région PLAI	35 142,00	1,90%
Emprunt CDC foncier	669 363,00	36,20%
Emprunt CDC travaux	914 429,00	49,45%
Fonds propres	156 656,00	8,47%
Total	1 849 074,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048401 - 91 - SAINTE GENEVIEVE DES BOIS - ROUTE DE CORBEIL - 9 PLUS/PLAI / 13 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 020 270,00 € TTC	2,70 %	27 547,00 €
	Montant total de la subvention		27 547,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 4 PLAI situés 25-29 route de Corbeil à Sainte-Geneviève-des-Bois

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 25,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 309,91 m²
Logements PLAI : 239,42 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 6,91 €

Logements PLAI : 6,14 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 575.601 € x 2,7 % = 15.541 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 444.669 € x 2,7 % = 12.006 €
Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 217 426,75	100,00%
Total	2 217 426,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	38 000,00	1,71%
Subvention Région PLUS	15 541,00	0,70%
Subvention Région PLAI	12 006,00	0,54%
Emprunt CDC foncier	869 634,00	39,22%
Emprunt CDC travaux	768 444,00	34,65%
Emprunt Action logement	180 000,00	8,12%
Fonds propres	333 801,75	15,05%
Total	2 217 426,75	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048391 - 91 - SAINT PIERRE DU PERRAY - ZAC DE LA CLE DE SAINT PIERRE (LOT N4-1) - 35 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 562 321,00 € TTC	3,16 %	144 064,00 €
	Montant total de la subvention		144 064,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLS, 14 PLUS et 11 PLAI situés Zac de la Clé de Saint-Pierre (Lot N4-1) à Saint-Pierre-du-Perray

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 20,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz - pompe à chaleur
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -20%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 558,57 m²
Logements PLUS : 838,74 m²
Logements PLAI : 589,47 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLS : 10,32 €
Logements PLUS : 7,43 €
Logements PLAI : 6,61 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.282.666 € x 2,4 % = 30.784 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.926.032 € x 3 % = 57.781 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.353.623 € x 4,1 % = 55.499 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 779 975,00	100,00%
Total	5 779 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	104 500,00	1,81%
Subvention Département (sollicitée)	195 000,00	3,37%
Subvention Région PLUS	57 781,00	1,00%
Subvention Région PLAI	55 499,00	0,96%
Subvention Région PLS	30 784,00	0,53%
Emprunt CDC foncier	1 013 777,00	17,54%
Emprunt CDC travaux	3 192 700,00	55,24%
Emprunt Action logement	555 000,00	9,60%
Fonds propres	574 934,00	9,95%
Total	5 779 975,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049200 - 92 - BAGNEUX - AVENUE ARISTIDE BRIAND - 59 PLUS/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	7 037 363,00 € TTC	2,84 %	199 988,00 €
	Montant total de la subvention		199 988,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 30 logements PLUS et 29 PLS situés 94 avenue Aristide Briand à Bagneux

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 66,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2.410,46 m²
Logements PLUS : 1.512,27 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLS : 13,93 €
Logements PLUS : 7,12 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 2.759.069 € x 5 % = 137.953 €
Plafond : 5.000 € x 29 = 145.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.278.294 € x 1,45 % = 62.035 €
Plafond : 10.000 € x 30 = 300.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	13 401 273,75	100,00%
Total	13 401 273,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	169 126,30	1,26%
Subvention Région PLUS	62 035,00	0,46%
Subvention Région PLS	137 953,00	1,03%
Emprunt CDC foncier	5 865 387,31	43,77%
Emprunt CDC travaux	4 748 326,71	35,43%
Emprunt Action logement	490 000,00	3,66%
Autres emprunts	531 000,00	3,96%
Fonds propres	1 397 445,43	10,43%
Total	13 401 273,75	100,00%

DOSSIER N° EX048313 - 92 -BOULOGNE-BILLANCOURT - RUE DE MEUDON - 10 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	962 450,00 € TTC	6,29 %	60 568,00 €
	Montant total de la subvention		60 568,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 5 PLAI situés 50-60 rue de Meudon à Boulogne-Billancourt

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,15 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat RT 2012 - 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 246,35 m²
Logements PLAI : 203,10 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,07 €
Logements PLAI : 7,18 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 526.965 € x 4,80 % = 25.294 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 50.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 435.485 € x 8,10 % = 35.274 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 245 895,00	100,00%
Total	2 245 895,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	28 726,00	1,28%
Subvention Etat PLAI	79 710,00	3,55%
Subvention Commune (sollicitée)	180 000,00	8,01%
Autres subventions publiques	50 000,00	2,23%
Subvention Région PLUS	25 294,00	1,13%
Subvention Région PLAI	35 274,00	1,57%
Emprunt CDC foncier	831 354,00	37,02%
Emprunt CDC travaux	383 630,00	17,08%
Emprunt Action logement	71 000,00	3,16%
Fonds propres	560 907,00	24,97%
Total	2 245 895,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048394 - 92 - CHAVILLE - CARNOT/REPUBLIQUE/BOUDET - 29 PLUS/PLAI / 58 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 172 543,00 € TTC	3,22 %	166 809,00 €
	Montant total de la subvention		166 809,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 29 logements PLUS et 10 PLAI, sis 28/30 rue Carnot, 41 boulevard de la République et 62 rue Martial Boudet à Chaville

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 23,71 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique / PAC
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10% bâtiment 1 et RT 2012 -20% bâtiment 2)

SURFACES UTILES :
Logements PLUS : 2 020,13 m²
Logements PLAI : 615,28 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)
Logements PLUS : 6,36 €

Logements PLAI : 5,65 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.880.055 € x 3 % = 116.402 €
Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.292.488 € x 3,90 % = 50.407 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 108.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 484 062,00	100,00%
Total	10 484 062,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	150 800,00	1,44%
Subvention Etat PLAI	100 000,00	0,95%
Prime spécifique PLAI	52 000,00	0,50%
Subvention Département (GPSO)	290 000,00	2,77%
Autres subventions publiques (PEEC SNCF)	900 000,00	8,58%
Subvention Région PLUS	116 402,00	1,11%
Subvention Région PLAI	50 407,00	0,48%
Emprunt CDC travaux	7 092 591,00	67,65%
Fonds propres	1 731 862,00	16,52%
Total	10 484 062,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048295 - 92 - CLAMART - RUE DU PRESIDENT ROOSEVELT / RUE BRIGNOLE GALLIERA - 36 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 167 690,00 € TTC	3,01 %	125 386,00 €
	Montant total de la subvention		125 386,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLUS, 10 PLAI et 15 PLS situés 1-5 rue du Président Roosevelt et 2-4 rue Brignole Galliera à Clamart

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 27,5%
Source DRIHL Inventaire RPLS 2017

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 887,35 m²
Logements PLUS : 623 m²
Logements PLAI : 485,65 m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2019)
Logements PLS : 12,42 €
Logements PLUS : 7,46 €
Logements PLAI : 6,62 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.852.806 € x 3,3 % = 61.143 €
Plafond : 5.000 € x 15 = 75.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.300.837 € x 2,6 % = 33.822 €
Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.014.047 € x 3 % = 30.421 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 703 051,00	100,00%
Total	7 703 051,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	47 985,00	0,62%
Subvention Etat PLAI	41 295,00	0,54%
Prime spécifique PLAI	39 052,00	0,51%
Subvention Région PLUS	33 822,00	0,44%
Subvention Région PLAI	30 421,00	0,39%
Subvention Région PLS	61 143,00	0,79%
Emprunt CDC foncier	3 360 024,00	43,62%
Emprunt CDC travaux	2 292 391,00	29,76%
Emprunt Action logement	1 044 000,00	13,55%
Fonds propres	752 918,00	9,77%
Total	7 703 051,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048982 - 92 - GARCHES - RUE DES SUISSES 19 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 958 085,00 € TTC	4,27 %	83 626,00 €
	Montant total de la subvention		83 626,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative	:	159 RUE NATIONALE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS et 6 PLAI situés 8-12 rue des Suisses à Garches

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,76 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 515,39 m²
Logements PLAI : 282,52 m²

LOYERS (m² SU valeur octobre 2019)

Logements PLUS : 7,47 €
Logements PLAI : 6,63 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.264.761 € x 4,20 % = 53.120 €
Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 693.324 € x 4,40 % = 30.506 €
Plafond : 12.000 € x 6 = 72.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- GARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 636 271,00	100,00%
Total	2 636 271,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	20 708,00	0,79%
Subvention Etat PLAI	54 356,00	2,06%
Prime spécifique PLAI	36 894,00	1,40%
Autres subventions publiques	21 000,00	0,80%
Subvention Région PLUS	53 120,00	2,01%
Subvention Région PLAI	30 506,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	1 089 591,00	41,33%
Emprunt CDC travaux	520 281,00	19,74%
Emprunt Action logement	245 000,00	9,29%
Autres emprunts	171 000,00	6,49%
Fonds propres	393 815,00	14,94%
Total	2 636 271,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048998 - 92 - LEVALLOIS- PERRET - RUE CHAPTAL - 9 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 167 080,00 € TTC	3,38 %	39 450,00 €
	Montant total de la subvention		39 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS et 3 PLAI situés 43-49 rue Chaptal à Levallois-Perret

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 301 m²
Logements PLAI : 118,5 m²

LOYERS (m² SU valeur octobre 2019)

Logements PLUS : 8,35 €
Logements PLAI : 7,44 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 837.405 € x 2,90 % = 24.285 €
Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 329.675 € x 4,60 % = 15.165 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 566 594,00	100,00%
Total	1 566 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	28 399,00	1,81%
Subvention Etat PLAI	34 437,00	2,20%
Autres subventions publiques	10 500,00	0,67%
Subvention Région PLUS	24 285,00	1,55%
Subvention Région PLAI	15 165,00	0,97%
Emprunt CDC foncier	654 417,00	41,77%
Emprunt CDC travaux	341 852,00	21,82%
Emprunt Action logement	142 000,00	9,06%
Autres emprunts	81 000,00	5,17%
Fonds propres	234 539,00	14,97%
Total	1 566 594,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048952 - 92 - NEUILLY SUR SEINE - RUE CHARLES LAFFITTE - 4 PLAI/PLUS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	727 200,00 € TTC	22,82 %	165 937,00 €
	Montant total de la subvention		165 937,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA avec charge foncière, de 3 logements PLAI et 1 PLUS situés 100 rue Charles Laffitte à Neuilly-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 5,81%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : RT 2012

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 32 m²
Logements PLAI : 173,20 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)
Logements PLUS : 7,61 €
Logements PLAI : 6,77 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 647.300 € x 30 % = 194.190 €
Plafond : 935 € x 173,20 m² = 161.942 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 79.900 € x 5 % = 3.995 €
Plafond : 10.000 € x 1 = 10.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	789 995,00	100,00%
Total	789 995,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	1 500,00	0,19%
Subvention Etat PLAI	18 130,00	2,29%
Prime spécifique PLAI	34 923,00	4,42%
Subvention Commune (sollicitée)	40 000,00	5,06%
Subvention Région PLUS	3 995,00	0,51%
Subvention Région PLAI	161 942,00	20,50%
Emprunt CDC foncier	238 685,00	30,21%
Emprunt CDC travaux	125 721,00	15,91%
Fonds propres	165 099,00	20,90%
Total	789 995,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX047955 - 92 - RUEIL MALMAISON - RUE DES BONS RAISINS - ZAC DE L'ARSENAL LOT J2 - 31 PLUS/PLAI / 44 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 167 193,00 € TTC	2,70 %	139 406,00 €
	Montant total de la subvention		139 406,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS et 14 PLAI sis Zac de l'Arsenal (lot J2), rue des Bons Raisins, à Rueil-Malmaison

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,51 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Certification/Label : NF Habitat HQE BBCA (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 985,50 m²
Logements PLAI : 945,00 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 7,18 €

Logements PLAI : 6,38 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.637.798 € x 2,60 % = 68.583 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.529.395 € x 2,80 % = 70.823 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 875 561,00	100,00%
Total	6 875 561,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	110 776,00	1,61%
Subvention Etat PLAI	246 224,00	3,58%
Subvention Région PLUS	68 583,00	1,00%
Subvention Région PLAI	70 823,00	1,03%
Emprunt CDC foncier	2 940 883,00	42,77%
Emprunt CDC travaux	1 892 122,00	27,52%
Autres emprunts	860 000,00	12,51%
Fonds propres	686 150,00	9,98%
Total	6 875 561,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048147 - 92 - RUEIL MALMAISON - 61 RUE DES BONS RAISINS - ZAC DE L'ARSENAL LOT J1- 34 PLUS/PLAI/PLS / 182 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 013 116,00 € TTC	3,43 %	137 581,00 €
	Montant total de la subvention		137 581,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BOULEVARD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur François DELARUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS, 10 PLAI et 10 PLS, sis 61 rue des Bons Raisins, Zac de l'Arsenal (lot J1) à Rueil-Malmaison

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,51 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 537,71 m²
Logements PLUS : 994,74 m²
Logements PLAI : 646,52 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2019)

Logements PLS : 13,18 €
Logements PLUS : 7,09 €
Logements PLAI : 6,17 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 948.913 € x 3,20 % = 30.365 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.806.103 € x 3,15 % = 56.892 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.258.100 € x 4 % = 50.324 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 206 457,00	100,00%
Total	8 206 457,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	126 000,00	1,54%
Subvention Etat PLAI	100 000,00	1,22%
Prime spécifique PLAI	90 000,00	1,10%
Subvention Département (sollicitée)	330 560,00	4,03%
Emmaüs	700 000,00	8,53%
Subvention Région PLUS	56 892,00	0,69%
Subvention Région PLAI	50 324,00	0,61%
Subvention Région PLS	30 365,00	0,37%
Emprunt CDC foncier	2 652 506,00	32,32%
Emprunt CDC travaux	2 271 951,00	27,68%
Emprunt Action logement	120 000,00	1,46%
Fonds propres	1 677 859,00	20,45%
Total	8 206 457,00	100,00%

DOSSIER N° EX048945 - 93 - LIVRY GARGAN - 49 AVENUE JEAN ZAY - 36 PLUS/PLAI / 115 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 338 177,00 € TTC	3,47 %	115 728,00 €
	Montant total de la subvention		115 728,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS et 11 PLAI sis 49 avenue Jean Zay à Livry-Gargan

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,85 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 085,80 m²
Logements PLAI : 659,50 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLUS : 6,94 €

Logements PLAI : 6,43 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.076.766 € x 2,90 % = 60.226 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.261.411 € x 4,40 % = 55.502 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 135 656,00	100,00%
Total	5 135 656,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	54 284,00	1,06%
Subvention Etat PLAI	170 974,00	3,33%
Subvention Région PLUS	60 226,00	1,17%
Subvention Région PLAI	55 502,00	1,08%
Emprunt CDC travaux	3 560 196,00	69,32%
Emprunt Action logement	720 000,00	14,02%
Fonds propres	514 474,00	10,02%
Total	5 135 656,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048971 - 93 - LIVRY GARGAN - 171/173 AVENUE ARISTIDE BRIAND - 18 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 538 036,00 € TTC	3,21 %	81 501,00 €
	Montant total de la subvention		81 501,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS et 8 PLAI sis 171/173 avenue Aristide Briand à Livry-Gargan

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,85 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 636,99 m²
Logements PLAI : 506,28 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2018)
Logements PLUS : 7,17 €

Logements PLAI : 6,46 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.409.782 € x 2,90 % = 40.884 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.128.254 € x 3,60 % = 40.617 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 481 285,00	100,00%
Total	3 481 285,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	29 094,00	0,84%
Subvention Etat PLAI	55 190,00	1,59%
Prime spécifique PLAI	77 082,00	2,21%
Subvention Région PLUS	40 884,00	1,17%
Subvention Région PLAI	40 617,00	1,17%
Emprunt CDC foncier	1 245 885,00	35,79%
Emprunt CDC travaux	1 471 841,00	42,28%
Fonds propres	520 692,00	14,96%
Total	3 481 285,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049184 - 93 - MONTREUIL - RUE DOUY DELCUPE - 9 PLUS/PLS/12 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 042 399,00 € TTC	2,28 %	23 792,00 €
	Montant total de la subvention		23 792,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTREUILLOIS
Adresse administrative : 17 RUE MOLIERE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Patrice BESSAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS et 2 PLS situés au 27-29 rue Douy Delcupe à Montreuil

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 37,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 79,75 m²
Logements PLUS : 388,69 m²

LOYERS (m² SU valeur avril 2019)

Logements PLS : 14,94 €
Logements PLUS : 8,02 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 183.954 € x 5 % = 9.198 €
Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 858.445 € x 1,70 % = 14.594 €
Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 402 332,00	100,00%
Total	1 402 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	30 702,00	2,19%
Surcharge foncière Etat PLUS	39 656,00	2,83%
Subvention Commune (sollicitée)	30 000,00	2,14%
Subvention Région PLUS	14 594,00	1,04%
Subvention Région PLS	9 198,00	0,66%
Emprunt CDC foncier	545 050,00	38,87%
Emprunt CDC travaux	483 479,00	34,48%
Emprunt Action logement	70 000,00	4,99%
Autres emprunts	144 000,00	10,27%
Fonds propres	35 653,00	2,54%
Total	1 402 332,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX038427 - 93 - LE PRÉ SAINT GERVAIS - GABRIEL PÉRI - 10 PLUS/PLS / 14 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	471 428,00 € TTC	4,24 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLS sis 5, rue Gabriel Péri au Pré-Saint-Gervais

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 186,40 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 13,42 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 471.428 € x 5% = 23.571 €

Plafond : 5.000 € x 4 = 20.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	666 382,00	100,00%
Total	666 382,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	397 191,00	59,60%
FONDS PROPRES	249 191,00	37,39%
SUBVENTION REGION	20 000,00	3,00%
Total	666 382,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX038424 - 93 - LE PRÉ SAINT GERVAIS - GABRIEL PÉRI - 10 PLUS/PLS / 14 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	838 000,00 € TTC	1,50 %	12 570,00 €
	Montant total de la subvention		12 570,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 2 RUE VOLTAIRE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Claude KNAPIK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLUS sis 5, rue Gabriel Péri au Pré-Saint-Gervais

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 331,34 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 838.000 € x 1,50% = 12.570 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE PRE-SAINT-GERVAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 184 544,00	100,00%
Total	1 184 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	27 034,00	2,28%
PRETS CDC	1 011 100,00	85,36%
FONDS PROPRES	133 840,00	11,30%
SUBVENTION REGION	12 570,00	1,06%
Total	1 184 544,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048390 - 93 - LE RAINCY - ALLEE DES MAISONS RUSSES - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	193 550,00 € TTC	21,76 %	42 108,00 €
	Montant total de la subvention		42 108,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 3 RUE LOUISE THULIEZ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-René POILLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 34 allée des Maisons Russes au Raincy

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux au regard du risque d'occupation illicite du bien.

Description :
Taux de logements sociaux : 5,63 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel gaz

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 58 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2019 : 5,92 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 193.550 € x 30 % = 58.065 €

Plafond : 726 €* x 58 m² = 42.108 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Pas d'engagement de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus dans le cadre des subventions allouées sur d'autres opérations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	208 550,00	100,00%
Total	208 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	5 392,86	2,59%
Prime spécifique PLAI	7 550,01	3,62%
Subvention PLAI adapté	18 630,00	8,93%
Surcharge foncière Etat PLAI	14 695,00	7,05%
Surcharge foncière Commune/EPCI (attribuée)	27 500,00	13,19%
Subvention Fondation ABBE PIERRE	20 855,00	10,00%
Subvention Région PLAI	42 108,00	20,19%
Emprunt CDC travaux	35 000,00	16,78%
Fonds propres	36 819,13	17,65%
Total	208 550,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049048 - 93 - SAINT DENIS - 94/102 RUE DU LANDY - 15 PLUS / 44 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 337 326,00 € TTC	1,30 %	30 385,00 €
	Montant total de la subvention		30 385,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 5 BIS RUE DANIELLE CASANOVA 93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Laurent RUSSIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 15 logements PLUS sis 94/102 rue du Landy à Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Caractéristiques techniques : NF Habitat HQE (RT 2012 – 20%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 982,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2019 : 7,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.337.326 € x 1,30 % = 30.385 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 462 432,00	100,00%
Total	4 462 432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	32 814,00	0,74%
Subvention Etat PLAI	43 351,00	0,97%
Prime spécifique PLAI	60 691,00	1,36%
Surcharge foncière Etat PLUS	36 945,00	0,83%
Surcharge foncière Etat PLAI	83 230,00	1,87%
Subvention EPCI (sollicitée)	99 825,00	2,24%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	120 175,00	2,69%
Subvention Région PLUS	30 385,00	0,68%
Emprunt CDC foncier	736 261,00	16,50%
Emprunt CDC travaux	1 497 725,00	33,56%
Emprunt Action logement	408 000,00	9,14%
Autres emprunts (PHB2)	198 000,00	4,44%
Fonds propres	1 115 030,00	24,99%
Total	4 462 432,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048584 - 93 - VAUJOURS - RUE ALEXANDRE BOUCHER - 24 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 849 936,00 € TTC	4,70 %	133 930,00 €
	Montant total de la subvention		133 930,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS et 11 PLAI situés 12 rue Alexandre Boucher à Vaujours

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Biomasse - bois

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 812,97 m²
Logements PLAI : 529,63 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 6,85 €
Logements PLAI : 6,49 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.136.480 € x 5 % = 56.824 €
Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.713.456 € x 4,50 % = 77.106 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUJOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 071 340,00	100,00%
Total	4 071 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	191 400,00	4,70%
Subvention Région PLUS	56 824,00	1,40%
Subvention Région PLAI	77 106,00	1,89%
Emprunt CDC foncier	2 390 877,00	58,72%
Emprunt Action logement	603 800,00	14,83%
Fonds propres	751 333,00	18,45%
Total	4 071 340,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048774 - 93 - VAUJOURS - 48 RUE DE MEAUX - 18 PLUS/PLAI / 25 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 657 955,00 € TTC	6,07 %	100 693,00 €
	Montant total de la subvention		100 693,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 14-16 BOULEVARD GARIBALDI 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jérôme BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 8 PLAI sis 48 rue de Meaux à Vaujours

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,63 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 509,99 m²
Logements PLAI : 354,67 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2018)
Logements PLUS : 7,65 €

Logements PLAI : 6,62 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 884.272 € x 5 % = 44.214 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 773.683 € x 7,30 % = 56.479 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAUJOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 551 083,00	100,00%
Total	2 551 083,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	31 569,00	1,24%
Subvention Etat PLAI	51 290,00	2,01%
Prime spécifique PLAI	52 321,00	2,05%
Subvention Région PLUS	44 214,00	1,73%
Subvention Région PLAI	56 479,00	2,21%
Emprunt CDC foncier	888 851,00	34,84%
Emprunt Action logement	654 539,00	25,66%
Autres emprunts (prêt PEEC)	480 000,00	18,82%
Fonds propres	291 820,00	11,44%
Total	2 551 083,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048437 - 94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - 6 RUE DES FRERES PETIT - 16 PLUS/PLS / 19 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 621 232,00 € TTC	1,82 %	47 821,00 €
	Montant total de la subvention		47 821,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLUS et 5 PLS sis, 6 rue des Frères Petit à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz – panneaux solaires thermiques
Certification/Label : NF Habitat HQE Effinergie+ (RT 2012 -20 %)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 288,10 m²
Logements PLUS : 761,55 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 10,45 €
Logements PLUS : 7,14 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 719.456 € x 5 % = 35.973 €
Plafond : 5.000 € x 5 = 25.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.901.776 € x 1,20 % = 22.821 €
Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 365 039,00	100,00%
Total	3 365 039,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	28 512,00	0,85%
Subvention Etat PLAI	20 273,00	0,60%
Prime spécifique PLAI	18 800,00	0,56%
Subvention Département (sollicitée)	123 700,00	3,68%
Subvention Commune (sollicitée)	84 000,00	2,50%
Subvention Région PLUS	22 821,00	0,68%
Subvention Région PLS	25 000,00	0,74%
Emprunt CDC foncier	326 554,76	9,70%
Emprunt CDC travaux	1 870 970,04	55,60%
Emprunt Action logement	120 000,00	3,57%
Autres emprunts (prêt CDC PHBB2)	171 000,00	5,08%
Fonds propres	553 408,20	16,45%
Total	3 365 039,00	100,00%

DOSSIER N° EX049068 - 94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - 232 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE - 41 PLUS/PLAI - 48 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 753 530,00 € TTC	2,59 %	123 240,00 €
	Montant total de la subvention		123 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS et 17 PLS sis 232 avenue du Général de Gaulle à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 803,02 m²
Logements PLUS : 1 805,21 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 11,04 €
Logements PLUS : 6,94 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.483.892 € x 5 % = 74.195 €
Plafond : 5.000 € x 17 = 85.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 3.269.638 € x 1,50 % = 49.045 €
Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	9 248 629,00	100,00%
Total	9 248 629,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	61 929,30	0,67%
Subvention Etat PLAI	58 683,42	0,63%
Prime spécifique PLAI	65 726,00	0,71%
Subvention Département (sollicitée)	265 000,00	2,87%
Subvention Commune (sollicitée)	146 692,00	1,59%
Subvention Région PLUS	49 045,00	0,53%
Subvention Région PLS	74 195,00	0,80%
Emprunt CDC foncier	2 984 941,33	32,27%
Emprunt CDC travaux	3 179 462,47	34,38%
Emprunt Action logement	300 000,00	3,24%
Autres emprunts (PHBB.2)	432 000,00	4,67%
Fonds propres	1 630 954,48	17,63%
Total	9 248 629,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX049069 - 94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - 228-230 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE - 30 PLUS/PLS / 36 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 663 177,00 € TTC	2,48 %	90 875,00 €
	Montant total de la subvention		90 875,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 19 logements PLUS et 11 PLS sis 228-230 avenue du Général de Gaulle à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz – panneaux solaires thermiques
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 560,59 m²
Logements PLUS : 1 449,39 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 10,80 €
Logements PLUS : 6,98 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.026.500 € x 5 % = 51.325 €
Plafond : 5.000 € x 11 = 55.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.636.677 € x 1,50 % = 39.550 €
Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 073 234,00	100,00%
Total	7 073 234,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	50 103,90	0,71%
Subvention Etat PLAI	43 385,08	0,61%
Prime spécifique PLAI	48 592,00	0,69%
Subvention Département (sollicitée)	206 000,00	2,91%
Subvention Commune (sollicitée)	118 300,00	1,67%
Subvention Région PLUS	39 550,00	0,56%
Subvention Région PLS	51 325,00	0,73%
Emprunt CDC foncier	2 281 134,98	32,25%
Emprunt CDC travaux	2 292 393,53	32,41%
Emprunt Action logement	360 000,00	5,09%
Autres emprunts (PHBB.2)	324 000,00	4,58%
Fonds propres	1 258 449,51	17,79%
Total	7 073 234,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048322 - 94- CHAMPIGNY-SUR-MARNE - AVENUE SALENGRO/GENERAL DE GAULLE - 15 PLUS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 072 363,00 € TTC	1,50 %	31 085,00 €
	Montant total de la subvention		31 085,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94048 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS 34/41 avenue Roger Salengro et 20 avenue Général de Gaulle à Champigny-sur-Marne

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 41,9%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2020 6 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 892,25 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)

Logements PLUS : 7,16 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.072.363 € x 1,50 % = 31.085 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	2 531 229,00	100,00%
Total	2 531 229,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	30 375,00	1,20%
Surcharge foncière Etat PLUS	71 380,00	2,82%
Subvention Département (sollicitée)	122 677,00	4,85%
Subvention Région PLUS	31 085,00	1,23%
Emprunt CDC foncier	800 115,00	31,61%
Emprunt CDC travaux	1 204 465,00	47,58%
Emprunt Action logement	271 132,00	10,71%
Total	2 531 229,00	100,00%

DOSSIER N° EX048281 - 94 - CHEVILLY-LA-RUE - RUE DU BEARN - 34 PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	5 055 149,00 € TTC	3,36 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 34 logements PLS situés 2 rue du Béarn à Chevilly-la-Rue

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 37,8%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016
Exception mesure anti-ghettos (projet NPNRU/PNRU)

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Certification/Label :NF Habitat RT2012

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 2.087,54m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2020)
Logements PLS : 10,28 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 5.055.149 € x 5 % = 252.757 €
Plafond : 5.000 € x 34 = 170.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHEVILLY-LARUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	6 333 876,00	100,00%
Total	6 333 876,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région PLS	170 000,00	2,68%
Emprunt CDC foncier	935 638,00	14,77%
Emprunt CDC travaux	2 721 769,00	42,97%
Emprunt Action logement	923 000,00	14,57%
Fonds propres	1 583 469,00	25,00%
Total	6 333 876,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX041860 - 94 - IVRY SUR SEINE - COLONEL FABIEN MAURICE GUNSBOURG - 73 PLUS/35 PLS / 144 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 078 238,00 € TTC	5,00 %	153 912,00 €
	Montant total de la subvention		153 912,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 35 logements PLS sis boulevard du Colonel Fabien - rue Maurice Gunsbourg à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (niveau RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 887,97 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2018 :13,63 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 3.078.238 € x 5 % = 153.912 €

Plafond : 5.000 € x 35 = 175.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 084 911,00	100,00%
Total	6 084 911,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	122 500,00	2,01%
PRET 1%	770 000,00	12,65%
PRET HBB	315 000,00	5,18%
FONDS PROPRES	1 681 043,00	27,63%
PRETS CDC	3 042 456,00	50,00%
SUBVENTION REGION	153 912,00	2,53%
Total	6 084 911,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX041856 - 94 - IVRY SUR SEINE - COLONEL FABIEN MAURICE GUNSBOURG - 73 PLUS/35 PLS / 144 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	9 096 254,00 € TTC	1,70 %	154 636,00 €
	Montant total de la subvention		154 636,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDF HABITAT
Adresse administrative : 59 AVENUE CARNOT
94507 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Jacques GUIGNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 73 logements PLUS sis boulevard du Colonel Fabien - rue Maurice Gunsbourg à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE (Niveau RT2012 -20%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 5 517,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 7,62 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 9.096.254 € x 1,70 % = 154.636 €

Plafond : 10.000 € x 73 = 730.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	17 959 468,00	100,00%
Total	17 959 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	184 928,00	1,03%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	401 500,00	2,24%
SUBVENTION VILLE ATT	219 000,00	1,22%
PRET 1%	610 000,00	3,40%
PRET HBB	657 000,00	3,66%
FONDS PROPRES	2 636 886,00	14,68%
PRETS CDC	13 095 518,00	72,92%
SUBVENTION REGION	154 636,00	0,86%
Total	17 959 468,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048986 - 94 - IVRY SUR SEINE - ZAC DES CONFLUENCES LOT G3 - 19 PLUS/PLS / 23 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 120 663,00 € TTC	1,64 %	51 171,00 €
	Montant total de la subvention		51 171,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 9 ROUTE DE CHOISY 94048 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS et 4 PLS sis 5 rue Galilée et 13-15-17 rue des Péniches (Zac des Confluences - lot G3) à Ivry-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20 %)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 230,33 m²
Logements PLUS : 1 143,13 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLS : 13,15 €
Logements PLUS : 7,73 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 523.083 € x 5 % = 26.154 €
Plafond : 5.000 € x 4 = 20.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.597.580 € x 1,20 % = 31.171 €
Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 983 033,00	100,00%
Total	4 983 033,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	54 707,00	1,10%
Subvention Etat PLAI	23 356,00	0,47%
Prime spécifique PLAI	10 937,00	0,22%
Surcharge foncière Etat PLUS	91 451,00	1,84%
Surcharge foncière Etat PLAI	18 282,00	0,37%
Subvention Département (sollicitée)	138 000,00	2,77%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	57 000,00	1,14%
Subvention Région PLUS	31 171,00	0,63%
Subvention Région PLS	20 000,00	0,40%
Emprunt CDC foncier	1 588 772,00	31,88%
Emprunt CDC travaux	2 060 530,00	41,35%
Emprunt Action logement	280 000,00	5,62%
Autres emprunts (PHB2.0)	207 000,00	4,15%
Fonds propres	401 827,00	8,06%
Total	4 983 033,00	100,00%

DOSSIER N° EX047983 - 94 - LE PLESSIS TREVISE - AVENUE MAURICE BERTEAUX - 17 PLUS/PLAI - 24 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 310 511,00 € TTC	3,28 %	75 807,00 €
	Montant total de la subvention		75 807,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS et 7 PLAI, sis 113-115 avenue Maurice Berteaux au Plessis-Trévise

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,23 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz – pompe à chaleur
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -20%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 633,90 m²
Logements PLAI : 372,90 m²

LOYERS (m² SU valeur juillet 2019)
Logements PLUS : 7,14 €

Logements PLAI : 6,34 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.455.622 € x 2,80 % = 40.757 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 854.889 x 4,10 % = 35.050 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-TREVISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 815 402,00	100,00%
Total	4 815 402,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	94 281,00	1,96%
Subvention Etat PLAI	41 171,00	0,85%
Prime spécifique PLAI	103 876,00	2,16%
Surcharge foncière Etat PLUS	117 047,00	2,43%
Surcharge foncière Etat PLAI	81 932,00	1,70%
Surcharge foncière Département (sollicitée)	204 248,00	4,24%
Subvention Région PLUS	40 757,00	0,85%
Subvention Région PLAI	35 050,00	0,73%
Emprunt CDC foncier	1 471 221,00	30,55%
Emprunt CDC travaux	1 725 087,00	35,82%
Emprunt Action logement	420 000,00	8,72%
Fonds propres	480 732,00	9,98%
Total	4 815 402,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048459 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - 90 AVENUE LOUIS BLANC - 8 PLUS/PLAI / 24 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	538 677,00 € TTC	7,03 %	37 884,00 €
	Montant total de la subvention		37 884,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLUS et 3 PLAI sis 90 avenue Louis Blanc à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,28 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 177,94 m²
Logements PLAI : 112,77 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,30 €

Logements PLAI : 7,37 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 335.887 € x 5 % = 16.794 €
Plafond : 10.000 € x 5 = 500.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 202.790 € x 10,40 % = 21.090 €
Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 026 943,00	100,00%
Total	1 026 943,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	29 600,00	2,88%
Subvention Etat PLAI	18 527,00	1,80%
Prime spécifique PLAI	14 956,00	1,46%
Surcharge foncière Etat PLUS	14 235,00	1,39%
Surcharge foncière Etat PLAI	9 022,00	0,88%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	45 000,00	4,38%
Subvention Région PLUS	16 794,00	1,64%
Subvention Région PLAI	21 090,00	2,05%
Emprunt CDC foncier	382 321,00	37,23%
Emprunt CDC travaux	121 241,00	11,81%
Autres emprunts	192 000,00	18,70%
Fonds propres	162 157,00	15,79%
Total	1 026 943,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048461 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - 30/32 RUE DE LA VARENNE - 15 PLUS/PLAI / 51 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	797 841,00 € TTC	7,72 %	61 577,00 €
	Montant total de la subvention		61 577,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS et 5 PLAI sis 30/32 rue de la Varenne à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,28 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : non certifié (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 254,51 m²
Logements PLAI : 134,01 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 9,32 €

Logements PLAI : 8,27 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 530.127 € x 5 % = 26.506 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 267.714 € x 13,10 % = 35.071 €
Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	1 299 842,00	100,00%
Total	1 299 842,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	50 561,00	3,89%
Subvention Etat PLAI	67 159,00	5,17%
Subvention Commune (sollicitée)	54 000,00	4,15%
Subvention Région PLUS	26 506,00	2,04%
Subvention Région PLAI	35 071,00	2,70%
Emprunt CDC foncier	469 405,00	36,11%
Emprunt CDC travaux	218 733,00	16,83%
Autres emprunts	225 000,00	17,31%
Fonds propres	153 407,00	11,80%
Total	1 299 842,00	100,00%

DOSSIER N° EX048486 - 94 - SAINT MAUR DES FOSSES - RUE DU PONT DE CRETEIL - 25 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 478 432,00 € TTC	4,11 %	143 091,00 €
	Montant total de la subvention		143 091,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS et 8 PLAI situés 81 rue du Pont de Créteil à Saint-Maur-des-Fossés

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 7,28 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 969,17 m²
Logements PLAI : 400,15 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 7,51 €

Logements PLAI : 6,67 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.461.945 € x 3,5 % = 86.168 €
Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.016.487 € x 5,6 % = 56.923 €
Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	4 914 534,00	100,00%
Total	4 914 534,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	78 867,00	1,60%
Subvention Etat PLAI	80 463,00	1,64%
Subvention Commune (sollicitée)	405 000,00	8,24%
Subvention Région PLUS	86 168,00	1,75%
Subvention Région PLAI	56 923,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	2 494 142,00	50,75%
Emprunt CDC travaux	977 883,00	19,90%
Fonds propres	735 088,00	14,96%
Total	4 914 534,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048289 - 94 - VINCENNES - RUE GEORGES HUCHON - 1 PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	243 787,00 € TTC	16,98 %	41 392,00 €
	Montant total de la subvention		41 392,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur Bernard DEVERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 4 rue Georges Huchon à Vincennes

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,82%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : individuel électrique

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 44,27 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2019 : 7,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 243.787 € x 30 % = 73.136 €

Plafond : 935 € x 44,27 m² = 41.392 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	265 027,00	100,00%
Total	265 027,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	5 862,00	2,21%
Prime spécifique PLAI	7 328,00	2,77%
Subvention PLAI adapté	18 630,00	7,03%
Surcharge foncière Etat PLAI	4 604,00	1,74%
Subvention Département (sollicitée)	12 000,00	4,53%
Subvention Commune (attribuée)	35 000,00	13,21%
Subvention Région PLAI	41 392,00	15,62%
Emprunt CDC foncier	63 095,00	23,81%
Emprunt CDC travaux	8 521,00	3,22%
Fonds propres	68 595,00	25,88%
Total	265 027,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048315 - 95-BEAUCHAMP - AVENUE DU GENERAL LECLERC - 35 PLUS/PLAI/PLS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	4 338 298,00 € TTC	3,30 %	143 100,00 €
	Montant total de la subvention		143 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS, 11 PLAI et 10 PLS situés avenue du Général Leclerc à Beauchamp

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,20%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz

Certification/Label : NF Habitat HQE – RT 2012 -10 %

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 521,28 m²
Logements PLUS : 1.012,34 m²
Logements PLAI : 610,39 m²

LOYERS (m² SU valeur novembre 2017)
Logements PLS : 10,05 €
Logements PLUS : 7,12 €
Logements PLAI : 6,33 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.137.110 € x 2,70 % = 30.702 €
Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.978.501 € x 2,90 % = 57.377 €
Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.222.687 € x 4,50 % = 55.021 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- BEAUCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 188 331,00	100,00%
Total	7 188 331,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	146 000,00	2,03%
Subvention Région PLUS	57 377,00	0,80%
Subvention Région PLAI	55 021,00	0,77%
Subvention Région PLS	30 702,00	0,43%
Emprunt CDC foncier	2 279 577,00	31,71%
Emprunt CDC travaux	1 714 177,00	23,85%
Emprunt Action logement	1 165 993,00	16,22%
Fonds propres	1 739 484,00	24,20%
Total	7 188 331,00	100,00%

DOSSIER N° EX048279 - 95 - CORMEILLES-EN-PARISIS - RUE DE NANCY - 36 PLUS/PLAI/45 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 091 251,00 € TTC	2,61 %	158 932,00 €
	Montant total de la subvention		158 932,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 22 logements PLUS et 14 PLAI situés 2 rue de Nancy - quartier des Alluets à Cormeilles-en-Parisis

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,53%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz

Certification/Label : BEE + RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.640,85 m²
Logements PLAI : 860,9 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLUS : 7,03 €

Logements PLAI : 6,24 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.014.153 € x 2,20 % = 88.311 €
Plafond : 10.000 € x 22 = 220.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.077.098 € x 3,40 % = 70.621 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 004 781,00	100,00%
Total	10 004 781,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	168 000,00	1,68%
Autres subventions publiques	546 000,00	5,46%
Subvention Région PLUS	88 311,00	0,88%
Subvention Région PLAI	70 621,00	0,71%
Emprunt CDC travaux	7 651 087,00	76,47%
Emprunt Action logement	480 000,00	4,80%
Fonds propres	1 000 762,00	10,00%
Total	10 004 781,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048349 - 95 - DEUIL-LA-BARRE - RUE DU CHEMIN DE FER - 58 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	8 115 331,00 € TTC	3,17 %	257 356,00 €
	Montant total de la subvention		257 356,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 35 logements PLUS et 23 PLAI situés 147-151 rue du Chemin de Fer à Deuil-la-Barre

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,32%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Certification/Label : BEE + RT 2012 - 10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 2.100,55 m²
Logements PLAI : 1.063 m²

LOYERS (m² SU valeur septembre 2019)
Logements PLUS : 7,66 €

Logements PLAI : 6,80 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 5.388.458 € x 2,60 % = 140.100 €
Plafond : 10.000 € x 35 = 350.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.726.873 € x 4,30 % = 117.256 €
Plafond : 12.000 € x 23 = 276.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	10 990 149,00	100,00%
Total	10 990 149,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	69 000,00	0,63%
Subvention Etat PLAI	207 000,00	1,88%
Prime spécifique PLAI	27 000,00	0,25%
Subvention EPCI (sollicitée)	58 000,00	0,53%
Autres subventions publiques	990 000,00	9,01%
Subvention Région PLUS	140 100,00	1,27%
Subvention Région PLAI	117 256,00	1,07%
Emprunt CDC travaux	8 175 371,00	74,39%
Emprunt Action logement	120 000,00	1,09%
Fonds propres	1 086 422,00	9,89%
Total	10 990 149,00	100,00%

DOSSIER N° EX048152 - 95 - DEUIL LA BARRE - 280-282-284 RUE D'EPINAY - 26 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 204 592,00 € TTC	5,39 %	118 767,00 €
	Montant total de la subvention		118 767,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative	:	74 RUE JEAN JAURES 59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique	:	Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS et 13 PLAI sis 280-282-284 rue d'Epinay à Deuil-la-Barre

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15,32 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 599,28 m²
Logements PLAI : 577,85 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2019)
Logements PLUS : 8,03 €
Logements PLAI : 7,22 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.122.363 € x 4,70 % = 52.751 €
Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.082.229 € x 6,10 % = 66.016 €
Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 557 808,00	100,00%
Total	3 557 808,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	174 000,00	4,89%
Subvention Région PLUS	52 751,00	1,48%
Subvention Région PLAI	66 016,00	1,86%
Emprunt CDC foncier	1 143 383,00	32,14%
Emprunt CDC travaux	437 754,00	12,30%
Emprunt Action logement	528 000,00	14,84%
Autres emprunts (prêts Booster et PHB de la CDC)	624 000,00	17,54%
Fonds propres	531 904,00	14,95%
Total	3 557 808,00	100,00%

DOSSIER N° EX048485 - 95 - ENGHIEN LES BAINS - DEPART-DE GAULLE-BLANCHE -34 PLUS/PLAI - 79 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 409 671,00 € TTC	3,11 %	199 243,00 €
	Montant total de la subvention		199 243,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 20 logements PLUS et 14 PLAI, sis 2 à 6 rue du Départ, 18 rue du Général de Gaulle et 5 rue Blanche à Enghien-les-Bains

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,79 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : individuel électrique / chaleur eaux grises
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1 436,27 m²
Logements PLAI : 793,74 m²

LOYERS (m² SU valeur décembre 2019)
Logements PLUS : 6.44 €

Logements PLAI : 5,72 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.128.244 € x 2,45 % = 101.142 €
Plafond : 10.000 € x 20 = 200.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.281.427 € x 4,30 % = 98.101 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	25 524 838,00	100,00%
Total	25 524 838,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLAI	268 000,00	1,05%
Prime spécifique PLAI	172 200,00	0,67%
Subvention Commune (attribuée)	600 000,00	2,35%
Autres subventions publiques (subvention PEEC SNCF)	2 242 360,00	8,79%
Subvention Région PLUS	101 142,00	0,40%
Subvention Région PLAI	98 101,00	0,38%
Autres emprunts (CDC)	19 491 794,00	76,36%
Fonds propres	2 551 241,00	10,00%
Total	25 524 838,00	100,00%

DOSSIER N° EX048319 - 95 - LA-FRETTE-SUR-SEINE - CHEMIN DE LA MARDELLE 45 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	6 728 767,00 € TTC	3,83 %	257 828,00 €
	Montant total de la subvention		257 828,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 1001 VIES HABITAT
Adresse administrative : 18 AVENUE D'ALSACE - 92091 LA D FENS
92091 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Philippe BRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 31 logements PLUS et 14 PLAI situés 2 bis Chemin de la Mardelle à La Frette-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 2,20%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat RT 2012 -10%

SURFACES UTILES:
Logements PLUS : 1.726,44 m²
Logements PLAI : 767,68 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2017)
Logements PLUS : 7,34 €

Logements PLAI : 6,52 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 4.653.818 € x 3,40 % = 158.230 €
Plafond : 10.000 € x 31 = 310.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 2.074.949 € x 4,80 % = 99.598 €
Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LA FRETTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	8 560 203,00	100,00%
Total	8 560 203,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	41 000,00	0,48%
Subvention Etat PLAI	214 000,00	2,50%
Surcharge foncière Commune/EPCI (sollicitée)	120 000,00	1,40%
Subvention Région PLUS	158 230,00	1,85%
Subvention Région PLAI	99 598,00	1,16%
Emprunt CDC foncier	1 981 144,00	23,14%
Emprunt CDC travaux	3 815 059,00	44,57%
Emprunt Action logement	1 056 000,00	12,34%
Fonds propres	1 075 172,00	12,56%
Total	8 560 203,00	100,00%

DOSSIER N° EX049080 - 95 - GARGES LES GONESSE - 7-11 RUE JEAN BAPTISTE COROT - 21 PLUS/PLS / 48 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 030 832,00 € TTC	1,74 %	52 814,00 €
	Montant total de la subvention		52 814,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Bruno LUCAS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS et 3 PLS sis 7-11 rue Jean-Baptiste Corot à Garges-lès-Gonesse

Dates prévisionnelles : 11 mars 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux au regard du programme de construction qui s'inscrit dans le cadre du NPNRU n°543 et participe à la reconstitution de l'offre sociale démolie du quartier 'Dame Blanche Nord'

Description :
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Certification/Label : NF Habitat (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES:
Logements PLS : 203,50 m²
Logements PLUS : 1 180,13 m²

LOYERS (m² SU valeur juin 2019)
Logements PLS : 8,13 €

Logements PLUS : 6,90 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 509.883 € x 5 % = 25.494 €
Plafond : 5.000 € x 3 = 15.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.520.949 € x 1,50 % = 37.814 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	7 968 455,00	100,00%
Total	7 968 455,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANRU PLAI	469 800,00	5,90%
Subvention Région PLUS	37 814,00	0,47%
Subvention Région PLS	15 000,00	0,19%
Emprunt CDC foncier	1 058 011,00	13,28%
Emprunt CDC travaux	4 705 674,00	59,05%
Emprunt Action logement	1 092 600,00	13,71%
Autres emprunts (PHBB)	432 000,00	5,42%
Fonds propres	157 556,00	1,98%
Total	7 968 455,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048270 - 95 - JOUY-LE-MOUTIER - RUE DE LA BONNE ENTENTE - 23 PLUS/PLS/37 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 701 139,00 € TTC	2,96 %	79 959,00 €
	Montant total de la subvention		79 959,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	:	33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Société Anonyme
Représentant	:	Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLUS et 11 PLS situés rue de la Bonne Entente à Jouy-le-Moutier

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de relogements dans le cadre de l'opération de démolition-reconstruction

Description :
Taux de logements sociaux : 30,60%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016 / RPLS 2016

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur - géothermie

Certification/Label : NF Habitat HQE RT 2012 -20 %

SURFACES UTILES:

Logements PLUS : 726,23 m²
Logements PLS : 554,2 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 10,68 €
Logements PLUS : 6,89 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 1.141.210 € x 5 % = 57.061 €
Plafond : 5.000 € x 11 = 55.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.559.929 € x 1,60 % = 24.959 €
Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	3 635 105,00	100,00%
Total	3 635 105,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	12 000,00	0,33%
Subvention Région PLUS	24 959,00	0,69%
Subvention Région PLS	55 000,00	1,51%
Emprunt CDC foncier	774 040,00	21,29%
Emprunt CDC travaux	789 807,00	21,73%
Emprunt Action logement	480 000,00	13,20%
Fonds propres	1 499 299,00	41,24%
Total	3 635 105,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX048223 - 95 - PIERRELAYE - 33-37 AVENUE DU GENERAL LECLERC - 24 PLUS/PLAI/PLS / 68 LGTS

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	3 322 922,00 € TTC	2,41 %	80 081,00 €
	Montant total de la subvention		80 081,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur HERVE SILBERSTEIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS, 7 PLAI et 7 PLS sis 33-37 avenue du Général Leclerc à Pierrelaye

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,6 %
Source RPLS 2016 hors PLS

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :
Chauffage/ECS : collectif gaz – PAC
Certification/Label : NF Habitat HQE (RT 2012 -10%)

SURFACES UTILES :
Logements PLS : 446,40 m²
Logements PLUS : 797,58 m²
Logements PLAI : 508,73 m²

LOYERS (m² SU valeur janvier 2018)
Logements PLS : 9,85 €
Logements PLUS : 7,00 €
Logements PLAI : 6,22 €

DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLS
Calcul de la subvention : 834.199 € x 3,40 % = 28.363 €
Plafond : 5.000 € x 7 = 35.000 €

Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 1.516.909 € x 2 % = 30.338 €
Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 971.814 € x 2,20 % = 21.380 €
Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prix de revient prévisionnel de l'opération	5 345 712,00	100,00%
Total	5 345 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat PLUS	10 000,00	0,19%
Subvention Etat PLAI	63 000,00	1,18%
Prime spécifique PLAI	21 000,00	0,39%
Subvention Région PLUS	30 338,00	0,57%
Subvention Région PLAI	21 380,00	0,40%
Subvention Région PLS	28 363,00	0,53%
Emprunt CDC foncier	1 810 447,00	33,87%
Emprunt CDC travaux	1 329 839,00	24,88%
Emprunt Action logement	480 000,00	8,98%
Autres emprunts (prêt PHB 2.0)	216 000,00	4,04%
Fonds propres	1 335 345,00	24,98%
Total	5 345 712,00	100,00%

Annexe 3 - Fiche projet partenariat URHAJ

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° 20004295 - CONVENTION AVEC L'URHAJ EN FAVEUR DU LOGEMENT DES JEUNES - AFFECTATION 2020

Dispositif : Partenariat avec l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ) - Gestion du contingent régional (n° 00000856)
Délibération Cadre : CR2018-024 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 935-54-6574-154005-200
Action : 15400503- Soutien au logement des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Partenariat avec l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ) - Gestion du contingent régional	73 181,00 € TTC	54,66 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : URHAJ ILE-DE-FRANCE UNION REG HABITAT JEUNES ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 166 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick PANNEVEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mobilisation, au titre de l'année 2020, d'une partie du contingent régional de logements sociaux à destination de jeunes de moins de 30 ans

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : nécessité d'engager des dépenses en amont de l'affectation afin d'assurer la continuité des missions.

Description :
La Région, par délibération n° CR 2018-024 du 03/07/2018, a décidé de poursuivre, pour la période 2019-2021, la mobilisation d'une partie de son contingent de droits à désignation afin de faciliter l'accès à un logement locatif social pour les jeunes sortant de foyers de jeunes travailleurs et de résidences sociales.

Ce dispositif répond à un réel besoin de suivi du parcours résidentiel des jeunes passés par l'étape d'une résidence sociale spécifique pour jeunes. Le partenariat engagé entre la Région et l'URHAJ leur permet d'accéder à un logement pérenne.

Pour rappel, la convention prévoit que l'URHAJ assure l'interface entre la Région, les associations gestionnaires de FJT de son réseau et les associations CLLAJ.

L'aide annuelle en fonctionnement de la Région correspond à 60% du coût de l'action dans la limite de 40 000 €.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 73.181 € X 60% = 43.909 €
Montant du plafond = 40 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRES	69 181,00	94,53%
FRAIS ADMINISTRATIFS	4 000,00	5,47%
Total	73 181,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	33 181,00	45,34%
SUBVENTION REGION	40 000,00	54,66%
Total	73 181,00	100,00%

Annexe 4 - Fiches projet modifié

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX035492 - 78 - JUZIERS - RUE DES GRAVIERS/AVENUE DE PARIS - 27 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	1 033 951,00 € TTC	6,10 %	63 071,00 €
	Montant total de la subvention		-10 599,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLAI sis 2, rue des Graviers/149 avenue de Paris à Juziers

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,70%
Source DRIHL Inventaire SRU 2016

Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10 %

Projet initial présenté dans le rapport n°CP 2019-068 du 19 mars 2019 :

Nombre de logements : 10
Surface utile : 558,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.133.384 € x 6,5 % = 73.670 €
Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Projet modifié :
Nombre de logements : 9
Surfaces utiles : 475,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2019 : 6,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.033.951 € x 6,1 % = 63.071 €
Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Montant de subvention à régulariser : -10.599 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- JUZIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 442 012,00	100,00%
Total	1 442 012,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	18 000,00	1,25%
PRIME SPECIFIQUE	57 000,00	3,95%
PRETS CDC	795 592,00	55,17%
PRET 1%	266 878,00	18,51%
FONDS PROPRES	241 471,00	16,75%
SUBVENTION REGION	63 071,00	4,37%
Total	1 442 012,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-214

DOSSIER N° EX035490 - 78 - JUZIERS - RUE DES GRAVIERS/AVENUE DE PARIS - 27 PLUS/PLAI

Dispositif : Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial (n° 00000994)
Délibération Cadre : CR2017-02 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-200
Action : 15400210- Soutien à la production de logements locatifs sociaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la production de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires – Logement familial	2 386 093,00 € TTC	3,80 %	90 672,00 €
		Montant total de la subvention	-31 545,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE 75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS sis 2 rue des Graviers/149 avenue de Paris à Juziers

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification NF Habitat HQE, RT 2012 -10%

Projet initial présenté dans le rapport n°CP 2019-068 du 19 mars 2019 :

Nombre de logements : 24
Surface utile : 1.514,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2018 : 6,82 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS
Calcul de la subvention : 3.055.416 € x 4% = 122.217 €
Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Projet modifié :
Nombre de logements : 18
Surfaces utiles : 1.117,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2019 : 7,39 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLUS
Calcul de la subvention : 2.386.093 € x 3,8 % = 90.672 €
Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Montant de subvention à régulariser : - 31.545 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- JUZIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 327 793,00	100,00%
Total	3 327 793,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	9 000,00	0,27%
PRIME SPECIFIQUE	105 000,00	3,16%
PRETS CDC	2 157 652,00	64,84%
PRETS 1%	480 000,00	14,42%
FONDS PROPRES	485 469,00	14,59%
SUBVENTION REGION	90 672,00	2,72%
Total	3 327 793,00	100,00%

Annexe 5 - Convention de mise à disposition de la Préfecture de Police de Paris de droits de réservation de la Région Ile-de-France au profit des personnels de la police nationale affectés en Ile-de-France

Convention de mise à disposition de la Préfecture de Police de Paris de droits de réservation de la Région Ile-de-France au profit des personnels de la police nationale affectés en Ile-de-France

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L. 441-1 ;
Vu la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 du Conseil régional d'Île-de-France ;
Vu la délibération n° CP 2020-214 du 21 mai 2020 ;

Il est convenu entre :

L'Etat, Ministère de l'Intérieur - Préfecture de Police, 9 boulevard du Palais à Paris 4ème, représenté par Didier LALLEMENT, Préfet de Police, , ci-après dénommé la Préfecture de Police ;

Et la Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil régional, Valérie PÉCRESSE, ci-après dénommée «la Région»,

Ce qui suit :

Préambule

Par délibération du Conseil régional n° CR 2020-006 du 5 mars 2020, la Région a décidé d'ouvrir aux personnels de la police nationale affectés en Ile-de-France les droits de réservation dont elle dispose en contrepartie de ses aides au logement social, afin de contribuer au recrutement et au maintien de ces publics en Ile-de-France.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de la mise à disposition temporaire au profit de la Préfecture de police d'une partie des droits de réservation de la Région dans le parc locatif social, et les conditions de sa mise en œuvre.

Identification des logements mis à disposition

Article 2 : Caractéristiques et localisation des logements concernés

Les logements proposés sont situés sur l'ensemble du territoire de l'Ile-de-France, dans des programmes neufs ou réhabilités.

Il s'agit de logements locatifs sociaux ordinaires de type PLUS, et PLS et logements HLM et assimilés ainsi que des logements intermédiaires de type PLI, essentiellement de petite et moyenne typologie (T1, T2 et T3), et majoritairement situés dans des secteurs géographiques compatibles avec les fonctions exercées par les personnels de la police nationale.

Modalités d'exercice des droits de réservation

Article 3 : Référents en charge de la mise en œuvre de la convention

Les propositions de logements disponibles au titre du contingent régional sont effectuées au nom de la Région par le Pôle Ressources Humaines - Direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social - Service logement – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Elles sont adressées à la Préfecture de Police – Direction des Ressources humaines – Sous-direction de l'Action sociale – Bureau du logement - 9 boulevard du Palais - 75195 Paris cedex 04 qui assure, au nom de l'Etat, la désignation des candidats locataires auprès des commissions d'attribution de logements des bailleurs.

Article 4 : Information sur les vacances de logement

La Région s'engage à informerla Préfecture de police dans les meilleurs délais lorsqu'elle envisage de mettre à sa disposition, dans le cadre de la présente convention, un logement dont la vacance lui a été signalée.

Cette information s'effectue par voie électronique et comprend une fiche descriptive précise du logement comportant au moins :

- la référence du logement dans le système informatique de l'organisme gestionnaire
- si disponible, le numéro RPLS du logement
- la date de libération du logement
- l'adresse du logement
- l'appartenance au contingent du conseil régional
- le type de financement dont a bénéficié le logement
- la typologie du logement
- l'étage auquel il se trouve et la mention de pavillon ou de maison de ville
- la superficie du logement
- le montant du loyer net
- le montant des provisions pour charges
- la présence ou non d'un ascenseur
- le mode de chauffage
- la présence éventuelle d'un parking ainsi que le coût supplémentaire induit

Dans tous les cas, la Région s'assurera que la transmission des informations sur les vacances intervienne dans les délais nécessaires pour permettre l'exercice effectif des propositions de désignation par la Préfecture de Police auprès des commissions d'attribution de logements des bailleurs.

Article 5 : Proposition ou désignation des ménages en vue de l'attribution du logement

Pour la mise en œuvre de la convention, la Préfecture de Police s'engage à proposer ou à désigner sur les logements relevant de la présente convention des ménages répondant aux critères réglementaires d'attribution prévus au CCH, et répondant aux critères établis à l'article 6 ci-après.

Les modalités de proposition ou de désignation de ménages en vue de l'attribution des logements concernés par la présente convention seront identiques à celles actuellement en vigueur pour les logements relevant du contingent de la Préfecture de police.

Identification des ménages éligibles aux logements mis à disposition de la Préfecture de Police

Article 6 : Ménages éligibles aux logements mis à disposition par la Région

Sont éligibles aux logements mis à disposition par la Région les personnels de la police nationale affectés en Ile-de-France, répondant aux conditions réglementaires d'accès au logement social et au logement intermédiaire.

Dans le cas où la Préfecture de Police ne trouverait pas de candidat répondant à ces critères, du fait notamment de la localisation, du montant du loyer ou des caractéristiques du logement, elle remet ces logements à disposition de la Région. Dans ce cas, elle informe la Région dans les meilleurs délais par voie électronique de cette remise à disposition.

Dispositions relatives au suivi de la convention

Article 7 : Modalités d'évaluation du dispositif

La convention fera l'objet d'une évaluation annuelle.

A ce titre, la Préfecture de Police transmet à la Région, un bilan indiquant :
- le nombre de logements mis à sa disposition,
- le nombre de ménages éligibles présentés ou désignés aux commissions d'attribution des bailleurs,
- le nombre de logements rendus à la Région faute de candidats,
- les suites données aux candidatures proposées par la Préfecture de Police,
- le nombre de ménages éligibles effectivement relogés sur les logements mis à disposition.

Disposition diverses

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Elle est conclue pour une durée minimale d'un an et se renouvelle par tacite reconduction par période annuelle.

Article 9 : Révision et résiliation de la convention

La présente convention pourra être révisée à la demande de l'une ou l'autre des parties par voie d'avenant.

De même, toute disposition législative ou réglementaire susceptible de modifier les termes de la présente convention sera prise en compte par les signataires et fera l'objet d'un avenant.

La résiliation de la présente convention et de ses éventuels avenants pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois.

Article 10 : Information des partenaires

La Région informera les organismes gestionnaires des logements concernés par la présente convention de son entrée en vigueur et apportera en tant que de besoin son appui aux services de la Préfecture de Police à l'égard des organismes qui ne donneraient pas suite aux propositions ou désignations émanant de sa part.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux.

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	**Le Préfet de police de Paris**
Valérie PECRESSE	**Didier LALLEMENT**

Annexe 6 - Convention de mise à disposition du Ministère de la Justice de droits de réservation de la Région Ile-de-France au profit des surveillants pénitentiaires affectés en Ile-de-France

Convention de mise à disposition du Ministère de la Justice de droits de réservation de la Région Ile-de-France au profit des surveillants pénitentiaires affectés en Ile-de-France

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L. 441-1 ;
Vu la délibération n° CR 2020-006 du 5 mars 2020 du Conseil régional d'Île-de-France ;
Vu la délibération n° CP 2020-XX du

Il est convenu entre :

L'Etat, Ministère de la Justice – Délégation interrégionale Paris Ile-de-France - Secrétariat Général - Rue des Palombes - BP 54 - 91600 Savigny-sur-Orge, représenté par XXXX ci-après dénommé le « Ministère de la Justice » ;

Et la Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil régional, Valérie PÉCRESSE, ci-après dénommée «la Région»,

Ce qui suit :

Préambule

Par délibération du Conseil régional n° CR 2020-006 du 5 mars 2020, la Région a décidé d'ouvrir au personnel des surveillants pénitentiaires du Ministère de la Justice affectés en Ile-de-France, les droits de réservation dont elle dispose en contrepartie de ses aides au logement social, afin de contribuer au recrutement et au maintien de ces publics en Ile-de-France.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de la mise à disposition temporaire au profit du Ministère de la Justice d'une partie des droits de réservation de la Région dans le parc locatif social, et les conditions de sa mise en œuvre.

Identification des logements mis à disposition

Article 2 : Caractéristiques et localisation des logements concernés

Les logements proposés sont situés sur l'ensemble du territoire de l'Ile-de-France, dans des programmes neufs ou réhabilités.

Il s'agit de logements locatifs sociaux ordinaires de type PLAI, PLUS, et PLS et logements HLM et assimilés ainsi que des logements intermédiaires de type PLI, majoritairement situés dans des secteurs géographiques compatibles avec les fonctions exercées par les surveillants pénitentiaires.

Modalités d'exercice des droits de réservation

Article 3 : Référents en charge de la mise en œuvre de la convention

Les propositions de logements disponibles au titre du contingent régional sont effectuées au nom de la Région par le Pôle Ressources Humaines - Direction du bien-être au travail, de l'action sociale et du dialogue social - Service logement – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Elles sont adressées au Ministère de la Justice – Délégation interrégionale Paris Ile-de-France - Secrétariat Général - Rue des Palombes - BP 54 - 91600 Savigny-sur-Orge, représenté par XXX, qui assure, au nom de l'Etat, la désignation des candidats locataires auprès des commissions d'attribution de logements des bailleurs.

Article 4 : Information sur les vacances de logement

La Région s'engage à informer le Ministère de la Justice dans les meilleurs délais lorsqu'elle envisage de mettre à sa disposition, dans le cadre de la présente convention, un logement dont la vacance lui a été signalée.

Cette information s'effectue par voie électronique et comprend une fiche descriptive précise du logement comportant au moins :

- la référence du logement dans le système informatique de l'organisme gestionnaire
- si disponible, le numéro RPLS du logement
- la date de libération du logement
- l'adresse du logement
- l'appartenance au contingent du conseil régional
- le type de financement dont a bénéficié le logement
- la typologie du logement
- l'étage auquel il se trouve et la mention de pavillon ou de maison de ville
- la superficie du logement
- le montant du loyer net
- le montant des provisions pour charges
- la présence ou non d'un ascenseur
- le mode de chauffage
- la présence éventuelle d'un parking ainsi que le coût supplémentaire induit

Dans tous les cas, la Région s'assurera que la transmission des informations sur les vacances intervienne dans les délais nécessaires pour permettre l'exercice effectif des propositions de désignation par le Ministère de la Justice auprès des commissions d'attribution de logements des bailleurs.

Article 5 : Proposition ou désignation des ménages en vue de l'attribution du logement

Pour la mise en œuvre de la convention, le Ministère de la Justice s'engage à proposer ou à désigner sur les logements relevant de la présente convention des ménages répondant aux critères réglementaires d'attribution prévus au CCH, et répondant aux critères établis à l'article 6 ci-après.

Les modalités de proposition ou de désignation de ménages en vue de l'attribution des logements concernés par la présente convention seront identiques à celles actuellement en vigueur pour les logements relevant du contingent du Ministère de la Justice.

Identification des ménages éligibles aux logements mis à disposition du Ministère de la Justice

Article 6 : Ménages éligibles aux logements mis à disposition par la Région

Sont éligibles aux logements mis à disposition par la Région les surveillants pénitentiaires en Ile-de-France et répondant aux conditions réglementaires d'accès au logement social.

Dans le cas où le Ministère de la Justice ne trouverait pas de candidat répondant à ces critères, du fait notamment de la localisation, du montant du loyer ou des caractéristiques du logement, il remet ces logements à disposition de la Région. Dans ce cas, il informe la Région dans les meilleurs délais par voie électronique de cette remise à disposition.

Dispositions relatives au suivi de la convention

Article 7 : Modalités d'évaluation du dispositif

La convention fera l'objet d'une évaluation annuelle.

A ce titre, le Ministère de la Justice transmet à la Région, un bilan indiquant :
- le nombre de logements mis à sa disposition,
- le nombre de ménages éligibles présentés ou désignés aux commissions d'attribution des bailleurs,
- le nombre de logements rendus à la Région faute de candidats,
- les suites données aux candidatures proposées par le Ministère de la Justice,
- le nombre de ménages éligibles effectivement relogés sur les logements mis à disposition.

Disposition diverses

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Elle est conclue pour une durée minimale d'un an et se renouvelle par tacite reconduction par période annuelle.

Article 9 : Révision et résiliation de la convention

La présente convention pourra être révisée à la demande de l'une ou l'autre des parties par voie d'avenant.

De même, toute disposition législative ou réglementaire susceptible de modifier les termes de la présente convention sera prise en compte par les signataires et fera l'objet d'un avenant.

La résiliation de la présente convention et de ses éventuels avenants pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois.

Article 10 : Information des partenaires

La Région informera les organismes gestionnaires des logements concernés par la présente convention de son entrée en vigueur et apportera en tant que de besoin son appui aux services du Ministère de la Justice à l'égard des organismes qui ne donneraient pas suite aux propositions ou désignations émanant de sa part.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux.

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Le Ministère de la Justice

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-172

DU 27 MAI 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP - 3ÈME AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants.

VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 modifiée relative à « la politique sociale régionale » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi :100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-090 du 16 mars 2018 délégation au handicap 2ème affectation pour 2018 - appel à projets « aidants » et attribution de subventions ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH, 5ème affectation pour 2018 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-172 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance», au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **8** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **610 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **610 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2020.

Article 2 : Soutien dans le cadre du dispositif «Projets annuels en fonctionnement en faveur des personnes en situation de handicap »

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels en fonctionnement en faveur des personnes en situation de handicap », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **15 000 €** au titre du budget 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », l'action 14200304 « fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2020.

Article 3 : Désaffectation de subvention

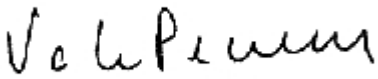
Désaffecte une autorisation de programme de **74 250,31 €** sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 01 « Etablissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap», consécutive à la résiliation de la convention n°18002482 passée entre la Région Ile de France et l'association Ebullescence suite au vote d'une subvention de 100 000 € en commission permanente CP 2018-090 du 16 mars 2018.

Article 4 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la

délibération, par dérogation aux articles 17 et 29 alinéa 3 à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 27 mai 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 27 mai 2020 (référence technique : 075-237500079-20200527-lmc179813-DE-1-1) et affichage ou notification le 27 mai 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : fiches projets investissement

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° EX048445 - Achat d'un véhicule pour le Centre de Réadaptation Professionnelle située au 1, rue de l'Ermitage SOISY-SUR-SEINE (91).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-204182-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	24 631,00 € TTC	40,60 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUBLIC NATIONAL A KOENIGSWARTER
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ERMITAGE 91450 SOISY SUR SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public National Administratif
Représentant : Madame VALERIE FOUTEL

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : achat d'un véhicule pour le Centre de Réadaptation Professionnelle située au 1, rue de l'Ermitage SOISY-SUR-SEINE (91).

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le CRP souhaitant mettre en œuvre, début 2020 , son nouveau dispositif il a du procédé à la commande de son véhicule en urgence avant la date de la commission permanente.

Description :
L'Etablissement Public National Antoine KONIGSWARTER (EPNAK) a été fondé le 4 Mai 1887 par décret à la suite d'un legs d'un riche banquier, Antoine KONIGSWARTER. L'EPNAK accompagne des personnes en situation de handicap dans une logique inclusive pour permettre à chacun d'exercer sa pleine citoyenneté. Il est le 2ème acteur national de la réadaptation professionnelle. L'EPNAK gère des établissements et services dédiés à l'accompagnement vers l'emploi des personnes en situation de handicap. Ainsi il gère le Centre de Réadaptation Professionnelle (CRP) de Soisy sur Seine dans l'Essonne.
L'établissement souhaite développer un nouveau dispositif « La prépa jeunes » qui aura pour objectif d'accompagner à l'emploi en milieu ordinaire 10 à 12 jeunes de 16 à 25 ans en situation de handicap, issus d'établissements d'éducation spécialisée (Institut Médico-Professionnel, Institut Thérapeutique,

Educatif et Pédagogique), ou sortant sans solution d'Unités localisées pour l'inclusion scolaire, de collèges ou de lycées, suivis ou non par le service public de l'emploi ou tout autre association. Ce dispositif sera ensuite développé dans les autres établissements de l'EPNAK. Pour mener à bien son projet le CRP doit acquérir un véhicule de service à carburation propre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- SOISY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicules à carburation propre ou adapté TPMR	24 631,00	100,00%
Total	24 631,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	40,60%
Fonds propres	14 631,00	59,40%
Total	24 631,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° EX048145 - Les Bullotins Création d'une crèche inclusive et adaptée aux enfants avec TND (Autisme, TDAH, Dys) à la Garenne Colombes (92)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	903 900,00 € TTC	33,19 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SAS MISSION SOCIALE LES BULLOTINS
Adresse administrative	: 40 RUE ALBERT THOMAS 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société par Actions Simplifiées
Représentant	: Madame VIRGINIE BOUSTOULLER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la première crèche française inclusive et adaptée aux enfants avec TND (Autisme, TDAH, Dys)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Tous les agréments CAF et département sont établis pour une ouverture en juin 2020, il est donc urgent de prendre les dépenses en compte à partir du 1er mars, date de début des travaux.

Description :
La SAS Les Bullotins est une société à mission, au sens de l'article L210-10 du code du commerce. Une société à mission désigne les nouvelles formes de sociétés commerciales qui se définissent statutairement, en plus du but lucratif, une finalité d'ordre social ou environnemental.
Les objectifs sociaux que la société se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité sont notamment de contribuer au développement d'une offre d'accompagnement précoce adaptée aux enfants neuroatypiques pour permettre au plus grand nombre d'être inclus dans la société en facilitant l'accès à une scolarité classique ainsi qu'aux activités sportives, artistiques, culturelles etc.

L'objectif des deux co-fondatrices (Aliénor Comier, psychologue clinicienne et Virginie Boustouller, art-thérapeute) est de proposer une méthode de développement de la personne autiste par l'imitation et le sensoriel, par l'éveil et l'échange (méthode DAISEE), la formation et la recherche.

Il s'agit d'un projet inédit : ouvrir un réseau de structures pour les enfants de 18 mois à 6 ans, présentant des troubles du neuro-développement. Le principe du projet est d'accompagner ces enfants le plus tôt possible afin que l'inclusion en crèche traditionnelle ou à l'école maternelle soit plus facile.
Dès le pré-diagnostic posé par un médecin, un dossier MDPH est instruit, l'enfant est accueilli au sein de la crèche « Les Bullotins » et un PAI (projet d'accueil individualisé) est alors mis en place par le médecin de la crèche sans attendre un diagnostic posé souvent trop tardivement (actuellement entre les 3 et 6 ans de l'enfant).
En effet, l'intervention précoce est perçue comme la clé d'un parcours de vie plus autonome en évitant les sur-handicaps.

La crèche «Les Bullotins » propose un lieu d'accueil ouvert à tous où chaque enfant, qu'il soit avec ou sans handicap, pourra être accueilli, en respectant ainsi la loi de 2005 sur le handicap. La crèche inclusive accueillera 80% d'enfants avec troubles et 20% sans trouble.

Tous les professionnels qui interviennent dans la crèche « Les Bullotins » sont formés aux Troubles du Neuro-Développement et au programme inclusif DAISEE, permettant une cohésion du travail d'équipe et une attitude commune rassurante pour l'enfant.

Ce modèle innovant permet de réduire les coûts engendrés pour les familles par les prises en charge extérieures et apporte du répit aux parents.

La subvention proposée vise à l'aide en investissement pour la création de cet espace à la Garennes Colombes. Ce projet bénéficiera notamment d'une aide à l'investissement de la CAF, d'une aide du département des Hauts de Seines avec une majoration du tarif horaire pour le handicap, afin de permettre l'accessibilité pour tous et d'une Délégation de Service Public (DSP) pour l'achat de berceaux par la ville de La Garenne Colombes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans le règlement d'intervention en répondant au critère de dépistage précoce des troubles du neuro-développement.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	94 520,40	10,46%
Travaux et charges afférentes	664 905,60	73,56%
Equipements	144 474,00	15,98%
Total	903 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	33,19%
Emprunt	300 000,00	33,19%
Fonds propres	150 000,00	16,59%
Autres subventions publiques (préciser)	153 900,00	17,03%
Total	903 900,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° EX048222 - Création d'une plate-forme passerelle entre adolescents et adultes présentant des troubles de l'autisme située 11, rue André Bollier à Saint-Maur-des-Fossés (94).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	526 489,00 € TTC	28,49 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AIME 77 AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES
Adresse administrative	: PL DE LA MAIRIE 77600 BUSSY SAINT GEORGES
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Nathalie DOUSSINEAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une plate-forme passerelle entre adolescents et adultes présentant des troubles de l'autisme située 11, rue André Bollier à Saint-Maur-des-Fossés (94).

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de l'obligation d'ouvrir son nouvel espace à la rentrée scolaire 2021 l'association a dû commencer en urgence ses travaux afin d'ouvrir dans de bonne condition.

Description :
Autisme Intégration par Méthodes Educatives 77 (AIME77) est une association créée en 2007 par des parents d'enfants porteurs d'un trouble du spectre autistique dont le but est de donner aux enfants autistes et/ou ayant des troubles du spectre autistique (TSA) et à leur famille toutes les chances de s'intégrer dans la vie sociale et d'avoir une vie digne et sereine, en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de Santé (HAS).
L'association gère depuis 2016 le pôle 94 qui était au départ une école parentale avec 4 enfants et avait un statut expérimental. Celle-ci était jusqu'à présent hébergée dans un local de 80 m². Cette petite surface ne lui permet plus de développer de nouveaux projets. Aussi grâce à la commune de Saint-Maur-des-Fossés, une extension de surface a été effectuée.
Le projet proposé est la création d'une plateforme-passerelle éducative, préprofessionnelle culturelle et sportive. Cette dernière favorisera la transition entre le dispositif enfant proposé et la vie d'adulte des

jeunes accueillis par le biais d'ateliers et de mise en situation.
Ce nouvel espace aura le statut d'Institut Médico Educatif (IME).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.
et La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	454 360,00	86,30%
Achats équipements et fournitures diverses	59 589,00	11,32%
Achat de véhicules à carburation propre ou adapté TPMR	12 540,00	2,38%
Total	526 489,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	28,49%
Subvention et aide privée (attribuée)	79 800,00	15,16%
Fonds propres	51 152,00	9,72%
Emprunt	147 000,00	27,92%
Autres recettes (préciser)	98 537,00	18,72%
Total	526 489,00	100,00%

DOSSIER N° EX048423 - Création d'une unité de vie de cinq places situé au 32, rue du laiton à SAVIGNY-LE-TEMPLE (77).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	669 748,00 € TTC	15,53 %	104 000,00 €
	Montant total de la subvention		104 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: ALVE UNAFAM ASS LIEUX VIE ESSONNIENS UNION NAT AMIS
Adresse administrative	: 8 RUE DU BAS COUDRAY 91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame GAELLE RENARD, Responsable financier

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une unité de vie de cinq places situé au 32, rue du laiton à SAVIGNY-LE-TEMPLE (77).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 mai 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Accompagnement Lieux De Vie Entraide (ALVE) » créée en mars 1991, gère, en France, 17 établissements et services en direction de personnes vivant avec des troubles psychiques. Parmi ses établissements et services, elle en gère neuf sur les départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne. Ainsi elle gère un foyer de vie « La Maison du Ginkgo » sur la commune de Savigny-le-Temple qui accueille 19 adultes. L'équipe du Ginkgo souhaite, afin de répondre au mieux aux besoins des résidents les plus jeunes, créer une unité indépendante de 5 places.
Cette extension est un intermédiaire entre l'hébergement collectif et le logement individuel. Cette formule permettra à ces personnes de vivre de façon autonome tout en bénéficiant de l'accompagnement d'une équipe éducative sur place. Cette extension sera donc une petite unité de vie de « la Maison du Ginkgo ». Cette dernière comprendra 5 chambres, dotées chacune d'une salle d'eau, WC et d'une petite cuisine, des espaces collectifs, un espace salon avec télévision, un espace entretien, une buanderie et un cellier. Il est proposé ici de participer au financement des travaux, d'achat d'équipements. Ce projet s'inscrit dans le règlement d'intervention en matière de handicap et de dépendance par sa dimension

d'accompagnement renforcé pour le maintien à domicile.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	633 748,00	94,62%
Achats équipements et fournitures diverses	36 000,00	5,38%
Total	669 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	104 000,00	15,53%
Subvention Département (sollicitée)	82 500,00	12,32%
Emprunt	483 248,00	72,15%
Total	669 748,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° EX048479 - Achat d'un véhicule de transport adapté pour une association favorisant l'inclusion par le loisir dans le département de l'Essonne.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	16 000,00 € TTC	50,00 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MA ROUE LIBRE
Adresse administrative : 03 RUE DE LA BOULETTERIE
91830 AUVERNAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICKAEL HUNEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Achat d'un véhicule de transport adapté pour une association favorisant l'inclusion par le loisir dans le département de l'Essonne.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'activité de loisir nature de l'association doit débuter pendant les vacances scolaires de printemps. Ainsi elle a pris plusieurs engagements avec des établissements médico-sociaux pour mettre en place ses activités. Elle doit donc acquérir de façon urgente son véhicule pour pouvoir répondre à ses derniers.

Description :
L'association « ma roue libre » a pour but d'améliorer la réponse apportée aux besoins des personnes en situation de handicap et de leur famille en matière de loisir. Elle développe des actions de loisirs, de sports, en direction de personnes en situation de handicap du département de l'Essonne en privilégiant la mixité et offrant des loisirs inclusifs à ses membres. Elle fournit du matériel de loisirs adaptés, des fauteuils tout-terrains électriques. Aussi l'association souhaite acquérir un véhicule de transport afin de lui permettre de transporter les personnes à mobilité réduite vers ces divers lieux d'activités. Il est donc proposé ici de participer au financement de ce véhicule.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicules adapté TPMR	16 000,00	100,00%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 000,00	50,00%
Fonds propres	8 000,00	50,00%
Total	16 000,00	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° EX048503 - Acquisition d'un véhicule adapté pour les délégations du Val-d'Oise et des Yvelines de l'association APF France handicap.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	54 900,00 € TTC	18,21 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: APF FRANCE HANDICAP
Adresse administrative	: 17 BD AUGUSTE BLANQUI 75013 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur ALAIN ROCHON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour les délégations du Val-d'Oise et des Yvelines de l'association APF France handicap.

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 juillet 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Association des paralysés de France (APF) dénommée maintenant APF France Handicap a été créée en avril 1933. Elle a pour but principal la représentation, la défense et le soutien à titre collectif et individuel des personnes en situation de handicap, et la lutte contre les discriminations. Pour ce faire, l'association France handicap est présente par le biais de ses délégations sur l'ensemble du territoire français. Ainsi les délégations du Val-d'Oise et des Yvelines souhaitent pouvoir acquérir un nouveau véhicule adapté. En effet, celui qu'elles possèdent est ancien et vétuste. Ce véhicule permettra aux deux délégations de poursuivre de façon efficiente leurs actions (sortie, séjour, activités accompagnement).Il est donc proposé ici de participer au financement de ce véhicule.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule adapté	54 900,00	100,00%
Total	54 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	18,19%
Fonds propres	44 990,00	81,81%
Total	54 990,00	100,00%

DOSSIER N° EX048601 - Acquisition d'un véhicule adapté pour la MAS située au 2, rue des Arches A NANTEAU SUR LUNAIN (77).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	32 461,46 € TTC	30,81 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG
Adresse administrative	:	VAL RIE YVARS 75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Jean ARIBAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour la MAS située au 2, rue des Arches A NANTEAU SUR LUNAIN (77).

Dates prévisionnelles : 27 mai 2020 - 27 avril 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation COS Alexandre GLASBERG gère, sur toute la France, des établissements et services sanitaires et médico-sociaux en direction de trois publics. Ainsi, l'association dispose de 1 930 places et lits en direction des personnes âgées, 1 337 places en direction des personnes en situation de précarité et 1 008 lits et places en direction des personnes en situation de handicap.
La Fondation COS gère notamment une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) sur la commune de Nanteau-sur-Lunain en Seine-et-Marne. Celle-ci accueille 45 adultes présentant un lourd handicap moteur. Compte tenu de la dépendance des personnes accueillies et afin d'inscrire celles-ci dans un réseau de vie sociale dans la cité, la MAS souhaite acquérir un véhicule adapté permettant le transport des personnes qu'elle accompagne. C'est l'objet de cette présente demande

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- NANTEAU-SUR-LUNAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicules à carburation propre ou adapté TPMR	32 461,46	100,00%
Total	32 461,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	30,81%
Fonds propres	22 461,46	69,19%
Total	32 461,46	100,00%

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° EX049019 - Acquisition de deux véhicules frigorifiques à carburation propre pour l''ESAT « le Colibri » situé au 58, Rue du Dessous des Berges à Paris XIIIe.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	36 000,00 € TTC	50,00 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: OEUVRE FALRET
Adresse administrative	: 49 RUE ROUELLE 75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Philippe FABRE-FALRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de deux véhicules frigorifiques à carburation propre pour l''ESAT « le Colibri » situé au 58, Rue du Dessous des Berges à Paris XIIIe.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la spécificité des véhicules et pour ne pas mettre en péril l'activité de cet établissement l'association a dû procéder à la commande de ces véhicules en urgence avant la date de la commission permanente.

Description :
L'association dite « œuvre FALRET » est créée en 1841 et reconnues d'utilité publique le 16 mars 1849. Elle est devenue une fondation en 2013. La fondation « œuvre FALRET » accompagne des personnes souffrant de troubles psychiques ou en difficultés psycho-sociales. Ainsi à travers ses 43 établissements et services elle accompagne près de 3000 personnes souffrant de troubles psychiques. Parmi ces établissements et services elle gère l'Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « le Colibri » située dans le 13e arrondissement de Paris. Cet établissement permet à des adultes en situation de handicap de se former aux métiers de la restauration et du portage de repas en exerçant leur activité professionnelle dans un cadre de travail protégé.
Ainsi, pour mener à bien son activité de traiteur l'ESAT souhaite acquérir deux véhicules frigorifiques à carburation propre pour lui permettre de transporter vers ses prestataires les repas confectionnés en son sein.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de deux véhicules frigorifiques	36 000,00	100,00%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 000,00	50,00%
Fonds propres	18 000,00	50,00%
Total	36 000,00	100,00%

Annexe 2 : Fiche projet en fonctionnement

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-172

DOSSIER N° 20007143 - création d'une plateforme d'urgence covid19 « droits des personnes en situation de handicap ».

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	34 552,00 € TTC	43,41 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DROIT PLURIEL
Adresse administrative : 46 QUAI DE JEMMAPES
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FABIENNE SERVAN-SCHREIBER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une plateforme d'urgence covid19 « droits des personnes en situation de handicap ».

Dates prévisionnelles : 20 avril 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant de la création d'une plateforme d'urgence covid19 devant être mise en place le 20 avril 2020, il est urgent de prendre en compte les dépenses à partir de cette date.

Description :
Le confinement lié au Covid-19 et ses suites immédiates posent de nombreuses questions de droit aux personnes en situation de handicap. Le manque d'accessibilité des réponses existantes laisse les personnes concernées sans solutions ni interlocuteurs. Par ailleurs, les réponses existantes telles que les plates-formes et numéros d'urgence ne sont pas accessibles à tous.

Droit Pluriel, association reconnue d'intérêt général et identifiée sur les questions reliant droit et handicap, se trouve donc actuellement très largement sollicitée et met en oeuvre un projet de plateforme d'urgence afin d'offrir une solution structurée à un public déjà fragile et en difficulté pour avoir accès aux informations.

Ce projet s'inscrit dans un partenariat entre Droit Pluriel et le Conseil National des Barreaux (CNB) et l'Ordre des avocats de Paris permettant à l'équipe de Droit Pluriel de faire face à toutes les demandes émanant des personnes handicapées, tout handicap confondu et résidant sur tout le territoire, grâce au soutien d'une équipe d'avocats compétents dans toutes les spécialités du droit venant en renfort des juristes de l'association.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coordinateur ETP	6 750,00	19,54%
2 juristes ETP	15 000,00	43,41%
charges patronales	8 016,00	23,20%
Interprétariats LSF	3 936,00	11,39%
frais communication et mise en place de la plateforme	850,00	2,46%
Total	34 552,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
mécènes	12 726,00	36,83%
OCIRP	6 826,00	19,76%
Région idf	15 000,00	43,41%
Total	34 552,00	100,00%

Envoyé en préfecture le 11/05/2020
Reçu en préfecture le 11/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_98-AR

ARRETE N°2020- 98 du 11 mai 2020
portant composition du comité technique
de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 relative aux instances statutaires et élections professionnelles ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile-de-France du 6 décembre 2018 et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU La démission de Monsieur Jacqui GUEHENNEUX et son remplacement par madame Isabelle REVERDY pour la CGT;

SUR la proposition du Directeur Général des Services.

Envoyé en préfecture le 11/05/2020
Reçu en préfecture le 11/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_98-AR

îledeFrance

ARRETE

Article 1er : La composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

- **Représentants de la collectivité**

Titulaires :

- Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. Othman NASROU, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle ressources humaines
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint chargé du pôle achats, performance, commande publique juridique
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle ressources humaines
- M. Cédric ARCOS, directeur des solidarités, de la sécurité et de la modernisation, direction générale des services
- Mme Marlène GERMAIN, inspectrice générale au service de l'inspection
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint chargé du pôle lycées
- Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines
- M. Paul BERARD, directeur général adjoint chargé du pôle finances
- Mme Catherine ODIN, déléguée territoriale, mission développement économique territorial et des compétences.

Suppléants :

- Mme Marion ZALAY, directrice générale adjointe du pôle cohésion territoriale
- M. Didier JEAN, adjoint au directeur général adjoint du pôle affaires européennes, coopération internationale et tourisme
- Mme Sarah KOWAL, adjointe au directeur général adjoint du pôle lycées chargée des partenariats économiques, de la maîtrise d'ouvrage et du patrimoine du pôle lycées
- M. Olivier DENERT, directeur de l'aménagement du pôle cohésion territoriale
- Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, directeur général adjoint du pôle transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseaux
- M. Jacques ROGEL, adjoint au directeur général adjoint du pôle développement économique, emploi et formation
- Mme Alexa GUENA-ANDERSSON, directrice de la comptabilité du pôle finances
- M. Laurent VILMIN, directeur de l'audit externe et du contrôle de gestion du pôle finances
- Mme Valérie BERGER, directrice des sports, des loisirs et de la jeunesse, direction générale des services

Envoyé en préfecture le 11/05/2020
Reçu en préfecture le 11/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_98-AR

- M. Charles-Edouard ESCURAT, directeur des achats du pôle achats performance commande publique juridique
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du pôle ressources humaines
- M. Guillaume AUBIN, directeur adjoint de la transformation et responsable de la mission Administration, pilotage et projets transverses pôle ressources humaines
- Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines
- Mme Laurie PRAT, directrice adjointe de l'audit, contrôle externe, systèmes d'information et chef du service contrôle de gestion des systèmes d'information du pôle finances
- Mme Pauline SCHAMING, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines

- **Représentants du personnel**

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- Mme Maëva BALLON
- M. Julien FEUILLE
- Mme Fabienne PAIRE
- Mme Sabrina JULLIARD

Suppléants :

- M. Dominique MARE
- Mme Elise DAUSSY
- Mme Myriam KESSOUS
- Mme Isabelle REVERDY

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- Mme Michèle FUMA
- Mme Chrystelle FERRIER
- Mme Lydiane LAPORTE

Suppléants :

- M. Patrice CAUNET
- M. Eddy TENDAVARAYEN
- M. Modibo DIARRA

. Syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (SYNPER IDF)

Envoyé en préfecture le 11/05/2020
Reçu en préfecture le 11/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_98-AR

Titulaires :

- M. Vincent CALLIES
- Mme Léa EL OURAOUI
- M. Abdelaatik AHIZOUNE

Suppléants :

- Mme Korotoumou DIAGOURAGA
- Mme Mandume MONZALI
- Mme Illiene MICHAUD

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- Mme Danielle PAWLUK
- M. Fabrice DELANGRE

Suppléants :

- Mme Anne LE RHUN-HABIB
- Mme Cécile TRACLET

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Cyril RIGAUDIERE

Suppléant :

- Mme Dominique HUSBANDS

. Syndicat SUD EDUCATION

Titulaire :

- Mme Valérie JOUFFROY

Suppléant :

- M. Jacques ALEXIS

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

Envoyé en préfecture le 11/05/2020
Reçu en préfecture le 11/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_98-AR

- M. Brunel LORNE

Suppléant :

- M. Patrick ETENNA

Article 2 : Le comité technique est présidé par Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France. En son absence, la présidence est assurée par Madame CIUNTU, vice-présidente en charge des lycées et de l'administration générale ou par Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social, ou par M. Jean-François LEGARET, conseiller régional ou par M. Othman NASROU, conseiller régional

Article 3 : L'arrêté n°2020-19 du 20 janvier 2020 portant composition du comité technique de la Région Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur Général des Services

David BONNEAU



La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Envoyé en préfecture le 13/05/2020
Reçu en préfecture le 13/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200511-2020_99-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-99

Portant modification de l'arrêté de renouvellement de capacité d'accueil délivré à l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)

du Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne (CH SUD 77)
55 boulevard du Maréchal Joffre – 77305 Fontainebleau cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n°19-279 du 10 octobre 2019 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne pour une période de six mois ;
VU l'arrêté n° 2020-87 du 14 avril 2020 portant prolongation du renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation en soins infirmiers du Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne jusqu'au 10 octobre 2024 ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande reçu le 27 mars 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France du 6 avril 2020 ;

Article 1

Dans l'article 1 de l'arrêté n° 2020-87 du 14 avril 2020 susvisé, est ajoutée l'adresse du site de l'institut de formation : 80 route de Valvins à Samois-sur-Seine (77920).

Fait à Paris en 3 exemplaires
Le 11 mai 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/05/2020
Reçu en préfecture le 15/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200514-2020_100-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-100
du 14 mai 2020

portant délégations de signature
du Pôle Juridique, Achats, Donnée

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/05/2020
Reçu en préfecture le 15/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200514-2020_100-AR

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- à partir du 18 mai 2020, Monsieur Vincent DESCHAMPS, Directeur des Achats, dans les limites des attributions de la Direction des Achats ;
- Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, dans les limites des attributions de la Direction de la Commande Publique ;
- Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, dans les limites des attributions de la Direction Juridique ;
- Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, dans les limites des attributions de la Direction de la Donnée, du Numérique et Smart Région.

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Madame Bénédicte BERNIER, Coordinatrice administrative, à l'effet de signer les formulaires de demande de certificats électroniques de signature ainsi que les fiches d'intervention et les actes de constatation de service fait afférents.

Direction des Achats

Article 4 :

Délégation permanente est donnée, à partir du 18 mai 2020, à Monsieur Vincent DESCHAMPS, Directeur des Achats, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 3, à Madame Pascale BOURGEOIS, Chef du service achats généraux, communication et prestations de service, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 3, à Monsieur Marouane ASKRI, Chef du service achats de travaux et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 3, à Monsieur Mehdi NECIB, Chef du service achats formation, conseil, numérique et équipements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 15/05/2020
Reçu en préfecture le 15/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200514-2020_100-AR

Direction de la Commande Publique

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7, à Monsieur Cédric BRESOLIN, Chef du service Conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7, à Monsieur Philippe CHAVEROT, Chef du service CAO, jurys et contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7, à Madame Véronique DUPUIS, Chef du service passation des marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7, à Monsieur Norbert DELAUNE, Chef du service marchés de construction et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 7, à Monsieur Steven ZIAJA, Chef du service marchés de fournitures services et formation professionnelle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 15/05/2020
Reçu en préfecture le 15/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200514-2020_100-AR

Direction juridique

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 13, à Monsieur Alexandre NAIT, Chef du service contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 16 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre NAIT, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 14, à Monsieur Nicolas DEMARCHE, Chef de service adjoint contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions du service.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 13, à Madame Sophie BELLARD-LUCATS, Chef du service Conseils et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Direction de la Donnée, Numérique et Smart Région

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 19 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 17, à Monsieur Antoine CARETTE, Directeur adjoint de la Donnée, du Numérique et Smart Région, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions de la direction.

Article 20 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2020-06 du 7 janvier 2020.

Envoyé en préfecture le 15/05/2020
Reçu en préfecture le 15/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200514-2020_100-AR

Article 21 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200518-2020_101-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-101
du 18 mai 2020

portant délégations de signature
du Pôle Juridique, Achats, Donnée

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200518-2020_101-AR

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Monsieur Vincent DESCHAMPS, Directeur des Achats, dans les limites des attributions de la Direction des Achats ;
- Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, dans les limites des attributions de la Direction de la Commande Publique ;
- Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, dans les limites des attributions de la Direction Juridique ;
- Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, dans les limites des attributions de la Direction de la Donnée, du Numérique et Smart Région.

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Madame Bénédicte BERNIER, Coordinatrice administrative, à l'effet de signer les formulaires de demande de certificats électroniques de signature ainsi que les fiches d'intervention et les actes de constatation de service fait afférents.

Direction des Achats

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Vincent DESCHAMPS, Directeur des Achats, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4, à Madame Pascale BOURGEOIS, Chef du service achats généraux, communication et prestations de service, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4, à Monsieur Marouane ASKRI, Chef du service achats de travaux et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4, à Monsieur Mehdi NECIB, Chef du service achats formation, conseil, numérique et équipements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200518-2020_101-AR

Direction de la Commande Publique

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8, à Monsieur Cédric BRESOLIN, Chef du service Conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8, à Monsieur Philippe CHAVEROT, Chef du service CAO, jurys et contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8, à Madame Véronique DUPUIS, Chef du service passation des marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8, à Monsieur Norbert DELAUNE, Chef du service marchés de construction et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8, à Monsieur Steven ZIAJA, Chef du service marchés de fournitures services et formation professionnelle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200518-2020_101-AR

Direction juridique

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14, à Monsieur Alexandre NAIT, Chef du service contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Article 16 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre NAIT, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 15, à Monsieur Nicolas DEMARCHE, Chef de service adjoint contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions du service.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14, à Madame Sophie BELLARD-LUCATS, Chef du service Conseils et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service.

Direction de la Donnée, Numérique et Smart Région

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction.

Article 19 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 18, à Monsieur Antoine CARETTE, Directeur adjoint de la Donnée, du Numérique et Smart Région, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, dans les limites des attributions de la direction.

Article 20 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°2020-100 du 14 mai 2020.

Envoyé en préfecture le 19/05/2020
Reçu en préfecture le 19/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200518-2020_101-AR

Article 21 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 27/05/2020
Reçu en préfecture le 27/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_102-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 2020-102
du 25 mai 2020

portant délégations de signature
du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Daniel DAEHN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'effet de signer tout acte, décision, tout contrat et ses avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DAEHN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Madame Guylène ROTTIER, Directrice du soutien des sites, dans les limites des attributions de la Direction du soutien des sites ;
- Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des services aux utilisateurs, dans les limites des attributions de la Direction des services aux utilisateurs.

Envoyé en préfecture le 27/05/2020
Reçu en préfecture le 27/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_102-AR

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Rabah BAROUDI, Chef de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet d'engager et de signer les bons de commande, constater le service fait et liquider les factures à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle GRIERE, Chef du service budgétaire et comptable à la Mission Administration Pilotage et Projets Transverses, à l'effet d'engager et de signer les bons de commande et de liquider les factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs et tout acte portant constatation du service fait à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs dans la limite d'un montant de 50 000 € TTC.

Direction du soutien des sites

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Guylène ROTTIER, Directrice du soutien des sites, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, toute décision, tout ordre de mission, tout contrat et ses avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 120 000 € TTC et tout acte portant constatation conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, toute pièce relative à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives, les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 5, à Monsieur Jessy VIOUGEAS, Directeur-Adjoint du soutien des sites à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 5.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Lucile FISSOLO, Chef du service technique, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service et de la mission soutien des sites parisiens sur la partie technique (maintenance et travaux).

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lucile FISSOLO, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 7, à Monsieur Patrick RICO, Adjoint à la chef du service technique à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 7.

Envoyé en préfecture le 27/05/2020
Reçu en préfecture le 27/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_102-AR

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Pierre-Louis CADOR, Chef du service sûreté sécurité, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans les compétences du service et de la mission soutien des sites parisiens sur la partie sûreté-sécurité.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Louis CADOR, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 9, à Monsieur Sacha TRKLJA, Adjoint au Chef du service sûreté sécurité à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 9.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Madame Audrey ZAMAGNA, Chef du service accueil, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans les compétences du service.

Direction des services aux utilisateurs

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des services aux utilisateurs, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, toute décision, tout ordre de mission, tout état de frais, tout contrat et ses avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 120 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences de la direction.

Article 13 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 12, à Madame Letizia MURRET-LABARTHE, Directrice-adjointe des services aux utilisateurs à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 12.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Madame Martine WITON, Chef du service déplacements, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande et d'état de frais jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC entrant dans les compétences du service.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur William OSSANGA, Chef du service automobile, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans les compétences du service ainsi que les actes suivants relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et gérés par le service : demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte.

Envoyé en préfecture le 27/05/2020
Reçu en préfecture le 27/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_102-AR

Article 16 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William OSSANGA, Chef du service automobile, délégation de signature est donnée à Monsieur Gilles ZUCCARELLI, Adjoint au chef du service automobile, à l'effet de signer les actes suivants relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et gérés par le service : demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Madame Maguy POUPIN, Chef du service évènementiel, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC entrant dans les compétences du service.

Article 18 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maguy POUPIN, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 17, à Madame Margaux MORIN, Adjointe à la chef du service événementiel à l'effet de signer les actes mentionnés à l'article 17.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle AMADOU, Chef du service documentation, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans les compétences du service.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier GILTON, Chef du service général, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans les compétences du service.

Article 21 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2020-13 du 8 janvier 2020.

Article 22 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 28/05/2020
Reçu en préfecture le 28/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_103-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 2020-103 MODIFIANT L'ARRETE N° 16-326

Fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 4231-3 et L 4134-5 ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional modifié ;

VU l'avis du comité technique du 11 juin 2019 ;

ARRETE

Article 1er :

Le point V de l'article 7 de l'arrêté n° 16-326 modifié, est remplacé comme suit :

« V. La **direction du patrimoine et de la maintenance** regroupe les missions de maintenance des établissements, avec l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de maintenance préventive.

La direction se compose d'une mission « infrastructure de câblage de télécommunication et de sûreté » et de trois sous-directions, organisées en services :
• la sous-direction « ingénierie patrimoniale » avec deux services :
- service « énergie » ;
- service « amiante et plomb » ;

• la sous-direction « Ouest » avec trois services :
- service « administratif » ;
- service « technique 1 » ;
- service « technique 2 » ;

• la sous-direction « Est » avec trois services :
- service « administratif » ;
- service « technique 1 » ;
- service « technique 2 ». »

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 28/05/2020
Reçu en préfecture le 28/05/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200525-2020_103-AR

Article 2 :

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1er juin 2020.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le 25 mai 2020

David BONNEAU
Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 04/06/2020
Reçu en préfecture le 04/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200526-2020_104-AR

ARRETE N°2020-104 du 26 mai 2020
de désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de l'extension de capacité du lycée Henri Sellier à Livry-Gargan 93

Région îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et son article L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L.2171-1 et suivant ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R.2171-15 à R.2171-22 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la commission d'appel d'offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-227 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil Régional à la présidence des jurys de conception-réalisation ;

Vu le Décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 et l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 et du Décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu le procès-verbal du jury du marché public global de performance en date des 26 mai 2020, admettant à participer au dialogue compétitif les deux candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R. 2171-18 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) NORD France CONSTRUCTIONS / Cabinet AMELLER & DUBOIS / TPF INGENIERIE / Atelier TOURNESOL / SEMERU / FB3M (pli n°2)
2) SYLVAMETAL / BAUDIN CHATEAUNEUF / A5A ARCHITECTES / BETOM / CAP TERRE / ALTIA / BRUNIER / EUROPAMIANTE / ALMA CONSULTING / COBE Architecture et Paysage (pli n°4)

ARRETE

Article unique :
La liste des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de l'extension de capacité du lycée Henri Sellier à Livry-Gargan 93 est établie comme suit :

- NORD France CONSTRUCTIONS / Cabinet AMELLER & DUBOIS / TPF INGENIERIE / Atelier TOURNESOL / SEMERU / FB3M
- SYLVAMETAL / BAUDIN CHATEAUNEUF / A5A ARCHITECTES / BETOM / CAP TERRE / ALTIA / BRUNIER / EUROPAMIANTE / ALMA CONSULTING / COBE Architecture et Paysage

Le Président du jury
Jean-François LEGARET

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_105-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-105
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DAEHN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des Services aux Utilisateurs, et Madame Guylène ROTTIER, Directrice du Soutien des sites, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_105-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_106-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-106
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah KOWAL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Lycées, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Catherine DUBOSCQ, adjointe à la Directrice Générale Adjointe, et Madame Marianne DEMAISON, Directrice de la Performance, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Lycées, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_106-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_107-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-107
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Simon LARGER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Cendrine CRUZILLE, Directrice de la Recherche et du transfert de technologie, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Transfert Recherche Enseignement Supérieur Orientation en Réseaux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_107-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_108_1-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-108
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Adjointe au Directeur Général Adjoint et Directrice du Budget, et à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, Directrice de la Comptabilité, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région Ile-de-France et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_108_1-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_109-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-109
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude ROTHENBURGER, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Didier JEAN, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et Monsieur Cédric GUILLON-LAVOCAT, Directeur des Affaires Européennes, à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Affaires Européennes Coopération Internationale et Tourisme, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_109-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_110-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-110
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe SAINTILLAN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Logement et Transports, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Paul BEAUVALLET, Directeur des Transports, et Monsieur Angelo ZAGALOLO, Directeur du Logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Logement et Transports, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_110-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_111-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-111
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion ZALAY, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Cohésion Territoriale, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Nicolas PERRIN, Directeur Agriculture, ruralité et forêt, et à Monsieur Sébastien MAES, Directeur de l'Environnement, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Cohésion Territoriale, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_111-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_112-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-112
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Frédérique MOREL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Thierry BRIFFAULT, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur des Qualifications et Métiers, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_112-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_113-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-113
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, pendant la période du mardi 2 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, et Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_113-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_114-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-114
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cédric ARCOS, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Karine LACOUR, Adjointe au Directeur Général Adjoint, et Madame Line DESCOURRIERE, Responsable de la Mission Administrative et Appui Transverse, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Politiques Sportives de Santé de Solidarité et de Modernisation, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_114-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_115-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-115
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GROSS, Directeur de la Culture, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Martine FERNEX, Directrice Adjointe, et Madame Catherine CORTEVILLE, Cheffe du service de l'inventaire et du patrimoine, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction de la Culture, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_115-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_116-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-116
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fabienne CHOL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources Humaines, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Aline RIDET, Adjointe à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Claire FOUCQUIER, Directrice de l'Administration du Personnel, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Ressources Humaines, à l'exception des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_116-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_117-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-117
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François SUBRENAT, Directeur des Systèmes d'Information, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Silvain CLOULAS, Adjoint au Directeur et Chef du service Système d'Information Applications Métiers, et à Monsieur Richard DESCAS, Chef du service Projets Techniques et Bureautiques, à l'effet de signer tous actes ou décisions, les bons de commande, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction des Systèmes d'Information, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_117-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_118-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-118
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Perrine DANMANVILLE, Directrice de la Communication, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Madame Maud DESBROUSSES, Adjointe à la Directrice, et à Monsieur Gildas CROSNIER, Chef du service Campagnes et événements, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la Direction de la Communication, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_118-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_119-AR

Région îledeFrance
Conseil régional

ARRETE N°2020-119
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe, et à Madame Nathalie LEFEVRE, Directrice de la Politique Economique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, conventions, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du Pôle Entreprises et Emploi, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_119-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_120-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-120
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Juridique Achats Donnée, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_120-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_121-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-121
du 28 mai 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional.

ARRETE

Article 1er :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, pendant la période du lundi 22 juin au mercredi 1er juillet 2020 inclus, délégation à titre temporaire est donnée à Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_121-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020-122
du 28 mai 2020

portant délégations de signature
du Pôle Lycées

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Sarah KOWAL, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Lycées, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah KOWAL, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Madame Catherine DUBOSCQ, adjointe à la Directrice Générale Adjointe, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception de la notification de la dotation globale de fonctionnement des EPLE (DGFL), de la notification des fonds d'urgence et des actes relatifs aux logements de fonction, des courriers faisant état des dépenses des cités mixtes régionales (CMR), des actes de cession et valorisation, des circulaires budgétaires signées par la Région Ile-de-France et les académies, les PPL conjoints avec les rectorats et les courriers de dépôt de permis de construire.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Direction de la performance budgétaire et contractuelle

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marianne DEMAISON, Directrice de la performance budgétaire et contractuelle, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés, accords-cadres, conventions et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction, à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 209 K€ H.T, de la notification de la dotation globale de fonctionnement des EPLE (DGFL), des courriers faisant état des dépenses des cités mixtes régionales (CMR) et des actes relatifs aux logements de fonction.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marianne DEMAISON, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent, à Monsieur Cyril ROYER, Adjoint à la Directrice de la performance budgétaire et contractuelle.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Claudette PINON-REVEL, chef du service comptabilité, à l'effet de signer tous actes entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Kien KUOCH-COLLET, chef du service dotations de fonctionnement des établissements, à l'effet de signer tous actes entrant dans les compétences du service à l'exception de la notification de la dotation globale de fonctionnement des EPLE (DGFL).

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Mathieu BAROU, chef du service contrats et conventions, à l'effet de signer tous actes entrant dans les compétences du service à l'exception de la signature des accords-cadres, des marchés et conventions.

Direction Lycées Lab'

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Cécile PHELIZON, Directrice de Lycées Lab', à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 209 K€ H.T.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Madame Aurore TOURNE, chef du service programmation, à l'effet de signer tous actes entrant dans les compétences du service à l'exception de la signature des accords-cadres, des marchés, des conventions et des bons de commandes d'un montant supérieur à 90 K€ H.T.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Romain GUSTAVE, Monsieur Antonin JEAN, Madame Alice LY, Madame Corinne ABIVEN et Madame Nelly RATSARATANY, chargés de mission programmation, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Madame Emmanuelle MORENO, chef du service offre de formation, à l'effet de signer tous actes entrant dans les compétences du service à l'exception de la signature des accords-cadres, des marchés, des conventions et des bons de commande d'un montant supérieur à 90 K€ H.T.

Direction Réussite des élèves

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Madame Catherine DUBOSCQ, adjointe à la Directrice Générale Adjointe et qui assure les fonctions de directrice de la réussite des élèves, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, décisions, contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 209 K€ H.T.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Pascal COROLLER, chef du service transformation numérique, à l'effet de signer tous bons de commande d'un montant inférieur à 90 K€ H.T et tous actes relatifs au service fait entrant dans les compétences du service (y compris pour les manuels scolaires papiers).

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Martial BLANC, chef du service hébergement, restauration et aides sociales, à l'effet de signer les comptes-rendus des audits à blanc entrant dans les compétences du service.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Madame Nadia MEGUENI, chef du service orientation et actions éducatives, à l'effet de signer tous bons de commande d'un montant inférieur à 90 K€ H.T et tous actes relatifs au service fait entrant dans les compétences du service.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Madame Carine MICHAUD, chef du service équipements, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la liquidation des factures et les bons de commande d'un montant inférieur à 90 K€ H.T. entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jérémie JARDIN, Monsieur Dominique ALZIN, chargés de mission équipements, et Monsieur Olivier FERNANDES-PEDRO, technicien équipements, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Direction des opérations

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Madame Sandrine ROLLIN, Directrice des opérations, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions :

- tous actes, décisions, contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction, à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 209 K€ H.T ;

- toutes pièces relatives à l'exécution des travaux, y compris la signature des demandes de permis de construire et tous les ordres de service entrant dans les compétences de la direction, à l'exception des courriers de dépôt de permis de construire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine ROLLIN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées aux alinéas précédents, à Monsieur Xavier POURIEUX, Directeur adjoint des opérations.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Madame Elisabete BOUCA-SEIXAS, chef du service ressources techniques bâti et foncier, à l'effet de signer tous les bons de commande d'un montant inférieur à 90 K€ H.T, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe AUZET, chef du service études générales et environnementales, à l'effet de signer tous les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 90 K€ H.T, tous les ordres de service, tous les acomptes des MAPA et les actes relatifs à la constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Madame Valérie JACQUES, chef du service maîtrise d'ouvrage 1, à l'effet de signer tous les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 90 K€ H.T., tous les ordres de service et tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) et tous les acomptes entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Lou PERRIER, Monsieur Guillaume NOWAK, Monsieur Emmanuel ROUSSEAUX et Madame Sophie Gicquel, directeurs de projets, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences du service.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Madame Céline LIRET, chef du service maîtrise d'ouvrage 2, à l'effet de signer tous les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 90 K€ H.T., tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) et tous les acomptes entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Délégation permanente est donnée à Madame Léa BONNET, Monsieur Jean-Claude LE BERRE, Madame Tania DEBBAS, Madame Lucile GUILLON, Madame Sylvie LAGET, directeurs de projet, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences du service.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Madame Odile HAGENMULLER, chef du service maîtrise d'ouvrage 3, à l'effet de signer tous les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 90 K€ H.T., tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) et tous les acomptes entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Madame Brigitte DENIS, Monsieur Philippe SEGONDS, Madame Patricia PIQUIONNE, Monsieur Bertrand BRUNIAU, Madame Emmanuelle MORAND, Madame Danielle GRUGNARDI, Monsieur Philippe MISCHLER, directeurs de projet et Madame Sandra DOULET, Ingénieur grands projets, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la constatation du service fait (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences du service.

Direction du Patrimoine et de la maintenance

Article 21 :

Délégation permanente est donnée à Madame Lorna FARRE, Directrice du patrimoine et de la maintenance, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions :

- tous actes, décisions, contrats, marchés ou accords-cadres et leurs avenants, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la direction, à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 209 K€ H.T. ;

- toutes pièces relatives à l'exécution des travaux réalisés en MOD entrant dans les compétences de la direction.

Sous-Direction Territoriale Ouest

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe BABIN DE LIGNAC, Sous-directeur territorial Ouest, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs à 90 K€ H.T. en prestations intellectuelles et 209 K€ H.T. en marchés de travaux, y compris les bons de commande d'un montant supérieur à 90 K€ H.T. entrant dans les compétences de la sous-direction ;

- toutes pièces relatives à l'exécution du programme de travaux, notamment les autorisations administratives (déclaration préalable, permis de construire) entrant dans les compétences de la sous-direction.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BABIN DE LIGNAC, délégation de signature est donnée à Monsieur Francois CARDAROPOLI, chef du service technique 1, et à Monsieur Christophe NOURRY, chef du service technique 2, dans les mêmes limites que celles fixées aux alinéas précédents.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur François CARDAROPOLI, chef du service technique 1 et à Monsieur Christophe NOURRY, chef du service technique 2, à l'effet de signer les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux résultant de l'exécution des accords-cadres à bons de commande ainsi que les constatations de service fait pour les travaux réalisés en MOD (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2.

Délégation permanente est donnée à Madame Safaé LEGOU, Monsieur David MANI, Madame Véronique THIEBAULT, Monsieur Patrick CLERY, Monsieur Jean-Paul DABROWSKI, ingénieurs, à l'effet de signer les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux résultant de l'exécution des accords-cadres à bons de commande ainsi que les constatations de service fait pour les travaux réalisés en MOD entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2.

Sous-Direction Territoriale Est

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bruno BRETILLOT, chef du service technique 1, et Monsieur Georges OTTL, chef du service technique 2, à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs à 90 K€ H.T. en prestations intellectuelles et 209 K€ H.T en marchés de travaux, à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 90 K€ H.T. entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2 ;

- toutes pièces relatives à l'exécution des courriers de dépôt de permis de construire, du programme de travaux et notamment les autorisations administratives (déclarations préalables, permis de construire, autorisations ERP,…), à l'exception des procès-verbaux de réception des travaux et des décisions de réception entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bruno BRETILLOT, chef du service technique 1, et Monsieur Georges OTTL, chef du service technique 2, à l'effet de signer les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux résultant de l'exécution des accords-cadres à bons de commande ainsi que les constatations de service fait pour les travaux réalisés en MOD (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier MONTIGNY, Monsieur Cyrille ARZEL, Monsieur Philippe RISCH, Madame Nathalie VAN DAMME, Monsieur Said ASMANI, Monsieur Michel BONNEFILLE, ingénieurs, à l'effet de signer les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux résultant de l'exécution des accords-cadres à bons de commande ainsi que les constatations de service fait pour les travaux réalisés en MOD (y compris les procès-verbaux de réception des travaux) entrant dans les compétences des services techniques 1 et 2

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Sous-Direction Ingénierie patrimoniale

Article 26 :

Délégation permanente est donnée à Madame Nadine ZUMPICCHIAT, chef du service énergie, à l'effet de signer les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs à 90 K€ H.T. en prestations intellectuelles et 209 K€ H.T. en marchés de travaux ainsi que les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux entrant dans les compétences du service.

Délégation permanente est donnée à Monsieur Mourad HADDAD, Monsieur Cyril BRUN et Madame Sara LOUBAR, ingénieurs, et Monsieur Kevin GUICHARD, chef de projets, à l'effet de signer les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux résultant de l'exécution des accords-cadres à bons de commande ainsi que les constatations de service fait pour les travaux réalisés en MOD entrant dans les compétences du service.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée à Madame Elisabeth MAZALTOV, chef du service amiante et plomb, à l'effet de signer les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs à 90 K€ H.T. en prestations intellectuelles et 209 K€ H.T. en marchés de travaux ainsi que les constatations de service fait et les procès-verbaux de réception des travaux entrant dans les compétences du service.

Article 28 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Toni DOS SANTOS**,** responsable de la mission infrastructure de câblage de télécommunication et de sûreté, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et accords-cadres et leurs avenants inférieurs à 90 K€ H.T. en prestations intellectuelles et 209 K€ H.T. en marchés de travaux, à l'exception des bons de commande d'un montant supérieur à 90 K€ H.T entrant dans les compétences de la mission ;

- toutes pièces relatives à l'exécution du programme des travaux et notamment les autorisations administratives (déclarations préalables, permis de construire, autorisations ERP, …), ainsi que les procès-verbaux de réception des travaux, les décisions de réception entrant dans les compétences de la mission.

Service informations et relations extérieures

Article 29 :

Délégation permanente est donnée à Madame Alix CARIOU, chef du service informations et relations extérieures, à l'effet de signer les courriers de désignation des personnalités qualifiées appelées à siéger au sein des conseils d'administration des lycées.

Article 30 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2019-206 du 27 juin 2019.

Envoyé en préfecture le 03/06/2020
Reçu en préfecture le 03/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200528-2020_122-AR

Article 31 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 02/06/2020
Reçu en préfecture le 02/06/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200529-2020_123-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-123
du 29 mai 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise, le 10 juin 2020 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance